

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114709231>

CA 20N
XB
-B56-



55

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 24

Projet de loi 24

**An Act to amend the Environmental
Protection Act, the Ontario Water
Resources Act and the Pesticides Act**

**Loi modifiant la Loi sur la protection
de l'environnement, la Loi sur les
ressources en eau de l'Ontario et la
Loi sur les pesticides**

Mr. Wildman

M. Wildman

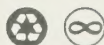


Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 23, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 23 novembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Environmental Protection Act* (the "E.P.A."), the *Ontario Water Resources Act* (the "O.W.R.A.") and the *Pesticides Act* to combat the illegal depositing of waste. Specific amendments are made to the E.P.A., and all three statutes are amended to facilitate enforcement and increase penalties.

Provisions of the E.P.A. that deal with the depositing of waste and with orders for waste removal are broadened, and a power to make restitution orders is added. Provisions that allow the seizure and suspension or detention of vehicle permits and plates are expanded. The category of documents that may be used as evidence is also broadened. (Sections 1 to 5 and 9 of the Bill; sections 40, 43, 43.1, 48, 49, 50 and 175 of the E.P.A.)

All three statutes are amended as follows:

1. To allow provincial officers to make enforcement orders and to seize vehicles or other things used in the commission of offences. (Sections 6, 7, 8, 14, 15, 16, 21, 22 and 23 of the Bill; sections 55.1, 161.1 and 162 of the E.P.A., sections 16.1, 19.1 and 21 of the O.W.R.A. and sections 22.1, 24 and 26.1 of the *Pesticides Act*.)
2. To allow courts to order the forfeiture of vehicles or other things used in the commission of offences. (Sections 6, 14 and 23 of Bill; section 55.2 of the E.P.A., section 16.2 of the O.W.R.A. and section 26.2 of the *Pesticides Act*.)
3. To facilitate the service of summonses against corporations under Part III of the *Provincial Offences Act*. (Sections 10, 17 and 25 of Bill; section 181 of the E.P.A., section 90 of the O.W.R.A. and section 50 of the *Pesticides Act*.)
4. To prohibit the keeping of false records and the refusal to furnish required information. (Sections 11, 18 and 20 of Bill; section 184 of the E.P.A., section 98 of the O.W.R.A. and section 17 of the *Pesticides Act*.)
5. To increase penalties for certain offences. (Sections 12, 13, 19 and 24 of Bill; sections 187 and 193 of the E.P.A., section 109 of the O.W.R.A. and section 45 of the *Pesticides Act*.)

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et la *Loi sur les pesticides* de manière à combattre le dépôt illégal de déchets. Des modifications particulières sont apportées à la *Loi sur la protection de l'environnement*, et les trois lois sont modifiées de manière à faciliter leur exécution et à augmenter les peines.

Les dispositions de la *Loi sur la protection de l'environnement* qui portent sur le dépôt de déchets et sur les arrêtés d'enlèvement des déchets sont élargies, et un pouvoir de prendre des arrêtés de restitution est ajouté. Sont également élargies les dispositions qui autorisent la saisie et la suspension ou la détention des certificats et des plaques d'immatriculation de véhicules. La catégorie de documents qui peuvent être reçus en preuve est elle aussi élargie. (Articles 1 à 5 et article 9 du projet de loi; articles 40, 43, 43.1, 48, 49, 50 et 175 de la *Loi sur la protection de l'environnement*.)

Les trois lois sont modifiées dans les buts suivants :

1. Autoriser les agents provinciaux à prendre des arrêtés pour l'exécution de la Loi et à saisir les véhicules ou autres choses utilisés dans la perpétration d'infractions. (Articles 6, 7, 8, 14, 15, 16, 21, 22 et 23 du projet de loi; articles 55.1, 161.1 et 162 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, articles 16.1, 19.1 et 21 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, et articles 22.1, 24 et 26.1 de la *Loi sur les pesticides*.)
2. Autoriser les tribunaux à ordonner la confiscation des véhicules ou autres choses utilisés dans la perpétration d'infractions. (Articles 6, 14 et 23 du projet de loi; article 55.2 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, article 16.2 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et article 26.2 de la *Loi sur les pesticides*.)
3. Faciliter la signification des assignations aux personnes morales en vertu de la partie III de la *Loi sur les infractions provinciales*. (Articles 10, 17 et 25 du projet de loi; article 181 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, article 90 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et article 50 de la *Loi sur les pesticides*.)
4. Interdire la constitution de dossiers contenant de faux renseignements et le refus de fournir les renseignements exigés. (Articles 11, 18 et 20 du projet de loi; article 184 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, article 98 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et article 17 de la *Loi sur les pesticides*.)
5. Augmenter les peines imposées pour certaines infractions. (Articles 12, 13, 19 et 24 du projet de loi; articles 187 et 193 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, article 109 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et article 45 de la *Loi sur les pesticides*.)

An Act to amend the Environmental Protection Act, the Ontario Water Resources Act and the Pesticides Act

Loi modifiant la Loi sur la protection de l'environnement, la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario et la Loi sur les pesticides

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

1. Section 40 of the *Environmental Protection Act* is repealed and the following substituted:

Prohibition,
deposit of
waste

40. (1) No person shall deposit waste, or cause or permit waste to be deposited, upon, in, into or through any land or land covered by water or in any building, except as provided in subsection (2).

Exception,
waste dis-
posal site

(2) The prohibition set out in subsection (1) does not apply in respect of land, land covered by water or a building if,

- (a) the land or building is a waste disposal site for which a certificate of approval or a provisional certificate of approval has been issued; and
- (b) the waste is deposited in accordance with the terms and conditions of the certificate.

2. Section 43 of the Act is repealed and the following substituted:

Waste
removal
order

43. (1) If waste has been deposited upon, in, into or through any land or land covered by water or in any building that has not been approved as a waste disposal site, the Director may make a waste removal order against any of the following persons:

- 1. An owner, occupant, previous owner or previous occupant of the land or building.
- 2. A person who has or had charge and control of the land or building.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. L'article 40 de la *Loi sur la protection de l'environnement* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction
de déposer
des déchets

40. (1) Sous réserve du paragraphe (2), nul ne doit déposer ni permettre ou faire en sorte que l'on dépose des déchets sur, dans ou à travers un terrain, à l'intérieur de celui-ci, sur un terrain immergé ou dans un bâtiment.

(2) L'interdiction visée au paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'un terrain, d'un terrain immergé ou d'un bâtiment si :

Exception,
lieux d'éli-
mination des
déchets

- a) d'une part, le terrain ou le bâtiment est un lieu d'élimination des déchets pour lequel un certificat d'autorisation ou un certificat d'autorisation provisoire a été délivré;
- b) d'autre part, les déchets sont déposés conformément aux conditions énoncées dans le certificat.

2. L'article 43 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

43. (1) Si des déchets ont été déposés sur, dans ou à travers un terrain ou à l'intérieur de celui-ci ou semblablement sur un terrain immergé ou dans un bâtiment qui n'ont pas été autorisés comme lieux d'élimination des déchets, le directeur peut prendre un arrêté d'enlèvement des déchets contre l'une ou l'autre des personnes suivantes :

Arrêté d'en-
lèvement des
déchets

- 1. Un propriétaire, un occupant, un propriétaire précédent ou un occupant précédent du terrain ou du bâtiment.
- 2. La personne qui a ou avait la responsabilité et le contrôle du terrain ou du bâtiment.

	3. A person whom the Director reasonably believes to have deposited the waste or caused or permitted it to be deposited.	3. La personne dont le directeur croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle a déposé les déchets ou a permis ou fait en sorte qu'on le fasse.	
Same	(2) A waste removal order requires the person against whom it is made to remove the waste and restore the site to a condition satisfactory to the Director.	(2) L'arrêté d'enlèvement des déchets enjoint à la personne contre qui il est pris d'enlever les déchets et de remettre le lieu dans un état que le directeur juge satisfaisant.	Idem
Restitution order	43.1 (1) If a person described in paragraph 1 or 2 of subsection 43 (1) (including a municipality) removes the waste and restores the site to a condition satisfactory to the Director, the Director may make a restitution order against any person described in paragraph 3 of that subsection and against whom a waste removal order relating to the site was or could have been made.	43.1 (1) Si une personne mentionnée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe 43 (1) (y compris une municipalité) enlève les déchets et remet le lieu dans un état que le directeur juge satisfaisant, le directeur peut prendre un arrêté de restitution contre toute personne mentionnée à la disposition 3 de ce même paragraphe et contre qui un arrêté d'enlèvement des déchets à l'égard du lieu a été ou aurait pu être pris.	Arrêté de restitution
Same	(2) A restitution order requires the person against whom it is made to pay to the person who removed the waste and restored the site the reasonable cost of the removal and restoration, within the time set out in the order.	(2) L'arrêté de restitution enjoint à la personne contre qui il est pris de verser à la personne qui a enlevé les déchets et qui a remis le lieu en état un montant équivalant au coût raisonnable de l'enlèvement et de la remise en état, dans les délais précisés dans l'arrêté.	Idem
Use of deposit or surety bond	(3) If the person against whom a restitution order is made has made a deposit or furnished a surety bond under section 35, the Director may order that the deposit or bond be used to satisfy all or part of the restitution order.	(3) Si la personne contre qui un arrêté de restitution est pris a fourni un dépôt ou un cautionnement aux termes de l'article 35, le directeur peut ordonner que le dépôt ou le cautionnement serve à l'exécution de tout ou partie de l'arrêté de restitution.	Dépôts et cautionnements
Appeal	(4) An appeal of a restitution order under section 140 stays the operation of the order, unless the Board orders otherwise.	(4) L'appel d'un arrêté de restitution en vertu de l'article 140 suspend l'application de l'arrêté, à moins que la Commission n'ordonne autrement.	Appel
Enforcement	(5) A restitution order may be filed in the Ontario Court (General Division), and on filing it shall be deemed to be an order of the court and is enforceable as such.	(5) L'arrêté de restitution peut être déposé auprès de la Cour de l'Ontario (Division générale) et, sur dépôt, est réputé une ordonnance du tribunal et est exécutoire au même titre.	Exécution
Interest	(6) For the purposes of section 129 of the <i>Courts of Justice Act</i> , the date of filing shall be deemed to be the date of the order.	(6) Pour l'application de l'article 129 de la <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> , la date de dépôt est réputée la date de l'arrêté.	Intérêts
	3. (1) Subsection 48 (1) of the Act is amended,	3. (1) Le paragraphe 48 (1) de la Loi est modifié :	
	(a) by striking out "sections 49 to 55" and substituting "sections 49 to 55.1"; and	(a) par substitution, à «articles 49 à 55», de «articles 49 à 55.1»;	
	(b) by striking out the definition of "hailed liquid industrial waste or hazardous waste".	(b) par suppression de la définition de «déchets industriels liquides transportés ou déchets dangereux».	
	(2) Subsection 48 (2) of the Act is repealed and the following substituted:	(2) Le paragraphe 48 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Seizure of permit and number plates	(2) A police officer or a provincial officer may seize the permit and the number plates for a vehicle where he or she is of the opinion, on reasonable and probable grounds,	(2) Un agent de police ou un agent provincial peut saisir le certificat et les plaques d'immatriculation d'un véhicule s'il est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables :	Saisie du certificat et des plaques d'immatriculation

- (a) that the vehicle was used or is being used in the commission of an offence under this Part or under a regulation relating to this Part; and
- (b) that the seizure is necessary to prevent the continuation or repetition of the offence.

4. (1) Subsection 49 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Suspension of permit and detention of number plates

(1) When a person is convicted of an offence under this Part or under a regulation relating to this Part, the court may order the suspension of the permit and the detention of the number plates for any vehicle that the court is satisfied was used in the commission of the offence, if the court is satisfied that the suspension and detention are necessary to prevent the repetition of the offence.

(2) Clause 49 (9) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) of satisfying the court that it is not necessary to issue an order under this section in order to prevent the repetition of the offence; or

5. Clause 50 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) a person is convicted of an offence under this Part or under a regulation relating to this Part; and

6. Part V of the Act is amended by adding the following sections:

Order of provincial officer

55.1 (1) A provincial officer may make an order against a person whom the provincial officer reasonably believes to have contravened or to be contravening,

- (a) this Part or a regulation relating to this Part;
- (b) an order made under this Part; or
- (c) a term or condition of a certificate of approval, provisional certificate of approval, licence or permit under this Part.

Same

(2) The order may require the person to do one or more of the following:

1. Take action to achieve compliance with this Part, the regulation, the order, or

- a) d'une part, que le véhicule est ou a été utilisé dans la perpétration d'une infraction à la présente partie ou à un règlement relatif à celle-ci;
- b) d'autre part, que la saisie est nécessaire pour empêcher la continuation ou la répétition de l'infraction.

4. (1) Le paragraphe 49 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente partie ou à un règlement relatif à celle-ci, le tribunal peut ordonner la suspension du certificat d'immatriculation d'un véhicule et la détention des plaques s'il est convaincu que ce véhicule a été utilisé dans la perpétration de l'infraction et que la suspension et la détention sont nécessaires pour empêcher la répétition de l'infraction.

Suspension du certificat d'immatriculation et détention des plaques

(2) L'alinéa 49 (9) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) convaincre le tribunal qu'il n'est pas nécessaire de rendre une ordonnance en vertu du présent article afin d'empêcher la répétition de l'infraction;

5. L'alinéa 50 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente partie ou à un règlement relatif à celle-ci;

6. La partie V de la Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

55.1 (1) Un agent provincial peut prendre un arrêté contre toute personne dont il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle a contrevenu ou contrevient :

Arrêté d'un agent provincial

- a) soit à la présente partie ou à règlement relatif à celle-ci;
- b) soit à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en vertu de la présente partie;
- c) soit à une condition énoncée dans un certificat d'autorisation, un certificat d'autorisation provisoire, une licence ou un permis délivré en vertu de la présente partie.

(2) L'arrêté peut exiger que la personne prenne une ou plusieurs des mesures suivantes :

Idem

1. Prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la présente partie, au règle-

the term or condition, as the case may be.

2. Take action to prevent the continuation or repetition of the contravention.
3. Take action to remove waste deposited in contravention of this Part and to restore the site to a condition satisfactory to the Director.
4. Take action to submit a compliance plan or approval application under this Part.
5. Post the order prominently at a specified location.

Form and content of order

(3) The order shall,

- (a) be in writing;
- (b) refer to the provision, order, term or condition that the provincial officer believes has been or is being contravened;
- (c) include a brief statement of the evidence for the provincial officer's belief that the person has contravened or is contravening the provision, order, term or condition; and
- (d) state that an appeal is available under subsection (4).

Appeal

(4) The person may, within 15 days after being served with the order, appeal it to the Director by serving written notice on the Director and the provincial officer.

Same

(5) The Director shall, within 15 days of being served with the notice of appeal, consider the matter and revoke, confirm or amend the order.

Stay

(6) The notice of appeal may include a request for an immediate stay of the order; in that case, the Director shall deal with the request within 24 hours of being served with the notice of appeal, and may deal with the remaining issues later in accordance with subsection (5).

Forfeiture

55.2 (1) When a person has been convicted of a second or subsequent offence under this Part or under a regulation relating to this Part, the court may order that a vehicle or other thing that was seized under section 161.1 in connection with the offence be forfeited to the Crown.

ment, à l'arrêté, à l'ordonnance ou à la condition, selon le cas.

2. Prendre les mesures nécessaires pour empêcher la continuation ou la répétition de la contravention.
3. Prendre les mesures nécessaires pour enlever les déchets déposés contrairement à la présente partie et pour remettre le lieu dans un état que le directeur juge satisfaisant.
4. Prendre les mesures nécessaires pour soumettre un plan de conformité ou une demande d'autorisation en vertu de la présente partie.
5. Afficher l'arrêté bien en vue dans un endroit précis.

(3) L'arrêté remplit les conditions suivantes :

- a) il est fait par écrit;
- b) il mentionne la disposition, l'arrêté, l'ordonnance ou la condition auquel l'agent provincial croit qu'il y a eu ou qu'il y a une contravention;
- c) il comprend un court exposé de la preuve sur laquelle se fonde l'agent provincial pour croire que la personne a contrevenu ou contrevient à la disposition, à l'arrêté, à l'ordonnance ou à la condition;
- d) il indique qu'il peut être interjeté appel en vertu du paragraphe (4).

Forme et contenu de l'arrêté

(4) La personne peut, dans les 15 jours qui suivent la signification de l'arrêté, interjeter appel de l'arrêté auprès du directeur en signifiant un avis écrit à celui-ci et à l'agent provincial.

Appel

(5) Dans les 15 jours de la signification de l'avis d'appel, le directeur examine la question et révoque, confirme ou modifie l'arrêté.

Idem

(6) L'avis d'appel peut comprendre une demande de suspension immédiate de l'arrêté. Dans ce cas, le directeur traite la demande dans les 24 heures de la signification de l'avis d'appel. Il peut traiter les autres questions plus tard conformément au paragraphe (5).

Suspension

55.2 (1) Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente à la présente partie ou à un règlement relatif à celle-ci, le tribunal peut ordonner que le véhicule ou l'autre chose qui a été saisi en vertu de l'article 161.1 en rapport avec l'infraction soit confisqué au profit de la Couronne.

Confiscation

Notice	(2) Subsection (1) does not apply unless the court is satisfied that the defendant (and the owner of the vehicle or other thing, if the defendant is not the owner) was notified, before the defendant entered a plea, that an order would be sought under this section.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique que si le tribunal est convaincu que le défendeur (et le propriétaire du véhicule ou de l'autre chose, si le défendeur n'est pas le propriétaire) a été avisé, avant d'inscrire son plaidoyer, qu'une ordonnance serait demandée en vertu du présent article.	Avis
Right to be added as party	(3) An owner who is given notice under subsection (2) is entitled to be added as a party to the proceeding for the purpose of, <ul style="list-style-type: none"> (a) satisfying the court that the vehicle or other thing will not be further used in the commission of offences under this Part or under a regulation relating to this Part; (b) making submissions to the court with respect to the issuance of an order under subsection (1). <p>7. The Act is amended by adding the following section:</p>	(3) Le propriétaire qui reçoit l'avis visé au paragraphe (2) a le droit d'être joint comme partie à l'instance aux fins suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) convaincre le tribunal que le véhicule ou l'autre chose ne sera plus utilisé dans la perpétration d'infractions à la présente partie ou à un règlement relatif à celle-ci; b) présenter des observations au tribunal concernant la possibilité de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1). <p>7. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p>	Jonction d'une partie
Seizure	161.1 (1) A provincial officer may, without a warrant or court order, seize a vehicle or other thing if he or she reasonably believes, <ul style="list-style-type: none"> (a) that the vehicle or other thing is being or has been used in the commission of an offence under Part V (Waste Management) or under a regulation relating to that Part; and (b) that it is necessary to seize the vehicle or other thing to prevent the continuation or repetition of the offence. 	161.1 (1) Un agent provincial peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, saisir un véhicule ou une autre chose s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables : <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, que le véhicule ou l'autre chose est ou a été utilisé dans la perpétration d'une infraction à la partie V (Gestion des déchets) ou à un règlement relatif à celle-ci; b) d'autre part, qu'il est nécessaire de saisir le véhicule ou l'autre chose pour empêcher la continuation ou la répétition de l'infraction. 	Saisie
Possession	(2) The provincial officer may remove the vehicle or other thing, or may detain it in the place where it is seized.	(2) L'agent provincial peut enlever le véhicule ou l'autre chose du lieu où il l'a saisi, ou l'y retenir.	Possession
Notice of reason for seizure	(3) The provincial officer shall inform the person from whom the vehicle or other thing is seized of the reason for the seizure and shall give the person a receipt.	(3) L'agent provincial informe la personne de qui il a saisi le véhicule ou l'autre chose du motif de la saisie et lui remet un reçu.	Avis du motif de la saisie
	<p>8. (1) Subsection 162 (1) of the Act is amended by striking out "during an inspection or search under section 160 or 161" in the second and third lines and substituting "under section 160, 161 or 161.1".</p> <p>(2) Subsection 162 (2) of the Act is amended by striking out "during an inspection or search under section 160 or 161" in the fourth and fifth lines and substituting "under section 160, 161 or 161.1".</p>	<p>8. (1) Le paragraphe 162 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «au cours d'une inspection ou d'une perquisition faite en vertu de l'article 160 ou 161» aux deuxième, troisième et quatrième lignes, de «en vertu de l'article 160, 161 ou 161.1».</p> <p>(2) Le paragraphe 162 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «au cours d'une inspection ou d'une perquisition faite en vertu de l'article 160 ou 161» aux quatrième, cinquième et sixième lignes, de «en vertu de l'article 160, 161 ou 161.1».</p>	
	<p>9. (1) Subsection 175 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:</p>	<p>9. (1) Le paragraphe 175 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :</p>	

(e.1) a manifest under Regulation 347 of the Revised Regulations of Ontario, 1990;

(e.2) a record that is required to be kept as a condition of a certificate or provisional certificate of approval under Part V.

(2) Subsection 175 (2) of the Act is amended by striking out “clause (1) (c) or (d)” in the second and third lines and substituting “clause (1) (c), (d), (e.1) or (e.2)”.

(3) Section 175 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) An official document mentioned in clause (1) (e.1) or (e.2) that purports to be signed by a person shall be received in evidence in any proceeding against the person or his or her employer as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the official document, without proof of the signature or position of the person appearing to have signed the official document.

10. (1) The definition of “offence notice or summons” in subsection 181 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“offence notice or summons” means,

- (a) an offence notice or summons under Part I of the *Provincial Offences Act*,
- (b) a summons under Part III of the *Provincial Offences Act*, if the defendant is a corporation. (“avis d’infraction ou assignation”)

(2) Subsection 181 (4) of the Act is repealed.

11. Section 184 of the Act is repealed and the following substituted:

184. No person shall,

- (a) knowingly give false information in an application, return or statement made to the Minister, a provincial officer or any employee of the Ministry in respect of any matter under this Act or the regulations;
- (b) knowingly include false information in a record that is required to be kept by this Act or the regulations; or
- (c) refuse to furnish the Minister, a provincial officer or any employee of the Ministry with information that is required to be furnished by this Act or the regulations.

e.1) d’un manifeste prévu par le Règlement 347 des Règlements refondus de l’Ontario de 1990;

e.2) d’un dossier dont la constitution est une condition énoncée dans un certificat d’autorisation ou un certificat d’autorisation provisoire délivré aux termes de la partie V.

(2) Le paragraphe 175 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «aux alinéas (1) c) ou d)» aux deuxième et troisième lignes, de «à l’alinéa (1) c), d), e.1) ou e.2)».

(3) L’article 175 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Un document officiel visé à l’alinéa (1) e.1) ou e.2) qui se présente comme étant signé par une personne est reçu en preuve dans toute instance introduite contre cette personne ou son employeur pour établir, à défaut de preuve contraire, les faits qui y sont énoncés, sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature ou la qualité de la personne qui semble l’avoir signé.

10. (1) La définition de «avis d’infraction ou assignation» au paragraphe 181 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«avis d’infraction ou assignation» :

- a) Avis d’infraction ou assignation visé à la partie I de la *Loi sur les infractions provinciales*,
- b) assignation visée à la partie III de la *Loi sur les infractions provinciales*, si le défendeur est une personne morale. («offence notice or summons»)

(2) Le paragraphe 181 (4) de la Loi est abrogé.

11. L’article 184 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

184. Nul ne doit :

- a) fournir sciemment de faux renseignements dans une demande, un relevé ou une déclaration adressé au ministre, à un agent provincial ou à un employé du ministère à l’égard d’une question touchant la présente loi ou les règlements;
- b) inclure sciemment de faux renseignements dans un dossier dont la présente loi ou les règlements exigent la constitution;
- c) refuser de fournir au ministre, à un agent provincial ou à un employé du ministère des renseignements dont la présente loi ou les règlements exigent la fourniture.

Same

Idem

False information, refusal to give information

Faux renseignements, refus de fournir des renseignements

12. (1) Subsections 187 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Additional penalties, certain offences

(1) Every corporation convicted of an offence referred to in subsection (4) is liable on conviction, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues, to a fine of not less than \$2,000 and not more than \$200,000 on a first conviction, and not less than \$4,000 and not more than \$400,000 on each subsequent conviction, and not as provided in section 186.

Same

(2) Every person convicted of an offence referred to in subsection (4) is liable, in addition to or in substitution for the penalty set out in subsection 186 (5), to imprisonment for a term of not more than one year.

(2) Section 187 of the Act is amended by adding the following subsection:

Applicable offences

(4) Subsections (1) and (2) apply in respect of contraventions of,

- (a) subsection 14 (1);
- (b) subsection 40 (1);
- (c) subsection 130 (1);
- (d) section 167; and
- (e) section 184.

13. Clause 193 (1) (b) of the Act is amended by striking out "one year" in the second line and substituting "two years less a day".

ONTARIO WATER RESOURCES ACT

14. The *Ontario Water Resources Act* is amended by adding the following sections:

Order of provincial officer

16.1 (1) A provincial officer may make an order against a person whom the provincial officer reasonably believes to have contravened or to be contravening,

- (a) this Act or a regulation made under this Act;
- (b) an order made under this Act; or
- (c) a term or condition of a licence, permit, approval or report under this Act.

Same

(2) The order may require the person to do one or more of the following:

12. (1) Les paragraphes 187 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Toute personne morale déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (4) est passible, sur déclaration de culpabilité, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou se poursuit, d'une amende d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 200 000 \$ à l'égard d'une première déclaration de culpabilité, et d'une amende d'au moins 4 000 \$ et d'au plus 400 000 \$ à l'égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente, contrairement à ce que prévoit l'article 186.

Peines supplémentaires à l'égard de certaines infractions

(2) Toute personne déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (4) est passible, en plus des peines prévues au paragraphe 186 (5) ou au lieu de ces peines, d'un emprisonnement d'au plus un an.

Idem

(2) L'article 187 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à l'égard des contraventions à ce qui suit :

Infractions applicables

- a) le paragraphe 14 (1);
- b) le paragraphe 40 (1);
- c) le paragraphe 130 (1);
- d) l'article 167;
- e) l'article 184.

13. L'alinéa 193 (1) b) de la Loi est modifié par substitution, à «un an» à la deuxième ligne, de «deux ans moins un jour».

LOI SUR LES RESSOURCES EN EAU DE L'ONTARIO

14. La *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* est modifiée par adjonction des articles suivants :

16.1 (1) Un agent provincial peut prendre un arrêté contre toute personne dont il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle a contrevenu ou contrevient :

Arrêté d'un agent provincial

- a) soit à la présente loi ou à un règlement pris en application de celle-ci;
- b) soit à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en vertu de la présente loi;
- c) soit à une condition énoncée dans une licence, un permis, une approbation ou un rapport délivré en vertu de la présente loi.

(2) L'arrêté peut exiger que la personne prenne une ou plusieurs des mesures suivantes :

Idem

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Take action to achieve compliance with this Act, the regulation, the order, or the term or condition, as the case may be. 2. Take action to prevent the continuation or repetition of the contravention. 3. If the contravention relates to the deposit of waste, take action to remove it and to restore the site to a condition satisfactory to the Director. 4. Take action to submit an application for a licence, permit or approval under this Act. 5. Post the order prominently at a specified location. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la présente loi, au règlement, à l'arrêté, à l'ordonnance ou à la condition, selon le cas. 2. Prendre les mesures nécessaires pour empêcher la continuation ou la répétition de la contravention. 3. Si la contravention est liée au dépôt de déchets, prendre les mesures nécessaires pour enlever les déchets déposés et pour remettre le lieu dans un état que le directeur juge satisfaisant. 4. Prendre les mesures nécessaires pour soumettre une demande de licence, de permis ou d'approbation en vertu de la présente loi. 5. Afficher l'arrêté bien en vue dans un endroit précisé. 	
Form and content of order	<p>(3) The order shall,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) be in writing; (b) refer to the provision, order, term or condition that the provincial officer believes has been or is being contravened; (c) include a brief statement of the evidence for the provincial officer's belief that the person has contravened or is contravening the provision, order, term or condition; and (d) state that an appeal is available under subsection (4). 	<p>(3) L'arrêté remplit les conditions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) il est fait par écrit; b) il mentionne la disposition, l'arrêté, l'ordonnance ou la condition auquel l'agent provincial croit qu'il y a eu ou qu'il y a contravention; c) il comprend un court exposé de la preuve sur laquelle se fonde l'agent provincial pour croire que la personne a contrevenu ou contrevient à la disposition, à l'arrêté, à l'ordonnance ou à la condition; d) il indique qu'il peut être interjeté appel en vertu du paragraphe (4). 	Forme et contenu de l'arrêté
Appeal	<p>(4) The person may, within 15 days after being served with the order, appeal it to the Director by serving written notice on the Director and the provincial officer.</p>	<p>(4) La personne peut, dans les 15 jours qui suivent la signification de l'arrêté, interjeter appel de l'arrêté auprès du directeur en signifiant un avis écrit à celui-ci et à l'agent provincial.</p>	Appel
Same	<p>(5) The Director shall, within 15 days of being served with the notice of appeal, consider the matter and revoke, confirm or amend the order.</p>	<p>(5) Dans les 15 jours de la signification de l'avis d'appel, le directeur examine la question et révoque, confirme ou modifie l'arrêté.</p>	Idem
Stay	<p>(6) The notice of appeal may include a request for an immediate stay of the order; in that case, the Director shall deal with the request within 24 hours of being served with the notice of appeal, and may deal with the remaining issues later in accordance with subsection (5).</p>	<p>(6) L'avis d'appel peut comprendre une demande de suspension immédiate de l'arrêté. Dans ce cas, le directeur traite la demande dans les 24 heures de la signification de l'avis d'appel. Il peut traiter les autres questions plus tard conformément au paragraphe (5).</p>	Suspension
Forfeiture	<p>16.2 (1) When a person has been convicted of a second or subsequent offence under this Act, the court may order that a vehicle or other thing that was seized under section 19.1 in connection with the offence be forfeited to the Crown.</p>	<p>16.2 (1) Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente à la présente loi, le tribunal peut ordonner que le véhicule ou l'autre chose qui a été saisi en vertu de l'article 19.1 en rapport avec l'infraction soit confisqué au profit de la Couronne.</p>	Confiscation

Notice	(2) Subsection (1) does not apply unless the court is satisfied that the defendant (and the owner of the vehicle or other thing, if the defendant is not the owner) was notified, before the defendant entered a plea, that an order would be sought under this section.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique que si le tribunal est convaincu que le défendeur (et le propriétaire du véhicule ou de l'autre chose, si le défendeur n'est pas le propriétaire) a été avisé, avant d'inscrire son plaidoyer, qu'une ordonnance serait demandée en vertu du présent article.	Avis
Right to be added as party	(3) An owner who is given notice under subsection (2) is entitled to be added as a party to the proceeding for the purpose of, <ul style="list-style-type: none"> (a) satisfying the court that the vehicle or other thing will not be further used in the commission of offences under this Act; (b) making submissions to the court with respect to the issuance of an order under subsection (1). 15. The Act is amended by adding the following section:	(3) Le propriétaire qui reçoit l'avis visé au paragraphe (2) a le droit d'être joint comme partie à l'instance aux fins suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) convaincre le tribunal que le véhicule ou l'autre chose ne sera plus utilisé dans la perpétration d'infractions à la présente loi; b) présenter des observations au tribunal concernant la possibilité de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1). 15. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	Jonction d'une partie
Seizure	19.1 (1) A provincial officer may, without a warrant or court order, seize a vehicle or other thing if he or she reasonably believes, <ul style="list-style-type: none"> (a) that the vehicle or other thing is being or has been used in the commission of an offence under this Act or the regulations made under it; and (b) that it is necessary to seize the vehicle or other thing to prevent the continuation or repetition of the offence. 	19.1 (1) Un agent provincial peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, saisir un véhicule ou une autre chose s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables : <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, que le véhicule ou l'autre chose est ou a été utilisé dans la perpétration d'une infraction à la présente loi ou aux règlements pris en application de celle-ci; b) d'autre part, qu'il est nécessaire de saisir le véhicule ou l'autre chose pour empêcher la continuation ou la répétition de l'infraction. 	Saisie
Possession	(2) The provincial officer may remove the vehicle or other thing, or may detain it in the place where it is seized.	(2) L'agent provincial peut enlever le véhicule ou l'autre chose du lieu où il l'a saisi, ou l'y retenir.	Possession
Notice of reason for seizure	(3) The provincial officer shall inform the person from whom the vehicle or other thing is seized of the reason for the seizure and shall give the person a receipt.	(3) L'agent provincial informe la personne de qui il a saisi le véhicule ou l'autre chose du motif de la saisie et lui remet un reçu.	Avis du motif de la saisie
	16. (1) Subsection 21 (1) of the Act is amended by striking out "during an inspection or search under section 19 or 20" in the second and third lines and substituting "under section 19, 19.1 or 20". <p>(2) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out "during an inspection or search under section 19 or 20" in the fourth and fifth lines and substituting "under section 19, 19.1 or 20".</p> <p>17. (1) The definition of "offence notice or summons" in subsection 90 (1) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	16. (1) Le paragraphe 21 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «au cours d'une inspection ou d'une perquisition aux termes de l'article 19 ou 20» aux deuxième et troisième lignes, de «en vertu de l'article 19, 19.1 ou 20». <p>(2) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «au cours d'une inspection ou d'une perquisition effectuée en vertu de l'article 19 ou 20» aux quatrième, cinquième et sixième lignes, de «en vertu de l'article 19, 19.1 ou 20».</p> <p>17. (1) La définition de «avis d'infraction ou assignation» au paragraphe 90 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :</p>	

“offence notice or summons” means,

- (a) an offence notice or summons under Part I of the *Provincial Offences Act*,
- (b) a summons under Part III of the *Provincial Offences Act*, if the defendant is a corporation. (“avis d’infraction ou assignation”)

(2) Subsection 90 (4) of the Act is repealed.

18. Section 98 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 23, section 73, is repealed and the following substituted:

98. No person shall,

- (a) knowingly give false information in an application, return or statement made to the Minister, the Agency, a provincial officer or any employee of the Ministry or of the Agency in respect of any matter under this Act or the regulations;
- (b) knowingly include false information in a record that is required to be kept by this Act or the regulations; or
- (c) refuse to furnish the Minister, the Agency, a provincial officer or any employee of the Ministry or of the Agency with information that is required to be furnished by this Act or the regulations.

19. (1) Subsections 109 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) Every corporation convicted of an offence referred to in subsection (4) is liable on conviction, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues, to a fine of not less than \$2,000 and not more than \$200,000 on a first conviction, and not less than \$4,000 and not more than \$400,000 on each subsequent conviction.

(2) Every person convicted of an offence referred to in subsection (4) is liable, in addition to or in substitution for the penalty set out in section 108, to imprisonment for a term of not more than two years less a day.

(2) Section 109 of the Act is amended by adding the following subsection:

«avis d’infraction ou assignation» :

- a) Avis d’infraction ou assignation visé à la partie I de la *Loi sur les infractions provinciales*,
- b) assignation visée à la partie III de la *Loi sur les infractions provinciales*, si le défendeur est une personne morale. («offence notice or summons»)

(2) Le paragraphe 90 (4) de la Loi est abrogé.

18. L’article 98 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 73 du chapitre 23 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

98. Nul ne doit :

- a) fournir sciemment de faux renseignements dans une demande, un état ou une déclaration adressé au ministre, à l’Agence, à un agent provincial ou à un employé du ministère ou de l’Agence à l’égard d’une question touchant la présente loi ou les règlements;
- b) inclure sciemment de faux renseignements dans un dossier dont la présente loi ou les règlements exigent la constitution;
- c) refuser de fournir au ministre, à l’Agence, à un agent provincial ou à un employé du ministère ou de l’Agence des renseignements dont la présente loi ou les règlements exigent la fourniture.

19. (1) Les paragraphes 109 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Toute personne morale déclarée coupable d’une infraction visée au paragraphe (4) est passible, sur déclaration de culpabilité, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l’infraction est commise ou se poursuit, d’une amende d’au moins 2 000 \$ et d’au plus 200 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité, et d’une amende d’au moins 4 000 \$ et d’au plus 400 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente.

(2) Toute personne déclarée coupable d’une infraction visée au paragraphe (4) est passible, en plus des peines prévues à l’article 108 ou au lieu de ces peines, d’un emprisonnement d’au plus deux ans moins un jour.

(2) L’article 109 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

False information, refusal to give information

Faux renseignements, refus de fournir des renseignements

Additional penalties, certain offences

Peines supplémentaires à l’égard de certaines infractions

Same

Idem

Applicable
offences

(4) Subsections (1) and (2) apply in respect of contraventions of,

- (a) subsection 15 (9);
- (b) subsection 30 (1);
- (c) clause 33 (2) (b); and
- (d) section 98.

PESTICIDES ACT

20. Subsections 17 (2) and (3) of the *Pesticides Act* are repealed and the following substituted:

(2) No person who is responsible for a pesticide or for a substance or thing containing a pesticide or who assists such a person shall,

- (a) knowingly give false information in an application, return or statement made to the Minister, a provincial officer or any employee of the Ministry in respect of any matter under this Act or the regulations;
- (b) knowingly include false information in a record that is required to be kept by this Act or the regulations;
- (c) refuse to furnish the Minister, a provincial officer or any employee of the Ministry with information that is required to be furnished by this Act or the regulations; or
- (d) hinder or obstruct a provincial officer in the lawful performance of his or her duties.

21. The Act is amended by adding the following section:

22.1 (1) A provincial officer may, without a warrant or court order, seize a vehicle or other thing if he or she reasonably believes,

- (a) that the vehicle or other thing is being or has been used in the commission of an offence under this Act or the regulations made under it; and
- (b) that it is necessary to seize the vehicle or other thing to prevent the continuation or repetition of the offence.

Possession

(2) The provincial officer may remove the vehicle or other thing, or may detain it in the place where it is seized.

Notice of
reason for
seizure

(3) The provincial officer shall inform the person from whom the vehicle or other thing

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à l'égard des contraventions à ce qui suit :

- a) le paragraphe 15 (9);
- b) le paragraphe 30 (1);
- c) l'alinéa 33 (2) b);
- d) l'article 98.

LOI SUR LES PESTICIDES

20. Les paragraphes 17 (2) et (3) de la *Loi sur les pesticides* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) La personne responsable d'un pesticide ou d'une substance ou chose qui contient un pesticide ou quiconque aide la personne responsable ne doit pas :

- a) sciemment donner de faux renseignements dans une demande, un rapport ou une déclaration adressé au ministre, à un agent provincial ou à un employé du ministère à l'égard d'une question touchant la présente loi ou les règlements;
- b) inclure sciemment de faux renseignements dans un dossier dont la présente loi ou les règlements exigent la constitution;
- c) refuser de fournir au ministre, à un agent provincial ou à un employé du ministère des renseignements dont la présente loi ou les règlements exigent la fourniture;
- d) gêner ou entraver l'agent provincial dans l'exercice légitime de ses fonctions.

21. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

22.1 (1) Un agent provincial peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, saisir un véhicule ou une autre chose s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables :

- a) d'une part, que le véhicule ou l'autre chose est ou a été utilisé dans la commission d'une infraction à la présente loi ou aux règlements pris en application de celle-ci;
- b) d'autre part, qu'il est nécessaire de saisir le véhicule ou l'autre chose pour empêcher la continuation ou la répétition de l'infraction.

(2) L'agent provincial peut enlever le véhicule ou l'autre chose du lieu où il l'a saisi, ou l'y retenir.

(3) L'agent provincial informe la personne de qui il a saisi le véhicule ou l'autre chose du motif de la saisie et lui remet un reçu.

Infractions
applicables

Faux renseignements, refus de fournir des renseignements, entrave

Saisie

Possession

Avis du motif de la saisie

is seized of the reason for the seizure and shall give the person a receipt.

22. (1) Subsection 24 (1) of the Act is amended by striking out “during an inspection or search under section 22 or 23” in the second and third lines and substituting “under section 22, 22.1 or 23”.

(2) Subsection 24 (2) of the Act is amended by striking out “during an inspection or search under section 22 or 23” in the fourth and fifth lines and substituting “under section 22, 22.1 or 23”.

23. The Act is amended by adding the following sections:

26.1 (1) A provincial officer may make an order against a person whom the provincial officer reasonably believes to have contravened or to be contravening,

- (a) this Act or a regulation made under this Act;
- (b) an order made under this Act; or
- (c) a term or condition of a licence or permit under this Act.

(2) The order may require the person to do one or more of the following:

- 1. Take action to achieve compliance with this Act, the regulation, the order, or the term or condition, as the case may be.
- 2. Take action to prevent the continuation or repetition of the contravention.
- 3. Take action to submit an application for a licence or permit.
- 4. Post the order prominently at a specified location.

(3) The order shall,

- (a) be in writing;
- (b) refer to the provision, order, term or condition that the provincial officer believes has been or is being contravened;
- (c) include a brief statement of the evidence for the provincial officer's belief that the person has contravened or is

22. (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «au cours d'une inspection ou d'une perquisition faite en vertu de l'article 22 ou 23» aux deuxième, troisième et quatrième lignes, de «en vertu de l'article 22, 22.1 ou 23».

(2) Le paragraphe 24 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «au cours d'une inspection ou d'une perquisition faite en vertu de l'article 22 ou 23» aux quatrième, cinquième et sixième lignes, de «en vertu de l'article 22, 22.1 ou 23».

23. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

26.1 (1) Un agent provincial peut prendre un arrêté contre toute personne dont il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'elle a contrevenu ou contrevient :

- a) soit à la présente loi ou à un règlement pris en application de celle-ci;
- b) soit à un arrêté pris ou à une ordonnance rendue en vertu de la présente loi;
- c) soit à une condition énoncée dans une licence ou un permis délivré en vertu de la présente loi.

(2) L'arrêté peut exiger que la personne prenne une ou plusieurs des mesures suivantes :

- 1. Prendre les mesures nécessaires pour se conformer à la présente loi, au règlement, à l'arrêté, à l'ordonnance ou à la condition, selon le cas.
- 2. Prendre les mesures nécessaires pour empêcher la continuation ou la répétition de la contravention.
- 3. Prendre les mesures nécessaires pour soumettre une demande de licence ou de permis.
- 4. Afficher l'arrêté bien en vue dans un endroit précisé.

(3) L'arrêté remplit les conditions suivantes :

- a) il est fait par écrit;
- b) il mentionne la disposition, l'arrêté, l'ordonnance ou la condition auquel l'agent provincial croit qu'il y a eu ou qu'il y a une contravention;
- c) il comprend un court exposé de la preuve sur laquelle se fonde l'agent provincial pour croire que la personne a contrevenu ou contrevient à la disposi-

Order of
provincial
officer

Same

Form and
content of
order

Arrêté d'un
agent
provincial

Idem

Forme et
contenu de
l'arrêté

contravening the provision, order, term or condition; and

- (d) state that an appeal is available under subsection (4).

Appeal

(4) The person may, within 15 days after being served with the order, appeal it to the Director by serving written notice on the Director and the provincial officer.

Same

(5) The Director shall, within 15 days of being served with the notice of appeal, consider the matter and revoke, confirm or amend the order.

Stay

(6) The notice of appeal may include a request for an immediate stay of the order; in that case, the Director shall deal with the request within 24 hours of being served with the notice of appeal, and may deal with the remaining issues later in accordance with subsection (5).

Forfeiture

26.2 (1) When a person has been convicted of a second or subsequent offence under this Act, the court may order that a vehicle or other thing that was seized under section 22.1 in connection with the offence be forfeited to the Crown.

Notice

(2) Subsection (1) does not apply unless the court is satisfied that the defendant (and the owner of the vehicle or other thing, if the defendant is not the owner) was notified, before the defendant entered a plea, that an order would be sought under this section.

Right to be added as party

(3) An owner who is given notice under subsection (2) is entitled to be added as a party to the proceeding for the purpose of,

- (a) satisfying the court that the vehicle or other thing will not be further used in the commission of offences under this Act or the regulations;
- (b) making submissions to the court with respect to the issuance of an order under subsection (1).

24. (1) Subsections 45 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Additional penalties, certain offences

(1) Every person convicted of an offence referred to in subsection (3.1) is liable, in addition to or in substitution for the penalty set out in section 43, to imprisonment for a term of not more than one year.

Same

(2) Every corporation convicted of an offence referred to in subsection (3.1) is liable on conviction, for each day or part of a day on which the offence occurs or continues, to a fine of not less than \$2,000 and not more than \$200,000 on a first conviction, and not less

tion, à l'arrêté, à l'ordonnance ou à la condition;

- d) il indique qu'il peut être interjeté appel en vertu du paragraphe (4).

Appel

(4) La personne peut, dans les 15 jours qui suivent la signification de l'arrêté, interjeter appel de l'arrêté auprès du directeur en signifiant un avis écrit à celui-ci et à l'agent provincial.

Idem

(5) Dans les 15 jours de la signification de l'avis d'appel, le directeur examine la question et révoque, confirme ou modifie l'arrêté.

Suspension

(6) L'avis d'appel peut comprendre une demande de suspension immédiate de l'arrêté. Dans ce cas, le directeur traite la demande dans les 24 heures de la signification de l'avis d'appel. Il peut traiter les autres questions plus tard conformément au paragraphe (5).

Confiscation

26.2 (1) Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une deuxième infraction ou d'une infraction subséquente à la présente loi, le tribunal peut ordonner que le véhicule ou l'autre chose qui a été saisi en vertu de l'article 22.1 en rapport avec l'infraction soit confisqué au profit de la Couronne.

Avis

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique que si le tribunal est convaincu que le défendeur (et le propriétaire du véhicule ou de l'autre chose, si le défendeur n'est pas le propriétaire) a été avisé, avant d'inscrire son plaidoyer, qu'une ordonnance serait demandée en vertu du présent article.

Jonction d'une partie

(3) Le propriétaire qui reçoit l'avis visé au paragraphe (2) a le droit d'être joint comme partie à l'instance aux fins suivantes :

- a) convaincre le tribunal que le véhicule ou l'autre chose ne sera plus utilisé dans la commission d'infractions à la présente loi ou aux règlements;
- b) présenter des observations au tribunal concernant la possibilité de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1).

24. (1) Les paragraphes 45 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Peines supplémentaires à l'égard de certaines infractions

(1) Toute personne déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (3.1) est passible, en plus des peines prévues à l'article 43 ou au lieu de ces peines, d'un emprisonnement d'au plus un an.

Idem

(2) Toute personne morale déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (3.1) est passible, sur déclaration de culpabilité, pour chaque journée ou partie de journée au cours de laquelle l'infraction est commise ou se poursuit, d'une amende d'au moins 2 000 \$

than \$4,000 and not more than \$400,000 on each subsequent conviction.

(2) Section 45 of the Act is amended by adding the following subsection:

Applicable
offences

(3.1) Subsections (1) and (2) apply in respect of contraventions of,

- (a) section 4;
- (b) subsection 17 (2);
- (c) a stop order made under section 27; and
- (d) section 40.

25. (1) The definition of “offence notice or summons” in subsection 50 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“offence notice or summons” means,

- (a) an offence notice or summons under Part I of the *Provincial Offences Act*,
- (b) a summons under Part III of the *Provincial Offences Act*, if the defendant is a corporation. (“avis d’infraction ou assignation”)

(2) Subsection 50 (4) of the Act is repealed.

Commence-
ment

26. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

27. The short title of this Act is the *Environmental Protection Statute Law Amendment Act, 1995*.

et d’au plus 200 000 \$ à l’égard d’une première déclaration de culpabilité, et d’une amende d’au moins 4 000 \$ et d’au plus 400 000 \$ à l’égard de chaque déclaration de culpabilité subséquente.

(2) L’article 45 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Les paragraphes (1) et (2) s’appliquent à l’égard des contraventions à ce qui suit :

Infractions
applicables

- a) l’article 4;
- b) le paragraphe 17 (2);
- c) un arrêté de suspension immédiate pris en vertu de l’article 27;
- d) l’article 40.

25. (1) La définition de «avis d’infraction ou assignation» au paragraphe 50 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«avis d’infraction ou assignation» :

- a) Avis d’infraction ou assignation visé à la partie I de la *Loi sur les infractions provinciales*,
- b) assignation visée à la partie III de la *Loi sur les infractions provinciales*, si le défendeur est une personne morale. («offence notice or summons»)

(2) Le paragraphe 50 (4) de la Loi est abrogé.

26. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

27. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1995 modifiant des lois sur la protection de l’environnement*.

Titre abrégé



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 25

Projet de loi 25

**An Act to provide for the Observance
of Remembrance Day**

**Loi prévoyant la célébration du jour
du Souvenir**

Mr. Boushy

M. Boushy

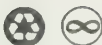


Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 28, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 28 novembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Bill 25

1995

Projet de loi 25

1995

**An Act to provide for the Observance
of Remembrance Day**

**Loi prévoyant la célébration du jour
du Souvenir**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Holiday proclaimed

1. Remembrance Day, being November 11 of each year, is a public holiday for the purposes of Part VII of the *Employment Standards Act* and is a school holiday for the purposes of the *Education Act*.

1. Le jour du Souvenir, le 11 novembre de chaque année, est jour férié pour l'application de la partie VII de la *Loi sur les normes d'emploi* et un congé scolaire pour l'application de la *Loi sur l'éducation*.

Jour proclamé férié

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Remembrance Day Act, 1995*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1995 sur le jour du Souvenir*.

Titre abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill would make November 11 of each year a public holiday.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi fait du 11 novembre de chaque année un jour férié.

CAZON
XL
-B55



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 26

**An Act to achieve Fiscal Savings and
to promote Economic Prosperity
through Public Sector Restructuring,
Streamlining and Efficiency and to
implement other aspects of the
Government's Economic Agenda**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading November 29, 1995
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 26

**Loi visant à réaliser des économies
budgétaires et à favoriser la prospérité
économique par la restructuration,
la rationalisation et l'efficienne du
secteur public et visant à mettre en
œuvre d'autres aspects du programme
économique du gouvernement**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 29 novembre 1995
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to achieve fiscal savings and promote economic prosperity through public sector restructuring, streamlining and efficiency and to implement other aspects of the government's economic agenda.

To carry out that purpose, the Bill amends a number of Acts and enacts three new Acts. For convenience, the amendments and new Acts are set out in separate schedules by subject matter. The commencement provisions for each of the schedules are set out at the end of the schedules. The matters being dealt with in each of the schedules are set out below.

SCHEDULE A PUBLIC SECTOR SALARY DISCLOSURE ACT, 1995

The purpose of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1995* is to assure the public disclosure of the salary and benefits paid in respect of employment in the public sector to employees who are paid a salary of \$100,000 or more in a year.

The *Public Sector Salary Disclosure Act, 1995* applies to employers in the broader public sector and those employers in the private sector who do not carry on their activities for profit and receive significant funding from the Government. It requires employers to make available to the public without charge an annual record of the names, positions, salaries and benefits of their employees whose salaries are at least \$100,000 a year.

The *Public Sector Salary Disclosure Act, 1995* authorizes the Government to hold back part or all of its funding to an employer who fails to make the annual record available to the public. If the failure continues beyond the end of the government's fiscal year, the employer ceases to be entitled to the funding withheld and it becomes part of the Consolidated Revenue Fund.

There is regulation making authority, among other things, to add or remove employers from the application of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1995* and to prescribe an amount of salary other than \$100,000 for the purposes of the Act.

SCHEDULE B AMENDMENTS TO THE CORPORATIONS TAX ACT

SECTIONS 1, 2, 3, 4 and 9. The amendments to sections 1, 2, 3 and 5 of the *Corporations Tax Act* and the enactment of section 74.2 implement the 1993 Ontario Budget proposal in respect of uninsured benefit arrangements, by imposing a new tax on planholders and members of benefit plans, calculated at the rate of 2 per cent of taxable contributions made to funded benefit plans, taxable benefits paid under unfunded benefit plans and net administration fees paid in respect of funded or unfunded benefit plans. The tax is collected by the administrator of the plan as agent for the Crown and remitted to the Minister as if the tax were tax payable by the administrator under Part IV of the Act. Consequential amendments are made to extend the general anti-avoidance rules and administrative provisions of the Act to the new tax and to permit the direct assessment and collection of tax from planholders and members of a benefit plan who refuse to pay tax to the administrator of the plan.

SECTION 5. The amendments to section 41 untie Ontario from the automatic application of the federal legislation implementing the 1994 federal Budget proposal to reduce or eliminate the federal small business deduction for larger private corporations. Ontario already has a surtax in section 41.1 of the Act that gradually "claws back" the amount

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de réaliser des économies budgétaires et de favoriser la prospérité économique par la restructuration, la rationalisation et l'efficacité du secteur public et de mettre en œuvre d'autres aspects du programme économique du gouvernement.

Pour réaliser cet objet, le projet de loi modifie un certain nombre de lois et édicte trois nouvelles lois. Pour des raisons pratiques, les modifications et les nouvelles lois sont énoncées par sujet dans des annexes distinctes. Les dispositions d'entrée en vigueur de chacune des annexes sont énoncées à la fin de celles-ci. Les questions dont il est traité dans chacune des annexes sont décrites ci-après.

ANNEXE A LOI DE 1995 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

La *Loi de 1995 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* a pour objet d'assurer la divulgation publique du traitement et des avantages versés à l'égard d'un emploi aux employés du secteur public qui reçoivent un traitement de 100 000 \$ ou plus par année.

La Loi s'applique aux employeurs du secteur parapublic et à ceux du secteur privé qui n'exercent pas leurs activités à des fins lucratives et qui reçoivent une aide financière importante du gouvernement. Il exige des employeurs qu'ils mettent gratuitement à la disposition du public un registre annuel des noms, postes, traitements et avantages de leurs employés dont le traitement est d'au moins 100 000 \$ par année.

La Loi autorise le gouvernement à retenir tout ou partie des versements qu'il fait à l'employeur qui ne met pas le registre annuel à la disposition du public. Si l'omission persiste au-delà de l'exercice du gouvernement, l'employeur cesse d'avoir droit aux versements retenus, qui sont alors versés au Trésor.

Des pouvoirs de prise de règlements sont prévus, notamment dans le but d'assujettir d'autres employeurs à la Loi ou de soustraire des employeurs à son application, et de prescrire un traitement autre que 100 000 \$ pour l'application de la Loi.

ANNEXE B MODIFICATION DE LA LOI SUR L'IMPOSITION DES CORPORATIONS

ARTICLES 1, 2, 3, 4 et 9. Les modifications apportées aux articles 1, 2, 3 et 5 de la *Loi sur l'imposition des corporations* et l'adoption de l'article 74.2 mettent en œuvre la proposition du budget de l'Ontario de 1993 visant les arrangements d'avantages sociaux non assurés en frappant d'un nouvel impôt les titulaires de régimes d'avantages sociaux et les participants à de tels régimes. Cet impôt est calculé au taux de 2 pour cent des cotisations imposables versées à un régime par capitalisation, des prestations imposables versées dans le cadre d'un régime sans capitalisation et des frais d'administration nets payés à l'égard de l'un ou l'autre régime. L'impôt est perçu par l'administrateur du régime à titre de mandataire de la Couronne et versé au ministre comme s'il s'agissait d'un impôt payable par l'administrateur aux termes de la partie IV de la Loi. Des modifications corrélatives ont pour effet d'étendre au nouvel impôt les dispositions anti-évitement et les dispositions administratives générales de la Loi. Elles permettent également, d'une part, d'établir directement une cotisation à l'égard de l'impôt à l'endroit du titulaire d'un régime d'avantages sociaux et des participants à un tel régime qui refusent de payer l'impôt à l'administrateur du régime et, d'autre part, de percevoir cet impôt directement auprès de ces personnes.

ARTICLE 5. Les modifications apportées à l'article 41 permettent à l'Ontario de ne pas appliquer automatiquement la législation fédérale qui met en œuvre la proposition du budget fédéral de 1994 visant à réduire ou à éliminer la déduction fédérale accordée aux petites entreprises dans le cas des corporations privées de plus grande envergure. L'Ontario dispose déjà, à l'article 41.1 de la Loi, d'une

of the Ontario small business deduction from profitable companies as taxable income increases from \$200,000 to \$500,000.

SECTION 6. The enactment of section 43.2 of the Act introduces a refundable mining reclamation trust tax credit for Ontario purposes to parallel the federal mining reclamation trust tax credit.

SECTION 7. The enactment of section 43.3 of the Act implements the 1994 Ontario Budget proposal to provide to qualifying small- and medium-sized Canadian-controlled private corporations having permanent establishments in Ontario an Ontario innovation tax credit in the form of a 10 per cent refundable tax credit in respect of scientific research and experimental development carried on in Ontario.

SECTION 8. The amendment to section 57.11 of the Act is a technical amendment to eliminate the unintended taxation of deposit insurance corporations under the corporate minimum tax legislation.

SECTION 10. The re-enactment of, and subsequent amendment to, subsection 76 (6) of the Act extend the application of the administrative penalty for false statements to false statements in respect of the new refundable mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit.

SECTION 11. The amendments to section 78 of the Act permit a corporation to take the portion of its mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit that are deemed under the Act to be tax paid by the corporation into account when calculating the amount of tax instalments it is required to pay under the Act.

SECTIONS 12 and 14. The amendments to sections 79 and 82 of the Act ensure that the portions of a corporation's mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit that are deemed under the Act to be tax paid by the corporation are taken into account in determining the amount of interest payable by or to the corporation under the Act.

SECTION 13. The amendments to subsection 80 (1) of the Act provide that the Minister, as part of the review of a corporation's annual tax return, will determine the amount of the corporation's mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit for the year that is deemed under the Act to be paid on account of the corporation's tax. The amendment to subsection 80 (11) corrects an error contained in the Revised Statutes of Ontario, 1990.

SCHEDULE C AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

The amendments to the *Income Tax Act* form part of the implementation of the 1994 Ontario Budget proposal to parallel federal legislation relating to mining reclamation trusts established to fund the future reclamation of mining properties. Income earned by a mining reclamation trust is subject to a special tax at the Ontario corporate income tax rate. A refundable tax credit in respect of the trust's tax is available to the mine operator. Because the trust is not subject to ordinary income tax, it is not eligible for either the Ontario Tax Reduction Program or the Ontario tax credits available to lower income earners.

surtaxe qui récupère graduellement le montant de la déduction qu'il offre aux petites entreprises auprès des compagnies rentables à mesure que leur revenu imposable passe de 200 000 \$ à 500 000 \$.

ARTICLE 6. L'adoption de l'article 43.2 de la Loi établit le crédit d'impôt remboursable au titre d'une fiducie de restauration minière aux fins de l'Ontario, qui s'aligne sur le crédit d'impôt fédéral accordé à ce titre.

ARTICLE 7. L'adoption de l'article 43.3 de la Loi met en œuvre la proposition du budget de l'Ontario de 1994 visant à offrir un crédit d'impôt à l'innovation aux petites et moyennes corporations privées dont le contrôle est canadien qui y sont admissibles et qui ont un établissement permanent en Ontario. Ce crédit d'impôt remboursable de 10 pour cent vise les activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario.

ARTICLE 8. La modification de l'article 57.11 de la Loi est une modification technique qui vise à éliminer l'assujettissement non intentionnel des corporations d'assurance-dépôts à l'impôt minimal sur les corporations prévu par la Loi.

ARTICLE 10. La nouvelle adoption du paragraphe 76 (6) de la Loi et sa modification subséquente étendent l'application de la sanction administrative pour faux énoncé aux faux énoncés faits à l'égard du nouveau crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et du nouveau crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario.

ARTICLE 11. Les modifications apportées à l'article 78 de la Loi permettent à une corporation de tenir compte des parties de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario qui sont réputées, aux termes de la Loi, être un impôt payé par la corporation lorsqu'elle calcule le montant des acomptes provisionnels d'impôt qu'elle est tenue de payer aux termes de la Loi.

ARTICLES 12 et 14. Les modifications apportées aux articles 79 et 82 de la Loi font en sorte qu'il soit tenu compte des parties du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario d'une corporation qui sont réputées, aux termes de la Loi, être un impôt payé par la corporation lors du calcul du montant des intérêts payables par ou à la corporation aux termes de la Loi.

ARTICLE 13. Les modifications apportées au paragraphe 80 (1) de la Loi prévoient que le ministre puisse déterminer, dans le cadre de l'étude de la déclaration de revenus annuelle d'une corporation, le montant du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario de la corporation pour l'année qui est réputé, aux termes de la Loi, être payé au titre de l'impôt de la corporation. La modification du paragraphe 80 (11) corrige une erreur figurant dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990.

ANNEXE C MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Les modifications apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la proposition du budget de l'Ontario de 1994 qui vise à reprendre les dispositions législatives fédérales se rapportant aux fiducies de restauration minière constituées pour financer la restauration future de biens miniers. Le revenu gagné par une telle fiducie est assujéti à un impôt extraordinaire au taux d'imposition des corporations de l'Ontario. L'exploitant de la mine peut se prévaloir d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard de l'impôt payé par la fiducie. Comme la fiducie n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu ordinaire, elle n'est admissible ni au Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu ni aux crédits d'impôt de l'Ontario qui sont consentis aux personnes à faible revenu.

SCHEDULE D ONTARIO LOAN ACT, 1995

The *Ontario Loan Act, 1995* authorizes the borrowing of up to \$5.6 billion, in total, for the Consolidated Revenue Fund. It is expected that the public capital markets, the international loan market and the Canada Pension Plan will be the principal sources of funds. The borrowing authority expires at the end of December, 1996.

SCHEDULE E AMENDMENTS TO THE CAPITAL INVESTMENT PLAN ACT, 1993 AND THE HIGHWAY TRAFFIC ACT RELATING TO TOLL HIGHWAYS

This Schedule amends the *Capital Investment Plan Act, 1993* and the *Highway Traffic Act* to permit the use of an electronic toll system on highways designated as toll highways.

Capital Investment Plan Act, 1993

Subsection 1 (1) of the Schedule - The amendments are to reflect that the Ontario Transportation Capital Corporation may establish an electronic toll system on toll highways to determine that tolls are owed and who owes them. The electronic toll system may include toll devices that will be prescribed under the *Highway Traffic Act* and will be registered to the holders of vehicle permits.

Subsection 1 (2) of the Schedule - Section 43 of the *Capital Investment Plan Act, 1993* is re-enacted, partly to accommodate the electronic toll system and partly to make some changes to the administration and enforcement of tolls. The Corporation is authorized to charge interest on outstanding tolls and fees. There is no longer a right to a hearing on a disputed toll; the Corporation will decide the matter on the basis of written submissions and the holder may appeal that decision to the Registrar of Motor Vehicles, who has the discretion to hold a hearing or to decide the matter on the basis of written submissions. The power to issue or validate a permit for a temporary period is deleted and the Registrar will have no option but to refuse to issue or validate a permit until the tolls, fees and interest are paid.

Subsections 1 (3), (4) of the Schedule - A new section 43.1 is added to the Act, giving the Corporation the right to file a notice of lien and charge against the real and personal property of a person who owes a toll, fee or interest. The notice on personal property will be registered under the *Personal Property Security Act* and must be renewed every three years.

Subsection 1 (5) of the Schedule - Section 45 is expanded to permit reciprocal agreements and arrangements with governments, persons and agencies in other jurisdictions.

Subsections 1 (6), (7) of the Schedule - Regulation-making powers are amended as follows: the Corporation may make regulations governing the registration and validation of toll devices and the methods of paying tolls and fees; the Lieutenant Governor in Council may prescribe a schedule of administrative fees and fees for disputing and appealing tolls.

Highway Traffic Act

Subsections 2 (1), (2) of the Schedule - It is made an offence to obstruct number plates so as to prevent their being identified by an electronic toll system.

Subsection 2 (3) of the Schedule - A new Part, dealing with toll highways, is added to the Act. The Part contains offences for: driving a motor vehicle on a toll highway without the prescribed toll device properly affixed to the vehicle; doing or using anything to evade, obstruct or interfere with the effective operation of an electronic toll

ANNEXE D LOI DE 1995 SUR LES EMPRUNTS DE L'ONTARIO

La *Loi de 1995 sur les emprunts de l'Ontario* autorise l'emprunt d'une somme maximale totale de 5,6 milliards de dollars pour le Trésor. Il est prévu que les fonds proviendront principalement des marchés financiers publics, du marché international des prêts et du Régime de pensions du Canada. L'autorisation d'emprunter prend fin à la fin de décembre 1996.

ANNEXE E MODIFICATION DE LA LOI DE 1993 SUR LE PLAN D'INVESTISSEMENT ET DU CODE DE LA ROUTE EN CE QUI CONCERNE LES VOIES PUBLIQUES À PÉAGE

Cette annexe modifie la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* et le *Code de la route* pour permettre l'utilisation d'un système de péage électronique sur les voies publiques à péage.

Loi de 1993 sur le plan d'investissement

Paragraphe 1 (1) de l'annexe - La Société d'investissement dans les transports de l'Ontario peut mettre sur pied un système de péage électronique sur les voies publiques à péage pour déterminer que des péages sont dus et établir qui en sont les débiteurs. Ce système peut comprendre des appareils à péage prescrits en vertu du *Code de la route* et immatriculés au nom des titulaires de certificats d'immatriculation de véhicules.

Paragraphe 1 (2) de l'annexe - L'article 43 de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* est adopté de nouveau afin, d'une part, de tenir compte du système de péage électronique et, d'autre part, d'apporter certaines modifications à l'administration et au recouvrement des péages. La Société est autorisée à imposer des intérêts sur les péages et frais en souffrance. La personne qui conteste un péage n'a plus droit à une audience. C'est la Société qui tranche la question sur la foi d'observations écrites et le titulaire peut interjeter appel de la décision devant le registrateur des véhicules automobiles, qui peut tenir une audience ou trancher la question sur la foi des observations écrites. Le registrateur ne peut plus délivrer ni valider de certificat d'immatriculation pour une période temporaire et doit donc refuser de délivrer ou de valider le certificat jusqu'à ce que les péages, les frais et les intérêts soient payés.

Paragraphes 1 (3) et (4) de l'annexe - Un nouvel article, l'article 43.1, est ajouté à la Loi; il donne à la Société le droit de déposer un avis de privilège et de sûreté réelle grevant les biens meubles et immeubles d'une personne qui doit un péage, des frais ou des intérêts. L'avis visant les biens meubles est enregistré aux termes de la *Loi sur les sûretés mobilières* et doit être renouvelé tous les trois ans.

Paragraphe 1 (5) de l'annexe - L'article 45 est élargi de manière à permettre la conclusion d'accords ou arrangements de réciprocité avec des gouvernements, des personnes et des organismes d'autres compétences législatives.

Paragraphes 1 (6) et (7) de l'annexe - Les pouvoirs de prise de règlements sont modifiés comme suit : La Société peut, par règlement, régir l'immatriculation et la validation des appareils à péage ainsi que les modes de paiement des péages et des frais; le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire un barème de frais d'administration ainsi que des droits pour présenter une contestation et interjeter appel à l'égard des péages.

Code de la route

Paragraphes 2 (1) et (2) de l'annexe - Est coupable d'une infraction quiconque cache ses plaques d'immatriculation de manière à empêcher celles-ci d'être identifiées par un système de péage électronique.

Paragraphe 2 (3) de l'annexe - Une partie portant sur les voies publiques à péage est ajoutée au Code. Cette nouvelle partie rend coupable d'une infraction quiconque conduit un véhicule automobile sur une voie publique à péage sans que l'appareil à péage prescrit ne soit fixé de la manière réglementaire au véhicule, quiconque fait ou utilise quoi que ce soit pour gêner le bon fonctionnement d'un sys-

system; selling anything designed or intended to interfere with the effective operation of an electronic toll system. The Lieutenant Governor in Council is authorized to make regulations prescribing toll devices and the manner of affixing them, and exempting any vehicle or class of vehicles from the requirement to have a toll device affixed to it.

SCHEDULE F HEALTH SERVICES RESTRUCTURING

This Schedule amends the *Ministry of Health Act*, the *Public Hospitals Act*, the *Private Hospitals Act* and the *Independent Health Facilities Act*. Some of the most important features are set out below.

PART I AMENDMENTS TO THE MINISTRY OF HEALTH ACT

This Part of Schedule F repeals section 8 of the *Ministry of Health Act*, which establishes the Ontario Council of Health, and replaces it with a provision establishing the Health Services Restructuring Commission. The Commission is established as a corporation without share capital and is given authority to carry out any duties assigned to it under the *Ministry of Health Act* or any other Act.

PART II AMENDMENTS TO THE PUBLIC HOSPITALS ACT

The Minister is given the broad power to fund hospitals in the public interest. The present requirement, in sections 5 and 6 of the *Public Hospitals Act*, that the Minister fund hospitals in accordance with regulations, is removed. The Minister is given the power to reduce, suspend, withhold or terminate funding to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.

These amendments permit the Minister to direct hospitals to cease to operate, to provide specified services, to cease to provide specified services, to increase or decrease the extent or volume of specified services, to take all necessary steps required for hospital amalgamations or to make any other direction if, in each of the cases, the Minister considers it in the public interest to do so. The regulations may authorize any person, group of persons or body to issue directions in the place of the Minister, subject to any prescribed conditions.

These amendments extend the Lieutenant Governor in Council's authority for appointing investigators to provide for the appointment of investigators to investigate and report on matters relating to a hospital where it is in the public interest to do so.

The current provisions regarding hospital supervisors are repealed and replaced with new provisions. Under the new provisions, the Lieutenant Governor in Council may appoint a hospital supervisor where it is in the public interest to do so. Unless the appointment provides otherwise, a hospital supervisor has the exclusive right to exercise all the powers of the board and, where the hospital is owned or operated by a corporation, of the corporation, its officers and the members of the corporation.

These amendments clarify matters that may be considered when the Minister or the Lieutenant Governor in Council makes a decision in the public interest.

Where a board decides that a hospital will cease to operate or the Minister directs a hospital to cease to operate, the board may refuse applications for appointment and reappointment to the medical staff, revoke existing appointments and cancel or substantially alter the privileges of any physician on the medical staff. In these circumstances, the procedures and appeal provisions in subsections 37 (3) to (7) and sections 38 to 43 of the *Public Hospitals Act* do not apply.

tème de péage électronique, pour contourner un tel système ou pour nuire à son bon fonctionnement et quiconque vend quoi que ce soit qui est conçu pour nuire ou destiné à nuire au bon fonctionnement d'un système de péage électronique. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les appareils à péage et la manière de les fixer et soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules de la nécessité d'être muni d'un appareil à péage.

ANNEXE F RESTRUCTURATION DES SERVICES DE SANTÉ

Cette annexe modifie la *Loi sur le ministère de la Santé*, la *Loi sur les hôpitaux publics*, la *Loi sur les hôpitaux privés* et la *Loi sur les établissements de santé autonomes*. Certaines des caractéristiques les plus importantes de cette annexe sont énoncées ci-après.

PARTIE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Cette partie de l'annexe F abroge l'article 8 de la *Loi sur le ministère de la Santé*, qui constitue le Conseil ontarien de la santé, et le remplace par une disposition qui constitue la Commission de restructuration des services de santé. La Commission est constituée comme personne morale sans capital-actions et est investie du pouvoir d'exercer les fonctions que lui attribue la *Loi sur le ministère de la Santé* ou toute autre loi.

PARTIE II MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PUBLICS

Le ministre est investi du pouvoir étendu de financer les hôpitaux dans l'intérêt public. L'exigence actuelle qui est énoncée aux articles 5 et 6 de la *Loi sur les hôpitaux publics* et selon laquelle le ministre finance les hôpitaux conformément aux règlements est supprimée. Le ministre est également investi du pouvoir de réduire les fonds accordés à un hôpital, d'en suspendre le versement, d'en refuser le paiement ou de mettre fin à ces fonds, s'il estime que l'intérêt public le justifie.

Ces modifications permettent au ministre d'ordonner aux hôpitaux de cesser leurs activités, de fournir ou de cesser de fournir des services précisés, d'augmenter ou de diminuer le niveau ou la quantité des services précisés, de prendre toutes les mesures nécessaires aux fusions d'hôpitaux ou de donner tout autre ordre si, dans chaque cas, le ministre estime que l'intérêt public le justifie. Les règlements peuvent autoriser une personne, un groupe de personnes ou un organisme à donner des ordres à la place du ministre, sous réserve de toutes conditions prescrites.

Ces modifications élargissent le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil relativement à la nomination d'enquêteurs de façon à prévoir la nomination d'enquêteurs pour enquêter et présenter un rapport sur toute question relative à un hôpital si l'intérêt public le justifie.

Les dispositions actuellement en vigueur relativement aux superviseurs d'hôpitaux sont abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions, en vertu desquelles le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un superviseur pour un hôpital si l'intérêt public le justifie. Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, le superviseur d'un hôpital a le droit exclusif d'exercer tous les pouvoirs du conseil et, si l'hôpital appartient à une association ou est exploité par une association, tous les pouvoirs de celle-ci, de ses dirigeants et de ses membres.

Ces modifications précisent les questions qui peuvent être prises en considération lorsque le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil prend une décision dans l'intérêt public.

Si un conseil décide qu'un hôpital doit cesser ses activités ou que le ministre ordonne à un hôpital de cesser ses activités, le conseil peut refuser les demandes de nomination ou de renouvellement de nomination au sein du personnel médical, révoquer les nominations en vigueur et annuler ou modifier de façon importante les droits de tout médecin membre du personnel médical. Dans ces circonstances, les marches à suivre et les dispositions en matière d'appel prévues

The board may also refuse applications for appointment and reappointment, revoke existing appointments and cancel or substantially alter privileges under prescribed conditions, and the regulations may set out which of the procedures in subsections 37 (3) to (7) and sections 38 to 43, if any, will apply and prescribe procedures to be followed where they do not apply.

These amendments provide that the regulations may require hospital foundations and hospital subsidiaries to provide financial reports and returns to the Minister and prescribe the accounting principles and rules to be followed in making those financial reports and returns.

These amendments also provide that the regulations may also require hospitals to prepare and submit physician human resource plans to the Ministry for approval, to amend those plans as required by the Ministry and to appoint physicians to the medical staff only in accordance with those plans.

PART III AMENDMENTS TO THE PRIVATE HOSPITALS ACT

This Part of Schedule F authorizes the Minister of Health to revoke the licence of a private hospital if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

It also authorizes the Minister of Health to reduce or terminate any private hospital funding if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

PART IV AMENDMENTS TO THE INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT

This Part of Schedule F amends the *Independent Health Facilities Act* to provide flexibility to the regulatory scheme set out in the Act. It would allow new types of health facilities to be brought under the Act either by way of ministerial designation or by way of regulations made under the Act or under the *Health Insurance Act*. A health facility affected by such a designation or regulation would be able to apply for a licence to operate an independent health facility under the Act without complying with the usual request for proposal process set out in section 5 of the Act.

A designation or regulation may result in expanding the *Independent Health Facilities Act* to regulate a service that is currently being provided in places operated by persons licensed under the Act. In such cases, this Part would allow the licensee to apply to amend the licence so as to allow the person to continue providing the service.

These amendments give the Minister discretion to specify persons who may send in proposals for a licence to establish and operate an independent health facility, instead of being required to request proposals from the public in general, as is currently required in section 5 of the *Independent Health Facilities Act*. It would also allow a request for proposals to be made in respect of the establishment and operation of more than one independent health facility.

These amendments would allow independent health facilities to relocate subject to the Director's approval.

These amendments would give the Minister power to eliminate services from the list of services a person is licensed to provide based on criteria specified in subsection 19 (2) of the *Independent Health Facilities Act*. The Director would be given power to amend the conditions and limitations of a licence. A licensee has a right to appeal the Director's decision to amend the limitations of a licence if the effect of the amendment would be to eliminate services from the list of services the person is licensed to provide.

aux paragraphes 37 (3) à (7) et aux articles 38 à 43 de la *Loi sur les hôpitaux publics* ne s'appliquent pas.

Le conseil peut également refuser les demandes de nomination et de renouvellement de nomination, révoquer les nominations en vigueur et annuler ou modifier de façon importante les droits aux conditions prescrites. Les règlements peuvent indiquer les marches à suivre prévues aux paragraphes 37 (3) à (7) et aux articles 38 à 43, le cas échéant, qui s'appliqueront et, si elles ne s'appliquent pas, prescrire celles qui doivent être observées.

Ces modifications prévoient que les règlements peuvent exiger des fondations hospitalières et des filiales hospitalières qu'elles présentent des rapports, états et relevés financiers au ministre et prescrire les principes et règles comptables à respecter pour les établir.

Ces modifications prévoient également que les règlements peuvent aussi exiger des hôpitaux qu'ils préparent des plans de dotation en médecins et les soumettent à l'approbation du ministère, qu'ils modifient ces plans à la demande du ministère et qu'ils ne nomment des médecins au sein du personnel médical que conformément à ces plans.

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PRIVÉS

Cette partie de l'annexe F autorise le ministre de la Santé à révoquer le permis d'un hôpital privé si le ministre est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire.

Cette même partie autorise également le ministre de la Santé à réduire les fonds accordés à un hôpital privé, ou à y mettre fin, si le ministre est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire.

PARTIE IV MODIFICATION DE LA LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ AUTONOMES

Cette partie de l'annexe F modifie la *Loi sur les établissements de santé autonomes* de manière à assouplir le processus de réglementation énoncé par la Loi. Elle permet d'assujettir à la Loi d'autres genres d'établissements de santé par voie de désignation par le ministre ou par voie de règlements pris en application de la Loi ou de la *Loi sur l'assurance-santé*. L'établissement de santé visé par une telle désignation ou un tel règlement peut demander un permis pour exploiter un établissement de santé autonome en vertu de la Loi sans avoir à passer par le processus habituel d'appel d'offres énoncé à l'article 5 de la Loi.

Une désignation ou un règlement peut avoir pour effet d'élargir la portée de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* de manière à réglementer un service actuellement fourni là où des personnes titulaires d'un permis délivré en vertu de la Loi exploitent un établissement. En pareil cas, cette partie autorise le titulaire d'un permis à demander que son permis soit modifié de sorte qu'il puisse continuer de fournir le service.

Ces modifications donnent au ministre le pouvoir discrétionnaire de préciser les personnes qui peuvent présenter des offres en vue d'obtenir un permis pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome; le ministre n'est donc pas tenu de procéder à un appel d'offres auprès du grand public comme le prévoit actuellement l'article 5 de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*. De plus, les appels d'offres peuvent viser l'ouverture et l'exploitation de plus d'un établissement de santé autonome.

Ces modifications autorisent le déplacement des établissements de santé autonomes sous réserve de l'approbation du directeur.

Ces modifications donnent au ministre le pouvoir d'éliminer, compte tenu des facteurs précisés au paragraphe 19 (2) de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, des services de la liste des services qu'une personne est autorisée à fournir en vertu d'un permis. Le directeur est autorisé à modifier les conditions et restrictions d'un permis. Le titulaire d'un permis a le droit d'en appeler de la décision du directeur de modifier les restrictions d'un permis si la

These amendments would require the Minister to pay prescribed amounts for services provided in independent health facilities and would give the Minister the discretion to pay any other costs of the facility. The Minister is given power to recover any amounts paid under the *Independent Health Facilities Act* that, for prescribed reasons, should not have been paid.

These amendments would give the Minister power to collect, use and disclose personal information for specified purposes and to enter into agreements for the exchange of personal information for specified purposes. The Director would be allowed to require licensees to provide information for specified purposes.

These amendments would expand the provisions of the *Independent Health Facilities Act* with respect to immunity of the Crown and would prevent persons from claiming compensation against the Crown, the Minister or the Director for damages resulting from specified actions of the Minister or Director carried out under the Act.

These amendments give the Lieutenant Governor in Council power to make regulations to ensure that the regulation of affiliations between physicians and independent health facilities is consistent with the rules regarding affiliations between physicians and health facilities under the *Health Insurance Act*.

SCHEDULE G AMENDMENTS TO THE ONTARIO DRUG BENEFIT ACT, THE PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT AND THE REGULATED HEALTH PROFESSIONS ACT, 1991

This Schedule amends the *Ontario Drug Benefit Act*, the *Prescription Drug Cost Regulation Act* and the *Regulated Health Professions Act, 1991*. Some of the most important features are:

Ontario Drug Benefit Act

1. Changes are made to provide for eligible persons to bear some of the costs of receiving drug benefits under the Act. Co-payments, to be paid by eligible persons, can be prescribed by the regulations. The Minister will no longer pay for a more expensive brand where there is a less expensive interchangeable alternative available.
2. The Act will no longer require the maximum dispensing fee to be negotiated with the Ontario Pharmacists Association. The fee will be prescribed by the regulations.
3. Where prescribed conditions are breached, the Minister will be able to order that an operator of a pharmacy or a dispensing physician be suspended from receiving payment from the Minister under the Act.
4. The scheme for determining the price the Minister pays for a drug product is changed. The concept of "best available price" is eliminated. Instead, the price will be as agreed to by the manufacturer. The ability of the Minister to refuse to change the price, and to take price into account in determining whether a drug product is listed as a benefit, is clarified and strengthened.
5. The restrictions on the mark up that the Minister pays on the drug price are removed. The Act currently requires that the mark up be between 10 and 20 per cent.

modification avait pour effet d'entraîner l'élimination de services de la liste des services que la personne est autorisée à fournir.

Ces modifications exigent du ministre qu'il paie les montants prescrits pour les services fournis dans les établissements de santé autonomes et lui accordent le pouvoir discrétionnaire de payer d'autres coûts engagés par ces établissements. Elles donnent au ministre le pouvoir de recouvrer les montants qui ont été payés en vertu de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* et qui, pour des motifs prescrits, n'auraient pas dû l'être.

Ces modifications donnent au ministre le pouvoir de recueillir, d'utiliser et de divulguer des renseignements personnels à des fins précisées et de conclure des ententes pour l'échange de renseignements personnels à des fins précisées. Elles permettent au directeur d'exiger des titulaires de permis qu'ils fournissent des renseignements à des fins précisées.

Ces modifications élargissent les dispositions de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* à l'égard de l'immunité de la Couronne et empêchent quiconque d'exiger une indemnité de la Couronne, du ministre ou du directeur à l'égard d'une perte subie par suite de certains actes qu'ils accomplissent en vertu de la Loi.

Ces modifications donnent au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des règlements de manière à ce que la réglementation des affiliations entre les médecins et les établissements de santé autonomes soit compatible avec les règles régissant les affiliations entre les médecins et les établissements de santé prévues par la *Loi sur l'assurance-santé*.

ANNEXE G MODIFICATION DE LA LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS GRATUITS DE L'ONTARIO, DE LA LOI SUR LA RÉGLEMENTATION DES PRIX DES MÉDICAMENTS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE ET DE LA LOI DE 1991 SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ RÉGLEMENTÉES

Cette annexe modifie la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario*, la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance* et la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. Certaines des caractéristiques les plus importantes de cette annexe sont les suivantes :

Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario

1. Il est apporté des modifications qui prévoient que les personnes admissibles assument une partie des coûts des prestations pharmaceutiques qu'elles reçoivent en vertu de la Loi. Les quotes-parts que doivent à présent verser les personnes admissibles peuvent être prescrites par les règlements. Le ministre ne fait plus de paiements à l'égard d'une marque plus chère lorsqu'il existe un produit interchangeable moins cher.
2. La Loi n'exige plus la négociation des honoraires de préparation maximaux avec l'*Ontario Pharmacists Association*. Les honoraires sont prescrits par les règlements.
3. En cas de violation des conditions prescrites, le ministre est habilité à ordonner, par arrêté, la suspension des paiements qu'il fait, aux termes de la Loi, à l'exploitant d'une pharmacie ou à un médecin propharmacien.
4. Les règles permettant de déterminer le prix que le ministre paie pour un produit médicamenteux sont modifiées. La notion de «meilleur prix possible» est supprimée pour faire place à celle de prix accepté par le fabricant. L'habilité du ministre à refuser de modifier le prix et son habilité à tenir compte du prix pour décider si un produit médicamenteux est énuméré à titre de prestation sont clarifiées et renforcées.
5. Les restrictions applicables à la majoration que le ministre paie sur le prix des médicaments sont supprimées. Actuellement, la

6. Authority is added to make regulations prescribing clinical criteria that must be met before the Minister will be required to pay for a drug product or class of drug products.
7. Further changes are made supporting the changes outlined above, including the clarification and expansion of the power to make regulations and to collect, use and disclose personal information.
8. A number of errors in the French version of the Act are corrected.

Prescription Drug Cost Regulation Act

1. The name of the Act is changed to the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*.
2. The amount that can be charged for a drug, other than the dispensing fee, will no longer be regulated.
3. A number of errors in the French version of the Act are corrected.

Transitional provisions

Transitional provisions are added to ensure the authority of the Ministry's existing policies relating to the prices of drug products and to eliminate any liability that may have arisen from the application of those policies.

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE HEALTH INSURANCE ACT AND THE HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT

The *Health Insurance Act* is amended in order to achieve a number of goals. Principal among them are the following:

1. The definition of insured services is changed to permit conditions and limitations to be imposed by regulation on services provided by physicians.
2. The level of fees payable by OHIP to physicians, to other types of health practitioners and to health facilities may be varied depending on factors set out in the Act and regulations. These factors include the geographic area and the setting in which the insured service is provided. Those who receive payments under the Plan may be required to make contributions in relation to past payments received.
3. The authority of the General Manager to make decisions concerning the payment of claims for insured services is increased. The General Manager may refuse payment, reduce the amount of a payment or require the reimbursement of OHIP if payment has already been made. Related changes are made to the role and responsibilities of the Medical Review Committee and practitioner review committees.
4. Requirements are set out for physicians to become "eligible physicians" under the Act. These requirements include requiring specialists to be affiliated with a prescribed type of facility. Only eligible physicians can be paid by OHIP for insured services provided to insured persons by physicians. Other physicians cannot be paid

Loi exige que cette majoration se situe entre 10 et 20 pour cent.

6. Le pouvoir réglementaire est étendu pour permettre la prise de règlements prescrivant des critères d'ordre clinique auxquels il doit être satisfait avant que le ministre ne soit tenu de faire un paiement pour un produit médicamenteux ou une catégorie de produits médicamenteux.
7. D'autres changements sont apportés à l'appui des modifications décrites ci-dessus, notamment la clarification et l'élargissement du pouvoir réglementaire et du pouvoir de recueillir, d'utiliser et de divulguer des renseignements personnels.
8. Quelques erreurs figurant dans la version française sont corrigées.

Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance

1. La Loi a dorénavant un nouveau titre, soit celui de *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*.
2. Le montant qui peut être demandé pour un médicament, à l'exclusion des honoraires de préparation, n'est plus réglementé.
3. Quelques erreurs figurant dans la version française sont corrigées.

Dispositions transitoires

Des dispositions transitoires sont ajoutées pour garantir la validité des politiques existantes du ministère en ce qui concerne les prix des produits médicamenteux et pour supprimer toute responsabilité que l'application de ces politiques a pu entraîner.

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ ET DE LA LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

La *Loi sur l'assurance-santé* est modifiée en vue d'atteindre plusieurs objectifs, dont les principaux sont les suivants :

1. La définition du terme «services assurés» est modifiée pour autoriser l'imposition de conditions et de limites, par règlement, aux services fournis par les médecins.
2. Le niveau des honoraires payables par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario (R.A.S.O.), aux médecins, à d'autres type de praticiens de la santé et aux établissements de santé peut être modifié en fonction des facteurs énoncés dans la Loi et les règlements. Ces facteurs comprennent la région et le milieu dans lesquels le service assuré est fourni. Ceux qui reçoivent des paiements aux termes du Régime peuvent être tenus de verser des cotisations relativement aux paiements reçus par le passé.
3. Le pouvoir qu'a le directeur général de prendre des décisions concernant le paiement de demandes de remboursement pour des services assurés est élargi. Le directeur général peut refuser d'effectuer un paiement, réduire le montant d'un paiement ou exiger que le R.A.S.O. soit remboursé si un paiement a déjà été effectué. Des modifications connexes sont apportées au rôle et aux responsabilités du comité d'étude de la médecine et aux comités d'étude des praticiens.
4. Des exigences sont énoncées pour que les médecins deviennent des «médecins admissibles» aux termes de la Loi. Ces exigences comprennent l'obligation pour les spécialistes d'être affiliés à un genre d'établissements prescrits. Seuls les médecins admissibles peuvent se faire payer par le R.A.S.O. pour des services assurés qu'ils ont fournis à des assurés. Les autres

and cannot bill insured persons directly for providing insured services.

The Minister may restrict the number of physicians who can become eligible physicians. The Minister may determine areas of the province that are oversupplied with physicians. A moratorium may be imposed on physicians becoming eligible physicians in an area, in the circumstances set out in the Act.

5. An expanded list of persons is required to submit a greater variety of information to the General Manager for the purposes of administering the Act and managing the health care system and the delivery of health care services in Ontario.
6. A new class of inspectors may be appointed, working under the direction of the General Manager. The powers of inspectors are expanded and clarified. A general review process is established for insured services provided by physicians and practitioners.

Amendments are also made to the *Health Care Accessibility Act*. Certain inspectors appointed under the *Health Insurance Act* may exercise the same powers under this Act. Other changes related to the amendments to the *Health Insurance Act* are made.

SCHEDULE I PHYSICIAN SERVICES DELIVERY MANAGEMENT ACT, 1995

Section 1 of the *Physician Services Delivery Management Act, 1995* allows the Lieutenant Governor in Council to suspend (by making an order designating them) obligations and rights under certain agreements listed in subsection (2). Any decision made in a proceeding relating to a dispute about a suspended right or obligation shall have no force or effect.

Section 2 repeals section 1 of the *Expenditure Control Plan Statute Law Amendment Act, 1993*.

SCHEDULE J AMENDMENTS TO THE PAY EQUITY ACT

This Schedule amends the *Pay Equity Act* to discontinue use of the proxy method of comparison for determining whether pay equity exists at an employer's workplace. This change comes into force on January 1, 1997.

Until then, the minimum standard is changed for pay equity adjustments to compensation to be made by employers who use the proxy method of comparison. During the period from January 1, 1994 to December 31, 1996, these employers will be required to make pay equity adjustments of a minimum of 3 per cent of the total of their 1993 Ontario payroll or such lesser amount as is required to achieve pay equity. The minimum amount payable under the current Act for each twelve-month period is one per cent of the employer's Ontario payroll for the preceding 12 months or such lesser amount as is required to achieve pay equity.

SCHEDULE K AMENDMENTS TO THE FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT AND THE MUNICIPAL FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT

This Schedule amends the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* respectively. The main amendments are as follows:

médecins ne peuvent pas se faire payer ni facturer directement aux assurés les services assurés qui leur sont fournis.

Le ministre peut restreindre le nombre de médecins qui peuvent devenir des médecins admissibles et déterminer les régions de la province où il y a un trop-plein de médecins. Un moratoire peut être imposé aux médecins qui deviennent des médecins admissibles dans une région dans les circonstances énoncées dans la Loi.

5. La liste des personnes qui sont tenues de soumettre une plus grande variété de renseignements au directeur général aux fins de l'application de la Loi et de la gestion du système de soins de santé et de la prestation des services de santé en Ontario est allongée.
6. Une nouvelle catégorie d'inspecteurs peuvent être nommés, qui travaillent sous les ordres du directeur général. Les pouvoirs des inspecteurs sont élargis et précisés. Un processus d'examen général est établi pour les services assurés fournis par les médecins et les praticiens.

Des modifications sont également apportées à la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé*. Certains inspecteurs nommés en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé* peuvent exercer les mêmes pouvoirs en vertu de cette loi. D'autres modifications ayant trait à celles apportées à la *Loi sur l'assurance-santé* sont aussi apportées.

ANNEXE I LOI DE 1995 SUR LA GESTION DE LA PRESTATION DE SERVICES PAR LES MÉDECINS

L'article 1 de la *Loi de 1995 sur la gestion de la prestation de services par les médecins* permet au lieutenant-gouverneur en conseil de suspendre (par la prise d'un décret qui les désigne) les obligations et les droits prévus par certaines ententes mentionnées au paragraphe (2). La décision rendue dans une instance portant sur un litige relatif à un droit ou une obligation suspendu est sans effet.

L'article 2 abroge l'article 1 de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne le Plan de contrôle des dépenses*.

ANNEXE J MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

Cette annexe modifie la *Loi sur l'équité salariale* de façon à mettre fin à l'utilisation de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur pour déterminer si l'équité salariale existe dans les lieux de travail d'un employeur. Cette modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Entre-temps, la norme minimale est modifiée à l'égard des rajustements de la rétribution aux fins de l'équité salariale que doivent effectuer les employeurs qui utilisent la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur. Au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1996, ces employeurs sont tenus d'effectuer des rajustements aux fins de l'équité salariale représentant au moins 3 pour cent du total de leur masse salariale en Ontario pour 1993 ou la somme inférieure nécessaire pour atteindre l'équité salariale. La somme minimale payable aux termes de la loi actuelle à l'égard de chaque période de 12 mois correspond à un pour cent de la masse salariale de l'employeur en Ontario pour les 12 mois précédents ou à la somme inférieure nécessaire pour atteindre l'équité salariale.

ANNEXE K MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION MUNICIPALE ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Cette annexe modifie la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* respectivement. Les modifications principales sont les suivantes :

1. A person shall pay the fee prescribed by the regulations upon making a request for access to a record or personal information or for making an appeal to the Commissioner. A head cannot waive these fees.
2. A head of an institution who receives a request for access to a record or personal information may refuse the request without any further obligation if the head is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious. The head is required to give a notice to the person making the request that sets out the reason for the refusal.
3. If a request for access covers more than one record, the description that is required to appear in the notice of the head's decision may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.
4. The Commissioner may dismiss an appeal without any further obligation if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.
5. A person who requests access to a record is required to pay the fees prescribed by the regulations for any costs incurred in responding to the request.

**SCHEDULE L
AMENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE PENSION
ACT AND THE ONTARIO PUBLIC SERVICE
EMPLOYEES' UNION PENSION ACT, 1994**

This Schedule amends the *Public Service Pension Act*, which governs the Public Service Pension Plan, and the *Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994*, which governs the OPSEU Plan.

The consent of the Lieutenant Governor in Council will be required before either pension plan can be wound up, in whole or in part, by any person or group of persons. The Superintendent of Pensions will not be permitted to wind up either plan, in whole or in part.

This Schedule is made retroactive to January 1, 1993, the date on which the OPSEU Plan came into existence.

**SCHEDULE M
AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL ACT AND
VARIOUS OTHER STATUTES RELATED TO
MUNICIPALITIES, CONSERVATION AUTHORITIES AND
TRANSPORTATION**

**PART I
MUNICIPAL ACT**

Amendments are made to the *Municipal Act* respecting the following subject matters:

1. The Minister is given the power to make regulations restructuring municipalities. Upon receiving a proposal from a municipality or prescribed local body in unorganized territory, the Minister shall make regulations implementing the proposal if the proposal meets the requirements set out in the section. A restructuring may include: annexing part of a municipality to another municipality; annexing land that does not form part of a municipality to a municipality; amalgamating municipalities; separating a local municipality from a county or joining a local municipality to a county for municipal purposes; dissolving all or

1. La personne qui présente une demande d'accès à un document ou à des renseignements personnels ou qui interjette appel devant le commissaire verse les droits prescrits par les règlements. La personne responsable ne peut pas renoncer à ces droits.
2. La personne responsable d'une institution qui reçoit une demande d'accès à un document ou à des renseignements personnels peut refuser la demande sans autre obligation si elle est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande est frivole ou vexatoire. La personne responsable est tenue de donner un avis à l'auteur de la demande qui énonce le motif du refus.
3. Si une demande d'accès porte sur plus d'un document, l'exposé qui doit figurer à l'avis de la décision de la personne responsable peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.
4. Le commissaire peut rejeter l'appel sans autre obligation si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.
5. La personne qui présente une demande d'accès à un document est tenue de verser les droits prescrits par les règlements pour les frais engagés pour répondre à la demande.

**ANNEXE L
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE RÉGIME DE
RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET DE LA LOI DE
1994 SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DU SYNDICAT DES
EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE
L'ONTARIO**

Cette annexe modifie la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*, qui régit le Régime de retraite des fonctionnaires, et la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario*, qui régit le Régime du SEFPO.

Le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil sera exigé avant que l'un ou l'autre régime puisse être liquidé totalement ou partiellement par quelque personne ou groupe de personnes que ce soit. Le surintendant des régimes de retraite ne sera pas autorisé à liquider totalement ou partiellement l'un ou l'autre régime.

Cette annexe a un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1993, date de constitution du Régime du SEFPO.

**ANNEXE M
MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MUNICIPALITÉS
ET DE DIVERSES AUTRES LOIS TOUCHANT LES
MUNICIPALITÉS, LES OFFICES DE PROTECTION DE
LA NATURE ET LES TRANSPORTS**

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les municipalités* concernant les questions suivantes :

1. Le ministre est investi du pouvoir de prendre des règlements en vue de la restructuration des municipalités. Sur réception d'une proposition d'une municipalité ou d'un organisme local prescrit d'un territoire non érigé en municipalité, le ministre prend des règlements mettant en œuvre la proposition si celle-ci respecte les exigences énoncées à l'article. La restructuration peut comprendre : l'annexion d'une partie d'une municipalité à une autre municipalité; l'annexion de biens-fonds qui ne font pas partie d'une municipalité à une municipalité; la fusion de municipalités; la séparation d'une municipalité lo-

part of a municipality and incorporating the inhabitants of a locality as a municipality.

2. Municipalities will be required to provide the Minister of Municipal Affairs and Housing with information which, in the opinion of the Minister, relate to the efficiency and effectiveness of the operations of the municipality. The municipality must publish all or part of that information as designated by the Minister and must review or audit all or part of it or make it available to be reviewed or audited as designated by the Minister.
3. Greater flexibility is given to municipalities to determine which municipal level (local municipality or upper-tier municipality) will provide those services and facilities that are prescribed in the regulations. Upper-tier municipalities may assume the power to provide services and facilities that are currently being provided by local municipalities. Similarly, local municipalities may assume the power to provide services and facilities that are currently being provided by an upper-tier municipality. The conditions for assuming those powers are set out in subsections 209.2 (2) and 209.4 (2) of the Act. (Section 6 of this Schedule)
4. Municipalities are given the power to dissolve or make changes to local boards. They may only pass a by-law to dissolve or make changes to a local board in accordance with regulations made by the Minister.
5. Municipalities and local boards are given broad powers to impose fees or charges for any services or activities provided by them. The Minister has power to make regulations limiting or imposing conditions on the imposition of fees or charges.
6. In section 223 of the Act there is a requirement that the assent of the electors be obtained before a by-law is passed placing the control of sewage works under a commission established under the *Public Utilities Act*. This requirement may now be waived by the municipality by by-law.
7. A new Part is added to the Act (Part XVII.1) giving municipalities general licensing powers. A local municipality may by by-law provide for the licensing and regulation of any business carried on in the municipality. The broad powers given to municipalities respecting licensing are set out in subsection 257.2 (2) of the Act (section 22 of this Schedule). Many of the other more specific provisions of the Act dealing with licensing are repealed. The Minister may make regulations exempting any business or class of business from a licensing by-law or imposing conditions or limitations on the powers of the municipality to make by-laws.

PART II OTHER STATUTES RELATING TO MUNICIPALITIES

Municipal Franchises Act

A municipal corporation is given the power to pass by-laws eliminating the requirement to obtain the assent of the electors before exercising any power under the *Municipal Franchises Act* or any other Act.

cale d'un comté ou la jonction d'une municipalité locale à un comté à des fins municipales; la dissolution de la totalité ou d'une partie d'une municipalité et la constitution des habitants d'une localité en municipalité.

2. Les municipalités sont tenues de fournir au ministre des Affaires municipales et du Logement les renseignements qui, de l'avis du ministre, ont trait à l'efficacité et l'efficacités des activités de la municipalité. Celle-ci doit publier la totalité ou une partie des renseignements comme le désigne le ministre et les réviser ou les vérifier en totalité ou en partie ou les rendre accessibles aux fins de révision ou de vérification comme le désigne le ministre.
3. Une plus grande flexibilité est accordée aux municipalités pour déterminer quel niveau de gouvernement municipal (municipalité locale ou municipalité de palier supérieur) fournit les services et les installations qui sont prescrits dans les règlements. Les municipalités de palier supérieur peuvent prendre en charge le pouvoir de fournir les services et les installations qui sont actuellement fournis par les municipalités locales. De même, les municipalités locales peuvent prendre en charge le pouvoir de fournir les services et les installations qui sont actuellement fournis par une municipalité de palier supérieur. Les conditions de prise en charge de ces pouvoirs sont énoncées aux paragraphes 209.2 (2) et 209.4 (2) de la Loi. (Article 6 de cette annexe)
4. Les municipalités sont investies du pouvoir de dissoudre ou de modifier les conseils locaux. Elles ne peuvent adopter un règlement municipal en vue de dissoudre ou de modifier un conseil local que conformément aux règlements pris par le ministre.
5. Les municipalités et les conseils locaux sont investis de pouvoirs étendus pour imposer des droits ou des frais à l'égard des services ou des activités qu'ils fournissent. Le ministre a le pouvoir de prendre des règlements qui restreignent l'imposition de droits ou de frais ou l'assortissent de conditions.
6. L'article 223 de la Loi prévoit une exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant d'adopter un règlement municipal confiant le contrôle des réseaux d'égout à une commission créée en vertu de la *Loi sur les services publics*. La municipalité peut maintenant renoncer à cette exigence par voie de règlement municipal.
7. Une nouvelle partie est ajoutée à la Loi (partie XVII.1) qui donne aux municipalités des pouvoirs généraux en matière d'assujettissement à l'obtention de permis. Une municipalité locale peut, par règlement municipal, prévoir l'assujettissement à l'obtention d'un permis et la réglementation de toute activité commerciale exercée dans la municipalité. Les pouvoirs étendus donnés aux municipalités à l'égard de l'assujettissement à l'obtention de permis sont énoncés au paragraphe 257.2 (2) de la Loi (article 22 de cette annexe). Bon nombre des autres dispositions plus détaillées de la Loi qui traitent de l'assujettissement à l'obtention de permis sont abrogées. Le ministre peut, par règlement, soustraire toute activité commerciale ou catégorie d'activités commerciales à l'application d'un règlement municipal assujettissant à l'obtention de permis ou imposer des conditions ou des restrictions aux pouvoirs qu'a la municipalité d'adopter des règlements municipaux.

PARTIE II AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX MUNICIPALITÉS

Loi sur les concessions municipales

Les municipalités sont investies du pouvoir d'adopter des règlements municipaux éliminant l'exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant d'exercer les pouvoirs que confère la *Loi sur les concessions municipales* ou une autre loi.

Municipality of Metropolitan Toronto Act

The licensing provisions are amended to reflect changes to the licensing provisions set out in the *Municipal Act*. The Licensing Commission is given the same powers that local municipalities have under the new Part XVII.1 of the *Municipal Act* in respect to licensing and regulating those matters over which it has the power to license.

Ontario Unconditional Grants Act

The title of the *Ontario Unconditional Grants Act* is changed to “*Ontario Municipal Support Grants Act*”. The Minister is authorized to make grants and loans and provide other financial assistance to municipalities and local boards. The Lieutenant Governor in Council, if of the opinion that a matter is of provincial significance, may make regulations establishing standards for the activities of municipalities. If a municipality fails to meet these standards, any grant, loan or other financial assistance that would otherwise be provided to that municipality may be reduced.

Public Utilities Act

The requirement to obtain the assent of the electors before exercising a power under the Act may by by-law be waived by the municipal corporation.

Other Acts in this Part

Amendments are made to the *Regional Municipalities Act* and four regional Acts (Haldimand-Norfolk, Sudbury, Waterloo and York) relating to licensing powers to reflect the changes made to the *Municipal Act*.

PART III CONSERVATION AUTHORITIES ACT

Part III amends the *Conservation Authorities Act*. The amendments provide a mechanism for voluntary dissolution of a conservation authority, remove the Lieutenant Governor in Council’s power to appoint members to conservation authorities and give the Minister of Natural Resources power to require flood control operations to be carried out by conservation authorities or municipalities. The amendments also remove requirements for provincial approval of conservation authority projects and land dispositions if the project or land does not involve provincial funding. Other amendments revise the system for levying conservation authority administrative costs and maintenance costs against municipalities by authorizing regulations governing the levies, by providing for appeals and, after a date to be named by proclamation, by restricting the levies to maintenance costs relating to flood control.

PART IV TRANSPORTATION STATUTES

The amendments in this Part to the *Public Transportation and Highway Improvement Act* are: to remove many of the constraints currently placed on municipalities with regard to the management of roads under their jurisdiction and to municipalities’ relationships with each other; to replace the current rigid road subsidy provisions with flexible funding agreements between the province and municipalities; to permit the province to subsidize the costs of public transportation and rapid transit up to a maximum amount, rather than the current fixed amount.

Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto

Les dispositions relatives à l’assujettissement à l’obtention de permis sont modifiées de façon à refléter les modifications apportées aux dispositions énoncées dans la *Loi sur les municipalités* en matière d’assujettissement à l’obtention de permis. La Commission de délivrance de permis est investie des mêmes pouvoirs que ceux conférés aux municipalités locales en vertu de la nouvelle partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* en ce qui a trait à l’assujettissement à l’obtention de permis et à la réglementation des questions à l’égard desquelles elle a le pouvoir d’assujettir à l’obtention de permis.

Loi sur les subventions aux municipalités de l’Ontario

Le titre de la *Loi sur les subventions aux municipalités de l’Ontario* devient «*Loi sur les subventions de soutien aux municipalités de l’Ontario*». Le ministre est autorisé à verser des subventions, à consentir des prêts et à fournir une autre aide financière aux municipalités et aux conseils locaux. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s’il est d’avis qu’une question est d’intérêt provincial, prendre des règlements établissant des normes à l’égard des activités des municipalités. Si une municipalité ne respecte pas ces normes, les subventions, prêts ou autre aide financière qui lui seraient autrement accordés peuvent être diminués.

Loi sur les services publics

Les municipalités peuvent, par règlement municipal, renoncer à l’exigence voulant que soit obtenu l’assentiment des électeurs avant d’exercer les pouvoirs conférés par la Loi.

Autres lois dans cette partie

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les municipalités régionales* et à quatre lois régionales (Haldimand-Norfolk, Sudbury, Waterloo et York) relativement aux pouvoirs d’assujettissement à l’obtention de permis afin de refléter les modifications apportées à la *Loi sur les municipalités*.

PARTIE III LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION DE LA NATURE

La partie III modifie la *Loi sur les offices de protection de la nature*. Les modifications prévoient un mécanisme pour la dissolution volontaire d’un office de protection de la nature, retirent le pouvoir qu’a le lieutenant-gouverneur en conseil de nommer les membres des offices, et donnent au ministre des Richesses naturelles le pouvoir d’exiger que les offices et les municipalités procèdent à des opérations de contrôle des inondations. Elles éliminent l’obligation de faire approuver par la province les projets des offices et les aliénations de biens-fonds si des fonds de celle-ci ne sont pas engagés pour les projets ou les biens-fonds. D’autres modifications révisent le processus de prélèvement sur les municipalités de montants couvrant les frais d’administration et les frais d’entretien engagés par les offices en permettant la prise de règlements régissant les prélèvements, en prévoyant un mécanisme d’appels et, après une date qui doit être fixée par proclamation, en restreignant les prélèvements à l’égard des frais d’entretien se rapportant au contrôle des inondations.

PARTIE IV LOIS SUR LES TRANSPORTS

Les modifications dans cette partie qui touchent la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun* ont pour objet d’éliminer un grand nombre des contraintes auxquelles sont actuellement soumises les municipalités dans le domaine de la gestion des routes qui relèvent de leur compétence et dans leurs relations avec les autres municipalités, de remplacer le mécanisme actuel de subventions des routes par un mécanisme plus souple reposant sur des accords de financement entre la province et les municipalités, et de permettre à la province de subventionner le transport en

The amendment to the *Local Roads Boards Act* is to allow for credits to local roads boards up to a maximum amount, rather than the current fixed amount, of money paid by them into the Consolidated Revenue Fund.

SCHEDULE N AMENDMENTS TO CERTAIN ACTS ADMINISTERED BY THE MINISTRY OF NATURAL RESOURCES

This Schedule amends several provisions of the *Forest Fires Prevention Act*, the *Lakes and Rivers Improvement Act* and the *Public Lands Act* that now require permits for certain activities. The Schedule would require permits for these activities only in circumstances prescribed by regulation.

The Schedule provides for amounts received by the Crown under the *Game and Fish Act* to be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund. A payment could be made from the account for a purpose set out in the Schedule.

SCHEDULE O AMENDMENTS TO THE MINING ACT

The purpose of this Schedule is two-fold:

1. To revise Part VII of the *Mining Act* dealing with the requirements relating to closure plans for the rehabilitation of mining sites.
2. To make a number of changes to the *Mining Act* in order to clarify and simplify its operation and administration.

Sections 26, 27 and 28 of this Schedule: The Part VII Changes

1. Any proponent who is not subject to a closure plan for site rehabilitation but undertakes rehabilitation work in accordance with the general duty to progressively rehabilitate a site must report on such activities to the Director of Mine Rehabilitation within 60 days of completing the work (new subsection 139.1 (2) of the Act).
2. Proposed sections 140 and 141 of the Act: Unless they are already subject to a closure plan, proponents of advanced exploration and mine production projects that are new or that are about to start up again are required to notify the Director and to file with the Director's office closure plans certified as prescribed in the regulations to be made under the Act. If a closure plan sufficiently addresses requirements for closure plans, the proponent receives an acknowledgment of receipt and, if all other conditions have been met, the project may proceed. If not, the plan is returned for refile. The system of filing certified closure plans is intended to replace the present system whereby proponents require the Director's acceptance of their detailed closure plan before commencing or recommencing a project. Under proposed section 142 of the Act, a proponent has the option of obtaining the Director's approval of a closure plan but the costs related to having the plan examined for approval are the proponent's responsibility. Furthermore, it is possible for a proponent to move from the approval system to the certification and filing system, and vice versa, if certain conditions are met.
3. New sections 143 and 144 of the Act. The Director may at any time require a proponent whose closure plan has been filed to file amendments to it and may require as well that a proponent make changes to the filed plan or subse-

commun et les voies rapides jusqu'à concurrence d'un montant maximal plutôt que selon le montant fixe actuel.

La modification de la *Loi sur les régies des routes locales* prévoit pour les sommes portées au crédit des régies des routes locales un plafond basé sur les sommes versées par celles-ci au Trésor, plutôt que le montant fixe actuel.

ANNEXE N MODIFICATION DE CERTAINES LOIS APPLIQUÉES PAR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

Cette annexe modifie plusieurs dispositions de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt*, de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* et de la *Loi sur les terres publiques*, qui exigent actuellement des permis pour certaines activités. Ces activités ne nécessiteront l'obtention d'un permis que dans les circonstances prescrites par les règlements.

L'annexe prévoit que les montants que la Couronne reçoit en vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* seront détenus dans un compte distinct du Trésor. Des sommes pourront être prélevées sur ce compte et versées à des fins qui sont énoncées dans l'annexe.

ANNEXE O MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MINES

Cette annexe a pour objet :

1. D'une part, de réviser la partie VII de la *Loi sur les mines* qui porte sur les exigences qui s'appliquent aux plans de fermeture visant à réhabiliter les lieux miniers.
2. D'autre part, d'apporter un certain nombre de modifications à la *Loi sur les mines* afin de préciser et de simplifier son application.

Articles 26, 27 et 28 de cette annexe : Modifications apportées à la partie VII

1. Le promoteur qui n'est pas visé par un plan de fermeture visant à réhabiliter un lieu mais qui entreprend des travaux de réhabilitation conformément à l'obligation générale de réhabiliter progressivement un lieu doit faire rapport de ces travaux au directeur de la réhabilitation minière dans les 60 jours de leur achèvement (nouveau paragraphe 139.1 (2) de la Loi).
2. Aux termes des nouveaux articles 140 et 141 de la Loi, à moins qu'il ne soit déjà visé par un plan de fermeture, le promoteur qui désire entreprendre ou reprendre un projet d'exploration avancée ou de production minière est tenu d'en aviser le directeur et de déposer auprès de son bureau un plan de fermeture certifié de la manière prescrite par les règlements pris en application de la Loi. Si le plan de fermeture tient suffisamment compte des exigences à l'égard des plans de fermeture, le promoteur reçoit un accusé de réception et si toutes les autres conditions sont remplies, le projet peut aller de l'avant. Si non, le plan de fermeture est retourné au promoteur pour qu'il le dépose de nouveau. Le processus de dépôt d'un plan de fermeture certifié vise à remplacer le processus actuel qui oblige le promoteur à attendre que le directeur approuve son plan de fermeture détaillé avant d'entreprendre ou de reprendre un projet. En vertu du nouvel article 142 de la Loi, le promoteur peut choisir de soumettre un plan de fermeture au directeur pour examen aux fins d'approbation, mais il doit alors payer les frais d'examen. Il lui est également possible de passer du processus d'approbation au processus de certification et de dépôt et vice-versa, si certaines conditions sont remplies.
3. Les nouveaux articles 143 et 144 de la Loi prévoient que le directeur peut à tout moment exiger que le promoteur qui a déposé un plan de fermeture dépose les modifications et qu'il apporte des changements au plan déposé ou aux modifications

quently filed amendments. Proponents are required to notify the Director of material changes relating to the project that could reasonably be expected to have an effect on the adequacy of the closure plan or its control. If the Director requires changes to a closure plan, the proponent has the option of appealing any or all of the required changes or, at the proponent's expense, having them referred to an independent third party for a binding decision.

4. Under revised section 145 of the Act, the forms of financial assurance that may be acceptable as part of a filed closure plan are specifically stated to include a mining reclamation trust, a pledge of assets, a sinking fund, royalties per tonne, or compliance with a corporate financial test to be set out in the regulations. Cash provided as financial assurance is to be placed in a special purpose account dedicated to the project out of which the cost of any rehabilitation work required to be undertaken by the Crown may be paid. Confidentiality is to be maintained with respect to the form of a proponent's financial assurance and the financial and commercial information provided for the purpose of establishing the assurance.
5. Under proposed subsection 147 (1) of the Act, the Director may order any proponent of lands upon which a mine hazard exists to file a closure plan for rehabilitation of the hazard. There is an exemption for a holder of an unpatented mining claim who has neither created a hazard since staking the claim nor materially disturbed or affected a hazard created by others.
6. Proposed section 148 of the Act provides the Minister with powers to deal with emergencies where adverse effects to public health and safety and to the environment are being caused or are likely to be caused by mine hazards on mining lands.
7. Under new section 149.1 of the Act, a proponent would be able to enter into an agreement with the Minister to surrender mining lands. Part of the agreement may be a payment of money in an amount sufficient to offset the costs of any rehabilitation work required to be undertaken on the mining lands after the surrender. A proponent who surrenders mining lands subject to such an agreement is not subject to the liability imposed by certain provisions of the *Environmental Protection Act*.
8. Section 150 of the Act (section 27 of this Schedule) would give certain proponents a period of 12 months to surrender a mining lease to the Crown or require that the lease revert to a mining claim. A proponent who takes action under the section will no longer be responsible for anything arising out of the existence of a mine hazard created on the claim lands by others before the claim was staked and subsequently taken to lease.
9. Proposed section 153.1 of the Act (set out in section 28 of this Schedule) would provide Crown immunity from proceedings arising out of claims of regulatory negligence relating to the filing, approval, review and acceptance of closure plans.
10. New section 153.2 of the Act contains certain powers of the Director, particularly with respect to transfers, and subsection 153.3 (1) clarifies the obligations of lessees and patentees with respect to the rehabilitation of mine hazards.

Section 38 of this Schedule contains transitional provisions that set out the situation of proponents of existing projects.

déposées par la suite. Le promoteur est tenu d'aviser le directeur de tout changement important qui touche le projet et dont il serait raisonnable de s'attendre qu'il aura des répercussions sur le caractère adéquat du plan de fermeture ou sur son contrôle. Si le directeur exige que des changements soient apportés à un plan, le promoteur a la possibilité d'interjeter appel de tout ou partie de ces changements ou de les renvoyer, à ses frais, à un tiers indépendant dont la décision lie les parties.

4. Aux termes du nouvel article 145 de la Loi, les formes de garantie financière acceptables à l'égard d'un plan de fermeture déposé comprennent expressément les fiducies de restauration minière, les biens remis en nantissement, les fonds d'amortissement, les redevances à la tonne ainsi que la conformité avec des tests de solvabilité prescrits dans les règlements. Les garanties fournies en espèces sont versées dans un compte spécial réservé au projet et sur lequel peuvent être prélevées les sommes nécessaires pour couvrir le coût des travaux de réhabilitation devant être entrepris par la Couronne. Est respecté le caractère confidentiel de la forme de la garantie financière fournie par le promoteur et des renseignements financiers et commerciaux fournis aux fins de la constitution de la garantie.
5. En vertu du nouveau paragraphe 147 (1) de la Loi, le directeur peut ordonner à un promoteur de terrains sur lesquels se trouve un risque minier de déposer un plan de fermeture visant à réhabiliter le risque. Cette ordonnance ne peut toutefois s'appliquer au titulaire d'un claim non concédé par lettres patentes qui n'a pas créé de risque depuis qu'il a fait le jalonnement du claim et qui n'a pas perturbé ou touché de façon importante un risque qui a été créé par d'autres.
6. Le nouvel article 148 de la Loi accorde au ministre le pouvoir d'agir dans les situations d'urgence lorsqu'un risque minier sur un terrain minier entraîne ou risque d'entraîner des conséquences préjudiciables sur la santé et la sécurité publiques et sur l'environnement.
7. En vertu du nouvel article 149.1 de la Loi, le promoteur peut conclure un accord avec le ministre pour la rétrocession de terrains miniers. L'entente peut prévoir le paiement d'une somme suffisante pour couvrir le coût des travaux de réhabilitation des terrains qui devront être entrepris après la rétrocession. Le promoteur qui rétrocède des terrains miniers aux termes d'un tel accord n'est pas visé par la responsabilité qu'imposent certaines dispositions de la *Loi sur la protection de l'environnement*.
8. L'article 150 de la Loi (article 27 de cette annexe) donne à certains promoteurs un délai de 12 mois pour rétrocéder un bail minier à la Couronne ou pour demander qu'il soit reconverti en claim. Le promoteur qui agit conformément à cet article n'est plus responsable de ce qui survient en raison de l'existence, sur ses terrains miniers, d'un risque minier créé par d'autres avant qu'il ne jalone les terrains et que ceux-ci ne soient pris à bail.
9. Le nouvel article 153.1 de la Loi (article 28 de cette annexe) accorde à la Couronne une immunité contre les instances découlant de réclamations pour cause de négligence réglementaire à l'égard du dépôt, de l'approbation, de l'examen et de l'acceptation de plans de fermeture.
10. Le nouvel article 153.2 de la Loi accorde certains pouvoirs au directeur, particulièrement concernant les cessions, et le paragraphe 153.3 (1) précise les obligations des preneurs à bail et des titulaires de lettres patentes à l'égard de la réhabilitation des risques miniers.

L'article 38 de cette annexe renferme des dispositions transitoires qui précisent la situation des promoteurs de projets existants.

Proposed section 145 (financial assurance), with the changes mentioned above, and sections 146 (rehabilitation inspectors), 151 (cost of work completed), 152 (hearings and appeals) and 153 (mineral development officers) reproduce already existing provisions in a substantially unamended form.

SCHEDULE P AMENDMENT TO THE MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT

The amendment to the *Ministry of Correctional Services Act* in this Schedule reduces the quorum for the Board of Parole from three members to two.

SCHEDULE Q AMENDMENTS TO VARIOUS STATUTES WITH REGARD TO INTEREST ARBITRATION

This Schedule amends the *Fire Departments Act*, the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act*, the *Police Services Act*, the *Public Service Act* and the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* to require arbitrators to consider specified criteria, including the employer's ability to pay.

L'article 145 (garantie financière), avec les modifications précitées, ainsi que les articles 146 (inspecteurs de la réhabilitation), 151 (coût des travaux), 152 (audiences et appels) et 153 (agents de mise en valeur des minéraux) reprennent de façon plus ou moins intégrale des dispositions existantes.

ANNEXE P MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

Cette annexe fait passer de trois à deux le nombre de membres de la Commission des libérations conditionnelles requis pour constituer le quorum.

ANNEXE Q MODIFICATION DE DIVERSES LOIS EN CE QUI A TRAIT À L'ARBITRAGE DE DIFFÉRENDS

Cette annexe modifie la *Loi sur les services des pompiers*, la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux*, la *Loi sur les services policiers*, la *Loi sur la fonction publique* et la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* pour obliger les arbitres à prendre en considération des critères déterminés, y compris la capacité de payer de l'employeur.

An Act to achieve Fiscal Savings and to promote Economic Prosperity through Public Sector Restructuring, Streamlining and Efficiency and to implement other aspects of the Government's Economic Agenda

Loi visant à réaliser des économies budgétaires et à favoriser la prospérité économique par la restructuration, la rationalisation et l'efficacité du secteur public et visant à mettre en œuvre d'autres aspects du programme économique du gouvernement

CONTENTS

1.	Enactment of schedules
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule A	Public Sector Salary Disclosure Act, 1995
Schedule B	Amendments to the Corporations Tax Act
Schedule C	Amendments to the Income Tax Act
Schedule D	Ontario Loan Act, 1995
Schedule E	Amendments to the Capital Investment Plan Act, 1993 and the Highway Traffic Act relating to Toll Highways
Schedule F	Health Services Restructuring
Schedule G	Amendments to the Ontario Drug Benefit Act, the Prescription Drug Cost Regulation Act and the Regulated Health Professions Act, 1991
Schedule H	Amendments to the Health Insurance Act and the Health Care Accessibility Act
Schedule I	Physician Services Delivery Management Act, 1995
Schedule J	Amendments to the Pay Equity Act
Schedule K	Amendments to the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act
Schedule L	Amendments to the Public Service Pension Act and the Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994
Schedule M	Amendments to the Municipal Act and various other Statutes related to Municipalities, Conservation Authorities and Transportation
Schedule N	Amendments to certain Acts administered by the Ministry of Natural Resources
Schedule O	Amendments to the Mining Act
Schedule P	Amendment to the Ministry of Correctional Services Act

SOMMAIRE

1.	Édiction des annexes
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe A	Loi de 1995 sur la divulgation des traitements dans le secteur public
Annexe B	Modification de la Loi sur l'imposition des corporations
Annexe C	Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu
Annexe D	Loi de 1995 sur les emprunts de l'Ontario
Annexe E	Modification de la Loi de 1993 sur le plan d'investissement et du Code de la route en ce qui concerne les voies publiques à péage
Annexe F	Restructuration des services de santé
Annexe G	Modification de la Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario, de la Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance et de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées
Annexe H	Modification de la Loi sur l'assurance-santé et de la Loi sur l'accessibilité aux services de santé
Annexe I	Loi de 1995 sur la gestion de la prestation de services par les médecins
Annexe J	Modification de la Loi sur l'équité salariale
Annexe K	Modification de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée
Annexe L	Modification de la Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires et de la Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario
Annexe M	Modification de la Loi sur les municipalités et de diverses autres lois touchant les municipalités, les offices de protection de la nature et les transports

Schedule Q Amendments to various Statutes with regard to Interest Arbitration

Annexe N Modification de certaines lois appliquées par le ministère des Richesses naturelles
 Annexe O Modification de la Loi sur les mines
 Annexe P Modification de la Loi sur le ministère des Services correctionnels
 Annexe Q Modification de diverses lois en ce qui a trait à l'arbitrage de différends

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Enactment of schedules 1. (1) All of the schedules to this Act, other than Schedules A, D and I, are hereby enacted.

Same (2) The *Public Sector Salary Disclosure Act, 1995*, as set out in Schedule A, is hereby enacted.

Same (3) The *Ontario Loan Act, 1995*, as set out in Schedule D, is hereby enacted.

Same (4) The *Physician Services Delivery Management Act, 1995*, as set out in Schedule I, is hereby enacted.

Commencement 2. (1) Except as provided in subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same (2) The schedules to this Act come into force as provided in the commencement section at or near the end of each schedule.

Same (3) Where a schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, any such proclamation may apply to the whole or any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule, and proclamations may be issued at different times as to any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.

Short title 3. The short title of this Act is the *Savings and Restructuring Act, 1995*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Sont édictées par le présent paragraphe toutes les annexes de la présente loi, à l'exception des annexes A, D et I. Édition des annexes

(2) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1995 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*, telle qu'elle figure à l'annexe A. Idem

(3) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1995 sur les emprunts de l'Ontario*, telle qu'elle figure à l'annexe D. Idem

(4) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1995 sur la gestion de la prestation de services par les médecins*, telle qu'elle figure à l'annexe I. Idem

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale. Entrée en vigueur

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles. Idem

(3) Lorsqu'une annexe de la présente loi prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe. En outre, des proclamations peuvent être prises à différentes dates relativement à tout élément de cette annexe. Idem

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration*. Titre abrégé

SCHEDULE A PUBLIC SECTOR SALARY DISCLOSURE ACT, 1995

Purpose 1. The purpose of this Act is to assure the public disclosure of the salary and benefits paid in respect of employment in the public sector to employees who are paid a salary of \$100,000 or more in a year.

Definitions 2. (1) In this Act,

“benefit” means each amount that an employee,

(a) is required by subsection 6 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to include in his or her income from an office or employment, or

(b) is required by section 6 of that Act, except subsection 6 (1), (3) or (11), to include in his or her income from an office or employment as a benefit, within the meaning of that Act, or as an amount in respect of a group term life insurance policy; (“avantage”)

“employee” includes a director or officer of an employer, and a holder of office elected or appointed under the authority of an Act of Ontario; (“employé”)

“employer” means an employer in the public sector that does not carry on its activities for the purpose of gain or profit to its members or shareholders, and includes the Crown and a body to which a person is elected or appointed under the authority of an Act of Ontario; (“employeur”)

“public sector” means,

(a) the Crown in right of Ontario, every agency thereof, and every authority, board, commission, corporation, office or organization of persons a majority of whose directors, members or officers are appointed or chosen by or under the authority of the Lieutenant Governor in Council or a member of the Executive Council,

(b) the corporation of every municipality in Ontario,

(c) subject to the Government funding condition in subsection (2), every local board as defined by the *Municipal Affairs Act* and every authority, board, commission, corporation, office or organization of persons some or all of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the

ANNEXE A LOI DE 1995 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

Objet 1. La présente loi a pour objet d'assurer la divulgation publique du traitement et des avantages versés à l'égard d'un emploi aux employés du secteur public qui reçoivent un traitement de 100 000 \$ ou plus par année.

Définitions 2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«avantage» Chaque montant qu'un employé :

a) soit doit inclure aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi;

b) soit doit inclure aux termes de l'article 6 de cette loi, sauf le paragraphe 6 (1), (3) ou (11), dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi comme avantage, au sens de cette loi, ou comme montant à l'égard d'une police collective d'assurance temporaire sur la vie. («benefit»)

«employé» S'entend en outre d'un administrateur ou dirigeant d'un employeur et du titulaire d'une charge élu ou nommé en vertu d'une loi de l'Ontario. («employee»)

«employeur» Employeur du secteur public qui exerce ses activités sans but lucratif pour ses membres ou ses actionnaires. S'entend en outre de la Couronne et d'un organisme auquel une personne est élue ou nommée en vertu d'une loi de l'Ontario. («employer»)

«secteur public» S'entend de ce qui suit :

a) la Couronne du chef de l'Ontario, les organismes qui en relèvent, ainsi que les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux ou organisations de personnes dont la majorité des administrateurs, des membres ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par un membre du Conseil exécutif, ou sous leur autorité;

b) les municipalités de l'Ontario;

c) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les conseils locaux au sens de la *Loi sur les affaires municipales* ainsi que les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux ou organisations de personnes dont tout ou partie des membres, des

authority of the council of the corporation of a municipality in Ontario,

- (d) every board as defined in the *Education Act* and the Metropolitan Toronto School Board,
- (e) every university in Ontario and every college of applied arts and technology and post-secondary institution in Ontario whether or not affiliated with a university, the enrolments of which are counted for purposes of calculating annual operating grants entitlements,
- (f) every hospital listed in the Schedule to the Classification of Hospitals Regulation made under the *Public Hospitals Act*, every private hospital operated under the authority of a licence issued under the *Private Hospitals Act* and every hospital established or approved by the Lieutenant Governor in Council as a community psychiatric hospital under the *Community Psychiatric Hospitals Act*,
- (g) subject to the Government funding condition in subsection (2), every corporation with share capital, at least 90 per cent of the issued shares of which are beneficially held by or for an employer or employers described in clauses (a) to (f), and every wholly-owned subsidiary thereof,
- (h) subject to the Government funding condition in subsection (2), every corporation without share capital, the majority of whose members, directors or officers are members of, or are appointed or chosen by or under the authority of, an employer or employers described in clauses (a) to (f), and every wholly-owned subsidiary thereof,
- (i) every board of health under the *Health Protection and Promotion Act*, and every board of health under an Act of the Legislature that establishes or continues a regional municipality,
- (j) the Office of the Lieutenant Governor of Ontario, the Office of the Assembly, members of the Assembly and the offices of persons appointed on an address of the Assembly,
- (k) any corporation, entity, person or organization of persons to which the Govern-

administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le conseil d'une municipalité de l'Ontario, ou sous son autorité;

- d) les conseils au sens de la *Loi sur l'éducation* et le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto;
- e) les universités de l'Ontario ainsi que les collèges d'arts appliqués et de technologie et les établissements postsecondaires – qu'ils soient affiliés ou non à une université – dont l'effectif entre dans le calcul des subventions de fonctionnement annuelles auxquelles ils ont droit;
- f) les hôpitaux dont le nom figure à l'annexe du règlement portant sur les catégories d'hôpitaux, pris en application de la *Loi sur les hôpitaux publics*, les hôpitaux privés exploités aux termes d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les hôpitaux privés* ainsi que les hôpitaux ouverts ou agréés par le lieutenant-gouverneur en conseil comme hôpitaux psychiatriques communautaires en vertu de la *Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires*;
- g) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les personnes morales avec capital-actions dont au moins 90 pour cent des actions émises sont détenues à titre bénéficiaire par un ou plusieurs employeurs visés aux alinéas a) à f) ou pour leur compte, ainsi que les filiales en propriété exclusive de ces personnes morales;
- h) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les personnes morales sans capital-actions dont la majorité des membres, des administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par un ou plusieurs des employeurs visés aux alinéas a) à f) ou sous leur autorité, ou en sont membres, ainsi que les filiales en propriété exclusive de ces personnes morales;
- i) les conseils de santé visés par la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, ainsi que les conseils de santé visés par une loi de la Législature qui crée ou maintient une municipalité régionale;
- j) le Bureau du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, le Bureau de l'Assemblée, les députés à l'Assemblée et les bureaux des personnes nommées sur adresse de l'Assemblée;
- k) les personnes morales, entités, personnes ou organisations de personnes aux

ment funding condition in subsection (2) applies, or

- (l) any authority, board, commission, corporation, office, person or organization of persons, or any class of authorities, boards, commissions, corporations, offices, persons or organizations of persons, prescribed as an employer by the regulations made under this Act; (“secteur public”)

“salary” means the total of each amount received by an employee that is,

- (a) an amount required by section 5 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included in the employee’s income from an office or employment,
- (b) an amount deemed by subsection 6 (3) of that Act to be remuneration of the employee for the purposes of section 5 of that Act, or
- (c) an amount received by the employee by reason of his or her right to receive a deferred amount under a salary deferral arrangement referred to in subsection 6 (11) of that Act. (“traitement”)

Funding
received
from
Government

(2) A body referred to in clause (c), (g), (h) or (k) of the definition of “public sector” in subsection (1) is included in the definition of “public sector” in a year only if the body received funding from the Government of Ontario in that year of an amount that is at least equal to,

- (a) \$1,000,000; or
- (b) 10 per cent of the body’s gross revenues for the year if that percentage is \$120,000 or more.

Proof of
percentage of
funding

(3) The Management Board of Cabinet may require an officer, director or employee of a body to provide evidence satisfactory to the Secretary of the Management Board of Cabinet that the funding received from the Government of Ontario by the body in a year is less than 10 per cent of the body’s gross revenues for the year, if, for the year,

- (a) the body received funding from the Government of Ontario of less than \$1,000,000 and at least \$120,000;
- (b) the body has not made available to the public a written record or statement in accordance with section 3; and
- (c) the body would be an employer to whom this Act applies if its funding

quelles s’applique la condition relative à l’aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2);

- l) les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux, personnes ou organisations de personnes, ou les catégories de ceux-ci, qui sont prescrits comme employeur par les règlements pris en application de la présente loi. («public sector»)

«traitement» Le total de chaque montant que reçoit un employé et qui est, selon le cas :

- a) un montant que l’employé doit inclure dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux termes de l’article 5 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada);
- b) un montant réputé être, aux termes du paragraphe 6 (3) de cette loi, une rémunération de l’employé pour l’application de l’article 5 de la même loi;
- c) un montant différé reçu par l’employé qui y a droit dans le cadre d’une entente d’échelonnement du traitement mentionnée au paragraphe 6 (11) de cette loi. («salary»)

(2) Les organismes visés à l’alinéa c), g), h) ou k) de la définition de «secteur public» au paragraphe (1) ne sont compris dans la définition de «secteur public» dans une année que s’ils ont reçu cette année-là une aide financière du gouvernement de l’Ontario dont le montant est égal à au moins :

- a) soit 1 000 000 \$;
- b) soit 10 pour cent de leurs revenus bruts pour l’année si ce pourcentage correspond à 120 000 \$ ou plus.

Aide
financière du
gouvernement

(3) Le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger qu’un dirigeant, un administrateur ou un employé d’un organisme fournisse une preuve, jugée satisfaisante par le secrétaire de ce conseil, que l’aide financière reçue du gouvernement de l’Ontario par l’organisme dans une année représente moins de 10 pour cent de ses revenus bruts pour l’année si, pour cette année, les conditions suivantes sont réunies :

- a) l’organisme a reçu une aide financière du gouvernement de l’Ontario de moins de 1 000 000 \$ et d’au moins 120 000 \$;
- b) l’organisme n’a pas mis à la disposition du public un registre écrit ou une déclaration écrite, contrairement à l’article 3;
- c) l’organisme serait un employeur auquel la présente loi s’applique si l’aide fi

Preuve du
pourcentage
d’aide
financière

from the Government of Ontario for the year were at least 10 per cent of its gross revenues for the year.

Failure to provide evidence

(4) If satisfactory evidence is not provided under subsection (3), the Management Board of Cabinet may require that payments from a ministry of the Crown to fund any activity or program of that body be withheld, and section 5 applies, with necessary modifications, in respect of the payment withheld.

When government funding condition not applicable

(5) Where an employer described in clauses (c), (g), (h) or (k) in the definition of "public sector" in subsection (1) is also described in another clause of that definition, the employer is in the public sector whether or not the government funding condition in subsection (2) is met.

Public disclosure

3. (1) Not later than March 31 of each year beginning with the year 1996, every employer shall make available for inspection by the public without charge a written record of the amount of salary and benefits paid in the previous year by the employer to or in respect of an employee to whom the employer paid at least \$100,000 as salary.

Contents of record

(2) The record shall indicate the year to which the information on it relates, shall list employees alphabetically by surname, and shall show for each employee,

- (a) the employee's name as shown on the employer's payroll records;
- (b) the office or position last held by the employee with the employer in the year;
- (c) the amount of salary paid by the employer to the employee in the year;
- (d) the amount of benefits reported to Revenue Canada, Taxation, under the *Income Tax Act* (Canada) by the employer for the employee in the year.

Statement when record not required

(3) For any year beginning in the year 1995 in which an employer has no employees to whom the employer paid at least \$100,000 as salary, the employer shall, not later than March 31 of the following year, make available for inspection by the public without charge a written statement, certified by the highest ranking officer of the employer, that no employees in the year were paid a salary by the employer of \$100,000 or more.

nancière qu'il a reçue du gouvernement de l'Ontario pour l'année représentait au moins 10 pour cent de ses revenus bruts pour l'année.

Omission de fournir une preuve

(4) Si une preuve satisfaisante n'est pas fournie contrairement au paragraphe (3), le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger que les versements que fait un ministère de la Couronne pour financer une activité ou un programme de l'organisme soient retenus, auquel cas l'article 5 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des versements retenus.

Non-application de la condition relative à l'aide financière du gouvernement

(5) Lorsqu'un employeur visé à l'alinéa c), g), h) ou k) de la définition de «secteur public» au paragraphe (1) est également visé par un autre alinéa de cette définition, il fait partie du secteur public, que la condition relative à l'aide financière du gouvernement au paragraphe (2) soit remplie ou non.

Divulgence publique

3. (1) Au plus tard le 31 mars de chaque année à partir de 1996, chaque employeur met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, un registre écrit sur le montant du traitement et des avantages qu'il a versés l'année précédente à un employé à qui il a versé un traitement d'au moins 100 000 \$, ou à l'égard de cet employé.

Contenu du registre

(2) Le registre indique l'année à laquelle se rapportent les renseignements qui y figurent, donne la liste des employés par ordre alphabétique de leur nom de famille et indique ce qui suit à l'égard de chaque employé :

- a) le nom de l'employé tel qu'il figure sur le livre de paye de l'employeur;
- b) la dernière charge ou le dernier poste que l'employé a occupé auprès de l'employeur dans l'année;
- c) le montant du traitement versé à l'employé par l'employeur dans l'année;
- d) le montant des avantages déclarés à Revenue Canada, Impôt, aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), par l'employeur pour l'employé dans l'année.

Déclaration au lieu d'un registre

(3) Pour toute année commençant en 1995 pendant laquelle un employeur n'a pas d'employés à qui il a versé au moins 100 000 \$ comme traitement, l'employeur, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, une déclaration écrite, certifiée par le dirigeant de l'employeur qui occupe le rang le plus élevé, selon laquelle aucun employé n'a reçu un traitement de 100 000 \$ ou plus de l'employeur dans l'année.

Continuing availability of record or statement

(4) An employer required by this section to make a record or statement available to the public by March 31 in a given year shall allow the public to inspect it without charge at a suitable location on the employer's premises at any time during the employer's normal working hours throughout the period beginning on March 31 and ending on December 31 of the same year.

Publication of record by employer

(5) An employer who normally issues an annual report or statement on the activities or financial affairs of the employer, shall include with that annual report or statement the record or statement required by this Act to be provided for the year ending in the period covered by the annual report or statement.

Copy of record

4. (1) An employer shall promptly furnish a person with a copy of a record or statement that the employer is required to make available under section 3 if the person requests a copy and pays the employer the fee prescribed by the regulations.

Same

(2) Subsection (1) applies even if the request is made after the period referred to in subsection 3 (4).

Information may be published

(3) There is no copyright with regard to a record or statement referred to in section 3, and the information contained in it may be published by any member of the public or disclosed by any ministry of the Crown to whom it is provided pursuant to a regulation made under clause 8 (1) (d).

Failure to disclose salary and benefits

5. (1) If an employer fails to comply with section 3 or 4, the Management Board of Cabinet may require a ministry of the Crown to withhold part or all of any amount authorized by appropriation of the Legislature or by statute to be paid by the ministry to that employer to fund any activity or program of that employer.

When amount withheld may be paid

(2) Subject to subsection (3), an amount withheld under subsection (1) shall be paid to the employer from whom it is withheld only when the employer complies with section 3 or 4.

Failure continuing past fiscal year end

(3) An employer ceases to be entitled to payment of any amount withheld under subsection (1) if the failure to comply with section 3 or 4 continues to March 31 next following the date on which the direction to withhold was given, and in that case the amount withheld is part of the Consolidated Revenue Fund.

Disclosure not breach of any Act or agreement

6. The disclosure of information in accordance with this Act, or in the reasonable belief that the disclosure is required by this Act, shall not be deemed by any court or person,

(4) L'employeur qui est tenu par le présent article de mettre un registre ou une déclaration à la disposition du public au plus tard le 31 mars d'une année donnée permet au public de consulter gratuitement le document à un endroit convenable dans les locaux de l'employeur à n'importe quel moment pendant les heures normales d'ouverture pour la durée de la période qui commence le 31 mars et qui se termine le 31 décembre de la même année.

Accès continu au registre ou à la déclaration

(5) L'employeur qui publie normalement un rapport ou un état annuel sur ses activités ou sa situation financière inclut dans le rapport ou l'état le registre ou la déclaration que la présente loi oblige à fournir, pour l'année qui se termine pendant la période visée par le rapport ou l'état.

Publication d'un registre par l'employeur

4. (1) L'employeur fournit promptement à quiconque en fait la demande et lui verse les droits prescrits par les règlements une copie d'un registre ou d'une déclaration qu'il est tenu de mettre à la disposition du public aux termes de l'article 3.

Copie du registre

(2) Le paragraphe (1) s'applique même si la demande est présentée après la fin de la période mentionnée au paragraphe 3 (4).

Idem

(3) Il n'existe pas de droit d'auteur à l'égard d'un registre ou d'une déclaration visé à l'article 3, et les renseignements qui y figurent peuvent être publiés par tout membre du public ou divulgués par tout ministère de la Couronne à qui ils sont fournis conformément à un règlement pris en application de l'alinéa 8 (1) d).

Autorisation de publier les renseignements

5. (1) Si l'employeur ne se conforme pas à l'article 3 ou 4, le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger qu'un ministère de la Couronne retienne tout ou partie des sommes qu'une affectation budgétaire de la Législature ou une loi autorise le ministère à verser à l'employeur pour financer une activité ou un programme de celui-ci.

Omission de divulguer les traitements et avantages

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la somme retenue en vertu du paragraphe (1) n'est versée à l'employeur à qui elle a été retenue que lorsqu'il se conforme à l'article 3 ou 4.

Paiement d'une somme retenue

(3) L'employeur cesse d'avoir droit au versement d'une somme retenue en vertu du paragraphe (1) s'il ne se conforme toujours pas à l'article 3 ou 4 le 31 mars qui suit la date à laquelle l'ordre de retenue a été donné, auquel cas la somme retenue est versée au Trésor.

Cas où l'omission persiste au-delà de l'exercice

6. La divulgation de renseignements effectuée conformément à la présente loi ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire que la divulgation est exigée par celle-ci ne doit pas être considérée par un tribunal ou une personne :

La divulgation ne contrevient pas aux lois ou ententes

- (a) to contravene any Act or regulation enacted or made before or after the coming into force of this Act; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that disclosure regardless of whether the agreement is made before or after the coming into force of this Act.

This Act
prevails

7. (1) The following provisions of this Act prevail over any other Act or regulation unless another Act specifically refers to those provisions and provides otherwise:

- 1. The requirement under section 3 to disclose information.
- 2. The right of Management Board of Cabinet under subsections 2 (4) and 5 (1) to require a ministry to withhold payments to an employer.
- 3. The ceasing of an employer's entitlement to payment under subsection 5 (3).

Same

(2) The provisions referred to in subsection (1) prevail over any provision in an agreement that provides otherwise.

Regulations

8. (1) The Lieutenant Governor in Council may make any regulations the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out the intent and purpose of this Act, including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) prescribing a person or organization to be or not to be an employer to whom this Act applies;
- (b) providing that this Act applies, with necessary modifications, with regard to a specified aggregate amount of salary and benefits for a year in the same way that it applies with regard to a salary of \$100,000 for the year and prescribing that aggregate amount of salary and benefits;
- (c) prescribing methods in addition to or in place of those mentioned in this Act by which information to be made available to the public under this Act may be disclosed, and requiring employers or classes of employers to disclose information by a particular method;
- (d) requiring employers to provide without charge to any ministry or ministries of

- a) soit comme contrevenant à une loi adoptée ou à un règlement pris avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi;
- b) soit comme contrevenant ou étant contraire à une entente visant à limiter ou à interdire cette divulgation, que l'entente soit conclue avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi.

7. (1) Les dispositions suivantes de la présente loi l'emportent sur toute autre loi ou tout autre règlement, sauf mention expresse de ces dispositions dans une autre loi et disposition contraire de celle-ci :

La présente
loi l'emporte

- 1. La divulgation des renseignements exigée par l'article 3.
- 2. Le droit qu'a le Conseil de gestion du gouvernement en vertu des paragraphes 2 (4) et 5 (1) d'exiger qu'un ministère retienne les versements à faire à un employeur.
- 3. L'extinction du droit qu'a un employeur de recevoir un versement en vertu du paragraphe 5 (3).

(2) Les dispositions visées au paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions à l'effet contraire d'une entente.

Idem

8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire tout ce qu'il juge nécessaire ou utile pour réaliser l'objet de la présente loi, notamment :

Règlements

- a) prescrire qu'une personne ou une organisation est ou n'est pas un employeur auquel s'applique la présente loi;
- b) prévoir que la présente loi s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du montant total précisé du traitement et des avantages pour une année de la même façon qu'elle s'applique à l'égard d'un traitement de 100 000 \$ pour l'année, et prescrire le montant total du traitement et des avantages;
- c) prescrire des méthodes, en plus ou à la place de celles mentionnées dans la présente loi, selon lesquelles les renseignements devant être mis à la disposition du public aux termes de la présente loi peuvent être divulgués, et exiger que les employeurs ou des catégories d'employeurs suivent une méthode donnée pour divulguer ces renseignements;
- d) exiger que les employeurs fournissent gratuitement à un ou plusieurs minis-

the Crown the record or statement referred to in section 3;

- (e) providing that an amount other than \$120,000 applies for the purpose of clauses 2 (2) (b) and 2 (3) (a) and prescribing that amount;
- (f) providing that a payment from an employer to a corporation that provides to the employer the services of an officer or employee of the corporation shall be deemed under specified circumstances to be a payment to an employee of the employer for the purpose of this Act, prescribing those circumstances and prescribing the information that the employer shall make public and include in a record under section 3 under those circumstances;
- (g) providing that specified payments made by an employer to or in respect of an employee be included in or excluded from the definition of “salary” or “benefit” for the purpose of this Act and prescribing those payments;
- (h) prescribing the fee that may be charged under subsection 4 (1) for furnishing a copy of a record or statement;
- (i) providing that an amount other than \$100,000 applies for the purposes of section 1, subsections 3 (1) and (3) and clause 8 (1) (b) and prescribing that amount;
- (j) defining “fund”, “funding” and “promptly”.

Same

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular in its application and may be restricted in its application to the class or classes of employers or employees set out in the regulation.

Same

(3) The notice requirement in subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply to the provision of a record or statement to a ministry pursuant to a regulation made under clause (1) (d).

Same

(4) A regulation made under subsection (1) is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

Commencement

9. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

Short title

10. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1995*.

tères de la Couronne le registre ou la déclaration visé à l'article 3;

- e) prévoir qu'un montant autre que 120 000 \$ s'applique pour l'application des alinéas 2 (2) b) et 2 (3) a), et prescrire ce montant;
- f) prévoir qu'un versement fait par un employeur à une personne morale qui fournit à l'employeur les services d'un de ses dirigeants ou de ses employés est réputé, dans des circonstances précisées, un versement à un employé de l'employeur pour l'application de la présente loi, prescrire ces circonstances et prescrire les renseignements que l'employeur doit rendre publics et inclure dans un registre aux termes de l'article 3 dans ces circonstances;
- g) prévoir que des versements précisés faits par un employeur à un employé ou à l'égard de celui-ci soient inclus dans la définition de «traitement» ou «avantages» ou exclus de celle-ci pour l'application de la présente loi, et prescrire ces versements;
- h) prescrire les droits qui peuvent être demandés aux termes du paragraphe 4 (1) pour fournir une copie d'un registre ou d'une déclaration;
- i) prévoir un montant autre que 100 000 \$ pour l'application de l'article 1, des paragraphes 3 (1) et (3) et de l'alinéa 8 (1) b), et prescrire ce montant;
- j) définir les termes «financer», «aide financière» et «promptement».

Idem

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être limités à une ou à plusieurs catégories d'employeurs ou d'employés qui y sont énoncées.

Idem

(3) L'obligation d'information prévue au paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à la fourniture d'un registre ou d'une déclaration à un ministère conformément à un règlement pris en application de l'alinéa (1) d).

Idem

(4) Les règlements pris en application du paragraphe (1) qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

Entrée en vigueur

9. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

10. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1995 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*.

SCHEDULE B AMENDMENTS TO THE CORPORATIONS TAX ACT

1. (1) Clause 1 (1) (d) of the *Corporations Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 1, is further amended by adding the following:

“taxation year” of a person who is an administrator of a benefit plan under section 74.2 means a calendar year if the person is not a corporation. (“année d’imposition”)

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 3, section 1 and 1994, chapter 14, section 1, is further amended by adding the following subsection:

(11) For the purposes of Parts V and VI, a reference to “corporation” shall be deemed to include a reference to an administrator of a benefit plan within the meaning of section 74.2.

2. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) Every person who is a member or planholder of a benefit plan within the meaning of section 74.2 is liable to a tax in the amount determined under section 74.2, payable at the time and in the manner provided in that section to Her Majesty in right of Ontario.

3. (1) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) The tax imposed by subsection 2 (2.1) shall be calculated by reference to administration fees paid in respect of the plan and,

(a) to contributions made to the benefit plan if the plan is a funded benefit plan under section 74.2; or

(b) to benefits paid under the plan if the plan is an unfunded benefit plan under that section.

(2) Subsection 3 (3) of the Act, as enacted by subsection (1), applies in respect of contributions made, benefits paid and administrative fees paid after June 30, 1993.

4. (1) The definition of “tax consequences” in subsection 5 (1) of the Act, as amended by

ANNEXE B MODIFICATION DE LA LOI SUR L’IMPOSITION DES CORPORATIONS

1. (1) L’alinéa 1 (1) d) de la *Loi sur l’imposition des corporations*, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«année d’imposition» L’année d’imposition d’une personne qui est administrateur d’un régime d’avantages sociaux aux termes de l’article 74.2 et qui n’est pas une corporation s’entend de l’année civile. («taxation year»)

(2) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 3 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 1 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(11) Aux fins des parties V et VI, toute mention de «corporation» est réputée inclure la mention de l’administrateur d’un régime d’avantages sociaux au sens de l’article 74.2.

2. L’article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Quiconque est un participant à un régime d’avantages sociaux au sens de l’article 74.2 ou le titulaire d’un tel régime est assujéti à un impôt déterminé aux termes de l’article 74.2 et payable, au moment et de la manière prévus par cet article, à Sa Majesté du chef de l’Ontario.

3. (1) L’article 3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) L’impôt établi par le paragraphe 2 (2.1) est calculé par rapport aux frais d’administration payés à l’égard du régime et :

a) soit aux cotisations versées au régime s’il s’agit d’un régime d’avantages sociaux par capitalisation visé à l’article 74.2;

b) soit aux prestations versées dans le cadre du régime s’il s’agit d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation visé à cet article.

(2) Le paragraphe 3 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté par le paragraphe (1), s’applique aux cotisations et prestations versées ainsi qu’aux frais d’administration payés après le 30 juin 1993.

4. (1) La définition de «attribut fiscal» au paragraphe 5 (1) de la Loi, telle qu’elle est

Interprétation,
corporation

Tax in
respect of a
benefit plan

Same

Interprétation :
corporation

Impôt à
l’égard des
régimes
d’avantages
sociaux

Idem

the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended,

(a) by adding the following clause:

(c.1) any contribution made to a funded benefit plan within the meaning of section 74.2, any benefit paid to or for the benefit of a member of an unfunded benefit plan within the meaning of section 74.2 and any administration fee paid by a person in respect of a benefit plan;

(b) by striking out “clause (a), (a.1), (b) or (c)” in the amendment of 1994 to clause (d) and substituting “clause (a), (a.1), (b), (c) or (c.1)”.

(2) Clause 5 (4) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended by striking out “clause (a), (a.1), (b), (c) or (d)” in the amendment of 1994 and substituting “clause (a), (a.1), (b), (c), (c.1) or (d)”.

(3) Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended by adding the following subsection:

(8) In the application of this section,

- (a) a reference to “corporation” in this section shall be deemed to include a reference to a person subject to tax under subsection 2 (2.1) and to an administrator of a benefit plan referred to in section 74.2; and
- (b) the amount of tax payable under this Act by an administrator of a benefit plan referred to in section 74.2 shall be deemed to include the amount of tax required to be collected and paid over to the Minister by the administrator under section 74.2.

5. (1) Subsection 41 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 14, is repealed and the following substituted:

(1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by a corporation for a taxation year ending after June 30, 1994 an amount equal to 6 per cent of the amount determined under subsection (2), if the corporation has made a deduction under section 125 of the *Income Tax Act* (Canada) for the taxation year, or could have made a deduction under that section if its business limit for the taxation year under paragraph 125 (1) (c) of that Act had been determined without reference to subsection 125 (5.1) of that Act.

modifiée par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifiée de nouveau :

a) par adjonction de l'alinéa suivant :

c.1) les cotisations versées à un régime d'avantages sociaux par capitalisation au sens de l'article 74.2, les prestations versées en faveur ou au profit d'un participant à un régime d'avantages sociaux sans capitalisation au sens de l'article 74.2 et les frais d'administration payés par une personne à l'égard d'un régime d'avantages sociaux;

b) par substitution, à «l'alinéa a), a.1), b) ou c)» dans la modification apportée en 1994 à l'alinéa d), de «l'alinéa a), a.1), b), c) ou c.1)».

(2) L'alinéa 5 (4) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution, à «l'alinéa a), a.1), b), c) ou d)» dans la modification de 1994, de «l'alinéa a), a.1), b), c), c.1) ou d)».

(3) L'article 5 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(8) Aux fins du présent article :

- a) toute mention de «corporation» dans le présent article est réputée inclure la mention d'une personne assujettie à l'impôt prévu au paragraphe 2 (2.1) et de l'administrateur d'un régime d'avantages sociaux visé à l'article 74.2;
- b) le montant de l'impôt payable aux termes de la présente loi par l'administrateur d'un régime d'avantages sociaux visé à l'article 74.2 est réputé inclure le montant d'impôt que l'administrateur est tenu de percevoir et de verser au ministre aux termes de l'article 74.2.

5. (1) Le paragraphe 41 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie par une corporation pour une année d'imposition qui se termine après le 30 juin 1994 un montant égal à 6 pour cent du montant déterminé aux termes du paragraphe (2), si la corporation a effectué une déduction en vertu de l'article 125 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour l'année d'imposition ou si elle avait pu effectuer une déduction en vertu de cet article si son plafond des affaires pour l'année, prévu à l'alinéa 125 (1) c) de cette

Interpretation,
corporation

Interprétation :
corporation

Small
business
incentive

Déduction
accordée
aux petites
entreprises

(2) Section 41 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 14, is further amended by adding the following subsection:

Business limit

(3.1) For the purposes of this section and in determining a corporation's adjusted Ontario small business income for a taxation year for the purposes of sections 43 and 51, the amount of the corporation's business limit for the taxation year under paragraph 125 (1) (c) of the *Income Tax Act* (Canada) shall be determined without reference to subsection 125 (5.1) of that Act.

6. (1) The Act is amended by adding the following section:

Mining reclamation trust tax credit

43.2 (1) A corporation may deduct from its tax otherwise payable under this Part for a taxation year, after making all deductions claimed under sections 39, 40, 41 and 43 for the taxation year, an amount not exceeding the amount of its mining reclamation trust tax credit for the year.

Same

(2) A corporation may deduct from its tax otherwise payable for a taxation year under this Act, other than tax payable for the year under this Part after making all deductions claimed under sections 39, 40, 41 and 43, an amount not exceeding the amount by which its mining reclamation trust tax credit for the taxation year exceeds the deduction, if any, claimed by the corporation for the year under subsection (1).

Amount of tax credit

(3) The amount of a corporation's mining reclamation trust tax credit for a taxation year is the amount that would be determined under subsection 127.41 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to be the amount of its "Part XII.4 tax credit" for the taxation year if the tax payable under Part XII.4 of the *Income Tax Act* (Canada) by a mining reclamation trust for a taxation year ending in the corporation's taxation year equalled the amount of tax payable by the trust for that year under the *Income Tax Act*.

Deemed tax payment

(4) A corporation shall be deemed to pay on account of its tax payable under this Act for a taxation year an amount claimed by the corporation not exceeding the amount, if any, by which,

loi, avait été déterminé sans égard au paragraphe 125 (5.1) de la même loi.

(2) L'article 41 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Plafond des affaires

(3.1) Aux fins du présent article et lors de la détermination du revenu rajusté d'une corporation tiré d'une petite entreprise exploitée en Ontario pour une année d'imposition aux fins des articles 43 et 51, le montant du plafond des affaires de la corporation pour l'année, prévu à l'alinéa 125 (1) c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), est déterminé sans égard au paragraphe 125 (5.1) de la même loi.

6. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière

43.2 (1) Une corporation peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour une année d'imposition, après avoir effectué toutes les déductions qu'elle demande en vertu des articles 39, 40, 41 et 43 pour l'année, un montant qui ne dépasse pas celui de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière pour l'année.

Idem

(2) Une corporation peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes de la présente loi pour une année d'imposition, à l'exception de l'impôt qu'elle est tenue de payer pour l'année aux termes de la présente partie après avoir effectué toutes les déductions qu'elle demande en vertu des articles 39, 40, 41 et 43, un montant qui ne dépasse pas l'excédent de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière pour l'année sur la déduction qu'elle demande, le cas échéant, pour l'année en vertu du paragraphe (1).

Montant du crédit d'impôt

(3) Le montant du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière d'une corporation pour une année d'imposition est le montant qui serait déterminé aux termes du paragraphe 127.41 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) comme étant le montant de son «crédit d'impôt de la partie XII.4» pour l'année si l'impôt payable aux termes de la partie XII.4 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) par une fiducie de restauration minière pour une année d'imposition qui se termine pendant l'année d'imposition de la corporation est égal au montant d'impôt payable par la fiducie pour cette année aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Paiement réputé un paiement d'impôt

(4) Une corporation est réputée payer au titre de son impôt payable aux termes de la présente loi pour une année d'imposition un montant qu'elle demande et qui ne dépasse pas l'excédent éventuel :

- (a) the corporation's mining reclamation trust tax credit for the taxation year;

exceeds,

- (b) the amount, if any, deducted by the corporation under subsections (1) and (2) in determining its tax payable under this Act for the taxation year.

Time of
deemed
payment

(5) A corporation shall be deemed to make the payment referred to in subsection (4) and the Minister shall be deemed to apply the deemed payment on the day referred to in clause 78 (2) (b) on or before which the corporation would be required to pay any balance of tax payable for the taxation year.

Same

(6) For the purposes of clause 57.3 (2) (b), the amount deducted by a corporation under subsection (1) for a taxation year shall be considered to be the deduction from tax payable under Part II to which the corporation is entitled for the year under this section.

(2) Section 43.2 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

7. (1) The Act is amended by adding the following section:

Ontario
innovation
tax credit

43.3 (1) A corporation that is a qualifying corporation for a taxation year may deduct from its tax otherwise payable under this Part for the taxation year, after making all deductions claimed under sections 39, 40, 41, 43 and 43.2 for the taxation year, an amount not exceeding the amount of its Ontario innovation tax credit for the taxation year.

Same

(2) A corporation that is a qualifying corporation for a taxation year may deduct from its tax otherwise payable for the year under Parts III and IV of the Act an amount not exceeding the amount by which its Ontario innovation tax credit for the taxation year exceeds the maximum amount, if any, deductible by the corporation for the year under subsection (1).

Amount of
tax credit

(3) The amount of a qualifying corporation's Ontario innovation tax credit for a taxation year is 10 per cent of the total of,

- (a) the eligible portion of its qualified expenditures for the taxation year; and
(b) its eligible repayments, if any, for the taxation year.

- a) du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière de la corporation pour l'année d'imposition;

sur :

- b) le montant éventuel que la corporation a déduit en vertu des paragraphes (1) et (2) lors de la détermination de son impôt payable aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition.

(5) Une corporation est réputée effectuer le paiement visé au paragraphe (4) et le ministre est réputé l'affecter le jour, visé à l'alinéa 78 (2) b), auquel la corporation serait tenue, au plus tard, de verser le solde éventuel de son impôt payable pour l'année d'imposition.

Moment où
le paiement
est réputé
effectué

(6) Aux fins de l'alinéa 57.3 (2) b), le montant déduit par une corporation en vertu du paragraphe (1) pour une année d'imposition est considéré comme la déduction effectuée sur l'impôt payable aux termes de la partie II à laquelle la corporation a droit pour l'année en vertu du présent article.

Idem

(2) L'article 43.2 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

7. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

43.3 (1) Une corporation qui est une corporation admissible pour une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour l'année, après avoir effectué toutes les déductions qu'elle demande en vertu des articles 39, 40, 41, 43 et 43.2 pour l'année, un montant qui ne dépasse pas celui de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario pour l'année.

Crédit
d'impôt à
l'innovation
de l'Ontario

(2) Une corporation qui est une corporation admissible pour une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes des parties III et IV de la Loi pour l'année un montant qui ne dépasse pas l'excédent de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario pour l'année sur le montant maximal éventuel que la corporation peut déduire pour l'année en vertu du paragraphe (1).

Idem

(3) Le montant du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario d'une corporation admissible pour une année d'imposition est égal à 10 pour cent du total des montants suivants :

Montant du
crédit
d'impôt

- a) la partie autorisée de ses dépenses admissibles pour l'année d'imposition;
b) ses remboursements autorisés éventuels pour l'année d'imposition.

Qualifying corporation	(4) A corporation is a qualifying corporation for a taxation year for the purposes of this section if,	(4) Une corporation est une corporation admissible pour une année d'imposition aux fins du présent article si les conditions suivantes sont réunies :	Corporation admissible
	<ul style="list-style-type: none"> (a) it is a Canadian-controlled private corporation throughout the taxation year and has a permanent establishment in Ontario at any time during the taxation year; (b) it carries on scientific research and experimental development in Ontario during the taxation year; and (c) it is eligible to claim an investment tax credit for the taxation year under section 127 of the <i>Income Tax Act</i> (Canada), calculated to include an additional amount determined under subsection 127 (10.1) of that Act, with respect to a qualified expenditure made by the corporation in the taxation year, and it files a prescribed form under that section in respect of the investment tax credit. 	<ul style="list-style-type: none"> a) elle est une corporation privée dont le contrôle est canadien tout au long de l'année d'imposition et a un établissement permanent en Ontario à un moment quelconque de l'année d'imposition; b) elle exerce des activités de recherche scientifique et de développement expérimental en Ontario pendant l'année d'imposition; c) elle est autorisée à demander, pour l'année d'imposition, le crédit d'impôt à l'investissement prévu à l'article 127 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada), calculé de façon à y inclure le crédit majoré déterminé aux termes du paragraphe 127 (10.1) de cette loi, à l'égard d'une dépense admissible qu'elle a engagée pendant l'année d'imposition, et elle dépose la formule prescrite prévue à cet article à l'égard du crédit d'impôt à l'investissement. 	
Qualified expenditure	(5) An expenditure made by a corporation is a qualified expenditure for a taxation year for the purposes of this section if,	(5) Une dépense engagée par une corporation est une dépense admissible pour une année d'imposition aux fins du présent article si les conditions suivantes sont réunies :	Dépense admissible
	<ul style="list-style-type: none"> (a) the expenditure is incurred by the corporation in respect of scientific research and experimental development carried on in Ontario; (b) the expenditure would be considered to be a qualified expenditure made by the corporation in that year for the purposes of section 127 of the <i>Income Tax Act</i> (Canada); and (c) the expenditure is incurred by the corporation at a time when the corporation has a permanent establishment in Ontario. 	<ul style="list-style-type: none"> a) la corporation engage la dépense à l'égard d'activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario; b) la dépense serait considérée comme une dépense admissible engagée par la corporation pendant cette année aux fins de l'article 127 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada); c) la corporation engage la dépense à un moment où elle a un établissement permanent en Ontario. 	
Amount of qualified expenditures	(6) The amount of qualified expenditures made by a corporation for a taxation year for the purposes of this section shall be calculated as the amount that would be deemed to be the amount of qualified expenditures made by the corporation for the year for the purposes of determining the amount of an investment tax credit under section 127 of the <i>Income Tax Act</i> (Canada) if the following rules applied:	(6) Le montant des dépenses admissibles engagées par une corporation pour une année d'imposition aux fins du présent article est calculé comme étant le montant qui serait réputé le montant des dépenses admissibles engagées par la corporation pour l'année aux fins de la détermination du montant du crédit d'impôt à l'investissement prévu à l'article 127 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada) si les règles suivantes s'appliquaient :	Montant des dépenses admissibles
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Any tax credit available to the corporation under this section in respect of the expenditures is deemed not to be government assistance for the purposes of that section. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Tout crédit d'impôt dont la corporation peut se prévaloir en vertu du présent article à l'égard des dépenses est réputé ne pas être une aide gouvernementale aux fins de cet article. 	

2. No amount is required to be deducted in respect of a specified contract payment received, receivable or reasonably expected to be received by the corporation.
3. No amount is included in respect of any expenditures incurred by a partnership of which the corporation is a member.

Specified
contract
payment

(7) For the purposes of this section, a payment is a specified contract payment if,

- (a) the payment is a contract payment for the performance of scientific research and experimental development carried on in Ontario; and
- (b) the payment is from a corporation that,
 - (i) does not have a permanent establishment in Ontario, and
 - (ii) is not entitled to receive a payment from a corporation that is eligible to claim a tax credit under this section, or a research and development super allowance under section 12, in respect of the scientific research and experimental development to which the contract payment relates.

Eligible
portion of
qualified
expenditures

(8) The eligible portion of a corporation's qualified expenditures for a taxation year for the purposes of this section is the lesser of,

- (a) the amount determined according to the following formula:

$$P = A + (0.4 \times B)$$

Where:

- “P” is the amount determined under this clause;
- “A” is the total amount of the corporation's qualified expenditures of a current nature for the taxation year, as determined under this section;
- “B” is the total amount of the corporation's qualified expenditures of a capital nature for the taxation year, as determined under this section; or

- (b) the amount of the corporation's expenditure limit for the taxation year, as determined for the purposes of subsection 127 (10.1) of the *Income Tax Act* (Canada).

2. Aucun montant ne doit être déduit à l'égard d'un paiement contractuel précisé que la corporation a reçu, doit recevoir ou s'attend raisonnablement à recevoir.
3. Aucun montant n'est inclus à l'égard de dépenses engagées par une société en nom collectif dont la corporation est un associé.

(7) Aux fins du présent article, un paiement est un paiement contractuel précisé si les conditions suivantes sont réunies :

Paiement
contractuel
précisé

- a) le paiement est un paiement contractuel pour des activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario;
- b) le paiement provient d'une corporation qui :
 - (i) d'une part, n'a pas d'établissement permanent en Ontario,
 - (ii) d'autre part, n'a pas le droit de recevoir un paiement d'une corporation qui est autorisée à demander un crédit d'impôt en vertu du présent article, ou une superdéduction pour recherche et développement en vertu de l'article 12, à l'égard des activités de recherche scientifique et de développement expérimental auxquelles se rapporte le paiement contractuel.

(8) La partie autorisée des dépenses admissibles d'une corporation pour une année d'imposition aux fins du présent article est le moindre des montants suivants :

Partie
autorisée des
dépenses
admissibles

- a) le montant calculé selon la formule suivante :

$$P = A + (0,4 \times B)$$

où :

- «P» représente le montant calculé aux termes du présent alinéa;
- «A» représente le total des dépenses de nature courante admissibles de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux termes du présent article;
- «B» représente le total des dépenses en capital admissibles de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux termes du présent article;

- b) le montant de la limite des dépenses de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux fins du paragraphe 127 (10.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Eligible repayments

(9) The amount of a corporation's eligible repayments for a taxation year for the purposes of this section is the amount determined according to the following formula:

$$R = C + 0.4 (D + E)$$

Where:

“R” is the amount of the corporation's eligible repayments for the taxation year;

“C” is the total of the corporation's designated repayments, if any, for the taxation year in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures of a current nature;

“D” is the total of the corporation's designated repayments, if any, for the taxation year in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures of a capital nature, other than qualified expenditures referred to in paragraph 127 (11.1) (e) of the *Income Tax Act* (Canada);

“E” is one-quarter of the total of the designated repayments, if any, considered to be repayments made by the corporation in the taxation year, for the purposes of paragraph (e.2) of the definition of “investment tax credit” in subsection 127 (9) of the *Income Tax Act* (Canada), in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures referred to in paragraph 127 (11.1) (e) of that Act.

Designated repayment

(10) An amount repaid in a taxation year by a corporation, or deemed under subsection 127 (10.8) of the *Income Tax Act* (Canada) to be repaid in a taxation year by a corporation, is a designated repayment made by the corporation in the year for the purposes of this section to the extent the repayment can reasonably be considered to be a repayment of,

- (a) government assistance, non-government assistance or a contract payment received, receivable or reasonably expected to be received by the corporation, other than a specified contract payment;

(9) Le montant des remboursements autorisés d'une corporation pour une année d'imposition aux fins du présent article est le montant calculé selon la formule suivante :

$$R = C + 0,4 (D + E)$$

où :

«R» représente le montant des remboursements autorisés de la corporation pour l'année d'imposition;

«C» représente le total des remboursements désignés éventuels de la corporation pour l'année d'imposition à l'égard d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses de nature courante admissibles;

«D» représente le total des remboursements désignés éventuels de la corporation pour l'année d'imposition à l'égard d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses admissibles, à l'exception des dépenses admissibles visées à l'alinéa 127 (11.1) e) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);

«E» représente le quart du total des remboursements désignés éventuels qui sont considérés comme des remboursements effectués par la corporation pendant l'année d'imposition, aux fins de l'alinéa e.2) de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe 127 (9) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), à l'égard d'une aide gouvernementale, d'une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses admissibles visées à l'alinéa 127 (11.1) e) de cette loi.

Remboursements autorisés

(10) Un montant remboursé pendant une année d'imposition par une corporation, ou réputé l'être aux termes du paragraphe 127 (10.8) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), est un remboursement désigné, effectué par la corporation pendant l'année aux fins du présent article, dans la mesure où le remboursement peut raisonnablement être considéré comme le remboursement de ce qui suit :

- a) une aide gouvernementale, une aide non gouvernementale ou un paiement contractuel que la corporation a reçu, doit recevoir ou s'attend raisonnablement à recevoir, à l'exception d'un paiement contractuel précisé;

Remboursement désigné

(b) an amount that was deducted in determining for the purposes of this section the amount of a qualified expenditure made by the corporation for the taxation year or a prior taxation year;

(c) an amount, the deduction of which in determining for the purposes of this section the amount of a qualified expenditure, resulted in a reduction in the amount of a tax credit that would have otherwise been available to the corporation under this section for the taxation year or a prior taxation year; and

(d) an amount that under subsection 127 (11.1) of the *Income Tax Act* (Canada) reduced the amount of a qualified expenditure made by the corporation for the purposes of the definition of “investment tax credit” in subsection 127 (9) of that Act.

Deemed tax payment

(11) A qualifying corporation shall be deemed to pay on account of its tax payable under this Act for a taxation year an amount claimed by the corporation, not exceeding the amount, if any, by which,

(a) the corporation’s Ontario innovation tax credit for the taxation year;

exceeds,

(b) the maximum amount, if any, deductible by the corporation under subsections (1) and (2) in determining its tax payable under this Act for the taxation year.

Time of deemed payment

(12) A qualifying corporation shall be deemed to make the payment referred to in subsection (11) and the Minister to apply the deemed payment on the day referred to in clause 78 (2) (b) on or before which the corporation would be required to pay any balance of tax payable for the taxation year.

Waiver of tax credit

(13) A corporation may waive its eligibility for a tax credit, or a portion of a tax credit, under this section for a taxation year by delivering a written waiver with its return required to be delivered under this Act for the taxation year or in an amended return for that year.

Same

(14) If a corporation files a waiver under subsection (13) in respect of a taxation year,

(a) the corporation shall be deemed never to have been a qualifying corporation under this section for that year in

b) un montant qui a été déduit lors de la détermination, aux fins du présent article, du montant d’une dépense admissible engagée par la corporation pour l’année d’imposition ou une année d’imposition antérieure;

c) un montant dont la déduction, lors de la détermination du montant d’une dépense admissible aux fins du présent article, a entraîné la réduction du montant d’un crédit d’impôt dont la corporation aurait pu par ailleurs se prévaloir en vertu du présent article pour l’année d’imposition ou une année d’imposition antérieure;

d) un montant qui, aux termes du paragraphe 127 (11.1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), a réduit le montant d’une dépense admissible engagée par la corporation aux fins de la définition de «crédit d’impôt à l’investissement» au paragraphe 127 (9) de cette loi.

(11) Une corporation admissible est réputée payer au titre de son impôt payable aux termes de la présente loi pour une année d’imposition un montant qu’elle demande et qui ne dépasse pas l’excédent éventuel :

a) du crédit d’impôt à l’innovation de l’Ontario de la corporation pour l’année d’imposition;

sur :

b) le montant maximal éventuel que la corporation peut déduire en vertu des paragraphes (1) et (2) lors de la détermination de son impôt payable aux termes de la présente loi pour l’année d’imposition.

(12) Une corporation admissible est réputée effectuer le paiement visé au paragraphe (11) et le ministre est réputé l’affecter le jour, visé à l’alinéa 78 (2) b), auquel la corporation serait tenue, au plus tard, de verser le solde éventuel de son impôt payable pour l’année d’imposition.

(13) Une corporation peut renoncer à son admissibilité à la totalité ou à une partie d’un crédit d’impôt prévu au présent article pour une année d’imposition en remettant une renonciation écrite avec la déclaration qu’elle est tenue de remettre aux termes de la présente loi pour l’année d’imposition ou dans une déclaration modifiée pour cette année.

(14) Si une corporation dépose la renonciation prévue au paragraphe (13) à l’égard d’une année d’imposition :

a) d’une part, la corporation est réputée n’avoir jamais été une corporation admissible aux termes du présent article

Paiement réputé un paiement d’impôt

Moment où le paiement est réputé effectué

Renonciation au crédit d’impôt

Idem

respect of the tax credit or the portion of the tax credit that is waived; and

- (b) the corporation's instalments of tax, balance of tax payable and interest payable under this Act in respect of any taxation year shall be determined as if the corporation had qualified for a tax credit under this section for the taxation year only in the amount of the tax credit that is not waived.

Anti-avoidance

(15) A corporation is not entitled to a tax credit under this section for a taxation year if, as a result of a transaction or event, or a series of transactions or events, it is reasonable for the Minister to believe that one of the principal purposes of the transaction or event, or series of transactions or events, is to render the corporation eligible for a tax credit under this section to which it would not have otherwise been entitled, or a tax credit in an amount in excess of the amount to which it would have otherwise been entitled.

Interpretation

(16) For the purposes of this section, the following rules apply:

1. The terms "contract payment", "government assistance" and "non-government assistance" each have the meaning given to those terms in section 127 of the *Income Tax Act* (Canada), except that a tax credit under this section shall be deemed not to be government assistance.
2. Expenditures in respect of scientific research and experimental development will be considered to be of a current or capital nature if they are considered to be such under the *Income Tax Act* (Canada).

(2) Section 43.3 of the Act, as enacted by subsection (1), applies in respect of taxation years ending after December 31, 1994 and, in the application of section 43.3 of the Act to a taxation year that commences before January 1, 1995, the amount of the corporation's Ontario innovation tax credit for that year shall be the amount otherwise determined under section 43.3 of the Act for that year, multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year after December 31, 1994 to the total number of days in the taxation year.

8. (1) Clause 57.11 (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 21, is amended by striking out "or" at

pour cette année à l'égard du crédit d'impôt ou de la partie de crédit d'impôt auquel elle renonce;

- b) les acomptes provisionnels d'impôt, le solde de l'impôt payable et les intérêts payables de la corporation prévus par la présente loi à l'égard d'une année d'imposition sont déterminés comme si elle n'était admissible au crédit d'impôt prévu au présent article pour l'année d'imposition que selon le montant du crédit d'impôt auquel elle ne renonce pas.

Anti-évitement

(15) Une corporation n'a pas droit à un crédit d'impôt prévu au présent article pour une année d'imposition si, par suite d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements, le ministre peut raisonnablement croire que l'un des principaux buts de cette opération ou de cet événement ou de cette série d'opérations ou d'événements est de rendre la corporation admissible à un crédit d'impôt prévu au présent article auquel elle n'aurait pas par ailleurs eu droit, ou à un crédit d'impôt d'un montant supérieur à celui auquel elle aurait par ailleurs eu droit.

Interprétation

(16) Les règles suivantes s'appliquent aux fins du présent article :

1. Les termes «aide gouvernementale», «aide non gouvernementale» et «paiement contractuel» s'entendent tous au sens de l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Toutefois, un crédit d'impôt prévu au présent article est réputé ne pas être une aide gouvernementale.
2. Les dépenses relatives à des activités de recherche scientifique et de développement expérimental sont considérées comme des dépenses de nature courante ou des dépenses en capital si elles sont considérées comme telles aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

(2) L'article 43.3 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 31 décembre 1994. Pour l'application de l'article 43.3 de la Loi à une année d'imposition qui commence avant le 1^{er} janvier 1995, le montant du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario de la corporation pour cette année est le montant calculé par ailleurs aux termes de l'article 43.3 de la Loi pour la même année, multiplié par le rapport entre le nombre de jours compris dans l'année d'imposition après le 31 décembre 1994 et le nombre total de jours compris dans l'année d'imposition.

8. (1) L'alinéa 57.11 b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 21 du chapitre 14 des Lois

the end of subclause (iv) and by adding the following subclause:

- (vi) a deposit insurance corporation referred to in section 52; or

(2) Subclause 57.11 (b) (vi) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years commencing after December 31, 1993.

9. (1) The Act is amended by adding the following section:

74.2 (1) In this section,

“administrator” means,

- (a) in respect of a funded benefit plan,
 - (i) a person who receives contributions paid into the plan from which benefits will be paid,
 - (ii) a person to whom fees are paid for administering or servicing the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan,
 - (iii) the trustee or other legal representative having ownership or control of the trust property if the benefit plan is a trust,
 - (iv) each partner of the partnership if the business of an administrator of the plan is carried on by two or more persons in partnership,
 - (v) a planholder of the plan, if the person who receives the contribution paid into the plan is not an Ontario administrator of the plan at the time the contribution is made to the plan,
- (b) in respect of an unfunded benefit plan,
 - (i) a person who makes the payment of a benefit to or for the benefit of members of the plan,
 - (ii) a person to whom fees are paid for administering or servicing the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan,
 - (iii) each partner of the partnership if the business of an administrator of the plan is carried on by two or more persons in partnership,
 - (iv) a planholder of the plan, if the person who makes the payment of the benefit is not an Ontario administrator of the plan at the time the payment is made; (“administrateur”)

de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (vi) soit une corporation d’assurance-dépôts visée à l’article 52;

(2) Le sous-alinéa 57.11 b) (vi) de la Loi, tel qu’il est adopté par le paragraphe (1), s’applique aux années d’imposition qui commencent après le 31 décembre 1993.

9. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

74.2 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«administrateur» S’entend :

- a) à l’égard d’un régime d’avantages sociaux par capitalisation :
 - (i) d’une personne qui reçoit des cotisations versées au régime sur lequel des prestations seront versées,
 - (ii) d’une personne à laquelle des honoraires sont payés pour administrer le régime ou pour étudier le bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime,
 - (iii) du fiduciaire ou de l’autre ayant droit qui est propriétaire des biens en fiducie ou qui en a le contrôle si le régime est une fiducie,
 - (iv) de chaque associé de la société si deux personnes ou plus associées dans le cadre d’une société en nom collectif exploitent l’entreprise consistant à administrer le régime,
 - (v) du titulaire du régime, si la personne qui reçoit la cotisation versée au régime n’est pas un administrateur ontarien du régime au moment du versement de la cotisation;
- b) à l’égard d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation :
 - (i) d’une personne qui verse une prestation en faveur ou au profit des participants au régime,
 - (ii) d’une personne à laquelle des honoraires sont payés pour administrer le régime ou pour étudier le bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime,
 - (iii) de chaque associé de la société si deux personnes ou plus associées dans le cadre d’une société en nom collectif exploitent l’entreprise consistant à administrer le régime,

Interpretation

Interprétation

“benefit plan” means a plan, fund or arrangement which gives protection against risk to an individual that could otherwise be obtained by taking out a contract of insurance, whether the benefits are partly insured or not, and under which the payment of benefits is made directly to or for the benefit of a member of the plan, upon the occurrence of a risk, but does not include,

- (a) a plan or fund established by or under an Act of the Parliament of Canada or the Legislature of Ontario,
- (b) a contract referred to in section 4 of the *Prepaid Hospital and Medical Services Act* between an association registered under that Act and persons who are subscribers with or members of the association; (“régime d’avantages sociaux”)

“contribution” does not include any amount paid to a funded benefit plan that can reasonably be considered to be an administration fee payable in respect of the plan; (“cotisation”)

“funded benefit plan” means a benefit plan that comes into existence when the amount of contributions paid into a fund out of which benefits will be paid exceeds the amounts required for the payment of benefits foreseeable and payable within 30 days; (“régime d’avantages sociaux par capitalisation”)

“member” means an individual to whom or for the benefit of whom benefits are payable under a benefit plan; (“participant”)

“net administration fees” paid during a period of time in respect of a benefit plan means the amount by which the total administration fees paid during that period of time for the administration or servicing of the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan exceed the amount, if any, which can reasonably be considered to be the portion of the administration fees relating to benefits that are,

- (a) paid to or for the benefit of a member of the plan who is an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the contribution is made,
- (b) paid to or for the benefit of a member of the plan not resident in Ontario at the time the contribution is made, or
- (c) required to be included in the income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada) of a member of the plan; (“frais d’administration nets”)

- (iv) du titulaire du régime, si la personne qui verse la prestation n’est pas un administrateur ontarien du régime au moment du versement de la prestation. («administrateur»)

«administrateur ontarien» Administrateur d’un régime d’avantages sociaux qui a un établissement permanent en Ontario aux fins de la présente loi ou de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («Ontario administrator»)

«cotisation» Exclut tout montant versé à un régime d’avantages sociaux par capitalisation qui peut raisonnablement être considéré comme étant des frais d’administration payables à l’égard du régime. («contribution»)

«cotisation imposable» Cotisation versée à un régime d’avantages sociaux par capitalisation qui ne peut raisonnablement être considérée comme finançant une prestation :

- a) soit qui est versée en faveur ou au profit d’un participant au régime qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la cotisation;
- b) soit qui est versée en faveur ou au profit d’un participant au régime qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la cotisation;
- c) soit qui doit être incluse dans le revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition d’un participant au régime aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («taxable contribution»)

«frais d’administration nets» Les frais d’administration nets payés pendant une période donnée à l’égard d’un régime d’avantages sociaux s’entendent de l’excédent des frais d’administration totaux payés pendant la période pour l’administration du régime ou pour l’étude du bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime sur le montant éventuel qui peut raisonnablement être considéré comme étant la partie des frais d’administration se rapportant aux prestations qui, selon le cas :

- a) sont versées en faveur ou au profit d’un participant au régime qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la cotisation;
- b) sont versées en faveur ou au profit d’un participant au régime qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la cotisation;

“Ontario administrator” means an administrator of a benefit plan who has a permanent establishment in Ontario for the purposes of this Act or the *Income Tax Act* (Canada); (“administrateur ontarien”)

“planholder” means a person who provides a benefit plan, either alone or together with one or more other persons; (“titulaire du régime”)

“protection against risk to an individual” includes any undertaking to pay on death or disability, or for supplemental health care, drugs, dental care, vision care, hearing care or for protection against loss of income due to illness or accident or that provides any other similar benefit to or in respect of an individual; (“protection personnelle contre un risque”)

“taxable benefit” means a benefit paid to or for the benefit of a member of an unfunded benefit plan, other than a member who is,

- (a) an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the benefit is paid,
- (b) not resident in Ontario at the time the benefit is paid, or
- (c) required to include the amount of a benefit under the plan in his or her income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada); (“prestation imposable”)

“taxable contribution” means a contribution made to a funded benefit plan that cannot reasonably be considered to fund the payment of a benefit,

- (a) to or for the benefit of a member of the plan who is an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the contribution is made,
- (b) to or for the benefit of a member of the plan not resident in Ontario at the time the contribution is made, or
- (c) that is required to be included in the income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada) of a member of the plan; (“cotisation imposable”)

“unfunded benefit plan” means a benefit plan other than a funded benefit plan. (“régime d’avantages sociaux sans capitalisation”)

c) doivent être incluses dans le revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition d’un participant au régime aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («net administration fees»)

«participant» Particulier en faveur de qui ou au profit de qui des prestations sont payables dans le cadre d’un régime d’avantages sociaux. («member»)

«prestation imposable» Prestation versée en faveur ou au profit d’un participant à un régime d’avantages sociaux sans capitalisation, à l’exclusion d’un participant :

- a) soit qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la prestation;
- b) soit qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la prestation;
- c) soit qui doit inclure le montant d’une prestation versée dans le cadre du régime dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («taxable benefit»)

«protection personnelle contre un risque» S’entend notamment de toute promesse de verser une prestation à un particulier ou à l’égard de celui-ci, soit à la suite d’un décès ou d’une invalidité, soit pour des soins de santé complémentaires, des médicaments, des soins dentaires, des soins de la vue ou de l’ouïe, soit encore comme protection contre une perte de revenu à la suite d’une maladie ou d’un accident, ou de toute autre promesse de prestation semblable. («protection against risk to an individual»)

«régime d’avantages sociaux» Régime, fonds ou arrangement qui accorde une protection personnelle contre un risque qui pourrait autrement être obtenue en souscrivant un contrat d’assurance, que les avantages soient partiellement assurés ou non, et dans le cadre duquel les prestations sont versées directement en faveur ou au profit du participant au régime lors de la réalisation du risque. Sont toutefois exclus de la présente définition :

- a) les régimes ou les fonds constitués par une loi du Parlement du Canada ou de la Législature de l’Ontario ou en vertu d’une telle loi;
- b) les contrats visés à l’article 4 de la *Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés*, conclus entre une association inscrite conformément à cette loi et des

		<p>personnes qui sont souscripteurs ou membres de l'association. («benefit plan»)</p> <p>«régime d'avantages sociaux par capitalisation» Régime d'avantages sociaux qui est constitué lorsque le montant des cotisations versées dans un fonds sur lequel seront versées les prestations est supérieur aux montants nécessaires au versement des prestations prévisibles et payables dans les 30 jours. («funded benefit plan»)</p> <p>«régime d'avantages sociaux sans capitalisation» Régime d'avantages sociaux qui n'est pas un régime d'avantages sociaux par capitalisation. («unfunded benefit plan»)</p> <p>«titulaire du régime» Personne qui fournit un régime d'avantages sociaux, soit seule, soit avec une ou plusieurs autres personnes. («planholder»)</p>	
Amount of tax in respect of a funded benefit plan	<p>(2) The amounts of tax payable under subsection 2 (2.1) by a planholder and by a member of a funded benefit plan shall be determined as follows:</p> <ol style="list-style-type: none">1. The amount of tax payable by a planholder of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable contributions made by the planholder to the plan and 2 per cent of the net administration fees paid in respect of the plan.2. The amount of tax payable by a member of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable contributions, if any, made by the member to the plan.	<p>(2) Le montant de l'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) par le titulaire d'un régime d'avantages sociaux par capitalisation et par le participant à un tel régime est déterminé de la manière suivante :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Le montant de l'impôt payable par le titulaire du régime est égal à 2 pour cent des cotisations imposables qu'il a versées au régime et à 2 pour cent des frais d'administration nets payés à l'égard du régime.2. Le montant de l'impôt payable par un participant au régime est égal à 2 pour cent des cotisations imposables qu'il a versées au régime, le cas échéant.	Montant de l'impôt à l'égard d'un régime par capitalisation
Amount of tax in respect of an unfunded benefit plan	<p>(3) The amount of tax payable under subsection 2 (2.1) by a planholder and by a member of an unfunded benefit plan shall be determined as follows:</p> <ol style="list-style-type: none">1. The amount of tax payable by a planholder of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable benefits paid under the plan that are funded by the planholder and 2 per cent of the net administration fees paid in respect of the plan.2. The amount of tax payable by a member of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the amount, if any, of the taxable benefits paid under the plan that are funded by the member.	<p>(3) Le montant de l'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) par le titulaire d'un régime d'avantages sociaux sans capitalisation et par le participant à un tel régime est déterminé de la manière suivante :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Le montant de l'impôt payable par le titulaire du régime est égal à 2 pour cent des prestations imposables qui sont versées dans le cadre du régime et qui sont financées par le titulaire et à 2 pour cent des frais d'administration nets payés à l'égard du régime.2. Le montant de l'impôt payable par un participant au régime est égal à 2 pour cent du montant éventuel des prestations imposables qui sont versées dans le cadre du régime et qui sont financées par le participant.	Montant de l'impôt à l'égard d'un régime sans capitalisation
Time of payment and collection of tax	<p>(4) The tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of a benefit plan,</p>	<p>(4) L'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard d'un régime d'avantages sociaux :</p>	Moment du paiement et de la perception de l'impôt

- (a) is payable at the time of each contribution to the plan in the case of a funded benefit plan, or payment of a benefit under the plan in the case of an unfunded benefit plan, and at the time of each payment of administrative fees; and
- (b) shall be paid at that time by the person liable to pay the tax to the Ontario administrator of the plan, who shall act as agent of the Minister to collect the tax and pay it over to the Minister.

Payment to
the Minister

(5) The amount of tax payable under subsection 2 (2.1) that an Ontario administrator of one or more benefit plans is required to collect under this section shall be accounted for and paid over to the Minister by the administrator in the following manner:

1. The amount of tax collected by the administrator during a taxation year of the administrator shall be a debt due by the administrator to Her Majesty in right of Ontario.
2. Instalments of tax payable under this Act by the administrator shall be calculated on the basis that the amount of tax the administrator is or will be required to collect during a taxation year is tax payable under Part IV by the administrator for that taxation year.
3. For the purposes of Parts V and VI, the tax required to be collected by the administrator during a taxation year shall be deemed to be tax payable under Part IV by the administrator for that taxation year and may be enforced and collected from the administrator by the Minister in the same way as any other tax payable by the administrator under this Act.

Tax
assessment

(6) If the Minister is of the opinion that a person liable to tax under subsection 2 (2.1) is not complying with the person's obligations under this Act, the Minister may assess against that person the tax payable by the person under subsection 2 (2.1) and, where the Minister has assessed tax under this subsection, the following apply:

1. The assessment shall be deemed to have been made under subsection 80 (17).
2. Interest at the rate prescribed by the regulations shall be calculated and charged daily and be payable by the person from the day on which the person was required to pay the tax to the

a) d'une part, est payable au moment auquel chaque cotisation est versée au régime, dans le cas d'un régime d'avantages sociaux par capitalisation, ou auquel une prestation est versée dans le cadre du régime, dans le cas d'un régime d'avantages sociaux sans capitalisation, et à chaque moment où des frais d'administration sont payés;

b) d'autre part, est payé à ce moment, par la personne redevable de l'impôt, à l'administrateur ontarien du régime, qui agit comme mandataire du ministre aux fins de la perception de l'impôt et le verse au ministre.

(5) L'administrateur ontarien d'un ou de plusieurs régimes d'avantages sociaux rend compte au ministre du montant d'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) qu'il est tenu de percevoir aux termes du présent article et le lui verse de la manière suivante :

Versement au
ministre

1. Le montant d'impôt perçu par l'administrateur pendant une année d'imposition de l'administrateur constitue une créance de Sa Majesté du chef de l'Ontario.
2. Les acomptes provisionnels d'impôt payables aux termes de la présente loi par l'administrateur sont calculés en admettant que le montant d'impôt qu'il est ou sera tenu de percevoir pendant une année d'imposition est un impôt payable par lui aux termes de la partie IV pour cette année.
3. Aux fins des parties V et VI, l'impôt que l'administrateur est tenu de percevoir pendant une année d'imposition est réputé un impôt payable par lui aux termes de la partie IV pour cette année et le ministre peut exécuter cet impôt et le percevoir auprès de l'administrateur de la même façon que tout autre impôt payable par ce dernier aux termes de la présente loi.

(6) Si le ministre est d'avis qu'une personne assujettie à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (2.1) ne respecte pas ses obligations prévues par la présente loi, il peut fixer, à l'endroit de la personne, l'impôt payable par celle-ci aux termes du paragraphe 2 (2.1). Les règles suivantes s'appliquent si le ministre a fixé cet impôt en vertu du présent paragraphe :

Cotisation
d'impôt

1. L'impôt fixé est réputé l'avoir été en vertu du paragraphe 80 (17).
2. La personne est tenue de payer des intérêts au taux prescrit par les règlements, calculés et imputés quotidiennement, pour la période commençant à la date à laquelle elle était tenue de payer l'im-

administrator under this section to the day on which the tax and interest is paid.

3. Subsection 80 (18), sections 81, 84, 85 to 91 and 93, subsection 95 (2) and sections 96, 97, 99 to 108 and 110 apply with such modifications as the circumstances require.
4. A reference to “corporation” in a provision of the Act referred to in paragraph 1 or 3 shall be deemed to include a reference to the person against whom the tax is assessed.

(7) The Minister may assess against an administrator who has failed to collect tax that the administrator is required to collect under this section a penalty equal to the amount of tax the administrator failed to collect, but any penalty assessed under this subsection by the Minister shall be calculated without reference to,

- (a) any tax the administrator failed to collect that has been assessed by the Minister under subsection (6) against the person liable to the tax under subsection 2 (2.1); and
- (b) the amount, if any, paid over to the Minister on account of the tax the administrator failed to collect.

(8) A penalty assessed under subsection (7) shall be deemed for the purposes of subsection 78 (2) and sections 79, 82 and 83 to be tax payable by the administrator under this Act for the taxation year during which the administrator was required to collect the tax under this section.

(9) If during a period of time more than one person is an Ontario administrator of the same benefit plan, other than by reason of being a partner in a partnership, one of the persons may, with the return required under this Act for the taxation year that includes part or all of the period of time, deliver an election in a form approved by the Minister,

- (a) specifying the particular plan, the period of time in the taxation year during which the person was not the only Ontario administrator of the plan and the name and address of each person who was also an Ontario administrator of the plan during that period; and
- (b) containing the person's certificate that all tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of the plan for that period of

pôt à l'administrateur aux termes du présent article et se terminant à la date du paiement de l'impôt et des intérêts.

3. Le paragraphe 80 (18), les articles 81, 84, 85 à 91 et 93, le paragraphe 95 (2) ainsi que les articles 96, 97, 99 à 108 et 110 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.
4. Toute mention de «corporation» dans une disposition dont il est question à la disposition 1 ou 3 est réputée inclure la mention de la personne à l'endroit de laquelle l'impôt a été fixé.

(7) Le ministre peut imposer à l'administrateur qui n'a pas perçu l'impôt qu'il est tenu de percevoir aux termes du présent article une pénalité égale au montant de l'impôt qu'il n'a pas perçu. Toutefois, la pénalité imposée par le ministre en vertu du présent paragraphe est calculée sans tenir compte de ce qui suit :

- a) tout impôt que l'administrateur n'a pas perçu et que le ministre a fixé en vertu du paragraphe (6) à l'endroit de la personne assujettie à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (2.1);
- b) le montant éventuel versé au ministre au titre de l'impôt que l'administrateur n'a pas perçu.

(8) La pénalité imposée en vertu du paragraphe (7) est réputée, aux fins du paragraphe 78 (2) et des articles 79, 82 et 83, un impôt payable par l'administrateur aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition pendant laquelle il était tenu de percevoir l'impôt aux termes du présent article.

(9) Si plusieurs personnes, qui ne sont pas associées dans le cadre d'une société en nom collectif, sont administrateurs ontariens du même régime d'avantages sociaux pendant une période donnée, l'une d'elles peut, avec la déclaration exigée par la présente loi pour l'année d'imposition qui comprend tout ou partie de la période, remettre au ministre un choix qui est rédigé selon la formule approuvée par celui-ci et qui :

- a) d'une part, précise le régime particulier, la période de l'année d'imposition pendant laquelle la personne n'était pas le seul administrateur ontarien du régime, ainsi que les nom et adresse de chaque personne qui était également administrateur ontarien du régime pendant cette période;
- b) d'autre part, contient le certificat de la personne attestant que celle-ci a rendu compte dans la déclaration de tout l'impôt payable aux termes du paragraphe 2

Penalty for non-collection of tax

Pénalité pour omission de percevoir l'impôt

Same

Idem

Multiple Ontario administrators

Plus d'un administrateur ontarien

time is accounted for by the person in the return.

Continuing liability

(10) If part or all of the tax that is the subject of an election under subsection (9) is not accounted for in the return or not paid to the Minister at the time required under this Act, or no election is delivered under subsection (9) in respect of the period of time during which there was more than one Ontario administrator of the plan, the Minister may assess one or more of the persons who were Ontario administrators of the plan during the period of time for an amount equal to the tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of the plan for that period of time that was not accounted for or remains unpaid to the Minister, and each amount assessed shall be deemed for the purposes of Parts V and VI to be tax payable under Part IV by the administrator who is assessed, for the taxation year or years that include the period of time.

Partnership

(11) If a person is an administrator of a benefit plan by reason of being a partner in a partnership that carries on the business in Ontario of an administrator of the plan, the following rules apply:

1. The person shall be considered to be an Ontario administrator of the benefit plan for a taxation year if the partnership is considered to have a permanent establishment in Ontario for the purposes of this Act or the *Income Tax Act* (Canada) for a fiscal period of the partnership that ends in the person's taxation year.
2. The person shall be deemed to be required to collect and pay over to the Minister under this section for a taxation year all amounts of tax in respect of the plan determined according to the following formula:

$$T = P \times R$$

Where:

“T” is an amount of tax the person shall be deemed to be required to collect and pay over to the Minister under this section for the taxation year;

“P” is the amount of tax that would be required, if the partnership were an Ontario administrator of the plan, to be collected and paid over to the Minister by the partnership under this section for a fiscal period of the partnership

(2.1) à l'égard du régime pour cette période.

(10) S'il n'est pas rendu compte dans la déclaration de tout ou partie de l'impôt visé par le choix remis en vertu du paragraphe (9), si cet impôt n'est pas versé au ministre au moment exigé par la présente loi ou s'il n'est remis aucun choix en vertu du paragraphe (9) à l'égard de la période pendant laquelle il y avait plus d'un administrateur ontarien du régime, le ministre peut imposer à une ou à plusieurs personnes qui étaient administrateurs ontariens du régime pendant la période un montant égal à l'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard du régime pour cette période dont il n'a pas été rendu compte ou qui demeure impayé au ministre. Chaque montant imposé est réputé, aux fins des parties V et VI, un impôt payable par l'administrateur en cause aux termes de la partie IV pour la ou les années d'imposition qui comprennent la période.

Maintien de la responsabilité

(11) Les règles suivantes s'appliquent si une personne est administrateur d'un régime d'avantages sociaux du fait qu'elle est associée dans le cadre d'une société en nom collectif qui exploite en Ontario l'entreprise consistant à administrer le régime :

Société en nom collectif

1. La personne est considérée comme un administrateur ontarien du régime pour une année d'imposition si la société en nom collectif est considérée comme ayant un établissement permanent en Ontario aux fins de la présente loi ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour un exercice financier qui se termine pendant l'année d'imposition de la personne.
2. La personne est réputée être tenue de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour une année d'imposition tous les montants d'impôt à l'égard du régime qui sont calculés selon la formule suivante :

$$T = P \times R$$

où :

«T» représente le montant d'impôt que la personne est réputée être tenue de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour l'année d'imposition;

«P» représente le montant d'impôt que la société en nom collectif serait tenue, si elle était un administrateur ontarien du régime, de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour un exercice financier de la société

ending in the person's taxation year; and

qui se termine pendant l'année d'imposition de la personne;

“R” is the percentage of the income or loss of the partnership to which the person is entitled for the same fiscal period of the partnership ending in the person's taxation year.

«R» représente le pourcentage du revenu ou de la perte de la société en nom collectif auquel la personne a droit pour le même exercice financier de la société qui se termine pendant l'année d'imposition de la personne.

3. The person may deliver a return under this Act jointly with other partners of the partnership who are Ontario administrators of the plan, if all terms and conditions as may be specified from time to time by the Minister that entitle partners to deliver a joint return have been satisfied.
3. La personne peut remettre la déclaration prévue par la présente loi conjointement avec d'autres associés de la société en nom collectif qui sont des administrateurs ontariens du régime s'il est satisfait à toutes les conditions précisées par le ministre qui donnent le droit aux associés de remettre une déclaration commune.
4. A return delivered under paragraph 3 shall be in a form approved by the Minister and shall contain the information specified by the Minister.
4. La déclaration remise en vertu de la disposition 3 est rédigée selon la formule approuvée par le ministre et contient les renseignements précisés par lui.

Saving, funded benefit plan

(12) For the purposes of this Act, a funded benefit plan does not cease to be a funded benefit plan even though at the end of any month the balance in the plan does not exceed the amount required for the payment of benefits foreseeable and payable within 30 days thereafter, so long as the contributions required to fund the plan are made within the following 30 days.

Exception, régime par capitalisation

(12) Aux fins de la présente loi, un régime d'avantages sociaux par capitalisation ne cesse pas d'être un tel régime même si, à la fin d'un mois quelconque, le solde du régime ne dépasse pas le montant nécessaire au versement des prestations prévisibles et payables dans les 30 jours, tant que les cotisations nécessaires à la capitalisation du régime sont versées dans les 30 jours suivants.

Discretionary tax relief

(13) The Minister may remit an amount of tax payable under subsection 2 (2.1) that has been calculated by reference to the amount of a benefit paid under an unfunded benefit plan if the unfunded plan was previously a funded plan and the Minister is satisfied that the amount of the benefit was included in the determination of an amount of tax paid under subsection 2 (2.1) in respect of contributions made to the plan when it was a funded benefit plan.

Allègement fiscal discrétionnaire

(13) Le ministre peut remettre un montant d'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) qui a été calculé par rapport au montant d'une prestation versée dans le cadre d'un régime d'avantages sociaux sans capitalisation si ce régime était auparavant un régime par capitalisation et si le ministre est convaincu qu'il a été tenu compte du montant de la prestation lors de la détermination d'un montant d'impôt payé aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard de cotisations versées au régime lorsqu'il était un régime par capitalisation.

(2) Section 74.2 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to contributions made to funded benefit plans, benefits paid under unfunded benefit plans and administration fees paid in respect of benefit plans after June 30, 1993.

(2) L'article 74.2 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux cotisations versées aux régimes d'avantages sociaux par capitalisation, aux prestations versées dans le cadre de régimes d'avantages sociaux sans capitalisation et aux frais d'administration payés à l'égard de régimes d'avantages sociaux après le 30 juin 1993.

10. (1) Subsection 76 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

10. (1) Le paragraphe 76 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Penalty for false statements

(6) Where a person, acting or purporting to act on behalf of a corporation, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obli-

Pénalité pour faux énoncé

(6) Si une personne agissant ou prétendant agir pour le compte d'une corporation, sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde dans l'exerci-

gation imposed by or under this Act, makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of, an incorrect statement or omission (in this subsection referred to as a "false statement") in a return, certificate, statement or answer (in this subsection referred to as a "return") delivered or made in respect of a taxation year as required by or under this Act or the regulations, the corporation is liable to a penalty of the greater of \$100 and 50 per cent of the total of,

(a) the amount, if any, by which,

- (i) the tax for the year that would be payable by the corporation under this Act if its taxable income or other subject of tax for the year were computed by adding to the taxable income for the year, or other subject of tax reported by it in its return for the year, that portion of the understatement of income, or of any other subject of tax, for the year, as applicable, that is reasonably attributable to the false statement, and if the tax payable for the year under this Act were computed by subtracting from the deductions from tax otherwise payable by the corporation for the year such portion of any such deduction that may reasonably be attributable to the false statement,

exceeds,

- (ii) the tax for the year that would be payable by the corporation under this Act had the tax payable for the year been assessed on the basis of the information provided in the return for the taxation year; and

(b) the amount, if any, by which,

- (i) the amount that would be deemed by subsection 43.2 (4) to be paid for the year by the corporation if that amount were calculated by reference to the amount of the tax credit claimed by the corporation for the year under that subsection as a payment made on account of its tax for the year,

exceeds,

ce d'une fonction ou l'acquiescement d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, fait une affirmation inexacte ou une omission (appelée «faux énoncé» au présent paragraphe) dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse (appelé «déclaration» au présent paragraphe) remis ou fait relativement à l'année d'imposition, comme l'exigent la présente loi ou les règlements ou en vertu de ceux-ci, ou participe, consent ou acquiesce à un tel acte ou à une telle omission, la corporation est passible d'une pénalité de 100 \$ ou, si ce montant lui est supérieur, de 50 pour cent du total des montants suivants :

a) l'excédent éventuel :

- (i) de l'impôt pour l'année qui serait payable par la corporation aux termes de la présente loi si son revenu imposable ou tout autre montant assujetti à l'impôt pour l'année était calculé en ajoutant au revenu imposable de l'année ou à l'autre montant assujetti à l'impôt qu'elle indique dans sa déclaration pour l'année la partie du revenu déclaré en moins ou de l'autre montant assujetti à l'impôt pour l'année, selon le cas, qui peut raisonnablement être attribuée au faux énoncé, et, si l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi était calculé en soustrayant des déductions de l'impôt payable par ailleurs par la corporation pour l'année, la partie de ces déductions qui peut raisonnablement être attribuée au faux énoncé,

sur :

- (ii) l'impôt pour l'année qui serait payable par la corporation aux termes de la présente loi si son impôt payable pour l'année avait fait l'objet d'une cotisation établie sur la foi des renseignements fournis dans la déclaration pour l'année d'imposition;

b) l'excédent éventuel :

- (i) du montant que la corporation serait réputée, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir payé pour l'année s'il avait été calculé par rapport au montant du crédit d'impôt demandé par la corporation pour l'année aux termes de ce paragraphe comme paiement au titre de son impôt pour l'année,

sur :

- (ii) the maximum amount that the corporation is entitled to claim for the year under subsection 43.2 (4) as a deemed payment on account of its tax payable for the year.

(2) Subsection 76 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is amended by striking out “and” at the end of clause (a), by adding “and” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (c) the amount, if any, by which,

- (i) the amount that would be deemed by subsection 43.3 (11) to be paid for the year by the corporation if that amount were calculated by reference to the amount of the tax credit claimed by the corporation for the year under that subsection as a payment made on account of its tax for the year,

exceeds,

- (ii) the maximum amount that the corporation is entitled to claim for the year under subsection 43.3 (11) as a deemed payment on account of its tax payable for the year.

(3) Subsection 76 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(4) Clause 76 (6) (c) of the Act, as enacted by subsection (2), applies to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

11. (1) Subsection 78 (5) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 36, is repealed and the following substituted:

(5) Despite clause (2) (a), the amount payable for a taxation year by a corporation to the Minister on or before the last day of any month in the taxation year shall be deemed to be the amount, if any, by which the amount payable for that month as determined under that clause exceeds,

- (a) if the corporation is a mutual fund corporation, one-twelfth of the corporation's capital gains refund for the year, as determined under section 48; and
- (b) one-twelfth of the amount deemed by subsection 43.2 (4) to have been paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the year.

- (ii) le montant maximal que la corporation a le droit de demander pour l'année aux termes du paragraphe 43.2 (4) comme paiement réputé un paiement au titre de son impôt payable pour l'année.

(2) Le paragraphe 76 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c) l'excédent éventuel :

- (i) du montant que la corporation serait réputée, aux termes du paragraphe 43.3 (11), avoir payé pour l'année s'il avait été calculé par rapport au montant du crédit d'impôt demandé par la corporation pour l'année aux termes de ce paragraphe comme paiement au titre de son impôt pour l'année,

sur :

- (ii) le montant maximal que la corporation a le droit de demander pour l'année aux termes du paragraphe 43.3 (11) comme paiement réputé un paiement au titre de son impôt payable pour l'année.

(3) Le paragraphe 76 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(4) L'alinéa 76 (6) c) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (2), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

11. (1) Le paragraphe 78 (5) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 36 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) Malgré l'alinéa (2) a), le montant payable par une corporation au ministre pour une année d'imposition au plus tard le dernier jour d'un mois de l'année d'imposition est réputé le montant de l'excédent éventuel du montant payable pour ce mois, déterminé aux termes de cet alinéa, sur :

- a) d'une part, si la corporation est une corporation de fonds mutuels, un douzième de son remboursement au titre des gains en capital pour l'année, déterminé aux termes de l'article 48;
- b) d'autre part, un douzième du montant réputé, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir été payé au titre de l'impôt

Exception

Exception

(2) Clause 78 (5) (b) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- (b) one-twelfth of the amounts deemed by subsection 43.2 (4) or 43.3 (11) to have been paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the year.

(3) Subsection 78 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) Instead of paying the instalments required by clause (2) (a) on account of the tax payable for a taxation year, a corporation may pay its tax for the taxation year in accordance with clause (2) (b) if,

- (a) the tax payable by the corporation for the taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, deemed to be tax paid by the corporation under section 43.2 for the taxation year and the amount, if any, of its capital gains refund as determined under section 48 for the taxation year; or
- (b) the tax payable by the corporation for the immediately preceding taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, of its capital gains refund as determined under section 48 for that taxation year.

(4) Clause 78 (6) (a) of the Act, as enacted by subsection (3), is repealed and the following substituted:

- (a) the tax payable by the corporation for the taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, deemed to be tax paid by the corporation under sections 43.2 and 43.3 for the taxation year and the amount, if any, of its capital gains refund as determined under section 48 for the taxation year.

(5) Subsection 78 (5) of the Act, as re-enacted by subsection (1), and subsection 78 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (3), apply to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(6) Clause 78 (5) (b) of the Act, as re-enacted by subsection (2), and clause 78 (6) (a) of the Act, as re-enacted by subsection (4), apply to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année.

(2) L'alinéa 78 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) d'autre part, un douzième des montants réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4) ou 43.3 (11), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année.

(3) Le paragraphe 78 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) Au lieu de payer les acomptes provisionnels exigés par l'alinéa (2) a) au titre de l'impôt payable pour une année d'imposition, une corporation peut payer son impôt conformément à l'alinéa (2) b) si, selon le cas :

- a) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel réputé être un impôt payé par la corporation aux termes de l'article 43.2 pour l'année et du montant éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour l'année;
- b) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition précédente est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour cette année.

(4) L'alinéa 78 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel réputé être un impôt payé par la corporation aux termes des articles 43.2 et 43.3 pour l'année et du montant éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour l'année.

(5) Le paragraphe 78 (5) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), et le paragraphe 78 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (3), s'appliquent aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(6) L'alinéa 78 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (2), et l'alinéa 78 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (4), s'appliquent aux années d'imposition des corpora-

Same

Idem

12. (1) Subclause 79 (2) (b) (i) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 37, is repealed and the following substituted:

- (i) all amounts paid or deemed to be paid by the corporation and applied or deemed to be applied by the Minister on or before the particular day on account of the corporation's liability under this Act for the taxation year and all other amounts not otherwise included under this clause that are credited or applied by the Minister on or before the particular day on account of the corporation's liability under this Act for the taxation year.

(2) In the application of subsection 79 (2) of the Act in respect of a period of time after February 22, 1994 and before August 1, 1995, that subsection shall be deemed to have read as follows:

Definition

(2) For the purposes of subsection (1), the "amount paid on account of the tax payable" is the amount paid or deemed to be paid by the corporation on account of the tax payable for the taxation year minus any amounts refunded to the corporation or any amounts applied to other liabilities of the corporation pursuant to section 82.

13. (1) Subsection 80 (1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (b.1) determine the total of the amounts, if any, deemed by subsection 43.2 (4) to be paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the taxation year; and

(2) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- (b.1) determine the total of the amounts, if any, deemed by subsection 43.2 (4) or 43.3 (11) to be paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the taxation year; and

tions qui se terminent après le 31 décembre 1994.

12. (1) Le sous-alinéa 79 (2) b) (i) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 37 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) tous les montant payés ou réputés avoir été payés par la corporation et affectés ou réputés avoir été affectés par le ministre au plus tard le jour donné au titre des obligations de la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition et tous les autres montants qui ne sont pas compris par ailleurs aux termes du présent alinéa et que le ministre a crédités ou affectés au plus tard le jour donné au titre des obligations de la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition.

(2) Pour l'application du paragraphe 79 (2) de la Loi à l'égard d'une période qui commence après le 22 février 1994 et qui se termine avant le 1^{er} août 1995, ce paragraphe est réputé être libellé comme suit :

Définition

(2) Aux fins du paragraphe (1), le «montant payé au titre de l'impôt payable» est le montant que la corporation a payé ou est réputée avoir payé au titre de l'impôt payable pour l'année d'imposition, moins les montants remboursés à la corporation ou affectés à toute autre obligation de la corporation conformément à l'article 82.

13. (1) Le paragraphe 80 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) détermine le total des montants éventuels réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition;

(2) L'alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b.1) détermine le total des montants éventuels réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4) ou 43.3 (11), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition;

(3) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(4) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as re-enacted by subsection (2), applies to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

(5) Subsection 80 (11) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 3, section 16 and 1994, chapter 14, section 38, is further amended,

(a) by inserting after “may” in the fifth line “reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require”; and

(b) by striking out “reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require” in the last three lines of the English version.

14. In the application of subsection 82 (7) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 40, in respect of a period of time after February 22, 1994 and before August 1, 1995, that subsection shall be deemed to have read as follows:

Definition

(7) Except as provided in subsection (6), for the purpose of this section, “overpayment” means the aggregate of all amounts paid or deemed to be paid on account of tax payable for a taxation year minus all amounts payable under this Act, or an amount paid or deemed to be paid where no amount is payable.

Commence-
ment

15. (1) Except as provided in subsections (2) to (6), this Schedule comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Sections 1, 2, 3, 4 and 9 shall be deemed to have come into force on July 1, 1993.

(3) Section 5 shall be deemed to have come into force on July 1, 1994.

(4) Section 6, subsections 10 (1) and (3), subsections 11 (1), (3) and (5), section 12, subsections 13 (1) and (3) and section 14 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994.

(5) Section 8 shall be deemed to have come into force on January 1, 1994.

(6) Section 7 and subsections 10 (2) and (4), 11 (2), (4) and (6) and 13 (2) and (4) shall be

(3) L’alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu’il est adopté par le paragraphe (1), s’applique aux années d’imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(4) L’alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par le paragraphe (2), s’applique aux années d’imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

(5) Le paragraphe 80 (11) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 16 du chapitre 3 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 38 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau :

a) par insertion, après «également» à la septième ligne, de «établir une nouvelle cotisation ou des cotisations supplémentaires, ou fixer des impôts, des intérêts ou des pénalités, selon ce qu’exigent les circonstances»;

b) par suppression de «reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require» aux trois dernières lignes de la version anglaise.

14. Pour l’application du paragraphe 82 (7) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 40 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, à l’égard d’une période qui commence après le 22 février 1994 et qui se termine avant le 1^{er} août 1995, ce paragraphe est réputé être libellé comme suit :

Définition

(7) Sous réserve du paragraphe (6), aux fins du présent article, le terme «paiement en trop» s’entend du total des montants payés ou réputés avoir été payés au titre de l’impôt payable pour une année d’imposition, moins tous les montants payables aux termes de la présente loi, ou d’un montant payé ou réputé avoir été payé si aucun montant n’est payable.

15. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6), la présente annexe entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

(2) Les articles 1, 2, 3, 4 et 9 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

(3) L’article 5 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 1994.

(4) L’article 6, les paragraphes 10 (1) et (3), les paragraphes 11 (1), (3) et (5), l’article 12, les paragraphes 13 (1) et (3) et l’article 14 sont réputés être entrés en vigueur le 23 février 1994.

(5) L’article 8 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

(6) L’article 7 et les paragraphes 10 (2) et (4), 11 (2), (4) et (6) et 13 (2) et (4) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1995.

deemed to have come into force on January 1, 1995.

(7) Subsection 13 (5) shall be deemed to have come into force on December 31, 1991.

(7) Le paragraphe 13 (5) est réputé être entré en vigueur le 31 décembre 1991.

SCHEDULE C AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

1. Subsection 1 (1) of the *Income Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 29, section 1, is further amended by adding the following definition:

“mining reclamation trust” means a trust in respect of a mine located in Ontario that is a mining reclamation trust as defined in subsection 248 (1) of the Federal Act. (“fiducie de restauration minière”)

2. The Act is amended by adding the following section:

2.1 Every trust that is a mining reclamation trust at the end of a taxation year is liable to a tax for the year in the amount determined under section 4.1.

3. Subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 25, section 1 and amended by 1993, chapter 29, section 3, is further amended by striking out “this Act” in the second line and substituting “section 4”.

4. The definition of “tax payable under the Federal Act” in subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “127.2 or 127.4” in the eighth line and substituting “127.2, 127.4 or 127.41”.

5. The Act is amended by adding the following section:

4.1 The amount of tax payable under section 2.1 by a mining reclamation trust for a taxation year is 15.5 per cent of the trust’s income for the year that is subject to tax under Part XII.4 of the Federal Act.

6. Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:

6. An individual who is exempt from tax under Part I of the Federal Act in respect of a period of time, by virtue of subsection 149 (1) of the Federal Act, shall be exempt from the same period from tax payable under this Act, other than tax payable under section 2.1.

7. Section 7 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55 and amended by 1993, chapter 29, section 5, is further amended by adding the following subsection:

ANNEXE C MODIFICATION DE LA LOI DE L’IMPÔT SUR LE REVENU

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«fiducie de restauration minière» Fiducie de restauration minière au sens du paragraphe 248 (1) de la loi fédérale qui est constituée à l’égard d’une mine située en Ontario. («mining reclamation trust»)

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

2.1 Toute fiducie qui est une fiducie de restauration minière à la fin d’une année d’imposition est assujettie, pour l’année, à un impôt dont le montant est calculé aux termes de l’article 4.1.

3. Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 1 du chapitre 25 des Lois de l’Ontario de 1992 et modifié par l’article 3 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «de la présente loi» aux deuxième et troisième lignes, de «de l’article 4».

4. La définition de «impôt payable aux termes de la loi fédérale» au paragraphe 4 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «127.2 ou 127.4» à la neuvième ligne, de «127.2, 127.4 ou 127.41».

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

4.1 Le montant de l’impôt payable pour une année d’imposition aux termes de l’article 2.1 par une fiducie de restauration minière est de 15,5 pour cent du revenu de la fiducie pour l’année qui est imposable aux termes de la partie XII.4 de la loi fédérale.

6. L’article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. Le particulier qui est exempt d’impôt aux termes de la partie I de la loi fédérale à l’égard d’une période donnée en raison du paragraphe 149 (1) de cette loi est exempt, pour la même période, de l’impôt payable aux termes de la présente loi, à l’exception de l’impôt payable aux termes de l’article 2.1.

7. L’article 7 de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 55 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1992 et modifié par l’article 5 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Tax on
mining
reclamation
trust

Mining
reclamation
trust

Tax
exemption

Impôt sur les
fiducies de
restauration
minière

Fiducie de
restauration
minière

Exemption
fiscale

Same

(5) This section does not apply to a mining reclamation trust in respect of tax payable under section 2.1.

8. (1) Clause (c) of the definition of “individual” in subsection 8 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55 and 1993, chapter 29, section 6, is further amended,

- (a) by striking out “subsection (8.1) or (9)” in the amendment of 1992 and substituting “subsections (8.1), (8.3), (8.4) and (9)”; and
 - (b) by striking out “or” at the end of clause (b), by inserting “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:
- (d) a mining reclamation trust.

(2) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55, 1992, chapter 25, section 3, 1993, chapter 29, section 6 and 1994, chapter 17, section 99 is further amended by adding the following subsections:

Mining reclamation trust tax credit

(8.3) An individual who is a beneficiary of a mining reclamation trust may deduct from tax otherwise payable under this Act for a taxation year an amount not exceeding the amount of the individual’s mining reclamation trust tax credit for the year.

Amount of mining reclamation trust tax credit

(8.4) The amount of an individual’s mining reclamation trust tax credit for a taxation year is the amount that would be determined under subsection 127.41 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to be the amount of the individual’s “Part XII.4 tax credit” for the taxation year if the tax payable under Part XII.4 of the *Income Tax Act* (Canada) by a mining reclamation trust for a taxation year ending in the individual’s taxation year equalled the amount of tax payable by the trust for that year under section 2.1.

Commencement and application

9. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Section 1 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994.

(3) Sections 2 to 8 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994 and shall apply to taxation years ending after February 22, 1994.

Idem

(5) Le présent article ne s’applique pas à une fiducie de restauration minière à l’égard de l’impôt payable aux termes de l’article 2.1.

8. (1) L’alinéa c) de la définition de «particulier» au paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 55 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 6 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau :

- a) par substitution, à «paragraphe (8.1) ou (9)» dans la modification de 1992, de «paragraphe (8.1), (8.3), (8.4) et (9)»;
 - b) par adjonction de l’alinéa suivant :
- d) une fiducie de restauration minière.

(2) L’article 8 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 55 du chapitre 18 et l’article 3 du chapitre 25 des Lois de l’Ontario de 1992, par l’article 6 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article 99 du chapitre 17 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(8.3) Le particulier qui est bénéficiaire d’une fiducie de restauration minière peut déduire de l’impôt payable par ailleurs pour une année d’imposition aux termes de la présente loi un montant qui ne dépasse pas le montant de son crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière pour l’année.

Crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière

(8.4) Le montant du crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière d’un particulier pour une année d’imposition est le montant qui serait calculé aux termes du paragraphe 127.41 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada) comme étant le montant de son «crédit d’impôt de la partie XII.4» pour l’année d’imposition si l’impôt payable aux termes de la partie XII.4 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada) par une fiducie de restauration minière pour une année d’imposition qui se termine pendant l’année d’imposition du particulier est égal au montant de l’impôt payable par la fiducie pour cette année aux termes de l’article 2.1.

Montant du crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière

9. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur et champ d’application

(2) L’article 1 est réputé être entré en vigueur le 23 février 1994.

(3) Les articles 2 à 8 sont réputés être entrés en vigueur le 23 février 1994 et s’appliquent aux années d’imposition qui se terminent après le 22 février 1994.

SCHEDULE D ONTARIO LOAN ACT, 1995

Borrowing authorized	1. (1) The Lieutenant Governor in Council may borrow in any manner provided by the <i>Financial Administration Act</i> such sums, not exceeding a total aggregate amount of \$5.6 billion as are considered necessary to discharge any indebtedness or obligation of Ontario, to make any payment authorized or required by any Act to be made out of the Consolidated Revenue Fund or to reimburse the Consolidated Revenue Fund for money expended for any of such purposes.
Other Acts	(2) The authority to borrow conferred by this Act is in addition to that conferred by any other Act.
Expiry	2. No order in council authorizing borrowing under this Act shall be made after December 31, 1996.
Commencement	3. This Schedule comes into force on the day the <i>Savings and Restructuring Act, 1995</i> receives Royal Assent.
Short title	4. The short title of the Act set out in this Schedule is the <i>Ontario Loan Act, 1995</i> .

ANNEXE D LOI DE 1995 SUR LES EMPRUNTS DE L'ONTARIO

1. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, conformément à la <i>Loi sur l'administration financière</i> et pour un montant total ne dépassant pas 5,6 milliards de dollars, contracter les emprunts jugés nécessaires afin d'acquitter une dette ou un engagement de l'Ontario, d'effectuer un paiement prélevé sur le Trésor qui est autorisé ou requis par une loi ou de rembourser le Trésor des sommes d'argent utilisées à ces fins.	Autorisation d'emprunter
(2) L'autorisation d'emprunter que confère la présente loi s'ajoute aux autorisations conférées par d'autres lois.	Autres lois
2. Nul décret autorisant un emprunt en vertu de la présente loi n'est pris après le 31 décembre 1996.	Cessation d'effet
3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la <i>Loi de 1995 sur les économies et la restructuration</i> reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
4. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est <i>Loi de 1995 sur les emprunts de l'Ontario</i> .	Titre abrégé

SCHEDULE E
AMENDMENTS TO THE CAPITAL
INVESTMENT PLAN ACT, 1993 AND
THE HIGHWAY TRAFFIC ACT
RELATING TO TOLL HIGHWAYS

CAPITAL INVESTMENT PLAN ACT, 1993

1. (1) Section 38 of the *Capital Investment Plan Act, 1993* is amended by adding the following definitions:

“holder”, “permit” and “validate” have the same meanings as in section 6 of the *Highway Traffic Act*; (“titulaire”, “certificat d’immatriculation”, “valider”)

“toll device” means a toll device prescribed under clause 191.4 (a) of the *Highway Traffic Act*. (“appareil à péage”)

(2) Section 43 of the Act is repealed and the following substituted:

43. (1) If a toll charged for operating a vehicle on a toll highway is not paid, the Corporation may serve on the holder of the permit for the vehicle or, if a toll device was affixed to the vehicle, on the holder to whom the toll device is registered, a notice of failure to pay a toll setting out the amount of the toll, the applicable administrative fee or fees and the interest rate that may be charged on unpaid tolls and fees.

(2) The notice shall state that the holder named in the notice may dispute the matter on the ground that another person was in possession of the vehicle involved without the holder’s consent, that another person was in possession of the toll device registered to the holder and affixed to the vehicle involved without the holder’s consent, that the holder named in the notice is not the holder of the permit for the vehicle involved or that the holder named in the notice is not the holder to whom the toll device that was affixed to the vehicle involved is registered.

(3) The notice shall also state that if a toll, fee or any interest charged on the toll or fee are unpaid after the 30-day period referred to in subsection (4),

(a) the Registrar of Motor Vehicles may not validate the permit or may not issue a permit for the vehicle in respect of which the toll, fee or interest is owed; and

ANNEXE E
MODIFICATION DE LA LOI DE 1993
SUR LE PLAN D’INVESTISSEMENT
ET DU CODE DE LA ROUTE EN CE
QUI CONCERNE LES VOIES
PUBLIQUES À PÉAGE

LOI DE 1993 SUR LE PLAN D’INVESTISSEMENT

1. (1) L’article 38 de la *Loi de 1993 sur le plan d’investissement* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«appareil à péage» Appareil à péage prescrit en vertu de l’alinéa 191.4 a) du *Code de la route*. («toll device»)

«certificat d’immatriculation», «titulaire» et «valider» S’entendent au sens de l’article 6 du *Code de la route*. («permit», «holder», «validate»)

(2) L’article 43 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

43. (1) Si un péage demandé pour conduire un véhicule sur une voie publique à péage n’est pas payé, la Société peut signifier au titulaire du certificat d’immatriculation du véhicule ou, si un appareil à péage était fixé au véhicule, au titulaire au nom duquel l’appareil à péage est immatriculé un avis de défaut de paiement d’un péage indiquant le montant du péage, les frais d’administration applicables et le taux d’intérêt qui peut être imposé sur les péages et frais impayés.

(2) L’avis indique que le titulaire qui y est nommé peut contester la question pour le motif qu’une autre personne était en possession du véhicule en cause sans sa permission, qu’une autre personne était en possession de l’appareil à péage immatriculé au nom du titulaire et fixé au véhicule en cause sans sa permission, qu’il n’est pas le titulaire du certificat d’immatriculation du véhicule en cause ou qu’il n’est pas le titulaire au nom duquel est immatriculé l’appareil à péage qui était fixé au véhicule en cause.

(3) L’avis indique également que si un péage, des frais ou des intérêts imposés sur le péage ou les frais demeurent impayés une fois écoulé le délai de 30 jours visé au paragraphe (4) :

a) d’une part, le registrateur des véhicules automobiles ne peut pas valider le certificat d’immatriculation du véhicule à l’égard duquel le péage, les frais ou les intérêts sont dus ni ne peut délivrer de certificat d’immatriculation pour ce véhicule;

Paiement des
péages, re-
couvrement

Contenu de
l’avis

Idem

Payment of
tolls,
enforcement

Content of
notice

Same

	(b) the Corporation may file a notice of lien and charge against the holder's real and personal property in respect of unpaid tolls, fees and interest.	b) d'autre part, la Société peut déposer un avis de privilège et de sûreté réelle grevant les biens meubles et immeubles du titulaire à l'égard des péages, frais et intérêts impayés.	
Payment to be made	(4) The holder shall pay the amount of a toll and fee within 30 days of the date on which the notice is deemed by subsection (16) to be received.	(4) Le titulaire paie le montant du péage et des frais au plus tard 30 jours après que l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçu.	Paiement obligatoire
Interest on unpaid tolls and fees	(5) The Corporation may charge interest on tolls and fees outstanding after the 30-day period referred to in subsection (4) and such interest continues to accrue even if the holder disputes or appeals a toll.	(5) La Société peut imposer des intérêts sur les péages et frais qui demeurent impayés une fois écoulé le délai de 30 jours visé au paragraphe (4) et ces intérêts continuent de s'accumuler même si le titulaire conteste un péage ou interjette appel à son égard.	Intérêts sur les péages et frais impayés
Registrar notified	(6) If a toll or fee is not paid within the 30-day period, the Corporation may in writing notify the Registrar of Motor Vehicles of the failure to pay and, if the holder pays the toll, fee and interest after the Registrar has been notified of the failure to pay, the Corporation shall notify the Registrar in writing of the payment.	(6) Si un péage ou des frais ne sont pas payés dans le délai de 30 jours, la Société peut en aviser par écrit le registrateur des véhicules automobiles et, si le titulaire paie le péage, les frais et les intérêts après que le registrateur a été avisé du défaut de paiement, elle en avise par écrit le registrateur.	Avis au registrateur
Registrar's action	(7) Upon receipt of a notification of failure to pay under subsection (6), the Registrar of Motor Vehicles shall refuse to validate the permit for the vehicle in respect of which a toll, fee or interest is owed or to issue any permit to the holder for that vehicle until the Registrar is notified by the Corporation that the holder has paid the toll, fee and interest.	(7) Dès qu'il est avisé du défaut de paiement aux termes du paragraphe (6), le registrateur des véhicules automobiles refuse de valider le certificat d'immatriculation du véhicule à l'égard duquel un péage, des frais ou des intérêts sont dus ou de délivrer un certificat d'immatriculation au titulaire pour ce véhicule jusqu'à ce que le registrateur soit avisé par la Société que le titulaire a payé le péage, les frais et les intérêts.	Refus du registrateur
Dispute	(8) A holder who wishes to dispute a notice of failure to pay a toll shall serve written submissions on the Corporation within 30 days of the date on which the notice is deemed by subsection (16) to be received.	(8) Le titulaire qui désire contester un avis de défaut de paiement d'un péage signifie des observations écrites à la Société au plus tard 30 jours après que l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçu.	Contestation
Corporation's decision	(9) The Corporation shall decide whether or not the holder owes a toll and fee as set out in the notice on the basis of the written submissions and shall, (a) serve its written decision on the holder; and (b) notify the Registrar of Motor Vehicles in writing if its decision is that the holder does not owe the toll and fee.	(9) La Société décide, sur la foi des observations écrites, si le titulaire est débiteur du péage et des frais indiqués dans l'avis et elle fait ce qui suit : a) elle signifie sa décision écrite au titulaire; b) si elle décide que le titulaire n'est pas débiteur du péage et des frais, elle en avise par écrit le registrateur des véhicules automobiles.	Décision de la Société
Appeal to Registrar	(10) A holder who wishes to appeal the decision of the Corporation on a ground set out in subsection (2) shall serve written submissions on the Registrar of Motor Vehicles and on the Corporation within 30 days of the date on which the Corporation's decision is deemed by subsection (16) to be received.	(10) Le titulaire qui désire interjeter appel de la décision de la Société pour un motif mentionné au paragraphe (2) signifie des observations écrites au registrateur des véhicules automobiles et à la Société au plus tard 30 jours après que la décision est réputée, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçue.	Appel devant le registrateur
Same	(11) The Registrar shall review the written submissions and may decide the matter on the basis of the written submissions or, if he or she	(11) Le registrateur examine les observations écrites et peut soit prendre une décision sur la foi de ces observations, soit tenir une	Idem

thinks it is appropriate, may hold a hearing into the matter.

Hearing (12) If a hearing is to be held, the Registrar shall notify the holder and the Corporation of its time and place.

Registrar's decision (13) The Registrar shall decide whether or not the holder owes a toll and fee as set out in the notice, and the decision of the Registrar is final and not subject to appeal.

Corporation to repay toll, etc. (14) The Registrar shall give the holder and the Corporation his or her decision in writing and if the decision is that the holder does not owe the toll and fee as set out in the notice, the Corporation shall repay to the holder any toll, fee and interest that were paid to the Corporation and subsequently determined not to be owed.

Appointees (15) The Corporation and the Registrar may appoint any person to consider submissions and hold hearings under this section and this section applies to such appointee as if the appointee were the Corporation or Registrar.

Notices, decisions deemed received (16) A notice under subsection (1) and the Corporation's decision under subsection (9) shall be served on a holder by pre-paid ordinary mail and the holder shall be deemed to have received the notice and the decision on the 5th day after the date on which the notice or decision was issued.

Interpretation (17) For the purposes of this section, a vehicle in respect of which a toll, fee or interest is owed is,

- (a) the vehicle that was being operated on the toll highway when the toll was charged; or
- (b) if a toll device was affixed to the vehicle that was being operated on the toll highway when the toll was charged, the vehicle to which the toll device is registered.

(3) The Act is amended by adding the following section:

Lien on real property **43.1** (1) Any toll, fee or interest owed under this Part by any person is, upon registration by the Corporation in the proper land registry office of a notice claiming a lien and charge conferred by this section, a lien and charge on any interest the person who owes the toll, fee or interest has in the real property described in the notice.

Lien on personal property (2) Any toll, fee or interest owed under this Part by any person is, upon registration by the Corporation with the registrar under the *Personal Property Security Act* of a notice claiming a lien and charge under this section, a lien

audience sur la question s'il l'estime approprié.

(12) Si une audience est prévue, le registra-
teur avise le titulaire et la Société de la date,
de l'heure et du lieu de l'audience.

(13) Le registra-
teur décide si le titulaire est
débiteur du péage et des frais indiqués dans
l'avis et sa décision est définitive.

(14) Le registra-
teur communique sa déci-
sion par écrit au titulaire et à la Société. S'il
décide que le titulaire n'est pas débiteur du
péage et des frais indiqués dans l'avis, la So-
ciété rembourse au titulaire le péage, les frais
et les intérêts qu'il lui a payés et qui, selon la
décision, n'étaient pas dus.

(15) La Société et le registra-
teur peuvent
nommer quiconque pour examiner les obser-
vations et tenir les audiences visées au présent
article et celui-ci s'applique à ce délégué com-
me s'il était lui-même la Société ou le regis-
trateur.

(16) L'avis visé au paragraphe (1) et la déci-
sion que la Société a prise aux termes du
paragraphe (9) sont signifiés au titulaire par
courrier ordinaire affranchi et le titulaire est
réputé avoir reçu l'avis et la décision le cin-
quième jour après que l'avis a été délivré ou
que la décision a été prise.

(17) Pour l'application du présent article,
un véhicule à l'égard duquel un péage, des
frais ou des intérêts sont dus est :

- a) le véhicule qui était conduit sur la voie
publique à péage quand le péage a été
demandé;
- b) si un appareil à péage était fixé au véhi-
cule qui était conduit sur la voie publi-
que à péage quand le péage a été de-
mandé, le véhicule pour lequel
l'appareil à péage est immatriculé.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de
l'article suivant :

43.1 (1) Dès l'enregistrement par la Société,
au bureau d'enregistrement immobilier
compétent, d'un avis de revendication du pri-
vilege et de la sûreté réelle accordés par le
présent article, les péages, frais ou intérêts que
doit une personne aux termes de la présente
partie constituent un privilège et une sûreté
réelle grevant tout intérêt qu'a cette personne
sur le bien immeuble visé dans l'avis.

(2) Dès l'enregistrement par la Société au-
près du registra-
teur, aux termes de la *Loi sur
les sûretés mobilières*, d'un avis de revendica-
tion du privilège et de la sûreté réelle accordés
par le présent article, les péages, frais ou inté-

Audience

Décision du
registra-
teurRembourse-
ment par la
Société

Délégués

Avis ou
décision
réputés reçusInterpréta-
tionPrivilège sur
des biens
immeublesPrivilège sur
des biens
meubles

and charge on any interest in personal property in Ontario owned or held at the time of registration or acquired afterwards by the person who owes the toll, fee or interest.

rêts que doit une personne aux termes de la présente partie constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt sur des biens meubles en Ontario qui, au moment de l'enregistrement, appartiennent à cette personne ou sont détenus par elle ou qu'elle acquiert par la suite.

Amounts
included and
priority

(3) The lien and charge conferred by subsection (1) or (2) is in respect of all tolls, fees and interest which the person owes under this Part at the time of registration of the notice or any renewal of it and all tolls, fees and interest which the person afterwards owes while the notice remains registered and, upon registration of a notice of lien and charge, the lien and charge has priority over,

- (a) any perfected security interest registered after the notice is registered;
- (b) any security interest perfected by possession after the notice is registered; and
- (c) any encumbrance or other claim that is registered against or that otherwise arises and affects the person's property after the notice is registered.

(3) Le privilège et la sûreté réelle accordés par le paragraphe (1) ou (2) portent sur tous les péages, frais et intérêts que la personne doit aux termes de la présente partie au moment de l'enregistrement de l'avis ou du renouvellement de celui-ci et sur tous les péages, frais et intérêts qu'elle doit par la suite tant que l'avis demeure enregistré. Dès l'enregistrement d'un avis de privilège et de sûreté réelle, ce privilège et cette sûreté réelle ont priorité sur :

- a) une sûreté opposable enregistrée après l'enregistrement de l'avis;
- b) une sûreté rendue opposable par possession après l'enregistrement de l'avis;
- c) une réclamation, notamment une charge, qui est enregistrée à l'égard du bien de la personne, ou qui survient et a une incidence sur celui-ci, après l'enregistrement de l'avis.

Montants
compris et
priorité

Exception

(4) For the purposes of subsection (3), a notice of lien and charge under subsection (2) does not have priority over a perfected purchase money security interest in collateral or its proceeds and shall be deemed to be a security interest perfected by registration for the purpose of the priority rules under section 28 of the *Personal Property Security Act*.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), l'avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) n'a pas priorité sur une sûreté en garantie du prix d'acquisition portant sur des biens grevés ou sur leur produit qui a été rendue opposable, et il est réputé être une sûreté rendue opposable par enregistrement aux fins des règles de priorité prévues à l'article 28 de la *Loi sur les sûretés mobilières*.

Exception

Lien effective

(5) A notice of lien and charge under subsection (2) is effective from the time assigned to its registration by the registrar or branch registrar and expires on the third anniversary of its registration unless a renewal notice of lien and charge is registered under this section before the end of the three-year period, in which case the lien and charge remains in effect for a further three-year period from the date the renewal notice is registered.

(5) L'avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) prend effet au moment de son enregistrement par le registrateur ou le registrateur régional et s'éteint le jour du troisième anniversaire de l'enregistrement, sauf si un avis de renouvellement est enregistré conformément au présent article avant la fin de cette période de trois ans, auquel cas le privilège et la sûreté réelle conservent leur effet pendant une autre période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement.

Prise d'effet
du privilège

Same

(6) Where any toll, fee or interest remains outstanding and unpaid at the end of the three-year period, or its renewal, referred to in subsection (5), the Corporation may register a renewal notice of lien and charge; the lien and charge remains in effect for a three-year period from the date the renewal notice is registered, until the tolls, fees and interest are fully paid, and shall be deemed to be continuously registered since the initial notice of lien

(6) Si des péages, frais ou intérêts sont impayés à la fin de la période de trois ans ou de son renouvellement visés au paragraphe (5), la Société peut enregistrer un avis de renouvellement de privilège et de sûreté réelle. Ce privilège et cette sûreté réelle conservent leur effet pendant une période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement, jusqu'à ce que les péages, frais et intérêts soient payés en totalité, et sont réputés enregistrés de façon ininterrompue depuis

Idem

and charge was registered under subsection (2).

Where person not registered owner

(7) Where a person has an interest in real property but is not shown as its registered owner in the proper land registry office,

- (a) the notice to be registered under subsection (1) shall recite the interest of the person in the real property; and
- (b) a copy of the notice shall be sent to the registered owner at the owner's last known address.

Secured party

(8) In addition to any other rights and remedies, if tolls, fees or interest owed by a person remain outstanding and unpaid, the Corporation has, in respect of a lien and charge under subsection (2),

- (a) all the rights, remedies and duties of a secured party under sections 17, 59, 61, 62, 63 and 64, subsections 65 (4), (5), (6) and (7) and section 66 of the *Personal Property Security Act*;
- (b) a security interest in the collateral for the purpose of clause 63 (4) (c) of that Act; and
- (c) a security interest in the personal property for the purposes of sections 15 and 16 of the *Repair and Storage Liens Act*, if it is an article as defined in that Act.

Registration of documents

(9) A notice of lien and charge under subsection (2) or any renewal of it shall be in the form of a financing statement or a financing change statement as prescribed under the *Personal Property Security Act* and may be tendered for registration at a branch office established under Part IV of that Act, or by mail addressed to an address prescribed under that Act.

Errors in documents

(10) A notice of lien and charge or any renewal thereof is not invalidated nor is its effect impaired by reason only of an error or omission in the notice or in its execution or registration, unless a reasonable person is likely to be materially misled by the error or omission.

Bankruptcy and Insolvency Act (Canada) unaffected

(11) Subject to Crown rights provided under section 87 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), nothing in this section affects or purports to affect the rights and obligations of any person under that Act.

l'enregistrement de l'avis initial de privilège et de sûreté réelle conformément au paragraphe (2).

(7) Si la personne qui a un intérêt sur un bien immeuble n'est pas inscrite comme propriétaire de ce bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent :

Cas où la personne n'est pas le propriétaire inscrit

- a) l'avis qui doit être enregistré conformément au paragraphe (1) énonce l'intérêt de la personne sur le bien immeuble;
- b) une copie de l'avis est envoyée au propriétaire inscrit, à sa dernière adresse connue.

(8) En plus de ses autres droits et recours, si des péages, frais ou intérêts que doit une personne sont impayés, la Société, à l'égard d'un privilège et d'une sûreté réelle visés au paragraphe (2) :

Créancier garanti

- a) bénéficie de tous les droits et recours et remplit tous les devoirs d'un créancier garanti que prévoient les articles 17, 59, 61, 62, 63 et 64, les paragraphes 65 (4), (5), (6) et (7) et l'article 66 de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- b) bénéficie d'une sûreté sur les biens grevés pour l'application de l'alinéa 63 (4) c) de cette loi;
- c) bénéficie d'une sûreté sur le bien meuble pour l'application des articles 15 et 16 de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*, s'il s'agit d'un article au sens de cette loi.

(9) Un avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) ou un avis de renouvellement est rédigé sous forme d'un état de financement ou d'un état de modification du financement prescrit par la *Loi sur les sûretés mobilières* et peut être présenté à l'enregistrement par remise à un bureau régional établi en vertu de la partie IV de cette loi ou par envoi par la poste à une adresse prescrite par cette loi.

Enregistrement de documents

(10) Une erreur ou une omission dans un avis de privilège et de sûreté réelle ou du renouvellement de celui-ci ou encore dans la passation ou l'enregistrement de l'avis n'a pas, par elle-même, pour effet de rendre cet avis nul ni d'en réduire les effets, sauf si l'erreur ou l'omission risque d'induire substantiellement en erreur une personne raisonnable.

Erreurs dans des documents

(11) Sous réserve des droits de la Couronne prévus à l'article 87 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte ou de prétendre porter atteinte aux droits et obligations de quiconque visés par cette loi.

Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)

Definition	<p>(12) In this section,</p> <p>“real property” includes fixtures and any interest of a person as lessee of real property.</p> <p>(4) Section 44 of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>(12) La définition qui suit s’applique au présent article.</p> <p>«bien immeuble» S’entend en outre des accessoires fixes et de l’intérêt qu’a une personne en tant que locataire d’un bien immeuble.</p> <p>(4) L’article 44 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	Définition
Other remedies	<p>44. Actions taken under section 43 or 43.1 are in addition to any other methods of enforcement and collection available at law.</p> <p>(5) Section 45 of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>44. Les mesures prises en vertu de l’article 43 ou 43.1 s’ajoutent aux autres méthodes de recouvrement et de perception existant en droit.</p> <p>(5) L’article 45 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	Autres recours
Agreements re: collection of tolls	<p>45. With the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Corporation may enter into reciprocal arrangements and agreements with a government of another jurisdiction or with a person or agency in another jurisdiction providing for the collection of tolls and any matter related to their collection.</p> <p>(6) Subsection 47 (1) of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>45. La Société peut, avec l’approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des arrangements ou accords de réciprocité prévoyant la perception des péages et traitant de toute question se rapportant à leur perception avec le gouvernement d’une autre compétence législative ou avec une personne ou un organisme d’une autre compétence.</p> <p>(6) Le paragraphe 47 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	Accords de perception des péages
Regulations	<p>(1) The Corporation may make regulations,</p> <p>(a) exempting any vehicle or class of vehicles from the application of section 43;</p> <p>(b) governing the registration and validation of toll devices;</p> <p>(c) governing methods of paying tolls and fees.</p> <p>(7) Clause 47 (3) (a) of the Act is repealed and the following substituted:</p> <p>(a) prescribing administrative fees, including different fees based on different administrative costs or on such other criteria that the Lieutenant Governor in Council considers reasonable, for the purpose of section 43;</p> <p>(a.1) prescribing fees to commence a dispute or appeal under section 43.</p>	<p>(1) La Société peut, par règlement :</p> <p>a) soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules à l’application de l’article 43;</p> <p>b) régir l’immatriculation et la validation des appareils à péage;</p> <p>c) régir les modes de paiement des péages et des frais.</p> <p>(7) L’alinéa 47 (3) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>a) prescrire des frais d’administration, y compris des frais différents établis en fonction de coûts d’administration différents ou des autres critères que le lieutenant-gouverneur en conseil estime raisonnables, pour l’application de l’article 43;</p> <p>a.1) prescrire les droits pour présenter une contestation ou interjeter appel en vertu de l’article 43.</p>	Règlements

HIGHWAY TRAFFIC ACT

2. (1) Section 13 of the *Highway Traffic Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 31, section 2 and 1994, chapter 27, section 138, is further amended by adding the following subsection:

(3.1) The number plates shall not be obstructed by any device or material that prevents the entire number plates including

CODE DE LA ROUTE

2. (1) L’article 13 du *Code de la route*, tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 31 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article 138 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Les plaques d’immatriculation ne doivent être cachées par aucun dispositif ou matériel qui empêche celles-ci tout entières ainsi

Same

Idem

the numbers from being identified by an electronic toll system.

(2) Subsection 13 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 31, section 2, is amended by striking out “subsection (2) or (3)” and substituting “subsection (2), (3) or (3.1)”.

(3) The Act is amended by adding the following Part:

PART X.1 TOLL HIGHWAYS

Definitions

191.1 In this Part,

“electronic toll system” means all of the equipment, including the toll devices prescribed under clause 191.4 (a), that is used to electronically determine the amount of tolls owed and who owes them; (“système de péage électronique”)

“toll highway” means a highway that is designated as a toll highway under Part III of the *Capital Investment Plan Act, 1993*. (“voie publique à péage”)

Toll device required

191.2 (1) No person shall drive a motor vehicle on a toll highway unless a validated toll device, as prescribed under clause 191.4 (a), is affixed to the vehicle in accordance with the regulations made under clause 191.4 (b).

Interpretation

(2) For the purpose of subsection (1), a validated toll device is a toll device that is validated under the *Capital Investment Plan Act, 1993*.

Evasion, etc., prohibited

191.3 (1) No person shall engage in an activity or use any device or material for the purpose of evading, obstructing or interfering with the effective operation of an electronic toll system.

Powers of police officer

(2) A police officer may at any time, without a warrant, stop, enter and search a motor vehicle that he or she has reasonable grounds to believe is equipped with or carries or contains a device or material contrary to subsection (1) and may seize and take away any such device or material found in or upon the motor vehicle.

Forfeiture of device, material

(3) When a person is convicted of an offence under this section, any device or material seized under subsection (2) by means of which the offence was committed is forfeited to the Crown.

Sale of interference device prohibited

(4) No person shall sell, offer or advertise for sale any device or material that is designed or intended to interfere with the effective operation of an electronic toll system.

que les numéros d'être identifiés par un système de péage électronique.

(2) Le paragraphe 13 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, à «paragraphe (2) ou (3)», de «paragraphe (2), (3) ou (3.1)».

(3) La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE X.1 VOIES PUBLIQUES À PÉAGE

191.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

«système de péage électronique» L'ensemble du matériel, y compris les appareils à péage prescrits en vertu de l'alinéa 191.4 a), qui sert à établir électroniquement le montant des péages dus et les débiteurs de ceux-ci. («electronic toll system»)

«voie publique à péage» Voie publique désignée comme voie publique à péage en vertu de la partie III de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. («toll highway»)

191.2 (1) Nul ne doit conduire un véhicule automobile sur une voie publique à péage à moins qu'un appareil à péage validé, prescrit en vertu de l'alinéa 191.4 a), ne soit fixé au véhicule conformément aux règlements pris en application de l'alinéa 191.4 b).

Appareil à péage obligatoire

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un appareil à péage validé est un appareil à péage qui est validé aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*.

Interprétation

191.3 (1) Nul ne doit exercer une activité ni utiliser quelque dispositif ou matériel que ce soit dans le but de gêner le bon fonctionnement d'un système de péage électronique, de contourner un tel système ou de nuire à son bon fonctionnement.

Activités interdites

(2) Un agent de police peut, en tout temps et sans mandat, arrêter un véhicule automobile, y entrer et le fouiller lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que le véhicule automobile est muni d'un dispositif ou de matériel, en contient ou en transporte en contravention avec le paragraphe (1). Il peut saisir et emporter tel dispositif ou matériel trouvé dans le véhicule automobile ou sur celui-ci.

Pouvoirs d'un agent de police

(3) Si une personne est reconnue coupable d'une infraction au présent article, le dispositif ou le matériel saisi en vertu du paragraphe (2) et au moyen duquel l'infraction a été commise est confisqué au profit de la Couronne.

Confiscation du dispositif ou du matériel

(4) Nul ne doit vendre ou mettre en vente un dispositif ou du matériel qui est conçu pour nuire ou destiné à nuire au bon fonctionne-

Vente interdite

Regulations

191.4 The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing toll devices for the purpose of section 191.2;
- (b) prescribing the manner in which the toll devices shall be affixed in or on a motor vehicle;
- (c) exempting any vehicle or class of vehicles from the application of section 191.2.

COMMENCEMENT

Commence-
ment

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ment d'un système de péage électronique, ni annoncer la vente de tel dispositif ou matériel.

191.4 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Rèlements

- a) prescrire les appareils à péage pour l'application de l'article 191.2;
- b) prescrire la manière dont les appareils à péage doivent être fixés au véhicule automobile ou dans celui-ci;
- c) soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules à l'application de l'article 191.2.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE F HEALTH SERVICES RESTRUCTURING

PART I AMENDMENTS TO THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Section 8 of the *Ministry of Health Act* is repealed and the following substituted:

Health
Services
Restructur-
ing Commis-
sion

8. (1) The Lieutenant Governor in Council may establish a body to be known in English as the Health Services Restructuring Commission and in French as Commission de restructuration des services de santé.

Members

(2) The members of the Commission shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Corporation

(3) The Commission shall be a corporation without share capital composed of the members of the Commission from time to time.

Application
of *Corpora-
tions Act*

(4) The *Corporations Act* does not apply to the Commission, except as provided by the regulations.

Application
of *Corpora-
tions Infor-
mation Act*

(5) The *Corporations Information Act* does not apply to the Commission.

Capacity and
powers

(6) The Commission has all the capacity and powers of a natural person necessary for carrying out the Commission's duties except as provided by the regulations.

Duties

(7) The Commission shall perform any duties assigned to it by or under this or any other Act.

Same

(8) Where a regulation is made assigning a duty to the Commission, the Lieutenant Governor in Council may provide that only specified members of the Commission are to carry out that duty or that only specified members of the Commission are to carry out that duty within a specified geographic area, and where the regulation so provides, any action or decision of those members shall be deemed to be an action or decision of the Commission.

Immunity
from liability

(9) No proceeding for damages or otherwise shall be commenced against the Commission or against a member, officer, employee or agent of the Commission for any act done in good faith in the execution or intended execution of any of its or their powers or duties or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any of its or their powers or duties.

ANNEXE F RESTRUCTURATION DES SERVICES DE SANTÉ

PARTIE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

1. L'article 8 de la *Loi sur le ministère de la Santé* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un organisme nommé Commission de restructuration des services de santé en français et Health Services Restructuring Commission en anglais.

Commission
de restructu-
ration des
services de
santé

(2) Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Membres

(3) La Commission est une personne morale sans capital-actions composée des membres effectifs de la Commission.

Personne
morale

(4) Sauf disposition contraire des règlements, la *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas à la Commission.

Non-applica-
tion de la *Loi*
sur les per-
sonnes mo-
rales

(5) La *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'applique pas à la Commission.

Non-applica-
tion de la *Loi*
sur les ren-
seignements
exigés des
personnes
morales

(6) Sauf disposition contraire des règlements, la Commission a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Capacité et
pouvoirs

(7) La Commission exerce les fonctions que lui attribuent la présente loi ou toute autre loi ou les règlements d'application de celles-ci.

Fonctions

(8) S'il est pris un règlement qui attribue une fonction à la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prévoir que seuls les membres précisés de la Commission peuvent exercer cette fonction ou que seuls ceux-ci peuvent exercer cette fonction dans une zone géographique précisée, auquel cas une mesure ou une décision prise par ces membres est réputée une mesure ou une décision prise par la Commission.

Idem

(9) Sont irrecevables les instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre la Commission ou contre un membre, un dirigeant, un employé ou un représentant de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exécution ou l'exercice effectifs ou censés tels de ses ou de leurs pouvoirs ou fonctions, ou pour toute négligence ou tout manquement qu'elle ou qu'ils auraient commis dans l'exécution ou l'exercice de

Immunité

2. (1) Section 12 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is further amended by adding the following clause:

(c.1) assigning duties to the Health Services Restructuring Commission and respecting any conditions with respect to the assignment of those duties.

(2) Clause 12 (d.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is amended by adding at the end “or to the Health Services Restructuring Commission”.

(3) Clause 12 (d.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is amended by adding at the end “or of the Health Services Restructuring Commission”.

PART II AMENDMENTS TO THE PUBLIC HOSPITALS ACT

3. The definition of “provincial aid” in section 1 of the *Public Hospitals Act* is repealed.

4. Section 2 of the Act is amended by adding at the end “or an independent health facility under the *Independent Health Facilities Act*”.

5. (1) Subsection 4 (1) of the Act is amended by inserting “or amalgamate two or more hospitals” after “hospital” in the second line.

(2) Subsection 4 (5) of the Act is amended by adding at the end “if the Minister or the Lieutenant Governor in Council, as the case may be, considers it in the public interest to do so”.

6. Sections 5 and 6 of the Act are repealed and the following substituted:

5. (1) The Minister may pay any grant, make any loan and provide any financial assistance to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.

(2) The Minister may impose terms and conditions on grants, loans and financial assistance provided under this section and may from time to time amend or remove the terms and conditions or impose new terms and conditions.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the Minister may, as a condition of providing grants, loans and financial assistance under this section, require the recipient of the funds to secure their repayment in the manner determined by the Minister.

bonne foi de ses ou de leurs pouvoirs ou fonctions.

2. (1) L'article 12 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 74 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

c.1) attribuer des fonctions à la Commission de restructuration des services de santé et traiter des conditions dont est assortie l'attribution de ces fonctions.

(2) L'alinéa 12 d.2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 74 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «ou à la Commission de restructuration des services de santé».

(3) L'alinéa 12 d.3) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 74 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «ou de la Commission de restructuration des services de santé».

PARTIE II MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PUBLICS

3. La définition du terme «aide provinciale» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur les hôpitaux publics* est abrogée.

4. L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction de «, ni à un établissement de santé autonome régi par la *Loi sur les établissements de santé autonomes*».

5. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par insertion de «ou de fusion de deux hôpitaux ou plus» après «morale» à la troisième ligne.

(2) Le paragraphe 4 (5) de la Loi est modifié par adjonction de «si le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, selon le cas, estime que l'intérêt public le justifie».

6. Les articles 5 et 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5. (1) Le ministre peut verser une subvention, consentir un prêt ou fournir une aide financière à un hôpital s'il estime que l'intérêt public le justifie.

(2) Le ministre peut assortir de conditions les subventions, les prêts et l'aide financière alloués en vertu du présent article et modifier ou annuler ces conditions ou en imposer de nouvelles.

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le ministre peut exiger, comme condition d'attribution d'une subvention, d'un prêt ou d'une aide financière prévus au présent article, que le bénéficiaire des fonds

Payments to
hospitals

Terms and
conditions

Security for
payment

Paiements
effectués aux
hôpitaux

Conditions

Garantie de
rembourse-
ment

Reduce or terminate grants, etc.	(4) The Minister may reduce the amount of any grant, loan or financial assistance, may suspend or terminate any grant, loan or financial assistance or may withhold payment in whole or in part of any grant, loan or financial assistance with respect to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.	(4) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, réduire le montant des subventions, des prêts ou de l'aide financière accordés à un hôpital, en suspendre le versement, mettre fin à ces subventions, à ces prêts ou à cette aide financière, ou en refuser le paiement en totalité ou en partie.	Réduction ou fin des subventions, des prêts ou de l'aide financière
Direction to cease operations	6. (1) The Minister may direct the board of a hospital to cease operating as a public hospital on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so.	6. (1) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner au conseil d'un hôpital de cesser ses activités à titre d'hôpital public au plus tard à la date indiquée dans l'ordre.	Ordre de cessation des activités
Direction re specified services	(2) The Minister may direct the board of a hospital to do any of the following on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so: 1. To provide specified services to a specified extent or of a specified volume. 2. To cease to provide specified services. 3. To increase or decrease the extent or volume of specified services.	(2) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner au conseil d'un hôpital de prendre, au plus tard à la date indiquée dans l'ordre, l'une ou plusieurs des mesures suivantes : 1. Fournir des services précisés à un niveau ou selon une quantité précisés. 2. Cesser de fournir des services précisés. 3. Augmenter ou diminuer le niveau ou la quantité des services précisés.	Ordre relatif à des services précisés
Direction to amalgamate	(3) The Minister may direct the boards of two or more hospitals to take all necessary steps required for their amalgamation under section 113 of the <i>Corporations Act</i> on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so.	(3) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner aux conseils de deux hôpitaux ou plus de prendre toutes les mesures nécessaires à leur fusion aux termes de l'article 113 de la <i>Loi sur les personnes morales</i> au plus tard à la date indiquée dans l'ordre.	Ordre de fusionner
Same	(4) When the Minister issues a direction under subsection (3), the Minister's approval of the amalgamation under subsection 4 (1) shall be deemed to be adoption of the amalgamation agreement by all of the members of the amalgamating corporations for the purposes of subsection 113 (3) of the <i>Corporations Act</i> .	(4) Lorsque le ministre donne un ordre en vertu du paragraphe (3), son approbation de la fusion visée au paragraphe 4 (1) est réputée l'adoption de la convention de fusion par tous les membres des personnes morales qui fusionnent pour l'application du paragraphe 113 (3) de la <i>Loi sur les personnes morales</i> .	Idem
Other direction	(5) The Minister may make any other direction related to a hospital that the Minister considers in the public interest.	(5) Le ministre peut donner, relativement à un hôpital, tout autre ordre qu'il estime être dans l'intérêt public.	Autre ordre
Amend, revoke direction	(6) The Minister may amend or revoke a direction made under this section where the Minister considers it in the public interest to do so.	(6) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, modifier ou révoquer l'ordre donné en vertu du présent article.	Modification ou révocation de l'ordre
Duty of board	(7) The board of a hospital shall ensure that a direction of the Minister under this section is carried out in accordance with its terms, this Act and the regulations.	(7) Le conseil d'un hôpital veille à l'exécution de l'ordre donné par le ministre en vertu du présent article, conformément aux conditions qui y sont énoncées, à la présente loi et aux règlements.	Obligation du conseil
Powers of board	(8) Despite any other Act, the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of a hospital, the board shall be deemed to have the unrestricted power to carry out a direction under this section.	(8) Malgré toute autre loi, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements administratifs d'un hôpital, le conseil est réputé avoir le pouvoir illimité	Pouvoirs du conseil

7. Subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Investigators

(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint one or more persons to investigate and report on the quality of the management and administration of a hospital, the quality of the care and treatment of patients in a hospital or any other matter relating to a hospital where the Lieutenant Governor in Council considers it in the public interest to do so.

8. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:

Hospital supervisor

9. (1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a person as a hospital supervisor where the Lieutenant Governor in Council considers it in the public interest to do so.

Term of office

(2) The appointment of a hospital supervisor is valid until terminated by order of the Lieutenant Governor in Council.

Powers of supervisor

(3) Unless the appointment provides otherwise, a hospital supervisor has the exclusive right to exercise all of the powers of the board and, where the hospital is owned or operated by a corporation, of the corporation, its officers and members of the corporation.

Same

(4) The Lieutenant Governor in Council may specify the powers and duties of a hospital supervisor appointed under this section and the terms and conditions governing those powers and duties.

Additional powers of supervisor

(5) If, under the order of the Lieutenant Governor in Council, the board continues to have the right to act with regard to any matters, any such act of the board is valid only if approved in writing by the hospital supervisor.

Right of access

(6) A hospital supervisor appointed for a hospital has the same rights as the board and the administrator of the hospital in respect of the documents, records and information of the board and the hospital.

Report to Minister

(7) A hospital supervisor shall report to the Minister as required by the Minister.

Minister's directions

(8) The Minister may issue directions to a hospital supervisor with regard to any matter within the jurisdiction of the supervisor.

Directions to be followed

(9) A hospital supervisor shall carry out every direction of the Minister.

Public interest

9.1 (1) In making a decision in the public interest under this Act, the Lieutenant Gover-

d'exécuter les ordres donnés en vertu du présent article.

7. Le paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Enquêteurs

(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, nommer une ou plusieurs personnes pour enquêter et présenter un rapport sur la qualité de la gestion et de l'administration d'un hôpital, sur la qualité des soins et des traitements fournis aux malades d'un hôpital ou sur toute autre question relative à un hôpital.

8. L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Superviseur d'un hôpital

9. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, nommer une personne superviseur d'un hôpital.

Mandat

(2) Le superviseur nommé pour un hôpital reste en fonctions jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil mette fin, par décret, à son mandat.

Pouvoirs du superviseur

(3) Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, le superviseur d'un hôpital a le droit exclusif d'exercer tous les pouvoirs du conseil et, si l'hôpital appartient à une association ou est exploité par une association, tous les pouvoirs de celle-ci, de ses dirigeants et de ses membres.

Idem

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut préciser les pouvoirs et fonctions du superviseur d'un hôpital nommé en vertu du présent article ainsi que les conditions les régissant.

Pouvoirs supplémentaires du superviseur

(5) Si, aux termes du décret du lieutenant-gouverneur en conseil, le conseil continue d'avoir le droit d'agir à l'égard de toute question, tout acte du conseil n'est valide que s'il est approuvé par écrit par le superviseur de l'hôpital.

Droit d'accès

(6) Le superviseur nommé pour un hôpital possède les mêmes droits que le conseil et le directeur général de l'hôpital en ce qui concerne les documents, dossiers et renseignements du conseil et de l'hôpital.

Rapport présenté au ministre

(7) Le superviseur d'un hôpital présente un rapport au ministre à la demande de ce dernier.

Ordres du ministre

(8) Le ministre peut donner au superviseur d'un hôpital des ordres sur toute question relevant de la compétence de ce dernier.

Obligation de suivre les ordres

(9) Le superviseur d'un hôpital est tenu d'exécuter les ordres du ministre.

Intérêt public

9.1 (1) Lorsqu'il prend une décision dans l'intérêt public en vertu de la présente loi, le

nor in Council or the Minister, as the case may be, may consider any matter they regard as relevant including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) the quality of the management and administration of a hospital;
- (b) the quality of the care and treatment of patients in the hospital;
- (c) the proper management of the health care system in general; and
- (d) the availability of financial resources for the management of the health care system and for the delivery of health care services.

No proceeding against Crown

(2) No proceeding, other than a proceeding referred to in subsection 10 (2), shall be commenced against the Crown or the Minister with respect to a decision or direction under section 5 or 6, the appointment of an investigator or a hospital supervisor under section 8 or 9 or an action or omission of an investigator or hospital supervisor.

9. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out “under this Act” in the fourth line and substituting “under section 8 or 9 or against a person, persons or a body to whom the Minister’s powers have been assigned under clause 32 (1) (z.1)”.

(2) Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out “or a hospital supervisor” in the fifth line and substituting “hospital supervisor or person, persons or body to whom the Minister’s powers have been assigned”.

10. Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A hospital shall pass by-laws as prescribed by the regulations.

11. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:

13. (1) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any member of a committee of the medical staff of a hospital or of a board or the Appeal Board or of the staff thereof for any act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or the regulations or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any such duty or authority.

By-laws

Protection from liability

lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas, peut prendre en considération toute question qu’il estime pertinente et notamment des questions qui se rapportent à :

- a) la qualité de la gestion et de l’administration d’un hôpital;
- b) la qualité des soins et des traitements fournis aux malades de l’hôpital;
- c) la saine gestion du système de soins de santé en général;
- d) la disponibilité de ressources financières aux fins de la gestion du système de soins de santé et de la prestation des services de santé.

(2) Sont irrecevables les instances, autres que celles visées au paragraphe 10 (2), introduites contre la Couronne ou le ministre à l’égard d’une décision ou d’un ordre visé à l’article 5 ou 6, de la nomination d’un enquêteur ou du superviseur d’un hôpital visée à l’article 8 ou 9 ou d’un acte ou d’une omission d’un enquêteur ou du superviseur d’un hôpital.

Immunité

9. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «un superviseur nommé pour un hôpital en vertu de la présente loi» aux troisième, quatrième et cinquième lignes, de «le superviseur d’un hôpital nommé en vertu de l’article 8 ou 9 ou contre une ou des personnes ou un organisme auxquels les pouvoirs du ministre ont été conférés en vertu de l’alinéa 32 (1) z.1)».

(2) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «ou un superviseur nommé pour un hôpital» aux sixième et septième lignes, de «, par le superviseur d’un hôpital, ou par une ou des personnes ou un organisme auxquels les pouvoirs du ministre ont été conférés».

10. Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) L’hôpital adopte des règlements administratifs selon ce que prescrivent les règlements.

Règlements administratifs

11. L’article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre tout membre d’un comité du personnel médical d’un hôpital ou d’un conseil ou de la Commission d’appel ou contre tout membre de leur personnel pour tout acte accompli de bonne foi dans l’exécution ou l’exercice effectifs ou censés tels de toute fonction ou de tout pouvoir que confèrent la présente loi ou les règlements, ou pour toute négligence ou tout manquement qui aurait été commis dans

Immunité

Same

(2) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any witness in a proceeding or investigation before a committee of the medical staff of a hospital or a board or the Appeal Board for anything done or said in good faith in the course of a meeting, proceeding, investigation or other business of such committee or board.

12. Section 23 of the Act is amended by striking out “provincial aid” in the second and third lines and substituting “a grant, loan or financial assistance under this Act”.

13. (1) Clause 32 (1) (d) of the Act is amended by adding at the end “prescribing provisions of by-laws to be passed by hospitals and providing for filing of by-laws with the Ministry”.

(2) Clause 32 (1) (p) of the Act is amended by adding at the end “and the accounting principles and rules that are to govern any financial reports and returns”.

(3) Clauses 32 (1) (s) and (t) of the Act are repealed and the following substituted:

- (s) governing the manner of determining the amounts of grants, loans and financial assistance that may be made to hospitals under section 5 or the amounts themselves or both, prescribing the time, manner, terms and conditions of payment relating to them and respecting the suspension, withholding, reduction, termination and the making of deductions from grants, loans, financial assistance and payments relating to them;
- (t) respecting matters that relate to or arise as a result of a direction under section 6 including, without limiting the generality of the foregoing, matters related to,
 - (i) the powers and duties of a board that is subject to a direction,
 - (ii) present and future property, rights, privileges and franchises,
 - (iii) present and future liabilities, contracts, disabilities and debts, and
 - (iv) medical records, including their ownership, custody, use, disclosure, retention and disposal;

l'exécution ou l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre un témoin dans une instance ou une enquête devant un comité du personnel médical d'un hôpital ou devant un conseil ou la Commission d'appel pour tout acte accompli ou propos tenu de bonne foi au cours d'une réunion, d'une instance, d'une enquête ou de toute autre activité de ce comité ou de ce conseil. Idem

12. L'article 23 de la Loi est modifié par substitution, à «aide provinciale» aux deuxième et troisième lignes, de «subvention, d'un prêt ou d'une aide financière aux termes de la présente loi».

13. (1) L'alinéa 32 (1) d) de la Loi est modifié par adjonction de «, prescrire les dispositions des règlements administratifs que les hôpitaux doivent adopter et prévoir le dépôt des règlements administratifs auprès du ministère».

(2) L'alinéa 32 (1) p) de la Loi est modifié par adjonction de «, ainsi que des principes et règles comptables qui doivent régir tous rapports, états et relevés financiers».

(3) Les alinéas 32 (1) s) et t) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- s) régir la manière de déterminer les montants des subventions, des prêts et de l'aide financière pouvant être accordés aux hôpitaux en vertu de l'article 5 ou régir les montants eux-mêmes ou ces deux questions, prescrire les dates, modes et conditions de paiement y ayant trait, et traiter de la suspension, du refus de paiement, de la réduction et de la fin des subventions, des prêts et de l'aide financière, ainsi que des retenues dont ceux-ci peuvent faire l'objet et des paiements y ayant trait;
- t) traiter des questions qui se rapportent à un ordre donné en vertu de l'article 6 ou qui en découlent, et notamment des questions qui se rapportent à ce qui suit :
 - (i) les pouvoirs et fonctions d'un conseil visé par un ordre,
 - (ii) les biens, droits, privilèges et concessions actuels et futurs,
 - (iii) les obligations, contrats, incapacités et dettes actuels et futurs,
 - (iv) les dossiers médicaux, y compris la propriété, la garde, l'utilisation, la divulgation, la conservation et la destruction de ceux-ci;

- (u) providing that a board may exercise the powers set out in subsection 44 (1) under conditions other than ceasing to operate as a public hospital and providing that in that case any or all provisions in subsections 37 (3) to (7) and sections 38 to 43 will not apply and, for the purpose, prescribing those conditions;
- (u.1) providing that subsection 44 (4) applies with necessary modifications with respect to a regulation made under clause 32 (1) (u) in the same way it applies with respect to subsection 44 (1);
- (v) where all or one or more of the provisions in subsections 37 (3) to (7) or sections 38 to 43 do not apply, prescribing provisions in substitution for them or in addition to them including, without limiting the generality of the foregoing,
 - (i) procedures to be followed by a hospital or a board in connection with applications for appointment or reappointment, applications for a change in hospital privileges, revoking appointments or cancelling or substantially altering privileges,
 - (ii) conditions under which a physician may require a hearing by the board and provisions relating to such a hearing,
 - (iii) conditions under which a physician may require a hearing by the Hospital Appeal Board and provisions relating to such a hearing,
 - (iv) conditions under which a party to proceedings before a board or the Hospital Appeal Board may appeal to the Divisional Court and provisions relating to such an appeal;
- (w) defining “services”, “hospital foundation” and “hospital subsidiary”;
- (x) respecting the disposition of assets acquired or used for the purposes of a hospital;
- (y) respecting the purchase of assets to be used for the purposes of a hospital;
- u) prévoir qu’un conseil peut exercer les pouvoirs énoncés au paragraphe 44 (1) à certaines conditions, sauf s’il s’agit de cesser ses activités à titre d’hôpital public, et prévoir que, dans ce cas, l’une ou plusieurs ou l’ensemble des dispositions des paragraphes 37 (3) à (7) et des articles 38 à 43 ne s’appliqueront pas et, à cette fin, prescrire ces conditions;
- u.1) prévoir que le paragraphe 44 (4) s’applique, avec les adaptations nécessaires, à l’égard d’un règlement pris en application de l’alinéa 32 (1) u) de la même façon qu’il s’applique à l’égard du paragraphe 44 (1);
- v) si l’ensemble ou une ou plusieurs des dispositions des paragraphes 37 (3) à (7) ou des articles 38 à 43 ne s’appliquent pas, prescrire des dispositions qui les remplacent ou qui s’y ajoutent, notamment des dispositions touchant ce qui suit :
 - (i) les marches à suivre que doit observer un hôpital ou un conseil concernant les demandes de nomination ou de renouvellement de nomination, les demandes de modification des droits hospitaliers, la révocation des nominations ou l’annulation ou la modification importante de ces droits,
 - (ii) les conditions auxquelles un médecin peut exiger la tenue d’une audience par le conseil et les dispositions ayant trait à une telle audience,
 - (iii) les conditions auxquelles un médecin peut exiger la tenue d’une audience par la Commission d’appel des hôpitaux et les dispositions ayant trait à une telle audience,
 - (iv) les conditions auxquelles une partie à une instance introduite devant un conseil ou devant la Commission d’appel des hôpitaux peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire et les dispositions ayant trait à un tel appel;
- w) définir les termes «services», «fondation hospitalière» et «filiale hospitalière»;
- x) traiter de l’aliénation d’éléments d’actif acquis ou utilisés aux fins d’un hôpital;
- y) traiter de l’acquisition d’éléments d’actif devant être utilisés aux fins d’un hôpital;

- | | |
|--|---|
| <p>(z) respecting the dissolution of corporations that own or operate or owned or operated hospitals;</p> <p>(z.1) authorizing any person, group of persons or other body to issue directions under section 6 or subsection 9 (8) in the place of the Minister and respecting any conditions to which that authority may be subject;</p> <p>(z.2) providing that hospitals must prepare and submit physician human resource plans to the Ministry for approval;</p> <p>(z.3) prescribing the form and content of physician human resource plans;</p> <p>(z.4) providing that hospitals must amend their physician human resource plans as required by the Ministry;</p> <p>(z.5) providing that hospitals may appoint physicians to the medical staff only in accordance with approved physician human resource plans.</p> | <p>z) traiter de la dissolution d'associations qui sont ou ont été propriétaires d'hôpitaux ou qui exploitent ou ont exploité des hôpitaux;</p> <p>z.1) autoriser une personne, un groupe de personnes ou un autre organisme à donner des ordres en vertu de l'article 6 ou du paragraphe 9 (8) à la place du ministre et traiter des conditions auxquelles ce pouvoir peut être assujéti;</p> <p>z.2) prévoir que les hôpitaux doivent préparer des plans de dotation en médecins et les soumettre à l'approbation du ministère;</p> <p>z.3) prescrire la forme et le contenu des plans de dotation en médecins;</p> <p>z.4) prévoir que les hôpitaux doivent modifier leurs plans de dotation en médecins à la demande du ministère;</p> <p>z.5) prévoir que les hôpitaux ne peuvent nommer des médecins au sein du personnel médical que conformément aux plans de dotation en médecins approuvés.</p> |
|--|---|

(4) Subsection 32 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) Le paragraphe 32 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Same

(2) Subsection 9.1 (1) applies, with necessary modifications, with respect to a person, persons or body authorized to issue directions under a regulation made under clause (1) (z.1) as if the person, persons or body were the Minister.

(2) Le paragraphe 9.1 (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'une personne, de personnes ou d'un organisme qui sont autorisés à donner des ordres en vertu d'un règlement pris en application de l'alinéa (1) z.1) comme si la ou les personnes ou l'organisme étaient le ministre.

Idem

Same

(3) A regulation made under this Act may be general or particular in its application.

(3) Les règlements pris en application de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Idem

Regulations for subsidiaries, etc.

(4) The Minister may by regulation require hospital subsidiaries and hospital foundations to provide financial reports and returns to the Minister and prescribe the accounting principles and rules to be followed in making those financial reports and returns and the manner in which those financial reports and returns are to be provided.

(4) Le ministre peut, par règlement, exiger que les filiales hospitalières et les fondations hospitalières lui présentent des rapports, états et relevés financiers, et prescrire les principes et règles comptables à respecter pour les établir et leur mode de présentation.

Règlements applicables aux filiales et fondations

14. The Act is amended by adding the following section:

14. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Where hospital ceases to operate

44. (1) If a board of a hospital determines that the hospital will cease to operate as a public hospital or the Minister has directed the board of a hospital to cease to operate as a public hospital, the board may make any decision in the exercise of its powers under section 36 that the board considers necessary or advisable in order to implement the board's determination or the Minister's direction including, without restricting the generality of the foregoing,

44. (1) Si le conseil d'un hôpital établit que l'hôpital doit cesser ses activités à titre d'hôpital public ou si le ministre a ordonné au conseil de cesser ses activités à titre d'hôpital public, le conseil peut prendre toute décision dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 36 qu'il estime nécessaire ou indiquée en vue de mettre à exécution ce qu'il a établi ou l'ordre du ministre, et notamment faire ce qui suit :

Fin des activités de l'hôpital

(a) refuse the application of any physician for appointment or reappointment to the medical staff or for a change in hospital privileges;

(b) revoke the appointment of any physician; and

(c) cancel or substantially alter the privileges of any physician.

No hearing

(2) The board may make a decision under subsection (1) or under a regulation made under clause 32 (1) (u) without holding a hearing.

Non-application

(3) Subsections 37 (3) to (7) and sections 38 to 43 do not apply where the board makes a decision under subsection (1).

Protection from liability

(4) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against a corporation which owns or operates a hospital for any act done in good faith in the execution or intended execution by a board of its authority under subsection (1) or for any alleged neglect or default in the execution in good faith by a board of such authority.

a) refuser la demande de nomination ou de renouvellement de nomination au sein du personnel médical que présente un médecin ou la demande qu'il présente en vue de faire modifier ses droits hospitaliers;

b) révoquer la nomination d'un médecin;

c) annuler ou modifier de façon importante les droits d'un médecin.

(2) Le conseil peut prendre une décision en vertu du paragraphe (1) ou d'un règlement pris en application de l'alinéa 32 (1) u) sans tenir d'audience.

Absence d'audience

(3) Les paragraphes 37 (3) à (7) et les articles 38 à 43 ne s'appliquent pas si le conseil prend une décision en vertu du paragraphe (1).

Non-application

(4) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre une association qui est propriétaire d'un hôpital ou qui exploite un hôpital pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel par un conseil du pouvoir que lui confère le paragraphe (1), ou pour toute négligence ou tout manquement qui aurait été commis dans l'exercice de bonne foi de ce pouvoir par un conseil.

Immunité

PART III AMENDMENTS TO THE PRIVATE HOSPITALS ACT

15. Clause (a) of the definition of "private hospital" in section 1 of the *Private Hospitals Act* is repealed and the following substituted:

(a) an independent health facility within the meaning of the *Independent Health Facilities Act* or a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*.

16. The English version of subsection 7 (3) of the Act is amended by inserting "to renew" after "refuse" in the first line.

17. The Act is amended by adding the following sections:

15.1 (1) The Minister may revoke a licence issued under this Act if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

(2) The licensee shall cease the operation of the private hospital upon receipt of notice of the revocation or on such later date as is specified by the Minister.

15.2 The Minister may reduce or terminate any grant, loan, financial assistance or amount otherwise payable under this or any other Act to or in respect of a private hospital if the

Revocation in public interest

Cessation of operation

Reduction or termination of payments

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PRIVÉS

15. L'alinéa a) de la définition du terme «hôpital privé» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur les hôpitaux privés* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) un établissement de santé autonome au sens de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*.

16. La version anglaise du paragraphe 7 (3) de la Loi est modifiée par insertion de «to renew» après «refuse» à la première ligne.

17. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

15.1 (1) Le ministre peut révoquer tout permis délivré en vertu de la présente loi s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire.

(2) Le titulaire de permis met fin à l'exploitation de l'hôpital privé dès qu'il reçoit l'avis de révocation ou à toute date ultérieure précisée par le ministre.

15.2 Le ministre peut, s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire, réduire le montant des subventions, des prêts ou de l'aide financière ou tout autre montant qui

Révocation de permis dans l'intérêt public

Cessation de l'exploitation

Réduction ou fin des paiements

Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

sont payables à un hôpital privé ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, ou mettre fin à ces subventions, à ces prêts ou à cette aide financière, ou à cet autre montant.

Criteria for decision

15.3 In making a decision in the public interest under section 15.1 or 15.2, the Minister may consider any matter he or she regards as relevant including, without limiting the generality of the foregoing, the proper management of the health care system in general and the availability of financial resources for the management of the health care system and for the delivery of health care services.

15.3 Lorsqu'il prend une décision dans l'intérêt public en vertu de l'article 15.1 ou 15.2, le ministre peut tenir compte de toute question qu'il estime pertinente et notamment de la gestion appropriée du système de soins de santé en général et de la disponibilité des ressources financières aux fins de la gestion du système de soins de santé et aux fins de la prestation des services de santé.

Critères pouvant servir à la décision

Notice

15.4 (1) The Minister may act under section 15.1 or 15.2 without prior notice to the licensee.

15.4 (1) Le ministre n'est pas tenu d'aviser au préalable le titulaire de permis pour agir en vertu de l'article 15.1 ou 15.2.

Avis

Application of ss. 12-15

(2) Sections 12 to 15 do not apply, and no person is entitled to a hearing or an appeal, in respect of a revocation under section 15.1 or a reduction or termination under section 15.2.

(2) Les articles 12 à 15 ne s'appliquent ni à la révocation de permis prévue à l'article 15.1, ni à la réduction ou à la fin des paiements prévues à l'article 15.2, et nul n'a de droit d'audience ou d'appel à cet égard.

Non-application des art. 12 à 15

Temporary control

15.5 (1) If a licence in respect of a private hospital is revoked under section 15.1 and the Minister is of the opinion that the private hospital should continue in operation in order to provide temporarily for the health or safety of patients in the private hospital, the Minister by a written order may take control of and operate the private hospital for a period not exceeding six months.

15.5 (1) Si un permis relatif à un hôpital privé est révoqué en vertu de l'article 15.1 et que le ministre est d'avis que l'hôpital privé devrait continuer d'être exploité pour veiller temporairement à la santé ou à la sécurité des malades s'y trouvant, le ministre peut, par arrêté, prendre la direction de l'hôpital privé et l'exploiter pour une période d'au plus six mois.

Contrôle temporaire

Authority of Minister

(2) If the Minister takes control of and operates a private hospital under this section, the Minister has all the powers in respect of the private hospital of the person or persons to whom the licence was issued or renewed.

(2) S'il prend la direction d'un hôpital privé et l'exploite en vertu du présent article, le ministre possède, à l'égard de l'hôpital privé, tous les pouvoirs conférés à la personne ou aux personnes visées par le permis délivré ou renouvelé.

Pouvoirs du ministre

Appointment

(3) The Minister may appoint one or more persons to operate the private hospital as a representative or representatives of the Minister.

(3) Le ministre peut nommer, à titre de représentants de ce dernier, une ou plusieurs personnes pour exploiter l'hôpital privé.

Nomination de représentants

Effective date

(4) An order under subsection (1) takes effect immediately and is final and binding on the person or persons to whom the licence was issued or renewed.

(4) L'arrêté prévu au paragraphe (1) prend effet immédiatement, est définitif et lie la personne ou les personnes visées par le permis délivré ou renouvelé.

Date de prise d'effet de l'arrêté

Termination of order

(5) An order under subsection (1) may be terminated by the Minister before its expiry date if there are no longer any patients in the private hospital.

(5) Le ministre peut abroger l'arrêté prévu au paragraphe (1) avant sa date d'expiration s'il n'y a plus aucun malade dans l'hôpital privé.

Abrogation de l'arrêté

Repairs

(6) The Minister may have such repairs made to a private hospital that is under the control of the Minister under this section as the Minister considers necessary to prevent, eliminate or reduce harm to or an adverse effect on the health of any person or impairment of the safety of any person.

(6) Le ministre peut, à l'égard de tout hôpital privé dont il assume la direction en vertu du présent article, faire effectuer les réparations qu'il estime nécessaires pour prévenir, éliminer ou réduire tout préjudice à la santé d'une personne ou tout effet nuisible sur la santé d'une personne, ou toute atteinte à sa sécurité.

Réparations

Recovery of costs

(7) The cost of repairs under subsection (6) is a debt due to the Crown in right of Ontario by the person or persons to whom the licence was issued or renewed and may be recovered with costs by action in a court of competent jurisdiction.

(7) Le coût des réparations effectuées en vertu du paragraphe (6) constitue une dette envers la Couronne du chef de l'Ontario qu'ont la personne ou les personnes visées par le permis délivré ou renouvelé, et peut être recouvré, avec les dépens, au moyen d'une action intentée devant un tribunal compétent.

Recouvrement du coût et des dépens

Immunity

15.6 No proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario or against the Minister in respect of,

15.6 Aucune instance ne peut être introduite contre la Couronne du chef de l'Ontario ni contre le ministre pour l'une ou l'autre des mesures suivantes :

Immunité

- (a) a decision, revocation, termination or reduction under section 15.1 or 15.2; or
- (b) an order or any action by the Minister under section 15.5 or by a person appointed by the Minister under that section.

- a) toute décision prise ou toute révocation de permis ou cessation ou réduction de paiements faites en vertu de l'article 15.1 ou 15.2;
- b) tout arrêté du ministre ou toute autre mesure prise par le ministre en vertu de l'article 15.5 ou par une personne nommée par ce dernier en vertu de cet article.

PART IV AMENDMENTS TO THE INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT

PARTIE IV MODIFICATION DE LA LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ AUTONOMES

18. (1) The definition of “facility fee” in subsection 1 (1) of the *Independent Health Facilities Act* is repealed and the following substituted:

18. (1) La définition de «frais d'établissement» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“facility fee” means,

«frais d'établissement» Selon le cas :

- (a) a charge, fee or payment for or in respect of a service or operating cost that,
 - (i) supports, assists and is a necessary adjunct, or any of them, to an insured service, and
 - (ii) is not part of the insured service, or
- (b) a charge, fee or payment for or in respect of a service or class of services designated by the Minister under clause 4 (2) (a). (“frais d'établissement”)

- a) frais, honoraires ou paiement perçus à l'égard d'un service ou de frais d'exploitation qui :
 - (i) d'une part, s'ajoutent, en tant qu'appui, aide et complément nécessaire à un service assuré, ou l'un des trois,
 - (ii) d'autre part, ne font pas partie du service assuré;
- b) frais, honoraires ou paiement perçus à l'égard d'un service ou d'une catégorie de services désignés par le ministre en vertu de l'alinéa 4 (2) a). («facility fee»)

(2) The definition of “independent health facility” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) La définition de «établissement de santé autonome» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“independent health facility” means,

«établissement de santé autonome» Selon le cas :

- (a) a health facility in which one or more members of the public receive services for or in respect of which facility fees are charged or paid, or
- (b) a health facility or a class of health facilities designated by the Minister under clause 4 (2) (b),

- a) établissement de santé où un ou plusieurs particuliers reçoivent des services pour lesquels ou à l'égard desquels des frais d'établissement sont exigés ou payés,
- b) établissement de santé ou catégorie d'établissements de santé désignés par le ministre en vertu de l'alinéa 4 (2) b).

but does not include a health facility referred to in section 2. (“établissement de santé autonome”)

Sont toutefois exclus les établissements de santé mentionnés à l'article 2. («independent health facility»)

(3) The definition of “maximum allowable consideration” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(4) The definition of “medical care” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(5) The definition of “medical record” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

19. (1) Subsection 3 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) No person shall charge a facility fee, or accept payment of a facility fee, for or in respect of a service provided in an independent health facility unless the facility is operated by a person licensed under this Act.

(2) Subsection 3 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) No person shall charge a facility fee, or accept payment of a facility fee, for or in respect of a service provided to an insured person in an independent health facility operated by a person licensed under this Act, unless the fee is charged to, or the payment is received from, the Minister or a prescribed person.

(3) Subsection 3 (4) of the Act is repealed.

20. Section 4 of the Act is amended by inserting the following subsections:

(2) The Minister may designate,

(a) services or classes of services as services for or in respect of which a charge or payment is a facility fee for the purposes of this Act; and

(b) health facilities or classes of health facilities as independent health facilities for the purposes of this Act.

(3) A designation under subsection (2) is subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council.

(4) A designation under subsection (2) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

(5) The Minister shall give notice of a designation under subsection (2) by publishing in *The Ontario Gazette* the list of services or classes of services designated or the list of health facilities or classes of health facilities designated.

(3) La définition de «contrepartie maximale autorisée» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(4) La définition de «soins médicaux» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(5) La définition de «dossier médical» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

19. (1) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Nul ne doit exiger de frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour un service fourni dans un établissement de santé autonome, ou à l'égard de ce service, à moins que l'établissement ne soit exploité par une personne qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi.

(2) Le paragraphe 3 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Nul ne doit exiger de frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour un service, ou à l'égard d'un service, fourni à un assuré dans un établissement de santé autonome exploité par une personne qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, à moins que les frais ne soient exigés du ministre ou d'une personne prescrite, ou payés par l'un ou l'autre.

(3) Le paragraphe 3 (4) de la Loi est abrogé.

20. L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Le ministre peut désigner ce qui suit :

a) des services ou des catégories de services comme services pour lesquels ou à l'égard desquels des frais ou un paiement constituent des frais d'établissement pour l'application de la présente loi;

b) des établissements de santé ou des catégories d'établissements de santé comme établissements de santé autonomes pour l'application de la présente loi.

(3) La désignation prévue au paragraphe (2) est assujettie à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

(4) La désignation prévue au paragraphe (2) ne constitue pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

(5) Le ministre donne avis de la désignation prévue au paragraphe (2) en publiant dans la *Gazette de l'Ontario* la liste des services ou catégories de services désignés ou la liste des établissements de santé ou catégories d'établissements de santé désignés.

Facturation des frais d'établissement

Idem

Services et établissements désignés

Approbation de la désignation

Pas un règlement

Avis de désignation

Billing facility fees

Same

Designated services and facilities

Approval of designation

Not a regulation

Notice of designation

Designation in effect	(6) A designation under subsection (2) is not effective until it is published in accordance with subsection (3).	(6) La désignation prévue au paragraphe (2) ne prend pas effet tant qu'elle ne fait pas l'objet d'une publication conformément au paragraphe (3).	Prise d'effet de la désignation
	21. Subsections 5 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:	21. Les paragraphes 5 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Decision to request proposals	(1) The Minister may at any time authorize the Director to request one or more proposals for the establishment and operation of one or more independent health facilities by, <ul style="list-style-type: none"> (a) sending a request for a proposal to one or more specified persons; or (b) publishing a notice in a newspaper of general circulation in Ontario, or in a newspaper of general circulation in a part of Ontario, to the effect that proposals for the establishment and operation of an independent health facility may be submitted to the Director and giving information as to how to obtain a copy of the request for proposals. 	(1) Le ministre peut autoriser le directeur à procéder à un ou plusieurs appels d'offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un ou de plusieurs établissements de santé autonomes : <ul style="list-style-type: none"> a) soit en lançant un appel d'offres restreint à une ou plusieurs personnes précises, b) soit en publiant un avis dans un journal à grande diffusion dans la province ou dans une région de l'Ontario, annonçant que des offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome peuvent être présentées au directeur et indiquant comment obtenir une copie de l'appel d'offres. 	Appel d'offres
Same	(2) In deciding whether or not to authorize the Director to request proposals, the Minister shall consider, <ul style="list-style-type: none"> (a) the nature of the services to be provided in the independent health facility; (b) the extent to which the services are already available in Ontario or in any part of Ontario; (c) the need for the services in Ontario or any part of Ontario; (d) the future need for the services in Ontario or any part of Ontario; (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility. 	(2) Pour décider s'il doit autoriser le directeur à procéder à des appels d'offres, le ministre tient compte de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) le genre de services devant être fournis dans l'établissement de santé autonome; b) la mesure dans laquelle ces services sont déjà offerts en Ontario ou dans une région de l'Ontario; c) la nécessité d'offrir ces services en Ontario ou dans une région de l'Ontario; d) la nécessité future d'offrir ces services en Ontario ou dans une région de l'Ontario; e) le coût prévu, en deniers publics, de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome; f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome. 	Idem
	22. (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out "Subject to section 8" in the first line.	22. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par suppression de «Sous réserve de l'article 8,» à la première ligne.	
	(2) Subsections 6 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:	(2) Les paragraphes 6 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Limitations and conditions	(3) A licence may be subject to such limitations and conditions as may be prescribed or as may be specified by the Director and set out in the licence.	(3) Un permis est assujéti aux restrictions et conditions qui sont prescrites ou qui sont précisées par le directeur et énoncées dans le permis.	Restrictions et conditions
Same	(4) The Director may specify as a limitation of a licence the list of services or types of	(4) Le directeur peut préciser, comme restriction du permis, la liste des services ou des catégories de services que l'établissement	Idem

services in respect of which the independent health facility is licensed.

23. Sections 7 and 8 of the Act are repealed and the following substituted:

Application
for a licence

7. (1) A person who is operating a health facility on and before the day the facility is designated as an independent health facility under clause 4 (2) (b) may apply to the Director for a licence to operate the health facility as an independent health facility.

Same

(2) If a service is provided in a health facility on and before the day that the service is designated under clause 4 (2) (a), the operator of the facility may apply to the Director for a licence to operate the facility as an independent health facility.

Same

(3) If a service is provided in a health facility on and before the day a regulation made under this Act or under the *Health Insurance Act* comes into force with the result that a facility fee may not be charged or paid for the service unless charged or paid in accordance with this Act, the operator of that facility may apply to the Director for a licence to operate the health facility as an independent health facility.

Time of
application

(4) An application under subsection (1), (2) or (3) shall be made within one year of the day a designation referred to in subsection (1) or (2) takes effect or within one year of the day the regulation referred to in subsection (3) comes into force.

Application

(5) Subsections 5 (5) and (6) and sections 6 and 9 apply with necessary modifications to an application for a licence under this section.

Operation of
facility
during one-
year period

(6) Despite subsection 3 (1), a person who is entitled to apply for a licence under subsection (1), (2) or (3) may continue to operate the independent health facility without a licence,

- (a) until the end of the one-year period within which an application under this section must be made; or
- (b) if the person applies for a licence at or before the end of the one-year period, until the day the application is refused or the day the licence is issued.

Billing pa-
tients during
one-year
period

(7) Despite subsections 3 (2) and (3), a person who operates an independent health facility under subsection (6) may charge, or accept payment of, a facility fee for or in respect of services provided in the facility that,

de santé autonome peut fournir en vertu du permis.

23. Les articles 7 et 8 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

7. (1) La personne qui exploite un établissement de santé le jour où l'établissement est désigné comme établissement de santé autonome en vertu de l'alinéa 4 (2) b), et avant ce jour, peut demander au directeur un permis pour exploiter l'établissement comme établissement de santé autonome.

Demande de
permis

(2) Si un service est fourni dans un établissement de santé le jour où ce service est désigné en vertu de l'alinéa 4 (2) a) et avant ce jour, l'exploitant de l'établissement peut demander au directeur un permis pour exploiter l'établissement comme établissement de santé autonome.

Idem

(3) Si un service est fourni dans un établissement de santé le jour où un règlement pris en application de la présente loi ou de la *Loi sur l'assurance-santé* entre en vigueur et avant ce jour, et qu'il s'ensuit que des frais d'établissement ne peuvent pas être exigés ni payés pour ce service à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi, l'exploitant de cet établissement peut demander au directeur un permis pour exploiter l'établissement de santé comme établissement de santé autonome.

Idem

(4) La demande prévue au paragraphe (1), (2) ou (3) est présentée dans l'année qui suit le jour où la désignation mentionnée au paragraphe (1) ou (2) prend effet ou le règlement mentionné au paragraphe (3) entre en vigueur.

Délai de pré-
sentation de
la demande

(5) Les paragraphes 5 (5) et (6) et les articles 6 et 9 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une demande de permis présentée en vertu du présent article.

Application

(6) Malgré le paragraphe 3 (1), la personne qui a le droit de demander un permis en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3) peut continuer d'exploiter sans permis l'établissement de santé autonome :

Exploitation
pendant un
an

- a) soit jusqu'à l'expiration du délai d'un an pendant lequel une demande de permis en vertu du présent article doit être présentée;
- b) soit, si la personne demande un permis avant l'expiration du délai d'un an, jusqu'au jour où la demande est refusée ou le permis est délivré.

(7) Malgré les paragraphes 3 (2) et (3), la personne qui exploite un établissement de santé autonome en vertu du paragraphe (6) peut exiger des frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour des services fournis dans

Facturation
pendant un
an

- (a) were designated under clause 4 (2) (a); or
- (b) are, as a result of the coming into force of a regulation referred to in subsection (3), services for or in respect of which facility fees may not be charged or paid unless charged or paid in accordance with this Act.

Who to charge

(8) A facility fee charged or paid under subsection (7) may be charged to, and payment may be accepted from, any person, unless subsection (9) applies.

Same

(9) A facility fee charged or paid under subsection (7) shall not be charged to, and payment shall not be accepted from, a person other than the Minister or a person prescribed under subsection 3 (3) if, before the day of the designation under clause 4 (2) (a) or (b) or the day the regulation referred to in subsection (3) comes into force, as the case may be, the service was paid for under the Ontario Health Insurance Plan, whether it was paid on a fee for service basis or otherwise.

Notice that subs. (6) does not apply

(10) If the Director has reasonable and probable ground to believe that an independent health facility operated under subsection (6) is being operated or will be operated in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person, the Director may, by written notice, inform the person who operates the facility that subsection (6) no longer applies to the facility and direct the person to cease operating the facility and, if applicable, to cease charging and accepting payment of facility fees effective on the date specified in the notice.

Order is final

(11) A direction made under subsection (10) is final.

Adding services to licence

8. (1) A person who is licensed to operate an independent health facility may, in the circumstances set out in subsection (2), apply to the Director to amend the limitations on the person's licence to add another service to the list of services in respect of which the person is licensed.

Same

(2) A person may apply under subsection (1) if,

- (a) the additional service in respect of which the application is made is provided at the same place as the place in which the person licensed under this

l'établissement, ou à l'égard de ceux-ci, qui, selon le cas :

- a) étaient désignés en vertu de l'alinéa 4 (2) a);
- b) sont, en raison de l'entrée en vigueur d'un règlement mentionné au paragraphe (3), des services pour lesquels ou à l'égard desquels des frais d'établissement ne peuvent pas être exigés ni payés à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi.

(8) Les frais d'établissement exigés ou payés aux termes du paragraphe (7) peuvent être exigés, et leur paiement peut être accepté, de quiconque à moins que ne s'applique le paragraphe (9).

Personne visée par la facturation

(9) Les frais d'établissement exigés ou payés aux termes du paragraphe (7) ne doivent pas être exigés, et leur paiement ne doit pas être accepté, d'une personne autre que le ministre ou une personne prescrite visée au paragraphe 3 (3) si, avant le jour de la désignation prévue à l'alinéa 4 (2) a) ou b) ou le jour où le règlement mentionné au paragraphe (3) entre en vigueur, selon le cas, le service a été remboursé par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario, qu'il ait été payé à l'acte ou autrement.

Idem

(10) S'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un établissement de santé autonome exploité en vertu du paragraphe (6) est ou sera exploité d'une manière préjudiciable à la santé, à la sécurité ou au bien-être d'une personne, le directeur peut, au moyen d'un avis écrit, informer la personne qui exploite l'établissement que le paragraphe (6) ne s'applique plus à l'établissement et lui ordonner de cesser d'exploiter l'établissement et, le cas échéant, de cesser d'exiger des frais d'établissement, et d'en accepter le paiement, à compter de la date précisée dans l'avis.

Avis de la non-application du par. (6)

(11) L'ordre donné en vertu du paragraphe (10) est définitif.

L'ordre est définitif

8. (1) La personne qui est titulaire d'un permis pour exploiter un établissement de santé autonome peut, dans les circonstances énoncées au paragraphe (2), demander au directeur de modifier les restrictions de son permis afin d'ajouter un autre service à la liste des services à l'égard desquels elle est titulaire d'un permis.

Adjonction de services

(2) Une personne peut présenter une demande en vertu du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :

Idem

- a) le service supplémentaire à l'égard duquel la demande est présentée est fourni au même endroit que celui où la personne titulaire d'un permis délivré en

	Act operates the independent health facility; and	vertu de la présente loi exploite l'établissement de santé autonome;	
	(b) the additional service is provided at that same place on and before the day,	b) le service supplémentaire est fourni à ce même endroit l'un ou l'autre des jours suivants et avant ce jour :	
	(i) the Minister designates the additional service under clause 4 (2) (a) as a service for or in respect of which a charge, fee or payment is a facility fee, or	(i) le jour où le ministre désigne le service supplémentaire en vertu de l'alinéa 4 (2) a) comme service pour lequel ou à l'égard duquel des frais, des honoraires ou un paiement constituent des frais d'établissement,	
	(ii) a regulation made under this Act or under the <i>Health Insurance Act</i> comes into force if the effect of the regulation is to render the additional service a service for or in respect of which facility fees may not be charged or paid unless charged or paid in accordance with this Act.	(ii) le jour où un règlement pris en application de la présente loi ou de la <i>Loi sur l'assurance-santé</i> entre en vigueur si le règlement a pour effet de faire du service supplémentaire un service pour lequel ou à l'égard duquel des frais d'établissement ne peuvent être exigés ni payés à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi.	
Time of application	(3) An application under subsection (1) shall be made within one year of the day the designation referred to in subclause (2) (b) (i) takes effect or within one year of the day the regulation referred to in subclause (2) (b) (ii) comes into force, as the case may be.	(3) La demande prévue au paragraphe (1) est présentée dans l'année qui suit le jour où, selon le cas, la désignation mentionnée au sous-alinéa (2) b) (i) prend effet ou le règlement mentionné au sous-alinéa (2) b) (ii) entre en vigueur.	Délai de présentation de la demande
Application	(4) Subsections 5 (5) and (6) and sections 6 and 9 apply with necessary modifications to an application to amend a licence made under this section.	(4) Les paragraphes 5 (5) et (6) et les articles 6 et 9 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une demande de modification d'un permis présentée en vertu du présent article.	Application
Provision of services during one-year period	(5) Despite subsection 3 (1), if a person is entitled to apply to amend the limitations on a licence under subsection (1), the service, in respect of which the application may be made, may be provided in the facility operated by that person,	(5) Malgré le paragraphe 3 (1), si une personne a le droit de demander que soient modifiées les restrictions d'un permis en vertu du paragraphe (1), le service à l'égard duquel la demande peut être présentée peut être fourni dans l'établissement exploité par cette personne :	Prestation de services pendant un an
	(a) until the end of the one-year period within which the person must apply to amend the limitations on a licence under subsection (3); or	a) soit jusqu'à l'expiration du délai d'un an pendant lequel elle doit demander que soient modifiées les restrictions d'un permis aux termes du paragraphe (3);	
	(b) if the person applies to amend the limitations on a licence at or before the end of the one-year period, until the licence is amended or the application is refused.	b) soit, si la personne demande que soient modifiées les restrictions d'un permis avant l'expiration du délai d'un an, jusqu'au jour où le permis est modifié ou la demande est refusée.	
Billing patients	(6) Despite subsections 3 (2) and (3), a person who is operating a facility in which a service is provided under subsection (5) may charge facility fees in respect of the service to, and accept payment of facility fees in respect of the service from, any person unless subsection (7) applies.	(6) Malgré les paragraphes 3 (2) et (3), la personne qui exploite un établissement dans lequel un service est fourni aux termes du paragraphe (5) peut exiger des frais d'établissement à l'égard de ce service, ou en accepter le paiement, de quiconque à moins que le paragraphe (7) ne s'applique.	Facturation à l'égard d'un service à des patients

Billing
Minister

(7) A facility fee for or in respect of a service provided under subsection (5) shall not be charged to, and payment shall not be accepted from, a person other than the Minister or a person prescribed under subsection 3 (3) if, before the day of the designation referred to in clause (2) (a) or the day the regulation referred to in clause (2) (b) comes into force, as the case may be, the service was paid for under the Ontario Health Insurance Plan, whether it was paid on a fee for service basis or otherwise.

Notice that
subs. (5)
does not
apply

(8) If the Director has reasonable and probable ground to believe that a service provided under subsection (5) is being provided or will be provided in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person, the Director may, by written notice, inform the person who operates the facility that subsection (5) no longer applies to the facility and direct the person,

- (a) to ensure that the service is no longer provided in the facility effective on the date specified in the notice; and
- (b) if applicable, to cease charging and accepting payment of facility fees in respect of the service effective on the date specified in the notice.

Order is final

(9) A direction made under subsection (8) is final.

24. (1) Subsection 9 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Minister may
direct refusal
to issue
licence

(1) At any time after the Minister authorizes the Director to request one or more proposals for the establishment and operation of an independent health facility and before all of the licences are issued, the Minister may direct the Director in writing not to issue a licence in respect of the request for proposals.

(2) Clauses 9 (2) (e) and (f) of the Act are repealed and the following substituted:

- (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and
- (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility.

(3) Subsections 9 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(3) Upon receipt of a direction under subsection (1), the Director shall give written notice of the Minister's direction to every person who submitted a proposal.

(4) If notice of the request for proposals was published in a newspaper of general circulation in Ontario or in a part of Ontario and

Notice of
direction not
to license

Public notice

Facturation
du ministre

(7) Les frais d'établissement pour un service fourni aux termes du paragraphe (5), ou à l'égard de ce service, ne doivent pas être exigés, et leur paiement ne doit pas être accepté, d'une personne autre que le ministre ou une personne prescrite visée au paragraphe 3 (3) si, avant le jour de la désignation visée à l'alinéa (2) a) ou le jour où le règlement mentionné à l'alinéa (2) b) entre en vigueur, selon le cas, le service a été remboursé par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario, qu'il ait été payé à l'acte ou autrement.

Avis de la
non-applica-
tion du
par. (5)

(8) S'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un service fourni aux termes du paragraphe (5) est ou sera fourni d'une manière préjudiciable à la santé, à la sécurité ou au bien-être d'une personne, le directeur peut, au moyen d'un avis écrit, informer la personne qui exploite l'établissement que le paragraphe (5) ne s'applique plus à l'établissement et lui ordonner ce qui suit :

- a) faire en sorte que le service ne soit plus fourni dans l'établissement à compter de la date précisée dans l'avis;
- b) le cas échéant, cesser d'exiger des frais d'établissement à l'égard de ce service et d'en accepter le paiement, à compter de la date précisée dans l'avis.

(9) L'ordre donné en vertu du paragraphe (8) est définitif.

L'ordre est
définitif

24. (1) Le paragraphe 9 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Après avoir autorisé le directeur à procéder à un ou plusieurs appels d'offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome et avant la délivrance de tous les permis, le ministre peut donner par écrit au directeur la directive de ne pas délivrer un permis relativement à l'appel d'offres.

Le ministre
peut ordon-
ner de ne pas
délivrer le
permis

(2) Les alinéas 9 (2) e) et f) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- e) le coût prévu, en deniers publics, de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome;
- f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome.

(3) Les paragraphes 9 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il reçoit une directive aux termes du paragraphe (1), le directeur donne un avis écrit de la directive du ministre aux personnes qui ont présenté une offre.

Avis de di-
rective de ne
pas délivrer
de permis

(4) Si un avis d'appel d'offres a été publié dans un journal à grande diffusion en Ontario ou dans une région de l'Ontario et que le mi-

Avis au
public

the Minister issues a direction under this section before the final day for the submission of proposals, the Director shall, in addition to giving notice under subsection (3), publish notice of the direction in the newspaper in which the notice of the request for proposals was published.

25. Section 10 of the Act is repealed and the following substituted:

Relocation

10. (1) An operator of an independent health facility who wishes to relocate the facility shall apply to the Director for approval of the relocation in advance of the relocation.

Approval

(2) The Director may approve the relocation subject to such conditions as he or she sees fit to impose.

Request for information

(3) The Director may require such information of the licensee or of any other person as is necessary to decide whether or not to grant an approval.

Deemed approval

(4) Any relocation approved by the Director before the day the *Independent Health Facilities Amendment Act, 1995* comes into force shall be deemed to have been approved in accordance with this section.

26. Section 11 of the Act is amended by inserting the following subsection:

Maximum allowable consideration

(4.1) The maximum allowable consideration payable with respect to the transfer of a licence is,

(a) zero; or

(b) if the licence is a licence with respect to an independent health facility that was first licensed under section 7 or that was first licensed under section 7 as that section read on April 23, 1990, the amount prescribed or determined in accordance with the prescribed method.

27. (1) Subsection 18 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Order effective immediately

(3) An order under subsection (2) takes effect immediately upon notice of the order being served on the licensee.

(2) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsections:

Service of notice

(6) The Director may serve notice of an order under subsection (2) by sending the notice by facsimile or by any other means that produces a paper record or by any other prescribed method of delivery.

Deemed receipt

(7) If the Director serves notice in a manner described in subsection (6), the licensee shall be deemed to have received the notice on the day it is sent.

nistre donne une directive en vertu du présent article avant la date limite de présentation des offres, le directeur, outre l'avis qu'il donne aux termes du paragraphe (3), publie un avis de la directive dans le journal dans lequel l'avis d'appel d'offres a été publié.

25. L'article 10 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) L'exploitant d'un établissement de santé autonome qui désire déplacer l'établissement demande au préalable au directeur d'approuver le déplacement.

(2) Le directeur peut approuver le déplacement, sous réserve des conditions qu'il estime appropriées.

(3) Le directeur peut demander au titulaire du permis ou à toute autre personne de lui fournir les renseignements nécessaires pour donner ou refuser de donner son approbation.

(4) Le déplacement approuvé par le directeur avant le jour où la *Loi de 1995 modifiant la Loi sur les établissements de santé autonomes* entre en vigueur est réputé avoir été approuvé conformément au présent article.

26. L'article 11 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4.1) La contrepartie maximale autorisée à l'égard d'une cession de permis est, selon le cas :

a) zéro;

b) si le permis est un permis à l'égard d'un établissement de santé autonome pour lequel le premier permis a été délivré en vertu de l'article 7, ou en vertu de l'article 7 tel qu'il existait le 23 avril 1990, le montant prescrit ou déterminé selon la méthode prescrite.

27. (1) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'ordre donné en vertu du paragraphe (2) prend effet dès qu'un avis d'ordre a été signifié au titulaire du permis.

(2) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6) Le directeur peut signifier l'avis d'ordre visé au paragraphe (2) en l'envoyant par télécopieur ou par un autre moyen produisant un document-papier ou en recourant à un autre moyen prescrit.

(7) Si le directeur signifie un avis de la façon prévue au paragraphe (6), le titulaire du permis est réputé avoir reçu l'avis le jour de son envoi.

Déplacement

Approbation

Demande de renseignements

Approbation réputée

Contrepartie maximale autorisée

Prise d'effet immédiate de l'ordre

Signification de l'avis

Réception réputée

No stay

(8) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made in accordance with subsection (4), or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of a suspension of a licence ordered under subsection (2).

No interim
order to stay

(9) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay the suspension of a licence ordered under subsection (2).

28. (1) Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) The Minister may direct the Director in writing to,

(a) revoke or refuse to renew a licence; or

(b) eliminate services from the list of services in respect of which an independent health facility is licensed.

(2) Clauses 19 (2) (e) and (f) of the Act are repealed and the following substituted:

(e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and

(f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility.

(3) Subsection 19 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Upon receipt of a direction under subsection (1), the Director must give the licensee at least six months written notice of the revocation, refusal to renew or elimination of services from the list of services in respect of which an independent health facility is licensed.

(4) Subsection 19 (4) of the Act is amended by striking out “to not renew the licence” in the last line.

(5) Subsection 19 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

(7) Section 20 does not apply to a refusal to renew a licence, a revocation of a licence or an elimination of services under this section.

29. The Act is amended by inserting the following section:

(8) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission faite conformément au paragraphe (4), ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, n'a pas pour effet de surseoir à la suspension d'un permis ordonnée en vertu du paragraphe (2).

(9) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à la suspension d'un permis ordonnée en vertu du paragraphe (2).

28. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le ministre peut donner par écrit au directeur la directive, selon le cas :

a) de révoquer ou refuser de renouveler un permis;

b) d'éliminer des services de la liste des services que l'établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.

(2) Les alinéas 19 (2) e) et f) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

e) le coût prévu, en deniers publics, de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome;

f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome.

(3) Le paragraphe 19 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il reçoit une directive donnée en vertu du paragraphe (1), le directeur doit donner au titulaire du permis un préavis écrit d'au moins six mois de la révocation du permis, du refus de le renouveler ou de l'élimination de services de la liste des services que l'établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.

(4) Le paragraphe 19 (4) de la Loi est modifié par suppression de «de ne pas renouveler le permis» aux septième et huitième lignes.

(5) Le paragraphe 19 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) L'article 20 ne s'applique pas à la révocation d'un permis, au refus de le renouveler ou à l'élimination de services en vertu du présent article.

29. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Aucun sursis

Aucune
ordonnance
provisoire

Révocation
d'un permis
ou refus de le
renouveler

Avis au titulaire du permis

Aucun appel

Refusal to
renew or
revoke
licence by
Minister

Notice to licensee

No appeal

Amendments
to conditions
of licence

20.1 (1) The Director may at any time amend the limitations and conditions of a licence.

Same

(2) Despite subsection (1), the Director shall not amend the limitations of a licence so as to eliminate services from the list of services and types of services in respect of which an independent health facility is licensed unless,

- (a) there is reasonable ground to believe that the eliminated services are not being provided or will not be provided in a responsible manner in accordance with this Act or the regulations or any other Act or regulation that applies to the facility;
- (b) there is reasonable ground to believe that the eliminated services are being provided, or will be provided, in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person; or
- (c) the licensee has ceased to provide the services for a period of at least six months and is not taking reasonable steps to begin providing the services again.

Amendment
takes effect
immediately

(3) An amendment under subsection (2) takes effect immediately upon notice being served under subsection (4).

Notice of
amendment

(4) The Director shall serve notice of an amendment under subsection (2), together with reasons therefor, on the licensee.

Service of
notice

(5) The Director may serve notice of an amendment under subsection (2) by sending the notice by facsimile or by any other means that produces a paper record or by any other prescribed method of delivery.

Deemed
receipt

(6) If the Director serves notice in a manner described in subsection (5), the licensee shall be deemed to have received the notice on the day it is sent.

Application

(7) Subsections 20 (2) to (6) and sections 21, 22 and 23 apply with necessary modifications where the Director amends the limitations of a licence under subsection (2).

No stay of
decision

(8) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made in accordance with section 20, or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of the operation of an amendment made under this section.

No interim
order

(9) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not

20.1 (1) Le directeur peut modifier les restrictions et conditions d'un permis.

Modifica-
tions aux
conditions
du permis

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), le directeur ne doit pas modifier les restrictions d'un permis de façon à éliminer des services de la liste des services et des catégories de services qu'un établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis, sauf dans les circonstances suivantes :

- a) il existe des motifs raisonnables de croire que les services à éliminer ne sont ou ne seront pas fournis d'une façon qui soit responsable et conforme à la présente loi ou aux règlements ou à une autre loi ou un autre règlement qui s'appliquent à l'établissement;
- b) il existe des motifs raisonnables de croire que les services à éliminer sont ou seront fournis d'une manière préjudiciable pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'une personne;
- c) le titulaire du permis a cessé de fournir les services depuis au moins six mois et ne fait pas de démarches raisonnables en vue de recommencer à les fournir.

(3) Une modification faite en vertu du paragraphe (2) prend effet dès qu'un avis a été signifié en vertu du paragraphe (4).

Prise d'effet
immédiate de
la modifica-
tion

(4) Le directeur signifie au titulaire du permis un avis motivé d'une modification faite en vertu du paragraphe (2).

Avis de
modification

(5) Le directeur peut signifier l'avis de modification visé au paragraphe (2) en l'envoyant par télécopieur ou par un autre moyen produisant un document-papier ou en recourant à un autre moyen prescrit.

Signification
de l'avis

(6) Si le directeur signifie un avis de la façon prévue au paragraphe (5), le titulaire du permis est réputé avoir reçu l'avis le jour de son envoi.

Réception
réputée

(7) Les paragraphes 20 (2) à (6) et les articles 21, 22 et 23 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, lorsque le directeur modifie les restrictions d'un permis aux termes du paragraphe (2).

Application

(8) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission faite conformément à l'article 20, ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, ne suspend pas l'effet d'une modification faite en vertu du présent article.

Pas de sus-
pension de la
décision

(9) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Com-

Aucune
ordonnance
provisoire

make an interim order to stay the operation of an amendment under this section.

30. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

Minister to pay for services

24. (1) The Minister shall pay such amounts as may be prescribed for services rendered in an independent health facility.

Minister may pay costs

(2) Subject to the regulations, the Minister may pay all or part of the capital costs or operating costs of an independent health facility or of the costs of the services provided in an independent health facility according to the method of payment approved by the Minister.

Recoveries

(3) If the Minister is of the opinion that amounts that, for a prescribed reason, should not have been paid to a person were in fact paid to the person under subsection (1), the Minister may set off the amount against any amounts payable to the person under this section in the future.

Costs of establishing

(4) The Minister may pay all or part of the costs of establishing an independent health facility.

Delegation

(5) The Minister may delegate any power of the Minister under this section.

31. Subsection 26 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Idem

(2) If the Director is of the opinion that there is reasonable ground to believe that the quality and standards of a service provided in a health facility operated under subsection 7 (6), or of a service provided under subsection 8 (5), do not comply with the regulations or, in the absence of regulations, do not conform to the generally accepted quality and standards for the health facility and for services provided in such a facility, the Director may give notice to the Registrar.

32. (1) Subsection 30 (1) of the Act, exclusive of the clauses, is repealed and the following substituted:

Powers of assessors

(1) For the purposes of assessing the health care provided to one or more persons in a health facility, an assessor may, at any reasonable time,

(2) Subsection 30 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (a), by inserting “and” at the end of clause (b) and by inserting the following clause:

(c) if the consent of the person who is to receive services has been obtained,

mission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à l'effet d'une modification faite en vertu du présent article.

30. L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. (1) Le ministre paie les montants prescrits pour les services fournis dans un établissement de santé autonome.

Paiement des services par le ministre

(2) Sous réserve des règlements, le ministre peut payer, selon le mode de paiement qu'il choisit, la totalité ou une partie des coûts en immobilisations ou des frais d'exploitation d'un établissement de santé autonome ou des coûts des services fournis dans celui-ci.

Paiement facultatif des coûts par le ministre

(3) S'il est d'avis que des montants qui n'auraient pas dû, pour un motif prescrit, être payés à une personne lui ont été payés en vertu du paragraphe (1), le ministre peut déduire ces montants des montants payables à cette personne en vertu du présent article à l'avenir.

Recouvrement

(4) Le ministre peut payer la totalité ou une partie du coût de l'ouverture d'un établissement de santé autonome.

Coût de l'ouverture

(5) Le ministre peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article.

Délégation

31. Le paragraphe 26 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) S'il est d'avis qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la qualité et les normes d'un service fourni dans un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6), ou d'un service fourni en vertu du paragraphe 8 (5), ne sont pas conformes aux règlements ou, en l'absence de règlements, ne sont pas conformes à la qualité et aux normes généralement reconnues pour cet établissement de santé et les services fournis dans un tel établissement, le directeur peut en donner avis au registraire.

Idem

32. (1) Le paragraphe 30 (1) de la Loi, sauf les alinéas, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Dans le but d'évaluer les soins médicaux fournis à une ou plusieurs personnes dans un établissement de santé, l'évaluateur peut, à toute heure raisonnable :

Pouvoirs des évaluateurs

(2) Le paragraphe 30 (1) de la Loi est modifié par suppression de «d'une part,» à la première ligne de l'alinéa a) et de «d'autre part,» à la première ligne de l'alinéa b), et par adjonction de l'alinéa suivant :

c) observer le personnel de l'établissement pendant qu'il fournit des services à des

observe the staff of the facility providing services to members of the public.

33. (1) Clause 32 (1) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 7 (3)” in the second line and substituting “subsection 7 (6)”.

(2) Subsection 32 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (a), by inserting “and” at the end of clause (b) and by inserting the following clause:

- (c) in respect of a health facility in which a service is provided under subsection 8 (5), to ensure that the quality and standards of the service provided under subsection 8 (5) comply with the regulations or, in the absence of regulations, conform to the generally accepted quality and standards for the service.

(3) Subsection 32 (6) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) if the consent of the person who is to receive services has been obtained, observe the staff of the facility providing services to members of the public.

34. The Act is amended by adding the following sections:

37.1 (1) Despite subsection 37 (2) and subject to the conditions set out in the regulations, the Minister may collect, directly or indirectly, use or disclose personal information for purposes related to the administration of the *Independent Health Facilities Act*, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for other prescribed purposes.

Minister to collect information

Agreements

(2) Despite subsection 37 (2) and subject to the conditions set out in the regulations, the Minister may enter into agreements to collect, use or disclose personal information for the purposes of the administration of the *Independent Health Facilities Act*, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for a prescribed purpose.

Same

(3) An agreement under subsection (2) shall provide that personal information, collected or disclosed under the agreement will be used only,

- (a) to verify the accuracy of information held by a party to the agreement;
- (b) to administer or enforce a law administered by a party to the agreement; or
- (c) for a prescribed purpose.

particuliers, si leur consentement a été obtenu au préalable.

33. (1) L’alinéa 32 (1) b) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 7 (3)» aux deuxième et troisième lignes, de «paragraphe 7 (6)».

(2) Le paragraphe 32 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- c) relativement à un établissement de santé dans lequel un service est fourni en vertu du paragraphe 8 (5), afin de s’assurer que la qualité et les normes du service fourni en vertu du paragraphe 8 (5) sont conformes aux règlements ou, en l’absence de règlements, à la qualité et aux normes généralement reconnues pour ce service.

(3) Le paragraphe 32 (6) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- a.1) observer le personnel de l’établissement pendant qu’il fournit des services à des particuliers, si leur consentement a été obtenu au préalable.

34. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

37.1 (1) Malgré le paragraphe 37 (2) et sous réserve des conditions énoncées dans les règlements, le ministre peut recueillir, directement ou indirectement, utiliser ou divulguer des renseignements personnels à des fins reliées à l’application de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, de la *Loi sur l’assurance-santé* ou de la *Loi sur l’accessibilité aux services de santé* ou à d’autres fins prescrites.

Le ministre peut recueillir des renseignements

Ententes

(2) Malgré le paragraphe 37 (2) et sous réserve des conditions énoncées dans les règlements, le ministre peut conclure des ententes en vue de recueillir, d’utiliser ou de divulguer des renseignements personnels aux fins de l’application de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, de la *Loi sur l’assurance-santé* ou de la *Loi sur l’accessibilité aux services de santé* ou à une fin prescrite.

(3) Une entente visée au paragraphe (2) prévoit que les renseignements personnels recueillis ou divulgués en vertu de cette entente ne peuvent être utilisés qu’aux fins suivantes :

Idem

- a) pour vérifier l’exactitude des renseignements détenus par une partie à l’entente;
- b) pour appliquer ou exécuter une loi dont l’application relève d’une partie à l’entente;
- c) pour une fin prescrite.

Term of agreement	(4) An agreement under subsection (2) shall provide that the information collected or disclosed under the agreement is confidential and shall set out the requirements and rules for maintaining the confidentiality of the information collected or disclosed.	(4) Une entente visée au paragraphe (2) prévoit que les renseignements recueillis ou divulgués en vertu de cette entente sont confidentiels et énonce les exigences et les règles pour le maintien du caractère confidentiel des renseignements recueillis ou divulgués.	Condition de l'entente
Disclosure of information to the Director	37.2 (1) At the request of the Director, a licensee or other person shall submit information to the Director and disclose information to persons specified by the Director for purposes related to the administration of the <i>Independent Health Facilities Act</i> or the <i>Health Insurance Act</i> or for other prescribed purposes.	37.2 (1) À la demande du directeur, le titulaire d'un permis ou une autre personne fournit des renseignements au directeur et divulgue des renseignements aux personnes précisées par le directeur à des fins reliées à l'application de la <i>Loi sur les établissements de santé autonomes</i> ou de la <i>Loi sur l'assurance-santé</i> ou à d'autres fins prescrites.	Divulgence de renseignements au directeur
Same	(2) The information referred to under subsection (1) may include personal information.	(2) Les renseignements visés au paragraphe (1) peuvent comprendre des renseignements personnels.	Idem
Application	(3) This section applies despite anything in the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , an Act listed in Schedule 1 to the <i>Regulated Health Professions Act, 1991</i> , the <i>Drugless Practitioners Act</i> or any regulations made under those Acts.	(3) Le présent article s'applique malgré toute disposition de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , d'une loi énumérée à l'annexe 1 de la <i>Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées</i> , de la <i>Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments</i> ou des règlements pris en application de ces lois.	Application
	35. Section 38 of the Act is repealed and the following substituted:	35. L'article 38 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Immunity	38. Despite sections 5 and 23 of the <i>Proceedings Against the Crown Act</i> , no action or other proceeding for damages or otherwise shall be commenced against the Crown, the Minister, the Director, an inspector or assessor appointed under this Act or an officer, employee or agent of the Crown, the Registrar, the Council of the College or a committee established by the Council, the Board or a member of the Council, the committee or the Board for any act done or performed in good faith in the performance or intended performance of any duty or function or in the exercise or intended exercise of any power or authority under this Act or the regulations, or for any neglect, default or omission in the performance or exercise in good faith of any duty, function, power or authority under this Act or the regulations.	38. Malgré les articles 5 et 23 de la <i>Loi sur les instances introduites contre la Couronne</i> , sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment pour dommages-intérêts, introduites contre la Couronne, le ministre, le directeur, un inspecteur ou un évaluateur nommés en vertu de la présente loi ou un fonctionnaire, un employé ou un représentant de la Couronne, le registraire, le Conseil de l'Ordre ou un comité créé par le Conseil, la Commission ou un membre du Conseil, du comité ou de la Commission, pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribuent la présente loi ou les règlements ou pour négligence, manquement ou omission dans l'exercice de bonne foi d'une telle fonction ou d'un tel pouvoir.	Immunité
	36. The Act is amended by adding the following section:	36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
No compensation	38.1 No compensation shall be payable by the Crown, the Minister, the Director or any other person engaged in the administration of this Act in respect of any loss suffered as a result of the Minister or Director refusing to issue or renew a licence, revoking or suspending a licence, imposing conditions or limitations on a licence, amending conditions or limitations on a licence or as a result of enforcing the prohibitions under section 3.	38.1 Aucune indemnité n'est payable par la Couronne, le ministre, le directeur ou toute autre personne chargée de l'application de la présente loi, à l'égard d'une perte subie par suite du fait que le ministre ou le directeur refuse de délivrer ou de renouveler un permis, révoque ou suspend un permis, assortit un permis de conditions ou de restrictions, ou modifie les conditions ou les restrictions d'un permis ou par suite de l'exécution des interdictions prévues à l'article 3.	Pas d'indemnisation

37. The Act is amended by adding the following section:

Affiliations

38.2 (1) If regulations are made under this Act governing the affiliation between physicians and independent health facilities, no operator of an independent health facility, of a health facility operated under subsection 7 (6) or of a health facility providing services under subsection 8 (5) shall permit a physician to be affiliated with the facility except in accordance with the regulations.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), “affiliated” means affiliated as defined in section 1 of the *Health Insurance Act*.

38. (1) Paragraph 1 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

1. exempting any health facility or class of health facility from this Act or the regulations or any provision thereof, including section 2 or a regulation made under section 2;

1.1 exempting any person or class of persons from this Act or the regulations or any provision thereof and providing that the exemption be subject to prescribed conditions;

1.2 prescribing persons for the purposes of subsection 3 (3).

(2) Subsection 42 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

2.1 extending the time for applying for a licence under section 7 or for an amendment to the limitations on a licence under section 8.

(3) Paragraph 5 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

5. prescribing fees for licences, for transfers and renewal of licences and for such other functions or duties carried out by the Director or other officer in the administration of this Act as may be prescribed;

5.1 requiring licensees and other persons to pay prescribed fees;

5.2 requiring licensees to pay the cost of an assessment under subsection 30 (1) or of an inspection under clause 32 (1) (b) and prescribing the circumstances in which the licensees are required to pay.

37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Affiliations

38.2 (1) Si des règlements régissant l'affiliation entre les médecins et les établissements de santé autonomes sont pris en application de la présente loi, aucun exploitant d'un établissement de santé autonome, d'un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6) ou d'un établissement de santé qui fournit des services en vertu du paragraphe 8 (5) ne doit permettre à un médecin de s'affilier à l'établissement si ce n'est conformément aux règlements.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), «affilié» s'entend au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'assurance-santé*.

38. (1) La disposition 1 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. soustraire un établissement de santé ou une catégorie d'établissements de santé à l'application de tout ou partie de la présente loi ou des règlements, y compris l'article 2 ou un règlement pris en application de cet article;

1.1 soustraire une personne ou une catégorie de personnes à tout ou partie de la présente loi ou des règlements et prévoir que l'exemption soit assujettie à des conditions prescrites;

1.2 prescrire les personnes pour l'application du paragraphe 3 (3).

(2) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

2.1 proroger le délai de présentation d'une demande de permis en vertu de l'article 7 ou d'une demande de modification des restrictions d'un permis en vertu de l'article 8.

(3) La disposition 5 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. prescrire les droits à acquitter pour les permis, les cessions de permis et les renouvellements de permis ainsi que pour les autres fonctions prescrites qui sont exercées par le directeur ou un autre fonctionnaire dans l'application de la présente loi;

5.1 exiger des titulaires de permis et d'autres personnes le paiement des droits prescrits;

5.2 exiger des titulaires de permis le paiement des frais de l'évaluation prévue au paragraphe 30 (1) ou de l'inspection prévue à l'alinéa 32 (1) b) et prescrire les circonstances dans lesquelles les ti-

(4) Subsection 42 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

- 11.1 governing the relocation of independent health facilities under section 10, prescribing the terms and conditions of the relocation and prescribing the time at which the application must be made;
- 19.1 prescribing the amounts that the Minister shall pay under subsection 24 (1) or the method of determining the amounts;
- 19.2 governing payments made by the Minister under subsection 24 (2) and prescribing conditions for payment;
- 19.3 governing claims made for the purposes of payment by the Minister under subsection 24 (1) or (2), including requiring claims to be made in the prescribed manner and at the prescribed time and prescribing conditions for the making of claims.

(5) Paragraphs 31 and 32 of subsection 42 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

- 31. prescribing conditions under which the Minister may collect, use or disclose personal information under subsection 37.1 (1) and conditions under which the Minister may enter into agreements under subsection 37.1 (2);
- 32. prescribing the purposes for which personal information may be collected, used or disclosed under subsection 37.1 (1) and clause 37.1 (3) (c) and for which an agreement may be entered into under subsection 37.1 (2);
- 33. prescribing conditions under which persons are required to submit or disclose information under section 37.2;
- 34. governing the terms and conditions of affiliations between physicians and independent health facilities for the purposes of section 38.2;
- 35. prescribing anything referred to in this Act as prescribed.

(6) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:

- (4) Any regulation made under subsection (1) may be made applicable to different

tulaires de permis sont tenus de les payer.

(4) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 11.1 régir le déplacement des établissements de santé autonomes prévu à l'article 10, prescrire les conditions du déplacement et prescrire le délai de présentation de la demande;
- 19.1 prescrire les montants que le ministre est tenu de payer aux termes du paragraphe 24 (1) ou la méthode pour fixer ces montants;
- 19.2 régir les paiements effectués par le ministre aux termes du paragraphe 24 (2) et en prescrire les conditions;
- 19.3 régir les demandes présentées au ministre en vue d'un paiement aux termes du paragraphe 24 (1) ou (2), notamment exiger que les demandes soient présentées de la manière et dans les délais prescrits, et en prescrire les conditions.

(5) Les dispositions 31 et 32 du paragraphe 42 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

- 31. prescrire les conditions auxquelles le ministre peut recueillir, utiliser ou divulguer des renseignements personnels en vertu du paragraphe 37.1 (1) et celles auxquelles il peut conclure des ententes en vertu du paragraphe 37.1 (2);
- 32. prescrire les fins auxquelles des renseignements personnels peuvent être recueillis, utilisés ou divulgués en vertu du paragraphe 37.1 (1) et aux termes de l'alinéa 37.1 (3) c) et une entente peut être conclue en vertu du paragraphe 37.1 (2);
- 33. prescrire les conditions auxquelles des personnes sont tenues de fournir ou de divulguer des renseignements aux termes de l'article 37.2;
- 34. régir les conditions d'affiliation entre les médecins et les établissements de santé autonomes pour l'application de l'article 38.2;
- 35. prescrire ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit.

(6) L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

- (4) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent s'appliquer à diffé-

classes of health facilities or different classes of services.

Maximum allowable consideration

(5) The amounts prescribed under paragraph 29 or 30 of subsection (1) may vary depending on the class of health facility to which it relates.

Affiliations

(6) A regulation made under paragraph 33 of subsection (1) may apply to affiliations between classes of physicians and classes of independent health facilities.

Nil amount

(7) An amount or fee prescribed under paragraph 5, 5.1, 19.2 or 29 of subsection (1) may be a nil amount.

Application of regulations

(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations to provide that a health facility operated under subsection 7 (6) or providing services under subsection 8 (5) is subject to a regulation, or a provision in a regulation, made under subsection (1).

Retroactive effect

(9) A regulation made under this Act is, if it so provides, effective with reference to a period before the day it is filed.

Transitional

39. Sections 5, 6, 8, 9 and 10 of the *Independent Health Facilities Act*, as those provisions read on the day before this Act comes into force, shall continue to apply with respect to a request for proposals made before the day this Act comes into force.

PART V COMMENCEMENT

Commencement

40. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

rentes catégories d'établissements de santé ou à différentes catégories de services.

(5) Les montants prescrits en vertu de la disposition 29 ou 30 du paragraphe (1) peuvent varier selon la catégorie d'établissements de santé à laquelle ils se rapportent.

(6) Un règlement pris en application de la disposition 33 du paragraphe (1) peut s'appliquer aux affiliations entre des catégories de médecins et des catégories d'établissements de santé autonomes.

(7) Un montant ou un droit prescrit en vertu de la disposition 5, 5.1, 19.2 ou 29 du paragraphe (1) peut être nul.

(8) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir qu'un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6) ou qui fournit des services en vertu du paragraphe 8 (5) est assujéti à un règlement, ou à une disposition d'un règlement, pris en application du paragraphe (1).

(9) Les règlements pris en application de la présente loi ont un effet rétroactif s'ils comportent une disposition en ce sens.

39. Les articles 5, 6, 8, 9 et 10 de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, tel qu'ils existaient la veille du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard des appels d'offres faits avant ce jour.

PARTIE V ENTRÉE EN VIGUEUR

40. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Contrepartie maximale autorisée

Affiliation

Montant nul

Application des règlements

Effet rétroactif

Disposition transitoire

Entrée en vigueur

**SCHEDULE G
AMENDMENTS TO THE ONTARIO
DRUG BENEFIT ACT, THE
PRESCRIPTION DRUG COST
REGULATION ACT AND THE
REGULATED HEALTH
PROFESSIONS ACT, 1991**

**PART I
ONTARIO DRUG BENEFIT ACT**

1. The French title of the *Ontario Drug Benefit Act* is repealed and the following substituted:

LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
DE L'ONTARIO

2. (1) The definition of “drug” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the second line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“interchangeable”, when describing a drug product, means a drug or combination of drugs identified by a specific product name or manufacturer and designated under the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act* as interchangeable with one or more other such products. (“interchangeable”)

(3) The definition of “listed drug product” in section 1 of the Act is amended by adding “in a particular dosage form and strength” after “drugs” in the second line.

(4) Clause (a) of the definition of “operator of a pharmacy” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*, or” at the end and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*, or”.

(5) The definition of “physician” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“physician” means a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario. (“médecin”)

**ANNEXE G
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
RÉGIME DE MÉDICAMENTS
GRATUITS DE L'ONTARIO, DE LA
LOI SUR LA RÉGLEMENTATION
DES PRIX DES MÉDICAMENTS
DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE ET
DE LA LOI DE 1991 SUR LES
PROFESSIONS DE LA SANTÉ
RÉGLEMENTÉES**

**PARTIE I
LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
GRATUITS DE L'ONTARIO**

1. Le titre français de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
DE L'ONTARIO

2. (1) La définition du terme «médicament» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» aux deuxième et troisième lignes, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«interchangeable» En ce qui concerne un produit médicamenteux, s'entend d'un médicament ou d'une combinaison de médicaments qui est identifié par un nom de produit en particulier ou par un fabricant en particulier et qui est désigné, en vertu de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, comme étant interchangeable avec un ou plusieurs autres de ces produits. («interchangeable»)

(3) La définition du terme «produit médicamenteux énuméré» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par insertion, après «médicaments» à la deuxième ligne, de «d'une forme posologique et d'une concentration particulières, qui est».

(4) L'alinéa a) de la définition du terme «exploitant d'une pharmacie» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifié par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» à la dernière ligne, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(5) La définition du terme «médecin» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«médecin» Membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. («physician»)

3. The French version of section 3 of the Act is amended by striking out “aux” in the third line and substituting “à l’intention des”.

4. Section 4 of the Act is repealed and the following substituted:

4. (1) No operator of a pharmacy shall charge, or accept payment from, a person other than the Minister in respect of supplying a listed drug product for an eligible person pursuant to a prescription except as provided under this Act.

(2) No physician shall charge, or accept payment from, a person other than the Minister in respect of supplying a listed drug product for an eligible person except as provided under this Act.

(3) An operator of a pharmacy may charge, or accept payment from, a person in respect of supplying a listed drug product in an amount not greater than the maximum co-payment the Minister is permitted to subtract under subsection 6 (1).

(4) If the eligible person or the person presenting the prescription specifically requests the listed drug product that is dispensed or the prescription includes a direction that there be no substitutions, subsections 6 (3) and (4) do not apply and the operator of the pharmacy may charge, or accept payment from, a person other than the Minister, in addition to other amounts authorized under this Act, in an amount not exceeding the amount determined under subsection (5).

(5) The amount referred to in subsection (4) shall be determined as follows:

- 1. Add the drug benefit price of the drug product dispensed and the mark-up referred to in paragraph 3 of subsection 6 (1).**
- 2. Add the drug benefit price determined under paragraph 2 of subsection 6 (1) and the mark-up referred to in paragraph 3 of that subsection.**
- 3. Determine the difference between the amount determined under paragraph 1 and the amount determined under paragraph 2.**
- 4. If the acquisition cost, for the operator of the pharmacy, of the drug product dispensed is greater than the sum of the**

3. La version française de l'article 3 de la Loi est modifiée par substitution, à «aux» à la troisième ligne, de «à l'intention des».

4. L'article 4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, aucun exploitant d'une pharmacie ne doit demander à une personne autre que le ministre, ni recevoir d'une personne autre que le ministre, de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré à l'intention d'une personne admissible, conformément à une ordonnance.

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, aucun médecin ne doit demander à une personne autre que le ministre, ni recevoir d'une personne autre que le ministre, de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré à l'intention d'une personne admissible.

(3) L'exploitant d'une pharmacie peut, à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré, demander à une personne, ou recevoir de celle-ci un paiement dont le montant n'est pas supérieur à la quote-part maximale que le ministre est autorisé à soustraire aux termes du paragraphe 6 (1).

(4) Si la personne admissible ou la personne qui présente l'ordonnance demande expressément le produit médicamenteux énuméré qui est préparé ou si l'ordonnance comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement, les paragraphes 6 (3) et (4) ne s'appliquent pas et l'exploitant de la pharmacie peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, en plus des autres montants autorisés par la présente loi, un paiement dont le montant ne dépasse pas le montant établi aux termes du paragraphe (5).

(5) Le montant visé au paragraphe (4) est établi de la façon suivante :

- 1. Additionner le prix, au titre du régime de médicaments, du produit médicamenteux préparé et la majoration visée à la disposition 3 du paragraphe 6 (1).**
- 2. Additionner le prix au titre du régime de médicaments établi à la disposition 2 du paragraphe 6 (1) et la majoration visée à la disposition 3 de ce paragraphe.**
- 3. Calculer la différence entre le montant établi aux termes de la disposition 1 et le montant établi aux termes de la disposition 2.**
- 4. Si le coût d'acquisition, pour l'exploitant de la pharmacie, du produit médicamenteux préparé est supérieur à la**

Billing
restricted

Same

Billing
permitted,
co-payment

Exception

Same

Facturation
limitée

Idem

Facturation
permise :
quote-part

Exception

Idem

drug benefit price for that product and the mark-up referred to in paragraph 3 of subsection 6 (1), determine the amount by which they differ.

5. The amount referred to in subsection (4) is the sum of the amount determined under paragraph 3 and the amount determined under paragraph 4.

Non-application

(6) Subsections (1) and (2) do not apply to an operator of a pharmacy or a physician who supplies a listed drug product for an eligible person without knowing or having reasonable grounds to believe that the person is an eligible person.

5. (1) The French version of subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out “à une” in the fourth line and substituting “à l’intention d’une”.

(2) The French version of subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out “à une” in the fourth line and substituting “à l’intention d’une”.

(3) Subsection 5 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) A person’s entitlement under subsection (1) or (3) does not arise unless the person submits the claim in the manner prescribed by the regulations and includes in it the information prescribed by the regulations.

6. (1) Subsection 6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) The amount the Minister shall pay under subsection 5 (1) in respect of a listed drug product is the amount calculated by adding the amounts determined under paragraphs 1, 2 and 3 and subtracting from that total the maximum co-payment that may be charged in respect of the supplying of a listed drug product for an eligible person, as provided for in the regulations:

1. The dispensing fee determined under subsection (2).
2. The drug benefit price prescribed by the regulations for the drug product but, if there are other listed drug products that are interchangeable with the drug product, the drug benefit price shall be deemed to be the lowest of the drug benefit prices prescribed by the regulations for the drug product and the listed drug products that are interchangeable with it.

somme du prix de ce produit, au titre du régime de médicaments, et de la majoration visée à la disposition 3 du paragraphe 6 (1), établir le montant de la différence entre ce coût et cette somme.

5. Le montant visé au paragraphe (4) correspond à la somme du montant établi aux termes de la disposition 3 et du montant établi aux termes de la disposition 4.

(6) Les paragraphes (1) et (2) ne s’appliquent pas à l’exploitant d’une pharmacie ou au médecin qui fournit un produit médicamenteux énuméré à l’intention d’une personne admissible s’il ne sait pas ou n’a pas de motifs raisonnables de croire qu’elle est une personne admissible.

5. (1) La version française du paragraphe 5 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la quatrième ligne, de «à l’intention d’une».

(2) La version française du paragraphe 5 (3) de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la quatrième ligne, de «à l’intention d’une».

(3) Le paragraphe 5 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Le droit qu’a une personne en vertu du paragraphe (1) ou (3) ne prend naissance que si la personne présente la demande de la manière prescrite par les règlements et y inclut les renseignements prescrits par les règlements.

6. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le montant que le ministre paie, aux termes du paragraphe 5 (1), à l’égard d’un produit médicamenteux énuméré est le montant obtenu en additionnant les montants établis aux termes des dispositions 1, 2 et 3 et en soustrayant de ce total la quote-part maximale qui peut être demandée à l’égard de la fourniture d’un produit médicamenteux énuméré à l’intention d’une personne admissible, selon ce que prévoient les règlements :

1. Les honoraires de préparation établis aux termes du paragraphe (2).
2. Le prix du produit médicamenteux au titre du régime de médicaments, prescrit par les règlements; toutefois, s’il existe d’autres produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec le produit médicamenteux, le prix au titre du régime de médicaments est réputé le plus bas prix entre les prix au titre du régime de médicaments, prescrits par les règlements, du produit médicamenteux et des produits médica-

Non-application

Submission of claim

Présentation de la demande

Amount Minister to pay

Montant payé par le ministre

3. The mark up on that price prescribed by the regulations.

(2) The French version of subsection 6 (2) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the first line “de préparation”.

(3) The French version of clause 6 (2) (b) of the Act is amended by adding at the end “de préparation”.

(4) Subclause 6 (2) (c) (i) of the Act is repealed and the following substituted:

- (i) the dispensing fee prescribed by the regulations, and

(5) Subclause 6 (2) (c) (ii) of the Act is repealed and the following substituted:

- (ii) the amount the operator sets under subsection 6 (1) of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*.

(6) Subsections 6 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(3) If the acquisition cost of a listed drug product for an operator of a pharmacy is greater than the sum of the drug benefit price for the drug product determined under paragraph 2 of subsection (1) and the mark up on that price, referred to in paragraph 3 of subsection (1), the Minister shall also pay, under subsection 5 (1), the difference between the acquisition cost for the drug product and that sum.

(4) For the purpose of subsection (3), if an operator of a pharmacy dispenses a listed drug product that is interchangeable with other listed drug products, the acquisition cost of the listed drug product that is dispensed is the lowest acquisition cost from among the drug product dispensed and the listed drug products in the operator's inventory that are interchangeable with the drug product.

7. (1) Section 7 of the Act is repealed.

(2) No process under section 7 of the Act initiated or under way on or before the day this section comes into force shall continue after that day.

8. (1) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

menteux énumérés qui sont interchangeables avec celui-ci.

3. La majoration de ce prix qui est prescrite par les règlements.

(2) La version française du paragraphe 6 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

(3) La version française de l'alinéa 6 (2) b) de la Loi est modifiée par adjonction de «de préparation».

(4) Le sous-alinéa 6 (2) c) (i) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) les honoraires de préparation prescrits par les règlements,

(5) Le sous-alinéa 6 (2) c) (ii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (ii) le montant que l'exploitant fixe aux termes du paragraphe 6 (1) de la Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation.

(6) Les paragraphes 6 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Si le coût d'acquisition d'un produit médicamenteux énuméré pour l'exploitant d'une pharmacie est supérieur à la somme du prix du produit médicamenteux au titre du régime de médicaments qui est établi aux termes de la disposition 2 du paragraphe (1) et de la majoration de ce prix, visée à la disposition 3 du paragraphe (1), le ministre paie aussi, aux termes du paragraphe 5 (1), la différence entre le coût d'acquisition de ce produit médicamenteux et cette somme.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), si l'exploitant d'une pharmacie prépare un produit médicamenteux énuméré qui est interchangeable avec d'autres, le coût d'acquisition du produit médicamenteux énuméré qui est préparé correspond au coût d'acquisition le plus bas entre le produit médicamenteux préparé et les produits médicamenteux énumérés que l'exploitant a en stock et qui sont interchangeables avec le produit médicamenteux.

7. (1) L'article 7 de la Loi est abrogé.

(2) Aucun processus de négociation prévu à l'article 7 de la Loi qui est entamé ou qui est en cours le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou avant ce jour-là ne doit se poursuivre après ce jour-là.

8. (1) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : coût d'acquisition élevé

Produits interchangeables

Disposition transitoire

Same, high acquisition cost

Interchangeable products

Transitional

Same	(1.1) The drug benefit price of a drug referred to in subsection (1) shall be the amount provided for by the regulations.	(1.1) Le prix d'un médicament visé au paragraphe (1), au titre du régime de médicaments, est le montant prévu par les règlements.	Idem
Listed drugs, special case	(1.2) If a physician informs the Minister that the proper treatment of a patient who is an eligible person requires the administration of a drug for which there are one or more listed drug products but for which the prescribed conditions for payment under section 23 are not satisfied, the Minister may make this Act apply in respect of the supplying of those listed drug products as if the conditions were satisfied.	(1.2) Si un médecin informe le ministre que le traitement approprié d'un malade qui est une personne admissible exige l'administration d'un médicament pour lequel il y a un ou plusieurs produits médicamenteux énumérés mais à l'égard duquel il n'a pas été satisfait aux conditions de paiement prescrites en vertu de l'article 23, le ministre peut étendre l'application de la présente loi à l'égard de la fourniture de ces produits médicamenteux énumérés comme s'il avait été satisfait aux conditions.	Médicaments énumérés : cas particulier
	(2) Subsection 8 (2) of the Act is amended by inserting after "(1)" in the fourth line "or a listed drug product referred to in subsection (1.2)".	(2) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «(1)» à la quatrième ligne, de «ou un produit médicamenteux énuméré qui est visé au paragraphe (1.2)».	
	9. The French version of section 10 of the Act is amended by striking out "à une" in the third line and in the seventh line and substituting in each case "à l'intention d'une".	9. La version française de l'article 10 de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la troisième ligne et à la septième ligne, de «à l'intention d'une».	
	10. The french version of subsection 11 (2) of the Act is amended by striking out "aux" in the second last line and substituting "à l'intention des".	10. La version française du paragraphe 11 (2) de la Loi est modifiée par substitution, à «aux» à l'avant-dernière ligne, de «à l'intention des».	
	11. The Act is amended by adding the following sections:	11. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	
Order suspending operator's right to payment	11.1 (1) If the Minister believes on reasonable grounds that with respect to a pharmacy there has been a breach of a condition that is prescribed by the regulations or agreed to by the operator of the pharmacy, the Minister may make an order suspending the operator of the pharmacy from being entitled to receive payment from the Minister under this Act.	11.1 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu, à l'égard d'une pharmacie, violation d'une condition prescrite par les règlements ou acceptée par l'exploitant de la pharmacie, le ministre peut prendre un arrêté suspendant le droit qu'a l'exploitant de la pharmacie d'être payé par le ministre en vertu de la présente loi.	Arrêté suspendant le droit de l'exploitant d'être payé
Effect of order	(2) Beginning on the day set out in the order, the operator is not entitled to payment by the Minister under this Act.	(2) À partir du jour fixé dans l'arrêté, l'exploitant n'a pas le droit de recevoir de paiement du ministre en vertu de la présente loi.	Effet de l'arrêté
Same	(3) Beginning on the day set out in the order, the operator may charge, or accept payment from, a person other than the Minister in an amount not exceeding the sum of,	(3) À partir du jour fixé dans l'arrêté, l'exploitant peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant ne dépasse pas la somme des montants suivants :	Idem
	(a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the order; and	a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté;	
	(b) the amount the operator could have charged under this Act, absent the order.	b) le montant que l'exploitant aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté.	
Scope of order	(4) An order may relate to all the pharmacies operated by the operator or only to some of them, as set out in the order.	(4) L'arrêté peut viser toutes les pharmacies exploitées par l'exploitant ou seulement quelques-unes d'entre elles, selon ce qui y est énoncé.	Portée de l'arrêté

Service of order	(5) An order may be served on the operator or upon any person employed, or apparently employed, at any pharmacy to which the order applies.	(5) L'arrêté peut être signifié à l'exploitant ou à toute personne employée ou apparemment employée dans une pharmacie visée par l'arrêté.	Signification de l'arrêté
Rescinding of order	(6) The Minister may rescind an order upon conditions agreed to by the operator of the pharmacy or without conditions.	(6) Le ministre peut abroger l'arrêté aux conditions qu'accepte l'exploitant de la pharmacie ou sans conditions.	Abrogation de l'arrêté
Agreement to conditions	(7) The Minister and an operator of a pharmacy may enter into an agreement that the operator of the pharmacy will abide by conditions set out in the agreement even if no order has been made under this section.	(7) Le ministre et l'exploitant d'une pharmacie peuvent conclure une entente selon laquelle l'exploitant de la pharmacie respectera les conditions énoncées dans l'entente même si aucun arrêté n'a été pris en vertu du présent article.	Acceptation des conditions
Order suspending physician's right to payment	11.2 (1) If the Minister believes on reasonable grounds that a physician has breached a condition that is prescribed by the regulations or agreed to by the physician with respect to dispensing drugs, the Minister may make an order suspending the physician from being entitled to receive payment under this Act.	11.2 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un médecin a violé une condition prescrite par les règlements ou acceptée par le médecin à l'égard de la préparation de médicaments, le ministre peut prendre un arrêté suspendant le droit qu'a le médecin d'être payé en vertu de la présente loi.	Arrêté suspendant le droit d'un médecin d'être payé
Effect of order	(2) Beginning on the day set out in the order, the physician is not entitled to payment by the Minister under this Act.	(2) À partir du jour fixé dans l'arrêté, le médecin n'a pas le droit de recevoir de paiement du ministre aux termes de la présente loi.	Effet de l'arrêté
Same	(3) Beginning on the day set out in the order, the physician may charge, or accept payment from, a person other than the Minister in an amount not exceeding the sum of, (a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the order; and (b) the amount the physician could have charged under this Act, absent the order.	(3) À partir du jour fixé dans l'arrêté, le médecin peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant ne dépasse pas la somme des montants suivants : a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté; b) le montant que le médecin aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté.	Idem
Service of order	(4) An order may be served on the physician or upon any person employed, or apparently employed, at the physician's office.	(4) L'arrêté peut être signifié au médecin ou à toute personne employée ou apparemment employée dans le cabinet du médecin.	Signification de l'arrêté
Rescinding of order	(5) The Minister may rescind an order upon conditions agreed to by the physician or without conditions.	(5) Le ministre peut abroger l'arrêté aux conditions qu'accepte le médecin ou sans conditions.	Abrogation de l'arrêté
Agreement to conditions	(6) The Minister and a physician may enter into an agreement that the physician will abide by conditions set out in the agreement even if no order has been made under this section.	(6) Le ministre et le médecin peuvent conclure une entente selon laquelle le médecin respectera les conditions énoncées dans l'entente même si aucun arrêté n'a été pris en vertu du présent article.	Acceptation des conditions
Claim from eligible person	11.3 (1) An eligible person who submits to the Minister a claim for payment in respect of the supply of a listed drug product is entitled to be paid by the Minister the amount the Minister would have paid to an operator of a pharmacy or a physician absent an order under section 11.1 or 11.2.	11.3 (1) La personne admissible qui présente au ministre une demande de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit pharmaceutique énuméré a le droit de recevoir du ministre le montant que ce dernier aurait payé à l'exploitant d'une pharmacie ou à un médecin, si ce n'était de l'arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2.	Demande d'une personne admissible
Same	(2) The entitlement of an eligible person under subsection (1) is subject to this Act and the regulations to the same extent as the enti-	(2) Le droit qu'a une personne admissible en vertu du paragraphe (1) est subordonné à la présente loi et aux règlements dans la même	Idem

tlement of an operator of a pharmacy or a physician would be, absent the order under section 11.1 or 11.2.

Submission of claim

(3) A person's entitlement under subsection (1) does not arise unless the person submits the claim in the manner prescribed by the regulations and includes in it the information prescribed by the regulations.

12. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:

Personal information

13. (1) The Minister may collect, directly or indirectly, use or disclose personal information for purposes related to the administration of this Act or for other purposes prescribed by the regulations.

Agreements

(2) The Minister may enter into agreements to collect, use or disclose personal information for the purposes set out in subsection (1).

Same

(3) An agreement under subsection (2) shall provide that personal information collected or disclosed under the agreement will be used only,

- (a) to verify the accuracy of information held or exchanged by a party to the agreement;
- (b) to administer or enforce a law administered by a party to the agreement;
- (c) for a purpose prescribed by the regulations for the purposes of subsection (1).

Same

(4) An agreement under subsection (2) shall include confidentiality requirements binding the party with whom the Minister enters into the agreement.

Limitation

(5) This section is subject to any restrictions that may be set out in the regulations.

13. (1) Clause 15 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) charges a person more than is permitted under this Act;
- a.1) submits to the Minister a claim for payment where the Minister is not required to make any payment or where the claim is in excess of the amount the Minister is required to pay.

(2) Clause 15 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) refuses to submit information required to be submitted under this Act or knowingly furnishes false or incomplete

mesure que le serait le droit de l'exploitant d'une pharmacie ou d'un médecin, si ce n'était de l'arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2.

(3) Le droit qu'a une personne en vertu du paragraphe (1) ne prend naissance que si la personne présente la demande de la manière prescrite par les règlements et y inclut les renseignements prescrits par les règlements.

12. L'article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. (1) Le ministre peut recueillir, directement ou indirectement, utiliser ou divulguer des renseignements personnels aux fins reliées à l'application de la présente loi ou aux autres fins prescrites par les règlements.

(2) Le ministre peut conclure des ententes en vue de recueillir, d'utiliser ou de divulguer des renseignements personnels aux fins énoncées au paragraphe (1).

(3) Une entente visée au paragraphe (2) prévoit que les renseignements personnels recueillis ou divulgués en vertu de l'entente ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes :

- a) pour vérifier l'exactitude des renseignements détenus ou échangés par une partie à l'entente;
- b) pour appliquer ou exécuter une loi dont l'application relève d'une partie à l'entente;
- c) pour une fin prescrite par les règlements pour l'application du paragraphe (1).

(4) Une entente visée au paragraphe (2) comporte des exigences en matière de confidentialité qui lient la partie avec laquelle le ministre conclut l'entente.

(5) Le présent article est assujéti aux restrictions qui peuvent être formulées dans les règlements.

13. (1) L'alinéa 15 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) demande à une personne un paiement dont le montant est supérieur à celui que permet la présente loi;
- a.1) présente au ministre une demande de paiement dans le cas où ce dernier n'est pas tenu d'effectuer un paiement ou dans le cas où le montant demandé dépasse le montant que le ministre est tenu de payer.

(2) L'alinéa 15 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) refuse de soumettre les renseignements qui doivent être soumis en vertu de la présente loi ou fournit sciemment au

Présentation de la demande

Renseignements personnels

Ententes

Idem

Idem

Restrictions

information to the Ministry in connection with the administration of this Act; or

ministère des renseignements faux ou incomplets relativement à l'application de la présente loi;

(3) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) The minimum penalty for each offence under clause (1) (a) or (a.1) is two times,

(3) L'amende minimale pour chaque infraction à l'alinéa (1) a) ou a.1) représente le double, selon le cas :

Amende minimale : infractions relatives au prix demandé

- (a) the difference between the amount that was charged to or accepted from a person other than the Minister and the amount permitted under this Act, in the case of an offence under clause (1) (a); or
- (b) the difference between the amount for which a claim was submitted to the Minister and the amount the Minister is required to pay, in the case of an offence under clause (1) (a.1).

- a) de la différence entre le montant qui a été demandé à une personne autre que le ministre ou qui a été reçu d'une personne autre que le ministre et le montant permis par la présente loi, dans le cas d'une infraction à l'alinéa (1) a);
- b) de la différence entre le montant demandé au ministre et le montant que ce dernier est tenu de payer, dans le cas d'une infraction à l'alinéa (1) a.1).

14. Subsection 17 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

14. Le paragraphe 17 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) The drug benefit price of a designated pharmaceutical product shall be the amount provided for by the regulations.

(2) Le prix d'un produit pharmaceutique désigné, au titre du régime de médicaments, correspond au montant prévu par les règlements.

Idem

(3) Sections 16 and 22 do not apply for the purposes of this section.

(3) Les articles 16 et 22 ne s'appliquent pas pour l'application du présent article.

Idem

15. (1) Clause 18 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

15. (1) L'alinéa 18 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (b) prescribing conditions to be met for a drug product to be designated as a listed drug product;
- (b.1) prescribing conditions to be met for a listed drug product to continue to be designated as a listed drug product.

- b) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit médicamenteux soit désigné comme produit médicamenteux énuméré;
- b.1) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit médicamenteux énuméré continue d'être désigné comme produit médicamenteux énuméré.

(2) Clause 18 (1) (e) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) L'alinéa 18 (1) e) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (e) respecting physicians charging, or accepting payment from, persons for the purposes of subsection 4 (2);
- (e.1) prescribing the manner of determining acquisition costs of drug products, for the purposes of subsections 4 (5), 6 (3) and 6 (4);
- (e.2) respecting amounts an operator of a pharmacy may charge or accept from a person other than the Minister under this Act in addition to those provided for in this Act;

- e) traiter des paiements que les médecins demandent à des personnes ou reçoivent de celles-ci pour l'application du paragraphe 4 (2);
- e.1) prescrire la manière d'établir le coût d'acquisition des produits médicamenteux pour l'application des paragraphes 4 (5), 6 (3) et 6 (4);
- e.2) traiter des montants que l'exploitant d'une pharmacie peut demander, en vertu de la présente loi, à une personne autre que le ministre ou recevoir, en vertu de la présente loi, d'une personne

Minimum penalty, charging offences

Same

Same

(e.3) respecting amounts the Minister shall pay physicians under subsection 5 (3).

(3) Clause 18 (1) (f) of the Act is repealed and the following substituted:

(f) prescribing the manner in which a claim referred to in subsection 5 (4) must be submitted and prescribing the information to be included in such a claim.

(4) Clause 18 (1) (g) of the Act is repealed and the following substituted:

(g) subject to section 22, prescribing the drug benefit price for listed drug products;

(g.1) prescribing a percentage mark up of the drug benefit price that the Minister will pay under subsection 6 (1);

(g.2) respecting the maximum co-payment for the purposes of subsection 6 (1);

(g.3) prescribing an amount for the purposes of clause 6 (2) (a).

(5) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(g.4) prescribing the dispensing fee for the purpose of subclause 6 (2) (c) (i).

(6) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(g.5) exempting any drug product or class of drug product from the application of subsections 6 (3) and (4).

(7) Clause 18 (1) (j) of the Act is repealed.

(8) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

(k.1) respecting the drug benefit price or the determination of the drug benefit price of a drug for the purpose of subsection 8 (1.1);

(k.2) respecting conditions under which the Minister may make an order under subsection 11.1 (1);

(k.3) respecting conditions under which the Minister may make an order under subsection 11.2 (1);

(k.4) prescribing the manner in which a claim referred to in subsection 11.3 (3) must be submitted and prescribing the

autre que le ministre, en plus de ceux prévus par la présente loi;

e.3) traiter des montants que le ministre paie aux médecins aux termes du paragraphe 5 (3).

(3) L'alinéa 18 (1) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) prescrire la manière de présenter une demande visée au paragraphe 5 (4) et prescrire les renseignements qui doivent être inclus dans la demande.

(4) L'alinéa 18 (1) g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

g) sous réserve de l'article 22, prescrire le prix, au titre du régime de médicaments, des produits médicamenteux énumérés;

g.1) prescrire le pourcentage de majoration du prix au titre du régime de médicaments que le ministre paiera aux termes du paragraphe 6 (1);

g.2) traiter de la quote-part maximale pour l'application du paragraphe 6 (1);

g.3) prescrire un montant pour l'application de l'alinéa 6 (2) a).

(5) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

g.4) prescrire les honoraires de préparation pour l'application du sous-alinéa 6 (2) c) (i).

(6) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

g.5) soustraire un produit médicamenteux ou une catégorie de produits médicamenteux à l'application des paragraphes 6 (3) et (4).

(7) L'alinéa 18 (1) j) de la Loi est abrogé.

(8) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

k.1) traiter du prix d'un médicament au titre du régime de médicaments ou de la fixation de ce prix pour l'application du paragraphe 8 (1.1);

k.2) traiter des conditions auxquelles le ministre peut prendre un arrêté visé au paragraphe 11.1 (1);

k.3) traiter des conditions auxquelles le ministre peut prendre un arrêté visé au paragraphe 11.2 (1);

k.4) prescrire la manière de présenter une demande visée au paragraphe 11.3 (3)

information to be included in such a claim;

(k.5) respecting purposes for which personal information may be collected, used or disclosed under subsection 13 (1);

(k.6) respecting restrictions to which section 13 is subject.

(9) Clause 18 (1) (l) of the Act is amended by adding at the end “and respecting the drug benefit price or the determination of the drug benefit price for each of them”.

(10) Subsections 18 (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Eligible
classes

(2) Without restricting the generality of clause (1) (a), a regulation under that clause may include distinctions based on income, family status and expenses incurred, including expenses incurred in the purchase of listed drug products and may provide for eligibility to be based on family units, and for the purpose may define “family unit”.

Conditions
for listing

(3) Without restricting the generality of clause (1)(b) or (b.1), a regulation under one of those clauses may prescribe conditions relating to the drug benefit price of the drug product or other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

Distinguish
operators,
physicians

(4) A regulation may distinguish between operators of pharmacies and dispensing physicians and may treat them differently.

Co-payments

(5) Without limiting the generality of clause (1) (g.2), a regulation made under that clause may,

- (a) prescribe a specified amount as a co-payment, provide for a means of calculating the amount, provide that the dispensing fee under subsection 6 (2) is the amount of the co-payment or otherwise provide for the amount of co-payment;
- (b) provide for different co-payments for different classes of persons or drugs;
- (c) provide that no co-payment or a different co-payment is to be charged after a person has been charged co-payments that total an amount provided for by the regulations in a specified period;

et prescrire les renseignements qui doivent être inclus dans la demande;

k.5) traiter des fins à l'égard desquelles des renseignements personnels peuvent être recueillis, utilisés ou divulgués en vertu du paragraphe 13 (1);

k.6) traiter des restrictions auxquelles est assujéti l'article 13.

(9) L'alinéa 18 (1) l) de la Loi est modifié par adjonction de «et traiter du prix de chacun de ces produits au titre du régime de médicaments ou de la fixation de ce prix».

(10) Les paragraphes 18 (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) a), un règlement pris en application de cet alinéa peut inclure des distinctions fondées sur le revenu, l'état familial et les frais engagés, notamment les frais engagés relativement à l'achat de produits médicamenteux énumérés, et prévoir que l'admissibilité est fondée sur la cellule familiale et, à cette fin, il peut définir le terme «cellule familiale».

(3) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) b) ou b.1), un règlement pris en application d'un de ces alinéas peut prescrire les conditions relatives au prix du produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux, au titre du régime de médicaments, ou celles relatives au prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

(4) Un règlement peut établir une distinction entre les exploitants de pharmacies et les médecins propharmaciens, et peut les traiter différemment.

(5) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) g.2), un règlement pris en application de cet alinéa peut :

- a) prescrire un montant précisé comme étant une quote-part, prévoir une méthode pour calculer ce montant, prévoir que les honoraires de préparation prévus au paragraphe 6 (2) constituent le montant de la quote-part ou prévoir d'une autre façon le montant de la quote-part;
- b) prévoir différentes quotes-parts pour différentes catégories de personnes ou de médicaments;
- c) prévoir qu'aucune quote-part ne doit être demandée ou qu'une quote-part différente est demandée après que des quotes-parts totalisant le montant prévu par les règlements pour une période

Catégories
de personnes
admissibles

Conditions
de l'énumé-
ration

Distinction
entre
exploitants
et médecins

Quotes-parts

- (d) provide that the co-payment include any amount up to the full amount otherwise payable by the Minister;
- (e) treat different classes of eligible persons differently; and
- (f) for the purpose of clause (e), make distinctions based on income, family status, general expenses incurred and expenses incurred in the purchase of listed drug products.

16. The Act is amended by adding the following sections:

19. In deciding whether or not to designate a drug product as a listed drug product under clause 18 (1) (c) or to remove such a designation, the Lieutenant Governor in Council may consider any matter the Lieutenant Governor in Council considers advisable in the public interest, including, without limiting the generality of the foregoing, the drug benefit price of the drug product or other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

20. (1) The Lieutenant Governor in Council may remove the designation of a drug product as a listed drug product even if none of the conditions prescribed under clause 18 (1) (b.1) are breached, if the Lieutenant Governor in Council considers it advisable in the public interest to do so.

(2) Despite a breach of a condition prescribed under clause 18 (1) (b.1), a drug product does not cease to be designated as a listed drug product until its designation as a listed drug product is removed.

21. The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to anything under this Act may, in formulating such advice, consider anything the Minister or Lieutenant Governor in Council may consider.

17. The Act is amended by adding the following section:

22. (1) The drug benefit price prescribed under clause 18 (1) (g) for a drug product when it becomes a listed drug product shall be the amount submitted by the manufacturer and

précisée ont été demandées à une personne;

- d) prévoir que la quote-part inclut tout montant jusqu'à concurrence du montant total que paie par ailleurs le ministre;
- e) traiter différemment différentes catégories de personnes admissibles;
- f) pour l'application de l'alinéa e), établir des distinctions fondées sur le revenu, l'état familial, les frais généraux engagés et les frais engagés relativement à l'achat de produits médicamenteux énumérés.

16. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

19. Pour décider s'il doit désigner ou non un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré en vertu de l'alinéa 18 (1) c) ou s'il doit retirer ou non cette désignation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération toute question qu'il estime utile dans l'intérêt public, notamment le prix du produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux, au titre du régime de médicaments, ou le prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

20. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut retirer la désignation d'un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré même si aucune des conditions prescrites en vertu de l'alinéa 18 (1) b.1) n'est violée, s'il estime qu'il est utile de ce faire dans l'intérêt public.

(2) Malgré la violation d'une condition prescrite en vertu de l'alinéa 18 (1) b.1), un produit médicamenteux continue d'être désigné comme produit médicamenteux énuméré jusqu'au retrait de sa désignation comme produit médicamenteux énuméré.

21. Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, sur toute question prévue par la présente loi peut, lorsqu'il formule de tels conseils, prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

22. (1) Le prix au titre du régime de médicaments, prescrit en vertu de l'alinéa 18 (1) g), qui se rapporte à un produit médicamenteux qui devient un produit médicamenteux

Decisions
about listing,
delisting

Delisting

Effect of
breach of
continuing
conditions

Advisors

Drug benefit
price

Décisions
concernant la
désignation
ou le retrait
de la dési-
gnation

Retrait de la
désignation

Effet de la
violation des
conditions de
la désigna-
tion continue

Conseillers

Prix au titre
du régime de
médicaments

agreed to by the Minister for listing the drug product.

Minister's
agreement

(2) In deciding whether to agree to an amount submitted by the manufacturer, the Minister may consider any matter the Minister considers advisable in the public interest, including, without limiting the generality of the foregoing, the drug benefit price of other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

Requested
changes in
price

(3) A regulation under clause 18 (1) (g) may raise or lower the drug benefit price of a listed drug product if the manufacturer agrees to the change and the Lieutenant Governor in Council considers it advisable in the public interest to do so.

Price at
coming into
force

(4) The initial drug benefit price of a drug product that is a listed drug product at the time this section comes into force shall be deemed to be the best available price of the drug product set out in Part IV of the Formulary, as defined in section 1 of Regulation 868 of the Revised Regulations of Ontario, 1990, as that section existed on the day before this section comes into force.

18. The Act is amended by adding the following section:

Conditions
of payment

23. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations requiring that for a specified drug product or class of drug products specified clinical criteria must be met for the Minister to pay an amount in respect of the supplying of that drug product or class of drug products for a specified patient or class of patients.

Clinical
criteria

(2) Without limiting the generality of subsection (1), clinical criteria may include,

(a) considerations relating to the use or the possibility of the use of other drug products or therapies for a particular patient or class of patients;

(b) a requirement that the use of a drug product for a particular patient or class of patients require a prescription from a physician or class of physicians prescribed by the regulations;

énuméré correspond au montant soumis par le fabricant et accepté par le ministre aux fins de l'addition du produit médicamenteux à l'énumération.

(2) Pour décider s'il doit donner son accord à un montant soumis par le fabricant, le ministre peut prendre en considération toute question qu'il estime utile dans l'intérêt public, notamment le prix d'autres produits médicamenteux au titre du régime de médicaments ou le prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

(3) Un règlement pris en application de l'alinéa 18 (1) g) peut augmenter ou diminuer le prix d'un produit médicamenteux énuméré, au titre du régime de médicaments, si le fabricant accepte la modification et que le lieutenant-gouverneur en conseil estime que la modification est dans l'intérêt public.

(4) Le prix initial, au titre du régime de médicaments, d'un produit médicamenteux qui est un produit médicamenteux énuméré au moment de l'entrée en vigueur du présent article est réputé le meilleur prix possible de ce produit médicamenteux indiqué à la partie IV du document appelé «Formulary» à la définition qui en est donnée à l'article 1 du Règlement 868 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990, tel que cet article existait le jour précédant l'entrée en vigueur du présent article.

18. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

23. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger, relativement à un produit médicamenteux particulier ou à une catégorie particulière de produits médicamenteux, qu'il soit satisfait à des critères d'ordre clinique particuliers avant que le ministre n'effectue de paiement à l'égard de la fourniture de ce produit ou de cette catégorie de produits à l'intention d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades.

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les critères d'ordre clinique peuvent comprendre :

a) des considérations relatives à l'utilisation ou à la possibilité d'utiliser d'autres produits médicamenteux ou traitements à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades;

b) l'obligation d'obtenir une ordonnance d'un médecin ou d'une catégorie de médecins prescrits par les règlements pour utiliser un produit médicamenteux à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades;

Accord du
ministre

Demande de
modification
du prix

Prix au mo-
ment de
l'entrée en
vigueur

Conditions
de paiement

Critère d'or-
dre clinique

(c) a requirement that a specified person or an expert panel recommend or approve the use of a drug product for a particular patient or class of patients.

c) l'obligation d'obtenir la recommandation ou l'approbation d'une personne précisée ou d'un comité d'experts pour utiliser un produit médicamenteux à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades.

(3) If an operator of a pharmacy supplies a drug product for an eligible person and, because of a regulation under this section, the Minister is not required to pay an amount in respect of that supply, the operator may charge or accept payment from a person other than the Minister in an amount equal to the sum of,

(3) Si l'exploitant d'une pharmacie fournit un produit médicamenteux à l'intention d'une personne admissible et qu'en raison d'un règlement pris en application du présent article, le ministre n'est pas tenu d'effectuer de paiement à l'égard de la fourniture de ce produit, l'exploitant peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant est égal à la somme des montants suivants :

Cas où il n'est pas satisfait aux critères d'ordre clinique

- (a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the regulation; and
- (b) the amount the operator could have charged under this Act, absent the regulation.

- a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était du règlement;
- b) le montant que l'exploitant aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était du règlement.

(4) Subsection (3) does not apply if, under section 8, the Minister makes this Act apply in respect of the supplying of the drug product for the eligible person.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si, en vertu de l'article 8, le ministre étend l'application de la présente loi à l'égard de la fourniture du produit médicamenteux à l'intention de la personne admissible.

Exception

PART II
PRESCRIPTION DRUG COST
REGULATION ACT

PARTIE II
LOI SUR LA RÉGLEMENTATION DES
PRIX DES MÉDICAMENTS
DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE

19. The title of the *Prescription Drug Cost Regulation Act* is repealed and the following substituted:

19. Le titre de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

DRUG INTERCHANGEABILITY AND
DISPENSING FEE ACT

LOI SUR L'INTERCHANGEABILITÉ DES
MÉDICAMENTS ET LES HONORAIRES
DE PRÉPARATION

20. (1) The definition of "drug" in section 1 of the Act is amended by striking out "*Health Disciplines Act*" in the second line and substituting "*Drug and Pharmacies Regulation Act*".

20. (1) La définition du terme «médicament» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» aux troisième et quatrième lignes, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(2) The definition of "interchangeable product" in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

(2) La définition du terme «produit de remplacement» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"interchangeable product" means a drug or combination of drugs in a particular dosage form and strength identified by a specific product name or manufacturer and designated as interchangeable with one or more other such products. ("produit interchangeable")

«produit interchangeable» Médicament ou combinaison de médicaments d'une forme posologique et d'une concentration particulières, qui est identifié par un nom de produit en particulier ou par un fabricant en particulier et qui est désigné comme étant interchangeable avec un ou plusieurs autres de ces produits. («interchangeable product»)

When clinical criteria not met

Exception

(3) The definition of “operator of a pharmacy” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the last line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

21. Subsection 4 (4) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a) and by striking out clause (b).

22. (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “dispensing fee in respect of dispensing interchangeable products” in the third and fourth lines and substituting “dispensing fee”.

(2) The French version of subsection 6 (2) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the second line “de préparation”.

(3) The French version of subsection 6 (3) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the first line “de préparation”.

(4) The French version of subsection 6 (4) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the fourth line “de préparation”.

23. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

7. (1) If a dispenser supplies a drug product that is an interchangeable product under this Act or a listed drug product under the *Ontario Drug Benefit Act*, the dispenser shall not charge, as a dispensing fee for supplying the drug product, more than the dispenser’s usual and customary dispensing fee, unless a greater amount is provided for by the regulations.

(2) If a dispenser supplies a drug product that is an interchangeable product under this Act, the dispenser shall not charge, in addition to the dispensing fee, more than the lowest amount the dispenser would charge for the product dispensed or the products that are interchangeable with it in the dispenser’s inventory.

(3) Subsection (2) does not apply if the person presenting the prescription has requested the dispensing of a particular interchangeable product or if the prescription includes a direction that there be no substitutions.

(4) This section does not apply with respect to the supplying of a drug to which the *Ontario Drug Benefit Act* applies.

(3) La définition du terme «exploitant d’une pharmacie» qui figure à l’article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» à la dernière ligne, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

21. Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par suppression de l’alinéa b).

22. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «honoraires courants et habituels à l’égard de la préparation de produits de remplacement,» aux troisième et quatrième lignes, de «honoraires de préparation courants et habituels».

(2) La version française du paragraphe 6 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la deuxième ligne, de «de préparation».

(3) La version française du paragraphe 6 (3) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

(4) La version française du paragraphe 6 (4) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la quatrième ligne, de «de préparation».

23. L’article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. (1) S’il fournit un produit médicamenteux qui est un produit interchangeable visé par la présente loi ou un produit médicamenteux énuméré visé par la *Loi sur le régime de médicaments de l’Ontario*, le préposé à la préparation ne doit pas demander, comme honoraires de préparation pour la fourniture du produit médicamenteux, un montant supérieur à ses honoraires de préparation courants et habituels, sauf si un montant supérieur est prévu par les règlements.

(2) S’il fournit un produit médicamenteux qui est un produit interchangeable visé par la présente loi, le préposé à la préparation ne doit pas demander, en plus des honoraires de préparation, un montant supérieur au montant le plus bas qu’il demanderait pour le produit préparé ou les produits qui sont interchangeables avec celui-ci dans le stock du préposé à la préparation.

(3) Le paragraphe (2) ne s’applique pas si la personne qui présente l’ordonnance a demandé qu’on lui prépare un produit interchangeable particulier ou si l’ordonnance comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement.

(4) Le présent article ne s’applique pas à l’égard de la fourniture d’un médicament au-

Restriction relative aux honoraires de préparation

Restriction supplémentaire

Exception

Idem

Limit re dispensing fee

Additional limit

Exception

Same

24. The French version of clause 13 (1) (d) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the first line “de préparation”.

25. (1) Clause 14 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) prescribing conditions to be met for a product to continue to be designated as interchangeable.

(2) The French version of clause 14 (1) (d) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the third line “de préparation”.

(3) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsections:

(1.1) The Lieutenant Governor in Council may remove the designation of a product as an interchangeable product even if none of the conditions prescribed under clause (1) (c) are breached, if the Lieutenant Governor in Council considers it advisable in the public interest to do so.

(1.2) Despite a breach of a condition prescribed under clause (1) (c), a product does not cease to be designated as an interchangeable product until its designation is removed.

26. (1) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement” wherever it appears in section 3, subsections 4 (1), (2), (3) and (5), section 5, subsection 6 (4), section 8 and clauses 13 (1) (b), (c) and 14 (2) (a), and substituting in each case “interchangeable” or “interchangeables”, as may be appropriate in the context.

(2) The French version of the Act is amended by striking out “pouvant le remplacer” in subsections 4 (1) and (2) and substituting “étant interchangeable avec lui”.

(3) The French version of the Act is amended by striking out “qui peut le remplacer et” in clause 4 (4) (a) and substituting “interchangeable”.

(4) The French version of the Act is amended by striking out “produits de remplacement” in clause 14 (1) (a) and substituting “étant interchangeables avec d’autres produits”.

(5) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement d’un ou de plusieurs” in clause 14 (1) (b) and substituting “étant interchangeable avec un ou plusieurs”.

quel s’applique la *Loi sur le régime de médicaments de l’Ontario*.

24. La version française de l’alinéa 13 (1) d) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

25. (1) L’alinéa 14 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu’un produit continue d’être désigné comme étant interchangeable.

(2) La version française de l’alinéa 14 (1) d) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la troisième ligne, de «de préparation».

(3) L’article 14 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut retirer la désignation d’un produit comme produit interchangeable même si aucune des conditions prescrites en vertu de l’alinéa (1) c) n’est violée, s’il estime qu’il est utile de ce faire dans l’intérêt public.

(1.2) Malgré la violation d’une condition prescrite en vertu de l’alinéa (1) c), un produit continue d’être désigné comme étant un produit interchangeable jusqu’au retrait de sa désignation.

26. (1) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement» là où ces mots figurent à l’article 3, aux paragraphes 4 (1), (2), (3) et (5), à l’article 5, au paragraphe 6 (4), à l’article 8 et aux alinéas 13 (1) b) et c) et 14 (2) a), de «interchangeable» ou «interchangeables», selon ce qu’exige le contexte.

(2) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «pouvant le remplacer» aux paragraphes 4 (1) et (2), de «étant interchangeable avec lui».

(3) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «qui peut le remplacer et» à l’alinéa 4 (4) a), de «interchangeable».

(4) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «produits de remplacement» à l’alinéa 14 (1) a), de «étant interchangeables avec d’autres produits».

(5) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement d’un ou de plusieurs» à l’alinéa 14 (1) b), de «étant interchangeable avec un ou plusieurs».

Removing
designation

Retrait de la
désignation

Effect of
breach of
continuing
conditions

Effet de la
violation des
conditions de
la désigna-
tion continue

(6) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement d’un” in clause 14 (1) (b) and substituting “étant interchangeable avec un”.

PART III REGULATED HEALTH PROFESSIONS ACT, 1991

27. (1) Clause 36 (1) (d) of the *Regulated Health Professions Act, 1991* is repealed and the following substituted:

- (d) as may be required for the administration of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*, the *Health Insurance Act*, the *Independent Health Facilities Act* or the *Ontario Drug Benefit Act*.

(2) Subsection 36 (3) of the Act is amended by adding at the end “or a proceeding relating to an order under section 11.1 or 11.2 of the *Ontario Drug Benefit Act*”.

PART IV GENERAL

Transition,
O.D.B.A.

28. (1) Despite subsection 18 (2) of the *Ontario Drug Benefit Act*, the Minister, in accordance with a policy of the Ministry of Health or the Government of Ontario, may refuse to determine or estimate a new best available price for a drug if,

- (a) the new best available price would be greater than the best available price prescribed by the regulations; or
- (b) the increase of the new best available price over the best available price prescribed by the regulations would be greater than that allowed by the policy.

Same

(2) In deciding whether or not to designate a drug product as a listed drug product or to remove the designation of a drug product as a listed drug product, the Lieutenant Governor in Council may, without limiting the generality of clause 18 (1) (c) of the *Ontario Drug Benefit Act*, consider,

- (a) the best available price of the drug product and of the other listed drug products that are interchangeable with it under the *Prescription Drug Cost Regulation Act*;

(6) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement d’un» à l’alinéa 14 (1) b), de «étant interchangeable avec un».

PARTIE III LOI DE 1991 SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ RÉGLEMENTÉES

27. (1) L’alinéa 36 (1) d) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) de la façon que peut l’exiger l’application de la *Loi sur l’interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, de la *Loi sur l’assurance-santé*, de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou de la *Loi sur le régime de médicaments de l’Ontario*.

(2) Le paragraphe 36 (3) de la Loi est modifié par adjonction de «ni dans le cadre d’instances relatives à un arrêté visé à l’article 11.1 ou 11.2 de la *Loi sur le régime de médicaments de l’Ontario*».

PARTIE IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

28. (1) Malgré le paragraphe 18 (2) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l’Ontario*, le ministre, conformément à une politique du ministère de la Santé ou du gouvernement de l’Ontario, peut refuser de fixer un nouveau meilleur prix possible pour un médicament ou d’en faire une estimation si, selon le cas :

Disposition
transitoire :
*Loi sur le
régime de
médicaments
gratuits de
l’Ontario*

- a) le nouveau meilleur prix possible est supérieur au meilleur prix possible prescrit par les règlements;
- b) l’augmentation du nouveau meilleur prix possible par rapport au meilleur prix possible prescrit par les règlements est supérieure à celle que permet la politique.

(2) Pour décider s’il doit désigner ou non un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré ou s’il doit retirer ou non la désignation d’un produit médicamenteux énuméré, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans préjudice de la portée générale de l’alinéa 18 (1) c) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l’Ontario*, prendre en considération ce qui suit :

Idem

- a) le meilleur prix possible du produit médicamenteux et des autres produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec celui-ci aux termes de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance*;

- (b) price increases proposed by a manufacturer; and
- (c) the total cost of designating or removing the designation of the drug product.

Same

(3) The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to the designation of a drug product or the determination or estimation of the best available price may consider anything the Minister or the Lieutenant Governor in Council may consider in formulating such advice or in determining whether or not to bring a submission to have a drug product designated to the Minister or the Lieutenant Governor in Council for a decision.

- b) les augmentations de prix proposées par un fabricant;
- c) le coût total relatif à la désignation ou au retrait de la désignation du produit médicamenteux.

(3) Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'égard de la désignation d'un produit médicamenteux ou de la fixation ou de l'estimation du meilleur prix possible peut prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération, lorsqu'il formule de tels conseils ou décide s'il doit proposer ou non la désignation d'un produit médicamenteux au ministre ou au lieutenant-gouverneur en conseil pour que l'un ou l'autre prenne une décision à ce sujet.

Idem

Same

(4) A regulation made under clause 18 (1) (b) of the *Ontario Drug Benefit Act* may prescribe conditions that relate to the best available price of the product or other products.

(4) Un règlement pris en application de l'alinéa 18 (1) b) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario* peut prescrire les conditions relatives au meilleur prix possible du produit ou d'autres produits.

Idem

Same

(5) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(5) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

Transition,
P.D.C.R.A.

29. (1) Despite subsection 7 (1) of the *Prescription Drug Cost Regulation Act*, the Minister, in accordance with a policy of the Ministry of Health or the Government of Ontario, may refuse to determine or estimate a new best available price for a drug product if,

29. (1) Malgré le paragraphe 7 (1) de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance*, le ministre, conformément à une politique du ministère de la Santé ou du gouvernement de l'Ontario, peut refuser de fixer un nouveau meilleur prix possible pour un produit médicamenteux ou d'en faire une estimation si, selon le cas :

Disposition transitoire :
Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance

- (a) the new best available price would be greater than the best available price prescribed by the regulations; or
- (b) the increase to the new best available price from the best available price prescribed by the regulations would be greater than that allowed by the policy.

- a) le nouveau meilleur prix possible est supérieur au meilleur prix possible prescrit par les règlements;
- b) l'augmentation du nouveau meilleur prix possible par rapport au meilleur prix possible prescrit par les règlements est supérieure à celle que permet la politique.

Same

(2) In deciding whether or not to designate a product as interchangeable or whether or not to remove the designation of a product as interchangeable, the Lieutenant Governor in Council may, without limiting the generality of clause 14 (1) (b) of the *Prescription Drug Cost Regulation Act*, consider the best available price of the product and of other products with which it would be, or is, interchangeable.

(2) Pour décider s'il doit désigner ou non un produit comme étant interchangeable ou s'il doit retirer ou non la désignation d'un produit comme produit interchangeable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans préjudice de la portée générale de l'alinéa 14 (1) b) de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance*, prendre en considération le meilleur prix possible du produit et des autres produits avec lesquels ce produit serait ou est interchangeable.

Idem

Same

(3) The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to the designation of a product or the determination or estimation

(3) Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-

Idem

tion of the best available price may consider anything the Minister or the Lieutenant Governor in Council may consider in formulating such advice or in determining whether or not to bring a submission to have a product designated to the Minister or the Lieutenant Governor in Council for a decision.

Same

(4) A regulation made under clause 14 (1) (a) of the *Prescription Drug Cost Regulation Act* may prescribe conditions that relate to the best available price of the product or other products.

Same

(5) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

No compensation

30. No person is entitled to compensation in respect of any act or omission occurring after May 19, 1993 that is authorized by section 28 or 29.

Transition, proceedings

31. (1) An order by a court made in any of the following proceedings shall be deemed to be of no effect:

1. The application for judicial review by Apotex, Inc. in the Ontario Court (General Division), court file number 670/93.
2. The application for judicial review by Apotex, Inc. in the Ontario Court (General Division), court file number 173/95.

Exception

(2) Subsection (1) does not affect the part of an order of a court that awards costs.

Commencement

32. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Sections 28 and 29 shall be deemed to have come into force on May 19, 1993.

(3) Subsection 6 (2), section 7, subsection 15 (5), sections 30 and 31 and this section come into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

gouverneur en conseil, à l'égard de la désignation d'un produit ou de la fixation ou de l'estimation du meilleur prix possible peut prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération, lorsqu'il formule de tels conseils ou décide s'il doit proposer ou non la désignation d'un produit au ministre ou au lieutenant-gouverneur en conseil pour que l'un ou l'autre prenne une décision à ce sujet.

(4) Un règlement pris en application de l'alinéa 14 (1) a) de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance* peut prescrire les conditions relatives au meilleur prix possible du produit ou d'autres produits.

(5) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

30. Nul n'a droit à une indemnité à l'égard d'un acte ou d'une omission qui a lieu après le 19 mai 1993 et qui est autorisé par l'article 28 ou 29.

31. (1) L'ordonnance qu'un tribunal rend dans l'une ou l'autre des instances suivantes est réputée sans effet :

1. La requête en révision judiciaire présentée par Apotex, Inc. devant la Cour de l'Ontario (Division générale), portant le numéro de dossier du tribunal 670/93.
2. La requête en révision judiciaire présentée par Apotex, Inc. devant la Cour de l'Ontario (Division générale), portant le numéro de dossier du tribunal 173/95.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas d'incidence sur la partie d'une ordonnance d'un tribunal qui adjuge les dépens.

32. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) Les articles 28 et 29 sont réputés être entrés en vigueur le 19 mai 1993.

(3) Le paragraphe 6 (2), l'article 7, le paragraphe 15 (5), les articles 30 et 31 ainsi que le présent article entrent en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Idem

Idem

Aucune indemnité prévue

Disposition transitoire : instances

Exception

Entrée en vigueur

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE HEALTH INSURANCE ACT AND THE HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT

PART I HEALTH INSURANCE ACT

1. (1) Section 1 of the *Health Insurance Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 2, section 12, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 18, is further amended by adding the following definition:

“eligible physician” means, other than in section 19.1, a physician who is determined under sections 29.2 to 29.5 to be an eligible physician; (“médecin admissible”)

(2) The definition of “insured services” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“insured services” means services that are determined under section 11.2 to be insured services. (“services assurés”)

2. (1) Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 69, is further amended by adding the following subsections:

(4.1) The Minister may enter into agreements to collect, use and disclose personal information concerning insured services provided by physicians, practitioners or health facilities.

(4.2) Information may be collected directly or indirectly under subsection (4.1).

(2) Subsection 2 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 69, is amended by striking out “or” at the end of clause (a), by adding “or” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

(c) to manage the health care system and the delivery of health services in Ontario more effectively.

3. (1) Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is further amended by adding the following subsection:

(3.1) The Medical Review Committee may sit in several divisions simultaneously, if a quorum of the Committee is present in each division.

Agreements
concerning
payment
information

Same

Divisions of
Committee

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ ET DE LA LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

PARTIE I LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur l'assurance-santé*, tel qu'il est modifié par l'article 12 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 68 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«médecin admissible» S'entend, sauf à l'article 19.1, d'un médecin qui est considéré comme étant un médecin admissible aux termes des articles 29.2 à 29.5. («eligible physician»)

(2) La définition du terme «services assurés» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«services assurés» Services qui sont considérés comme étant des services assurés aux termes de l'article 11.2. («insured services»)

2. (1) L'article 2 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 69 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(4.1) Le ministre peut conclure des ententes en vue de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements personnels concernant les services assurés fournis par les médecins, les praticiens ou les établissements de santé.

(4.2) Les renseignements peuvent être recueillis directement ou indirectement en vertu du paragraphe (4.1).

(2) Le paragraphe 2 (5) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 69 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c) la gestion plus efficace du système de soins de santé et de la prestation des services de santé en Ontario.

3. (1) L'article 5 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Le comité d'étude de la médecine peut siéger simultanément dans plusieurs divisions si le quorum du comité est atteint dans chacune d'elles.

Ententes
relatives aux
renseigne-
ments sur les
paiements

Idem

Divisions du
comité

(2) Subsection 5 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(7) The Medical Review Committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act and shall make reports and recommendations respecting any matter referred to it by the Minister, the Appeal Board or the College of Physicians and Surgeons.

Powers

(8) Members of the Medical Review Committee have the powers of an inspector appointed under subsection 40 (2).

4. (1) Section 6 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is further amended by adding the following subsection:

Divisions

(3.1) A practitioner review committee may sit in several divisions simultaneously, if a quorum of the committee is present in each division.

(2) Subsection 6 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(7) Every practitioner review committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act and shall make reports and recommendations respecting any matter referred to it by the Minister, the Appeal Board or the board or college of which it is a committee.

Powers

(8) Members of a practitioner review committee have the powers of an inspector appointed under subsection 40 (4).

5. Subsection 7 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(9) The Medical Eligibility Committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act or by the Minister.

6. Subsection 8 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(8) The Appeal Board shall perform such duties as are assigned to it under the Act or by the Minister and shall do so in accordance with the Act and regulations.

7. The Act is amended by adding the following section:

Insured services

11.2 (1) The following services are insured services for the purposes of the Act:

1. Prescribed services of hospitals and health facilities rendered under such conditions and limitations as may be prescribed.
2. Prescribed medically necessary services rendered by physicians under such conditions and limitations as may be prescribed.

(2) Le paragraphe 5 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(7) Le comité d'étude de la médecine s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi et présente des rapports et fait des recommandations à l'égard des questions que lui soumet le ministre, la Commission d'appel ou l'Ordre des médecins et chirurgiens.

Pouvoirs

(8) Les membres du comité d'étude de la médecine sont investis des pouvoirs d'un inspecteur nommé en vertu du paragraphe 40 (2).

4. (1) L'article 6 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Divisions

(3.1) Chacun des comités d'étude des praticiens peut siéger simultanément dans plusieurs divisions si le quorum du comité est atteint dans chacune d'elles.

(2) Le paragraphe 6 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(7) Chacun des comités d'étude des praticiens s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi et présente des rapports et fait des recommandations à l'égard des questions que lui soumet le ministre, la Commission d'appel ou le conseil ou l'ordre dont il constitue un comité.

Pouvoirs

(8) Les membres des comités d'étude des praticiens sont investis des pouvoirs d'un inspecteur nommé en vertu du paragraphe 40 (4).

5. Le paragraphe 7 (9) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(9) Le comité d'admissibilité médicale s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi ou dont le charge le ministre.

6. Le paragraphe 8 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(8) La Commission d'appel s'acquitte des fonctions dont elle est chargée en vertu de la Loi ou dont le charge le ministre, et ce conformément à la Loi et aux règlements.

7. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

11.2 (1) Constituent des services assurés pour l'application de la Loi les services suivants :

Services assurés

1. Les services prescrits des hôpitaux et des établissements de santé qui sont fournis aux conditions et dans les limites prescrites.
2. Les services prescrits qui sont nécessaires du point de vue médical et que fournissent les médecins aux conditions et dans les limites prescrites.

	3. Prescribed health care services rendered by prescribed practitioners under such conditions and limitations as may be prescribed.	3. Les services de santé prescrits que fournissent des praticiens prescrits aux conditions et dans les limites prescrites.	
Exceptions	(2) Despite subsection (1), services that a person is entitled to under the <i>Workers' Compensation Act</i> , the <i>Homes for Special Care Act</i> or under any Act of the Parliament of Canada except the <i>Canada Health Act</i> are not insured services.	(2) Malgré le paragraphe (1), les services auxquels une personne a droit en vertu de la <i>Loi sur les accidents du travail</i> , de la <i>Loi sur les foyers de soins spéciaux</i> ou d'une loi du Parlement du Canada, à l'exception de la <i>Loi canadienne sur la santé</i> , ne constituent pas des services assurés.	Exceptions
Restrictions	(3) Such services as may be prescribed are insured services only if they are provided in or by designated hospitals or health facilities.	(3) Les services qui sont prescrits ne sont des services assurés que s'ils sont fournis dans ou par des hôpitaux ou des établissements de santé désignés.	Limites
Same	(4) Such services as may be prescribed are insured services only if they are provided to insured persons in prescribed age groups.	(4) Les services qui sont prescrits ne sont des services assurés que s'ils sont fournis à des assurés appartenant à des groupes d'âge prescrits.	Idem
Same	(5) Such services as may be prescribed are not insured services when they are provided to insured persons in prescribed age groups.	(5) Les services qui sont prescrits ne sont pas des services assurés lorsqu'ils sont fournis à des assurés appartenant à des groupes d'âge prescrits.	Idem
	8. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsections:	8. L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :	
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the insured service is provided in Ontario by a physician who is not an eligible physician.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le service assuré est fourni en Ontario par un médecin qui n'est pas un médecin admissible.	Exception
Commencement	(3) Subsection (2) comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	(3) Le paragraphe (2) entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
	9. Subsection 14 (1) of the Act is amended by adding the following clause:	9. Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :	
	(c) such other services as may be prescribed when they are performed by such classes of persons or in such classes of facilities as may be prescribed.	c) des autres services prescrits, lorsqu'ils sont fournis par des catégories de personnes ou dans des catégories d'établissements prescrites.	
	10. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:	10. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Accounts for insured services	17. (1) Physicians, practitioners and health facilities shall prepare accounts for their insured services in such form as the General Manager may require. The accounts must meet the prescribed requirements.	17. (1) Les médecins, les praticiens et les établissements de santé établissent des notes d'honoraires à l'égard de leurs services assurés selon la formule que le directeur général peut exiger. Les notes d'honoraires doivent répondre aux exigences prescrites.	Notes d'honoraires à l'égard des services assurés
Same	(2) A physician or practitioner who does not submit his or her accounts directly to the Plan shall promptly give an account to a patient who receives insured services from him or her. The account must be in the required form and meet the prescribed requirements.	(2) Le médecin ou le praticien qui ne soumet pas ses notes d'honoraires directement au Régime remet promptement une note d'honoraires au patient qui reçoit de lui des services assurés. La note d'honoraires doit être établie selon la formule exigée et répondre aux exigences prescrites.	Idem
Time for submitting	(3) The physician, practitioner, health facility or, in the case of a patient who is billed directly, the patient must submit an account	(3) Le médecin, le praticien ou l'établissement de santé, ou le patient si la note d'honoraires lui est facturée directement, doit sou-	Délai pour soumettre les notes d'honoraires

for an insured service to the General Manager within such time after the service is performed as may be prescribed. When submitted, the account must be in the required form and meet the prescribed requirements.

11. The Act is amended by adding the following sections:

Fees payable for insured services

17.1 (1) A physician, practitioner or insured person who submits an account to the General Manager in accordance with the Act for insured services provided by a physician or a practitioner is entitled to be paid the fee determined under this section.

Ineligible physician

(2) The fee payable for an insured service provided in Ontario by a physician who is not an eligible physician is nil. This subsection does not apply if the service is rendered on a basis other than fee for service.

Amount

(3) The basic fee payable for an insured service is the amount set out in the regulations. The amount may differ for different classes of physician or practitioner.

Same

(4) The regulations may provide that the basic fee for an insured service is nil.

Adjustment of amount

(5) The basic fee payable for an insured service performed by a physician or practitioner may be increased or decreased as provided in the regulations based upon one or more of the following factors:

1. The professional specialization of the physician or practitioner.
2. The relevant professional experience of the physician or practitioner.
3. The frequency with which the physician or practitioner provides the insured service.
4. The geographic area in which the insured service is provided.
5. The setting in which the insured service is provided.
6. The period of time when the insured service is provided.
7. Such other factors as may be prescribed.

Threshold amount

(6) If the total amount payable for all insured services provided by a physician or practitioner during a prescribed period equals or exceeds a prescribed amount, the fee payable for an insured service may be increased or decreased in accordance with the regu-

mettre une note d'honoraires à l'égard d'un service assuré au directeur général dans le délai prescrit suivant la prestation du service. Lorsqu'elle est soumise, la note d'honoraires doit avoir été établie selon la formule exigée et répondre aux exigences prescrites.

11. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

17.1 (1) Le médecin, le praticien ou l'assuré qui soumet une note d'honoraires au directeur général conformément à la Loi à l'égard des services assurés fournis par un médecin ou un praticien a le droit de recevoir les honoraires fixés aux termes du présent article.

Honoraires payables à l'égard des services assurés

(2) Aucuns honoraires ne sont payables à l'égard d'un service assuré fourni en Ontario par un médecin qui n'est pas un médecin admissible. Le présent paragraphe ne s'applique pas si le service est fourni sur une base autre que le paiement à l'acte.

Médecin non admissible

(3) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré correspondent au montant indiqué dans les règlements. Le montant peut varier d'une catégorie de médecins ou de praticiens à l'autre.

Honoraires de base

(4) Les règlements peuvent prévoir qu'aucuns honoraires de base ne sont payables à l'égard d'un service assuré.

Idem

(5) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien peuvent être augmentés ou diminués selon ce que prévoient les règlements, en fonction d'un ou de plusieurs des facteurs suivants :

Rajustement du montant

1. La spécialisation sur le plan professionnel du médecin ou du praticien.
2. L'expérience professionnelle pertinente du médecin ou du praticien.
3. La fréquence à laquelle le médecin ou le praticien fournit le service assuré.
4. La région dans laquelle le service assuré est fourni.
5. Le milieu dans lequel le service assuré est fourni.
6. La période durant laquelle le service assuré est fourni.
7. Tout autre facteur prescrit.

(6) Si le montant total payable à l'égard de tous les services assurés fournis par un médecin ou un praticien pendant une période prescrite est égal ou supérieur à un montant prescrit, les honoraires payables à l'égard d'un service assuré peuvent être augmentés ou ré-

Montant étalon

lations. The fee payable may be reduced to nil.

Same

(7) A change made under subsection (6) in the fee payable for an insured service is imposed in addition to any change made under subsection (5) in the basic fee payable.

Commence-
ment

(8) Subsection (2) comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Fees
payable,
health
facilities

17.2 (1) Subject to section 28, a health facility that submits an account to the General Manager in accordance with the Act for insured services performed by the facility is entitled to be paid the fee determined under this section.

Same

(2) Subsections 17.1 (3) and (4) apply, with necessary modifications, with respect to the basic fee payable for an insured service.

Adjustment
of amount

(3) The basic fee payable for an insured service performed by a health facility may be increased or decreased as provided in the regulations based upon such factors as may be prescribed.

Threshold
amount

(4) Subsections 17.1 (6) and (7) apply, with necessary modifications, with respect to the fee payable to a health facility.

12. Section 18 of the Act is repealed and the following substituted:

Payment of
accounts

18. (1) The General Manager shall determine all issues relating to accounts for insured services and shall make the payments from the Plan that are authorized under the Act.

Same

(2) The General Manager may refuse to pay an account for services provided by a physician, practitioner or health facility or may pay a reduced amount in the following circumstances:

1. If he or she has reasonable grounds to believe that all or part of the insured services were not in fact rendered.
2. If he or she has reasonable grounds to believe that all or part of the services were not medically or therapeutically necessary.
3. If he or she has reasonable grounds to believe that the nature of the services is misrepresented, whether deliberately or inadvertently.
4. If he or she has reasonable grounds to believe that all or part of the services

duits conformément aux règlements. Les honoraires payables peuvent être ramenés à zéro.

Idem

(7) La modification effectuée en vertu du paragraphe (6) relativement aux honoraires payables à l'égard d'un service assuré est imposée en plus de tout rajustement effectué en vertu du paragraphe (5) relativement aux honoraires de base payables.

(8) Le paragraphe (2) entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

17.2 (1) Sous réserve de l'article 28, l'établissement de santé qui soumet une note d'honoraires au directeur général conformément à la Loi à l'égard des services assurés fournis par l'établissement a le droit de recevoir les honoraires fixés aux termes du présent article.

Honoraires
payables :
établisse-
ments de
santé

(2) Les paragraphes 17.1 (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des honoraires de base payables pour un service assuré.

Idem

(3) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré fourni par un établissement de santé peuvent être augmentés ou réduits selon ce que prévoient les règlements, en fonction des facteurs prescrits.

Rajustement
du montant

(4) Les paragraphes 17.1 (6) et (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des honoraires payables à un établissement de santé.

Montant
étalon

12. L'article 18 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. (1) Le directeur général tranche toutes les questions se rapportant aux notes d'honoraires à l'égard des services assurés et effectue les paiements sur le Régime qui sont autorisés par la Loi.

Paiement
des notes
d'honoraires

(2) Le directeur général peut refuser de payer une note d'honoraires à l'égard de services fournis par un médecin, un praticien ou un établissement de santé ou peut réduire le montant du paiement dans les circonstances suivantes :

Idem

1. S'il a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services assurés n'ont pas été fournis.
2. S'il a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services n'étaient pas nécessaires du point de vue médical ou thérapeutique.
3. S'il a des motifs raisonnables de croire que la nature des services est faussement représentée, que ce soit délibérément ou par inadvertance.
4. S'il a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services

	were not provided in accordance with accepted professional standards.	n'ont pas été fournis conformément aux normes professionnelles reconnues.
	5. In such other circumstances as may be prescribed.	5. Les autres circonstances prescrites.
Same	(3) The General Manager may refuse to pay an account for services provided by a physician if the General Manager has reasonable grounds to believe that the physician is not an eligible physician.	(3) Le directeur général peut refuser de payer une note d'honoraires à l'égard de services fournis par un médecin s'il a des motifs raisonnables de croire que le médecin n'est pas un médecin admissible. Idem
Same	(4) The General Manager shall refuse to pay for an insured service provided by a physician or practitioner or by a health facility if the account for the service is not prepared in the required form, does not meet the prescribed requirements or is not submitted to him or her within the prescribed time. However, the General Manager may pay for the services if there are extenuating circumstances.	(4) Le directeur général refuse de payer pour un service assuré fourni par un médecin ou un praticien ou par un établissement de santé si la note d'honoraires s'y rapportant n'est pas établie selon la formule exigée, ne répond pas aux exigences prescrites ou ne lui est pas soumise dans le délai prescrit. Toutefois, le directeur général peut payer pour le service en cas de circonstances atténuantes. Idem
Reimbursement	(5) The General Manager may require a physician, practitioner or health facility to reimburse the Plan for an amount paid for an account if, after the payment is made, the General Manager determines that any circumstances described in subsection (2) exist.	(5) Le directeur général peut exiger qu'un médecin, un praticien ou un établissement de santé rembourse au Régime un montant payé relativement à une note d'honoraires s'il établit, après que le paiement est effectué, que l'une des circonstances visées au paragraphe (2) existe. Remboursement
Same	(6) The General Manager may require a physician to reimburse the Plan for an amount paid for an account if, after the payment is made, the General Manager has reasonable grounds to believe that the physician is not an eligible physician.	(6) Le directeur général peut exiger qu'un médecin rembourse au Régime un montant payé pour une note d'honoraires si, après que le paiement est effectué, il a des motifs raisonnables de croire que le médecin n'est pas un médecin admissible. Idem
Notice	(7) The General Manager shall notify the physician, practitioner or health facility of a decision to refuse to pay an account, to pay a reduced amount or to require the reimbursement of the Plan.	(7) Le directeur général avise le médecin, le praticien ou l'établissement de santé de sa décision de refuser de payer une note d'honoraires, de payer un montant réduit ou d'exiger que le Régime soit remboursé. Avis
Review by committee	18.1 (1) A physician may request that a decision of the General Manager under subsection 18 (2) or (5) be reviewed, (a) by the Medical Eligibility Committee in the circumstances described in subsection 19 (1); or (b) by the Medical Review Committee in any other circumstance.	18.1 (1) Un médecin peut demander la révision d'une décision du directeur général qui est prévue au paragraphe 18 (2) ou (5) : a) soit par le comité d'admissibilité médicale, dans les circonstances visées au paragraphe 19 (1); b) soit par le comité d'étude de la médecine, dans les autres circonstances. Révision par un comité
Same	(2) A practitioner may request that a decision of the General Manager under subsection 18 (2) or (5) be reviewed by the applicable practitioner review committee.	(2) Un praticien peut demander la révision d'une décision du directeur général qui est prévue au paragraphe 18 (2) ou (5) par le comité d'étude des praticiens compétent. Idem
Same	(3) A request for a review must be made within 60 days after the physician or practitioner receives notice of the decision of the General Manager and must be accompanied by the prescribed application fee.	(3) La demande de révision doit être présentée dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du directeur général par le médecin ou le praticien et être accompagnée des droits de demande prescrits. Idem
Direction by committee	(4) Following the review, the Medical Review Committee or the practitioner review committee may confirm the decision of the	(4) À la suite de la révision, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut confirmer la décision du Ordre du comité

General Manager or may direct the General Manager to make a payment in accordance with the submitted account, to pay a reduced amount or to require the physician or practitioner to reimburse the Plan.

directeur général ou ordonner à ce dernier de faire un paiement conformément à la note d'honoraires soumise, de payer un montant réduit ou d'exiger que le médecin ou le praticien rembourse le Régime.

Notice	(5) The applicable committee shall serve the persons affected by a direction given under subsection (4) with a notice stating that the physician or practitioner may appeal it to the Appeal Board.	(5) Le comité concerné signifie aux personnes touchées par un ordre donné en vertu du paragraphe (4) un avis indiquant que le médecin ou le praticien peut interjeter appel de l'ordre devant la Commission d'appel.	Avis
Reasons for direction	(6) Upon request, the applicable committee shall give the persons affected by its direction written reasons for it.	(6) Sur demande, le comité concerné remet, par écrit, aux personnes touchées par l'ordre qu'il a donné, l'exposé des motifs à l'appui de celui-ci.	Motifs
Interest	(7) If, as a result of a direction, an amount is payable by or to a physician or practitioner, interest is calculated in the prescribed manner and is payable from the date determined in the prescribed manner.	(7) Si, par suite d'un ordre, un montant est payable ou exigible par un médecin ou un praticien, des intérêts sont également payables ou exigibles sur le montant. Les intérêts sont calculés de la manière prescrite et courent à partir de la date fixée de la manière prescrite.	Intérêts
Additional payment	(8) If, as a result of a direction, the physician or practitioner is required to reimburse the Plan, he or she shall pay an additional amount, to be determined in the prescribed manner, for the cost of the review.	(8) Si, par suite d'un ordre, le médecin ou le praticien est tenu de rembourser le Régime, il paie un montant additionnel, établi de la manière prescrite, pour couvrir le coût de la révision.	Paiement additionnel
Refund of fee	(9) The General Manager shall refund any portion of the application fee paid by the physician or practitioner that remains after the additional amount, if any, under subsection (8) is paid.	(9) Le directeur général rembourse toute partie des droits de demande payés par le médecin ou le praticien qui reste après que le montant additionnel, le cas échéant, visé au paragraphe (8) est payé.	Remboursement des droits
Publication of details	(10) The General Manager may make public the following information relating to the matter under review: <ol style="list-style-type: none"> 1. The name and specialty, if any, of the physician or practitioner. 2. The municipality or geographic area in which the physician or practitioner practised his or her profession when the services giving rise to the decision of the applicable committee were provided. 3. The municipality or geographic area in which the physician or practitioner practises his or her profession when the information is made public. 4. A description of the situation under review. The description must not identify, or enable a person to identify, a patient. 5. The amount, if any, that the physician or practitioner is required to pay to the Plan. 6. Such other information as may be prescribed. 	(10) Le directeur général peut rendre publics les renseignements suivants concernant la question qui a fait l'objet de la révision : <ol style="list-style-type: none"> 1. Le nom et la spécialité, le cas échéant, du médecin ou du praticien. 2. La municipalité ou la région dans laquelle le médecin ou le praticien exerçait sa profession lorsque les services visés par la décision du comité concerné ont été fournis. 3. La municipalité ou la région dans laquelle le médecin ou le praticien exerce sa profession lorsque les renseignements sont rendus publics. 4. La description de la situation visée par la révision. Cette description ne doit pas nommer un patient ni permettre à quiconque de ce faire. 5. Le montant, le cas échéant, que le médecin ou le praticien est tenu de rembourser au Régime. 6. Les autres renseignements prescrits. 	Publication des détails
No appeal	(11) The decision of the General Manager to make information public under subsection	(11) La décision du directeur général de rendre publics des renseignements en vertu du	Absence d'appel

(10) is final and shall not be appealed to the Appeal Board or the Divisional Court.

Restriction

(12) The General Manager shall not make the information public until any appeal of a related direction given under subsection (4) is finally determined.

Repayment, unnecessary services

18.2 (1) This section applies if a physician requests another physician or a practitioner or health facility to provide a service that is not medically necessary, and the service is provided as a result of the request.

Direction to repay

(2) If directed to do so by the Medical Review Committee, the physician shall reimburse the Plan,

- (a) in the amount paid by the Plan to the physician or practitioner for the service;
- (b) in the amount paid by the Plan to the health facility, if the health facility submitted an account to the General Manager for the service;
- (c) in the amount of the facility fee paid to the health facility under the *Independent Health Facilities Act*; or
- (d) in the case of a health facility other than one referred to in clause (b) or (c), in the amount otherwise payable by the Plan to a health facility that submits accounts to the General Manager for such services.

Same

(3) Subsections 18.1 (7), (8) and (10) to (12) apply following a direction.

Notice

(4) The Committee shall serve the physician with a notice stating that he or she may appeal the direction to the Appeal Board.

Reasons for direction

(5) Upon request, the Committee shall give the physician written reasons for the direction.

Appeal

(6) Section 20 applies, with necessary modifications, with respect to an appeal to the Appeal Board.

13. Clause 19.1 (1) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is repealed and the following substituted:

- (a) the physician is not an eligible physician for the purposes of this section.

14. Section 20 of the Act is repealed and the following substituted:

paragraphe (10) est définitive et ne doit pas faire l'objet d'un appel devant la Commission d'appel ou la Cour divisionnaire.

Limite

(12) Le directeur général ne doit pas rendre les renseignements publics tant qu'il n'a pas été statué de façon définitive sur tout appel d'un ordre connexe donné en vertu du paragraphe (4).

Remboursement : services non nécessaires

18.2 (1) Le présent article s'applique si un médecin demande à un autre médecin, à un praticien ou à un établissement de santé de fournir un service qui n'est pas nécessaire du point de vue médical et que le service est fourni par suite de la demande.

Ordre de rembourser

(2) Si le comité d'étude de la médecine le lui ordonne, le médecin rembourse au Régime, selon le cas :

- a) le montant que le Régime a payé au médecin ou au praticien à l'égard du service;
- b) le montant que le Régime a payé à l'établissement de santé, si celui-ci a soumis une note d'honoraires au directeur général à l'égard du service;
- c) le montant des frais d'établissement qui ont été versés à l'établissement de santé aux termes de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*;
- d) dans le cas d'un établissement de santé autre que celui visé à l'alinéa b) ou c), le montant autrement payable par le Régime à un établissement de santé qui soumet des notes d'honoraires au directeur général à l'égard de tels services.

(3) Les paragraphes 18.1 (7), (8) et (10) à (12) s'appliquent à la suite d'un ordre.

Idem

(4) Le comité signifie au médecin un avis indiquant qu'il peut interjeter appel de l'ordre devant la Commission d'appel.

Avis

(5) Sur demande, le comité remet, par écrit, au médecin l'exposé des motifs à l'appui de l'ordre qu'il a donné.

Motifs

(6) L'article 20 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un appel interjeté devant la Commission d'appel.

Appel

13. L'alinéa 19.1 (1) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) d'une part, le médecin n'est pas un médecin admissible pour l'application du présent article.

14. L'article 20 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Appeal to
Appeal
Board

20. (1) The following persons may appeal the following matters to the Appeal Board:

1. A person who has applied to become or continue to be an insured person may appeal a decision of the General Manager refusing the application.
2. An insured person who has made a claim for payment for insured services may appeal a decision of the General Manager refusing the claim or reducing the amount so claimed to an amount less than the amount payable by the Plan.
3. A person aggrieved by a direction of the Medical Review Committee or a practitioner review committee on a review under section 18.1.

Notice of
appeal

(2) The appellant shall file a notice of appeal within 15 days after receiving notice of the decision of the General Manager or the direction of the applicable committee.

15. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsections:

Security for
payment

(1.1) The Appeal Board may make an order at any time directing a physician or practitioner to provide security for payment of all or part of an amount determined by the General Manager, the Medical Review Committee or a practitioner review committee to be owing to the Plan and may impose such conditions as the Appeal Board considers appropriate.

Same

(1.2) The Appeal Board shall make an order for security for payment in such circumstances as may be prescribed. The security must meet such requirements as may be prescribed.

16. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

Parties

22. (1) The General Manager is a party to all proceedings before the Appeal Board.

Same

(2) The Medical Review Committee and the physician are parties to an appeal from a direction of the Committee.

Same

(3) The practitioner review committee and the practitioner are parties to an appeal from a direction of the committee.

Same

(4) The Appeal Board may add such other parties to a proceeding as it considers appropriate.

17. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

20. (1) Les personnes suivantes peuvent interjeter appel des questions suivantes devant la Commission d'appel :

Appel devant
la Commis-
sion d'appel

1. Quiconque a demandé à devenir ou à rester un assuré peut interjeter appel de la décision du directeur général de rejeter la demande.
2. L'assuré qui a présenté une demande de paiement pour des services assurés peut interjeter appel de la décision du directeur général de rejeter la demande ou de réduire le montant ainsi demandé à un montant inférieur à celui payable par le Régime.
3. Quiconque est lésé par un ordre donné par le comité d'étude de la médecine ou un comité d'étude des praticiens à la suite de la révision prévue à l'article 18.1.

(2) L'appelant dépose un avis d'appel dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du directeur général ou de l'ordre du comité concerné.

Avis d'appel

15. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) La Commission d'appel peut en tout temps rendre une ordonnance enjoignant à un médecin ou à un praticien de fournir une garantie pour le paiement de la totalité ou d'une partie du montant qui, selon ce qu'a établi le directeur général, le comité d'étude de la médecine ou un comité d'étude des praticiens, est dû au Régime, et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Garantie de
paiement

(1.2) La Commission d'appel rend une ordonnance imposant une garantie de paiement dans les circonstances prescrites. La garantie doit répondre aux exigences prescrites.

Idem

16. L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. (1) Le directeur général est partie à toute instance introduite devant la Commission d'appel.

Parties

(2) Le comité d'étude de la médecine et le médecin sont parties à un appel interjeté d'un ordre du comité.

Idem

(3) Le comité d'étude des praticiens et le praticien sont parties à un appel interjeté d'un ordre du comité.

Idem

(4) La Commission d'appel peut ajouter à l'instance toute autre partie qu'elle estime appropriée.

Idem

17. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Security for payment	(5) Subsections 21 (1.1) and (1.2) apply, with necessary modifications, with respect to the court.	(5) Les paragraphes 21 (1.1) et (1.2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du tribunal.	Garantie de paiement
	18. Section 26.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is repealed.	18. L'article 26.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé.	
	19. The Act is amended by adding the following section:	19. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Contributions to the Plan	27.1 (1) Every physician, practitioner and health facility who provides insured services shall make such contribution to the Plan as may be prescribed relating to the amount of fees payable to him, her or it under the Plan during such prior period as may be prescribed.	27.1 (1) Le médecin, le praticien et l'établissement de santé qui fournissent des services assurés versent au Régime les cotisations prescrites relativement au montant des honoraires qui leur sont payables aux termes du Régime pendant la période antérieure prescrite.	Cotisations au Régime
Amount	(2) The amount of the basic contribution from each physician, practitioner or health facility shall be determined in accordance with the regulations.	(2) Le montant de la cotisation de base versée par chaque médecin, praticien ou établissement de santé est établi conformément aux règlements.	Cotisation de base
Adjustment	(3) The basic contribution from a physician, practitioner or health facility may be increased or decreased as provided in the regulations based upon such factors as may be prescribed.	(3) La cotisation de base versée par un médecin, un praticien ou un établissement de santé peut être augmentée ou diminuée selon ce que prévoient les règlements, en fonction des facteurs prescrits.	Rajustement
Exemption	(4) Such classes of physicians, practitioners or health facilities as may be prescribed are exempt from making a contribution to the Plan.	(4) Sont exemptées de l'obligation de cotiser au Régime les catégories de médecins, de praticiens ou d'établissements de santé prescrites.	Exemption
	20. The Act is amended by adding the following section:	20. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Payments, etc., to the Plan	27.2 (1) The General Manager may obtain or recover money that a physician, practitioner or health facility owes to the Plan by set off against any money payable to him, her or it under the Plan.	27.2 (1) Le directeur général peut obtenir ou recouvrer la somme qu'un médecin, un praticien ou un établissement de santé doit au Régime par déduction du montant en question de toute somme que le Régime doit au médecin, au praticien ou à l'établissement de santé aux termes du Régime.	Paiements au Régime
Same	(2) The General Manager may obtain or recover money by set off despite a review by the Medical Eligibility Committee, the Medical Review Committee or a practitioner review committee or an appeal to the Appeal Board or Divisional Court concerning whether the money is owed to the Plan.	(2) Le directeur général peut obtenir ou recouvrer une somme par voie de compensation malgré une révision du comité d'admissibilité médicale, du comité d'étude de la médecine ou d'un comité d'étude des praticiens ou un appel interjeté devant la Commission d'appel ou la Cour divisionnaire concernant la question de savoir si la somme est due au Régime.	Idem
Same	(3) If a physician or practitioner who does not submit his or her accounts directly to the Plan owes money to the Plan, the General Manager may require him or her to temporarily submit accounts directly to the Plan in such circumstances as may be prescribed.	(3) Si un médecin ou un praticien qui ne soumet pas ses notes d'honoraires directement au Régime doit une somme à celui-ci, le directeur général peut exiger qu'il soumette temporairement ses notes d'honoraires directement au Régime dans les circonstances prescrites.	Idem
Same	(4) When the General Manager determines that the prescribed circumstances referred to in subsection (3) no longer exist, the General Manager shall notify the physician or practi-	(4) Lorsqu'il établit que les circonstances prescrites visées au paragraphe (3) n'existent plus, le directeur général avise le médecin ou le praticien qu'il n'est plus tenu de soumettre ses notes d'honoraires directement au Régime.	Idem

tioner that he or she is no longer required to submit accounts directly to the Plan.

21. Section 29 of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Every insured person shall be deemed to have authorized his or her physician or practitioner, a hospital or health facility which provided a service to the insured person and any other prescribed person or organization to give the General Manager particulars of services provided to the insured person,

- (a) for the purpose of obtaining payment under the Plan for the services;
- (b) for the purpose of enabling the General Manager to monitor and control the delivery of insured services;
- (c) for the purpose of enabling the General Manager to monitor and control payments made under the Plan or otherwise for insured services; and
- (d) for such other purposes as may be prescribed.

(2) The Minister or the General Manager may disclose information obtained under the Act if the Minister or the General Manager, as the case requires, is of the opinion that the disclosure is necessary for the more effective management of the health care system or for the delivery of health care services.

(3) No action lies against a person or organization for giving information to the General Manager under the Act.

(4) No action lies against the Minister or the General Manager, or any member of the staff of either of them, or any other person or organization, for disclosing information in accordance with the Act.

22. The Act is amended by adding the following section:

ELIGIBLE PHYSICIANS

29.1 (1) In sections 29.2 to 29.5,

“affiliated”, in respect of a physician and a facility, means associated in a prescribed relationship; (“affilié”)

“facility” means a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*, an independent health facility within the meaning of the *Independent Health Facilities Act* or any other prescribed facility or agency; (“établissement”)

21. L'article 29 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) L'assuré est réputé avoir autorisé son médecin ou praticien, un hôpital ou un établissement de santé qui lui a fourni un service et toute autre personne ou tout autre organisme prescrits à donner au directeur général les détails concernant les services qui lui ont été fournis :

- a) afin d'obtenir un paiement aux termes du Régime à l'égard des services;
- b) afin de permettre au directeur général de surveiller et de contrôler la prestation des services assurés;
- c) afin de permettre au directeur général de surveiller et de contrôler les paiements effectués aux termes du Régime ou autrement à l'égard des services assurés;
- d) aux autres fins prescrites.

(2) Le ministre ou le directeur général peut divulguer des renseignements obtenus en vertu de la Loi si l'un ou l'autre, selon le cas, est d'avis que la divulgation est nécessaire pour assurer une gestion plus efficace du système de soins de santé ou nécessaire à la prestation des services de santé.

(3) Sont irrecevables les actions intentées contre une personne ou un organisme pour avoir fourni des renseignements au directeur général aux termes de la Loi.

(4) Sont irrecevables les actions intentées contre le ministre ou le directeur général, ou tout membre du personnel de l'un ou l'autre, ou contre toute autre personne ou tout autre organisme pour avoir divulgué des renseignements conformément à la Loi.

22. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

MÉDECINS ADMISSIBLES

29.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 29.2 à 29.5.

«affilié» En ce qui concerne un médecin et un établissement, s'entend d'un médecin ou d'un établissement qui est associé dans le cadre d'une relation prescrite. («affiliated»)

«établissement» Hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*, établissement de santé autonome au sens de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou tout autre établissement ou organisme prescrit. («facility»)

Disclosure
authorized

Divulcation
autorisée

Disclosure

Divulcation

Immunity

Immunité

Same

Idem

Definitions

Définitions

“family practitioner” means a physician who holds a certificate of registration with the College of Physicians and Surgeons of Ontario authorizing the independent practice of medicine and who is not a specialist; (“médecin de famille”)

“oversupplied area” means an area that is determined under subsection 29.3 (2) to be oversupplied with physicians; (“région sursaturée”)

“specialist” means a physician who holds,

- (a) a certificate of registration with the College of Physicians and Surgeons of Ontario authorizing the independent practice of medicine, and
- (b) certification in a specialty by the Royal College of Physicians and Surgeons of Canada. (“spécialiste”)

Location of practice

(2) For the purposes of sections 29.2 to 29.5, a physician is presumed to be rendering insured services in each area for which the records of the College of Physicians and Surgeons of Ontario show on such date as may be prescribed an address that is his or her practice address.

Same, correction

(3) If the physician’s practice address as shown in the records of the College is incorrect or if the physician also practices at other addresses or practices in such circumstances as may be prescribed, the physician may provide the General Manager with such evidence as the General Manager may require before such date as may be prescribed to establish the physician’s practice address or addresses.

23. The Act is amended by adding the following section:

Eligible physicians

29.2 (1) Subject to section 29.3, a physician is an eligible physician if he or she meets the requirements set out in this section.

Same

(2) Subject to subsection (4), the following persons are eligible physicians:

1. A physician who is an eligible physician for the purposes of section 19.1 immediately before this section comes into force.
2. A physician who is granted an appointment that takes effect before April 1, 1996 to the medical staff of a hospital in Ontario. The appointment must be granted before the prescribed date.
3. A physician who is granted an appointment that takes effect before April 1, 1996 to the teaching staff of a faculty of medicine in Ontario. The appointment

«médecin de famille» Médecin qui est titulaire d’un certificat d’inscription auprès de l’Ordre des médecins et chirurgiens de l’Ontario l’autorisant à exercer la médecine de façon indépendante et qui n’est pas un spécialiste. («family practitioner»)

«région sursaturée» Région qui est considérée aux termes du paragraphe 29.3 (2) comme ayant un trop-plein de médecins. («oversupplied area»)

«spécialiste» Médecin qui est titulaire des certificats suivants :

- a) un certificat d’inscription auprès de l’Ordre des médecins et chirurgiens de l’Ontario l’autorisant à exercer la médecine de façon indépendante;
- b) un certificat dans une spécialité, décerné par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. («specialist»)

(2) Pour l’application des articles 29.2 à 29.5, un médecin est présumé fournir des services assurés dans chaque région pour laquelle les dossiers de l’Ordre des médecins et chirurgiens de l’Ontario indiquent, à la date prescrite, une adresse qui est l’adresse de son cabinet.

Emplacement du cabinet

(3) Si l’adresse du cabinet du médecin qui figure dans les dossiers de l’Ordre est inexacte ou que le médecin exerce également ailleurs ou dans les circonstances prescrites, ce dernier peut fournir au directeur général les preuves que celui-ci peut exiger, avant la date prescrite, pour établir l’adresse ou les adresses de son cabinet.

Idem, correction

23. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

29.2 (1) Sous réserve de l’article 29.3, un médecin est un médecin admissible s’il satisfait aux exigences énoncées au présent article.

Médecins admissibles

(2) Sous réserve du paragraphe (4), les personnes suivantes sont des médecins admissibles :

Idem

1. Un médecin qui est un médecin admissible pour l’application de l’article 19.1 immédiatement avant l’entrée en vigueur du présent article.
2. Un médecin dont la nomination au sein du personnel médical d’un hôpital de l’Ontario prend effet avant le 1^{er} avril 1996. Cette nomination doit toutefois précéder la date prescrite.
3. Un médecin dont la nomination au sein du personnel enseignant d’une faculté de médecine de l’Ontario prend effet avant le 1^{er} avril 1996. Cette nomina-

must be granted before the prescribed date.

4. A physician other than one described in paragraph 1 who, on and after the prescribed date, is a family practitioner who does not render insured services in an oversupplied area.
5. A physician other than one described in paragraph 1 who, on and after the prescribed date, is a specialist who is affiliated with a facility.
6. A physician other than one described in paragraphs 1 to 5 who incurs significant financial obligations in connection with the commencement of the practice of medicine in Ontario before the date on which this section comes into force.
7. A physician who is a member of a class of physicians that is prescribed as being eligible physicians.

Exception

(3) A physician is not an eligible physician if he or she is a member of a class of physicians that is prescribed as not being eligible.

Same, conditions

(4) A physician is not an eligible physician unless he or she complies with such additional conditions for becoming an eligible physician as may be prescribed.

24. The Act is amended by adding the following section:

Number of eligible physicians

29.3 (1) The Minister may, by regulation, fix or vary the number of physicians, or the number of physicians in a class of physicians, who may become eligible physicians in an area after the date on which this section comes into force. The Minister may do so without prior notice.

Oversupplied area

(2) The Minister may, by regulation, determine from time to time the areas of Ontario that are oversupplied with physicians.

Same

(3) A determination under subsection (2) may be made by class of physician.

Moratorium

(4) In any of the following circumstances, the Minister may, by regulation, impose a moratorium during which no physician is entitled to become an eligible physician in an area to which the moratorium applies:

1. If the Minister considers that the number of physicians who meet the criteria under section 29.2 and who wish to become eligible physicians under the Act is causing or is likely to cause inequities in the administration of the Act.

tion doit toutefois précéder la date prescrite.

4. Un médecin autre que celui visé à la disposition 1 qui, à la date prescrite et par la suite, est un médecin de famille qui ne fournit pas de services assurés dans une région sursaturée.
5. Un médecin autre que celui visé à la disposition 1 qui, à la date prescrite et par la suite, est un spécialiste affilié à un établissement.
6. Un médecin autre que celui visé aux dispositions 1 à 5 qui contracte des dettes importantes en vue de commencer à exercer la médecine en Ontario avant la date d'entrée en vigueur du présent article.
7. Un médecin qui fait partie d'une catégorie de médecins prescrite comme étant une catégorie de médecins admissibles.

Exception

(3) Un médecin n'est pas un médecin admissible s'il fait partie d'une catégorie de médecins prescrite comme n'étant pas admissible.

Idem, conditions

(4) Un médecin n'est pas un médecin admissible tant qu'il ne se conforme pas aux conditions supplémentaires prescrites pour devenir un médecin admissible.

24. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.3 (1) Le ministre peut, par règlement et sans préavis, fixer ou modifier le nombre de médecins, ou le nombre de médecins dans une catégorie de médecins, qui peuvent acquérir le statut de médecin admissible dans une région après la date d'entrée en vigueur du présent article.

Nombre de médecins admissibles

(2) Le ministre peut, par règlement, déterminer à l'occasion les régions de l'Ontario où il y a un trop-plein de médecins.

Région sursaturée

(3) La détermination prévue au paragraphe (2) peut être faite par catégorie de médecins.

Idem

(4) Le ministre peut, par règlement et dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes, imposer un moratoire au cours duquel aucun médecin n'a le droit de devenir un médecin admissible dans une région visée par le moratoire :

Moratoire

1. Si le ministre estime que le nombre de médecins qui satisfont aux critères visés à l'article 29.2 et qui désirent devenir des médecins admissibles en vertu de la Loi cause ou causera vraisemblablement des iniquités dans l'application de la Loi.

2. If the Minister considers that the number of physicians described in paragraph 1 exceeds or is likely to exceed the number of physicians permitted to become eligible physicians in a class or an area as a result of a decision of the Minister.

Time

(5) A moratorium is effective for the period of time declared by the Minister. The Minister may end or extend a moratorium as the Minister in his or her sole discretion considers necessary or advisable in the circumstances.

Notice

(6) The Minister may impose, end or extend a moratorium without prior notice.

Determination of eligibility

(7) If the number of physicians who meet requirements under section 29.2 for an eligible physician and who wish to become eligible physicians under the Act is greater than the number that are permitted to become eligible physicians in a class or an area as a result of a decision of the Minister, the determination of which physicians will become eligible physicians shall be made in accordance with such method and criteria as may be prescribed.

25. The Act is amended by adding the following section:

Loss of eligible status

29.4 (1) An eligible physician who fails to comply with such requirements or conditions as may be prescribed for eligible physicians ceases to be an eligible physician.

Specialist

(2) A specialist who becomes an eligible physician after the date this section comes into force and who ceases to be affiliated with a facility ceases to be an eligible physician.

Same

(3) A specialist described in subsection (2) becomes an eligible physician again on the date on which he or she becomes affiliated with a facility.

Change of kind of practice

(4) An eligible physician ceases to be an eligible physician if he or she changes the nature of his or her practice from that of a family practitioner to that of a specialist. This does not apply if the physician is affiliated with a facility as a specialist.

Exemption, ineligible physicians

(5) The Minister may exempt a physician or a class of physicians from subsection (1), (2) or (4) in the following circumstances:

1. If the Minister considers that the services of the physician or class are required to meet a need in an academic area, a domain of medical practice or a geographic area.

2. Si le ministre estime que le nombre de médecins visés à la disposition 1 dépasse ou dépassera vraisemblablement le nombre de médecins qui sont autorisés à devenir des médecins admissibles dans une catégorie ou dans une région par suite d'une décision du ministre.

(5) Le ministre fixe la durée de validité du moratoire. Il peut, à sa discrétion, mettre fin au moratoire ou le proroger, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable dans les circonstances.

(6) Le ministre peut, sans préavis, imposer ou proroger un moratoire ou y mettre fin.

(7) Si le nombre de médecins qui satisfont aux exigences prévues à l'article 29.2 pour un médecin admissible et qui désirent devenir des médecins admissibles en vertu de la Loi est supérieur au nombre de médecins qui sont autorisés à devenir des médecins admissibles dans une catégorie ou dans une région par suite d'une décision du ministre, la détermination des médecins qui deviendront des médecins admissibles est faite de la façon et selon les critères prescrits.

25. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.4 (1) Le médecin admissible qui ne se conforme pas aux exigences ou conditions prescrites pour les médecins admissibles perd son statut de médecin admissible.

(2) Le spécialiste qui devient un médecin admissible après la date d'entrée en vigueur du présent article et qui cesse d'être affilié à un établissement perd son statut de médecin admissible.

(3) Le spécialiste visé au paragraphe (2) redevient un médecin admissible à la date où il devient affilié à un établissement.

(4) Le médecin admissible perd son statut de médecin admissible s'il cesse d'exercer la profession de médecin de famille et entreprend d'exercer celle de spécialiste, sauf si le médecin est affilié à un établissement en tant que spécialiste.

(5) Le ministre peut exempter un médecin ou une catégorie de médecins de l'application du paragraphe (1), (2) ou (4) dans les circonstances suivantes :

1. S'il estime que les services du médecin ou de la catégorie de médecins sont nécessaires pour répondre à un besoin dans une matière d'enseignement, un domaine de l'exercice de la médecine ou une région.

Durée de validité

Absence de préavis

Détermination de l'admissibilité

Perte du statut de médecin admissible

Spécialiste

Idem

Modification de l'exercice de la profession

Exemption : médecins non admissibles

	2. If the Minister considers that the services of the physician or class are required to fulfil a prescribed purpose.	2. S'il estime que les services du médecin ou de la catégorie de médecins sont nécessaires pour atteindre une fin prescrite.	
	3. If the Minister considers that exceptional circumstances exist in respect of the physician or class.	3. S'il estime qu'il existe des circonstances exceptionnelles à l'égard du médecin ou de la catégorie de médecins.	
Same	(6) An exemption under paragraph 1 or 2 of subsection (5) may be made despite a moratorium under subsection 29.3 (4).	(6) L'exemption visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (5) peut être accordée malgré un moratoire imposé en vertu du paragraphe 29.3 (4).	Idem
Same	(7) An exemption may be made subject to such conditions as are specified.	(7) L'exemption peut être accordée sous réserve des conditions précisées.	Idem
Same	(8) The Minister may designate a person to exercise his or her powers and duties under subsection (5).	(8) Le ministre peut désigner une personne pour exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribue le paragraphe (5).	Idem
	26. The Act is amended by adding the following section:	26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Declaration of ineligibility	29.5 (1) Subject to subsections (2) to (5), the General Manager may declare that a physician is not an eligible physician in the following circumstances:	29.5 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), le directeur général peut déclarer qu'un médecin n'est pas un médecin admissible dans les circonstances suivantes :	Déclaration de non-admissibilité
	1. If the General Manager is of the opinion that the physician is not qualified under the Act to be an eligible physician.	1. Si le directeur général est d'avis que le médecin ne possède pas les qualités requises aux termes de la Loi pour être un médecin admissible.	
	2. If the General Manager is of the opinion that the physician is not an eligible physician, although the physician appears to have acted or to be acting as an eligible physician.	2. Si le directeur général est d'avis que le médecin n'est pas un médecin admissible, même s'il semble avoir agi ou agir comme un médecin admissible.	
	3. If the General Manager is of the opinion that the physician is not in compliance with a condition in respect of continuing to be an eligible physician.	3. Si le directeur général est d'avis que le médecin ne respecte pas une condition applicable au maintien du statut de médecin admissible.	
Notice	(2) If the General Manager proposes to make a declaration under subsection (1), he or she shall give notice of the proposal to the physician together with reasons for the proposal.	(2) Si le directeur général a l'intention de faire une déclaration en vertu du paragraphe (1), il donne un avis motivé de son intention au médecin.	Avis
Written submission	(3) The physician may give the General Manager a written submission about the proposal within 15 days after receiving the notice and the General Manager shall consider it.	(3) Le médecin peut présenter au directeur général des observations écrites à l'égard de l'intention de faire une déclaration dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis et le directeur général les prend en considération.	Observations écrites
Extension	(4) The General Manager may accept a written submission after the time provided under subsection (3) if he or she considers that there are reasonable grounds for so doing.	(4) Le directeur général peut accepter des observations écrites présentées après le délai prévu au paragraphe (3) s'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire.	Prorogation
No declaration	(5) The General Manager may decline to make a declaration under subsection (1) if he or she is satisfied by the written submission that it is in the best interest of the proper management of the health care system or the delivery of health care services in Ontario to do so.	(5) Le directeur général peut refuser de faire une déclaration en vertu du paragraphe (1) si les observations écrites le convainquent qu'en agissant ainsi, il sert l'intérêt véritable d'une saine gestion du système de soins de santé ou de la prestation des services de santé en Ontario.	Absence de déclaration

Criteria	(6) The General Manager shall consider such criteria as may be prescribed before declining to make a declaration for the reasons described in subsection (5).	(6) Le directeur général tient compte des critères prescrits avant de refuser de faire une déclaration pour les motifs visés au paragraphe (5).	Critères
Notice of declaration	(7) The General Manager shall notify the physician of his or her decision and, upon request, shall provide written reasons for it.	(7) Le directeur général avise le médecin de sa décision et, sur demande, en fournit les motifs par écrit.	Avis de déclaration
Decision final	(8) A declaration by the General Manager under this section is final and binding.	(8) La déclaration que le directeur général fait en vertu du présent article est définitive et exécutoire.	Décision définitive
	27. The Act is amended by adding the following section:	27. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Transition, proceedings	29.6 No proceeding shall be commenced in which compensation is sought for any loss relating to the coming into force of sections 29.1 to 29.5.	29.6 Est irrecevable l'instance dans laquelle une indemnisation est demandée pour toute perte ayant trait à l'entrée en vigueur des articles 29.1 à 29.5.	Disposition transitoire : instances
	28. The Act is amended by adding the following section:	28. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Ministerial review	29.7 On or before November 30, 1997, the Minister shall undertake a comprehensive review of the operation of sections 29.1 to 29.5. Following the review, the Minister may make recommendations about those sections to the Lieutenant Governor in Council.	29.7 Au plus tard le 30 novembre 1997, le ministre entreprend un examen global de l'effet des articles 29.1 à 29.5 et, au terme de cet examen, peut faire des recommandations au sujet de ces articles au lieutenant-gouverneur en conseil.	Examen ministériel
	29. Section 37 of the Act is repealed and the following substituted:	29. L'article 37 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
General information requirement	37. (1) Every physician and practitioner shall give the General Manager such information as may be prescribed for the purpose of administering the Act.	37. (1) Chaque médecin et chaque praticien communique au directeur général les renseignements prescrits pour l'application de la Loi.	Exigence quant aux renseignements généraux
Same	(2) Such persons or organizations as may be prescribed shall give the General Manager such information as may be prescribed and such information as he or she may require for the purpose of administering the Act.	(2) Les personnes ou organismes prescrits communiquent au directeur général les renseignements prescrits et ceux qu'il peut exiger pour l'application de la Loi.	Idem
Time	(3) The information shall be provided in such form and within such time as the General Manager may require.	(3) Les renseignements sont communiqués selon la formule que peut exiger le directeur général et dans les délais qu'il peut impartir.	Délai
	30. The Act is amended by adding the following section:	30. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Record-keeping	37.1 (1) For the purposes of this Act, every physician, practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether he, she or it has provided an insured service to a person.	37.1 (1) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir s'il a fourni un service assuré à une personne.	Tenue de dossiers
Same	(2) For the purposes of this Act, every physician, practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to demonstrate that a service for which he, she or it prepares or submits an account is the service that he, she or it provided.	(2) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour prouver qu'un service à l'égard duquel il établit ou soumet une note d'honoraires est celui qu'il a fourni.	Idem
Same	(3) For the purposes of this Act, every physician and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether a service he, she or it has provided is medically necessary.	(3) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir que tout service qu'il a fourni était nécessaire du point de vue médical.	Idem

Same	(4) For the purposes of this Act, every practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether a service he, she or it has provided is therapeutically necessary.	(4) Pour l'application de la présente loi, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir que tout service qu'il a fourni était nécessaire du point de vue thérapeutique.	Idem
Same	(5) The records described in subsections (1), (2), (3) and (4) must be prepared promptly when the service is provided.	(5) Les dossiers visés aux paragraphes (1), (2), (3) et (4) doivent être établis promptement après que le service est fourni.	Idem
Obligation	(6) If there is a question about whether an insured service was provided, the physician, practitioner or health facility shall provide the affected parties with all relevant information within his, her or its control.	(6) Si la prestation d'un service assuré est mise en doute, le médecin, le praticien ou l'établissement de santé communique aux parties intéressées tous les renseignements pertinents qu'il détient.	Obligation
Presumption	(7) In the absence of a record described in subsection (1), (2), (3) or (4), it is presumed that no insured service was provided.	(7) En l'absence d'un dossier visé au paragraphe (1), (2), (3) ou (4), il est présumé qu'aucun service assuré n'a été fourni.	Présomption
	31. Subsection 38 (4) of the Act is repealed and the following substituted:	31. Le paragraphe 38 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Exception for professional discipline	(4) The General Manager, the Medical Review Committee or a practitioner review committee may give to the statutory body governing the profession of a physician or practitioner, as the case may be,	(4) Le directeur général, le comité d'étude de la médecine ou un comité d'étude des praticiens peut communiquer à l'ordre professionnel légal qui régit la profession d'un médecin ou d'un praticien, selon le cas, ce qui suit :	Exception dans le cas d'un ordre professionnel
	(a) information described in subsection (2);	a) les renseignements visés au paragraphe (2);	
	(b) information pertaining to the nature of the insured services provided by the physician or practitioner; and	b) des renseignements concernant la nature des services assurés fournis par le médecin ou le praticien;	
	(c) information concerning any diagnosis given by the physician or practitioner.	c) des renseignements concernant tout diagnostic posé par le médecin ou le praticien.	
	32. The Act is amended by adding the following section:	32. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
General review re insured services	39.1 (1) The General Manager may request the Medical Review Committee to review the provision of insured services by a physician. The request may specify the types of insured services to be reviewed and the period during which the services were provided.	39.1 (1) Le directeur général peut demander au comité d'étude de la médecine de procéder à un examen de la prestation des services assurés par un médecin. La demande peut préciser les types de services assurés devant faire l'objet de l'examen et la période de prestation des services visée par l'examen.	Examen général relatif aux services assurés
Same	(2) The General Manager may request a practitioner review committee to review the provision of insured services by a practitioner. The request may specify the types of insured services to be reviewed and the period during which the services were provided.	(2) Le directeur général peut demander à un comité d'étude des praticiens de procéder à un examen de la prestation des services assurés par un praticien. La demande peut préciser les types de services assurés devant faire l'objet de l'examen et la période de prestation des services visée par l'examen.	Idem
Directions	(3) Following a review, the Medical Review Committee or practitioner review committee may direct the General Manager,	(3) À la suite de l'examen, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut enjoindre, par voie de directive, au directeur général :	Directives du comité
	(a) to increase the amount paid to the physician or practitioner for an insured service; or	a) soit d'augmenter le montant devant être payé au médecin ou au praticien à l'égard d'un service assuré;	

	(b) to require the physician or practitioner to repay all or part of any payment made under the Plan.	b) soit d'exiger que le médecin ou le praticien rembourse la totalité ou une partie d'un paiement effectué aux termes du Régime.	
Same	(4) A direction under clause (3) (b) may be made only in the following circumstances:	(4) La directive visée à l'alinéa (3) b) ne peut être donnée que dans les circonstances suivantes :	Idem
	1. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the insured services were not rendered.	1. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services assurés n'ont pas été fournis.	
	2. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the services were not medically or therapeutically necessary.	2. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services n'étaient pas nécessaires du point de vue médical ou thérapeutique.	
	3. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that the nature of the services is misrepresented, whether deliberately or inadvertently.	3. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la nature des services est faussement représentée, que ce soit délibérément ou par inadvertance.	
	4. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the services were not provided in accordance with accepted medical standards.	4. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services n'ont pas été fournis conformément aux normes médicales reconnues.	
	5. In such other circumstances as may be prescribed.	5. Les autres circonstances prescrites.	
Same	(5) Subsections 18.1 (7), (8) and (10) to (12) apply following a review.	(5) Les paragraphes 18.1 (7), (8) et (10) à (12) s'appliquent à la suite d'un examen.	Idem
Notice	(6) The applicable committee shall serve the persons affected by a direction given under subsection (3) with a notice stating that the physician or practitioner may appeal it to the Appeal Board.	(6) Le comité concerné signifie aux personnes touchées par une directive donnée en vertu du paragraphe (3) un avis indiquant que le médecin ou le praticien peut interjeter appel de la directive devant la Commission d'appel.	Avis
Reasons for decision	(7) Upon request, the applicable committee shall give the persons affected by its direction written reasons for it.	(7) Sur demande, le comité concerné remet, par écrit, aux personnes touchées par sa directive l'exposé des motifs de celle-ci.	Motifs
Appeal	(8) Section 20 applies, with necessary modifications, with respect to an appeal to the Appeal Board.	(8) L'article 20 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'appel interjeté devant la Commission d'appel.	Appel
	33. Section 40 of the Act is repealed and the following substituted:	33. L'article 40 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Inspectors	40. (1) The Minister may appoint persons as inspectors who shall act only under the direction of the General Manager.	40. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs, qui ne doivent agir que sur les ordres du directeur général.	Inspecteurs
Same, Medical Review Committee	(2) The Minister may appoint medical and financial inspectors from among the persons nominated by the College of Physicians and Surgeons of Ontario. These inspectors shall act only under the direction of the Medical Review Committee.	(2) Le ministre peut nommer, parmi les personnes désignées par l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, des inspecteurs médicaux et financiers, qui ne doivent agir que sur les ordres du comité d'étude de la médecine.	Idem : comité d'étude de la médecine
Powers	(3) The powers and duties of inspectors appointed under subsection (2) relate only to the provision of insured services by physicians.	(3) Les pouvoirs et fonctions des inspecteurs nommés en vertu du paragraphe (2) ne portent que sur la prestation des services assurés par les médecins.	Pouvoirs

Inspectors,
practitioner
review
committees

(4) The Minister may appoint practitioner and financial inspectors from among the persons nominated by a body referred to in section 6 that nominates persons for appointment to a practitioner review committee. These inspectors shall act only under the direction of the applicable practitioner review committee.

Powers

(5) The powers and duties of inspectors appointed under subsection (4) relate only to the provision of insured services by practitioners engaged in the practice of the applicable health discipline.

Powers of
inspectors

40.1 (1) An inspector has the following powers:

1. To interview a physician or practitioner and members of his or her staff on matters that relate to the provision of insured services.
2. To interview persons employed in a hospital, health facility or such other type of health care facility as may be prescribed in which insured services are provided, or the operator of one, on matters that relate to the provision of insured services.
3. To question a person on matters that may be relevant to an inspection, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the examination.
4. To enter and inspect premises where insured services are provided and to inspect the operations carried out on the premises.
5. To inspect and receive information from health records or from notes, charts and other material relating to patient care and to reproduce and retain copies of them.
6. To inspect, at any reasonable time, all books of account, documents, correspondence and records, including payroll, employment, patient and drug records, regardless of the form or medium in which such records are kept.
7. To remove material described in paragraph 5 or 6 for the purpose of copying it. The inspector must show the certificate of his or her appointment by the Minister and must give a receipt for the material. The material must be promptly returned to the person appar-

(4) Le ministre peut nommer, parmi les personnes désignées par l'un des organes visés à l'article 6 qui désigne des personnes en vue de leur nomination à un comité d'étude des praticiens, des inspecteurs pour les praticiens et des inspecteurs financiers, qui ne doivent agir que sur les ordres du comité d'étude des praticiens compétent.

Inspecteurs :
comités
d'étude des
praticiens

(5) Les pouvoirs et fonctions des inspecteurs nommés en vertu du paragraphe (4) ne portent que sur la prestation des services assurés par les praticiens qui exercent la discipline des sciences de la santé applicable.

Pouvoirs

40.1 (1) Les inspecteurs possèdent les pouvoirs suivants :

Pouvoirs des
inspecteurs

1. S'entretenir avec un médecin ou un praticien et les membres de son personnel de questions portant sur la prestation des services assurés.
2. S'entretenir avec les employés d'un hôpital, d'un établissement de santé ou d'un autre type d'établissement de soins de santé prescrit où des services assurés sont fournis, ou avec l'exploitant de l'un d'eux, de questions portant sur la prestation des services assurés.
3. Interroger une personne sur des questions qui peuvent se rapporter à une inspection, sous réserve du droit de la personne à la présence d'un avocat ou d'un autre représentant pendant l'interrogatoire.
4. Entrer dans un lieu où des services assurés sont fournis et inspecter les lieux et les activités exercées sur les lieux.
5. Consulter les dossiers relatifs à la santé, les notes, les feuilles d'observation et autres documents concernant les soins aux patients, en tirer des renseignements, les reproduire et en garder des copies.
6. Examiner, à toute heure raisonnable, tous les livres de compte et les documents, tout le courrier et tous les dossiers, y compris les livres de paie, les relevés d'emploi, les dossiers des patients et les dossiers pharmaceutiques, peu importe la forme sous laquelle ils sont tenus ou le moyen utilisé pour les tenir.
7. Enlever les pièces visées à la disposition 5 ou 6 afin d'en faire une copie. L'inspecteur doit présenter l'attestation de sa nomination délivrée par le ministre et donner un récépissé à l'égard des pièces. Celles-ci doivent être retournées promptement à la personne qui semble

ently in charge of the premises from which the material is removed.

8. To enter premises where material required for the purposes of the Act, and material referred to in paragraphs 5 and 6, is stored for the purpose of inspecting it.

Notice (2) The inspector shall give five days written notice to the physician, practitioner or administrator of the hospital, health facility or other health care facility that the inspector wishes to conduct an interview described in paragraph 1 or 2 of subsection (1).

Same (3) The notice must, where practicable, state the subject-matter of the interview and the identity or the position, if known, of the person or persons to be interviewed.

Same (4) The notice must state that the person to be interviewed is entitled to be represented by legal counsel.

Private residence (5) An inspector shall not enter a private residence without the consent of an occupier except under the authority of a warrant under subsection (6).

Warrant (6) A provincial judge or justice of the peace may issue a warrant in the prescribed form authorizing an inspector to enter a private residence for the purpose of conducting an inspection if the judge or justice of the peace is satisfied upon application by an inspector, on information upon oath, that there are reasonable grounds for doing so.

Legible records (7) If a book, document, item of correspondence or record is kept in a form or medium that is not legible, the inspector may require the person apparently in charge of it to provide him or her with a legible physical copy for examination.

Cost (8) The cost of providing the inspector with a legible copy under subsection (7) shall be borne by the physician, practitioner or health facility, as the case may be.

Obstruction **40.2** (1) No person shall obstruct an inspector or withhold or conceal from an inspector any book, document, correspondence, record or thing relevant to an inspection.

Duty to co-operate (2) Every physician who provides insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act or with a member of the Medical Review Committee who is exercising powers or performing duties under the Act.

Same (3) Every practitioner who provides insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the

avoir la responsabilité des lieux d'où elles ont été enlevées.

8. Entrer dans un lieu où sont conservées les pièces exigées pour l'application de la Loi et les pièces visées aux dispositions 5 et 6, afin de les examiner.

(2) L'inspecteur remet au médecin, au praticien ou au directeur général de l'hôpital, de l'établissement de santé ou de l'autre établissement de soins de santé un préavis écrit de cinq jours portant qu'il désire avoir l'entretien visé à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (1).

(3) L'avis doit, si possible, indiquer l'objet de l'entretien et l'identité ou la fonction, si celle-ci est connue, de la ou des personnes qui seront interrogées.

(4) L'avis doit indiquer que la personne qui sera interrogée a le droit de se faire représenter par un avocat.

(5) L'inspecteur ne peut pénétrer dans une résidence privée sans le consentement de l'occupant, sauf en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (6).

(6) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner un mandat, rédigé selon la formule prescrite, qui autorise un inspecteur à pénétrer dans une résidence privée pour procéder à une inspection, s'il est convaincu à la requête de l'inspecteur, sur dépôt d'une dénonciation sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire.

(7) Si un livre, un document, du courrier ou un dossier est tenu ou gardé sous une forme ou par un moyen qui n'est pas lisible, l'inspecteur peut exiger de la personne qui semble en avoir la responsabilité qu'elle produise une copie papier lisible pour qu'il puisse l'examiner.

(8) Le coût relatif à la remise à l'inspecteur d'une copie lisible aux termes du paragraphe (7) est à la charge du médecin, du praticien ou de l'établissement de santé, selon le cas.

40.2 (1) Nul ne doit entraver le travail de l'inspecteur, ni refuser ou dissimuler à ce dernier des livres, des documents, du courrier, des dossiers ou des choses qui se rapportent à l'inspection.

(2) Le médecin qui fournit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi ou avec un membre du comité d'étude de la médecine qui exerce les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en vertu de la Loi.

(3) Le praticien qui fournit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la

Avis

Idem

Idem

Résidence
privée

Mandat

Dossiers
lisibles

Coût

Entrave au
travail de
l'inspecteurDevoir de
collaborer

Idem

Act or with a member of a practitioner review committee who is exercising powers or performing duties under the Act.

Loi ou avec un membre d'un comité d'étude des praticiens qui exerce les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en vertu de la Loi.

Same

(4) The operator and administrator of every hospital, health facility and other health care facility in which insured services are provided shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act and shall ensure that employees also co-operate fully.

(4) L'exploitant et le directeur général de tout hôpital, établissement de santé ou autre établissement de soins de santé où sont fournis des services assurés collaborent pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi et veillent à ce que les employés collaborent eux aussi pleinement.

Idem

Same

(5) Every person who receives insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act.

(5) Quiconque reçoit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi.

Idem

Suspension of payments

(6) The General Manager may suspend payments under the Plan to a physician or practitioner during any period when he or she fails to comply with subsection (2) or (3) without just cause, whether or not the physician or practitioner is convicted of an offence.

(6) Le directeur général peut suspendre les paiements versés aux termes du Régime à un médecin ou à un praticien pendant la période où l'un ou l'autre omet de se conformer au paragraphe (2) ou (3) sans motif valable, qu'il ait ou non été déclaré coupable d'une infraction.

Suspension des paiements

Same

(7) The General Manager may suspend payments under the Plan to a hospital or health facility during any period when its operator or administrator or its employees fail to comply with subsection (4) without just cause, whether or not the person is convicted of an offence.

(7) Le directeur général peut suspendre les paiements versés aux termes du Régime à un hôpital ou à un établissement de santé pendant la période où l'exploitant ou le directeur général de l'hôpital ou de l'établissement de santé, ou l'un de ses employés, omet de se conformer au paragraphe (4) sans motif valable, que la personne ait ou non été déclarée coupable d'une infraction.

Idem

34. (1) Clauses 45 (1) (e) to (j) of the Act are repealed and the following substituted:

34. (1) Les alinéas 45 (1) e) à j) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- (e) governing insured services, including specifying those services that are not insured services;
- (f) governing payments for insured services.

- e) régir les services assurés, notamment préciser les services qui ne constituent pas des services assurés;
- f) régir les paiements relatifs aux services assurés.

(2) Clause 45 (1) (q) of the Act is repealed.

(2) L'alinéa 45 (1) q) de la Loi est abrogé.

(3) Subsection 45 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following clauses:

(3) Le paragraphe 45 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

- (aa) prescribing anything that must or may be prescribed or that must or may be done in accordance with the regulations or as provided in the regulations;

- aa) prescrire tout ce qui doit ou peut être prescrit ou tout ce qui doit ou peut être fait conformément aux règlements ou comme ceux-ci le prévoient;

- (bb) governing any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purposes of this Act.

- bb) régir toute question nécessaire ou utile pour réaliser efficacement les objets de la présente loi.

(4) Subsection 45 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is

(4) Le paragraphe 45 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est

further amended by adding the following clauses:

(r.1) defining the following terms:

1. For the purposes of subsection 29.1 (2), defining "area".
2. For the purposes of subsections 29.1 (2) and (3), defining "practice address".
3. For the purposes of paragraph 6 of subsection 29.2 (2), defining "significant financial obligations";

(r.2) governing the determination of which physicians from among those who meet the requirements under section 29.2 will become eligible physicians.

(5) Subsection 45 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is amended by striking out that portion before clause (a) and substituting the following:

(1.1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(6) Clauses 45 (1.1) (k), (l) and (m) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, are repealed.

(7) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following subsection:

(1.2) A regulation may create different classes of persons, facilities, accounts or payments and may establish different entitlements for or relating to each class or impose different requirements, conditions or restrictions on or relating to each class.

(8) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following subsections:

(3.1) A regulation may exempt a class of persons or facilities from the application of a specified provision of the Act or regulations.

(3.2) Without limiting the generality of clause (1) (e), a regulation made under it may provide the following:

modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

r.1) définir les termes suivants :

1. Pour l'application du paragraphe 29.1 (2), définir «région».
2. Pour l'application des paragraphes 29.1 (2) et (3), définir «adresse du cabinet».
3. Pour l'application de la disposition 6 du paragraphe 29.2 (2), définir «dettes importantes»;

r.2) régir la détermination des médecins, parmi ceux qui satisfont aux exigences prévues à l'article 29.2, qui deviendront des médecins admissibles.

(5) Le paragraphe 45 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(1.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

(6) Les alinéas 45 (1.1) k), l) et m) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

(7) L'article 45 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(1.2) Un règlement peut créer différentes catégories de personnes, d'établissements, de notes d'honoraires ou de paiements et établir différents droits pour ou relativement à chacune de ces catégories ou imposer différentes exigences, conditions ou limites pour ou relativement à chacune de ces catégories.

(8) L'article 45 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(3.1) Un règlement peut exempter une catégorie de personnes ou d'établissements de l'application d'une disposition particulière de la Loi ou des règlements.

(3.2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) e), un règlement pris en application de cet alinéa peut prévoir ce qui suit :

Classes

Catégories

Exemptions

Exemptions

Insured services

Services assurés

1. Which services rendered in or by hospitals and health facilities are insured services.
2. Which constituent elements form part of an insured service rendered by physicians or practitioners.
3. Which constituent elements shall be deemed not to form part of an insured service rendered by a physician or practitioner.

Restriction

(3.3) A regulation made under clause (1) (e) or (f) shall not include a provision that would disqualify the Province of Ontario, under the *Canada Health Act*, for contribution by the Government of Canada because the Plan would no longer satisfy the criteria under that Act.

(9) Subsections 45 (6) and (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, are repealed and the following substituted:

Circumstances

(6) A regulation made under clause (1) (1) may specify the circumstances in which it applies and may establish different entitlements or impose different requirements, conditions or restrictions in the specified circumstances.

(10) Subsection 45 (8) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 72, is repealed.

PART II

HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT

35. (1) Subsection 2 (1) of the *Health Care Accessibility Act* is repealed and the following substituted:

Persons not to charge more than OHIP

(1) A physician or an optometrist who does not submit his or her accounts directly to the Plan under section 15 or 16 of the *Health Insurance Act* or a dentist shall not charge an insured person more or accept payment for more than the fee payable under the Plan for him or her rendering the insured service to the insured person.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Hospitals

(3) A hospital shall not accept payment for rendering an insured service to an insured person unless permitted to do so by the regulations.

36. The Act is amended by adding the following section:

Inspectors

6.1 For the purpose of administering and enforcing this Act, inspectors appointed under subsection 40 (1) of the *Health Insurance Act*

1. Les services fournis dans ou par des hôpitaux et des établissements de santé qui constituent des services assurés.
2. Les éléments qui font partie intégrante d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien.
3. Les éléments qui sont réputés ne pas faire partie intégrante d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien.

Restriction

(3.3) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) e) ou f) ne doit pas comprendre de disposition qui aurait pour effet que la Province de l'Ontario, aux termes de la *Loi canadienne sur la santé*, n'ait plus droit à la contribution du gouvernement du Canada parce que le Régime ne répondrait plus aux critères prévus par cette loi.

(9) Les paragraphes 45 (6) et (7) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Circonstances

(6) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) l) peut préciser les circonstances dans lesquelles il s'applique et établir différents droits ou imposer différentes exigences, conditions ou limites dans les circonstances précisées.

(10) Le paragraphe 45 (8) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

PARTIE II

LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

35. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Un médecin ou un optométriste qui ne soumet pas ses notes d'honoraires directement au Régime en vertu de l'article 15 ou 16 de la *Loi sur l'assurance-santé*, ou un dentiste, ne doit pas demander à un assuré ni accepter de lui des honoraires supérieurs à ceux que le Régime prévoit pour un service assuré qu'il a fourni à l'assuré.

Interdiction de demander des honoraires supérieurs à ceux du Régime

(2) L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Un hôpital ne doit accepter de paiement pour la prestation d'un service assuré à un assuré que si les règlements le lui permettent.

Hôpitaux

36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

6.1 Pour assurer l'application et l'exécution de la présente loi, les inspecteurs nommés en vertu du paragraphe 40 (1) de la *Loi sur*

Inspecteurs

may exercise the powers set out in section 40.1 of that Act, with necessary modifications.

37. The Act is amended by adding the following section:

Obstruction

7.1 (1) No person shall obstruct an inspector or withhold or conceal from an inspector any book, document, correspondence, record or thing relevant to an inspection.

Duty to co-operate

(2) Every practitioner shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act.

Same

(3) Every administrator of a hospital shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act and shall ensure that employees also co-operate fully.

Same

(4) Every person who receives insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act.

Offence

(5) Every person who contravenes subsection (1) or fails to comply with subsection (2), (3) or (4) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000.

38. Subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Offence

(1) A physician, a dentist or an optometrist who contravenes subsection 2 (1) is guilty of an offence.

Same

(1.1) A hospital that contravenes subsection 2 (3) is guilty of an offence.

Penalty

(1.2) A person convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$2,000 for the first offence and \$2,000 for any subsequent offence.

39. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:

Regulations

9. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(a) prescribing insured services for which hospitals may charge insured persons;

(b) prescribing an administrative charge not greater than \$150 for the purpose of subsection 4 (2).

Same

(2) A regulation under clause (1) (a) may prescribe different insured services for different classes of hospitals.

l'assurance-santé peuvent exercer, avec les adaptations nécessaires, les pouvoirs énoncés à l'article 40.1 de cette loi.

37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

7.1 (1) Nul ne doit entraver le travail de l'inspecteur, ni refuser ou dissimuler à ce dernier des livres, des documents, du courrier, des dossiers ou des choses qui se rapportent à l'inspection.

Entrave au travail de l'inspecteur

(2) Tout praticien collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi.

Devoir de collaborer

(3) Tout directeur général d'un hôpital collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi et veille à ce que les employés collaborent eux aussi pleinement.

Idem

(4) Quiconque reçoit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi.

Idem

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou omet de se conformer au paragraphe (2), (3) ou (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$.

Infraction

38. Le paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Est coupable d'une infraction le médecin, le dentiste ou l'optométriste qui contrevient au paragraphe 2 (1).

Infraction

(1.1) Est coupable d'une infraction l'hôpital qui contrevient au paragraphe 2 (3).

Idem

(1.2) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article est passible d'une amende d'au plus 2 000 \$ pour la première infraction et de 2 000 \$ pour toute infraction subséquente.

Peine

39. L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

a) prescrire les services assurés pour lesquels les hôpitaux peuvent demander des honoraires aux assurés;

b) prescrire, pour l'application du paragraphe 4 (2), des frais d'administration ne dépassant pas 150 \$.

(2) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) a) peut prescrire différents services assurés pour différentes catégories d'hôpitaux.

Idem

**PART III
COMMENCEMENT**

Commence-
ment

40. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

**PARTIE III
ENTRÉE EN VIGUEUR**

40. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en
vigueur

**SCHEDULE I
PHYSICIAN SERVICES DELIVERY
MANAGEMENT ACT, 1995**

Designation
of rights and
obligations

1. (1) For the purposes of this section, the Lieutenant Governor in Council may, by order,

- (a) designate obligations of the Crown in right of Ontario, the Government of Ontario and ministers of the Crown; and
- (b) designate rights of persons and associations who have entered into agreements with the Crown in right of Ontario, the Government of Ontario or ministers of the Crown.

Application

(2) Subject to subsection (3), this section applies to the following rights and obligations:

- 1. A right or obligation under the following agreements between the Government of Ontario and the Ontario Medical Association,
 - i. the "1991 Framework Agreement" and the "1991 Interim Agreement on Economic Arrangements" executed by the Ontario Medical Association on May 4, 1991 and by the Government of Ontario on May 10, 1991,
 - ii. the Agreement entitled "Payment of Canadian Medical Protective Association Fund Premiums for 1989, 1990 and 1991 and of Dues to the OMA for representing Physicians" dated April 2, 1991,
 - iii. the "1993 Interim Agreement on Economic Arrangements" dated August 1, 1993,
 - iv. the "Physician Sectoral Agreement" dated August 1, 1993.
- 2. A right or obligation to engage in negotiation, mediation and arbitration on matters relating to a right or obligation under an agreement mentioned in paragraph 1.
- 3. A right or obligation under an agreement that refers to an agreement mentioned in paragraph 1.

Effect

(3) A designated right or obligation is not enforceable, and no proceeding directly or

**ANNEXE I
LOI DE 1995 SUR LA GESTION DE
LA PRESTATION DE SERVICES PAR
LES MÉDECINS**

Désignation
de droits et
d'obligations

1. (1) Pour l'application du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

- a) désigner des obligations incombant à la Couronne du chef de l'Ontario, au gouvernement de l'Ontario et à des ministres de la Couronne;
- b) désigner des droits de personnes et d'associations qui ont conclu une entente avec la Couronne du chef de l'Ontario, le gouvernement de l'Ontario ou des ministres de la Couronne.

Champ
d'application

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le présent article s'applique aux droits et obligations qui suivent :

- 1. Les droits ou les obligations prévus par les ententes suivantes qui ont été conclues entre le gouvernement de l'Ontario et l'Ontario Medical Association :
 - i. les ententes appelées «1991 Framework Agreement» et «1991 Interim Agreement on Economic Arrangements» et exécutées par l'Ontario Medical Association le 4 mai 1991 et par le gouvernement de l'Ontario le 10 mai 1991,
 - ii. l'entente intitulée «Payment of Canadian Medical Protective Association Fund Premiums for 1989, 1990 and 1991 and of Dues to the OMA for representing Physicians» qui a été conclue le 2 avril 1991,
 - iii. l'entente appelée «1993 Interim Agreement on Economic Arrangements» qui a été conclue le 1^{er} août 1993,
 - iv. l'entente appelée «Physician Sectoral Agreement» qui a été conclue le 1^{er} août 1993.
- 2. Le droit ou l'obligation de mener des négociations ou des procédures de médiation et d'arbitrage à l'égard de questions relatives à des droits ou à des obligations que prévoit une entente mentionnée à la disposition 1.
- 3. Les droits ou les obligations prévus par une entente qui renvoie à une entente mentionnée à la disposition 1.

(3) Les droits ou les obligations désignés ne sont pas exécutoires et toute instance, fondée

Effet

indirectly based on it may be brought against a person or entity referred to in clause (1) (a).

directement ou indirectement sur ceux-ci, qui est introduite contre une personne ou une entité visée à l'alinéa (1) a) est irrecevable.

Decision of
no effect

(4) If a right or obligation is designated under this Act, a decision, ruling, award or order made in a proceeding relating to a dispute about the right or obligation shall be of no force or effect.

(4) Si un droit ou une obligation est désigné en vertu de la présente loi, la décision, la sentence arbitrale ou l'ordonnance rendue dans une instance portant sur un litige relatif à ce droit ou à cette obligation est sans effet.

Décision
sans effet

Same

(5) Subsection (4) applies whether the decision, ruling, award or order is made before or after the date of the designation of the right or obligation.

(5) Le paragraphe (4) s'applique, que la décision, la sentence arbitrale ou l'ordonnance ait été rendue avant ou après la date de désignation du droit ou de l'obligation.

Idem

2. Section 1 of the *Expenditure Control Plan Statute Law Amendment Act, 1993* is repealed.

2. L'article 1 de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne le Plan de contrôle des dépenses* est abrogé.

Commence-
ment

3. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

4. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Physician Services Delivery Management Act, 1995*.

4. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1995 sur la gestion de la prestation de services par les médecins*.

Titre abrégé

SCHEDULE J AMENDMENTS TO THE PAY EQUITY ACT

1. (1) The definition of “pay equity plan” in subsection 1 (1) of the *Pay Equity Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 1, is repealed and the following substituted:

“pay equity plan” means,

- (a) a document as described in section 13, for a plan being prepared under Part II, or
- (b) a document as described in section 21.6, for a plan being prepared or revised under Part III.1. (“programme d’équité salariale”)

(2) The definition of “proxy method of comparison” in subsection 1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 1, is repealed.

2. Subsection 5.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 3, is repealed and the following substituted:

Achievement
of pay equity

(1) For the purposes of this Act, pay equity is achieved in an establishment when every female job class in the establishment has been compared to a job class or job classes under the job-to-job method of comparison or the proportional value method of comparison and any adjustment to the job rate of each female job class that is indicated by the comparison has been made.

3. Subsections 21.22 (1), (2) and (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 13, are repealed and the following substituted:

Application
of certain
provisions

(1) Subsections 13 (3) and (8) apply, with necessary modifications, with respect to the plan.

Minimum
adjustments

(2) Adjustments shall be made in compensation under a pay equity plan such that the combined compensation payable under all pay equity plans of the employer for the period beginning on January 1, 1994 and ending on December 31, 1996 shall be increased by an amount that is not less than the lesser of,

ANNEXE J MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

1. (1) La définition de «programme d’équité salariale» qui figure au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’équité salariale*, telle qu’elle est adoptée de nouveau par l’article 1 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«programme d’équité salariale» S’entend, selon le cas :

- a) d’un document décrit à l’article 13, dans le cas d’un programme élaboré aux termes de la partie II,
- b) d’un document décrit à l’article 21.6, dans le cas d’un programme élaboré ou révisé aux termes de la partie III.1. («pay equity plan»)

(2) La définition de «méthode de comparaison avec des organisations de l’extérieur» qui figure au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu’elle est adoptée par l’article 1 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogée.

2. Le paragraphe 5.1 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Pour l’application de la présente loi, l’équité salariale est atteinte dans un établissement lorsque chaque catégorie d’emplois à prédominance féminine dans l’établissement a été comparée à une ou plusieurs catégories d’emplois selon la méthode de comparaison d’un emploi à l’autre ou la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle, et que les rajustements du taux de catégorie de chaque catégorie d’emplois à prédominance féminine qui sont indiqués par la comparaison ont été effectués.

Atteinte de
l’équité sala-
riale

3. Les paragraphes 21.22 (1), (2) et (3) de la Loi, tels qu’ils sont adoptés par l’article 13 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Les paragraphes 13 (3) et (8) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l’égard du programme.

Champ
d’application
de certaines
dispositions

(2) Des rajustements de la rétribution sont effectués en vertu d’un programme d’équité salariale de façon que la rétribution combinée payable aux termes de l’ensemble des programmes d’équité salariale de l’employeur pour la période allant du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1996 soit majorée d’une somme qui n’est pas inférieure à la moins élevée des deux sommes suivantes :

Rajustements
minimaux

	<p>(a) 3 per cent of the total of all wages and salaries payable to the employees in Ontario of the employer in 1993; and</p> <p>(b) the amount required to achieve pay equity.</p>	<p>a) la somme qui représente 3 pour cent de la totalité des salaires et traitements payables aux employés de l'employeur en Ontario en 1993;</p> <p>b) la somme nécessaire pour atteindre l'équité salariale.</p>	
Transition	<p>(3) An employer who has posted a pay equity plan before this subsection comes into force is not bound by a schedule of compensation adjustments for achieving pay equity set out in the plan or in any other document.</p>	<p>(3) L'employeur qui a affiché un programme d'équité salariale avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe n'est pas lié par un échéancier des rajustements de la rétribution pour atteindre l'équité salariale établi dans le programme ou dans un autre document.</p>	Disposition transitoire
Same	<p>(3.1) The employer may amend the schedule, and subsections 14 (4) and 15 (7) do not apply with respect to the amendment.</p>	<p>(3.1) L'employeur peut modifier l'échéancier, et les paragraphes 14 (4) et 15 (7) ne s'appliquent pas à l'égard de la modification.</p>	Idem
Same	<p>(3.2) The employer shall give written notice of an amendment to the schedule to the affected employees and to the bargaining agent, if any, representing the employees.</p>	<p>(3.2) L'employeur donne un avis écrit d'une modification de l'échéancier aux employés concernés et à l'agent négociateur, le cas échéant, qui représente les employés.</p>	Idem
	<p>4. Part III.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 13, and amended by section 3 of this Act, is repealed.</p>	<p>4. La partie III.2 de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 13 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, et modifiée par l'article 3 de la présente loi, est abrogée.</p>	
	<p>5. (1) Subsection 24 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 14, is further amended by striking out "Part II, III.1 or III.2" in the amendment of 1993 and substituting "Part II or III.1".</p>	<p>5. (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «partie II, III.1 ou III.2» dans la modification de 1993, de «partie II ou III.1».</p>	
	<p>(2) Subsection 24 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 14, is further amended by striking out "or 21.19" in the amendment of 1993.</p>	<p>(2) Le paragraphe 24 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.19» dans la modification de 1993.</p>	
	<p>6. (1) Clause 25 (2) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out "Part II, III.1 or III.2" in the amendment of 1993, and substituting "Part II or III.1".</p>	<p>6. (1) L'alinéa 25 (2) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «partie II, III.1 ou III.2» dans la modification de 1993, de «partie II ou III.1».</p>	
	<p>(2) Subsection 25 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out "Parts II, III.1 and III.2" in the amendment of 1993 and substituting "Parts II and III.1".</p>	<p>(2) Le paragraphe 25 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «Les parties II, III.1 et III.2» dans la modification de 1993, de «Les parties II et III.1».</p>	
	<p>(3) Clause 25 (4) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out "or 21.19" in the amendment of 1993.</p>	<p>(3) L'alinéa 25 (4) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.19» dans la modification de 1993.</p>	
	<p>(4) Clause 25 (4) (b) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out "or 21.22" in the amendment of 1993.</p>	<p>(4) L'alinéa 25 (4) b) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.22» dans la modification de 1993.</p>	

7. Section 26 of the Act is amended by adding the following subsections:

Confiden-
tiality

(2.1) Every person who uses information obtained under Part III.2 other than for the purposes of the Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 in the case of an individual, and not more than \$50,000 in any other case.

Parties

(2.2) If a corporation or bargaining agent contravenes subsection (2.1), every officer, official or agent of the corporation or bargaining agent who authorizes, permits or acquiesces in the contravention is party to and guilty of the offence and, on conviction, is liable to the penalty provided for the offence whether or not the corporation or bargaining agent has been prosecuted or convicted.

8. Clauses 36 (g.2), (g.3), (g.4) and (g.5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 21, are repealed.

Commence-
ment

9. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

(2) Sections 1, 2, 4 and 5 to 8 of this Schedule come into force on January 1, 1997.

7. L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Confiden-
tialité

(2.1) Quiconque utilise les renseignements obtenus aux termes de la partie III.2 à des fins autres que l'application de la Loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ dans le cas d'une personne physique, et d'au plus 50 000 \$ dans les autres cas.

Parties

(2.2) Si une personne morale ou un agent négociateur contreviennent au paragraphe (2.1), le dirigeant, l'employé ou le mandataire de la personne morale ou de l'agent négociateur qui autorise ou permet la contravention ou y donne son consentement est partie à l'infraction, en est coupable et, sur déclaration de culpabilité, est passible de la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ou l'agent négociateur aient été ou non poursuivis ou déclarés coupables de l'infraction.

8. Les alinéas 36 g.2), g.3), g.4) et g.5) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 21 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

Entrée en
vigueur

9. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

(2) Les articles 1, 2, 4 et 5 à 8 de la présente annexe entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

**SCHEDULE K
AMENDMENTS TO THE FREEDOM
OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT
AND THE MUNICIPAL FREEDOM
OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

**PART I
FREEDOM OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

1. Section 10 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

10. (1) Every person has a right of access to a record or a part of a record in the custody or under the control of an institution unless,

- (a) the record or the part of the record falls within one of the exemptions under sections 12 to 22; or
- (b) the head is of the opinion on reasonable grounds that the request for access is frivolous or vexatious.

(2) If an institution receives a request for access to a record that contains information that falls within one of the exemptions under sections 12 to 22 and the head of the institution is not of the opinion that the request is frivolous or vexatious, the head shall disclose as much of the record as can reasonably be severed without disclosing the information that falls under one of the exemptions.

2. Subsection 24 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A person seeking access to a record shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the person believes has custody or control of the record;
- (b) provide sufficient detail to enable an experienced employee of the institution, upon a reasonable effort, to identify the record; and
- (c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.

(1.1) If the head of the institution is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious, subsections (2) to (5) do not apply to the request.

**ANNEXE K
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE
ET DE LA LOI SUR L'ACCÈS À
L'INFORMATION MUNICIPALE ET
LA PROTECTION DE LA VIE
PRIVÉE**

**PARTIE I
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET
LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

1. L'article 10 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) Chacun a un droit d'accès à un document ou une partie de celui-ci dont une institution a la garde ou le contrôle, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le document ou la partie du document fait l'objet d'une exception aux termes des articles 12 à 22;
- b) la personne responsable est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire.

(2) Si une institution reçoit une demande d'accès à un document qui contient des renseignements faisant l'objet d'une exception aux termes des articles 12 à 22 et que la personne responsable de l'institution n'est pas d'avis que la demande est frivole ou vexatoire, elle divulgue la partie du document qui peut raisonnablement en être extraite sans divulguer ces renseignements.

2. Le paragraphe 24 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) L'auteur de la demande d'accès à un document :

- a) s'adresse par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle du document;
- b) fournit les détails suffisants permettant à un employé expérimenté de l'institution, à la suite d'une démarche normale, d'identifier le document;
- c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.

(1.1) Si la personne responsable de l'institution est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, les paragraphes (2) à (5) ne s'appliquent pas à la demande.

Right of
access

Droit d'accès

Severability
of record

Extrait du
document

Request

Demande

Frivolous
request

Demande
frivole

3. Section 26 of the Act is amended by striking out “27 and 28” in the sixth line and substituting “27, 28 and 57”.

4. The Act is amended by adding the following section:

27.1 (1) A head who refuses to give access to a record or a part of a record because the head is of the opinion that the request for access is frivolous or vexatious, shall state in the notice given under section 26,

- (a) that the request is refused because the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious;
- (b) the reasons for which the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious; and
- (c) that the person who made the request may appeal to the Commissioner under subsection 50 (1) for a review of the decision.

(2) Sections 28 and 29 do not apply to a head who gives a notice for the purpose of subsection (1).

5. Section 28 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) If the request covers more than one record, the description mentioned in clause (2) (b) may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

6. Section 29 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3.1) If a request for access covers more than one record, the statement in a notice under this section of a reason mentioned in subclause (1) (b) (ii) or clause (3) (b) may refer to a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

7. Subsections 48 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) An individual seeking access to personal information about the individual shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the individual believes has custody or control of the personal information;
- (b) identify the personal information bank or otherwise identify the location of the personal information; and

3. L'article 26 de la Loi est modifié par substitution, à «27 et 28» à la première ligne, de «27, 28 et 57».

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

27.1 (1) La personne responsable qui refuse de donner accès à un document ou une partie d'un document parce qu'elle est d'avis que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, énonce les faits suivants dans l'avis donné en vertu de l'article 26 :

- a) la demande est refusée parce que la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- b) le motif pour lequel la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- c) le fait que l'auteur de la demande peut interjeter appel de la décision devant le commissaire en vertu du paragraphe 50 (1) afin d'obtenir la révision de la décision.

(2) Les articles 28 et 29 ne s'appliquent pas à la personne responsable qui donne un avis pour l'application du paragraphe (1).

5. L'article 28 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Si la demande porte sur plus d'un document, l'exposé visé à l'alinéa (2) b) peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

6. L'article 29 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Si la demande d'accès porte sur plus d'un document, la déclaration dans l'avis prévu au présent article du motif visé au sous-alinéa (1) b) (ii) ou à l'alinéa (3) b) peut mentionner un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

7. Les paragraphes 48 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le particulier qui sollicite l'accès aux renseignements personnels qui le concernent :

- a) en fait la demande par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle de ces renseignements;
- b) identifie la banque de renseignements personnels ou identifie d'une autre façon l'endroit où sont consignés ces renseignements;

Frivolous request

Demande frivole

Non-application

Non-application

Description

Exposé

Description

Exposé

Request

Demande

	(c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	
Access procedures	(2) Subsections 10 (2), 24 (1.1) and (2) and sections 25, 26, 27, 27.1, 28 and 29 apply with necessary modifications to a request made under subsection (1).	(2) Les paragraphes 10 (2), 24 (1.1) et (2) et les articles 25, 26, 27, 27.1, 28 et 29 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à la demande présentée aux termes du paragraphe (1).	Procédure d'accès
	8. Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:	8. L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :	
Fee	(1.1) A person who appeals under subsection (1) shall pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	(1.1) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe (1) verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	Droits
	
Immediate dismissal	(2.1) The Commissioner may dismiss an appeal if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.	(2.1) Le commissaire peut rejeter l'appel si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.	Rejet immédiat
Non-application	(2.2) If the Commissioner dismisses an appeal under subsection (2.1), subsection (3) and sections 51 and 52 do not apply to the Commissioner.	(2.2) Si le commissaire rejette l'appel visé au paragraphe (2.1), le paragraphe (3) et les articles 51 et 52 ne s'appliquent pas au commissaire.	Non-application
	9. Subsection 52 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	9. Le paragraphe 52 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Inquiry	(1) The Commissioner may conduct an inquiry to review the head's decision if,	(1) Le commissaire peut mener une enquête afin de réexaminer la décision de la personne responsable dans l'un ou l'autre des cas suivants :	Enquête
	(a) the Commissioner has not authorized a mediator to conduct an investigation under section 51; or	a) il n'a pas autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 51;	
	(b) the Commissioner has authorized a mediator to conduct an investigation under section 51 but no settlement has been effected.	b) il a autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 51, mais aucun règlement n'est intervenu.	
	10. Subsection 54 (3) of the Act is amended by adding "Subject to this Act" at the beginning.	10. Le paragraphe 54 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve de la présente loi.».	
	11. (1) Subsections 57 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:	11. (1) Les paragraphes 57 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Fees	(1) A head shall require the person who makes a request for access to a record to pay fees in the amounts prescribed by the regulations for,	(1) La personne responsable exige que la personne qui présente une demande d'accès à un document verse les droits aux montants prescrits par les règlements et concernant :	Droits
	(a) the costs of every hour of manual search required to locate a record;	a) les frais pour chaque heure de recherche manuelle requise afin de retrouver un document;	
	(b) the costs of preparing the record for disclosure;	b) les frais de préparation du document en vue de sa divulgation;	
	(c) computer and other costs incurred in locating, retrieving, processing and copying a record;	c) les frais d'ordinateur et autres frais engagés pour le repérage, la récupération, le traitement et la duplication d'un document;	

- (d) shipping costs; and
- (e) any other costs incurred in responding to a request for access to a record.

(2) Subsection 57 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Waiver of payment

(4) A head shall waive the payment of all or any part of an amount required to be paid under subsection (1) if, in the head's opinion, it is fair and equitable to do so after considering,

(3) The French version of subsection 57 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Révision

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

(4) Subsection 57 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Disposition of fees

(6) The fees provided in this section shall be paid and distributed in the manner and at the times prescribed in the regulations.

12. (1) Section 60 of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) prescribing standards for determining what constitutes reasonable grounds for a head to conclude that a request for access to a record is frivolous or vexatious.

(2) Clause 60 (g) of the Act is repealed and the following substituted:

- (g) prescribing the amount, the manner of payment and the manner of allocation of fees described in clause 24 (1) (c) or 48 (1) (c), subsection 50 (1.1) or section 57 and the times at which they are required to be paid.

(3) Section 60 of the Act is amended by adding the following subsection:

Categories of fees

(2) A regulation made under clause (1) (g) may prescribe a different amount, manner of payment, manner of allocation or time of payment of fees for different categories of records or persons requesting access to a record.

- d) les frais d'expédition;
- e) les autres frais engagés pour répondre à une demande d'accès à un document.

(2) Le paragraphe 57 (4) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(4) Si, de l'avis de la personne responsable, cette mesure s'avère juste et équitable, la personne responsable supprime en totalité ou en partie la somme exigée en vertu du paragraphe (1) compte tenu :

Suppression du versement

(3) La version française du paragraphe 57 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

Révision

(4) Le paragraphe 57 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) La somme des droits prévus au présent article est versée et répartie selon le mode et aux moments prescrits par les règlements.

Répartition des droits

12. (1) L'article 60 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) prescrire des normes pour déterminer ce qui constitue des motifs raisonnables permettant à une personne responsable de conclure qu'une demande d'accès à un document est frivole ou vexatoire.

(2) L'alinéa 60 g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- g) prescrire le montant, le mode de versement et de répartition des droits visés à l'alinéa 24 (1) c) ou 48 (1) c), au paragraphe 50 (1.1) ou à l'article 57 et les moments auxquels ils doivent être versés.

(3) L'article 60 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1) g) peuvent prescrire un montant, un mode de versement, un mode de répartition ou des moments de versement différents pour des catégories différentes de documents ou de personnes qui demandent l'accès à un document.

Catégories de droits

**PART II
MUNICIPAL FREEDOM OF
INFORMATION AND PROTECTION OF
PRIVACY ACT**

13. Section 4 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

Right of
access

4. (1) Every person has a right of access to a record or a part of a record in the custody or under the control of an institution unless,

- (a) the record or the part of the record falls within one of the exemptions under sections 6 to 15; or
- (b) the head is of the opinion on reasonable grounds that the request for access is frivolous or vexatious.

Severability
of record

(2) If an institution receives a request for access to a record that contains information that falls within one of the exemptions under sections 6 to 15 and the head of the institution is not of the opinion that the request is frivolous or vexatious, the head shall disclose as much of the record as can reasonably be severed without disclosing the information that falls under one of the exemptions.

14. Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Request

(1) A person seeking access to a record shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the person believes has custody or control of the record;
- (b) provide sufficient detail to enable an experienced employee of the institution, upon a reasonable effort, to identify the record; and
- (c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.

Frivolous
request

(1.1) If the head of the institution is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious, subsection (2) does not apply to the request.

15. Section 19 of the Act is amended by striking out “20 and 21” in the sixth line and substituting “20, 21 and 45”.

16. The Act is amended by adding the following section:

Frivolous
request

20.1 (1) A head who refuses to give access to a record or a part of a record because the head is of the opinion that the request for access is frivolous or vexatious, shall state in the notice given under section 19,

**PARTIE II
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
MUNICIPALE ET LA PROTECTION DE
LA VIE PRIVÉE**

13. L'article 4 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droit d'accès

4. (1) Chacun a un droit d'accès à un document ou une partie de celui-ci dont une institution a la garde ou le contrôle, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le document ou la partie du document fait l'objet d'une exception aux termes des articles 6 à 15;
- b) la personne responsable est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire.

Extrait du
document

(2) Si une institution reçoit une demande d'accès à un document qui contient des renseignements faisant l'objet d'une exception aux termes des articles 6 à 15 et que la personne responsable de l'institution n'est pas d'avis que la demande est frivole ou vexatoire, elle divulgue la partie du document qui peut raisonnablement en être extraite sans divulguer ces renseignements.

14. Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Demande

(1) L'auteur de la demande d'accès à un document :

- a) s'adresse par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle du document;
- b) fournit les détails suffisants permettant à un employé expérimenté de l'institution, à la suite d'une démarche normale, d'identifier le document;
- c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.

Demande
frivole

(1.1) Si la personne responsable de l'institution est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, le paragraphe (2) ne s'applique pas à la demande.

15. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution à «20 et 21» à la première ligne de «20, 21 et 45».

16. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Demande
frivole

20.1 (1) La personne responsable qui refuse de donner accès à un document ou une partie d'un document parce qu'elle est d'avis que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, énonce les faits suivants dans l'avis donné en vertu de l'article 19 :

- (a) that the request is refused because the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious;
- (b) the reasons for which the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious; and
- (c) that the person who made the request may appeal to the Commissioner under subsection 39 (1) for a review of the decision.

Non-application

(2) Sections 21 and 22 do not apply to a head who gives a notice for the purpose of subsection (1).

17. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Description

(2.1) If the request covers more than one record, the description mentioned in clause (2) (b) may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

18. Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:

Description

(3.1) If a request for access covers more than one record, the statement in a notice under this section of a reason mentioned in subclause (1) (b) (ii) or clause (3) (b) may refer to a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

19. Subsections 37 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Request

(1) An individual seeking access to personal information about the individual shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the individual believes has custody or control of the personal information;
- (b) identify the personal information bank or otherwise identify the location of the personal information; and
- (c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.

Access procedures

(2) Subsections 4 (2), 17 (1.1) and (2) and sections 18, 19, 20, 20.1, 21, 22 and 23 apply with necessary modifications to a request made under subsection (1).

20. Section 39 of the Act is amended by adding the following subsections:

- a) la demande est refusée parce que la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- b) le motif pour lequel la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- c) le fait que l'auteur de la demande peut interjeter appel de la décision devant le commissaire en vertu du paragraphe 39 (1) afin d'obtenir la révision de la décision.

Non-application

(2) Les articles 21 et 22 ne s'appliquent pas à la personne responsable qui donne un avis pour l'application du paragraphe (1).

17. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exposé

(2.1) Si la demande porte sur plus d'un document, l'exposé visé à l'alinéa (2) b) peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

18. L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exposé

(3.1) Si la demande d'accès porte sur plus d'un document, la déclaration dans l'avis prévu au présent article du motif visé au sous-alinéa (1) b) (ii) ou à l'alinéa (3) b) peut mentionner un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

19. Les paragraphes 37 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Demande

(1) Le particulier qui sollicite l'accès aux renseignements personnels qui le concernent :

- a) en fait la demande par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle de ces renseignements;
- b) identifie la banque de renseignements personnels ou identifie d'une autre façon l'endroit où sont consignés ces renseignements;
- c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.

(2) Les paragraphes 4 (2), 17 (1.1) et (2) et les articles 18, 19, 20, 20.1, 21, 22 et 23 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à la demande présentée aux termes du paragraphe (1).

Procédure d'accès

20. L'article 39 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Fee	(1.1) A person who appeals under subsection (1) shall pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	(1.1) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe (1) verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	Droits
Immediate dismissal	(2.1) The Commissioner may dismiss an appeal if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.	(2.1) Le commissaire peut rejeter l'appel si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.	Rejet immédiat
Non-application	(2.2) If the Commissioner dismisses an appeal under subsection (2.1), subsection (3) and sections 40 and 41 do not apply to the Commissioner.	(2.2) Si le commissaire rejette l'appel visé au paragraphe (2.1), le paragraphe (3) et les articles 40 et 41 ne s'appliquent pas au commissaire.	Non-application
Inquiry	<p>21. Subsection 41 (1) of the Act is repealed and the following substituted:</p> <p>(1) The Commissioner may conduct an inquiry to review the head's decision if,</p> <p>(a) the Commissioner has not authorized a mediator to conduct an investigation under section 40; or</p> <p>(b) the Commissioner has authorized a mediator to conduct an investigation under section 40 but no settlement has been effected.</p> <p>22. Subsection 43 (3) of the Act is amended by adding "Subject to this Act" at the beginning.</p> <p>23. (1) Subsections 45 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>21. Le paragraphe 41 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>(1) Le commissaire peut mener une enquête afin de réexaminer la décision de la personne responsable dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <p>a) il n'a pas autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 40;</p> <p>b) il a autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 40, mais aucun règlement n'est intervenu.</p> <p>22. Le paragraphe 43 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve de la présente loi».</p> <p>23. (1) Les paragraphes 45 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Enquête
Fees	<p>(1) A head shall require the person who makes a request for access to a record to pay fees in the amounts prescribed by the regulations for,</p> <p>(a) the costs of every hour of manual search required to locate a record;</p> <p>(b) the costs of preparing the record for disclosure;</p> <p>(c) computer and other costs incurred in locating, retrieving, processing and copying a record;</p> <p>(d) shipping costs; and</p> <p>(e) any other costs incurred in responding to a request for access to a record.</p> <p>(2) Subsection 45 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:</p>	<p>(1) La personne responsable exige que la personne qui présente une demande d'accès à un document verse les droits aux montants prescrits par les règlements et concernant :</p> <p>a) les frais pour chaque heure de recherche manuelle requise afin de retrouver un document;</p> <p>b) les frais de préparation du document en vue de sa divulgation;</p> <p>c) les frais d'ordinateur et autres frais engagés pour le repérage, la récupération, le traitement et la duplication d'un document;</p> <p>d) les frais d'expédition;</p> <p>e) les autres frais engagés pour répondre à une demande d'accès à un document.</p> <p>(2) Le paragraphe 45 (4) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :</p>	Droits
Waiver of payment	(4) A head shall waive the payment of all or any part of an amount required to be paid under subsection (1) if, in the head's opinion,	(4) Si, de l'avis de la personne responsable, cette mesure s'avère juste et équitable, la personne responsable supprime en totalité ou en	Suppression du versement

it is fair and equitable to do so after considering,

(3) The French version of subsection 45 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Révision

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

(4) Subsection 45 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Disposition
of fees

(6) The fees provided in this section shall be paid and distributed in the manner and at the times prescribed in the regulations.

24. (1) Section 47 of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) prescribing standards for determining what constitutes reasonable grounds for a head to conclude that a request for access to a record is frivolous or vexatious.

(2) Clause 47 (f) of the Act is repealed and the following substituted:

(f) prescribing the amount, the manner of payment and the manner of allocation of fees described in clause 17 (1) (c) or 37 (1) (c), subsection 39 (1.1) or section 45 and the times at which they are required to be paid.

(3) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) A regulation made under clause (1) (f) may prescribe a different amount, manner of payment, manner of allocation or time of payment of fees for different categories of records or persons requesting access to a record.

Categories of
fees

PART III COMMENCEMENT

Commence-
ment

25. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

partie la somme exigée en vertu du paragraphe (1), compte tenu :

(3) La version française du paragraphe 45 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Révision

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

(4) Le paragraphe 45 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) La somme des droits prévus au présent article est versée et répartie selon le mode et aux moments prescrits par les règlements.

Répartition
des droits

24. (1) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

0.a) prescrire des normes pour déterminer ce qui constitue des motifs raisonnables permettant à une personne responsable de conclure qu'une demande d'accès à un document est frivole ou vexatoire.

(2) L'alinéa 47 f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) prescrire le montant, le mode de versement et de répartition des droits visés à l'alinéa 17 (1) c) ou 37 (1) c), au paragraphe 39 (1.1) ou à l'article 45 et les moments auxquels ils doivent être versés.

(3) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1) f) peuvent prescrire un montant, un mode de versement, un mode de répartition ou des moments de versement différents pour des catégories différentes de documents ou de personnes qui demandent l'accès à un document.

Catégories
de droits

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

25. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE L
AMENDMENTS TO THE PUBLIC
SERVICE PENSION ACT AND THE
ONTARIO PUBLIC SERVICE
EMPLOYEES' UNION PENSION
ACT, 1994**

1. The *Public Service Pension Act* is amended by adding the following section:

Winding up

6.1 (1) The Board shall not wind up the Plan in whole or in part under subsection 68 (1) of the *Pension Benefits Act* or otherwise unless the Board obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Same

(2) The Superintendent of Pensions shall not require the wind up of the Plan in whole or in part under subsection 69 (1) of the *Pension Benefits Act*. He or she shall not wind up or directly or indirectly cause the wind up of the Plan in whole or in part under any other authority.

Effective date

(3) The Superintendent of Pensions shall not change the effective date of a wind up under subsection 68 (6) of the *Pension Benefits Act* unless he or she obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Conflict

(4) This section prevails over the *Pension Benefits Act*.

Prohibition

(5) No proceeding shall be commenced against a person for any of the following:

1. For an action taken, or not taken, as required or authorized by subsection (1), (2) or (3).
2. For the breach of a fiduciary or other duty in connection with a wind up or a failure to wind up the Plan in whole or in part.
3. For damages for the breach of an agreement in connection with a wind up or a failure to wind up the Plan in whole or in part.

Transition

(6) A person who makes payments into the Fund because of a wind up of the Plan in whole or in part with an effective date on or after January 1, 1993 and before the day on which the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent is entitled to be reimbursed.

**ANNEXE L
MODIFICATION DE LA LOI SUR
LE RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES ET DE LA
LOI DE 1994 SUR LE RÉGIME
DE RETRAITE DU SYNDICAT
DES EMPLOYÉS DE LA FONCTION
PUBLIQUE DE L'ONTARIO**

1. La Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires est modifiée par adjonction de l'article suivant :

6.1 (1) La Commission ne peut liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu du paragraphe 68 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite* ou autrement à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

Liquidation

(2) Le surintendant des régimes de retraite ne peut exiger la liquidation totale ou partielle du Régime en vertu du paragraphe 69 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite*. Il ne peut non plus liquider ni, directement ou indirectement, faire liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu de quelque autre autorité que ce soit.

Idem

(3) Le surintendant des régimes de retraite ne peut changer la date de prise d'effet d'une liquidation en vertu du paragraphe 68 (6) de la *Loi sur les régimes de retraite* à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

Date de prise d'effet

(4) Le présent article l'emporte sur la *Loi sur les régimes de retraite*.

Incompatibilité

(5) Sont irrecevables les instances introduites contre quiconque pour ce qui suit :

Interdiction

1. Des mesures qu'il a prises ou n'a pas prises comme l'exige ou l'autorise le paragraphe (1), (2) ou (3).
2. La violation d'une obligation fiduciaire ou autre en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
3. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.

(6) Quiconque effectue des paiements à la Caisse en raison d'une liquidation totale ou partielle du Régime dont la date de prise d'effet tombe le 1^{er} janvier 1993 ou par la suite, mais avant le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale, a droit à leur remboursement.

Disposition transitoire

2. The Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994 is amended by adding the following section:

WINDING UP THE PLAN

Winding up 14.1 (1) No person or group of persons shall wind up the OPSEU Plan in whole or in part under subsection 68 (1) of the *Pension Benefits Act* or otherwise unless the person or group of persons obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Same (2) The Superintendent of Pensions shall not require the wind up of the OPSEU Plan in whole or in part under subsection 69 (1) of the *Pension Benefits Act*. He or she shall not wind up or directly or indirectly cause the wind up of the Plan in whole or in part under any other authority.

Effective date (3) The Superintendent of Pensions shall not change the effective date of a wind up in whole or in part of the OPSEU Plan under subsection 68 (6) of the *Pension Benefits Act* unless he or she obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Prohibition (4) No proceeding shall be commenced against a person for any of the following:

1. For an action taken, or not taken, as required or authorized by subsection (1), (2) or (3).
2. For the breach of a fiduciary or other duty in connection with a wind up or a failure to wind up the OPSEU Plan in whole or in part.
3. For damages for the breach of an agreement in connection with a wind up or a failure to wind up the OPSEU Plan in whole or in part.
4. For damages for the breach of an agreement by virtue of the enactment of this section.

Transition (5) A person who makes payments into the OPSEU Fund because of a wind up of the OPSEU Plan in whole or in part with an effective date before the day on which the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent is entitled to be reimbursed.

Commence-ment 3. This Schedule shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

2. La Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario est modifiée par adjonction de l'article suivant :

LIQUIDATION DU RÉGIME

Liquidation 14.1 (1) Aucune personne ni aucun groupe de personnes ne peut liquider totalement ou partiellement le Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 68 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite* ou autrement à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

Idem (2) Le surintendant des régimes de retraite ne peut exiger la liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 69 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite*. Il ne peut non plus liquider ni, directement ou indirectement, faire liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu de quelque autre autorité que ce soit.

Date de prise d'effet (3) Le surintendant des régimes de retraite ne peut changer la date de prise d'effet d'une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 68 (6) de la *Loi sur les régimes de retraite* à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

Interdiction (4) Sont irrecevables les instances introduites contre quiconque pour ce qui suit :

1. Des mesures qu'il a prises ou n'a pas prises comme l'exige ou l'autorise le paragraphe (1), (2) ou (3).
2. La violation d'une obligation fiduciaire ou autre en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
3. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
4. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en raison de l'adoption du présent article.

Disposition transitoire (5) Quiconque effectue des paiements à la Caisse du SEFPO en raison d'une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO dont la date de prise d'effet est antérieure au jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale a droit à leur remboursement.

Entrée en vigueur 3. La présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

**SCHEDULE M
AMENDMENTS TO THE
MUNICIPAL ACT AND VARIOUS
OTHER STATUTES RELATED TO
MUNICIPALITIES, CONSERVATION
AUTHORITIES AND
TRANSPORTATION**

**PART I
MUNICIPAL ACT**

1. Section 25 of the *Municipal Act* is repealed and the following substituted:

Stay of
proceedings

25. The Minister may give notice to the Municipal Board that in his or her opinion any application to the Board made under this Part should be deferred and all proceedings in any such application are stayed until the Minister gives notice to the Board that they may be continued.

Purpose of
sections

25.1 The purposes of sections 25.2 to 25.4 are,

- (a) to provide for a process which allows municipal restructuring to proceed in a timely and efficient manner;
- (b) to facilitate municipal restructuring over large geographic areas involving counties or groups of counties, local municipalities in counties and in territorial districts and unorganized territory; and
- (c) to facilitate municipal restructuring of a significant nature which may include elimination of a level of municipal government, transfer of municipal powers and responsibilities and changes to municipal representation systems.

Restructur-
ing of
municipal-
ities

25.2 (1) In this section and sections 25.3 and 25.4,

“local body” means, in respect of unorganized territory, a local body as described in the regulations; (“organisme local”)

“locality” means a geographic area whether or not the area or any part of the area is situated in a municipality but does not include area in a regional, metropolitan or district municipality and the County of Oxford; (“localité”)

“municipality” means a county and a local municipality but does not include a local municipality which forms part of a regional,

**ANNEXE M
MODIFICATION DE LA LOI SUR
LES MUNICIPALITÉS ET DE
DIVERSES AUTRES LOIS
TOUCHANT LES MUNICIPALITÉS,
LES OFFICES DE PROTECTION DE
LA NATURE ET LES TRANSPORTS**

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. L'article 25 de la *Loi sur les municipalités* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Suspension
des instances

25. Le ministre peut aviser la Commission des affaires municipales qu'à son avis, l'examen de toute requête présentée à la Commission en vertu de la présente partie devrait être reporté. Les instances qui concernent la requête visée sont alors suspendues jusqu'à ce que le ministre avise la Commission qu'elles peuvent être poursuivies.

25.1 Les articles 25.2 à 25.4 ont pour objet ce qui suit :

Objet des
articles

- a) prévoir un processus permettant à la restructuration municipale de se dérouler d'une manière opportune et efficiente;
- b) faciliter la restructuration municipale dans de grandes régions géographiques comprenant des comtés ou des groupes de comtés, des municipalités locales situées dans des comtés et dans des districts territoriaux et des territoires non érigés en municipalités;
- c) faciliter une restructuration municipale importante qui peut comprendre l'élimination d'un niveau de gouvernement municipal, le transfert de pouvoirs et de responsabilités municipaux et la modification des systèmes de représentation municipale.

25.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 25.3 et 25.4.

Restructura-
tion des
municipalités

«localité» Région géographique, que celle-ci ou une partie de celle-ci soit située ou non dans une municipalité. La présente définition exclut toutefois une région située dans une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district ou dans le comté d'Oxford. («locality»)

«municipalité» S'entend d'un comté et d'une municipalité locale. La présente définition exclut toutefois une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district ou du comté d'Oxford. («municipality»)

metropolitan or district municipality or the County of Oxford; (“municipalité”)

“restructuring” means,

- (a) annexing part of a municipality to another municipality,
- (b) annexing a locality that does not form part of a municipality to a municipality,
- (c) amalgamating a municipality with another municipality,
- (d) separating a local municipality from a county for municipal purposes,
- (e) joining a local municipality to a county for municipal purposes,
- (f) dissolving all or part of a municipality, and
- (g) incorporating the inhabitants of a locality as a municipality; (“restructuration”)

“unorganized territory” means a geographic area without municipal organization. (“territoire non érigé en municipalité”)

Proposal to restructure

(2) A municipality or local body in a locality may, subject to subsection (3), make a restructuring proposal to restructure municipalities and unorganized territory in the locality by submitting to the Minister a restructuring report containing,

- (a) a description of the restructuring proposal in a form and in such detail as the Minister may require; and
- (b) proof in a form satisfactory to the Minister that,
 - (i) the restructuring proposal has the prescribed degree of support of the prescribed municipalities and local bodies in the locality,
 - (ii) the support was determined in the prescribed manner, and
 - (iii) the municipalities and local bodies which support the restructuring proposal meet the prescribed criteria.

Limitation

(3) A restructuring proposal shall not provide for a type of restructuring other than a prescribed type of restructuring.

Implementation

(4) If a restructuring proposal and report under subsection (2) meet the requirements of this section, the Minister shall, by order,

«organisme local» S’entend, à l’égard d’un territoire non érigé en municipalité, d’un organisme local visé par les règlements. («local body»)

«restructuration» S’entend de ce qui suit :

- a) l’annexion d’une partie d’une municipalité à une autre municipalité,
- b) l’annexion d’une localité qui ne fait pas partie d’une municipalité à une municipalité,
- c) la fusion d’une municipalité avec une autre municipalité,
- d) la séparation d’une municipalité locale d’un comté à des fins municipales,
- e) la jonction d’une municipalité locale à un comté à des fins municipales,
- f) la dissolution de la totalité ou d’une partie d’une municipalité,
- g) la constitution des habitants d’une localité en municipalité. («restructuring»)

«territoire non érigé en municipalité» Région géographique non érigée en municipalité. («unorganized territory»)

(2) Une municipalité ou un organisme local d’une localité peuvent, sous réserve du paragraphe (3), présenter une proposition de restructuration afin de restructurer les municipalités et le territoire non érigé en municipalité dans la localité en soumettant au ministre un rapport de restructuration contenant les éléments suivants :

- a) la description de la proposition de restructuration, rédigée selon la forme et contenant les détails que le ministre peut exiger;
- b) une preuve présentée selon la forme que le ministre estime satisfaisante de ce qui suit :
 - (i) la proposition de restructuration jouit du degré d’appui prescrit des municipalités et organismes locaux prescrits de la localité,
 - (ii) l’appui a été déterminé de la façon prescrite,
 - (iii) les municipalités et organismes locaux qui appuient la proposition de restructuration respectent les critères prescrits.

(3) La proposition de restructuration ne doit pas prévoir d’autre genre de restructuration qu’un genre de restructuration prescrit.

(4) Si la proposition de restructuration et le rapport visés au paragraphe (2) respectent les exigences du présent article, le ministre, par

Proposition de restructuration

Restriction

Mise en œuvre

implement the restructuring proposal in accordance with the regulations made under subsection (10).

Limitation	(5) The Minister shall not make an order under subsection (4) to implement the restructuring proposal in a locality if any part of the locality is in a locality for which a commission has been established under section 25.3.	arrêté, met la proposition de restructuration en œuvre conformément aux règlements pris en application du paragraphe (10).	
		(5) Le ministre ne doit pas prendre l'arrêté visé au paragraphe (4) pour mettre en œuvre la proposition de restructuration dans une localité si une partie quelconque de celle-ci est située dans une localité à l'égard de laquelle une commission a été établie en vertu de l'article 25.3.	Restriction
Filing	(6) The Minister shall, (a) publish an order under subsection (4) in <i>The Ontario Gazette</i> ; and (b) file a copy of an order under subsection (4) with the clerk of each municipality to which the order applies.	(6) Le ministre fait ce qui suit : a) il publie l'arrêté visé au paragraphe (4) dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> ; b) il dépose une copie de l'arrêté visé au paragraphe (4) auprès du secrétaire de chaque municipalité visée par l'arrêté.	Dépôt
Inspection	(7) The clerk shall make the order available for public inspection.	(7) Le secrétaire met l'arrêté à la disposition du public aux fins d'examen.	Examen
Not regulation	(8) An order of the Minister under subsection (4) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(8) L'arrêté du ministre visé au paragraphe (4) n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
Regulations	(9) The Minister may make regulations, (a) in respect of unorganized territory, providing that any body or class of persons is a local body for the purposes of this section; (b) for the purpose of subsection (2), (i) establishing types of restructuring, (ii) providing which municipalities and local bodies may support a restructuring proposal with respect to each type of restructuring, (iii) providing for the degree of support required to support a restructuring proposal with respect to each type of restructuring, (iv) providing for the manner of determining the support, and (v) providing for criteria which must be met by the municipalities and local bodies supporting a restructuring proposal; (c) providing that a municipality in a locality for which a restructuring proposal has been submitted under subsection (2), (i) shall not exercise a specified power under any Act, (ii) shall exercise, in the specified manner, a specified power under any Act, and	(9) Le ministre peut, par règlement : a) à l'égard d'un territoire non érigé en municipalité, prévoir qu'un organisme ou une catégorie de personnes est un organisme local pour l'application du présent article; b) pour l'application du paragraphe (2) : (i) établir des genres de restructuration, (ii) prévoir quelles municipalités et quels organismes locaux peuvent appuyer une proposition de restructuration à l'égard de chaque genre de restructuration, (iii) prévoir le degré d'appui exigé pour appuyer une proposition de restructuration à l'égard de chaque genre de restructuration, (iv) prévoir la façon de déterminer l'appui, (v) prévoir les critères qui doivent être respectés par les municipalités et les organismes locaux qui appuient une proposition de restructuration; c) prévoir qu'une municipalité d'une localité à l'égard de laquelle une proposition de restructuration a été présentée en vertu du paragraphe (2) : (i) ne doit pas exercer les pouvoirs précisés que confère une loi, (ii) exerce, de la manière précisée, les pouvoirs précisés que confère une loi,	Règlements

	(iii) shall obtain the approval of a person or body specified in the regulation before exercising any of its powers under any Act.	(iii) obtienne l'approbation d'une personne ou d'un organisme précisés dans le règlement avant d'exercer les pouvoirs que confère une loi à la municipalité.	
Scope	(10) A regulation under subsection (9) may be general or particular in its application.	(10) Les règlements pris en application du paragraphe (9) peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée
Regulations	(11) Despite any Act, the Lieutenant Governor in Council may make regulations setting out the powers that may be exercised by the Minister or a commission established under section 25.3 in implementing a restructuring proposal.	(11) Malgré toute loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, énoncer les pouvoirs que peut exercer le ministre ou une commission établie en vertu de l'article 25.3 lorsqu'il met une proposition de restructuration en œuvre.	Règlements
Conflicts	(12) An order of the Minister or commission implementing a restructuring proposal prevails over any Act or regulation with which it conflicts so long as the order is consistent with the regulation made under subsection (11).	(12) L'arrêté du ministre ou l'ordre de la commission mettant en œuvre une proposition de restructuration l'emporte sur toute loi ou tout règlement avec lequel il est incompatible à condition que l'arrêté ou l'ordre soit compatible avec le règlement pris en application du paragraphe (11).	Incompatibilité
Contravention	(13) If the council of a municipality contravenes a regulation under clause (9) (c) or clause 25.3 (7) (g) and, as a result, the municipality or a successor municipality is adversely affected financially, the members who vote in favour of the act which contravenes the regulation are personally liable for the amount of the adverse financial effect which may be recovered by an action brought by a municipal elector of the municipality or successor municipality on behalf of the municipality or successor municipality.	(13) Si le conseil d'une municipalité contrevient à un règlement pris en application de l'alinéa (9) c) ou 25.3 (7) g) et que, en conséquence, la municipalité ou une municipalité qui lui succède subit un préjudice financier, les membres qui votent en faveur de l'acte qui contrevient au règlement sont personnellement responsables du montant du préjudice financier qui peut être recouvré au moyen d'une action intentée pour le compte de la municipalité ou de la municipalité qui lui succède par un électeur municipal de la municipalité ou de la municipalité qui lui succède.	Contravention
Commission	25.3 (1) A commission established by regulation under subsection (7) shall, upon the request of the Minister, develop a restructuring proposal for restructuring municipalities and unorganized territory in a prescribed locality and the commission may develop a restructuring proposal for all or any part of the locality.	25.3 (1) La commission établie par règlement pris en application du paragraphe (7), sur demande du ministre, élabore une proposition de restructuration aux fins de la restructuration de municipalités et d'un territoire non érigé en municipalité d'une localité prescrite. La commission peut élaborer une proposition de restructuration à l'égard de la totalité ou de toute partie de la localité.	Commission
Limitation	(2) A restructuring proposal shall not provide for a type of restructuring other than a prescribed type of restructuring.	(2) La proposition de restructuration ne doit pas prévoir d'autre genre de restructuration qu'un genre de restructuration prescrit.	Restriction
Commission orders	(3) The commission may make orders to implement the proposal developed by the commission under subsection (1) and for the purposes of implementing the proposal the commission has the powers under a regulation made under subsection 25.2 (11).	(3) La commission peut donner des ordres afin de mettre en œuvre la proposition qu'elle a élaborée aux termes du paragraphe (1) et, aux fins de cette mise en œuvre, elle a les pouvoirs que confère un règlement pris en application du paragraphe 25.2 (11).	Ordres de la commission
Filing	(4) The commission shall, (a) publish an order under subsection (3) in <i>The Ontario Gazette</i> ; and (b) file a copy of an order under subsection (3) with the clerk of each municipality to which the order applies.	(4) La commission fait ce qui suit : a) elle publie l'ordre visé au paragraphe (3) dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> ; b) elle dépose une copie de l'ordre visé au paragraphe (3) auprès du secrétaire de chaque municipalité visée par l'ordre.	Dépôt

Inspection	(5) The clerk shall make the order available for public inspection.	(5) Le secrétaire met l'ordre à la disposition du public aux fins d'examen.	Examen
Not regulation	(6) An order of the commission is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(6) L'ordre de la commission n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
Regulations	<p>(7) The Minister may, for the purposes of this section, make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) establishing a commission; (b) providing for the composition of the commission, which may be composed of one person; (c) describing the locality for which the commission shall develop a restructuring proposal; (d) in respect of unorganized territory, providing that any body or class of persons is a local body; (e) establishing types of restructuring; (f) authorizing the commission to determine its costs and to apportion the costs among the municipalities and local bodies in the locality for which the commission was established; and (g) providing that a municipality in a locality for which a commission has been established to develop a restructuring proposal under subsection 25.3 (1), <ul style="list-style-type: none"> (i) shall not exercise a specified power under any Act; (ii) shall exercise, in the specified manner, a specified power under any Act, and (iii) shall obtain the approval of a person or body specified in the regulation before exercising any of its powers under any Act. 	<p>(7) Pour l'application du présent article, le ministre peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) établir une commission; b) prévoir la composition de la commission, qui peut se composer d'une seule personne; c) décrire la localité à l'égard de laquelle la commission doit élaborer une proposition de restructuration; d) à l'égard d'un territoire non érigé en municipalité, prévoir qu'un organisme ou une catégorie de personnes est un organisme local; e) établir des genres de restructuration; f) autoriser la commission à fixer ses frais et à les répartir entre les municipalités et les organismes locaux de la localité à l'égard de laquelle elle a été établie; g) prévoir qu'une municipalité d'une localité à l'égard de laquelle une commission a été établie pour élaborer une proposition de restructuration aux termes du paragraphe 25.3 (1) : <ul style="list-style-type: none"> (i) ne doit pas exercer les pouvoirs précisés que confère une loi, (ii) exerce, de la manière précisée, les pouvoirs précisés que confère une loi, (iii) obtienne l'approbation d'une personne ou d'un organisme précisés dans le règlement avant d'exercer les pouvoirs que confère une loi à la municipalité. 	Règlements
Scope	(8) A regulation under subsection (7) may be general or particular in its application.	(8) Les règlements pris en application du paragraphe (7) peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée
Debt	(9) Costs which the commission apportions to a municipality or local body are a debt of the municipality or local body to the Crown.	(9) Les frais que la commission attribue à une municipalité ou à un organisme local sont une dette de la municipalité ou de l'organisme local envers la Couronne.	Dette
Principles to be considered	<p>25.4 The Minister may establish restructuring principles that shall be considered,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) by municipalities and local bodies when developing a restructuring proposal to be submitted to the Minister under subsection 25.2 (2); and 	<p>25.4 Le ministre peut établir les principes de restructuration dont tiennent compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, les municipalités et les organismes locaux lorsqu'ils élaborent une proposition de restructuration devant être soumise au ministre en vertu du paragraphe 25.2 (2); 	Principes

- (b) by a commission when developing restructuring proposals under subsection 25.3 (1).

2. The Act is amended by adding the following section:

83.1 (1) In this section,

“municipality” includes,

- (a) a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford;
- (b) a local board as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act*, excluding school boards;
- (c) a conservation authority;
- (d) a board, commission or other local authority exercising any power with respect to municipal affairs or purposes, excluding school purposes, in a territory without municipal organization; and
- (e) any other body performing a public function designated by the Minister.

(2) A municipality shall provide the Minister with information designated by the Minister which, in the opinion of the Minister, relates to the efficiency and effectiveness of the municipality’s operations, at the times and in the manner and form designated by the Minister.

(3) A municipality shall publish all or such portion of the information as may be designated by the Minister at the times and in the manner and form designated by the Minister.

(4) A municipality shall,

- (a) cause to be reviewed or audited all the information, or such portion of it as may be designated by the Minister, at the times and in the manner and form designated; and
- (b) shall make available all the information, or such portion of it as may be designated by the Minister, to be reviewed or audited at the times, by the persons and in the manner and form designated.

(5) A matter designated by the Minister under this section may be general or particular in its application and may be restricted to those municipalities and persons designated.

- b) d’autre part, une commission lorsqu’elle élabore des propositions de restructuration aux termes du paragraphe 25.3 (1).

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

83.1 (1) La définition qui suit s’applique au présent article.

«municipalité» S’entend en outre de ce qui suit :

- a) une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district et le comté d’Oxford;
- b) un conseil local au sens de l’article 1 de la *Loi sur les affaires municipales*, à l’exclusion des conseils scolaires;
- c) un office de protection de la nature;
- d) un conseil, une commission ou un autre office local qui exerce des pouvoirs relativement à des affaires ou des fins municipales, à l’exclusion des fins scolaires, dans un territoire non érigé en municipalité;
- e) tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est désigné par le ministre.

(2) La municipalité fournit au ministre les renseignements désignés par celui-ci qui, à son avis, se rapportent à l’efficacité et à l’efficacité des activités de la municipalité, aux moments, de la manière et selon la forme que le ministre désigne.

(3) La municipalité publie la totalité ou la partie des renseignements que peut désigner le ministre aux moments, de la manière et selon la forme que le ministre désigne.

(4) La municipalité fait ce qui suit :

- a) elle fait réviser ou vérifier les renseignements, ou la partie de ceux-ci que peut désigner le ministre, aux moments, de la manière et selon la forme désignés;
- b) elle rend les renseignements, ou la partie de ceux-ci que peut désigner le ministre, accessibles aux fins de révision ou de vérification aux moments, par les personnes, de la manière et selon la forme désignés.

(5) Les questions désignées par le ministre en vertu du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux personnes désignées.

Information
re: municipal
operations

Renseignements
concernant
les activités
municipales

Information
to be
provided

Renseignements à
fournir

Publication

Publication

Review

Révision

Scope

Portée

3. Section 109 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 1, and section 109.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 2, are repealed.

4. Subsection 110 (1) of the Act is amended by striking out “not exceeding \$1 ” in the tenth and eleventh lines.

5. (1) Paragraph 13 of section 207 of the Act is amended by inserting “and other water control structures” after “dams” in the fifth line.

(2) Paragraph 26 of section 207 of the Act is repealed.

(3) Paragraph 63 of section 207 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 2, section 50, is repealed.

6. The Act is amended by adding the following sections:

209.1 In sections 209.1 to 209.7,

“elector” means a person whose name appears on the polling list, as amended up until the close of the polls, for the last regular election preceding the coming into force of a by-law under section 209.2 or 209.4; (“électeur”)

“local power” means a power a local municipality or a local board thereof may exercise under any Act to provide a prescribed service or facility, including any limitations on the power; (“pouvoir local”)

“municipality” means a local municipality and an upper-tier municipality; (“municipalité”)

“upper-tier municipality” means a county, a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité de palier supérieur”)

“upper-tier power” means a power an upper-tier municipality or local board thereof may exercise under any Act to provide a prescribed service or facility, including any limitations on the power. (“pouvoir de palier supérieur”)

209.2 (1) An upper-tier municipality may pass a by-law,

(a) despite any Act, to assume a local power to provide a prescribed service or facility for all of its local municipalities; and

3. L'article 109 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, et l'article 109.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

4. Le paragraphe 110 (1) de la Loi est modifié par suppression de «, qui ne dépassent pas 1 \$,» aux treizième et quatorzième lignes.

5. (1) La disposition 13 de l'article 207 de la Loi est modifiée par insertion de «et d'autres ouvrages de régularisation des eaux» après «barrages» à la cinquième ligne.

(2) La disposition 26 de l'article 207 de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 63 de l'article 207 de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'article 50 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogée.

6. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

209.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 209.1 à 209.7.

«électeur» Personne dont le nom figure sur la liste électorale, telle qu'elle est modifiée jusqu'à la clôture du scrutin, pour la dernière élection ordinaire précédant l'entrée en vigueur d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.2 ou 209.4. («elector»)

«municipalité» Municipalité locale et municipalité de palier supérieur. («municipality»)

«municipalité de palier supérieur» Un comté, une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford. («upper-tier municipality»)

«pouvoir de palier supérieur» Pouvoir qu'une municipalité de palier supérieur ou un conseil local de celle-ci peut exercer en vertu d'une loi afin de fournir des installations ou des services prescrits. S'entend notamment des restrictions auxquelles le pouvoir est assujéti. («upper-tier power»)

«pouvoir local» Pouvoir qu'une municipalité locale ou un conseil local de celle-ci peut exercer en vertu d'une loi afin de fournir des installations ou des services prescrits. S'entend notamment des restrictions auxquelles le pouvoir est assujéti. («local power»)

209.2 (1) Une municipalité de palier supérieur peut adopter un règlement municipal pour faire ce qui suit :

a) malgré toute loi, prendre en charge un pouvoir local afin de fournir des instal-

Règlement municipal visant à assumer un pouvoir local

By-law to assume local power

		lations ou des services prescrits à toutes ses municipalités locales;	
	(b) to provide for transitional matters to facilitate the assumption of the local power.	b) prévoir des mesures de transition pour faciliter la prise en charge du pouvoir local.	
Conditions	(2) A by-law under subsection (1) shall not come into force unless,	(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) ne doit pas entrer en vigueur tant que les conditions suivantes ne sont réunies :	Conditions
	(a) a majority of all votes on the council of the upper-tier municipality are cast in its favour;	a) il recueille la majorité de toutes les voix des membres du conseil de la municipalité de palier supérieur;	
	(b) a majority of the councils of all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes have passed resolutions giving their consent to the by-law; and	b) la majorité des conseils de toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales ont adopté des résolutions donnant leur consentement au règlement municipal;	
	(c) the total number of electors in the local municipalities which have passed resolutions under clause (b) form a majority of all the electors in the upper-tier municipality.	c) le nombre total d'électeurs des municipalités locales qui ont adopté les résolutions visées à l'alinéa b) forment la majorité de tous les électeurs de la municipalité de palier supérieur.	
No repeal	(3) A provision of a by-law of an upper-tier municipality to assume a local power passed under clause (1) (a) shall not be repealed in whole or in part after it comes into force.	(3) Aucune disposition d'un règlement municipal adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu de l'alinéa (1) a) pour prendre en charge un pouvoir local ne peut être abrogée en tout ou en partie après son entrée en vigueur.	Aucune abrogation
Conflicts	(4) Despite subsection (3), a by-law of an upper-tier municipality passed under subsection (1) shall be deemed to be repealed to the extent it conflicts with a subsequent by-law of a local municipality under section 209.4.	(4) Malgré le paragraphe (3), le règlement municipal adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu du paragraphe (1) est réputé abrogé dans la mesure où il est incompatible avec un règlement municipal subséquent adopté par une municipalité locale en vertu de l'article 209.4.	Incompatibilité
Effect of by-law	209.3 (1) When a by-law passed under section 209.2 comes into force,	209.3 (1) Lorsqu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.2 entre en vigueur :	Effet du règlement municipal
	(a) the upper-tier municipality has all the local powers its local municipalities and local boards thereof could have exercised under any Act before the by-law came into force to provide the prescribed service or facility for which the upper-tier municipality has assumed the local power;	a) la municipalité de palier supérieur a tous les pouvoirs locaux que ses municipalités locales et leurs conseils locaux auraient pu exercer en vertu de toute loi avant l'entrée en vigueur du règlement municipal pour fournir les installations ou les services prescrits à l'égard desquels la municipalité de palier supérieur a pris en charge le pouvoir local;	
	(b) a local municipality that forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes and a local board thereof are bound by the by-law and no longer have the power to exercise the local power assumed by the upper-tier municipality;	b) une municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales et un conseil local de cette municipalité locale sont liés par le règlement municipal et n'ont plus le pouvoir d'exercer le pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur;	
	(c) despite clause (b), a local municipality which forms part of the upper-tier	c) malgré l'alinéa b), une municipalité locale qui fait partie de la municipalité de	

municipality for municipal purposes may, by agreement with the upper-tier municipality, provide a service or facility of the type authorized under the local power assumed by the upper-tier municipality; and

- (d) a by-law or resolution of a local municipality and local boards thereof that relate to the local power assumed by the upper-tier municipality shall, to the extent it applies in any part of the local municipality, be deemed to be a by-law or resolution of the upper-tier municipality and shall remain in force in that part of the local municipality until the earlier of the prescribed period of time after the assumption by-law comes into force and the day the deemed by-law or resolution is repealed by the upper-tier municipality.

Procedures,
agreements

(2) If an upper-tier municipality assumes a local power from its local municipalities under section 209.2, the upper-tier municipality,

- (a) may continue procedures commenced, but not completed, by the local municipality before the assumption to enact a by-law or take any other action under the local power; and
- (b) may, for the purpose of exercising the assumed local power, enter into agreements with a municipality or any other person.

By-law to
assume
upper-tier
power

209.4 (1) A local municipality forming part of an upper-tier municipality for municipal purposes, may pass a by-law,

- (a) despite any Act, to assume an upper-tier power to provide a prescribed service or facility for all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes; and
- (b) to provide for transitional matters to facilitate the assumption of the upper-tier power for all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes.

Conditions

(2) A by-law under subsection (1) shall not come into force unless,

palier supérieur à des fins municipales peut, au moyen d'un accord avec la municipalité de palier supérieur, fournir des installations ou des services du genre autorisé en vertu du pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur;

- d) un règlement municipal ou une résolution d'une municipalité locale et de ses conseils locaux qui a trait au pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur est, dans la mesure où il ou elle s'applique dans toute partie de la municipalité locale, réputé un règlement municipal ou une résolution de la municipalité de palier supérieur et demeure en vigueur dans cette partie de la municipalité locale jusqu'à l'expiration du délai prescrit après l'entrée en vigueur du règlement municipal de prise en charge ou jusqu'au jour de l'abrogation du règlement municipal ou de la résolution réputés par la municipalité de palier supérieur, si ce jour arrive en premier.

Procédures,
accords

(2) Si une municipalité de palier supérieur prend en charge un pouvoir local de ses municipalités locales en vertu de l'article 209.2, elle peut :

- a) d'une part, poursuivre les procédures commencées, mais non terminées, par la municipalité locale avant la prise en charge pour adopter un règlement municipal ou prendre d'autres mesures en vertu du pouvoir local;
- b) d'autre part, aux fins de l'exercice du pouvoir local pris en charge, conclure des accords avec une municipalité ou toute autre personne.

209.4 (1) Une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité de palier supérieur à des fins municipales peut adopter un règlement municipal pour faire ce qui suit :

Prise en
charge d'un
pouvoir de
palier
supérieur

- a) malgré toute loi, prendre en charge un pouvoir de palier supérieur afin de fournir des installations ou des services prescrits à toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales;
- b) prévoir des mesures de transition pour faciliter la prise en charge du pouvoir de palier supérieur pour toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales.

(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) ne doit pas entrer en vigueur tant que les conditions suivantes ne sont réunies :

Conditions

- (a) at least half of the local municipalities, excluding the local municipality which passed the by-law, have passed resolutions giving their consent to the by-law;
- (b) the total number of electors in the local municipalities which have passed resolutions under clause (a) and the local municipality which passed the by-law form a majority of all the electors in the upper-tier municipality; and
- (c) the council of the upper-tier municipality has passed a resolution giving its consent to the assumption of the power and a majority of all the votes on the council were cast in favour of the resolution.

No repeal

(3) A provision of a by-law of a local municipality to assume an upper-tier power passed under clause (1) (a) shall not be repealed in whole or in part after it comes into force.

Conflicts

(4) Despite subsection (3), a by-law of a local municipality passed under subsection (1) shall be deemed to be repealed to the extent it conflicts with a subsequent by-law of an upper-tier municipality under section 209.2.

Effect of by-law

209.5 (1) When a by-law under section 209.4 comes into force,

- (a) each local municipality forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes is bound by the by-law and has, for the purposes of the local municipality, all the upper-tier powers the upper-tier municipality and local boards thereof could have exercised under any Act before the by-law came into force to provide the prescribed service or facility for which the local municipalities have assumed the upper-tier power;
- (b) the upper-tier municipality and local boards thereof are bound by the by-law and no longer have the power to exercise the upper-tier power assumed by the local municipalities;
- (c) despite clause (b), the upper-tier municipality may, by agreement with a local municipality, provide a service or facility for the purposes of the local municipality of the type authorized

- a) au moins la moitié des municipalités locales, à l'exclusion de celle qui a adopté le règlement municipal, ont adopté des résolutions donnant leur consentement au règlement municipal;
- b) le nombre total d'électeurs des municipalités locales qui ont adopté les résolutions visées à l'alinéa a) et de la municipalité locale qui a adopté le règlement municipal forment la majorité de tous les électeurs de la municipalité de palier supérieur;
- c) le conseil de la municipalité de palier supérieur a adopté une résolution donnant son consentement à la prise en charge du pouvoir et la résolution recueille la majorité de toutes les voix des membres du conseil.

(3) Aucune disposition d'un règlement municipal adopté par une municipalité locale en vertu de l'alinéa (1) a) pour prendre en charge un pouvoir de palier supérieur ne peut être abrogée en tout ou en partie après son entrée en vigueur.

Aucune abrogation

(4) Malgré le paragraphe (3), le règlement municipal adopté par une municipalité locale en vertu du paragraphe (1) est réputé abrogé dans la mesure où il est incompatible avec un règlement municipal subséquent adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu de l'article 209.2.

Incompatibilité

209.5 (1) Lorsqu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.4 entre en vigueur :

Effet du règlement municipal

- a) chaque municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales est liée par le règlement municipal et, aux fins de la municipalité locale, a tous les pouvoirs de palier supérieur que la municipalité de palier supérieur et ses conseils locaux auraient pu exercer en vertu de toute loi avant l'entrée en vigueur du règlement municipal pour fournir les installations ou les services prescrits à l'égard desquels les municipalités locales ont pris en charge le pouvoir de palier supérieur;
- b) la municipalité de palier supérieur et ses conseils locaux sont liés par le règlement municipal et n'ont plus le pouvoir d'exercer le pouvoir de palier supérieur pris en charge par les municipalités locales;
- c) malgré l'alinéa b), la municipalité de palier supérieur peut, au moyen d'un accord avec une municipalité locale, fournir aux fins de la municipalité locale des installations ou des services du

under the upper-tier power assumed by the local municipality; and

- (d) a by-law or resolution of an upper-tier municipality and local boards thereof that relates to the upper-tier power assumed by the local municipalities shall, to the extent it applies in any part of a local municipality, be deemed to be a by-law or resolution of the local municipality and shall remain in force in that part of the local municipality until the earlier of the prescribed period of time after the assumption by-law comes into force and the day the deemed by-law or resolution is repealed by the local municipality.

Procedures,
agreements

(2) A local municipality which has assumed an upper-tier power from an upper-tier municipality,

- (a) may continue procedures commenced, but not completed, by the upper-tier municipality before the assumption to enact a by-law or take any other action under the upper-tier power to the extent the by-law or other action applies to the local municipality; and
- (b) may, for the purpose of exercising the assumed upper-tier power, enter into agreements with a municipality or any other person.

Regulations

209.6 (1) The Minister may, despite any Act, make regulations,

- (a) prescribing the services and facilities for which an upper-tier municipality may assume local powers under section 209.2;
- (b) prescribing the services and facilities for which a local municipality may assume upper-tier powers under section 209.4;
- (c) despite clauses 209.3 (1) (d) and 209.5 (1) (d), providing for the continuation, cessation or otherwise of by-laws and resolutions;
- (d) establishing a period of time for the purpose of clauses 209.3 (1) (d) and 209.5 (1) (d);

genre autorisé en vertu du pouvoir de palier supérieur pris en charge par la municipalité locale;

- d) un règlement municipal ou une résolution d'une municipalité de palier supérieur et de ses conseils locaux qui a trait au pouvoir de palier supérieur pris en charge par les municipalités locales est, dans la mesure où il ou elle s'applique à toute partie d'une municipalité locale, réputé un règlement municipal ou une résolution de la municipalité locale et demeure en vigueur dans cette partie de la municipalité locale jusqu'à l'expiration du délai prescrit après l'entrée en vigueur du règlement municipal de prise en charge ou jusqu'au jour de l'abrogation du règlement municipal ou de la résolution réputés par la municipalité locale, si ce jour arrive en premier.

(2) La municipalité locale qui a pris en charge un pouvoir de palier supérieur de la municipalité de palier supérieur peut :

Procédures,
accords

- a) d'une part, poursuivre les procédures commencées, mais non terminées, par la municipalité de palier supérieur avant la prise en charge pour adopter un règlement municipal ou prendre d'autres mesures en vertu du pouvoir de palier supérieur, dans la mesure où le règlement municipal ou les autres mesures s'appliquent à la municipalité locale;
- b) d'autre part, aux fins de l'exercice du pouvoir de palier supérieur pris en charge, conclure des accords avec une municipalité ou toute autre personne.

209.6 (1) Malgré toute loi, le ministre peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire les installations et les services à l'égard desquels une municipalité de palier supérieur peut prendre en charge des pouvoirs locaux en vertu de l'article 209.2;
- b) prescrire les installations et les services à l'égard desquels une municipalité locale peut prendre en charge des pouvoirs de palier supérieur en vertu de l'article 209.4;
- c) malgré les alinéas 209.3 (1) d) et 209.5 (1) d), prévoir le maintien en vigueur, la cessation ou autre des règlements municipaux et des résolutions;
- d) fixer un délai pour l'application des alinéas 209.3 (1) d) et 209.5 (1) d);

- (e) imposing conditions and limitations on the powers of an upper-tier municipality and local municipalities under sections 209.2 and 209.4;
 - (f) imposing conditions and limitations on local and upper-tier powers assumed under sections 209.2 and 209.4;
 - (g) providing that any body performing a public function is a local board for the purpose of sections 209.1 to 209.6;
 - (h) providing for any matter that, in the opinion of the Minister, is necessary or desirable,
 - (i) to allow an upper-tier municipality or a local municipality which has assumed a local or upper-tier power under section 209.2 or 209.4, to exercise the power, and
 - (ii) to allow an upper-tier municipality or a local municipality from which an upper-tier power or a local power has been assumed under section 209.2 or 209.4, to exercise its remaining powers; and
 - (i) providing for any transitional matter related to the assumption of a local and upper-tier power under sections 209.2 and 209.4.
- e) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs conférés à une municipalité de palier supérieur et aux municipalités locales en vertu des articles 209.2 et 209.4;
 - f) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs locaux et aux pouvoirs de palier supérieur pris en charge en vertu des articles 209.2 et 209.4;
 - g) prévoir qu'un organisme qui exerce une fonction publique est un conseil local pour l'application des articles 209.1 à 209.6;
 - h) prévoir les questions qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou utiles pour faire ce qui suit :
 - (i) permettre à une municipalité de palier supérieur ou à une municipalité locale, qui a pris en charge un pouvoir local ou un pouvoir de palier supérieur en vertu de l'article 209.2 ou 209.4, d'exercer le pouvoir,
 - (ii) permettre à une municipalité de palier supérieur ou à une municipalité locale, dont un pouvoir de palier supérieur ou un pouvoir local a été pris en charge en vertu de l'article 209.2 ou 209.4, d'exercer les pouvoirs qui lui restent;
 - i) prévoir des mesures de transition ayant trait à la prise en charge d'un pouvoir local et d'un pouvoir de palier supérieur en vertu des articles 209.2 et 209.4.

Scope

(2) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities specified in the regulation.

7. (1) Paragraphs 14, 23, 139, 147, 152, 154, 155, 157, 159, 160, 161, 162 and 163 of section 210 of the Act are repealed.

(2) Paragraph 158 of section 210 of the Act is amended by striking out “or 157” in the second line.

8. The Act is amended by adding the following section:

210.4 (1) In this section,

“local board” means a “local board” as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act* and any other body performing any public function prescribed by regulation; (“conseil local”)

Dissolution of local boards

(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités précisées dans les règlements.

7. (1) Les dispositions 14, 23, 139, 147, 152, 154, 155, 157, 159, 160, 161, 162 et 163 de l'article 210 de la Loi sont abrogées.

(2) La disposition 158 de l'article 210 de la Loi est modifiée par suppression de «ou 157» aux deux dernières lignes.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

210.4 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«conseil local» Conseil local au sens de l'article 1 de la *Loi sur les affaires municipales* et tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par les règlements. («local board»)

Portée

Dissolution de conseils locaux

“municipality” includes a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford. (“municipalité”)

«municipalité» S’entend en outre d’une municipalité régionale, d’une municipalité de communauté urbaine ou de district et du comté d’Oxford. («municipality»)

Dissolution	(2) Despite any Act, if a local board is the local board of a single municipality, the council of the municipality may by by-law dissolve or make prescribed changes to the local board.	(2) Malgré toute loi, si un conseil local est le conseil local d’une seule municipalité, le conseil de la municipalité peut, par règlement municipal, dissoudre le conseil local ou lui apporter des modifications prescrites.	Dissolution
Joint local boards	(3) Despite any Act, if a local board is a local board of two or more municipalities, any of the municipalities may pass a by-law to dissolve or make prescribed changes to the local board.	(3) Malgré toute loi, si un conseil local est le conseil local de deux municipalités ou plus, l’une quelconque des municipalités peut adopter un règlement municipal pour dissoudre le conseil local ou lui apporter des modifications prescrites.	Conseils locaux mixtes
Restriction	(4) A municipality does not have the power to pass a by-law under subsection (2) or (3) to dissolve a local board until a regulation under subsection (7) relating to the dissolution of that type of local board is in force.	(4) La municipalité n’a pas le pouvoir d’adopter un règlement municipal en vertu du paragraphe (2) ou (3) pour dissoudre un conseil local tant qu’un règlement pris en application du paragraphe (7) et ayant trait à la dissolution de ce genre de conseil local n’est pas en vigueur.	Restriction
Coming into force	(5) A by-law under subsection (3) does not come into force until at least half of the municipalities, excluding the municipality which passed the by-law, have passed a resolution giving their approval to the by-law.	(5) Le règlement municipal visé au paragraphe (3) n’entre pas en vigueur tant qu’au moins la moitié des municipalités, à l’exclusion de celle qui a adopté le règlement municipal, n’ont pas adopté une résolution approuvant le règlement municipal.	Entrée en vigueur
Amendments, repeal	(6) When a by-law under subsection (3) comes into force, the by-law shall be deemed to be a by-law passed under subsection (3) by each of the municipalities and may only be amended or repealed by a by-law passed in accordance with subsections (3) and (5).	(6) Lorsqu’il entre en vigueur, le règlement municipal visé au paragraphe (3) est réputé être un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (3) par chacune des municipalités et ne peut être modifié ou abrogé que par voie de règlement municipal adopté conformément aux paragraphes (3) et (5).	Modifications et abrogation
Regulations	(7) For the purposes of this section the Minister may, despite any Act, make regulations, (a) providing that any body performing any public function is a local board; (b) providing that a local board is a local board of the municipality specified in the regulation; (c) prescribing changes that may be made to a local board; (d) providing that a municipality does not have the power to dissolve or make a prescribed change to a local board specified in the regulation; (e) imposing conditions and limitations on the powers of a municipality under this section; (f) providing that, for the purposes specified in the regulation, a municipality shall be deemed to be a local board of the type dissolved or changed under this section;	(7) Pour l’application du présent article et malgré toute loi, le ministre peut, par règlement : a) prévoir qu’un organisme qui exerce une fonction publique est un conseil local; b) prévoir qu’un conseil local est un conseil local de la municipalité précisée dans le règlement; c) prescrire les modifications qui peuvent être apportées à un conseil local; d) prévoir qu’une municipalité n’a pas le pouvoir de dissoudre le conseil local précisé dans le règlement ou de lui apporter une modification prescrite; e) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs que le présent article confère à une municipalité; f) prévoir que, aux fins précisées dans le règlement, une municipalité est réputée être un conseil local du genre de celui qui a été dissous ou modifié en vertu du présent article;	Règlements

- (g) providing that, for the purposes specified in the regulation, a municipality shall stand in the place of a local board dissolved or changed under this section;
- (h) providing for matters that, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable to allow the council of a municipality to act as a local board, to exercise the powers of a local board or to stand in the place of a local board for any purpose;
- (i) providing that the provisions of any Act specified in the regulation do not apply to the council of a municipality acting as a local board, exercising the powers of a local board or standing in the place of a local board for any purpose;
- (j) providing for the continuation, cessation or amendment of any or all by-laws and resolutions of a local board which is dissolved or changed under this section;
- (k) providing that a municipality or local board pay money to another municipality or local board; and
- (l) providing for transitional matters related to a dissolution of or change to a local board under this section.

Scope

(8) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities and local boards specified in the regulation.

9. Section 217 of the Act is repealed.

10. The Act is amended by adding the following section:

220.1 (1) In this section,

“by-law” includes a resolution for the purpose of a local board; (“règlement municipal”)

“local board” means a “local board” as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act*, a conservation authority and any other body performing any public function prescribed by regulation, but for the purpose of imposing fees or charges under this section does not include a school board and a hospital board; (“conseil local”)

“municipality” includes a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité”)

“person” includes a municipality and a local board. (“personne”)

By-laws re: fees and charges

- g) prévoir que, aux fins précisées dans le règlement, une municipalité remplace un conseil local dissous ou modifié en vertu du présent article;
- h) prévoir les questions qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou utiles pour permettre au conseil d'une municipalité d'agir à titre de conseil local, d'exercer les pouvoirs d'un conseil local ou de remplacer un conseil local à toute fin;
- i) prévoir que les dispositions de toute loi précisées dans le règlement ne s'appliquent pas au conseil d'une municipalité qui agit à titre de conseil local, exerce les pouvoirs d'un conseil local ou remplace un conseil local à toute fin;
- j) prévoir le maintien en vigueur, la cessation ou la modification de l'un quelconque ou de l'ensemble des règlements municipaux et des résolutions d'un conseil local qui est dissous ou modifié en vertu du présent article;
- k) prévoir qu'une municipalité ou un conseil local verse des sommes à une autre municipalité ou à un autre conseil local;
- l) prévoir les mesures de transition ayant trait à la dissolution ou à la modification d'un conseil local en vertu du présent article.

(8) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux conseils locaux précisés dans les règlements.

Portée

9. L'article 217 de la Loi est abrogé.

10. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

220.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«conseil local» Conseil local au sens de l'article 1 de la *Loi sur les affaires municipales*, office de protection de la nature et tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par les règlements. La présente définition exclut toutefois un conseil scolaire et un conseil d'hôpital aux fins de l'imposition de droits ou de frais aux termes du présent article. («local board»)

«municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district et du comté d'Oxford. («municipality»)

«personne» S'entend en outre d'une municipalité et d'un conseil local. («person»)

Règlements municipaux relatifs aux droits et frais

		«règlement municipal» S'entend en outre d'une résolution dans le cas d'un conseil local. («by-law»)	
Same	(2) Despite any Act, a municipality and a local board may pass by-laws imposing fees or charges on any class of persons,	(2) Malgré toute loi, une municipalité et un conseil local peuvent adopter des règlements municipaux imposant des droits ou des frais à toute catégorie de personnes au titre de ce qui suit :	Idem
	(a) for services or activities provided or done by or on behalf of it;	a) les services fournis ou les activités entreprises par eux ou en leur nom;	
	(b) for costs payable by it for services or activities provided or done by or on behalf of any other municipality or local board; and	b) les coûts payables par eux pour des services fournis ou des activités entreprises par une autre municipalité ou un autre conseil local ou en leur nom;	
	(c) for the use of its property including property under its control.	c) l'utilisation de leurs biens, y compris les biens relevant de leur contrôle.	
Contents of by-law	(3) A by-law under this section may provide for,	(3) Le règlement municipal visé au présent article peut prévoir ce qui suit :	Contenu du règlement municipal
	(a) fees and charges that are in the nature of a direct tax for the purpose of raising revenue;	a) des droits et des frais sous forme d'impôt direct aux fins de recueillir des recettes;	
	(b) interest charges and other penalties, including the payment of collection costs, for fees and charges that are due and unpaid;	b) des frais d'intérêts et d'autres peines, y compris le paiement de frais de recouvrement, pour les droits et les frais qui sont échus et impayés;	
	(c) discounts and other benefits for early payment of fees and charges;	c) des rabais et d'autres avantages pour le paiement anticipé des droits et des frais;	
	(d) fees and charges that vary on any basis the municipality or local board considers appropriate and specifies in the by-law, including the level or frequency of the service or activity provided or done, the time of day or of year the service or activity is provided and whether the class of persons paying the fee is a resident or non-resident of the municipality;	d) des droits et des frais qui varient selon ce que la municipalité ou le conseil local estime approprié et précise dans le règlement municipal, y compris le niveau ou la fréquence du service fourni ou de l'activité entreprise, le moment du jour ou de l'année où le service est fourni ou l'activité entreprise et si la catégorie de personnes qui paient les droits sont des résidents ou des non-résidents de la municipalité;	
	(e) different classes of persons and deal with each class in a different way; and	e) différentes catégories de personnes et traiter chaque catégorie d'une façon différente;	
	(f) the exemption, in whole or in part, of any class of persons from all or any part of the by-law.	f) l'exemption, totale ou partielle, de toute catégorie de personnes du règlement municipal ou d'une partie de celui-ci.	
Payment details	(4) A by-law under this section shall set out when and in what manner the fees and charges are to be paid, the interest charges and other penalties, if any, for fees and charges that are due and unpaid and the discounts and other benefits, if any, for early payment of the fees and charges.	(4) Le règlement municipal visé au présent article énonce le moment où les droits et frais doivent être payés, ainsi que la manière de ce paiement, les frais d'intérêts et autres peines, le cas échéant, imposés pour les droits et frais qui sont échus et impayés ainsi que les rabais et autres avantages, le cas échéant, accordés pour le paiement anticipé des droits et frais.	Précisions
Approval of local board by-law	(5) A by-law imposing fees or charges passed under this section by a local board of a municipality which is not a local board of any other municipality shall not come into force	(5) Le règlement municipal imposant des droits ou des frais et adopté en vertu du présent article par un conseil local d'une municipalité qui n'est pas un conseil local d'une au-	Approbation des règlements municipaux d'un conseil local

until the municipality passes a resolution approving the by-law.

Exception (6) An approval under subsection (5) is not required if the fees or charges are subject to approval under any federal Act or under a regulation under subsection (10).

Debt (7) Fees and charges imposed by a municipality or local board on a person under this section constitute a debt of the person to the municipality or local board, respectively.

Amount owing added to tax roll (8) A municipality may, and upon the request of a local board whose area of jurisdiction includes any part of the municipality shall, add fees and charges imposed by the municipality or local board, respectively, under this section to the tax roll for any real property in the municipality all of the owners of which are responsible for paying the fees and charges and collect them in like manner as municipal taxes.

No application to O.M.B. (9) If a municipality or local board has imposed fees or charges under any Act, no application shall be made to the Municipal Board under clause 71 (c) of the *Ontario Municipal Board Act* on the grounds the fees or charges are unfair or unjust.

Regulations (10) The Minister may make regulations,
(a) providing that a municipality or local board does not have the power to impose fees or charges under this section for services or activities, for costs payable for services or activities, for use of municipal property or on the persons prescribed in the regulation;
(b) imposing conditions and limitations on the powers of a municipality or local board under this section; and
(c) providing that a body is a local board for the purpose of this section.

Scope (11) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities and local boards specified in the regulation.

11. Section 223 of the Act is amended by adding the following subsection:

By-law waiving assent (2) Despite subsection (1), a council may pass a by-law to eliminate the requirement to

tre municipalité ne doit pas entrer en vigueur tant que la municipalité n'a pas adopté une résolution approuvant le règlement municipal.

Exception (6) L'approbation visée au paragraphe (5) n'est pas nécessaire si les droits ou les frais sont assujettis à une approbation aux termes d'une loi fédérale ou d'un règlement pris en application du paragraphe (10).

Dette (7) Les droits et les frais imposés à une personne par une municipalité ou un conseil local en vertu du présent article constituent une dette de la personne envers la municipalité ou le conseil local, respectivement.

Montant dû ajouté au rôle de perception (8) Une municipalité peut, et sur demande d'un conseil local dont la compétence s'étend à toute partie de la municipalité doit, ajouter les droits et les frais imposés par la municipalité ou le conseil local, respectivement, en vertu du présent article au rôle de perception à l'égard de biens immeubles situés dans la municipalité dont tous les propriétaires sont tenus de payer les droits et les frais et les recouvrer de la même manière que les impôts municipaux.

Aucune requête à la C.A.M.O. (9) Si une municipalité ou un conseil local a imposé des droits ou des frais en vertu d'une loi, aucune requête ne doit être présentée à la Commission des affaires municipales aux termes de l'alinéa 71 c) de la *Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario* pour le motif que les droits ou les frais sont injustes.

Règlements (10) Le ministre peut, par règlement :
a) prévoir qu'une municipalité ou un conseil local n'a pas le pouvoir d'imposer des droits ou des frais en vertu du présent article pour des services ou des activités, pour les coûts payables à l'égard de services ou d'activités, pour l'utilisation de biens municipaux ou aux personnes prescrites dans le règlement;
b) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs d'une municipalité ou d'un conseil local visés au présent article;
c) prévoir qu'un organisme est un conseil local pour l'application du présent article.

Portée (11) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux conseils locaux précisés dans les règlements.

11. L'article 223 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Règlement municipal dispensant de l'assentiment (2) Malgré le paragraphe (1), un conseil peut adopter un règlement municipal afin

obtain the assent of the electors before passing a by-law under this section.

12. (1) Subsection 224 (1) of the Act is amended by striking out “all” in the second line and substituting “local”.

(2) Subsection 224 (3) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (7)” in the first line and substituting “subsection 257.2 (3)”.

13. (1) Subsection 225 (1) of the Act is amended by striking out “all” in the second line and substituting “local”.

(2) Subsection 225 (3) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (7)” in the first line and substituting “subsection 257.2 (3)”.

(3) Subsection 225 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (3) and” in the first line.

14. Sections 226 and 227 of the Act are repealed.

15. Paragraph 5 of section 228 of the Act is repealed and the following substituted:

5. For the exercise of the powers conferred upon the councils of local municipalities by paragraph 123 of section 210 in respect of highways under the jurisdiction of the council of the county.

16. Section 232 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 123, excluding paragraph 1, is repealed and the following substituted:

232. The council of a local municipality may pass by-laws:

17. Section 233 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is repealed.

18. Paragraphs 1, 2 and 4 to 8 of subsection 234 (1) of the Act are repealed.

19. Section 235 of the Act is repealed.

20. (1) Section 236 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, exclusive of the paragraphs, is repealed and the following substituted:

236. A council of a local municipality may pass by-laws:

d'éliminer l'exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant d'adopter un règlement municipal en vertu du présent article.

12. (1) Le paragraphe 224 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «de toutes les municipalités» aux première et deuxième lignes, de «des municipalités locales».

(2) Le paragraphe 224 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 109 (7)» à la première ligne, de «paragraphe 257.2 (3)».

13. (1) Le paragraphe 225 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «de toutes les municipalités» aux première et deuxième lignes, de «des municipalités locales».

(2) Le paragraphe 225 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 109 (7)» à la première ligne, de «paragraphe 257.2 (3)».

(3) Le paragraphe 225 (6) de la Loi est modifié par suppression de «le paragraphe 109 (3) et» à la première ligne.

14. Les articles 226 et 227 de la Loi sont abrogés.

15. La disposition 5 de l'article 228 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. Pour exercer les pouvoirs que confère aux conseils des municipalités locales la disposition 123 de l'article 210 relativement aux voies publiques qui relèvent de la compétence du conseil du comté.

16. L'article 232 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 123 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, à l'exclusion de la disposition 1, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

232. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux :

17. L'article 233 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé.

18. Les dispositions 1, 2 et 4 à 8 du paragraphe 234 (1) de la Loi sont abrogées.

19. L'article 235 de la Loi est abrogé.

20. (1) L'article 236 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, au passage qui précède les dispositions, de ce qui suit :

236. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux :

(2) Paragraphs 2 to 5 of section 236 of the Act are repealed.

(3) Clause (b) of paragraph 7 of section 236 of the Act is repealed.

(4) Paragraphs 8 to 13 of section 236 of the Act are repealed.

(5) Subclause (b) (iii) of paragraph 15 of section 236 of the Act is repealed and the following substituted:

- (iii) require a licence fee payable by the owner of a trailer camp for each such lot and require fees to be paid in advance but if a lot is to be made available only for occupancy by a trailer that is assessed under the *Assessment Act*, no licence fee shall be charged.

(6) Clause (d), as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule and clause (e) of paragraph 17 of section 236 of the Act are repealed.

(7) Paragraph 18 of section 236 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is repealed.

21. Sections 237 and 238 of the Act are repealed and the following substituted:

237. By-laws may be passed by the council of a local municipality regulating or prohibiting the playing of bands and of musical instruments on any highway, park or public place.

22. The Act is amended by adding the following Part:

PART XVII.1 GENERAL LICENSING POWERS

257.1 (1) In this Part,

“business” means any trade, calling, business or occupation and includes the sale or hire of goods or services on an intermittent or one-time basis, the showing for the purpose of sale or hire of samples, patterns or specimens of any goods and an activity or thing a local municipality may license under paragraph 6 or 7 of section 236 but does not include,

- (a) a manufacturing activity or an industry, except to the extent that it sells its products or raw material by retail; or

(2) Les dispositions 2 à 5 de l'article 236 de la Loi sont abrogées.

(3) L'alinéa b) de la disposition 7 de l'article 236 de la Loi est abrogé.

(4) Les dispositions 8 à 13 de l'article 236 de la Loi sont abrogées.

(5) Le sous-alinéa b) (iii) de la disposition 15 de l'article 236 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (iii) exiger, pour les permis, des droits par lot, payables d'avance par le propriétaire du camp pour roulotte. Ces droits ne sont pas exigibles pour un lot mis à la disposition du public pour être seulement occupé par une roulotte qui fait l'objet d'une évaluation aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

(6) L'alinéa d), tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, et l'alinéa e) de la disposition 17 de l'article 236 de la Loi sont abrogés.

(7) La disposition 18 de l'article 236 de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée.

21. Les articles 237 et 238 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

237. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux pour interdire aux fanfares et à quiconque de jouer d'un instrument de musique sur une voie publique, dans un parc ou un endroit public, et pour les réglementer.

22. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE XVII.1 POUVOIRS GÉNÉRAUX EN MATIÈRE DE DÉLIVRANCE DE PERMIS

257.1 (1) La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«activité commerciale» Commerce, métier, activité commerciale ou profession. S'entend en outre de la vente ou location de biens ou de services sur une base intermittente ou à une seule occasion, de l'exposition à des fins de vente ou de location d'échantillons, de patrons ou de spécimens de biens et d'une activité ou d'une chose qu'une municipalité locale peut assujettir à un permis en vertu de la disposition 6 ou 7 de l'article 236. La présente définition exclut toutefois :

- a) une activité de fabrication ou une industrie, sauf dans la mesure où elle vend ses produits ou des matières brutes au détail,

Bands of music

Fanfares

Definition

Définition

(b) the selling of goods by wholesale.

(2) For the purposes of subsection 257.2 (1), a business shall be deemed to be carried on within a municipality if any part of the business is carried on within the municipality even if the business is being carried on from a location outside the municipality.

257.2 (1) Subject to the *Theatres Act* and the *Retail Business Holidays Act*, the council of a local municipality may pass by-laws for licensing, regulating and governing any business carried on within the municipality.

(2) Without limiting subsection (1), the power to license, regulate and govern a business under subsection (1) includes,

- (a) the power to prohibit the carrying on of or engaging in the business without a licence;
- (b) the power to grant or refuse to grant a licence;
- (c) the power to fix the time for which the licence shall be in force;
- (d) the power to revoke or suspend a licence;
- (e) the power to define classes of businesses and to separately license, regulate and govern each class;
- (f) the power to impose conditions as a requirement of obtaining, continuing to hold or renewing a licence, including conditions,
 - (i) requiring the payment of licence fees, which may be in the nature of a tax for the privilege conferred by the licence or for the purpose of raising revenue,
 - (ii) restricting the hours of operation of the business, and
 - (iii) requiring the persons carrying on or engaged in the business to allow the municipality at any reasonable time to inspect places or premises used in the carrying on of the business and the equipment, vehicles and other personal property used or kept for hire in connection with the carrying on of the business;

b) la vente de biens en gros.

(2) Pour l'application du paragraphe 257.2 (1), une activité commerciale est réputée être exercée dans une municipalité si une partie quelconque de l'activité commerciale est exercée dans la municipalité même si l'activité commerciale est exercée à partir d'un endroit situé à l'extérieur de la municipalité.

257.2 (1) Sous réserve de la *Loi sur les cinémas* et de la *Loi sur les jours fériés dans le commerce de détail*, le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux pour assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir toute activité commerciale exercée dans la municipalité.

(2) Sans limiter la portée du paragraphe (1), le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer et de régir une activité commerciale en vertu du paragraphe (1) comprend ce qui suit :

- a) le pouvoir d'interdire à quiconque d'exercer une activité commerciale sans permis;
- b) le pouvoir d'accorder ou de refuser d'accorder un permis;
- c) le pouvoir de fixer la période d'application du permis;
- d) le pouvoir de révoquer ou de suspendre un permis;
- e) le pouvoir de définir des catégories d'activités commerciales et d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer et de régir séparément chaque catégorie;
- f) le pouvoir d'imposer des conditions pour l'obtention, la conservation ou le renouvellement d'un permis, y compris des conditions :
 - (i) exigeant le paiement de droits de permis, qui peuvent être sous forme d'impôt pour le privilège conféré par le permis ou aux fins de recueillir des recettes,
 - (ii) limitant les heures d'opération de l'activité commerciale,
 - (iii) exigeant que les personnes qui exercent l'activité commerciale permettent à la municipalité d'inspecter, à toute heure raisonnable, les endroits ou les lieux utilisés dans l'exercice de l'activité commerciale ainsi que l'équipement, les véhicules et autres biens meubles utilisés ou gardés à des fins de location relativement à l'exercice de l'activité commerciale;

Interpretation

Licensing by-laws

Powers re: licences

Interprétation

Règlements municipaux visant l'obtention de permis

Pouvoirs concernant les permis

- (g) the power to impose special conditions on a business in a class that have not been imposed on all of the businesses in that class as a requirement of obtaining, continuing to hold or renewing a licence of the business;
- (h) the power to impose conditions, including special conditions, as a requirement of continuing to hold a licence at any time during the term of the licence;
- (i) the power to licence, regulate or govern the place or premises used in the carrying on of the business and the persons carrying it on or engaged in it;
- (j) the power to regulate or govern the equipment, vehicles and other personal property used or kept for hire in connection with the carrying on of or engaging in the business; and
- (k) the power to exempt any business or person from all or any part of the by-law.

Limitation

(3) A council shall not refuse to grant a licence to carry on or engage in any business by reason only of the location of the business if the business was being carried on or engaged in at that location at the time the by-law requiring the licence came into force.

Expiry of a by-law

(4) A by-law of a local municipality licensing a business under this Act expires the earlier of five years after it comes into force or the day it is repealed.

Amendments

(5) Amendments to a by-law licensing a business do not affect the term of the by-law as set out in subsection (4).

Exercise of power

257.3 The exercise of a power under clause 257.2 (2) (b), (d) (g) or (h) is in the discretion of the council, which discretion shall be exercised,

- (a) upon such grounds as are set out in the by-law; or
- (b) upon the ground that the conduct of a person, or in the case of a corporation, the conduct of its officers, directors, employees or agents affords reasonable grounds for belief that the person will

- g) le pouvoir d'imposer à l'égard d'une activité commerciale d'une catégorie donnée des conditions particulières qui n'ont pas été imposées à l'égard de toutes les activités commerciales de cette catégorie pour l'obtention, la conservation ou le renouvellement d'un permis afin d'exercer l'activité commerciale;
- h) le pouvoir d'imposer des conditions, y compris des conditions particulières, pour la conservation d'un permis en tout temps pendant la durée d'application du permis;
- i) le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer ou de régir l'endroit ou le lieu utilisé dans l'exercice de l'activité commerciale ainsi que les personnes qui l'exercent;
- j) le pouvoir de réglementer ou de régir l'équipement, les véhicules et autres biens meubles utilisés ou gardés à des fins de location relativement à l'exercice de l'activité commerciale;
- k) le pouvoir de soustraire toute activité commerciale ou personne à l'application de la totalité ou de toute partie du règlement municipal.

(3) Nul conseil ne doit refuser d'accorder un permis afin d'exercer une activité commerciale en raison seulement de l'emplacement de l'activité commerciale si celle-ci était exercée sur cet emplacement au moment de l'entrée en vigueur du règlement municipal exigeant l'obtention du permis.

(4) Le règlement municipal d'une municipalité locale, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, adopté en vertu de la présente loi expire cinq ans après le jour de son entrée en vigueur ou le jour de son abrogation, si ce jour arrive en premier.

(5) Les modifications apportées à un règlement municipal, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, n'ont pas d'incidence sur la durée d'application du règlement municipal énoncée au paragraphe (4).

257.3 Le pouvoir visé à l'alinéa 257.2 (2) b), d), g) ou h) est exercé à la discrétion du conseil, laquelle est exercée, selon le cas :

- a) pour les motifs énoncés dans le règlement municipal;
- b) pour le motif que la conduite d'une personne ou, dans le cas d'une personne morale, la conduite de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires offre des motifs raisonnables de

Restriction

Expiration du règlement municipal

Modifications

Exercice des pouvoirs

not carry on or engage in the business in accordance with the law or with honesty and integrity.

Delegation

257.4 The council of the city may pass a by-law to delegate to the police services board the power to license, regulate and govern a business specified in the by-law for all or that part of the city over which the police services board has jurisdiction and, for that purpose, this Part applies with necessary modifications to the police services board.

Regulations

257.5 (1) The Minister may make regulations exempting any business or class of business from all or any part of a business licensing by-law of a local municipality under any Act, and imposing conditions and limitations on the powers of a local municipality under this Part.

Same

(2) A regulation under this section may,

- (a) be retroactive for a period not exceeding one year;
- (b) require a local municipality to return licence fees collected during that period; and
- (c) require a local municipality to use the licence fees in the prescribed manner.

Scope

(3) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those local municipalities specified in the regulation.

Other by-laws

257.6 This Part applies to local municipalities in the exercise of any power to pass by-laws licensing businesses under any other section of this Act or any other Act.

Conflicts

257.7 If there is a conflict between a provision in this Part and a provision of any other section of this Act or any other Act, the section that is less restrictive of a local municipality's power prevails.

23. (1) Clauses 348 (1) (i), (j) and (k) of the Act are repealed.

(2) Subsection 348 (2) of the Act is repealed.

Transition

24. (1) A by-law of a county, a police services board or a police village licensing a busi-

croire que la personne n'exercera pas l'activité commerciale conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.

Délégation

257.4 Le conseil de la cité peut adopter un règlement municipal pour déléguer à la commission de services policiers le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer et de régir une activité commerciale précisée dans le règlement municipal à l'égard de la totalité ou de la partie de la cité qui relève de la compétence de la commission de services policiers et, à cette fin, la présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la commission de services policiers.

Règlements

257.5 (1) Le ministre peut, par règlement, soustraire toute activité commerciale ou catégorie d'activités commerciales à l'application de la totalité ou de toute partie d'un règlement municipal, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, adopté par une municipalité locale en vertu d'une loi, et imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs d'une municipalité locale visés à la présente partie.

Idem

(2) Le règlement visé au présent article peut :

- a) être rétroactif pour une période maximale d'un an;
- b) exiger qu'une municipalité locale rembourse les droits de permis perçus pendant cette période;
- c) exiger qu'une municipalité locale utilise les droits de permis de la manière prescrite.

Portée

(3) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités locales précisées dans les règlements.

Autres règlements municipaux

257.6 La présente partie s'applique aux municipalités locales lorsqu'elles exercent un pouvoir d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis en vertu de tout autre article de la présente loi ou d'une autre loi.

Incompatibilité

257.7 En cas d'incompatibilité entre une disposition de la présente partie et une disposition d'un autre article de la présente loi ou d'une autre loi, l'article qui restreint le moins le pouvoir d'une municipalité locale l'emporte.

23. (1) Les alinéas 348 (1) i), j) et k) de la Loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe 348 (2) de la Loi est abrogé.

Disposition transitoire

24. (1) Les règlements municipaux d'un comté, d'une commission de services policiers

ness which was passed under any Act before this section comes into force and which applies to any part of a local municipality shall be deemed to be a by-law of the local municipality applying to that part of the municipality on the day this section comes into force.

Same (2) A by-law deemed to be a by-law of a local municipality under this section expires the earlier of five years after the day this section comes into force and the day it is repealed by the local municipality.

Same (3) A by-law of a local municipality, a regional municipality, The Municipality of Metropolitan Toronto and the Metropolitan Licensing Commission licensing a business under any Act passed before this section comes into force expires the earlier of five years after the day this section comes into force and the day it is repealed by the local municipality, the regional municipality, The Municipality of Metropolitan Toronto or the Metropolitan Licensing Commission, as the case may be.

ou d'un village partiellement autonome assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis qui ont été adoptés en vertu d'une loi avant l'entrée en vigueur du présent article et qui s'appliquent à une partie d'une municipalité locale sont réputés des règlements municipaux de la municipalité locale qui s'appliquent à cette partie de la municipalité le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

(2) Les règlements municipaux qui sont réputés des règlements municipaux d'une municipalité locale aux termes du présent article expirent cinq ans après le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou le jour de leur abrogation par la municipalité locale, si ce jour arrive en premier.

(3) Les règlements municipaux d'une municipalité locale, d'une municipalité régionale, de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto et de la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis aux termes d'une loi qui sont adoptés avant l'entrée en vigueur du présent article expirent cinq ans après le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou le jour de leur abrogation par la municipalité locale, la municipalité régionale, la municipalité de la communauté urbaine de Toronto ou la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine, selon le cas, si ce jour arrive en premier.

PART II
OTHER STATUTES RELATING TO
MUNICIPALITIES

MUNICIPAL FRANCHISES ACT

25. The *Municipal Franchises Act* is amended by adding the following section:

By-law waiving assent of electors 1.1 (1) Despite this or any other Act, a municipal corporation may pass a by-law to eliminate the requirement under this Act to obtain the assent of the electors before the corporation exercises a power under this or any other Act.

Exception (2) Subsection (1) does not apply to a municipal corporation exercising its power with respect to a gas franchise.

MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO
ACT

26. Subsection 212 (1) of the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is repealed and the following substituted:

PARTIE II
AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX
MUNICIPALITÉS

LOI SUR LES CONCESSIONS MUNICIPALES

25. La *Loi sur les concessions municipales* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) Malgré la présente loi ou toute autre loi, une municipalité peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence de la présente loi voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant que la municipalité n'exerce un pouvoir conféré par la présente loi ou toute autre loi.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la municipalité qui exerce son pouvoir à l'égard d'une concession de gaz.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ
URBAINE DE TORONTO

26. Le paragraphe 212 (1) de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) The Licensing Commission has all the powers that may be exercised by a local municipality under paragraph 1 of section 232 of the *Municipal Act* and paragraph 14 of section 236 of that Act.

27. The Act is amended by adding the following section:

212.1 The Licensing Commission may pass by-laws,

- (a) for licensing, regulating and governing taxicab brokers;
- (b) for licensing, regulating and governing auctioneers and other persons selling or putting up for sale goods, wares, merchandise or effects by public auction;
- (c) for licensing, regulating and governing bill posters, advertising sign painters, bulletin board painters, sign posters and bill distributors, and for prohibiting the posting up or distributing of posters, pictures or hand bills that are indecent or tend to corrupt morals;
- (d) for licensing, regulating and governing persons who carry on the business of teaching persons to operate motor vehicles and driving instructors employed in such business;
- (e) for licensing, regulating and governing electrical contractors and master electricians and for this purpose may define “electrical contractors” and “master electricians”; and
- (f) for licensing, regulating and governing plumbing contractors, master plumbers and journeyman plumbers and for this purpose may define “plumbing contractors”, “master plumbers” and “journeyman plumbers”.

28. Section 216 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 7, is repealed and the following substituted:

216. For the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, section 110 and Parts XVII.1 and XIX of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Licensing Commission and the by-laws passed by the Licensing Commission, and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers.

(1) La Commission de délivrance de permis est investie de tous les pouvoirs que les municipalités locales peuvent exercer en vertu de la disposition 1 de l'article 232 de la *Loi sur les municipalités* et de la disposition 14 de l'article 236 de cette loi.

27. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

212.1 La Commission de délivrance de permis peut adopter des règlements municipaux pour :

- a) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les agences de taxis;
- b) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les encanteurs et autres personnes qui vendent ou mettent en vente des marchandises ou effets aux enchères publiques;
- c) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les poseurs d'affiches, les peintres d'enseignes publicitaires, les peintres de panneaux d'affichage, les poseurs d'enseignes et les distributeurs d'affiches, et interdire l'affichage ou la distribution d'affiches, de photographies ou de prospectus publicitaires indécents ou susceptibles de porter atteinte à la moralité;
- d) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les personnes qui exploitent une école de conduite automobile et les moniteurs de conduite qui y sont des employés;
- e) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les entrepreneurs-électriciens et les maîtres électriciens et, à cette fin, peut définir «entrepreneurs-électriciens» et «maîtres électriciens»;
- f) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les entrepreneurs en plomberie, les maîtres plombiers et les ouvriers plombiers et, à cette fin, peut définir «entrepreneurs en plomberie», «maîtres plombiers» et «ouvriers plombiers».

28. L'article 216 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

216. Aux fins de l'exercice des pouvoirs d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis aux termes d'une loi, l'article 110 et les parties XVII.1 et XIX de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Commission de délivrance de permis et aux règlements municipaux qu'elle adopte, et le ministre peut

Règlements municipaux relatifs à l'obtention de permis

Application

Licensing by-laws

Application

prendre des règlements en application de l'article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

ONTARIO UNCONDITIONAL GRANTS ACT

29. The title of the "*Ontario Unconditional Grants Act*" is repealed and the following substituted:

ONTARIO MUNICIPAL SUPPORT GRANTS ACT

30. The definitions of "density", "hectares in the area municipality", "household" and "prescribed" in section 1 of the Act are repealed.

31. Sections 2 to 6 of the Act are repealed and the following substituted:

2. (1) In this section and section 3,

"municipality" means,

- (a) a local municipality, county, regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford;
- (b) a local board, as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act*, of a municipality described in clause (a);
- (c) a conservation authority;
- (d) a band as defined in the *Indian Act* (Canada);
- (e) a board, commission or other local authority exercising any power with respect to municipal affairs or purposes, including school purposes, in a territory without municipal organization; and
- (f) any other body performing a public function prescribed by the Minister.

(2) The Minister may, upon such conditions as may be considered advisable, make grants and loans and provide other financial assistance to a municipality.

(3) The Minister may make regulations providing that other bodies performing a public function are municipalities for the purpose of this section.

3. (1) Upon the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may, if of the opinion that a matter is of provincial significance, make regulations,

LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE L'ONTARIO

29. Le titre de la «*Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario*» est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LES SUBVENTIONS DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS DE L'ONTARIO

30. Les définitions de «densité», «hectares dans la municipalité de secteur», «ménage» et «prescrit» à l'article 1 de la Loi sont abrogées.

31. Les articles 2 à 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. (1) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 3.

«municipalité» S'entend de ce qui suit :

- a) une municipalité locale, un comté, une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford;
- b) un conseil local, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les affaires municipales*, d'une municipalité visée à l'alinéa a);
- c) un office de protection de la nature;
- d) une bande au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada);
- e) un conseil, une commission ou un autre office local qui exerce des pouvoirs relativement à des affaires ou des fins municipales, y compris des fins scolaires, dans un territoire non érigé en municipalité;
- f) tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par le ministre.

(2) Le ministre peut, aux conditions qu'il est estimé souhaitables, verser des subventions, consentir des prêts et fournir une autre aide financière à une municipalité.

(3) Le ministre peut, par règlement, prévoir que d'autres organismes qui exercent une fonction publique sont des municipalités pour l'application du présent article.

3. (1) Sur recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, s'il est d'avis qu'une question est d'intérêt provincial :

Financial assistance

Aide financière

Grants and loans

Subventions et prêts

Regulations

Règlements

Standards for activities

Normes régissant les activités

	<p>(a) establishing standards for activities of municipalities including the provision of services; and</p> <p>(b) requiring municipalities to comply with the standards when carrying out the activity.</p>	<p>a) établir des normes concernant les activités des municipalités, y compris la fourniture de services;</p> <p>b) exiger que les municipalités se conforment aux normes lorsqu'elles exercent leurs activités.</p>	
Scope	(2) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities specified in the regulation.	(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités précisées dans les règlements.	Portée
Retroactive	(3) A regulation under this section that is filed during 1996 may be retroactive to a date no earlier than January 1, 1996.	(3) Les règlements pris en application du présent article qui sont déposés en 1996 peuvent être rétroactifs à une date ne précédant pas le 1 ^{er} janvier 1996.	Rétroactivité
Failure to comply	<p>(4) If, in the opinion of the Minister, a municipality fails to comply with a standard established under this section, the Minister may, by order,</p> <p>(a) reduce a grant, loan or other financial assistance that the Minister would otherwise have provided to the municipality under this Act;</p> <p>(b) require a municipality to pay to the Minister an amount not exceeding the total value of grants, loans and other financial assistance provided under this Act to the municipality in the year the municipality failed to comply with the standard;</p> <p>(c) if a grant, loan or other financial assistance previously provided by the Minister to the municipality under this Act was made subject to conditions, amend the conditions and impose additional conditions; and</p> <p>(d) if a grant, loan or other financial assistance previously provided by the Minister to the municipality under this Act was not made subject to conditions, impose conditions.</p>	<p>(4) S'il est d'avis qu'une municipalité ne se conforme pas à une norme établie en vertu du présent article, le ministre peut, par arrêté :</p> <p>a) diminuer le montant d'une subvention, d'un prêt ou d'une autre aide financière qu'il aurait autrement accordé à la municipalité en vertu de la présente loi;</p> <p>b) exiger qu'une municipalité verse au ministre un montant ne dépassant pas la valeur totale des subventions, des prêts ou de l'autre aide financière accordés à la municipalité en vertu de la présente loi dans l'année où la municipalité ne s'est pas conformée à la norme;</p> <p>c) si une subvention, un prêt ou une autre aide financière déjà accordé par le ministre à la municipalité en vertu de la présente loi a été assujéti à des conditions, modifier les conditions et en imposer d'autres;</p> <p>d) si une subvention, un prêt ou une autre aide financière déjà accordé par le ministre à la municipalité en vertu de la présente loi n'a pas été assujéti à des conditions, imposer des conditions.</p>	Non-conformité
Use of money	(5) The Minister shall use the money received from a municipality under clause (4) (b) to remedy the municipality's failure to comply with the standard but, if the Ministry does not use the money for that purpose, the Minister shall pay the money to the Minister of Finance.	(5) Le ministre utilise les sommes reçues d'une municipalité aux termes de l'alinéa (4) b) afin de remédier au défaut de la municipalité de se conformer avec la norme. Toutefois, si le ministère n'utilise pas ces sommes à cette fin, le ministre les verse au ministre des Finances.	Utilisation des sommes d'argent

32. (1) Sections 10, 11, 13, 14, 15 and 16 of the Act are repealed.

(2) The Schedule to the Act is repealed.

PUBLIC UTILITIES ACT

33. The *Public Utilities Act* is amended by adding the following section:

32. (1) Les articles 10, 11, 13, 14, 15 et 16 de la Loi sont abrogés.

(2) L'annexe de la Loi est abrogée.

LOI SUR LES SERVICES PUBLICS

33. La *Loi sur les services publics* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

By-law waiving assent of the electors

67. (1) A municipal corporation may pass a by-law to eliminate the requirement to obtain the assent of the electors before the corporation exercises a power under this Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a municipal corporation exercising its power with respect to natural gas.

REGIONAL MUNICIPALITIES ACT

34. (1) Subsection 106 (1) of the *Regional Municipalities Act* is repealed and the following substituted:

Limitation on area municipality

(1) Despite paragraph 1 of section 232 and Part XVII.1 of the *Municipal Act*, an area municipality does not have the power to pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this section.

(2) Subsection 106 (2) of the Act is amended by,

(a) striking out “Police Board” wherever it occurs and substituting “Regional Council” in each case; and

(b) repealing subparagraph (c) of paragraph 4.

35. (1) Clause 136 (2) (c) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 8, is repealed.

(2) Subsection 136 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 8, is amended by adding the following clause:

(f.1) for the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, Part XVII.1 of the *Municipal Act* applies to the regional municipalities of Haldimand-Norfolk, Hamilton-Wentworth, Niagara, Sudbury, Waterloo and York and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers;

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALDIMAND-NORFOLK ACT

36. Subsection 38 (1) of the *Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act* is amended by adding “as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act*, 1995 received Royal Assent” after “Municipal Act” in the second line.

67. (1) Une municipalité peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant que la municipalité n'exerce un pouvoir conféré par la présente loi.

Règlement municipal dispensant de l'assentiment

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la municipalité qui exerce son pouvoir à l'égard du gaz naturel.

Exception

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

34. (1) Le paragraphe 106 (1) de la *Loi sur les municipalités régionales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré la disposition 1 de l'article 232 et la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités*, les municipalités de secteur n'ont pas le pouvoir d'adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d'adopter en vertu du présent article.

Restriction

(2) Le paragraphe 106 (2) de la *Loi* est modifié :

a) par substitution, à «commission de police» partout où cette expression figure, de «conseil régional» et faire les changements grammaticaux qui en découlent;

b) par abrogation de la sous-disposition c) de la disposition 4.

35. (1) L'alinéa 136 (2) c) de la *Loi*, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 37 des *Lois de l'Ontario de 1994*, est abrogé.

(2) Le paragraphe 136 (2) de la *Loi*, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 37 des *Lois de l'Ontario de 1994*, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

f.1) aux fins de l'exercice des pouvoirs d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis aux termes d'une loi, la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* s'applique aux municipalités régionales de Haldimand-Norfolk, Hamilton-Wentworth, Niagara, Sudbury, Waterloo et York et le ministre peut prendre des règlements en application de l'article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HALDIMAND-NORFOLK

36. Le paragraphe 38 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk* est modifié par insertion de «, tels qu'ils existaient la veille du jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* a reçu la sanction royale,» après «*Loi sur les municipalités*» aux deuxième et troisième lignes.

REGIONAL MUNICIPALITY OF SUDBURY ACT

37. (1) Subsection 41 (1) of the *Regional Municipality of Sudbury Act* is repealed and the following substituted:

Application

(1) Paragraphs 87, 146, exclusive of clauses (c), (f), (h) and (i), 148, 149, 156 and 158 of section 210 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Regional Council and no council of an area municipality shall exercise any powers referred to in those paragraphs.

(2) Subsection 41 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 10, is repealed and the following substituted:

Same

(2) Paragraph 147 of section 210, paragraph 8 of subsection 234 (1) and paragraphs 3, 5, 8, 9, 10, 12 and 18 of section 236 of the *Municipal Act*, as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act, 1995* received Royal Assent, apply with necessary modifications to the Regional Council and, despite Part XVII.1 of that Act, no council of an area municipality shall pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this subsection.

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT

38. (1) Subsection 36 (1) of the *Regional Municipality of Waterloo Act* is repealed and the following substituted:

Limitation
on area
municipality

(1) Despite paragraph 1 of section 232 and Part XVII.1 of the *Municipal Act*, an area municipality does not have the power to pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this section.

(2) Subparagraph (d) of paragraph 4 of subsection 36 (2) of the Act is repealed.

REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK ACT

39. Subsection 30 (4) of the *Regional Municipality of York Act* is amended by inserting "as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act, 1995* received Royal Assent" after "Municipal Act" in the fourth line.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE SUDBURY

37. (1) Le paragraphe 41 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(1) Les dispositions 87, 146, à l'exclusion des alinéas c), f), h) et i), 148, 149, 156 et 158 de l'article 210 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional. Le conseil d'une municipalité de secteur ne doit pas exercer les pouvoirs énumérés à ces dispositions.

(2) Le paragraphe 41 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 10 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(2) La disposition 147 de l'article 210, la disposition 8 du paragraphe 234 (1) et les dispositions 3, 5, 8, 9, 10, 12 et 18 de l'article 236 de la *Loi sur les municipalités*, telles qu'elles existaient la veille du jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* a reçu la sanction royale, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional. Malgré la partie XVII.1 de cette loi, le conseil d'une municipalité de secteur ne doit pas adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d'adopter en vertu du présent paragraphe.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE WATERLOO

38. (1) Le paragraphe 36 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restriction

(1) Malgré la disposition 1 de l'article 232 et la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités*, les municipalités de secteur n'ont pas le pouvoir d'adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d'adopter en vertu du présent article.

(2) La sous-disposition d) de la disposition 4 du paragraphe 36 (2) de la Loi est abrogée.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE YORK

39. Le paragraphe 30 (4) de la *Loi sur la municipalité régionale de York* est modifié par insertion de «, telles qu'elles existaient la veille du jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* a reçu la sanction royale.» après «*Loi sur les municipalités*» à la quatrième ligne.

PART III CONSERVATION AUTHORITIES ACT

40. (1) The definition of “administration costs” in section 1 of the *Conservation Authorities Act* is amended by striking out “approved” in the tenth line.

(2) The definition of “maintenance costs” in section 1 of the Act is amended by striking out “an approved project” in the third and fourth lines and substituting “a project”.

41. The Act is amended by adding the following section:

13.1 (1) An authority shall call a meeting of the members of the authority to consider the dissolution of the authority if, by resolution, the councils of two or more participating municipalities request the meeting.

(2) Despite subsection 16 (2), a quorum at a meeting called under this section consists of two-thirds of the members of the authority who were appointed by participating municipalities.

(3) Despite subsection 16 (1), members of the authority who were appointed by the Lieutenant Governor in Council before section 42 of Schedule M of the *Savings and Restructuring Act, 1995* came into force are not entitled to vote at a meeting held under this section.

(4) The Lieutenant Governor in Council may dissolve the authority, on such terms and conditions as the Lieutenant Governor in Council considers appropriate, if,

- (a) the Minister receives a resolution requesting the dissolution passed by a majority of the members of the authority present and entitled to vote at a meeting held under this section and at which a quorum was present; and
- (b) the Minister is satisfied that acceptable provision has been made for future flood control and for the disposition of all assets and liabilities of the authority.

(5) If an authority continued by section 5, 6 or 7 is dissolved under subsection (4), the Lieutenant Governor may, by proclamation, repeal that section on a day named in the proclamation.

42. Subsection 14 (6) of the Act is repealed.

43. (1) Clauses 21 (c) and (d) of the Act are repealed and the following substituted:

PARTIE III LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION DE LA NATURE

40. (1) La définition de «frais d'administration» à l'article 1 de la *Loi sur les offices de protection de la nature* est modifiée par suppression de «approuvés» à la douzième ligne.

(2) La définition de «frais d'entretien» à l'article 1 de la Loi est modifiée par suppression de «approuvé» à la quatrième ligne.

41. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

13.1 (1) L'office convoque une assemblée de ses membres afin d'étudier sa dissolution si les conseils d'au moins deux municipalités participantes ont demandé, par voie de résolution, la convocation d'une telle assemblée.

(2) Malgré le paragraphe 16 (2), le quorum lors d'une assemblée convoquée aux termes du présent article est constitué des deux tiers des membres de l'office délégués par les municipalités participantes.

(3) Malgré le paragraphe 16 (1), les membres de l'office nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil avant l'entrée en vigueur de l'article 42 de l'annexe M de la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* n'ont pas le droit de voter lors d'une assemblée tenue aux termes du présent article.

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut dissoudre l'office aux conditions qu'il estime appropriées, si :

- a) d'une part, le ministre reçoit une résolution demandant la dissolution, adoptée lors d'une assemblée tenue conformément au présent article en présence d'un quorum par la majorité des membres de l'office présents et ayant le droit de voter;
- b) d'autre part, le ministre est convaincu que des dispositions acceptables ont été prises pour le contrôle des inondations dans l'avenir et pour la disposition de l'actif et du passif de l'office.

(5) Si un office maintenu par l'article 5, 6 ou 7 est dissous en vertu du paragraphe (4), le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, abroger cet article à la date qu'il fixe dans la proclamation.

42. Le paragraphe 14 (6) de la Loi est abrogé.

43. (1) Les alinéas 21 c) et d) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Dissolution
of authority

Quorum

Entitlement
to vote

Dissolution

Authority
continued by
s. 5, 6 or 7

Dissolution
d'un office

Quorum

Droit de vote

Dissolution

Office main-
tenu par l'art.
5, 6 ou 7

- (c) to acquire by purchase, lease or otherwise and to expropriate any land that it may require, and, subject to subsection (2), to sell, lease or otherwise dispose of land so acquired;

- (d) despite subsection (2), to lease for a term of one year or less land acquired by the authority.

(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsections:

(2) If the Minister has made a grant to an authority under section 39 in respect of land, the authority shall not sell, lease or otherwise dispose of the land under clause (1) (c) without the approval of the Minister.

(3) The Minister may impose terms and conditions on an approval given under subsection (2), including a condition that the authority pay a specified share of the proceeds of the disposition to the Minister.

44. Section 23 of the Act is repealed and the following substituted:

23. (1) Despite any powers conferred on an authority by this Act, the Minister may, when and for such periods as he or she considers necessary in the public interest,

- (a) require an authority to carry out flood control operations in a manner specified by the Minister;
- (b) require an authority to follow instructions issued by the Minister for the operation of one or more of the authority's water control structures; or
- (c) take over the operation of one or more of an authority's water control structures and require the authority to reimburse the Minister for any costs incurred by the Minister as a result.

(2) Despite any powers conferred on the council of a municipality under this or any other Act, in an area that is not under the jurisdiction of an authority, the Minister may, when and for such periods as he or she considers necessary in the public interest,

- (a) require the council of a municipality to carry out flood control operations in a manner specified by the Minister;
- (b) require the council of a municipality to follow instructions issued by the Minister for the operation of one or more of the water control structures operated by the council; or

- c) acquérir, notamment par achat ou location, et exproprier un bien-fonds dont il peut avoir besoin et, sous réserve du paragraphe (2), aliéner, notamment par vente ou location, le bien-fonds ainsi acquis;

- d) malgré le paragraphe (2), louer pour un terme d'au plus une année un bien-fonds qu'il a acquis.

(2) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Si le ministre a accordé une subvention à l'office en vertu de l'article 39 à l'égard d'un bien-fonds, l'office ne peut pas aliéner, notamment par vente ou location, le bien-fonds en vertu de l'alinéa (1) c) sans l'approbation du ministre.

(3) Le ministre peut assortir de conditions l'approbation donnée en vertu du paragraphe (2), y compris une condition voulant que l'office verse au ministre une part déterminée du produit de l'aliénation.

44. L'article 23 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. (1) Malgré les pouvoirs que la présente loi confère à un office, le ministre peut, au moment et pendant les périodes qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public :

- a) exiger d'un office qu'il procède à des opérations de contrôle des inondations de la manière précisée par le ministre;
- b) exiger d'un office qu'il suive les directives données par le ministre pour l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux qui relèvent de l'office;
- c) prendre en charge l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux qui relèvent d'un office et exiger que celui-ci rembourse au ministre les frais qu'il a engagés en raison de cette prise en charge.

(2) Malgré les pouvoirs que la présente loi ou toute autre loi confère au conseil d'une municipalité, dans une zone qui ne relève de la compétence d'aucun office, le ministre peut, au moment et pendant les périodes qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public :

- a) exiger du conseil d'une municipalité qu'il procède à des opérations de contrôle des inondations de la manière précisée par le ministre;
- b) exiger du conseil d'une municipalité qu'il suive les directives données par le ministre pour l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux exploitées par le conseil;

Approval of
Minister

Terms and
conditions

Minister's
powers

Areas not
under juris-
diction of
authority

Approbation
du ministre

Conditions

Pouvoirs du
ministre

Zones sous
la compé-
tence d'au-
cun office

(c) take over the operation of one or more of the water control structures operated by the council of a municipality and require the council to reimburse the Minister for any costs incurred by the Minister as a result.

Definition

(3) In subsection (2),

“council of a municipality” means a council that has power to pass by-laws under paragraph 13 of section 207 of the *Municipal Act*.

45. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application

(7) This section does not apply to a project unless the project involves money granted by the Minister under section 39.

46. (1) Subsection 27 (2) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(2) Subsection 27 (3) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(3) Subsection 27 (4) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(4) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsections:

Appeal

(8) A municipality against which a levy is made under this section may appeal the levy to the Mining and Lands Commissioner appointed under the *Ministry of Natural Resources Act*.

Time for appeal

(9) The appeal must be commenced within 30 days after the municipality receives notice of the levy from the authority.

Parties

(10) The parties to the appeal are the municipality, the authority and any other person added as a party by the Commissioner.

Compliance pending determination

(11) The municipality shall comply with the levy pending the determination of the appeal.

Matters to be considered at hearing

(12) The Commissioner shall hold a hearing on the appeal and shall consider,

(a) whether the levy complies with this section and the regulations made under subsection (16); and

c) prendre en charge l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux exploitées par le conseil d'une municipalité et exiger que celui-ci rembourse au ministre les frais qu'il a engagés en raison de cette prise en charge.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au paragraphe (2).

«conseil d'une municipalité» Conseil qui a le pouvoir d'adopter des règlements municipaux en vertu de la disposition 13 de l'article 207 de la *Loi sur les municipalités*.

45. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application

(7) Le présent article ne s'applique à un projet que si des subventions ont été accordées par le ministre en vertu de l'article 39 pour ce projet.

46. (1) Le paragraphe 27 (2) de la Loi est modifié par insertion au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),».

(2) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par insertion au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),».

(3) Le paragraphe 27 (4) de la Loi est modifié par insertion au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),» et par substitution, à «participante. Lorsque» à la quatrième ligne, de «participante et, lorsque».

(4) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Droit d'interjeter appel

(8) La municipalité sur laquelle un prélèvement est effectué aux termes du présent article peut interjeter appel du prélèvement devant le commissaire aux mines et aux terres nommé en vertu de la *Loi sur le ministère des Richesses naturelles*.

Délai d'appel

(9) L'appel doit être interjeté dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle la municipalité est avisée du prélèvement par l'office.

Parties

(10) Sont parties à l'appel la municipalité, l'office et toute autre personne jointe comme partie par le commissaire.

Conformité en attendant la décision

(11) La municipalité se conforme aux exigences du prélèvement jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Questions à examiner

(12) Le commissaire tient une audience sur l'appel et examine ce qui suit :

a) si le prélèvement est conforme au présent article et aux règlements pris en application du paragraphe (16);

(b) whether the levy is otherwise appropriate.

Powers of Commissioner

(13) The Commissioner may, by order, confirm, rescind or vary the amount of the levy and may order the authority or the municipality to pay any amount owing as a result.

b) si le prélèvement est par ailleurs approprié.

Pouvoirs du commissaire

(13) Le commissaire peut, par voie d'ordonnance, confirmer, annuler ou modifier le montant du prélèvement et peut ordonner à l'office ou à la municipalité de verser tout montant dû qui s'ensuit.

No appeal

(14) No appeal lies from the decision of the Commissioner.

Aucun appel

(14) Il ne peut être interjeté appel de la décision du commissaire.

When subss. (8-14) begin to apply

(15) Subsections (8) to (14) do not apply until the first regulation made under subsection (16) comes into force.

Application des par. (8) à (14)

(15) Les paragraphes (8) à (14) ne s'appliquent pas jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris en application du paragraphe (16).

Regulations

(16) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the nature and amount of the levies made by authorities under this section, including regulations that restrict or prohibit the making of levies described in the regulations.

Règlements

(16) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la nature et le montant des prélèvements effectués par les offices aux termes du présent article, y compris restreindre ou interdire les prélèvements précisés dans les règlements.

(5) On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor,

(5) Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :

(a) the definition of "administration costs" in section 1 of the Act, as amended by subsection 40 (1) of this Schedule, is repealed; and

a) d'une part, la définition de «frais d'administration» à l'article 1 de la Loi, telle qu'elle est modifiée par le paragraphe 40 (1) de la présente loi, est abrogée;

(b) subsections 27 (1) to (7) of the Act, as amended by subsections (1), (2) and (3) of this section, are repealed and the following substituted:

b) d'autre part, les paragraphes 27 (1) à (7) de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par les paragraphes (1), (2) et (3) du présent article, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Maintenance costs for flood control

(1) After determining the approximate maintenance costs relating to flood control for the succeeding year, the authority shall apportion the costs to the participating municipalities according to the benefit derived or to be derived by each municipality, and the amount apportioned to each municipality shall be levied against the municipality.

Frais d'entretien pour le contrôle des inondations

(1) Après avoir fixé les frais d'entretien approximatifs se rapportant au contrôle des inondations pour l'année suivante, l'office les répartit entre les municipalités participantes selon les avantages que chacune retire ou retirera, et les montants répartis sont prélevés sur chaque municipalité.

Notice of levy

(2) The secretary-treasurer of the authority, forthwith after the amounts have been apportioned under subsection (1), shall certify to the clerk of each participating municipality the total amount that has been levied under that subsection, and the amount shall be collected by the municipality in the same manner as municipal taxes for general purposes.

Avis de prélèvement

(2) Sans délai après la répartition des montants effectuée aux termes du paragraphe (1), le secrétaire-trésorier de l'office certifie au secrétaire de chaque municipalité participante le montant total prélevé aux termes de ce paragraphe. La municipalité perçoit ce montant comme s'il s'agissait d'impôts municipaux perçus à des fins générales.

Levy where only part of municipality in area

(3) Where only a part of a participating municipality is situated in the area over which the authority has jurisdiction, the amount apportioned to that municipality may be charged only against the rateable property in that part of the municipality and shall be collected in the same manner as municipal taxes for general purposes.

Municipalité située en partie dans la zone

(3) Si une partie seulement de la municipalité participante est située dans la zone sur laquelle l'office exerce sa compétence, la quote-part de la municipalité ne peut porter que sur les biens imposables qui se trouvent dans cette partie et elle est perçue comme s'il s'agissait d'impôts municipaux perçus à des fins générales.

Enforcement of payment

(4) An authority may enforce payment against any participating municipality of any amount levied against the municipality under

Exécution du paiement

(4) L'office peut faire exécuter le paiement, contre une municipalité participante, de tout montant prélevé sur la municipalité aux

this section as a debt due by the municipality to the authority.

PART IV TRANSPORTATION STATUTES

LOCAL ROADS BOARDS ACT

47. Subsection 31 (1) of the *Local Roads Boards Act* is repealed and the following substituted:

Credits

(1) The money received by the Minister from a board shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and credited to that board, and the Minister shall cause to be credited to that board an amount not exceeding twice the amount of the money so received.

PUBLIC TRANSPORTATION AND HIGHWAY IMPROVEMENT ACT

48. Section 21 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is repealed and the following substituted:

Connecting
links,
extensions

21. (1) The Minister may designate a highway or part of a highway as a connecting link between parts of the King's Highway or as an extension of the King's Highway, to be constructed and maintained by the road authority having jurisdiction over the highway or part of the highway.

Jurisdiction
and control
unchanged

(2) A highway or part of a highway does not, by reason of its having been designated under subsection (1), become the property of the Crown, but every such highway or part of a highway remains under the jurisdiction and control of the road authority.

49. Sections 22 and 23 of the Act are repealed.

50. (1) Subsection 44 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

General rate

(2) The by-law shall provide for the levying of a general annual rate upon all the municipalities in the county not separated therefrom for municipal purposes.

(2) Subsections 44 (7), (8), (9) and (10) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, are repealed.

51. Section 45 of the Act is repealed.

52. Section 46 of the Act is repealed and the following substituted:

County road
superin-
tendent

46. Where a county road system is established under this Part, the county may by by-law appoint a county road superintendent and set out his or her duties.

termes du présent article comme une dette exigible de la municipalité envers l'office.

PARTIE IV LOIS SUR LES TRANSPORTS

LOI SUR LES RÉGIES DES ROUTES LOCALES

47. Le paragraphe 31 (1) de la *Loi sur les régies des routes locales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Crédits

(1) Les sommes remises par une régie au ministre sont versées au Trésor et portées au crédit de cette régie, et le ministre fait porter au crédit de cette régie une somme ne dépassant pas le double des sommes remises.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES VOIES PUBLIQUES ET DES TRANSPORTS EN COMMUN

48. L'article 21 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*, tel qu'il est modifié par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Voies de
jonction

21. (1) Le ministre peut désigner une voie publique ou une section de voie publique comme étant une voie de jonction entre des sections de la route principale ou un prolongement de celle-ci devant être construite et entretenue par l'office de la voirie dans la compétence duquel est située la voie publique ou la section de voie publique.

(2) Une voie publique ou une section de voie publique ne devient pas la propriété de la Couronne du seul fait d'être désignée en vertu du paragraphe (1). Elle demeure sous la compétence de l'office de la voirie.

Compétence
inchangée

49. Les articles 22 et 23 de la Loi sont abrogés.

50. (1) Le paragraphe 44 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le règlement municipal prévoit l'imposition d'un impôt annuel général sur les municipalités situées dans le comté qui ne sont pas séparées aux fins municipales.

Impôt
général

(2) Les paragraphes 44 (7), (8), (9) et (10) de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

51. L'article 45 de la Loi est abrogé.

52. L'article 46 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

46. Si un réseau routier de comté est créé en vertu de la présente partie, le comté peut, par règlement municipal, nommer un directeur de la voirie de comté et préciser ses fonctions.

Directeur de
la voirie de
comté

53. Sections 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 and 56 of the Act are repealed.

54. (1) Subsection 57 (1) of the Act is amended by striking out “or the suburban roads commission” in the second and third lines.

(2) Subsection 57 (7) of the Act is repealed.

55. Sections 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 and 71 of the Act are repealed.

56. Section 72 of the Act is repealed and the following substituted:

72. Every township may by by-law appoint a township road superintendent and set out his or her duties.

57. Sections 73 and 74 of the Act are repealed.

58. Section 75 of the Act is repealed and the following substituted:

75. (1) The Minister may enter into agreements with the Government of Canada for the construction and maintenance of any road under the control of the Government of Canada or of any road on a reserve, and the Minister may direct payment to the Government of Canada or to the council of the band out of the money appropriated therefor by the Legislature.

(2) In subsection (1), “council of the band” and “reserve” have the same meanings as in the *Indian Act* (Canada).

59. Sections 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 and 89 of the Act are repealed.

60. Subsection 92 (3) of the Act is amended by striking out “equal to” in the fifth line and substituting “not exceeding”.

61. (1) Clause 93 (5) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the fourth line and substituting “not exceeding”.

(2) Clause 93 (5) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “is equal to” in the sixth line and substituting “does not exceed”.

(3) Subsection 93 (6) of the Act is amended by striking out “equal to” in the last line and substituting “not exceeding”.

62. (1) Clause 93.1 (6) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the third line and substituting “not exceeding”.

53. Les articles 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 56 de la Loi sont abrogés.

54. (1) Le paragraphe 57 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou la commission des routes suburbaines» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Le paragraphe 57 (7) de la Loi est abrogé.

55. Les articles 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 et 71 de la Loi sont abrogés.

56. L'article 72 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

72. Chaque canton peut, par règlement municipal, nommer un directeur de la voirie du canton et préciser ses fonctions.

57. Les articles 73 et 74 de la Loi sont abrogés.

58. L'article 75 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

75. (1) Le ministre peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada en vue de la construction et de l'entretien d'une route placée sous la compétence du gouvernement du Canada ou d'une route dans une réserve et peut ordonner le versement au gouvernement du Canada ou au conseil de la bande de sommes prélevées sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

(2) Au paragraphe (1), «conseil de la bande» et «réserve» s'entendent au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada).

59. Les articles 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 et 89 de la Loi sont abrogés.

60. Le paragraphe 92 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «égal à» à la cinquième ligne, de «ne dépassant pas».

61. (1) L'alinéa 93 (5) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la quatrième ligne, de «ne dépassant pas».

(2) L'alinéa 93 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «est égal à» à la sixième ligne de «ne dépasse pas».

(3) Le paragraphe 93 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «égale à» à l'avant-dernière ligne, de «ne dépassant pas».

62. (1) L'alinéa 93.1 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la quatrième ligne, de «ne dépassant pas».

Township road superintendent

Agreements re federal and reserve roads

Interpretation

Directeur de la voirie du canton

Accords

Interprétation

(2) Clause 93.1 (6) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “is equal to” in the fifth and sixth lines and substituting “does not exceed”.

(3) Subsection 93.1 (9) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the tenth line and substituting “not exceeding”.

63. Subsection 94 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by adding “operate, maintain,” after “construct” in the third line and by adding “or services” at the end.

64. Sections 98 and 100 of the Act are repealed.

65. Subsection 102 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) During the construction or maintenance of a road other than the King’s Highway, the road superintendent or a person authorized by him or her, may close the road to traffic for such time as the road superintendent or authorized person, as the case may be, considers necessary.

66. Sections 103, 105, 106, 108, 109 and 110 of the Act are repealed.

67. The Act is amended by adding the following sections:

116. (1) The Minister may enter into agreements for the purposes of this Act, including agreements,

- (a) related to the planning, design, construction, maintenance, management and operation of highways and bridges and related structures and works;
- (b) related to the construction, maintenance and operation of rapid transit or public transportation systems and the procurement of equipment for such systems; and
- (c) related to the safety and mobility of people and goods.

(2) An agreement under subsection (1) may provide that a proportion of the costs arising from the agreement be paid out of money appropriated therefor by the Legislature.

117. The Minister may make regulations establishing standards for,

- (a) the planning, design, construction, maintenance, management and oper-

(2) L’alinéa 93.1 (6) b) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «est égal à» à la sixième ligne, de «ne dépasse pas».

(3) Le paragraphe 93.1 (9) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la dixième ligne, de «ne dépassant pas».

63. Le paragraphe 94 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par insertion, après «construire,» à la troisième ligne, de «utiliser, entretenir,» et, après «équipements» à la sixième ligne, de «ou services».

64. Les articles 98 et 100 de la Loi sont abrogés.

65. Le paragraphe 102 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Pendant la construction ou l’entretien d’une route, à l’exclusion de la route principale, le directeur de la voirie ou son délégué peut fermer la route à la circulation pour la période qu’il estime nécessaire.

66. Les articles 103, 105, 106, 108, 109 et 110 de la Loi sont abrogés.

67. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

116. (1) Le ministre peut conclure des accords pour l’application de la présente loi, notamment des accords se rapportant aux questions suivantes :

- a) la planification, la conception, la construction, l’entretien, la gestion et l’exploitation de voies publiques et de ponts ainsi que de constructions et d’ouvrages connexes;
- b) la construction, l’entretien et l’exploitation de réseaux de voies rapides ou de réseaux de transport en commun et l’obtention d’équipements pour ces réseaux;
- c) la sécurité et la mobilité des personnes et des biens.

(2) Un accord conclu en vertu du paragraphe (1) peut prévoir qu’une partie des coûts résultant de l’accord soit payée sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

117. Le ministre peut, par règlement, établir des normes pour ce qui suit :

- a) la planification, la conception, la construction, l’entretien, la gestion et l’exploitation de voies publiques et de ponts

Closing road
to traffic

Fermeture de
la route

Agreements

Accords

Same

Idem

Regulations

Règlements

ation of highways and bridges and related structures and works;

- (b) the construction, maintenance and operation of rapid transit and public transportation systems;
- (c) the safety and mobility of people and goods;
- (d) the measurement and assessment of technical standards in connection with a matter described in clause (a), (b) or (c);
- (e) any other matter that may be the subject of an agreement under section 116.

Grants,
loans, etc.,
for specific
projects

118. (1) Until January 1, 1997, the Minister may, out of money appropriated therefor by the Legislature and upon such conditions as he or she considers advisable, provide grants, loans and other financial assistance to any person, including a municipal corporation, for specific projects.

Limitation
after 1996

(2) On and after January 1, 1997, the Minister may, out of money appropriated therefor by the Legislature and upon such conditions as he or she considers advisable, provide grants, loans and other financial assistance to any person, including a municipal corporation, for specific projects that the Minister considers to be of provincial significance.

Transition

68. Despite this Part, every allocation of money made before January 1, 1996 under the *Public Transportation and Highway Improvement Act* remains valid after December 31, 1995 and further payments of the allocated money may continue to be made after December 31, 1995 in accordance with that Act as it read on December 31, 1995.

PART V MISCELLANEOUS

Repeals

69. The following are repealed:

- 1. The *Bread Sales Act*.
- 2. The *Public Halls Act*.
- 3. The definition of "vendor" in subsection 20 (1) of the *Milk Act* and subsections 20 (2), (3), (5) and (6) of that Act.

Commence-
ment

70. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 29, 30, 31 and 32 and Part IV of this Schedule come into force on January 1, 1996.

ainsi que de constructions et d'ouvrages connexes;

- b) la construction, l'entretien et l'exploitation de réseaux de voies rapides et de réseaux de transport en commun;
- c) la sécurité et la mobilité des personnes et des biens;
- d) la mesure et l'évaluation de normes techniques se rapportant à une question visée à l'alinéa a), b) ou c);
- e) toute autre question qui peut faire l'objet d'un accord prévu à l'article 116.

Subventions,
prêts pour
des projets
précis

118. (1) Jusqu'au 1^{er} janvier 1997, le ministre peut accorder à quiconque, y compris une municipalité, pour des projets précis, aux conditions qu'il juge souhaitables, des subventions, des prêts ou une autre aide financière sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

Restriction
après 1996

(2) À compter du 1^{er} janvier 1997, le ministre peut accorder à quiconque, y compris une municipalité, pour des projets précis que le ministre estime d'intérêt provincial, aux conditions qu'il juge souhaitables, des subventions, des prêts ou une autre aide financière sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

Disposition
transitoire

68. Malgré la présente partie, toute allocation de fonds accordée avant le 1^{er} janvier 1996 aux termes de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* demeure valide après le 31 décembre 1995 et le versement des fonds alloués peut continuer après le 31 décembre 1995 conformément à cette Loi, telle qu'elle existait le 31 décembre 1995.

PARTIE V DISPOSITIONS DIVERSES

69. Est abrogé ce qui suit :

Abrogations

- 1. La *Loi sur la vente du pain*.
- 2. La *Loi sur les salles publiques*.
- 3. La définition de «vendeur» au paragraphe 20 (1) de la *Loi sur le lait* ainsi que les paragraphes 20 (2), (3), (5) et (6) de cette loi.

70. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

(2) Les articles 29, 30, 31 et 32 et la partie IV de la présente annexe entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Idem

**SCHEDULE N
AMENDMENTS TO CERTAIN ACTS
ADMINISTERED BY THE MINISTRY
OF NATURAL RESOURCES**

FOREST FIRES PREVENTION ACT

1. (1) Sections 11 and 13 of the *Forest Fires Prevention Act* are repealed.

(2) Subsection 14 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) In any prosecution under section 12 or the regulations made under clause 36 (a.2) in respect of an offence alleged to have been committed prior to publication under the *Regulations Act* of the regulation made under clause 37 (b), the onus is on the person charged to prove the person did not have actual notice of the regulation made under clause 37 (b) at the time the offence is alleged to have been committed.

(3) Section 15 of the Act is repealed.

(4) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “the provisions of this Act respecting fire permits” in the second and third lines and substituting “the regulations made under clause 36 (a.1)”.

(5) Subsection 16 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Subsection (1) does not apply to material that is dealt with in accordance with the regulations made under clause 36 (a.3).

(6) Section 24 of the Act is repealed.

(7) Subsection 35 (3) of the Act is amended by striking out “a section of this Act” in the first and second lines and substituting “a provision of the regulations”.

(8) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsections:

(4) An officer who finds that an operation is being carried on in contravention of the regulations made under clause 36 (a.3) may order that the operation cease until any necessary permit has been obtained.

(5) A person who continues an operation or causes an operation to be continued in contravention of an order made under subsection (4) is guilty of an offence and, in addition to any penalty imposed under subsection (1), is liable on conviction to a fine of \$100 for each day

**ANNEXE N
MODIFICATION DE CERTAINES
LOIS APPLIQUÉES PAR LE
MINISTÈRE DES RICHESSES
NATURELLES**

**LOI SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES DE
FORÊT**

1. (1) Les articles 11 et 13 de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt* sont abrogés.

(2) Le paragraphe 14 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) En cas de poursuite intentée en vertu de l'article 12 ou des règlements pris en application de l'alinéa 36 a.2) au sujet d'une infraction qui aurait été commise avant la publication aux termes de la *Loi sur les règlements* du règlement pris en application de l'alinéa 37 b), l'accusé a le fardeau de prouver qu'au moment où l'infraction aurait été commise, il n'avait pas connaissance réelle de ce règlement.

(3) L'article 15 de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «des dispositions de la présente loi concernant les permis de faire du feu» aux première, deuxième et troisième lignes, de «des règlements pris en application de l'alinéa 36 a.1)».

(5) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux matières dont il est traité conformément aux règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3).

(6) L'article 24 de la Loi est abrogé.

(7) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «d'un article de la présente loi» à la deuxième ligne, de «d'une disposition des règlements».

(8) L'article 35 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(4) L'agent qui constate qu'une personne se livre à une exploitation contrairement aux règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3) peut ordonner la cessation de cette exploitation jusqu'à l'obtention du permis nécessaire.

(5) La personne qui poursuit ou fait poursuivre une exploitation contrairement à un ordre donné en vertu du paragraphe (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, en plus de toute peine imposée en vertu du paragraphe (1), d'une amende de 100 \$ pour chaque journée

Burden of
proof

Fardeau de la
preuve

Exception

Exception

Regulated
operations

Exploitations
réglementées

Same

Idem

the operation is continued in contravention of the order.

Same

(6) A person carrying on an operation mentioned in the regulations made under clause 36 (a.3) through an employee or agent shall obtain any permit required under the regulations and, in any prosecution for an offence under the regulations, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is prosecuted for the offence.

(9) Section 36 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (a.1) regulating or prohibiting outdoor fires;
- (a.2) regulating or prohibiting entry to or travel in restricted travel zones;
- (a.3) regulating or prohibiting operations specified by the regulations;
-
- (b.1) providing for and governing appeals from a refusal to issue or renew a permit, from the cancellation of a permit or from the imposition of terms and conditions in a permit.

GAME AND FISH ACT

2. (1) Section 5 of the *Game and Fish Act* is repealed and the following substituted:

Separate
account

5. (1) All amounts received by the Crown under this Act or the regulations shall be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund, including all fines, fees and royalties paid under this Act or the regulations and all proceeds from the sale of things forfeited to the Crown under this Act or the regulations.

Money in
account

(2) Money standing to the credit of the separate account is, for the purpose of the *Financial Administration Act*, money paid to Ontario for a special purpose.

Payments out
of account

(3) The Minister may direct that money be paid out of the separate account to the Minister or a person specified by the Minister if,

- (a) the payment will be used for the management, perpetuation or rehabilitation of wildlife or fish populations or the ecosystems of which those populations are a part;

au cours de laquelle cette exploitation se poursuit contrairement à l'ordre.

Idem

(6) Une personne qui se livre à une exploitation visée par les règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3), par l'intermédiaire d'un employé ou d'un représentant doit obtenir le permis requis aux termes des règlements. Dans une poursuite intentée pour une infraction aux règlements, constitue une preuve suffisante de la commission de l'infraction le fait d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un représentant de l'accusé, que l'employé ou le représentant soit poursuivi pour l'infraction ou non.

(9) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.1) réglementer ou interdire les feux en plein air;
- a.2) réglementer ou interdire l'entrée ou la circulation dans des zones à circulation restreinte;
- a.3) réglementer ou interdire les exploitations précisées par les règlements;
-
- b.1) prévoir et régir les appels des décisions de refuser de délivrer ou de renouveler un permis, d'annuler un permis ou de l'assortir de conditions.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

2. (1) L'article 5 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Compte
distinct

5. (1) Tous les montants reçus par la Couronne en vertu de la présente loi ou des règlements sont détenus dans un compte distinct du Trésor, y compris les amendes, droits et redevances versés aux termes de la présente loi ou des règlements ainsi que les produits de la vente d'objets confisqués au profit de la Couronne en vertu de la présente loi ou des règlements.

(2) Les sommes versées au crédit du compte distinct sont, pour l'application de la *Loi sur l'administration financière*, des sommes d'argent versées à l'Ontario à des fins particulières.

Sommes
versées au
compte

(3) Le ministre peut ordonner que des sommes soient prélevées sur le compte distinct et versées au ministre ou à la personne qu'il précise si, selon le cas :

Prélèvements
sur le compte

- a) ce versement servira à la gestion, à la reproduction ou à la réadaptation des populations d'animaux sauvages ou de poissons ou à la gestion, à la préservation ou à la restauration des écosystèmes dont font partie ces populations;

(b) the payment will be used for a matter related to the activities of people as they interact with or affect wildlife or fish populations, including any matter related to user or public safety; or

(c) the payment will be used to,

- (i) refund all or part of the fee paid for a licence, if the refund is authorized or required under this Act,
- (ii) remit money to a person in accordance with subsection 88 (2), or
- (iii) refund royalties in accordance with a regulation under paragraph 45 of subsection 92 (1).

Annual
report

(4) The Minister shall ensure that a report is prepared annually on the financial affairs of the separate account, including a summary of advice received from any advisory committee established by the Minister relating to the operation of the separate account.

Tabling of
report

(5) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall table the report in the Legislative Assembly.

(2) Subsection 6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Power to
acquire lands

(1) Land may be acquired under the *Ministry of Government Services Act* for the purposes of the management, perpetuation or rehabilitation of wildlife or fish populations or the ecosystems of which those populations are a part.

(3) Subsection 37 (4) of the Act is amended by striking out “and the Treasurer of Ontario, upon the written request of the Minister, shall cause the refund to be made” in the fifth, sixth and seventh lines.

LAKES AND RIVERS IMPROVEMENT ACT

3. (1) Subsection 3 (1) of the *Lakes and Rivers Improvement Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 68, is further amended by adding the following clause:

- (d) prescribing circumstances in which approval is required under subsection 14 (1) or section 16.

b) ce versement servira à une question ayant trait aux activités des personnes lorsque celles-ci interagissent avec les populations d'animaux sauvages ou de poissons ou ont un impact sur elles, y compris toute question ayant trait à la sécurité des usagers ou la sécurité publique;

c) ce versement servira à l'une ou l'autre des fins suivantes :

- (i) le remboursement total ou partiel des droits acquittés pour un permis, si la loi autorise ou exige ce remboursement,
- (ii) la remise d'argent à une personne conformément au paragraphe 88 (2),
- (iii) le remboursement de redevances conformément à un règlement pris en application de la disposition 45 du paragraphe 92 (1).

(4) Le ministre fait en sorte que soit rédigé annuellement un rapport sur la situation financière du compte distinct, comprenant en outre un résumé des conseils qui ont été fournis par un comité consultatif créé par le ministre au sujet de l'administration du compte distinct.

Rapport
annuel

(5) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose devant l'Assemblée législative.

Dépôt du
rapport

(2) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Des biens-fonds peuvent être acquis sous le régime de la *Loi sur le ministère des Services gouvernementaux* aux fins de la gestion, de la reproduction ou de la réadaptation des populations d'animaux sauvages ou de poissons, ou aux fins de la gestion, de la préservation ou de la restauration des écosystèmes dont font partie ces populations.

Pouvoir
d'acquisition
de biens-
fonds

(3) Le paragraphe 37 (4) de la Loi est modifié par suppression de «À la demande écrite du ministre, le trésorier de l'Ontario fait effectuer le remboursement.» aux cinquième, sixième et septième lignes.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES LACS ET DES RIVIÈRES

3. (1) Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières*, tel qu'il est modifié par l'article 68 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

- d) prescrire les circonstances dans lesquelles une approbation est exigée aux termes du paragraphe 14 (1) ou de l'article 16.

(2) Subsection 14 (1) of the Act is amended by adding “in the circumstances prescribed by the regulations” after “river” in the second line.

(3) Section 16 of the Act is amended by inserting “in the circumstances prescribed by the regulations” after “dam” in the fourth line.

(4) Section 43 of the Act is amended by striking out “approval” in the seventeenth line and substituting “any necessary approval”.

PUBLIC LANDS ACT

4. Section 14 of the *Public Lands Act* is repealed and the following substituted:

14. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prohibiting an activity specified by the regulations on public lands or shore lands unless the activity is carried on in accordance with a work permit;
- (b) defining “shore lands” for the purpose of clause (a);
- (c) governing the issue, refusal, renewal and cancellation of work permits and prescribing their terms and conditions;
- (d) providing for and governing appeals from a refusal to issue or renew a work permit, from the cancellation of a work permit or from the imposition of terms and conditions in a work permit.

(2) A regulation under subsection (1) may be general or particular in its application.

(3) The Minister may charge such fee as he or she considers appropriate for the issuance or renewal of a work permit.

(4) A person who contravenes a regulation made under clause (1) (a) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000.

(5) An officer who finds that an activity is being carried on in contravention of the regulations made under clause (1) (a) without the necessary work permit may order that the activity cease until the work permit has been obtained.

(6) A person who continues an activity or causes an activity to be continued in contravention of an order made under subsection (5) is guilty of an offence and, in addition to any penalty imposed under subsection (4), is liable

(2) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par insertion au début du paragraphe, de «Dans les circonstances prescrites par les règlements,».

(3) L'article 16 de la Loi est modifié par insertion, après «proposés» à la cinquième ligne, de «dans les circonstances prescrites par les règlements».

(4) L'article 43 de la Loi est modifié par substitution, à «n'ont pas été approuvés» à la vingtième ligne, de «n'ont pas fait l'objet des approbations nécessaires».

LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

4. l'article 14 de la *Loi sur les terres publiques* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) interdire une activité précisée par les règlements sur les terres publiques ou les terres riveraines, à moins que cette activité n'ait lieu conformément à un permis de travail;
- b) définir «terres riveraines» pour l'application de l'alinéa a);
- c) régir la délivrance, le refus, le renouvellement et l'annulation des permis de travail et prescrire les conditions de ceux-ci;
- d) prévoir et régir les appels des décisions de refuser de délivrer ou de renouveler un permis de travail, de l'annuler ou de l'assortir de conditions.

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

(3) Le ministre peut exiger les droits qu'il juge appropriés pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de travail.

(4) Quiconque contrevient à un règlement pris en application de l'alinéa (1) a) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$.

(5) L'agent qui constate qu'une activité a lieu contrairement aux règlements pris en application de l'alinéa (1) a), sans le permis de travail nécessaire, peut ordonner l'interruption de cette activité jusqu'à ce que le permis de travail ait été obtenu.

(6) La personne qui poursuit ou fait poursuivre une activité contrairement à un ordre donné en vertu du paragraphe (5) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, en plus de toute peine imposée en

Regulations
re work
permits

General or
particular

Fee

Offence

Order to stop
activity

Daily fine

Règlements
sur les
permis de
travail

Portée des
règlements

Droits

Infraction

Ordre d'in-
terruption
d'une acti-
vité

Amende
journalière

on conviction to a fine of not less than \$200 for each day the activity is continued in contravention of the order.

Order to rehabilitate land

(7) The court that convicts a person of an offence under this section may, in addition to imposing a fine, order the person to cease the activity and, within such time as the court may fix, to take action to rehabilitate the land in accordance with a plan approved by the Minister.

Minister may rehabilitate land and recover cost

(8) If a person fails to comply with an order under subsection (7), the Minister may take such action as he or she considers appropriate to rehabilitate the land, and any cost incurred by the Minister is a debt due the Crown and may be recovered by the Minister in a court of competent jurisdiction in an action against the person.

COMMENCEMENT

Commencement

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

vertu du paragraphe (4), d'une amende d'au moins 200 \$ pour chaque journée au cours de laquelle cette activité se poursuit contrairement à l'ordre.

(7) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue au présent article peut, en plus de lui imposer une amende, lui ordonner d'interrompre l'activité en cause et, dans le délai qu'il fixe, de prendre des mesures pour remettre la terre en état conformément à un plan approuvé par le ministre.

(8) Si une personne ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (7), le ministre peut prendre les mesures qu'il juge appropriées pour remettre la terre en état. Les frais ainsi engagés par le ministre constituent une créance de la Couronne, que le ministre peut recouvrer par voie d'action intentée contre la personne devant un tribunal compétent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Ordonnance de remise en état

Recouvrement du coût de la remise en état par le ministre

Entrée en vigueur

SCHEDULE O AMENDMENTS TO THE MINING ACT

1. (1) Section 1 of the *Mining Act* is amended by adding the following definition:

“lessee” means a person who holds a lease of mining rights, surface rights, or both, issued under this Act or any predecessor of this Act. (“preneur à bail”)

(2) The definitions of the noun “mine” and the verb “mine” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“mine”, when used as a noun, includes,

- (a) any opening or excavation in, or working of, the ground for the purpose of winning any mineral or mineral bearing substance,
- (b) all ways, works, machinery, plant, buildings and premises below or above the ground relating to or used in connection with the activity referred to in clause (a),
- (c) any roasting or smelting furnace, concentrator, mill, work or place used for or in connection with washing, crushing, grinding, sifting, reducing, leaching, *roasting, smelting, refining or treating any mineral or mineral bearing substance, or conducting research on them,
- (d) tailings, wasterock, stockpiles of ore or other material, or any other prescribed substances, or the lands related to any of them, and
- (e) mines that have been temporarily suspended, rendered inactive, closed out or abandoned,

but does not include any prescribed classes of plant, premises or works; (“mine”)

“mine”, when used as a verb, means the performance of any work in or about a mine, as defined in its noun sense, except preliminary exploration. (“exploiter”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“mine hazard” means any feature of a mine, or any disturbance of the ground, that has not been rehabilitated to the prescribed standard. (“risque minier”)

ANNEXE O MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MINES

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur les mines* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«preneur à bail» Personne titulaire d'un bail portant sur les droits miniers ou les droits de surface, ou sur les deux, délivré en vertu de la présente loi ou de toute loi qu'elle remplace. («lessee»)

(2) Les définitions de «exploiter» et «mine» figurant à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«exploiter» L'exécution de travaux dans une mine ou dans les environs de celle-ci, à l'exclusion des travaux d'exploration préliminaire. («mine»)

«mine» S'entend en outre :

- a) des ouvertures dans le sol, des excavations ou des travaux du sol exécutés pour extraire un minéral ou une substance contenant des minéraux,
- b) des voies, des ouvrages, des machines, des usines, des bâtiments et des lieux, sous terre ou en surface, se rapportant à l'activité visée à l'alinéa a) ou utilisés relativement à celle-ci,
- c) des fours de grillage ou de fusion, des concentrateurs, des broyeurs, des ouvrages ou des endroits utilisés afin de laver, de concasser, de broyer, de tamiser, de réduire, de lixivier, de griller, de fondre, de raffiner ou de traiter un minéral ou une substance contenant des minéraux ou afin de les soumettre à des travaux de recherche,
- d) des résidus, des déchets rocheux, des dépôts de minerais ou d'autres matières, ou des autres substances prescrites, ou des terrains touchés par un aspect quelconque de ce qui précède,
- e) des mines dont les activités ont été temporairement suspendues ou qui ont été rendues inactives et des mines fermées ou abandonnées.

Sont toutefois exclues de la présente définition les catégories prescrites d'usines, de lieux ou d'ouvrages. («mine»)

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«risque minier» Tout élément d'une mine, ou toute perturbation du sol, qui n'a pas été réhabilité conformément à la norme prescrite. («mine hazard»)

(4) The definitions of “mining lands” and “owner” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“mining lands” includes,

- (a) the lands and mining rights patented or leased under or by authority of a statute, regulation or order in council, respecting mines, minerals or mining,
- (b) lands or mining rights located, staked out, used or intended to be used for mining purposes, and
- (c) surface rights granted solely for mining purposes; (“terrains miniers”)

“owner”, when used in Parts VII, IX and XI, includes,

- (a) every current owner, lessee or occupier of a mine or part of a mine, or a mine hazard or any land located, patented or leased as mining lands,
- (b) an agent of the current owner, lessee or occupier, or a person designated by the agent or the current owner, lessee or occupier, as being responsible for the control, management and direction of a mine or part of a mine, or a mine hazard,
- (c) a secured lender with respect to a mine or mining lands who has entered into possession of the mine or mining lands pursuant to their security,

but does not include,

- (d) a person receiving only a royalty from a mine or mining lands. (“propriétaire”)

2. Section 2 of the Act is repealed and the following substituted:

Purpose

2. The purpose of this Act is to encourage prospecting, staking and exploration for the development of mineral resources and to minimize the impact of these activities on public health and safety and the environment through rehabilitation of mining lands in Ontario.

3. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Record books

7. (1) Every recorder shall keep those record books that the Minister directs for the recording of mining claims, applications and other entries.

(4) Les définitions de «propriétaire» et «terrains miniers» figurant à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«propriétaire» Dans les parties VII, IX et XI, s'entend en outre :

- a) du propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel d'une mine ou d'une partie de celle-ci, ou encore d'un risque minier ou d'un terrain accordé comme concession locative, concédé par lettres patentes ou donné à bail comme terrain minier,
- b) d'un agent du propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel ou d'une personne désignée par l'agent ou par le propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel pour assumer le contrôle, la gestion et la direction d'une mine, ou d'une partie de celle-ci, ou d'un risque minier,
- c) d'un créancier garanti à l'égard d'une mine ou de terrains miniers qui a pris possession de ceux-ci en réalisation de la garantie.

Est toutefois exclue de la présente définition :

- d) la personne qui reçoit simplement une redevance d'une mine ou de terrains miniers. («owner»)

«terrains miniers» S'entend en outre :

- a) des terrains et des droits miniers concédés par lettres patentes ou donnés à bail en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'un décret visant des mines, des minéraux ou une exploitation minière,
- b) des terrains ou des droits miniers accordés comme concession locative, jalonés, ou utilisés ou destinés à être utilisés à des fins d'exploitation minière,
- c) des droits de surface octroyés uniquement à des fins d'exploitation minière. («mining lands»)

2. L'article 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2. La présente loi a pour objet d'encourager la prospection, le jalonement et l'exploration aux fins d'exploitation des ressources minérales et de réduire les effets de ces activités sur la santé et la sécurité publiques et sur l'environnement en réhabilitant les terrains miniers en Ontario.

Objet

3. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. (1) Le registrateur tient les registres qu'ordonne le ministre afin d'y enregistrer les claims, les demandes et d'autres inscriptions.

Registres

Maps	(2) Every recorder shall keep for inspection in his or her office one or more maps showing the territory included in the recorder's mining division and shall mark on them all claims as they are recorded.	(2) Le registrateur garde dans son bureau aux fins d'inspection une ou plusieurs cartes représentant le territoire que comprend sa division des mines et y indique tous les claims enregistrés.	Cartes
Inspection	(3) The record books and maps referred to in this section may be inspected without fee.	(3) Les cartes et les registres visés au présent article peuvent être inspectés gratuitement.	Examen
	4. Section 8 of the Act is amended by inserting after "filed" in the first line "and recorded".	4. L'article 8 de la Loi est modifié par insertion, après «déposés» à la troisième ligne, de «et enregistrés».	
	5. (1) Subsection 19 (6) of the Act is amended by inserting after "licensee" in the second line and in the third line in each case "or holder".	5. (1) Le paragraphe 19 (6) de la Loi est modifié par insertion, après «titulaire de permis» à la deuxième ligne, de «ou un titulaire», et par substitution, à «à ce dernier» à la troisième ligne, de «à ces derniers».	
	(2) Subsection 19 (8) of the Act is amended by inserting after "licensee" in the first line and in the third line in each case "or holder".	(2) Le paragraphe 19 (8) de la Loi est modifié par insertion, après «titulaire de permis» à la première ligne, de «ou le titulaire».	
	6. Subsection 21 (6) of the Act is amended by striking out "continuously" in the third line.	6. Le paragraphe 21 (6) de la Loi est modifié par suppression de «de façon continue» aux deuxième et troisième lignes.	
	7. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:	7. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Application in recorder's absence	25. (1) An applicant may make an application for a licence while a recorder is absent from his or her office by leaving the application, along with the supporting documents and prescribed fee, with the person in charge.	25. (1) Quiconque présente une demande de permis en l'absence du registrateur de son bureau peut laisser sa demande, accompagnée des documents justificatifs et des droits prescrits, à la personne responsable.	Demande en l'absence du registrateur
Licence effective	(2) A licence issued subsequent to an application being made as described in subsection (1) is as effective as if it had been issued on the day the application was made and shall bear that date.	(2) Le permis délivré suite à une demande présentée conformément au paragraphe (1) a la même valeur que s'il avait été délivré le jour où la demande a été présentée et il porte cette date.	Validité du permis
	8. Clause 27 (c) of the Act is amended by striking out "under staking or" at the beginning and substituting "on".	8. L'alinéa 27 c) de la Loi est modifié par suppression de «jalonnés ou» à la première ligne.	
	9. Clause 29 (b) of the Act is amended by inserting after "laid out" in the first line "into residential lots".	9. L'alinéa 29 b) de la Loi est modifié par insertion, après «tracé» à la première ligne, de «sous forme de lots résidentiels».	
	10. Subsection 35 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	10. Le paragraphe 35 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Withdrawal and reopening of lands	(1) The Minister may, by order signed by him or her, (a) withdraw from prospecting, staking out, sale or lease, or any combination of them, any lands, mining rights or surface rights that are the property of the Crown; and (b) reopen for prospecting, staking out, sale or lease, or any combination of them, any lands, mining rights or surface rights that have been withdrawn under this Act.	(1) Le ministre peut, par voie d'arrêté qui porte sa signature : a) soustraire à la prospection, au jalonnement, à la vente ou à la location à bail, ou à toute combinaison de ce qui précède, des terrains, des droits miniers ou des droits de surface appartenant à la Couronne; b) ouvrir de nouveau à la prospection, au jalonnement, à la vente ou à la location à bail, ou à toute combinaison de ce qui précède, des terrains, des droits miniers ou des droits de surface qui ont été soustraits en vertu de la présente loi.	Soustraction et réouverture de terrains

11. Section 42 of the Act is repealed and the following substituted:

42. If a mining claim is staked out in a fire region while the fire region is closed under the *Forest Fires Prevention Act*, the staking out is invalid and of no effect unless, on an application to record the claim, the person who staked out the claim provides the recorder with sufficient proof that he or she entered the fire region before it was closed or pursuant to a special authorization of the Minister.

Staking claim in closed fire region

12. (1) Subsection 44 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A licensee who has staked out a mining claim shall, not later than 31 days after the day on which the staking out was completed, make an application to record the claim to the recorder for the mining division in which the claim has been staked out.

Application to record mining claim

(1.1) The application shall be in the prescribed form and be accompanied by proof of payment of the prescribed fee to any recorder and a sketch or plan showing the prescribed information.

Application requirements

(1.2) The recorder or the Commissioner may, after a hearing, cancel the recording of a licensee or holder who made a false statement in the application to record the claim.

False statement

(2) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) Despite subsection (3) and section 46, if the other application or applications to record a mining claim cover any land that is not part of the mining claim that is entitled to priority under subsection (2), the recorder may record a mining claim with respect to that part of the land and shall amend the application or applications with respect to the land covered by the previously completed claims.

Overlapping staking

13. (1) Subsection 48 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

(8) Despite clause 27 (c) and subsection 71 (1), if a dispute has not been filed against a mining claim, a transferee who has acquired the claim in good faith may at any time restake the claim or have it re-staked.

Re-staking claim

(8.1) Upon the filing with the recorder of a notice of the re-staking in the prescribed form, the recorder shall order that the re-staked claim be deemed to have been recorded on the date of the recording of the original claim, after having given notice to all persons having a recorded interest in the original claim.

Recorder's order

11. L'article 42 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

42. Si un claim est jalonné dans une région d'incendie pendant que celle-ci est fermée en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt*, le jalonnement est nul sauf si la personne qui a jalonné le claim fournit au registraire, sur présentation d'une demande d'enregistrement du claim, une preuve suffisante qu'elle est entrée dans la région d'incendie avant sa fermeture ou conformément à une autorisation particulière du ministre.

Jalonnement de claims dans une région d'incendie fermée

12. (1) Le paragraphe 44 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le titulaire de permis qui a jalonné un claim présente, dans les 31 jours de la date d'achèvement du jalonnement, une demande d'enregistrement du claim au registraire de la division des mines dans laquelle le claim a été jalonné.

Demande d'enregistrement d'un claim

(1.1) La demande d'enregistrement est rédigée selon la formule prescrite et est accompagnée d'une preuve du paiement des droits prescrits à un registraire, ainsi que d'une esquisse ou d'un plan faisant état des renseignements prescrits.

Conditions d'enregistrement

(1.2) Le registraire ou le commissaire peut, après une audience, annuler l'enregistrement d'un titulaire de permis ou d'un titulaire qui a fait une fausse déclaration dans sa demande d'enregistrement du claim.

Fausse déclaration

(2) L'article 44 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Malgré le paragraphe (3) et l'article 46, si la ou les autres demandes d'enregistrement d'un claim visent un terrain qui ne fait pas partie du claim qui a droit de priorité aux termes du paragraphe (2), le registraire peut enregistrer un claim relativement à cette partie du terrain, auquel cas il modifie la ou les demandes relativement au terrain visé par les claims dont le jalonnement est déjà achevé.

Chevauchement de jalonnements

13. (1) Le paragraphe 48 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré l'alinéa 27 c) et le paragraphe 71 (1), si aucune contestation n'a été déposée à l'égard d'un claim, le cessionnaire qui a acquis le claim de bonne foi peut en tout temps jalonner de nouveau ou faire jalonner de nouveau le claim.

Nouveau jalonnement d'un claim

(8.1) Sur dépôt auprès du registraire d'un avis du nouveau jalonnement rédigé selon la formule prescrite, le registraire, après avoir avisé toutes les personnes ayant un intérêt enregistré dans le claim original, ordonne que le claim jalonné de nouveau soit réputé avoir été enregistré à la date d'enregistrement du claim original.

Ordonnance du registraire

(2) Subsection 48 (9) of the Act is amended by striking out “subsection (8)” in the first and second lines and substituting “subsection (8.1)”.

14. Subsection 53 (1) of the Act is amended by,

- (a) striking out “cancelled or forfeited” in the fifth and sixth lines and substituting “cancelled, forfeited or terminated”;
- (b) striking out “cancellation or forfeiture” in the sixteenth line and substituting “cancellation, forfeiture or termination”;
- (c) striking out “Commissioner” in the seventeenth and eighteenth lines and substituting “Minister”; and
- (d) adding after “Crown” in the twenty-first line “unless the Minister directs otherwise within two years after the abandonment, surrender, cancellation, forfeiture or termination”.

15. The Act is amended by adding the following section:

59.1 Without the Minister’s written consent, a mining claim is not transferable after an application for lease has been made with respect to the mining claim.

16. Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out “as is prescribed” in the fourth line and substituting “as the Minister directs”.

17. Subsection 66 (2) of the Act is amended by striking out “staking” in the second line and substituting “recording”.

18. Section 67 of the Act is repealed and the following substituted:

67. (1) If the holder provides the recorder or the Commissioner with satisfactory evidence of a refusal, prohibition, deferral or delay referred to in this section, the following periods of time may be excluded in computing the time within which work on a mining claim must be performed or reported, or both, or within which application and payment for a lease may be made:

1. The time during which a permit under the *Forest Fires Prevention Act* or the *Public Lands Act* that is necessary for the beginning or carrying on of work under this Act is refused.
2. The time during which the performance of work under this Act is prohibited

(2) Le paragraphe 48 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe (8)» aux première et deuxième lignes, de «paragraphe (8.1)».

14. Le paragraphe 53 (1) de la Loi est modifié :

- a) par substitution, à «annulés ou frappés de déchéance» aux septième et huitième lignes, de «annulés, frappés de déchéance ou résiliés»;
- b) par substitution à, «de l’annulation ou de la déchéance» à la douzième ligne, de «de l’annulation, de la déchéance ou de la résiliation»;
- c) par substitution à, «commissaire» à la treizième ligne, de «ministre»;
- d) par insertion après, «Couronne» aux vingt-cinquième et vingt-sixième lignes, de «, à moins que le ministre ne donne d’autres directives dans les deux ans de la date de l’abandon, de la renonciation, de l’annulation, de la déchéance ou de la résiliation»,.

15. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

59.1 Un claim faisant l’objet d’une demande de bail ne peut être cédé sans le consentement écrit du ministre.

16. Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «prescrit» à la quatrième ligne, de «que fixe le ministre».

17. Le paragraphe 66 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «jalonné» à la cinquième ligne, de «enregistré».

18. L’article 67 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

67. (1) Si le titulaire fournit au registraire ou au commissaire une preuve satisfaisante d’un refus, d’une interdiction, d’un report ou d’un retard visé au présent article, les périodes suivantes peuvent être exclues du calcul des délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l’objet d’un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits :

1. La période pendant laquelle un permis prévu par la *Loi sur la prévention des incendies de forêt* ou par la *Loi sur les terres publiques* et nécessaire au commencement ou à la continuation de travaux visés par la présente loi est refusé.
2. La période pendant laquelle les lois mentionnées à la disposition 1 ou toute

Transfer of claim with Minister’s consent

Cession d’un claim avec le consentement du ministre

Computation of time for performance of assessment work

Calcul des délais d’exécution des travaux d’évaluation

under the Acts referred to in paragraph 1 or any other Act.

3. The time during which the holder defers the start of work under this Act or is delayed in performing it at the Crown's request or by the Crown's actions.

Same

(1.1) The time during which a proceeding in respect of a mining claim is pending before the recorder, the Commissioner or the Ontario Court (General Division) may be excluded in computing the time within which work on a mining claim must be performed or reported, or both, or within which an application and payment for a lease may be made, if the recorder or Commissioner is satisfied that any delay in settling the proceeding is not the holder's fault.

Order

(1.2) In computing time under subsection (1) or (1.1), the recorder or Commissioner may make an order fixing the date or dates by which the next or any prescribed units of work must be performed or reported, or both, or by which an application and payment for lease may be made.

Anniversary date changed

(2) Where the time for doing something under this Act is excluded, the next anniversary date after the exclusion in respect of the mining claim involved may be a date that falls after the anniversary date that would have occurred, except for this provision, by up to the number of days that equals the number of days of the exclusion, and all subsequent anniversary dates shall be adjusted accordingly.

Special circumstances

(3) Despite anything in this Act, where in the opinion of the Minister special circumstances exist, the Minister may exclude the time within which work upon a mining claim must be performed or reported, or both, or within which application and payment for lease may be made, and may by order fix the anniversary date or dates by which the next or any subsequent periods of work must be performed or reported, or both, or by which application and payment for lease may be made.

19. (1) Subsection 70 (7) of the Act is amended by striking out "9 o'clock in the forenoon of" in the fifth line and substituting "7 a.m. standard time on".

(2) Subsection 70 (8) of the Act is amended by striking out "9 o'clock in the forenoon of" in the second and third lines and substituting "7 a.m. standard time on".

autre loi interdisent l'exécution de travaux visés par la présente loi.

3. La période pendant laquelle le titulaire reporte le début des travaux visés par la présente loi ou est retardé dans leur exécution à la demande de la Couronne ou en raison des actions de celle-ci.

Idem

(1.1) La période pendant laquelle une instance portant sur le claim est en cours devant le registrateur, le commissaire ou la Cour de l'Ontario (Division générale) peut être exclue du calcul des délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits si le registrateur ou le commissaire est convaincu que le titulaire n'est pas responsable des retards du règlement de l'instance.

Ordonnance

(1.2) Dans le calcul des délais prévu au paragraphe (1) ou (1.1), le registrateur ou le commissaire peut, par ordonnance, établir la ou les dates auxquelles l'unité de travail suivante ou toute unité de travail prescrite doit être exécutée ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou auxquelles une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits.

Modification de la date anniversaire

(2) Lorsque la période prévue par la présente loi pour faire quelque chose est exclue, la prochaine date anniversaire suivant l'exclusion à l'égard du claim concerné peut être une date qui dépasse d'un nombre de jours égal ou inférieur au nombre de jours visés par l'exclusion la date anniversaire qui se serait appliquée n'eût été de la présente disposition. Les dates anniversaires subséquentes sont modifiées en conséquence.

Circonstances particulières

(3) Malgré les dispositions de la présente loi, lorsque le ministre est d'avis qu'il existe des circonstances particulières, il peut exclure les délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits. Il peut également, par arrêté, établir la ou les dates anniversaires auxquelles la période de travail suivante ou toute période de travail subséquente doit être exécutée ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou auxquelles une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits.

19. (1) Le paragraphe 70 (7) de la Loi est modifié par substitution, à «n'est pas ouvert au jalonnement avant 9 h» à la cinquième ligne, de «est ouvert au jalonnement à compter de 7 h, heure normale,».

(2) Le paragraphe 70 (8) de la Loi est modifié par substitution, à «Nul claim abandonné en vertu du paragraphe (1) n'est ouvert au jalonnement à compter de 9 h» aux première,

(3) Subsection 70 (9) of the Act is amended by striking out “9 o’clock in the forenoon of” in the fifth line and substituting “7 a.m. standard time on”.

20. Subsection 73 (2) of the Act is amended by striking out “7 o’clock in the forenoon of” in the fourth line and substituting “7 a.m. standard time on”.

21. Subsections 78 (1) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) A holder of a mining claim who first proposes to do ground assessment work on all or part of the land comprising a mining claim shall give notice of that intention in the prescribed form to the owner, if any, of the surface rights of the part of the land to be affected by the work.

Notice of intention to perform assessment work

(3) A recorder shall not record ground assessment work referred to in subsection (1) unless,

Where work not to be recorded

(a) the holder files with the recorder a certificate in the prescribed form establishing that the required notice was given;

(b) the recorder determines that it is not feasible in the circumstances to give notice to the owner of the surface rights; or

(c) the owner of the surface rights gives written consent to the performance of the work after it has been performed.

22. Subsection 82 (6) of the Act is amended by adding at the beginning “Where application for renewal of a lease is not made within the time set out in subsection (4) or”.

23. Subsection 83 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Replacement leases issued under subsection (1) may be for a different tenure than that of the original lease but they shall,

Terms of replacement leases

(a) cover together the same area of land as the surrendered lease covered;

(b) be for a term equal to the balance of the surrendered lease; and

(c) be at the applicable rental rate per hectare, as prescribed.

deuxième et troisième lignes, de «Le claim abandonné en vertu du paragraphe (1) est ouvert au jalonnement à compter de 7 h, heure normale,».

(3) Le paragraphe 70 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «9 h» à la sixième ligne, de «7 h, heure normale,».

20. Le paragraphe 73 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «7 h» à la quatrième ligne, de «, heure normale,».

21. Les paragraphes 78 (1) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le titulaire d’un claim qui envisage pour la première fois d’exécuter des travaux d’évaluation du sol sur tout ou partie d’un terrain comprenant un claim en avise le propriétaire des droits de surface de la partie du terrain touchée par ces travaux, le cas échéant, selon la formule prescrite.

Avis d’intention d’exécuter des travaux d’évaluation

(3) Le registrateur n’enregistre pas les travaux d’évaluation du sol visés au paragraphe (1) à moins que, selon le cas :

Non-enregistrement des travaux

a) le titulaire ne dépose auprès de lui un certificat rédigé selon la formule prescrite attestant que l’avis exigé a été donné;

b) il ne détermine que les circonstances ne permettent pas de donner un avis au propriétaire des droits de surface;

c) le propriétaire des droits de surface ne consente par écrit à l’exécution des travaux après que ceux-ci ont été exécutés.

22. Le paragraphe 82 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «Lorsqu’un» à la première ligne, de «Lorsqu’une demande de reconduction de bail n’est pas présentée dans les délais prévus au paragraphe (4) ou qu’un».

23. Le paragraphe 83 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La tenure des baux de remplacement délivrés en vertu du paragraphe (1) peut être différente de celle du bail initial. Toutefois, ces baux remplissent les conditions suivantes :

Conditions des baux de remplacement

a) ils couvrent les mêmes terrains que le bail remis;

b) leur terme est égal au terme restant à l’égard du bail remis;

c) le taux du loyer applicable par hectare est celui prescrit.

24. Subsection 129 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 130, is amended by adding at the end “and he or she may order that such filings be made without fee”.

25. Section 138 of the Act is amended,

- (a) by adding after “Saturday” in the fifth and sixth lines “Sunday, holiday or any other day on which the relevant office is closed”; and
- (b) by striking out “a holiday” at the end and substituting “a Saturday, Sunday, holiday or other day on which the relevant office is closed”.

26. Section 139, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, sections 140, 141, 142, 143, section 144, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, sections 145, 146, 147, 148 and 149 of the Act are repealed and the following substituted:

PART VII REHABILITATION OF MINING LANDS

Definitions

139. (1) In this Part,

“advanced exploration” means the excavation of an exploratory shaft, adit or decline, the extraction of prescribed material in excess of the prescribed quantity, whether the extraction involves the disturbance or movement of prescribed material located above or below the surface of the ground, the installation of a mill for test purposes or any other prescribed work; (“exploration avancée”)

“adverse effect” means,

- (a) injury or damage to property,
- (b) harm or material discomfort to any person,
- (c) a detrimental effect on any person’s health,
- (d) impairment of any person’s safety,
- (e) a severe detrimental effect on the environment; (“conséquence préjudiciable”)

“closed out” means that the final stage of closure has been reached and that all the requirements of a closure plan have been complied with; (“fermé”)

“closure” means the temporary suspension, inactivity or close out of advanced explora-

24. Le paragraphe 129 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 130 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «et il peut ordonner que ces dépôts se fassent gratuitement».

25. L’article 138 de la Loi est modifié :

- a) par insertion, après «samedi,» à la sixième ligne, de «dimanche, jour férié ou tout autre jour de fermeture du bureau approprié»;
- b) par substitution, à «jour ouvrable suivant» à la dernière ligne, de «prochain jour d’ouverture du bureau approprié».

26. L’article 139, tel qu’il est modifié par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, les articles 140, 141, 142 et 143, l’article 144, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, et les articles 145, 146, 147, 148 et 149 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

PARTIE VII RÉHABILITATION DES TERRAINS MINIERS

Définitions

139. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«conséquence préjudiciable» S’entend de ce qui suit :

- a) le tort ou les dommages causés à des biens,
- b) la nuisance ou les malaises sensibles causés à quiconque,
- c) l’altération de la santé de quiconque,
- d) l’atteinte à la sécurité de quiconque,
- e) un effet préjudiciable grave sur l’environnement. («adverse effect»)

«directeur» Le directeur de la réhabilitation minière nommé en vertu du paragraphe 153 (2). («Director»)

«exploration avancée» L’excavation d’un puits d’exploration, d’une galerie d’écoulement ou d’une descenderie, l’extraction de matières prescrites excédant la quantité prescrite, que l’extraction engendre ou non la perturbation ou le déplacement de matières prescrites situées sous terre ou en surface, l’installation d’une usine aux fins de tests ou tous autres travaux prescrits. («advanced exploration»)

«fermé» S’entend du fait que la dernière étape de la fermeture a été atteinte et que toutes

tion, mining or mine production; (“fermeture”)

“closure plan” means a plan to rehabilitate a site or mine hazard that has been prepared in the prescribed manner and filed in accordance with this Act and that includes provision in the prescribed manner of financial assurance to the Crown for the performance of the closure plan requirements; (“plan de fermeture”)

“Director” means a Director of Mine Rehabilitation appointed under subsection 153 (2); (“directeur”)

“inactivity” means the indefinite suspension of a project in accordance with a filed closure plan where protective measures are in place but the site is not being continuously monitored by the proponent; (“inactivité”)

“mine production” means mining that is producing any mineral or mineral-bearing substance for immediate sale or stockpiling for future sale, and includes the development of a mine for such purposes; (“production minière”)

“progressive rehabilitation” means rehabilitation done continually and sequentially during the entire period that a project or mine hazard exists; (“réhabilitation progressive”)

“project” means a mine or the activity of advanced exploration, mining or mine production; (“projet”)

“proponent” means the holder of an unpatented mining claim or licence of occupation or an owner as defined in section 1; (“promoteur”)

“protective measures” means steps taken in accordance with the prescribed standards to protect public health and safety, property and the environment; (“mesures de protection”)

“rehabilitate” means measures, including protective measures, taken in accordance with the prescribed standards to treat a site or mine hazard so that the use or condition of the site,

(a) is restored to its former use or condition, or

(b) is made suitable for a use that the Director sees fit; (“réhabiliter”)

“site” means the land or lands on which a project or mine hazard is located; (“lieu”)

“temporary suspension” means the planned or unplanned suspension of a project in accordance with a filed closure plan where protective measures are in place and

les exigences d’un plan de fermeture ont été respectées. («closed out»)

«fermeture» La suspension temporaire, l’inactivité ou la fermeture d’activités d’exploration avancée, d’exploitation minière ou de production minière. («closure»)

«inactivité» Suspension indéfinie d’un projet, conformément à un plan de fermeture déposé, où des mesures de protection sont en place, mais le lieu n’est pas surveillé continuellement par le promoteur. («inactivity»)

«lieu» Le ou les terrains sur lesquels est situé un projet ou un risque minier. («site»)

«mesures de protection» Mesures prises conformément aux normes prescrites afin de protéger la santé et la sécurité publiques, les biens et l’environnement. («protective measures»)

«plan de fermeture» Plan visant à réhabiliter un lieu ou un risque minier, qui a été préparé selon les modalités prescrites et déposé conformément à la présente loi, et qui comprend la fourniture à la Couronne, selon les modalités prescrites, d’une garantie financière relativement à l’observation des exigences du plan de fermeture. («closure plan»)

«production minière» Exploitation minière qui produit des minéraux ou des substances contenant des minéraux aux fins de vente immédiate ou de stockage en vue de la vente future. S’entend également de l’aménagement d’une mine effectué à de telles fins. («mine production»)

«projet» Mine ou activité d’exploration avancée, d’exploitation minière ou de production minière. («project»)

«promoteur» Titulaire d’un claim non concédé par lettres patentes ou d’un permis d’occupation ou propriétaire au sens de l’article 1. («proponent»)

«réhabilitation progressive» Réhabilitation effectuée sur une base continue et séquentielle pendant toute la durée d’un projet ou d’un risque minier. («progressive rehabilitation»)

«réhabiliter» Mesures, notamment des mesures de protection, prises conformément aux normes prescrites afin de traiter un lieu ou un risque minier de sorte que le lieu :

a) ou bien soit remis dans son état initial ou que son usage initial soit rétabli,

b) ou bien soit préparé pour un usage que le directeur estime convenable. («rehabilitate»)

«suspension temporaire» Suspension, planifiée ou non, d’un projet, conformément à un

the site is being monitored continuously by the proponent. ("suspension temporaire")

Application
of Part

(2) Without restricting the scope of this Part, this Part applies to projects including,

- (a) the underground mining of minerals, excluding natural gas, petroleum and salt by brining method;
- (b) the surface mining of metallic minerals;
- (c) the surface mining of non-metallic minerals, excluding natural gas, petroleum and aggregate as defined in the *Aggregate Resources Act*, on land that is not Crown land;
- (d) advanced exploration on mining lands.

PROGRESSIVE REHABILITATION

Progressive
rehabilitation

139.1 (1) A proponent shall take all reasonable steps to progressively rehabilitate a site whether or not closure has commenced or a closure plan has been filed.

Report
required

(2) A proponent who undertakes progressive rehabilitation of a site without being subject to a closure plan shall complete the rehabilitation work to the appropriate prescribed standard and submit to the Director a report prepared in the prescribed form within 60 days of the completion of the work.

ADVANCED EXPLORATION AND MINE PRODUCTION

Advanced
exploration

140. (1) No proponent other than a proponent who is subject to a closure plan shall commence or recommence advanced exploration without,

- (a) giving notice to the Director in the prescribed form and manner;
- (b) giving public notice under subsection (2) at the prescribed time and in the prescribed form and manner, if required by the Director;
- (c) filing a certified closure plan with the Director as required under subsection (3); and
- (d) receiving a written acknowledgment of receipt for the certified closure plan from the Director.

Public notice

(2) Within 45 days after the receipt of the notice under clause (1) (a), the Director may

plan de fermeture déposé, où des mesures de protection sont en place et où le lieu est surveillé continuellement par le promoteur. («temporary suspension»)

(2) Sans restreindre la portée de la présente partie, celle-ci s'applique notamment aux projets suivants :

- a) l'exploitation minière souterraine de minéraux, à l'exclusion du gaz naturel, du pétrole et du sel par extraction de saumure;
- b) l'exploitation minière à ciel ouvert de minéraux métalliques;
- c) l'exploitation minière à ciel ouvert de minéraux non métalliques, à l'exclusion du gaz naturel, du pétrole et des agrégats au sens de la *Loi sur les ressources en agrégats*, sur un terrain qui n'est pas une terre de la Couronne;
- d) l'exploration avancée sur des terrains miniers.

RÉHABILITATION PROGRESSIVE

139.1 (1) Le promoteur prend toutes les mesures raisonnables pour réhabiliter progressivement un lieu, que la fermeture ait débuté ou non ou qu'un plan de fermeture ait été déposé ou non.

(2) Le promoteur qui entreprend la réhabilitation progressive d'un lieu sans être visé par un plan de fermeture exécute les travaux de réhabilitation conformément aux normes prescrites appropriées et soumet au directeur, dans les 60 jours de l'achèvement des travaux, un rapport rédigé selon la formule prescrite.

EXPLORATION AVANCÉE ET PRODUCTION MINIÈRE

140. (1) Nul promoteur, autre qu'un promoteur visé par un plan de fermeture, ne doit entreprendre ou reprendre des activités d'exploration avancées à moins :

- a) d'en aviser le directeur selon la formule et les modalités prescrites;
- b) si le directeur l'exige, de donner un avis public en vertu du paragraphe (2) dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites;
- c) de déposer un plan de fermeture certifié auprès du directeur comme l'exige le paragraphe (3);
- d) d'obtenir du directeur un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture certifié.

(2) Dans les 45 jours de la réception de l'avis prévu à l'alinéa (1) a), le directeur peut

Application
de la partie

Réhabili-
tation
progressive

Rapport
exigé

Exploration
avancée

Avis public

require the proponent to give public notice of the advanced exploration project at the prescribed time and in the prescribed form and manner.

Closure plan

(3) The proponent of an advanced exploration project shall file with the Director a closure plan certified in the prescribed form and manner certifying that the plan complies with the prescribed requirements and, if the proponent has been required to give public notice, the proponent shall file the closure plan after giving the public notice.

Acknowledgment of receipt

(4) Within 45 days after the filing of the certified closure plan, the Director shall,

- (a) acknowledge receipt, in writing, of the closure plan to the proponent; or
- (b) return the closure plan for refile if it does not sufficiently address all of the prescribed reporting requirements for a certified closure plan.

Effect of acknowledgment

(5) The certified closure plan of a proponent who receives a written acknowledgment of receipt under clause (4) (a) is considered filed as of the date indicated on the written acknowledgment of receipt.

Mine production

141. (1) No proponent other than a proponent who is subject to a closure plan shall commence or recommence mine production without,

- (a) giving notice to the Director in the prescribed form and manner;
- (b) giving public notice at the prescribed time and in the prescribed form and manner;
- (c) filing a certified closure plan with the Director as required under subsection (2); and
- (d) receiving a written acknowledgment of receipt for the certified closure plan from the Director.

Closure plan

(2) After public notice has been given under clause (1) (b), the proponent shall file with the Director a closure plan certified in the prescribed form and manner certifying that the plan complies with the prescribed requirements.

Acknowledgment of receipt

(3) Within 45 days after the filing of the certified closure plan, the Director shall,

- (a) acknowledge receipt, in writing, of the closure plan to the proponent; or
- (b) return the closure plan for refile if it does not sufficiently address all of the prescribed reporting requirements for a certified closure plan.

exiger du promoteur qu'il donne un avis public du projet d'exploration avancée dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites.

Plan de fermeture

(3) Le promoteur d'un projet d'exploration avancée dépose auprès du directeur un plan de fermeture certifié selon la formule et les modalités prescrites, certifiant que le plan est conforme aux exigences prescrites et, s'il est tenu de donner un avis public, il dépose le plan de fermeture après avoir donné l'avis public.

(4) Dans les 45 jours du dépôt du plan de fermeture certifié, le directeur :

Accusé de réception

- a) soit donne un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture au promoteur;
- b) soit retourne le plan de fermeture pour qu'il soit déposé de nouveau si celui-ci ne tient pas suffisamment compte de toutes les exigences prescrites en matière de rapports à l'égard d'un plan de fermeture certifié.

(5) Le plan de fermeture certifié d'un promoteur qui obtient un accusé de réception écrit aux termes de l'alinéa (4) a) est considéré comme ayant été déposé à la date indiquée sur l'accusé de réception.

Effet de l'accusé de réception

141. (1) Nul promoteur, autre qu'un promoteur visé par un plan de fermeture, ne doit entreprendre ou reprendre des activités de production minière à moins :

Production minière

- a) d'en aviser le directeur selon la formule et les modalités prescrites;
- b) de donner un avis public dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites;
- c) de déposer un plan de fermeture certifié auprès du directeur comme l'exige le paragraphe (2);
- d) d'obtenir du directeur un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture certifié.

(2) Après avoir donné un avis public aux termes de l'alinéa (1) b), le promoteur dépose auprès du directeur un plan de fermeture certifié selon la formule et les modalités prescrites, certifiant que le plan est conforme aux exigences prescrites.

Plan de fermeture

(3) Dans les 45 jours du dépôt du plan de fermeture certifié, le directeur :

Accusé de réception

- a) soit donne un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture au promoteur;
- b) soit retourne le plan de fermeture pour qu'il soit déposé de nouveau si celui-ci ne tient pas suffisamment compte de toutes les exigences prescrites en ma-

		tière de rapports à l'égard d'un plan de fermeture certifié.	
Effect of acknowledgment	(4) The certified closure plan of a proponent who receives a written acknowledgement of receipt under clause (3) (a) is considered filed as of the date indicated on the written acknowledgment of receipt.	(4) Le plan de fermeture certifié d'un promoteur qui obtient un accusé de réception écrit aux termes de l'alinéa (3) a) est considéré comme ayant été déposé à la date indiquée sur l'accusé de réception.	Effet de l'accusé de réception
Approval of closure plan	142. (1) Instead of filing a certified closure plan under subsection 140 (3), 141 (2) or 147 (1), a proponent may submit a proposed closure plan in the prescribed form and manner to the Director for approval.	142. (1) Au lieu de déposer un plan de fermeture certifié aux termes du paragraphe 140 (3), 141 (2) ou 147 (1), le promoteur peut soumettre une proposition de plan de fermeture, selon la formule et les modalités prescrites, à l'approbation du directeur.	Approbation du plan de fermeture
Project not to proceed	(2) A project for which the proponent has submitted a proposed closure plan for approval shall not proceed until the Director has approved the closure plan in writing and any public notice required under subsection 140 (2) or 141 (1) has been given.	(2) Le projet à l'égard duquel le promoteur a soumis une proposition de plan de fermeture aux fins d'approbation ne doit pas aller de l'avant tant que le directeur n'a pas approuvé, par écrit, le plan de fermeture et que l'avis public exigé, le cas échéant, aux termes du paragraphe 140 (2) ou 141 (1) n'a pas été donné.	Projet en suspens
Amendments to be approved	(3) Subject to subsection (5), if a closure plan is approved under this section and amendments to the approved closure plan are submitted by the proponent under subsection 143 (2), voluntarily or because they have been required by the Director, the amendments also require the Director's approval.	(3) Sous réserve du paragraphe (5), si un plan de fermeture est approuvé en vertu du présent article et que des modifications au plan de fermeture approuvé sont soumises par le promoteur en vertu du paragraphe 143 (2), de façon volontaire ou parce qu'elles ont été exigées par le directeur, les modifications doivent également être approuvées par le directeur.	Approbation des modifications
Proponent to pay for approvals	(4) The proponent who submits a proposed closure plan or amendments to an approved closure plan shall pay in advance the amount estimated by the Director to be required for considering the closure plan or the amendments for approval.	(4) Le promoteur qui soumet une proposition de plan de fermeture ou des modifications à un plan de fermeture approuvé verse à l'avance le montant que le directeur estime être exigé pour l'examen du plan de fermeture ou de ses modifications aux fins d'approbation.	Approbation aux frais du promoteur
Change from approval to certification and filing	(5) A proponent whose closure plan has been approved by the Director under this section may at any time file with the Director amendments to the closure plan that have been certified in the prescribed form and manner.	(5) Le promoteur dont le plan de fermeture a été approuvé par le directeur en vertu du présent article peut en tout temps déposer auprès du directeur des modifications au plan de fermeture qui ont été certifiées selon la formule et les modalités prescrites.	Passage du régime d'approbation au régime de dépôt
Change from certification and filing to approval	(6) A proponent whose certified closure plan has been filed with the Director under section 140, 141 or 147 may at any time submit the closure plan for approval by the Director under subsection (1) and, if the closure plan is approved, may at any time submit desired amendments for approval.	(6) Le promoteur dont le plan de fermeture certifié a été déposé auprès du directeur aux termes de l'article 140, 141 ou 147 peut en tout temps soumettre le plan de fermeture à l'approbation du directeur en vertu du paragraphe (1). Si le plan de fermeture est approuvé, il peut en tout temps soumettre les modifications voulues aux fins d'approbation.	Passage du régime de dépôt au régime d'approbation
Application of this Part	(7) Subject to this section, the provisions of this Part that apply with respect to closure plans filed under section 140, 141 or 147 apply with respect to closure plans approved under this section.	(7) Sous réserve du présent article, les dispositions de la présente partie qui s'appliquent à l'égard des plans de fermeture déposés aux termes de l'article 140, 141 ou 147 s'appliquent à l'égard des plans de fermeture approuvés en vertu du présent article.	Application de la présente partie

CLOSURE PLANS

Compliance with certified closure plan	143. (1) A proponent who has filed a certified closure plan under this Part shall comply with the closure plan.
Amendments	(2) The proponent may file, or the Director may at any time, by order, require that the proponent file, within the time specified in the order, amendments to the certified closure plan that have been certified in the prescribed form and manner, including amendments respecting an increase in the amount of financial assurance.
Required changes	(3) The Director may at any time, by order, require changes to a filed closure plan or to amendments to a closure plan filed under subsection (2).
Referral to independent third party	(4) If changes are required under subsection (3), in addition to appealing any of them to the Commissioner under clause 152 (1) (b), the proponent may, within 30 days after receiving the order requiring changes, notify the Director of the desire to have any of them that are not appealed to the Commissioner referred for a decision to an independent third party agreed upon by the proponent and the Director.
No agreement on third party	(5) If the proponent and the Director are unable to agree on an independent third party within 45 days after the Director receives the notice of referral under subsection (4), the proponent who wishes to dispute the changes may appeal to the Commissioner any of the changes that the proponent desired to have referred, despite the 30 day period provided for appeal in subsection 152 (2), within 75 days after sending the notice of referral, failing which the changes that are not appealed shall be deemed to be accepted by the proponent.
Costs	(6) All costs incurred by an independent third party in connection with any work performed pursuant to a referral shall be borne by the proponent.
Decision final	(7) The decision of an independent third party is final and binds the proponent and the Director, and the closure plan shall be deemed to have been amended accordingly.
Effect of filing of amendments	(8) Upon receipt of the Director's written notice that amendments have been filed, the project shall operate subject to the certified closure plan as amended.
Notice closure has begun	144. (1) A proponent shall forthwith notify the Director in the prescribed form and manner of the commencement of closure and of any change in the stage of closure reached.

PLANS DE FERMETURE

143. (1) Le promoteur qui a déposé un plan de fermeture certifié en vertu de la présente partie se conforme au plan de fermeture.	Conformité au plan de fermeture certifié
(2) Le promoteur peut déposer, ou le directeur peut en tout temps, par ordonnance, exiger du promoteur qu'il dépose, dans les délais précisés dans l'ordonnance, des modifications au plan de fermeture certifié qui ont été certifiées selon la formule et les modalités prescrites, y compris des modifications visant une augmentation du montant de la garantie financière.	Modifications
(3) Le directeur peut en tout temps, par ordonnance, exiger que des changements soient apportés à un plan de fermeture déposé ou à des modifications à un plan de fermeture déposées en vertu du paragraphe (2).	Changements exigés
(4) Si des changements sont exigés en vertu du paragraphe (3), outre qu'il puisse en interjeter appel au commissaire en vertu de l'alinéa 152 (1) b), le promoteur peut, dans les 30 jours de la réception de l'ordonnance exigeant des changements, aviser le directeur de son désir de renvoyer, aux fins de décision, ceux qui ne font l'objet d'aucun appel à un tiers indépendant sur lequel le promoteur et le directeur se sont mis d'accord.	Renvoi à un tiers indépendant
(5) Si le promoteur et le directeur ne peuvent se mettre d'accord sur le tiers indépendant dans les 45 jours de la réception de l'avis de renvoi visé au paragraphe (4) par le directeur, le promoteur qui désire contester les changements peut interjeter appel auprès du commissaire des changements qu'il désirait renvoyer, malgré la période de 30 jours prévue au paragraphe 152 (2) pour interjeter appel, dans les 75 jours de l'envoi de l'avis de renvoi, faute de quoi les changements qui ne font l'objet d'aucun appel sont réputés être acceptés par le promoteur.	Désaccord au sujet du tiers
(6) Tous les frais engagés par le tiers indépendant en rapport avec les travaux effectués par suite d'un renvoi sont à la charge du promoteur.	Frais
(7) La décision du tiers indépendant est définitive et lie le promoteur et le directeur. Le plan de fermeture est réputé avoir été modifié en conséquence.	Décision définitive
(8) Sur réception de l'avis écrit du directeur attestant du dépôt de modifications, le projet va de l'avant conformément au plan de fermeture certifié modifié.	Effet du dépôt de modifications
144. (1) Le promoteur avise sans délai le directeur, selon la formule et les modalités prescrites, du début de fermeture et de tout changement dans l'étape de la fermeture atteinte.	Avis de début de fermeture

Notice of
material
changes

(2) A proponent shall forthwith notify the Director in the prescribed form and manner if,

- (a) an expansion or alteration of the project is planned;
- (b) the ownership, occupancy, management or control of the project has changed; or
- (c) any other material change has occurred that could reasonably be expected to have a material effect on the adequacy of the closure plan.

FINANCIAL ASSURANCE

Form and
amount of
financial
assurance

145. (1) The financial assurance required as part of a closure plan shall be in one of the following forms and shall be in the amount specified in the closure plan filed with the Director or any amendment to it:

- 1. Cash.
- 2. A letter of credit from a bank named in Schedule I to the *Bank Act* (Canada).
- 3. A bond of a guarantee company approved under the *Guarantee Companies Securities Act*.
- 4. A mining reclamation trust as defined in the *Income Tax Act* (Canada).
- 5. Compliance with a corporate financial test in the prescribed manner.
- 6. Any other form of security or any other guarantee or protection, including a pledge of assets, a sinking fund or royalties per tonne, that is acceptable to the Director.

Director's
order

(2) If the Director has reasonable and probable grounds for believing that a rehabilitation measure required by a filed closure plan in respect of which financial assurance was given has not been or will not be carried out in accordance with the plan, he or she may, by order, provide for the performance of the rehabilitation measure in the manner set out in subsection (5).

Notice

(3) The Director shall give the proponent written notice of his or her intention to issue the order referred to in subsection (2) at least 15 days prior to the date the order is to be issued.

Parties
affected

(4) Both the notice and the order referred to in this section shall be directed,

(2) Le promoteur avise sans délai le directeur, selon la formule et les modalités prescrites si, selon le cas :

Avis de
changements
importants

- a) un élargissement ou une modification du projet sont prévus;
- b) un changement est intervenu au niveau de la propriété, de l'occupation, de la gestion ou du contrôle du projet;
- c) est survenu un autre changement important dont il serait raisonnable de s'attendre qu'il aura des répercussions importantes sur le caractère adéquat du plan de fermeture.

GARANTIE FINANCIÈRE

145. (1) La garantie financière exigée à l'égard d'un plan de fermeture, dont le montant est précisé dans le plan de fermeture déposé auprès du directeur ou dans l'une de ses modifications, est fournie de l'une des façons suivantes :

Forme et
montant de
la garantie
financière

- 1. En espèces.
- 2. Une lettre de crédit délivrée par une banque figurant à l'annexe I de la *Loi sur les banques* (Canada).
- 3. Un cautionnement d'une compagnie de cautionnement approuvée aux termes de la *Loi sur les compagnies de cautionnement*.
- 4. Une fiducie de restauration minière, au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).
- 5. La conformité, selon les modalités prescrites, à un test de solvabilité.
- 6. Toute autre forme de sécurité, de garantie ou de protection jugée acceptable par le directeur, y compris des biens remis en nantissement, un fonds d'amortissement ou des redevances à la tonne.

Ordonnance
du directeur

(2) Si le directeur a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une mesure de réhabilitation exigée en vertu d'un plan de fermeture déposé à l'égard duquel une garantie financière a été fournie n'a pas été prise ou ne sera pas prise conformément au plan de fermeture, il peut, par ordonnance, prévoir la prise de la mesure de réhabilitation selon les modalités prévues au paragraphe (5).

Avis

(3) Le directeur avise le promoteur par écrit de son intention de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) au moins 15 jours avant la date où l'ordonnance doit être rendue.

Parties con-
cernées

(4) L'avis et l'ordonnance visés au présent article sont adressés :

	<p>(a) to the proponent who filed the closure plan or to their successor; and</p> <p>(b) to any person who, to the Director's knowledge, provided the financial assurance for or on behalf of the proponent or to that person's successor or assignee.</p>	<p>a) au promoteur qui a déposé le plan de fermeture ou à son successeur;</p> <p>b) à quiconque a, à la connaissance du directeur, fourni la garantie financière pour le compte du promoteur ou au nom de celui-ci, ou encore au successeur ou à l'ayant droit de cette personne.</p>	
Realization of security	(5) Upon the issuance of an order by the Director under subsection (2), the Crown may use any cash, realize any letter of credit or bond or enforce any other security, guarantee or protection provided or obtained as financial assurance for the performance of the rehabilitation measures and may carry out those measures, or appoint an agent to do so, as the Director considers necessary.	(5) Dès que le directeur rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2), la Couronne peut utiliser les espèces, réaliser la lettre de crédit ou le cautionnement ou réaliser toute autre sécurité, garantie ou protection fournis ou obtenus comme garantie financière pour la prise des mesures de réhabilitation et elle peut soit prendre les mesures de réhabilitation que le directeur estime nécessaires, soit nommer un agent à cette fin.	Réalisation de la garantie
Change of financial assurance	(6) If the financial assurance provided under subsection (1) is in a form other than cash, a letter of credit, a bond or a mining reclamation trust or if the proponent fails to comply in the prescribed manner with a corporate financial test, the Director may require, in the prescribed manner, that the proponent forthwith provide cash, a letter of credit, a bond or other security, guarantee or protection acceptable to the Director or that the proponent make provision for a mining reclamation trust.	(6) Si la garantie financière prévue au paragraphe (1) est fournie autrement qu'en espèces ou sous une forme autre qu'une lettre de crédit, un cautionnement ou une fiducie de restauration minière ou que le promoteur ne se conforme pas, selon les modalités prescrites, à un test de solvabilité, le directeur peut exiger, selon les modalités prescrites, que le promoteur fournisse sans délai des espèces, une lettre de crédit, un cautionnement ou toute autre sécurité, garantie ou protection que le directeur juge acceptable, ou qu'il prenne des dispositions en vue d'établir une fiducie de restauration minière.	Autre forme de garantie financière
Application for reduction in financial assurance	(7) A proponent may apply to the Director for a reduction of the required financial assurance to an amount consistent with the financial requirements of the rehabilitation measures left to be completed if,	(7) Un promoteur peut demander au directeur de réduire la garantie financière exigée à un montant compatible avec les exigences financières des mesures de réhabilitation qui restent à exécuter si, selon le cas :	Demande de réduction de la garantie financière
	<p>(a) rehabilitation work has been performed in accordance with a filed closure plan; or</p> <p>(b) a reduction in the required financial assurance is justified in a notice submitted under subsection 144 (2).</p>	<p>a) les travaux de réhabilitation ont été exécutés conformément à un plan de fermeture déposé;</p> <p>b) une réduction de la garantie financière exigée est justifiée dans un avis remis aux termes du paragraphe 144 (2).</p>	
Special purpose account	(8) The amount of any cash provided as financial assurance under subsection (1) shall be paid into a special purpose account.	(8) Les sommes en espèces fournies à titre de garantie financière en vertu du paragraphe (1) sont versées dans un compte spécial.	Compte spécial
Payments out of account	(9) The cost of any rehabilitation measures performed by the Crown or an agent of the Crown under this Part with respect to a filed closure plan and the amount of any reduction paid in cash under subsection (7) shall be paid by the Minister of Finance out of the special purpose account.	(9) Le ministre des Finances prélève sur le compte spécial les sommes nécessaires pour couvrir le coût des mesures de réhabilitation prises aux termes de la présente partie par la Couronne ou un agent de celle-ci à l'égard d'un plan de fermeture déposé et le montant de toute réduction payée en espèces en vertu du paragraphe (7).	Prélèvements sur le compte
Confidentiality	(10) The Director or any person who works for the Director's office shall preserve confidentiality with respect to the form of a proponent's financial assurance and all financial	(10) Le directeur ou quiconque travaille pour le bureau du directeur est tenu de respecter la confidentialité à l'égard de la forme de la garantie financière d'un promoteur et de	Confidentialité

and commercial information relating to its establishment.

FOI Act

(11) Subsection (10) prevails over the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

REHABILITATION INSPECTORS

Rehabilitation inspectors

146. (1) For the purposes of the administration of this Part, the Minister may designate in writing any person, including a person who is not an employee of the Ministry, as a rehabilitation inspector.

Inspections

(2) For the purpose of carrying out his or her powers and duties under this Part, a rehabilitation inspector may, without a warrant, at any reasonable time and with any reasonable assistance, including the assistance of a member of a police force, make inspections, and in the exercise of that authority may,

- (a) enter into or onto any place, mining lands or other lands or premises connected or associated with any project, abandoned mine or mine hazard, other than a room or place actually used as a dwelling;
- (b) make such inspections, examinations, inquiries or tests considered necessary in order to determine the nature and extent of any existing or potential mine hazards on mining lands;
- (c) in any inspection, examination, inquiry or test, be accompanied and assisted by any person having special, expert or professional knowledge of any matter relevant to the inspection, examination, inquiry or test;
- (d) request the production of any drawings, specifications, licence, document, record or report;
- (e) on giving a receipt therefor, remove any drawing, specifications, licence, document, record or report produced in response to a request under clause (d) for the purpose of making copies thereof or extracts therefrom and shall promptly return them to the person who produced them;
- (f) inspect any work related to rehabilitation necessary to complete a report to the Director; and
- (g) make reasonable inquiries of any person, orally or in writing.

Inspection to be permitted

(3) A proponent shall forthwith on request permit a rehabilitation inspector to carry out

tout renseignement financier et commercial portant sur la constitution de cette garantie.

(11) Le paragraphe (10) l'emporte sur la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

INSPECTEURS DE LA RÉHABILITATION

Inspecteurs de la réhabilitation

146. (1) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut désigner par écrit, à titre d'inspecteur de la réhabilitation, une personne qui peut être ou ne pas être un employé du ministère.

Inspections

(2) Aux fins d'exécution des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie, un inspecteur de la réhabilitation peut, sans mandat, faire des inspections à toute heure raisonnable et avec toute aide raisonnable, y compris l'aide d'un membre d'un corps de police. Dans l'exercice de cette autorité, il peut :

- a) pénétrer sur des terrains miniers ou autres terrains, ou dans des endroits ou locaux liés ou associés à un projet quelconque, une mine abandonnée ou un risque minier, exception faite d'une pièce ou d'un endroit utilisé comme logement;
- b) procéder aux inspections, examens, enquêtes ou tests jugés nécessaires afin de déterminer la nature et la portée de tous risques miniers réels ou éventuels sur les terrains miniers;
- c) dans le cadre de ces inspections, examens, enquêtes ou tests, se faire accompagner et aider de quiconque possède des connaissances spécialisées ou professionnelles au sujet de questions relatives aux inspections, examens, enquêtes ou tests;
- d) demander la production de croquis, devis, permis, documents, dossiers ou rapports;
- e) après avoir donné un récépissé à cet effet, enlever les croquis, devis, permis, documents, dossiers ou rapports produits à la suite de la demande visée à l'alinéa d) afin d'en faire des copies ou des extraits et doit les retourner promptement à la personne qui les a produits;
- f) inspecter les travaux de réhabilitation nécessaires aux fins de rédaction d'un rapport à l'intention du directeur;
- g) procéder aux enquêtes raisonnables auprès de diverses personnes, oralement ou par écrit.

(3) Sur demande, le promoteur doit permettre sans délai à un inspecteur de la réhabilita-

Inspection permise

any inspection of any place, other than any room actually used as a dwelling, under subsection (2).

Obstruction prohibited

(4) No person shall hinder or obstruct a rehabilitation inspector in the lawful performance of his or her duties or furnish the rehabilitation inspector with false information or refuse to furnish information required for the purposes of this Part and the regulations made under this Part.

Inspection warrant

(5) If a provincial judge or justice of the peace is satisfied on the evidence upon oath of a rehabilitation inspector that there are reasonable grounds for believing that it is appropriate for the administration of this Part or the regulations made thereunder for the rehabilitation inspector to do anything set out in subsection (2), and that the rehabilitation inspector may not be able to effectively carry out the duties assigned without a warrant under this section because,

- (a) a person has prevented the rehabilitation inspector from doing anything set out in subsection (2);
- (b) there are reasonable grounds for believing that a person may prevent a rehabilitation inspector from doing anything set out in subsection (2); or
- (c) it is impractical due to the remoteness of the place to be inspected or any other reason for the rehabilitation inspector to obtain a warrant under this section without delay if access is denied,

the judge or justice may issue or renew a warrant in the prescribed form authorizing the rehabilitation inspector named in the warrant to do anything set out in subsection (2) and specified in the warrant for the period of time set out in the warrant.

Search warrant

(6) If a provincial judge or justice of the peace is satisfied on the evidence upon oath of a rehabilitation inspector that there are reasonable and probable grounds for believing that,

- (a) an offence under this Part has been committed; and
- (b) the entry into and search of a place actually used as a dwelling will afford evidence as to the commission of the offence,

the judge or justice may issue or renew a warrant in the prescribed form authorizing the rehabilitation inspector named in the warrant to enter and search the room or place with such reasonable assistance as may be necessary and, upon giving a receipt therefor, to

tion d'effectuer l'inspection d'un endroit visé au paragraphe (2), exception faite d'une pièce utilisée comme logement.

Interdiction d'entraver un inspecteur

(4) Nul ne doit gêner ou entraver un inspecteur de la réhabilitation dans l'exercice légal de ses fonctions ni lui donner de faux renseignements ou refuser de lui fournir les renseignements exigés pour l'application de la présente partie et de ses règlements d'application.

Mandat d'inspection

(5) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner ou renouveler un mandat selon la formule prescrite autorisant un inspecteur de la réhabilitation dont le nom y figure à accomplir un acte énoncé au paragraphe (2) et dans le mandat, dans le délai que précise le mandat, s'il est convaincu, par la preuve présentée sous serment par un inspecteur de la réhabilitation, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'application de la présente partie ou de ses règlements d'application justifie l'accomplissement par l'inspecteur de la réhabilitation d'un acte énoncé au paragraphe (2), et qu'il est possible que ce dernier ne puisse pas exercer ses fonctions convenablement sans un mandat obtenu en vertu du présent article du fait, selon le cas :

- a) qu'une personne a empêché l'inspecteur de la réhabilitation d'accomplir un acte énoncé au paragraphe (2);
- b) qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne pourrait empêcher l'inspecteur de la réhabilitation d'accomplir un acte énoncé au paragraphe (2);
- c) qu'à cause de l'éloignement de l'endroit devant faire l'objet de l'inspection ou pour une autre raison, il n'est pas pratique pour l'inspecteur de la réhabilitation d'obtenir sans retard un mandat en vertu du présent article si l'accès lui est refusé.

Mandat de perquisition

(6) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner ou renouveler un mandat selon la formule prescrite autorisant l'inspecteur de la réhabilitation dont le nom y figure à pénétrer dans une pièce ou un endroit et à y faire une perquisition avec l'aide raisonnable jugée nécessaire et, après avoir donné un récépissé à cet effet, à enlever de la pièce ou de l'endroit les documents ou objets susceptibles de fournir la preuve de la commission d'une infraction afin d'en faire des copies ou des extraits, s'il est convaincu, par la preuve présentée sous serment par un inspecteur de la réhabilitation, qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire :

- a) qu'une infraction à la présente partie a été commise;

remove from the room or place any document or thing that may afford evidence of the offence for the purpose of making copies thereof or extracts therefrom and shall promptly return them to the room or place from which they were removed.

b) que la perquisition dans un endroit utilisé comme logement fournira des éléments de preuve de la commission de l'infraction.

L'inspecteur de la réhabilitation retourne promptement les documents ou objets dans la pièce ou l'endroit d'où ils ont été enlevés.

When to be executed and expiry

(7) A warrant under subsection (5) or (6) shall be executed at reasonable times as specified in the warrant and shall state the date upon which it expires, which shall be not later than 15 days after the warrant is issued.

(7) Le mandat prévu au paragraphe (5) ou (6) est exécuté aux jours et heures raisonnables qui y sont précisés et fait état de sa date d'expiration, qui ne doit pas être fixée à plus de 15 jours après la date de sa délivrance.

Exécution et expiration

Admissibility of copies

(8) Copies of, or extracts from, documents or things removed under this section and certified as being true copies of, or extracts from, the originals by the person who made them are admissible in evidence to the same extent as, and have the same evidentiary value as, the documents or things of which they are copies or extracts.

(8) Les copies, ou extraits, de documents ou objets enlevés en vertu du présent article et certifiées conformes aux originaux par la personne qui les a faites sont admissibles en preuve dans la même mesure et ont la même valeur probante que les originaux.

Admissibilité des copies

Identification

(9) Upon request, a rehabilitation inspector who exercises a power set out in subsection (2) shall identify himself or herself as a rehabilitation inspector either by the production of a copy of the rehabilitation inspector's designation or in some other manner and shall explain the purpose of the inspection.

(9) Sur demande, l'inspecteur de la réhabilitation qui exerce un pouvoir énoncé au paragraphe (2) doit s'identifier comme tel, notamment en produisant une copie de sa désignation d'inspecteur de la réhabilitation, et expliquer le but de l'inspection.

Identification

Police

(10) A rehabilitation inspector may require a member of a police force to assist him or her for the purpose of carrying out his or her powers and duties under this Part if he or she is obstructed in doing so.

(10) L'inspecteur de la réhabilitation qui est entravé dans l'exécution des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie peut demander l'aide d'un membre d'un corps de police.

Police

MINE HAZARDS

Mine hazards, closure plan

147. (1) The Director may, in writing, order any proponent of any lands on which a mine hazard exists, other than a holder of an unpatented mining claim with respect to a mine hazard created by others prior to the staking of the claim and that has not been materially disturbed or affected since the proponent's staking, to file within the time specified in the order a certified closure plan to rehabilitate the mine hazard, and the proponent shall file the certified closure plan within that time or any extension of time granted by the Director.

147. (1) À condition que le promoteur ne soit pas titulaire d'un claim non concédé par lettres patentes à l'égard d'un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim et qui n'a pas été perturbé ou touché de façon importante après le jalonnement par le promoteur, le directeur peut, par écrit, ordonner au promoteur de terrains sur lesquels se trouve un risque minier, de déposer, dans le délai précisé dans l'ordonnance, un plan de fermeture certifié afin de réhabiliter le risque minier. Le promoteur dépose le plan de fermeture certifié dans ce délai ou dans le délai prorogé que lui accorde le directeur.

Risques miniers, plan de fermeture

Crown intervention

(2) If the proponent does not comply with an order of the Director under subsection (1), the Director may, after having given notice to the proponent in the prescribed time and manner, have the Crown or an agent of the Crown enter the lands to rehabilitate the mine hazard.

(2) Si le promoteur ne se conforme pas à l'ordonnance rendue par le directeur en vertu du paragraphe (1), le directeur peut, après en avoir avisé le promoteur selon les modalités et dans les délais prescrits, faire entrer la Couronne ou un de ses agents sur les terrains pour y réhabiliter le risque minier.

Intervention de la Couronne

Recommen-
dation that
lease be
voided

(3) If the proponent does not comply with the Director's order under subsection (1) and is a lessee of the lands on which the mine hazard exists, the Director may recommend to the Minister that the lease be declared void on condition that the Director indicate in the notice referred to in subsection (2) the intention to make such a recommendation.

Declaration
that lease
void

(4) On the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may declare the lease void, in which case subsections 81 (11), (12) and (13) apply with necessary modifications.

Offence

(5) Failure to comply with an order under subsection (1) constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.

EMERGENCY POWERS

Duty to act

148. (1) Subject to subsection (9), the proponent of a mine hazard that causes or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect shall forthwith do everything practicable to prevent, eliminate and ameliorate it.

Order to
rehabilitate
site

(2) If the Minister has reasonable grounds for believing that a mine hazard is causing or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect, the Minister may order the proponent to rehabilitate the mine hazard upon such terms as he or she may specify.

Minister's
directions

(3) If the Minister has reasonable grounds for believing that a mine hazard is causing or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect, the Minister may, in the circumstances specified in subsection (4), give directions in accordance with subsection (5) to the employees and agents of the Ministry.

Where
Minister
may give
directions

(4) The Minister may give directions in accordance with subsection (5) if he or she is of the opinion that it is in the public interest to do so and,

- (a) he or she is of the opinion that the proponent will not carry out promptly the work required to prevent, eliminate and ameliorate the adverse effect;
- (b) he or she is of the opinion that the proponent cannot be readily identified or located and that as a result the duty imposed by subsection (1) will not be carried out promptly; or

(3) Si le promoteur, qui est preneur à bail des terrains sur lesquels se trouve le risque minier, ne se conforme pas à l'ordonnance du directeur visée au paragraphe (1), le directeur peut recommander au ministre de faire déclarer le bail nul à la condition d'avoir indiqué, sur l'avis prévu au paragraphe (2), son intention de formuler pareille recommandation.

(4) Sur la recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer le bail nul, auquel cas les paragraphes 81 (11), (12) et (13) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

(5) Quiconque ne se conforme pas à l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.

POUVOIRS D'URGENCE

148. (1) Sous réserve du paragraphe (9), le promoteur d'un risque minier qui entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse prend sans délai toutes les mesures possibles pour empêcher et éliminer cette conséquence préjudiciable et en atténuer la portée.

(2) Si le ministre a des motifs raisonnables de croire qu'un risque minier entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse, il peut, par arrêté, ordonner au promoteur de réhabiliter le risque minier aux conditions qu'il fixe.

(3) Si le ministre a des motifs raisonnables de croire qu'un risque minier entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse, il peut, dans les circonstances précisées au paragraphe (4), donner des directives conformément au paragraphe (5) aux employés et aux agents du ministère.

(4) Le ministre peut donner des directives conformément au paragraphe (5) s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire, et que, selon le cas :

- a) il est d'avis que le promoteur n'exécutera pas promptement les travaux nécessaires pour empêcher et éliminer la conséquence préjudiciable et en atténuer la portée;
- b) il est d'avis que le promoteur ne peut pas être identifié ou repéré sans difficulté et que, en conséquence, l'obligation qu'impose le paragraphe (1) ne sera pas remplie promptement;

Recommen-
dation de
nullité du
bail

Déclaration
de nullité du
bail

Infraction

Obligation
d'agir

Arrêté
exigeant la
réhabilitation
d'un lieu

Directives du
ministre

Cas où le mi-
nistre peut
donner des
directives

(c) the proponent of the mine hazard requests the Minister's assistance in order to carry out the duty imposed by subsection (1).

c) le promoteur du risque minier demande l'aide du ministre pour remplir l'obligation qu'impose le paragraphe (1).

Contents of directions

(5) Under this section, the Minister may direct the employees and agents of the Ministry to do everything practicable, or to do such work and take such action as may be specified in the directions, in respect of the prevention, elimination and amelioration of the adverse effect.

(5) En vertu du présent article, le ministre peut enjoindre aux employés et aux agents du ministère d'utiliser tous les moyens possibles ou d'effectuer les travaux et de prendre les mesures que peuvent préciser les directives afin d'empêcher et d'éliminer la conséquence préjudiciable et d'en atténuer la portée.

Teneur des directives

Employees and agents

(6) No Act, regulation, by-law, order, permit, closure plan, approval or licence bars the employees and agents of the Ministry from acting in accordance with the directions given by the Minister under this section.

(6) Les lois, règlements, règlements municipaux, arrêtés, ordres, ordonnances, décrets, permis, plans de fermeture, autorisations ou licences n'ont pas pour effet d'empêcher les employés et les agents du ministère d'agir conformément aux directives que le ministre donne en vertu du présent article.

Employés et agents

Hearing

(7) The Minister need not hold, or afford to any person an opportunity for, a hearing before giving directions under this section.

(7) Le ministre n'a pas à tenir d'audience, ni à donner l'occasion à quiconque d'être entendu, avant de donner des directives en vertu du présent article.

Audience

Continuing offence

(8) Failure to comply with an order under subsection (2) constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.

(8) Quiconque ne se conforme pas à l'arrêté pris en vertu du paragraphe (2) commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.

Infraction

Where section does not apply

(9) Nothing in this section applies to a holder of an unpatented mining claim with respect to a mine hazard created by others prior to the staking of the claim and that has not been materially disturbed or affected since the proponent's staking.

(9) Le présent article ne s'applique pas au titulaire d'un claim non concédé par lettres patentes à l'égard d'un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim et qui n'a pas été perturbé ou touché de façon importante après le jalonnement par le promoteur.

Non-application

SURRENDER

RÉTROCESSION

Refusal of voluntary surrender

149. The Minister may refuse to accept a voluntary surrender of mining lands or mining rights under section 183 if he or she has reasonable grounds for believing that a proponent has failed to rehabilitate the site in accordance with a filed closure plan or, if no closure plan has been filed, in accordance with the prescribed standards for site rehabilitation.

149. Le ministre peut refuser d'accepter la rétrocession volontaire de terrains miniers ou de droits miniers visés à l'article 183 s'il a des motifs raisonnables de croire que le promoteur n'a pas réhabilité le lieu conformément à un plan de fermeture déposé ou, lorsqu'aucun plan de fermeture n'a été déposé, conformément aux normes prescrites en matière de réhabilitation d'un lieu.

Refus de rétrocession volontaire

Surrender by agreement

149.1 (1) The Minister may, with respect to a project that has been closed out, accept a surrender of mining lands from a proponent on the conditions specified by the Minister.

149.1 (1) Le ministre peut, à l'égard d'un projet qui a été fermé, accepter d'un promoteur la rétrocession de terrains miniers, aux conditions précisées par le ministre.

Rétrocession par accord

Special purpose account

(2) Money received from the proponent of a project as part of an agreement for the surrender of mining lands shall be placed in a special purpose account for use in the rehabilitation of mining lands generally.

(2) Les sommes reçues du promoteur d'un projet dans le cadre d'un accord portant sur la rétrocession des terrains miniers sont versées dans un compte spécial destiné à la réhabilitation des terrains miniers en général.

Compte spécial

Payments out of account

(3) The cost of any work performed by the Crown or an agent of the Crown under this section shall be paid by the Minister of Finance out of the special purpose account.

(3) Le ministre des Finances prélève sur le compte spécial les sommes nécessaires pour couvrir le coût des travaux effectués en raison du présent article par la Couronne ou un agent de celle-ci.

Prélèvements sur le compte

No liability

(4) Despite subsections 7 (1) and 8 (1) and sections 17, 18, 43 and 44 of the *Environmental Protection Act*, a proponent who surrenders mining lands under this section is not liable under those provisions.

27. Section 150 of the Act is repealed and the following substituted:

Surrender of lease

150. (1) If a proponent was, for at least 10 years, the holder of an unpatented mining claim on which a mine hazard was created by others prior to the proponent's staking of the claim, and that claim was converted to a mining lease before June 3, 1991, the proponent may, upon application to the Director within 12 months after the coming into force of this section and upon payment of the required fee,

- (a) surrender the lease to the Crown if the proponent has not created a mine hazard on the site, or materially disturbed or affected a mine hazard created by others, that has not been rehabilitated to the prescribed standard; or
- (b) retain an interest in the lands or part of the lands in the form of unpatented mining claims.

No liability

(2) The proponent who acts in accordance with subsection (1) is not liable for anything that arises after the date of the surrender or retention as unpatented mining claims as a result of the existence of a mine hazard created by others before the proponent staked the lands on which the proponent previously held the lease.

28. Sections 151, 152 and 153 of the Act are repealed and the following substituted:

COST OF WORK COMPLETED

Where cost debt due to Crown

151. (1) If the Crown or an agent of the Crown carries out rehabilitation measures under subsection 147 (2) or does any work under subsection 148 (5), the resulting cost to the Crown is a debt due to the Crown by the proponent that,

- (a) forms a lien and a charge on the site in favour of the Crown, realizable by action for sale of any part or all of the land or lands subject to it, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property situate in, on, over or under the land or lands; and

(4) Malgré les paragraphes 7 (1) et 8 (1) et les articles 17, 18, 43 et 44 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, le promoteur qui rétrocède des terrains miniers aux termes du présent article n'est pas responsable aux termes de ces dispositions.

Aucune responsabilité

27. L'article 150 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

150. (1) Si un promoteur a, pendant au moins 10 ans, été le titulaire d'un claim non concédé par lettres patentes sur lequel un risque minier a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim par le promoteur et que le claim a été converti en bail minier avant le 3 juin 1991, le promoteur peut, sur demande présentée au directeur dans les 12 mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article et sur paiement des droits prescrits :

Rétrocession du bail

- a) soit rétrocéder le bail à la Couronne, si le promoteur n'a pas créé de risque minier sur le lieu, ou qu'il n'a pas perturbé ou touché de façon importante un risque minier créé par d'autres, qui n'a pas été réhabilité conformément à la norme prescrite;
- b) soit conserver un intérêt sur les terrains ou une partie de ceux-ci sous forme de claims non concédés par lettres patentes.

(2) Le promoteur qui agit conformément au paragraphe (1) n'est pas responsable de ce qui survient après la date de la rétrocession ou de la conservation sous forme de claims non concédés par lettres patentes, en raison de l'existence d'un risque minier créé par d'autres avant qu'il ne jalonne les terrains dont il était précédemment preneur à bail.

Aucune responsabilité

28. Les articles 151, 152 et 153 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

COÛT DES TRAVAUX

151. (1) Si la Couronne ou l'un de ses agents prend des mesures de réhabilitation en vertu du paragraphe 147 (2) ou entreprend des travaux en vertu du paragraphe 148 (5), les dépenses engagées à cette fin par la Couronne sont une dette du promoteur envers la Couronne et :

Dette payable à la Couronne

- a) constituent un privilège et une charge grevant le lieu en faveur de la Couronne, réalisable au moyen d'une action pour la mise en vente d'une partie ou de la totalité du ou des terrains qui y sont assujettis, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui sont situés sur ou sous le ou les terrains;

(b) is recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

b) peuvent être recouvrées par la Couronne auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

Same

(2) The cost to the Crown of carrying out the rehabilitation measures under clause 153.2 (4) (b) is a debt due to the Crown by the proponent recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

(2) Les dépenses engagées par la Couronne pour prendre les mesures de réhabilitation prévues à l'alinéa 153.2 (4) b) constituent une dette du promoteur envers la Couronne qui peut être recouvrée par celle-ci auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

Idem

Same

(3) If the Crown or an agent of the Crown carries out rehabilitation measures under subsection 145 (5) and the financial assurance held by the Crown is insufficient to cover the total cost incurred by the Crown in completing the rehabilitation measures, the extra cost not covered by the financial assurance is a debt due to the Crown by the proponent that,

(3) Si la Couronne ou l'un de ses agents prend des mesures de réhabilitation en vertu du paragraphe 145 (5) et que la garantie financière détenue par la Couronne est insuffisante pour couvrir les dépenses totales engagées par elle dans l'application des mesures, les dépenses supplémentaires non couvertes par la garantie financière sont une dette du promoteur envers la Couronne et :

Idem

(a) forms a lien and a charge on the site in favour of the Crown realizable by action for sale of any part or all of the land or lands comprising the site subject to the lien, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property situate in, on, over or under the land or lands; and

a) constituent un privilège et une charge grevant le lieu en faveur de la Couronne, réalisable au moyen d'une action pour la mise en vente d'une partie ou de la totalité du ou des terrains qui sont assujettis au privilège, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui sont situés sur ou sous le ou les terrains;

(b) is recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

b) peuvent être recouvrées par la Couronne auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

Registration as charge

(4) Notice of the debt described in subsections (1) and (3) may be registered as a charge, in the prescribed form, in the proper land registry office and no transfer of or other dealing with the site shall take place until the debt is paid and the notice is cancelled.

(4) L'avis de la dette décrite aux paragraphes (1) et (3) peut être enregistré comme une charge, selon la formule prescrite, au bureau d'enregistrement immobilier compétent. Nulle cession du lieu ni autre démarche visant celui-ci ne doit se produire avant que la dette n'ait été réglée et l'avis annulé.

Enregistrement à titre de charge

Cessation of charge

(5) The Director may have a cessation of charge in the prescribed form registered in the proper land registry office on such terms as he or she considers acceptable, including payment, and on such a cessation of charge being registered, the lien and charge in subsections (1) and (3) is void and of no effect.

(5) Le directeur peut faire enregistrer une mainlevée de charge, selon la formule prescrite, au bureau d'enregistrement immobilier compétent aux conditions qu'il juge acceptables, y compris le règlement de la dette, et sur enregistrement de cette mainlevée, le privilège et la charge visés aux paragraphes (1) et (3) sont nuls et sans effet.

Mainlevée de charge

HEARINGS AND APPEALS

AUDIENCES ET APPELS

Appeal to Commissioner

152. (1) A proponent may appeal to the Commissioner,

(a) an order requiring the filing of a certified closure plan under subsection 147 (1);

152. (1) Le promoteur peut interjeter appel au commissaire :

a) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 147 (1) exigeant le dépôt d'un plan de fermeture certifié;

Appel devant le commissaire

	<p>(b) an order requiring changes to a certified closure plan or to amendments to a certified closure plan under subsection 143 (3); or</p> <p>(c) an order for the performance of rehabilitation measures under subsection 145 (2).</p>	<p>b) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 143 (3) exigeant que des changements soient apportés à un plan de fermeture certifié ou à des modifications à un plan de fermeture certifié;</p> <p>c) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 145 (2) pour la prise de mesures de réhabilitation.</p>	
Notice	<p>(2) The proponent may appeal an order under subsection (1) if, within 30 days after receiving the Director's order, the proponent serves the Director with the prescribed notice requiring a hearing before the Commissioner.</p>	<p>(2) Le promoteur peut interjeter appel d'une ordonnance visée au paragraphe (1) si, dans les 30 jours de la réception de l'ordonnance du directeur, il signifie à ce dernier l'avis prescrit demandant la tenue d'une audience devant le commissaire.</p>	Avis
Hearing	<p>(3) The Director shall refer the matter to the Commissioner for a hearing within 30 days after being served.</p>	<p>(3) Dans les 30 jours de la signification, le directeur saisit le commissaire de l'affaire aux fins d'une audience.</p>	Audience
Automatic stay unless removed	<p>(4) Upon service on the Director of the notice under subsection (2), the Director's order is stayed until the Commissioner disposes of the appeal unless the Director applies, upon notice, for a removal of the stay.</p>	<p>(4) Sur signification au directeur de l'avis prévu au paragraphe (2), l'ordonnance du directeur est suspendue jusqu'à ce que le commissaire statue sur l'appel, à moins que le directeur ne demande, avec préavis, que la suspension soit annulée.</p>	Suspension automatique
Grounds for removal of stay	<p>(5) The Commissioner may remove the stay if the matter being appealed relates to changes to a closure plan or to amendments to a closure plan, or to the performance of rehabilitation measures.</p>	<p>(5) Le commissaire peut annuler la suspension si l'affaire en appel concerne des changements à un plan de fermeture ou à des modifications à un plan de fermeture, ou à la prise de mesures de réhabilitation.</p>	Motifs d'annulation de la suspension
Refusal by Commissioner	<p>(6) Despite subsection (4), the Commissioner shall refuse to hear an appeal of an order for changes to a closure plan or to amendments to a closure plan that require an increased amount of financial assurance unless the proponent has provided the Director, along with the notice of appeal, with the increased amount of financial assurance required, which amount shall be held by the Crown pending the outcome of the appeal.</p>	<p>(6) Malgré le paragraphe (4), le commissaire refuse d'entendre l'appel d'une ordonnance visant des changements à un plan de fermeture ou à des modifications à un plan de fermeture qui exigent une augmentation du montant de la garantie financière, à moins que le promoteur n'ait fourni au directeur, outre l'avis d'appel, le montant supplémentaire de la garantie financière exigé, que la Couronne détient jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.</p>	Refus du commissaire
Waiver	<p>(7) The Commissioner upon application with notice by the proponent may waive the requirement under subsection (6) if the Commissioner considers it just to do so.</p>	<p>(7) Sur demande présentée avec préavis par le promoteur, le commissaire peut renoncer à l'exigence prévue au paragraphe (6) s'il estime juste de le faire.</p>	Renonciation
Power of Commissioner on appeal	<p>(8) Upon hearing the proponent's appeal, the Commissioner may confirm, alter or revoke the Director's order that is the subject-matter of the hearing.</p>	<p>(8) À l'issue de l'audience de l'appel du promoteur, le commissaire peut confirmer, modifier ou révoquer l'ordonnance du directeur faisant l'objet de l'audience.</p>	Pouvoir du commissaire en matière d'appel
Procedure	<p>(9) Sections 114, 115, 116 and 118 to 131 of this Act apply to appeals under this section with necessary modifications.</p>	<p>(9) Les articles 114, 115, 116 et 118 à 131 de la présente loi s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux appels prévus au présent article.</p>	Procédure
Appeal to Divisional Court	<p>(10) An appeal lies to the Divisional Court on a question of law from any decision of the Commissioner under subsection (8) in accordance with the rules of court.</p>	<p>(10) Il peut être interjeté appel à la Cour divisionnaire, sur une question de droit, de toute décision du commissaire visée au paragraphe (8), conformément aux règles de pratique de la Cour.</p>	Appel à la Cour divisionnaire
Appeal to Minister	<p>(11) A party to a hearing before the Commissioner may, within 30 days after receipt of</p>	<p>(11) Une partie à l'audience tenue devant le commissaire peut, dans les 30 jours de la ré-</p>	Appel au ministre

the Commissioner's decision or within 30 days after final disposition of an appeal, if any, under subsection (10), appeal in writing to the Minister on any matter other than a question of law, and the Minister shall confirm, alter or revoke the decision of the Commissioner as to the matter in appeal as the Minister considers to be in the public interest.

Parties

(12) The person requiring the hearing, the Director and any other person specified by the Commissioner are parties to the hearing.

MISCELLANEOUS

Mineral development officers

153. (1) The Minister may appoint as mineral development officers such employees of the Ministry as the Minister considers necessary to co-ordinate and expedite communication between the mining industry, the public and affected ministries and agencies of the Government of Ontario.

Directors

(2) The Minister may appoint one or more officers or employees of the Ministry as Directors of Mine Rehabilitation.

Immunity

153.1 Despite subsection 4 (4), no action or other proceeding shall be brought against the Crown, the Minister or an employee or agent of the Crown for any act or omission arising out of or in relation to the filing, approval, review or acceptance of a closure plan or amendments to a closure plan under this Part or its predecessor.

Director's powers regarding transfers, etc.

153.2 (1) If a proponent is subject to a court order or an order of the Director, the Commissioner or the Minister under this Part, the Director may,

- (a) register the order against the land or lands comprising the site in the proper land registry office prohibiting any person with an interest in the land from dealing with it without the Director's consent; and
- (b) may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an injunction preventing the sale of the land or lands comprising the site, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property on the site.

Transfer of lease, licence

(2) If the proponent who is subject to an order referred to in subsection (1) is a lessee or the holder of a licence of occupation, the Director may recommend that the Minister not consent to the transfer of the lease or licence.

ception de la décision de celui-ci ou dans les 30 jours de la date où il est statué définitivement sur un appel, le cas échéant, en vertu du paragraphe (10), interjeter appel par écrit au ministre de toute question, exception faite d'une question de droit. Le ministre confirme, modifie ou révoque la décision du commissaire faisant l'objet de l'appel, selon ce qu'il croit être dans l'intérêt public.

Parties

(12) Sont parties à l'audience la personne qui demande l'audience, le directeur et les autres personnes que le commissaire précise.

DISPOSITIONS DIVERSES

Agents de mise en valeur des minéraux

153. (1) Le ministre peut nommer agents de mise en valeur des minéraux les employés du ministère qu'il estime nécessaires pour coordonner et faciliter les communications entre l'industrie minière, le public et les ministères et organismes concernés du gouvernement de l'Ontario.

Directeurs

(2) Le ministre peut nommer un ou plusieurs fonctionnaires ou employés du ministère à titre de directeurs de la réhabilitation minière.

Immunité

153.1 Malgré le paragraphe 4 (4), sont irrecevables les actions ou autres instances intentées contre la Couronne, le ministre ou un employé ou agent de la Couronne du fait d'un acte ou d'une omission résultant du dépôt, de l'approbation, de l'examen ou de l'acceptation d'un plan de fermeture ou de modifications à un plan de fermeture en vertu de la présente partie ou d'une partie qu'elle remplace, ou y ayant trait.

Pouvoirs du directeur concernant les cessions

153.2 (1) Si un promoteur est visé par une ordonnance du tribunal, du directeur ou du commissaire ou par un arrêté du ministre visés à la présente partie, le directeur peut :

- a) enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent l'ordonnance rendue ou l'arrêté pris à l'égard du ou des terrains où se situe le lieu, interdisant à quiconque détient un intérêt dans le ou les terrains de faire quelque démarche que ce soit les concernant sans le consentement du directeur;
- b) par voie de requête, demander à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une injonction pour empêcher la vente du ou des terrains où se situe le lieu, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui s'y trouvent.

Cession d'un bail, d'un permis

(2) Si le promoteur qui est visé par une ordonnance ou un arrêté visés au paragraphe (1) est un preneur à bail ou le titulaire d'un permis d'occupation, le directeur peut recom-

No
abandonment
of mining
claim

(3) Despite section 70, if the proponent is the holder of a mining claim on which a mine hazard has been created by the proponent or a mine hazard created by others prior to the proponent's staking has been materially disturbed or affected by the proponent after the staking, and the Director has reasonable grounds for believing that the proponent has failed to rehabilitate such a mine hazard in accordance with a closure plan or, where no closure plan has been filed, with the prescribed standards for rehabilitation, the Director may order the proponent to comply with the closure plan or to rehabilitate such a mine hazard in accordance with the prescribed standards, as applicable, and the proponent shall not abandon the mining claim.

Realization
of security

(4) If a proponent fails to comply with an order referred to in subsection (3), the Director may,

- (a) realize on the financial assurance under section 145 if the proponent is subject to a closure plan;
- (b) have the Crown or an agent of the Crown carry out rehabilitation measures in accordance with the prescribed standards if the proponent is not subject to a closure plan.

Continuing
offence

(5) Failure to comply with an order of the Director, Commissioner or Minister constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.

No
assignment
of closure
plan

(6) A closure plan filed under this Part is binding on the heirs, assigns and successors of the proponent who filed it and may not be assigned without the Director's consent.

Liability of
lessee, patentee
concerning
mine
hazards

153.3 (1) A lessee or patentee of mining rights is, unless a contrary intention is shown, liable in respect of the rehabilitation under this Part of all mine hazards on, in or under the lands, regardless of when and by whom the mine hazards were created.

When lease
expires

(2) This Part continues to apply with respect to a proponent who is a lessee until the earlier of,

- (a) the day that is two years after the expiry of the lease; and

mander au ministre de refuser son consentement à la cession du bail ou du permis.

(3) Malgré l'article 70, si le promoteur est le titulaire d'un claim sur lequel un risque minier a été créé par le promoteur ou sur lequel un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement par le promoteur a été perturbé ou touché de façon importante par le promoteur après le jalonnement, et que le directeur a des motifs raisonnables de croire que le promoteur n'a pas réhabilité le risque minier conformément à un plan de fermeture ou, lorsqu'aucun plan de fermeture n'a été déposé, conformément aux normes prescrites en matière de réhabilitation, le directeur peut ordonner au promoteur de se conformer au plan de fermeture ou de réhabiliter le risque minier conformément aux normes prescrites, selon le cas, auquel cas le promoteur ne doit abandonner le claim.

(4) Si le promoteur ne se conforme pas à l'ordonnance visée au paragraphe (3), le directeur peut :

- a) réaliser la garantie financière visée à l'article 145, si le promoteur est visé par un plan de fermeture;
- b) demander à la Couronne ou à l'un de ses agents de prendre des mesures de réhabilitation conformément aux normes prescrites, si le promoteur n'est pas visé par un plan de fermeture.

(5) Quiconque ne se conforme pas à une ordonnance du directeur ou du commissaire ou à un arrêté du ministre commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.

(6) Le plan de fermeture déposé en vertu de la présente partie lie les héritiers, ayants droits et successeurs du promoteur qui l'a déposé et ne peut pas être cédé sans le consentement du directeur.

153.3 (1) Le preneur à bail ou le titulaire de lettres patentes à l'égard de droits miniers est responsable, à moins qu'une intention contraire soit indiquée, à l'égard de la réhabilitation visée à la présente partie de tous les risques miniers se trouvant dans ou sur les terrains donnés à bail, ou encore sous ceux-ci, quel que soit le moment où ces risques ont été créés et quelle que soit la personne qui les a créés.

(2) La présente partie continue de s'appliquer à l'égard du promoteur qui est un preneur à bail jusqu'au premier en date des jours suivants :

- a) le jour du deuxième anniversaire de l'expiration du bail;

Abandon
interdit

Réalisation
de la garantie

Infraction
continue

Cession du
plan de
fermeture
interdite

Responsabi-
lité du pre-
neur à bail,
titulaire de
lettres pa-
tentes à
l'égard des
risques
miniers

Expiration
du bail

- (b) the date of re-opening or other disposition of the land under this Act.

Method of
service

153.4 (1) If, under this Part, a notice must be given or an order served, they are sufficiently given or served if they are,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail;
- (c) sent by courier;
- (d) sent by facsimile transmission if the original is sent within 15 days of the date on which the facsimile transmission was sent; or
- (e) given or served in the prescribed manner.

Deemed
service

(2) Delivery or service by registered mail or courier shall be deemed to be made on the fifth day after the day of mailing unless the intended recipient establishes that, acting in good faith, they did not receive the notice or order until a later date for reasons beyond their control.

Where
delivery or
service made
by Ministry

(3) A notice to be given or an order to be served by the Ministry shall be addressed to the intended recipient at the recipient's last address for service on the Ministry's records except if facsimile transmission is chosen, in which case the notice or order must be successfully sent to the recipient's last known facsimile telephone number on the Ministry's records.

29. (1) Clause 164 (1) (c) of the Act is amended by striking out at the beginning "wilfully".

(2) Clause 164 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) pulls down, injures or defaces any rules or notices posted up by the owner or manager of a mine or plant.

(3) Clause 164 (1) (e) of the Act is amended by striking out at the beginning "wilfully".

(4) Clause 164 (1) (f) of the Act is amended by striking out "or agent" in the first line.

(5) Clauses 164 (1) (h), (i) and (j) of the Act are amended by striking out at the beginning in each case "wilfully".

30. (1) Subsection 167 (2) of the Act is amended by inserting after "Director's" in

- b) le jour de réouverture ou de toute autre utilisation du terrain que prévoit la présente loi.

153.4 (1) Si la présente partie prévoit la remise d'un avis ou la signification d'une ordonnance ou d'un arrêté, la remise ou la signification peut valablement se faire :

- a) de personne à personne;
- b) par courrier recommandé;
- c) par messagerie;
- d) par télécopieur, à condition que l'original suive dans les 15 jours de la date de la transmission de la télécopie;
- e) par quelque autre moyen prescrit.

Mode de
signification

(2) S'ils sont remis ou signifiés par courrier recommandé ou par messagerie, l'avis est réputé remis et l'ordonnance ou l'arrêté sont réputés signifiés le cinquième jour qui suit la date de sa mise à la poste ou de son expédition par messagerie, à moins que le destinataire de l'avis, de l'ordonnance ou de l'arrêté ne démontre que, agissant en toute bonne foi, il ne l'a reçu qu'à une date ultérieure pour des motifs indépendants de sa volonté.

Signification
réputée

(3) Les avis et les ordonnances ou arrêtés devant être remis ou signifiés par le ministère sont envoyés au dernier domicile élu du destinataire qui figure dans les dossiers du ministère. Si la remise ou la signification se fait par télécopieur, l'avis, l'ordonnance ou l'arrêté doivent être transmis avec succès au dernier numéro de télécopieur connu du destinataire qui figure dans les dossiers du ministère.

Remise ou
signification
par le
ministère

29. (1) L'alinéa 164 (1) c) de la Loi est modifié par suppression, au début de l'alinéa, de «sciemment,».

(2) L'alinéa 164 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) abat, détériore ou mutile toute consigne ou tout avis affichés par le propriétaire ou l'exploitant d'une mine ou d'une usine.

(3) L'alinéa 164 (1) e) de la Loi est modifié par suppression, au début de l'alinéa, de «sciemment,».

(4) L'alinéa 164 (1) f) de la Loi est modifié par suppression, aux première et deuxième lignes, de «ou de représentant».

(5) Les alinéas 164 (1) h), i) et j) de la Loi sont modifiés par suppression, au début de chaque alinéa, de «sciemment,».

30. (1) Le paragraphe 167 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «rendue» à la

the second line “Commissioner’s or Minister’s”.

(2) Subsection 167 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, is repealed and the following substituted:

(3) The Director may apply at any time to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order prohibiting advanced exploration, mining or mine production on a site if any person fails to,

- (a) comply with section 140 or 141 before commencing or recommencing a project;
- (b) comply with a filed closure plan as required under subsection 143 (1); or
- (c) submit a material change notice required under subsection 144 (2).

(3) Subsection 167 (4) of the Act is amended by striking out “an accepted closure plan” in the third and fourth lines and substituting “a filed closure plan”.

31. Section 169 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) No proceeding for an offence under Part VII or under any regulation made under that Part shall be commenced later than two years after the later of,

- (a) the day on which the offence was committed; and
- (b) the day on which evidence of the offence first came to the attention of the Director or a rehabilitation inspector designated under section 146.

32. (1) Paragraph 11 of subsection 176 (1) of the Act is amended by striking out “staking” in the third line and substituting “recording”.

(2) Paragraph 1 of subsection 176 (2) of the Act is amended by inserting after “content” in the second line “including their certification and reporting requirements”.

(3) Paragraph 6, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, and paragraph 7 of subsection 176 (2) of the Act are repealed and the following substituted:

- 6. prescribing the form of a report under subsection 139.1 (2);

deuxième ligne, de «ou du commissaire rendue ou d’un arrêté du ministre pris».

(2) Le paragraphe 167 (3) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le directeur peut demander, en tout temps, par voie de requête, à un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale) de rendre une ordonnance interdisant l’exploration avancée, l’exploitation minière ou la production minière sur un lieu lorsqu’une personne, selon le cas :

- a) ne se conforme pas à l’article 140 ou 141 avant d’entreprendre ou de reprendre un projet;
- b) ne se conforme pas à un plan de fermeture déposé comme l’exige le paragraphe 143 (1);
- c) ne soumet pas l’avis de changement important exigé aux termes du paragraphe 144 (2).

(3) Le paragraphe 167 (4) de la Loi est modifié par substitution à, «un plan de fermeture approuvé» à la quatrième ligne, de «un plan de fermeture déposé».

31. L’article 169 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Les instances relatives à une infraction prévue à la partie VII ou dans un règlement pris en application de cette partie se prescrivent par deux ans à compter du dernier en date des jours suivants :

- a) le jour où l’infraction a été commise;
- b) le jour où la preuve de l’infraction a été pour la première fois portée à l’attention du directeur ou d’un inspecteur de la réhabilitation désigné aux termes de l’article 146.

32. (1) La disposition 11 du paragraphe 176 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «le jalonnement» à la cinquième ligne, de «l’enregistrement».

(2) La disposition 1 du paragraphe 176 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «contenu,» à la troisième ligne, de «y compris leur certification et leurs exigences en matière de rapports,».

(3) La disposition 6, telle qu’elle est adoptée de nouveau par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, et la disposition 7 du paragraphe 176 (2) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

- 6. prescrire la formule du rapport prévu au paragraphe 139.1 (2);

Application
for
restraining
order

Demande
d’ordon-
nance de ne
pas faire

Limitation

Prescription

7. prescribing corporate financial tests for the purposes of section 145;

7.1 prescribing the manner in which the Director may require other forms of financial assurance under subsection 145 (6).

(4) Paragraph 9 of subsection 176 (2) of the Act is repealed.

(5) Paragraph 10 of subsection 176 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

10. prescribing material and quantities of material extracted, and other types of work that are to be classified as advanced exploration work.

(6) Subsection 176 (3) of the Act is amended by inserting after “issue” in the fourth line “unpatented mining claims, or”.

33. Subsections 181 (4) and (5) of the Act are amended by striking out in each case “subsection (1)” in the second line and substituting “subsection (2)”.

34. Subsection 183 of the Act is amended,

- (a) by striking out “licensee” in the first line of subsection (1) and substituting “holder”;
- (b) by striking out “licensee” in the first line and in the fifth line of subsection (2) and substituting in each case “holder”;
- (c) by striking out “licensee” in the second line of subsection (3) and substituting “holder”; and
- (d) by striking out “licensee” in the twelfth line of subsection (4) and substituting “holder”.

35. Subsection 184 (2) of the Act is amended by adding after “mining rights” in the first line “except unpatented mining claims”.

36. Subsection 185 (1) of the Act is amended by striking out “The Lieutenant Governor in Council, upon the recommendation of the Minister” at the beginning and substituting “The Minister”.

37. Section 207 of the Act is amended by striking out “the 3rd day of June, 1996” wherever it occurs and substituting “December 31, 1996.”

7. prescrire des tests de solvabilité pour l'application de l'article 145;

7.1 prescrire les modalités selon lesquelles le directeur peut exiger d'autres formes de garantie financière en vertu du paragraphe 145 (6).

(4) La disposition 9 du paragraphe 176 (2) de la Loi est abrogée.

(5) La disposition 10 du paragraphe 176 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

10. prescrire des matières et des quantités de matières extraites, et les autres genres de travaux qui doivent être classés comme travaux d'exploration avancée.

(6) Le paragraphe 176 (3) de la Loi est modifié par insertion, après «délivrer», à la quatrième ligne, de «des claims non concédés par lettres patentes, ou».

33. Le paragraphe 181 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «en vertu du paragraphe (1)» aux deuxième et troisième lignes, de «en vertu du paragraphe (2)» et le paragraphe 181 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «prévue au paragraphe (1)» à la deuxième ligne, de «prévue au paragraphe (2)».

34. L'article 183 de la Loi est modifié :

- a) par substitution, à «titulaire de permis», à la deuxième ligne du paragraphe (1), de «titulaire»;
- b) par substitution, à «titulaire de permis», à la deuxième et à la septième ligne du paragraphe (2), de «titulaire»;
- c) par substitution, à «titulaire de permis», à la troisième ligne du paragraphe (3), de «titulaire»;
- d) par substitution, à «titulaire de permis», à la dixième ligne du paragraphe (4), de «titulaire».

35. Le paragraphe 184 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «droits miniers», aux première et deuxième lignes, de «, à l'exception des claims non concédés par lettres patentes,».

36. Le paragraphe 185 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre,», aux première et deuxième lignes, de «Le ministre».

37. L'article 207 de la Loi est modifié par substitution, à «3 juin 1996», partout où figure cette expression, de «31 décembre 1996».

Transition,
existing
projects

38. (1) A closure plan accepted by the Director before October 6, 1995 under Part VII of the Act as it read immediately before that day shall be deemed to have been filed under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

38. (1) Un plan de fermeture qui a été accepté par le directeur avant le 6 octobre 1995 en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle existait immédiatement avant ce jour, est réputé avoir été déposé en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe.

Dispositions
transitoires,
projets
existants

Same

(2) If, before the day this section comes into force, a proponent submitted a proposed closure plan to the Director under Part VII of the Act as it read immediately before that day and if, before the later of April 1, 1996 and the day this section comes into force,

(2) Si le promoteur a, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, soumis une proposition de plan de fermeture au directeur en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle existait immédiatement avant ce jour, et que, avant le 1^{er} avril 1996 ou le jour de l'entrée en vigueur du présent article, si cette deuxième date est postérieure à l'autre :

Idem

- (a) the proponent's proposal with respect to the form and amount of the financial assurance to be provided under the closure plan has been accepted by the Director, the proposed closure plan shall be deemed to have been filed under Part VII of the Act, as amended by this Schedule;
- (b) the proponent's proposal with respect to the form and amount of the financial assurance to be provided under the closure plan has not been accepted by the Director, the proponent shall file a certified closure plan under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

- a) la proposition du promoteur à l'égard de la forme et du montant de la garantie financière devant être fournie en vertu du plan de fermeture a été acceptée par le directeur, la proposition de plan de fermeture est réputée avoir été déposée en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe;
- b) la proposition du promoteur à l'égard de la forme et du montant de la garantie financière devant être fournie en vertu du plan de fermeture n'a pas été acceptée par le directeur, le promoteur dépose un plan de fermeture certifié en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe.

Same

(3) If, before the day this section comes into force, a proponent has been notified of the date by which the proponent must submit a proposed closure plan under subsection 147 (3) of the Act as it read immediately before the day this section comes into force, the proponent shall, on or before the date for submission indicated in the notice, file a certified closure plan with the Director under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

(3) Si le promoteur, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, a été avisé de la date à laquelle il doit soumettre une proposition de plan de fermeture en vertu du paragraphe 147 (3) de la Loi, tel qu'il existait immédiatement avant ce jour, il dépose auprès du directeur, au plus tard à la date indiquée dans l'avis, un plan de fermeture certifié en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe.

Idem

Commence-
ment

39. (1) This Schedule, except sections 26, 28, 30 and 31, subsections 32 (2), (3), (4) and (5) and section 38, comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

39. (1) La présente annexe, à l'exception des articles 26, 28, 30 et 31, des paragraphes 32 (2), (3), (4) et (5) et de l'article 38, entre en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Same

(2) Sections 26, 28, 30 and 31, subsections 32 (2), (3), (4) and (5) and section 38 of this Schedule come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Les articles 26, 28, 30 et 31, les paragraphes 32 (2), (3), (4) et (5) et l'article 38 de la présente annexe entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

SCHEDULE P
AMENDMENT TO THE MINISTRY
OF CORRECTIONAL SERVICES
ACT

1. Subsection 33 (2) of the *Ministry of Correctional Services Act* is repealed and the following substituted:

Quorum

(2) Two members of the Board constitute a quorum, but if the Board fails to reach a decision on any matter, question or thing that was examined or heard by only two members, the Board shall re-examine or rehear the matter, question or thing.

Commence-
ment

2. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent.

ANNEXE P
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
MINISTÈRE DES SERVICES
CORRECTIONNELS

1. Le paragraphe 33 (2) de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Quorum

(2) Deux membres de la Commission constituent le quorum. Toutefois, si elle ne parvient pas à une décision sur une affaire, une question ou un objet qui a été examiné ou entendu par deux membres seulement, la Commission examine ou entend de nouveau l'affaire, la question ou l'objet.

Entrée en
vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE Q AMENDMENTS TO VARIOUS STATUTES WITH REGARD TO INTEREST ARBITRATION

FIRE DEPARTMENTS ACT

1. Section 6 of the *Fire Departments Act* is amended by adding the following subsections:

Criteria

(5.1) In making a decision or award, the board of arbitration shall consider the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, if the current funding levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the broader public sector, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's need for qualified employees.

Broader
public sector

(5.2) For the purpose of paragraph 4 of subsection (5.1), "broader public sector" means the public sector as defined in the *Pay Equity Act*, other than the Ontario Public Service.

Transition

(5.3) Subsection (5.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act*, 1995 receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun;
or
- (b) the board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

HOSPITAL LABOUR DISPUTES ARBITRATION ACT

2. Section 9 of the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended by adding the following subsections:

Criteria

(1.1) In making a decision or award, the board of arbitration shall consider the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.

ANNEXE Q MODIFICATION DE DIVERSES LOIS EN CE QUI A TRAIT À L'ARBITRAGE DE DIFFÉRENDS

LOI SUR LES SERVICES DES POMPIERS

1. L'article 6 de la *Loi sur les services des pompiers* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Critères

(5.1) Pour rendre une décision ou une sentence, le conseil d'arbitrage prend en considération les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits si les niveaux de financement actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables du secteur parapublic, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. Le besoin d'employés qualifiés qu'a l'employeur.

Secteur
parapublic

(5.2) Pour l'application de la disposition 4 du paragraphe (5.1), le terme «secteur parapublic» s'entend du secteur public au sens de la *Loi sur l'équité salariale*, à l'exception de la fonction publique de l'Ontario.

Disposition
transitoire

(5.3) Le paragraphe (5.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le conseil d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

LOI SUR L'ARBITRAGE DES CONFLITS DE TRAVAIL DANS LES HÔPITAUX

2. L'article 9 de la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Critères

(1.1) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.

2. The extent to which services may have to be reduced, if the current funding levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality where the hospital is located.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the broader public sector, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's need for qualified employees.

Broader
public sector

(1.2) For the purpose of paragraph 4 of subsection (1.1), "broader public sector" means the public sector as defined in the *Pay Equity Act*, other than the Ontario Public Service.

Transition

(1.3) Subsection (1.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

POLICE SERVICES ACT

3. Subsection 122 (5) of the *Police Services Act* is repealed and the following substituted:

Criteria

(5) In making a decision or award, the arbitration board shall consider the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, if the current funding levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the broader public sector, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's need for qualified employees.
6. The interest and welfare of the community served by the police force.
7. Any local factors affecting that community.

2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits si les niveaux de financement actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité où est situé l'hôpital.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables du secteur parapublic, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. Le besoin d'employés qualifiés qu'a l'employeur.

(1.2) Pour l'application de la disposition 4 du paragraphe (1.1), le terme «secteur parapublic» s'entend du secteur public au sens de la *Loi sur l'équité salariale*, à l'exception de la fonction publique de l'Ontario.

Secteur
parapublic

(1.3) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition
transitoire

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le conseil d'arbitrage a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

LOI SUR LES SERVICES POLICIERS

3. Le paragraphe 122 (5) de la *Loi sur les services policiers* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération les critères suivants :

Critères

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits si les niveaux de financement actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables du secteur parapublic, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. Le besoin d'employés qualifiés qu'a l'employeur.
6. L'intérêt et le bien-être de la collectivité que dessert le corps de police.
7. Les facteurs locaux qui influent sur la collectivité.

Broader
public sector

(5.1) For the purpose of paragraph 4 of subsection (5), “broader public sector” means the public sector as defined in the *Pay Equity Act*, other than the Ontario Public Service.

(5.1) Pour l'application de la disposition 4 du paragraphe (5), le terme «secteur parapublic» s'entend du secteur public au sens de la *Loi sur l'équité salariale*, à l'exception de la fonction publique de l'Ontario.

Secteur
parapublic

Transition

(5.2) Subsection (5) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent,

(5.2) Le paragraphe (5) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition
transitoire

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the arbitration board has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le conseil d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

PUBLIC SERVICE ACT

LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

4. Section 27 of the *Public Service Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 144, is further amended by adding the following subsections:

4. L'article 27 de la *Loi sur la fonction publique*, tel qu'il est modifié par l'article 144 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Criteria

(3.2) If the matter referred to the Arbitration Committee concerns the amendment or renewal of an agreement or anything that may be the subject of bargaining under section 26, the Committee shall, in making its decision, consider the following criteria:

(3.2) Si la question renvoyée au comité d'arbitrage porte sur la modification ou le renouvellement d'une convention ou sur toute question qui peut faire l'objet de négociations aux termes de l'article 26, le comité prend en considération, pour rendre sa décision, les critères suivants :

Critères

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, if the current funding levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public sector as defined in the *Pay Equity Act*, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's need for qualified employees.

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits si les niveaux de financement actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables du secteur public au sens de la *Loi sur l'équité salariale*, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. Le besoin d'employés qualifiés qu'a l'employeur.

Transition

(3.3) Subsection (3.2) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent,

(3.3) Le paragraphe (3.2) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition
transitoire

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the Arbitration Committee has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le comité d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

SCHOOL BOARDS AND TEACHERS COLLECTIVE NEGOTIATIONS ACT

5. (1) Section 35 of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* is amended by adding the following subsections:

Criteria

(1.1) In making a decision or award, the arbitrator or board of arbitration shall consider the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, if the current funding levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality or municipalities served by the board.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the broader public sector, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's need for qualified employees.

Broader public sector

(1.2) For the purpose of paragraph 4 of subsection (1.1), "broader public sector" means the public sector as defined in the *Pay Equity Act*, other than the Ontario Public Service.

Transition

(1.3) Subsection (1.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1995* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the arbitrator or board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

(2) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:

Criteria

(2) In making a decision, the selector shall consider the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, if the current funding levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality or municipalities served by the board.

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ENTRE CONSEILS SCOLAIRES ET ENSEIGNANTS

5. (1) L'article 35 de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Critères

(1.1) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, l'arbitre ou le conseil d'arbitrage prend en considération les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits si les niveaux de financement actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la ou les municipalités que dessert le conseil.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables du secteur parapublic, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. Le besoin d'employés qualifiés qu'a l'employeur.

Secteur parapublic

(1.2) Pour l'application de la disposition 4 du paragraphe (1.1), le terme «secteur parapublic» s'entend du secteur public au sens de la *Loi sur l'équité salariale*, à l'exception de la fonction publique de l'Ontario.

(1.3) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1995 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition transitoire

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit l'arbitre ou le conseil d'arbitrage a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

(2) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Pour rendre une décision, l'arbitre des dernières offres prend en considération les critères suivants :

Critères

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits si les niveaux de financement actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la ou les municipalités que dessert le conseil.

	<p>4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the broader public sector, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.</p> <p>5. The employer's need for qualified employees.</p>	<p>4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables du secteur parapublic, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.</p> <p>5. Le besoin d'employés qualifiés qu'a l'employeur.</p>	
Broader public sector	(3) For the purpose of paragraph 4 of subsection (2), "broader public sector" means the public sector as defined in the <i>Pay Equity Act</i> , other than the Ontario Public Service.	(3) Pour l'application de la disposition 4 du paragraphe (2), le terme «secteur parapublic» s'entend du secteur public au sens de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , à l'exception de la fonction publique de l'Ontario.	Secteur parapublic
Transition	<p>(4) Subsection (2) does not apply if, on or before the day the <i>Savings and Restructuring Act, 1995</i> receives Royal Assent,</p> <p>(a) an oral or electronic hearing has begun; or</p> <p>(b) the selector has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.</p>	<p>(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la <i>Loi de 1995 sur les économies et la restructuration</i> reçoit la sanction royale :</p> <p>a) soit une audience orale ou électronique a commencé;</p> <p>b) soit l'arbitre des dernières offres a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.</p>	Disposition transitoire
Commencement	6. This Schedule comes into force on the day the <i>Savings and Restructuring Act, 1995</i> receives Royal Assent.	6. La présente annexe entre en vigueur le jour où la <i>Loi de 1995 sur les économies et la restructuration</i> reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur



1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 26

**An Act to achieve Fiscal Savings and
to promote Economic Prosperity
through Public Sector Restructuring,
Streamlining and Efficiency and to
implement other aspects of the
Government's Economic Agenda**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading November 29, 1995
2nd Reading December 12, 1995
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the General
Government Committee and as reported to the
Legislative Assembly January 29, 1996)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 26

**Loi visant à réaliser des économies
budgétaires et à favoriser la prospérité
économique par la restructuration,
la rationalisation et l'efficiencia du
secteur public et visant à mettre en
œuvre d'autres aspects du programme
économique du gouvernement**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 29 novembre 1995
2^e lecture 12 décembre 1995
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
des affaires gouvernementales et rapporté à
l'Assemblée législative le 29 janvier 1996)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to achieve fiscal savings and promote economic prosperity through public sector restructuring, streamlining and efficiency and to implement other aspects of the government's economic agenda.

To carry out that purpose, the Bill amends a number of Acts and enacts three new Acts. For convenience, the amendments and new Acts are set out in separate schedules by subject matter. The commencement provisions for each of the schedules are set out at the end of the schedules. The matters being dealt with in each of the schedules are set out below.

SCHEDULE A PUBLIC SECTOR SALARY DISCLOSURE ACT, 1996

The purpose of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* is to assure the public disclosure of the salary and benefits paid in respect of employment in the public sector to employees who are paid a salary of \$100,000 or more in a year.

The *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* applies to employers in the broader public sector and those employers in the private sector who do not carry on their activities for profit and receive significant funding from the Government. It requires employers to make available to the public without charge an annual record of the names, positions, salaries and benefits of their employees whose salaries are at least \$100,000 a year.

The *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* authorizes the Government to hold back part or all of its funding to an employer who fails to make the annual record available to the public. If the failure continues beyond the end of the government's fiscal year, the employer ceases to be entitled to the funding withheld and it becomes part of the Consolidated Revenue Fund.

There is regulation making authority, among other things, to add or remove employers from the application of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* and to prescribe an amount of salary other than \$100,000 for the purposes of the Act.

SCHEDULE B AMENDMENTS TO THE CORPORATIONS TAX ACT

SECTIONS 1, 2, 3, 4 and 9. The amendments to sections 1, 2, 3 and 5 of the *Corporations Tax Act* and the enactment of section 74.2 implement the 1993 Ontario Budget proposal in respect of uninsured benefit arrangements, by imposing a new tax on planholders and members of benefit plans, calculated at the rate of 2 per cent of taxable contributions made to funded benefit plans, taxable benefits paid under unfunded benefit plans and net administration fees paid in respect of funded or unfunded benefit plans. The tax is collected by the administrator of the plan as agent for the Crown and remitted to the Minister as if the tax were tax payable by the administrator under Part IV of the Act. Consequential amendments are made to extend the general anti-avoidance rules and administrative provisions of the Act to the new tax and to permit the direct assessment and collection of tax from planholders and members of a benefit plan who refuse to pay tax to the administrator of the plan.

SECTION 5. The amendments to section 41 untie Ontario from the automatic application of the federal legislation implementing the 1994 federal Budget proposal to reduce or eliminate the federal small business deduction for larger private corporations. Ontario already has a surtax in section 41.1 of the Act that gradually "claws back" the amount

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de réaliser des économies budgétaires et de favoriser la prospérité économique par la restructuration, la rationalisation et l'efficacité du secteur public et de mettre en œuvre d'autres aspects du programme économique du gouvernement.

Pour réaliser cet objet, le projet de loi modifie un certain nombre de lois et édicte trois nouvelles lois. Pour des raisons pratiques, les modifications et les nouvelles lois sont énoncées par sujet dans des annexes distinctes. Les dispositions d'entrée en vigueur de chacune des annexes sont énoncées à la fin de celles-ci. Les questions dont il est traité dans chacune des annexes sont décrites ci-après.

ANNEXE A LOI DE 1996 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

La *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* a pour objet d'assurer la divulgation publique du traitement et des avantages versés à l'égard d'un emploi aux employés du secteur public qui reçoivent un traitement de 100 000 \$ ou plus par année.

La Loi s'applique aux employeurs du secteur parapublic et à ceux du secteur privé qui n'exercent pas leurs activités à des fins lucratives et qui reçoivent une aide financière importante du gouvernement. Il exige des employeurs qu'ils mettent gratuitement à la disposition du public un registre annuel des noms, postes, traitements et avantages de leurs employés dont le traitement est d'au moins 100 000 \$ par année.

La Loi autorise le gouvernement à retenir tout ou partie des versements qu'il fait à l'employeur qui ne met pas le registre annuel à la disposition du public. Si l'omission persiste au-delà de l'exercice du gouvernement, l'employeur cesse d'avoir droit aux versements retenus, qui sont alors versés au Trésor.

Des pouvoirs de prise de règlements sont prévus, notamment dans le but d'assujettir d'autres employeurs à la Loi ou de soustraire des employeurs à son application, et de prescrire un traitement autre que 100 000 \$ pour l'application de la Loi.

ANNEXE B MODIFICATION DE LA LOI SUR L'IMPOSITION DES CORPORATIONS

ARTICLES 1, 2, 3, 4 et 9. Les modifications apportées aux articles 1, 2, 3 et 5 de la *Loi sur l'imposition des corporations* et l'adoption de l'article 74.2 mettent en œuvre la proposition du budget de l'Ontario de 1993 visant les arrangements d'avantages sociaux non assurés en frappant d'un nouvel impôt les titulaires de régimes d'avantages sociaux et les participants à de tels régimes. Cet impôt est calculé au taux de 2 pour cent des cotisations imposables versées à un régime par capitalisation, des prestations imposables versées dans le cadre d'un régime sans capitalisation et des frais d'administration nets payés à l'égard de l'un ou l'autre régime. L'impôt est perçu par l'administrateur du régime à titre de mandataire de la Couronne et versé au ministre comme s'il s'agissait d'un impôt payable par l'administrateur aux termes de la partie IV de la Loi. Des modifications corrélatives ont pour effet d'étendre au nouvel impôt les dispositions anti-évitement et les dispositions administratives générales de la Loi. Elles permettent également, d'une part, d'établir directement une cotisation à l'égard de l'impôt à l'endroit du titulaire d'un régime d'avantages sociaux et des participants à un tel régime qui refusent de payer l'impôt à l'administrateur du régime et, d'autre part, de percevoir cet impôt directement auprès de ces personnes.

ARTICLE 5. Les modifications apportées à l'article 41 permettent à l'Ontario de ne pas appliquer automatiquement la législation fédérale qui met en œuvre la proposition du budget fédéral de 1994 visant à réduire ou à éliminer la déduction fédérale accordée aux petites entreprises dans le cas des corporations privées de plus grande envergure. L'Ontario dispose déjà, à l'article 41.1 de la Loi, d'une

of the Ontario small business deduction from profitable companies as taxable income increases from \$200,000 to \$500,000.

SECTION 6. The enactment of section 43.2 of the Act introduces a refundable mining reclamation trust tax credit for Ontario purposes to parallel the federal mining reclamation trust tax credit.

SECTION 7. The enactment of section 43.3 of the Act implements the 1994 Ontario Budget proposal to provide to qualifying small- and medium-sized Canadian-controlled private corporations having permanent establishments in Ontario an Ontario innovation tax credit in the form of a 10 per cent refundable tax credit in respect of scientific research and experimental development carried on in Ontario.

SECTION 8. The amendment to section 57.11 of the Act is a technical amendment to eliminate the unintended taxation of deposit insurance corporations under the corporate minimum tax legislation.

SECTION 10. The re-enactment of, and subsequent amendment to, subsection 76 (6) of the Act extend the application of the administrative penalty for false statements to false statements in respect of the new refundable mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit.

SECTION 11. The amendments to section 78 of the Act permit a corporation to take the portion of its mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit that are deemed under the Act to be tax paid by the corporation into account when calculating the amount of tax instalments it is required to pay under the Act.

SECTIONS 12 and 14. The amendments to sections 79 and 82 of the Act ensure that the portions of a corporation's mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit that are deemed under the Act to be tax paid by the corporation are taken into account in determining the amount of interest payable by or to the corporation under the Act.

SECTION 13. The amendments to subsection 80 (1) of the Act provide that the Minister, as part of the review of a corporation's annual tax return, will determine the amount of the corporation's mining reclamation trust tax credit and Ontario innovation tax credit for the year that is deemed under the Act to be paid on account of the corporation's tax. The amendment to subsection 80 (11) corrects an error contained in the Revised Statutes of Ontario, 1990.

SCHEDULE C AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

The amendments to the *Income Tax Act* form part of the implementation of the 1994 Ontario Budget proposal to parallel federal legislation relating to mining reclamation trusts established to fund the future reclamation of mining properties. Income earned by a mining reclamation trust is subject to a special tax at the Ontario corporate income tax rate. A refundable tax credit in respect of the trust's tax is available to the mine operator. Because the trust is not subject to ordinary income tax, it is not eligible for either the Ontario Tax Reduction Program or the Ontario tax credits available to lower income earners.

surtaxe qui récupère graduellement le montant de la déduction qu'il offre aux petites entreprises auprès des compagnies rentables à mesure que leur revenu imposable passe de 200 000 \$ à 500 000 \$.

ARTICLE 6. L'adoption de l'article 43.2 de la Loi établit le crédit d'impôt remboursable au titre d'une fiducie de restauration minière aux fins de l'Ontario, qui s'aligne sur le crédit d'impôt fédéral accordé à ce titre.

ARTICLE 7. L'adoption de l'article 43.3 de la Loi met en œuvre la proposition du budget de l'Ontario de 1994 visant à offrir un crédit d'impôt à l'innovation aux petites et moyennes corporations privées dont le contrôle est canadien qui y sont admissibles et qui ont un établissement permanent en Ontario. Ce crédit d'impôt remboursable de 10 pour cent vise les activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario.

ARTICLE 8. La modification de l'article 57.11 de la Loi est une modification technique qui vise à éliminer l'assujettissement non intentionnel des corporations d'assurance-dépôts à l'impôt minimal sur les corporations prévu par la Loi.

ARTICLE 10. La nouvelle adoption du paragraphe 76 (6) de la Loi et sa modification subséquente étendent l'application de la sanction administrative pour faux énoncé aux faux énoncés faits à l'égard du nouveau crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et du nouveau crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario.

ARTICLE 11. Les modifications apportées à l'article 78 de la Loi permettent à une corporation de tenir compte des parties de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario qui sont réputées, aux termes de la Loi, être un impôt payé par la corporation lorsqu'elle calcule le montant des acomptes provisionnels d'impôt qu'elle est tenue de payer aux termes de la Loi.

ARTICLES 12 et 14. Les modifications apportées aux articles 79 et 82 de la Loi font en sorte qu'il soit tenu compte des parties du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario d'une corporation qui sont réputées, aux termes de la Loi, être un impôt payé par la corporation lors du calcul du montant des intérêts payables par ou à la corporation aux termes de la Loi.

ARTICLE 13. Les modifications apportées au paragraphe 80 (1) de la Loi prévoient que le ministre puisse déterminer, dans le cadre de l'étude de la déclaration de revenus annuelle d'une corporation, le montant du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière et du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario de la corporation pour l'année qui est réputé, aux termes de la Loi, être payé au titre de l'impôt de la corporation. La modification du paragraphe 80 (11) corrige une erreur figurant dans les Lois refondues de l'Ontario de 1990.

ANNEXE C MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Les modifications apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la proposition du budget de l'Ontario de 1994 qui vise à reprendre les dispositions législatives fédérales se rapportant aux fiducies de restauration minière constituées pour financer la restauration future de biens miniers. Le revenu gagné par une telle fiducie est assujéti à un impôt extraordinaire au taux d'imposition des corporations de l'Ontario. L'exploitant de la mine peut se prévaloir d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard de l'impôt payé par la fiducie. Comme la fiducie n'est pas assujétiée à l'impôt sur le revenu ordinaire, elle n'est admissible ni au Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu ni aux crédits d'impôt de l'Ontario qui sont consentis aux personnes à faible revenu.

SCHEDULE D ONTARIO LOAN ACT, 1996

The *Ontario Loan Act, 1996* authorizes the borrowing of up to \$5.6 billion, in total, for the Consolidated Revenue Fund. It is expected that the public capital markets, the international loan market and the Canada Pension Plan will be the principal sources of funds. The borrowing authority expires at the end of December, 1996.

SCHEDULE E AMENDMENTS TO THE CAPITAL INVESTMENT PLAN ACT, 1993 AND THE HIGHWAY TRAFFIC ACT RELATING TO TOLL HIGHWAYS

This Schedule amends the *Capital Investment Plan Act, 1993* and the *Highway Traffic Act* to permit the use of an electronic toll system on highways designated as toll highways.

Capital Investment Plan Act, 1993

Subsection 1 (1) of the Schedule - The amendments are to reflect that the Ontario Transportation Capital Corporation may establish an electronic toll system on toll highways to determine that tolls are owed and who owes them. The electronic toll system may include toll devices that will be prescribed under the *Highway Traffic Act* and will be registered to the holders of vehicle permits.

Subsection 1 (2) of the Schedule - Section 43 of the *Capital Investment Plan Act, 1993* is re-enacted, partly to accommodate the electronic toll system and partly to make some changes to the administration and enforcement of tolls. The Corporation is authorized to charge interest on outstanding tolls and fees. There is no longer a right to a hearing on a disputed toll; the Corporation will decide the matter on the basis of written submissions and the holder may appeal that decision to the Registrar of Motor Vehicles, who has the discretion to hold a hearing or to decide the matter on the basis of written submissions. The power to issue or validate a permit for a temporary period is deleted and the Registrar will have no option but to refuse to issue or validate a permit until the tolls, fees and interest are paid.

Subsections 1 (3), (4) of the Schedule - A new section 43.1 is added to the Act, giving the Corporation the right to file a notice of lien and charge against the real and personal property of a person who owes a toll, fee or interest. The notice on personal property will be registered under the *Personal Property Security Act* and must be renewed every three years.

Subsection 1 (5) of the Schedule - Section 45 is expanded to permit reciprocal agreements and arrangements with governments, persons and agencies in other jurisdictions.

Subsections 1 (6), (7) of the Schedule - Regulation-making powers are amended as follows: the Corporation may make regulations governing the registration and validation of toll devices and the methods of paying tolls and fees; the Lieutenant Governor in Council may prescribe a schedule of administrative fees and fees for disputing and appealing tolls.

Highway Traffic Act

Subsections 2 (1), (2) of the Schedule - It is made an offence to obstruct number plates so as to prevent their being identified by an electronic toll system.

Subsection 2 (3) of the Schedule - A new Part, dealing with toll highways, is added to the Act. The Part contains offences for: driving a motor vehicle on a toll highway without the prescribed toll device properly affixed to the vehicle; doing or using anything to evade, obstruct or interfere with the effective operation of an electronic toll

ANNEXE D LOI DE 1996 SUR LES EMPRUNTS DE L'ONTARIO

La *Loi de 1996 sur les emprunts de l'Ontario* autorise l'emprunt d'une somme maximale totale de 5,6 milliards de dollars pour le Trésor. Il est prévu que les fonds proviendront principalement des marchés financiers publics, du marché international des prêts et du Régime de pensions du Canada. L'autorisation d'emprunter prend fin à la fin de décembre 1996.

ANNEXE E MODIFICATION DE LA LOI DE 1993 SUR LE PLAN D'INVESTISSEMENT ET DU CODE DE LA ROUTE EN CE QUI CONCERNE LES VOIES PUBLIQUES À PÉAGE

Cette annexe modifie la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* et le *Code de la route* pour permettre l'utilisation d'un système de péage électronique sur les voies publiques à péage.

Loi de 1993 sur le plan d'investissement

Paragraphe 1 (1) de l'annexe - La Société d'investissement dans les transports de l'Ontario peut mettre sur pied un système de péage électronique sur les voies publiques à péage pour déterminer que des péages sont dus et établir qui en sont les débiteurs. Ce système peut comprendre des appareils à péage prescrits en vertu du *Code de la route* et immatriculés au nom des titulaires de certificats d'immatriculation de véhicules.

Paragraphe 1 (2) de l'annexe - L'article 43 de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* est adopté de nouveau afin, d'une part, de tenir compte du système de péage électronique et, d'autre part, d'apporter certaines modifications à l'administration et au recouvrement des péages. La Société est autorisée à imposer des intérêts sur les péages et frais en souffrance. La personne qui conteste un péage n'a plus droit à une audience. C'est la Société qui tranche la question sur la foi d'observations écrites et le titulaire peut interjeter appel de la décision devant le registraire des véhicules automobiles, qui peut tenir une audience ou trancher la question sur la foi des observations écrites. Le registraire ne peut plus délivrer ni valider de certificat d'immatriculation pour une période temporaire et doit donc refuser de délivrer ou de valider le certificat jusqu'à ce que les péages, les frais et les intérêts soient payés.

Paragraphe 1 (3) et (4) de l'annexe - Un nouvel article, l'article 43.1, est ajouté à la Loi; il donne à la Société le droit de déposer un avis de privilège et de sûreté réelle grevant les biens meubles et immeubles d'une personne qui doit un péage, des frais ou des intérêts. L'avis visant les biens meubles est enregistré aux termes de la *Loi sur les sûretés mobilières* et doit être renouvelé tous les trois ans.

Paragraphe 1 (5) de l'annexe - L'article 45 est élargi de manière à permettre la conclusion d'accords ou arrangements de réciprocité avec des gouvernements, des personnes et des organismes d'autres compétences législatives.

Paragraphe 1 (6) et (7) de l'annexe - Les pouvoirs de prise de règlements sont modifiés comme suit : La Société peut, par règlement, régir l'immatriculation et la validation des appareils à péage ainsi que les modes de paiement des péages et des frais; le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire un barème de frais d'administration ainsi que des droits pour présenter une contestation et interjeter appel à l'égard des péages.

Code de la route

Paragraphe 2 (1) et (2) de l'annexe - Est coupable d'une infraction quiconque cache ses plaques d'immatriculation de manière à empêcher celles-ci d'être identifiées par un système de péage électronique.

Paragraphe 2 (3) de l'annexe - Une partie portant sur les voies publiques à péage est ajoutée au Code. Cette nouvelle partie rend coupable d'une infraction quiconque conduit un véhicule automobile sur une voie publique à péage sans que l'appareil à péage prescrit ne soit fixé de la manière réglementaire au véhicule, quiconque fait ou utilise quoi que ce soit pour gêner le bon fonctionnement d'un sys-

system; selling anything designed or intended to interfere with the effective operation of an electronic toll system. The Lieutenant Governor in Council is authorized to make regulations prescribing toll devices and the manner of affixing them, and exempting any vehicle or class of vehicles from the requirement to have a toll device affixed to it.

SCHEDULE F HEALTH SERVICES RESTRUCTURING

This Schedule amends the *Ministry of Health Act*, the *Public Hospitals Act*, the *Private Hospitals Act* and the *Independent Health Facilities Act*. Some of the most important features are set out below.

PART I AMENDMENTS TO THE MINISTRY OF HEALTH ACT

This Part of Schedule F repeals section 8 of the *Ministry of Health Act*, which establishes the Ontario Council of Health, and replaces it with a provision establishing the Health Services Restructuring Commission. The Commission is established as a corporation without share capital for a period of up to four years. The Commission is given authority to carry out any duties and exercise any powers, assigned to it under the Ministry of Health Act or any other Act.

PART II AMENDMENTS TO THE PUBLIC HOSPITALS ACT

The Minister is given the broad power to fund hospitals in the public interest. The present requirement, in sections 5 and 6 of the *Public Hospitals Act*, that the Minister fund hospitals in accordance with regulations, is removed. The Minister is given the power to reduce, suspend, withhold or terminate funding to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.

These amendments permit the Minister to direct hospitals to cease to operate, to provide specified services, to cease to provide specified services, to increase or decrease the extent or volume of specified services, to take all necessary steps required for hospital amalgamations or to make any other direction if, in each of the cases, the Minister considers it in the public interest to do so. The provisions containing these powers are repealed four years after they come into force. The regulations may authorize any person, group of persons or body to issue directions in the place of the Minister, subject to any prescribed conditions.

These amendments extend the Lieutenant Governor in Council's authority for appointing investigators to provide for the appointment of investigators to investigate and report on matters relating to a hospital where it is in the public interest to do so.

The current provisions regarding hospital supervisors are repealed and replaced with new provisions. Under the new provisions, the Lieutenant Governor in Council may appoint a hospital supervisor where it is in the public interest to do so. Unless the appointment provides otherwise, a hospital supervisor has the exclusive right to exercise all the powers of the board and, where the hospital is owned or operated by a corporation, of the corporation, its officers and the members of the corporation.

These amendments clarify matters that may be considered when the Minister or the Lieutenant Governor in Council makes a decision in the public interest.

Where a board decides that a hospital will cease to operate or the Minister directs a hospital to cease to operate, the board may refuse applications for appointment and reappointment to the medical staff, revoke existing appointments and cancel or substantially alter the privileges of any physician on the medical staff. The board is given similar powers where it decides to cease to provide a service

tème de péage électronique, pour contourner un tel système ou pour nuire à son bon fonctionnement et quiconque vend quoi que ce soit qui est conçu pour nuire ou destiné à nuire au bon fonctionnement d'un système de péage électronique. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les appareils à péage et la manière de les fixer et soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules de la nécessité d'être muni d'un appareil à péage.

ANNEXE F RESTRUCTURATION DES SERVICES DE SANTÉ

Cette annexe modifie la *Loi sur le ministère de la Santé*, la *Loi sur les hôpitaux publics*, la *Loi sur les hôpitaux privés* et la *Loi sur les établissements de santé autonomes*. Certaines des caractéristiques les plus importantes de cette annexe sont énoncées ci-après.

PARTIE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Cette partie de l'annexe F abroge l'article 8 de la *Loi sur le ministère de la Santé*, qui constitue le Conseil ontarien de la santé, et le remplace par une disposition qui constitue la Commission de restructuration des services de santé. La Commission est constituée comme personne morale sans capital-actions pour une période maximale de quatre ans. Elle est investie du pouvoir d'exercer les fonctions et les pouvoirs que lui attribue la Loi sur le ministère de la Santé ou toute autre loi.

PARTIE II MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PUBLICS

Le ministre est investi du pouvoir étendu de financer les hôpitaux dans l'intérêt public. L'exigence actuelle qui est énoncée aux articles 5 et 6 de la *Loi sur les hôpitaux publics* et selon laquelle le ministre finance les hôpitaux conformément aux règlements est supprimée. Le ministre est également investi du pouvoir de réduire les fonds accordés à un hôpital, d'en suspendre le versement, d'en refuser le paiement ou de mettre fin à ces fonds, s'il estime que l'intérêt public le justifie.

Ces modifications permettent au ministre d'ordonner aux hôpitaux de cesser leurs activités, de fournir ou de cesser de fournir des services précisés, d'augmenter ou de diminuer le niveau ou la quantité des services précisés, de prendre toutes les mesures nécessaires aux fusions d'hôpitaux ou de donner tout autre ordre si, dans chaque cas, le ministre estime que l'intérêt public le justifie. Les dispositions prévoyant ces pouvoirs sont abrogées quatre ans après leur entrée en vigueur. Les règlements peuvent autoriser une personne, un groupe de personnes ou un organisme à donner des ordres à la place du ministre, sous réserve de toutes conditions prescrites.

Ces modifications élargissent le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil relativement à la nomination d'enquêteurs de façon à prévoir la nomination d'enquêteurs pour enquêter et présenter un rapport sur toute question relative à un hôpital si l'intérêt public le justifie.

Les dispositions actuellement en vigueur relativement aux superviseurs d'hôpitaux sont abrogées et remplacées par de nouvelles dispositions, en vertu desquelles le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un superviseur pour un hôpital si l'intérêt public le justifie. Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, le superviseur d'un hôpital a le droit exclusif d'exercer tous les pouvoirs du conseil et, si l'hôpital appartient à une association ou est exploité par une association, tous les pouvoirs de celle-ci, de ses dirigeants et de ses membres.

Ces modifications précisent les questions qui peuvent être prises en considération lorsque le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil prend une décision dans l'intérêt public.

Si un conseil décide qu'un hôpital doit cesser ses activités ou que le ministre ordonne à un hôpital de cesser ses activités, le conseil peut refuser les demandes de nomination ou de renouvellement de nomination au sein du personnel médical, révoquer les nominations en vigueur et annuler ou modifier de façon importante les droits de tout médecin membre du personnel médical. Le conseil se voit

or where the Minister makes a direction to that effect. In these circumstances, the procedures and appeal provisions in subsections 37 (3) to (7) and sections 38 to 43 of the *Public Hospitals Act* do not apply, but other procedures and appeal provisions may be prescribed by regulation.

These amendments provide that the regulations may require hospital foundations and hospital subsidiaries to provide financial reports and returns to the Minister and prescribe the accounting principles and rules to be followed in making those financial reports and returns.

These amendments also provide that the regulations may also require hospitals to prepare and submit physician human resource plans to the Ministry for approval, to amend those plans as required by the Ministry and to appoint physicians to the medical staff only in accordance with those plans.

PART III AMENDMENTS TO THE PRIVATE HOSPITALS ACT

This Part of Schedule F authorizes the Minister of Health to revoke the licence of a private hospital if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

It also authorizes the Minister of Health to reduce or terminate any private hospital funding if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

PART IV AMENDMENTS TO THE INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT

This Part of Schedule F amends the *Independent Health Facilities Act* to provide flexibility to the regulatory scheme set out in the Act. It would allow new types of health facilities to be brought under the Act either by way of ministerial designation or by way of regulations made under the Act or under the *Health Insurance Act*. A health facility affected by such a designation or regulation would be able to apply for a licence to operate an independent health facility under the Act without complying with the usual request for proposal process set out in section 5 of the Act.

A designation or regulation may result in expanding the *Independent Health Facilities Act* to regulate a service that is currently being provided in places operated by persons licensed under the Act. In such cases, this Part would allow the licensee to apply to amend the licence so as to allow the person to continue providing the service.

These amendments give the Minister discretion to specify persons who may send in proposals for a licence to establish and operate an independent health facility, instead of being required to request proposals from the public in general, as is currently required in section 5 of the *Independent Health Facilities Act*. It would also allow a request for proposals to be made in respect of the establishment and operation of more than one independent health facility.

These amendments would allow independent health facilities to relocate subject to the Director's approval.

These amendments would give the Minister power to eliminate services from the list of services a person is licensed to provide based on criteria specified in subsection 19 (2) of the *Independent Health Facilities Act*. The Director would be given power to amend the conditions and limitations of a licence. A licensee has a right to appeal the Director's decision to amend the limitations of a licence if the effect of the amendment would be to eliminate services from the list of services the person is licensed to provide.

accorder des pouvoirs similaires s'il décide de cesser de fournir un service ou si le ministre donne un ordre en ce sens. Dans ces circonstances, les marches à suivre et les dispositions en matière d'appel prévues aux paragraphes 37 (3) à (7) et aux articles 38 à 43 de la *Loi sur les hôpitaux publics* ne s'appliquent pas. Toutefois, d'autres marches à suivre et dispositions en matière d'appel peuvent être prescrites par règlement.

Ces modifications prévoient que les règlements peuvent exiger des fondations hospitalières et des filiales hospitalières qu'elles présentent des rapports, états et relevés financiers au ministre et prescrire les principes et règles comptables à respecter pour les établir.

Ces modifications prévoient également que les règlements peuvent aussi exiger des hôpitaux qu'ils préparent des plans de dotation en médecins et les soumettent à l'approbation du ministre, qu'ils modifient ces plans à la demande du ministre et qu'ils ne nomment des médecins au sein du personnel médical que conformément à ces plans.

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PRIVÉS

Cette partie de l'annexe F autorise le ministre de la Santé à révoquer le permis d'un hôpital privé si le ministre est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire.

Cette même partie autorise également le ministre de la Santé à réduire les fonds accordés à un hôpital privé, ou à y mettre fin, si le ministre est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire.

PARTIE IV MODIFICATION DE LA LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ AUTONOMES

Cette partie de l'annexe F modifie la *Loi sur les établissements de santé autonomes* de manière à assouplir le processus de réglementation énoncé par la Loi. Elle permet d'assujettir à la Loi d'autres genres d'établissements de santé par voie de désignation par le ministre ou par voie de règlements pris en application de la Loi ou de la *Loi sur l'assurance-santé*. L'établissement de santé visé par une telle désignation ou un tel règlement peut demander un permis pour exploiter un établissement de santé autonome en vertu de la Loi sans avoir à passer par le processus habituel d'appel d'offres énoncé à l'article 5 de la Loi.

Une désignation ou un règlement peut avoir pour effet d'élargir la portée de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* de manière à réglementer un service actuellement fourni là où des personnes titulaires d'un permis délivré en vertu de la Loi exploitent un établissement. En pareil cas, cette partie autorise le titulaire d'un permis à demander que son permis soit modifié de sorte qu'il puisse continuer de fournir le service.

Ces modifications donnent au ministre le pouvoir discrétionnaire de préciser les personnes qui peuvent présenter des offres en vue d'obtenir un permis pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome; le ministre n'est donc pas tenu de procéder à un appel d'offres auprès du grand public comme le prévoit actuellement l'article 5 de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*. De plus, les appels d'offres peuvent viser l'ouverture et l'exploitation de plus d'un établissement de santé autonome.

Ces modifications autorisent le déplacement des établissements de santé autonomes sous réserve de l'approbation du directeur.

Ces modifications donnent au ministre le pouvoir d'éliminer, compte tenu des facteurs précisés au paragraphe 19 (2) de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, des services de la liste des services qu'une personne est autorisée à fournir en vertu d'un permis. Le directeur est autorisé à modifier les conditions et restrictions d'un permis. Le titulaire d'un permis a le droit d'en appeler de la décision du directeur de modifier les restrictions d'un permis si la modification avait pour effet d'entraîner l'élimination de services de la liste des services que la personne est autorisée à fournir.

These amendments would require the Minister to pay prescribed amounts for services provided in independent health facilities and would give the Minister the discretion to pay any other costs of the facility. The Minister is given power to recover any amounts paid under the *Independent Health Facilities Act* that, for prescribed reasons, should not have been paid.

These amendments would give the Minister power to collect, use and disclose personal information for specified purposes and to enter into agreements for the exchange of personal information for specified purposes. The Director would be allowed to require licensees to provide information for specified purposes.

These amendments would expand the provisions of the *Independent Health Facilities Act* with respect to immunity of the Crown and would prevent persons from claiming compensation against the Crown, the Minister or the Director for damages resulting from specified actions of the Minister or Director carried out under the Act.

These amendments give the Lieutenant Governor in Council power to make regulations to ensure that the regulation of affiliations between physicians and independent health facilities is consistent with the rules regarding affiliations between physicians and health facilities under the *Health Insurance Act*.

SCHEDULE G AMENDMENTS TO THE ONTARIO DRUG BENEFIT ACT, THE PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT AND THE REGULATED HEALTH PROFESSIONS ACT, 1991

This Schedule amends the *Ontario Drug Benefit Act*, the *Prescription Drug Cost Regulation Act* and the *Regulated Health Professions Act, 1991*. Some of the most important features are:

Ontario Drug Benefit Act

1. Changes are made to provide for eligible persons to bear some of the costs of receiving drug benefits under the Act. Co-payments, to be paid by eligible persons, can be prescribed by the regulations. If a more expensive brand name is dispensed instead of a less expensive interchangeable alternative that is available, the Minister will no longer pay for the difference between the price of the two drug products unless the more expensive product is dispensed pursuant to a no substitutions prescription that meets prescribed conditions.
2. The Act will no longer require the maximum dispensing fee to be negotiated with the Ontario Pharmacists Association. The fee will be prescribed by the regulations.
3. Where prescribed conditions are breached, the Minister will be able to order that an operator of a pharmacy or a dispensing physician be suspended from receiving payment from the Minister under the Act.
4. The scheme for determining the price the Minister pays for a drug product is changed. The concept of "best available price" is eliminated. Instead, the price will be as agreed to by the manufacturer. The ability of the Minister to refuse to change the price, and to take price into account in determining whether a drug product is listed as a benefit, is clarified and strengthened.

Ces modifications exigent du ministre qu'il paie les montants prescrits pour les services fournis dans les établissements de santé autonomes et lui accordent le pouvoir discrétionnaire de payer d'autres coûts engagés par ces établissements. Elles donnent au ministre le pouvoir de recouvrer les montants qui ont été payés en vertu de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* et qui, pour des motifs prescrits, n'auraient pas dû l'être.

Ces modifications donnent au ministre le pouvoir de recueillir, d'utiliser et de divulguer des renseignements personnels à des fins précisées et de conclure des ententes pour l'échange de renseignements personnels à des fins précisées. Elles permettent au directeur d'exiger des titulaires de permis qu'ils fournissent des renseignements à des fins précisées.

Ces modifications élargissent les dispositions de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* à l'égard de l'immunité de la Couronne et empêchent quiconque d'exiger une indemnité de la Couronne, du ministre ou du directeur à l'égard d'une perte subie par suite de certains actes qu'ils accomplissent en vertu de la Loi.

Ces modifications donnent au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des règlements de manière à ce que la réglementation des affiliations entre les médecins et les établissements de santé autonomes soit compatible avec les règles régissant les affiliations entre les médecins et les établissements de santé prévues par la *Loi sur l'assurance-santé*.

ANNEXE G MODIFICATION DE LA LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS GRATUITS DE L'ONTARIO, DE LA LOI SUR LA RÉGLEMENTATION DES PRIX DES MÉDICAMENTS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE ET DE LA LOI DE 1991 SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ RÉGLEMENTÉES

Cette annexe modifie la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario*, la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance* et la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*. Certaines des caractéristiques les plus importantes de cette annexe sont les suivantes :

Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario

1. Il est apporté des modifications qui prévoient que les personnes admissibles assument une partie des coûts des prestations pharmaceutiques qu'elles reçoivent en vertu de la Loi. Les quotes-parts que doivent à présent verser les personnes admissibles peuvent être prescrites par les règlements. Si un produit médicamenteux d'une marque plus chère est préparé au lieu d'un produit interchangeable moins cher qui est disponible, le ministre ne paiera plus la différence entre le prix des deux produits médicamenteux à moins que le produit plus cher ne soit préparé conformément à une ordonnance qui interdit tout remplacement et qui satisfait aux conditions prescrites.
2. La Loi n'exige plus la négociation des honoraires de préparation maximaux avec l'*Ontario Pharmacists Association*. Les honoraires sont prescrits par les règlements.
3. En cas de violation des conditions prescrites, le ministre est habilité à ordonner, par arrêté, la suspension des paiements qu'il fait, aux termes de la Loi, à l'exploitant d'une pharmacie ou à un médecin pharmacien.
4. Les règles permettant de déterminer le prix que le ministre paie pour un produit médicamenteux sont modifiées. La notion de «meilleur prix possible» est supprimée pour faire place à celle de prix accepté par le fabricant. L'habilité du ministre à refuser de modifier le prix et son habilité à tenir compte du prix pour décider si un produit médicamenteux est énuméré à titre de prestation sont clarifiées et renforcées.

5. The restrictions on the mark up that the Minister pays on the drug price are removed. The Act currently requires that the mark up be between 10 and 20 per cent.
6. Authority is added to make regulations prescribing clinical criteria that must be met before the Minister will be required to pay for a drug product or class of drug products.
7. Further changes are made supporting the changes outlined above, including the clarification and expansion of the power to make regulations and to collect, use and disclose personal information.
8. A number of errors in the French version of the Act are corrected.

Prescription Drug Cost Regulation Act

1. The name of the Act is changed to the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*.
2. The amount that can be charged for a drug, other than the dispensing fee, will no longer be regulated.
3. A number of errors in the French version of the Act are corrected.


Transitional provisions

Transitional provisions are added to ensure the authority of the Ministry's existing policies relating to the prices of drug products and to eliminate any liability that may have arisen from the application of those policies.

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE HEALTH INSURANCE ACT AND THE HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT

The *Health Insurance Act* is amended in order to achieve a number of goals. Principal among them are the following:



1. The Minister and the General Manager are authorized to collect, use and disclose personal information for certain purposes. The Minister may enter into agreements to do so, too. 
2. The definition of insured services is changed to permit conditions and limitations to be imposed by regulation on services provided by physicians.
3. The level of fees payable by OHIP to physicians, to other types of health practitioners and to health facilities may be varied depending on factors set out in the Act and regulations. These factors include the geographic area and the setting in which the insured service is provided. Those who receive payments under the Plan may be required to make contributions in relation to past payments received.
4. The authority of the General Manager to make decisions concerning the payment of claims for insured services is increased. In specified circumstances, the General Manager may refuse payment, reduce the amount of a payment or require the reimbursement of OHIP if payment has already been made. Related changes are made to the role and responsibilities of the Medical Review Committee and practitioner review committees. An expedited review process is established.

5. Les restrictions applicables à la majoration que le ministre paie sur le prix des médicaments sont supprimées. Actuellement, la Loi exige que cette majoration se situe entre 10 et 20 pour cent.
6. Le pouvoir réglementaire est étendu pour permettre la prise de règlements prescrivant des critères d'ordre clinique auxquels il doit être satisfait avant que le ministre ne soit tenu de faire un paiement pour un produit médicamenteux ou une catégorie de produits médicamenteux.
7. D'autres changements sont apportés à l'appui des modifications décrites ci-dessus, notamment la clarification et l'élargissement du pouvoir réglementaire et du pouvoir de recueillir, d'utiliser et de divulguer des renseignements personnels.
8. Quelques erreurs figurant dans la version française sont corrigées.

Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance

1. La Loi a dorénavant un nouveau titre, soit celui de *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*.
2. Le montant qui peut être demandé pour un médicament, à l'exclusion des honoraires de préparation, n'est plus réglementé.
3. Quelques erreurs figurant dans la version française sont corrigées.


Dispositions transitoires

Des dispositions transitoires sont ajoutées pour garantir la validité des politiques existantes du ministère en ce qui concerne les prix des produits médicamenteux et pour supprimer toute responsabilité que l'application de ces politiques a pu entraîner.

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ ET DE LA LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

La *Loi sur l'assurance-santé* est modifiée en vue d'atteindre plusieurs objectifs, dont les principaux sont les suivants :



1. Le ministre et le directeur général sont autorisés à recueillir, à utiliser et à divulguer des renseignements personnels à certaines fins. Le ministre peut également conclure des ententes pour ce faire. 
2. La définition du terme «services assurés» est modifiée pour autoriser l'imposition de conditions et de limites, par règlement, aux services fournis par les médecins.
3. Le niveau des honoraires payables par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario (R.A.S.O.), aux médecins, à d'autres types de praticiens de la santé et aux établissements de santé peut être modifié en fonction des facteurs énoncés dans la Loi et les règlements. Ces facteurs comprennent la région et le milieu dans lesquels le service assuré est fourni. Ceux qui reçoivent des paiements aux termes du Régime peuvent être tenus de verser des cotisations relativement aux paiements reçus par le passé.
4. Le pouvoir qu'a le directeur général de prendre des décisions concernant le paiement de demandes de remboursement pour des services assurés est élargi. Dans des circonstances précises, le directeur général peut refuser d'effectuer un paiement, réduire le montant d'un paiement ou exiger que le R.A.S.O. soit remboursé si un paiement a déjà été effectué. Des modifications connexes sont apportées au rôle et aux responsabilités du comité d'étude de la médecine et des comités d'étude des

5. Requirements are set out for physicians to become “eligible physicians” under the Act. These requirements include requiring specialists to be affiliated with a prescribed type of facility. Only eligible physicians can be paid by OHIP for insured services provided to insured persons by physicians. Other physicians cannot be paid and cannot bill insured persons directly for providing insured services.

The Minister may restrict the number of physicians who can become eligible physicians. The Minister may determine areas of the province that are oversupplied with physicians. A moratorium may be imposed on physicians becoming eligible physicians in an area, in the circumstances set out in the Act.

6. An expanded list of persons is required to submit a greater variety of information to the General Manager for the purposes of administering the Act and managing the health care system and the delivery of health care services in Ontario.
7. The powers of inspectors are expanded and clarified. A general review process is established for insured services provided by physicians and practitioners.

Amendments are also made to the *Health Care Accessibility Act*. Hospitals are authorized to charge for prescribed services that are insured services. Other changes related to the amendments to the *Health Insurance Act* are made.

SCHEDULE I PHYSICIAN SERVICES DELIVERY MANAGEMENT ACT, 1996

Section 1 of the *Physician Services Delivery Management Act, 1996* allows the Lieutenant Governor in Council to suspend (by making an order designating them) obligations and rights under certain agreements listed in subsection (2). Any decision made in a proceeding relating to a dispute about a suspended right or obligation shall have no force or effect.

Section 2 repeals section 1 of the *Expenditure Control Plan Statute Law Amendment Act, 1993*.

SCHEDULE J AMENDMENTS TO THE PAY EQUITY ACT

This Schedule amends the *Pay Equity Act* to discontinue use of the proxy method of comparison for determining whether pay equity exists at an employer's workplace. This change comes into force on January 1, 1997.

Until then, the minimum standard is changed for pay equity adjustments to compensation to be made by employers who use the proxy method of comparison. During the period from January 1, 1994 to December 31, 1996, these employers will be required to make pay equity adjustments of a minimum of 3 per cent of the total of their 1993 Ontario payroll or such lesser amount as is required to achieve pay equity. The minimum amount payable under the current Act for each twelve-month period is one per cent of the employer's Ontario payroll for the preceding 12 months or such lesser amount as is required to achieve pay equity.

praticiens. Il est établi un processus de révision ou d'examen accélérés.

5. Des exigences sont énoncées pour que les médecins deviennent des «médecins admissibles» aux termes de la Loi. Ces exigences comprennent l'obligation pour les spécialistes d'être affiliés à un genre d'établissements prescrit. Seuls les médecins admissibles peuvent se faire payer par le R.A.S.O. pour des services assurés qu'ils ont fournis à des assurés. Les autres médecins ne peuvent pas se faire payer ni facturer directement aux assurés les services assurés qui leur sont fournis.

Le ministre peut restreindre le nombre de médecins qui peuvent devenir des médecins admissibles et déterminer les régions de la province où il y a un trop-plein de médecins. Un moratoire peut être imposé aux médecins qui deviennent des médecins admissibles dans une région dans les circonstances énoncées dans la Loi.

6. La liste des personnes qui sont tenues de soumettre une plus grande variété de renseignements au directeur général aux fins de l'application de la Loi et de la gestion du système de soins de santé et de la prestation des services de santé en Ontario est allongée.
7. Les pouvoirs des inspecteurs sont élargis et précisés. Un processus d'examen général est établi pour les services assurés fournis par les médecins et les praticiens.

Des modifications sont également apportées à la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé*. Les hôpitaux sont autorisés à facturer les services prescrits qui constituent des services assurés. D'autres modifications ayant trait à celles apportées à la *Loi sur l'assurance-santé* sont aussi apportées.

ANNEXE I LOI DE 1996 SUR LA GESTION DE LA PRESTATION DE SERVICES PAR LES MÉDECINS

L'article 1 de la *Loi de 1996 sur la gestion de la prestation de services par les médecins* permet au lieutenant-gouverneur en conseil de suspendre (par la prise d'un décret qui les désigne) les obligations et les droits prévus par certaines ententes mentionnées au paragraphe (2). La décision rendue dans une instance portant sur un litige relatif à un droit ou une obligation suspendu est sans effet.

L'article 2 abroge l'article 1 de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne le Plan de contrôle des dépenses*.

ANNEXE J MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

Cette annexe modifie la *Loi sur l'équité salariale* de façon à mettre fin à l'utilisation de la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur pour déterminer si l'équité salariale existe dans les lieux de travail d'un employeur. Cette modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Entre-temps, la norme minimale est modifiée à l'égard des rajustements de la rétribution aux fins de l'équité salariale que doivent effectuer les employeurs qui utilisent la méthode de comparaison avec des organisations de l'extérieur. Au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1996, ces employeurs sont tenus d'effectuer des rajustements aux fins de l'équité salariale représentant au moins 3 pour cent du total de leur masse salariale en Ontario pour 1993 ou la somme inférieure nécessaire pour atteindre l'équité salariale. La somme minimale payable aux termes de la loi actuelle à l'égard de chaque période de 12 mois correspond à un pour cent de la masse salariale de l'employeur en Ontario pour les 12 mois précédents ou à la somme inférieure nécessaire pour atteindre l'équité salariale.

**SCHEDULE K
AMENDMENTS TO THE FREEDOM OF INFORMATION
AND PROTECTION OF PRIVACY ACT AND THE
MUNICIPAL FREEDOM OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

This Schedule amends the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* respectively. The main amendments are as follows:

1. A person shall pay the fee prescribed by the regulations upon making a request for access to a record or personal information or for making an appeal to the Commissioner. A head cannot waive these fees.
2. A head of an institution who receives a request for access to a record or personal information may refuse the request without any further obligation if the head is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious. The head is required to give a notice to the person making the request that sets out the reason for the refusal.
3. If a request for access covers more than one record, the description that is required to appear in the notice of the head's decision may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.
4. The Commissioner may dismiss an appeal without any further obligation if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.
5. A person who requests access to a record is required to pay the fees prescribed by the regulations for any costs incurred in responding to the request.

**SCHEDULE L
AMENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE PENSION
ACT AND THE ONTARIO PUBLIC SERVICE
EMPLOYEES' UNION PENSION ACT, 1994**

This Schedule amends the *Public Service Pension Act*, which governs the Public Service Pension Plan, and the *Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994*, which governs the OPSEU Plan.

The consent of the Lieutenant Governor in Council will be required before either pension plan can be wound up, in whole or in part, by any person or group of persons. The Superintendent of Pensions will not be permitted to wind up either plan, in whole or in part.

This Schedule is made retroactive to January 1, 1993, the date on which the OPSEU Plan came into existence.

**SCHEDULE M
AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL ACT AND
VARIOUS OTHER STATUTES RELATED TO
MUNICIPALITIES, CONSERVATION AUTHORITIES AND
TRANSPORTATION**

**PART I
MUNICIPAL ACT**

Amendments are made to the *Municipal Act* respecting the following subject matters:

1. The Minister is given the power to make regulations restructuring municipalities. Upon receiving a proposal from a municipality or prescribed local body in unorga-

**ANNEXE K
MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ACCÈS À
L'INFORMATION ET LA PROTECTION DE LA VIE
PRIVÉE ET DE LA LOI SUR L'ACCÈS À
L'INFORMATION MUNICIPALE ET LA PROTECTION
DE LA VIE PRIVÉE**

Cette annexe modifie la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* respectivement. Les modifications principales sont les suivantes :

1. La personne qui présente une demande d'accès à un document ou à des renseignements personnels ou qui interjette appel devant le commissaire verse les droits prescrits par les règlements. La personne responsable ne peut pas renoncer à ces droits.
2. La personne responsable d'une institution qui reçoit une demande d'accès à un document ou à des renseignements personnels peut refuser la demande sans autre obligation si elle est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande est frivole ou vexatoire. La personne responsable est tenue de donner un avis à l'auteur de la demande qui énonce le motif du refus.
3. Si une demande d'accès porte sur plus d'un document, l'exposé qui doit figurer à l'avis de la décision de la personne responsable peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.
4. Le commissaire peut rejeter l'appel sans autre obligation si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.
5. La personne qui présente une demande d'accès à un document est tenue de verser les droits prescrits par les règlements pour les frais engagés pour répondre à la demande.

**ANNEXE L
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE RÉGIME DE
RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET DE LA LOI DE
1994 SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DU SYNDICAT DES
EMPLOYÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE
L'ONTARIO**

Cette annexe modifie la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires*, qui régit le Régime de retraite des fonctionnaires, et la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario*, qui régit le Régime du SEFPO.

Le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil sera exigé avant que l'un ou l'autre régime puisse être liquidé totalement ou partiellement par quelque personne ou groupe de personnes que ce soit. Le surintendant des régimes de retraite ne sera pas autorisé à liquider totalement ou partiellement l'un ou l'autre régime.

Cette annexe a un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1993, date de constitution du Régime du SEFPO.

**ANNEXE M
MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MUNICIPALITÉS
ET DE DIVERSES AUTRES LOIS TOUCHANT LES
MUNICIPALITÉS, LES OFFICES DE PROTECTION DE
LA NATURE ET LES TRANSPORTS**

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les municipalités* concernant les questions suivantes :

1. Le ministre est investi du pouvoir de prendre des règlements en vue de la restructuration des municipalités. Sur réception d'une proposition d'une municipalité ou d'un organisme local

nized territory, the Minister shall make regulations implementing the proposal if the proposal meets the requirements set out in the section. A restructuring may include: annexing part of a municipality to another municipality; annexing land that does not form part of a municipality to a municipality; amalgamating municipalities; separating a local municipality from a county or joining a local municipality to a county for municipal purposes; dissolving all or part of a municipality and incorporating the inhabitants of a locality as a municipality. If a commission is established to develop a restructuring proposal, it will solicit comments from the public and from the affected municipalities.

2. Municipalities will be required to provide the Minister of Municipal Affairs and Housing with information which, in the opinion of the Minister, relate to the efficiency and effectiveness of the operations of the municipality. The municipality must publish all or part of that information as designated by the Minister and must review or audit all or part of it or make it available to be reviewed or audited as designated by the Minister.
3. Greater flexibility is given to municipalities to determine which municipal level (local municipality or upper-tier municipality) will provide those services and facilities that are prescribed in the regulations. Upper-tier municipalities may assume the power to provide services and facilities that are currently being provided by local municipalities. Similarly, local municipalities may assume the power to provide services and facilities that are currently being provided by an upper-tier municipality. The conditions for assuming those powers are set out in subsections 209.2 (2) and 209.4 (2) of the Act. (Section 6 of this Schedule)
4. Municipalities are given the power to dissolve or make changes to local boards. They may only pass a by-law to dissolve or make changes to a local board in accordance with regulations made by the Minister.
5. Municipalities and local boards are given broad powers to impose fees or charges for any services or activities provided by them. However, poll taxes, income taxes, sales taxes and certain other fees and charges are prohibited. The Minister has power to make regulations limiting or imposing conditions on the imposition of fees or charges.
6. In section 223 of the Act there is a requirement that the assent of the electors be obtained before a by-law is passed placing the control of sewage works under a commission established under the *Public Utilities Act*. This requirement may now be waived by the municipality by by-law.
7. A new Part is added to the Act (Part XVII.1) giving municipalities general licensing powers. A local municipality may by by-law provide for the licensing and regulation of any business carried on in the municipality. The broad powers given to municipalities respecting licensing are set out in subsection 257.2 (2) of the Act (section 22 of this Schedule). Many of the other more specific provisions of the Act dealing with licensing are repealed. The Minister may make regulations exempting any business or class of business from a licensing by-law or imposing conditions or limitations on the powers of the municipality to make by-laws.

prescrit d'un territoire non érigé en municipalité, le ministre prend des règlements mettant en œuvre la proposition si celle-ci respecte les exigences énoncées à l'article. La restructuration peut comprendre : l'annexion d'une partie d'une municipalité à une autre municipalité; l'annexion de biens-fonds qui ne font pas partie d'une municipalité à une municipalité; la fusion de municipalités; la séparation d'une municipalité locale d'un comté ou la jonction d'une municipalité locale à un comté à des fins municipales; la dissolution de la totalité ou d'une partie d'une municipalité et la constitution des habitants d'une localité en municipalité. Si une commission est établie en vue d'élaborer une proposition de restructuration, elle sollicite les commentaires du public et des municipalités concernées.

2. Les municipalités sont tenues de fournir au ministre des Affaires municipales et du Logement les renseignements qui, de l'avis du ministre, ont trait à l'efficacité et l'efficacités des activités de la municipalité. Celle-ci doit publier la totalité ou une partie des renseignements comme le désigne le ministre et les réviser ou les vérifier en totalité ou en partie ou les rendre accessibles aux fins de révision ou de vérification comme le désigne le ministre.
3. Une plus grande flexibilité est accordée aux municipalités pour déterminer quel niveau de gouvernement municipal (municipalité locale ou municipalité de palier supérieur) fournit les services et les installations qui sont prescrits dans les règlements. Les municipalités de palier supérieur peuvent prendre en charge le pouvoir de fournir les services et les installations qui sont actuellement fournis par les municipalités locales. De même, les municipalités locales peuvent prendre en charge le pouvoir de fournir les services et les installations qui sont actuellement fournis par une municipalité de palier supérieur. Les conditions de prise en charge de ces pouvoirs sont énoncées aux paragraphes 209.2 (2) et 209.4 (2) de la Loi. (Article 6 de cette annexe)
4. Les municipalités sont investies du pouvoir de dissoudre ou de modifier les conseils locaux. Elles ne peuvent adopter un règlement municipal en vue de dissoudre ou de modifier un conseil local que conformément aux règlements pris par le ministre.
5. Les municipalités et les conseils locaux sont investis de pouvoirs étendus pour imposer des droits ou des frais à l'égard des services ou des activités qu'ils fournissent. Cependant, il leur est interdit d'imposer un impôt de capitation, un impôt sur le revenu, une taxe de vente et certains autres droits et frais. Le ministre a le pouvoir de prendre des règlements qui restreignent l'imposition de droits ou de frais ou l'assortissent de conditions.
6. L'article 223 de la Loi prévoit une exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant d'adopter un règlement municipal confiant le contrôle des réseaux d'égout à une commission créée en vertu de la *Loi sur les services publics*. La municipalité peut maintenant renoncer à cette exigence par voie de règlement municipal.
7. Une nouvelle partie est ajoutée à la Loi (partie XVII.1) qui donne aux municipalités des pouvoirs généraux en matière d'assujettissement à l'obtention de permis. Une municipalité locale peut, par règlement municipal, prévoir l'assujettissement à l'obtention d'un permis et la réglementation de toute activité commerciale exercée dans la municipalité. Les pouvoirs étendus donnés aux municipalités à l'égard de l'assujettissement à l'obtention de permis sont énoncés au paragraphe 257.2 (2) de la Loi (article 22 de cette annexe). Bon nombre des autres dispositions plus détaillées de la Loi qui traitent de l'assujettissement à l'obtention de permis sont abrogées. Le ministre peut, par règlement, soustraire toute activité commerciale ou catégorie d'activités commerciales à l'application d'un règlement municipal assujettissant à l'obtention de permis ou im-

ser des conditions ou des restrictions aux pouvoirs qu’a la municipalité d’adopter des règlements municipaux.

PART II OTHER STATUTES RELATING TO MUNICIPALITIES

Municipal Franchises Act

A municipal corporation is given the power to pass by-laws eliminating the requirement to obtain the assent of the electors before exercising any power under the *Municipal Franchises Act* or any other Act.

Municipality of Metropolitan Toronto Act

The licensing provisions are amended to reflect changes to the licensing provisions set out in the *Municipal Act*. The Licensing Commission is given the same powers that local municipalities have under the new Part XVII.1 of the *Municipal Act* in respect to licensing and regulating those matters over which it has the power to license.

Ontario Unconditional Grants Act

The title of the *Ontario Unconditional Grants Act* is changed to “*Ontario Municipal Support Grants Act*”. The Minister is authorized to make grants and loans and provide other financial assistance to municipalities and local boards. The Lieutenant Governor in Council, if of the opinion that a matter is of provincial significance, may make regulations establishing standards for the activities of municipalities. If a municipality fails to meet these standards, any grant, loan or other financial assistance that would otherwise be provided to that municipality may be reduced.

Public Utilities Act

The requirement to obtain the assent of the electors before exercising a power under the Act may by by-law be waived by the municipal corporation.

Other Acts in this Part

Amendments are made to the *Regional Municipalities Act* and four regional Acts (Haldimand-Norfolk, Sudbury, Waterloo and York) relating to licensing powers to reflect the changes made to the *Municipal Act*.

PART III CONSERVATION AUTHORITIES ACT

Part III amends the *Conservation Authorities Act*. The amendments provide a mechanism for voluntary dissolution of a conservation authority, remove the Lieutenant Governor in Council’s power to appoint members to conservation authorities and give the Minister of Natural Resources power to require flood control operations to be carried out by conservation authorities or municipalities. The amendments also remove requirements for provincial approval of conservation authority projects and land dispositions if the project or land does not involve provincial funding. Other amendments revise the system for levying conservation authority administrative costs and maintenance costs against municipalities by authorizing regulations governing the levies and providing for appeals.

PART IV TRANSPORTATION STATUTES

The amendments in this Part to the *Public Transportation and Highway Improvement Act* are: to remove many of the constraints

PARTIE II AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX MUNICIPALITÉS

Loi sur les concessions municipales

Les municipalités sont investies du pouvoir d’adopter des règlements municipaux éliminant l’exigence voulant que soit obtenu l’assentiment des électeurs avant d’exercer les pouvoirs que confère la *Loi sur les concessions municipales* ou une autre loi.

Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto

Les dispositions relatives à l’assujettissement à l’obtention de permis sont modifiées de façon à refléter les modifications apportées aux dispositions énoncées dans la *Loi sur les municipalités* en matière d’assujettissement à l’obtention de permis. La Commission de délivrance de permis est investie des mêmes pouvoirs que ceux conférés aux municipalités locales en vertu de la nouvelle partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* en ce qui a trait à l’assujettissement à l’obtention de permis et à la réglementation des questions à l’égard desquelles elle a le pouvoir d’assujettir à l’obtention de permis.

Loi sur les subventions aux municipalités de l’Ontario

Le titre de la *Loi sur les subventions aux municipalités de l’Ontario* devient «*Loi sur les subventions de soutien aux municipalités de l’Ontario*». Le ministre est autorisé à verser des subventions, à consentir des prêts et à fournir une autre aide financière aux municipalités et aux conseils locaux. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s’il est d’avis qu’une question est d’intérêt provincial, prendre des règlements établissant des normes à l’égard des activités des municipalités. Si une municipalité ne respecte pas ces normes, les subventions, prêts ou autre aide financière qui lui seraient autrement accordés peuvent être diminués.

Loi sur les services publics

Les municipalités peuvent, par règlement municipal, renoncer à l’exigence voulant que soit obtenu l’assentiment des électeurs avant d’exercer les pouvoirs conférés par la Loi.

Autres lois dans cette partie

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les municipalités régionales* et à quatre lois régionales (Haldimand-Norfolk, Sudbury, Waterloo et York) relativement aux pouvoirs d’assujettissement à l’obtention de permis afin de refléter les modifications apportées à la *Loi sur les municipalités*.

PARTIE III LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION DE LA NATURE

La partie III modifie la *Loi sur les offices de protection de la nature*. Les modifications prévoient un mécanisme pour la dissolution volontaire d’un office de protection de la nature, retirent le pouvoir qu’a le lieutenant-gouverneur en conseil de nommer les membres des offices, et donnent au ministre des Richesses naturelles le pouvoir d’exiger que les offices et les municipalités procèdent à des opérations de contrôle des inondations. Elles éliminent l’obligation de faire approuver par la province les projets des offices et les aliénations de biens-fonds si des fonds de celle-ci ne sont pas engagés pour les projets ou les biens-fonds. D’autres modifications révisent le processus de prélèvement sur les municipalités de montants couvrant les frais d’administration et les frais d’entretien engagés par les offices en permettant la prise de règlements régissant les prélèvements et en prévoyant un mécanisme d’appels.

PARTIE IV LOIS SUR LES TRANSPORTS

Les modifications dans cette partie qui touchent la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun* ont

currently placed on municipalities with regard to the management of roads under their jurisdiction and to municipalities' relationships with each other; to replace the current rigid road subsidy provisions with flexible funding agreements between the province and municipalities; to permit the province to subsidize the costs of public transportation and rapid transit up to a maximum amount, rather than the current fixed amount.

The amendment to the *Local Roads Boards Act* is to allow for credits to local roads boards up to a maximum amount, rather than the current fixed amount, of money paid by them into the Consolidated Revenue Fund.

SCHEDULE N AMENDMENTS TO CERTAIN ACTS ADMINISTERED BY THE MINISTRY OF NATURAL RESOURCES

This Schedule amends several provisions of the *Forest Fires Prevention Act*, the *Lakes and Rivers Improvement Act* and the *Public Lands Act* that now require permits for certain activities. The Schedule would require permits for these activities only in circumstances prescribed by regulation.

The Schedule provides for amounts received by the Crown under the *Game and Fish Act* to be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund. A payment could be made from the account for a purpose set out in the Schedule.

SCHEDULE O AMENDMENTS TO THE MINING ACT

The purpose of this Schedule is two-fold:

1. To revise Part VII of the *Mining Act* dealing with the requirements relating to closure plans for the rehabilitation of mining sites.
2. To make a number of changes to the *Mining Act* in order to clarify and simplify its operation and administration.

Sections 26, 27 and 28 of this Schedule: The Part VII Changes

1. Any proponent who is not subject to a closure plan for site rehabilitation but undertakes rehabilitation work in accordance with the general duty to progressively rehabilitate a site must report on such activities to the Director of Mine Rehabilitation within 60 days of completing the work (new subsection 139.1 (2) of the Act).
2. Proposed sections 140 and 141 of the Act: Unless they are already subject to a closure plan, proponents of advanced exploration and mine production projects that are new or that are about to start up again are required to notify the Director and to file with the Director's office closure plans certified as prescribed in the regulations to be made under the Act. If a closure plan sufficiently addresses requirements for closure plans, the proponent receives an acknowledgment of receipt and, if all other conditions have been met, the project may proceed. If not, the plan is returned for refile. The system of filing certified closure plans is intended to replace the present system whereby proponents require the Director's acceptance of their detailed closure plan before commencing or recommencing a project. Under proposed section 142 of the Act, a proponent has the option of obtaining the Director's approval of a closure plan but the costs related to having the plan examined for approval are the proponent's responsibility. Furthermore, it is possible for a proponent to move from the approval system to the certification and filing system, and vice versa, if certain conditions are met.

pour objet d'éliminer un grand nombre des contraintes auxquelles sont actuellement soumises les municipalités dans le domaine de la gestion des routes qui relèvent de leur compétence et dans leurs relations avec les autres municipalités, de remplacer le mécanisme actuel de subventions des routes par un mécanisme plus souple reposant sur des accords de financement entre la province et les municipalités, et de permettre à la province de subventionner le transport en commun et les voies rapides jusqu'à concurrence d'un montant maximal plutôt que selon le montant fixe actuel.

La modification de la *Loi sur les régies des routes locales* prévoit pour les sommes portées au crédit des régies des routes locales un plafond basé sur les sommes versées par celles-ci au Trésor, plutôt que le montant fixe actuel.

ANNEXE N MODIFICATION DE CERTAINES LOIS APPLIQUÉES PAR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

Cette annexe modifie plusieurs dispositions de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt*, de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* et de la *Loi sur les terres publiques*, qui exigent actuellement des permis pour certaines activités. Ces activités ne nécessiteront l'obtention d'un permis que dans les circonstances prescrites par les règlements.

L'annexe prévoit que les montants que la Couronne reçoit en vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* seront détenus dans un compte distinct du Trésor. Des sommes pourront être prélevées sur ce compte et versées à des fins qui sont énoncées dans l'annexe.

ANNEXE O MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MINES

Cette annexe a pour objet :

1. D'une part, de réviser la partie VII de la *Loi sur les mines* qui porte sur les exigences qui s'appliquent aux plans de fermeture visant à réhabiliter les lieux miniers.
2. D'autre part, d'apporter un certain nombre de modifications à la *Loi sur les mines* afin de préciser et de simplifier son application.

Articles 26, 27 et 28 de cette annexe : Modifications apportées à la partie VII

1. Le promoteur qui n'est pas visé par un plan de fermeture visant à réhabiliter un lieu mais qui entreprend des travaux de réhabilitation conformément à l'obligation générale de réhabiliter progressivement un lieu doit faire rapport de ces travaux au directeur de la réhabilitation minière dans les 60 jours de leur achèvement (nouveau paragraphe 139.1 (2) de la Loi).
2. Aux termes des nouveaux articles 140 et 141 de la Loi, à moins qu'il ne soit déjà visé par un plan de fermeture, le promoteur qui désire entreprendre ou reprendre un projet d'exploration avancée ou de production minière est tenu d'en aviser le directeur et de déposer auprès de son bureau un plan de fermeture certifié de la manière prescrite par les règlements pris en application de la Loi. Si le plan de fermeture tient suffisamment compte des exigences à l'égard des plans de fermeture, le promoteur reçoit un accusé de réception et si toutes les autres conditions sont remplies, le projet peut aller de l'avant. Si non, le plan de fermeture est retourné au promoteur pour qu'il le dépose de nouveau. Le processus de dépôt d'un plan de fermeture certifié vise à remplacer le processus actuel qui oblige le promoteur à attendre que le directeur approuve son plan de fermeture détaillé avant d'entreprendre ou de reprendre un projet. En vertu du nouvel article 142 de la Loi, le promoteur peut choisir de soumettre un plan de fermeture au directeur pour examen aux fins d'approbation, mais il doit alors payer les frais d'examen. Il lui est également possible de passer du processus d'approbation au processus de certification et de dépôt et vice-versa, si certaines conditions sont remplies.

3. New sections 143 and 144 of the Act. The Director may at any time require a proponent whose closure plan has been filed to file amendments to it and may require as well that a proponent make changes to the filed plan or subsequently filed amendments. Proponents are required to notify the Director of material changes relating to the project that could reasonably be expected to have an effect on the adequacy of the closure plan or its control. If the Director requires changes to a closure plan, the proponent has the option of appealing any or all of the required changes or, at the proponent's expense, having them referred to an independent third party for a binding decision.
 4. Under revised section 145 of the Act, the forms of financial assurance that may be acceptable as part of a filed closure plan are specifically stated to include a mining reclamation trust, a pledge of assets, a sinking fund, royalties per tonne, or compliance with a corporate financial test to be set out in the regulations. Cash provided as financial assurance is to be placed in a special purpose account dedicated to the project out of which the cost of any rehabilitation work required to be undertaken by the Crown may be paid. Confidentiality is to be maintained with respect to all financial and commercial information provided for the purpose of establishing a proponent's financial assurance.
- ➡
5. Under proposed subsection 147 (1) of the Act, the Director may order any proponent of lands upon which a mine hazard exists or any prior holder of an unpatented mining claim or such lands to file a closure plan for rehabilitation of the hazard. There is an exemption for a current or prior holder of an unpatented mining claim who has neither created a hazard since the staking of the claim nor materially disturbed or affected a hazard created by others. ➡
 6. Proposed section 148 of the Act provides the Minister with powers to deal with emergencies where adverse effects to public health and safety and to the environment are being caused or are likely to be caused by mine hazards on mining lands.
 7. Under new section 149.1 of the Act, a proponent would be able to enter into an agreement with the Minister to surrender mining lands. Part of the agreement may be a payment of money in an amount sufficient to offset the costs of any rehabilitation work required to be undertaken on the mining lands after the surrender. A proponent who surrenders mining lands subject to such an agreement is not subject to the liability imposed by certain provisions of the *Environmental Protection Act*.
 8. Section 150 of the Act (section 27 of this Schedule) would give certain proponents a period of 12 months to surrender a mining lease to the Crown or require that the lease revert to a mining claim. A proponent who takes action under the section will no longer be responsible for anything arising out of the existence of a mine hazard created on the claim lands by others before the claim was staked and subsequently taken to lease.
 9. Proposed section 153.1 of the Act (set out in section 28 of this Schedule) would provide Crown immunity from proceedings arising out of claims of regulatory negligence relating to the filing, approval, review and acceptance of closure plans.
 10. New section 153.2 of the Act contains certain powers of the Director, particularly with respect to transfers, and subsection 153.3 (1) clarifies the obligations of lessees
3. Les nouveaux articles 143 et 144 de la Loi prévoient que le directeur peut à tout moment exiger que le promoteur qui a déposé un plan de fermeture dépose les modifications et qu'il apporte des changements au plan déposé ou aux modifications déposées par la suite. Le promoteur est tenu d'aviser le directeur de tout changement important qui touche le projet et dont il serait raisonnable de s'attendre qu'il aura des répercussions sur le caractère adéquat du plan de fermeture ou sur son contrôle. Si le directeur exige que des changements soient apportés à un plan, le promoteur a la possibilité d'interjeter appel de tout ou partie de ces changements ou de les renvoyer, à ses frais, à un tiers indépendant dont la décision lie les parties.
 4. Aux termes du nouvel article 145 de la Loi, les formes de garantie financière acceptables à l'égard d'un plan de fermeture déposé comprennent expressément les fiducies de restauration minière, les biens remis en nantissement, les fonds d'amortissement, les redevances à la tonne ainsi que la conformité avec des tests de solvabilité prescrits dans les règlements. Les garanties fournies en espèces sont versées dans un compte spécial réservé au projet et sur lequel peuvent être prélevées les sommes nécessaires pour couvrir le coût des travaux de réhabilitation devant être entrepris par la Couronne. Est respecté le caractère confidentiel des renseignements financiers et commerciaux fournis par un promoteur aux fins de la constitution de sa garantie financière.
- ➡
5. En vertu du nouveau paragraphe 147 (1) de la Loi, le directeur peut ordonner à un promoteur de terrains sur lesquels se trouve un risque minier ou à un titulaire antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes situé sur de tels terrains de déposer un plan de fermeture visant à réhabiliter le risque. Cette ordonnance ne peut toutefois s'appliquer au titulaire actuel ou antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes qui n'a pas créé de risque depuis le jalonnement du claim et qui n'a pas perturbé ou touché de façon importante un risque qui a été créé par d'autres. ➡
 6. Le nouvel article 148 de la Loi accorde au ministre le pouvoir d'agir dans les situations d'urgence lorsqu'un risque minier sur un terrain minier entraîne ou risque d'entraîner des conséquences préjudiciables sur la santé et la sécurité publiques et sur l'environnement.
 7. En vertu du nouvel article 149.1 de la Loi, le promoteur peut conclure un accord avec le ministre pour la rétrocession de terrains miniers. L'entente peut prévoir le paiement d'une somme suffisante pour couvrir le coût des travaux de réhabilitation des terrains qui devront être entrepris après la rétrocession. Le promoteur qui rétrocède des terrains miniers aux termes d'un tel accord n'est pas visé par la responsabilité qu'imposent certaines dispositions de la *Loi sur la protection de l'environnement*.
 8. L'article 150 de la Loi (article 27 de cette annexe) donne à certains promoteurs un délai de 12 mois pour rétrocéder un bail minier à la Couronne ou pour demander qu'il soit reconverti en claim. Le promoteur qui agit conformément à cet article n'est plus responsable de ce qui survient en raison de l'existence, sur ses terrains miniers, d'un risque minier créé par d'autres avant qu'il ne jalone les terrains et que ceux-ci ne soient pris à bail.
 9. Le nouvel article 153.1 de la Loi (article 28 de cette annexe) accorde à la Couronne une immunité contre les instances découlant de réclamations pour cause de négligence réglementaire à l'égard du dépôt, de l'approbation, de l'examen et de l'acceptation de plans de fermeture.
 10. Le nouvel article 153.2 de la Loi accorde certains pouvoirs au directeur, particulièrement concernant les cessions, et le paragraphe 153.3 (1) précise les obligations des preneurs à bail et

and patentees with respect to the rehabilitation of mine hazards.

Section 38 of this Schedule contains transitional provisions that set out the situation of proponents of existing projects.

Proposed section 145 (financial assurance), with the changes mentioned above, and sections 146 (rehabilitation inspectors), 151 (cost of work completed), 152 (hearings and appeals) and 153 (mineral development officers) reproduce already existing provisions in a substantially unamended form.

SCHEDULE P AMENDMENT TO THE MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT

The amendment to the *Ministry of Correctional Services Act* in this Schedule reduces the quorum for the Board of Parole from three members to two.

SCHEDULE Q AMENDMENTS TO VARIOUS STATUTES WITH REGARD TO INTEREST ARBITRATION

This Schedule amends the *Fire Departments Act*, the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act*, the *Police Services Act*, the *Public Service Act* and the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* to require arbitrators to consider specified criteria, including the employer's ability to pay.

des titulaires de lettres patentes à l'égard de la réhabilitation des risques miniers.

L'article 38 de cette annexe renferme des dispositions transitoires qui précisent la situation des promoteurs de projets existants.

L'article 145 (garantie financière), avec les modifications précitées, ainsi que les articles 146 (inspecteurs de la réhabilitation), 151 (coût des travaux), 152 (audiences et appels) et 153 (agents de mise en valeur des minéraux) reprennent de façon plus ou moins intégrale des dispositions existantes.

ANNEXE P MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

Cette annexe fait passer de trois à deux le nombre de membres de la Commission des libérations conditionnelles requis pour constituer le quorum.

ANNEXE Q MODIFICATION DE DIVERSES LOIS EN CE QUI A TRAIT À L'ARBITRAGE DE DIFFÉRENDS

Cette annexe modifie la *Loi sur les services des pompiers*, la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux*, la *Loi sur les services policiers*, la *Loi sur la fonction publique* et la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* pour obliger les arbitres à prendre en considération des critères déterminés, y compris la capacité de payer de l'employeur.

An Act to achieve Fiscal Savings and to promote Economic Prosperity through Public Sector Restructuring, Streamlining and Efficiency and to implement other aspects of the Government's Economic Agenda

Loi visant à réaliser des économies budgétaires et à favoriser la prospérité économique par la restructuration, la rationalisation et l'efficacité du secteur public et visant à mettre en œuvre d'autres aspects du programme économique du gouvernement

CONTENTS

1.	Enactment of schedules
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule A	Public Sector Salary Disclosure Act, 1996
Schedule B	Amendments to the Corporations Tax Act
Schedule C	Amendments to the Income Tax Act
Schedule D	Ontario Loan Act, 1996
Schedule E	Amendments to the Capital Investment Plan Act, 1993 and the Highway Traffic Act relating to Toll Highways
Schedule F	Health Services Restructuring
Schedule G	Amendments to the Ontario Drug Benefit Act, the Prescription Drug Cost Regulation Act and the Regulated Health Professions Act, 1991
Schedule H	Amendments to the Health Insurance Act and the Health Care Accessibility Act
Schedule I	Physician Services Delivery Management Act, 1996
Schedule J	Amendments to the Pay Equity Act
Schedule K	Amendments to the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act
Schedule L	Amendments to the Public Service Pension Act and the Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994
Schedule M	Amendments to the Municipal Act and various other Statutes related to Municipalities, Conservation Authorities and Transportation
Schedule N	Amendments to certain Acts administered by the Ministry of Natural Resources
Schedule O	Amendments to the Mining Act
Schedule P	Amendment to the Ministry of Correctional Services Act

SOMMAIRE

1.	Édiction des annexes
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe A	Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public
Annexe B	Modification de la Loi sur l'imposition des corporations
Annexe C	Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu
Annexe D	Loi de 1996 sur les emprunts de l'Ontario
Annexe E	Modification de la Loi de 1993 sur le plan d'investissement et du Code de la route en ce qui concerne les voies publiques à péage
Annexe F	Restructuration des services de santé
Annexe G	Modification de la Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario, de la Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance et de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées
Annexe H	Modification de la Loi sur l'assurance-santé et de la Loi sur l'accessibilité aux services de santé
Annexe I	Loi de 1996 sur la gestion de la prestation de services par les médecins
Annexe J	Modification de la Loi sur l'équité salariale
Annexe K	Modification de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée
Annexe L	Modification de la Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires et de la Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario
Annexe M	Modification de la Loi sur les municipalités et de diverses autres lois touchant les municipalités, les offices de protection de la nature et les transports

Schedule Q Amendments to various Statutes with regard to Interest Arbitration

Annexe N

Modification de certaines lois appli-

quées par le ministère des Richesses

naturelles

Annexe O

Modification de la Loi sur les mines

Annexe P

Modification de la Loi sur le ministère

des Services correctionnels

Annexe Q

Modification de diverses lois en ce qui

a trait à l'arbitrage de différends

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Enactment of
schedules

1. (1) All of the schedules to this Act, other than Schedules A, D and I, are hereby enacted.

Same

(2) The *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*, as set out in Schedule A, is hereby enacted.

Same

(3) The *Ontario Loan Act, 1996*, as set out in Schedule D, is hereby enacted.

Same

(4) The *Physician Services Delivery Management Act, 1996*, as set out in Schedule I, is hereby enacted.

Commence-
ment

2. (1) Except as provided in subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The schedules to this Act come into force as provided in the commencement section at or near the end of each schedule.

Same

(3) Where a schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, any such proclamation may apply to the whole or any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule, and proclamations may be issued at different times as to any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.

Short title

3. The short title of this Act is the *Savings and Restructuring Act, 1996*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Sont édictées par le présent paragraphe toutes les annexes de la présente loi, à l'exception des annexes A, D et I.

(2) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*, telle qu'elle figure à l'annexe A.

(3) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur les emprunts de l'Ontario*, telle qu'elle figure à l'annexe D.

(4) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur la gestion de la prestation de services par les médecins*, telle qu'elle figure à l'annexe I.

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles.

(3) Lorsqu'une annexe de la présente loi prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe. En outre, des proclamations peuvent être prises à différentes dates relativement à tout élément de cette annexe.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration*.

Édiction des
annexes

Idem

Idem

Idem

Entrée en
vigueur

Idem

Idem

Titre abrégé

SCHEDULE A PUBLIC SECTOR SALARY DISCLOSURE ACT, 1996

Purpose 1. The purpose of this Act is to assure the public disclosure of the salary and benefits paid in respect of employment in the public sector to employees who are paid a salary of \$100,000 or more in a year.

Definitions 2. (1) In this Act,
“benefit” means each amount that an employee,
(a) is required by subsection 6 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to include in his or her income from an office or employment, or
(b) is required by section 6 of that Act, except subsection 6 (1), (3) or (11), to include in his or her income from an office or employment as a benefit, within the meaning of that Act, or as an amount in respect of a group term life insurance policy; (“avantage”)

“employee” includes a director or officer of an employer, and a holder of office elected or appointed under the authority of an Act of Ontario; (“employé”)

“employer” means an employer in the public sector that does not carry on its activities for the purpose of gain or profit to its members or shareholders, and includes the Crown and a body to which a person is elected or appointed under the authority of an Act of Ontario; (“employeur”)

“public sector” means,

- (a) the Crown in right of Ontario, every agency thereof, and every authority, board, commission, corporation, office or organization of persons a majority of whose directors, members or officers are appointed or chosen by or under the authority of the Lieutenant Governor in Council or a member of the Executive Council,
- (b) the corporation of every municipality in Ontario,
- (c) subject to the Government funding condition in subsection (2), every local board as defined by the *Municipal Affairs Act* and every authority, board, commission, corporation, office or organization of persons some or all of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the

ANNEXE A LOI DE 1996 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

Objet 1. La présente loi a pour objet d'assurer la divulgation publique du traitement et des avantages versés à l'égard d'un emploi aux employés du secteur public qui reçoivent un traitement de 100 000 \$ ou plus par année.

Définitions 2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«avantage» Chaque montant qu'un employé :

- a) soit doit inclure aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi;
- b) soit doit inclure aux termes de l'article 6 de cette loi, sauf le paragraphe 6 (1), (3) ou (11), dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi comme avantage, au sens de cette loi, ou comme montant à l'égard d'une police collective d'assurance temporaire sur la vie. («benefit»)

«employé» S'entend en outre d'un administrateur ou dirigeant d'un employeur et du titulaire d'une charge élu ou nommé en vertu d'une loi de l'Ontario. («employé»)

«employeur» Employeur du secteur public qui exerce ses activités sans but lucratif pour ses membres ou ses actionnaires. S'entend en outre de la Couronne et d'un organisme auquel une personne est élue ou nommée en vertu d'une loi de l'Ontario. («employeur»)

«secteur public» S'entend de ce qui suit :

- a) la Couronne du chef de l'Ontario, les organismes qui en relèvent, ainsi que les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux ou organisations de personnes dont la majorité des administrateurs, des membres ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par un membre du Conseil exécutif, ou sous leur autorité;
- b) les municipalités de l'Ontario;
- c) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les conseils locaux au sens de la *Loi sur les affaires municipales* ainsi que les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux ou organisations de personnes dont tout ou partie des membres, des

- authority of the council of the corporation of a municipality in Ontario,
- (d) every board as defined in the *Education Act* and the Metropolitan Toronto School Board,
 - (e) every university in Ontario and every college of applied arts and technology and post-secondary institution in Ontario whether or not affiliated with a university, the enrolments of which are counted for purposes of calculating annual operating grants entitlements,
 - (f) every hospital listed in the Schedule to the Classification of Hospitals Regulation made under the *Public Hospitals Act*, every private hospital operated under the authority of a licence issued under the *Private Hospitals Act* and every hospital established or approved by the Lieutenant Governor in Council as a community psychiatric hospital under the *Community Psychiatric Hospitals Act*,
 - (g) subject to the Government funding condition in subsection (2), every corporation with share capital, at least 90 per cent of the issued shares of which are beneficially held by or for an employer or employers described in clauses (a) to (f), and every wholly-owned subsidiary thereof,
 - (h) subject to the Government funding condition in subsection (2), every corporation without share capital, the majority of whose members, directors or officers are members of, or are appointed or chosen by or under the authority of, an employer or employers described in clauses (a) to (f), and every wholly-owned subsidiary thereof,
 - (i) every board of health under the *Health Protection and Promotion Act*, and every board of health under an Act of the Legislature that establishes or continues a regional municipality,
 - (j) the Office of the Lieutenant Governor of Ontario, the Office of the Assembly, members of the Assembly and the offices of persons appointed on an address of the Assembly,
 - (k) any corporation, entity, person or organization of persons to which the Govern-
- administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le conseil d'une municipalité de l'Ontario, ou sous son autorité;
 - d) les conseils au sens de la *Loi sur l'éducation* et le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto;
 - e) les universités de l'Ontario ainsi que les collèges d'arts appliqués et de technologie et les établissements postsecondaires – qu'ils soient affiliés ou non à une université – dont l'effectif entre dans le calcul des subventions de fonctionnement annuelles auxquelles ils ont droit;
 - f) les hôpitaux dont le nom figure à l'annexe du règlement portant sur les catégories d'hôpitaux, pris en application de la *Loi sur les hôpitaux publics*, les hôpitaux privés exploités aux termes d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les hôpitaux privés* ainsi que les hôpitaux ouverts ou agréés par le lieutenant-gouverneur en conseil comme hôpitaux psychiatriques communautaires en vertu de la *Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires*;
 - g) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les personnes morales avec capital-actions dont au moins 90 pour cent des actions émises sont détenues à titre bénéficiaire par un ou plusieurs employeurs visés aux alinéas a) à f) ou pour leur compte, ainsi que les filiales en propriété exclusive de ces personnes morales;
 - h) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les personnes morales sans capital-actions dont la majorité des membres, des administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par un ou plusieurs des employeurs visés aux alinéas a) à f) ou sous leur autorité, ou en sont membres, ainsi que les filiales en propriété exclusive de ces personnes morales;
 - i) les conseils de santé visés par la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, ainsi que les conseils de santé visés par une loi de la Législature qui crée ou maintient une municipalité régionale;
 - j) le Bureau du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, le Bureau de l'Assemblée, les députés à l'Assemblée et les bureaux des personnes nommées sur adresse de l'Assemblée;
 - k) les personnes morales, entités, personnes ou organisations de personnes aux

ment funding condition in subsection (2) applies, or

- (l) any authority, board, commission, corporation, office, person or organization of persons, or any class of authorities, boards, commissions, corporations, offices, persons or organizations of persons, prescribed as an employer by the regulations made under this Act; (“secteur public”)

“salary” means the total of each amount received by an employee that is,

- (a) an amount required by section 5 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included in the employee’s income from an office or employment,
- (b) an amount deemed by subsection 6 (3) of that Act to be remuneration of the employee for the purposes of section 5 of that Act, or
- (c) an amount received by the employee by reason of his or her right to receive a deferred amount under a salary deferral arrangement referred to in subsection 6 (11) of that Act. (“traitement”)

Funding received from Government

(2) A body referred to in clause (c), (g), (h) or (k) of the definition of “public sector” in subsection (1) is included in the definition of “public sector” in a year only if the body received funding from the Government of Ontario in that year of an amount that is at least equal to,

- (a) \$1,000,000; or
- (b) 10 per cent of the body’s gross revenues for the year if that percentage is \$120,000 or more.

Proof of percentage of funding

(3) The Management Board of Cabinet may require an officer, director or employee of a body to provide evidence satisfactory to the Secretary of the Management Board of Cabinet that the funding received from the Government of Ontario by the body in a year is less than 10 per cent of the body’s gross revenues for the year, if, for the year,

- (a) the body received funding from the Government of Ontario of less than \$1,000,000 and at least \$120,000;
- (b) the body has not made available to the public a written record or statement in accordance with section 3; and
- (c) the body would be an employer to whom this Act applies if its funding

quelles s’applique la condition relative à l’aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2);

- l) les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux, personnes ou organisations de personnes, ou les catégories de ceux-ci, qui sont prescrits comme employeur par les règlements pris en application de la présente loi. («public sector»)

«traitement» Le total de chaque montant que reçoit un employé et qui est, selon le cas :

- a) un montant que l’employé doit inclure dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux termes de l’article 5 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada);
- b) un montant réputé être, aux termes du paragraphe 6 (3) de cette loi, une rémunération de l’employé pour l’application de l’article 5 de la même loi;
- c) un montant différé reçu par l’employé qui y a droit dans le cadre d’une entente d’échelonnement du traitement mentionnée au paragraphe 6 (11) de cette loi. («salary»)

(2) Les organismes visés à l’alinéa c), g), h) ou k) de la définition de «secteur public» au paragraphe (1) ne sont compris dans la définition de «secteur public» dans une année que s’ils ont reçu cette année-là une aide financière du gouvernement de l’Ontario dont le montant est égal à au moins :

- a) soit 1 000 000 \$;
- b) soit 10 pour cent de leurs revenus bruts pour l’année si ce pourcentage correspond à 120 000 \$ ou plus.

Aide financière du gouvernement

(3) Le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger qu’un dirigeant, un administrateur ou un employé d’un organisme fournisse une preuve, jugée satisfaisante par le secrétaire de ce conseil, que l’aide financière reçue du gouvernement de l’Ontario par l’organisme dans une année représente moins de 10 pour cent de ses revenus bruts pour l’année si, pour cette année, les conditions suivantes sont réunies :

- a) l’organisme a reçu une aide financière du gouvernement de l’Ontario de moins de 1 000 000 \$ et d’au moins 120 000 \$;
- b) l’organisme n’a pas mis à la disposition du public un registre écrit ou une déclaration écrite, contrairement à l’article 3;
- c) l’organisme serait un employeur auquel la présente loi s’applique si l’aide fi-

Preuve du pourcentage d’aide financière

from the Government of Ontario for the year were at least 10 per cent of its gross revenues for the year.

nancière qu'il a reçue du gouvernement de l'Ontario pour l'année représentait au moins 10 pour cent de ses revenus bruts pour l'année.

Failure to provide evidence

(4) If satisfactory evidence is not provided under subsection (3), the Management Board of Cabinet may require that payments from a ministry of the Crown to fund any activity or program of that body be withheld, and section 5 applies, with necessary modifications, in respect of the payment withheld.

(4) Si une preuve satisfaisante n'est pas fournie contrairement au paragraphe (3), le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger que les versements que fait un ministère de la Couronne pour financer une activité ou un programme de l'organisme soient retenus, auquel cas l'article 5 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des versements retenus.

Omission de fournir une preuve

When government funding condition not applicable

(5) Where an employer described in clauses (c), (g), (h) or (k) in the definition of "public sector" in subsection (1) is also described in another clause of that definition, the employer is in the public sector whether or not the government funding condition in subsection (2) is met.

(5) Lorsqu'un employeur visé à l'alinéa c), g), h) ou k) de la définition de «secteur public» au paragraphe (1) est également visé par un autre alinéa de cette définition, il fait partie du secteur public, que la condition relative à l'aide financière du gouvernement au paragraphe (2) soit remplie ou non.

Non-application de la condition relative à l'aide financière du gouvernement

Public disclosure

3. (1) Not later than March 31 of each year beginning with the year 1996, every employer shall make available for inspection by the public without charge a written record of the amount of salary and benefits paid in the previous year by the employer to or in respect of an employee to whom the employer paid at least \$100,000 as salary.

3. (1) Au plus tard le 31 mars de chaque année à partir de 1996, chaque employeur met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, un registre écrit sur le montant du traitement et des avantages qu'il a versés l'année précédente à un employé à qui il a versé un traitement d'au moins 100 000 \$, ou à l'égard de cet employé.

Divulgence publique

Contents of record

(2) The record shall indicate the year to which the information on it relates, shall list employees alphabetically by surname, and shall show for each employee,

(2) Le registre indique l'année à laquelle se rapportent les renseignements qui y figurent, donne la liste des employés par ordre alphabétique de leur nom de famille et indique ce qui suit à l'égard de chaque employé :

Contenu du registre

- (a) the employee's name as shown on the employer's payroll records;
- (b) the office or position last held by the employee with the employer in the year;
- (c) the amount of salary paid by the employer to the employee in the year;
- (d) the amount of benefits reported to Revenue Canada, Taxation, under the *Income Tax Act* (Canada) by the employer for the employee in the year.

- a) le nom de l'employé tel qu'il figure sur le livre de paye de l'employeur;
- b) la dernière charge ou le dernier poste que l'employé a occupé auprès de l'employeur dans l'année;
- c) le montant du traitement versé à l'employé par l'employeur dans l'année;
- d) le montant des avantages déclarés à Revenu Canada, Impôt, aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), par l'employeur pour l'employé dans l'année.

Statement when record not required

(3) For any year beginning in the year 1995 in which an employer has no employees to whom the employer paid at least \$100,000 as salary, the employer shall, not later than March 31 of the following year, make available for inspection by the public without charge a written statement, certified by the highest ranking officer of the employer, that no employees in the year were paid a salary by the employer of \$100,000 or more.

(3) Pour toute année commençant en 1995 pendant laquelle un employeur n'a pas d'employés à qui il a versé au moins 100 000 \$ comme traitement, l'employeur, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, une déclaration écrite, certifiée par le dirigeant de l'employeur qui occupe le rang le plus élevé, selon laquelle aucun employé n'a reçu un traitement de 100 000 \$ ou plus de l'employeur dans l'année.

Déclaration au lieu d'un registre

Continuing availability of record or statement	(4) An employer required by this section to make a record or statement available to the public by March 31 in a given year shall allow the public to inspect it without charge at a suitable location on the employer's premises at any time during the employer's normal working hours throughout the period beginning on March 31 and ending on December 31 of the same year.	(4) L'employeur qui est tenu par le présent article de mettre un registre ou une déclaration à la disposition du public au plus tard le 31 mars d'une année donnée permet au public de consulter gratuitement le document à un endroit convenable dans les locaux de l'employeur à n'importe quel moment pendant les heures normales d'ouverture pour la durée de la période qui commence le 31 mars et qui se termine le 31 décembre de la même année.	Accès continu au registre ou à la déclaration
Publication of record by employer	(5) An employer who normally issues an annual report or statement on the activities or financial affairs of the employer, shall include with that annual report or statement the record or statement required by this Act to be provided for the year ending in the period covered by the annual report or statement.	(5) L'employeur qui publie normalement un rapport ou un état annuel sur ses activités ou sa situation financière inclut dans le rapport ou l'état le registre ou la déclaration que la présente loi oblige à fournir, pour l'année qui se termine pendant la période visée par le rapport ou l'état.	Publication d'un registre par l'employeur
Copy of record	4. (1) An employer shall promptly furnish a person with a copy of a record or statement that the employer is required to make available under section 3 if the person requests a copy and pays the employer the fee prescribed by the regulations.	4. (1) L'employeur fournit promptement à quiconque en fait la demande et lui verse les droits prescrits par les règlements une copie d'un registre ou d'une déclaration qu'il est tenu de mettre à la disposition du public aux termes de l'article 3.	Copie du registre
Same	(2) Subsection (1) applies even if the request is made after the period referred to in subsection 3 (4).	(2) Le paragraphe (1) s'applique même si la demande est présentée après la fin de la période mentionnée au paragraphe 3 (4).	Idem
Information may be published	(3) There is no copyright with regard to a record or statement referred to in section 3, and the information contained in it may be published by any member of the public or disclosed by any ministry of the Crown to whom it is provided pursuant to a regulation made under clause 8 (1) (d).	(3) Il n'existe pas de droit d'auteur à l'égard d'un registre ou d'une déclaration visé à l'article 3, et les renseignements qui y figurent peuvent être publiés par tout membre du public ou divulgués par tout ministère de la Couronne à qui ils sont fournis conformément à un règlement pris en application de l'alinéa 8 (1) d).	Autorisation de publier les renseignements
Failure to disclose salary and benefits	5. (1) If an employer fails to comply with section 3 or 4, the Management Board of Cabinet may require a ministry of the Crown to withhold part or all of any amount authorized by appropriation of the Legislature or by statute to be paid by the ministry to that employer to fund any activity or program of that employer.	5. (1) Si l'employeur ne se conforme pas à l'article 3 ou 4, le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger qu'un ministère de la Couronne retienne tout ou partie des sommes qu'une affectation budgétaire de la Législature ou une loi autorise le ministère à verser à l'employeur pour financer une activité ou un programme de celui-ci.	Omission de divulguer les traitements et avantages
When amount withheld may be paid	(2) Subject to subsection (3), an amount withheld under subsection (1) shall be paid to the employer from whom it is withheld only when the employer complies with section 3 or 4.	(2) Sous réserve du paragraphe (3), la somme retenue en vertu du paragraphe (1) n'est versée à l'employeur à qui elle a été retenue que lorsqu'il se conforme à l'article 3 ou 4.	Paiement d'une somme retenue
Failure continuing past fiscal year end	(3) An employer ceases to be entitled to payment of any amount withheld under subsection (1) if the failure to comply with section 3 or 4 continues to March 31 next following the date on which the direction to withhold was given, and in that case the amount withheld is part of the Consolidated Revenue Fund.	(3) L'employeur cesse d'avoir droit au versement d'une somme retenue en vertu du paragraphe (1) s'il ne se conforme toujours pas à l'article 3 ou 4 le 31 mars qui suit la date à laquelle l'ordre de retenue a été donné, auquel cas la somme retenue est versée au Trésor.	Cas où l'omission persiste au-delà de l'exercice
Disclosure not breach of any Act or agreement	6. The disclosure of information in accordance with this Act, or in the reasonable belief that the disclosure is required by this Act, shall not be deemed by any court or person,	6. La divulgation de renseignements effectuée conformément à la présente loi ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire que la divulgation est exigée par celle-ci ne doit pas être considérée par un tribunal ou une personne :	La divulgation ne constitue pas une violation de la loi ou d'un accord

- (a) to contravene any Act or regulation enacted or made before or after the coming into force of this Act; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that disclosure regardless of whether the agreement is made before or after the coming into force of this Act.

This Act
prevails

7. (1) The following provisions of this Act prevail over any other Act or regulation unless another Act specifically refers to those provisions and provides otherwise:

- 1. The requirement under section 3 to disclose information.
- 2. The right of Management Board of Cabinet under subsections 2 (4) and 5 (1) to require a ministry to withhold payments to an employer.
- 3. The ceasing of an employer's entitlement to payment under subsection 5 (3).

Same

(2) The provisions referred to in subsection (1) prevail over any provision in an agreement that provides otherwise.

Regulations

8. (1) The Lieutenant Governor in Council may make any regulations the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out the intent and purpose of this Act, including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) prescribing a person or organization to be or not to be an employer to whom this Act applies;
- (b) providing that this Act applies, with necessary modifications, with regard to a specified aggregate amount of salary and benefits for a year in the same way that it applies with regard to a salary of \$100,000 for the year and prescribing that aggregate amount of salary and benefits;
- (c) prescribing methods in addition to or in place of those mentioned in this Act by which information to be made available to the public under this Act may be disclosed, and requiring employers or classes of employers to disclose information by a particular method;
- (d) requiring employers to provide without charge to any ministry or ministries of

- a) soit comme contrevenant à une loi adoptée ou à un règlement pris avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi;
- b) soit comme contrevenant ou étant contraire à une entente visant à limiter ou à interdire cette divulgation, que l'entente soit conclue avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi.

7. (1) Les dispositions suivantes de la présente loi l'emportent sur toute autre loi ou tout autre règlement, sauf mention expresse de ces dispositions dans une autre loi et disposition contraire de celle-ci :

La présente
loi l'emporte

- 1. La divulgation des renseignements exigée par l'article 3.
- 2. Le droit qu'a le Conseil de gestion du gouvernement en vertu des paragraphes 2 (4) et 5 (1) d'exiger qu'un ministère retienne les versements à faire à un employeur.
- 3. L'extinction du droit qu'a un employeur de recevoir un versement en vertu du paragraphe 5 (3).

(2) Les dispositions visées au paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions à l'effet contraire d'une entente.

Idem

8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire tout ce qu'il juge nécessaire ou utile pour réaliser l'objet de la présente loi, notamment :

Règlements

- a) prescrire qu'une personne ou une organisation est ou n'est pas un employeur auquel s'applique la présente loi;
- b) prévoir que la présente loi s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du montant total précisé du traitement et des avantages pour une année de la même façon qu'elle s'applique à l'égard d'un traitement de 100 000 \$ pour l'année, et prescrire le montant total du traitement et des avantages;
- c) prescrire des méthodes, en plus ou à la place de celles mentionnées dans la présente loi, selon lesquelles les renseignements devant être mis à la disposition du public aux termes de la présente loi peuvent être divulgués, et exiger que les employeurs ou des catégories d'employeurs suivent une méthode donnée pour divulguer ces renseignements;
- d) exiger que les employeurs fournissent gratuitement à un ou plusieurs minis-

the Crown the record or statement referred to in section 3;

- (e) providing that an amount other than \$120,000 applies for the purpose of clauses 2 (2) (b) and 2 (3) (a) and prescribing that amount;
- (f) providing that a payment from an employer to a corporation that provides to the employer the services of an officer or employee of the corporation shall be deemed under specified circumstances to be a payment to an employee of the employer for the purpose of this Act, prescribing those circumstances and prescribing the information that the employer shall make public and include in a record under section 3 under those circumstances;
- (g) providing that specified payments made by an employer to or in respect of an employee be included in or excluded from the definition of "salary" or "benefit" for the purpose of this Act and prescribing those payments;
- (h) prescribing the fee that may be charged under subsection 4 (1) for furnishing a copy of a record or statement;
- (i) providing that an amount other than \$100,000 applies for the purposes of section 1, subsections 3 (1) and (3) and clause 8 (1) (b) and prescribing that amount;
- (j) defining "fund", "funding" and "promptly".

tères de la Couronne le registre ou la déclaration visé à l'article 3;

- e) prévoir qu'un montant autre que 120 000 \$ s'applique pour l'application des alinéas 2 (2) b) et 2 (3) a), et prescrire ce montant;
- f) prévoir qu'un versement fait par un employeur à une personne morale qui fournit à l'employeur les services d'un de ses dirigeants ou de ses employés est réputé, dans des circonstances précisées, un versement à un employé de l'employeur pour l'application de la présente loi, prescrire ces circonstances et prescrire les renseignements que l'employeur doit rendre publics et inclure dans un registre aux termes de l'article 3 dans ces circonstances;
- g) prévoir que des versements précisés faits par un employeur à un employé ou à l'égard de celui-ci soient inclus dans la définition de «traitement» ou «avantages» ou exclus de celle-ci pour l'application de la présente loi, et prescrire ces versements;
- h) prescrire les droits qui peuvent être demandés aux termes du paragraphe 4 (1) pour fournir une copie d'un registre ou d'une déclaration;
- i) prévoir un montant autre que 100 000 \$ pour l'application de l'article 1, des paragraphes 3 (1) et (3) et de l'alinéa 8 (1) b), et prescrire ce montant;
- j) définir les termes «financer», «aide financière» et «promptement».

Same (2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular in its application and may be restricted in its application to the class or classes of employers or employees set out in the regulation.

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être limités à une ou à plusieurs catégories d'employeurs ou d'employés qui y sont énoncées.

Idem

Same (3) The notice requirement in subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply to the provision of a record or statement to a ministry pursuant to a regulation made under clause (1) (d).

(3) L'obligation d'information prévue au paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à la fourniture d'un registre ou d'une déclaration à un ministère conformément à un règlement pris en application de l'alinéa (1) d).

Idem

Same (4) A regulation made under subsection (1) is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

(4) Les règlements pris en application du paragraphe (1) qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif.

Idem

Commencement 9. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

9. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

Short title 10. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*.

10. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*.

Titre abrégé

SCHEDULE B AMENDMENTS TO THE CORPORATIONS TAX ACT

1. (1) Clause 1 (1) (d) of the *Corporations Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 1, is further amended by adding the following:

“taxation year” of a person who is an administrator of a benefit plan under section 74.2 means a calendar year if the person is not a corporation. (“année d’imposition”)

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 3, section 1 and 1994, chapter 14, section 1, is further amended by adding the following subsection:

(11) For the purposes of Parts V and VI, a reference to “corporation” shall be deemed to include a reference to an administrator of a benefit plan within the meaning of section 74.2.

2. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) Every person who is a member or planholder of a benefit plan within the meaning of section 74.2 is liable to a tax in the amount determined under section 74.2, payable at the time and in the manner provided in that section to Her Majesty in right of Ontario.

3. (1) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) The tax imposed by subsection 2 (2.1) shall be calculated by reference to administration fees paid in respect of the plan and,

(a) to contributions made to the benefit plan if the plan is a funded benefit plan under section 74.2; or

(b) to benefits paid under the plan if the plan is an unfunded benefit plan under that section.

(2) Subsection 3 (3) of the Act, as enacted by subsection (1), applies in respect of contributions made, benefits paid and administrative fees paid after June 30, 1993.

4. (1) The definition of “tax consequences” in subsection 5 (1) of the Act, as amended by

ANNEXE B MODIFICATION DE LA LOI SUR L’IMPOSITION DES CORPORATIONS

1. (1) L’alinéa 1 (1) d) de la *Loi sur l’imposition des corporations*, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«année d’imposition» L’année d’imposition d’une personne qui est administrateur d’un régime d’avantages sociaux aux termes de l’article 74.2 et qui n’est pas une corporation s’entend de l’année civile. («taxation year»)

(2) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 3 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 1 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(11) Aux fins des parties V et VI, toute mention de «corporation» est réputée inclure la mention de l’administrateur d’un régime d’avantages sociaux au sens de l’article 74.2.

2. L’article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Quiconque est un participant à un régime d’avantages sociaux au sens de l’article 74.2 ou le titulaire d’un tel régime est assujéti à un impôt déterminé aux termes de l’article 74.2 et payable, au moment et de la manière prévus par cet article, à Sa Majesté du chef de l’Ontario.

3. (1) L’article 3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) L’impôt établi par le paragraphe 2 (2.1) est calculé par rapport aux frais d’administration payés à l’égard du régime et :

a) soit aux cotisations versées au régime s’il s’agit d’un régime d’avantages sociaux par capitalisation visé à l’article 74.2;

b) soit aux prestations versées dans le cadre du régime s’il s’agit d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation visé à cet article.

(2) Le paragraphe 3 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté par le paragraphe (1), s’applique aux cotisations et prestations versées ainsi qu’aux frais d’administration payés après le 30 juin 1993.

4. (1) La définition de «attribut fiscal» au paragraphe 5 (1) de la Loi, telle qu’elle est

Interprétation.
corporation

Tax in
respect of a
benefit plan

Same

Interprétation :
corporation

Impôt à
l’égard des
régimes
d’avantages
sociaux

Idem

the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended,

(a) by adding the following clause:

(c.1) any contribution made to a funded benefit plan within the meaning of section 74.2, any benefit paid to or for the benefit of a member of an unfunded benefit plan within the meaning of section 74.2 and any administration fee paid by a person in respect of a benefit plan;

(b) by striking out “clause (a), (a.1), (b) or (c)” in the amendment of 1994 to clause (d) and substituting “clause (a), (a.1), (b), (c) or (c.1)”.

(2) Clause 5 (4) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended by striking out “clause (a), (a.1), (b), (c) or (d)” in the amendment of 1994 and substituting “clause (a), (a.1), (b), (c), (c.1) or (d)”.

(3) Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended by adding the following subsection:

(8) In the application of this section,

- (a) a reference to “corporation” in this section shall be deemed to include a reference to a person subject to tax under subsection 2 (2.1) and to an administrator of a benefit plan referred to in section 74.2; and
- (b) the amount of tax payable under this Act by an administrator of a benefit plan referred to in section 74.2 shall be deemed to include the amount of tax required to be collected and paid over to the Minister by the administrator under section 74.2.

5. (1) Subsection 41 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 14, is repealed and the following substituted:

(1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by a corporation for a taxation year ending after June 30, 1994 an amount equal to 6 per cent of the amount determined under subsection (2), if the corporation has made a deduction under section 125 of the *Income Tax Act* (Canada) for the taxation year, or could have made a deduction under that section if its business limit for the taxation year under paragraph 125 (1) (c) of that Act had been determined without reference to subsection 125 (5.1) of that Act.

modifiée par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifiée de nouveau :

a) par adjonction de l'alinéa suivant :

c.1) les cotisations versées à un régime d'avantages sociaux par capitalisation au sens de l'article 74.2, les prestations versées en faveur ou au profit d'un participant à un régime d'avantages sociaux sans capitalisation au sens de l'article 74.2 et les frais d'administration payés par une personne à l'égard d'un régime d'avantages sociaux;

b) par substitution, à «l'alinéa a), a.1), b) ou c)» dans la modification apportée en 1994 à l'alinéa d), de «l'alinéa a), a.1), b), c) ou c.1)».

(2) L'alinéa 5 (4) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution, à «l'alinéa a), a.1), b), c) ou d)» dans la modification de 1994, de «l'alinéa a), a.1), b), c), c.1) ou d)».

(3) L'article 5 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(8) Aux fins du présent article :

- a) toute mention de «corporation» dans le présent article est réputée inclure la mention d'une personne assujettie à l'impôt prévu au paragraphe 2 (2.1) et de l'administrateur d'un régime d'avantages sociaux visé à l'article 74.2;
- b) le montant de l'impôt payable aux termes de la présente loi par l'administrateur d'un régime d'avantages sociaux visé à l'article 74.2 est réputé inclure le montant d'impôt que l'administrateur est tenu de percevoir et de verser au ministre aux termes de l'article 74.2.

5. (1) Le paragraphe 41 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie par une corporation pour une année d'imposition qui se termine après le 30 juin 1994 un montant égal à 6 pour cent du montant déterminé aux termes du paragraphe (2), si la corporation a effectué une déduction en vertu de l'article 125 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour l'année d'imposition ou si elle avait pu effectuer une déduction en vertu de cet article si son plafond des affaires pour l'année, prévu à l'alinéa 125 (1) c) de cette

Interprétation,
corporation

Interprétation :
corporation

Small
business
incentive

Déduction
accordée aux
petites entreprises

(2) Section 41 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 14, is further amended by adding the following subsection:

Business
limit

(3.1) For the purposes of this section and in determining a corporation's adjusted Ontario small business income for a taxation year for the purposes of sections 43 and 51, the amount of the corporation's business limit for the taxation year under paragraph 125 (1) (c) of the *Income Tax Act* (Canada) shall be determined without reference to subsection 125 (5.1) of that Act.

6. (1) The Act is amended by adding the following section:

Mining
reclamation
trust tax
credit

43.2 (1) A corporation may deduct from its tax otherwise payable under this Part for a taxation year, after making all deductions claimed under sections 39, 40, 41 and 43 for the taxation year, an amount not exceeding the amount of its mining reclamation trust tax credit for the year.

Same

(2) A corporation may deduct from its tax otherwise payable for a taxation year under Parts III and IV an amount not exceeding the amount by which its mining reclamation trust tax credit for the taxation year exceeds the deduction, if any, claimed by the corporation for the year under subsection (1).

Amount of
tax credit

(3) The amount of a corporation's mining reclamation trust tax credit for a taxation year is the amount that would be determined under subsection 127.41 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to be the amount of its "Part XII.4 tax credit" for the taxation year if the tax payable under Part XII.4 of the *Income Tax Act* (Canada) by a mining reclamation trust for a taxation year ending in the corporation's taxation year equalled the amount of tax payable by the trust for that year under the *Income Tax Act*.

Deemed tax
payment

(4) A corporation shall be deemed to pay on account of its tax payable under this Act for a taxation year an amount claimed by the corporation not exceeding the amount, if any, by which,

(a) the corporation's mining reclamation trust tax credit for the taxation year;

loi, avait été déterminé sans égard au paragraphe 125 (5.1) de la même loi.

(2) L'article 41 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Plafond des
affaires

(3.1) Aux fins du présent article et lors de la détermination du revenu rajusté d'une corporation tiré d'une petite entreprise exploitée en Ontario pour une année d'imposition aux fins des articles 43 et 51, le montant du plafond des affaires de la corporation pour l'année, prévu à l'alinéa 125 (1) c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), est déterminé sans égard au paragraphe 125 (5.1) de la même loi.

6. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Crédit
d'impôt au
titre d'une
fiducie de
restauration
minière

43.2 (1) Une corporation peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour une année d'imposition, après avoir effectué toutes les déductions qu'elle demande en vertu des articles 39, 40, 41 et 43 pour l'année, un montant qui ne dépasse pas celui de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière pour l'année.

Idem

(2) Une corporation peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes des parties III et IV pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas l'excédent de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière pour l'année sur la déduction qu'elle demande, le cas échéant, pour l'année en vertu du paragraphe (1).

Montant
du crédit
d'impôt

(3) Le montant du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière d'une corporation pour une année d'imposition est le montant qui serait déterminé aux termes du paragraphe 127.41 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) comme étant le montant de son «crédit d'impôt de la partie XII.4» pour l'année si l'impôt payable aux termes de la partie XII.4 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) par une fiducie de restauration minière pour une année d'imposition qui se termine pendant l'année d'imposition de la corporation est égal au montant d'impôt payable par la fiducie pour cette année aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Paiement
réputé un
paiement
d'impôt

(4) Une corporation est réputée payer au titre de son impôt payable aux termes de la présente loi pour une année d'imposition un montant qu'elle demande et qui ne dépasse pas l'excédent éventuel :

a) du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière de la corporation pour l'année d'imposition;

exceeds,

- (b) the amount, if any, deducted by the corporation under subsections (1) and (2) in determining its tax payable under this Act for the taxation year.

Time of
deemed
payment

(5) A corporation shall be deemed to make the payment referred to in subsection (4) and the Minister shall be deemed to apply the deemed payment on the day referred to in clause 78 (2) (b) on or before which the corporation would be required to pay any balance of tax payable for the taxation year.

Same

(6) For the purposes of sub-subclause 43.1 (2) (a) (ii) (A) and clause 57.3 (2) (b), the amount deducted by a corporation under subsection (1) for a taxation year shall be considered to be the deduction from tax payable under Part II to which the corporation is entitled for the year under this section.

(2) Section 43.2 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

7. (1) The Act is amended by adding the following section:

Ontario
innovation
tax credit

43.3 (1) A corporation that is a qualifying corporation for a taxation year may deduct from its tax otherwise payable under this Part for the taxation year, after making all deductions claimed under sections 39, 40, 41, 43 and 43.2 for the taxation year, an amount not exceeding the amount of its Ontario innovation tax credit for the taxation year.

Same

(2) A corporation that is a qualifying corporation for a taxation year may deduct from its tax otherwise payable for the year under Parts III and IV of the Act an amount not exceeding the amount by which its Ontario innovation tax credit for the taxation year exceeds the maximum amount, if any, deductible by the corporation for the year under subsection (1).

Amount of
tax credit

(3) The amount of a qualifying corporation's Ontario innovation tax credit for a taxation year is 10 per cent of the total of,

- (a) the eligible portion of its qualified expenditures for the taxation year; and
(b) its eligible repayments, if any, for the taxation year.

Qualifying
corporation

(4) A corporation is a qualifying corporation for a taxation year for the purposes of this section if,

sur :

- b) le montant éventuel que la corporation a déduit en vertu des paragraphes (1) et (2) lors de la détermination de son impôt payable aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition.

(5) Une corporation est réputée effectuer le paiement visé au paragraphe (4) et le ministre est réputé l'affecter le jour, visé à l'alinéa 78 (2) b), auquel la corporation serait tenue, au plus tard, de verser le solde éventuel de son impôt payable pour l'année d'imposition.

Moment où
le paiement
est réputé
effectué

(6) Aux fins du sous-sous-alinéa 43.1 (2) a) (ii) (A) et de l'alinéa 57.3 (2) b), le montant déduit par une corporation en vertu du paragraphe (1) pour une année d'imposition est considéré comme la déduction effectuée sur l'impôt payable aux termes de la partie II à laquelle la corporation a droit pour l'année en vertu du présent article.

Idem

(2) L'article 43.2 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

7. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

43.3 (1) Une corporation qui est une corporation admissible pour une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour l'année, après avoir effectué toutes les déductions qu'elle demande en vertu des articles 39, 40, 41, 43 et 43.2 pour l'année, un montant qui ne dépasse pas celui de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario pour l'année.

Crédit
d'impôt à
l'innovation
de l'Ontario

(2) Une corporation qui est une corporation admissible pour une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes des parties III et IV de la Loi pour l'année un montant qui ne dépasse pas l'excédent de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario pour l'année sur le montant maximal éventuel que la corporation peut déduire pour l'année en vertu du paragraphe (1).

Idem

(3) Le montant du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario d'une corporation admissible pour une année d'imposition est égal à 10 pour cent du total des montants suivants :

Montant
du crédit
d'impôt

- a) la partie autorisée de ses dépenses admissibles pour l'année d'imposition;
b) ses remboursements autorisés éventuels pour l'année d'imposition.

(4) Une corporation est une corporation admissible pour une année d'imposition aux fins du présent article si les conditions suivantes sont réunies :

Corporation
admissible

- (a) it is a Canadian-controlled private corporation throughout the taxation year and has a permanent establishment in Ontario at any time during the taxation year;
- (b) it carries on scientific research and experimental development in Ontario during the taxation year; and
- (c) it is eligible to claim an investment tax credit for the taxation year under section 127 of the *Income Tax Act* (Canada), calculated to include an additional amount determined under subsection 127 (10.1) of that Act, with respect to a qualified expenditure made by the corporation in the taxation year, and it files a prescribed form under that section in respect of the investment tax credit.

Qualified expenditure

(5) An expenditure made by a corporation is a qualified expenditure for a taxation year for the purposes of this section if,

- (a) the expenditure is incurred by the corporation in respect of scientific research and experimental development carried on in Ontario;
- (b) the expenditure would be considered to be a qualified expenditure made by the corporation in that year for the purposes of section 127 of the *Income Tax Act* (Canada); and
- (c) the expenditure is incurred by the corporation at a time when the corporation has a permanent establishment in Ontario.

Amount of qualified expenditures

(6) The amount of qualified expenditures made by a corporation for a taxation year for the purposes of this section shall be calculated as the amount that would be deemed to be the amount of qualified expenditures made by the corporation for the year for the purposes of determining the amount of an investment tax credit under section 127 of the *Income Tax Act* (Canada) if the following rules applied:

1. Any tax credit available to the corporation under this section in respect of the expenditures is deemed not to be government assistance for the purposes of that section.
2. No amount is required to be deducted in respect of a specified contract payment received, receivable or reasonably

- a) elle est une corporation privée dont le contrôle est canadien tout au long de l'année d'imposition et a un établissement permanent en Ontario à un moment quelconque de l'année d'imposition;
- b) elle exerce des activités de recherche scientifique et de développement expérimental en Ontario pendant l'année d'imposition;
- c) elle est autorisée à demander, pour l'année d'imposition, le crédit d'impôt à l'investissement prévu à l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), calculé de façon à y inclure le crédit majoré déterminé aux termes du paragraphe 127 (10.1) de cette loi, à l'égard d'une dépense admissible qu'elle a engagée pendant l'année d'imposition, et elle dépose la formule prescrite prévue à cet article à l'égard du crédit d'impôt à l'investissement.

(5) Une dépense engagée par une corporation est une dépense admissible pour une année d'imposition aux fins du présent article si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la corporation engage la dépense à l'égard d'activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario;
- b) la dépense serait considérée comme une dépense admissible engagée par la corporation pendant cette année aux fins de l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- c) la corporation engage la dépense à un moment où elle a un établissement permanent en Ontario.

Dépense admissible

(6) Le montant des dépenses admissibles engagées par une corporation pour une année d'imposition aux fins du présent article est calculé comme étant le montant qui serait réputé le montant des dépenses admissibles engagées par la corporation pour l'année aux fins de la détermination du montant du crédit d'impôt à l'investissement prévu à l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) si les règles suivantes s'appliquaient :

1. Tout crédit d'impôt dont la corporation peut se prévaloir en vertu du présent article à l'égard des dépenses est réputé ne pas être une aide gouvernementale aux fins de cet article.
2. Aucun montant ne doit être déduit à l'égard d'un paiement contractuel précisé que la corporation a reçu, doit rece-

Montant des dépenses admissibles

expected to be received by the corporation.

3. No amount is included in respect of any expenditures incurred by a partnership of which the corporation is a member.

Specified
contract
payment

(7) For the purposes of this section, a payment is a specified contract payment if,

- (a) the payment is a contract payment for the performance of scientific research and experimental development carried on in Ontario; and
- (b) the payment is from a corporation that,
 - (i) does not have a permanent establishment in Ontario, and
 - (ii) is not entitled to receive a payment from a corporation that is eligible to claim a tax credit under this section, or a research and development super allowance under section 12, in respect of the scientific research and experimental development to which the contract payment relates.

Eligible
portion of
qualified
expenditures

(8) The eligible portion of a corporation's qualified expenditures for a taxation year for the purposes of this section is the lesser of,

- (a) the amount determined according to the following formula:

$$P = A + (0.4 \times B)$$

Where:

- “P” is the amount determined under this clause;
- “A” is the total amount of the corporation's qualified expenditures of a current nature for the taxation year, as determined under this section;
- “B” is the total amount of the corporation's qualified expenditures of a capital nature for the taxation year, as determined under this section; or

- (b) the amount of the corporation's expenditure limit for the taxation year, as determined for the purposes of subsection 127 (10.1) of the *Income Tax Act* (Canada).

(9) The amount of a corporation's eligible repayments for a taxation year for the pur-

voir ou s'attend raisonnablement à recevoir.

3. Aucun montant n'est inclus à l'égard de dépenses engagées par une société en nom collectif dont la corporation est un associé.

(7) Aux fins du présent article, un paiement est un paiement contractuel précisé si les conditions suivantes sont réunies :

Paiement
contractuel
précisé

- a) le paiement est un paiement contractuel pour des activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario;
- b) le paiement provient d'une corporation qui :
 - (i) d'une part, n'a pas d'établissement permanent en Ontario,
 - (ii) d'autre part, n'a pas le droit de recevoir un paiement d'une corporation qui est autorisée à demander un crédit d'impôt en vertu du présent article, ou une superdéduction pour recherche et développement en vertu de l'article 12, à l'égard des activités de recherche scientifique et de développement expérimental auxquelles se rapporte le paiement contractuel.

(8) La partie autorisée des dépenses admissibles d'une corporation pour une année d'imposition aux fins du présent article est le moindre des montants suivants :

Partie auto-
risée des
dépenses
admissibles

- a) le montant calculé selon la formule suivante :

$$P = A + (0,4 \times B)$$

où :

- «P» représente le montant calculé aux termes du présent alinéa;
- «A» représente le total des dépenses de nature courante admissibles de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux termes du présent article;
- «B» représente le total des dépenses en capital admissibles de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux termes du présent article;

- b) le montant de la limite des dépenses de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux fins du paragraphe 127 (10.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

(9) Le montant des remboursements autorisés d'une corporation pour une année d'impo-

Rembourse-
ments
autorisés

Eligible re-
payments

poses of this section is the amount determined according to the following formula:

$$R = C + 0.4 (D + E)$$

Where:

“R” is the amount of the corporation’s eligible repayments for the taxation year;

“C” is the total of the corporation’s designated repayments, if any, for the taxation year in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures of a current nature;

“D” is the total of the corporation’s designated repayments, if any, for the taxation year in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures of a capital nature, other than qualified expenditures referred to in paragraph 127 (11.1) (e) of the *Income Tax Act* (Canada);

“E” is one-quarter of the total of the designated repayments, if any, considered to be repayments made by the corporation in the taxation year, for the purposes of paragraph (e.2) of the definition of “investment tax credit” in subsection 127 (9) of the *Income Tax Act* (Canada), in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures referred to in paragraph 127 (11.1) (e) of that Act.

Designated
repayment

(10) An amount repaid in a taxation year by a corporation, or deemed under subsection 127 (10.8) of the *Income Tax Act* (Canada) to be repaid in a taxation year by a corporation, is a designated repayment made by the corporation in the year for the purposes of this section to the extent the repayment can reasonably be considered to be a repayment of,

- (a) government assistance, non-government assistance or a contract payment received, receivable or reasonably expected to be received by the corporation, other than a specified contract payment;

sition aux fins du présent article est le montant calculé selon la formule suivante :

$$R = C + 0,4 (D + E)$$

où :

«R» représente le montant des remboursements autorisés de la corporation pour l’année d’imposition;

«C» représente le total des remboursements désignés éventuels de la corporation pour l’année d’imposition à l’égard d’une aide gouvernementale, d’une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses de nature courante admissibles;

«D» représente le total des remboursements désignés éventuels de la corporation pour l’année d’imposition à l’égard d’une aide gouvernementale, d’une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses en capital admissibles, à l’exception des dépenses admissibles visées à l’alinéa 127 (11.1) e) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada);

«E» représente le quart du total des remboursements désignés éventuels qui sont considérés comme des remboursements effectués par la corporation pendant l’année d’imposition, aux fins de l’alinéa e.2) de la définition de «crédit d’impôt à l’investissement» au paragraphe 127 (9) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), à l’égard d’une aide gouvernementale, d’une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses admissibles visées à l’alinéa 127 (11.1) e) de cette loi.

Rembourse-
ment désigné

(10) Un montant remboursé pendant une année d’imposition par une corporation, ou réputé l’être aux termes du paragraphe 127 (10.8) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), est un remboursement désigné, effectué par la corporation pendant l’année aux fins du présent article, dans la mesure où le remboursement peut raisonnablement être considéré comme le remboursement de ce qui suit :

- a) une aide gouvernementale, une aide non gouvernementale ou un paiement contractuel que la corporation a reçu, doit recevoir ou s’attend raisonnablement à recevoir, à l’exception d’un paiement contractuel précisé;

(b) an amount that was deducted in determining for the purposes of this section the amount of a qualified expenditure made by the corporation for the taxation year or a prior taxation year;

(c) an amount, the deduction of which in determining for the purposes of this section the amount of a qualified expenditure, resulted in a reduction in the amount of a tax credit that would have otherwise been available to the corporation under this section for the taxation year or a prior taxation year; and

(d) an amount that under subsection 127 (11.1) of the *Income Tax Act* (Canada) reduced the amount of a qualified expenditure made by the corporation for the purposes of the definition of “investment tax credit” in subsection 127 (9) of that Act.

Deemed tax
payment

(11) A qualifying corporation shall be deemed to pay on account of its tax payable under this Act for a taxation year an amount claimed by the corporation, not exceeding the amount, if any, by which,

(a) the corporation’s Ontario innovation tax credit for the taxation year;

exceeds,

(b) the maximum amount, if any, deductible by the corporation under subsections (1) and (2) in determining its tax payable under this Act for the taxation year.

Time of
deemed
payment

(12) A qualifying corporation shall be deemed to make the payment referred to in subsection (11) and the Minister to apply the deemed payment on the day referred to in clause 78 (2) (b) on or before which the corporation would be required to pay any balance of tax payable for the taxation year.

Waiver of tax
credit

(13) A corporation may waive its eligibility for a tax credit, or a portion of a tax credit, under this section for a taxation year by delivering a written waiver with its return required to be delivered under this Act for the taxation year or in an amended return for that year.

Same

(14) If a corporation files a waiver under subsection (13) in respect of a taxation year,

(a) the corporation shall be deemed never to have been a qualifying corporation under this section for that year in

b) un montant qui a été déduit lors de la détermination, aux fins du présent article, du montant d’une dépense admissible engagée par la corporation pour l’année d’imposition ou une année d’imposition antérieure;

c) un montant dont la déduction, lors de la détermination du montant d’une dépense admissible aux fins du présent article, a entraîné la réduction du montant d’un crédit d’impôt dont la corporation aurait pu par ailleurs se prévaloir en vertu du présent article pour l’année d’imposition ou une année d’imposition antérieure;

d) un montant qui, aux termes du paragraphe 127 (11.1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), a réduit le montant d’une dépense admissible engagée par la corporation aux fins de la définition de «crédit d’impôt à l’investissement» au paragraphe 127 (9) de cette loi.

(11) Une corporation admissible est réputée payer au titre de son impôt payable aux termes de la présente loi pour une année d’imposition un montant qu’elle demande et qui ne dépasse pas l’excédent éventuel :

Paiement
réputé un
paiement
d’impôt

a) du crédit d’impôt à l’innovation de l’Ontario de la corporation pour l’année d’imposition;

sur :

b) le montant maximal éventuel que la corporation peut déduire en vertu des paragraphes (1) et (2) lors de la détermination de son impôt payable aux termes de la présente loi pour l’année d’imposition.

(12) Une corporation admissible est réputée effectuer le paiement visé au paragraphe (11) et le ministre est réputé l’affecter le jour, visé à l’alinéa 78 (2) b), auquel la corporation serait tenue, au plus tard, de verser le solde éventuel de son impôt payable pour l’année d’imposition.

Moment où
le paiement
est réputé
effectué

(13) Une corporation peut renoncer à son admissibilité à la totalité ou à une partie d’un crédit d’impôt prévu au présent article pour une année d’imposition en remettant une renonciation écrite avec la déclaration qu’elle est tenue de remettre aux termes de la présente loi pour l’année d’imposition ou dans une déclaration modifiée pour cette année.

Renonciation
au crédit
d’impôt

(14) Si une corporation dépose la renonciation prévue au paragraphe (13) à l’égard d’une année d’imposition :

Idem

a) d’une part, la corporation est réputée n’avoir jamais été une corporation admissible aux termes du présent article

respect of the tax credit or the portion of the tax credit that is waived; and

- (b) the corporation's instalments of tax, balance of tax payable and interest payable under this Act in respect of any taxation year shall be determined as if the corporation had qualified for a tax credit under this section for the taxation year only in the amount of the tax credit that is not waived.

Anti-avoidance

(15) A corporation is not entitled to a tax credit under this section for a taxation year if, as a result of a transaction or event, or a series of transactions or events, it is reasonable for the Minister to believe that one of the principal purposes of the transaction or event, or series of transactions or events, is to render the corporation eligible for a tax credit under this section to which it would not have otherwise been entitled, or a tax credit in an amount in excess of the amount to which it would have otherwise been entitled.

Interpretation

(16) For the purposes of this section, the following rules apply:

1. The terms "contract payment", "government assistance" and "non-government assistance" each have the meaning given to those terms in section 127 of the *Income Tax Act* (Canada), except that a tax credit under this section shall be deemed not to be government assistance.
2. Expenditures in respect of scientific research and experimental development will be considered to be of a current or capital nature if they are considered to be such under the *Income Tax Act* (Canada).

Application rule

(17) A corporation shall be considered not to be entitled to claim a deduction under subsection (1) for a taxation year for the purposes of determining an amount referred to in sub-clause 43.1 (2) (a) (ii) (A) or clause 57.3 (2) (b).

Same

(18) If a corporation is entitled to claim a deduction under subsection (1) for a taxation year, any deduction allowed to the corporation for the taxation year under subsection 43.1 (2) that would otherwise exceed the amount of tax otherwise payable under this Part for the year shall be deemed to be equal to the amount of tax otherwise payable under this Part for the year.

pour cette année à l'égard du crédit d'impôt ou de la partie de crédit d'impôt auquel elle renonce;

- b) les acomptes provisionnels d'impôt, le solde de l'impôt payable et les intérêts payables de la corporation prévus par la présente loi à l'égard d'une année d'imposition sont déterminés comme si elle n'était admissible au crédit d'impôt prévu au présent article pour l'année d'imposition que selon le montant du crédit d'impôt auquel elle ne renonce pas.

Anti-évitement

(15) Une corporation n'a pas droit à un crédit d'impôt prévu au présent article pour une année d'imposition si, par suite d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements, le ministre peut raisonnablement croire que l'un des principaux buts de cette opération ou de cet événement ou de cette série d'opérations ou d'événements est de rendre la corporation admissible à un crédit d'impôt prévu au présent article auquel elle n'aurait pas par ailleurs eu droit, ou à un crédit d'impôt d'un montant supérieur à celui auquel elle aurait par ailleurs eu droit.

Interprétation

(16) Les règles suivantes s'appliquent aux fins du présent article :

1. Les termes «aide gouvernementale», «aide non gouvernementale» et «paiement contractuel» s'entendent tous au sens de l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Toutefois, un crédit d'impôt prévu au présent article est réputé ne pas être une aide gouvernementale.
2. Les dépenses relatives à des activités de recherche scientifique et de développement expérimental sont considérées comme des dépenses de nature courante ou des dépenses en capital si elles sont considérées comme telles aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Règle d'application

(17) Une corporation est considérée comme n'ayant pas le droit de demander une déduction prévue au paragraphe (1) pour une année d'imposition aux fins de la détermination d'un montant visé au sous-sous-alinéa 43.1 (2) a) (ii) (A) ou à l'alinéa 57.3 (2) b).

Idem

(18) Si une corporation a le droit de demander une déduction prévue au paragraphe (1) pour une année d'imposition, toute déduction qui lui est accordée pour l'année en vertu du paragraphe 43.1 (2) et qui dépasserait par ailleurs le montant de l'impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour l'année est réputée égale au montant de cet impôt.

(2) Section 43.3 of the Act, as enacted by subsection (1), applies in respect of taxation years ending after December 31, 1994 and, in the application of section 43.3 of the Act to a taxation year that commences before January 1, 1995, the amount of the corporation's Ontario innovation tax credit for that year shall be the amount otherwise determined under section 43.3 of the Act for that year, multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year after December 31, 1994 to the total number of days in the taxation year.

8. (1) Clause 57.11 (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 21, is amended by striking out "or" at the end of subclause (iv) and by adding the following subclause:

(vi) a deposit insurance corporation referred to in section 52; or

(2) Subclause 57.11 (b) (vi) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years commencing after December 31, 1993.

9. (1) The Act is amended by adding the following section:

74.2 (1) In this section,

"administrator" means,

- (a) in respect of a funded benefit plan,
 - (i) a person who receives contributions paid into the plan from which benefits will be paid,
 - (ii) a person to whom fees are paid for administering or servicing the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan,
 - (iii) the trustee or other legal representative having ownership or control of the trust property if the benefit plan is a trust,
 - (iv) each partner of the partnership if the business of an administrator of the plan is carried on by two or more persons in partnership,
 - (v) a planholder of the plan, if the person who receives the contribution paid into the plan is not an Ontario administrator of the plan at the time the contribution is made to the plan,
- (b) in respect of an unfunded benefit plan,
 - (i) a person who makes the payment of a benefit to or for the benefit of members of the plan,

(2) L'article 43.3 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 31 décembre 1994. Pour l'application de l'article 43.3 de la Loi à une année d'imposition qui commence avant le 1^{er} janvier 1995, le montant du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario de la corporation pour cette année est le montant calculé par ailleurs aux termes de l'article 43.3 de la Loi pour la même année, multiplié par le rapport entre le nombre de jours compris dans l'année d'imposition après le 31 décembre 1994 et le nombre total de jours compris dans l'année d'imposition.

8. (1) L'alinéa 57.11 b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 21 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

(vi) soit une corporation d'assurance-dépôts visée à l'article 52;

(2) Le sous-alinéa 57.11 b) (vi) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition qui commencent après le 31 décembre 1993.

9. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

74.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«administrateur» S'entend :

- a) à l'égard d'un régime d'avantages sociaux par capitalisation :
 - (i) d'une personne qui reçoit des cotisations versées au régime sur lequel des prestations seront versées,
 - (ii) d'une personne à laquelle des honoraires sont payés pour administrer le régime ou pour étudier le bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime,
 - (iii) du fiduciaire ou de l'autre ayant droit qui est propriétaire des biens en fiducie ou qui en a le contrôle si le régime est une fiducie,
 - (iv) de chaque associé de la société si deux personnes ou plus associées dans le cadre d'une société en nom collectif exploitent l'entreprise consistant à administrer le régime,
 - (v) du titulaire du régime, si la personne qui reçoit la cotisation versée au régime n'est pas un administrateur ontarien du régime au moment du versement de la cotisation;

- (ii) a person to whom fees are paid for administering or servicing the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan,
- (iii) each partner of the partnership if the business of an administrator of the plan is carried on by two or more persons in partnership,
- (iv) a planholder of the plan, if the person who makes the payment of the benefit is not an Ontario administrator of the plan at the time the payment is made; (“administrateur”)

“benefit plan” means a plan, fund or arrangement which gives protection against risk to an individual that could otherwise be obtained by taking out a contract of insurance, whether the benefits are partly insured or not, and under which the payment of benefits is made directly to or for the benefit of a member of the plan, upon the occurrence of a risk, but does not include,

- (a) a plan or fund established by or under an Act of the Parliament of Canada or the Legislature of Ontario,
- (b) a contract referred to in section 4 of the *Prepaid Hospital and Medical Services Act* between an association registered under that Act and persons who are subscribers with or members of the association; (“régime d’avantages sociaux”)

“contribution” does not include any amount paid to a funded benefit plan that can reasonably be considered to be an administration fee payable in respect of the plan; (“cotisation”)

“funded benefit plan” means a benefit plan that comes into existence when the amount of contributions paid into a fund out of which benefits will be paid exceeds the amounts required for the payment of benefits foreseeable and payable within 30 days; (“régime d’avantages sociaux par capitalisation”)

“member” means an individual to whom or for the benefit of whom benefits are payable under a benefit plan; (“participant”)

“net administration fees” paid during a period of time in respect of a benefit plan means the amount by which the total administration fees paid during that period of time for the administration or servicing of the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan exceed the amount, if any, which can reasonably be considered to be the portion of the administration fees relating to benefits that are,

b) à l’égard d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation :

- (i) d’une personne qui verse une prestation en faveur ou au profit des participants au régime,
- (ii) d’une personne à laquelle des honoraires sont payés pour administrer le régime ou pour étudier le bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime,
- (iii) de chaque associé de la société si deux personnes ou plus associées dans le cadre d’une société en nom collectif exploitent l’entreprise consistant à administrer le régime,
- (iv) du titulaire du régime, si la personne qui verse la prestation n’est pas un administrateur ontarien du régime au moment du versement de la prestation. («administrateur»)

«administrateur ontarien» Administrateur d’un régime d’avantages sociaux qui a un établissement permanent en Ontario aux fins de la présente loi ou de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («Ontario administrator»)

«cotisation» Exclut tout montant versé à un régime d’avantages sociaux par capitalisation qui peut raisonnablement être considéré comme étant des frais d’administration payables à l’égard du régime. («contribution»)

«cotisation imposable» Cotisation versée à un régime d’avantages sociaux par capitalisation qui ne peut raisonnablement être considérée comme finançant une prestation :

- a) soit qui est versée en faveur ou au profit d’un participant au régime qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la cotisation;
- b) soit qui est versée en faveur ou au profit d’un participant au régime qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la cotisation;
- c) soit qui doit être incluse dans le revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition d’un participant au régime aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («taxable contribution»)

«frais d’administration nets» Les frais d’administration nets payés pendant une période donnée à l’égard d’un régime d’avantages sociaux s’entendent de l’excédent des frais d’administration totaux payés pendant la période pour l’administration du régime ou

- (a) paid to or for the benefit of a member of the plan who is an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the contribution is made,
- (b) paid to or for the benefit of a member of the plan not resident in Ontario at the time the contribution is made, or
- (c) required to be included in the income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada) of a member of the plan; (“frais d’administration nets”)
- “Ontario administrator” means an administrator of a benefit plan who has a permanent establishment in Ontario for the purposes of this Act or the *Income Tax Act* (Canada); (“administrateur ontarien”)
- “planholder” means a person who provides or causes another person to provide a benefit plan, either alone or together with one or more other persons; (“titulaire du régime”)
- “protection against risk to an individual” includes any undertaking to pay on death or disability, or for supplemental health care, drugs, dental care, vision care, hearing care or for protection against loss of income due to illness or accident or that provides any other similar benefit to or in respect of an individual; (“protection personnelle contre un risque”)
- “taxable benefit” means a benefit paid to or for the benefit of a member of an unfunded benefit plan, other than a member who is,
- (a) an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the benefit is paid,
- (b) not resident in Ontario at the time the benefit is paid, or
- (c) required to include the amount of a benefit under the plan in his or her income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada); (“prestation imposable”)
- “taxable contribution” means a contribution made to a funded benefit plan that cannot reasonably be considered to fund the payment of a benefit,
- (a) to or for the benefit of a member of the plan who is an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the contribution is made,
- (b) to or for the benefit of a member of the plan not resident in Ontario at the time the contribution is made, or
- pour l’étude du bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime sur le montant éventuel qui peut raisonnablement être considéré comme étant la partie des frais d’administration se rapportant aux prestations qui, selon le cas :
- a) sont versées en faveur ou au profit d’un participant au régime qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la cotisation;
- b) sont versées en faveur ou au profit d’un participant au régime qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la cotisation;
- c) doivent être incluses dans le revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition d’un participant au régime aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («net administration fees»)
- «participant» Particulier en faveur de qui ou au profit de qui des prestations sont payables dans le cadre d’un régime d’avantages sociaux. («member»)
- «prestation imposable» Prestation versée en faveur ou au profit d’un participant à un régime d’avantages sociaux sans capitalisation, à l’exclusion d’un participant :
- a) soit qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la prestation;
- b) soit qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la prestation;
- c) soit qui doit inclure le montant d’une prestation versée dans le cadre du régime dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («taxable benefit»)
- «protection personnelle contre un risque» S’entend notamment de toute promesse de verser une prestation à un particulier ou à l’égard de celui-ci, soit à la suite d’un décès ou d’une invalidité, soit pour des soins de santé complémentaires, des médicaments, des soins dentaires, des soins de la vue ou de l’ouïe, soit encore comme protection contre une perte de revenu à la suite d’une maladie ou d’un accident, ou de toute autre promesse de prestation semblable. («protection against risk to an individual»)
- «régime d’avantages sociaux» Régime, fonds ou arrangement qui accorde une protection personnelle contre un risque qui pourrait au-

(c) that is required to be included in the income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada) of a member of the plan; (“cotisation imposable”)

“unfunded benefit plan” means a benefit plan other than a funded benefit plan. (“régime d’avantages sociaux sans capitalisation”)

trement être obtenue en souscrivant un contrat d’assurance, que les avantages soient partiellement assurés ou non, et dans le cadre duquel les prestations sont versées directement en faveur ou au profit du participant au régime lors de la réalisation du risque. Sont toutefois exclus de la présente définition :

- a) les régimes ou les fonds constitués par une loi du Parlement du Canada ou de la Législature de l’Ontario ou en vertu d’une telle loi;
- b) les contrats visés à l’article 4 de la *Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés*, conclus entre une association inscrite conformément à cette loi et des personnes qui sont souscripteurs ou membres de l’association. («benefit plan»)

«régime d’avantages sociaux par capitalisation» Régime d’avantages sociaux qui est constitué lorsque le montant des cotisations versées dans un fonds sur lequel seront versées les prestations est supérieur aux montants nécessaires au versement des prestations prévisibles et payables dans les 30 jours. («funded benefit plan»)

«régime d’avantages sociaux sans capitalisation» Régime d’avantages sociaux qui n’est pas un régime d’avantages sociaux par capitalisation. («unfunded benefit plan»)

«titulaire du régime» Personne qui fournit ou fait fournir par une autre personne un régime d’avantages sociaux, soit seule, soit avec une ou plusieurs autres personnes. («planholder»)

Amount of tax in respect of a funded benefit plan

(2) The amounts of tax payable under subsection 2 (2.1) by a planholder and by a member of a funded benefit plan shall be determined as follows:

1. The amount of tax payable by a planholder of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable contributions made by the planholder to the plan and 2 per cent of the net administration fees paid in respect of the plan.
2. The amount of tax payable by a member of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable contributions, if any, made by the member to the plan.

Amount of tax in respect of an unfunded benefit plan

(3) The amount of tax payable under subsection 2 (2.1) by a planholder and by a member of an unfunded benefit plan shall be determined as follows:

(2) Le montant de l’impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) par le titulaire d’un régime d’avantages sociaux par capitalisation et par le participant à un tel régime est déterminé de la manière suivante :

1. Le montant de l’impôt payable par le titulaire du régime est égal à 2 pour cent des cotisations imposables qu’il a versées au régime et à 2 pour cent des frais d’administration nets payés à l’égard du régime.
2. Le montant de l’impôt payable par un participant au régime est égal à 2 pour cent des cotisations imposables qu’il a versées au régime, le cas échéant.

(3) Le montant de l’impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) par le titulaire d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation et par le participant à un tel régime est déterminé de la manière suivante :

Montant de l’impôt à l’égard d’un régime par capitalisation

Montant de l’impôt à l’égard d’un régime sans capitalisation

1. The amount of tax payable by a planholder of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable benefits paid under the plan that are funded by the planholder and 2 per cent of the net administration fees paid in respect of the plan.
2. The amount of tax payable by a member of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the amount, if any, of the taxable benefits paid under the plan that are funded by the member.

Time of
payment and
collection of
tax

(4) The tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of a benefit plan,

- (a) is payable at the time of each contribution to the plan in the case of a funded benefit plan, or payment of a benefit under the plan in the case of an unfunded benefit plan, and at the time of each payment of administrative fees; and
- (b) shall be paid at that time by the person liable to pay the tax to the Ontario administrator of the plan, who shall act as agent of the Minister to collect the tax and pay it over to the Minister.

Payment to
the Minister

(5) The amount of tax payable under subsection 2 (2.1) that an Ontario administrator of one or more benefit plans is required to collect under this section shall be accounted for and paid over to the Minister by the administrator in the following manner:

1. The amount of tax collected by the administrator during a taxation year of the administrator shall be a debt due by the administrator to Her Majesty in right of Ontario.
2. Instalments of tax payable under this Act by the administrator shall be calculated on the basis that the amount of tax the administrator is or will be required to collect during a taxation year is tax payable under Part IV by the administrator for that taxation year.
3. For the purposes of Parts V and VI, the tax required to be collected by the administrator during a taxation year shall be deemed to be tax payable under Part IV by the administrator for that taxation year and may be enforced and collected from the administrator by the Minister in the same way as any other

1. Le montant de l'impôt payable par le titulaire du régime est égal à 2 pour cent des prestations imposables qui sont versées dans le cadre du régime et qui sont financées par le titulaire et à 2 pour cent des frais d'administration nets payés à l'égard du régime.

2. Le montant de l'impôt payable par un participant au régime est égal à 2 pour cent du montant éventuel des prestations imposables qui sont versées dans le cadre du régime et qui sont financées par le participant.

(4) L'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard d'un régime d'avantages sociaux :

Moment du
paiement
et de la
perception
de l'impôt

a) d'une part, est payable au moment auquel chaque cotisation est versée au régime, dans le cas d'un régime d'avantages sociaux par capitalisation, ou auquel une prestation est versée dans le cadre du régime, dans le cas d'un régime d'avantages sociaux sans capitalisation, et à chaque moment où des frais d'administration sont payés;

b) d'autre part, est payé à ce moment, par la personne redevable de l'impôt, à l'administrateur ontarien du régime, qui agit comme mandataire du ministre aux fins de la perception de l'impôt et le verse au ministre.

(5) L'administrateur ontarien d'un ou de plusieurs régimes d'avantages sociaux rend compte au ministre du montant d'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) qu'il est tenu de percevoir aux termes du présent article et le lui verse de la manière suivante :

Versement au
ministre

1. Le montant d'impôt perçu par l'administrateur pendant une année d'imposition de l'administrateur constitue une créance de Sa Majesté du chef de l'Ontario.

2. Les acomptes provisionnels d'impôt payables aux termes de la présente loi par l'administrateur sont calculés en admettant que le montant d'impôt qu'il est ou sera tenu de percevoir pendant une année d'imposition est un impôt payable par lui aux termes de la partie IV pour cette année.

3. Aux fins des parties V et VI, l'impôt que l'administrateur est tenu de percevoir pendant une année d'imposition est réputé un impôt payable par lui aux termes de la partie IV pour cette année et le ministre peut exécuter cet impôt et le percevoir auprès de l'administrateur de la même façon que tout autre impôt

tax payable by the administrator under this Act.

payable par ce dernier aux termes de la présente loi.

Tax
assessment

(6) If the Minister is of the opinion that a person liable to tax under subsection 2 (2.1) is not complying with the person's obligations under this Act, the Minister may assess against that person the tax payable by the person under subsection 2 (2.1) and, where the Minister has assessed tax under this subsection, the following apply:

(6) Si le ministre est d'avis qu'une personne assujettie à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (2.1) ne respecte pas ses obligations prévues par la présente loi, il peut fixer, à l'endroit de la personne, l'impôt payable par celle-ci aux termes du paragraphe 2 (2.1). Les règles suivantes s'appliquent si le ministre a fixé cet impôt en vertu du présent paragraphe :

Cotisation
d'impôt

1. The assessment shall be deemed to have been made under subsection 80 (17).
2. Interest at the rate prescribed by the regulations shall be calculated and charged daily and be payable by the person from the day on which the person was required to pay the tax to the administrator under this section to the day on which the tax and interest is paid.
3. Subsection 80 (18), sections 81, 84, 85 to 91 and 93, subsection 95 (2) and sections 96, 97, 99 to 108 and 110 apply with such modifications as the circumstances require.
4. A reference to "corporation" in a provision of the Act referred to in paragraph 1 or 3 shall be deemed to include a reference to the person against whom the tax is assessed.

1. L'impôt fixé est réputé l'avoir été en vertu du paragraphe 80 (17).
2. La personne est tenue de payer des intérêts au taux prescrit par les règlements, calculés et imputés quotidiennement, pour la période commençant à la date à laquelle elle était tenue de payer l'impôt à l'administrateur aux termes du présent article et se terminant à la date du paiement de l'impôt et des intérêts.
3. Le paragraphe 80 (18), les articles 81, 84, 85 à 91 et 93, le paragraphe 95 (2) ainsi que les articles 96, 97, 99 à 108 et 110 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.
4. Toute mention de «corporation» dans une disposition dont il est question à la disposition 1 ou 3 est réputée inclure la mention de la personne à l'endroit de laquelle l'impôt a été fixé.

Penalty
for non-
collection
of tax

(7) The Minister may assess against an administrator who has failed to collect tax that the administrator is required to collect under this section a penalty equal to the amount of tax the administrator failed to collect, but any penalty assessed under this subsection by the Minister shall be calculated without reference to,

(7) Le ministre peut imposer à l'administrateur qui n'a pas perçu l'impôt qu'il est tenu de percevoir aux termes du présent article une pénalité égale au montant de l'impôt qu'il n'a pas perçu. Toutefois, la pénalité imposée par le ministre en vertu du présent paragraphe est calculée sans tenir compte de ce qui suit :

Pénalité pour
omission de
percevoir
l'impôt

- (a) any tax the administrator failed to collect that has been assessed by the Minister under subsection (6) against the person liable to the tax under subsection 2 (2.1); and
- (b) the amount, if any, paid over to the Minister on account of the tax the administrator failed to collect.

- a) tout impôt que l'administrateur n'a pas perçu et que le ministre a fixé en vertu du paragraphe (6) à l'endroit de la personne assujettie à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (2.1);
- b) le montant éventuel versé au ministre au titre de l'impôt que l'administrateur n'a pas perçu.

Same

(8) A penalty assessed under subsection (7) shall be deemed for the purposes of subsection 78 (2) and sections 79, 82 and 83 to be tax payable by the administrator under this Act for the taxation year during which the administrator was required to collect the tax under this section.

(8) La pénalité imposée en vertu du paragraphe (7) est réputée, aux fins du paragraphe 78 (2) et des articles 79, 82 et 83, un impôt payable par l'administrateur aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition pendant laquelle il était tenu de percevoir l'impôt aux termes du présent article.

Idem

Multiple
Ontario
administra-
tors

(9) If during a period of time more than one person is an Ontario administrator of the same benefit plan, other than by reason of being a partner in a partnership, one of the persons may, with the return required under this Act

(9) Si plusieurs personnes, qui ne sont pas associées dans le cadre d'une société en nom collectif, sont administrateurs ontariens du même régime d'avantages sociaux pendant une période donnée, l'une d'elles peut, avec la

Plus d'un ad-
ministrateur
ontarien

for the taxation year that includes part or all of the period of time, deliver an election in a form approved by the Minister,

- (a) specifying the particular plan, the period of time in the taxation year during which the person was not the only Ontario administrator of the plan and the name and address of each person who was also an Ontario administrator of the plan during that period; and
- (b) containing the person's certificate that all tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of the plan for that period of time is accounted for by the person in the return.

Continuing liability

(10) If part or all of the tax that is the subject of an election under subsection (9) is not accounted for in the return or not paid to the Minister at the time required under this Act, or no election is delivered under subsection (9) in respect of the period of time during which there was more than one Ontario administrator of the plan, the Minister may assess one or more of the persons who were Ontario administrators of the plan during the period of time for an amount equal to the tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of the plan for that period of time that was not accounted for or remains unpaid to the Minister, and each amount assessed shall be deemed for the purposes of Parts V and VI to be tax payable under Part IV by the administrator who is assessed, for the taxation year or years that include the period of time.

Partnership

(11) If a person is an administrator of a benefit plan by reason of being a partner in a partnership that carries on the business in Ontario of an administrator of the plan, the following rules apply:

1. The person shall be considered to be an Ontario administrator of the benefit plan for a taxation year if the partnership is considered to have a permanent establishment in Ontario for the purposes of this Act or the *Income Tax Act* (Canada) for a fiscal period of the partnership that ends in the person's taxation year.
2. The person shall be deemed to be required to collect and pay over to the Minister under this section for a taxation year all amounts of tax in respect

déclaration exigée par la présente loi pour l'année d'imposition qui comprend tout ou partie de la période, remettre au ministre un choix qui est rédigé selon la formule approuvée par celui-ci et qui :

- a) d'une part, précise le régime particulier, la période de l'année d'imposition pendant laquelle la personne n'était pas le seul administrateur ontarien du régime, ainsi que les nom et adresse de chaque personne qui était également administrateur ontarien du régime pendant cette période;
- b) d'autre part, contient le certificat de la personne attestant que celle-ci a rendu compte dans la déclaration de tout l'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard du régime pour cette période.

(10) S'il n'est pas rendu compte dans la déclaration de tout ou partie de l'impôt visé par le choix remis en vertu du paragraphe (9), si cet impôt n'est pas versé au ministre au moment exigé par la présente loi ou s'il n'est remis aucun choix en vertu du paragraphe (9) à l'égard de la période pendant laquelle il y avait plus d'un administrateur ontarien du régime, le ministre peut imposer à une ou à plusieurs personnes qui étaient administrateurs ontariens du régime pendant la période un montant égal à l'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard du régime pour cette période dont il n'a pas été rendu compte ou qui demeure impayé au ministre. Chaque montant imposé est réputé, aux fins des parties V et VI, un impôt payable par l'administrateur en cause aux termes de la partie IV pour la ou les années d'imposition qui comprennent la période.

Maintien de la responsabilité

(11) Les règles suivantes s'appliquent si une personne est administrateur d'un régime d'avantages sociaux du fait qu'elle est associée dans le cadre d'une société en nom collectif qui exploite en Ontario l'entreprise consistant à administrer le régime :

Société en nom collectif

1. La personne est considérée comme un administrateur ontarien du régime pour une année d'imposition si la société en nom collectif est considérée comme ayant un établissement permanent en Ontario aux fins de la présente loi ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour un exercice financier qui se termine pendant l'année d'imposition de la personne.
2. La personne est réputée être tenue de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour une année d'imposition tous les montants

of the plan determined according to the following formula:

$$T = P \times R$$

Where:

- “T” is an amount of tax the person shall be deemed to be required to collect and pay over to the Minister under this section for the taxation year;
- “P” is the amount of tax that would be required, if the partnership were an Ontario administrator of the plan, to be collected and paid over to the Minister by the partnership under this section for a fiscal period of the partnership ending in the person’s taxation year; and
- “R” is the percentage of the income or loss of the partnership to which the person is entitled for the same fiscal period of the partnership ending in the person’s taxation year.

- 3. The person may deliver a return under this Act jointly with other partners of the partnership who are Ontario administrators of the plan, if all terms and conditions as may be specified from time to time by the Minister that entitle partners to deliver a joint return have been satisfied.
- 4. A return delivered under paragraph 3 shall be in a form approved by the Minister and shall contain the information specified by the Minister.

Saving, funded benefit plan

(12) For the purposes of this Act, a funded benefit plan does not cease to be a funded benefit plan even though at the end of any month the balance in the plan does not exceed the amount required for the payment of benefits foreseeable and payable within 30 days thereafter, so long as the contributions required to fund the plan are made within the following 30 days.

Discretionary tax relief

(13) The Minister may remit an amount of tax payable under subsection 2 (2.1) that has been calculated by reference to the amount of a benefit paid under an unfunded benefit plan if the unfunded plan was previously a funded plan and the Minister is satisfied that the amount of the benefit was included in the determination of an amount of tax paid under subsection 2 (2.1) in respect of contributions

d’impôt à l’égard du régime qui sont calculés selon la formule suivante :

$$T = P \times R$$

où :

- «T» représente le montant d’impôt que la personne est réputée être tenue de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour l’année d’imposition;
- «P» représente le montant d’impôt que la société en nom collectif serait tenue, si elle était un administrateur ontarien du régime, de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour un exercice financier de la société qui se termine pendant l’année d’imposition de la personne;
- «R» représente le pourcentage du revenu ou de la perte de la société en nom collectif auquel la personne a droit pour le même exercice financier de la société qui se termine pendant l’année d’imposition de la personne.

- 3. La personne peut remettre la déclaration prévue par la présente loi conjointement avec d’autres associés de la société en nom collectif qui sont des administrateurs ontariens du régime s’il est satisfait à toutes les conditions précisées par le ministre qui donnent le droit aux associés de remettre une déclaration commune.
- 4. La déclaration remise en vertu de la disposition 3 est rédigée selon la formule approuvée par le ministre et contient les renseignements précisés par lui.

(12) Aux fins de la présente loi, un régime d’avantages sociaux par capitalisation ne cesse pas d’être un tel régime même si, à la fin d’un mois quelconque, le solde du régime ne dépasse pas le montant nécessaire au versement des prestations prévisibles et payables dans les 30 jours, tant que les cotisations nécessaires à la capitalisation du régime sont versées dans les 30 jours suivants.

Exception, régime par capitalisation

(13) Le ministre peut remettre un montant d’impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) qui a été calculé par rapport au montant d’une prestation versée dans le cadre d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation si ce régime était auparavant un régime par capitalisation et si le ministre est convaincu qu’il a été tenu compte du montant de la prestation lors de la détermination d’un montant d’impôt payé aux termes du para-

Allégement fiscal discrétionnaire

made to the plan when it was a funded benefit plan.

(2) Section 74.2 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to contributions made to funded benefit plans, benefits paid under unfunded benefit plans and administration fees paid in respect of benefit plans after June 30, 1993.

10. (1) Subsection 76 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) Where a person, acting or purporting to act on behalf of a corporation, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of, an incorrect statement or omission (in this subsection referred to as a "false statement") in a return, certificate, statement or answer (in this subsection referred to as a "return") delivered or made in respect of a taxation year as required by or under this Act or the regulations, the corporation is liable to a penalty of the greater of \$100 and 50 per cent of the total of,

(a) the amount, if any, by which,

(i) the tax for the year that would be payable by the corporation under this Act if its taxable income or other subject of tax for the year were computed by adding to the taxable income for the year, or other subject of tax reported by it in its return for the year, that portion of the understatement of income, or of any other subject of tax, for the year, as applicable, that is reasonably attributable to the false statement, and if the tax payable for the year under this Act were computed by subtracting from the deductions from tax otherwise payable by the corporation for the year such portion of any such deduction that may reasonably be attributable to the false statement,

exceeds,

(ii) the tax for the year that would be payable by the corporation under this Act had the tax payable for the year been assessed on the basis

phe 2 (2.1) à l'égard de cotisations versées au régime lorsqu'il était un régime par capitalisation.

(2) L'article 74.2 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux cotisations versées aux régimes d'avantages sociaux par capitalisation, aux prestations versées dans le cadre de régimes d'avantages sociaux sans capitalisation et aux frais d'administration payés à l'égard de régimes d'avantages sociaux après le 30 juin 1993.

10. (1) Le paragraphe 76 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) Si une personne agissant ou prétendant agir pour le compte d'une corporation, sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde dans l'exercice d'une fonction ou l'acquiescement d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, fait une affirmation inexacte ou une omission (appelée «faux énoncé» au présent paragraphe) dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse (appelé «déclaration» au présent paragraphe) remis ou fait relativement à l'année d'imposition, comme l'exigent la présente loi ou les règlements ou en vertu de ceux-ci, ou participe, consent ou acquiesce à un tel acte ou à une telle omission, la corporation est passible d'une pénalité de 100 \$ ou, si ce montant lui est supérieur, de 50 pour cent du total des montants suivants :

a) l'excédent éventuel :

(i) de l'impôt pour l'année qui serait payable par la corporation aux termes de la présente loi si son revenu imposable ou tout autre montant assujéti à l'impôt pour l'année était calculé en ajoutant au revenu imposable de l'année ou à l'autre montant assujéti à l'impôt qu'elle indique dans sa déclaration pour l'année la partie du revenu déclaré en moins ou de l'autre montant assujéti à l'impôt pour l'année, selon le cas, qui peut raisonnablement être attribuée au faux énoncé, et, si l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi était calculé en soustrayant des déductions de l'impôt payable par ailleurs par la corporation pour l'année, la partie de ces déductions qui peut raisonnablement être attribuée au faux énoncé,

sur :

(ii) l'impôt pour l'année qui serait payable par la corporation aux termes de la présente loi si son impôt payable pour l'année avait

Penalty for
false
statements

Pénalité pour
faux énoncé

of the information provided in the return for the taxation year; and

(b) the amount, if any, by which,

- (i) the amount that would be deemed by subsection 43.2 (4) to be paid for the year by the corporation if that amount were calculated by reference to the amount of the tax credit claimed by the corporation for the year under that subsection as a payment made on account of its tax for the year,

exceeds,

- (ii) the maximum amount that the corporation is entitled to claim for the year under subsection 43.2 (4) as a deemed payment on account of its tax payable for the year.

(2) Subsection 76 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is amended by striking out “and” at the end of clause (a), by adding “and” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

(c) the amount, if any, by which,

- (i) the amount that would be deemed by subsection 43.3 (11) to be paid for the year by the corporation if that amount were calculated by reference to the amount of the tax credit claimed by the corporation for the year under that subsection as a payment made on account of its tax for the year,

exceeds,

- (ii) the maximum amount that the corporation is entitled to claim for the year under subsection 43.3 (11) as a deemed payment on account of its tax payable for the year.

(3) Subsection 76 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(4) Clause 76 (6) (c) of the Act, as enacted by subsection (2), applies to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

11. (1) Subsection 78 (5) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 36, is repealed and the following substituted:

fait l'objet d'une cotisation établie sur la foi des renseignements fournis dans la déclaration pour l'année d'imposition;

b) l'excédent éventuel :

- (i) du montant que la corporation serait réputée, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir payé pour l'année s'il avait été calculé par rapport au montant du crédit d'impôt demandé par la corporation pour l'année aux termes de ce paragraphe comme paiement au titre de son impôt pour l'année,

sur :

- (ii) le montant maximal que la corporation a le droit de demander pour l'année aux termes du paragraphe 43.2 (4) comme paiement réputé un paiement au titre de son impôt payable pour l'année.

(2) Le paragraphe 76 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c) l'excédent éventuel :

- (i) du montant que la corporation serait réputée, aux termes du paragraphe 43.3 (11), avoir payé pour l'année s'il avait été calculé par rapport au montant du crédit d'impôt demandé par la corporation pour l'année aux termes de ce paragraphe comme paiement au titre de son impôt pour l'année,

sur :

- (ii) le montant maximal que la corporation a le droit de demander pour l'année aux termes du paragraphe 43.3 (11) comme paiement réputé un paiement au titre de son impôt payable pour l'année.

(3) Le paragraphe 76 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(4) L'alinéa 76 (6) c) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (2), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

11. (1) Le paragraphe 78 (5) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 36 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(5) Despite clause (2) (a), the amount payable for a taxation year by a corporation to the Minister on or before the last day of any month in the taxation year shall be deemed to be the amount, if any, by which the amount payable for that month as determined under that clause exceeds,

- (a) if the corporation is a mutual fund corporation, one-twelfth of the corporation's capital gains refund for the year, as determined under section 48; and
- (b) one-twelfth of the amount deemed by subsection 43.2 (4) to have been paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the year.

(2) Clause 78 (5) (b) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- (b) one-twelfth of the amounts deemed by subsection 43.2 (4) or 43.3 (11) to have been paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the year.

(3) Subsection 78 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) Instead of paying the instalments required by clause (2) (a) on account of the tax payable for a taxation year, a corporation may pay its tax for the taxation year in accordance with clause (2) (b) if,

- (a) the tax payable by the corporation for the taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, deemed to be tax paid by the corporation under section 43.2 for the taxation year and the amount, if any, of its capital gains refund as determined under section 48 for the taxation year; or
- (b) the tax payable by the corporation for the immediately preceding taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, of its capital gains refund as determined under section 48 for that taxation year.

(4) Clause 78 (6) (a) of the Act, as enacted by subsection (3), is repealed and the following substituted:

- (a) the tax payable by the corporation for the taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, deemed to be tax paid by the corporation under sections 43.2 and 43.3 for the taxation year and the amount, if

(5) Malgré l'alinéa (2) a), le montant payable par une corporation au ministre pour une année d'imposition au plus tard le dernier jour d'un mois de l'année d'imposition est réputé le montant de l'excédent éventuel du montant payable pour ce mois, déterminé aux termes de cet alinéa, sur :

- a) d'une part, si la corporation est une corporation de fonds mutuels, un douzième de son remboursement au titre des gains en capital pour l'année, déterminé aux termes de l'article 48;
- b) d'autre part, un douzième du montant réputé, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir été payé au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année.

(2) L'alinéa 78 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) d'autre part, un douzième des montants réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4) ou 43.3 (11), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année.

(3) Le paragraphe 78 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) Au lieu de payer les acomptes provisionnels exigés par l'alinéa (2) a) au titre de l'impôt payable pour une année d'imposition, une corporation peut payer son impôt conformément à l'alinéa (2) b) si, selon le cas :

- a) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel réputé être un impôt payé par la corporation aux termes de l'article 43.2 pour l'année et du montant éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour l'année;
- b) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition précédente est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour cette année.

(4) L'alinéa 78 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel réputé être un impôt payé par la corporation aux termes des articles 43.2 et 43.3 pour l'année et du montant

Exception

Same

Idem

any, of its capital gains refund as determined under section 48 for the taxation year.

(5) Subsection 78 (5) of the Act, as re-enacted by subsection (1), and subsection 78 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (3), apply to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(6) Clause 78 (5) (b) of the Act, as re-enacted by subsection (2), and clause 78 (6) (a) of the Act, as re-enacted by subsection (4), apply to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

12. (1) Subclause 79 (2) (b) (i) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 37, is repealed and the following substituted:

- (i) all amounts paid or deemed to be paid by the corporation and applied or deemed to be applied by the Minister on or before the particular day on account of the corporation's liability under this Act for the taxation year and all other amounts not otherwise included under this clause that are credited or applied by the Minister on or before the particular day on account of the corporation's liability under this Act for the taxation year.

(2) In the application of subsection 79 (2) of the Act in respect of a period of time after February 22, 1994 and before August 1, 1995, that subsection shall be deemed to have read as follows:

(2) For the purposes of subsection (1), the "amount paid on account of the tax payable" is the amount paid or deemed to be paid by the corporation on account of the tax payable for the taxation year minus any amounts refunded to the corporation or any amounts applied to other liabilities of the corporation pursuant to section 82.

13. (1) Subsection 80 (1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (b.1) determine the total of the amounts, if any, deemed by subsection 43.2 (4) to be paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the taxation year; and

éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour l'année.

(5) Le paragraphe 78 (5) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), et le paragraphe 78 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (3), s'appliquent aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(6) L'alinéa 78 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (2), et l'alinéa 78 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (4), s'appliquent aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

12. (1) Le sous-alinéa 79 (2) b) (i) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 37 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) tous les montant payés ou réputés avoir été payés par la corporation et affectés ou réputés avoir été affectés par le ministre au plus tard le jour donné au titre des obligations de la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition et tous les autres montants qui ne sont pas compris par ailleurs aux termes du présent alinéa et que le ministre a crédités ou affectés au plus tard le jour donné au titre des obligations de la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition.

(2) Pour l'application du paragraphe 79 (2) de la Loi à l'égard d'une période qui commence après le 22 février 1994 et qui se termine avant le 1^{er} août 1995, ce paragraphe est réputé être libellé comme suit :

(2) Aux fins du paragraphe (1), le «montant payé au titre de l'impôt payable» est le montant que la corporation a payé ou est réputée avoir payé au titre de l'impôt payable pour l'année d'imposition, moins les montants remboursés à la corporation ou affectés à toute autre obligation de la corporation conformément à l'article 82.

13. (1) Le paragraphe 80 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) détermine le total des montants éventuels réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition;

Definition

Définition

(2) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

(b.1) determine the total of the amounts, if any, deemed by subsection 43.2 (4) or 43.3 (11) to be paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the taxation year; and

(3) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(4) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as re-enacted by subsection (2), applies to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

(5) Subsection 80 (11) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 3, section 16 and 1994, chapter 14, section 38, is further amended,

(a) by inserting after "may" in the fifth line "reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require"; and

(b) by striking out "reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require" in the last three lines of the English version.

14. In the application of subsection 82 (7) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 40, in respect of a period of time after February 22, 1994 and before August 1, 1995, that subsection shall be deemed to have read as follows:

Definition

(7) Except as provided in subsection (6), for the purpose of this section, "overpayment" means the aggregate of all amounts paid or deemed to be paid on account of tax payable for a taxation year minus all amounts payable under this Act, or an amount paid or deemed to be paid where no amount is payable.

Commence-
ment

15. (1) Except as provided in subsections (2) to (6), this Schedule comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Sections 1, 2, 3, 4 and 9 shall be deemed to have come into force on July 1, 1993.

(2) L'alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b.1) détermine le total des montants éventuels réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4) ou 43.3 (11), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition;

(3) L'alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(4) L'alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (2), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

(5) Le paragraphe 80 (11) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 38 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau :

a) par insertion, après «également» à la septième ligne, de «établir une nouvelle cotisation ou des cotisations supplémentaires, ou fixer des impôts, des intérêts ou des pénalités, selon ce qu'exigent les circonstances»;

b) par suppression de «reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require» aux trois dernières lignes de la version anglaise.

14. Pour l'application du paragraphe 82 (7) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 40 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, à l'égard d'une période qui commence après le 22 février 1994 et qui se termine avant le 1^{er} août 1995, ce paragraphe est réputé être libellé comme suit :

Définition

(7) Sous réserve du paragraphe (6), aux fins du présent article, le terme «paiement en trop» s'entend du total des montants payés ou réputés avoir été payés au titre de l'impôt payable pour une année d'imposition, moins tous les montants payables aux termes de la présente loi, ou d'un montant payé ou réputé avoir été payé si aucun montant n'est payable.

15. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6), la présente annexe entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

(2) Les articles 1, 2, 3, 4 et 9 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

(3) Section 5 shall be deemed to have come into force on July 1, 1994.

(4) Section 6, subsections 10 (1) and (3), subsections 11 (1), (3) and (5), section 12, subsections 13 (1) and (3) and section 14 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994.

(5) Section 8 shall be deemed to have come into force on January 1, 1994.

(6) Section 7 and subsections 10 (2) and (4), 11 (2), (4) and (6) and 13 (2) and (4) shall be deemed to have come into force on January 1, 1995.

(7) Subsection 13 (5) shall be deemed to have come into force on December 31, 1991.

(3) L'article 5 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 1994.

(4) L'article 6, les paragraphes 10 (1) et (3), les paragraphes 11 (1), (3) et (5), l'article 12, les paragraphes 13 (1) et (3) et l'article 14 sont réputés être entrés en vigueur le 23 février 1994.

(5) L'article 8 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

(6) L'article 7 et les paragraphes 10 (2) et (4), 11 (2), (4) et (6) et 13 (2) et (4) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1995.

(7) Le paragraphe 13 (5) est réputé être entré en vigueur le 31 décembre 1991.

SCHEDULE C AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

1. Subsection 1 (1) of the *Income Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 29, section 1, is further amended by adding the following definition:

“mining reclamation trust” means a trust in respect of a mine located in Ontario that is a mining reclamation trust as defined in subsection 248 (1) of the Federal Act. (“fiducie de restauration minière”)

2. The Act is amended by adding the following section:

2.1 Every trust that is a mining reclamation trust at the end of a taxation year is liable to a tax for the year in the amount determined under section 4.1.

3. Subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 25, section 1 and amended by 1993, chapter 29, section 3, is further amended by striking out “this Act” in the second line and substituting “section 4”.

4. The definition of “tax payable under the Federal Act” in subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “127.2 or 127.4” in the eighth line and substituting “127.2, 127.4 or 127.41”.

5. The Act is amended by adding the following section:

4.1 The amount of tax payable under section 2.1 by a mining reclamation trust for a taxation year is 15.5 per cent of the trust’s income for the year that is subject to tax under Part XII.4 of the Federal Act.

6. Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:

6. An individual who is exempt from tax under Part I of the Federal Act in respect of a period of time, by virtue of subsection 149 (1) of the Federal Act, shall be exempt for the same period from tax payable under this Act, other than tax payable under section 2.1.

7. Section 7 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55 and amended by 1993, chapter 29, section 5, is further amended by adding the following subsection:

ANNEXE C MODIFICATION DE LA LOI DE L’IMPÔT SUR LE REVENU

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«fiducie de restauration minière» Fiducie de restauration minière au sens du paragraphe 248 (1) de la loi fédérale qui est constituée à l’égard d’une mine située en Ontario. («mining reclamation trust»)

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

2.1 Toute fiducie qui est une fiducie de restauration minière à la fin d’une année d’imposition est assujettie, pour l’année, à un impôt dont le montant est calculé aux termes de l’article 4.1.

3. Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 1 du chapitre 25 des Lois de l’Ontario de 1992 et modifié par l’article 3 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «de la présente loi» aux deuxième et troisième lignes, de «de l’article 4».

4. La définition de «impôt payable aux termes de la loi fédérale» au paragraphe 4 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «127.2 ou 127.4» à la neuvième ligne, de «127.2, 127.4 ou 127.41».

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

4.1 Le montant de l’impôt payable pour une année d’imposition aux termes de l’article 2.1 par une fiducie de restauration minière est de 15,5 pour cent du revenu de la fiducie pour l’année qui est imposable aux termes de la partie XII.4 de la loi fédérale.

6. L’article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. Le particulier qui est exempt d’impôt aux termes de la partie I de la loi fédérale à l’égard d’une période donnée en raison du paragraphe 149 (1) de cette loi est exempt, pour la même période, de l’impôt payable aux termes de la présente loi, à l’exception de l’impôt payable aux termes de l’article 2.1.

7. L’article 7 de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 55 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1992 et modifié par l’article 5 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Tax on
mining
reclamation
trust

Mining
reclamation
trust

Tax
exemption

Impôt sur les
fiducies de
restauration
minière

Fiducie de
restauration
minière

Exemption
fiscale

Same

(5) This section does not apply to a mining reclamation trust in respect of tax payable under section 2.1.

8. (1) Clause (c) of the definition of “individual” in subsection 8 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55 and 1993, chapter 29, section 6, is further amended,

- (a) by striking out “subsection (8.1) or (9)” in the amendment of 1992 and substituting “subsections (8.1), (8.3), (8.4) and (9)”;
- (b) by striking out “or” at the end of clause (b), by inserting “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:
- (d) a mining reclamation trust.

(2) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55, 1992, chapter 25, section 3, 1993, chapter 29, section 6 and 1994, chapter 17, section 99 is further amended by adding the following subsections:

Mining reclamation trust tax credit

(8.3) An individual who is a beneficiary of a mining reclamation trust may deduct from tax otherwise payable under this Act for a taxation year an amount not exceeding the amount of the individual’s mining reclamation trust tax credit for the year.

Amount of mining reclamation trust tax credit

(8.4) The amount of an individual’s mining reclamation trust tax credit for a taxation year is the amount that would be determined under subsection 127.41 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to be the amount of the individual’s “Part XII.4 tax credit” for the taxation year if the tax payable under Part XII.4 of the *Income Tax Act* (Canada) by a mining reclamation trust for a taxation year ending in the individual’s taxation year equalled the amount of tax payable by the trust for that year under section 2.1.

Commencement and application

9. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Section 1 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994.

(3) Sections 2 to 8 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994 and shall apply to taxation years ending after February 22, 1994.

(5) Le présent article ne s’applique pas à une fiducie de restauration minière à l’égard de l’impôt payable aux termes de l’article 2.1. Idem

8. (1) L’alinéa c) de la définition de «particulier» au paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 55 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 6 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau :

- a) par substitution, à «paragraphe (8.1) ou (9)» dans la modification de 1992, de «paragraphe (8.1), (8.3), (8.4) et (9)»;
- b) par adjonction de l’alinéa suivant :

d) une fiducie de restauration minière.

(2) L’article 8 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 55 du chapitre 18 et l’article 3 du chapitre 25 des Lois de l’Ontario de 1992, par l’article 6 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article 99 du chapitre 17 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(8.3) Le particulier qui est bénéficiaire d’une fiducie de restauration minière peut déduire de l’impôt payable par ailleurs pour une année d’imposition aux termes de la présente loi un montant qui ne dépasse pas le montant de son crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière pour l’année.

Crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière

(8.4) Le montant du crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière d’un particulier pour une année d’imposition est le montant qui serait calculé aux termes du paragraphe 127.41 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada) comme étant le montant de son «crédit d’impôt de la partie XII.4» pour l’année d’imposition si l’impôt payable aux termes de la partie XII.4 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada) par une fiducie de restauration minière pour une année d’imposition qui se termine pendant l’année d’imposition du particulier est égal au montant de l’impôt payable par la fiducie pour cette année aux termes de l’article 2.1.

Montant du crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière

9. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) L’article 1 est réputé être entré en vigueur le 23 février 1994.

(3) Les articles 2 à 8 sont réputés être entrés en vigueur le 23 février 1994 et s’appliquent aux années d’imposition qui se terminent après le 22 février 1994.

Entrée en vigueur et champ d’application

SCHEDULE D
ONTARIO LOAN ACT, 1996

Borrowing
authorized

1. (1) The Lieutenant Governor in Council may borrow in any manner provided by the *Financial Administration Act* such sums, not exceeding a total aggregate amount of \$5.6 billion as are considered necessary to discharge any indebtedness or obligation of Ontario, to make any payment authorized or required by any Act to be made out of the Consolidated Revenue Fund or to reimburse the Consolidated Revenue Fund for money expended for any of such purposes.

Other Acts

(2) The authority to borrow conferred by this Act is in addition to that conferred by any other Act.

Expiry

2. No order in council authorizing borrowing under this Act shall be made after December 31, 1996.

Commence-
ment

3. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Ontario Loan Act, 1996*.

ANNEXE D
LOI DE 1996 SUR LES EMPRUNTS
DE L'ONTARIO

Autorisation
d'emprunter

1. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, conformément à la *Loi sur l'administration financière* et pour un montant total ne dépassant pas 5,6 milliards de dollars, contracter les emprunts jugés nécessaires afin d'acquitter une dette ou un engagement de l'Ontario, d'effectuer un paiement prélevé sur le Trésor qui est autorisé ou requis par une loi ou de rembourser le Trésor des sommes d'argent utilisées à ces fins.

Autres lois

(2) L'autorisation d'emprunter que confère la présente loi s'ajoute aux autorisations conférées par d'autres lois.

Cessation
d'effet

2. Nul décret autorisant un emprunt en vertu de la présente loi n'est pris après le 31 décembre 1996.

Entrée en
vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur les emprunts de l'Ontario*.

SCHEDULE E
AMENDMENTS TO THE CAPITAL
INVESTMENT PLAN ACT, 1993 AND
THE HIGHWAY TRAFFIC ACT
RELATING TO TOLL HIGHWAYS

CAPITAL INVESTMENT PLAN ACT, 1993

1. (1) Section 38 of the *Capital Investment Plan Act, 1993* is amended by adding the following definitions:

“holder”, “permit” and “validate” have the same meanings as in section 6 of the *Highway Traffic Act*; (“titulaire”, “certificat d’immatriculation”, “valider”)

“toll device” means a toll device prescribed under clause 191.4 (a) of the *Highway Traffic Act*. (“appareil à péage”)

(2) Section 43 of the Act is repealed and the following substituted:

43. (1) If a toll charged for operating a vehicle on a toll highway is not paid, the Corporation may serve on the holder of the permit for the vehicle or, if a toll device was affixed to the vehicle, on the holder to whom the toll device is registered, a notice of failure to pay a toll setting out the amount of the toll, the applicable administrative fee or fees and the interest rate that may be charged on unpaid tolls and fees.

(2) The notice shall state that the holder named in the notice may dispute the matter on the ground that another person was in possession of the vehicle involved without the holder’s consent, that another person was in possession of the toll device registered to the holder and affixed to the vehicle involved without the holder’s consent, that the holder named in the notice is not the holder of the permit for the vehicle involved or that the holder named in the notice is not the holder to whom the toll device that was affixed to the vehicle involved is registered.

(3) The notice shall also state that if a toll, fee or any interest charged on the toll or fee are unpaid after the 30-day period referred to in subsection (4),

(a) the Registrar of Motor Vehicles may not validate the permit or may not issue a permit for the vehicle in respect of which the toll, fee or interest is owed; and

ANNEXE E
MODIFICATION DE LA LOI DE 1993
SUR LE PLAN D’INVESTISSEMENT
ET DU CODE DE LA ROUTE EN CE
QUI CONCERNE LES VOIES
PUBLIQUES À PÉAGE

LOI DE 1993 SUR LE PLAN D’INVESTISSEMENT

1. (1) L’article 38 de la *Loi de 1993 sur le plan d’investissement* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«appareil à péage» Appareil à péage prescrit en vertu de l’alinéa 191.4 a) du *Code de la route*. («toll device»)

«certificat d’immatriculation», «titulaire» et «valider» S’entendent au sens de l’article 6 du *Code de la route*. («permit», «holder», «validate»)

(2) L’article 43 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

43. (1) Si un péage demandé pour conduire un véhicule sur une voie publique à péage n’est pas payé, la Société peut signifier au titulaire du certificat d’immatriculation du véhicule ou, si un appareil à péage était fixé au véhicule, au titulaire au nom duquel l’appareil à péage est immatriculé un avis de défaut de paiement d’un péage indiquant le montant du péage, les frais d’administration applicables et le taux d’intérêt qui peut être imposé sur les péages et frais impayés.

(2) L’avis indique que le titulaire qui y est nommé peut contester la question pour le motif qu’une autre personne était en possession du véhicule en cause sans sa permission, qu’une autre personne était en possession de l’appareil à péage immatriculé au nom du titulaire et fixé au véhicule en cause sans sa permission, qu’il n’est pas le titulaire du certificat d’immatriculation du véhicule en cause ou qu’il n’est pas le titulaire au nom duquel est immatriculé l’appareil à péage qui était fixé au véhicule en cause.

(3) L’avis indique également que si un péage, des frais ou des intérêts imposés sur le péage ou les frais demeurent impayés une fois écoulé le délai de 30 jours visé au paragraphe (4) :

a) d’une part, le registrateur des véhicules automobiles ne peut pas valider le certificat d’immatriculation du véhicule à l’égard duquel le péage, les frais ou les intérêts sont dus ni ne peut délivrer de certificat d’immatriculation pour ce véhicule;

Payment of
tolls,
enforcement

Content of
notice

Same

Paiement des
péages, re-
couvrement

Contenu de
l’avis

Idem

	(b) the Corporation may file a notice of lien and charge against the holder's real and personal property in respect of unpaid tolls, fees and interest.	b) d'autre part, la Société peut déposer un avis de privilège et de sûreté réelle grevant les biens meubles et immeubles du titulaire à l'égard des péages, frais et intérêts impayés.	
Payment to be made	(4) The holder shall pay the amount of a toll and fee within 30 days of the date on which the notice is deemed by subsection (16) to be received.	(4) Le titulaire paie le montant du péage et des frais au plus tard 30 jours après que l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçu.	Paiement obligatoire
Interest on unpaid tolls and fees	(5) The Corporation may charge interest on tolls and fees outstanding after the 30-day period referred to in subsection (4) and such interest continues to accrue even if the holder disputes or appeals a toll.	(5) La Société peut imposer des intérêts sur les péages et frais qui demeurent impayés une fois écoulé le délai de 30 jours visé au paragraphe (4) et ces intérêts continuent de s'accumuler même si le titulaire conteste un péage ou interjette appel à son égard.	Intérêts sur les péages et frais impayés
Registrar notified	(6) If a toll or fee is not paid within the 30-day period, the Corporation may in writing notify the Registrar of Motor Vehicles of the failure to pay and, if the holder pays the toll, fee and interest after the Registrar has been notified of the failure to pay, the Corporation shall notify the Registrar in writing of the payment.	(6) Si un péage ou des frais ne sont pas payés dans le délai de 30 jours, la Société peut en aviser par écrit le registrateur des véhicules automobiles et, si le titulaire paie le péage, les frais et les intérêts après que le registrateur a été avisé du défaut de paiement, elle en avise par écrit le registrateur.	Avis au registrateur
Registrar's action	(7) Upon receipt of a notification of failure to pay under subsection (6), the Registrar of Motor Vehicles shall refuse to validate the permit for the vehicle in respect of which a toll, fee or interest is owed or to issue any permit to the holder for that vehicle until the Registrar is notified by the Corporation that the holder has paid the toll, fee and interest.	(7) Dès qu'il est avisé du défaut de paiement aux termes du paragraphe (6), le registrateur des véhicules automobiles refuse de valider le certificat d'immatriculation du véhicule à l'égard duquel un péage, des frais ou des intérêts sont dus ou de délivrer un certificat d'immatriculation au titulaire pour ce véhicule jusqu'à ce que le registrateur soit avisé par la Société que le titulaire a payé le péage, les frais et les intérêts.	Refus du registrateur
Dispute	(8) A holder who wishes to dispute a notice of failure to pay a toll shall serve written submissions on the Corporation within 30 days of the date on which the notice is deemed by subsection (16) to be received.	(8) Le titulaire qui désire contester un avis de défaut de paiement d'un péage signifie des observations écrites à la Société au plus tard 30 jours après que l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçu.	Contestation
Corporation's decision	(9) The Corporation shall decide whether or not the holder owes a toll and fee as set out in the notice on the basis of the written submissions and shall, (a) serve its written decision on the holder; and (b) notify the Registrar of Motor Vehicles in writing if its decision is that the holder does not owe the toll and fee.	(9) La Société décide, sur la foi des observations écrites, si le titulaire est débiteur du péage et des frais indiqués dans l'avis et elle fait ce qui suit : a) elle signifie sa décision écrite au titulaire; b) si elle décide que le titulaire n'est pas débiteur du péage et des frais, elle en avise par écrit le registrateur des véhicules automobiles.	Décision de la Société
Appeal to Registrar	(10) A holder who wishes to appeal the decision of the Corporation on a ground set out in subsection (2) shall serve written submissions on the Registrar of Motor Vehicles and on the Corporation within 30 days of the date on which the Corporation's decision is deemed by subsection (16) to be received.	(10) Le titulaire qui désire interjeter appel de la décision de la Société pour un motif mentionné au paragraphe (2) signifie des observations écrites au registrateur des véhicules automobiles et à la Société au plus tard 30 jours après que la décision est réputée, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçue.	Appel devant le registrateur
Same	(11) The Registrar shall review the written submissions and may decide the matter on the basis of the written submissions or, if he or she	(11) Le registrateur examine les observations écrites et peut soit prendre une décision sur la foi de ces observations, soit tenir une	Idem

thinks it is appropriate, may hold a hearing into the matter.

Hearing (12) If a hearing is to be held, the Registrar shall notify the holder and the Corporation of its time and place.

Registrar's decision (13) The Registrar shall decide whether or not the holder owes a toll and fee as set out in the notice, and the decision of the Registrar is final and not subject to appeal.

Corporation to repay toll, etc. (14) The Registrar shall give the holder and the Corporation his or her decision in writing and if the decision is that the holder does not owe the toll and fee as set out in the notice, the Corporation shall repay to the holder any toll, fee and interest that were paid to the Corporation and subsequently determined not to be owed.

Appointees (15) The Corporation and the Registrar may appoint any person to consider submissions and hold hearings under this section and this section applies to such appointee as if the appointee were the Corporation or Registrar.

Notices, decisions deemed received (16) A notice under subsection (1) and the Corporation's decision under subsection (9) shall be served on a holder by pre-paid ordinary mail and the holder shall be deemed to have received the notice and the decision on the 5th day after the date on which the notice or decision was issued.

Interpretation (17) For the purposes of this section, a vehicle in respect of which a toll, fee or interest is owed is,

(a) the vehicle that was being operated on the toll highway when the toll was charged; or

(b) if a toll device was affixed to the vehicle that was being operated on the toll highway when the toll was charged, the vehicle to which the toll device is registered.

(3) The Act is amended by adding the following section:

Lien on real property 43.1 (1) Any toll, fee or interest payable under this Part by any person is, upon registration by the Corporation in the proper land registry office of a notice claiming a lien and charge conferred by this section, a lien and charge on any interest the person who owes the toll, fee or interest has in the real property described in the notice.

Lien on personal property (2) Any toll, fee or interest payable under this Part by any person is, upon registration by the Corporation with the registrar under the *Personal Property Security Act* of a notice

audience sur la question s'il l'estime approprié.

(12) Si une audience est prévue, le registra- teur avise le titulaire et la Société de la date, de l'heure et du lieu de l'audience.

(13) Le registra- teur décide si le titulaire est débiteur du péage et des frais indiqués dans l'avis et sa décision est définitive.

(14) Le registra- teur communique sa déci- sion par écrit au titulaire et à la Société. S'il décide que le titulaire n'est pas débiteur du péage et des frais indiqués dans l'avis, la So- ciété rembourse au titulaire le péage, les frais et les intérêts qu'il lui a payés et qui, selon la décision, n'étaient pas dus.

(15) La Société et le registra- teur peuvent nommer quiconque pour examiner les obser- vations et tenir les audiences visées au présent article et celui-ci s'applique à ce délégué comme s'il était lui-même la Société ou le regis- trateur.

(16) L'avis visé au paragraphe (1) et la déci- sion que la Société a prise aux termes du paragraphe (9) sont signifiés au titulaire par courrier ordinaire affranchi et le titulaire est réputé avoir reçu l'avis et la décision le cin- quième jour après que l'avis a été délivré ou que la décision a été prise.

(17) Pour l'application du présent article, un véhicule à l'égard duquel un péage, des frais ou des intérêts sont dus est :

a) le véhicule qui était conduit sur la voie publique à péage quand le péage a été demandé;

b) si un appareil à péage était fixé au véhi- cule qui était conduit sur la voie publi- que à péage quand le péage a été de- mandé, le véhicule pour lequel l'appareil à péage est immatriculé.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

43.1 (1) Dès l'enregistrement par la Socié- té, au bureau d'enregistrement immobilier compétent, d'un avis de revendication du privi- lège et de la sûreté réelle accordés par le présent article, les péages, frais ou intérêts payables par une personne aux termes de la présente partie constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt qu'a cette personne sur le bien immeuble visé dans l'avis.

(2) Dès l'enregistrement par la Société au- près du registra- teur, aux termes de la *Loi sur les sûretés mobilières*, d'un avis de revendi- cation du privilège et de la sûreté réelle accordés

Audience

Décision du registra- teur

Rembourse- ment par la Société

Délégués

Avis ou déci- sion réputés reçus

Interpréta- tion

Privilège sur des biens im- meubles

Privilège sur des biens meubles

claiming a lien and charge under this section, a lien and charge on any interest in personal property in Ontario owned or held at the time of registration or acquired afterwards by the person who owes the toll, fee or interest.

par le présent article, les péages, frais ou intérêts payables par une personne aux termes de la présente partie constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt sur des biens meubles en Ontario qui, au moment de l'enregistrement, appartiennent à cette personne ou sont détenus par elle ou qu'elle acquiert par la suite.

Amounts
included and
priority

(3) The lien and charge conferred by subsection (1) or (2) is in respect of all tolls, fees and interest which are payable by the person under this Part at the time of registration of the notice or any renewal of it and all tolls, fees and interest which afterwards become payable by the person while the notice remains registered and, upon registration of a notice of lien and charge, the lien and charge has priority over,

- (a) any perfected security interest registered after the notice is registered;
- (b) any security interest perfected by possession after the notice is registered; and
- (c) any encumbrance or other claim that is registered against or that otherwise arises and affects the person's property after the notice is registered.

(3) Le privilège et la sûreté réelle accordés par le paragraphe (1) ou (2) portent sur tous les péages, frais et intérêts payables par la personne aux termes de la présente partie au moment de l'enregistrement de l'avis ou du renouvellement de celui-ci et sur tous les péages, frais et intérêts qui deviennent payables par elle par la suite tant que l'avis demeure enregistré. Dès l'enregistrement d'un avis de privilège et de sûreté réelle, ce privilège et cette sûreté réelle ont priorité sur :

- a) une sûreté opposable enregistrée après l'enregistrement de l'avis;
- b) une sûreté rendue opposable par possession après l'enregistrement de l'avis;
- c) une réclamation, notamment une charge, qui est enregistrée à l'égard du bien de la personne, ou qui survient et a une incidence sur celui-ci, après l'enregistrement de l'avis.

Montants
compris et
priorité

Exception

(4) For the purposes of subsection (3), a notice of lien and charge under subsection (2) does not have priority over a perfected purchase money security interest in collateral or its proceeds and shall be deemed to be a security interest perfected by registration for the purpose of the priority rules under section 28 of the *Personal Property Security Act*.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), l'avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) n'a pas priorité sur une sûreté en garantie du prix d'acquisition portant sur des biens grevés ou sur leur produit qui a été rendue opposable, et il est réputé être une sûreté rendue opposable par enregistrement aux fins des règles de priorité prévues à l'article 28 de la *Loi sur les sûretés mobilières*.

Exception

Lien effective

(5) A notice of lien and charge under subsection (2) is effective from the time assigned to its registration by the registrar or branch registrar and expires on the third anniversary of its registration unless a renewal notice of lien and charge is registered under this section before the end of the three-year period, in which case the lien and charge remains in effect for a further three-year period from the date the renewal notice is registered.

(5) L'avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) prend effet au moment de son enregistrement par le registrateur ou le registrateur régional et s'éteint le jour du troisième anniversaire de l'enregistrement, sauf si un avis de renouvellement est enregistré conformément au présent article avant la fin de cette période de trois ans, auquel cas le privilège et la sûreté réelle conservent leur effet pendant une autre période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement.

Prise d'effet
du privilège

Same

(6) Where any toll, fee or interest remains outstanding and unpaid at the end of the three-year period, or its renewal, referred to in subsection (5), the Corporation may register a renewal notice of lien and charge; the lien and charge remains in effect for a three-year period from the date the renewal notice is registered, until the tolls, fees and interest are fully paid, and shall be deemed to be continuously registered since the initial notice of lien

(6) Si des péages, frais ou intérêts sont impayés à la fin de la période de trois ans ou de son renouvellement visés au paragraphe (5), la Société peut enregistrer un avis de renouvellement de privilège et de sûreté réelle. Ce privilège et cette sûreté réelle conservent leur effet pendant une période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement, jusqu'à ce que les péages, frais et intérêts soient payés en totalité, et sont réputés

Idem

and charge was registered under subsection (2).

Where person not registered owner

(7) Where a person has an interest in real property but is not shown as its registered owner in the proper land registry office,

- (a) the notice to be registered under subsection (1) shall recite the interest of the person in the real property; and
- (b) a copy of the notice shall be sent to the registered owner at the owner's last known address.

Secured party

(8) In addition to any other rights and remedies, if tolls, fees or interest owed by a person remain outstanding and unpaid, the Corporation has, in respect of a lien and charge under subsection (2),

- (a) all the rights, remedies and duties of a secured party under sections 17, 59, 61, 62, 63 and 64, subsections 65 (4), (5), (6) and (7) and section 66 of the *Personal Property Security Act*;
- (b) a security interest in the collateral for the purpose of clause 63 (4) (c) of that Act; and
- (c) a security interest in the personal property for the purposes of sections 15 and 16 of the *Repair and Storage Liens Act*, if it is an article as defined in that Act.

Registration of documents

(9) A notice of lien and charge under subsection (2) or any renewal of it shall be in the form of a financing statement or a financing change statement as prescribed under the *Personal Property Security Act* and may be tendered for registration at a branch office established under Part IV of that Act, or by mail addressed to an address prescribed under that Act.

Errors in documents

(10) A notice of lien and charge or any renewal thereof is not invalidated nor is its effect impaired by reason only of an error or omission in the notice or in its execution or registration, unless a reasonable person is likely to be materially misled by the error or omission.

Bankruptcy and Insolvency Act (Canada) unaffected

(11) Subject to Crown rights provided under section 87 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), nothing in this section affects or purports to affect the rights and obligations of any person under that Act.

enregistrés de façon ininterrompue depuis l'enregistrement de l'avis initial de privilège et de sûreté réelle conformément au paragraphe (2).

(7) Si la personne qui a un intérêt sur un bien immeuble n'est pas inscrite comme propriétaire de ce bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent :

- a) l'avis qui doit être enregistré conformément au paragraphe (1) énonce l'intérêt de la personne sur le bien immeuble;
- b) une copie de l'avis est envoyée au propriétaire inscrit, à sa dernière adresse connue.

(8) En plus de ses autres droits et recours, si des péages, frais ou intérêts que doit une personne sont impayés, la Société, à l'égard d'un privilège et d'une sûreté réelle visés au paragraphe (2) :

- a) bénéficie de tous les droits et recours et remplit tous les devoirs d'un créancier garanti que prévoient les articles 17, 59, 61, 62, 63 et 64, les paragraphes 65 (4), (5), (6) et (7) et l'article 66 de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- b) bénéficie d'une sûreté sur les biens grevés pour l'application de l'alinéa 63 (4) c) de cette loi;
- c) bénéficie d'une sûreté sur le bien meuble pour l'application des articles 15 et 16 de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*, s'il s'agit d'un article au sens de cette loi.

(9) Un avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) ou un avis de renouvellement est rédigé sous forme d'un état de financement ou d'un état de modification du financement prescrit par la *Loi sur les sûretés mobilières* et peut être présenté à l'enregistrement par remise à un bureau régional établi en vertu de la partie IV de cette loi ou par envoi par la poste à une adresse prescrite par cette loi.

(10) Une erreur ou une omission dans un avis de privilège et de sûreté réelle ou du renouvellement de celui-ci ou encore dans la passation ou l'enregistrement de l'avis n'a pas, par elle-même, pour effet de rendre cet avis nul ni d'en réduire les effets, sauf si l'erreur ou l'omission risque d'induire substantiellement en erreur une personne raisonnable.

(11) Sous réserve des droits de la Couronne prévus à l'article 87 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte ou de prétendre porter atteinte aux droits et obligations de quiconque visés par cette loi.

Cas où la personne n'est pas le propriétaire inscrit

Créancier garanti

Enregistrement de documents

Erreurs dans des documents

Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)

Definition	(12) In this section, “real property” includes fixtures and any interest of a person as lessee of real property.	(12) La définition qui suit s’applique au présent article. «bien immeuble» S’entend en outre des accessoires fixes et de l’intérêt qu’a une personne en tant que locataire d’un bien immeuble.	Définition
Interpretation	(13) For the purpose of subsections (1), (2) and (3), a toll or fee becomes payable after the 30-day period referred to in subsection 43 (4) and interest on a toll or fee becomes payable when it is charged.	(13) Pour l’application des paragraphes (1), (2) et (3), les péages et frais deviennent payables une fois écoulé le délai de 30 jours mentionné au paragraphe 43 (4) et les intérêts à leur égard le deviennent dès qu’ils sont imposés.	Interprétation
Other remedies	(4) Section 44 of the Act is repealed and the following substituted: 44. Actions taken under section 43 or 43.1 are in addition to any other methods of enforcement and collection available at law.	(4) L’article 44 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 44. Les mesures prises en vertu de l’article 43 ou 43.1 s’ajoutent aux autres méthodes de recouvrement et de perception existant en droit.	Autres recours
Agreements re: collection of tolls	(5) Section 45 of the Act is repealed and the following substituted: 45. With the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Corporation may enter into reciprocal arrangements and agreements with a government of another jurisdiction or with a person or agency in another jurisdiction providing for the collection of tolls and any matter related to their collection.	(5) L’article 45 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 45. La Société peut, avec l’approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des arrangements ou accords de réciprocité prévoyant la perception des péages et traitant de toute question se rapportant à leur perception avec le gouvernement d’une autre compétence législative ou avec une personne ou un organisme d’une autre compétence.	Accords de perception des péages
Regulations	(6) Subsection 47 (1) of the Act is repealed and the following substituted: (1) The Corporation may make regulations, (a) exempting any vehicle or class of vehicles from the application of section 43; (b) governing the registration and validation of toll devices; (c) governing methods of paying tolls and fees. (7) Clause 47 (3) (a) of the Act is repealed and the following substituted: (a) prescribing administrative fees, including different fees based on different administrative costs or on such other criteria that the Lieutenant Governor in Council considers reasonable, for the purpose of section 43; (a.1) prescribing fees to commence a dispute or appeal under section 43.	(6) Le paragraphe 47 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : (1) La Société peut, par règlement : a) soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules à l’application de l’article 43; b) régir l’immatriculation et la validation des appareils à péage; c) régir les modes de paiement des péages et des frais. (7) L’alinéa 47 (3) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : a) prescrire des frais d’administration, y compris des frais différents établis en fonction de coûts d’administration différents ou des autres critères que le lieutenant-gouverneur en conseil estime raisonnables, pour l’application de l’article 43; a.1) prescrire les droits pour présenter une contestation ou interjeter appel en vertu de l’article 43.	Règlements

HIGHWAY TRAFFIC ACT

2. (1) Section 13 of the *Highway Traffic Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 31, section 2 and 1994, chapter 27,

CODE DE LA ROUTE

2. (1) L’article 13 du *Code de la route*, tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 31 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article

section 138, is further amended by adding the following subsection:

Same

(3.1) The number plates shall not be obstructed by any device or material that prevents the entire number plates including the numbers from being identified by an electronic toll system.

(2) Subsection 13 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 31, section 2, is amended by striking out “subsection (2) or (3)” and substituting “subsection (2), (3) or (3.1)”.

(3) The Act is amended by adding the following Part:

PART X.1
TOLL HIGHWAYS

Definitions

191.1 In this Part,

“electronic toll system” means all of the equipment, including the toll devices prescribed under clause 191.4 (a), that is used to electronically determine the amount of tolls owed and who owes them; (“système de péage électronique”)

“toll highway” means a highway that is designated as a toll highway under Part III of the *Capital Investment Plan Act, 1993*. (“voie publique à péage”)

Toll device required

191.2 (1) No person shall drive a motor vehicle on a toll highway unless a validated toll device, as prescribed under clause 191.4 (a), is affixed to the vehicle in accordance with the regulations made under clause 191.4 (b).

Interpretation

(2) For the purpose of subsection (1), a validated toll device is a toll device that is validated under the *Capital Investment Plan Act, 1993*.

Evasion, etc., prohibited

191.3 (1) No person shall engage in an activity or use any device or material for the purpose of evading, obstructing or interfering with the effective operation of an electronic toll system.

Powers of police officer

(2) A police officer may at any time, without a warrant, stop, enter and search a motor vehicle that he or she has reasonable grounds to believe is equipped with or carries or contains a device or material contrary to subsection (1) and may seize and take away any such device or material found in or upon the motor vehicle.

Forfeiture of device, material

(3) When a person is convicted of an offence under this section, any device or material seized under subsection (2) by means

138 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.1) Les plaques d’immatriculation ne doivent être cachées par aucun dispositif ou matériel qui empêche celles-ci tout entières ainsi que les numéros d’être identifiés par un système de péage électronique.

(2) Le paragraphe 13 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 2 du chapitre 31 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié par substitution, à «paragraphe (2) ou (3)», de «paragraphe (2), (3) ou (3.1)».

(3) La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE X.1
VOIES PUBLIQUES À PÉAGE

Définitions

191.1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«système de péage électronique» L’ensemble du matériel, y compris les appareils à péage prescrits en vertu de l’alinéa 191.4 a), qui sert à établir électroniquement le montant des péages dus et les débiteurs de ceux-ci. («electronic toll system»)

«voie publique à péage» Voie publique désignée comme voie publique à péage en vertu de la partie III de la *Loi de 1993 sur le plan d’investissement*. («toll highway»)

Appareil à péage obligatoire

191.2 (1) Nul ne doit conduire un véhicule automobile sur une voie publique à péage à moins qu’un appareil à péage validé, prescrit en vertu de l’alinéa 191.4 a), ne soit fixé au véhicule conformément aux règlements pris en application de l’alinéa 191.4 b).

Interprétation

(2) Pour l’application du paragraphe (1), un appareil à péage validé est un appareil à péage qui est validé aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d’investissement*.

Activités interdites

191.3 (1) Nul ne doit exercer une activité ni utiliser quelque dispositif ou matériel que ce soit dans le but de gêner le bon fonctionnement d’un système de péage électronique, de contourner un tel système ou de nuire à son bon fonctionnement.

Pouvoirs d’un agent de police

(2) Un agent de police peut, en tout temps et sans mandat, arrêter un véhicule automobile, y entrer et le fouiller lorsqu’il a des motifs raisonnables de croire que le véhicule automobile est muni d’un dispositif ou de matériel, en contient ou en transporte en contravention avec le paragraphe (1). Il peut saisir et emporter tel dispositif ou matériel trouvé dans le véhicule automobile ou sur celui-ci.

Confiscation du dispositif ou du matériel

(3) Si une personne est reconnue coupable d’une infraction au présent article, le dispositif ou le matériel saisi en vertu du paragraphe (2)

of which the offence was committed is forfeited to the Crown.

Sale of interference device prohibited

(4) No person shall sell, offer or advertise for sale any device or material that is designed or intended to interfere with the effective operation of an electronic toll system.

Regulations

191.4 The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing toll devices for the purpose of section 191.2;
- (b) prescribing the manner in which the toll devices shall be affixed in or on a motor vehicle;
- (c) exempting any vehicle or class of vehicles from the application of section 191.2.

COMMENCEMENT

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

et au moyen duquel l'infraction a été commise est confisqué au profit de la Couronne.

Vente interdite

(4) Nul ne doit vendre ou mettre en vente un dispositif ou du matériel qui est conçu pour nuire ou destiné à nuire au bon fonctionnement d'un système de péage électronique, ni annoncer la vente de tel dispositif ou matériel.

191.4 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire les appareils à péage pour l'application de l'article 191.2;
- b) prescrire la manière dont les appareils à péage doivent être fixés au véhicule automobile ou dans celui-ci;
- c) soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules à l'application de l'article 191.2.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

SCHEDULE F HEALTH SERVICES RESTRUCTURING

PART I AMENDMENTS TO THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Section 8 of the *Ministry of Health Act* is repealed and the following substituted:

8. (1) The Lieutenant Governor in Council may establish a body to be known in English as the Health Services Restructuring Commission and in French as Commission de restructuration des services de santé.

(2) The members of the Commission shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council.

(3) The Commission shall be a corporation without share capital composed of the members of the Commission from time to time.

(4) The *Corporations Act* does not apply to the Commission, except as provided by the regulations.

(5) The *Corporations Information Act* does not apply to the Commission.

(6) The Commission has all the capacity and powers of a natural person necessary for carrying out the Commission's duties except as provided by the regulations.

(7) The Commission shall perform any duties, and may exercise any powers, assigned to it by or under this or any other Act.

(8) The duties and powers assigned to the Commission under this or any other Act shall be duties and powers with respect to the development, establishment and maintenance of an effective and adequate health care system and the restructuring of health care services provided in Ontario communities having regard to district health council reports for those communities.

(9) Where a regulation is made assigning a duty to the Commission, the Lieutenant Governor in Council may provide that only specified members of the Commission are to carry out that duty or that only specified members of the Commission are to carry out that duty within a specified geographic area, and where the regulation so provides, any action or deci-

ANNEXE F RESTRUCTURATION DES SERVICES DE SANTÉ

PARTIE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

1. L'article 8 de la *Loi sur le ministère de la Santé* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un organisme nommé Commission de restructuration des services de santé en français et Health Services Restructuring Commission en anglais.

(2) Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) La Commission est une personne morale sans capital-actions composée des membres effectifs de la Commission.

(4) Sauf disposition contraire des règlements, la *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas à la Commission.

(5) La *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'applique pas à la Commission.

(6) Sauf disposition contraire des règlements, la Commission a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

(7) La Commission exerce les fonctions, et peut exercer les pouvoirs, qui lui sont attribués par la présente loi ou par toute autre loi, ou en vertu de celles-ci.

(8) Les pouvoirs et les fonctions attribués à la Commission en vertu de la présente loi ou de toute autre loi sont des pouvoirs et des fonctions concernant l'élaboration, l'établissement et le maintien d'un système de soins de santé efficace et adéquat ainsi que la restructuration des services de soins de santé qui sont fournis dans les collectivités de l'Ontario compte tenu des rapports des conseils régionaux de santé à l'égard de ces collectivités.

(9) S'il est pris un règlement qui attribue une fonction à la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prévoir que seuls les membres précisés de la Commission peuvent exercer cette fonction ou que seuls ceux-ci peuvent exercer cette fonction dans une zone géographique précisée et, si le règlement le prévoit, une mesure ou une décision prise

Health
Services
Restructur-
ing Commis-
sion

Members

Corporation

Application
of *Corpora-
tions Act*

Application
of *Corpora-
tions Infor-
mation Act*

Capacity and
powers

Duties and
powers

Function of
Commission

Same

Commission
de restructu-
ration des
services de
santé

Membres

Personne
morale

Non-applica-
tion de la *Loi*
sur les
personnes
morales

Non-applica-
tion de la *Loi*
sur les ren-
seignements
exigés des
personnes
morales

Capacité et
pouvoirs

Fonctions et
pouvoirs

Rôle de la
Commission

Idem

sion of those members shall be deemed to be an action or decision of the Commission.



Mandate of
Commission

(10) The Commission shall be established for a period of up to four years and, at the end of that period,

- (a) the appointments of all the members of the Commission are revoked; and
- (b) the Commission shall cease to perform any duties or to exercise any powers assigned to it under this Act or any other Act.

Review

(11) The Minister may, at any time during the existence of the Commission, appoint one or more persons to review the activities and operations of the Commission and to report on them to the Minister.



Immunity
from liability

(12) No proceeding for damages or otherwise shall be commenced against the Commission or against a member, officer, employee or agent of the Commission for any act done in good faith in the execution or intended execution of any of its or their powers or duties or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any of its or their powers or duties.

2. (1) Section 12 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is further amended by adding the following clause:



- (c.1) assigning powers and duties to the Health Services Restructuring Commission and respecting any conditions with respect to the assignment of those powers and duties.



(2) Clause 12 (d.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is amended by adding at the end "or to the Health Services Restructuring Commission".

(3) Clause 12 (d.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is amended by adding at the end "or of the Health Services Restructuring Commission".

par ces membres est réputée une mesure ou une décision prise par la Commission.



Mandat de la
Commission

(10) La Commission est constituée pour une période maximale de quatre ans au terme de laquelle :

- a) d'une part, les nominations de tous les membres de la Commission sont révoquées;
- b) d'autre part, la Commission cesse d'exercer les fonctions et les pouvoirs qui lui sont attribués en vertu de la présente loi ou de toute autre loi.

Examen

(11) Le ministre peut, en tout temps au cours de l'existence de la Commission, nommer une ou plusieurs personnes pour examiner les activités et le fonctionnement de la Commission et présenter au ministre un rapport à ce sujet.



Immunité

(12) Sont irrecevables les instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre la Commission ou contre un membre, un dirigeant, un employé ou un représentant de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exécution ou l'exercice effectifs ou censés tels de ses ou de leurs pouvoirs ou fonctions, ou pour toute négligence ou tout manquement qu'elle ou qu'ils auraient commis dans l'exécution ou l'exercice de bonne foi de ses ou de leurs pouvoirs ou fonctions.

2. (1) L'article 12 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 74 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :



- c.1) attribuer des pouvoirs et des fonctions à la Commission de restructuration des services de santé et traiter des conditions dont est assortie l'attribution de ces pouvoirs et fonctions.



(2) L'alinéa 12 d.2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 74 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «ou à la Commission de restructuration des services de santé».

(3) L'alinéa 12 d.3) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 74 du chapitre 26 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «ou de la Commission de restructuration des services de santé».

PART II AMENDMENTS TO THE PUBLIC HOSPITALS ACT

3. The definition of “provincial aid” in section 1 of the *Public Hospitals Act* is repealed.

4. Section 2 of the Act is amended by adding at the end “or an independent health facility under the *Independent Health Facilities Act*”.

5. (1) Subsection 4 (1) of the Act is amended by inserting “or amalgamate two or more hospitals” after “hospital” in the second line.

(2) Subsection 4 (5) of the Act is amended by adding at the end “if the Minister or the Lieutenant Governor in Council, as the case may be, considers it in the public interest to do so”.

6. Sections 5 and 6 of the Act are repealed and the following substituted:

5. (1) The Minister may pay any grant, make any loan and provide any financial assistance to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.

(2) The Minister may impose terms and conditions on grants, loans and financial assistance provided under this section and may from time to time amend or remove the terms and conditions or impose new terms and conditions.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the Minister may, as a condition of providing grants, loans and financial assistance under this section, require the recipient of the funds to secure their repayment in the manner determined by the Minister.

(4) The Minister may reduce the amount of any grant, loan or financial assistance, may suspend or terminate any grant, loan or financial assistance or may withhold payment in whole or in part of any grant, loan or financial assistance with respect to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.

6. (1) The Minister may direct the board of a hospital to cease operating as a public hospital on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so.

(2) The Minister may direct the board of a hospital to do any of the following on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so:

1. To provide specified services to a specified extent or of a specified volume.

PARTIE II MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PUBLICS

3. La définition du terme «aide provinciale» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur les hôpitaux publics* est abrogée.

4. L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction de «, ni à un établissement de santé autonome régi par la *Loi sur les établissements de santé autonomes*».

5. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par insertion de «ou de fusion de deux hôpitaux ou plus» après «morale» à la troisième ligne.

(2) Le paragraphe 4 (5) de la Loi est modifié par adjonction de «si le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, selon le cas, estime que l'intérêt public le justifie».

6. Les articles 5 et 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5. (1) Le ministre peut verser une subvention, consentir un prêt ou fournir une aide financière à un hôpital s'il estime que l'intérêt public le justifie.

(2) Le ministre peut assortir de conditions les subventions, les prêts et l'aide financière alloués en vertu du présent article et modifier ou annuler ces conditions ou en imposer de nouvelles.

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le ministre peut exiger, comme condition d'attribution d'une subvention, d'un prêt ou d'une aide financière prévus au présent article, que le bénéficiaire des fonds en garantisse le remboursement de la manière déterminée par le ministre.

(4) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, réduire le montant des subventions, des prêts ou de l'aide financière accordés à un hôpital, en suspendre le versement, mettre fin à ces subventions, à ces prêts ou à cette aide financière, ou en refuser le paiement en totalité ou en partie.

6. (1) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner au conseil d'un hôpital de cesser ses activités à titre d'hôpital public au plus tard à la date indiquée dans l'ordre.

(2) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner au conseil d'un hôpital de prendre, au plus tard à la date indiquée dans l'ordre, l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

1. Fournir des services précisés à un niveau ou selon une quantité précisés.

Payments to hospitals

Terms and conditions

Security for payment

Reduce or terminate grants, etc.

Direction to cease operations

Direction re specified services

Paielements effectués aux hôpitaux

Conditions

Garantie de remboursement

Réduction ou fin des subventions, des prêts ou de l'aide financière

Ordre de cessation des activités

Ordre relatif à des services précisés

	<p>2. To cease to provide specified services.</p> <p>3. To increase or decrease the extent or volume of specified services.</p>	<p>2. Cesser de fournir des services précisés.</p> <p>3. Augmenter ou diminuer le niveau ou la quantité des services précisés.</p>	
Direction to amalgamate	<p>(3) The Minister may direct the boards of two or more hospitals to take all necessary steps required for their amalgamation under section 113 of the <i>Corporations Act</i> on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so.</p>	<p>(3) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner aux conseils de deux hôpitaux ou plus de prendre toutes les mesures nécessaires à leur fusion aux termes de l'article 113 de la <i>Loi sur les personnes morales</i> au plus tard à la date indiquée dans l'ordre.</p>	Ordre de fusionner
Same	<p>(4) When the Minister issues a direction under subsection (3), the Minister's approval of the amalgamation under subsection 4 (1) shall be deemed to be adoption of the amalgamation agreement by all of the members of the amalgamating corporations for the purposes of subsection 113 (3) of the <i>Corporations Act</i>.</p>	<p>(4) Lorsque le ministre donne un ordre en vertu du paragraphe (3), son approbation de la fusion visée au paragraphe 4 (1) est réputée l'adoption de la convention de fusion par tous les membres des personnes morales qui fusionnent pour l'application du paragraphe 113 (3) de la <i>Loi sur les personnes morales</i>.</p>	Idem
Notice of intention	<p>(5) At least 30 days before issuing a direction under subsection (1) or (3), the Minister shall serve notice of intention to issue a direction on the board of the hospital to which the direction will be issued.</p>	<p>(5) Au moins 30 jours avant de donner un ordre en vertu du paragraphe (1) ou (3), le ministre signifie un avis d'intention de ce faire au conseil de l'hôpital auquel l'ordre sera donné.</p>	Avis d'intention
Other direction	<p>(6) The Minister may make any other direction related to a hospital that the Minister considers in the public interest.</p>	<p>(6) Le ministre peut donner, relativement à un hôpital, tout autre ordre qu'il estime être dans l'intérêt public.</p>	Autre ordre
Amend, revoke direction	<p>(7) The Minister may amend or revoke a direction made under this section where the Minister considers it in the public interest to do so.</p>	<p>(7) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, modifier ou révoquer l'ordre donné en vertu du présent article.</p>	Modification ou révocation de l'ordre
Duty of board	<p>(8) The board of a hospital shall ensure that a direction of the Minister under this section is carried out in accordance with its terms, this Act and the regulations.</p>	<p>(8) Le conseil d'un hôpital veille à l'exécution de l'ordre donné par le ministre en vertu du présent article, conformément aux conditions qui y sont énoncées, à la présente loi et aux règlements.</p>	Obligation du conseil
Powers of board	<p>(9) Despite the <i>Corporations Act</i>, any special Acts governing hospitals, the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of a hospital, the board shall have the unrestricted power to carry out a direction under this section but such powers shall not contravene the provisions of any other Act.</p>	<p>(9) Malgré la <i>Loi sur les personnes morales</i>, toutes lois spéciales régissant les hôpitaux, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements administratifs d'un hôpital, le conseil a le pouvoir illimité d'exécuter un ordre donné en vertu du présent article. Toutefois, l'exercice de ce pouvoir ne doit pas contrevenir aux dispositions de toute autre loi.</p>	Pouvoirs du conseil
Matters to consider	<p>(10) The Minister, in issuing directions under subsection (1), (2), (3) or (6), shall have regard to district health council reports for the communities to which the directions relate.</p>	<p>(10) Lorsqu'il donne des ordres en vertu du paragraphe (1), (2), (3) ou (6), le ministre tient compte des rapports des conseils régionaux de santé à l'égard des collectivités auxquelles les ordres se rapportent.</p>	Questions à prendre en considération
Repeal	<p>(11) This section is repealed on the fourth anniversary of the day section 6 to Schedule F of the <i>Savings and Restructuring Act, 1996</i> comes into force.</p>	<p>(11) Le présent article est abrogé au quatrième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur de l'article 6 de l'annexe F de la <i>Loi de 1996 sur les économies et la restructuration</i>.</p>	Abrogation

7. Subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Investigators

(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint one or more persons to investigate and report on the quality of the management and administration of a hospital, the quality of the care and treatment of patients in a hospital or any other matter relating to a hospital where the Lieutenant Governor in Council considers it in the public interest to do so.

8. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:




Hospital supervisor

9. (1) On the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person as a hospital supervisor where the Lieutenant Governor in Council considers it in the public interest to do so.

Notice of appointment

(2) The Minister shall give the board of a hospital at least 14 days notice before recommending to the Lieutenant Governor in Council that a hospital supervisor be appointed.

Immediate appointment

(3) Subsection (2) does not apply if there are not enough members on the board of a hospital to form a quorum. 

Term of office

(4) The appointment of a hospital supervisor is valid until terminated by order of the Lieutenant Governor in Council.

Powers of supervisor

(5) Unless the appointment provides otherwise, a hospital supervisor has the exclusive right to exercise all of the powers of the board and, where the hospital is owned or operated by a corporation, of the corporation, its officers and members of the corporation.

Same

(6) The Lieutenant Governor in Council may specify the powers and duties of a hospital supervisor appointed under this section and the terms and conditions governing those powers and duties.

Additional powers of supervisor

(7) If, under the order of the Lieutenant Governor in Council, the board continues to have the right to act with regard to any matters, any such act of the board is valid only if approved in writing by the hospital supervisor.

Right of access

(8) A hospital supervisor appointed for a hospital has the same rights as the board and the administrator of the hospital in respect of the documents, records and information of the board and the hospital.

Report to Minister

(9) A hospital supervisor shall report to the Minister as required by the Minister.

7. Le paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Enquêteurs

(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, nommer une ou plusieurs personnes pour enquêter et présenter un rapport sur la qualité de la gestion et de l'administration d'un hôpital, sur la qualité des soins et des traitements fournis aux malades d'un hôpital ou sur toute autre question relative à un hôpital.

8. L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :




Superviseur d'un hôpital

9. (1) Sur la recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, nommer une personne superviseur d'un hôpital.

Avis de nomination

(2) Le ministre donne au conseil d'un hôpital un préavis d'au moins 14 jours avant de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un superviseur pour l'hôpital.

Nomination immédiate

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas s'il n'y a pas assez de membres au sein du conseil d'un hôpital pour constituer le quorum. 

Mandat

(4) Le superviseur nommé pour un hôpital reste en fonctions jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil mette fin, par décret, à son mandat.

Pouvoirs du superviseur

(5) Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, le superviseur d'un hôpital a le droit exclusif d'exercer tous les pouvoirs du conseil et, si l'hôpital appartient à une association ou est exploité par une association, tous les pouvoirs de celle-ci, de ses dirigeants et de ses membres.

Idem

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut préciser les pouvoirs et fonctions du superviseur d'un hôpital nommé en vertu du présent article ainsi que les conditions les régissant.

Pouvoirs supplémentaires du superviseur

(7) Si, aux termes du décret du lieutenant-gouverneur en conseil, le conseil continue d'avoir le droit d'agir à l'égard de toute question, tout acte du conseil n'est valide que s'il est approuvé par écrit par le superviseur de l'hôpital.

Droit d'accès

(8) Le superviseur nommé pour un hôpital possède les mêmes droits que le conseil et le directeur général de l'hôpital en ce qui concerne les documents, dossiers et renseignements du conseil et de l'hôpital.

Rapport présenté au ministre

(9) Le superviseur d'un hôpital présente un rapport au ministre à la demande de ce dernier.

Minister's directions	(10) The Minister may issue directions to a hospital supervisor with regard to any matter within the jurisdiction of the supervisor.	(10) Le ministre peut donner au superviseur d'un hôpital des ordres sur toute question relevant de la compétence de ce dernier.	Ordres du ministre
Directions to be followed	(11) A hospital supervisor shall carry out every direction of the Minister.	(11) Le superviseur d'un hôpital est tenu d'exécuter les ordres du ministre.	Obligation de suivre les ordres
Public interest	<p>9.1 (1) In making a decision in the public interest under this Act, the Lieutenant Governor in Council or the Minister, as the case may be, may consider any matter they regard as relevant including, without limiting the generality of the foregoing,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the quality of the management and administration of the hospital; (b) the proper management of the health care system in general; (c) the availability of financial resources for the management of the health care system and for the delivery of health care services; (d) the accessibility to health services in the community where the hospital is located; and (e) the quality of the care and treatment of patients in the hospital. 	<p>9.1 (1) Lorsqu'il prend une décision dans l'intérêt public en vertu de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas, peut prendre en considération toute question qu'il estime pertinente et notamment des questions qui se rapportent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la qualité de la gestion et de l'administration de l'hôpital; b) la saine gestion du système de soins de santé en général; c) la disponibilité de ressources financières aux fins de la gestion du système de soins de santé et de la prestation des services de soins de santé; d) l'accessibilité aux services de santé dans la collectivité où se trouve l'hôpital; e) la qualité des soins et des traitements fournis aux malades. 	Intérêt public
No proceeding against Crown	<p>(2) No proceeding, other than a proceeding referred to in subsection 10 (2), shall be commenced against the Crown or the Minister with respect to a decision or direction under section 5 or 6, the appointment of an investigator or a hospital supervisor under section 8 or 9 or an action or omission of an investigator or hospital supervisor <u>done in good faith in the performance of a power or of an authority under either of those sections.</u></p> <p>9. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out "under this Act" in the fourth line and substituting "under section 8 or 9 or against a person, persons or a body to whom the Minister's powers have been assigned under clause 32 (1) (z.1)".</p> <p>(2) Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out "or a hospital supervisor" in the fifth line and substituting "hospital supervisor or person, persons or body to whom the Minister's powers have been assigned".</p> <p>10. Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:</p> <p>(1) A hospital shall pass by-laws as prescribed by the regulations.</p>	<p>(2) Sont irrecevables les instances, autres que celles visées au paragraphe 10 (2), introduites contre la Couronne ou le ministre à l'égard d'une décision ou d'un ordre visé à l'article 5 ou 6, de la nomination d'un enquêteur ou du superviseur d'un hôpital visée à l'article 8 ou 9 ou d'un acte ou d'une omission <u>commis de bonne foi par un enquêteur ou le superviseur d'un hôpital dans l'exercice d'un pouvoir conféré par l'un ou l'autre de ces articles.</u></p> <p>9. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «un superviseur nommé pour un hôpital en vertu de la présente loi» aux troisième, quatrième et cinquième lignes, de «le superviseur d'un hôpital nommé en vertu de l'article 8 ou 9 ou contre une ou des personnes ou un organisme auxquels les pouvoirs du ministre ont été conférés en vertu de l'alinéa 32 (1) z.1)».</p> <p>(2) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «ou un superviseur nommé pour un hôpital» aux sixième et septième lignes, de «, par le superviseur d'un hôpital, ou par une ou des personnes ou un organisme auxquels les pouvoirs du ministre ont été conférés».</p> <p>10. Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>(1) L'hôpital adopte des règlements administratifs selon ce que prescrivent les règlements.</p>	Immunité
By-laws			Règlements administratifs

11. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:

Protection
from liability

13. (1) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any member of a committee of the medical staff of a hospital or of a board or the Appeal Board or of the staff thereof for any act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or the regulations or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any such duty or authority.

Same

(2) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any witness in a proceeding or investigation before a committee of the medical staff of a hospital or a board or the Appeal Board for anything done or said in good faith in the course of a meeting, proceeding, investigation or other business of such committee or board.



12. Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transfer of
medical
records

(2) Where a direction is made under subsection 6 (1), the administrator of the hospital that is the subject of the direction may transfer medical records kept in his or her custody under subsection (1) to the administrator of another hospital or to such persons or entities as may be prescribed in a manner that will protect the privacy of the records.



13. Section 23 of the Act is amended by striking out “provincial aid” in the second and third lines and substituting “a grant, loan or financial assistance under this Act”.



14. (1) Clause 32 (1) (d) of the Act is amended by adding “and providing for filing of by-laws with the Ministry” at the end.

(2) Clause 32 (1) (p) of the Act is amended by adding at the end “and the accounting principles and rules that are to govern any financial reports and returns”.

(3) Clauses 32 (1) (s) and (t) of the Act are repealed and the following substituted:

(s) governing the manner of determining the amounts of grants, loans and financial assistance that may be made to hospitals under section 5 or the amounts themselves or both, prescribing the

11. L'article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Immunité

13. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre tout membre d'un comité du personnel médical d'un hôpital ou d'un conseil ou de la Commission d'appel ou contre tout membre de leur personnel pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exécution ou l'exercice effectifs ou censés tels de toute fonction ou de tout pouvoir que confèrent la présente loi ou les règlements, ou pour toute négligence ou tout manquement qui aurait été commis dans l'exécution ou l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

Idem

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre un témoin dans une instance ou une enquête devant un comité du personnel médical d'un hôpital ou devant un conseil ou la Commission d'appel pour tout acte accompli ou propos tenu de bonne foi au cours d'une réunion, d'une instance, d'une enquête ou de toute autre activité de ce comité ou de ce conseil.



12. L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Si un ordre est donné en vertu du paragraphe 6 (1), le directeur général de l'hôpital qui est visé par l'ordre peut transférer les dossiers médicaux dont il a la garde en vertu du paragraphe (1) au directeur général d'un autre hôpital ou aux personnes ou entités prescrites, d'une manière qui protège le caractère privé des dossiers.

Transfert des
dossiers
médicaux

13. L'article 23 de la Loi est modifié par substitution, à «aide provinciale» aux deuxième et troisième lignes, de «subvention, d'un prêt ou d'une aide financière aux termes de la présente loi».



14. (1) L'alinéa 32 (1) d) de la Loi est modifié par adjonction de «et prévoir le dépôt des règlements administratifs auprès du ministère».

(2) L'alinéa 32 (1) p) de la Loi est modifié par adjonction de «, ainsi que des principes et règles comptables qui doivent régir tous rapports, états et relevés financiers».

(3) Les alinéas 32 (1) s) et t) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

s) régir la manière de déterminer les montants des subventions, des prêts et de l'aide financière pouvant être accordés aux hôpitaux en vertu de l'article 5 ou régir les montants eux-mêmes ou ces

time, manner, terms and conditions of payment relating to them and respecting the suspension, withholding, reduction, termination and the making of deductions from grants, loans, financial assistance and payments relating to them;

- (t) respecting matters that relate to or arise as a result of a direction under section 6 including, without limiting the generality of the foregoing, matters related to,
- (i) the powers and duties of a board that is subject to a direction,
 - (ii) present and future property, rights, privileges and franchises,
 - (iii) present and future liabilities, contracts, disabilities and debts, and
 - (iv) medical records, including their ownership, custody, use, disclosure, retention and disposal;



- (u) prescribing such persons or entities to whom medical records may be transferred under subsection 14 (2);



- (v) where all or one or more of the provisions in subsections 37 (3) to (7) or sections 38 to 43 do not apply, prescribing provisions in substitution for them or in addition to them including, without limiting the generality of the foregoing,
- (i) procedures to be followed by a hospital or a board in connection with applications for appointment or reappointment, applications for a change in hospital privileges, revoking appointments or cancelling or substantially altering privileges,
 - (ii) conditions under which a physician may require a hearing by the board and provisions relating to such a hearing,
 - (iii) conditions under which a physician may require a hearing by the Hospital Appeal Board and provisions relating to such a hearing,

deux questions, prescrire les dates, modes et conditions de paiement y ayant trait, et traiter de la suspension, du refus de paiement, de la réduction et de la fin des subventions, des prêts et de l'aide financière, ainsi que des retenues dont ceux-ci peuvent faire l'objet et des paiements y ayant trait;

- t) traiter des questions qui se rapportent à un ordre donné en vertu de l'article 6 ou qui en découlent, et notamment des questions qui se rapportent à ce qui suit :
- (i) les pouvoirs et fonctions d'un conseil visé par un ordre,
 - (ii) les biens, droits, privilèges et concessions actuels et futurs,
 - (iii) les obligations, contrats, incapacités et dettes actuels et futurs,
 - (iv) les dossiers médicaux, y compris la propriété, la garde, l'utilisation, la divulgation, la conservation et la destruction de ceux-ci;



- u) prescrire les personnes ou entités auxquelles peuvent être transférés des dossiers médicaux en vertu du paragraphe 14 (2);



- v) si l'ensemble ou une ou plusieurs des dispositions des paragraphes 37 (3) à (7) ou des articles 38 à 43 ne s'appliquent pas, prescrire des dispositions qui les remplacent ou qui s'y ajoutent, notamment des dispositions touchant ce qui suit :
- (i) les marches à suivre que doit observer un hôpital ou un conseil concernant les demandes de nomination ou de renouvellement de nomination, les demandes de modification des droits hospitaliers, la révocation des nominations ou l'annulation ou la modification importante de ces droits,
 - (ii) les conditions auxquelles un médecin peut exiger la tenue d'une audience par le conseil et les dispositions ayant trait à une telle audience,
 - (iii) les conditions auxquelles un médecin peut exiger la tenue d'une audience par la Commission d'appel des hôpitaux et les dispositions ayant trait à une telle audience,

- | | |
|---|---|
| <p>(iv) conditions under which a party to proceedings before a board or the Hospital Appeal Board may appeal to the Divisional Court and provisions relating to such an appeal;</p> <p>(w) defining “services”, “hospital foundation” and “hospital subsidiary”;</p> <p>(x) respecting the disposition of assets acquired or used for the purposes of a hospital;</p> <p>(y) respecting the purchase of assets to be used for the purposes of a hospital;</p> <p>(z) respecting the dissolution of corporations that own or operate or owned or operated hospitals;</p> <p>(z.1) authorizing any person, group of persons or other body to issue directions under section 6 or subsection 9 (10) in the place of the Minister and respecting any conditions to which that authority may be subject;</p> <p>(z.2) providing that hospitals must prepare and submit physician human resource plans to the Ministry for approval;</p> <p>(z.3) prescribing the form and content of physician human resource plans;</p> <p>(z.4) providing that hospitals must amend their physician human resource plans as required by the Ministry;</p> <p>(z.5) providing that hospitals may appoint physicians to the medical staff only in accordance with approved physician human resource plans.</p> | <p>(iv) les conditions auxquelles une partie à une instance introduite devant un conseil ou devant la Commission d’appel des hôpitaux peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire et les dispositions ayant trait à un tel appel;</p> <p>w) définir les termes «services», «fondation hospitalière» et «filiale hospitalière»;</p> <p>x) traiter de l’aliénation d’éléments d’actif acquis ou utilisés aux fins d’un hôpital;</p> <p>y) traiter de l’acquisition d’éléments d’actif devant être utilisés aux fins d’un hôpital;</p> <p>z) traiter de la dissolution d’associations qui sont ou ont été propriétaires d’hôpitaux ou qui exploitent ou ont exploité des hôpitaux;</p> <p>z.1) autoriser une personne, un groupe de personnes ou un autre organisme à donner des ordres en vertu de l’article 6 ou du paragraphe 9 (10) à la place du ministre et traiter des conditions auxquelles ce pouvoir peut être assujéti;</p> <p>z.2) prévoir que les hôpitaux doivent préparer des plans de dotation en médecins et les soumettre à l’approbation du ministère;</p> <p>z.3) prescrire la forme et le contenu des plans de dotation en médecins;</p> <p>z.4) prévoir que les hôpitaux doivent modifier leurs plans de dotation en médecins à la demande du ministère;</p> <p>z.5) prévoir que les hôpitaux ne peuvent nommer des médecins au sein du personnel médical que conformément aux plans de dotation en médecins approuvés.</p> |
|---|---|

(4) Subsection 32 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) Le paragraphe 32 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Same

(2) Subsection 9.1 (1) applies, with necessary modifications, with respect to a person, persons or body authorized to issue directions under a regulation made under clause (1) (z.1) as if the person, persons or body were the Minister.

(2) Le paragraphe 9.1 (1) s’applique, avec les adaptations nécessaires, à l’égard d’une personne, de personnes ou d’un organisme qui sont autorisés à donner des ordres en vertu d’un règlement pris en application de l’alinéa (1) z.1) comme si la ou les personnes ou l’organisme étaient le ministre.

Idem

Same

(3) A regulation made under this Act may be general or particular in its application.

(3) Les règlements pris en application de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Idem

Regulations for subsidiaries, etc.

(4) The Minister may by regulation require hospital subsidiaries and hospital foundations to provide financial reports and returns to the Minister and prescribe the accounting principles

(4) Le ministre peut, par règlement, exiger que les filiales hospitalières et les fondations hospitalières lui présentent des rapports, états et relevés financiers, et prescrire les principes

Règlements applicables aux filiales et fondations

ples and rules to be followed in making those financial reports and returns and the manner in which those financial reports and returns are to be provided.

15. The Act is amended by adding the following section:

Where hospital ceases to operate

44. (1) If a board of a hospital determines that the hospital will cease to operate as a public hospital or the Minister has directed the board of a hospital to cease to operate as a public hospital, the board may make any decision in the exercise of its powers under section 36 that the board considers necessary or advisable in order to implement the board's determination or the Minister's direction including, without restricting the generality of the foregoing,

- (a) refuse the application of any physician for appointment or reappointment to the medical staff or for a change in hospital privileges;
- (b) revoke the appointment of any physician; and
- (c) cancel or substantially alter the privileges of any physician.



Where hospital ceases to provide service

(2) If the board of a hospital determines that the hospital will cease to provide a service or the Minister has directed the board of a hospital to cease to provide a service, the board may make any of the following decisions that the board considers necessary or advisable in order to implement the board's determination or the Minister's direction:

- 1. Refuse the application of any physician for appointment or reappointment to the medical staff of the hospital if the only hospital privileges to be attached to the appointment or reappointment relate to the provision of that service.
- 2. Refuse the application of any physician for a change in hospital privileges if the only privileges to be changed relate to the provision of that service.
- 3. Revoke the appointment of any physician if the only hospital privileges attached to the physician's appointment relate to the provision of that service.
- 4. Cancel or substantially alter the hospital privileges of any physician which relate to the provision of that service.

et règles comptables à respecter pour les établir et leur mode de présentation.

15. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Fin des activités de l'hôpital

44. (1) Si le conseil d'un hôpital établit que l'hôpital doit cesser ses activités à titre d'hôpital public ou si le ministre a ordonné au conseil de cesser ses activités à titre d'hôpital public, le conseil peut prendre toute décision dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 36 qu'il estime nécessaire ou indiquée en vue de mettre à exécution ce qu'il a établi ou l'ordre du ministre, et notamment faire ce qui suit :

- a) refuser la demande de nomination ou de renouvellement de nomination au sein du personnel médical que présente un médecin ou la demande qu'il présente en vue de faire modifier ses droits hospitaliers;
- b) révoquer la nomination d'un médecin;
- c) annuler ou modifier de façon importante les droits d'un médecin.



Fin de la prestation d'un service par un hôpital

(2) Si le conseil d'un hôpital établit que l'hôpital doit cesser de fournir un service ou si le ministre a ordonné au conseil de cesser de fournir un service, le conseil peut prendre l'une ou l'autre des décisions suivantes qu'il estime nécessaire ou indiquée en vue de mettre à exécution ce qu'il a établi ou l'ordre du ministre :

- 1. Refuser la demande de nomination ou de renouvellement de nomination au sein du personnel médical de l'hôpital que présente un médecin si les droits hospitaliers rattachés à la nomination initiale ou renouvelée portent uniquement sur la prestation de ce service.
- 2. Refuser la demande que présente un médecin en vue de faire modifier ses droits hospitaliers si les droits visés portent uniquement sur la prestation de ce service.
- 3. Révoquer la nomination d'un médecin si les droits hospitaliers rattachés à cette nomination portent uniquement sur la prestation de ce service.
- 4. Annuler ou modifier de façon importante les droits hospitaliers d'un médecin portant sur la prestation de ce service.

No hearing (3) The Board may make a decision under subsection (1) or (2) without holding a hearing unless a hearing is required by or under this Act. ▲

Non-application (4) Subsections 37 (3) to (7) and sections 38 to 43 do not apply where the board makes a decision under subsection (1) or (2).

Protection from liability (5) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against a corporation which owns or operates a hospital for any act done in good faith in the execution or intended execution by a board of its authority under subsection (1) or (2) or for any alleged neglect or default in the execution in good faith by a board of such authority.

(3) Le conseil peut prendre une décision en vertu du paragraphe (1) ou (2) sans tenir d'audience, à moins qu'une audience ne soit exigée par la présente loi ou en vertu de celle-ci. ▲

(4) Les paragraphes 37 (3) à (7) et les articles 38 à 43 ne s'appliquent pas si le conseil prend une décision en vertu du paragraphe (1) ou (2).

(5) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre une association qui est propriétaire d'un hôpital ou qui exploite un hôpital pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel par un conseil du pouvoir que lui confère le paragraphe (1) ou (2), ou pour toute négligence ou tout manquement qui aurait été commis dans l'exercice de bonne foi de ce pouvoir par un conseil.

Absence d'audience

Non-application

Immunité

PART III AMENDMENTS TO THE PRIVATE HOSPITALS ACT

16. Clause (a) of the definition of "private hospital" in section 1 of the *Private Hospitals Act* is repealed and the following substituted:

(a) an independent health facility within the meaning of the *Independent Health Facilities Act* or a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*.

17. The English version of subsection 7 (3) of the Act is amended by inserting "to renew" after "refuse" in the first line.

18. The Act is amended by adding the following sections:

Revocation in public interest 15.1 (1) The Minister may revoke a licence issued under this Act if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

Cessation of operation (2) The licensee shall cease the operation of the private hospital 30 days after receipt of the notice of revocation or upon such later date as is specified by the Minister. ▲

Reduction or termination of payments 15.2 The Minister may reduce or terminate any grant, loan, financial assistance or amount otherwise payable under this or any other Act to or in respect of a private hospital if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

Criteria for decision 15.3 In making a decision in the public interest under section 15.1 or 15.2, the Minister may consider any matter he or she

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PRIVÉS

16. L'alinéa a) de la définition du terme «hôpital privé» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur les hôpitaux privés* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) un établissement de santé autonome au sens de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*.

17. La version anglaise du paragraphe 7 (3) de la Loi est modifiée par insertion de «to renew» après «refuse» à la première ligne.

18. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

15.1 (1) Le ministre peut révoquer tout permis délivré en vertu de la présente loi s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire.

(2) Le titulaire de permis met fin à l'exploitation de l'hôpital privé 30 jours après la réception de l'avis de révocation ou à toute date ultérieure précisée par le ministre. ▲

15.2 Le ministre peut, s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire, réduire le montant des subventions, des prêts ou de l'aide financière ou tout autre montant qui sont payables à un hôpital privé ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, ou mettre fin à ces subventions, à ces prêts ou à cette aide financière, ou à cet autre montant.

15.3 Lorsqu'il prend une décision dans l'intérêt public en vertu de l'article 15.1 ou 15.2, le ministre peut tenir compte de toute

Révocation de permis dans l'intérêt public

Cessation de l'exploitation

Réduction ou fin des paiements

Critères pouvant servir à la décision


regards as relevant including, without limiting the generality of the foregoing, the proper management of the health care system in general and the availability of financial resources for the management of the health care system and for the delivery of health care services.



Notice of intention

15.4 (1) At least 30 days before revoking a licence under section 15.1, the Minister shall serve notice of intention to revoke the licence on the licensee.

No prior notice

(2) The Minister may act under section 15.2 without prior notice to the licensee. 

Application of ss. 12-15

(3) Sections 12 to 15 do not apply, and no person is entitled to a hearing or an appeal, in respect of a revocation under section 15.1 or a reduction or termination under section 15.2.

Temporary control

15.5 (1) If a licence in respect of a private hospital is revoked under section 15.1 and the Minister is of the opinion that the private hospital should continue in operation in order to provide temporarily for the health or safety of patients in the private hospital, the Minister by a written order may take control of and operate the private hospital for a period not exceeding six months.

Authority of Minister

(2) If the Minister takes control of and operates a private hospital under this section, the Minister has all the powers in respect of the private hospital of the person or persons to whom the licence was issued or renewed.

Appointment

(3) The Minister may appoint one or more persons to operate the private hospital as a representative or representatives of the Minister.

Effective date

(4) An order under subsection (1) takes effect immediately and is final and binding on the person or persons to whom the licence was issued or renewed.

Termination of order

(5) An order under subsection (1) may be terminated by the Minister before its expiry date if there are no longer any patients in the private hospital.

Repairs

(6) The Minister may have such repairs made to a private hospital that is under the control of the Minister under this section as the Minister considers necessary to prevent, eliminate or reduce harm to or an adverse effect on the health of any person or impairment of the safety of any person.

Recovery of costs


(7) The cost of repairs under subsection (6) is a debt due to the Crown in right of Ontario by the person or persons to whom the licence was issued or renewed and may be recovered

question qu'il estime pertinente et notamment de la gestion appropriée du système de soins de santé en général et de la disponibilité des ressources financières aux fins de la gestion du système de soins de santé et aux fins de la prestation des services de santé.



15.4 (1) Au moins 30 jours avant de révoquer un permis en vertu de l'article 15.1, le ministre signifie au titulaire de permis un avis d'intention de ce faire.

Avis d'intention

(2) Le ministre n'est pas tenu d'aviser au préalable le titulaire de permis pour agir en vertu de l'article 15.2. 

Préavis non obligatoire

(3) Les articles 12 à 15 ne s'appliquent ni à la révocation de permis prévue à l'article 15.1, ni à la réduction ou à la fin des paiements prévues à l'article 15.2, et nul n'a de droit d'audience ou d'appel à cet égard.

Non-application des art. 12 à 15

15.5 (1) Si un permis relatif à un hôpital privé est révoqué en vertu de l'article 15.1 et que le ministre est d'avis que l'hôpital privé devrait continuer d'être exploité pour veiller temporairement à la santé ou à la sécurité des malades s'y trouvant, le ministre peut, par arrêté, prendre la direction de l'hôpital privé et l'exploiter pour une période d'au plus six mois.

Contrôle temporaire

(2) S'il prend la direction d'un hôpital privé et l'exploite en vertu du présent article, le ministre possède, à l'égard de l'hôpital privé, tous les pouvoirs conférés à la personne ou aux personnes visées par le permis délivré ou renouvelé.

Pouvoirs du ministre

(3) Le ministre peut nommer, à titre de représentants de ce dernier, une ou plusieurs personnes pour exploiter l'hôpital privé.

Nomination de représentants

(4) L'arrêté prévu au paragraphe (1) prend effet immédiatement, est définitif et lie la personne ou les personnes visées par le permis délivré ou renouvelé.

Date de prise d'effet de l'arrêté

(5) Le ministre peut abroger l'arrêté prévu au paragraphe (1) avant sa date d'expiration s'il n'y a plus aucun malade dans l'hôpital privé.

Abrogation de l'arrêté

(6) Le ministre peut, à l'égard de tout hôpital privé dont il assume la direction en vertu du présent article, faire effectuer les réparations qu'il estime nécessaires pour prévenir, éliminer ou réduire tout préjudice à la santé d'une personne ou tout effet nuisible sur la santé d'une personne, ou toute atteinte à sa sécurité.

Réparations

(7) Le coût des réparations effectuées en vertu du paragraphe (6) constitue une dette envers la Couronne du chef de l'Ontario qu'ont la personne ou les personnes visées par

Recouvrement du coût et des dépens

with costs by action in a court of competent jurisdiction.

Immunity

15.6 No proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario or against the Minister in respect of,

- (a) a decision, revocation, termination or reduction under section 15.1 or 15.2; or
- (b) an order or any action by the Minister under section 15.5 or by a person appointed by the Minister under that section.

PART IV AMENDMENTS TO THE INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT

19. (1) The definition of “facility fee” in subsection 1 (1) of the *Independent Health Facilities Act* is repealed and the following substituted:

“facility fee” means,

- (a) a charge, fee or payment for or in respect of a service or operating cost that,
 - (i) supports, assists and is a necessary adjunct, or any of them, to an insured service, and
 - (ii) is not part of the insured service, or
- (b) a charge, fee or payment for or in respect of a service or class of services designated by the Minister under clause 4 (2) (a). (“frais d’établissement”)

(2) The definition of “independent health facility” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“independent health facility” means,

- (a) a health facility in which one or more members of the public receive services for or in respect of which facility fees are charged or paid, or
- (b) a health facility or a class of health facilities designated by the Minister under clause 4 (2) (b),

but does not include a health facility referred to in section 2. (“établissement de santé autonome”)

le permis délivré ou renouvelé, et peut être recouvré, avec les dépens, au moyen d’une action intentée devant un tribunal compétent.

Immunité

15.6 Aucune instance ne peut être introduite contre la Couronne du chef de l’Ontario ni contre le ministre pour l’une ou l’autre des mesures suivantes :

- a) toute décision prise ou toute révocation de permis ou cessation ou réduction de paiements faites en vertu de l’article 15.1 ou 15.2;
- b) tout arrêté du ministre ou toute autre mesure prise par le ministre en vertu de l’article 15.5 ou par une personne nommée par ce dernier en vertu de cet article.

PARTIE IV MODIFICATION DE LA LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ AUTONOMES

19. (1) La définition de «frais d’établissement» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«frais d’établissement» Selon le cas :

- a) frais, honoraires ou paiement perçus à l’égard d’un service ou de frais d’exploitation qui :
 - (i) d’une part, s’ajoutent, en tant qu’appui, aide et complément nécessaire à un service assuré, ou l’un des trois,
 - (ii) d’autre part, ne font pas partie du service assuré;
- b) frais, honoraires ou paiement perçus à l’égard d’un service ou d’une catégorie de services désignés par le ministre en vertu de l’alinéa 4 (2) a). («facility fee»)

(2) La définition de «établissement de santé autonome» au paragraphe 1 (1) de la *Loi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement de santé autonome» Selon le cas :

- a) établissement de santé où un ou plusieurs particuliers reçoivent des services pour lesquels ou à l’égard desquels des frais d’établissement sont exigés ou payés,
- b) établissement de santé ou catégorie d’établissements de santé désignés par le ministre en vertu de l’alinéa 4 (2) b).

Sont toutefois exclus les établissements de santé mentionnés à l’article 2. («independent health facility»)



(3) The definition of “maximum allowable consideration” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“maximum allowable consideration”, in relation to a licence for an independent health facility, means,

(a) zero, or

(b) if the licence is a licence with respect to an independent health facility that was first licensed under section 7 or that was first licensed under section 7 as that section read on April 23, 1990, the amount prescribed or determined in accordance with the prescribed method. (“contrepartie maximale autorisée”) ▲

(4) The definition of “medical care” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(5) The definition of “medical record” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

20. (1) Subsection 3 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) No person shall charge a facility fee, or accept payment of a facility fee, for or in respect of a service provided in an independent health facility unless the facility is operated by a person licensed under this Act.

(2) Subsection 3 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) No person shall charge a facility fee, or accept payment of a facility fee, for or in respect of a service provided to an insured person in an independent health facility operated by a person licensed under this Act, unless the fee is charged to, or the payment is received from, the Minister or a prescribed person.



(3.1) A regulation under subsection (3) shall not prescribe an insured person who receives an insured service as a person to whom a facility fee may be charged, or from whom payment of a facility fee may be received, in respect of the service. ▲

(3) Subsection 3 (4) of the Act is repealed.

21. Section 4 of the Act is amended by adding the following subsections:

(2) The Minister may designate,

(a) services or classes of services as services for or in respect of which a charge or payment is a facility fee for the purposes of this Act; and



(3) La définition de «contrepartie maximale autorisée» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«contrepartie maximale autorisée» À l'égard d'un permis pour un établissement de santé autonome, s'entend de ce qui suit, selon le cas :

a) zéro;

b) si le permis est un permis à l'égard d'un établissement de santé autonome pour lequel le premier permis a été délivré en vertu de l'article 7, ou en vertu de l'article 7 tel qu'il existait le 23 avril 1990, le montant prescrit ou déterminé selon la méthode prescrite. («maximum allowable consideration») ▲

(4) La définition de «soins médicaux» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(5) La définition de «dossier médical» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

20. (1) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Nul ne doit exiger de frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour un service fourni dans un établissement de santé autonome, ou à l'égard de ce service, à moins que l'établissement ne soit exploité par une personne qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi.

(2) Le paragraphe 3 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Nul ne doit exiger de frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour un service, ou à l'égard d'un service, fourni à un assuré dans un établissement de santé autonome exploité par une personne qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, à moins que les frais ne soient exigés du ministre ou d'une personne prescrite, ou payés par l'un ou l'autre.



(3.1) Un règlement pris en application du paragraphe (3) ne peut prescrire un assuré qui reçoit un service assuré comme étant une personne de qui des frais d'établissement peuvent être exigés ou de qui le paiement de frais d'établissement peut être reçu, à l'égard du service. ▲

(3) Le paragraphe 3 (4) de la Loi est abrogé.

21. L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Le ministre peut désigner ce qui suit :

a) des services ou des catégories de services comme services pour lesquels ou à l'égard desquels des frais ou un paiement constituent des frais d'établissement

Facturation des frais d'établissement

Idem

Règlement

Services et établissements désignés

Billing facility fees

Same

Regulation

Designated services and facilities

		ment pour l'application de la présente loi;	
	(b) health facilities or classes of health facilities as independent health facilities for the purposes of this Act.	b) des établissements de santé ou des catégories d'établissements de santé comme établissements de santé autonomes pour l'application de la présente loi.	
Approval of designation	(3) A designation under subsection (2) is subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council.	(3) La désignation prévue au paragraphe (2) est assujettie à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.	Approbation de la désignation
Not a regulation	(4) A designation under subsection (2) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(4) La désignation prévue au paragraphe (2) ne constitue pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Pas un règlement
Notice of intention to designate	(5) Subject to subsection (6), the Minister shall publish a notice of intention to make the designation in <i>The Ontario Gazette</i> at least 30 days before a designation is made under subsection (2).	(5) Sous réserve du paragraphe (6), au moins 30 jours avant de faire une désignation en vertu du paragraphe (2), le ministre publie dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> un avis de son intention de ce faire.	Avis d'intention de désigner
Non-application	(6) Subsection (5) does not apply if the Minister believes that to publish a notice of intention to make a designation would be prejudicial to the health and safety of any person.	(6) Le paragraphe (5) ne s'applique pas si le ministre croit que le fait de publier un avis de son intention de faire une désignation serait préjudiciable à la santé et à la sécurité d'une personne.	Non-application
Content of notice	(7) A notice of intention to make a designation shall set out the list of services or classes of services to be designated or the list of health facilities or classes of health facilities to be designated.	(7) Un avis d'intention de faire une désignation donne la liste des services ou des catégories de services qui doivent être désignés ou la liste des établissements de santé ou des catégories d'établissements de santé qui doivent être désignés.	Contenu de l'avis
Notice of designation	(8) The Minister shall publish notice of a designation made under subsection (2) in <i>The Ontario Gazette</i> which shall set out the list of services or classes of services designated or the list of health facilities or classes of health facilities designated.	(8) Le ministre publie, dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> , un avis de la désignation faite en vertu du paragraphe (2) qui donne la liste des services ou des catégories de services désignés ou la liste des établissements de santé ou des catégories d'établissements de santé désignés.	Avis de désignation
Designation in effect	(9) A designation made under subsection (2) is not effective until it is published in accordance with subsection (8).	(9) La désignation faite en vertu du paragraphe (2) reste sans effet tant qu'elle n'a pas été publiée conformément au paragraphe (8).	Prise d'effet de la désignation
	22. Subsections 5 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:	22. Les paragraphes 5 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Decision to request proposals	(1) The Minister may at any time authorize the Director to request one or more proposals for the establishment and operation of one or more independent health facilities by,	(1) Le ministre peut autoriser le directeur à procéder à un ou plusieurs appels d'offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un ou de plusieurs établissements de santé autonomes :	Appel d'offres
	(a) sending a request for a proposal to one or more specified persons; or	a) soit en lançant un appel d'offres restreint à une ou plusieurs personnes précises;	
	(b) publishing a notice in a newspaper of general circulation in Ontario, or in a newspaper of general circulation in a part of Ontario, to the effect that proposals for the establishment and operation of an independent health facility may be submitted to the Director and giving information as to how to obtain a copy of the request for proposals.	b) soit en publiant un avis dans un journal à grande diffusion dans la province ou dans une région de l'Ontario, annonçant que des offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome peuvent être présentées au directeur et indiquant comment obtenir une copie de l'appel d'offres.	

Same	<p>(2) In deciding whether or not to authorize the Director to request proposals, the Minister shall consider,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the nature of the services to be provided in the independent health facility; (b) the extent to which the services are already available in Ontario or in any part of Ontario; (c) the need for the services in Ontario or any part of Ontario; (d) the future need for the services in Ontario or any part of Ontario; (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility. <p>23. (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “Subject to section 8” in the first line.</p> <p>(2) Subsections 6 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>(2) Pour décider s’il doit autoriser le directeur à procéder à des appels d’offres, le ministre tient compte de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le genre de services devant être fournis dans l’établissement de santé autonome; b) la mesure dans laquelle ces services sont déjà offerts en Ontario ou dans une région de l’Ontario; c) la nécessité d’offrir ces services en Ontario ou dans une région de l’Ontario; d) la nécessité future d’offrir ces services en Ontario ou dans une région de l’Ontario; e) le coût prévu, en deniers publics, de l’ouverture et de l’exploitation de l’établissement de santé autonome; f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l’ouverture et de l’exploitation de l’établissement de santé autonome. <p>23. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par suppression de «Sous réserve de l’article 8,» à la première ligne.</p> <p>(2) Les paragraphes 6 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Idem
Limitations and conditions	<p>(3) A licence may be subject to such limitations and conditions as may be prescribed or as may be specified by the Director and set out in the licence.</p>	<p>(3) Un permis est assujéti aux restrictions et conditions qui sont prescrites ou qui sont précisées par le directeur et énoncées dans le permis.</p>	Restrictions et conditions
Same	<p>(4) The Director may specify as a limitation of a licence the list of services or types of services in respect of which the independent health facility is licensed.</p> <p>24. Sections 7 and 8 of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>(4) Le directeur peut préciser, comme restriction du permis, la liste des services ou des catégories de services que l’établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.</p> <p>24. Les articles 7 et 8 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Idem
Application for a licence	<p>7. (1) A person who is operating a health facility on and before the day the facility is designated as an independent health facility under clause 4 (2) (b) may apply to the Director for a licence to operate the health facility as an independent health facility.</p>	<p>7. (1) La personne qui exploite un établissement de santé le jour où l’établissement est désigné comme établissement de santé autonome en vertu de l’alinéa 4 (2) b), et avant ce jour, peut demander au directeur un permis pour exploiter l’établissement comme établissement de santé autonome.</p>	Demande de permis
Same	<p>(2) If a service is provided in a health facility on and before the day that the service is designated under clause 4 (2) (a), the operator of the facility may apply to the Director for a licence to operate the facility as an independent health facility.</p>	<p>(2) Si un service est fourni dans un établissement de santé le jour où ce service est désigné en vertu de l’alinéa 4 (2) a) et avant ce jour, l’exploitant de l’établissement peut demander au directeur un permis pour exploiter l’établissement comme établissement de santé autonome.</p>	Idem
Same	<p>(3) If a service is provided in a health facility on and before the day a regulation made under this Act or under the <i>Health Insurance Act</i> comes into force with the result that a facility fee may not be charged or paid for the</p>	<p>(3) Si un service est fourni dans un établissement de santé le jour où un règlement pris en application de la présente loi ou de la <i>Loi sur l’assurance-santé</i> entre en vigueur et avant ce jour, et qu’il s’ensuit que des frais d’éta-</p>	Idem

service unless charged or paid in accordance with this Act, the operator of that facility may apply to the Director for a licence to operate the health facility as an independent health facility.

Time of application	(4) An application under subsection (1), (2) or (3) shall be made within one year of the day a designation referred to in subsection (1) or (2) takes effect or within one year of the day the regulation referred to in subsection (3) comes into force.	blissement ne peuvent pas être exigés ni payés pour ce service à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi, l'exploitant de cet établissement peut demander au directeur un permis pour exploiter l'établissement de santé comme établissement de santé autonome.	Délai de présentation de la demande
Application	(5) Subsections 5 (5) and (6) and sections 6 and 9 apply with necessary modifications to an application for a licence under this section.	(5) Les paragraphes 5 (5) et (6) et les articles 6 et 9 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une demande de permis présentée en vertu du présent article.	Application
Operation of facility during one-year period	(6) Despite subsection 3 (1), a person who is entitled to apply for a licence under subsection (1), (2) or (3) may continue to operate the independent health facility without a licence,	(6) Malgré le paragraphe 3 (1), la personne qui a le droit de demander un permis en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3) peut continuer d'exploiter sans permis l'établissement de santé autonome :	Exploitation pendant un an
	<p>↓</p> <p>(a) if the person does not apply for a licence at or before the end of the one-year period within which an application under this section must be made, until the end of that period;</p> <p>(b) if the person applies for a licence at or before the end of the one-year period and the licence is granted, until the day the licence is issued; or</p> <p>(c) if the person applies for a licence at or before the end of the one-year period and the licence is refused, until the time for requiring a hearing by the Board under section 8.1 expires and, if a hearing is required, until the time for giving notice requiring an appeal from the decision or order of the Board has expired and, if an appeal is required, until the matter in issue has been finally determined. ▲</p>	<p>↓</p> <p>a) si elle ne demande pas de permis avant l'expiration du délai d'un an pendant lequel une demande de permis prévue au présent article doit être présentée, jusqu'à l'expiration de ce délai;</p> <p>b) si elle demande un permis avant l'expiration du délai d'un an et que le permis est accordé, jusqu'au jour où le permis est délivré;</p> <p>c) si elle demande un permis avant l'expiration du délai d'un an et que le permis est refusé, jusqu'à ce que le délai imparti pour demander une audience devant la Commission en vertu de l'article 8.1 soit expiré, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le délai imparti pour donner un avis de demande d'appel de la décision ou de l'ordonnance de la Commission soit expiré, et si un appel est demandé, jusqu'à ce que la question en litige ait été réglée définitivement. ▲</p>	
Billing patients during one-year period	(7) Despite subsections 3 (2) and (3), a person who operates an independent health facility under subsection (6) may charge, or accept payment of, a facility fee for or in respect of services provided in the facility that,	(7) Malgré les paragraphes 3 (2) et (3), la personne qui exploite un établissement de santé autonome en vertu du paragraphe (6) peut exiger des frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour des services fournis dans l'établissement, ou à l'égard de ceux-ci, qui, selon le cas :	Facturation pendant un an
	<p>(a) were designated under clause 4 (2) (a); or</p> <p>(b) are, as a result of the coming into force of a regulation referred to in subsection (3), services for or in respect of which facility fees may not be charged or paid</p>	<p>a) étaient désignés en vertu de l'alinéa 4 (2) a);</p> <p>b) sont, en raison de l'entrée en vigueur d'un règlement mentionné au paragraphe (3), des services pour lesquels ou à l'égard desquels des frais d'établisse-</p>	

unless charged or paid in accordance with this Act.

Who to charge

(8) A facility fee charged or paid under subsection (7) may be charged to, and payment may be accepted from, any person, unless subsection (9) applies.

Same

(9) A facility fee charged or paid under subsection (7) shall not be charged to, and payment shall not be accepted from, a person other than the Minister or a person prescribed under subsection 3 (3) if, before the day of the designation under clause 4 (2) (a) or (b) or the day the regulation referred to in subsection (3) comes into force, as the case may be, the service was paid for under the Ontario Health Insurance Plan, whether it was paid on a fee for service basis or otherwise.

Notice that subs. (6) does not apply

(10) If the Director has reasonable and probable ground to believe that an independent health facility operated under subsection (6) is being operated or will be operated in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person, the Director may, by written notice, inform the person who operates the facility that subsection (6) no longer applies to the facility and direct the person to cease operating the facility and, if applicable, to cease charging and accepting payment of facility fees effective on the date specified in the notice.



Application

(11) Subsections 8.1 (2) to (6) apply with necessary modification to a notice given under subsection (10).

No stay of direction

(12) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made under clause 8.1 (3) (b), or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of a direction to cease operating a facility under subsection (10).

No interim order

(13) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay a direction to cease operating a facility under subsection (10).

Adding services to licence

8. (1) A person who is licensed to operate an independent health facility may, in the circumstances set out in subsection (2), apply to the Director to amend the limitations on the person's licence to add another service to the list of services in respect of which the person is licensed.

ment ne peuvent pas être exigés ni payés à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi.

(8) Les frais d'établissement exigés ou payés aux termes du paragraphe (7) peuvent être exigés, et leur paiement peut être accepté, de quiconque à moins que ne s'applique le paragraphe (9).

Personne visée par la facturation

(9) Les frais d'établissement exigés ou payés aux termes du paragraphe (7) ne doivent pas être exigés, et leur paiement ne doit pas être accepté, d'une personne autre que le ministre ou une personne prescrite visée au paragraphe 3 (3) si, avant le jour de la désignation prévue à l'alinéa 4 (2) a) ou b) ou le jour où le règlement mentionné au paragraphe (3) entre en vigueur, selon le cas, le service a été remboursé par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario, qu'il ait été payé à l'acte ou autrement.

Idem

(10) S'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un établissement de santé autonome exploité en vertu du paragraphe (6) est ou sera exploité d'une manière préjudiciable à la santé, à la sécurité ou au bien-être d'une personne, le directeur peut, au moyen d'un avis écrit, informer la personne qui exploite l'établissement que le paragraphe (6) ne s'applique plus à l'établissement et lui ordonner de cesser d'exploiter l'établissement et, le cas échéant, de cesser d'exiger des frais d'établissement, et d'en accepter le paiement, à compter de la date précisée dans l'avis.

Avis de la non-application du par. (6)



(11) Les paragraphes 8.1 (2) à (6) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un avis donné en vertu du paragraphe (10).

Application

(12) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission faite en vertu de l'alinéa 8.1 (3) b), ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, n'a pas pour effet de surseoir à l'exécution d'un ordre de cesser d'exploiter un établissement donné en vertu du paragraphe (10).

Aucun sursis à l'exécution d'un ordre

(13) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à l'exécution d'un ordre de cesser d'exploiter un établissement donné en vertu du paragraphe (10).


Aucune ordonnance provisoire

8. (1) La personne qui est titulaire d'un permis pour exploiter un établissement de santé autonome peut, dans les circonstances énoncées au paragraphe (2), demander au directeur de modifier les restrictions de son permis afin d'ajouter un autre service à la liste des services à l'égard desquels elle est titulaire d'un permis.

Adjonction de services

Same	<p>(2) A person may apply under subsection (1) if,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the additional service in respect of which the application is made is provided at the same place as the place in which the person licensed under this Act operates the independent health facility; and (b) the additional service is provided at that same place on and before the day, <ul style="list-style-type: none"> (i) the Minister designates the additional service under clause 4 (2) (a) as a service for or in respect of which a charge, fee or payment is a facility fee, or (ii) a regulation made under this Act or under the <i>Health Insurance Act</i> comes into force if the effect of the regulation is to render the additional service a service for or in respect of which facility fees may not be charged or paid unless charged or paid in accordance with this Act. 	<p>(2) Une personne peut présenter une demande en vertu du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le service supplémentaire à l'égard duquel la demande est présentée est fourni au même endroit que celui où la personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi exploite l'établissement de santé autonome; b) le service supplémentaire est fourni à ce même endroit l'un ou l'autre des jours suivants et avant ce jour : <ul style="list-style-type: none"> (i) le jour où le ministre désigne le service supplémentaire en vertu de l'alinéa 4 (2) a) comme service pour lequel ou à l'égard duquel des frais, des honoraires ou un paiement constituent des frais d'établissement, (ii) le jour où un règlement pris en application de la présente loi ou de la <i>Loi sur l'assurance-santé</i> entre en vigueur si le règlement a pour effet de faire du service supplémentaire un service pour lequel ou à l'égard duquel des frais d'établissement ne peuvent être exigés ni payés à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi. 	Idem
Time of application	<p>(3) An application under subsection (1) shall be made within one year of the day the designation referred to in subclause (2) (b) (i) takes effect or within one year of the day the regulation referred to in subclause (2) (b) (ii) comes into force, as the case may be.</p>	<p>(3) La demande prévue au paragraphe (1) est présentée dans l'année qui suit le jour où, selon le cas, la désignation mentionnée au sous-alinéa (2) b) (i) prend effet ou le règlement mentionné au sous-alinéa (2) b) (ii) entre en vigueur.</p>	Délai de présentation de la demande
Application	<p>(4) Subsections 5 (5) and (6) and sections 6 and 9 apply with necessary modifications to an application to amend a licence made under this section.</p>	<p>(4) Les paragraphes 5 (5) et (6) et les articles 6 et 9 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une demande de modification d'un permis présentée en vertu du présent article.</p>	Application
Provision of services during one-year period	<p>(5) Despite subsection 3 (1), if a person is entitled to apply to amend the limitations on a licence under subsection (1), the service, in respect of which the application may be made, may be provided in the facility operated by that person,</p> <p>↓</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) if the person does not apply to amend the limitations on a licence at or before the end of the one-year period within which an application under this section must be made, until the end of that period; (b) if the person applies to amend the limitations on a licence at or before the end of the one-year period and the applica- 	<p>(5) Malgré le paragraphe 3 (1), si une personne a le droit de demander que soient modifiées les restrictions d'un permis en vertu du paragraphe (1), le service à l'égard duquel la demande peut être présentée peut être fourni dans l'établissement exploité par cette personne :</p> <p>↓</p> <ul style="list-style-type: none"> a) si la personne ne demande pas que soient modifiées les restrictions d'un permis avant l'expiration du délai d'un an pendant lequel une demande prévue au présent article doit être présentée, jusqu'à l'expiration de ce délai; b) si la personne demande que soient modifiées les restrictions d'un permis avant l'expiration du délai d'un an et 	Prestation de services pendant un an

tion is granted, until the day the licence is amended; or

- (c) if the person applies to amend the limitations on a licence at or before the end of the one-year period and the application is refused, until the time for requiring a hearing by the Board under section 8.1 expires and, if a hearing is required, until the time for giving notice requiring an appeal from the decision or order of the Board has expired and, if an appeal is required, until the matter in issue has been finally determined. 

Billing patients

(6) Despite subsections 3 (2) and (3), a person who is operating a facility in which a service is provided under subsection (5) may charge facility fees in respect of the service to, and accept payment of facility fees in respect of the service from, any person unless subsection (7) applies.

Billing Minister

(7) A facility fee for or in respect of a service provided under subsection (5) shall not be charged to, and payment shall not be accepted from, a person other than the Minister or a person prescribed under subsection 3 (3) if, before the day of the designation referred to in subclause (2) (b) (i) or the day the regulation referred to in subclause (2) (b) (ii) comes into force, as the case may be, the service was paid for under the Ontario Health Insurance Plan, whether it was paid on a fee for service basis or otherwise.

Notice that subs. (5) does not apply

(8) If the Director has reasonable and probable ground to believe that a service provided under subsection (5) is being provided or will be provided in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person, the Director may, by written notice, inform the person who operates the facility that subsection (5) no longer applies to the facility and direct the person,

- (a) to ensure that the service is no longer provided in the facility effective on the date specified in the notice; and
- (b) if applicable, to cease charging and accepting payment of facility fees in respect of the service effective on the date specified in the notice.




Application

(9) Subsections 8.1 (2) to (6) apply with necessary modification to a notice given under subsection (8).

No stay of direction

(10) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made under clause 8.1 (3) (b), or

que la demande est accordée, jusqu'au jour où le permis est modifié;

- c) si la personne demande que soient modifiées les restrictions d'un permis avant l'expiration du délai d'un an et que la demande est refusée, jusqu'à ce que le délai imparti pour demander une audience devant la Commission en vertu de l'article 8.1 soit expiré, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le délai imparti pour donner un avis de demande d'appel de la décision ou de l'ordonnance de la Commission soit expiré, et si un appel est demandé, jusqu'à ce que la question en litige ait été réglée définitivement. 

(6) Malgré les paragraphes 3 (2) et (3), la personne qui exploite un établissement dans lequel un service est fourni aux termes du paragraphe (5) peut exiger des frais d'établissement à l'égard de ce service, ou en accepter le paiement, de quiconque à moins que le paragraphe (7) ne s'applique.

Facturation à l'égard d'un service à des patients

(7) Les frais d'établissement pour un service fourni aux termes du paragraphe (5), ou à l'égard de ce service, ne doivent pas être exigés, et leur paiement ne doit pas être accepté, d'une personne autre que le ministre ou une personne prescrite visée au paragraphe 3 (3) si, avant le jour de la désignation visée au sous-alinéa (2) b) (i) ou le jour où le règlement mentionné au sous-alinéa (2) b) (ii) entre en vigueur, selon le cas, le service a été remboursé par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario, qu'il ait été payé à l'acte ou autrement.

Facturation au ministre

(8) S'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un service fourni aux termes du paragraphe (5) est ou sera fourni d'une manière préjudiciable à la santé, à la sécurité ou au bien-être d'une personne, le directeur peut, au moyen d'un avis écrit, informer la personne qui exploite l'établissement que le paragraphe (5) ne s'applique plus à l'établissement et lui ordonner ce qui suit :

Avis de la non-application du par. (5)

- a) faire en sorte que le service ne soit plus fourni dans l'établissement à compter de la date précisée dans l'avis;
- b) le cas échéant, cesser d'exiger des frais d'établissement à l'égard de ce service et d'en accepter le paiement, à compter de la date précisée dans l'avis.



(9) Les paragraphes 8.1 (2) à (6) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un avis donné en vertu du paragraphe (8).

Application

(10) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission

Aucun sursis à l'exécution de l'ordre

an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of a direction made under subsection (8).

No interim order

(11) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay a direction made under subsection (8).

Notice of refusal to issue licence

8.1 (1) If a person applies for a licence under section 7 or applies to amend the limitations of a licence under section 8 and the Director refuses to issue the licence or to amend the limitations of the licence, the Director shall give the person notice of the refusal.

Contents of notice

(2) A notice under subsection (1) shall inform the person to whom it is given that the person is entitled to,

- (a) written reasons for the refusal if the Director receives a request for reasons within seven days of receipt of the notice of the refusal by the person; and
- (b) a hearing by the Board if the person mails or delivers, within 15 days after receipt by the person of the written reasons, a written request for a hearing.

Right to reasons and hearing

(3) A person who receives notice under subsection (1) is entitled to,

- (a) written reasons for the refusal if the Director receives a request for reasons within seven days of receipt of the notice of the refusal by the person; and
- (b) a hearing by the Board if the person mails or delivers, within 15 days after receipt by the person of the written reasons, a written request for a hearing.

Hearing

(4) Where a person requests a hearing under clause (3) (b), the Board shall appoint a time for the hearing and hold a hearing.

Powers of Board

- (5) The Board may, by order,
 - (a) at a hearing regarding the Director's refusal to issue a licence under section 7, confirm the Director's refusal to issue a licence or direct the Director to issue the licence; and
 - (b) at a hearing regarding the Director's refusal to amend the limitations of a licence under section 8,

faite en vertu de l'alinéa 8.1 (3) b), ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, n'a pas pour effet de surseoir à l'exécution de l'ordre donné en vertu du paragraphe (8).

(11) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne doit pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à l'exécution de l'ordre donné en vertu du paragraphe (8).

Aucune ordonnance provisoire

8.1 (1) Si une personne demande un permis en vertu de l'article 7 ou demande que soient modifiées les restrictions d'un permis en vertu de l'article 8 et que le directeur refuse de délivrer le permis ou de modifier les restrictions du permis, celui-ci donne à la personne un avis de refus.

Avis de refus de délivrer le permis

(2) L'avis prévu au paragraphe (1) informe la personne à qui il a été donné qu'elle a droit :

Contenu de l'avis

- a) d'une part, à ce que le refus du directeur soit motivé par écrit si celui-ci reçoit une demande à cet effet dans les sept jours de la date où elle reçoit l'avis de refus;
- b) d'autre part, à une audience devant la Commission si la personne poste ou remet, dans les 15 jours de la réception des motifs écrits, une demande par écrit à cet effet.

(3) Une personne qui reçoit l'avis prévu au paragraphe (1) a droit :

Droit aux motifs et à une audience

- a) d'une part, à ce que le refus du directeur soit motivé par écrit si celui-ci reçoit une demande à cet effet dans les sept jours de la date où elle reçoit l'avis de refus;
- b) d'autre part, à une audience devant la Commission si la personne poste ou remet, dans les 15 jours de la réception des motifs écrits, une demande par écrit à cet effet.

(4) Si une personne demande une audience en vertu de l'alinéa (3) b), la Commission fixe la date et l'heure de l'audience et la tient.

Audience

(5) La Commission peut, par voie d'ordonnance :

Pouvoirs de la Commission

- a) à une audience portant sur le refus du directeur de délivrer un permis en vertu de l'article 7, confirmer le refus du directeur de délivrer un permis ou ordonner au directeur de délivrer le permis;
- b) à une audience portant sur le refus du directeur de modifier les restrictions d'un permis en vertu de l'article 8, selon le cas :

- (i) confirm the Director's refusal to amend the limitations of the licence,
- (ii) direct the Director to make all or part of the amendments that the person applied for; or
- (iii) direct the Director to make all or part of the amendments for which the person applied if the person satisfies conditions specified by the Board.

Extension of time

(6) The Board may extend the time within which a person must give notice requesting a hearing under this section, either before or after expiration of such time, if it is satisfied that there are grounds for granting relief to the person at a hearing and that there are reasonable grounds for applying for the extension, and the Board may give such directions related to the extension as it considers proper. ▲

25. (1) Subsection 9 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Minister may direct refusal to issue licence

(1) At any time after the Minister authorizes the Director to request one or more proposals for the establishment and operation of an independent health facility and before all of the licences are issued, the Minister may direct the Director in writing not to issue a licence in respect of the request for proposals.

(2) Clauses 9 (2) (e) and (f) of the Act are repealed and the following substituted:

- (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and
- (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility.

(3) Subsections 9 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Notice of direction not to license

(3) Upon receipt of a direction under subsection (1), the Director shall give written notice of the Minister's direction to every person who submitted a proposal.

Public notice

(4) If notice of the request for proposals was published in a newspaper of general circulation in Ontario or in a part of Ontario and the Minister issues a direction under this section before the final day for the submission of proposals, the Director shall, in addition to giving notice under subsection (3), publish notice of the direction in the newspaper in which the notice of the request for proposals was published.

- (i) confirmer le refus du directeur de modifier les restrictions du permis,
- (ii) ordonner au directeur de faire la totalité ou une partie des modifications demandées par la personne,
- (iii) ordonner au directeur de faire la totalité ou une partie des modifications demandées par la personne si celle-ci satisfait aux conditions précisées par la Commission.

Prorogation du délai

(6) La Commission peut proroger le délai dans lequel une personne doit donner l'avis de demande d'audience aux termes du présent article, avant ou après l'expiration du délai imparti, si elle est convaincue qu'il existe des motifs de faire droit à la demande de la personne à une audience et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander cette prorogation. La Commission peut donner les directives qu'elle estime appropriées relativement à cette prorogation. ▲

25. (1) Le paragraphe 9 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Après avoir autorisé le directeur à procéder à un ou plusieurs appels d'offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome et avant la délivrance de tous les permis, le ministre peut donner par écrit au directeur la directive de ne pas délivrer un permis relativement à l'appel d'offres.

Le ministre peut ordonner de ne pas délivrer le permis

(2) Les alinéas 9 (2) e) et f) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- e) le coût prévu, en deniers publics, de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome;
- f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome.

(3) Les paragraphes 9 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il reçoit une directive aux termes du paragraphe (1), le directeur donne un avis écrit de la directive du ministre aux personnes qui ont présenté une offre.

Avis de directive de ne pas délivrer de permis

(4) Si un avis d'appel d'offres a été publié dans un journal à grande diffusion en Ontario ou dans une région de l'Ontario et que le ministre donne une directive en vertu du présent article avant la date limite de présentation des offres, le directeur, outre l'avis qu'il donne aux termes du paragraphe (3), publie un avis de la directive dans le journal dans lequel l'avis d'appel d'offres a été publié.

Avis au public

26. Section 10 of the Act is repealed and the following substituted:

Relocation	10. (1) An operator of an independent health facility who wishes to relocate the facility shall apply to the Director for approval of the relocation in advance of the relocation.
Approval	(2) The Director may approve the relocation subject to such conditions as he or she sees fit to impose.
Request for information	(3) The Director may require such information of the licensee or of any other person as is necessary to decide whether or not to grant an approval.
Deemed approval	(4) Any relocation approved by the Director before the day <u>section 25 of Schedule F to the Savings and Restructuring Act, 1996</u> comes into force shall be deemed to have been approved in accordance with this section.



27. (1) Subsection 18 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Order effective immediately	(3) An order under subsection (2) takes effect immediately upon notice of the order being served on the licensee.
	(2) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsections:
Service of notice	(6) The Director may serve notice of an order under subsection (2) by sending the notice by facsimile or by any other means that produces a paper record or by any other prescribed method of delivery.
Deemed receipt	(7) If the Director serves notice in a manner described in subsection (6), the licensee shall be deemed to have received the notice on the day it is sent.
No stay	(8) Despite section 25 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> , a request for a hearing by the Board made in accordance with subsection (4), or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of a suspension of a licence ordered under subsection (2).
No interim order to stay	(9) Despite section 16.1 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> , the Board shall not make an interim order to stay the suspension of a licence ordered under subsection (2).

28. (1) Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

26. L'article 10 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) L'exploitant d'un établissement de santé autonome qui désire déplacer l'établissement demande au préalable au directeur d'approuver le déplacement.	Déplacement
(2) Le directeur peut approuver le déplacement, sous réserve des conditions qu'il estime appropriées.	Approbation
(3) Le directeur peut demander au titulaire du permis ou à toute autre personne de lui fournir les renseignements nécessaires pour donner ou refuser de donner son approbation.	Demande de renseignements
(4) Le déplacement approuvé par le directeur avant le jour où l'article 25 de l'annexe F de la Loi de 1996 sur les économies et la restructuration entre en vigueur est réputé avoir été approuvé conformément au présent article.	Déplacement réputé approuvé



27. (1) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'ordre donné en vertu du paragraphe (2) prend effet dès qu'un avis d'ordre a été signifié au titulaire du permis.	Prise d'effet immédiate de l'ordre
(2) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :	
(6) Le directeur peut signifier l'avis d'ordre visé au paragraphe (2) en l'envoyant par télécopieur ou par un autre moyen produisant un document-papier ou en recourant à un autre moyen prescrit.	Signification de l'avis
(7) Si le directeur signifie un avis de la façon prévue au paragraphe (6), le titulaire du permis est réputé avoir reçu l'avis le jour de son envoi.	Réception réputée
(8) Malgré l'article 25 de la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> , une demande d'audience devant la Commission faite conformément au paragraphe (4), ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, n'a pas pour effet de surseoir à la suspension d'un permis ordonnée en vertu du paragraphe (2).	Aucun sursis
(9) Malgré l'article 16.1 de la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> , la Commission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à la suspension d'un permis ordonnée en vertu du paragraphe (2).	Aucune ordonnance provisoire

28. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Refusal to
renew or
revoke
licence by
Minister

(1) The Minister may direct the Director in writing to,

- (a) revoke or refuse to renew a licence; or
- (b) eliminate services from the list of services in respect of which an independent health facility is licensed.

(2) Clauses 19 (2) (e) and (f) of the Act are repealed and the following substituted:

- (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and
- (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility.

(3) Subsection 19 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Upon receipt of a direction under subsection (1), the Director must give the licensee at least six months written notice of the revocation, refusal to renew or elimination of services from the list of services in respect of which an independent health facility is licensed.

(4) Subsection 19 (4) of the Act is amended by striking out “to not renew the licence” in the last line.

(5) Subsection 19 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

(7) Section 20 does not apply to a refusal to renew a licence, a revocation of a licence or an elimination of services under this section.

29. The Act is amended by inserting the following section:

20.1 (1) The Director may at any time amend the limitations and conditions of a licence.

(2) Despite subsection (1), the Director shall not amend the limitations of a licence so as to eliminate services from the list of services and types of services in respect of which an independent health facility is licensed unless,

- (a) there is reasonable ground to believe that the eliminated services are not being provided or will not be provided in a responsible manner in accordance

(1) Le ministre peut donner par écrit au directeur la directive, selon le cas :

- a) de révoquer ou refuser de renouveler un permis;
- b) d'éliminer des services de la liste des services que l'établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.

(2) Les alinéas 19 (2) e) et f) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- e) le coût prévu, en deniers publics, de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome;
- f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome.

(3) Le paragraphe 19 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il reçoit une directive donnée en vertu du paragraphe (1), le directeur doit donner au titulaire du permis un préavis écrit d'au moins six mois de la révocation du permis, du refus de le renouveler ou de l'élimination de services de la liste des services que l'établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.

(4) Le paragraphe 19 (4) de la Loi est modifié par suppression de «de ne pas renouveler le permis» aux septième et huitième lignes.

(5) Le paragraphe 19 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) L'article 20 ne s'applique pas à la révocation d'un permis, au refus de le renouveler ou à l'élimination de services en vertu du présent article.

29. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

20.1 (1) Le directeur peut modifier les restrictions et conditions d'un permis.

(2) Malgré le paragraphe (1), le directeur ne doit pas modifier les restrictions d'un permis de façon à éliminer des services de la liste des services et des catégories de services qu'un établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis, sauf dans les circonstances suivantes :

- a) il existe des motifs raisonnables de croire que les services à éliminer ne sont ou ne seront pas fournis d'une façon qui soit responsable et conforme à

Révocation
d'un permis
ou refus de le
renouveler

Avis au
titulaire
du permis

Aucun appel

Modification
des condi-
tions du
permis

Idem

Notice to
licensee

No appeal

Amendments
to conditions
of licence

Same

with this Act or the regulations or any other Act or regulation that applies to the facility;

- (b) there is reasonable ground to believe that the eliminated services are being provided, or will be provided, in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person; or
- (c) the licensee has ceased to provide the services for a period of at least six months and is not taking reasonable steps to begin providing the services again.

Amendment takes effect immediately

(3) An amendment under subsection (2) takes effect immediately upon notice being served under subsection (4).

Notice of amendment

(4) The Director shall serve notice of an amendment under subsection (2), together with reasons therefor, on the licensee.

Service of notice

(5) The Director may serve notice of an amendment under subsection (2) by sending the notice by facsimile or by any other means that produces a paper record or by any other prescribed method of delivery.

Deemed receipt

(6) If the Director serves notice in a manner described in subsection (5), the licensee shall be deemed to have received the notice on the day it is sent.

Application

(7) Subsections 20 (2) to (6) and sections 21, 22 and 23 apply with necessary modifications where the Director amends the limitations of a licence under subsection (2).

No stay of decision

(8) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made in accordance with section 20, or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of the operation of an amendment made under this section.

No interim order

(9) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay the operation of an amendment under this section.

30. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

Minister to pay for services

24. (1) The Minister shall pay such amounts as may be prescribed for services rendered in an independent health facility.

Minister may pay costs

(2) Subject to the regulations, the Minister may pay all or part of the capital costs or operating costs of an independent health facility or of the costs of the services provided in

la présente loi ou aux règlements ou à une autre loi ou un autre règlement qui s'appliquent à l'établissement;

- b) il existe des motifs raisonnables de croire que les services à éliminer sont ou seront fournis d'une manière préjudiciable pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'une personne;
- c) le titulaire du permis a cessé de fournir les services depuis au moins six mois et ne fait pas de démarches raisonnables en vue de recommencer à les fournir.

(3) Une modification faite en vertu du paragraphe (2) prend effet dès qu'un avis a été signifié en vertu du paragraphe (4).

Prise d'effet immédiate de la modification

(4) Le directeur signifie au titulaire du permis un avis motivé d'une modification faite en vertu du paragraphe (2).

Avis de modification

(5) Le directeur peut signifier l'avis de modification visé au paragraphe (2) en l'envoyant par télécopieur ou par un autre moyen produisant un document-papier ou en recourant à un autre moyen prescrit.

Signification de l'avis

(6) Si le directeur signifie un avis de la façon prévue au paragraphe (5), le titulaire du permis est réputé avoir reçu l'avis le jour de son envoi.

Avis réputé reçu

(7) Les paragraphes 20 (2) à (6) et les articles 21, 22 et 23 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, lorsque le directeur modifie les restrictions d'un permis aux termes du paragraphe (2).

Application

(8) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission faite conformément à l'article 20, ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, ne suspend pas l'effet d'une modification faite en vertu du présent article.

Pas de suspension de la décision

(9) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à l'effet d'une modification faite en vertu du présent article.

Aucune ordonnance provisoire

30. L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. (1) Le ministre paie les montants prescrits pour les services fournis dans un établissement de santé autonome.

Paiement des services par le ministre

(2) Sous réserve des règlements, le ministre peut payer, selon le mode de paiement qu'il choisit, la totalité ou une partie des coûts en immobilisations ou des frais d'exploitation

Paiement facultatif des coûts par le ministre

an independent health facility according to the method of payment approved by the Minister.

Recoveries

(3) If the Minister is of the opinion that amounts that, for a prescribed reason, should not have been paid to a person were in fact paid to the person under subsection (1), the Minister may set off the amount against any amounts payable to the person under this section in the future.

Costs of establishing

(4) The Minister may pay all or part of the costs of establishing an independent health facility.

Delegation

(5) The Minister may delegate any power of the Minister under this section.

31. Subsection 26 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Idem


(2) If the Director is of the opinion that there is reasonable ground to believe that the quality and standards of a service provided in a health facility operated under subsection 7 (6), or of a service provided under subsection 8 (5), do not comply with the regulations or, in the absence of regulations, do not conform to the generally accepted quality and standards for the health facility and for services provided in such a facility, the Director may give notice to the Registrar.



32. Section 30 of the Act is repealed and the following substituted:

Powers of assessor

30. For the purposes of assessing the health care provided to one or more persons in a health facility, an assessor may, at any reasonable time,

- (a) inspect and receive information from medical records or from notes, charts and other material relating to patient care and reproduce and retain copies thereof;
- (b) interview the licensee or operator and members of the staff of the health facility on matters that relate to the quality and standards of service provided in the health facility, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the interview; and
- (c) if the consent of the person who is to receive services has been obtained, observe the staff of the facility providing services to members of the public. 

d'un établissement de santé autonome ou des coûts des services fournis dans celui-ci.

(3) S'il est d'avis que des montants qui n'auraient pas dû, pour un motif prescrit, être payés à une personne lui ont été payés en vertu du paragraphe (1), le ministre peut déduire ces montants des montants payables à cette personne en vertu du présent article à l'avenir.

Recouvrement

(4) Le ministre peut payer la totalité ou une partie du coût de l'ouverture d'un établissement de santé autonome.

Coût de l'ouverture

(5) Le ministre peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article.

Délégation

31. Le paragraphe 26 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) S'il est d'avis qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la qualité et les normes d'un service fourni dans un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6), ou d'un service fourni en vertu du paragraphe 8 (5), ne sont pas conformes aux règlements ou, en l'absence de règlements, ne sont pas conformes à la qualité et aux normes généralement reconnues pour cet établissement de santé et les services fournis dans un tel établissement, le directeur peut en donner avis au registraire.


Idem



32. L'article 30 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30. Dans le but d'évaluer les soins de santé fournis à une ou plusieurs personnes dans un établissement de santé, l'évaluateur peut, à toute heure raisonnable :

Pouvoirs de l'évaluateur

- a) consulter les dossiers médicaux, les notes, les feuilles d'observation et autres documents concernant les soins aux patients, en tirer des renseignements, les reproduire et en garder des copies;
- b) s'entretenir avec le titulaire du permis ou l'exploitant et les employés de l'établissement de santé de questions portant sur la qualité et les normes des services fournis dans l'établissement de santé, sous réserve du droit de la personne à la présence d'un avocat ou d'un autre représentant pendant l'entretien;
- c) observer le personnel de l'établissement pendant qu'il fournit des services à des particuliers, si leur consentement a été obtenu au préalable. 

33. (1) Clause 32 (1) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 7 (3)” in the second line and substituting “subsection 7 (6)”.

(2) Subsection 32 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (a), by inserting “and” at the end of clause (b) and by inserting the following clause:

- (c) in respect of a health facility in which a service is provided under subsection 8 (5), to ensure that the quality and standards of the service provided under subsection 8 (5) comply with the regulations or, in the absence of regulations, conform to the generally accepted quality and standards for the service.

(3) Subsection 32 (6) of the Act is amended by adding the following clause:



- (a.1) has the right, if the consent of the person who is to receive services has been obtained, to observe the staff of the facility providing services to members of the public.

34. The Act is amended by adding the following sections:



37.1 (1) The Minister may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed.

(2) The Minister may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed.

(3) Despite subsection 37 (2), the Minister shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.

(4) Despite subsection 37 (2) and subject to such conditions as may be prescribed, the Minister may enter into agreements to collect,

33. (1) L'alinéa 32 (1) b) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 7 (3)» aux deuxième et troisième lignes, de «paragraphe 7 (6)».

(2) Le paragraphe 32 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c) relativement à un établissement de santé dans lequel un service est fourni en vertu du paragraphe 8 (5), afin de s'assurer que la qualité et les normes du service fourni en vertu du paragraphe 8 (5) sont conformes aux règlements ou, en l'absence de règlements, à la qualité et aux normes généralement reconnues pour ce service.

(3) Le paragraphe 32 (6) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :



- a.1) a le droit d'observer le personnel de l'établissement pendant qu'il fournit des services à des particuliers, si leur consentement a été obtenu au préalable.

34. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :



37.1 (1) Le ministre peut recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins reliées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites.

(2) Le ministre peut utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins reliées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites.

(3) Malgré le paragraphe 37 (2), le ministre divulgue des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins reliées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n'est pas nécessaire à ces fins.

(4) Malgré le paragraphe 37 (2) et sous réserve des conditions prescrites, le ministre peut conclure des ententes en vue de recueillir,

Collection of
personal
information

Use of
personal
information

Disclosure

Agreements

Collecte de
renseigne-
ments
personnels

Utilisation
des rensei-
gnements
personnels

Divulcation

Ententes

use or disclose personal information for the purposes of the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed. ➡

Same

(5) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information, collected or disclosed under the agreement will be used only,

- (a) to verify the accuracy of information held by a party to the agreement;
- (b) to administer or enforce a law administered by a party to the agreement; or
- (c) for a prescribed purpose.



Confidentiality

(6) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality of the information.

Obligation

(7) Before disclosing personal information obtained under the Act or under an agreement, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless,

- (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3), (4) or 37.2 (1); or
- (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*. ➡

Disclosure of information to the Director

37.2 (1) At the request of the Director, a licensee or other person shall submit information to the Director and disclose information to persons specified by the Director for purposes related to the administration of the *Independent Health Facilities Act* or the *Health Insurance Act* or for other prescribed purposes.

Same

(2) The information referred to under subsection (1) may include personal information.

Application

(3) This section applies despite anything in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, an Act listed in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, the *Drugless Practitioners Act* or any regulations made under those Acts.

d'utiliser ou de divulguer des renseignements personnels aux fins de l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites. ➡

Idem

(5) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis ou divulgués en vertu de cette entente ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes :

- a) pour vérifier l'exactitude des renseignements détenus par une partie à l'entente;
- b) pour appliquer ou exécuter une loi dont l'application relève d'une partie à l'entente;
- c) pour une fin prescrite.



Confidentialité

(6) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués en vertu de celle-ci sont confidentiels et établit des mécanismes pour préserver la confidentialité de ces renseignements.

Obligation

(7) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi ou d'une entente, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas :

- a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3), (4) ou 37.2 (1);
- b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. ➡

Divulgence de renseignements au directeur

37.2 (1) À la demande du directeur, le titulaire d'un permis ou une autre personne fournit des renseignements au directeur et divulgue des renseignements aux personnes précisées par le directeur à des fins reliées à l'application de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou de la *Loi sur l'assurance-santé* ou à d'autres fins prescrites.

Idem

(2) Les renseignements visés au paragraphe (1) peuvent comprendre des renseignements personnels.

Application

(3) Le présent article s'applique malgré toute disposition de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, d'une loi énumérée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de*

35. Section 38 of the Act is repealed and the following substituted:

Immunity

38. (1) Despite sections 5 and 23 of the *Proceedings Against the Crown Act*, no action or other proceeding for damages or otherwise shall be commenced against the Crown, the Minister, the Director, an inspector or assessor appointed under this Act or an officer, employee or agent of the Crown, the Registrar, the College, the Council of the College or a committee established by the Council, the Board or a member of the Council, the committee or the Board for any act done or performed in good faith in the performance or intended performance of any duty or function or in the exercise or intended exercise of any power or authority under this Act or the regulations, or for any neglect, default or omission in the performance or exercise in good faith of any duty, function, power or authority under this Act or the regulations.



Application

(2) Subsection (1) does not apply so as to prohibit an action or proceeding commenced against a person or entity referred to in that subsection for damages or losses resulting from the disclosure of personal information under section 37, 37.1 or 37.2.



36. The Act is amended by adding the following section:

No compensation

38.1 No compensation shall be payable by the Crown, the Minister, the Director or any other person engaged in the administration of this Act in respect of any loss suffered as a result of the Minister or Director refusing to issue or renew a licence, revoking or suspending a licence, imposing conditions or limitations on a licence, amending conditions or limitations on a licence or as a result of enforcing the prohibitions under section 3.

37. The Act is amended by adding the following section:

Affiliations

38.2 (1) If regulations are made under this Act governing the affiliation between physicians and independent health facilities, no operator of an independent health facility, of a health facility operated under subsection 7 (6) or of a health facility providing services under subsection 8 (5) shall permit a physician to be affiliated with the facility except in accordance with the regulations.

médicaments ou des règlements pris en application de ces lois.

35. L'article 38 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Immunité

38. (1) Malgré les articles 5 et 23 de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment pour dommages-intérêts, introduites contre la Couronne, le ministre, le directeur, un inspecteur ou un évaluateur nommés en vertu de la présente loi ou un fonctionnaire, un employé ou un représentant de la Couronne, le registraire, l'Ordre, le conseil de l'Ordre ou un comité créé par le conseil, la Commission ou un membre du conseil, du comité ou de la Commission, pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribuent la présente loi ou les règlements ou pour négligence, manquement ou omission dans l'exercice de bonne foi d'une telle fonction ou d'un tel pouvoir.



Application

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire une action ou une instance introduite contre une personne ou une entité visée à ce paragraphe pour des dommages ou pertes résultant de la divulgation de renseignements personnels aux termes de l'article 37, 37.1 ou 37.2.



36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Pas d'indemnisation

38.1 Aucune indemnité n'est payable par la Couronne, le ministre, le directeur ou toute autre personne chargée de l'application de la présente loi, à l'égard d'une perte subie par suite du fait que le ministre ou le directeur refuse de délivrer ou de renouveler un permis, révoque ou suspend un permis, assortit un permis de conditions ou de restrictions, ou modifie les conditions ou les restrictions d'un permis ou par suite de l'exécution des interdictions prévues à l'article 3.

37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Affiliations

38.2 (1) Si des règlements régissant l'affiliation entre les médecins et les établissements de santé autonomes sont pris en application de la présente loi, aucun exploitant d'un établissement de santé autonome, d'un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6) ou d'un établissement de santé qui fournit des services en vertu du paragraphe 8 (5) ne doit permettre à un médecin de s'affilier à l'établissement si ce n'est conformément aux règlements.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), “affiliated” means affiliated as defined in subsection 29.1 (1) of the Health Insurance Act.

38. (1) Paragraph 1 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

1. exempting any health facility or class of health facility from this Act or the regulations or any provision thereof, including section 2 or a regulation made under section 2 and providing that the exemption be subject to prescribed conditions;

1.1 exempting any person or class of persons from this Act or the regulations or any provision thereof and providing that the exemption be subject to prescribed conditions;

1.2 prescribing persons for the purposes of subsection 3 (3).

(2) Subsection 42 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

2.1 extending the time for applying for a licence under section 7 or for an amendment to the limitations on a licence under section 8.

(3) Paragraph 5 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

5. prescribing fees for licences, for transfers and renewal of licences and for such other functions or duties carried out by the Director or other officer in the administration of this Act as may be prescribed;

5.1 requiring licensees and other persons to pay prescribed fees;

5.2 requiring licensees to pay the cost of an assessment under subsection 30 (1) or of an inspection under clause 32 (1) (b) and prescribing the circumstances in which the licensees are required to pay.

(4) Subsection 42 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

11.1 governing the relocation of independent health facilities under section 10, prescribing the terms and conditions of the relocation and prescribing the time at which the application must be made;

(2) Pour l'application du paragraphe (1), «affilié» s'entend au sens du paragraphe 29.1 (1) de la Loi sur l'assurance-santé. Idem

38. (1) La disposition 1 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. soustraire un établissement de santé ou une catégorie d'établissements de santé à l'application de tout ou partie de la présente loi ou des règlements, y compris l'article 2 ou un règlement pris en application de cet article, et prévoir que l'exemption soit assujettie à des conditions prescrites;

1.1 soustraire une personne ou une catégorie de personnes à tout ou partie de la présente loi ou des règlements et prévoir que l'exemption soit assujettie à des conditions prescrites;

1.2 prescrire les personnes pour l'application du paragraphe 3 (3).

(2) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

2.1 proroger le délai de présentation d'une demande de permis en vertu de l'article 7 ou d'une demande de modification des restrictions d'un permis en vertu de l'article 8.

(3) La disposition 5 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. prescrire les droits à acquitter pour les permis, les cessions de permis et les renouvellements de permis ainsi que pour les autres fonctions prescrites qui sont exercées par le directeur ou un autre fonctionnaire dans l'application de la présente loi;

5.1 exiger des titulaires de permis et d'autres personnes le paiement des droits prescrits;

5.2 exiger des titulaires de permis le paiement des frais de l'évaluation prévue au paragraphe 30 (1) ou de l'inspection prévue à l'alinéa 32 (1) b) et prescrire les circonstances dans lesquelles les titulaires de permis sont tenus de les payer.

(4) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

11.1 régir le déplacement des établissements de santé autonomes prévu à l'article 10, prescrire les conditions du déplacement et prescrire le délai de présentation de la demande;



- 19.1 prescribing the amounts that the Minister shall pay under subsection 24 (1) or the method of determining the amounts, prescribing conditions for the payment of such amounts and providing that such amounts are nil; ▲
- 19.2 governing payments made by the Minister under subsection 24 (2) and prescribing conditions for payment;
- 19.3 governing claims made for the purposes of payment by the Minister under subsection 24 (1) or (2), including requiring claims to be made in the prescribed manner and at the prescribed time and prescribing conditions for the making of claims.



(5) Paragraph 21 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 21. exempting any service or class of service from this Act or the regulations or any provision thereof and providing that the exemption be subject to prescribed conditions. ▲

(6) Paragraphs 31 and 32 of subsection 42 (1) of the Act are repealed and the following substituted:



- 31. prescribing conditions under which the Minister may collect or use personal information under subsection 37.1 (1) or (2), conditions under which the Minister shall disclose personal information under subsection 37.1 (3) and conditions under which the Minister may enter into agreements under subsection 37.1 (4);
- 32. prescribing purposes for which personal information may be collected, used or disclosed under subsection 37.1 (1), (2) or (3) and for which an agreement may be entered into under subsection 37.1 (4); ▲
- 33. prescribing conditions under which persons are required to submit or disclose information under section 37.2;
- 34. governing the terms and conditions of affiliations between physicians and independent health facilities for the purposes of section 38.2;
- 35. prescribing anything referred to in this Act as prescribed.



- 19.1 prescrire les montants que le ministre est tenu de payer aux termes du paragraphe 24 (1) ou la méthode pour fixer ces montants, prescrire les conditions du paiement de ces montants et prévoir que ces montants sont nuls; ▲
- 19.2 régir les paiements effectués par le ministre aux termes du paragraphe 24 (2) et en prescrire les conditions;
- 19.3 régir les demandes présentées au ministre en vue d'un paiement aux termes du paragraphe 24 (1) ou (2), notamment exiger que les demandes soient présentées de la manière et dans les délais prescrits, et en prescrire les conditions.



(5) La disposition 21 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 21. soustraire un service ou une catégorie de services à l'application de tout ou partie de la présente loi ou des règlements et prévoir que l'exemption soit assujettie à des conditions prescrites. ▲

(6) Les dispositions 31 et 32 du paragraphe 42 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :



- 31. prescrire les conditions auxquelles le ministre peut recueillir ou utiliser des renseignements personnels en vertu du paragraphe 37.1 (1) ou (2), celles auxquelles il peut divulguer des renseignements personnels en vertu du paragraphe 37.1 (3) et celles auxquelles il peut conclure des ententes en vertu du paragraphe 37.1 (4);
- 32. prescrire les fins auxquelles des renseignements personnels peuvent être recueillis, utilisés ou divulgués en vertu du paragraphe 37.1 (1), (2) ou (3) et une entente peut être conclue en vertu du paragraphe 37.1 (4); ▲
- 33. prescrire les conditions auxquelles des personnes sont tenues de fournir ou de divulguer des renseignements aux termes de l'article 37.2;
- 34. régir les conditions d'affiliation entre les médecins et les établissements de santé autonomes pour l'application de l'article 38.2;
- 35. prescrire ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit.

(7) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:

Classes (4) Any regulation made under subsection (1) may be made applicable to different classes of health facilities or different classes of services.



Affiliations (5) A regulation made under paragraph 34 of subsection (1) may apply to affiliations between classes of physicians and classes of independent health facilities.

Nil amount (6) An amount or fee prescribed under paragraph 5, 5.1, 19.2 or 29 of subsection (1) may be a nil amount.

Application of regulations (7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations to provide that a health facility operated under subsection 7 (6) or providing services under subsection 8 (5) is subject to a regulation, or a provision in a regulation, made under subsection (1).

Retroactive effect (8) A regulation made under this Act is, if it so provides, effective with reference to a period before the day it is filed.

Transitional 39. Sections 5, 6, 8, 9 and 10 of the *Independent Health Facilities Act*, as those provisions read on the day before this Act comes into force, shall continue to apply with respect to a request for proposals made before the day this Act comes into force.

PART V COMMENCEMENT

**Commence-
ment** 40. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(7) L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Catégories (4) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent s'appliquer à différentes catégories d'établissements de santé ou à différentes catégories de services.



Affiliation (5) Un règlement pris en application de la disposition 34 du paragraphe (1) peut s'appliquer aux affiliations entre des catégories de médecins et des catégories d'établissements de santé autonomes.

Montant nul (6) Un montant ou des droits prescrits en vertu de la disposition 5, 5.1, 19.2 ou 29 du paragraphe (1) peuvent être nuls.

Application des règlements (7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir qu'un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6) ou qui fournit des services en vertu du paragraphe 8 (5) est assujéti à un règlement, ou à une disposition d'un règlement, pris en application du paragraphe (1).

Effet rétroactif (8) Les règlements pris en application de la présente loi ont un effet rétroactif s'ils comportent une disposition en ce sens.

Disposition transitoire 39. Les articles 5, 6, 8, 9 et 10 de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, tels qu'ils existaient la veille du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard des appels d'offres faits avant ce jour.

PARTIE V ENTRÉE EN VIGUEUR

**Entrée en vi-
gueur** 40. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE G
AMENDMENTS TO THE ONTARIO
DRUG BENEFIT ACT, THE
PRESCRIPTION DRUG COST
REGULATION ACT AND THE
REGULATED HEALTH
PROFESSIONS ACT, 1991**

**PART I
ONTARIO DRUG BENEFIT ACT**

1. The French title of the *Ontario Drug Benefit Act* is repealed and the following substituted:

LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
DE L'ONTARIO

2. (1) The definition of “drug” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the second line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“interchangeable”, when describing a drug product, means a drug or combination of drugs identified by a specific product name or manufacturer and designated under the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act* as interchangeable with one or more other such products. (“interchangeable”)

(3) The definition of “listed drug product” in section 1 of the Act is amended by adding “in a particular dosage form and strength” after “drugs” in the second line.

(4) Clause (a) of the definition of “operator of a pharmacy” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*, or” at the end and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*, or”.

(5) The definition of “physician” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“physician” means a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario. (“médecin”)

**ANNEXE G
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
RÉGIME DE MÉDICAMENTS
GRATUITS DE L'ONTARIO, DE LA
LOI SUR LA RÉGLEMENTATION
DES PRIX DES MÉDICAMENTS
DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE ET
DE LA LOI DE 1991 SUR LES
PROFESSIONS DE LA SANTÉ
RÉGLEMENTÉES**

**PARTIE I
LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
GRATUITS DE L'ONTARIO**

1. Le titre français de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
DE L'ONTARIO

2. (1) La définition du terme «médicament» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» aux deuxième et troisième lignes, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«interchangeable» En ce qui concerne un produit médicamenteux, s'entend d'un médicament ou d'une combinaison de médicaments qui est identifié par un nom de produit en particulier ou par un fabricant en particulier et qui est désigné, en vertu de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, comme étant interchangeable avec un ou plusieurs autres de ces produits. («interchangeable»)

(3) La définition du terme «produit médicamenteux énuméré» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par insertion, après «médicaments» à la deuxième ligne, de «d'une forme posologique et d'une concentration particulières, qui est».

(4) L'alinéa a) de la définition du terme «exploitant d'une pharmacie» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifié par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» à la dernière ligne, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(5) La définition du terme «médecin» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«médecin» Membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. («physician»)

3. The French version of section 3 of the Act is amended by striking out “aux” in the third line and substituting “à l’intention des”.

4. Section 4 of the Act is repealed and the following substituted:

4. (1) No operator of a pharmacy shall charge, or accept payment from, a person other than the Minister in respect of supplying a listed drug product for an eligible person pursuant to a prescription except as provided under this Act.

(2) No physician shall charge, or accept payment from, a person other than the Minister in respect of supplying a listed drug product for an eligible person except as provided under this Act.

(3) An operator of a pharmacy may charge, or accept payment from, a person in respect of supplying a listed drug product in an amount not greater than the maximum co-payment the Minister is permitted to subtract under subsection 6 (1).

(4) If the operator of a pharmacy dispenses a listed drug product that is interchangeable with other listed drug products and the particular drug product is dispensed because it is specifically requested by the eligible person or by the person presenting the prescription or because the prescription directs that there be no substitutions, subsections 6 (3) and (4) do not apply and the operator of the pharmacy may charge, or accept payment from, a person other than the Minister, in addition to other amounts authorized under this Act, in an amount not exceeding the amount determined under subsection (5).

(5) The amount referred to in subsection (4) shall be determined as follows:

1. Add the drug benefit price of the drug product dispensed and the mark-up referred to in paragraph 3 of subsection 6 (1).
2. Add the drug benefit price determined under paragraph 2 of subsection 6 (1) and the mark-up referred to in paragraph 3 of that subsection.
3. Determine the difference between the amount determined under paragraph 1

3. La version française de l'article 3 de la Loi est modifiée par substitution, à «aux» à la troisième ligne, de «à l'intention des».

4. L'article 4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, aucun exploitant d'une pharmacie ne doit demander à une personne autre que le ministre, ni recevoir d'une personne autre que le ministre, de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré à l'intention d'une personne admissible, conformément à une ordonnance.

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, aucun médecin ne doit demander à une personne autre que le ministre, ni recevoir d'une personne autre que le ministre, de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré à l'intention d'une personne admissible.

(3) L'exploitant d'une pharmacie peut, à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré, demander à une personne, ou recevoir de celle-ci un paiement dont le montant n'est pas supérieur à la quote-part maximale que le ministre est autorisé à soustraire aux termes du paragraphe 6 (1).

(4) Si l'exploitant d'une pharmacie prépare un produit médicamenteux énuméré qui est interchangeable avec d'autres produits médicamenteux énumérés et que ce produit médicamenteux particulier est préparé parce que la personne admissible ou la personne qui présente l'ordonnance en a fait la demande expresse ou encore parce que l'ordonnance comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement, les paragraphes 6 (3) et (4) ne s'appliquent pas et l'exploitant de la pharmacie peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, en plus des autres montants autorisés par la présente loi, un paiement ne dépassant pas le montant établi aux termes du paragraphe (5).

(5) Le montant visé au paragraphe (4) est établi de la façon suivante :

1. Additionner le prix, au titre du régime de médicaments, du produit médicamenteux préparé et la majoration visée à la disposition 3 du paragraphe 6 (1).
2. Additionner le prix au titre du régime de médicaments établi à la disposition 2 du paragraphe 6 (1) et la majoration visée à la disposition 3 de ce paragraphe.
3. Calculer la différence entre le montant établi aux termes de la disposition 1 et

Billing
restricted

Same

Billing permitted,
co-payment

Exception

Same

Facturation
limitée

Idem

Facturation
permise :
quote-part

Exception

Idem

and the amount determined under paragraph 2.

4. If the acquisition cost, for the operator of the pharmacy, of the drug product dispensed is greater than the sum of the drug benefit price for that product and the mark-up referred to in paragraph 3 of subsection 6 (1), determine the amount by which they differ.
5. The amount referred to in subsection (4) is the sum of the amount determined under paragraph 3 and the amount determined under paragraph 4.



Non-application

(6) Subsections (4) and (5) do not apply to the operator of a pharmacy who supplies a listed drug product for an eligible person pursuant to a prescription that includes a direction that there be no substitutions and that meets the prescribed conditions.



Non-application

(7) Subsections (1) and (2) do not apply to an operator of a pharmacy or a physician who supplies a listed drug product for an eligible person without knowing or having reasonable grounds to believe that the person is an eligible person.

5. (1) The French version of subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out “à une” in the fourth line and substituting “à l’intention d’une”.

(2) The French version of subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out “à une” in the fourth line and substituting “à l’intention d’une”.

(3) Subsection 5 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

(4) A person’s entitlement under subsection (1) or (3) does not arise unless the person submits the claim in the manner prescribed by the regulations and includes in it the information prescribed by the regulations.

6. (1) Subsection 6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) The amount the Minister shall pay under subsection 5 (1) in respect of a listed drug product is the amount calculated by adding the amounts determined under paragraphs 1, 2 and 3 and subtracting from that total the maximum co-payment that may be charged in respect of the supplying of a listed drug product for an eligible person, as provided for in the regulations:

Amount
Minister to
pay

le montant établi aux termes de la disposition 2.

4. Si le coût d’acquisition, pour l’exploitant de la pharmacie, du produit médicamenteux préparé est supérieur à la somme du prix de ce produit, au titre du régime de médicaments, et de la majoration visée à la disposition 3 du paragraphe 6 (1), établir le montant de la différence entre ce coût et cette somme.
5. Le montant visé au paragraphe (4) correspond à la somme du montant établi aux termes de la disposition 3 et du montant établi aux termes de la disposition 4.



Non-application

(6) Les paragraphes (4) et (5) ne s’appliquent pas à l’exploitant d’une pharmacie qui fournit un produit médicamenteux énuméré à l’intention d’une personne admissible, conformément à une ordonnance qui comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement et qui satisfait aux conditions prescrites.



Non-application

(7) Les paragraphes (1) et (2) ne s’appliquent pas à l’exploitant d’une pharmacie ou au médecin qui fournit un produit médicamenteux énuméré à l’intention d’une personne admissible s’il ne sait pas ou n’a pas de motifs raisonnables de croire qu’elle est une personne admissible.

5. (1) La version française du paragraphe 5 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la quatrième ligne, de «à l’intention d’une».

(2) La version française du paragraphe 5 (3) de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la quatrième ligne, de «à l’intention d’une».

(3) Le paragraphe 5 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Le droit qu’a une personne en vertu du paragraphe (1) ou (3) ne prend naissance que si la personne présente la demande de la manière prescrite par les règlements et y inclut les renseignements prescrits par les règlements.

6. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le montant que le ministre paie, aux termes du paragraphe 5 (1), à l’égard d’un produit médicamenteux énuméré est le montant obtenu en additionnant les montants établis aux termes des dispositions 1, 2 et 3 et en soustrayant de ce total la quote-part maximale qui peut être demandée à l’égard de la fourniture d’un produit médicamenteux énuméré à

Présentation
de la
demande

Montant
payé par le
ministre

1. The dispensing fee determined under subsection (2).
2. The drug benefit price prescribed by the regulations for the drug product but, if there are other listed drug products that are interchangeable with the drug product, the drug benefit price shall be deemed to be the lowest of the drug benefit prices prescribed by the regulations for the drug product and the listed drug products that are interchangeable with it.

3. The mark up on that price prescribed by the regulations.

(2) The French version of subsection 6 (2) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the first line “de préparation”.

(3) The French version of clause 6 (2) (b) of the Act is amended by adding at the end “de préparation”.

(4) Subclause 6 (2) (c) (i) of the Act is repealed and the following substituted:

- (i) the dispensing fee prescribed by the regulations, and

(5) Subclause 6 (2) (c) (ii) of the Act is repealed and the following substituted:

- (ii) the amount the operator sets under subsection 6 (1) of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*.

(6) Subsections 6 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(3) If the acquisition cost of a listed drug product for an operator of a pharmacy is greater than the sum of the drug benefit price for the drug product determined under paragraph 2 of subsection (1) and the mark up on that price, referred to in paragraph 3 of subsection (1), the Minister shall also pay, under subsection 5 (1), the difference between the acquisition cost for the drug product and that sum.

(4) For the purpose of subsection (3), if an operator of a pharmacy dispenses a listed drug product that is interchangeable with other listed drug products, the acquisition cost of the listed drug product that is dispensed is the

l'intention d'une personne admissible, selon ce que prévoient les règlements :

1. Les honoraires de préparation établis aux termes du paragraphe (2).
2. Le prix du produit médicamenteux au titre du régime de médicaments, prescrit par les règlements; toutefois, s'il existe d'autres produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec le produit médicamenteux, le prix au titre du régime de médicaments est réputé le plus bas prix entre les prix au titre du régime de médicaments, prescrits par les règlements, du produit médicamenteux et des produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec celui-ci.
3. La majoration de ce prix qui est prescrite par les règlements.

(2) La version française du paragraphe 6 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

(3) La version française de l'alinéa 6 (2) b) de la Loi est modifiée par adjonction de «de préparation».

(4) Le sous-alinéa 6 (2) c) (i) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) les honoraires de préparation prescrits par les règlements,

(5) Le sous-alinéa 6 (2) c) (ii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (ii) le montant que l'exploitant fixe aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*.

(6) Les paragraphes 6 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Si le coût d'acquisition d'un produit médicamenteux énuméré pour l'exploitant d'une pharmacie est supérieur à la somme du prix du produit médicamenteux au titre du régime de médicaments qui est établi aux termes de la disposition 2 du paragraphe (1) et de la majoration de ce prix, visée à la disposition 3 du paragraphe (1), le ministre paie aussi, aux termes du paragraphe 5 (1), la différence entre le coût d'acquisition de ce produit médicamenteux et cette somme.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), si l'exploitant d'une pharmacie prépare un produit médicamenteux énuméré qui est interchangeable avec d'autres, le coût d'acquisition du produit médicamenteux énuméré qui est

Same, high
acquisition
cost

Interchange-
able products

Idem : coût
d'acquisition
élevé

Produits
interchan-
geables

lowest acquisition cost from among the drug product dispensed and the listed drug products in the operator's inventory that are interchangeable with the drug product.



No substitution prescription

(5) If a listed drug product is supplied pursuant to a prescription that includes a direction that there be no substitutions and that meets the prescribed conditions, subsections (3) and (4) do not apply and the Minister shall also pay, under subsection 5 (1), the amount determined under subsection 4 (5).



7. (1) Section 7 of the Act is repealed.

Transitional

(2) No process under section 7 of the Act initiated or under way on or before the day this section comes into force shall continue after that day.

8. (1) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) The drug benefit price of a drug referred to in subsection (1) shall be the amount provided for by the regulations.

Listed drugs, special case

(1.2) If a physician informs the Minister that the proper treatment of a patient who is an eligible person requires the administration of a drug for which there are one or more listed drug products but for which the prescribed conditions for payment under section 23 are not satisfied, the Minister may make this Act apply in respect of the supplying of those listed drug products as if the conditions were satisfied.

(2) Subsection 8 (2) of the Act is amended by inserting after "(1)" in the fourth line "or a listed drug product referred to in subsection (1.2)".

9. The French version of section 10 of the Act is amended by striking out "à une" in the third line and in the seventh line and substituting in each case "à l'intention d'une".

10. The french version of subsection 11 (2) of the Act is amended by striking out "aux" in the second last line and substituting "à l'intention des".

11. The Act is amended by adding the following sections:

Order suspending operator's right to payment

11.1 (1) If the Minister believes on reasonable grounds that with respect to a pharmacy there has been a breach of a condition that is prescribed by the regulations or agreed to by

préparé correspond au coût d'acquisition le plus bas entre le produit médicamenteux préparé et les produits médicamenteux énumérés que l'exploitant a en stock et qui sont interchangeables avec le produit médicamenteux.



(5) Si un produit médicamenteux énuméré est fourni conformément à une ordonnance qui comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement et qui satisfait aux conditions prescrites, les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas et le ministre paie aussi, aux termes du paragraphe 5 (1), le montant établi aux termes du paragraphe 4 (5).



Ordonnance interdisant tout remplacement

7. (1) L'article 7 de la Loi est abrogé.

(2) Aucun processus de négociation prévu à l'article 7 de la Loi qui est entamé ou qui est en cours le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou avant ce jour-là ne doit se poursuivre après ce jour-là.

Disposition transitoire

8. (1) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Le prix d'un médicament visé au paragraphe (1), au titre du régime de médicaments, est le montant prévu par les règlements.

Idem

(1.2) Si un médecin informe le ministre que le traitement approprié d'un malade qui est une personne admissible exige l'administration d'un médicament pour lequel il y a un ou plusieurs produits médicamenteux énumérés mais à l'égard duquel il n'a pas été satisfait aux conditions de paiement prescrites en vertu de l'article 23, le ministre peut étendre l'application de la présente loi à l'égard de la fourniture de ces produits médicamenteux énumérés comme s'il avait été satisfait aux conditions.

Médicaments énumérés : cas particulier

(2) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «(1)» à la quatrième ligne, de «ou un produit médicamenteux énuméré qui est visé au paragraphe (1.2)».

9. La version française de l'article 10 de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la troisième ligne et à la septième ligne, de «à l'intention d'une».

10. La version française du paragraphe 11 (2) de la Loi est modifiée par substitution, à «aux» à l'avant-dernière ligne, de «à l'intention des».

11. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

11.1 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu, à l'égard d'une pharmacie, violation d'une condition prescrite par les règlements ou acceptée par l'exploitant de la

Arrêté suspendant le droit de l'exploitant d'être payé

the operator of the pharmacy, the Minister may make an order suspending the operator of the pharmacy from being entitled to receive payment from the Minister under this Act.

Effect of order

(2) Beginning on the day set out in the order, the operator is not entitled to payment by the Minister under this Act.

Same

(3) Beginning on the day set out in the order, the operator may charge, or accept payment from, a person other than the Minister in an amount not exceeding the sum of,

(a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the order; and

(b) the amount the operator could have charged under this Act, absent the order.

Scope of order

(4) An order may relate to all the pharmacies operated by the operator or only to some of them, as set out in the order.

Service of order

(5) An order may be served on the operator or upon any person employed, or apparently employed, at any pharmacy to which the order applies.

Rescinding of order

(6) The Minister may rescind an order upon conditions agreed to by the operator of the pharmacy or without conditions.

Agreement to conditions

(7) The Minister and an operator of a pharmacy may enter into an agreement that the operator of the pharmacy will abide by conditions set out in the agreement even if no order has been made under this section.

Order suspending physician's right to payment

11.2 (1) If the Minister believes on reasonable grounds that a physician has breached a condition that is prescribed by the regulations or agreed to by the physician with respect to dispensing drugs, the Minister may make an order suspending the physician from being entitled to receive payment under this Act.

Effect of order

(2) Beginning on the day set out in the order, the physician is not entitled to payment by the Minister under this Act.

Same

(3) Beginning on the day set out in the order, the physician may charge, or accept payment from, a person other than the Minister in an amount not exceeding the sum of,

(a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the order; and

pharmacie, le ministre peut prendre un arrêté suspendant le droit qu'a l'exploitant de la pharmacie d'être payé par le ministre en vertu de la présente loi.

(2) À partir du jour fixé dans l'arrêté, l'exploitant n'a pas le droit de recevoir de paiement du ministre en vertu de la présente loi.

Effet de l'arrêté

(3) À partir du jour fixé dans l'arrêté, l'exploitant peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant ne dépasse pas la somme des montants suivants :

Idem

a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté;

b) le montant que l'exploitant aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté.

(4) L'arrêté peut viser toutes les pharmacies exploitées par l'exploitant ou seulement quelques-unes d'entre elles, selon ce qui y est énoncé.

Portée de l'arrêté

(5) L'arrêté peut être signifié à l'exploitant ou à toute personne employée ou apparemment employée dans une pharmacie visée par l'arrêté.

Signification de l'arrêté

(6) Le ministre peut abroger l'arrêté aux conditions qu'accepte l'exploitant de la pharmacie ou sans conditions.

Abrogation de l'arrêté

(7) Le ministre et l'exploitant d'une pharmacie peuvent conclure une entente selon laquelle l'exploitant de la pharmacie respectera les conditions énoncées dans l'entente même si aucun arrêté n'a été pris en vertu du présent article.

Acceptation des conditions

11.2 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un médecin a violé une condition prescrite par les règlements ou acceptée par le médecin à l'égard de la préparation de médicaments, le ministre peut prendre un arrêté suspendant le droit qu'a le médecin d'être payé en vertu de la présente loi.

Arrêté suspendant le droit d'un médecin d'être payé



(2) À partir du jour fixé dans l'arrêté, le médecin n'a pas le droit de recevoir de paiement du ministre aux termes de la présente loi.

Effet de l'arrêté

(3) À partir du jour fixé dans l'arrêté, le médecin peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant ne dépasse pas la somme des montants suivants :

Idem

a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté;

	(b) the amount the physician could have charged under this Act, absent the order.	b) le montant que le médecin aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté.	
Service of order	(4) An order may be served on the physician or upon any person employed, or apparently employed, at the physician's office.	(4) L'arrêté peut être signifié au médecin ou à toute personne employée ou apparement employée dans le cabinet du médecin.	Signification de l'arrêté
Rescinding of order	(5) The Minister may rescind an order upon conditions agreed to by the physician or without conditions.	(5) Le ministre peut abroger l'arrêté aux conditions qu'accepte le médecin ou sans conditions.	Abrogation de l'arrêté
Agreement to conditions	(6) The Minister and a physician may enter into an agreement that the physician will abide by conditions set out in the agreement even if no order has been made under this section.	(6) Le ministre et le médecin peuvent conclure une entente selon laquelle le médecin respectera les conditions énoncées dans l'entente même si aucun arrêté n'a été pris en vertu du présent article.	Acceptation des conditions
Claim from eligible person	11.3 (1) An eligible person who submits to the Minister a claim for payment in respect of the supply of a listed drug product is entitled to be paid by the Minister the amount the Minister would have paid to an operator of a pharmacy or a physician absent an order under section 11.1 or 11.2.	11.3 (1) La personne admissible qui présente au ministre une demande de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit pharmaceutique énuméré a le droit de recevoir du ministre le montant que ce dernier aurait payé à l'exploitant d'une pharmacie ou à un médecin, si ce n'était de l'arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2.	Demande d'une personne admissible
Same	(2) The entitlement of an eligible person under subsection (1) is subject to this Act and the regulations to the same extent as the entitlement of an operator of a pharmacy or a physician would be, absent the order under section 11.1 or 11.2.	(2) Le droit qu'a une personne admissible en vertu du paragraphe (1) est subordonné à la présente loi et aux règlements dans la même mesure que le serait le droit de l'exploitant d'une pharmacie ou d'un médecin, si ce n'était de l'arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2.	Idem
Submission of claim	(3) A person's entitlement under subsection (1) does not arise unless the person submits the claim in the manner prescribed by the regulations and includes in it the information prescribed by the regulations.	(3) Le droit qu'a une personne en vertu du paragraphe (1) ne prend naissance que si la personne présente la demande de la manière prescrite par les règlements et y inclut les renseignements prescrits par les règlements.	Présentation de la demande
	12. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:	12. L'article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
			
Collection of personal information	13. (1) The Minister may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed.	13. (1) Le ministre peut recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins.	Collecte de renseignements personnels
Use of personal information	(2) The Minister may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed.	(2) Le ministre peut utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins prescrites.	Utilisation des renseignements personnels
Disclosure	(3) The Minister shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.	(3) Le ministre divulgue des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n'est pas nécessaire à ces fins.	Divuligation

Agreements	(4) Subject to such conditions as may be prescribed, the Minister may enter into agreements to collect, use or disclose personal information for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed. ▲	(4) Sous réserve des conditions prescrites, le ministre peut conclure des ententes en vue de recueillir, d'utiliser ou de divulguer des renseignements personnels aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins prescrites. ▲	Ententes
Same	(5) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information collected or disclosed under the agreement will be used only, (a) to verify the accuracy of information held or exchanged by a party to the agreement; (b) to administer or enforce a law administered by a party to the agreement; ▼ (c) for a purpose prescribed by regulation under subsection (4).	(5) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis ou divulgués en vertu de l'entente ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes : a) pour vérifier l'exactitude des renseignements détenus ou échangés par une partie à l'entente; b) pour appliquer ou exécuter une loi dont l'application relève d'une partie à l'entente; ▼ c) pour une fin prescrite par règlement aux termes du paragraphe (4).	Idem
Confidentiality	(6) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality of the information.	(6) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués en vertu de celle-ci sont confidentiels et établit des mécanismes pour préserver la confidentialité de ces renseignements.	Confidentialité
Obligation	(7) Before disclosing personal information obtained under the Act or under an agreement, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless, (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3) or (4); or (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> . ▲ 13. (1) Clause 15 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted: (a) charges a person more than is permitted under this Act; (a.1) submits to the Minister a claim for payment where the Minister is not required to make any payment or where the claim is in excess of the amount the Minister is required to pay. (2) Clause 15 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted: (d) refuses to submit information required to be submitted under this Act or know-	(7) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi ou d'une entente, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas : a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3) ou (4); b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> . ▲ 13. (1) L'alinéa 15 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : a) demande à une personne un paiement dont le montant est supérieur à celui que permet la présente loi; a.1) présente au ministre une demande de paiement dans le cas où ce dernier n'est pas tenu d'effectuer un paiement ou dans le cas où le montant demandé dépasse le montant que le ministre est tenu de payer. (2) L'alinéa 15 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : d) refuse de soumettre les renseignements qui doivent être soumis en vertu de la	Obligation

ingly furnishes false or incomplete information to the Ministry in connection with the administration of this Act; or

présente loi ou fournit sciemment au ministère des renseignements faux ou incomplets relativement à l'application de la présente loi;

(3) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Minimum penalty, charging offences

(3) The minimum penalty for each offence under clause (1) (a) or (a.1) is two times,

(3) L'amende minimale pour chaque infraction à l'alinéa (1) a) ou a.1) représente le double, selon le cas :

Amende minimale : infractions relatives au prix demandé

- (a) the difference between the amount that was charged to or accepted from a person other than the Minister and the amount permitted under this Act, in the case of an offence under clause (1) (a); or
- (b) the difference between the amount for which a claim was submitted to the Minister and the amount the Minister is required to pay, in the case of an offence under clause (1) (a.1).

- a) de la différence entre le montant qui a été demandé à une personne autre que le ministre ou qui a été reçu d'une personne autre que le ministre et le montant permis par la présente loi, dans le cas d'une infraction à l'alinéa (1) a);
- b) de la différence entre le montant demandé au ministre et le montant que ce dernier est tenu de payer, dans le cas d'une infraction à l'alinéa (1) a.1).

14. Subsection 17 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

14. Le paragraphe 17 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Same

(2) The drug benefit price of a designated pharmaceutical product shall be the amount provided for by the regulations.

(2) Le prix d'un produit pharmaceutique désigné, au titre du régime de médicaments, correspond au montant prévu par les règlements.

Idem

Same

(3) Sections 16 and 22 do not apply for the purposes of this section.

(3) Les articles 16 et 22 ne s'appliquent pas pour l'application du présent article.

Idem

15. (1) Clause 18 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

15. (1) L'alinéa 18 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (b) prescribing conditions to be met for a drug product to be designated as a listed drug product;
- (b.1) prescribing conditions to be met for a listed drug product to continue to be designated as a listed drug product.

- b) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit médicamenteux soit désigné comme produit médicamenteux énuméré;
- b.1) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit médicamenteux énuméré continue d'être désigné comme produit médicamenteux énuméré.

(2) Clause 18 (1) (e) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) L'alinéa 18 (1) e) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (e) respecting physicians charging, or accepting payment from, persons for the purposes of subsection 4 (2);
- (e.1) prescribing the manner of determining acquisition costs of drug products, for the purposes of subsections 4 (5), 6 (3) and 6 (4);

- e) traiter des paiements que les médecins demandent à des personnes ou reçoivent de celles-ci pour l'application du paragraphe 4 (2);
- e.1) prescrire la manière d'établir le coût d'acquisition des produits médicamenteux pour l'application des paragraphes 4 (5), 6 (3) et 6 (4);

⬇ (e.1.1) prescribing conditions for the purposes of subsections 4 (6) and 6 (5); ⬆

⬇ e.1.1) prescrire les conditions pour l'application des paragraphes 4 (6) et 6 (5); ⬆

(e.2) respecting amounts an operator of a pharmacy may charge or accept from a person other than the Minister under this Act in addition to those provided for in this Act;

(e.3) respecting amounts the Minister shall pay physicians under subsection 5 (3).

(3) Clause 18 (1) (f) of the Act is repealed and the following substituted:

(f) prescribing the manner in which a claim referred to in subsection 5 (4) must be submitted and prescribing the information to be included in such a claim.

(4) Clause 18 (1) (g) of the Act is repealed and the following substituted:

(g) subject to section 22, prescribing the drug benefit price for listed drug products;

(g.1) prescribing a percentage mark up of the drug benefit price that the Minister will pay under subsection 6 (1);

(g.2) respecting the maximum co-payment for the purposes of subsection 6 (1);

(g.3) prescribing an amount for the purposes of clause 6 (2) (a).


(5) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(g.4) prescribing the dispensing fee for the purpose of subclause 6 (2) (c) (i).

(6) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

(g.5) exempting any drug product or class of drug product from the application of subsections 6 (3) and (4);



(g.6) limiting the amount of a drug product supplied for an eligible person at one time or within a period of time that the Minister is required to pay for under this Act. 

(7) Clause 18 (1) (j) of the Act is repealed.

(8) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

e.2) traiter des montants que l'exploitant d'une pharmacie peut demander, en vertu de la présente loi, à une personne autre que le ministre ou recevoir, en vertu de la présente loi, d'une personne autre que le ministre, en plus de ceux prévus par la présente loi;

e.3) traiter des montants que le ministre paie aux médecins aux termes du paragraphe 5 (3).

(3) L'alinéa 18 (1) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) prescrire la manière de présenter une demande visée au paragraphe 5 (4) et prescrire les renseignements qui doivent être inclus dans la demande.

(4) L'alinéa 18 (1) g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

g) sous réserve de l'article 22, prescrire le prix, au titre du régime de médicaments, des produits médicamenteux énumérés;

g.1) prescrire le pourcentage de majoration du prix au titre du régime de médicaments que le ministre paiera aux termes du paragraphe 6 (1);

g.2) traiter de la quote-part maximale pour l'application du paragraphe 6 (1);

g.3) prescrire un montant pour l'application de l'alinéa 6 (2) a).


(5) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

g.4) prescrire les honoraires de préparation pour l'application du sous-alinéa 6 (2) c) (i).

(6) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

g.5) soustraire un produit médicamenteux ou une catégorie de produits médicamenteux à l'application des paragraphes 6 (3) et (4);



g.6) limiter la quantité d'un produit médicamenteux qui est fournie à l'intention d'une personne admissible à une occasion ou au cours d'une période et à l'égard de laquelle le ministre est tenu d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi. 

(7) L'alinéa 18 (1) j) de la Loi est abrogé.

(8) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- (k.1) respecting the drug benefit price or the determination of the drug benefit price of a drug for the purpose of subsection 8 (1.1);
- (k.2) respecting conditions under which the Minister may make an order under subsection 11.1 (1);
- (k.3) respecting conditions under which the Minister may make an order under subsection 11.2 (1);
- (k.4) prescribing the manner in which a claim referred to in subsection 11.3 (3) must be submitted and prescribing the information to be included in such a claim;



- (k.5) respecting purposes for which personal information may be collected, used or disclosed under subsection 13 (1), (2) or (3) and for which agreements may be entered into under subsection 13 (4);
- (k.6) prescribing conditions under which the Minister may collect or use personal information under subsection 13 (1) or (2), conditions under which the Minister shall disclose personal information under subsection 13 (3) and conditions under which the Minister may enter into agreements under subsection 13 (4). ➡

(9) Clause 18 (1) (l) of the Act is amended by adding at the end “and respecting the drug benefit price or the determination of the drug benefit price for each of them”.

(10) Subsections 18 (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Eligible
classes

(2) Without restricting the generality of clause (1) (a), a regulation under that clause may include distinctions based on income, family status and expenses incurred, including expenses incurred in the purchase of listed drug products and may provide for eligibility to be based on family units, and for the purpose may define “family unit”.

Conditions
for listing

(3) Without restricting the generality of clause (1) (b) or (b.1), a regulation under one of those clauses may prescribe conditions relating to the drug benefit price of the drug product or other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

- k.1) traiter du prix d'un médicament au titre du régime de médicaments ou de la fixation de ce prix pour l'application du paragraphe 8 (1.1);
- k.2) traiter des conditions auxquelles le ministre peut prendre un arrêté visé au paragraphe 11.1 (1);
- k.3) traiter des conditions auxquelles le ministre peut prendre un arrêté visé au paragraphe 11.2 (1);
- k.4) prescrire la manière de présenter une demande visée au paragraphe 11.3 (3) et prescrire les renseignements qui doivent être inclus dans la demande;



- k.5) traiter des fins auxquelles des renseignements personnels peuvent être recueillis, utilisés ou divulgués en vertu du paragraphe 13 (1), (2) ou (3) et des fins auxquelles des ententes peuvent être conclues en vertu du paragraphe 13 (4);
- k.6) prescrire les conditions auxquelles le ministre peut recueillir ou utiliser des renseignements personnels en vertu du paragraphe 13 (1) ou (2), celles auxquelles il doit divulguer des renseignements personnels aux termes du paragraphe 13 (3) et celles auxquelles il peut conclure des ententes en vertu du paragraphe 13 (4). ➡

(9) L'alinéa 18 (1) l) de la Loi est modifié par adjonction de «et traiter du prix de chacun de ces produits au titre du régime de médicaments ou de la fixation de ce prix».

(10) Les paragraphes 18 (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Catégories
de personnes
admissibles

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) a), un règlement pris en application de cet alinéa peut inclure des distinctions fondées sur le revenu, l'état familial et les frais engagés, notamment les frais engagés relativement à l'achat de produits médicamenteux énumérés, et prévoir que l'admissibilité est fondée sur la cellule familiale et, à cette fin, il peut définir le terme «cellule familiale».

Conditions
de l'énumé-
ration

(3) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) b) ou b.1), un règlement pris en application d'un de ces alinéas peut prescrire les conditions relatives au prix du produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux, au titre du régime de médicaments, ou celles relatives au prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

Distinguish
operators,
physicians

(4) A regulation may distinguish between operators of pharmacies and dispensing physicians and may treat them differently.

(4) Un règlement peut établir une distinction entre les exploitants de pharmacies et les médecins pharmaciens, et peut les traiter différemment.

Distinction
entre exploi-
tants et mé-
decins

Co-payments

(5) Without limiting the generality of clause (1) (g.2), a regulation made under that clause may,

(5) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) g.2), un règlement pris en application de cet alinéa peut :

Quotes-parts

- (a) prescribe a specified amount as a co-payment, provide for a means of calculating the amount, provide that the dispensing fee under subsection 6 (2) is the amount of the co-payment or otherwise provide for the amount of co-payment;
- (b) provide for different co-payments for different classes of persons or drugs;
- (c) provide that no co-payment or a different co-payment is to be charged after a person has been charged co-payments that total an amount provided for by the regulations in a specified period;
- (d) provide that the co-payment include any amount up to the full amount otherwise payable by the Minister;
- (e) treat different classes of eligible persons differently; and
- (f) for the purpose of clause (e), make distinctions based on income, family status, general expenses incurred and expenses incurred in the purchase of listed drug products.

- a) prescrire un montant précisé comme étant une quote-part, prévoir une méthode pour calculer ce montant, prévoir que les honoraires de préparation prévus au paragraphe 6 (2) constituent le montant de la quote-part ou prévoir d'une autre façon le montant de la quote-part;
- b) prévoir différentes quotes-parts pour différentes catégories de personnes ou de médicaments;
- c) prévoir qu'aucune quote-part ne doit être demandée ou qu'une quote-part différente est demandée après que des quotes-parts totalisant le montant prévu par les règlements pour une période précisée ont été demandées à une personne;
- d) prévoir que la quote-part inclut tout montant jusqu'à concurrence du montant total que paie par ailleurs le ministre;
- e) traiter différemment différentes catégories de personnes admissibles;
- f) pour l'application de l'alinéa e), établir des distinctions fondées sur le revenu, l'état familial, les frais généraux engagés et les frais engagés relativement à l'achat de produits médicamenteux énumérés.

16. The Act is amended by adding the following sections:

16. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Decisions
about listing,
delisting

19. In deciding whether or not to designate a drug product as a listed drug product under clause 18 (1) (c) or to remove such a designation, the Lieutenant Governor in Council may consider any matter the Lieutenant Governor in Council considers advisable in the public interest, including, without limiting the generality of the foregoing, the drug benefit price of the drug product or other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

19. Pour décider s'il doit désigner ou non un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré en vertu de l'alinéa 18 (1) c) ou s'il doit retirer ou non cette désignation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération toute question qu'il estime utile dans l'intérêt public, notamment le prix du produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux, au titre du régime de médicaments, ou le prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

Décisions
concernant la
désignation
ou le retrait
de la
désignation

Delisting

20. (1) The Lieutenant Governor in Council may remove the designation of a drug product as a listed drug product even if none of the conditions prescribed under clause 18 (1) (b.1) are breached, if the Lieutenant Governor

20. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut retirer la désignation d'un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré même si aucune des conditions prescrites en vertu de l'alinéa 18 (1) b.1) n'est

Retrait de la
désignation

in Council considers it advisable in the public interest to do so.

Effect of
breach of
continuing
conditions

(2) Despite a breach of a condition prescribed under clause 18 (1) (b.1), a drug product does not cease to be designated as a listed drug product until its designation as a listed drug product is removed.

Advisors

21. The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to anything under this Act may, in formulating such advice, consider anything the Minister or Lieutenant Governor in Council may consider.

17. The Act is amended by adding the following section:

Drug benefit
price

22. (1) The drug benefit price prescribed under clause 18 (1) (g) for a drug product when it becomes a listed drug product shall be the amount submitted by the manufacturer and agreed to by the Minister for listing the drug product.

Minister's
agreement

(2) In deciding whether to agree to an amount submitted by the manufacturer, the Minister may consider any matter the Minister considers advisable in the public interest, including, without limiting the generality of the foregoing, the drug benefit price of other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

Requested
changes in
price

(3) A regulation under clause 18 (1) (g) may raise or lower the drug benefit price of a listed drug product if the manufacturer agrees to the change and the Lieutenant Governor in Council considers it advisable in the public interest to do so.

Price at com-
ing into force

(4) The initial drug benefit price of a drug product that is a listed drug product at the time this section comes into force shall be deemed to be the best available price of the drug product set out in Part IV of the Formulary, as defined in section 1 of Regulation 868 of the Revised Regulations of Ontario, 1990, as that section existed on the day before this section comes into force.

18. The Act is amended by adding the following section:

violée, s'il estime qu'il est utile de ce faire dans l'intérêt public.

(2) Malgré la violation d'une condition prescrite en vertu de l'alinéa 18 (1) b.1), un produit médicamenteux continue d'être désigné comme produit médicamenteux énuméré jusqu'au retrait de sa désignation comme produit médicamenteux énuméré.

Effet de la
violation des
conditions de
la désigna-
tion continue

Conseillers

21. Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, sur toute question prévue par la présente loi peut, lorsqu'il formule de tels conseils, prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

22. (1) Le prix au titre du régime de médicaments, prescrit en vertu de l'alinéa 18 (1) g), qui se rapporte à un produit médicamenteux qui devient un produit médicamenteux énuméré correspond au montant soumis par le fabricant et accepté par le ministre aux fins de l'addition du produit médicamenteux à l'énumération.

Prix au titre
du régime de
médicaments

(2) Pour décider s'il doit donner son accord à un montant soumis par le fabricant, le ministre peut prendre en considération toute question qu'il estime utile dans l'intérêt public, notamment le prix d'autres produits médicamenteux au titre du régime de médicaments ou le prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

Accord du
ministre

(3) Un règlement pris en application de l'alinéa 18 (1) g) peut augmenter ou diminuer le prix d'un produit médicamenteux énuméré, au titre du régime de médicaments, si le fabricant accepte la modification et que le lieutenant-gouverneur en conseil estime que la modification est dans l'intérêt public.

Demande de
modification
du prix

(4) Le prix initial, au titre du régime de médicaments, d'un produit médicamenteux qui est un produit médicamenteux énuméré au moment de l'entrée en vigueur du présent article est réputé le meilleur prix possible de ce produit médicamenteux indiqué à la partie IV du document appelé «Formulary» à la définition qui en est donnée à l'article 1 du Règlement 868 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990, tel que cet article existait le jour précédant l'entrée en vigueur du présent article.

Prix au
moment de
l'entrée en
vigueur

18. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Conditions
of payment

23. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations requiring that for a specified drug product or class of drug products specified clinical criteria must be met for the Minister to pay an amount in respect of the supplying of that drug product or class of drug products for a specified patient or class of patients.

Clinical
criteria

(2) Without limiting the generality of subsection (1), clinical criteria may include,

- (a) considerations relating to the use or the possibility of the use of other drug products or therapies for a particular patient or class of patients;
- (b) a requirement that the use of a drug product for a particular patient or class of patients require a prescription from a physician or class of physicians prescribed by the regulations;
- (c) a requirement that a specified person or an expert panel recommend or approve the use of a drug product for a particular patient or class of patients.

When clinical
criteria
not met

(3) If an operator of a pharmacy supplies a drug product for an eligible person and, because of a regulation under this section, the Minister is not required to pay an amount in respect of that supply, the operator may charge or accept payment from a person other than the Minister in an amount equal to the sum of,

- (a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the regulation; and
- (b) the amount the operator could have charged under this Act, absent the regulation.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply if, under section 8, the Minister makes this Act apply in respect of the supplying of the drug product for the eligible person.

Conditions
de paiement

23. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger, relativement à un produit médicamenteux particulier ou à une catégorie particulière de produits médicamenteux, qu'il soit satisfait à des critères d'ordre clinique particuliers avant que le ministre n'effectue de paiement à l'égard de la fourniture de ce produit ou de cette catégorie de produits à l'intention d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades.

Critère d'ordre
clinique

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les critères d'ordre clinique peuvent comprendre :

- a) des considérations relatives à l'utilisation ou à la possibilité d'utiliser d'autres produits médicamenteux ou traitements à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades;
- b) l'obligation d'obtenir une ordonnance d'un médecin ou d'une catégorie de médecins prescrits par les règlements pour utiliser un produit médicamenteux à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades;
- c) l'obligation d'obtenir la recommandation ou l'approbation d'une personne précisée ou d'un comité d'experts pour utiliser un produit médicamenteux à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades.

Cas où il
n'est pas
satisfait aux
critères d'ordre
clinique

(3) Si l'exploitant d'une pharmacie fournit un produit médicamenteux à l'intention d'une personne admissible et qu'en raison d'un règlement pris en application du présent article, le ministre n'est pas tenu d'effectuer de paiement à l'égard de la fourniture de ce produit, l'exploitant peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant est égal à la somme des montants suivants :

- a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était du règlement;
- b) le montant que l'exploitant aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était du règlement.

Exception

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si, en vertu de l'article 8, le ministre étend l'application de la présente loi à l'égard de la fourniture du produit médicamenteux à l'intention de la personne admissible.

PART II PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT

19. The title of the *Prescription Drug Cost Regulation Act* is repealed and the following substituted:

DRUG INTERCHANGEABILITY AND DISPENSING FEE ACT

20. (1) The definition of “drug” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the second line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

(2) The definition of “interchangeable product” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“interchangeable product” means a drug or combination of drugs in a particular dosage form and strength identified by a specific product name or manufacturer and designated as interchangeable with one or more other such products. (“produit interchangeable”)

(3) The definition of “operator of a pharmacy” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the last line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

21. Subsection 4 (4) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a) and by striking out clause (b).

22. (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “dispensing fee in respect of dispensing interchangeable products” in the third and fourth lines and substituting “dispensing fee”.

(2) The French version of subsection 6 (2) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the second line “de préparation”.

(3) The French version of subsection 6 (3) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the first line “de préparation”.

(4) The French version of subsection 6 (4) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the fourth line “de préparation”.

PARTIE II LOI SUR LA RÉGLEMENTATION DES PRIX DES MÉDICAMENTS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE

19. Le titre de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR L'INTERCHANGEABILITÉ DES MÉDICAMENTS ET LES HONORAIRES DE PRÉPARATION

20. (1) La définition du terme «médicament» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» aux troisième et quatrième lignes, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(2) La définition du terme «produit de remplacement» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«produit interchangeable» Médicament ou combinaison de médicaments d'une forme posologique et d'une concentration particulières, qui est identifié par un nom de produit en particulier ou par un fabricant en particulier et qui est désigné comme étant interchangeable avec un ou plusieurs autres de ces produits. («interchangeable product»)

(3) La définition du terme «exploitant d'une pharmacie» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» à la dernière ligne, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

21. Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa b).

22. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «honoraires courants et habituels à l'égard de la préparation de produits de remplacement,» aux troisième et quatrième lignes, de «honoraires de préparation courants et habituels».

(2) La version française du paragraphe 6 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la deuxième ligne, de «de préparation».

(3) La version française du paragraphe 6 (3) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

(4) La version française du paragraphe 6 (4) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la quatrième ligne, de «de préparation».

23. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:



Limit re
dispensing
fee

7. (1) A dispenser shall not charge, as a dispensing fee for supplying a drug product, more than the dispenser's usual and customary dispensing fee, unless a greater amount is provided for by the regulations.



Additional
limit

(2) If a dispenser supplies a drug product that is an interchangeable product under this Act, the dispenser shall not charge, in addition to the dispensing fee, more than the lowest amount the dispenser would charge for the product dispensed or the products that are interchangeable with it in the dispenser's inventory.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply if the person presenting the prescription has requested the dispensing of a particular interchangeable product or if the prescription includes a direction that there be no substitutions.

Same

(4) This section does not apply with respect to the supplying of a drug to which the *Ontario Drug Benefit Act* applies.

24. The French version of clause 13 (1) (d) of the Act is amended by inserting after "honoraires" in the first line "de préparation".

25. (1) Clause 14 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) prescribing conditions to be met for a product to continue to be designated as interchangeable.

(2) The French version of clause 14 (1) (d) of the Act is amended by inserting after "honoraires" in the third line "de préparation".

(3) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsections:

Removing
designation

(1.1) The Lieutenant Governor in Council may remove the designation of a product as an interchangeable product even if none of the conditions prescribed under clause (1) (c) are breached, if the Lieutenant Governor in Council considers it advisable in the public interest to do so.

Effect of
breach of
continuing
conditions

(1.2) Despite a breach of a condition prescribed under clause (1) (c), a product does not cease to be designated as an interchangeable product until its designation is removed.

23. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :



7. (1) Le préposé à la préparation ne doit pas demander, comme honoraires de préparation pour la fourniture d'un produit médicamenteux, un montant supérieur à ses honoraires de préparation courants et habituels, sauf si un montant supérieur est prévu par les règlements.



Restriction
relative aux
honoraires de
préparation

(2) S'il fournit un produit médicamenteux qui est un produit interchangeable visé par la présente loi, le préposé à la préparation ne doit pas demander, en plus des honoraires de préparation, un montant supérieur au montant le plus bas qu'il demanderait pour le produit préparé ou les produits qui sont interchangeables avec celui-ci dans le stock du préposé à la préparation.

Restriction
supplémentaire

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si la personne qui présente l'ordonnance a demandé qu'on lui prépare un produit interchangeable particulier ou si l'ordonnance comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement.

Exception

(4) Le présent article ne s'applique pas à l'égard de la fourniture d'un médicament auquel s'applique la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*.

Idem

24. La version française de l'alinéa 13 (1) d) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

25. (1) L'alinéa 14 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit continue d'être désigné comme étant interchangeable.

(2) La version française de l'alinéa 14 (1) d) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la troisième ligne, de «de préparation».

(3) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut retirer la désignation d'un produit comme produit interchangeable même si aucune des conditions prescrites en vertu de l'alinéa (1) c) n'est violée, s'il estime qu'il est utile de ce faire dans l'intérêt public.

Retrait de la
désignation

(1.2) Malgré la violation d'une condition prescrite en vertu de l'alinéa (1) c), un produit continue d'être désigné comme étant un produit interchangeable jusqu'au retrait de sa désignation.

Effet de la
violation des
conditions de
la désignation
continue

26. (1) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement” wherever it appears in section 3, subsections 4 (1), (2), (3) and (5), section 5, subsection 6 (4), section 8 and clauses 13 (1) (b), (c) and 14 (2) (a), and substituting in each case “interchangeable” or “interchangeables”, as may be appropriate in the context.

(2) The French version of the Act is amended by striking out “pouvant le remplacer” in subsections 4 (1) and (2) and substituting “étant interchangeable avec lui”.

(3) The French version of the Act is amended by striking out “qui peut le remplacer et” in clause 4 (4) (a) and substituting “interchangeable”.

(4) The French version of the Act is amended by striking out “produits de remplacement” in clause 14 (1) (a) and substituting “étant interchangeables avec d’autres produits”.


(5) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement d’un ou de plusieurs” in clause 14 (1) (b) and substituting “étant interchangeable avec un ou plusieurs”.

(6) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement d’un” in clause 14 (1) (b) and substituting “étant interchangeable avec un”.

PART III REGULATED HEALTH PROFESSIONS ACT, 1991

27. (1) Clause 36 (1) (d) of the *Regulated Health Professions Act, 1991* is repealed and the following substituted:



(d) as may be required for the administration of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*, the *Health Insurance Act*, the *Independent Health Facilities Act*, the *Ontario Drug Benefit Act*, the *Narcotic Control Act* (Canada) and the *Food and Drugs Act* (Canada). 

(2) Subsection 36 (3) of the Act is amended by adding at the end “or a proceeding relating to an order under section 11.1 or 11.2 of the *Ontario Drug Benefit Act*”.

26. (1) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement» là où ces mots figurent à l'article 3, aux paragraphes 4 (1), (2), (3) et (5), à l'article 5, au paragraphe 6 (4), à l'article 8 et aux alinéas 13 (1) b) et c) et 14 (2) a), de «interchangeable» ou «interchangeables», selon ce qu'exige le contexte.

(2) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «pouvant le remplacer» aux paragraphes 4 (1) et (2), de «étant interchangeable avec lui».

(3) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «qui peut le remplacer et» à l'alinéa 4 (4) a), de «interchangeable».

(4) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «produits de remplacement» à l'alinéa 14 (1) a), de «étant interchangeables avec d'autres produits».


(5) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement d'un ou de plusieurs» à l'alinéa 14 (1) b), de «étant interchangeable avec un ou plusieurs».

(6) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement d'un» à l'alinéa 14 (1) b), de «étant interchangeable avec un».

PARTIE III LOI DE 1991 SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ RÉGLEMENTÉES

27. (1) L'alinéa 36 (1) d) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* est abrogé et remplacé par ce qui suit :



d) de la façon que peut exiger l'application de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, de la *Loi sur l'assurance-santé*, de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, de la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*, de la *Loi sur les stupéfiants* (Canada) et de la *Loi sur les aliments et drogues* (Canada). 

(2) Le paragraphe 36 (3) de la Loi est modifié par adjonction de «ni dans le cadre d'instances relatives à un arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2 de la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*».

PART IV GENERAL

Transition,
O.D.B.A.

28. (1) Despite subsection 18 (2) of the *Ontario Drug Benefit Act*, the Minister, in accordance with a policy of the Ministry of Health or the Government of Ontario, may refuse to determine or estimate a new best available price for a drug if,

- (a) the new best available price would be greater than the best available price prescribed by the regulations; or
- (b) the increase of the new best available price over the best available price prescribed by the regulations would be greater than that allowed by the policy.

Same

(2) In deciding whether or not to designate a drug product as a listed drug product or to remove the designation of a drug product as a listed drug product, the Lieutenant Governor in Council may, without limiting the generality of clause 18 (1) (c) of the *Ontario Drug Benefit Act*, consider,

- (a) the best available price of the drug product and of the other listed drug products that are interchangeable with it under the *Prescription Drug Cost Regulation Act*;
- (b) price increases proposed by a manufacturer; and
- (c) the total cost of designating or removing the designation of the drug product.

Same

(3) The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to the designation of a drug product or the determination or estimation of the best available price may consider anything the Minister or the Lieutenant Governor in Council may consider in formulating such advice or in determining whether or not to bring a submission to have a drug product designated to the Minister or the Lieutenant Governor in Council for a decision.

Same

(4) A regulation made under clause 18 (1) (b) of the *Ontario Drug Benefit Act* may prescribe conditions that relate to the best available price of the product or other products.

PARTIE IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

28. (1) Malgré le paragraphe 18 (2) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario*, le ministre, conformément à une politique du ministère de la Santé ou du gouvernement de l'Ontario, peut refuser de fixer un nouveau meilleur prix possible pour un médicament ou d'en faire une estimation si, selon le cas :

- a) le nouveau meilleur prix possible est supérieur au meilleur prix possible prescrit par les règlements;
- b) l'augmentation du nouveau meilleur prix possible par rapport au meilleur prix possible prescrit par les règlements est supérieure à celle que permet la politique.

(2) Pour décider s'il doit désigner ou non un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré ou s'il doit retirer ou non la désignation d'un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans préjudice de la portée générale de l'alinéa 18 (1) c) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario*, prendre en considération ce qui suit :

- a) le meilleur prix possible du produit médicamenteux et des autres produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec celui-ci aux termes de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance*;
- b) les augmentations de prix proposées par un fabricant;
- c) le coût total relatif à la désignation ou au retrait de la désignation du produit médicamenteux.

(3) Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'égard de la désignation d'un produit médicamenteux ou de la fixation ou de l'estimation du meilleur prix possible peut prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération, lorsqu'il formule de tels conseils ou décide s'il doit proposer ou non la désignation d'un produit médicamenteux au ministre ou au lieutenant-gouverneur en conseil pour que l'un ou l'autre prenne une décision à ce sujet.

(4) Un règlement pris en application de l'alinéa 18 (1) b) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario* peut prescrire les conditions relatives au meilleur prix possible du produit ou d'autres produits.

Disposition
transitoire :
*Loi sur le
régime de
médicaments
gratuits de
l'Ontario*

Idem

Idem

Idem

Same	(5) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	(5) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Idem
Transition, P.D.C.R.A.	29. (1) Despite subsection 7 (1) of the <i>Prescription Drug Cost Regulation Act</i> , the Minister, in accordance with a policy of the Ministry of Health or the Government of Ontario, may refuse to determine or estimate a new best available price for a drug product if, <ul style="list-style-type: none"> (a) the new best available price would be greater than the best available price prescribed by the regulations; or (b) the increase to the new best available price from the best available price prescribed by the regulations would be greater than that allowed by the policy. 	29. (1) Malgré le paragraphe 7 (1) de la <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i> , le ministre, conformément à une politique du ministère de la Santé ou du gouvernement de l'Ontario, peut refuser de fixer un nouveau meilleur prix possible pour un produit médicamenteux ou d'en faire une estimation si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) le nouveau meilleur prix possible est supérieur au meilleur prix possible prescrit par les règlements; b) l'augmentation du nouveau meilleur prix possible par rapport au meilleur prix possible prescrit par les règlements est supérieure à celle que permet la politique. 	Disposition transitoire : <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i>
Same	(2) In deciding whether or not to designate a product as interchangeable or whether or not to remove the designation of a product as interchangeable, the Lieutenant Governor in Council may, without limiting the generality of clause 14 (1) (b) of the <i>Prescription Drug Cost Regulation Act</i> , consider the best available price of the product and of other products with which it would be, or is, interchangeable.	(2) Pour décider s'il doit désigner ou non un produit comme étant interchangeable ou s'il doit retirer ou non la désignation d'un produit comme produit interchangeable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans préjudice de la portée générale de l'alinéa 14 (1) b) de la <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i> , prendre en considération le meilleur prix possible du produit et des autres produits avec lesquels ce produit serait ou est interchangeable.	Idem
Same	(3) The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to the designation of a product or the determination or estimation of the best available price may consider anything the Minister or the Lieutenant Governor in Council may consider in formulating such advice or in determining whether or not to bring a submission to have a product designated to the Minister or the Lieutenant Governor in Council for a decision.	(3) Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'égard de la désignation d'un produit ou de la fixation ou de l'estimation du meilleur prix possible peut prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération, lorsqu'il formule de tels conseils ou décide s'il doit proposer ou non la désignation d'un produit au ministre ou au lieutenant-gouverneur en conseil pour que l'un ou l'autre prenne une décision à ce sujet.	Idem
Same	(4) A regulation made under clause 14 (1) (a) of the <i>Prescription Drug Cost Regulation Act</i> may prescribe conditions that relate to the best available price of the product or other products.	(4) Un règlement pris en application de l'alinéa 14 (1) a) de la <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i> peut prescrire les conditions relatives au meilleur prix possible du produit ou d'autres produits.	Idem
Same	(5) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	(5) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Idem
No compensation	30. No person is entitled to compensation in respect of any act or omission occurring after May 19, 1993 that is authorized by section 28 or 29.	30. Nul n'a droit à une indemnité à l'égard d'un acte ou d'une omission qui a lieu après le 19 mai 1993 et qui est autorisé par l'article 28 ou 29.	Aucune indemnité prévue

Transition,
proceedings

31. (1) An order by a court made in any of the following proceedings shall be deemed to be of no effect:

1. The application for judicial review by Apotex, Inc. in the Ontario Court (General Division), court file number 670/93.
2. The application for judicial review by Apotex, Inc. in the Ontario Court (General Division), court file number 173/95.

Exception

(2) Subsection (1) does not affect the part of an order of a court that awards costs.

Commence-
ment

32. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Sections 28 and 29 shall be deemed to have come into force on May 19, 1993.

(3) Subsection 6 (2), section 7, subsection 15 (5), sections 30 and 31 and this section come into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

31. (1) L'ordonnance qu'un tribunal rend dans l'une ou l'autre des instances suivantes est réputée sans effet :

1. La requête en révision judiciaire présentée par Apotex, Inc. devant la Cour de l'Ontario (Division générale), portant le numéro de dossier du tribunal 670/93.
2. La requête en révision judiciaire présentée par Apotex, Inc. devant la Cour de l'Ontario (Division générale), portant le numéro de dossier du tribunal 173/95.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas d'incidence sur la partie d'une ordonnance d'un tribunal qui adjuge les dépens.

32. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) Les articles 28 et 29 sont réputés être entrés en vigueur le 19 mai 1993.

(3) Le paragraphe 6 (2), l'article 7, le paragraphe 15 (5), les articles 30 et 31 ainsi que le présent article entrent en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Disposition
transitoire :
instances

Exception

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE H
AMENDMENTS TO THE HEALTH
INSURANCE ACT AND THE
HEALTH CARE ACCESSIBILITY
ACT**

**PART I
HEALTH INSURANCE ACT**

1. (1) Section 1 of the *Health Insurance Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 2, section 12, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 18, is further amended by adding the following definition:


“eligible physician” means, other than in section 19.1, a physician who is determined under sections 29.2 to 29.6 to be an eligible physician; (“médecin admissible”)

(2) The definition of “insured services” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“insured services” means services that are determined under section 11.2 to be insured services. (“services assurés”)

2. (1) Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 69, is further amended by adding the following subsections:

(4.1) The Minister may enter into agreements to collect, use and disclose,

- (a) personal information concerning insured services provided by physicians, practitioners or health facilities; and
- (b) such other personal information as may be prescribed. 

(2) Subsection 2 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 69, is amended by striking out “or” at the end of clause (a), by adding “or” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (c) for such other purposes as may be prescribed.

(3) Section 2 of the Act is further amended by adding the following subsection:

(6) An agreement shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish

Agreements
concerning
payment
information

Confiden-
tiality

**ANNEXE H
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L'ASSURANCE-SANTÉ ET DE LA
LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX
SERVICES DE SANTÉ**

**PARTIE I
LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ**

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur l'assurance-santé*, tel qu'il est modifié par l'article 12 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 68 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :


«médecin admissible» S'entend, sauf à l'article 19.1, d'un médecin qui est considéré comme étant un médecin admissible aux termes des articles 29.2 à 29.6. («eligible physician»)

(2) La définition du terme «services assurés» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«services assurés» Services qui sont considérés comme étant des services assurés aux termes de l'article 11.2. («insured services»)

2. (1) L'article 2 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 69 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(4.1) Le ministre peut conclure des ententes en vue de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de ce qui suit :

- a) les renseignements personnels concernant les services assurés fournis par les médecins, les praticiens ou les établissements de santé;
- b) tous autres renseignements personnels prescrits. 

(2) Le paragraphe 2 (5) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 69 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c) toutes autres fins prescrites.

(3) L'article 2 de la Loi est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Une entente prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués en vertu de celle-ci sont confidentiels et

Ententes
concernant
les rensei-
gnements sur
les paiements

Confiden-
tialité

mechanisms for maintaining the confidentiality of the information.

3. The Act is amended by adding the following section:

Collection of personal information

4.1 (1) The Minister and the General Manager may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Use of personal information

(2) The Minister and the General Manager may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Disclosure

(3) The Minister and the General Manager shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and if the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister or the General Manager shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.

Obligation

(4) Before disclosing personal information obtained under the Act or under an agreement, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless,

- (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3) or 2 (5) or 38 (4); or
- (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

4. (1) Subsection 5 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Quorum

(3) Three members of the Medical Review Committee, one of whom shall be a member who is not a physician or practitioner, constitute a quorum of the Committee. However, one member who is a physician constitutes a quorum for the purposes of a review requested under subsection 18.1 (2) or 39.1 (3).

Divisions of Committee

(3.1) The Medical Review Committee may sit in several divisions simultaneously, if a

établit des mécanismes pour préserver la confidentialité de ces renseignements.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

4.1 (1) Le ministre et le directeur général peuvent recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

Collecte de renseignements personnels

(2) Le ministre et le directeur général peuvent utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

Utilisation des renseignements personnels

(3) Le ministre et le directeur général divulguent des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ou le directeur général ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n'est pas nécessaire à ces fins.

Divulguation

(4) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi ou d'une entente, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas :

Obligation

- a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3), 2 (5) ou 38 (4);
- b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

4. (1) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Trois membres du comité d'étude de la médecine, dont un n'est ni médecin ni praticien, constituent le quorum. Toutefois, un membre qui est médecin constitue le quorum aux fins d'une révision demandée en vertu du paragraphe 18.1 (2) ou d'un examen demandé en vertu du paragraphe 39.1 (3).

Quorum

(3.1) Le comité d'étude de la médecine peut siéger simultanément dans plusieurs divi-

Divisions du comité

quorum of the Committee is present in each division. ▲

(2) Subsection 5 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(7) The Medical Review Committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act and shall make reports and recommendations respecting any matter referred to it by the Minister, the Appeal Board or the College of Physicians and Surgeons.

Powers

(8) Members of the Medical Review Committee have the powers of an inspector appointed under subsection 40 (1). ▼

5. (1) Subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Quorum

(3) Three members of a practitioner review committee, one of whom shall be a member who is not a physician or practitioner, constitute a quorum of the committee. However, one member who is a practitioner constitutes a quorum for the purposes of a review requested under subsection 18.1 (4) or 39.1 (3).

Divisions

(3.1) A practitioner review committee may sit in several divisions simultaneously, if a quorum of the committee is present in each division. ▲

(2) Subsection 6 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(7) Every practitioner review committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act and shall make reports and recommendations respecting any matter referred to it by the Minister, the Appeal Board or the board or college of which it is a committee.

Powers

(8) Members of a practitioner review committee have the powers of an inspector appointed under subsection 40 (3).

6. Subsection 7 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(9) The Medical Eligibility Committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act or by the Minister.

7. Subsection 8 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties

(8) The Appeal Board shall perform such duties as are assigned to it under the Act or by the Minister and shall do so in accordance with the Act and regulations.

8. The Act is amended by adding the following section:

sions si le quorum du comité est atteint dans chacune d'elles. ▲

(2) Le paragraphe 5 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(7) Le comité d'étude de la médecine s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi et présente des rapports et fait des recommandations à l'égard des questions que lui soumet le ministre, la Commission d'appel ou l'Ordre des médecins et chirurgiens.

Pouvoirs

(8) Les membres du comité d'étude de la médecine sont investis des pouvoirs d'un inspecteur nommé en vertu du paragraphe 40 (1). ▼

5. (1) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Quorum

(3) Trois membres d'un comité d'étude des praticiens, dont un n'est ni médecin ni praticien, constituent le quorum. Toutefois, un membre qui est praticien constitue le quorum aux fins d'une révision demandée en vertu du paragraphe 18.1 (4) ou d'un examen demandé en vertu du paragraphe 39.1 (3).

Divisions

(3.1) Un comité d'étude des praticiens peut siéger simultanément dans plusieurs divisions si le quorum du comité est atteint dans chacune d'elles. ▲

(2) Le paragraphe 6 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(7) Chacun des comités d'étude des praticiens s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi et présente des rapports et fait des recommandations à l'égard des questions que lui soumet le ministre, la Commission d'appel ou le conseil ou l'ordre dont il constitue un comité.

Pouvoirs

(8) Les membres des comités d'étude des praticiens sont investis des pouvoirs d'un inspecteur nommé en vertu du paragraphe 40 (3).

6. Le paragraphe 7 (9) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(9) Le comité d'admissibilité médicale s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi ou dont le charge le ministre.

7. Le paragraphe 8 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions

(8) La Commission d'appel s'acquitte des fonctions dont elle est chargée en vertu de la Loi ou dont le charge le ministre, et ce conformément à la Loi et aux règlements.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Insured
services

11.2 (1) The following services are insured services for the purposes of the Act:

1. Prescribed services of hospitals and health facilities rendered under such conditions and limitations as may be prescribed.
2. Prescribed medically necessary services rendered by physicians under such conditions and limitations as may be prescribed.
3. Prescribed health care services rendered by prescribed practitioners under such conditions and limitations as may be prescribed.

Exceptions

(2) Despite subsection (1), services that a person is entitled to under the *Workers' Compensation Act*, the *Homes for Special Care Act* or under any Act of the Parliament of Canada except the *Canada Health Act* are not insured services.

Restrictions

(3) Such services as may be prescribed are insured services only if they are provided in or by designated hospitals or health facilities.

Same

(4) Such services as may be prescribed are insured services only if they are provided to insured persons in prescribed age groups.

Same

(5) Such services as may be prescribed are not insured services when they are provided to insured persons in prescribed age groups.

9. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception


(2) Subsection (1) does not apply if the insured service is provided in Ontario by a physician who is not an eligible physician.

Commence-
ment

(3) Subsection (2) comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

10. Subsection 14 (1) of the Act is amended by adding the following clause:



- (c) any part of the cost that is not paid by the Plan for such other services as may be prescribed when they are performed by such classes of persons or in such classes of facilities as may be prescribed. 

11. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:

Accounts for
insured
services

17. (1) Physicians, practitioners and health facilities shall prepare accounts for their

11.2 (1) Constituent des services assurés pour l'application de la Loi les services suivants :

Services
assurés

1. Les services prescrits des hôpitaux et des établissements de santé qui sont fournis aux conditions et dans les limites prescrites.
2. Les services prescrits qui sont nécessaires du point de vue médical et que fournissent les médecins aux conditions et dans les limites prescrites.
3. Les services de santé prescrits que fournissent des praticiens prescrits aux conditions et dans les limites prescrites.

Exceptions

(2) Malgré le paragraphe (1), les services auxquels une personne a droit en vertu de la *Loi sur les accidents du travail*, de la *Loi sur les foyers de soins spéciaux* ou d'une loi du Parlement du Canada, à l'exception de la *Loi canadienne sur la santé*, ne constituent pas des services assurés.

Limites

(3) Les services qui sont prescrits ne sont des services assurés que s'ils sont fournis dans ou par des hôpitaux ou des établissements de santé désignés.

Idem

(4) Les services qui sont prescrits ne sont des services assurés que s'ils sont fournis à des assurés appartenant à des groupes d'âge prescrits.

Idem

(5) Les services qui sont prescrits ne sont pas des services assurés lorsqu'ils sont fournis à des assurés appartenant à des groupes d'âge prescrits.

9. L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception


(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le service assuré est fourni en Ontario par un médecin qui n'est pas un médecin admissible.

Entrée en
vigueur

(3) Le paragraphe (2) entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

10. Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :



- c) de toute partie du coût qui n'est pas remboursée par le Régime et qui porte sur les autres services prescrits, lorsqu'ils sont fournis par des catégories de personnes prescrites ou dans des catégories d'établissements prescrites. 

11. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. (1) Les médecins, les praticiens et les établissements de santé établissent des notes

Notes
d'honoraires
à l'égard des
services
assurés

insured services in such form as the General Manager may require. The accounts must meet the prescribed requirements.

Same (2) A physician or practitioner who does not submit his or her accounts directly to the Plan shall promptly give an account to a patient who receives insured services from him or her. The account must be in the required form and meet the prescribed requirements.

Time for submitting (3) The physician, practitioner, health facility or, in the case of a patient who is billed directly, the patient must submit an account for an insured service to the General Manager within such time after the service is performed as may be prescribed and, in any event, no later than six months after the service is performed. When submitted, the account must be in the required form and meet the prescribed requirements.

12. The Act is amended by adding the following sections:

Fees payable for insured services 17.1 (1) A physician, practitioner or insured person who submits an account to the General Manager in accordance with the Act for insured services provided by a physician or a practitioner is entitled to be paid the fee determined under this section.

Ineligible physician (2) The fee payable for an insured service provided in Ontario by a physician who is not an eligible physician is nil. This subsection does not apply if the service is rendered on a basis other than fee for service.

Amount (3) The basic fee payable for an insured service is the amount set out in the regulations. The amount may differ for different classes of physician or practitioner.

Same (4) The regulations may provide that the basic fee for an insured service is nil.

Adjustment of amount (5) The basic fee payable for an insured service performed by a physician or practitioner may be increased or decreased as provided in the regulations based upon one or more of the following factors:

1. The professional specialization of the physician or practitioner.
2. The relevant professional experience of the physician or practitioner.
3. The frequency with which the physician or practitioner provides the insured service.

d'honoraires à l'égard de leurs services assurés selon la formule que le directeur général peut exiger. Les notes d'honoraires doivent répondre aux exigences prescrites.

(2) Le médecin ou le praticien qui ne soumet pas ses notes d'honoraires directement au Régime remet promptement une note d'honoraires au patient qui reçoit de lui des services assurés. La note d'honoraires doit être établie selon la formule exigée et répondre aux exigences prescrites.

(3) Le médecin, le praticien ou l'établissement de santé, ou le patient si la note d'honoraires lui est facturée directement, doit soumettre une note d'honoraires à l'égard d'un service assuré au directeur général dans le délai prescrit suivant la prestation du service et, quoi qu'il en soit, dans les six mois qui suivent la prestation du service. Lorsqu'elle est soumise, la note d'honoraires doit avoir été établie selon la formule exigée et répondre aux exigences prescrites.

12. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

17.1 (1) Le médecin, le praticien ou l'assuré qui soumet une note d'honoraires au directeur général conformément à la Loi à l'égard des services assurés fournis par un médecin ou un praticien a le droit de recevoir les honoraires fixés aux termes du présent article.

(2) Aucuns honoraires ne sont payables à l'égard d'un service assuré fourni en Ontario par un médecin qui n'est pas un médecin admissible. Le présent paragraphe ne s'applique pas si le service est fourni sur une base autre que le paiement à l'acte.

(3) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré correspondent au montant indiqué dans les règlements. Le montant peut varier d'une catégorie de médecins ou de praticiens à l'autre.

(4) Les règlements peuvent prévoir qu'aucuns honoraires de base ne sont payables à l'égard d'un service assuré.

(5) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien peuvent être augmentés ou diminués selon ce que prévoient les règlements, en fonction d'un ou de plusieurs des facteurs suivants :

1. La spécialisation sur le plan professionnel du médecin ou du praticien.
2. L'expérience professionnelle pertinente du médecin ou du praticien.
3. La fréquence à laquelle le médecin ou le praticien fournit le service assuré.

Idem

Délai pour soumettre les notes d'honoraires

Honoraires payables à l'égard des services assurés

Médecin non admissible

Honoraires de base

Idem

Rajustement du montant

4. The geographic area in which the insured service is provided.
5. The setting in which the insured service is provided.
6. The period of time when the insured service is provided.
7. Such other factors as may be prescribed.



Threshold amount

(6) If the total amount payable for one or more prescribed insured services provided by a physician or practitioner during a prescribed period equals or exceeds a prescribed amount, the fee payable for an insured service may be increased or decreased in accordance with the regulations. The fee payable may be reduced to nil.



Same

(7) A change made under subsection (6) in the fee payable for an insured service is imposed in addition to any change made under subsection (5) in the basic fee payable.

Commencement

(8) Subsection (2) comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Fees payable, health facilities

17.2 (1) Subject to section 28, a health facility that submits an account to the General Manager in accordance with the Act for insured services performed by the facility is entitled to be paid the fee determined under this section.

Same

(2) Subsections 17.1 (3) and (4) apply, with necessary modifications, with respect to the basic fee payable for an insured service.

Adjustment of amount

(3) The basic fee payable for an insured service performed by a health facility may be increased or decreased as provided in the regulations based upon such factors as may be prescribed.

Threshold amount

(4) Subsections 17.1 (6) and (7) apply, with necessary modifications, with respect to the fee payable to a health facility.

13. Section 18 of the Act is repealed and the following substituted:

Payment of accounts

18. (1) The General Manager shall determine all issues relating to accounts for insured services and shall make the payments from the Plan that are authorized under the Act.



Same

(2) The General Manager may refuse to pay for a service provided by a physician, practi-

4. La région dans laquelle le service assuré est fourni.
5. Le milieu dans lequel le service assuré est fourni.
6. La période durant laquelle le service assuré est fourni.
7. Tout autre facteur prescrit.



(6) Si le montant total payable à l'égard d'un ou de plusieurs services assurés prescrits qui sont fournis par un médecin ou un praticien pendant une période prescrite est égal ou supérieur à un montant prescrit, les honoraires payables à l'égard d'un service assuré peuvent être augmentés ou diminués conformément aux règlements. Les honoraires payables peuvent être ramenés à zéro.



Montant étalon

(7) La modification effectuée en vertu du paragraphe (6) relativement aux honoraires payables à l'égard d'un service assuré est imposée en plus de tout rajustement effectué en vertu du paragraphe (5) relativement aux honoraires de base payables.

Idem

(8) Le paragraphe (2) entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

17.2 (1) Sous réserve de l'article 28, l'établissement de santé qui soumet une note d'honoraires au directeur général conformément à la Loi à l'égard des services assurés fournis par l'établissement a le droit de recevoir les honoraires fixés aux termes du présent article.

Honoraires payables : établissements de santé

(2) Les paragraphes 17.1 (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des honoraires de base payables pour un service assuré.

Idem

(3) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré fourni par un établissement de santé peuvent être augmentés ou réduits selon ce que prévoient les règlements, en fonction des facteurs prescrits.

Rajustement du montant

(4) Les paragraphes 17.1 (6) et (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des honoraires payables à un établissement de santé.

Montant étalon

13. L'article 18 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. (1) Le directeur général tranche toutes les questions se rapportant aux notes d'honoraires à l'égard des services assurés et effectue les paiements sur le Régime qui sont autorisés par la Loi.

Paiement des notes d'honoraires



(2) Le directeur général peut refuser de payer pour un service fourni par un médecin,

Idem

tioner or health facility or may pay a reduced amount in the following circumstances:

1. If the General Manager is of the opinion that all or part of the insured service was not in fact rendered.
2. If the General Manager is of the opinion that the nature of the service is misrepresented, whether deliberately or inadvertently.
3. For a service provided by a physician, if the General Manager is of the opinion, after consulting with a physician, that all or part of the service was not medically necessary.
4. For a service provided by a practitioner, if the General Manager is of the opinion, after consulting with a practitioner who is qualified to provide the same service, that all or part of the service was not therapeutically necessary.
5. For a service provided by a health facility, if the General Manager is of the opinion, after consulting with a physician or practitioner, that all or part of the service was not medically or therapeutically necessary.
6. If the General Manager is of the opinion that all or part of the service was not provided in accordance with accepted professional standards and practice.
7. In such other circumstances as may be prescribed.

Same

(3) The General Manager may refuse to pay for a service provided by a physician if the General Manager is of the opinion that the physician is not an eligible physician.

Same

(4) The General Manager shall refuse to pay for an insured service if the account for the service is not prepared in the required form, does not meet the prescribed requirements or is not submitted to him or her within the prescribed time. However, the General Manager may pay for the service if there are extenuating circumstances.

Reimbursement

(5) The General Manager may require a physician, practitioner or health facility to reimburse the Plan for an amount paid for a service if, after the payment is made, the General Manager is of the opinion that a circumstance described in subsection (2) exists.

Exception, physician

(6) Despite subsection (5), the General Manager shall not require a physician to reim-

un praticien ou un établissement de santé ou réduire le montant du paiement dans les circonstances suivantes :

1. Si le directeur général est d'avis que la totalité ou une partie du service assuré n'a de fait pas été fournie.
2. Si le directeur général est d'avis que la nature du service est faussement représentée, que ce soit délibérément ou par inadvertance.
3. Dans le cas d'un service fourni par un médecin, si le directeur général est d'avis, après avoir consulté un médecin, que la totalité ou une partie du service n'était pas nécessaire du point de vue médical.
4. Dans le cas d'un service fourni par un praticien, si le directeur général est d'avis, après avoir consulté un praticien qui est qualifié pour fournir le même service, que la totalité ou une partie du service n'était pas nécessaire du point de vue thérapeutique.
5. Dans le cas d'un service fourni par un établissement de santé, si le directeur général est d'avis, après avoir consulté un médecin ou un praticien, que la totalité ou une partie du service n'était nécessaire ni du point de vue médical ni du point de vue thérapeutique.
6. Si le directeur général est d'avis que la totalité ou une partie du service n'a pas été fournie conformément aux normes et aux pratiques professionnelles reconnues.
7. Toutes autres circonstances prescrites.

(3) Le directeur général peut refuser de payer pour un service fourni par un médecin s'il est d'avis que le médecin n'est pas un médecin admissible.

Idem

(4) Le directeur général refuse de payer pour un service assuré si la note d'honoraires s'y rapportant n'est pas établie selon la formule exigée, ne répond pas aux exigences prescrites ou ne lui est pas soumise dans le délai prescrit. Toutefois, le directeur général peut payer pour le service en cas de circonstances atténuantes.

Idem

(5) Le directeur général peut exiger qu'un médecin, un praticien ou un établissement de santé rembourse au Régime un montant payé pour un service si, après que le paiement est effectué, il est d'avis que l'une des circonstances visées au paragraphe (2) existe.

Remboursement

(6) Malgré le paragraphe (5), le directeur général ne doit pas exiger qu'un médecin rem-

Exception : médecin

burse the Plan if the sole reason for requiring the reimbursement is that a circumstance described in paragraph 3 or 6 of subsection (2) exists.

Exception,
practitioner

(7) Despite subsection (5), the General Manager shall not require a practitioner to reimburse the Plan if the sole reason for requiring the reimbursement is that a circumstance described in paragraph 4 or 6 of subsection (2) exists.

Ineligible
physician

(8) The General Manager may require a physician to reimburse the Plan for an amount paid for a service if, after the payment is made, the General Manager is of the opinion that the physician is not an eligible physician.

Notice

(9) The General Manager shall notify the physician, practitioner or health facility of a decision to refuse to pay for a service, to pay a reduced amount or to require the reimbursement of the Plan.

Review by
committee,
physician

18.1 (1) A physician may request that a decision of the General Manager under subsection 18 (2) or (5) be reviewed,

- (a) by the Medical Eligibility Committee in the circumstances described in subsection 19 (1); or
- (b) by the Medical Review Committee in any other circumstance.

Same

(2) A physician may request that a review by the Medical Review Committee be performed by a single member of the Committee,

- (a) if the amount of money in dispute is less than such amount as may be prescribed; or
- (b) if the General Manager consents to a review by a single committee member.

Review by
committee,
practitioner

(3) A practitioner may request that a decision of the General Manager under subsection 18 (2) or (5) be reviewed by the applicable practitioner review committee.

Same

(4) The practitioner may request that the review be performed by a single member of the practitioner review committee,

- (a) if the amount of money in dispute is less than such amount as may be prescribed; or
- (b) if the General Manager consents to a review by a single committee member.

Time for
request

(5) A request for a review must be made within 60 days after the physician or practitioner receives notice of the decision of the General Manager and must be accompanied

bourse le Régime pour le seul motif que l'une des circonstances visées à la disposition 3 ou 6 du paragraphe (2) existe.

(7) Malgré le paragraphe (5), le directeur général ne doit pas exiger qu'un praticien rembourse le Régime pour le seul motif que l'une des circonstances visées à la disposition 4 ou 6 du paragraphe (2) existe.

Exception :
praticien

(8) Le directeur général peut exiger qu'un médecin rembourse au Régime un montant payé pour un service si, après que le paiement est effectué, il est d'avis que le médecin n'est pas un médecin admissible.

Médecin non
admissible

(9) Le directeur général avise le médecin, le praticien ou l'établissement de santé de sa décision de refuser de payer pour un service, de payer un montant réduit ou d'exiger que le Régime soit remboursé.

Avis

18.1 (1) Un médecin peut demander qu'une décision prise par le directeur général en vertu du paragraphe 18 (2) ou (5) soit révisée :

Révision par
un comité
demandée
par un
médecin

- a) par le comité d'admissibilité médicale, dans les circonstances visées au paragraphe 19 (1);
- b) par le comité d'étude de la médecine, dans toutes autres circonstances.

(2) Un médecin peut demander qu'une révision dont est chargé le comité d'étude de la médecine soit effectuée par un membre unique de ce comité si, selon le cas :

Idem

- a) le montant d'argent en litige est inférieur au montant prescrit;
- b) le directeur général consent à ce que la révision soit effectuée par un membre unique du comité.

(3) Un praticien peut demander qu'une décision prise par le directeur général en vertu du paragraphe 18 (2) ou (5) soit révisée par le comité d'étude des praticiens compétent.

Révision par
un comité
demandée
par un
praticien

(4) Le praticien peut demander que la révision soit effectuée par un membre unique du comité d'étude des praticiens si, selon le cas :

Idem

- a) le montant d'argent en litige est inférieur au montant prescrit;
- b) le directeur général consent à ce que la révision soit effectuée par un membre unique du comité.

(5) La demande de révision doit être présentée dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du directeur général par le médecin ou le praticien, et être

Délai de
présentation
de la
demande

by the prescribed application fee for the type of review requested.

accompagnée des droits de demande prescrits qui s'appliquent au type de révision demandée.

Expedited
review

(6) The following rules apply with respect to a review by a single committee member:

1. The review must begin promptly after the request is made and must be conducted expeditiously.
2. The committee member may make any decision that the applicable committee is authorized under subsection (10) to make. If the review results from a request made under clause (2) (a) or (4) (a), a direction may provide for payment or reimbursement of an amount greater than the amount described in those clauses.
3. In such circumstances as the committee member considers appropriate, he or she may recommend that the General Manager consider requesting a review under section 39.1 and may give the General Manager such information as the committee member considers appropriate.
4. Following the review, the committee member shall promptly advise the physician or practitioner of the decision under paragraph 2. The committee member is not required to give written reasons for his or her decision.

Same, recon-
sideration

(7) A person aggrieved by a decision of the single committee member may request the Medical Review Committee or the applicable practitioner review committee, as the case may be, to reconsider the matter.

Same

(8) A request for reconsideration must be made within 15 days after the physician or practitioner receives notice of the decision of the single committee member, and must be accompanied by the prescribed application fee.

Procedural
directions

(9) During a review or reconsideration, the applicable committee or a single committee member, as the case may be, may require the physician or practitioner to take such steps by such time as the committee or member may determine.

Direction by
committee

(10) Following the review or following its reconsideration of a review by a single committee member, the Medical Review Committee or the practitioner review committee may,

- (a) confirm the decision of the General Manager;

(6) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'une révision effectuée par un membre unique du comité :

Révision
accélérée

1. La révision doit commencer promptement après que la demande est présentée et être menée le plus rapidement possible.
2. Le membre du comité peut prendre toute décision que le comité concerné est autorisé à prendre en vertu du paragraphe (10). Si la révision fait suite à une demande présentée en vertu de l'alinéa (2) a) ou (4) a), un ordre peut prévoir le paiement ou le remboursement d'un montant supérieur au montant visé à ces alinéas.
3. Dans les circonstances qu'il estime appropriées, le membre du comité peut recommander que le directeur général étudie la possibilité de demander un examen en vertu de l'article 39.1 et peut donner au directeur général les renseignements qu'il estime appropriés.
4. À la suite de la révision, le membre du comité avise promptement le médecin ou le praticien de la décision qu'il a prise en vertu de la disposition 2. Le membre du comité n'est pas tenu de motiver sa décision par écrit.

(7) La personne lésée par la décision d'un membre unique du comité peut demander au comité d'étude de la médecine ou au comité d'étude des praticiens compétent, selon le cas, de réexaminer la question.

Idem :
réexamen

(8) Une demande de réexamen doit être présentée dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du membre unique du comité par le médecin ou le praticien, et être accompagnée des droits de demande prescrits.

Idem

(9) Au cours d'une révision ou d'un réexamen, le comité concerné ou le membre unique du comité, selon le cas, peut exiger du médecin ou du praticien qu'il prenne dans le délai que fixe le comité ou le membre les mesures que l'un ou l'autre décide.

Ordres
relatifs à la
procédure

(10) À la suite de la révision ou de son réexamen d'une révision effectuée par un membre unique d'un comité, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut, selon le cas :

Ordre du
comité

- a) confirmer la décision du directeur général;

- (b) direct the General Manager to make a payment in accordance with the submitted account;
- (c) direct the General Manager to pay a reduced amount; or
- (d) require the physician or practitioner to reimburse the Plan in the amount fixed by the applicable committee.

Recommen-
dation of
further
review

(11) Following the review or following its reconsideration of a review by a single committee member, the Medical Review Committee or the practitioner review committee may recommend in such circumstances as it considers appropriate that the General Manager consider requesting a review under section 39.1 and may give the General Manager such information as it considers appropriate. ▲

Notice

(12) The applicable committee shall serve the persons affected by a direction given under subsection (10) with a notice stating that the physician or practitioner may appeal it to the Appeal Board.

Reasons for
direction

(13) Upon request, the applicable committee shall give the persons affected by its direction written reasons for it.

Interest

(14) If, as a result of a direction, an amount is payable by or to a physician or practitioner, interest is also payable on the amount. Interest is calculated in the prescribed manner and is payable from the date determined in the prescribed manner.

Additional
payment

(15) The physician or practitioner shall pay an additional amount for the cost of the review and for the cost of any reconsideration of a review,

- (a) if a decision of the General Manager refusing to pay an account for services provided by the physician or practitioner is confirmed;
- (b) if, as a result of a direction, the physician or practitioner is required to reimburse the Plan; or
- (c) if the General Manager is required to pay him or her less than the amount of the account submitted for the insured services.

Same

(16) The additional amount under subsection (15) shall be determined in the prescribed manner. ▲

Refund of
fee

(17) The General Manager shall refund any portion of the application fee paid by the physician or practitioner that remains after the additional amount, if any, under subsection (15) is paid.

- b) ordonner au directeur général de faire un paiement conformément à la note d'honoraires soumise;
- c) ordonner au directeur général de payer un montant réduit;
- d) exiger du médecin ou du praticien qu'il rembourse au Régime le montant fixé par le comité concerné.

(11) À la suite de la révision ou de son réexamen d'une révision effectuée par un membre unique d'un comité, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut recommander dans les circonstances qu'il estime appropriées que le directeur général étudie la possibilité de demander un examen en vertu de l'article 39.1 et peut donner au directeur général les renseignements qu'il estime appropriés. ▲

(12) Le comité concerné signifie aux personnes touchées par un ordre donné en vertu du paragraphe (10) un avis indiquant que le médecin ou le praticien peut interjeter appel de l'ordre devant la Commission d'appel.

(13) Sur demande, le comité concerné remet, par écrit, aux personnes touchées par l'ordre qu'il a donné, l'exposé des motifs à l'appui de celui-ci.

(14) Si, par suite d'un ordre, un montant est payable ou exigible par un médecin ou un praticien, des intérêts sont également payables ou exigibles sur le montant. Les intérêts sont calculés de la manière prescrite et courent à partir de la date fixée de la manière prescrite.

(15) Le médecin ou le praticien paie un montant additionnel pour couvrir le coût de la révision et de tout réexamen d'une révision si, selon le cas :

- a) la décision du directeur général de refuser de payer une note d'honoraires à l'égard de services fournis par le médecin ou le praticien est confirmée;
- b) par suite d'un ordre, le médecin ou le praticien est tenu de rembourser le Régime;
- c) le directeur général est tenu de lui payer un montant inférieur au montant de la note d'honoraires soumise à l'égard de services assurés.

(16) Le montant additionnel visé au paragraphe (15) est établi de la manière prescrite. ▲

(17) Le directeur général rembourse toute partie des droits de demande payés par le médecin ou le praticien qui reste après que le montant additionnel, le cas échéant, visé au paragraphe (15) est payé.

Recommen-
dation d'une
nouvelle
révision

Avis

Motifs

Intérêts

Paiement
additionnel

Idem

Rembourse-
ment des
droits

Publication
of details

(18) The General Manager may make public the following information relating to the matter under review:

1. The name and specialty, if any, of the physician or practitioner.
2. The municipality or geographic area in which the physician or practitioner practised his or her profession when the services giving rise to the decision of the applicable committee were provided.
3. The municipality or geographic area in which the physician or practitioner practises his or her profession when the information is made public.
4. A description of the situation under review. The description must not identify, or enable a person to identify, a patient.
5. The amount, if any, that the physician or practitioner is required to pay to the Plan.
6. Such other information as may be prescribed.

No appeal

(19) The decision of the General Manager to make information public under subsection (18) is final and shall not be appealed to the Appeal Board or the Divisional Court.

Restriction

(20) The General Manager shall not make the information public until any appeal of a related direction given under subsection (10) is finally determined.

Same

(21) The General Manager shall not make the information public if the matter is reviewed by a single committee member and no reconsideration of the review is requested under subsection (7).

Repayment,
unnecessary
services

18.2 (1) This section applies if a physician requests another physician or a practitioner or health facility to provide a service that is not medically necessary, and the service is provided as a result of the request.

Direction to
repay

(2) If directed to do so by the Medical Review Committee, the physician shall reimburse the Plan,

- (a) in the amount paid by the Plan to the physician or practitioner for the service;
- (b) in the amount paid by the Plan to the health facility, if the health facility submitted an account to the General Manager for the service;

Publication
des détails

(18) Le directeur général peut rendre publics les renseignements suivants concernant la question qui a fait l'objet de la révision :

1. Le nom et la spécialité, le cas échéant, du médecin ou du praticien.
2. La municipalité ou la région dans laquelle le médecin ou le praticien exerçait sa profession lorsque les services visés par la décision du comité concerné ont été fournis.
3. La municipalité ou la région dans laquelle le médecin ou le praticien exerce sa profession lorsque les renseignements sont rendus publics.
4. La description de la situation visée par la révision. Cette description ne doit pas nommer un patient ni permettre à quiconque de ce faire.
5. Le montant, le cas échéant, que le médecin ou le praticien est tenu de rembourser au Régime.
6. Les autres renseignements prescrits.

Absence
d'appel

(19) La décision du directeur général de rendre publics des renseignements en vertu du paragraphe (18) est définitive et ne doit pas faire l'objet d'un appel devant la Commission d'appel ou la Cour divisionnaire.

Limite

(20) Le directeur général ne doit pas rendre les renseignements publics tant qu'il n'a pas été statué de façon définitive sur tout appel d'un ordre connexe donné en vertu du paragraphe (10).

Idem

(21) Le directeur général ne doit pas rendre les renseignements publics si la question est révisée par un membre unique d'un comité et qu'aucun réexamen de la révision n'est demandé en vertu du paragraphe (7).

Rembourse-
ment :
services non
nécessaires

18.2 (1) Le présent article s'applique si un médecin demande à un autre médecin, à un praticien ou à un établissement de santé de fournir un service qui n'est pas nécessaire du point de vue médical et que le service est fourni par suite de la demande.

Ordre de
rembourser

(2) Si le comité d'étude de la médecine le lui ordonne, le médecin rembourse au Régime, selon le cas :

- a) le montant que le Régime a payé au médecin ou au praticien à l'égard du service;
- b) le montant que le Régime a payé à l'établissement de santé, si celui-ci a soumis une note d'honoraires au directeur général à l'égard du service;

	<p>(c) in the amount of the facility fee paid to the health facility under the <i>Independent Health Facilities Act</i>; or</p> <p>(d) in the case of a health facility other than one referred to in clause (b) or (c), in the amount otherwise payable by the Plan to a health facility that submits accounts to the General Manager for such services.</p>	<p>c) le montant des frais d'établissement qui ont été versés à l'établissement de santé aux termes de la <i>Loi sur les établissements de santé autonomes</i>;</p> <p>d) dans le cas d'un établissement de santé autre que celui visé à l'alinéa b) ou c), le montant autrement payable par le Régime à un établissement de santé qui soumet des notes d'honoraires au directeur général à l'égard de tels services.</p>
Same	(3) Subsections 18.1 (14), (15) and (18) to (20) apply following a direction.	(3) Les paragraphes 18.1 (14), (15) et (18) à (20) s'appliquent à la suite d'un ordre. Idem
Notice	(4) The Committee shall serve the physician with a notice stating that he or she may appeal the direction to the Appeal Board.	(4) Le comité signifie au médecin un avis indiquant qu'il peut interjeter appel de l'ordre devant la Commission d'appel. Avis
Reasons for direction	(5) Upon request, the Committee shall give the physician written reasons for the direction.	(5) Sur demande, le comité remet, par écrit, au médecin l'exposé des motifs à l'appui de l'ordre qu'il a donné. Motifs
Appeal	<p>(6) Section 20 applies, with necessary modifications, with respect to an appeal to the Appeal Board.</p> <p>14. Clause 19.1 (1) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is repealed and the following substituted:</p> <p>(a) the physician is not an eligible physician for the purposes of this section; and</p> <p>15. Section 20 of the Act is repealed and the following substituted:</p> <p>20. (1) The following persons may appeal the following matters to the Appeal Board:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. A person who has applied to become or continue to be an insured person may appeal a decision of the General Manager refusing the application. 2. An insured person who has made a claim for payment for insured services may appeal a decision of the General Manager refusing the claim or reducing the amount so claimed to an amount less than the amount payable by the Plan. <p>↓</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. The affected physician may appeal a direction of the Medical Review Committee under subsection 18.1 (10) but not a decision of a single committee member under paragraph 2 of subsection 18.1 (6). 4. The affected practitioner may appeal a direction of a practitioner review committee under subsection 18.1 (10) but 	<p>(6) L'article 20 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un appel interjeté devant la Commission d'appel. Appel</p> <p>14. L'alinéa 19.1 (1) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>a) d'une part, le médecin n'est pas un médecin admissible pour l'application du présent article;</p> <p>15. L'article 20 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>20. (1) Les personnes suivantes peuvent interjeter appel des questions suivantes devant la Commission d'appel :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quiconque a demandé à devenir ou à rester un assuré peut interjeter appel de la décision du directeur général de rejeter la demande. 2. L'assuré qui a présenté une demande de paiement pour des services assurés peut interjeter appel de la décision du directeur général de rejeter la demande ou de réduire le montant ainsi demandé à un montant inférieur à celui payable par le Régime. <p>↓</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Le médecin touché peut interjeter appel d'un ordre donné par le comité d'étude de la médecine en vertu du paragraphe 18.1 (10), mais non d'une décision prise par un membre unique d'un comité en vertu de la disposition 2 du paragraphe 18.1 (6). 4. Le praticien touché peut interjeter appel d'un ordre donné par le comité d'étude des praticiens en vertu du paragraphe
Appeal to Appeal Board		Appeal devant la Commission d'appel

not a decision of a single committee member under paragraph 2 of subsection 18.1 (6). ▲

18.1 (10), mais non d'une décision prise par un membre unique d'un comité en vertu de la disposition 2 du paragraphe 18.1 (6). ▲

Notice of appeal

(2) The appellant shall file a notice of appeal within 15 days after receiving notice of the decision of the General Manager or the direction of the applicable committee.

(2) L'appelant dépose un avis d'appel dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du directeur général ou de l'ordre du comité concerné.

Avis d'appel

16. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsections:

16. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Security for payment

(1.1) The Appeal Board may make an order at any time directing a physician or practitioner to provide security for payment of all or part of an amount determined by the General Manager, the Medical Review Committee or a practitioner review committee to be owing to the Plan and may impose such conditions as the Appeal Board considers appropriate.

(1.1) La Commission d'appel peut en tout temps rendre une ordonnance enjoignant à un médecin ou à un praticien de fournir une garantie pour le paiement de la totalité ou d'une partie du montant qui, selon ce qu'a établi le directeur général, le comité d'étude de la médecine ou un comité d'étude des praticiens, est dû au Régime, et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

Garantie de paiement

Same

(1.2) The Appeal Board shall make an order for security for payment in such circumstances as may be prescribed. The security must meet such requirements as may be prescribed.

(1.2) La Commission d'appel rend une ordonnance imposant une garantie de paiement dans les circonstances prescrites. La garantie doit répondre aux exigences prescrites.

Idem

17. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

17. L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Parties

22. (1) The General Manager is a party to all proceedings before the Appeal Board.

22. (1) Le directeur général est partie à toute instance introduite devant la Commission d'appel.

Parties

Same

(2) The Medical Review Committee and the physician are parties to an appeal from a direction of the Committee.

(2) Le comité d'étude de la médecine et le médecin sont parties à un appel interjeté d'un ordre du comité.

Idem

Same

(3) The practitioner review committee and the practitioner are parties to an appeal from a direction of the committee.

(3) Le comité d'étude des praticiens et le praticien sont parties à un appel interjeté d'un ordre du comité.

Idem

Same

(4) The Appeal Board may add such other parties to a proceeding as it considers appropriate.

(4) La Commission d'appel peut ajouter à l'instance toute autre partie qu'elle estime appropriée.

Idem

18. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

18. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Security for payment

(5) Subsections 21 (1.1) and (1.2) apply, with necessary modifications, with respect to the court.

(5) Les paragraphes 21 (1.1) et (1.2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du tribunal.

Garantie de paiement

19. Section 26.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is repealed.

19. L'article 26.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé.

20. The Act is amended by adding the following section:

20. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Contributions to the Plan

27.1 (1) Every physician, practitioner and health facility who provides insured services shall make such contribution to the Plan as may be prescribed relating to the amount of fees payable to him, her or it under the Plan during such prior period as may be prescribed.

27.1 (1) Le médecin, le praticien et l'établissement de santé qui fournissent des services assurés versent au Régime les cotisations prescrites relativement au montant des honoraires qui leur sont payables aux termes du Régime pendant la période antérieure prescrite.

Cotisations au Régime

Amount	(2) The amount of the basic contribution from each physician, practitioner or health facility shall be determined in accordance with the regulations.	(2) Le montant de la cotisation de base versée par chaque médecin, praticien ou établissement de santé est établi conformément aux règlements.	Cotisation de base
Adjustment	(3) The basic contribution from a physician, practitioner or health facility may be increased or decreased as provided in the regulations based upon such factors as may be prescribed.	(3) La cotisation de base versée par un médecin, un praticien ou un établissement de santé peut être augmentée ou diminuée selon ce que prévoient les règlements, en fonction des facteurs prescrits.	Rajustement
Exemption	(4) Such classes of physicians, practitioners or health facilities as may be prescribed are exempt from making a contribution to the Plan.	(4) Sont exemptées de l'obligation de cotiser au Régime les catégories de médecins, de praticiens ou d'établissements de santé prescrites.	Exemption
	21. The Act is amended by adding the following section:	21. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Payments, etc., to the Plan	27.2 (1) The General Manager may obtain or recover money that a physician, practitioner or health facility owes to the Plan by set off against any money payable to him, her or it under the Plan.	27.2 (1) Le directeur général peut obtenir ou recouvrer la somme qu'un médecin, un praticien ou un établissement de santé doit au Régime par déduction du montant en question de toute somme que le Régime doit au médecin, au praticien ou à l'établissement de santé aux termes du Régime.	Paiements au Régime
Same	(2) The General Manager may obtain or recover money by set off despite a review by the Medical Eligibility Committee, the Medical Review Committee or a practitioner review committee or an appeal to the Appeal Board or Divisional Court concerning whether the money is owed to the Plan.	(2) Le directeur général peut obtenir ou recouvrer une somme par voie de compensation malgré une révision du comité d'admissibilité médicale, du comité d'étude de la médecine ou d'un comité d'étude des praticiens ou un appel interjeté devant la Commission d'appel ou la Cour divisionnaire concernant la question de savoir si la somme est due au Régime.	Idem
Same	(3) If a physician or practitioner who does not submit his or her accounts directly to the Plan owes money to the Plan, the General Manager may require him or her to temporarily submit accounts directly to the Plan in such circumstances as may be prescribed.	(3) Si un médecin ou un praticien qui ne soumet pas ses notes d'honoraires directement au Régime doit une somme à celui-ci, le directeur général peut exiger qu'il soumette temporairement ses notes d'honoraires directement au Régime dans les circonstances prescrites.	Idem
Same	(4) When the General Manager determines that the prescribed circumstances referred to in subsection (3) no longer exist, the General Manager shall notify the physician or practitioner that he or she is no longer required to submit accounts directly to the Plan.	(4) Lorsqu'il établit que les circonstances prescrites visées au paragraphe (3) n'existent plus, le directeur général avise le médecin ou le praticien qu'il n'est plus tenu de soumettre ses notes d'honoraires directement au Régime.	Idem
	22. Section 29 of the Act is repealed and the following substituted:	22. L'article 29 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Disclosure authorized	(1) Every insured person shall be deemed to have authorized his or her physician or practitioner, a hospital or health facility which provided a service to the insured person and any other prescribed person or organization to give the General Manager particulars of services provided to the insured person,	(1) L'assuré est réputé avoir autorisé son médecin ou praticien, un hôpital ou un établissement de santé qui lui a fourni un service et toute autre personne ou tout autre organisme prescrits à donner au directeur général les détails concernant les services qui lui ont été fournis :	Divulgence autorisée
	(a) for the purpose of obtaining payment under the Plan for the services;	a) afin d'obtenir un paiement aux termes du Régime à l'égard des services;	
	(b) for the purpose of enabling the General Manager to monitor and control the delivery of insured services;	b) afin de permettre au directeur général de surveiller et de contrôler la prestation des services assurés;	

(c) for the purpose of enabling the General Manager to monitor and control payments made under the Plan or otherwise for insured services; and

(d) for such other purposes as may be prescribed.

c) afin de permettre au directeur général de surveiller et de contrôler les paiements effectués aux termes du Régime ou autrement à l'égard des services assurés;

d) aux autres fins prescrites.

Immunity

(2) No action lies against a person or organization for giving information to the General Manager under the Act.

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions intentées contre une personne ou un organisme pour avoir fourni des renseignements au directeur général aux termes de la Loi.

23. The Act is amended by adding the following section:

ELIGIBLE PHYSICIANS

Definitions

29.1 (1) In sections 29.2 to 29.6,

“affiliated”, in respect of a physician and a facility, means associated in a prescribed relationship; (“affilié”)

“facility” means a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*, an independent health facility within the meaning of the *Independent Health Facilities Act* or any other prescribed facility or agency; (“établissement”)

“family practitioner” means a physician who holds a certificate of registration with the College of Physicians and Surgeons of Ontario authorizing the independent practice of medicine and who is not a specialist; (“médecin de famille”)

“oversupplied area” means an area that is determined under subsection 29.4 (2) to be oversupplied with physicians; (“région sursaturée”)

“specialist” means a physician who holds,

(a) a certificate of registration with the College of Physicians and Surgeons of Ontario authorizing the independent practice of medicine, and

(b) certification in a specialty by the Royal College of Physicians and Surgeons of Canada. (“spécialiste”)

Location of practice

(2) For the purposes of sections 29.2 to 29.6, a physician is presumed to be rendering insured services in each area for which the records of the College of Physicians and Surgeons of Ontario show on such date as may be prescribed an address that is his or her practice address.

MÉDECINS ADMISSIBLES

29.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 29.2 à 29.6.

Définitions

«affilié» En ce qui concerne un médecin et un établissement, s'entend d'un médecin ou d'un établissement qui est associé dans le cadre d'une relation prescrite. («affiliated»)

«établissement» Hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*, établissement de santé autonome au sens de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou tout autre établissement ou organisme prescrit. («facility»)

«médecin de famille» Médecin qui est titulaire d'un certificat d'inscription auprès de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario l'autorisant à exercer la médecine de façon indépendante et qui n'est pas un spécialiste. («family practitioner»)

«région sursaturée» Région qui est considérée aux termes du paragraphe 29.4 (2) comme ayant un trop-plein de médecins. («oversupplied area»)

«spécialiste» Médecin qui est titulaire des certificats suivants :

a) un certificat d'inscription auprès de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario l'autorisant à exercer la médecine de façon indépendante;

b) un certificat dans une spécialité, décerné par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. («specialist»)

(2) Pour l'application des articles 29.2 à 29.6, un médecin est présumé fournir des services assurés dans chaque région pour laquelle les dossiers de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario indiquent, à la date pres-

Emplacement du cabinet

Same



(3) Despite subsection (2), the General Manager may determine that a practice address of a physician is different from the address determined under subsection (2). The decision of the General Manager is final. ▲

Same,
correction

(4) If the physician's practice address as shown in the records of the College is incorrect or if the physician also practices at other addresses or practices in such circumstances as may be prescribed, the physician may provide the General Manager with such evidence as the General Manager may require before such date as may be prescribed to establish the physician's practice address or addresses.

24. The Act is amended by adding the following sections:

Eligible
physicians

29.2 (1) Subject to section 29.4, a physician is an eligible physician if he or she meets the requirements set out in this section.

Same

(2) Subject to subsection (4), the following persons are eligible physicians:

1. A physician who is an eligible physician for the purposes of section 19.1 immediately before this section comes into force.
2. A physician who is granted an appointment that takes effect before the prescribed date to the medical staff of a hospital in Ontario. The appointment must be granted before such date as may be prescribed.
3. A physician who is granted an appointment that takes effect before the prescribed date to the teaching staff of a faculty of medicine in Ontario. The appointment must be granted before such date as may be prescribed. ▲
4. A physician other than one described in paragraph 1 who, on and after the prescribed date, is a family practitioner who does not render insured services in an oversupplied area.
5. A physician other than one described in paragraph 1 who, on and after the prescribed date, is a specialist who is affiliated with a facility.
6. A physician other than one described in paragraphs 1 to 5 who incurs significant financial obligations in connection with the commencement of the practice of medicine in Ontario before the date on which this section comes into force.



crite, une adresse qui est l'adresse de son cabinet.



(3) Malgré le paragraphe (2), le directeur général peut établir que l'adresse d'un cabinet d'un médecin est différente de l'adresse établie aux termes de ce paragraphe. La décision du directeur général est définitive. ▲

Idem

(4) Si l'adresse du cabinet du médecin qui figure dans les dossiers de l'Ordre est inexacte ou que le médecin exerce également ailleurs ou dans les circonstances prescrites, ce dernier peut fournir au directeur général les preuves que celui-ci peut exiger, avant la date prescrite, pour établir l'adresse ou les adresses de son cabinet.

Idem,
correction

24. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

29.2 (1) Sous réserve de l'article 29.4, un médecin est un médecin admissible s'il satisfait aux exigences énoncées au présent article.

Médecins
admissibles

(2) Sous réserve du paragraphe (4), les personnes suivantes sont des médecins admissibles :

Idem

1. Un médecin qui est un médecin admissible pour l'application de l'article 19.1 immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article.
2. Un médecin dont la nomination au sein du personnel médical d'un hôpital de l'Ontario prend effet avant la date prescrite. Cette nomination doit précéder la date prescrite.
3. Un médecin dont la nomination au sein du personnel enseignant d'une faculté de médecine de l'Ontario prend effet avant la date prescrite. Cette nomination doit précéder la date prescrite. ▲
4. Un médecin autre que celui visé à la disposition 1 qui, à la date prescrite et par la suite, est un médecin de famille qui ne fournit pas de services assurés dans une région sursaturée.
5. Un médecin autre que celui visé à la disposition 1 qui, à la date prescrite et par la suite, est un spécialiste affilié à un établissement.
6. Un médecin autre que celui visé aux dispositions 1 à 5 qui contracte des dettes importantes en vue de commencer à exercer la médecine en Ontario avant la date d'entrée en vigueur du présent article.



7. A physician who is a member of a class of physicians that is prescribed as being eligible physicians.

Exception

(3) A physician is not an eligible physician if he or she is a member of a class of physicians that is prescribed as not being eligible.

Same conditions

(4) A physician is not an eligible physician unless he or she complies with such additional conditions for becoming an eligible physician as may be prescribed.



Designated eligible physicians

29.3 (1) The Minister may designate as an eligible physician a physician who does not meet the requirements set out in section 29.2 if the Minister considers that,

- (a) the services of the physician are required to meet a need in an academic area, a domain of medical practice or a geographic area;
- (b) the services of the physician are required to fulfil a prescribed purpose; or
- (c) exceptional circumstances exist in respect of the physician.

Conditions

(2) A designation may be made subject to such conditions as are specified.

Delegation

(3) The Minister may delegate his or her authority under this section. 

25. The Act is amended by adding the following section:

Number of eligible physicians

29.4 (1) The Minister may, by regulation, fix or vary the number of physicians, or the number of physicians in a class of physicians, who may become eligible physicians in an area after the date on which this section comes into force. The Minister may do so without prior notice.

Oversupplied area

(2) The Minister may, by regulation, determine from time to time the areas of Ontario that are oversupplied with physicians.

Same

(3) A determination under subsection (2) may be made by class of physician.

Moratorium

(4) In any of the following circumstances, the Minister may, by regulation, impose a moratorium during which no physician is entitled to become an eligible physician in an area to which the moratorium applies:

1. If the Minister considers that the number of physicians who meet the criteria under section 29.2 and who wish to become eligible physicians under the Act is causing or is likely to cause in-

7. Un médecin qui fait partie d'une catégorie de médecins prescrite comme étant une catégorie de médecins admissibles.

Exception

(3) Un médecin n'est pas un médecin admissible s'il fait partie d'une catégorie de médecins prescrite comme n'étant pas admissible.

Idem conditions

(4) Un médecin n'est pas un médecin admissible tant qu'il ne se conforme pas aux conditions supplémentaires prescrites pour devenir un médecin admissible.



29.3 (1) Le ministre peut désigner comme médecin admissible un médecin qui ne satisfait pas aux exigences énoncées à l'article 29.2 s'il estime, selon le cas :


Médecins admissibles désignés

- a) que les services du médecin sont nécessaires pour répondre à un besoin dans une matière d'enseignement, un domaine de l'exercice de la médecine ou une région;
- b) que les services du médecin sont nécessaires pour atteindre une fin prescrite;
- c) que le médecin se trouve dans des circonstances exceptionnelles.

Conditions

(2) La désignation peut être assujettie aux conditions précisées.

Délégation

(3) Le ministre peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article. 

25. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Nombre de médecins admissibles

29.4 (1) Le ministre peut, par règlement et sans préavis, fixer ou modifier le nombre de médecins, ou le nombre de médecins dans une catégorie de médecins, qui peuvent acquérir le statut de médecin admissible dans une région après la date d'entrée en vigueur du présent article.

Région sursaturée

(2) Le ministre peut, par règlement, déterminer à l'occasion les régions de l'Ontario où il y a un trop-plein de médecins.

Idem

(3) La détermination prévue au paragraphe (2) peut être faite par catégorie de médecins.

Moratoire

(4) Le ministre peut, par règlement et dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes, imposer un moratoire au cours duquel aucun médecin n'a le droit de devenir un médecin admissible dans une région visée par le moratoire :

1. Si le ministre estime que le nombre de médecins qui satisfont aux critères visés à l'article 29.2 et qui désirent devenir des médecins admissibles en vertu de la Loi cause ou causera vraisemblable-

	equities in the administration of the Act.	ment des iniquités dans l'application de la Loi.	
	2. If the Minister considers that the number of physicians described in paragraph 1 exceeds or is likely to exceed the number of physicians permitted to become eligible physicians in a class or an area as a result of a decision of the Minister.	2. Si le ministre estime que le nombre de médecins visés à la disposition 1 dépasse ou dépassera vraisemblablement le nombre de médecins qui sont autorisés à devenir des médecins admissibles dans une catégorie ou dans une région par suite d'une décision du ministre.	
Time	(5) A moratorium is effective for the period of time declared by the Minister. The Minister may end or extend a moratorium as the Minister in his or her sole discretion considers necessary or advisable in the circumstances.	(5) Le ministre fixe la durée de validité du moratoire. Il peut, à sa discrétion, mettre fin au moratoire ou le proroger, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable dans les circonstances.	Durée de validité
Notice	(6) The Minister may impose, end or extend a moratorium without prior notice.	(6) Le ministre peut, sans préavis, imposer ou proroger un moratoire ou y mettre fin.	Absence de préavis
Determination of eligibility	(7) If the number of physicians who meet requirements under section 29.2 for an eligible physician and who wish to become eligible physicians under the Act is greater than the number that are permitted to become eligible physicians in a class or an area as a result of a decision of the Minister, the determination of which physicians will become eligible physicians shall be made in accordance with such method and criteria as may be prescribed.	(7) Si le nombre de médecins qui satisfont aux exigences prévues à l'article 29.2 pour un médecin admissible et qui désirent devenir des médecins admissibles en vertu de la Loi est supérieur au nombre de médecins qui sont autorisés à devenir des médecins admissibles dans une catégorie ou dans une région par suite d'une décision du ministre, la détermination des médecins qui deviendront des médecins admissibles est faite de la façon et selon les critères prescrits.	Détermination de l'admissibilité
	26. The Act is amended by adding the following section:	26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Loss of eligible status	29.5 (1) An eligible physician who fails to comply with such requirements or conditions as may be prescribed for eligible physicians ceases to be an eligible physician.	29.5 (1) Le médecin admissible qui ne se conforme pas aux exigences ou conditions prescrites pour les médecins admissibles perd son statut de médecin admissible.	Perte du statut de médecin admissible
Specialist	(2) A specialist who becomes an eligible physician after the date this section comes into force and who ceases to be affiliated with a facility ceases to be an eligible physician.	(2) Le spécialiste qui devient un médecin admissible après la date d'entrée en vigueur du présent article et qui cesse d'être affilié à un établissement perd son statut de médecin admissible.	Spécialiste
Same	(3) A specialist described in subsection (2) becomes an eligible physician again on the date on which he or she becomes affiliated with a facility.	(3) Le spécialiste visé au paragraphe (2) redevient un médecin admissible à la date où il devient affilié à un établissement.	Idem
Change of kind of practice	(4) An eligible physician ceases to be an eligible physician if he or she changes the nature of his or her practice from that of a family practitioner to that of a specialist. This does not apply if the physician is affiliated with a facility as a specialist.	(4) Le médecin admissible perd son statut de médecin admissible s'il cesse d'exercer la profession de médecin de famille et entreprend d'exercer celle de spécialiste, sauf si le médecin est affilié à un établissement en tant que spécialiste.	Modification quant à l'exercice de la profession
Exemption, ineligible physicians	(5) The Minister may exempt a physician or a class of physicians from subsection (1), (2) or (4) in the following circumstances:	(5) Le ministre peut exempter un médecin ou une catégorie de médecins de l'application du paragraphe (1), (2) ou (4) dans les circonstances suivantes :	Exemption : médecins non admissibles
	1. If the Minister considers that the services of the physician or class are required to meet a need in an academic area, a domain of medical practice or a geographic area.	1. S'il estime que les services du médecin ou de la catégorie de médecins sont nécessaires pour répondre à un besoin dans une matière d'enseignement, un	

2. If the Minister considers that the services of the physician or class are required to fulfil a prescribed purpose.

3. If the Minister considers that exceptional circumstances exist in respect of the physician or class.

Same (6) An exemption under paragraph 1 or 2 of subsection (5) may be made despite a moratorium under subsection 29.4 (4).

Same (7) An exemption may be made subject to such conditions as are specified.

Same (8) The Minister may designate a person to exercise his or her powers and duties under subsection (5).

27. The Act is amended by adding the following section:

Declaration of ineligibility **29.6** (1) Subject to subsections (2) to (5), the General Manager may declare that a physician is not an eligible physician in the following circumstances:

1. If the General Manager is of the opinion that the physician is not qualified under the Act to be an eligible physician.

2. If the General Manager is of the opinion that the physician is not an eligible physician, although the physician appears to have acted or to be acting as an eligible physician.

3. If the General Manager is of the opinion that the physician is not in compliance with a condition in respect of continuing to be an eligible physician.

Notice (2) If the General Manager proposes to make a declaration under subsection (1), he or she shall give notice of the proposal to the physician together with reasons for the proposal.

Written submission (3) The physician may give the General Manager a written submission about the proposal within 15 days after receiving the notice and the General Manager shall consider it.

Extension (4) The General Manager may accept a written submission after the time provided under subsection (3) if he or she considers that there are reasonable grounds for so doing.

No declaration (5) The General Manager may decline to make a declaration under subsection (1) if he or she is satisfied by the written submission that it is in the best interest of the proper management of the health care system or the

domaine de l'exercice de la médecine ou une région.

2. S'il estime que les services du médecin ou de la catégorie de médecins sont nécessaires pour atteindre une fin prescrite.

3. S'il estime qu'il existe des circonstances exceptionnelles à l'égard du médecin ou de la catégorie de médecins.

(6) L'exemption visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (5) peut être accordée malgré un moratoire imposé en vertu du paragraphe 29.4 (4). Idem

(7) L'exemption peut être accordée sous réserve des conditions précisées. Idem

(8) Le ministre peut désigner une personne pour exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribue le paragraphe (5). Idem

27. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.6 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), le directeur général peut déclarer qu'un médecin n'est pas un médecin admissible dans les circonstances suivantes : Déclaration de non-admissibilité

1. Si le directeur général est d'avis que le médecin ne possède pas les qualités requises aux termes de la Loi pour être un médecin admissible.

2. Si le directeur général est d'avis que le médecin n'est pas un médecin admissible, même s'il semble avoir agi ou agir comme un médecin admissible.

3. Si le directeur général est d'avis que le médecin ne respecte pas une condition applicable au maintien du statut de médecin admissible.

(2) Si le directeur général a l'intention de faire une déclaration en vertu du paragraphe (1), il donne un avis motivé de son intention au médecin. Avis

(3) Le médecin peut présenter au directeur général des observations écrites à l'égard de l'intention de faire une déclaration, dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis et le directeur général les prend en considération. Observations écrites

(4) Le directeur général peut accepter des observations écrites présentées après le délai prévu au paragraphe (3) s'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire. Prorogation

(5) Le directeur général peut refuser de faire une déclaration en vertu du paragraphe (1) si les observations écrites le convainquent qu'en agissant ainsi, il sert l'intérêt véritable d'une saine gestion du système de soins de Absence de déclaration

delivery of health care services in Ontario to do so.

Critera (6) The General Manager shall consider such criteria as may be prescribed before declining to make a declaration for the reasons described in subsection (5).

Notice of declaration (7) The General Manager shall notify the physician of his or her decision and, upon request, shall provide written reasons for it.

Decision final (8) A declaration by the General Manager under this section is final and binding.

28. The Act is amended by adding the following section:

Transition, proceedings **29.7** No proceeding shall be commenced in which compensation is sought for any loss relating to the coming into force of sections 29.1 to 29.6.


29. The Act is amended by adding the following section:

Ministerial review **29.8** On or before November 30, 1997, the Minister shall undertake a comprehensive review of the operation of sections 29.1 to 29.6. Following the review, the Minister may make recommendations about those sections to the Lieutenant Governor in Council.

30. Section 37 of the Act is repealed and the following substituted:




General information requirement **37.** (1) Every physician and practitioner shall give the General Manager such information, including personal information, as may be prescribed for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Same (2) Such persons or organizations as may be prescribed shall give the General Manager such information, including personal information, as may be prescribed and such information as he or she may require for the purpose of administering the Act. 

Time (3) The information shall be provided in such form and within such time as the General Manager may require.



Application (4) This section applies despite anything in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, an Act listed in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, the *Drugless Practitioners Act* or any regulations made under those Acts. 

santé ou de la prestation des services de santé en Ontario.

(6) Le directeur général tient compte des critères prescrits avant de refuser de faire une déclaration pour les motifs visés au paragraphe (5).

(7) Le directeur général avise le médecin de sa décision et, sur demande, en fournit les motifs par écrit.

(8) La déclaration que le directeur général fait en vertu du présent article est définitive et exécutoire.

28. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.7 Est irrecevable l'instance dans laquelle une indemnisation est demandée pour toute perte ayant trait à l'entrée en vigueur des articles 29.1 à 29.6.


29. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.8 Au plus tard le 30 novembre 1997, le ministre entreprend un examen global de l'effet des articles 29.1 à 29.6 et, au terme de cet examen, peut faire des recommandations au sujet de ces articles au lieutenant-gouverneur en conseil.

30. L'article 37 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :




37. (1) Chaque médecin et chaque praticien communique au directeur général les renseignements, y compris les renseignements personnels, qui sont prescrits aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

(2) Les personnes ou organismes prescrits communiquent au directeur général les renseignements, y compris les renseignements personnels, qui sont prescrits et ceux qu'il peut exiger pour l'application de la Loi. 

(3) Les renseignements sont communiqués selon la formule que peut exiger le directeur général et dans les délais qu'il peut impartir.



(4) Le présent article s'applique malgré toute disposition de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, d'une des lois énumérées à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*, ou des règlements pris en application de ces lois. 

Critères

Avis de déclaration

Décision définitive

Disposition transitoire : instances

Examen ministériel

Exigence générale touchant les renseignements

Idem

Délai

Application

31. The Act is amended by adding the following section:

Record-keeping

37.1 (1) For the purposes of this Act, every physician, practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether he, she or it has provided an insured service to a person.

Same

(2) For the purposes of this Act, every physician, practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to demonstrate that a service for which he, she or it prepares or submits an account is the service that he, she or it provided.

Same

(3) For the purposes of this Act, every physician and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether a service he, she or it has provided is medically necessary.

Same

(4) For the purposes of this Act, every practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether a service he, she or it has provided is therapeutically necessary.

Same

(5) The records described in subsections (1), (2), (3) and (4) must be prepared promptly when the service is provided.

Obligation

(6) If there is a question about whether an insured service was provided, the physician, practitioner or health facility shall provide the following persons with all relevant information within his, her or its control:

1. The General Manager.
2. An inspector who requests the information.
3. In the case of a physician or health facility, a member of the Medical Review Committee who requests the information.
4. In the case of a practitioner or health facility, a member of the applicable practitioner review committee who requests the information.

Presumption

(7) In the absence of a record described in subsection (1), (2), (3) or (4), it is presumed that an insured service was provided and that the basic fee payable is nil.

32. Subsection 38 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception for professional discipline

(4) The General Manager, the Medical Review Committee or a practitioner review committee shall give to the statutory body governing the profession of a physician or practitioner, as the case may be,

31. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Tenue de dossiers

37.1 (1) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir s'il a fourni un service assuré à une personne.

Idem

(2) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour prouver qu'un service à l'égard duquel il établit ou soumet une note d'honoraires est celui qu'il a fourni.

Idem

(3) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir que tout service qu'il a fourni était nécessaire du point de vue médical.

Idem

(4) Pour l'application de la présente loi, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir que tout service qu'il a fourni était nécessaire du point de vue thérapeutique.

Idem

(5) Les dossiers visés aux paragraphes (1), (2), (3) et (4) doivent être établis promptement après que le service est fourni.

Obligation

(6) Si la prestation d'un service assuré est mise en doute, le médecin, le praticien ou l'établissement de santé communique aux personnes suivantes tous les renseignements pertinents qu'il détient :

1. Le directeur général.
2. Tout inspecteur qui demande les renseignements.
3. Dans le cas d'un médecin ou d'un établissement de santé, tout membre du comité d'étude de la médecine qui demande les renseignements.
4. Dans le cas d'un praticien ou d'un établissement de santé, tout membre du comité d'étude des praticiens compétent qui demande les renseignements.

Présomption


(7) En l'absence d'un dossier visé au paragraphe (1), (2), (3) ou (4), il est présumé qu'un service assuré a été fourni et que les honoraires de base payables sont de zéro.

32. Le paragraphe 38 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception dans le cas d'un ordre professionnel

(4) À toute fin liée à des allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle d'un médecin ou d'un praticien, le directeur général, le comité d'étude de la médecine ou un comité d'étude des praticiens communique à l'ordre professionnel qui est créé en


- (a) information described in subsection (2);
- (b) information pertaining to the nature of the insured services provided by the physician or practitioner;
- (c) information concerning any diagnosis given by the physician or practitioner; and
- (d) such other personal information as may be prescribed,


for a purpose related to allegations of a physician's or practitioner's incapacity, incompetence or acts of professional misconduct. However, information shall not be given to the statutory body if, in the opinion of the General Manager, the Medical Review Committee or the practitioner review committee, as the case requires, it is not necessary for those purposes. 

33. The Act is amended by adding the following section:

39.1 (1) The General Manager may request the Medical Review Committee to review the provision of insured services by a physician. The request may specify the types of insured services to be reviewed and the period during which the services were provided.

(2) The General Manager may request a practitioner review committee to review the provision of insured services by a practitioner. The request may specify the types of insured services to be reviewed and the period during which the services were provided.

 **(3)** The General Manager may request that the review be performed by a single member of the applicable committee.


(4) Subsections 18.1 (6) to (9) apply with respect to a review by a single committee member. 

(5) Following a review or following a reconsideration of a review by a single committee member, the Medical Review Committee or practitioner review committee may direct the General Manager,

- (a) to increase the amount paid to the physician or practitioner for an insured service; or

vertu d'une loi et qui régit la profession d'un médecin ou d'un praticien, selon le cas, ce qui suit :


- a) les renseignements visés au paragraphe (2);
- b) des renseignements concernant la nature des services assurés fournis par le médecin ou le praticien;
- c) des renseignements concernant tout diagnostic posé par le médecin ou le praticien;
- d) tous autres renseignements personnels qui sont prescrits.


Toutefois, les renseignements ne doivent pas être communiqués à l'ordre professionnel si, de l'avis du directeur général, du comité d'étude de la médecine ou du comité d'étude des praticiens, selon le cas, cela n'est pas nécessaire à cette fin. 

33. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

39.1 (1) Le directeur général peut demander au comité d'étude de la médecine de procéder à un examen de la prestation des services assurés par un médecin. La demande peut préciser les types de services assurés devant faire l'objet de l'examen et la période de prestation des services visée par l'examen.

(2) Le directeur général peut demander à un comité d'étude des praticiens de procéder à un examen de la prestation des services assurés par un praticien. La demande peut préciser les types de services assurés devant faire l'objet de l'examen et la période de prestation des services visée par l'examen.

 **(3)** Le directeur général peut demander que l'examen soit effectué par un membre unique du comité concerné.

(4) Les paragraphes 18.1 (6) à (9) s'appliquent à l'égard de l'examen qu'effectue un membre unique d'un comité. 

(5) À la suite de l'examen ou du réexamen d'un examen effectué par un membre unique d'un comité, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut enjoindre, par voie de directive, au directeur général :

- a) soit d'augmenter le montant devant être payé au médecin ou au praticien à l'égard d'un service assuré;

General
review re
insured
services

Same

Expedited
review

Same

Directions

Examen
général
relatif aux
services
assurés

Idem

Examen
accéléré

Idem

Directives du
comité

(b) to require the physician or practitioner to repay all or part of any payment made under the Plan.

b) soit d'exiger que le médecin ou le praticien rembourse la totalité ou une partie d'un paiement effectué aux termes du Régime.

Same

(6) A direction under clause (5) (b) may be made only in the following circumstances:

(6) La directive visée à l'alinéa (5) b) ne peut être donnée que dans les circonstances suivantes :

Idem

1. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the insured services were not rendered.

1. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services assurés n'ont pas été fournis.



2. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the services,

2. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services n'étaient pas, selon le cas :

i. were not medically necessary, if they were provided by a physician, or


i. nécessaires du point de vue médical, s'ils ont été fournis par un médecin,


ii. were not therapeutically necessary, if they were provided by a practitioner.

ii. nécessaires du point de vue thérapeutique, s'ils ont été fournis par un praticien.

3. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that the nature of the services is misrepresented, whether deliberately or inadvertently.

3. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la nature des services est faussement représentée, que ce soit délibérément ou par inadvertance.

4. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the services were not provided in accordance with accepted professional standards and practice. 

4. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services n'ont pas été fournis conformément aux normes et aux pratiques professionnelles reconnues. 

5. In such other circumstances as may be prescribed.

5. Les autres circonstances prescrites.

Same

(7) Subsections 18.1 (14), (15) and (18) to (20) apply following a review.

(7) Les paragraphes 18.1 (14), (15) et (18) à (20) s'appliquent à la suite d'un examen. Idem

Notice

(8) The applicable committee shall serve the persons affected by a direction given under subsection (5) with a notice stating that the physician or practitioner may appeal it to the Appeal Board.

(8) Le comité concerné signifie aux personnes touchées par une directive donnée en vertu du paragraphe (5) un avis indiquant que le médecin ou le praticien peut interjeter appel de la directive devant la Commission d'appel. Avis

Reasons for decision

(9) Upon request, the applicable committee shall give the persons affected by its direction written reasons for it.

(9) Sur demande, le comité concerné remet, par écrit, aux personnes touchées par sa directive l'exposé des motifs de celle-ci. Motifs

Appeal

(10) Section 20 applies, with necessary modifications, with respect to an appeal to the Appeal Board.

(10) L'article 20 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'appel interjeté devant la Commission d'appel. Appel

34. Section 40 of the Act is repealed and the following substituted:

34. L'article 40 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :



Inspectors,
Medical
Review
Committee

40. (1) The Minister may appoint inspectors from among the persons nominated by the

40. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs parmi les personnes désignées par

Idem : comité d'étude de la médecine

College of Physicians and Surgeons of Ontario. These inspectors shall act only under the direction of the Medical Review Committee. ▲

Powers

(2) The powers and duties of inspectors appointed under subsection (1) relate only to the provision of insured services by physicians. ▼

Inspectors,
practitioner
review
committees

(3) The Minister may appoint inspectors from among the persons nominated by a body referred to in section 6 that nominates persons for appointment to a practitioner review committee. These inspectors shall act only under the direction of the applicable practitioner review committee. ▲

Powers

(4) The powers and duties of inspectors appointed under subsection (3) relate only to the provision of insured services by practitioners engaged in the practice of the applicable health discipline.

Powers of
inspectors

40.1 (1) An inspector has the following powers:

1. To interview a physician or practitioner and members of his or her staff on matters that relate to the provision of insured services.
2. To interview persons employed in a hospital, health facility or such other type of health care facility as may be prescribed in which insured services are provided, or the operator of one, on matters that relate to the provision of insured services. ▼
3. To question a person on matters that may be relevant to an inspection, review or reconsideration of a review, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the examination. ▲
4. To enter and inspect premises where insured services are provided and to inspect the operations carried out on the premises. ▼
5. To inspect and receive information from health records or from notes, charts and other material relating to patient care, regardless of the form or medium in which such records or material are kept, and to reproduce and retain copies of them.
6. To inspect, at any reasonable time, all books of account, documents, corre-

l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. Ces inspecteurs ne doivent agir que sur les ordres du comité d'étude de la médecine. ▲

(2) Les pouvoirs et fonctions des inspecteurs nommés en vertu du paragraphe (1) ne portent que sur la prestation des services assurés par les médecins. ▼

Pouvoirs

(3) Le ministre peut nommer des inspecteurs parmi les personnes désignées par un organe visé à l'article 6 qui désigne des personnes en vue de leur nomination à un comité d'étude des praticiens. Ces inspecteurs ne doivent agir que sur les ordres du comité d'étude des praticiens compétent. ▲

Inspecteurs :
comités
d'étude des
praticiens

(4) Les pouvoirs et fonctions des inspecteurs nommés en vertu du paragraphe (3) ne portent que sur la prestation des services assurés par les praticiens qui exercent la discipline des sciences de la santé applicable.

Pouvoirs

40.1 (1) Les inspecteurs possèdent les pouvoirs suivants :

Pouvoirs des
inspecteurs

1. S'entretenir avec un médecin ou un praticien et les membres de son personnel de questions portant sur la prestation des services assurés.
2. S'entretenir avec les employés d'un hôpital, d'un établissement de santé ou d'un autre type d'établissement de soins de santé prescrit où des services assurés sont fournis, ou avec l'exploitant de l'un d'eux, de questions portant sur la prestation des services assurés. ▼
3. Interroger une personne sur des questions qui peuvent se rapporter à une inspection, à une révision, à un examen ou au réexamen d'une révision ou d'un examen, sous réserve du droit de la personne à la présence d'un avocat ou d'un autre représentant pendant l'interrogatoire. ▲
4. Entrer dans un lieu où des services assurés sont fournis et inspecter les lieux et les activités exercées sur les lieux. ▼
5. Consulter les dossiers relatifs à la santé ou les notes, feuilles d'observation et autres pièces concernant les soins aux patients, peu importe la forme sous laquelle ces dossiers ou pièces sont tenus ou le moyen utilisé pour les tenir, et en tirer des renseignements, les reproduire et en garder des copies.
6. Examiner, à toute heure raisonnable, tous les livres de compte et les docu-

spondence and records, including payroll and employment records, regardless of the form or medium in which the records are kept, and to reproduce and retain copies of them. ▲

7. To remove material described in paragraph 5 or 6 for the purpose of copying it. The inspector must show the certificate of his or her appointment by the Minister and must give a receipt for the material. The material must be promptly returned to the person apparently in charge of the premises from which the material is removed.
8. To enter premises where material required for the purposes of the Act, and material referred to in paragraphs 5 and 6, is stored for the purpose of inspecting it.



Same (2) An inspector has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act* and may exercise them only in relation to those persons described in paragraphs 1 and 2 of subsection (1). ▲

Notice (3) The inspector shall give five days written notice to the physician, practitioner or administrator of the hospital, health facility or other health care facility that the inspector wishes to conduct an interview described in paragraph 1 or 2 of subsection (1).

Same (4) The notice must, where practicable, state the subject-matter of the interview and the identity or the position, if known, of the person or persons to be interviewed.

Same (5) The notice must state that the person to be interviewed is entitled to be represented by legal counsel.

Private residence (6) An inspector shall not enter a private residence without the consent of an occupier except under the authority of a warrant under subsection (7).

Warrant (7) A provincial judge or justice of the peace may issue a warrant in the prescribed form authorizing an inspector to enter a private residence for the purpose of conducting an inspection if the judge or justice of the peace is satisfied upon application by an inspector, on information upon oath, that there are reasonable grounds for doing so.

Legible records (8) If a book, document, item of correspondence or record is kept in a form or medium that is not legible, the inspector may require the person apparently in charge of it to provide him or her with a legible physical copy for examination.

ments, tout le courrier et tous les dossiers, y compris les livres de paie et les relevés d'emploi, peu importe la forme sous laquelle ils sont tenus ou le moyen utilisé pour les tenir, ainsi que les reproduire et en garder des copies. ▲

7. Enlever les pièces visées à la disposition 5 ou 6 afin d'en faire une copie. L'inspecteur doit présenter l'attestation de sa nomination délivrée par le ministre et donner un récépissé à l'égard des pièces. Celles-ci doivent être retournées promptement à la personne qui semble avoir la responsabilité des lieux d'où elles ont été enlevées.
8. Entrer dans un lieu où sont conservées les pièces exigées pour l'application de la Loi et les pièces visées aux dispositions 5 et 6, afin de les examiner.



(2) Les inspecteurs possèdent les pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques* et ne peuvent les exercer qu'à l'endroit des personnes visées aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (1). ▲

(3) L'inspecteur remet au médecin, au praticien ou au directeur général de l'hôpital, de l'établissement de santé ou de l'autre établissement de soins de santé un préavis écrit de cinq jours portant qu'il désire avoir l'entretien visé à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (1).

(4) L'avis doit, si possible, indiquer l'objet de l'entretien et l'identité ou la fonction, si celle-ci est connue, de la ou des personnes qui seront interrogées.

(5) L'avis doit indiquer que la personne qui sera interrogée a le droit de se faire représenter par un avocat.

(6) L'inspecteur ne peut pénétrer dans une résidence privée sans le consentement de l'occupant, sauf en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (7).

(7) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner un mandat, rédigé selon la formule prescrite, qui autorise un inspecteur à pénétrer dans une résidence privée pour procéder à une inspection, s'il est convaincu à la requête de l'inspecteur, sur dépôt d'une dénonciation sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire.

(8) Si un livre, un document, du courrier ou un dossier est tenu ou gardé sous une forme ou par un moyen qui n'est pas lisible, l'inspecteur peut exiger de la personne qui semble en avoir la responsabilité qu'elle produise une copie papier lisible pour qu'il puisse l'examiner.

Idem

Avis

Idem

Idem

Résidence
privée

Mandat

Dossiers
lisibles

Cost	(9) The cost of providing the inspector with a legible copy under subsection (8) shall be borne by the physician, practitioner or health facility, as the case may be.	(9) Le coût relatif à la remise à l'inspecteur d'une copie lisible aux termes du paragraphe (8) est à la charge du médecin, du praticien ou de l'établissement de santé, selon le cas.	Coût
Obstruction	40.2 (1) No person shall obstruct an inspector or withhold or conceal from an inspector any book, document, correspondence, record or thing relevant to an inspection.	40.2 (1) Nul ne doit entraver le travail de l'inspecteur, ni refuser ou dissimuler à ce dernier des livres, des documents, du courrier, des dossiers ou des choses qui se rapportent à l'inspection.	Entrave au travail de l'inspecteur
Duty to co-operate	(2) Every physician who provides insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act or with a member of the Medical Review Committee who is exercising powers or performing duties under the Act.	(2) Le médecin qui fournit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi ou avec un membre du comité d'étude de la médecine qui exerce les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en vertu de la Loi.	Devoir de collaborer
Same	(3) Every practitioner who provides insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act or with a member of a practitioner review committee who is exercising powers or performing duties under the Act.	(3) Le praticien qui fournit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi ou avec un membre d'un comité d'étude des praticiens qui exerce les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en vertu de la Loi.	Idem
Same	(4) The operator and administrator of every hospital, health facility and other health care facility in which insured services are provided shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act and shall ensure that employees also co-operate fully.	(4) L'exploitant et le directeur général de tout hôpital, établissement de santé ou autre établissement de soins de santé où sont fournis des services assurés collaborent pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi et veillent à ce que les employés collaborent eux aussi pleinement.	Idem
Same	(5) Every person who receives insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act.	(5) Quiconque reçoit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi.	Idem
Suspension of payments	(6) The General Manager may suspend payments under the Plan to a physician or practitioner during any period when he or she fails to comply with subsection (2) or (3) without just cause, whether or not the physician or practitioner is convicted of an offence.	(6) Le directeur général peut suspendre les paiements versés aux termes du Régime à un médecin ou à un praticien pendant la période où l'un ou l'autre omet de se conformer au paragraphe (2) ou (3) sans motif valable, qu'il ait ou non été déclaré coupable d'une infraction.	Suspension des paiements
Same	(7) The General Manager may suspend payments under the Plan to a hospital or health facility during any period when its operator or administrator or its employees fail to comply with subsection (4) without just cause, whether or not the person is convicted of an offence.	(7) Le directeur général peut suspendre les paiements versés aux termes du Régime à un hôpital ou à un établissement de santé pendant la période où l'exploitant ou le directeur général de l'hôpital ou de l'établissement de santé, ou l'un de ses employés, omet de se conformer au paragraphe (4) sans motif valable, que la personne ait ou non été déclarée coupable d'une infraction.	Idem
35. (1) Clauses 45 (1) (e) to (j) of the Act are repealed and the following substituted:			
	(e) governing insured services, including specifying those services that are not insured services;	e) régir les services assurés, notamment préciser les services qui ne constituent pas des services assurés;	
	↓ (f) governing fees payable for insured services; ▲	↓ f) régir les honoraires payables pour les services assurés; ▲	

(g) governing payments for insured services.

(2) Clause 45 (1) (q) of the Act is repealed.

(3) Subsection 45 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following clauses:

(r.1) defining the following terms:

1. For the purposes of subsection 29.1 (2), defining "area".
2. For the purposes of subsections 29.1 (2) and (4), defining "practice address".
3. For the purposes of paragraph 6 of subsection 29.2 (2), defining "significant financial obligations";

(r.2) governing the determination of which physicians from among those who meet the requirements under section 29.2 will become eligible physicians.

(4) Subsection 45 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following clause:

(aa) prescribing anything that must or may be prescribed or that must or may be done in accordance with the regulations or as provided in the regulations;



(5) Subsection 45 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is amended by striking out that portion before clause (a) and substituting the following:

(1.1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(6) Clauses 45 (1.1) (k), (l) and (m) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, are repealed.

(7) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following subsection:

(1.2) A regulation may create different classes of persons, facilities, accounts, fees

g) régir les paiements relatifs aux services assurés.

(2) L'alinéa 45 (1) q) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 45 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

r.1) définir les termes suivants :

1. Pour l'application du paragraphe 29.1 (2), définir «région».
2. Pour l'application des paragraphes 29.1 (2) et (4), définir «adresse du cabinet».
3. Pour l'application de la disposition 6 du paragraphe 29.2 (2), définir «dettes importantes»;

r.2) régir la détermination des médecins, parmi ceux qui satisfont aux exigences prévues à l'article 29.2, qui deviendront des médecins admissibles.

(4) Le paragraphe 45 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

aa) prescrire tout ce qui doit ou peut être prescrit ou tout ce qui doit ou peut être fait conformément aux règlements ou comme ceux-ci le prévoient;



(5) Le paragraphe 45 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(1.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

(6) Les alinéas 45 (1.1) k), l) et m) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

(7) L'article 45 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(1.2) Un règlement peut créer différentes catégories de personnes, d'établissements, de

payable or payments and may establish different entitlements for or relating to each class or impose different requirements, conditions or restrictions on or relating to each class.

(8) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following subsections:

Exemptions

(3.1) A regulation may exempt a class of persons or facilities from the application of a specified provision of the Act or regulations.

Insured services

(3.2) Without limiting the generality of clause (1) (e), a regulation made under it may provide the following:

1. Which services rendered in or by hospitals and health facilities are insured services.
2. Which constituent elements form part of an insured service rendered by physicians or practitioners.
3. Which constituent elements shall be deemed not to form part of an insured service rendered by a physician or practitioner.

Restriction

(3.3) A regulation made under clause (1) (e) or (g) shall not include a provision that would disqualify the Province of Ontario, under the *Canada Health Act*, for contribution by the Government of Canada because the Plan would no longer satisfy the criteria under that Act.

(9) Subsections 45 (6) and (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, are repealed and the following substituted:

Circumstances

(6) A regulation made under clause (1) (l) may specify the circumstances in which it applies and may establish different entitlements or impose different requirements, conditions or restrictions in the specified circumstances.

(10) Subsection 45 (8) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 72, is repealed.

notes d'honoraires, d'honoraires payables ou de paiements et établir différents droits pour ou relativement à chacune de ces catégories ou imposer différentes exigences, conditions ou limites pour ou relativement à chacune de ces catégories.

(8) L'article 45 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Exemptions

(3.1) Un règlement peut exempter une catégorie de personnes ou d'établissements de l'application d'une disposition particulière de la Loi ou des règlements.

Services assurés

(3.2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) e), un règlement pris en application de cet alinéa peut prévoir ce qui suit :

1. Les services fournis dans ou par des hôpitaux et des établissements de santé qui constituent des services assurés.
2. Les éléments qui font partie intégrante d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien.
3. Les éléments qui sont réputés ne pas faire partie intégrante d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien.

Restriction

(3.3) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) e) ou g) ne doit pas comprendre de disposition qui aurait pour effet que la Province de l'Ontario, aux termes de la *Loi canadienne sur la santé*, n'ait plus droit à la contribution du gouvernement du Canada parce que le Régime ne répondrait plus aux critères prévus par cette loi.

(9) Les paragraphes 45 (6) et (7) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Circonstances

(6) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) l) peut préciser les circonstances dans lesquelles il s'applique et établir différents droits ou imposer différentes exigences, conditions ou limites dans les circonstances précisées.

(10) Le paragraphe 45 (8) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

PART II HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT

36. Section 2 of the *Health Care Accessibility Act* is amended by adding the following subsection:

Hospitals

(3) A hospital shall not accept payment for rendering an insured service to an insured person unless permitted to do so by the regulations.

37. The Act is amended by adding the following section:

Collection of
personal
information

6.1 (1) The Minister may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Use of
personal
information

(2) The Minister may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Disclosure

(3) The Minister shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and if the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.

Obligation

(4) Before disclosing personal information obtained under the Act, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless,

- (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3); or
- (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

38. Subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

PARTIE II LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

36. L'article 2 de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Hôpitaux

(3) Un hôpital ne doit accepter de paiement pour la prestation d'un service assuré à un assuré que si les règlements le lui permettent.

37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Collecte de
renseigne-
ments
personnels

6.1 (1) Le ministre peut recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

Utilisation
des rense-
ignements
personnels

(2) Le ministre peut utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

Divulgence





(3) Le ministre divulgue des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n'est pas nécessaire à ces fins.

Obligation

(4) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas :

- a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3);
- b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

38. Le paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Offence	(1) A physician, a dentist or an optometrist who contravenes subsection 2 (1) is guilty of an offence.	(1) Est coupable d'une infraction le médecin, le dentiste ou l'optométriste qui contrevient au paragraphe 2 (1).	Infraction
Same	(1.1) A hospital that contravenes subsection 2 (3) is guilty of an offence.	(1.1) Est coupable d'une infraction l'hôpital qui contrevient au paragraphe 2 (3).	Idem
Penalty	(1.2) A person convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$2,000 for the first offence and \$2,000 for any subsequent offence.	(1.2) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article est passible d'une amende d'au plus 2 000 \$ pour la première infraction et de 2 000 \$ pour toute infraction subséquente.	Peine
	39. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:	39. L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
			
Regulations	9. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,	9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :	Règlements
	(a) prescribing an administrative charge not greater than \$150 for the purpose of subsection 4 (2);	a) prescrire des frais d'administration ne dépassant pas 150 \$ pour l'application du paragraphe 4 (2);	
	(b) prescribing anything that must or may be prescribed under the Act or anything that is required or permitted to be done in accordance with the regulations or as provided in the regulations. 	b) prescrire tout ce qui doit ou peut être prescrit aux termes de la Loi ou tout ce qu'il est exigé ou permis de faire conformément aux règlements ou comme ceux-ci le prévoient. 	
	PART III COMMENCEMENT	PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR	
Commence- ment	40. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	40. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur

**SCHEDULE I
PHYSICIAN SERVICES DELIVERY
MANAGEMENT ACT, 1996**

Designation
of rights and
obligations

1. (1) For the purposes of this section, the Lieutenant Governor in Council may, by order,

- (a) designate obligations of the Crown in right of Ontario, the Government of Ontario and ministers of the Crown; and
- (b) designate rights of persons and associations who have entered into agreements with the Crown in right of Ontario, the Government of Ontario or ministers of the Crown.

Application

(2) Subject to subsection (3), this section applies to the following rights and obligations:

- 1. A right or obligation under the following agreements between the Government of Ontario and the Ontario Medical Association,

- i. the "1991 Framework Agreement" and the "1991 Interim Agreement on Economic Arrangements" executed by the Ontario Medical Association on May 4, 1991 and by the Government of Ontario on May 10, 1991,

- ii. the Agreement entitled "Payment of Canadian Medical Protective Association Fund Premiums for 1989, 1990 and 1991 and of Dues to the OMA for representing Physicians" dated April 2, 1991,

- iii. the "1993 Interim Agreement on Economic Arrangements" dated August 1, 1993,

- iv. the "Physician Sectoral Agreement" dated August 1, 1993.

- 2. A right or obligation to engage in negotiation, mediation and arbitration on matters relating to a right or obligation under an agreement mentioned in paragraph 1.

- 3. A right or obligation under an agreement that refers to an agreement mentioned in paragraph 1.

Effect

(3) A designated right or obligation is not enforceable, and no proceeding directly or

**ANNEXE I
LOI DE 1996 SUR LA GESTION DE
LA PRESTATION DE SERVICES PAR
LES MÉDECINS**

1. (1) Pour l'application du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

- a) désigner des obligations incombant à la Couronne du chef de l'Ontario, au gouvernement de l'Ontario et à des ministres de la Couronne;
- b) désigner des droits de personnes et d'associations qui ont conclu une entente avec la Couronne du chef de l'Ontario, le gouvernement de l'Ontario ou des ministres de la Couronne.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le présent article s'applique aux droits et obligations qui suivent :

- 1. Les droits ou les obligations prévus par les ententes suivantes qui ont été conclues entre le gouvernement de l'Ontario et l'Ontario Medical Association :

- i. les ententes appelées «1991 Framework Agreement» et «1991 Interim Agreement on Economic Arrangements» et exécutées par l'Ontario Medical Association le 4 mai 1991 et par le gouvernement de l'Ontario le 10 mai 1991,

- ii. l'entente intitulée «Payment of Canadian Medical Protective Association Fund Premiums for 1989, 1990 and 1991 and of Dues to the OMA for representing Physicians» qui a été conclue le 2 avril 1991,

- iii. l'entente appelée «1993 Interim Agreement on Economic Arrangements» qui a été conclue le 1^{er} août 1993,

- iv. l'entente appelée «Physician Sectoral Agreement» qui a été conclue le 1^{er} août 1993.

- 2. Le droit ou l'obligation de mener des négociations ou des procédures de médiation et d'arbitrage à l'égard de questions relatives à des droits ou à des obligations que prévoit une entente mentionnée à la disposition 1.

- 3. Les droits ou les obligations prévus par une entente qui renvoie à une entente mentionnée à la disposition 1.

(3) Les droits ou les obligations désignés ne sont pas exécutoires et toute instance, fondée

Désignation
de droits et
d'obligations

Champ
d'application

Effet

indirectly based on it may be brought against a person or entity referred to in clause (1) (a).

directement ou indirectement sur ceux-ci, qui est introduite contre une personne ou une entité visée à l'alinéa (1) a) est irrecevable.

Decision of
no effect

(4) If a right or obligation is designated under this Act, a decision, ruling, award or order made in a proceeding relating to a dispute about the right or obligation shall be of no force or effect.

(4) Si un droit ou une obligation est désigné en vertu de la présente loi, la décision, la sentence arbitrale ou l'ordonnance rendue dans une instance portant sur un litige relatif à ce droit ou à cette obligation est sans effet.

Décision
sans effet

Same

(5) Subsection (4) applies whether the decision, ruling, award or order is made before or after the date of the designation of the right or obligation.

(5) Le paragraphe (4) s'applique, que la décision, la sentence arbitrale ou l'ordonnance ait été rendue avant ou après la date de désignation du droit ou de l'obligation.

Idem

2. Section 1 of the *Expenditure Control Plan Statute Law Amendment Act, 1993* is repealed.

2. L'article 1 de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne le Plan de contrôle des dépenses* est abrogé.

Commence-
ment

3. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

4. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Physician Services Delivery Management Act, 1996*.

4. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur la gestion de la prestation de services par les médecins*.

Titre abrégé

SCHEDULE J AMENDMENTS TO THE PAY EQUITY ACT

1. (1) The definition of “pay equity plan” in subsection 1 (1) of the *Pay Equity Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 1, is repealed and the following substituted:

“pay equity plan” means,

- (a) a document as described in section 13, for a plan being prepared under Part II, or
- (b) a document as described in section 21.6, for a plan being prepared or revised under Part III.1. (“programme d’équité salariale”)

(2) The definition of “proxy method of comparison” in subsection 1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 1, is repealed.

2. Subsection 5.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 3, is repealed and the following substituted:

(1) For the purposes of this Act, pay equity is achieved in an establishment when every female job class in the establishment has been compared to a job class or job classes under the job-to-job method of comparison or the proportional value method of comparison and any adjustment to the job rate of each female job class that is indicated by the comparison has been made.

3. Subsections 21.22 (1), (2) and (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 13, are repealed and the following substituted:

(1) Subsections 13 (3) and (8) apply, with necessary modifications, with respect to the plan.

(2) Adjustments shall be made in compensation under a pay equity plan such that the combined compensation payable under all pay equity plans of the employer for the period beginning on January 1, 1994 and ending on December 31, 1996 shall be increased by an amount that is not less than the lesser of,

ANNEXE J MODIFICATION DE LA LOI SUR L’ÉQUITÉ SALARIALE

1. (1) La définition de «programme d’équité salariale» qui figure au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’équité salariale*, telle qu’elle est adoptée de nouveau par l’article 1 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«programme d’équité salariale» S’entend, selon le cas :

- a) d’un document décrit à l’article 13, dans le cas d’un programme élaboré aux termes de la partie II,
- b) d’un document décrit à l’article 21.6, dans le cas d’un programme élaboré ou révisé aux termes de la partie III.1. («pay equity plan»)

(2) La définition de «méthode de comparaison avec des organisations de l’extérieur» qui figure au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu’elle est adoptée par l’article 1 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogée.

2. Le paragraphe 5.1 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Pour l’application de la présente loi, l’équité salariale est atteinte dans un établissement lorsque chaque catégorie d’emplois à prédominance féminine dans l’établissement a été comparée à une ou plusieurs catégories d’emplois selon la méthode de comparaison d’un emploi à l’autre ou la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle, et que les rajustements du taux de catégorie de chaque catégorie d’emplois à prédominance féminine qui sont indiqués par la comparaison ont été effectués.

3. Les paragraphes 21.22 (1), (2) et (3) de la Loi, tels qu’ils sont adoptés par l’article 13 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Les paragraphes 13 (3) et (8) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l’égard du programme.

(2) Des rajustements de la rétribution sont effectués en vertu d’un programme d’équité salariale de façon que la rétribution combinée payable aux termes de l’ensemble des programmes d’équité salariale de l’employeur pour la période allant du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1996 soit majorée d’une somme qui n’est pas inférieure à la moins élevée des deux sommes suivantes :

Achievement
of pay equity

Application
of certain
provisions

Minimum
adjustments

Atteinte
de l’équité
salariale

Champ
d’application
de certaines
dispositions

Rajustements
minimaux

(a) 3 per cent of the total of all wages and salaries payable to the employees in Ontario of the employer in 1993; and

(b) the amount required to achieve pay equity.



Payment

(2.1) An employer shall pay the amount required by subsection (2) not later than September 30, 1996.

Transition

(3) An employer who has posted a pay equity plan before this subsection comes into force is not bound by a schedule of compensation adjustments for achieving pay equity set out in the plan or in any other document.

Same

(3.1) The employer may amend the schedule, and subsections 14 (2) and (6) and 15 (7) do not apply with respect to the amendment.

Same

(3.2) The employer shall give written notice of an amendment to the schedule to the affected employees and to the bargaining agent, if any, representing the employees.

4. Part III.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 13, and amended by section 3 of this Act, is repealed.

5. (1) Subsection 24 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 14, is further amended by striking out "Part II, III.1 or III.2" in the amendment of 1993 and substituting "Part II or III.1".

(2) Subsection 24 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 14, is further amended by striking out "or 21.19" in the amendment of 1993.

6. (1) Clause 25 (2) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out "Part II, III.1 or III.2" in the amendment of 1993, and substituting "Part II or III.1".

(2) Subsection 25 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out "Parts II, III.1 and III.2" in the amendment of 1993 and substituting "Parts II and III.1".

(3) Clause 25 (4) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out "or 21.19" in the amendment of 1993.

a) la somme qui représente 3 pour cent de la totalité des salaires et traitements payables aux employés de l'employeur en Ontario en 1993;

b) la somme nécessaire pour atteindre l'équité salariale.



(2.1) L'employeur verse le montant exigé par le paragraphe (2) au plus tard le 30 septembre 1996.

Paiement

(3) L'employeur qui a affiché un programme d'équité salariale avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe n'est pas lié par un échéancier des rajustements de la rétribution pour atteindre l'équité salariale établi dans le programme ou dans un autre document.

Disposition
transitoire

(3.1) L'employeur peut modifier l'échéancier, et les paragraphes 14 (2) et (6) et 15 (7) ne s'appliquent pas à l'égard de la modification.

Idem

(3.2) L'employeur donne un avis écrit d'une modification de l'échéancier aux employés concernés et à l'agent négociateur, le cas échéant, qui représente les employés.

Idem

4. La partie III.2 de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 13 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, et modifiée par l'article 3 de la présente loi, est abrogée.

5. (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «partie II, III.1 ou III.2» dans la modification de 1993, de «partie II ou III.1».

(2) Le paragraphe 24 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.19» dans la modification de 1993.

6. (1) L'alinéa 25 (2) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «partie II, III.1 ou III.2» dans la modification de 1993, de «partie II ou III.1».

(2) Le paragraphe 25 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «Les parties II, III.1 et III.2» dans la modification de 1993, de «Les parties II et III.1».

(3) L'alinéa 25 (4) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.19» dans la modification de 1993.

(4) Clause 25 (4) (b) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out “or 21.22” in the amendment of 1993.

7. Section 26 of the Act is amended by adding the following subsections:

(2.1) Every person who uses information obtained under Part III.2 other than for the purposes of the Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 in the case of an individual, and not more than \$50,000 in any other case.

(2.2) If a corporation or bargaining agent contravenes subsection (2.1), every officer, official or agent of the corporation or bargaining agent who authorizes, permits or acquiesces in the contravention is party to and guilty of the offence and, on conviction, is liable to the penalty provided for the offence whether or not the corporation or bargaining agent has been prosecuted or convicted.

8. Clauses 36 (g.2), (g.3), (g.4) and (g.5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 21, are repealed.

9. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

(2) Sections 1, 2, 4 and 5 to 8 of this Schedule come into force on January 1, 1997.

(4) L'alinéa 25 (4) b) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.22» dans la modification de 1993.

7. L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2.1) Quiconque utilise les renseignements obtenus aux termes de la partie III.2 à des fins autres que l'application de la Loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ dans le cas d'une personne physique, et d'au plus 50 000 \$ dans les autres cas.

(2.2) Si une personne morale ou un agent négociateur contreviennent au paragraphe (2.1), le dirigeant, l'employé ou le mandataire de la personne morale ou de l'agent négociateur qui autorise ou permet la contravention ou y donne son consentement est partie à l'infraction, en est coupable et, sur déclaration de culpabilité, est passible de la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ou l'agent négociateur aient été ou non poursuivis ou déclarés coupables de l'infraction.

8. Les alinéas 36 g.2), g.3), g.4) et g.5) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 21 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

9. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

(2) Les articles 1, 2, 4 et 5 à 8 de la présente annexe entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Confiden-
tialité

Parties

Commence-
ment

Confiden-
tialité

Parties

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE K
AMENDMENTS TO THE FREEDOM
OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT
AND THE MUNICIPAL FREEDOM
OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

**PART I
FREEDOM OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

1. Section 10 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

10. (1) Every person has a right of access to a record or a part of a record in the custody or under the control of an institution unless,

- (a) the record or the part of the record falls within one of the exemptions under sections 12 to 22; or
- (b) the head is of the opinion on reasonable grounds that the request for access is frivolous or vexatious.

(2) If an institution receives a request for access to a record that contains information that falls within one of the exemptions under sections 12 to 22 and the head of the institution is not of the opinion that the request is frivolous or vexatious, the head shall disclose as much of the record as can reasonably be severed without disclosing the information that falls under one of the exemptions.

2. Subsection 24 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- (1) A person seeking access to a record shall,
- (a) make a request in writing to the institution that the person believes has custody or control of the record;
 - (b) provide sufficient detail to enable an experienced employee of the institution, upon a reasonable effort, to identify the record; and
 - (c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.

(1.1) If the head of the institution is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious, subsections (2) to (5) do not apply to the request.

**ANNEXE K
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE
ET DE LA LOI SUR L'ACCÈS À
L'INFORMATION MUNICIPALE ET
LA PROTECTION DE LA VIE
PRIVÉE**

**PARTIE I
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET
LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

1. L'article 10 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) Chacun a un droit d'accès à un document ou une partie de celui-ci dont une institution a la garde ou le contrôle, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le document ou la partie du document fait l'objet d'une exception aux termes des articles 12 à 22;
- b) la personne responsable est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire.

(2) Si une institution reçoit une demande d'accès à un document qui contient des renseignements faisant l'objet d'une exception aux termes des articles 12 à 22 et que la personne responsable de l'institution n'est pas d'avis que la demande est frivole ou vexatoire, elle divulgue la partie du document qui peut raisonnablement en être extraite sans divulguer ces renseignements.

2. Le paragraphe 24 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (1) L'auteur de la demande d'accès à un document :
- a) s'adresse par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle du document;
 - b) fournit les détails suffisants permettant à un employé expérimenté de l'institution, à la suite d'une démarche normale, d'identifier le document;
 - c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.

(1.1) Si la personne responsable de l'institution est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, les paragraphes (2) à (5) ne s'appliquent pas à la demande.

Right of
access

Droit d'accès

Severability
of record

Extrait du
document

Request

Demande

Frivolous
request

Demande
frivole

3. Section 26 of the Act is amended by striking out “27 and 28” in the sixth line and substituting “27, 28 and 57”.

4. The Act is amended by adding the following section:

Frivolous
request

27.1 (1) A head who refuses to give access to a record or a part of a record because the head is of the opinion that the request for access is frivolous or vexatious, shall state in the notice given under section 26,

- (a) that the request is refused because the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious;
- (b) the reasons for which the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious; and
- (c) that the person who made the request may appeal to the Commissioner under subsection 50 (1) for a review of the decision.

Non-applica-
tion

(2) Sections 28 and 29 do not apply to a head who gives a notice for the purpose of subsection (1).

5. Section 28 of the Act is amended by adding the following subsection:

Description

(2.1) If the request covers more than one record, the description mentioned in clause (2) (b) may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

6. Section 29 of the Act is amended by adding the following subsection:

Description

(3.1) If a request for access covers more than one record, the statement in a notice under this section of a reason mentioned in subclause (1) (b) (ii) or clause (3) (b) may refer to a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

7. Subsections 48 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Request

(1) An individual seeking access to personal information about the individual shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the individual believes has custody or control of the personal information;
- (b) identify the personal information bank or otherwise identify the location of the personal information; and

3. L'article 26 de la Loi est modifié par substitution, à «27 et 28» à la première ligne, de «27, 28 et 57».

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Demande
frivole

27.1 (1) La personne responsable qui refuse de donner accès à un document ou une partie d'un document parce qu'elle est d'avis que la demande d'accès est frivole ou vexatoire énonce les faits suivants dans l'avis donné en vertu de l'article 26 :

- a) la demande est refusée parce que la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- b) le motif pour lequel la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- c) le fait que l'auteur de la demande peut interjeter appel de la décision devant le commissaire en vertu du paragraphe 50 (1) afin d'obtenir la révision de la décision.

(2) Les articles 28 et 29 ne s'appliquent pas à la personne responsable qui donne un avis pour l'application du paragraphe (1).

Non-applica-
tion

5. L'article 28 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exposé

(2.1) Si la demande porte sur plus d'un document, l'exposé visé à l'alinéa (2) b) peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

6. L'article 29 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exposé

(3.1) Si la demande d'accès porte sur plus d'un document, la déclaration dans l'avis prévu au présent article du motif visé au sous-alinéa (1) b) (ii) ou à l'alinéa (3) b) peut mentionner un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

7. Les paragraphes 48 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le particulier qui sollicite l'accès aux renseignements personnels qui le concernent :

Demande

- a) en fait la demande par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle de ces renseignements;
- b) identifie la banque de renseignements personnels ou identifie d'une autre façon l'endroit où sont consignés ces renseignements;

	(c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	
Access procedures	(2) Subsections 10 (2), 24 (1.1) and (2) and sections 25, 26, 27, 27.1, 28 and 29 apply with necessary modifications to a request made under subsection (1).	(2) Les paragraphes 10 (2), 24 (1.1) et (2) et les articles 25, 26, 27, 27.1, 28 et 29 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à la demande présentée aux termes du paragraphe (1).	Procédure d'accès
	8. Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:	8. L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :	
Fee	(1.1) A person who appeals under subsection (1) shall pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	(1.1) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe (1) verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	Droits
	
Immediate dismissal	(2.1) The Commissioner may dismiss an appeal if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.	(2.1) Le commissaire peut rejeter l'appel si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.	Rejet immédiat
Non-application	(2.2) If the Commissioner dismisses an appeal under subsection (2.1), subsection (3) and sections 51 and 52 do not apply to the Commissioner.	(2.2) Si le commissaire rejette l'appel visé au paragraphe (2.1), le paragraphe (3) et les articles 51 et 52 ne s'appliquent pas au commissaire.	Non-application
	9. Subsection 52 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	9. Le paragraphe 52 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Inquiry	(1) The Commissioner may conduct an inquiry to review the head's decision if,	(1) Le commissaire peut mener une enquête afin de réexaminer la décision de la personne responsable dans l'un ou l'autre des cas suivants :	Enquête
	(a) the Commissioner has not authorized a mediator to conduct an investigation under section 51; or	a) il n'a pas autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 51;	
	(b) the Commissioner has authorized a mediator to conduct an investigation under section 51 but no settlement has been effected.	b) il a autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 51, mais aucun règlement n'est intervenu.	
	10. Subsection 54 (3) of the Act is amended by adding "Subject to this Act" at the beginning.	10. Le paragraphe 54 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve de la présente loi».	
	11. (1) Subsections 57 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:	11. (1) Les paragraphes 57 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Fees	(1) A head shall require the person who makes a request for access to a record to pay fees in the amounts prescribed by the regulations for,	(1) La personne responsable exige que la personne qui présente une demande d'accès à un document verse les droits aux montants prescrits par les règlements et concernant :	Droits
	(a) the costs of every hour of manual search required to locate a record;	a) les frais pour chaque heure de recherche manuelle requise afin de retrouver un document;	
	(b) the costs of preparing the record for disclosure;	b) les frais de préparation du document en vue de sa divulgation;	
	(c) computer and other costs incurred in locating, retrieving, processing and copying a record;	c) les frais d'ordinateur et autres frais engagés pour le repérage, la récupération, le traitement et la duplication d'un document;	

(d) shipping costs; and

(e) any other costs incurred in responding to a request for access to a record.

(2) Subsection 57 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(4) A head shall waive the payment of all or any part of an amount required to be paid under subsection (1) if, in the head's opinion, it is fair and equitable to do so after considering,

Waiver of payment

(3) The French version of subsection 57 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

Révision

(4) Subsection 57 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) The fees provided in this section shall be paid and distributed in the manner and at the times prescribed in the regulations.

Disposition of fees

12. (1) Section 60 of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) prescribing standards for determining what constitutes reasonable grounds for a head to conclude that a request for access to a record is frivolous or vexatious.

(2) Clause 60 (g) of the Act is repealed and the following substituted:

(g) prescribing the amount, the manner of payment and the manner of allocation of fees described in clause 24 (1) (c) or 48 (1) (c), subsection 50 (1.1) or section 57 and the times at which they are required to be paid.

(3) Section 60 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) A regulation made under clause (1) (g) may prescribe a different amount, manner of payment, manner of allocation or time of payment of fees for different categories of records or persons requesting access to a record.

Categories of fees

d) les frais d'expédition;

e) les autres frais engagés pour répondre à une demande d'accès à un document.

(2) Le paragraphe 57 (4) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(4) Si, de l'avis de la personne responsable, cette mesure s'avère juste et équitable, la personne responsable supprime en totalité ou en partie la somme exigée en vertu du paragraphe (1), compte tenu :

Suppression du versement

(3) La version française du paragraphe 57 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

Révision

(4) Le paragraphe 57 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) La somme des droits prévus au présent article est versée et répartie selon le mode et aux moments prescrits par les règlements.

Répartition des droits

12. (1) L'article 60 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

0.a) prescrire des normes pour déterminer ce qui constitue des motifs raisonnables permettant à une personne responsable de conclure qu'une demande d'accès à un document est frivole ou vexatoire.

(2) L'alinéa 60 g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

g) prescrire le montant, le mode de versement et de répartition des droits visés à l'alinéa 24 (1) c) ou 48 (1) c), au paragraphe 50 (1.1) ou à l'article 57 et les moments auxquels ils doivent être versés.

(3) L'article 60 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1) g) peuvent prescrire un montant, un mode de versement, un mode de répartition ou des moments de versement différents pour des catégories différentes de documents ou de personnes qui demandent l'accès à un document.

Catégories de droits

**PART II
MUNICIPAL FREEDOM OF
INFORMATION AND PROTECTION OF
PRIVACY ACT**

13. Section 4 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

4. (1) Every person has a right of access to a record or a part of a record in the custody or under the control of an institution unless,

- (a) the record or the part of the record falls within one of the exemptions under sections 6 to 15; or
- (b) the head is of the opinion on reasonable grounds that the request for access is frivolous or vexatious.

(2) If an institution receives a request for access to a record that contains information that falls within one of the exemptions under sections 6 to 15 and the head of the institution is not of the opinion that the request is frivolous or vexatious, the head shall disclose as much of the record as can reasonably be severed without disclosing the information that falls under one of the exemptions.

14. Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A person seeking access to a record shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the person believes has custody or control of the record;
- (b) provide sufficient detail to enable an experienced employee of the institution, upon a reasonable effort, to identify the record; and
- (c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.

(1.1) If the head of the institution is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious, subsection (2) does not apply to the request.

15. Section 19 of the Act is amended by striking out “20 and 21” in the sixth line and substituting “20, 21 and 45”.

16. The Act is amended by adding the following section:

20.1 (1) A head who refuses to give access to a record or a part of a record because the head is of the opinion that the request for access is frivolous or vexatious, shall state in the notice given under section 19,

**PARTIE II
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
MUNICIPALE ET LA PROTECTION DE
LA VIE PRIVÉE**

13. L'article 4 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Chacun a un droit d'accès à un document ou une partie de celui-ci dont une institution a la garde ou le contrôle, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le document ou la partie du document fait l'objet d'une exception aux termes des articles 6 à 15;
- b) la personne responsable est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire.

(2) Si une institution reçoit une demande d'accès à un document qui contient des renseignements faisant l'objet d'une exception aux termes des articles 6 à 15 et que la personne responsable de l'institution n'est pas d'avis que la demande est frivole ou vexatoire, elle divulgue la partie du document qui peut raisonnablement en être extraite sans divulguer ces renseignements.

14. Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) L'auteur de la demande d'accès à un document :

- a) s'adresse par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle du document;
- b) fournit les détails suffisants permettant à un employé expérimenté de l'institution, à la suite d'une démarche normale, d'identifier le document;
- c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.

(1.1) Si la personne responsable de l'institution est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, le paragraphe (2) ne s'applique pas à la demande.

15. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution à «20 et 21» à la première ligne de «20, 21 et 45».

16. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

20.1 (1) La personne responsable qui refuse de donner accès à un document ou une partie d'un document parce qu'elle est d'avis que la demande d'accès est frivole ou vexatoire énonce les faits suivants dans l'avis donné en vertu de l'article 19 :

Right of access

Droit d'accès

Severability of record

Extrait du document

Request

Demande

Frivolous request

Demande frivole

Frivolous request

Demande frivole

	<p>(a) that the request is refused because the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious;</p> <p>(b) the reasons for which the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious; and</p> <p>(c) that the person who made the request may appeal to the Commissioner under subsection 39 (1) for a review of the decision.</p>	<p>a) la demande est refusée parce que la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;</p> <p>b) le motif pour lequel la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;</p> <p>c) le fait que l'auteur de la demande peut interjeter appel de la décision devant le commissaire en vertu du paragraphe 39 (1) afin d'obtenir la révision de la décision.</p>	
Non-application	<p>(2) Sections 21 and 22 do not apply to a head who gives a notice for the purpose of subsection (1).</p> <p>17. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:</p>	<p>(2) Les articles 21 et 22 ne s'appliquent pas à la personne responsable qui donne un avis pour l'application du paragraphe (1).</p> <p>17. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :</p>	Non-application
Description	<p>(2.1) If the request covers more than one record, the description mentioned in clause (2) (b) may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.</p> <p>18. Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:</p>	<p>(2.1) Si la demande porte sur plus d'un document, l'exposé visé à l'alinéa (2) b) peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.</p> <p>18. L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :</p>	Exposé
Description	<p>(3.1) If a request for access covers more than one record, the statement in a notice under this section of a reason mentioned in subclause (1) (b) (ii) or clause (3) (b) may refer to a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.</p> <p>19. Subsections 37 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>(3.1) Si la demande d'accès porte sur plus d'un document, la déclaration dans l'avis prévu au présent article du motif visé au sous-alinéa (1) b) (ii) ou à l'alinéa (3) b) peut mentionner un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.</p> <p>19. Les paragraphes 37 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Exposé
Request	<p>(1) An individual seeking access to personal information about the individual shall,</p> <p>(a) make a request in writing to the institution that the individual believes has custody or control of the personal information;</p> <p>(b) identify the personal information bank or otherwise identify the location of the personal information; and</p> <p>(c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.</p>	<p>(1) Le particulier qui sollicite l'accès aux renseignements personnels qui le concernent :</p> <p>a) en fait la demande par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle de ces renseignements;</p> <p>b) identifie la banque de renseignements personnels ou identifie d'une autre façon l'endroit où sont consignés ces renseignements;</p> <p>c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.</p>	Demande
Access procedures	<p>(2) Subsections 4 (2), 17 (1.1) and (2) and sections 18, 19, 20, 20.1, 21, 22 and 23 apply with necessary modifications to a request made under subsection (1).</p> <p>20. Section 39 of the Act is amended by adding the following subsections:</p>	<p>(2) Les paragraphes 4 (2), 17 (1.1) et (2) et les articles 18, 19, 20, 20.1, 21, 22 et 23 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à la demande présentée aux termes du paragraphe (1).</p> <p>20. L'article 39 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :</p>	Procédure d'accès

Fee	(1.1) A person who appeals under subsection (1) shall pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	(1.1) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe (1) verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	Droits
Immediate dismissal	(2.1) The Commissioner may dismiss an appeal if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.	(2.1) Le commissaire peut rejeter l'appel si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.	Rejet immédiat
Non-application	(2.2) If the Commissioner dismisses an appeal under subsection (2.1), subsection (3) and sections 40 and 41 do not apply to the Commissioner.	(2.2) Si le commissaire rejette l'appel visé au paragraphe (2.1), le paragraphe (3) et les articles 40 et 41 ne s'appliquent pas au commissaire.	Non-application
	21. Subsection 41 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	21. Le paragraphe 41 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Inquiry	(1) The Commissioner may conduct an inquiry to review the head's decision if, <ul style="list-style-type: none"> (a) the Commissioner has not authorized a mediator to conduct an investigation under section 40; or (b) the Commissioner has authorized a mediator to conduct an investigation under section 40 but no settlement has been effected. 22. Subsection 43 (3) of the Act is amended by adding "Subject to this Act" at the beginning. 23. (1) Subsections 45 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:	(1) Le commissaire peut mener une enquête afin de réexaminer la décision de la personne responsable dans l'un ou l'autre des cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) il n'a pas autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 40; b) il a autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 40, mais aucun règlement n'est intervenu. 22. Le paragraphe 43 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve de la présente loi.». 23. (1) Les paragraphes 45 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	Enquête
Fees	(1) A head shall require the person who makes a request for access to a record to pay fees in the amounts prescribed by the regulations for, <ul style="list-style-type: none"> (a) the costs of every hour of manual search required to locate a record; (b) the costs of preparing the record for disclosure; (c) computer and other costs incurred in locating, retrieving, processing and copying a record; (d) shipping costs; and (e) any other costs incurred in responding to a request for access to a record. (2) Subsection 45 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:	(1) La personne responsable exige que la personne qui présente une demande d'accès à un document verse les droits aux montants prescrits par les règlements et concernant : <ul style="list-style-type: none"> a) les frais pour chaque heure de recherche manuelle requise afin de retrouver un document; b) les frais de préparation du document en vue de sa divulgation; c) les frais d'ordinateur et autres frais engagés pour le repérage, la récupération, le traitement et la duplication d'un document; d) les frais d'expédition; e) les autres frais engagés pour répondre à une demande d'accès à un document. (2) Le paragraphe 45 (4) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :	Droits
Waiver of payment	(4) A head shall waive the payment of all or any part of an amount required to be paid under subsection (1) if, in the head's opinion,	(4) Si, de l'avis de la personne responsable, cette mesure s'avère juste et équitable, la personne responsable supprime en totalité ou en	Suppression du versement

it is fair and equitable to do so after considering,

(3) The French version of subsection 45 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Révision

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

(4) Subsection 45 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Disposition of fees

(6) The fees provided in this section shall be paid and distributed in the manner and at the times prescribed in the regulations.

24. (1) Section 47 of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) prescribing standards for determining what constitutes reasonable grounds for a head to conclude that a request for access to a record is frivolous or vexatious.

(2) Clause 47 (f) of the Act is repealed and the following substituted:

(f) prescribing the amount, the manner of payment and the manner of allocation of fees described in clause 17 (1) (c) or 37 (1) (c), subsection 39 (1.1) or section 45 and the times at which they are required to be paid.

(3) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsection:

Categories of fees

(2) A regulation made under clause (1) (f) may prescribe a different amount, manner of payment, manner of allocation or time of payment of fees for different categories of records or persons requesting access to a record.

PART III COMMENCEMENT

Commencement

25. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

partie la somme exigée en vertu du paragraphe (1), compte tenu :

(3) La version française du paragraphe 45 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Révision

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

(4) Le paragraphe 45 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) La somme des droits prévus au présent article est versée et répartie selon le mode et aux moments prescrits par les règlements.

Répartition des droits

24. (1) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

0.a) prescrire des normes pour déterminer ce qui constitue des motifs raisonnables permettant à une personne responsable de conclure qu'une demande d'accès à un document est frivole ou vexatoire.

(2) L'alinéa 47 f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) prescrire le montant, le mode de versement et de répartition des droits visés à l'alinéa 17 (1) c) ou 37 (1) c), au paragraphe 39 (1.1) ou à l'article 45 et les moments auxquels ils doivent être versés.

(3) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1) f) peuvent prescrire un montant, un mode de versement, un mode de répartition ou des moments de versement différents pour des catégories différentes de documents ou de personnes qui demandent l'accès à un document.

Catégories de droits

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

25. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE L
AMENDMENTS TO THE PUBLIC
SERVICE PENSION ACT AND THE
ONTARIO PUBLIC SERVICE
EMPLOYEES' UNION PENSION
ACT, 1994**

1. The *Public Service Pension Act* is amended by adding the following section:

Winding up **6.1** (1) The Board shall not wind up the Plan in whole or in part under subsection 68 (1) of the *Pension Benefits Act* or otherwise unless the Board obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Same (2) The Superintendent of Pensions shall not require the wind up of the Plan in whole or in part under subsection 69 (1) of the *Pension Benefits Act*. He or she shall not wind up or directly or indirectly cause the wind up of the Plan in whole or in part under any other authority.

Effective date (3) The Superintendent of Pensions shall not change the effective date of a wind up under subsection 68 (6) of the *Pension Benefits Act* unless he or she obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Conflict (4) This section prevails over the *Pension Benefits Act*.

Prohibition (5) No proceeding shall be commenced against a person for any of the following:

1. For an action taken, or not taken, as required or authorized by subsection (1), (2) or (3).
2. For the breach of a fiduciary or other duty in connection with a wind up or a failure to wind up the Plan in whole or in part.
3. For damages for the breach of an agreement in connection with a wind up or a failure to wind up the Plan in whole or in part.

Transition (6) A person who makes payments into the Fund because of a wind up of the Plan in whole or in part with an effective date on or after January 1, 1993 and before the day on which the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent is entitled to be reimbursed.

**ANNEXE L
MODIFICATION DE LA LOI SUR
LE RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES ET DE LA
LOI DE 1994 SUR LE RÉGIME
DE RETRAITE DU SYNDICAT
DES EMPLOYÉS DE LA FONCTION
PUBLIQUE DE L'ONTARIO**

1. La *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

6.1 (1) La Commission ne peut liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu du paragraphe 68 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite* ou autrement à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

(2) Le surintendant des régimes de retraite ne peut exiger la liquidation totale ou partielle du Régime en vertu du paragraphe 69 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite*. Il ne peut non plus liquider ni, directement ou indirectement, faire liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu de quelque autre autorité que ce soit.

(3) Le surintendant des régimes de retraite ne peut changer la date de prise d'effet d'une liquidation en vertu du paragraphe 68 (6) de la *Loi sur les régimes de retraite* à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

(4) Le présent article l'emporte sur la *Loi sur les régimes de retraite*.

(5) Sont irrecevables les instances introduites contre quiconque pour ce qui suit :

1. Des mesures qu'il a prises ou n'a pas prises comme l'exige ou l'autorise le paragraphe (1), (2) ou (3).
2. La violation d'une obligation fiduciaire ou autre en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
3. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.

(6) Quiconque effectue des paiements à la Caisse en raison d'une liquidation totale ou partielle du Régime dont la date de prise d'effet tombe le 1^{er} janvier 1993 ou par la suite, mais avant le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale, a droit à leur remboursement.

Liquidation

Idem

Date de prise d'effet

Incompatibilité

Interdiction

Disposition transitoire

2. The Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994 is amended by adding the following section:

WINDING UP THE PLAN

Winding up

14.1 (1) No person or group of persons shall wind up the OPSEU Plan in whole or in part under subsection 68 (1) of the *Pension Benefits Act* or otherwise unless the person or group of persons obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Same

(2) The Superintendent of Pensions shall not require the wind up of the OPSEU Plan in whole or in part under subsection 69 (1) of the *Pension Benefits Act*. He or she shall not wind up or directly or indirectly cause the wind up of the Plan in whole or in part under any other authority.

Effective date

(3) The Superintendent of Pensions shall not change the effective date of a wind up in whole or in part of the OPSEU Plan under subsection 68 (6) of the *Pension Benefits Act* unless he or she obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Prohibition

(4) No proceeding shall be commenced against a person for any of the following:

1. For an action taken, or not taken, as required or authorized by subsection (1), (2) or (3).
2. For the breach of a fiduciary or other duty in connection with a wind up or a failure to wind up the OPSEU Plan in whole or in part.
3. For damages for the breach of an agreement in connection with a wind up or a failure to wind up the OPSEU Plan in whole or in part.
4. For damages for the breach of an agreement by virtue of the enactment of this section.

Transition

(5) A person who makes payments into the OPSEU Fund because of a wind up of the OPSEU Plan in whole or in part with an effective date before the day on which the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent is entitled to be reimbursed.

Commencement

3. This Schedule shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

2. La Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario est modifiée par adjonction de l'article suivant :

LIQUIDATION DU RÉGIME

14.1 (1) Aucune personne ni aucun groupe de personnes ne peut liquider totalement ou partiellement le Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 68 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite* ou autrement à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

(2) Le surintendant des régimes de retraite ne peut exiger la liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 69 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite*. Il ne peut non plus liquider ni, directement ou indirectement, faire liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu de quelque autre autorité que ce soit.

(3) Le surintendant des régimes de retraite ne peut changer la date de prise d'effet d'une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 68 (6) de la *Loi sur les régimes de retraite* à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

(4) Sont irrecevables les instances introduites contre quiconque pour ce qui suit :

1. Des mesures qu'il a prises ou n'a pas prises comme l'exige ou l'autorise le paragraphe (1), (2) ou (3).
2. La violation d'une obligation fiduciaire ou autre en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
3. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
4. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en raison de l'adoption du présent article.

(5) Quiconque effectue des paiements à la Caisse du SEFPO en raison d'une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO dont la date de prise d'effet est antérieure au jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale a droit à leur remboursement.

3. La présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Liquidation

Idem

Date de prise d'effet

Interdiction

Disposition transitoire

Entrée en vigueur

**SCHEDULE M
AMENDMENTS TO THE
MUNICIPAL ACT AND VARIOUS
OTHER STATUTES RELATED TO
MUNICIPALITIES, CONSERVATION
AUTHORITIES AND
TRANSPORTATION**

**PART I
MUNICIPAL ACT**

1. Section 25 of the *Municipal Act* is repealed and the following substituted:

Stay of
proceedings

25. The Minister may give notice to the Municipal Board that in his or her opinion any application to the Board made under this Part should be deferred and all proceedings in any such application are stayed until the Minister gives notice to the Board that they may be continued.

Purpose of
sections

25.1 The purposes of sections 25.2 to 25.4 are,

- (a) to provide for a process which allows municipal restructuring to proceed in a timely and efficient manner;
- (b) to facilitate municipal restructuring over large geographic areas involving counties or groups of counties, local municipalities in counties and in territorial districts and unorganized territory; and
- (c) to facilitate municipal restructuring of a significant nature which may include elimination of a level of municipal government, transfer of municipal powers and responsibilities and changes to municipal representation systems.

Restructur-
ing of
municipalities

25.2 (1) In this section and sections 25.3 and 25.4,

“local body” means, in respect of unorganized territory, a local body as described in the regulations; (“organisme local”)

“locality” means a geographic area whether or not the area or any part of the area is situated in a municipality but does not include area in a regional, metropolitan or district municipality and the County of Oxford; (“localité”)

“municipality” means a county and a local municipality but does not include a local municipality which forms part of a regional,

**ANNEXE M
MODIFICATION DE LA LOI SUR
LES MUNICIPALITÉS ET DE
DIVERSES AUTRES LOIS
TOUCHANT LES MUNICIPALITÉS,
LES OFFICES DE PROTECTION DE
LA NATURE ET LES TRANSPORTS**

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. L'article 25 de la *Loi sur les municipalités* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Suspension
des instances

25. Le ministre peut aviser la Commission des affaires municipales qu'à son avis, l'examen de toute requête présentée à la Commission en vertu de la présente partie devrait être reporté. Les instances qui concernent la requête visée sont alors suspendues jusqu'à ce que le ministre avise la Commission qu'elles peuvent être poursuivies.

25.1 Les articles 25.2 à 25.4 ont pour objet ce qui suit :

Objet des
articles

- a) prévoir un processus permettant à la restructuration municipale de se dérouler d'une manière opportune et efficiente;
- b) faciliter la restructuration municipale dans de grandes régions géographiques comprenant des comtés ou des groupes de comtés, des municipalités locales situées dans des comtés et dans des districts territoriaux et des territoires non érigés en municipalités;
- c) faciliter une restructuration municipale importante qui peut comprendre l'élimination d'un niveau de gouvernement municipal, le transfert de pouvoirs et de responsabilités municipaux et la modification des systèmes de représentation municipale.

25.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 25.3 et 25.4.


Restructura-
tion des
municipalités

«localité» Région géographique, que celle-ci ou une partie de celle-ci soit située ou non dans une municipalité. La présente définition exclut toutefois une région située dans une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district ou dans le comté d'Oxford. («locality»)

«municipalité» S'entend d'un comté et d'une municipalité locale. La présente définition exclut toutefois une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district ou du comté d'Oxford. («municipality»)

metropolitan or district municipality or the County of Oxford; (“municipalité”)



“resident” means a person who is a permanent resident or a temporary resident having a permanent dwelling within a locality and who is a Canadian citizen and is at least 18 years of age; (“résident”) 

“restructuring” means,

- (a) annexing part of a municipality to another municipality,
- (b) annexing a locality that does not form part of a municipality to a municipality,
- (c) amalgamating a municipality with another municipality,
- (d) separating a local municipality from a county for municipal purposes,
- (e) joining a local municipality to a county for municipal purposes,
- (f) dissolving all or part of a municipality, and
- (g) incorporating the inhabitants of a locality as a municipality; (“restructuration”)

“unorganized territory” means a geographic area without municipal organization. (“territoire non érigé en municipalité”)


Proposal to restructure

(2) A municipality or local body in a locality may, subject to subsection (3), make a restructuring proposal to restructure municipalities and unorganized territory in the locality by submitting to the Minister a restructuring report containing,

- (a) a description of the restructuring proposal in a form and in such detail as the Minister may require; and
- (b) proof in a form satisfactory to the Minister that,
 - (i) the restructuring proposal has the prescribed degree of support of the prescribed municipalities and local bodies in the locality,
 - (ii) the support was determined in the prescribed manner, and
 - (iii) the municipalities and local bodies which support the restructuring proposal meet the prescribed criteria.

«organisme local» S’entend, à l’égard d’un territoire non érigé en municipalité, d’un organisme local visé par les règlements. («local body»)



«résident» Personne âgée d’au moins 18 ans qui est un résident permanent ou un résident temporaire ayant un logement permanent situé dans une localité et qui est un citoyen canadien. («resident») 

«restructuration» S’entend de ce qui suit :

- a) l’annexion d’une partie d’une municipalité à une autre municipalité,
- b) l’annexion d’une localité qui ne fait pas partie d’une municipalité à une municipalité,
- c) la fusion d’une municipalité avec une autre municipalité,
- d) la séparation d’une municipalité locale d’un comté à des fins municipales,
- e) la jonction d’une municipalité locale à un comté à des fins municipales,
- f) la dissolution de la totalité ou d’une partie d’une municipalité,
- g) la constitution des habitants d’une localité en municipalité. («restructuring»)

«territoire non érigé en municipalité» Région géographique non érigée en municipalité. («unorganized territory»)

(2) Une municipalité ou un organisme local d’une localité peuvent, sous réserve du paragraphe (3), présenter une proposition de restructuration afin de restructurer les municipalités et le territoire non érigé en municipalité dans la localité en soumettant au ministre un rapport de restructuration contenant les éléments suivants :

Proposition de restructuration

- a) la description de la proposition de restructuration, rédigée selon la forme et contenant les détails que le ministre peut exiger;
- b) une preuve présentée selon la forme que le ministre estime satisfaisante de ce qui suit :
 - (i) la proposition de restructuration jouit du degré d’appui prescrit des municipalités et organismes locaux prescrits de la localité,
 - (ii) l’appui a été déterminé de la façon prescrite,
 - (iii) les municipalités et organismes locaux qui appuient la proposition de restructuration respectent les critères prescrits.

Limitation	(3) A restructuring proposal shall not provide for a type of restructuring other than a prescribed type of restructuring.	(3) La proposition de restructuration ne doit pas prévoir d'autre genre de restructuration qu'un genre de restructuration prescrit.	Restriction
Implementation	(4) If a restructuring proposal and report under subsection (2) meet the requirements of this section, the Minister shall, by order, implement the restructuring proposal in accordance with the regulations made under subsection (11).	(4) Si la proposition de restructuration et le rapport visés au paragraphe (2) respectent les exigences du présent article, le ministre, par arrêté, met la proposition de restructuration en œuvre conformément aux règlements pris en application du paragraphe (11).	Mise en œuvre
Limitation	(5) The Minister shall not make an order under subsection (4) to implement the restructuring proposal in a locality if any part of the locality is in a locality for which a commission has been established under section 25.3.	(5) Le ministre ne doit pas prendre l'arrêté visé au paragraphe (4) pour mettre en œuvre la proposition de restructuration dans une localité si une partie quelconque de celle-ci est située dans une localité à l'égard de laquelle une commission a été établie en vertu de l'article 25.3.	Restriction
Filing	(6) The Minister shall, (a) publish an order under subsection (4) in <i>The Ontario Gazette</i> ; and (b) file a copy of an order under subsection (4) with the clerk of each municipality to which the order applies.	(6) Le ministre fait ce qui suit : a) il publie l'arrêté visé au paragraphe (4) dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> ; b) il dépose une copie de l'arrêté visé au paragraphe (4) auprès du secrétaire de chaque municipalité visée par l'arrêté.	Dépôt
Inspection	(7) The clerk shall make the order available for public inspection.	(7) Le secrétaire met l'arrêté à la disposition du public aux fins d'examen.	Examen
Not regulation	(8) An order of the Minister under subsection (4) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(8) L'arrêté du ministre visé au paragraphe (4) n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
Regulations	(9) The Minister may make regulations, (a) in respect of unorganized territory, providing that any body or class of persons is a local body for the purposes of this section; (b) for the purpose of subsection (2), (i) establishing types of restructuring, (ii) providing which municipalities and local bodies may support a restructuring proposal with respect to each type of restructuring, (iii) providing for the degree of support required to support a restructuring proposal with respect to each type of restructuring, (iv) providing for the manner of determining the support, and (v) providing for criteria which must be met by the municipalities and local bodies supporting a restructuring proposal; (c) providing that a municipality in a locality for which a restructuring proposal	(9) Le ministre peut, par règlement : a) à l'égard d'un territoire non érigé en municipalité, prévoir qu'un organisme ou une catégorie de personnes est un organisme local pour l'application du présent article; b) pour l'application du paragraphe (2) : (i) établir des genres de restructuration, (ii) prévoir quelles municipalités et quels organismes locaux peuvent appuyer une proposition de restructuration à l'égard de chaque genre de restructuration, (iii) prévoir le degré d'appui exigé pour appuyer une proposition de restructuration à l'égard de chaque genre de restructuration, (iv) prévoir la façon de déterminer l'appui, (v) prévoir les critères qui doivent être respectés par les municipalités et les organismes locaux qui appuient une proposition de restructuration; c) prévoir qu'une municipalité d'une localité à l'égard de laquelle une proposi-	Règlements

has been submitted under subsection (2),

- (i) shall not exercise a specified power under any Act,
- (ii) shall exercise, in the specified manner, a specified power under any Act, and
- (iii) shall obtain the approval of a person or body specified in the regulation before exercising any of its powers under any Act.

tion de restructuration a été présentée en vertu du paragraphe (2) :

- (i) ne doit pas exercer les pouvoirs précisés que confère une loi,
- (ii) exerce, de la manière précisée, les pouvoirs précisés que confère une loi,
- (iii) obtienne l'approbation d'une personne ou d'un organisme précisés dans le règlement avant d'exercer les pouvoirs que confère une loi à la municipalité.

Scope (10) A regulation under subsection (9) may be general or particular in its application.

(10) Les règlements pris en application du paragraphe (9) peuvent avoir une portée générale ou particulière. Portée

Regulations (11) Despite any Act, the Lieutenant Governor in Council may make regulations setting out the powers that may be exercised by the Minister or a commission established under section 25.3 in implementing a restructuring proposal.

(11) Malgré toute loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, énoncer les pouvoirs que peut exercer le ministre ou une commission établie en vertu de l'article 25.3 lorsqu'il met une proposition de restructuration en œuvre. Règlements

Conflicts (12) An order of the Minister or commission implementing a restructuring proposal prevails over any Act or regulation with which it conflicts so long as the order is consistent with the regulation made under subsection (11).

(12) L'arrêté du ministre ou l'ordre de la commission mettant en œuvre une proposition de restructuration l'emporte sur toute loi ou tout règlement avec lequel il est incompatible à condition que l'arrêté ou l'ordre soit compatible avec le règlement pris en application du paragraphe (11). Incompatibilité

Commission 25.3 (1) The Minister may establish a commission on or before December 31, 1999 at the request of a municipality in a locality or at the request of 75 or more residents of an unorganized territory in a locality. The purpose of the commission is to develop a proposal for restructuring municipalities and unorganized territory in the locality or in such greater area as the Minister may prescribe.

25.3 (1) Le ministre peut établir une commission au plus tard le 31 décembre 1999 à la demande d'une municipalité d'une localité ou à la demande d'au moins 75 résidents d'un territoire non érigé en municipalité d'une localité. La commission a pour but d'élaborer une proposition aux fins de la restructuration de municipalités et d'un territoire non érigé en municipalité de la localité ou de toute région plus grande que le ministre peut prescrire. Commission

Restructuring proposal (2) The commission shall develop a restructuring proposal for the prescribed locality or for such part of it as the commission considers advisable.

(2) La commission élabore une proposition de restructuration à l'égard de la localité prescrite ou de la partie de celle-ci qu'elle estime souhaitable. Proposition de restructuration

Limitation (3) A restructuring proposal shall not provide for a type of restructuring other than a prescribed type of restructuring.

(3) La proposition de restructuration ne doit pas prévoir d'autre genre de restructuration qu'un genre de restructuration prescrit. Limite

Consultation (4) The commission shall consult with each municipality in the prescribed locality when developing the restructuring proposal and may consult with such other bodies and persons as the commission considers appropriate.

(4) La commission doit consulter chaque municipalité de la localité prescrite lorsqu'elle élabore la proposition de restructuration et peut consulter les autres organismes et personnes qu'elle estime appropriés. Consultation

Draft proposal (5) The commission shall prepare a draft of the restructuring proposal and shall give a copy of the draft to each municipality in the prescribed locality and make it available for

(5) La commission prépare un projet de la proposition de restructuration et en remet une copie à chaque municipalité de la localité prescrite, et le met à la disposition des mem- Projet de proposition

inspection by members of the public in the prescribed locality.

Public meeting

(6) The commission shall hold at least one public meeting at which any person who attends is given an opportunity to make representations about the draft.

Written submissions

(7) The commission shall invite written submissions about the draft and shall establish a deadline for receiving them. The commission shall make the submissions available for inspection by each municipality and by members of the public in the prescribed locality.

Notice to municipalities

(8) The commission shall notify each municipality in the prescribed locality of its opportunity to make representations and shall advise them where they can inspect written submissions received by the commission.

Notice to the public

(9) The commission shall give notice to the public in the prescribed locality advising them of the opportunity,

- (a) to inspect the draft;
- (b) to make representations at the public meeting and to give written submissions by the deadline; and
- (c) to inspect the written submissions received by the commission.

Final proposal

(10) After considering the representations and submissions about the draft, the commission shall finalize the restructuring proposal and shall give a copy of it to each municipality in the prescribed locality and make it available for inspection by members of the public in the prescribed locality.

Same

(11) The commission shall give notice to the public in the prescribed locality advising them of the opportunity to inspect the restructuring proposal.

Method of giving public notice

(12) The commission shall give notice to the public under this section,

- (a) by publishing the information in a newspaper that, in the opinion of the commission, is of general circulation in the prescribed locality, including a newspaper provided at no cost; or
- (b) if the commission considers that there is no such newspaper, by such other means as the commission considers will give members of the public in the prescribed locality reasonable notice.

Commission orders

(13) The commission may make orders to implement the restructuring proposal. For the purposes of implementing the proposal, the commission has the powers under a regulation made under subsection 25.2 (11).

bres du public de la localité prescrite aux fins d'examen.

(6) La commission tient au moins une réunion publique lors de laquelle l'occasion est donnée à toute personne qui y assiste de présenter des observations au sujet du projet.

Réunion publique

(7) La commission sollicite des observations écrites au sujet du projet et établit une date limite pour leur réception. La commission met les observations à la disposition de chaque municipalité et des membres du public de la localité prescrite aux fins d'examen.

Observations écrites

(8) La commission avise chacune des municipalités de la localité prescrite que l'occasion leur est donnée de présenter des observations et les informe de l'endroit où elles peuvent examiner les observations écrites que la commission a reçues.

Avis aux municipalités

(9) La commission avise le public de la localité prescrite que l'occasion lui est donnée de faire ce qui suit :

Avis au public

- a) examiner le projet;
- b) présenter des observations à la réunion publique et présenter des observations écrites dans le délai imparti;
- c) examiner les observations écrites que la commission a reçues.

(10) Après avoir étudié les observations présentées au sujet du projet, la commission rédige la version définitive de la proposition de restructuration et en remet une copie à chaque municipalité de la localité prescrite, et la met à la disposition des membres du public de la localité prescrite aux fins d'examen.

Proposition définitive

(11) La commission avise le public de la localité prescrite que l'occasion lui est donnée d'examiner la proposition de restructuration.

Idem

(12) La commission avise le public aux termes du présent article :

Mode de remise de l'avis public

- a) soit en publiant les renseignements dans un journal qui, de l'avis de la commission, est généralement lu dans la localité prescrite, y compris un journal gratuit;
- b) soit, si la commission estime qu'un tel journal n'existe pas, en utilisant les autres méthodes qui, à son avis, donneront aux membres du public de la localité prescrite un avis raisonnable.

(13) La commission peut donner des ordres afin de mettre en œuvre la proposition de restructuration. Aux fins de cette mise en œuvre, la commission a les pouvoirs que confère un règlement pris en application du paragraphe 25.2 (11).

Ordres de la commission

Restriction	(14) The commission shall not finalize the restructuring proposal or make orders to implement it until at least 30 days after the later of,	(14) La commission ne doit pas rédiger la version définitive de la proposition de restructuration ni donner des ordres aux fins de sa mise en œuvre tant que ne se sont pas écoulés au moins 30 jours après le dernier en date des jours suivants :	Restriction
	(a) the day on which the final public meeting about the draft is held; and	a) le jour où est tenue la dernière réunion publique au sujet du projet;	
	(b) the deadline for receiving written submissions about the draft.	b) le dernier jour fixé pour la réception des observations écrites au sujet du projet.	
Publication and filing	(15) The commission shall publish an order in <i>The Ontario Gazette</i> and shall file a copy of the order with the clerk of each municipality to which the order applies. ▲	(15) La commission publie l'ordre dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> et en dépose une copie auprès du secrétaire de chaque municipalité visée par celui-ci. ▲	Publication et dépôt
Inspection	(16) The clerk shall make the order available for public inspection.	(16) Le secrétaire met l'ordre à la disposition du public aux fins d'examen.	Examen
Not regulation	(17) An order of the commission is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(17) L'ordre de la commission n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
Regulations	(18) The Minister may, for the purposes of this section, make regulations,	(18) Pour l'application du présent article, le ministre peut, par règlement :	Règlements
	(a) establishing a commission;	a) établir une commission;	
	(b) providing for the composition of the commission, which may be composed of one person;	b) prévoir la composition de la commission, qui peut se composer d'une seule personne;	
	(c) describing the locality for which the commission shall develop a restructuring proposal;	c) décrire la localité à l'égard de laquelle la commission doit élaborer une proposition de restructuration;	
	(d) in respect of unorganized territory, providing that any body or class of persons is a local body;	d) à l'égard d'un territoire non érigé en municipalité, prévoir qu'un organisme ou une catégorie de personnes est un organisme local;	
	(e) establishing types of restructuring;	e) établir des genres de restructuration;	
	(f) authorizing the commission to determine its costs and to apportion the costs among the municipalities and local bodies in the locality for which the commission was established; and	f) autoriser la commission à fixer ses frais et à les répartir entre les municipalités et les organismes locaux de la localité à l'égard de laquelle elle a été établie;	
	(g) providing that a municipality in a locality for which a commission has been established to develop a restructuring proposal under subsection (1),	g) prévoir qu'une municipalité d'une localité à l'égard de laquelle une commission a été établie pour élaborer une proposition de restructuration aux termes du paragraphe (1) :	
	(i) shall not exercise a specified power under any Act;	(i) ne doit pas exercer les pouvoirs précisés que confère une loi,	
	(ii) shall exercise, in the specified manner, a specified power under any Act, and	(ii) exerce, de la manière précisée, les pouvoirs précisés que confère une loi,	
	(iii) shall obtain the approval of a person or body specified in the regulation before exercising any of its powers under any Act.	(iii) obtienne l'approbation d'une personne ou d'un organisme précisés dans le règlement avant d'exercer les pouvoirs que confère une loi à la municipalité.	

Scope	(19) A regulation under subsection (18) may be general or particular in its application.	(19) Les règlements pris en application du paragraphe (18) peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée
Procedures	<p>↓</p> <p>(20) The Minister may require that a commission follow such procedures as the Minister may provide, in addition to the procedures set out in this section. ▲</p>	<p>↓</p> <p>(20) Le ministre peut exiger qu'une commission suive les modalités qu'il prévoit en plus de celles énoncées au présent article. ▲</p>	Modalités
Debt	(21) Costs which the commission apportions to a municipality or local body are a debt of the municipality or local body to the Crown.	(21) Les frais que la commission attribue à une municipalité ou à un organisme local sont une dette de la municipalité ou de l'organisme local envers la Couronne.	Dette
Principles to be considered	<p>25.4 The Minister may establish restructuring principles that shall be considered,</p> <p>(a) by municipalities and local bodies when developing a restructuring proposal to be submitted to the Minister under subsection 25.2 (2); and</p> <p>(b) by a commission when developing restructuring proposals under subsection 25.3 (1).</p> <p>2. The Act is amended by adding the following section:</p> <p>83.1 (1) In this section,</p> <p>“municipality” includes,</p> <p>(a) a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford;</p> <p>(b) a local board as defined in section 1 of the <i>Municipal Affairs Act</i>, excluding school boards;</p> <p>(c) a conservation authority;</p> <p>(d) a board, commission or other local authority exercising any power with respect to municipal affairs or purposes, excluding school purposes, in a territory without municipal organization; and</p> <p>(e) any other body performing a public function designated by the Minister.</p>	<p>25.4 Le ministre peut établir les principes de restructuration dont tiennent compte :</p> <p>a) d'une part, les municipalités et les organismes locaux lorsqu'ils élaborent une proposition de restructuration devant être soumise au ministre en vertu du paragraphe 25.2 (2);</p> <p>b) d'autre part, une commission lorsqu'elle élabore des propositions de restructuration aux termes du paragraphe 25.3 (1).</p> <p>2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p> <p>83.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.</p> <p>«municipalité» S'entend en outre de ce qui suit :</p> <p>a) une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford;</p> <p>b) un conseil local au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les affaires municipales</i>, à l'exclusion des conseils scolaires;</p> <p>c) un office de protection de la nature;</p> <p>d) un conseil, une commission ou un autre office local qui exerce des pouvoirs relativement à des affaires ou des fins municipales, à l'exclusion des fins scolaires, dans un territoire non érigé en municipalité;</p> <p>e) tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est désigné par le ministre.</p>	Principes
Information re; municipal operations			
Information to be provided			
Publication			

nated by the Minister at the times and in the manner and form designated by the Minister.

Review

(4) A municipality shall,

- (a) cause to be reviewed or audited all the information, or such portion of it as may be designated by the Minister, at the times and in the manner and form designated; and
- (b) shall make available all the information, or such portion of it as may be designated by the Minister, to be reviewed or audited at the times, by the persons and in the manner and form designated.

Scope

(5) A matter designated by the Minister under this section may be general or particular in its application and may be restricted to those municipalities and persons designated.

3. Section 109 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 1, and section 109.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 2, are repealed.

4. Subsection 110 (1) of the Act is amended by striking out “not exceeding \$1” in the tenth and eleventh lines.

5. (1) Paragraph 13 of section 207 of the Act is amended by inserting “and other water control structures” after “dams” in the fifth line.

(2) Paragraph 26 of section 207 of the Act is repealed.

(3) Paragraph 63 of section 207 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 2, section 50, is repealed.

6. The Act is amended by adding the following sections:

209.1 In sections 209.1 to 209.6,

“elector” means a person whose name appears on the polling list, as amended up until the close of the polls, for the last regular election preceding the coming into force of a by-law under section 209.2 or 209.4; (“électeur”)

“local power” means a power a local municipality or a local board thereof may exercise under any Act to provide a prescribed service or facility, including any limitations on the power; (“pouvoir local”)

“municipality” means a local municipality and an upper-tier municipality; (“municipalité”)

ministre aux moments, de la manière et selon la forme que le ministre désigne.

(4) La municipalité fait ce qui suit :

- a) elle fait réviser ou vérifier les renseignements, ou la partie de ceux-ci que peut désigner le ministre, aux moments, de la manière et selon la forme désignés;
- b) elle rend les renseignements, ou la partie de ceux-ci que peut désigner le ministre, accessibles aux fins de révision ou de vérification aux moments, par les personnes, de la manière et selon la forme désignés.

Révision

(5) Les questions désignées par le ministre en vertu du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux personnes désignées.

Portée

3. L'article 109 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, et l'article 109.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

4. Le paragraphe 110 (1) de la Loi est modifié par suppression de «, qui ne dépassent pas 1 \$,» aux treizième et quatorzième lignes.

5. (1) La disposition 13 de l'article 207 de la Loi est modifiée par insertion de «et d'autres ouvrages de régularisation des eaux» après «barrages» à la cinquième ligne.

(2) La disposition 26 de l'article 207 de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 63 de l'article 207 de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'article 50 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogée.

6. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

209.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 209.1 à 209.6.

Définitions

«électeur» Personne dont le nom figure sur la liste électorale, telle qu'elle est modifiée jusqu'à la clôture du scrutin, pour la dernière élection ordinaire précédant l'entrée en vigueur d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.2 ou 209.4. («elector»)

«municipalité» Municipalité locale et municipalité de palier supérieur. («municipality»)

«municipalité de palier supérieur» Un comté, une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford. («upper-tier municipality»)

Definitions

“upper-tier municipality” means a county, a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité de palier supérieur”)

“upper-tier power” means a power an upper-tier municipality or local board thereof may exercise under any Act to provide a prescribed service or facility, including any limitations on the power. (“pouvoir de palier supérieur”)

By-law to assume local power

209.2 (1) An upper-tier municipality may pass a by-law,

- (a) despite any Act, to assume a local power to provide a prescribed service or facility for all of its local municipalities; and
- (b) to provide for transitional matters to facilitate the assumption of the local power.

Conditions

(2) A by-law under subsection (1) shall not come into force unless,

- (a) a majority of all votes on the council of the upper-tier municipality are cast in its favour;
- (b) a majority of the councils of all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes have passed resolutions giving their consent to the by-law; and
- (c) the total number of electors in the local municipalities which have passed resolutions under clause (b) form a majority of all the electors in the upper-tier municipality.

No repeal

(3) A provision of a by-law of an upper-tier municipality to assume a local power passed under clause (1) (a) shall not be repealed in whole or in part after it comes into force.

Conflicts

(4) Despite subsection (3), a by-law of an upper-tier municipality passed under subsection (1) shall be deemed to be repealed to the extent it conflicts with a subsequent by-law of a local municipality under section 209.4.

«pouvoir de palier supérieur» Pouvoir qu’une municipalité de palier supérieur ou un conseil local de celle-ci peut exercer en vertu d’une loi afin de fournir des installations ou des services prescrits. S’entend notamment des restrictions auxquelles le pouvoir est assujéti. («upper-tier power»)

«pouvoir local» Pouvoir qu’une municipalité locale ou un conseil local de celle-ci peut exercer en vertu d’une loi afin de fournir des installations ou des services prescrits. S’entend notamment des restrictions auxquelles le pouvoir est assujéti. («local power»)

209.2 (1) Une municipalité de palier supérieur peut adopter un règlement municipal pour faire ce qui suit :

- a) malgré toute loi, prendre en charge un pouvoir local afin de fournir des installations ou des services prescrits à toutes ses municipalités locales;
- b) prévoir des mesures de transition pour faciliter la prise en charge du pouvoir local.

(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) ne doit pas entrer en vigueur tant que les conditions suivantes ne sont pas réunies :

- a) il recueille la majorité de toutes les voix des membres du conseil de la municipalité de palier supérieur;
- b) la majorité des conseils de toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales ont adopté des résolutions donnant leur consentement au règlement municipal;
- c) le nombre total d’électeurs des municipalités locales qui ont adopté les résolutions visées à l’alinéa b) forment la majorité de tous les électeurs de la municipalité de palier supérieur.

(3) Aucune disposition d’un règlement municipal adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu de l’alinéa (1) a) pour prendre en charge un pouvoir local ne peut être abrogée en tout ou en partie après son entrée en vigueur.

(4) Malgré le paragraphe (3), le règlement municipal adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu du paragraphe (1) est réputé abrogé dans la mesure où il est incompatible avec un règlement municipal subséquent adopté par une municipalité locale en vertu de l’article 209.4.

Règlement municipal visant à assumer un pouvoir local

Conditions

Aucune abrogation

Incompatibilité

Effect of
by-law

209.3 (1) When a by-law passed under section 209.2 comes into force,

- (a) the upper-tier municipality has all the local powers its local municipalities and local boards thereof could have exercised under any Act before the by-law came into force to provide the prescribed service or facility for which the upper-tier municipality has assumed the local power;
- (b) a local municipality that forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes and a local board thereof are bound by the by-law and no longer have the power to exercise the local power assumed by the upper-tier municipality;
- (c) despite clause (b), a local municipality which forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes may, by agreement with the upper-tier municipality, provide a service or facility of the type authorized under the local power assumed by the upper-tier municipality; and
- (d) a by-law or resolution of a local municipality and local boards thereof that relate to the local power assumed by the upper-tier municipality shall, to the extent it applies in any part of the local municipality, be deemed to be a by-law or resolution of the upper-tier municipality and shall remain in force in that part of the local municipality until the earlier of the prescribed period of time after the assumption by-law comes into force and the day the deemed by-law or resolution is repealed by the upper-tier municipality.

Procedures,
agreements

(2) If an upper-tier municipality assumes a local power from its local municipalities under section 209.2, the upper-tier municipality,

- (a) may continue procedures commenced, but not completed, by the local municipality before the assumption to enact a by-law or take any other action under the local power; and
- (b) may, for the purpose of exercising the assumed local power, enter into agree-

209.3 (1) Lorsqu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.2 entre en vigueur :

Effet du
règlement
municipal

- a) la municipalité de palier supérieur a tous les pouvoirs locaux que ses municipalités locales et leurs conseils locaux auraient pu exercer en vertu de toute loi avant l'entrée en vigueur du règlement municipal pour fournir les installations ou les services prescrits à l'égard desquels la municipalité de palier supérieur a pris en charge le pouvoir local;
- b) une municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales et un conseil local de cette municipalité locale sont liés par le règlement municipal et n'ont plus le pouvoir d'exercer le pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur;
- c) malgré l'alinéa b), une municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales peut, au moyen d'un accord avec la municipalité de palier supérieur, fournir des installations ou des services du genre autorisé en vertu du pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur;
- d) un règlement municipal ou une résolution d'une municipalité locale et de ses conseils locaux qui a trait au pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur est, dans la mesure où il ou elle s'applique dans toute partie de la municipalité locale, réputé un règlement municipal ou une résolution de la municipalité de palier supérieur et demeure en vigueur dans cette partie de la municipalité locale jusqu'à l'expiration du délai prescrit après l'entrée en vigueur du règlement municipal de prise en charge ou jusqu'au jour de l'abrogation du règlement municipal ou de la résolution réputés par la municipalité de palier supérieur, si ce jour arrive en premier.

(2) Si une municipalité de palier supérieur prend en charge un pouvoir local de ses municipalités locales en vertu de l'article 209.2, elle peut :

Procédures,
accords

- a) d'une part, poursuivre les procédures commencées, mais non terminées, par la municipalité locale avant la prise en charge pour adopter un règlement municipal ou prendre d'autres mesures en vertu du pouvoir local;
- b) d'autre part, aux fins de l'exercice du pouvoir local pris en charge, conclure

ments with a municipality or any other person.

By-law to assume upper-tier power

209.4 (1) A local municipality forming part of an upper-tier municipality for municipal purposes, may pass a by-law,

- (a) despite any Act, to assume an upper-tier power to provide a prescribed service or facility for all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes; and
- (b) to provide for transitional matters to facilitate the assumption of the upper-tier power for all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes.

Conditions

(2) A by-law under subsection (1) shall not come into force unless,

- (a) at least half of the local municipalities, excluding the local municipality which passed the by-law, have passed resolutions giving their consent to the by-law;
- (b) the total number of electors in the local municipalities which have passed resolutions under clause (a) and the local municipality which passed the by-law form a majority of all the electors in the upper-tier municipality; and
- (c) the council of the upper-tier municipality has passed a resolution giving its consent to the assumption of the power and a majority of all the votes on the council were cast in favour of the resolution.

No repeal

(3) A provision of a by-law of a local municipality to assume an upper-tier power passed under clause (1) (a) shall not be repealed in whole or in part after it comes into force.

Conflicts

(4) Despite subsection (3), a by-law of a local municipality passed under subsection (1) shall be deemed to be repealed to the extent it conflicts with a subsequent by-law of an upper-tier municipality under section 209.2.

Effect of by-law

209.5 (1) When a by-law under section 209.4 comes into force,

des accords avec une municipalité ou toute autre personne.

209.4 (1) Une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité de palier supérieur à des fins municipales peut adopter un règlement municipal pour faire ce qui suit :

Prise en charge d'un pouvoir de palier supérieur

- a) malgré toute loi, prendre en charge un pouvoir de palier supérieur afin de fournir des installations ou des services prescrits à toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales;
- b) prévoir des mesures de transition pour faciliter la prise en charge du pouvoir de palier supérieur pour toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales.

Conditions

(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) ne doit pas entrer en vigueur tant que les conditions suivantes ne sont pas réunies :

- a) au moins la moitié des municipalités locales, à l'exclusion de celle qui a adopté le règlement municipal, ont adopté des résolutions donnant leur consentement au règlement municipal;
- b) le nombre total d'électeurs des municipalités locales qui ont adopté les résolutions visées à l'alinéa a) et de la municipalité locale qui a adopté le règlement municipal forment la majorité de tous les électeurs de la municipalité de palier supérieur;
- c) le conseil de la municipalité de palier supérieur a adopté une résolution donnant son consentement à la prise en charge du pouvoir et la résolution recueille la majorité de toutes les voix des membres du conseil.

Aucune abrogation

(3) Aucune disposition d'un règlement municipal adopté par une municipalité locale en vertu de l'alinéa (1) a) pour prendre en charge un pouvoir de palier supérieur ne peut être abrogée en tout ou en partie après son entrée en vigueur.

Incompatibilité

(4) Malgré le paragraphe (3), le règlement municipal adopté par une municipalité locale en vertu du paragraphe (1) est réputé abrogé dans la mesure où il est incompatible avec un règlement municipal subséquent adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu de l'article 209.2.

209.5 (1) Lorsqu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.4 entre en vigueur :

Effet du règlement municipal

- (a) each local municipality forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes is bound by the by-law and has, for the purposes of the local municipality, all the upper-tier powers the upper-tier municipality and local boards thereof could have exercised under any Act before the by-law came into force to provide the prescribed service or facility for which the local municipalities have assumed the upper-tier power;
- (b) the upper-tier municipality and local boards thereof are bound by the by-law and no longer have the power to exercise the upper-tier power assumed by the local municipalities;
- (c) despite clause (b), the upper-tier municipality may, by agreement with a local municipality, provide a service or facility for the purposes of the local municipality of the type authorized under the upper-tier power assumed by the local municipality; and
- (d) a by-law or resolution of an upper-tier municipality and local boards thereof that relates to the upper-tier power assumed by the local municipalities shall, to the extent it applies in any part of a local municipality, be deemed to be a by-law or resolution of the local municipality and shall remain in force in that part of the local municipality until the earlier of the prescribed period of time after the assumption by-law comes into force and the day the deemed by-law or resolution is repealed by the local municipality.

- a) chaque municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales est liée par le règlement municipal et, aux fins de la municipalité locale, a tous les pouvoirs de palier supérieur que la municipalité de palier supérieur et ses conseils locaux auraient pu exercer en vertu de toute loi avant l'entrée en vigueur du règlement municipal pour fournir les installations ou les services prescrits à l'égard desquels les municipalités locales ont pris en charge le pouvoir de palier supérieur;
- b) la municipalité de palier supérieur et ses conseils locaux sont liés par le règlement municipal et n'ont plus le pouvoir d'exercer le pouvoir de palier supérieur pris en charge par les municipalités locales;
- c) malgré l'alinéa b), la municipalité de palier supérieur peut, au moyen d'un accord avec une municipalité locale, fournir aux fins de la municipalité locale des installations ou des services du genre autorisé en vertu du pouvoir de palier supérieur pris en charge par la municipalité locale;
- d) un règlement municipal ou une résolution d'une municipalité de palier supérieur et de ses conseils locaux qui a trait au pouvoir de palier supérieur pris en charge par les municipalités locales est, dans la mesure où il ou elle s'applique à toute partie d'une municipalité locale, réputé un règlement municipal ou une résolution de la municipalité locale et demeure en vigueur dans cette partie de la municipalité locale jusqu'à l'expiration du délai prescrit après l'entrée en vigueur du règlement municipal de prise en charge ou jusqu'au jour de l'abrogation du règlement municipal ou de la résolution réputés par la municipalité locale, si ce jour arrive en premier.

Procedures,
agreements

(2) A local municipality which has assumed an upper-tier power from an upper-tier municipality,

- (a) may continue procedures commenced, but not completed, by the upper-tier municipality before the assumption to enact a by-law or take any other action under the upper-tier power to the extent the by-law or other action applies to the local municipality; and

(2) La municipalité locale qui a pris en charge un pouvoir de palier supérieur de la municipalité de palier supérieur peut :

- a) d'une part, poursuivre les procédures commencées, mais non terminées, par la municipalité de palier supérieur avant la prise en charge pour adopter un règlement municipal ou prendre d'autres mesures en vertu du pouvoir de palier supérieur, dans la mesure où le règlement municipal ou les autres mesures s'appliquent à la municipalité locale;

Procedures,
accords

- (b) may, for the purpose of exercising the assumed upper-tier power, enter into agreements with a municipality or any other person.

Regulations

209.6 (1) The Minister may, despite any Act, make regulations,

- (a) prescribing the services and facilities for which an upper-tier municipality may assume local powers under section 209.2;
- (b) prescribing the services and facilities for which a local municipality may assume upper-tier powers under section 209.4;
- (c) despite clauses 209.3 (1) (d) and 209.5 (1) (d), providing for the continuation, cessation or otherwise of by-laws and resolutions;
- (d) establishing a period of time for the purpose of clauses 209.3 (1) (d) and 209.5 (1) (d);
- (e) imposing conditions and limitations on the powers of an upper-tier municipality and local municipalities under sections 209.2 and 209.4;
- (f) imposing conditions and limitations on local and upper-tier powers assumed under sections 209.2 and 209.4;
- (g) providing that any body performing a public function is a local board for the purpose of sections 209.1 to 209.6;
- (h) providing for any matter that, in the opinion of the Minister, is necessary or desirable,
 - (i) to allow an upper-tier municipality or a local municipality which has assumed a local or upper-tier power under section 209.2 or 209.4, to exercise the power, and
 - (ii) to allow an upper-tier municipality or a local municipality from which an upper-tier power or a local power has been assumed under section 209.2 or 209.4, to exercise its remaining powers; and
- (i) providing for any transitional matter related to the assumption of a local and upper-tier power under sections 209.2 and 209.4.

- b) d'autre part, aux fins de l'exercice du pouvoir de palier supérieur pris en charge, conclure des accords avec une municipalité ou toute autre personne.

209.6 (1) Malgré toute loi, le ministre peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire les installations et les services à l'égard desquels une municipalité de palier supérieur peut prendre en charge des pouvoirs locaux en vertu de l'article 209.2;
- b) prescrire les installations et les services à l'égard desquels une municipalité locale peut prendre en charge des pouvoirs de palier supérieur en vertu de l'article 209.4;
- c) malgré les alinéas 209.3 (1) d) et 209.5 (1) d), prévoir le maintien en vigueur, la cessation ou autre des règlements municipaux et des résolutions;
- d) fixer un délai pour l'application des alinéas 209.3 (1) d) et 209.5 (1) d);
- e) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs conférés à une municipalité de palier supérieur et aux municipalités locales en vertu des articles 209.2 et 209.4;
- f) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs locaux et aux pouvoirs de palier supérieur pris en charge en vertu des articles 209.2 et 209.4;
- g) prévoir qu'un organisme qui exerce une fonction publique est un conseil local pour l'application des articles 209.1 à 209.6;
- h) prévoir les questions qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou utiles pour faire ce qui suit :
 - (i) permettre à une municipalité de palier supérieur ou à une municipalité locale qui a pris en charge un pouvoir local ou un pouvoir de palier supérieur en vertu de l'article 209.2 ou 209.4 d'exercer le pouvoir,
 - (ii) permettre à une municipalité de palier supérieur ou à une municipalité locale dont un pouvoir de palier supérieur ou un pouvoir local a été pris en charge en vertu de l'article 209.2 ou 209.4 d'exercer les pouvoirs qui lui restent;
- i) prévoir des mesures de transition ayant trait à la prise en charge d'un pouvoir local et d'un pouvoir de palier supérieur en vertu des articles 209.2 et 209.4.

Scope	<p>(2) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities specified in the regulation.</p> <p>7. (1) Paragraphs 14, 23, 139, 147, 152, 154, 155, 157, 159, 160, 161, 162 and 163 of section 210 of the Act are repealed.</p> <p>(2) Paragraph 158 of section 210 of the Act is amended by striking out “or 157” in the second line.</p> <p>8. The Act is amended by adding the following section:</p> <p>210.4 (1) In this section,</p> <p>↓</p> <p>“local board” means a local board as defined in section 1 of the <i>Municipal Affairs Act</i> and any other body performing any public function prescribed by regulation but does not include a police services board, school board or conservation authority; (“conseil local”) ↑</p> <p>“municipality” includes a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford. (“municipalité”)</p>	<p>(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités précisées dans les règlements.</p> <p>7. (1) Les dispositions 14, 23, 139, 147, 152, 154, 155, 157, 159, 160, 161, 162 et 163 de l'article 210 de la Loi sont abrogées.</p> <p>(2) La disposition 158 de l'article 210 de la Loi est modifiée par suppression de «ou 157» aux deux dernières lignes.</p> <p>8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p> <p>210.4 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p> <p>↓</p> <p>«conseil local» Conseil local au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> et tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par les règlements. La présente définition exclut toutefois une commission de services policiers, un conseil scolaire et un office de protection de la nature. («local board») ↑</p> <p>«municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district et du comté d'Oxford. («municipality»)</p>	Portée
Dissolution of local boards			Dissolution de conseils locaux
Dissolution	<p>(2) Despite any Act, if a local board is the local board of a single municipality, the council of the municipality may by by-law dissolve or make prescribed changes to the local board.</p>	<p>(2) Malgré toute loi, si un conseil local est le conseil local d'une seule municipalité, le conseil de la municipalité peut, par règlement municipal, dissoudre le conseil local ou lui apporter des modifications prescrites.</p>	Dissolution
Joint local boards	<p>(3) Despite any Act, if a local board is a local board of two or more municipalities, any of the municipalities may pass a by-law to dissolve or make prescribed changes to the local board.</p>	<p>(3) Malgré toute loi, si un conseil local est le conseil local de deux municipalités ou plus, l'une quelconque des municipalités peut adopter un règlement municipal pour dissoudre le conseil local ou lui apporter des modifications prescrites.</p>	Conseils locaux mixtes
Restriction	<p>(4) A municipality does not have the power to pass a by-law under subsection (2) or (3) to dissolve a local board until a regulation under subsection (7) relating to the dissolution of that type of local board is in force.</p>	<p>(4) La municipalité n'a pas le pouvoir d'adopter un règlement municipal en vertu du paragraphe (2) ou (3) pour dissoudre un conseil local tant qu'un règlement pris en application du paragraphe (7) et ayant trait à la dissolution de ce genre de conseil local n'est pas en vigueur.</p>	Restriction
Coming into force	<p>(5) A by-law under subsection (3) does not come into force until at least half of the municipalities, excluding the municipality which passed the by-law, have passed a resolution giving their approval to the by-law.</p>	<p>(5) Le règlement municipal visé au paragraphe (3) n'entre pas en vigueur tant qu'au moins la moitié des municipalités, à l'exclusion de celle qui a adopté le règlement municipal, n'ont pas adopté une résolution approuvant le règlement municipal.</p>	Entrée en vigueur
Amendments, repeal	<p>(6) When a by-law under subsection (3) comes into force, the by-law shall be deemed to be a by-law passed under subsection (3) by each of the municipalities and may only be amended or repealed by a by-law passed in accordance with subsections (3) and (5).</p>	<p>(6) Lorsqu'il entre en vigueur, le règlement municipal visé au paragraphe (3) est réputé être un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (3) par chacune des municipalités et ne peut être modifié ou abrogé que par</p>	Modifications et abrogation

Regulations

(7) For the purposes of this section the Minister may, despite any Act, make regulations,

- (a) providing that any body performing any public function is a local board;
- (b) providing that a local board is a local board of the municipality specified in the regulation;
- (c) prescribing changes that may be made to a local board;
- (d) providing that a municipality does not have the power to dissolve or make a prescribed change to a local board specified in the regulation;
- (e) imposing conditions and limitations on the powers of a municipality under this section;
- (f) providing that, for the purposes specified in the regulation, a municipality shall be deemed to be a local board of the type dissolved or changed under this section;
- (g) providing that, for the purposes specified in the regulation, a municipality shall stand in the place of a local board dissolved or changed under this section;
- (h) providing for matters that, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable to allow the council of a municipality to act as a local board, to exercise the powers of a local board or to stand in the place of a local board for any purpose;
- (i) providing that the provisions of any Act specified in the regulation do not apply to the council of a municipality acting as a local board, exercising the powers of a local board or standing in the place of a local board for any purpose;
- (j) providing for the continuation, cessation or amendment of any or all by-laws and resolutions of a local board which is dissolved or changed under this section;
- (k) providing that a municipality or local board pay money to another municipality or local board; and
- (l) providing for transitional matters related to a dissolution of or change to a local board under this section.

Scope

(8) A regulation under this section may be general or specific in its application and may

voie de règlement municipal adopté conformément aux paragraphes (3) et (5).

Règlements

(7) Pour l'application du présent article et malgré toute loi, le ministre peut, par règlement :

- a) prévoir qu'un organisme qui exerce une fonction publique est un conseil local;
- b) prévoir qu'un conseil local est un conseil local de la municipalité précisée dans le règlement;
- c) prescrire les modifications qui peuvent être apportées à un conseil local;
- d) prévoir qu'une municipalité n'a pas le pouvoir de dissoudre le conseil local précisé dans le règlement ou de lui apporter une modification prescrite;
- e) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs que le présent article confère à une municipalité;
- f) prévoir que, aux fins précisées dans le règlement, une municipalité est réputée être un conseil local du genre de celui qui a été dissous ou modifié en vertu du présent article;
- g) prévoir que, aux fins précisées dans le règlement, une municipalité remplace un conseil local dissous ou modifié en vertu du présent article;
- h) prévoir les questions qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou utiles pour permettre au conseil d'une municipalité d'agir à titre de conseil local, d'exercer les pouvoirs d'un conseil local ou de remplacer un conseil local à toute fin;
- i) prévoir que les dispositions de toute loi précisées dans le règlement ne s'appliquent pas au conseil d'une municipalité qui agit à titre de conseil local, exerce les pouvoirs d'un conseil local ou remplace un conseil local à toute fin;
- j) prévoir le maintien en vigueur, la cessation ou la modification de l'un quelconque ou de l'ensemble des règlements municipaux et des résolutions d'un conseil local qui est dissous ou modifié en vertu du présent article;
- k) prévoir qu'une municipalité ou un conseil local verse des sommes à une autre municipalité ou à un autre conseil local;
- l) prévoir les mesures de transition ayant trait à la dissolution ou à la modification d'un conseil local en vertu du présent article.

(8) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée géné-

Portée

be restricted to those municipalities and local boards specified in the regulation.

9. Section 217 of the Act is repealed.

10. The Act is amended by adding the following section:

220.1 (1) In this section,

“by-law” includes a resolution for the purpose of a local board; (“règlement municipal”)

“local board” means a “local board” as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act* and any other body performing any public function prescribed by regulation, but for the purpose of passing by-laws, imposing fees or charges under this section does not include a school board and a hospital board; (“conseil local”)

“municipality” includes a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité”)

“person” includes a municipality and a local board and the Crown. (“personne”)

(2) Despite any Act, a municipality and a local board may pass by-laws imposing fees or charges on any class of persons,

- (a) for services or activities provided or done by or on behalf of it;
- (b) for costs payable by it for services or activities provided or done by or on behalf of any other municipality or local board; and
- (c) for the use of its property including property under its control.

(3) No by-law under this section shall impose a poll tax or similar fee or charge, including a fee or charge which is imposed on an individual by reason only of his or her presence or residence in the municipality or part of it.

(4) No by-law under this section shall impose a fee or charge that is based on, is in respect of or is computed by reference to,

rale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux conseils locaux précisés dans les règlements.

9. L'article 217 de la Loi est abrogé.

10. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

220.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«conseil local» Conseil local au sens de l'article 1 de la *Loi sur les affaires municipales* et tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par les règlements. La présente définition exclut toutefois un conseil scolaire et un conseil d'hôpital aux fins de l'adoption de règlements municipaux imposant des droits ou des frais en vertu du présent article. («local board»)

«municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district et du comté d'Oxford. («municipality»)

«personne» S'entend en outre d'une municipalité, d'un conseil local et de la Couronne. («person»)

«règlement municipal» S'entend en outre d'une résolution dans le cas d'un conseil local. («by-law»)

(2) Malgré toute loi, une municipalité et un conseil local peuvent adopter des règlements municipaux imposant des droits ou des frais à toute catégorie de personnes au titre de ce qui suit :

- a) les services fournis ou les activités entreprises par eux ou en leur nom;
- b) les coûts payables par eux pour des services fournis ou des activités entreprises par une autre municipalité ou un autre conseil local ou en leur nom;
- c) l'utilisation de leurs biens, y compris les biens relevant de leur contrôle.

(3) Aucun règlement municipal visé au présent article ne doit imposer un impôt de capitation ou des droits ou frais similaires, y compris des droits ou des frais qui sont imposés à un particulier pour le seul motif qu'il est présent ou réside dans la municipalité ou une partie de celle-ci.

(4) Aucun règlement municipal visé au présent article ne doit imposer des droits ou des frais qui sont fondés sur l'un ou l'autre des éléments suivants, qui y ont trait ou qui sont calculés par rapport à l'un ou l'autre de ceux-ci :

Règlements municipaux relatifs aux droits et frais

Idem

Restriction, impôt de capitation

Idem, autres questions

By-laws re: fees and charges

Same

Restriction, poll tax

Same, other matters

- (a) the income of a person, however it is earned or received, except that a municipality or local board may exempt, in whole or in part, any class of persons from all or part of a fee or charge on the basis of inability to pay;
- (b) the use, purchase or consumption by a person of property other than property belonging to or under the control of the municipality or local board that passes the by-law;
- (c) the use, consumption or purchase by a person of a service other than a service provided or performed by or on behalf of or paid for by the municipality or local board that passes the by-law;
- (d) the benefit received by a person from a service other than a service provided or performed by or on behalf of or paid for by the municipality or local board that passes the by-law; or
- (e) the generation, exploitation, extraction, harvesting, processing, renewal or transportation of natural resources.

Same,
electrical
power

(5) Nothing in this section authorizes a municipality or local board to impose a fee or charge for supplying electrical power, including electrical energy, which exceeds the amount for the supply permitted by Ontario Hydro. ▲

Contents of
by-law

(6) A by-law under this section may provide for,

- (a) fees and charges that are in the nature of a direct tax for the purpose of raising revenue;
- (b) interest charges and other penalties, including the payment of collection costs, for fees and charges that are due and unpaid;
- (c) discounts and other benefits for early payment of fees and charges;
- (d) fees and charges that vary on any basis the municipality or local board considers appropriate and specifies in the by-law, including the level or frequency of the service or activity provided or done, the time of day or of year the service or activity is provided and whether the class of persons paying the fee is a resident or non-resident of the municipality;

- a) le revenu d'une personne, peu importe la façon dont il est gagné ou reçu, sauf qu'une municipalité ou un conseil local peut exempter, en totalité ou en partie, toute catégorie de personnes de la totalité ou d'une partie des droits ou des frais en raison d'une incapacité de payer;
- b) l'utilisation, l'achat ou la consommation, par une personne, de biens autres que ceux qui appartiennent à la municipalité ou au conseil local qui adopte le règlement municipal ou qui sont sous leur contrôle;
- c) l'utilisation, la consommation ou l'achat, par une personne, d'un service autre qu'un service fourni ou assuré par la municipalité ou le conseil local qui adopte le règlement municipal ou en leur nom ou payé par eux;
- d) l'avantage que retire une personne d'un service autre qu'un service fourni ou assuré par la municipalité ou le conseil local qui adopte le règlement municipal ou en leur nom ou payé par eux;
- e) la production, l'exploitation, l'extraction, la récolte, la transformation, le renouvellement ou le transport de richesses naturelles.

Idem,
électricité

(5) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser une municipalité ou un conseil local à imposer des droits ou des frais pour l'approvisionnement en électricité, y compris l'énergie électrique, qui dépassent le montant concernant l'approvisionnement permis par Ontario Hydro. ▲

Contenu du
règlement
municipal

(6) Le règlement municipal visé au présent article peut prévoir ce qui suit :

- a) des droits et des frais sous forme d'impôt direct aux fins de recueillir des recettes;
- b) des frais d'intérêts et d'autres peines, y compris le paiement de frais de recouvrement, pour les droits et les frais qui sont échus et impayés;
- c) des rabais et d'autres avantages pour le paiement anticipé des droits et des frais;
- d) des droits et des frais qui varient selon ce que la municipalité ou le conseil local estime approprié et précise dans le règlement municipal, y compris le niveau ou la fréquence du service fourni ou de l'activité entreprise, le moment du jour ou de l'année où le service est fourni ou l'activité entreprise et si la catégorie de personnes qui paient les droits sont des résidents ou des non-résidents de la municipalité;

	(e) different classes of persons and deal with each class in a different way; and	e) différentes catégories de personnes et traiter chaque catégorie d'une façon différente;	
	(f) the exemption, in whole or in part, of any class of persons from all or any part of the by-law.	f) l'exemption, totale ou partielle, de toute catégorie de personnes du règlement municipal ou d'une partie de celui-ci.	
Payment details	(7) A by-law under this section shall set out when and in what manner the fees and charges are to be paid, the interest charges and other penalties, if any, for fees and charges that are due and unpaid and the discounts and other benefits, if any, for early payment of the fees and charges.	(7) Le règlement municipal visé au présent article énonce le moment où les droits et frais doivent être payés, ainsi que la manière de ce paiement, les frais d'intérêts et autres peines, le cas échéant, imposés pour les droits et frais qui sont échus et impayés ainsi que les rabais et autres avantages, le cas échéant, accordés pour le paiement anticipé des droits et frais.	Précisions
Approval of local board by-law	(8) A by-law imposing fees or charges passed under this section by a local board of a municipality which is not a local board of any other municipality shall not come into force until the municipality passes a resolution approving the by-law.	(8) Le règlement municipal imposant des droits ou des frais et adopté en vertu du présent article par un conseil local d'une municipalité qui n'est pas un conseil local d'une autre municipalité ne doit pas entrer en vigueur tant que la municipalité n'a pas adopté une résolution approuvant le règlement municipal.	Approbation des règlements municipaux d'un conseil local
Exception	(9) An approval under subsection (8) is not required if the fees or charges are subject to approval under any federal Act or under a regulation under subsection (13).	(9) L'approbation visée au paragraphe (8) n'est pas nécessaire si les droits ou les frais sont assujettis à une approbation aux termes d'une loi fédérale ou d'un règlement pris en application du paragraphe (13).	Exception
Debt	(10) Fees and charges imposed by a municipality or local board on a person under this section constitute a debt of the person to the municipality or local board, respectively.	(10) Les droits et les frais imposés à une personne par une municipalité ou un conseil local en vertu du présent article constituent une dette de la personne envers la municipalité ou le conseil local, respectivement.	Dette
Amount owing added to tax roll	(11) A municipality may, and upon the request of a local board whose area of jurisdiction includes any part of the municipality shall, add fees and charges imposed by the municipality or local board, respectively, under this section to the tax roll for any real property in the municipality all of the owners of which are responsible for paying the fees and charges and collect them in like manner as municipal taxes.	(11) Une municipalité peut, et sur demande d'un conseil local dont la compétence s'étend à toute partie de la municipalité doit, ajouter les droits et les frais imposés par la municipalité ou le conseil local, respectivement, en vertu du présent article au rôle de perception à l'égard de biens immeubles situés dans la municipalité dont tous les propriétaires sont tenus de payer les droits et les frais et les recouvrer de la même manière que les impôts municipaux.	Montant dû ajouté au rôle de perception
No application to O.M.B.	(12) If a municipality or local board has imposed fees or charges under any Act, no application shall be made to the Municipal Board under clause 71 (c) of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> on the grounds the fees or charges are unfair or unjust.	(12) Si une municipalité ou un conseil local a imposé des droits ou des frais en vertu d'une loi, aucune requête ne doit être présentée à la Commission des affaires municipales aux termes de l'alinéa 71 c) de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> pour le motif que les droits ou les frais sont injustes.	Aucune requête à la C.A.M.O.
Regulations	(13) The Minister may make regulations, (a) providing that a municipality or local board does not have the power to impose fees or charges under this section for services or activities, for costs payable for services or activities, for use of municipal property or on the persons prescribed in the regulation;	(13) Le ministre peut, par règlement : a) prévoir qu'une municipalité ou un conseil local n'a pas le pouvoir d'imposer des droits ou des frais en vertu du présent article pour des services ou des activités, pour les coûts payables à l'égard de services ou d'activités, pour	Règlements

- (b) imposing conditions and limitations on the powers of a municipality or local board under this section; and
- (c) providing that a body is a local board for the purpose of this section.

Scope

(14) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities and local boards specified in the regulation.

11. Section 223 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) Despite subsection (1), a council may pass a by-law to eliminate the requirement to obtain the assent of the electors before passing a by-law under this section.

By-law
waiving
assent

12. (1) Subsection 224 (1) of the Act is amended by striking out “all” in the second line and substituting “local”.

(2) Subsection 224 (3) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (7)” in the first line and substituting “subsection 257.2 (4)”.

13. (1) Subsection 225 (1) of the Act is amended by striking out “all” in the second line and substituting “local”.

(2) Subsection 225 (3) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (7)” in the first line and substituting “subsection 257.2 (4)”.

(3) Subsection 225 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (3) and” in the first line.

14. Sections 226 and 227 of the Act are repealed.

15. Paragraph 5 of section 228 of the Act is repealed and the following substituted:

- 5. For the exercise of the powers conferred upon the councils of local municipalities by paragraph 123 of section 210 in respect of highways under the jurisdiction of the council of the county.

16. Section 232 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 123, excluding paragraph 1, is repealed and the following substituted:

l'utilisation de biens municipaux ou aux personnes prescrites dans le règlement;

- b) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs d'une municipalité ou d'un conseil local visés au présent article;
- c) prévoir qu'un organisme est un conseil local pour l'application du présent article.

(14) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux conseils locaux précisés dans les règlements.

Portée

11. L'article 223 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Malgré le paragraphe (1), un conseil peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant d'adopter un règlement municipal en vertu du présent article.

Règlement
municipal
dispensant
de l'assenti-
ment

12. (1) Le paragraphe 224 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «de toutes les municipalités» aux première et deuxième lignes, de «des municipalités locales».

(2) Le paragraphe 224 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 109 (7)» à la première ligne, de «paragraphe 257.2 (4)».

13. (1) Le paragraphe 225 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «de toutes les municipalités» aux première et deuxième lignes, de «des municipalités locales».

(2) Le paragraphe 225 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 109 (7)» à la première ligne, de «paragraphe 257.2 (4)».

(3) Le paragraphe 225 (6) de la Loi est modifié par suppression de «le paragraphe 109 (3) et» à la première ligne.

14. Les articles 226 et 227 de la Loi sont abrogés.

15. La disposition 5 de l'article 228 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 5. Pour exercer les pouvoirs que confère aux conseils des municipalités locales la disposition 123 de l'article 210 relativement aux voies publiques qui relèvent de la compétence du conseil du comté.

16. L'article 232 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 123 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, à l'exclusion de la disposition 1, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

232. The council of a local municipality may pass by-laws:

17. Section 233 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is repealed.

18. Paragraphs 1, 2 and 4 to 8 of subsection 234 (1) of the Act are repealed.

19. Section 235 of the Act is repealed.

20. (1) Section 236 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, exclusive of the paragraphs, is repealed and the following substituted:

236. A council of a local municipality may pass by-laws:

(2) Paragraphs 2 to 5 of section 236 of the Act are repealed.

(3) Clause (b) of paragraph 7 of section 236 of the Act is repealed.

(4) Paragraphs 8 to 13 of section 236 of the Act are repealed.

(5) Subclause (b) (iii) of paragraph 15 of section 236 of the Act is repealed and the following substituted:

(iii) require a licence fee payable by the owner of a trailer camp for each such lot and require fees to be paid in advance but if a lot is to be made available only for occupancy by a trailer that is assessed under the *Assessment Act*, no licence fee shall be charged.

(6) Clause (d), as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule and clause (e) of paragraph 17 of section 236 of the Act are repealed.

(7) Paragraph 18 of section 236 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is repealed.

21. Sections 237 and 238 of the Act are repealed and the following substituted:

237. By-laws may be passed by the council of a local municipality regulating or prohibiting the playing of bands and of musical instruments on any highway, park or public place.

22. The Act is amended by adding the following Part:

232. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux :

17. L'article 233 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé.

18. Les dispositions 1, 2 et 4 à 8 du paragraphe 234 (1) de la Loi sont abrogées.

19. L'article 235 de la Loi est abrogé.

20. (1) L'article 236 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, au passage qui précède les dispositions, de ce qui suit :

236. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux :

(2) Les dispositions 2 à 5 de l'article 236 de la Loi sont abrogées.

(3) L'alinéa b) de la disposition 7 de l'article 236 de la Loi est abrogé.

(4) Les dispositions 8 à 13 de l'article 236 de la Loi sont abrogées.

(5) Le sous-alinéa b) (iii) de la disposition 15 de l'article 236 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iii) exiger, pour les permis, des droits par lot, payables d'avance par le propriétaire du camp pour roulotte. Ces droits ne sont pas exigibles pour un lot mis à la disposition du public pour être seulement occupé par une roulotte qui fait l'objet d'une évaluation aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

(6) L'alinéa d), tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, et l'alinéa e) de la disposition 17 de l'article 236 de la Loi sont abrogés.

(7) La disposition 18 de l'article 236 de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée.

21. Les articles 237 et 238 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

237. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux pour interdire aux fanfares et à quiconque de jouer d'un instrument de musique sur une voie publique, dans un parc ou un endroit public, et pour les réglementer.

22. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PART XVII.1
GENERAL LICENSING POWERS**

Definition

257.1 (1) In this Part,

“business” means a trade, business or occupation and includes the sale or hire of goods or services on an intermittent or one-time basis, the showing for the purpose of sale or hire of samples, patterns or specimens of any goods and an activity or thing a local municipality may license under paragraph 6 or 7 of section 236 but does not include,

- (a) a manufacturing activity or an industry, except to the extent that it sells its products or raw material by retail;
- (b) the selling of goods by wholesale; or
- (c) the generation, exploitation, extraction, harvesting, processing, renewal or transportation of natural resources.

Interpretation

(2) For the purposes of subsection 257.2 (1), a business shall be deemed to be carried on within a municipality if any part of the business is carried on within the municipality even if the business is being carried on from a location outside the municipality.

Licensing by-laws

257.2 (1) Subject to the *Theatres Act* and the *Retail Business Holidays Act*, the council of a local municipality may pass by-laws for licensing, regulating and governing any business carried on within the municipality.

Powers re: licences

(2) Without limiting subsection (1), the power to license, regulate and govern a business under subsection (1) includes,

- (a) the power to prohibit the carrying on of or engaging in the business without a licence;
- (b) the power to grant or refuse to grant a licence;
- (c) the power to fix the time for which the licence shall be in force;
- (d) the power to revoke or suspend a licence;
- (e) the power to define classes of businesses and to separately license, regulate and govern each class;

**PARTIE XVII.1
POUVOIRS GÉNÉRAUX EN MATIÈRE DE
DÉLIVRANCE DE PERMIS**

Définition

257.1 (1) La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«activité commerciale» Commerce, activité commerciale ou profession. S'entend en outre de la vente ou location de biens ou de services sur une base intermittente ou à une seule occasion, de l'exposition à des fins de vente ou de location d'échantillons, de patrons ou de spécimens de biens et d'une activité ou d'une chose qu'une municipalité locale peut assujettir à un permis en vertu de la disposition 6 ou 7 de l'article 236. La présente définition exclut toutefois :

- a) une activité de fabrication ou une industrie, sauf dans la mesure où elle vend ses produits ou des matières brutes au détail;
- b) la vente de biens en gros,
- c) la production, l'exploitation, l'extraction, la récolte, la transformation, le renouvellement ou le transport de richesses naturelles;

Interprétation

(2) Pour l'application du paragraphe 257.2 (1), une activité commerciale est réputée être exercée dans une municipalité si une partie quelconque de l'activité commerciale est exercée dans la municipalité même si l'activité commerciale est exercée à partir d'un endroit situé à l'extérieur de la municipalité.

Règlements municipaux visant l'obtention de permis

257.2 (1) Sous réserve de la *Loi sur les cinémas* et de la *Loi sur les jours fériés dans le commerce de détail*, le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux pour assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir toute activité commerciale exercée dans la municipalité.


Pouvoirs concernant les permis

(2) Sans limiter la portée du paragraphe (1), le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer et de régir une activité commerciale en vertu du paragraphe (1) comprend ce qui suit :

- a) le pouvoir d'interdire à quiconque d'exercer une activité commerciale sans permis;
- b) le pouvoir d'accorder ou de refuser d'accorder un permis;
- c) le pouvoir de fixer la période d'application du permis;
- d) le pouvoir de révoquer ou de suspendre un permis;
- e) le pouvoir de définir des catégories d'activités commerciales et d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer

- (f) the power to impose conditions as a requirement of obtaining, continuing to hold or renewing a licence, including conditions,



- (i) requiring the payment of licence fees, 
- (ii) restricting the hours of operation of the business, and
- (iii) requiring the persons carrying on or engaged in the business to allow the municipality at any reasonable time to inspect places or premises used in the carrying on of the business and the equipment, vehicles and other personal property used or kept for hire in connection with the carrying on of the business;

- (g) the power to impose special conditions on a business in a class that have not been imposed on all of the businesses in that class as a requirement of obtaining, continuing to hold or renewing a licence of the business;

- (h) the power to impose conditions, including special conditions, as a requirement of continuing to hold a licence at any time during the term of the licence;


- (i) the power to licence, regulate or govern the place or premises used in the carrying on of the business and the persons carrying it on or engaged in it;

- (j) the power to regulate or govern the equipment, vehicles and other personal property used or kept for hire in connection with the carrying on of or engaging in the business; and

- (k) the power to exempt any business or person from all or any part of the by-law.




Licence fees

(3) In setting the amount of fees to be charged for a licence, the council shall take into account the costs of administering and enforcing the by-laws of the municipality licensing businesses. 

et de régir séparément chaque catégorie;

- f) le pouvoir d'imposer des conditions pour l'obtention, la conservation ou le renouvellement d'un permis, y compris des conditions :



- (i) exigeant le paiement de droits de permis, 
- (ii) limitant les heures d'opération de l'activité commerciale,
- (iii) exigeant que les personnes qui exercent l'activité commerciale permettent à la municipalité d'inspecter, à toute heure raisonnable, les endroits ou les lieux utilisés dans l'exercice de l'activité commerciale ainsi que l'équipement, les véhicules et autres biens meubles utilisés ou gardés à des fins de location relativement à l'exercice de l'activité commerciale;

- g) le pouvoir d'imposer à l'égard d'une activité commerciale d'une catégorie donnée des conditions particulières qui n'ont pas été imposées à l'égard de toutes les activités commerciales de cette catégorie pour l'obtention, la conservation ou le renouvellement d'un permis afin d'exercer l'activité commerciale;


- h) le pouvoir d'imposer des conditions, y compris des conditions particulières, pour la conservation d'un permis en tout temps pendant la durée d'application du permis;

- i) le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer ou de régir l'endroit ou le lieu utilisé dans l'exercice de l'activité commerciale ainsi que les personnes qui l'exercent;

- j) le pouvoir de réglementer ou de régir l'équipement, les véhicules et autres biens meubles utilisés ou gardés à des fins de location relativement à l'exercice de l'activité commerciale;

- k) le pouvoir de soustraire toute activité commerciale ou personne à l'application de la totalité ou de toute partie du règlement municipal.



(3) Lorsqu'il fixe le montant des droits devant être exigés pour un permis, le conseil tient compte des frais d'administration et d'application des règlements municipaux de la municipalité qui assujettissent des activités commerciales à l'obtention de permis. 

Droits de permis

Limitation	(4) A council shall not refuse to grant a licence to carry on or engage in any business by reason only of the location of the business if the business was being carried on or engaged in at that location at the time the by-law requiring the licence came into force.	(4) Nul conseil ne doit refuser d'accorder un permis afin d'exercer une activité commerciale en raison seulement de l'emplacement de l'activité commerciale si celle-ci était exercée sur cet emplacement au moment de l'entrée en vigueur du règlement municipal exigeant l'obtention du permis.	Restriction
Expiry of a by-law	(5) A by-law of a local municipality licensing a business under this Act expires the earlier of five years after it comes into force or the day it is repealed.	(5) Le règlement municipal d'une municipalité locale, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, adopté en vertu de la présente loi expire cinq ans après le jour de son entrée en vigueur ou le jour de son abrogation, si ce jour arrive en premier.	Expiration du règlement municipal
Amendments	(6) Amendments to a by-law licensing a business do not affect the term of the by-law as set out in subsection (5).	(6) Les modifications apportées à un règlement municipal, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, n'ont pas d'incidence sur la durée d'application du règlement municipal énoncée au paragraphe (5).	Modifications
Exercise of power	257.3 The exercise of a power under clause 257.2 (2) (b), (d) (g) or (h) is in the discretion of the council, which discretion shall be exercised, (a) upon such grounds as are set out in the by-law; or (b) upon the ground that the conduct of a person, or in the case of a corporation, the conduct of its officers, directors, employees or agents affords reasonable grounds for belief that the person will not carry on or engage in the business in accordance with the law or with honesty and integrity.	257.3 Le pouvoir visé à l'alinéa 257.2 (2) b), d), g) ou h) est exercé à la discrétion du conseil, laquelle est exercée, selon le cas : a) pour les motifs énoncés dans le règlement municipal; b) pour le motif que la conduite d'une personne ou, dans le cas d'une personne morale, la conduite de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires offre des motifs raisonnables de croire que la personne n'exercera pas l'activité commerciale conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.	Exercice des pouvoirs
Delegation	257.4 The council of the city may pass a by-law to delegate to the police services board the power to license, regulate and govern a business specified in the by-law for all or that part of the city over which the police services board has jurisdiction and, for that purpose, this Part applies with necessary modifications to the police services board.	257.4 Le conseil de la cité peut adopter un règlement municipal pour déléguer à la commission de services policiers le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer et de régir une activité commerciale précisée dans le règlement municipal à l'égard de la totalité ou de la partie de la cité qui relève de la compétence de la commission de services policiers et, à cette fin, la présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la commission de services policiers.	Délégation
Regulations	257.5 (1) The Minister may make regulations exempting any business or class of business from all or any part of a business licensing by-law of a local municipality under any Act, and imposing conditions and limitations on the powers of a local municipality under this Part.	257.5 (1) Le ministre peut, par règlement, soustraire toute activité commerciale ou catégorie d'activités commerciales à l'application de la totalité ou de toute partie d'un règlement municipal, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, adopté par une municipalité locale en vertu d'une loi, et imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs d'une municipalité locale visés à la présente partie.	Règlements
Same	(2) A regulation under this section may, (a) be retroactive for a period not exceeding one year;	(2) Le règlement visé au présent article peut : a) être rétroactif pour une période maximale d'un an;	Idem

- (b) require a local municipality to return licence fees collected during that period; and
- (c) require a local municipality to use the licence fees in the prescribed manner.

Scope

(3) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those local municipalities specified in the regulation.

Other by-laws

257.6 This Part applies to local municipalities in the exercise of any power to pass by-laws licensing businesses under any other section of this Act or any other Act.

Conflicts

257.7 If there is a conflict between a provision in this Part and a provision of any other section of this Act or any other Act authorizing a local municipality to license a business, the section that is less restrictive of a local municipality's power prevails.

23. (1) Clauses 348 (1) (i), (j) and (k) of the Act are repealed.

(2) Subsection 348 (2) of the Act is repealed.

Transition

24. (1) A by-law of a county, a police services board or a police village licensing a business which was passed under any Act before this section comes into force and which applies to any part of a local municipality shall be deemed to be a by-law of the local municipality applying to that part of the municipality on the day this section comes into force.

Same

(2) A by-law deemed to be a by-law of a local municipality under this section expires the earlier of five years after the day this section comes into force and the day it is repealed by the local municipality.

Same

(3) A by-law of a local municipality, a regional municipality, The Municipality of Metropolitan Toronto and the Metropolitan Licensing Commission licensing a business under any Act passed before this section comes into force expires the earlier of five years after the day this section comes into force and the day it is repealed by the local municipality, the regional municipality, The Municipality of Metropolitan Toronto or the

- b) exiger qu'une municipalité locale rembourse les droits de permis perçus pendant cette période;
- c) exiger qu'une municipalité locale utilise les droits de permis de la manière prescrite.

(3) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités locales précisées dans les règlements.

257.6 La présente partie s'applique aux municipalités locales lorsqu'elles exercent un pouvoir d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis en vertu de tout autre article de la présente loi ou d'une autre loi.

257.7 En cas d'incompatibilité entre une disposition de la présente partie et une disposition d'un autre article de la présente loi ou d'une autre loi qui autorise une municipalité locale à assujettir une activité commerciale à l'obtention de permis, l'article qui restreint le moins le pouvoir d'une municipalité locale l'emporte.

23. (1) Les alinéas 348 (1) i), j) et k) de la Loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe 348 (2) de la Loi est abrogé.

24. (1) Les règlements municipaux d'un comté, d'une commission de services policiers ou d'un village partiellement autonome assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis qui ont été adoptés en vertu d'une loi avant l'entrée en vigueur du présent article et qui s'appliquent à une partie d'une municipalité locale sont réputés des règlements municipaux de la municipalité locale qui s'appliquent à cette partie de la municipalité le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

(2) Les règlements municipaux qui sont réputés des règlements municipaux d'une municipalité locale aux termes du présent article expirent cinq ans après le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou le jour de leur abrogation par la municipalité locale, si ce jour arrive en premier.

(3) Les règlements municipaux d'une municipalité locale, d'une municipalité régionale, de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto et de la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis aux termes d'une loi qui sont adoptés avant l'entrée en vigueur du présent article expirent cinq ans après le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou le jour de leur abrogation par la municipalité locale, la muni-

Portée

Autres règlements municipaux

Incompatibilité

Disposition transitoire

Idem

Idem

Metropolitan Licensing Commission, as the case may be.

PART II OTHER STATUTES RELATING TO MUNICIPALITIES

MUNICIPAL FRANCHISES ACT

25. The *Municipal Franchises Act* is amended by adding the following section:

1.1 (1) Despite this or any other Act, a municipal corporation may pass a by-law to eliminate the requirement under this Act to obtain the assent of the electors before the corporation exercises a power under this or any other Act.

By-law
waiving
assent of
electors

(2) Subsection (1) does not apply to a municipal corporation exercising its power with respect to a gas franchise.

Exception

MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

26. Subsection 212 (1) of the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is repealed and the following substituted:

(1) The Licensing Commission has all the powers that may be exercised by a local municipality under paragraph 1 of section 232 of the *Municipal Act* and paragraph 14 of section 236 of that Act.

27. The Act is amended by adding the following section:

212.1 The Licensing Commission may pass by-laws,

Licensing
by-laws

- (a) for licensing, regulating and governing taxicab brokers;
- (b) for licensing, regulating and governing auctioneers and other persons selling or putting up for sale goods, wares, merchandise or effects by public auction;
- (c) for licensing, regulating and governing bill posters, advertising sign painters, bulletin board painters, sign posters and bill distributors, and for prohibiting the posting up or distributing of posters, pictures or hand bills that are indecent or tend to corrupt morals;

cipalité régionale, la municipalité de la communauté urbaine de Toronto ou la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine, selon le cas, si ce jour arrive en premier.

PARTIE II AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX MUNICIPALITÉS

LOI SUR LES CONCESSIONS MUNICIPALES

25. La *Loi sur les concessions municipales* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) Malgré la présente loi ou toute autre loi, une municipalité peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence de la présente loi voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant que la municipalité n'exerce un pouvoir conféré par la présente loi ou toute autre loi.

Règlement
municipal
dispensant
de l'assenti-
ment

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la municipalité qui exerce son pouvoir à l'égard d'une concession de gaz.

Exception

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

26. Le paragraphe 212 (1) de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) La Commission de délivrance de permis est investie de tous les pouvoirs que les municipalités locales peuvent exercer en vertu de la disposition 1 de l'article 232 de la *Loi sur les municipalités* et de la disposition 14 de l'article 236 de cette loi.

27. La *Loi* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

212.1 La Commission de délivrance de permis peut adopter des règlements municipaux pour :

Règlements
municipaux
relatifs à
l'obtention
de permis

- a) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les agences de taxis;
- b) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les encanteurs et autres personnes qui vendent ou mettent en vente des marchandises ou effets aux enchères publiques;
- c) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les poseurs d'affiches, les peintres d'enseignes publicitaires, les peintres de panneaux d'affichage, les poseurs d'enseignes et les distributeurs d'affiches, et interdire l'affichage ou la distribution d'affiches, de photographies ou de prospectus publicitaires

- (d) for licensing, regulating and governing persons who carry on the business of teaching persons to operate motor vehicles and driving instructors employed in such business;
- (e) for licensing, regulating and governing electrical contractors and master electricians and for this purpose may define “electrical contractors” and “master electricians”; and
- (f) for licensing, regulating and governing plumbing contractors, master plumbers and journeyman plumbers and for this purpose may define “plumbing contractors”, “master plumbers” and “journeyman plumbers”.

28. Section 216 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 7, is repealed and the following substituted:

Application

216. For the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, section 110 and Parts XVII.1 and XIX of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Licensing Commission and the by-laws passed by the Licensing Commission, and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers.

ONTARIO UNCONDITIONAL GRANTS ACT

29. The title of the “*Ontario Unconditional Grants Act*” is repealed and the following substituted:

ONTARIO MUNICIPAL SUPPORT GRANTS ACT

30. The definitions of “density”, “hectares in the area municipality”, “household” and “prescribed” in section 1 of the Act are repealed.

31. Sections 2 to 6 of the Act are repealed and the following substituted:

2. (1) In this section and section 3,

“municipality” means,

- (a) a local municipality, county, regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford;

indécents ou susceptibles de porter atteinte à la moralité;

- d) assujettir à l’obtention de permis, réglementer et régir les personnes qui exploitent une école de conduite automobile et les moniteurs de conduite qui y sont des employés;
- e) assujettir à l’obtention de permis, réglementer et régir les entrepreneurs-électriciens et les maîtres électriciens et, à cette fin, peut définir «entrepreneurs-électriciens» et «maîtres électriciens»;
- f) assujettir à l’obtention de permis, réglementer et régir les entrepreneurs en plomberie, les maîtres plombiers et les ouvriers plombiers et, à cette fin, peut définir «entrepreneurs en plomberie», «maîtres plombiers» et «ouvriers plombiers».

28. L’article 216 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 7 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

216. Aux fins de l’exercice des pouvoirs d’adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l’obtention de permis aux termes d’une loi, l’article 110 et les parties XVII.1 et XIX de la *Loi sur les municipalités* s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Commission de délivrance de permis et aux règlements municipaux qu’elle adopte, et le ministre peut prendre des règlements en application de l’article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE L’ONTARIO

29. Le titre de la «*Loi sur les subventions aux municipalités de l’Ontario*» est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LES SUBVENTIONS DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS DE L’ONTARIO

30. Les définitions de «densité», «hectares dans la municipalité de secteur», «ménage» et «prescrit» à l’article 1 de la Loi sont abrogées.

31. Les articles 2 à 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. (1) La définition qui suit s’applique au présent article et à l’article 3.

«municipalité» S’entend de ce qui suit :

- a) une municipalité locale, un comté, une municipalité régionale, une municipalité

Application

Financial assistance

Aide financière

(b) a local board, as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act*, of a municipality described in clause (a);

(c) a band as defined in the *Indian Act* (Canada);

(d) a board, commission or other local authority exercising any power with respect to municipal affairs or purposes, including school purposes, in a territory without municipal organization; and

(e) any other body performing a public function prescribed by the Minister.

de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford;

b) un conseil local, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les affaires municipales*, d'une municipalité visée à l'alinéa a);

c) une bande au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada);

d) un conseil, une commission ou un autre office local qui exerce des pouvoirs relativement à des affaires ou des fins municipales, y compris des fins scolaires, dans un territoire non érigé en municipalité;

e) tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par le ministre.

Grants and loans

(2) The Minister may, upon such conditions as may be considered advisable, make grants and loans and provide other financial assistance to a municipality.

(2) Le ministre peut, aux conditions qu'il est estimé souhaitables, verser des subventions, consentir des prêts et fournir une autre aide financière à une municipalité.

Subventions et prêts

Regulations

(3) The Minister may make regulations providing that other bodies performing a public function are municipalities for the purpose of this section.

(3) Le ministre peut, par règlement, prévoir que d'autres organismes qui exercent une fonction publique sont des municipalités pour l'application du présent article.

Règlements

Standards for activities

3. (1) Upon the recommendation of the Solicitor General and Minister of Correctional Services concerning police or fire services, or upon the recommendation of the Minister concerning other matters, the Lieutenant Governor in Council may, if of the opinion that a matter is of provincial significance, make regulations,

3. (1) Sur recommandation du solliciteur général et ministre des Services correctionnels en ce qui concerne les services policiers ou les services des pompiers ou sur recommandation du ministre en ce qui concerne d'autres questions, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, s'il est d'avis qu'une question est d'intérêt provincial :

Normes régissant les activités

(a) establishing standards for activities of municipalities including the provision of services; and

a) établir des normes concernant les activités des municipalités, y compris la fourniture de services;

(b) requiring municipalities to comply with the standards when carrying out the activity.

b) exiger que les municipalités se conforment aux normes lorsqu'elles exercent leurs activités.

Scope

(2) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities specified in the regulation.

(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités précisées dans les règlements.

Portée

Retroactive

(3) A regulation under this section that is filed during 1996 may be retroactive to a date no earlier than January 1, 1996.

(3) Les règlements pris en application du présent article qui sont déposés en 1996 peuvent être rétroactifs à une date ne précédant pas le 1^{er} janvier 1996.

Rétroactivité

Failure to comply

(4) If, in the opinion of the Solicitor General and Minister of Correctional Services concerning police or fire services, or in the opinion of the Minister concerning other matters, a municipality fails to comply with a standard established under this section, the Minister may, by order,

(4) Si, de l'avis du solliciteur général et ministre des Services correctionnels en ce qui concerne les services policiers ou les services des pompiers ou de l'avis du ministre en ce qui concerne d'autres questions, une municipalité ne se conforme pas à une norme établie en vertu du présent article, le ministre peut, par arrêté :

Non-conformité

- (a) reduce a grant, loan or other financial assistance that the Minister would otherwise have provided to the municipality under this Act;
- (b) require a municipality to pay to the Minister an amount not exceeding the total value of grants, loans and other financial assistance provided under this Act to the municipality in the year the municipality failed to comply with the standard;
- (c) if a grant, loan or other financial assistance previously provided by the Minister to the municipality under this Act was made subject to conditions, amend the conditions and impose additional conditions; and
- (d) if a grant, loan or other financial assistance previously provided by the Minister to the municipality under this Act was not made subject to conditions, impose conditions.

Use of money

(5) The Minister shall use the money received from a municipality under clause (4) (b) to remedy the municipality's failure to comply with the standard but, if the Ministry does not use the money for that purpose, the Minister shall pay the money to the Minister of Finance.

32. (1) Sections 10, 11, 13, 14, 15 and 16 of the Act are repealed.

(2) The Schedule to the Act is repealed.

PUBLIC UTILITIES ACT

33. The *Public Utilities Act* is amended by adding the following section:

By-law waiving assent of the electors

67. (1) A municipal corporation may pass a by-law to eliminate the requirement to obtain the assent of the electors before the corporation exercises a power under this Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a municipal corporation exercising its power with respect to natural gas.

REGIONAL MUNICIPALITIES ACT

34. (1) Subsection 106 (1) of the *Regional Municipalities Act* is repealed and the following substituted:

Limitation on area municipality

(1) Despite paragraph 1 of section 232 and Part XVII.1 of the *Municipal Act*, an area municipality does not have the power to pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this section.

(2) Subsection 106 (2) of the Act is amended by,

- a) diminuer le montant d'une subvention, d'un prêt ou d'une autre aide financière qu'il aurait autrement accordé à la municipalité en vertu de la présente loi;
- b) exiger qu'une municipalité verse au ministre un montant ne dépassant pas la valeur totale des subventions, des prêts ou de l'autre aide financière accordés à la municipalité en vertu de la présente loi dans l'année où la municipalité ne s'est pas conformée à la norme;
- c) si une subvention, un prêt ou une autre aide financière déjà accordé par le ministre à la municipalité en vertu de la présente loi a été assujéti à des conditions, modifier les conditions et en imposer d'autres;
- d) si une subvention, un prêt ou une autre aide financière déjà accordé par le ministre à la municipalité en vertu de la présente loi n'a pas été assujéti à des conditions, imposer des conditions.

(5) Le ministre utilise les sommes reçues d'une municipalité aux termes de l'alinéa (4) b) afin de remédier au défaut de la municipalité de se conformer à la norme. Toutefois, si le ministère n'utilise pas ces sommes à cette fin, le ministre les verse au ministre des Finances.

Utilisation des sommes d'argent

32. (1) Les articles 10, 11, 13, 14, 15 et 16 de la Loi sont abrogés.

(2) L'annexe de la Loi est abrogée.

LOI SUR LES SERVICES PUBLICS

33. La *Loi sur les services publics* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

67. (1) Une municipalité peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant que la municipalité n'exerce un pouvoir conféré par la présente loi.

Règlement municipal dispensant de l'assentiment

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la municipalité qui exerce son pouvoir à l'égard du gaz naturel.

Exception

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

34. (1) Le paragraphe 106 (1) de la *Loi sur les municipalités régionales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré la disposition 1 de l'article 232 et la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités*, les municipalités de secteur n'ont pas le pouvoir d'adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d'adopter en vertu du présent article.

Restriction

(2) Le paragraphe 106 (2) de la Loi est modifié :

- (a) striking out “Police Board” wherever it occurs and substituting “Regional Council” in each case; and



- (b) repealing subparagraph (d) of paragraph 4. 

35. (1) Clause 136 (2) (c) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 8, is repealed.

(2) Subsection 136 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 8, is amended by adding the following clause:

- (f.1) for the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, Part XVII.1 of the *Municipal Act* applies to the regional municipalities of Haldimand-Norfolk, Hamilton-Wentworth, Niagara, Sudbury, Waterloo and York and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers;

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALDIMAND-NORFOLK ACT

36. Subsection 38 (1) of the *Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act* is amended by adding “as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act*, 1996 received Royal Assent” after “Municipal Act” in the second line.

REGIONAL MUNICIPALITY OF SUDBURY ACT

37. (1) Subsection 41 (1) of the *Regional Municipality of Sudbury Act* is repealed and the following substituted:

(1) Paragraphs 87, 146, exclusive of clauses (c), (f), (h) and (i), 148, 149, 156 and 158 of section 210 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Regional Council and no council of an area municipality shall exercise any powers referred to in those paragraphs.

(2) Subsection 41 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 10, is repealed and the following substituted:

(2) Paragraph 147 of section 210, paragraph 8 of subsection 234 (1) and paragraphs 3, 5, 8, 9, 10, 12 and 18 of section 236 of the *Municipal Act*, as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act*, 1996

- a) par substitution, à «commission de police» partout où cette expression figure, de «conseil régional» et faire les changements grammaticaux qui en découlent;



- b) par abrogation de la sous-disposition d) de la disposition 4. 

35. (1) L’alinéa 136 (2) c) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 8 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé.

(2) Le paragraphe 136 (2) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 8 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- f.1) aux fins de l’exercice des pouvoirs d’adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l’obtention de permis aux termes d’une loi, la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* s’applique aux municipalités régionales de Haldimand-Norfolk, Hamilton-Wentworth, Niagara, Sudbury, Waterloo et York et le ministre peut prendre des règlements en application de l’article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HALDIMAND-NORFOLK

36. Le paragraphe 38 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk* est modifié par insertion de «, tels qu’ils existaient la veille du jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* a reçu la sanction royale,» après «*Loi sur les municipalités*» aux deuxième et troisième lignes.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE SUDBURY

37. (1) Le paragraphe 41 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les dispositions 87, 146, à l’exclusion des alinéas c), f), h) et i), 148, 149, 156 et 158 de l’article 210 de la *Loi sur les municipalités* s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional. Le conseil d’une municipalité de secteur ne doit pas exercer les pouvoirs énumérés à ces dispositions.

(2) Le paragraphe 41 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 10 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La disposition 147 de l’article 210, la disposition 8 du paragraphe 234 (1) et les dispositions 3, 5, 8, 9, 10, 12 et 18 de l’article 236 de la *Loi sur les municipalités*, telles qu’elles existaient la veille du jour où la *Loi*

Application

Application

Same

Idem

received Royal Assent, apply with necessary modifications to the Regional Council and, despite Part XVII.1 of that Act, no council of an area municipality shall pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this subsection.

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT

38. (1) Subsection 36 (1) of the *Regional Municipality of Waterloo Act* is repealed and the following substituted:

(1) Despite paragraph 1 of section 232 and Part XVII.1 of the *Municipal Act*, an area municipality does not have the power to pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this section.

(2) Subparagraph (d) of paragraph 4 of subsection 36 (2) of the Act is repealed.

REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK ACT

39. Subsection 30 (4) of the *Regional Municipality of York Act* is amended by inserting “as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act, 1996* received Royal Assent” after “Municipal Act” in the fourth line.

PART III CONSERVATION AUTHORITIES ACT

40. (1) The definition of “administration costs” in section 1 of the *Conservation Authorities Act* is amended by striking out “approved” in the tenth line.

(2) The definition of “maintenance costs” in section 1 of the Act is amended by striking out “an approved project” in the third and fourth lines and substituting “a project”.

41. The Act is amended by adding the following section:

13.1 (1) An authority shall call a meeting of the members of the authority to consider the dissolution of the authority if, by resolution, the councils of two or more participating municipalities request the meeting.

(2) Despite subsection 16 (2), a quorum at a meeting called under this section consists of two-thirds of the members of the authority who were appointed by participating municipalities.

(3) Despite subsection 16 (1), members of the authority who were appointed by the Lieu-

de 1996 sur les économies et la restructuration a reçu la sanction royale, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional. Malgré la partie XVII.1 de cette loi, le conseil d'une municipalité de secteur ne doit pas adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d'adopter en vertu du présent paragraphe.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE WATERLOO

38. (1) Le paragraphe 36 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré la disposition 1 de l'article 232 et la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités*, les municipalités de secteur n'ont pas le pouvoir d'adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d'adopter en vertu du présent article.

(2) La sous-disposition d) de la disposition 4 du paragraphe 36 (2) de la Loi est abrogée.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE YORK

39. Le paragraphe 30 (4) de la *Loi sur la municipalité régionale de York* est modifié par insertion de «, telles qu'elles existaient la veille du jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* a reçu la sanction royale.» après «*Loi sur les municipalités*» à la quatrième ligne.

PARTIE III LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION DE LA NATURE

40. (1) La définition de «frais d'administration» à l'article 1 de la *Loi sur les offices de protection de la nature* est modifiée par suppression de «approuvés» à la douzième ligne.

(2) La définition de «frais d'entretien» à l'article 1 de la Loi est modifiée par suppression de «approuvé» à la quatrième ligne.

41. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

13.1 (1) L'office convoque une assemblée de ses membres afin d'étudier sa dissolution si les conseils d'au moins deux municipalités participantes ont demandé, par voie de résolution, la convocation d'une telle assemblée.

(2) Malgré le paragraphe 16 (2), le quorum lors d'une assemblée convoquée aux termes du présent article est constitué des deux tiers des membres de l'office délégués par les municipalités participantes.

(3) Malgré le paragraphe 16 (1), les membres de l'office nommés par le lieutenant-gou-

Limitation
on area
municipality

Restriction

Dissolution
of authority

Dissolution
d'un office

Quorum

Quorum

Entitlement
to vote

Droit de vote

tenant Governor in Council before section 42 of Schedule M of the *Savings and Restructuring Act, 1996* came into force are not entitled to vote at a meeting held under this section.



Notice of meeting

(4) The authority shall ensure that notice of the meeting is published in a newspaper having general circulation in each participating municipality at least 14 days before the meeting.

Public representations


(5) No vote shall be taken on a resolution requesting dissolution of the authority unless members of the public have been given an opportunity at the meeting to make representations on the issue.

Dissolution

(6) The Lieutenant Governor in Council may dissolve the authority, on such terms and conditions as the Lieutenant Governor in Council considers appropriate, if,

- (a) the Minister receives a resolution requesting the dissolution passed by at least two-thirds of the members of the authority present and entitled to vote at a meeting held under this section and at which a quorum was present; and
- (b) the Minister is satisfied that acceptable provision has been made for future flood control and watershed interests and for the disposition of all assets and liabilities of the authority.

Authority continued by s. 5, 6 or 7


(7) If an authority continued by section 5, 6 or 7 is dissolved under subsection (6), the Lieutenant Governor may, by proclamation, repeal that section on a day named in the proclamation. 

42. Subsection 14 (6) of the Act is repealed.



43. Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Chair, vice-chair

(1) At the first meeting of an authority and thereafter at the first meeting held in each year, the authority shall appoint a chair and one or more vice-chairs from among the members of the authority. 

44. (1) Clauses 21 (c) and (d) of the Act are repealed and the following substituted:

- (c) to acquire by purchase, lease or otherwise and to expropriate any land that it may require, and, subject to subsection (2), to sell, lease or otherwise dispose of land so acquired;

verneur en conseil avant l'entrée en vigueur de l'article 42 de l'annexe M de la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* n'ont pas le droit de voter lors d'une assemblée tenue aux termes du présent article.



(4) L'office veille à ce qu'un avis de l'assemblée soit publié, au moins 14 jours avant l'assemblée, dans un journal généralement lu dans chaque municipalité participante.

Avis de l'assemblée


(5) Nul vote ne peut être tenu sur une résolution demandant la dissolution de l'office sans que des membres du public aient eu la possibilité de présenter des observations sur la question lors de l'assemblée.

Observations du public

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut dissoudre l'office aux conditions qu'il estime appropriées, si :

Dissolution

- a) d'une part, le ministre reçoit une résolution demandant la dissolution, adoptée lors d'une assemblée tenue conformément au présent article en présence d'un quorum par au moins les deux tiers des membres de l'office présents et ayant le droit de voter;
- b) d'autre part, le ministre est convaincu que des dispositions acceptables ont été prises pour le contrôle des inondations dans l'avenir et les intérêts ayant trait aux bassins hydrographiques et pour la disposition de l'actif et du passif de l'office.


(7) Si un office maintenu par l'article 5, 6 ou 7 est dissous en vertu du paragraphe (6), le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, abroger cet article à la date qu'il fixe dans la proclamation. 

Office maintenu par l'art. 5, 6 ou 7

42. Le paragraphe 14 (6) de la Loi est abrogé.



43. Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) À son assemblée initiale, puis à la première assemblée qui se tient chaque année, l'office choisit parmi ses membres un président et un ou plusieurs vice-présidents. 

Président et vice-présidents


44. (1) Les alinéas 21 c) et d) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- c) acquérir, notamment par achat ou location, et exproprier un bien-fonds dont il peut avoir besoin et, sous réserve du paragraphe (2), aliéner, notamment par vente ou location, le bien-fonds ainsi acquis;

(d) despite subsection (2), to lease for a term of one year or less land acquired by the authority.



(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following clause:

(m.1) to charge fees for services approved by the Minister. 

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsections:

(2) If the Minister has made a grant to an authority under section 39 in respect of land, the authority shall not sell, lease or otherwise dispose of the land under clause (1) (c) without the approval of the Minister.

Approval of Minister

(3) The Minister may impose terms and conditions on an approval given under subsection (2), including a condition that the authority pay a specified share of the proceeds of the disposition to the Minister.

Terms and conditions

45. Section 23 of the Act is repealed and the following substituted:

23. (1) Despite any powers conferred on an authority by this Act, the Minister may, when and for such periods as he or she considers necessary in the public interest,

Minister's powers

(a) require an authority to carry out flood control operations in a manner specified by the Minister;

(b) require an authority to follow instructions issued by the Minister for the operation of one or more of the authority's water control structures; or

(c) take over the operation of one or more of an authority's water control structures and require the authority to reimburse the Minister for any costs incurred by the Minister as a result.

Areas not under jurisdiction of authority

(2) Despite any powers conferred on the council of a municipality under this or any other Act, in an area that is not under the jurisdiction of an authority, the Minister may, when and for such periods as he or she considers necessary in the public interest,

(a) require the council of a municipality to carry out flood control operations in a manner specified by the Minister;

(b) require the council of a municipality to follow instructions issued by the Minister for the operation of one or more of the water control structures operated by the council; or

d) malgré le paragraphe (2), louer pour un terme d'au plus une année un bien-fonds qu'il a acquis.



(2) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

m.1) exiger des droits pour les services approuvés par le ministre. 

(3) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Si le ministre a accordé une subvention à l'office en vertu de l'article 39 à l'égard d'un bien-fonds, l'office ne peut pas aliéner, notamment par vente ou location, le bien-fonds en vertu de l'alinéa (1) c) sans l'approbation du ministre.

Approbation du ministre

(3) Le ministre peut assortir de conditions l'approbation donnée en vertu du paragraphe (2), y compris une condition voulant que l'office verse au ministre une part déterminée du produit de l'aliénation.

Conditions

45. L'article 23 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. (1) Malgré les pouvoirs que la présente loi confère à un office, le ministre peut, au moment et pendant les périodes qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public :

Pouvoirs du ministre

a) exiger d'un office qu'il procède à des opérations de contrôle des inondations de la manière précisée par le ministre;

b) exiger d'un office qu'il suive les directives données par le ministre pour l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux qui relèvent de l'office;

c) prendre en charge l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux qui relèvent d'un office et exiger que celui-ci rembourse au ministre les frais qu'il a engagés en raison de cette prise en charge.

(2) Malgré les pouvoirs que la présente loi ou toute autre loi confère au conseil d'une municipalité, dans une zone qui ne relève de la compétence d'aucun office, le ministre peut, au moment et pendant les périodes qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public :

Zones sous la compétence d'aucun office

a) exiger du conseil d'une municipalité qu'il procède à des opérations de contrôle des inondations de la manière précisée par le ministre;

b) exiger du conseil d'une municipalité qu'il suive les directives données par le ministre pour l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux exploitées par le conseil;

(c) take over the operation of one or more of the water control structures operated by the council of a municipality and require the council to reimburse the Minister for any costs incurred by the Minister as a result.

c) prendre en charge l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux exploitées par le conseil d'une municipalité et exiger que celui-ci rembourse au ministre les frais qu'il a engagés en raison de cette prise en charge.

Definition

(3) In subsection (2),

(3) La définition qui suit s'applique au paragraphe (2).

Définition

“council of a municipality” means a council that has power to pass by-laws under paragraph 13 of section 207 of the *Municipal Act*.

«conseil d'une municipalité» Conseil qui a le pouvoir d'adopter des règlements municipaux en vertu de la disposition 13 de l'article 207 de la *Loi sur les municipalités*.

46. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

46. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application

(7) This section does not apply to a project unless the project involves money granted by the Minister under section 39.

(7) Le présent article ne s'applique à un projet que si des subventions ont été accordées par le ministre en vertu de l'article 39 pour ce projet.

Application

47. (1) Subsection 27 (2) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

47. (1) Le paragraphe 27 (2) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),».

(2) Subsection 27 (3) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(2) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),».

(3) Subsection 27 (4) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(3) Le paragraphe 27 (4) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),» et par substitution, à «participante. Lorsque» à la quatrième ligne, de «participante et, lorsque».

(4) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsections:

(4) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Appeal

(8) A municipality against which a levy is made under this section may appeal the levy to the Mining and Lands Commissioner appointed under the *Ministry of Natural Resources Act*.

(8) La municipalité sur laquelle un prélèvement est effectué aux termes du présent article peut interjeter appel du prélèvement devant le commissaire aux mines et aux terres nommé en vertu de la *Loi sur le ministère des Richesses naturelles*.

Droit d'interjeter appel

Time for appeal

(9) The appeal must be commenced within 30 days after the municipality receives notice of the levy from the authority.

(9) L'appel doit être interjeté dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle la municipalité est avisée du prélèvement par l'office.

Délai d'appel

Parties

(10) The parties to the appeal are the municipality, the authority and any other person added as a party by the Commissioner.

(10) Sont parties à l'appel la municipalité, l'office et toute autre personne jointe comme partie par le commissaire.

Parties

Compliance pending determination

(11) The municipality shall comply with the levy pending the determination of the appeal.

(11) La municipalité se conforme aux exigences du prélèvement jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Conformité en attendant la décision

Matters to be considered at hearing

(12) The Commissioner shall hold a hearing on the appeal and shall consider,

(12) Le commissaire tient une audience sur l'appel et examine ce qui suit :

Questions à examiner

(a) whether the levy complies with this section and the regulations made under subsection (16); and

a) si le prélèvement est conforme au présent article et aux règlements pris en application du paragraphe (16);

(b) whether the levy is otherwise appropriate.

Powers of Commissioner

(13) The Commissioner may, by order, confirm, rescind or vary the amount of the levy and may order the authority or the municipality to pay any amount owing as a result.

No appeal

(14) No appeal lies from the decision of the Commissioner.

When subss. (8-14) begin to apply

(15) Subsections (8) to (14) do not apply until the first regulation made under subsection (16) comes into force.

Regulations

(16) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the nature and amount of the levies made by authorities under this section, including regulations that restrict or prohibit the making of levies described in the regulations.



PART IV TRANSPORTATION STATUTES

LOCAL ROADS BOARDS ACT

48. Subsection 31 (1) of the *Local Roads Boards Act* is repealed and the following substituted:

Credits

(1) The money received by the Minister from a board shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and credited to that board, and the Minister shall cause to be credited to that board an amount not exceeding twice the amount of the money so received.

PUBLIC TRANSPORTATION AND HIGHWAY IMPROVEMENT ACT

49. Section 21 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is repealed and the following substituted:

Connecting links, extensions

21. (1) The Minister may designate a highway or part of a highway as a connecting link between parts of the King's Highway or as an extension of the King's Highway, to be constructed and maintained by the road authority having jurisdiction over the highway or part of the highway.

Jurisdiction and control unchanged

(2) A highway or part of a highway does not, by reason of its having been designated under subsection (1), become the property of the Crown, but every such highway or part of a highway remains under the jurisdiction and control of the road authority.

50. Sections 22 and 23 of the Act are repealed.

b) si le prélèvement est par ailleurs approprié.

(13) Le commissaire peut, par voie d'ordonnance, confirmer, annuler ou modifier le montant du prélèvement et peut ordonner à l'office ou à la municipalité de verser tout montant dû qui s'ensuit.

Pouvoirs du commissaire

(14) Il ne peut être interjeté appel de la décision du commissaire.

Aucun appel

(15) Les paragraphes (8) à (14) ne s'appliquent pas jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris en application du paragraphe (16).

Application des par. (8) à (14)

(16) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la nature et le montant des prélèvements effectués par les offices aux termes du présent article, y compris restreindre ou interdire les prélèvements précisés dans les règlements.

Règlements



PARTIE IV LOIS SUR LES TRANSPORTS

LOI SUR LES RÉGIES DES ROUTES LOCALES

48. Le paragraphe 31 (1) de la *Loi sur les régies des routes locales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Crédits

(1) Les sommes remises par une régie au ministre sont versées au Trésor et portées au crédit de cette régie, et le ministre fait porter au crédit de cette régie une somme ne dépassant pas le double des sommes remises.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES VOIES PUBLIQUES ET DES TRANSPORTS EN COMMUN

49. L'article 21 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*, tel qu'il est modifié par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Voies de jonction

21. (1) Le ministre peut désigner une voie publique ou une section de voie publique comme étant une voie de jonction entre des sections de la route principale ou un prolongement de celle-ci devant être construite et entretenue par l'office de la voirie dans la compétence duquel est située la voie publique ou la section de voie publique.

(2) Une voie publique ou une section de voie publique ne devient pas la propriété de la Couronne du seul fait d'être désignée en vertu du paragraphe (1). Elle demeure sous la compétence de l'office de la voirie.

Compétence inchangée

50. Les articles 22 et 23 de la Loi sont abrogés.

51. (1) Subsection 44 (2) of the Act is repealed and the following substituted:



General rate

(2) The by-law may provide for the levying of a general annual rate upon any or all of the municipalities in the county not separated therefrom for municipal purposes.

(2) Subsection 44 (7) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is repealed.

(3) Subsections 44 (8) and (9) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, are repealed and the following substituted:

Vesting of roads in county

(8) Every road that forms part of a county road system vests in the county and is under the jurisdiction and control of the county.

Revesting of roads in local municipality

(9) Every road that is removed from a county road system vests in the local municipality in which it is situate and is under the jurisdiction and control of that municipality.

(4) Subsection 44 (10) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is repealed.

52. Section 45 of the Act is repealed.

53. Section 46 of the Act is repealed and the following substituted:

County road superintendent

46. Where a county road system is established under this Part, the county may by by-law appoint a county road superintendent and set out his or her duties.

54. Sections 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 and 56 of the Act are repealed.

55. (1) Subsection 57 (1) of the Act is amended by striking out “or the suburban roads commission” in the second and third lines.

(2) Subsection 57 (7) of the Act is repealed.

56. Sections 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 and 71 of the Act are repealed.

57. Section 72 of the Act is repealed and the following substituted:

Township road superintendent

72. Every township may by by-law appoint a township road superintendent and set out his or her duties.

58. Sections 73 and 74 of the Act are repealed.

59. Section 75 of the Act is repealed and the following substituted:

Agreements re federal and reserve roads

75. (1) The Minister may enter into agreements with the Government of Canada or the

51. (1) Le paragraphe 44 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :



(2) Le règlement municipal peut prévoir l'imposition d'un impôt annuel général sur l'ensemble ou une partie des municipalités situées dans le comté qui ne sont pas séparées aux fins municipales.

Impôt général

(2) Le paragraphe 44 (7) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(3) Les paragraphes 44 (8) et (9) de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(8) La route qui fait partie du réseau routier de comté est dévolue au comté et elle est placée sous la compétence de ce dernier.

Routes dévolues au comté

(9) La route qui est supprimée du réseau routier de comté est dévolue à la municipalité locale où elle est située et elle est placée sous la compétence de cette dernière.

Nouvelle dévolution de routes

(4) Le paragraphe 44 (10) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

52. L'article 45 de la Loi est abrogé.

53. L'article 46 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

46. Si un réseau routier de comté est créé en vertu de la présente partie, le comté peut, par règlement municipal, nommer un directeur de la voirie de comté et préciser ses fonctions.

Directeur de la voirie de comté

54. Les articles 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 56 de la Loi sont abrogés.

55. (1) Le paragraphe 57 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou la commission des routes suburbaines» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Le paragraphe 57 (7) de la Loi est abrogé.

56. Les articles 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 et 71 de la Loi sont abrogés.

57. L'article 72 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

72. Chaque canton peut, par règlement municipal, nommer un directeur de la voirie du canton et préciser ses fonctions.

Directeur de la voirie du canton

58. Les articles 73 et 74 de la Loi sont abrogés.

59. L'article 75 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

75. (1) Le ministre peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada ou le

Accords

council of a band for the construction and maintenance of any road under the control of the Government of Canada or of any road on a reserve, and the Minister may direct payment to the Government of Canada or to the council of the band out of the money appropriated therefor by the Legislature.

Interpreta-
tion

(2) In subsection (1), “council of the band” and “reserve” have the same meanings as in the *Indian Act* (Canada).



Same

(3) Despite the definition of “road” in section 1, in subsection (1), “road” includes a road under the control of the Government of Canada and a road on a reserve, even if the road is not intended for or used by the general public.

60. Sections 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 and 89 of the Act are repealed.

61. Subsection 92 (3) of the Act is amended by striking out “equal to” in the fifth line and substituting “not exceeding”.

62. (1) Clause 93 (5) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the fourth line and substituting “not exceeding”.

(2) Clause 93 (5) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “is equal to” in the sixth line and substituting “does not exceed”.

(3) Subsection 93 (6) of the Act is amended by striking out “equal to” in the last line and substituting “not exceeding”.

63. (1) Clause 93.1 (6) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the third line and substituting “not exceeding”.

(2) Clause 93.1 (6) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “is equal to” in the fifth and sixth lines and substituting “does not exceed”.

(3) Subsection 93.1 (9) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the tenth line and substituting “not exceeding”.

64. Subsection 94 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by adding “operate, maintain,” after “construct” in the third line and by adding “or services” at the end.

conseil d’une bande en vue de la construction et de l’entretien d’une route placée sous la compétence du gouvernement du Canada ou d’une route dans une réserve et peut ordonner le versement au gouvernement du Canada ou au conseil de la bande de sommes prélevées sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

(2) Au paragraphe (1), «conseil de la bande» et «réserve» s’entendent au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada).



Interpréta-
tion

(3) Malgré la définition de «route» à l’article 1, au paragraphe (1), «route» s’entend en outre d’une route placée sous la compétence du gouvernement du Canada et d’une route dans une réserve, même si la route n’est pas prévue pour le public ou pour son usage.

60. Les articles 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 et 89 de la Loi sont abrogés.

61. Le paragraphe 92 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «égal à» à la cinquième ligne, de «ne dépassant pas».

62. (1) L’alinéa 93 (5) a) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la quatrième ligne, de «ne dépassant pas».

(2) L’alinéa 93 (5) b) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «est égal à» à la sixième ligne de «ne dépasse pas».

(3) Le paragraphe 93 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «égale à» à l’avant-dernière ligne, de «ne dépassant pas».

63. (1) L’alinéa 93.1 (6) a) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la quatrième ligne, de «ne dépassant pas».

(2) L’alinéa 93.1 (6) b) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «est égal à» à la sixième ligne, de «ne dépasse pas».

(3) Le paragraphe 93.1 (9) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la dixième ligne, de «ne dépassant pas».

64. Le paragraphe 94 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 139 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par insertion, après «construire,» à la troisième ligne, de «utiliser, entretenir,» et, après «équipements» à la sixième ligne, de «ou services».

Idem

65. Sections 98 and 100 of the Act are repealed.

66. Subsection 102 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) During the construction or maintenance of a road other than the King's Highway, the road superintendent or a person authorized by him or her, may close the road to traffic for such time as the road superintendent or authorized person, as the case may be, considers necessary.

67. Sections 103, 105, 106, 108, 109 and 110 of the Act are repealed.

68. The Act is amended by adding the following sections:

116. (1) The Minister may enter into agreements for the purposes of this Act, including agreements,

- (a) related to the planning, design, construction, maintenance, management and operation of highways and bridges and related structures and works;
- (b) related to the construction, maintenance and operation of rapid transit or public transportation systems and the procurement of equipment for such systems; and
- (c) related to the safety and mobility of people and goods.

(2) An agreement under subsection (1) may provide that a proportion of the costs arising from the agreement be paid out of money appropriated therefor by the Legislature.

117. The Minister may make regulations establishing standards for,

- (a) the planning, design, construction, maintenance, management and operation of highways and bridges and related structures and works;
- (b) the construction, maintenance and operation of rapid transit and public transportation systems;
- (c) the safety and mobility of people and goods;
- (d) the measurement and assessment of technical standards in connection with a matter described in clause (a), (b) or (c).



118. (1) Until January 1, 1997, the Minister may, out of money appropriated therefor by the Legislature and upon such conditions as

65. Les articles 98 et 100 de la Loi sont abrogés.

66. Le paragraphe 102 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Pendant la construction ou l'entretien d'une route, à l'exclusion de la route principale, le directeur de la voirie ou son délégué peut fermer la route à la circulation pour la période qu'il estime nécessaire.

67. Les articles 103, 105, 106, 108, 109 et 110 de la Loi sont abrogés.

68. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

116. (1) Le ministre peut conclure des accords pour l'application de la présente loi, notamment des accords se rapportant aux questions suivantes :

- a) la planification, la conception, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de voies publiques et de ponts ainsi que de constructions et d'ouvrages connexes;
- b) la construction, l'entretien et l'exploitation de réseaux de voies rapides ou de réseaux de transport en commun et l'obtention d'équipements pour ces réseaux;
- c) la sécurité et la mobilité des personnes et des biens.

(2) Un accord conclu en vertu du paragraphe (1) peut prévoir qu'une partie des coûts résultant de l'accord soit payée sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

117. Le ministre peut, par règlement, établir des normes pour ce qui suit :

- a) la planification, la conception, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de voies publiques et de ponts ainsi que de constructions et d'ouvrages connexes;
- b) la construction, l'entretien et l'exploitation de réseaux de voies rapides et de réseaux de transport en commun;
- c) la sécurité et la mobilité des personnes et des biens;
- d) la mesure et l'évaluation de normes techniques se rapportant à une question visée à l'alinéa a), b) ou c).

Fermeture de la route

Accords

Idem

Règlements

Subventions, prêts pour des projets précis



118. (1) Jusqu'au 1^{er} janvier 1997, le ministre peut accorder à quiconque, y compris le conseil d'une bande, au sens de la Loi sur les

Closing road to traffic

Agreements

Same

Regulations

Grants, loans, etc., for specific projects

he or she considers advisable, provide grants, loans and other financial assistance to any person, including the council of a band, within the meaning of the *Indian Act* (Canada), and a municipal corporation, for specific projects.

Limitation
after 1996

(2) On and after January 1, 1997, the Minister may, out of money appropriated therefor by the Legislature and upon such conditions as he or she considers advisable, provide grants, loans and other financial assistance to any person, including the council of a band, within the meaning of the *Indian Act* (Canada), and a municipal corporation, for specific projects that the Minister considers to be of provincial significance.

Transition

69. Despite this Part, every allocation of money made before January 1, 1996 under the *Public Transportation and Highway Improvement Act* remains valid after December 31, 1995 and further payments of the allocated money may continue to be made after December 31, 1995 in accordance with that Act as it read on December 31, 1995.

PART V MISCELLANEOUS

Repeals

70. The following are repealed:

1. The *Bread Sales Act*.
2. The *Public Halls Act*.
3. The definition of “vendor” in subsection 20 (1) of the *Milk Act* and subsections 20 (2), (3), (5) and (6) of that Act.

Commence-
ment

71. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 29, 30, 31 and 32 and Part IV of this Schedule come into force on January 1, 1996.

Indiens (Canada), et une municipalité, pour des projets précis, aux conditions qu’il juge souhaitables, des subventions, des prêts ou une autre aide financière sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

Restriction
après 1996

(2) À compter du 1^{er} janvier 1997, le ministre peut accorder à quiconque, y compris le conseil d’une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada), et une municipalité, pour des projets précis que le ministre estime d’intérêt provincial, aux conditions qu’il juge souhaitables, des subventions, des prêts ou une autre aide financière sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

Disposition
transitoire

69. Malgré la présente partie, toute allocation de fonds accordée avant le 1^{er} janvier 1996 aux termes de la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun* demeure valide après le 31 décembre 1995 et le versement des fonds alloués peut continuer après le 31 décembre 1995 conformément à cette Loi, telle qu’elle existait le 31 décembre 1995.

PARTIE V DISPOSITIONS DIVERSES

Abrogations

70. Est abrogé ce qui suit :

1. La *Loi sur la vente du pain*.
2. La *Loi sur les salles publiques*.
3. La définition de «vendeur» au paragraphe 20 (1) de la *Loi sur le lait* ainsi que les paragraphes 20 (2), (3), (5) et (6) de cette loi.

Entrée en
vigueur

71. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 29, 30, 31 et 32 et la partie IV de la présente annexe entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

**SCHEDULE N
AMENDMENTS TO CERTAIN ACTS
ADMINISTERED BY THE MINISTRY
OF NATURAL RESOURCES**

FOREST FIRES PREVENTION ACT

1. (1) Sections 11 and 13 of the *Forest Fires Prevention Act* are repealed.

(2) Subsection 14 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) In any prosecution under section 12 or the regulations made under clause 36 (a.2) in respect of an offence alleged to have been committed prior to publication under the *Regulations Act* of the regulation made under clause 37 (b), the onus is on the person charged to prove the person did not have actual notice of the regulation made under clause 37 (b) at the time the offence is alleged to have been committed.

(3) Section 15 of the Act is repealed.

(4) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “the provisions of this Act respecting fire permits” in the second and third lines and substituting “the regulations made under clause 36 (a.1)”.

(5) Subsection 16 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Subsection (1) does not apply to material that is dealt with in accordance with the regulations made under clause 36 (a.3).

(6) Section 24 of the Act is repealed.

(7) Subsection 35 (3) of the Act is amended by striking out “a section of this Act” in the first and second lines and substituting “a provision of the regulations”.

(8) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsections:

(4) An officer who finds that an operation is being carried on in contravention of the regulations made under clause 36 (a.3) may order that the operation cease until any necessary permit has been obtained.

(5) A person who continues an operation or causes an operation to be continued in contravention of an order made under subsection (4) is guilty of an offence and, in addition to any penalty imposed under subsection (1), is liable on conviction to a fine of \$100 for each day

**ANNEXE N
MODIFICATION DE CERTAINES
LOIS APPLIQUÉES PAR LE
MINISTÈRE DES RICHESSES
NATURELLES**

**LOI SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES DE
FORÊT**

1. (1) Les articles 11 et 13 de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt* sont abrogés.

(2) Le paragraphe 14 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) En cas de poursuite intentée en vertu de l'article 12 ou des règlements pris en application de l'alinéa 36 a.2) au sujet d'une infraction qui aurait été commise avant la publication aux termes de la *Loi sur les règlements* du règlement pris en application de l'alinéa 37 b), l'accusé a le fardeau de prouver qu'au moment où l'infraction aurait été commise, il n'avait pas connaissance réelle de ce règlement.

(3) L'article 15 de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «des dispositions de la présente loi concernant les permis de faire du feu» aux première, deuxième et troisième lignes, de «des règlements pris en application de l'alinéa 36 a.1)».

(5) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux matières dont il est traité conformément aux règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3).

(6) L'article 24 de la Loi est abrogé.

(7) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «d'un article de la présente loi» à la deuxième ligne, de «d'une disposition des règlements».

(8) L'article 35 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(4) L'agent qui constate qu'une personne se livre à une exploitation contrairement aux règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3) peut ordonner la cessation de cette exploitation jusqu'à l'obtention du permis nécessaire.

(5) La personne qui poursuit ou fait poursuivre une exploitation contrairement à un ordre donné en vertu du paragraphe (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, en plus de toute peine imposée en vertu du paragraphe (1), d'une amende de 100 \$ pour chaque journée

Fardeau de la
preuve

Exception

Exploitations
réglementées

Idem

Burden of
proof

Exception

Regulated
operations

Same

the operation is continued in contravention of the order.

Same

(6) A person carrying on an operation mentioned in the regulations made under clause 36 (a.3) through an employee or agent shall obtain any permit required under the regulations and, in any prosecution for an offence under the regulations, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is prosecuted for the offence.

(9) Section 36 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (a.1) regulating or prohibiting outdoor fires;
- (a.2) regulating or prohibiting entry to or travel in restricted travel zones;
- (a.3) regulating or prohibiting operations specified by the regulations;
-
- (b.1) providing for and governing appeals from a refusal to issue or renew a permit, from the cancellation of a permit or from the imposition of terms and conditions in a permit.

GAME AND FISH ACT

2. (1) Section 5 of the *Game and Fish Act* is repealed and the following substituted:

Separate account

5. (1) All amounts received by the Crown under this Act or the regulations shall be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund, including all fines, fees and royalties paid under this Act or the regulations and all proceeds from the sale of things forfeited to the Crown under this Act or the regulations.

Money in account

(2) Money standing to the credit of the separate account is, for the purpose of the *Financial Administration Act*, money paid to Ontario for a special purpose.

Payments out of account

(3) The Minister may direct that money be paid out of the separate account to the Minister or a person specified by the Minister if,

- (a) the payment will be used for the management, perpetuation or rehabilitation of wildlife or fish populations or the ecosystems of which those populations are a part;

au cours de laquelle cette exploitation se poursuit contrairement à l'ordre.

Idem

(6) Une personne qui se livre à une exploitation visée par les règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3), par l'intermédiaire d'un employé ou d'un représentant doit obtenir le permis requis aux termes des règlements. Dans une poursuite intentée pour une infraction aux règlements, constitue une preuve suffisante de la commission de l'infraction le fait d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un représentant de l'accusé, que l'employé ou le représentant soit poursuivi pour l'infraction ou non.

(9) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.1) réglementer ou interdire les feux en plein air;
- a.2) réglementer ou interdire l'entrée ou la circulation dans des zones à circulation restreinte;
- a.3) réglementer ou interdire les exploitations précisées par les règlements;
-
- b.1) prévoir et régir les appels des décisions de refuser de délivrer ou de renouveler un permis, d'annuler un permis ou de l'assortir de conditions.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

2. (1) L'article 5 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Compte distinct

5. (1) Tous les montants reçus par la Couronne en vertu de la présente loi ou des règlements sont détenus dans un compte distinct du Trésor, y compris les amendes, droits et redevances versés aux termes de la présente loi ou des règlements ainsi que les produits de la vente d'objets confisqués au profit de la Couronne en vertu de la présente loi ou des règlements.

(2) Les sommes versées au crédit du compte distinct sont, pour l'application de la *Loi sur l'administration financière*, des sommes d'argent versées à l'Ontario à des fins particulières.

Sommes versées au compte

(3) Le ministre peut ordonner que des sommes soient prélevées sur le compte distinct et versées au ministre ou à la personne qu'il précise si, selon le cas :

Prélèvements sur le compte

- a) ce versement servira à la gestion, à la reproduction ou à la réadaptation des populations d'animaux sauvages ou de poissons ou à la gestion, à la préservation ou à la restauration des écosystèmes dont font partie ces populations;

(b) the payment will be used for a matter related to the activities of people as they interact with or affect wildlife or fish populations, including any matter related to user or public safety; or

(c) the payment will be used to,

(i) refund all or part of the fee paid for a licence, if the refund is authorized or required under this Act,

(ii) remit money to a person in accordance with subsection 88 (2), or

(iii) refund royalties in accordance with a regulation under paragraph 45 of subsection 92 (1).

Annual
report

(4) The Minister shall ensure that a report is prepared annually on the financial affairs of the separate account, including a summary of advice received from any advisory committee established by the Minister relating to the operation of the separate account.

Tabling of
report

(5) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall table the report in the Legislative Assembly.

(2) Subsection 6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Power to
acquire lands

(1) Land may be acquired under the *Ministry of Government Services Act* for the purposes of the management, perpetuation or rehabilitation of wildlife or fish populations or the ecosystems of which those populations are a part.

(3) Subsection 37 (4) of the Act is amended by striking out “and the Treasurer of Ontario, upon the written request of the Minister, shall cause the refund to be made” in the fifth, sixth and seventh lines.

LAKES AND RIVERS IMPROVEMENT ACT

3. (1) Subsection 3 (1) of the *Lakes and Rivers Improvement Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 68, is further amended by adding the following clauses:

(d) prescribing circumstances in which approval is required under subsection 14 (1) or section 16;

b) ce versement servira à une question ayant trait aux activités des personnes lorsque celles-ci interagissent avec les populations d'animaux sauvages ou de poissons ou ont un impact sur elles, y compris toute question ayant trait à la sécurité des usagers ou à la sécurité publique;

c) ce versement servira à l'une ou l'autre des fins suivantes :

(i) le remboursement total ou partiel des droits acquittés pour un permis, si la présente loi autorise ou exige ce remboursement,

(ii) la remise d'argent à une personne conformément au paragraphe 88 (2),

(iii) le remboursement de redevances conformément à un règlement pris en application de la disposition 45 du paragraphe 92 (1).

(4) Le ministre fait en sorte que soit rédigé annuellement un rapport sur la situation financière du compte distinct, comprenant en outre un résumé des conseils qui ont été fournis par un comité consultatif créé par le ministre au sujet de l'administration du compte distinct.

Rapport
annuel

(5) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose devant l'Assemblée législative.

Dépôt du
rapport

(2) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Des biens-fonds peuvent être acquis sous le régime de la *Loi sur le ministère des Services gouvernementaux* aux fins de la gestion, de la reproduction ou de la réadaptation des populations d'animaux sauvages ou de poissons, ou aux fins de la gestion, de la préservation ou de la restauration des écosystèmes dont font partie ces populations.

Pouvoir
d'acquisition
de biens-
fonds

(3) Le paragraphe 37 (4) de la Loi est modifié par suppression de «À la demande écrite du ministre, le trésorier de l'Ontario fait effectuer le remboursement.» aux cinquième, sixième et septième lignes.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES LACS ET DES RIVIÈRES

3. (1) Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières*, tel qu'il est modifié par l'article 68 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

d) prescrire les circonstances dans lesquelles une approbation est exigée aux termes du paragraphe 14 (1) ou de l'article 16;

(e) providing for and governing appeals from a refusal to give an approval required by a regulation made under clause (d).

(2) Subsection 14 (1) of the Act is amended by adding “in the circumstances prescribed by the regulations” after “river” in the second line.

(3) Section 16 of the Act is amended by inserting “in the circumstances prescribed by the regulations” after “dam” in the fourth line.

(4) Section 43 of the Act is amended by striking out “approval” in the seventeenth line and substituting “any necessary approval”.

PUBLIC LANDS ACT

4. Section 14 of the *Public Lands Act* is repealed and the following substituted:

14. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prohibiting an activity specified by the regulations on public lands or shore lands unless the activity is carried on in accordance with a work permit;
- (b) defining “shore lands” for the purpose of clause (a);
- (c) governing the issue, refusal, renewal and cancellation of work permits and prescribing their terms and conditions;
- (d) providing for and governing appeals from a refusal to issue or renew a work permit, from the cancellation of a work permit or from the imposition of terms and conditions in a work permit.

(2) A regulation under subsection (1) may be general or particular in its application.

(3) The Minister may charge such fee as he or she considers appropriate for the issuance or renewal of a work permit.

(4) A person who contravenes a regulation made under clause (1) (a) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000.

(5) An officer who finds that an activity is being carried on in contravention of the regulations made under clause (1) (a) without the necessary work permit may order that the activity cease until the work permit has been obtained.

e) prévoir et régir les appels d'un refus de donner une approbation exigée par un règlement pris en application de l'alinéa d).

(2) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par insertion au début du paragraphe, de «Dans les circonstances prescrites par les règlements,».

(3) L'article 16 de la Loi est modifié par insertion, après «proposés» à la cinquième ligne, de «dans les circonstances prescrites par les règlements».

(4) L'article 43 de la Loi est modifié par substitution, à «n'ont pas été approuvés» à la vingtième ligne, de «n'ont pas fait l'objet des approbations nécessaires».

LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

4. L'article 14 de la *Loi sur les terres publiques* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) interdire une activité précisée par les règlements sur les terres publiques ou les terres riveraines, à moins que cette activité n'ait lieu conformément à un permis de travail;
- b) définir «terres riveraines» pour l'application de l'alinéa a);
- c) régir la délivrance, le refus, le renouvellement et l'annulation des permis de travail et prescrire les conditions de ceux-ci;
- d) prévoir et régir les appels des décisions de refuser de délivrer ou de renouveler un permis de travail, de l'annuler ou de l'assortir de conditions.

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

(3) Le ministre peut exiger les droits qu'il juge appropriés pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de travail.

(4) Quiconque contrevient à un règlement pris en application de l'alinéa (1) a) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$.

(5) L'agent qui constate qu'une activité a lieu contrairement aux règlements pris en application de l'alinéa (1) a), sans le permis de travail nécessaire, peut ordonner l'interruption de cette activité jusqu'à ce que le permis de travail ait été obtenu.

Regulations
re work
permits

General or
particular

Fee

Offence

Order to stop
activity

Règlements
sur les
permis de
travail

Portée des
règlements

Droits

Infraction

Ordre d'in-
terruption
d'une acti-
vité

Daily fine	(6) A person who continues an activity or causes an activity to be continued in contravention of an order made under subsection (5) is guilty of an offence and, in addition to any penalty imposed under subsection (4), is liable on conviction to a fine of not less than \$200 for each day the activity is continued in contravention of the order.	(6) La personne qui poursuit ou fait poursuivre une activité contrairement à un ordre donné en vertu du paragraphe (5) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, en plus de toute peine imposée en vertu du paragraphe (4), d'une amende d'au moins 200 \$ pour chaque journée au cours de laquelle cette activité se poursuit contrairement à l'ordre.	Amende journalière
Order to rehabilitate land	(7) The court that convicts a person of an offence under this section may, in addition to imposing a fine, order the person to cease the activity and, within such time as the court may fix, to take action to rehabilitate the land in accordance with a plan approved by the Minister.	(7) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue au présent article peut, en plus de lui imposer une amende, lui ordonner d'interrompre l'activité en cause et, dans le délai qu'il fixe, de prendre des mesures pour remettre la terre en état conformément à un plan approuvé par le ministre.	Ordonnance de remise en état
Minister may rehabilitate land and recover cost	(8) If a person fails to comply with an order under subsection (7), the Minister may take such action as he or she considers appropriate to rehabilitate the land, and any cost incurred by the Minister is a debt due the Crown and may be recovered by the Minister in a court of competent jurisdiction in an action against the person.	(8) Si une personne ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (7), le ministre peut prendre les mesures qu'il juge appropriées pour remettre la terre en état. Les frais ainsi engagés par le ministre constituent une créance de la Couronne, que le ministre peut recouvrer par voie d'action intentée contre la personne devant un tribunal compétent.	Recouvrement du coût de la remise en état par le ministre

COMMENCEMENT

Commencement

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

SCHEDULE O AMENDMENTS TO THE MINING ACT

1. (1) Section 1 of the *Mining Act* is amended by adding the following definition:

“lessee” means a person who holds a lease of mining rights, surface rights, or both, issued under this Act or any predecessor of this Act. (“preneur à bail”)

(2) The definitions of the noun “mine” and the verb “mine” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“mine”, when used as a noun, includes,

- (a) any opening or excavation in, or working of, the ground for the purpose of winning any mineral or mineral bearing substance,
- (b) all ways, works, machinery, plant, buildings and premises below or above the ground relating to or used in connection with the activity referred to in clause (a),
- (c) any roasting or smelting furnace, concentrator, mill, work or place used for or in connection with washing, crushing, grinding, sifting, reducing, leaching, roasting, smelting, refining or treating any mineral or mineral bearing substance, or conducting research on them,
- (d) tailings, wasterock, stockpiles of ore or other material, or any other prescribed substances, or the lands related to any of them, and
- (e) mines that have been temporarily suspended, rendered inactive, closed out or abandoned,

but does not include any prescribed classes of plant, premises or works; (“mine”)

“mine”, when used as a verb, means the performance of any work in or about a mine, as defined in its noun sense, except preliminary exploration. (“exploiter”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“mine hazard” means any feature of a mine, or any disturbance of the ground, that has not been rehabilitated to the prescribed standard. (“risque minier”)

ANNEXE O MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MINES

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur les mines* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«preneur à bail» Personne titulaire d'un bail portant sur les droits miniers ou les droits de surface, ou sur les deux, délivré en vertu de la présente loi ou de toute loi qu'elle remplace. («lessee»)

(2) Les définitions de «exploiter» et «mine» figurant à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«exploiter» L'exécution de travaux dans une mine ou dans les environs de celle-ci, à l'exclusion des travaux d'exploration préliminaire. («mine»)

«mine» S'entend en outre :

- a) des ouvertures dans le sol, des excavations ou des travaux du sol exécutés pour extraire un minéral ou une substance contenant des minéraux,
- b) des voies, des ouvrages, des machines, des usines, des bâtiments et des lieux, sous terre ou en surface, se rapportant à l'activité visée à l'alinéa a) ou utilisés relativement à celle-ci,
- c) des fours de grillage ou de fusion, des concentrateurs, des broyeurs, des ouvrages ou des endroits utilisés afin de laver, de concasser, de broyer, de tamiser, de réduire, de lixivier, de griller, de fondre, de raffiner ou de traiter un minéral ou une substance contenant des minéraux ou afin de les soumettre à des travaux de recherche,
- d) des résidus, des déchets rocheux, des dépôts de minerais ou d'autres matières, ou des autres substances prescrites, ou des terrains touchés par un aspect quelconque de ce qui précède,
- e) des mines dont les activités ont été temporairement suspendues ou qui ont été rendues inactives et des mines fermées ou abandonnées.

Sont toutefois exclues de la présente définition les catégories prescrites d'usines, de lieux ou d'ouvrages. («mine»)

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«risque minier» Tout élément d'une mine, ou toute perturbation du sol, qui n'a pas été réhabilité conformément à la norme prescrite. («mine hazard»)

(4) The definitions of “mining lands” and “owner” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“mining lands” includes,

- (a) the lands and mining rights patented or leased under or by authority of a statute, regulation or order in council, respecting mines, minerals or mining,
- (b) lands or mining rights located, staked out, used or intended to be used for mining purposes, and
- (c) surface rights granted solely for mining purposes; (“terrains miniers”)

“owner”, when used in Parts VII, IX and XI, includes,

- (a) every current owner, lessee or occupier of a mine or part of a mine, or a mine hazard or any land located, patented or leased as mining lands,
- (b) an agent of the current owner, lessee or occupier, or a person designated by the agent or the current owner, lessee or occupier, as being responsible for the control, management and direction of a mine or part of a mine, or a mine hazard,
- (c) a secured lender with respect to a mine or mining lands who has entered into possession of the mine or mining lands pursuant to their security,

but does not include,

- (d) a person receiving only a royalty from a mine or mining lands. (“propriétaire”)

2. Section 2 of the Act is repealed and the following substituted:

2. The purpose of this Act is to encourage prospecting, staking and exploration for the development of mineral resources and to minimize the impact of these activities on public health and safety and the environment through rehabilitation of mining lands in Ontario.

3. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

7. (1) Every recorder shall keep those record books that the Minister directs for the recording of mining claims, applications and other entries.

(4) Les définitions de «propriétaire» et «terrains miniers» figurant à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«propriétaire» Dans les parties VII, IX et XI, s'entend en outre :

- a) du propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel d'une mine ou d'une partie de celle-ci, ou encore d'un risque minier ou d'un terrain accordé comme concession locative, concédé par lettres patentes ou donné à bail comme terrain minier,
- b) d'un agent du propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel ou d'une personne désignée par l'agent ou par le propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel pour assumer le contrôle, la gestion et la direction d'une mine, ou d'une partie de celle-ci, ou d'un risque minier,
- c) d'un créancier garanti à l'égard d'une mine ou de terrains miniers qui a pris possession de ceux-ci en réalisation de la garantie.

Est toutefois exclue de la présente définition :

- d) la personne qui reçoit simplement une redevance d'une mine ou de terrains miniers. («owner»)

«terrains miniers» S'entend en outre :

- a) des terrains et des droits miniers concédés par lettres patentes ou donnés à bail en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'un décret visant des mines, des minéraux ou une exploitation minière,
- b) des terrains ou des droits miniers accordés comme concession locative, jalonés, ou utilisés ou destinés à être utilisés à des fins d'exploitation minière,
- c) des droits de surface octroyés uniquement à des fins d'exploitation minière. («mining lands»)

2. L'article 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2. La présente loi a pour objet d'encourager la prospection, le jalonement et l'exploration aux fins d'exploitation des ressources minérales et de réduire les effets de ces activités sur la santé et la sécurité publiques et sur l'environnement en réhabilitant les terrains miniers en Ontario.

3. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. (1) Le registrateur tient les registres qu'ordonne le ministre afin d'y enregistrer les claims, les demandes et d'autres inscriptions.

Purpose

Record books

Objet

Registres

Maps

(2) Every recorder shall keep for inspection in his or her office one or more maps showing the territory included in the recorder's mining division and shall mark on them all claims as they are recorded.


Inspection

(3) The record books and maps referred to in this section may be inspected without fee.



4. Section 8 of the Act is repealed and the following substituted:

Right to inspect documents

8. Every document filed and recorded in the recorder's office, as well as every application filed under subsection 46 (2), shall be open to inspection during office hours by anyone who pays the prescribed fee. 

5. (1) Subsection 19 (6) of the Act is amended by inserting after "licensee" in the second line and in the third line in each case "or holder".

(2) Subsection 19 (8) of the Act is amended by inserting after "licensee" in the first line and in the third line in each case "or holder".

6. Subsection 21 (6) of the Act is amended by striking out "continuously" in the third line.

7. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

Application in recorder's absence

25. (1) An applicant may make an application for a licence while a recorder is absent from his or her office by leaving the application, along with the supporting documents and prescribed fee, with the person in charge.

Licence effective

(2) A licence issued subsequent to an application being made as described in subsection (1) is as effective as if it had been issued on the day the application was made and shall bear that date.

8. Clause 27 (c) of the Act is amended by striking out "under staking or" at the beginning and substituting "on".

9. Clause 29 (b) of the Act is amended by inserting after "laid out" in the first line "into residential lots".

10. Subsection 35 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Withdrawal and reopening of lands

(1) The Minister may, by order signed by him or her,

- (a) withdraw from prospecting, staking out, sale or lease, or any combination of them, any lands, mining rights or surface rights that are the property of the Crown; and

(2) Le registrateur garde dans son bureau aux fins d'inspection une ou plusieurs cartes représentant le territoire que comprend sa division des mines et y indique tous les claims enregistrés.


Cartes

(3) Les cartes et les registres visés au présent article peuvent être inspectés gratuitement.

Examen



4. L'article 8 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8. Pendant les heures de bureau, toute personne a accès, moyennant le paiement des droits prescrits, à tous les documents déposés et enregistrés au bureau du registrateur ainsi qu'à toutes les demandes déposées en vertu du paragraphe 46 (2). 

Accès aux documents

5. (1) Le paragraphe 19 (6) de la Loi est modifié par insertion, après «titulaire de permis» à la deuxième ligne, de «ou un titulaire», et par substitution, à «à ce dernier» à la troisième ligne, de «à ces derniers».

(2) Le paragraphe 19 (8) de la Loi est modifié par insertion, après «titulaire de permis» à la première ligne, de «ou le titulaire».

6. Le paragraphe 21 (6) de la Loi est modifié par suppression de «de façon continue» aux deuxième et troisième lignes.

7. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

25. (1) Quiconque présente une demande de permis en l'absence du registrateur de son bureau peut laisser sa demande, accompagnée des documents justificatifs et des droits prescrits, à la personne responsable.

Demande en l'absence du registrateur

(2) Le permis délivré suite à une demande présentée conformément au paragraphe (1) a la même valeur que s'il avait été délivré le jour où la demande a été présentée et il porte cette date.

Validité du permis

8. L'alinéa 27 c) de la Loi est modifié par suppression de «jalonnés ou» à la première ligne.

9. L'alinéa 29 b) de la Loi est modifié par insertion, après «tracé» à la première ligne, de «sous forme de lots résidentiels».

10. Le paragraphe 35 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le ministre peut, par voie d'arrêté qui porte sa signature :

Soustraction et réouverture de terrains

- a) soustraire à la prospection, au jalonnement, à la vente ou à la location à bail, ou à toute combinaison de ce qui précède, des terrains, des droits miniers ou des droits de surface appartenant à la Couronne;

- (b) reopen for prospecting, staking out, sale or lease, or any combination of them, any lands, mining rights or surface rights that have been withdrawn under this Act.

11. Section 42 of the Act is repealed and the following substituted:

Staking claim in closed fire region

42. If a mining claim is staked out in a fire region while the fire region is closed under the *Forest Fires Prevention Act*, the staking out is invalid and of no effect unless, on an application to record the claim, the person who staked out the claim provides the recorder with sufficient proof that he or she entered the fire region before it was closed or pursuant to a special authorization of the Minister.

12. (1) Subsection 44 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Application to record mining claim

(1) A licensee who has staked out a mining claim shall, not later than 31 days after the day on which the staking out was completed, make an application to record the claim to the recorder for the mining division in which the claim has been staked out.

Application requirements

(1.1) The application shall be in the prescribed form and be accompanied by proof of payment of the prescribed fee to any recorder and a sketch or plan showing the prescribed information.

False statement

(1.2) The recorder or the Commissioner may, after a hearing, cancel the recording of a licensee or holder who knowingly made a false statement in the application to record the claim.

(2) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsection:

Overlapping staking

(4) Despite subsection (3) and section 46, if the other application or applications to record a mining claim cover any land that is not part of the mining claim that is entitled to priority under subsection (2), the recorder may record a mining claim with respect to that part of the land and shall amend the application or applications with respect to the land covered by the previously completed claims.

13. (1) Subsection 48 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Re-staking claim

(8) Despite clause 27 (c) and subsection 71 (1), if a dispute has not been filed against a mining claim, a transferee who has acquired the claim in good faith may at any time restake the claim or have it restaked.

- b) ouvrir de nouveau à la prospection, au jalonnement, à la vente ou à la location à bail, ou à toute combinaison de ce qui précède, des terrains, des droits miniers ou des droits de surface qui ont été soustraits en vertu de la présente loi.

11. L'article 42 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

42. Si un claim est jalonné dans une région d'incendie pendant que celle-ci est fermée en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt*, le jalonnement est nul sauf si la personne qui a jalonné le claim fournit au registraire, sur présentation d'une demande d'enregistrement du claim, une preuve suffisante qu'elle est entrée dans la région d'incendie avant sa fermeture ou conformément à une autorisation particulière du ministre.

Jalonnement de claims dans une région d'incendie fermée

12. (1) Le paragraphe 44 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le titulaire de permis qui a jalonné un claim présente, dans les 31 jours de la date d'achèvement du jalonnement, une demande d'enregistrement du claim au registraire de la division des mines dans laquelle le claim a été jalonné.

Demande d'enregistrement d'un claim

(1.1) La demande d'enregistrement est rédigée selon la formule prescrite et est accompagnée d'une preuve du paiement des droits prescrits à un registraire, ainsi que d'une esquisse ou d'un plan faisant état des renseignements prescrits.

Conditions d'enregistrement

(1.2) Le registraire ou le commissaire peut, après une audience, annuler l'enregistrement d'un titulaire de permis ou d'un titulaire qui a fait sciemment une fausse déclaration dans sa demande d'enregistrement du claim.

Fausse déclaration

(2) L'article 44 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Malgré le paragraphe (3) et l'article 46, si la ou les autres demandes d'enregistrement d'un claim visent un terrain qui ne fait pas partie du claim qui a droit de priorité aux termes du paragraphe (2), le registraire peut enregistrer un claim relativement à cette partie du terrain, auquel cas il modifie la ou les demandes relativement au terrain visé par les claims dont le jalonnement est déjà achevé.

Chevauchement de jalonnements

13. (1) Le paragraphe 48 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré l'alinéa 27 c) et le paragraphe 71 (1), si aucune contestation n'a été déposée à l'égard d'un claim, le cessionnaire qui a acquis le claim de bonne foi peut en tout temps jalonner de nouveau ou faire jalonner de nouveau le claim.

Nouveau jalonnement d'un claim

Recorder's
order

(8.1) Upon the filing with the recorder of a notice of the re-staking in the prescribed form, the recorder shall order that the re-staked claim be deemed to have been recorded on the date of the recording of the original claim, after having given notice to all persons having a recorded interest in the original claim.

(2) Subsection 48 (9) of the Act is amended by striking out “subsection (8)” in the first and second lines and substituting “subsection (8.1)”.

14. Subsection 53 (1) of the Act is amended by,

- (a) striking out “cancelled or forfeited” in the fifth and sixth lines and substituting “cancelled, forfeited or terminated”;
- (b) striking out “cancellation or forfeiture” in the sixteenth line and substituting “cancellation, forfeiture or termination”;
- (c) striking out “Commissioner” in the seventeenth and eighteenth lines and substituting “Minister”; and
- (d) adding after “Crown” in the twenty-first line “unless the Minister directs otherwise within two years after the abandonment, surrender, cancellation, forfeiture or termination”.

15. The Act is amended by adding the following section:

59.1 Without the Minister's written consent, a mining claim is not transferable after an application for lease has been made with respect to the mining claim.

16. Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out “as is prescribed” in the fourth line and substituting “as the Minister directs”.

17. Subsection 66 (2) of the Act is amended by striking out “staking” in the second line and substituting “recording”.

18. Section 67 of the Act is repealed and the following substituted:

67. (1) If the holder provides the recorder or the Commissioner with satisfactory evidence of a refusal, prohibition, deferral or delay referred to in this section, the following periods of time may be excluded in computing the time within which work on a mining claim must be performed or reported, or both, or within which application and payment for a lease may be made:

Transfer of
claim with
Minister's
consentComputation
of time for
performance
of assess-
ment work

(8.1) Sur dépôt auprès du registrateur d'un avis du nouveau jalonnement rédigé selon la formule prescrite, le registrateur, après avoir avisé toutes les personnes ayant un intérêt enregistré dans le claim original, ordonne que le claim jalonné de nouveau soit réputé avoir été enregistré à la date d'enregistrement du claim original.

(2) Le paragraphe 48 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe (8)» aux première et deuxième lignes, de «paragraphe (8.1)».

14. Le paragraphe 53 (1) de la Loi est modifié :

- a) par substitution, à «annulés ou frappés de déchéance» aux septième et huitième lignes, de «annulés, frappés de déchéance ou résiliés»;
- b) par substitution à, «de l'annulation ou de la déchéance» à la douzième ligne, de «de l'annulation, de la déchéance ou de la résiliation»;
- c) par substitution à, «commissaire» à la treizième ligne, de «ministre»;
- d) par insertion après, «Couronne» aux vingt-cinquième et vingt-sixième lignes, de «, à moins que le ministre ne donne d'autres directives dans les deux ans de la date de l'abandon, de la renonciation, de l'annulation, de la déchéance ou de la résiliation»,.

15. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

59.1 Un claim faisant l'objet d'une demande de bail ne peut être cédé sans le consentement écrit du ministre.

16. Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «prescrit» à la quatrième ligne, de «que fixe le ministre».

17. Le paragraphe 66 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «jalonné» à la cinquième ligne, de «enregistré».

18. L'article 67 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

67. (1) Si le titulaire fournit au registrateur ou au commissaire une preuve satisfaisante d'un refus, d'une interdiction, d'un report ou d'un retard visé au présent article, les périodes suivantes peuvent être exclues du calcul des délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits :

Ordonnance
du registra-
teurCession d'un
claim avec le
consente-
ment du
ministreCalcul des
délais d'exé-
cution des
travaux
d'évaluation

1. The time during which a permit under the *Forest Fires Prevention Act* or the *Public Lands Act* that is necessary for the beginning or carrying on of work under this Act is refused.
2. The time during which the performance of work under this Act is prohibited under the Acts referred to in paragraph 1 or any other Act.
3. The time during which the holder defers the start of work under this Act or is delayed in performing it at the Crown's request or by the Crown's actions.

Same

(2) The time during which a proceeding in respect of a mining claim is pending before the recorder, the Commissioner or the Ontario Court (General Division) may be excluded in computing the time within which work on a mining claim must be performed or reported, or both, or within which an application and payment for a lease may be made, if the recorder or Commissioner is satisfied that any delay in settling the proceeding is not the holder's fault.

Order

(3) In computing time under subsection (1) or (2), the recorder or Commissioner may make an order fixing the date or dates by which the next or any prescribed units of work must be performed or reported, or both, or by which an application and payment for lease may be made.

Anniversary date changed

(4) Where the time for doing something under this Act is excluded, the next anniversary date after the exclusion in respect of the mining claim involved may be a date that falls after the anniversary date that would have occurred, except for this provision, by up to the number of days that equals the number of days of the exclusion, and all subsequent anniversary dates shall be adjusted accordingly.

Special circumstances

(5) Despite anything in this Act, where in the opinion of the Minister special circumstances exist, the Minister may exclude the time within which work upon a mining claim must be performed or reported, or both, or within which application and payment for lease may be made, and may by order fix the anniversary date or dates by which the next or any subsequent periods of work must be performed or reported, or both, or by which application and payment for lease may be made.

1. La période pendant laquelle un permis prévu par la *Loi sur la prévention des incendies de forêt* ou par la *Loi sur les terres publiques* et nécessaire au commencement ou à la continuation de travaux visés par la présente loi est refusé.
2. La période pendant laquelle les lois mentionnées à la disposition 1 ou toute autre loi interdisent l'exécution de travaux visés par la présente loi.
3. La période pendant laquelle le titulaire reporte le début des travaux visés par la présente loi ou est retardé dans leur exécution à la demande de la Couronne ou en raison des actions de celle-ci.

Idem

(2) La période pendant laquelle une instance portant sur le claim est en cours devant le registrateur, le commissaire ou la Cour de l'Ontario (Division générale) peut être exclue du calcul des délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits si le registrateur ou le commissaire est convaincu que le titulaire n'est pas responsable des retards du règlement de l'instance.

Ordonnance

(3) Dans le calcul des délais prévu au paragraphe (1) ou (2), le registrateur ou le commissaire peut, par ordonnance, établir la ou les dates auxquelles l'unité de travail suivante ou toute unité de travail prescrite doit être exécutée ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou auxquelles une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits.

Modification de la date anniversaire

(4) Lorsque la période prévue par la présente loi pour faire quelque chose est exclue, la prochaine date anniversaire suivant l'exclusion à l'égard du claim concerné peut être une date qui dépasse d'un nombre de jours égal ou inférieur au nombre de jours visés par l'exclusion la date anniversaire qui se serait appliquée n'eût été de la présente disposition. Les dates anniversaires subséquentes sont modifiées en conséquence.

Circonstances particulières

(5) Malgré les dispositions de la présente loi, lorsque le ministre est d'avis qu'il existe des circonstances particulières, il peut exclure les délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits. Il peut également, par arrêté, établir la ou les dates anniversaires auxquelles la période de travail suivante ou toute période de travail subséquente doit être exécutée ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou auxquelles une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits.

19. (1) Subsection 70 (7) of the Act is amended by striking out “9 o’clock in the forenoon of” in the fifth line and substituting “8 a.m. standard time on”.

(2) Subsection 70 (8) of the Act is amended by striking out “9 o’clock in the forenoon of” in the second and third lines and substituting “8 a.m. standard time on”.

(3) Subsection 70 (9) of the Act is amended by striking out “9 o’clock in the forenoon of” in the fifth line and substituting “8 a.m. standard time on”.

20. Subsection 73 (2) of the Act is amended by striking out “7 o’clock in the forenoon of” in the fourth line and substituting “8 a.m. standard time on”.

21. Subsections 78 (1) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) A holder of a mining claim who first proposes to do ground assessment work on all or part of the land comprising a mining claim shall give notice of that intention in the prescribed form to the owner, if any, of the surface rights of the part of the land to be affected by the work.

.

(3) A recorder shall not record ground assessment work referred to in subsection (1) unless,

- (a) the holder files with the recorder a certificate in the prescribed form establishing that the required notice was given;
- (b) the recorder determines that it is not feasible in the circumstances to give notice to the owner of the surface rights; or
- (c) the owner of the surface rights gives written consent to the performance of the work after it has been performed.

22. Subsection 82 (6) of the Act is amended by adding at the beginning “Where application for renewal of a lease is not made within the time set out in subsection (4) or”.

23. Subsection 83 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Replacement leases issued under subsection (1) may be for a different tenure than that of the original lease but they shall,

19. (1) Le paragraphe 70 (7) de la Loi est modifié par substitution, à «n’est pas ouvert au jalonnement avant 9 h» à la cinquième ligne, de «est ouvert au jalonnement à compter de 8 h, heure normale,».

(2) Le paragraphe 70 (8) de la Loi est modifié par substitution, à «Nul claim abandonné en vertu du paragraphe (1) n’est ouvert au jalonnement à compter de 9 h» aux première, deuxième et troisième lignes, de «Le claim abandonné en vertu du paragraphe (1) est ouvert au jalonnement à compter de 8 h, heure normale,».

(3) Le paragraphe 70 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «9 h» à la sixième ligne, de «8 h, heure normale,».



20. Le paragraphe 73 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «7 h» à la quatrième ligne, de «8 h, heure normale,».



21. Les paragraphes 78 (1) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le titulaire d’un claim qui envisage pour la première fois d’exécuter des travaux d’évaluation du sol sur tout ou partie d’un terrain comprenant un claim en avise le propriétaire des droits de surface de la partie du terrain touchée par ces travaux, le cas échéant, selon la formule prescrite.

.

(3) Le registrateur n’enregistre pas les travaux d’évaluation du sol visés au paragraphe (1) à moins que, selon le cas :

- a) le titulaire ne dépose auprès de lui un certificat rédigé selon la formule prescrite attestant que l’avis exigé a été donné;
- b) il ne détermine que les circonstances ne permettent pas de donner un avis au propriétaire des droits de surface;
- c) le propriétaire des droits de surface ne consente par écrit à l’exécution des travaux après que ceux-ci ont été exécutés.

22. Le paragraphe 82 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «Lorsqu’un» à la première ligne, de «Lorsqu’une demande de reconduction de bail n’est pas présentée dans les délais prévus au paragraphe (4) ou qu’un».

23. Le paragraphe 83 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La tenure des baux de remplacement délivrés en vertu du paragraphe (1) peut être différente de celle du bail initial. Toutefois,

Avis d’intention d’exécuter des travaux d’évaluation

Non-enregistrement des travaux

Conditions des baux de remplacement

Notice of intention to perform assessment work

Where work not to be recorded

Terms of replacement leases

- (a) cover together the same area of land as the surrendered lease covered;
- (b) be for a term equal to the balance of the surrendered lease; and
- (c) be at the applicable rental rate per hectare, as prescribed.

24. Subsection 129 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 130, is amended by adding at the end “and he or she may order that such filings be made without fee”.

25. Section 138 of the Act is amended,

- (a) by adding after “Saturday” in the fifth and sixth lines “Sunday, holiday or any other day on which the relevant office is closed”; and
- (b) by striking out “a holiday” at the end and substituting “a Saturday, Sunday, holiday or other day on which the relevant office is closed”.

26. Section 139, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, sections 140, 141, 142, 143, section 144, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, sections 145, 146, 147, 148 and 149 of the Act are repealed and the following substituted:

PART VII REHABILITATION OF MINING LANDS

Definitions

139. (1) In this Part,

“advanced exploration” means the excavation of an exploratory shaft, adit or decline, the extraction of prescribed material in excess of the prescribed quantity, whether the extraction involves the disturbance or movement of prescribed material located above or below the surface of the ground, the installation of a mill for test purposes or any other prescribed work; (“exploration avancée”)

“adverse effect” means,

- (a) injury or damage to property,
- (b) harm or material discomfort to any person,
- (c) a detrimental effect on any person’s health,
- (d) impairment of any person’s safety,

ces baux remplissent les conditions suivantes :

- a) ils couvrent les mêmes terrains que le bail remis;
- b) leur terme est égal au terme restant à l’égard du bail remis;
- c) le taux du loyer applicable par hectare est celui prescrit.

24. Le paragraphe 129 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 130 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «et il peut ordonner que ces dépôts se fassent gratuitement».

25. L’article 138 de la Loi est modifié :

- a) par insertion, après «samedi,» à la sixième ligne, de «dimanche, jour férié ou tout autre jour de fermeture du bureau approprié»;
- b) par substitution, à «jour ouvrable suivant» à la dernière ligne, de «prochain jour d’ouverture du bureau approprié».

26. L’article 139, tel qu’il est modifié par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, les articles 140, 141, 142 et 143, l’article 144, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, et les articles 145, 146, 147, 148 et 149 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

PARTIE VII RÉHABILITATION DES TERRAINS MINIERS

139. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie. Définitions

«conséquence préjudiciable» S’entend de ce qui suit :

- a) le tort ou les dommages causés à des biens,
- b) la nuisance ou les malaises sensibles causés à quiconque,
- c) l’altération de la santé de quiconque,
- d) l’atteinte à la sécurité de quiconque,
- e) un effet préjudiciable grave sur l’environnement. («adverse effect»)

«directeur» Le directeur de la réhabilitation minière nommé en vertu du paragraphe 153 (2). («Director»)

«exploration avancée» L’excavation d’un puits d’exploration, d’une galerie d’écoulement ou d’une descenderie, l’extraction de matières prescrites excédant la quantité

- (e) a severe detrimental effect on the environment; (“conséquence préjudiciable”)
- “closed out” means that the final stage of closure has been reached and that all the requirements of a closure plan have been complied with; (“fermé”)
- “closure” means the temporary suspension, inactivity or close out of advanced exploration, mining or mine production; (“fermeture”)
- “closure plan” means a plan to rehabilitate a site or mine hazard that has been prepared in the prescribed manner and filed in accordance with this Act and that includes provision in the prescribed manner of financial assurance to the Crown for the performance of the closure plan requirements; (“plan de fermeture”)
- “Director” means a Director of Mine Rehabilitation appointed under subsection 153 (2); (“directeur”)
- “inactivity” means the indefinite suspension of a project in accordance with a filed closure plan where protective measures are in place but the site is not being continuously monitored by the proponent; (“inactivité”)
- “mine production” means mining that is producing any mineral or mineral-bearing substance for immediate sale or stockpiling for future sale, and includes the development of a mine for such purposes; (“production minière”)
- “progressive rehabilitation” means rehabilitation done continually and sequentially during the entire period that a project or mine hazard exists; (“réhabilitation progressive”)
- “project” means a mine or the activity of advanced exploration, mining or mine production; (“projet”)
- “proponent” means the holder of an unpatented mining claim or licence of occupation or an owner as defined in section 1; (“promoteur”)
- “protective measures” means steps taken in accordance with the prescribed standards to protect public health and safety, property and the environment; (“mesures de protection”)
- “rehabilitate” means measures, including protective measures, taken in accordance with the prescribed standards to treat a site or mine hazard so that the use or condition of the site,
- (a) is restored to its former use or condition, or
- prescrite, que l’extraction engendre ou non la perturbation ou le déplacement de matières prescrites situées sous terre ou en surface, l’installation d’une usine aux fins de tests ou tous autres travaux prescrits. («advanced exploration»)
- «fermé» S’entend du fait que la dernière étape de la fermeture a été atteinte et que toutes les exigences d’un plan de fermeture ont été respectées. («closed out»)
- «fermeture» La suspension temporaire, l’inactivité ou la fermeture d’activités d’exploration avancée, d’exploitation minière ou de production minière. («closure»)
- «inactivité» Suspension indéfinie d’un projet, conformément à un plan de fermeture déposé, où des mesures de protection sont en place, mais le lieu n’est pas surveillé continuellement par le promoteur. («inactivity»)
- «lieu» Le ou les terrains sur lesquels est situé un projet ou un risque minier. («site»)
- «mesures de protection» Mesures prises conformément aux normes prescrites afin de protéger la santé et la sécurité publiques, les biens et l’environnement. («protective measures»)
- «plan de fermeture» Plan visant à réhabiliter un lieu ou un risque minier, qui a été préparé selon les modalités prescrites et déposé conformément à la présente loi, et qui comprend la fourniture à la Couronne, selon les modalités prescrites, d’une garantie financière relativement à l’observation des exigences du plan de fermeture. («closure plan»)
- «production minière» Exploitation minière qui produit des minéraux ou des substances contenant des minéraux aux fins de vente immédiate ou de stockage en vue de la vente future. S’entend également de l’aménagement d’une mine effectué à de telles fins. («mine production»)
- «projet» Mine ou activité d’exploration avancée, d’exploitation minière ou de production minière. («project»)
- «promoteur» Titulaire d’un claim non concédé par lettres patentes ou d’un permis d’occupation ou propriétaire au sens de l’article 1. («proponent»)
- «réhabilitation progressive» Réhabilitation effectuée sur une base continue et séquentielle pendant toute la durée d’un projet ou d’un risque minier. («progressive rehabilitation»)
- «réhabiliter» Mesures, notamment des mesures de protection, prises conformément aux normes prescrites afin de traiter un lieu ou un risque minier de sorte que le lieu :

(b) is made suitable for a use that the Director sees fit; ("réhabiliter")

"site" means the land or lands on which a project or mine hazard is located; ("lieu")

"temporary suspension" means the planned or unplanned suspension of a project in accordance with a filed closure plan where protective measures are in place and the site is being monitored continuously by the proponent. ("suspension temporaire")

Application of Part

(2) Without restricting the scope of this Part, this Part applies to projects including,

- (a) the underground mining of minerals, excluding natural gas, petroleum and salt by brining method;
- (b) the surface mining of metallic minerals;
- (c) the surface mining of non-metallic minerals, excluding natural gas, petroleum and aggregate as defined in the *Aggregate Resources Act*, on land that is not Crown land;
- (d) advanced exploration on mining lands.

PROGRESSIVE REHABILITATION

Progressive rehabilitation

139.1 (1) A proponent shall take all reasonable steps to progressively rehabilitate a site whether or not closure has commenced or a closure plan has been filed.

Report required

(2) A proponent who undertakes progressive rehabilitation of a site without being subject to a closure plan shall complete the rehabilitation work to the appropriate prescribed standard and submit to the Director a report prepared in the prescribed form within 60 days of the completion of the work.

ADVANCED EXPLORATION AND MINE PRODUCTION

Advanced exploration

140. (1) No proponent other than a proponent who is subject to a closure plan shall commence or recommence advanced exploration without,

- (a) giving notice to the Director in the prescribed form and manner;
- (b) giving public notice under subsection (2) at the prescribed time and in the prescribed form and manner, if required by the Director;

a) ou bien soit remis dans son état initial ou que son usage initial soit rétabli,

b) ou bien soit préparé pour un usage que le directeur estime convenable. («rehabilitate»)

«suspension temporaire» Suspension, planifiée ou non, d'un projet, conformément à un plan de fermeture déposé, où des mesures de protection sont en place et où le lieu est surveillé continuellement par le promoteur. («temporary suspension»)

(2) Sans restreindre la portée de la présente partie, celle-ci s'applique notamment aux projets suivants :

- a) l'exploitation minière souterraine de minéraux, à l'exclusion du gaz naturel, du pétrole et du sel par extraction de saumure;
- b) l'exploitation minière à ciel ouvert de minéraux métalliques;
- c) l'exploitation minière à ciel ouvert de minéraux non métalliques, à l'exclusion du gaz naturel, du pétrole et des agrégats au sens de la *Loi sur les ressources en agrégats*, sur un terrain qui n'est pas une terre de la Couronne;
- d) l'exploration avancée sur des terrains miniers.

RÉHABILITATION PROGRESSIVE

139.1 (1) Le promoteur prend toutes les mesures raisonnables pour réhabiliter progressivement un lieu, que la fermeture ait débuté ou non ou qu'un plan de fermeture ait été déposé ou non.

(2) Le promoteur qui entreprend la réhabilitation progressive d'un lieu sans être visé par un plan de fermeture exécute les travaux de réhabilitation conformément aux normes prescrites appropriées et soumet au directeur, dans les 60 jours de l'achèvement des travaux, un rapport rédigé selon la formule prescrite.

EXPLORATION AVANCÉE ET PRODUCTION MINIÈRE

140. (1) Nul promoteur, autre qu'un promoteur visé par un plan de fermeture, ne doit entreprendre ou reprendre des activités d'exploration avancées à moins :

- a) d'en aviser le directeur selon la formule et les modalités prescrites;
- b) si le directeur l'exige, de donner un avis public en vertu du paragraphe (2) dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites;

Application de la partie

Réhabilitation progressive

Rapport exigé

Exploration avancée

(c) filing a certified closure plan with the Director as required under subsection (3); and

(d) receiving a written acknowledgment of receipt for the certified closure plan from the Director.

Public notice

(2) Within 45 days after the receipt of the notice under clause (1) (a), the Director may require the proponent to give public notice of the advanced exploration project at the prescribed time and in the prescribed form and manner.

Closure plan

(3) The proponent of an advanced exploration project shall file with the Director a closure plan certified in the prescribed form and manner certifying that the plan complies with the prescribed requirements and, if the proponent has been required to give public notice, the proponent shall file the closure plan after giving the public notice.

Acknowledgment of receipt

(4) Within 45 days after the filing of the certified closure plan, the Director shall,

(a) acknowledge receipt, in writing, of the closure plan to the proponent; or

(b) return the closure plan for refile if it does not sufficiently address all of the prescribed reporting requirements for a certified closure plan.

Effect of acknowledgment

(5) The certified closure plan of a proponent who receives a written acknowledgment of receipt under clause (4) (a) is considered filed as of the date indicated on the written acknowledgment of receipt.

Mine production

141. (1) No proponent other than a proponent who is subject to a closure plan shall commence or recommence mine production without,

(a) giving notice to the Director in the prescribed form and manner;

(b) giving public notice at the prescribed time and in the prescribed form and manner;

(c) filing a certified closure plan with the Director as required under subsection (2); and

(d) receiving a written acknowledgment of receipt for the certified closure plan from the Director.

Closure plan

(2) After public notice has been given under clause (1) (b), the proponent shall file with the Director a closure plan certified in the prescribed form and manner certifying that the plan complies with the prescribed requirements.

(c) de déposer un plan de fermeture certifié auprès du directeur comme l'exige le paragraphe (3);

(d) d'obtenir du directeur un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture certifié.

Avis public

(2) Dans les 45 jours de la réception de l'avis prévu à l'alinéa (1) a), le directeur peut exiger du promoteur qu'il donne un avis public du projet d'exploration avancée dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites.

Plan de fermeture

(3) Le promoteur d'un projet d'exploration avancée dépose auprès du directeur un plan de fermeture certifié selon la formule et les modalités prescrites, certifiant que le plan est conforme aux exigences prescrites et, s'il est tenu de donner un avis public, il dépose le plan de fermeture après avoir donné l'avis public.

(4) Dans les 45 jours du dépôt du plan de fermeture certifié, le directeur :

Accusé de réception

a) soit donne un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture au promoteur;

b) soit retourne le plan de fermeture pour qu'il soit déposé de nouveau si celui-ci ne tient pas suffisamment compte de toutes les exigences prescrites en matière de rapports à l'égard d'un plan de fermeture certifié.

(5) Le plan de fermeture certifié d'un promoteur qui obtient un accusé de réception écrit aux termes de l'alinéa (4) a) est considéré comme ayant été déposé à la date indiquée sur l'accusé de réception.

Effet de l'accusé de réception

141. (1) Nul promoteur, autre qu'un promoteur visé par un plan de fermeture, ne doit entreprendre ou reprendre des activités de production minière à moins :

Production minière

a) d'en aviser le directeur selon la formule et les modalités prescrites;

b) de donner un avis public dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites;

c) de déposer un plan de fermeture certifié auprès du directeur comme l'exige le paragraphe (2);

d) d'obtenir du directeur un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture certifié.

Plan de fermeture

(2) Après avoir donné un avis public aux termes de l'alinéa (1) b), le promoteur dépose auprès du directeur un plan de fermeture certifié selon la formule et les modalités prescrites, certifiant que le plan est conforme aux exigences prescrites.

Acknowledgment of receipt

(3) Within 45 days after the filing of the certified closure plan, the Director shall,

- (a) acknowledge receipt, in writing, of the closure plan to the proponent; or
- (b) return the closure plan for refile if it does not sufficiently address all of the prescribed reporting requirements for a certified closure plan.

Effect of acknowledgment

(4) The certified closure plan of a proponent who receives a written acknowledgement of receipt under clause (3) (a) is considered filed as of the date indicated on the written acknowledgment of receipt.

Approval of closure plan

142. (1) Instead of filing a certified closure plan under subsection 140 (3), 141 (2) or 147 (1), a proponent may submit a proposed closure plan in the prescribed form and manner to the Director for approval.

Project not to proceed

(2) A project for which the proponent has submitted a proposed closure plan for approval shall not proceed until the Director has approved the closure plan in writing and any public notice required under subsection 140 (2) or 141 (1) has been given.

Amendments to be approved

(3) Subject to subsection (5), if a closure plan is approved under this section and amendments to the approved closure plan are submitted by the proponent under subsection 143 (2), voluntarily or because they have been required by the Director, the amendments also require the Director's approval.

Proponent to pay for approvals

(4) The proponent who submits a proposed closure plan or amendments to an approved closure plan shall pay in advance the amount estimated by the Director to be required for considering the closure plan or the amendments for approval.

Change from approval to certification and filing

(5) A proponent whose closure plan has been approved by the Director under this section may at any time file with the Director amendments to the closure plan that have been certified in the prescribed form and manner.

Change from certification and filing to approval

(6) A proponent whose certified closure plan has been filed with the Director under section 140, 141 or 147 may at any time submit the closure plan for approval by the Director under subsection (1) and, if the closure plan is approved, may at any time submit desired amendments for approval.

(3) Dans les 45 jours du dépôt du plan de fermeture certifié, le directeur :

- a) soit donne un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture au promoteur;
- b) soit retourne le plan de fermeture pour qu'il soit déposé de nouveau si celui-ci ne tient pas suffisamment compte de toutes les exigences prescrites en matière de rapports à l'égard d'un plan de fermeture certifié.

Accusé de réception

(4) Le plan de fermeture certifié d'un promoteur qui obtient un accusé de réception écrit aux termes de l'alinéa (3) a) est considéré comme ayant été déposé à la date indiquée sur l'accusé de réception.

Effet de l'accusé de réception

142. (1) Au lieu de déposer un plan de fermeture certifié aux termes du paragraphe 140 (3), 141 (2) ou 147 (1), le promoteur peut soumettre une proposition de plan de fermeture, selon la formule et les modalités prescrites, à l'approbation du directeur.

Approbation du plan de fermeture

(2) Le projet à l'égard duquel le promoteur a soumis une proposition de plan de fermeture aux fins d'approbation ne doit pas aller de l'avant tant que le directeur n'a pas approuvé, par écrit, le plan de fermeture et que l'avis public exigé, le cas échéant, aux termes du paragraphe 140 (2) ou 141 (1) n'a pas été donné.

Projet en suspens

(3) Sous réserve du paragraphe (5), si un plan de fermeture est approuvé en vertu du présent article et que des modifications au plan de fermeture approuvé sont soumises par le promoteur en vertu du paragraphe 143 (2), de façon volontaire ou parce qu'elles ont été exigées par le directeur, les modifications doivent également être approuvées par le directeur.

Approbation des modifications

(4) Le promoteur qui soumet une proposition de plan de fermeture ou des modifications à un plan de fermeture approuvé verse à l'avance le montant que le directeur estime être exigé pour l'examen du plan de fermeture ou de ses modifications aux fins d'approbation.

Approbation aux frais du promoteur

(5) Le promoteur dont le plan de fermeture a été approuvé par le directeur en vertu du présent article peut en tout temps déposer auprès du directeur des modifications au plan de fermeture qui ont été certifiées selon la formule et les modalités prescrites.

Passage du régime d'approbation au régime de dépôt

(6) Le promoteur dont le plan de fermeture certifié a été déposé auprès du directeur aux termes de l'article 140, 141 ou 147 peut en tout temps soumettre le plan de fermeture à l'approbation du directeur en vertu du paragraphe (1). Si le plan de fermeture est approu-

Passage du régime de dépôt au régime d'approbation

Application
of this Part

(7) Subject to this section, the provisions of this Part that apply with respect to closure plans filed under section 140, 141 or 147 apply with respect to closure plans approved under this section.

Compliance
with certified
closure plan

143. (1) A proponent who has filed a certified closure plan under this Part shall comply with the closure plan.

Amendments

(2) The proponent may file, or the Director may at any time, by order, require that the proponent file, within the time specified in the order, amendments to the certified closure plan that have been certified in the prescribed form and manner, including amendments respecting an increase in the amount of financial assurance.

Required
changes

(3) The Director may at any time, by order, require changes to a filed closure plan or to amendments to a closure plan filed under subsection (2).

Referral to
independent
third party

(4) If changes are required under subsection (3), in addition to appealing any of them to the Commissioner under clause 152 (1) (b), the proponent may, within 30 days after receiving the order requiring changes, notify the Director of the desire to have any of them that are not appealed to the Commissioner referred for a decision to an independent third party agreed upon by the proponent and the Director.

No agree-
ment on third
party

(5) If the proponent and the Director are unable to agree on an independent third party within 45 days after the Director receives the notice of referral under subsection (4), the proponent who wishes to dispute the changes may appeal to the Commissioner any of the changes that the proponent desired to have referred, despite the 30 day period provided for appeal in subsection 152 (2), within 75 days after sending the notice of referral, failing which the changes that are not appealed shall be deemed to be accepted by the proponent.

Costs

(6) All costs incurred by an independent third party in connection with any work performed pursuant to a referral shall be borne by the proponent.

Decision
final

(7) The decision of an independent third party is final and binds the proponent and the Director, and the closure plan shall be deemed to have been amended accordingly.

vé, il peut en tout temps soumettre les modifications voulues aux fins d'approbation.

(7) Sous réserve du présent article, les dispositions de la présente partie qui s'appliquent à l'égard des plans de fermeture déposés aux termes de l'article 140, 141 ou 147 s'appliquent à l'égard des plans de fermeture approuvés en vertu du présent article.

Application
de la pré-
sente partie

PLANS DE FERMETURE

143. (1) Le promoteur qui a déposé un plan de fermeture certifié en vertu de la présente partie se conforme au plan de fermeture.

Conformité
au plan de
fermeture
certifié

(2) Le promoteur peut déposer, ou le directeur peut en tout temps, par ordonnance, exiger du promoteur qu'il dépose, dans les délais précisés dans l'ordonnance, des modifications au plan de fermeture certifié qui ont été certifiées selon la formule et les modalités prescrites, y compris des modifications visant une augmentation du montant de la garantie financière.

Modifica-
tions

(3) Le directeur peut en tout temps, par ordonnance, exiger que des changements soient apportés à un plan de fermeture déposé ou à des modifications à un plan de fermeture déposées en vertu du paragraphe (2).

Change-
ments exigés

(4) Si des changements sont exigés en vertu du paragraphe (3), outre qu'il puisse en interjeter appel au commissaire en vertu de l'alinéa 152 (1) b), le promoteur peut, dans les 30 jours de la réception de l'ordonnance exigeant des changements, aviser le directeur de son désir de renvoyer, aux fins de décision, ceux qui ne font l'objet d'aucun appel à un tiers indépendant sur lequel le promoteur et le directeur se sont mis d'accord.

Renvoi à un
tiers indé-
pendant

(5) Si le promoteur et le directeur ne peuvent se mettre d'accord sur le tiers indépendant dans les 45 jours de la réception de l'avis de renvoi visé au paragraphe (4) par le directeur, le promoteur qui désire contester les changements peut interjeter appel auprès du commissaire des changements qu'il désirait renvoyer, malgré la période de 30 jours prévue au paragraphe 152 (2) pour interjeter appel, dans les 75 jours de l'envoi de l'avis de renvoi, faute de quoi les changements qui ne font l'objet d'aucun appel sont réputés être acceptés par le promoteur.

Désaccord au
sujet du tiers

(6) Tous les frais engagés par le tiers indépendant en rapport avec les travaux effectués par suite d'un renvoi sont à la charge du promoteur.

Frais

(7) La décision du tiers indépendant est définitive et lie le promoteur et le directeur. Le plan de fermeture est réputé avoir été modifié en conséquence.

Décision
définitive

Effect of
filing of
amendments

(8) Upon receipt of the Director's written notice that amendments have been filed, the project shall operate subject to the certified closure plan as amended.

(8) Sur réception de l'avis écrit du directeur attestant du dépôt de modifications, le projet va de l'avant conformément au plan de fermeture certifié modifié.

Effet du
dépôt de
modifica-
tions

Notice
closure has
begun

144. (1) A proponent shall forthwith notify the Director in the prescribed form and manner of the commencement of closure and of any change in the stage of closure reached.

144. (1) Le promoteur avise sans délai le directeur, selon la formule et les modalités prescrites, du début de la fermeture et de tout changement dans l'étape de la fermeture atteinte.

Avis de
début de la
fermeture

Notice of
material
changes

(2) A proponent shall forthwith notify the Director in the prescribed form and manner if,

(2) Le promoteur avise sans délai le directeur, selon la formule et les modalités prescrites si, selon le cas :

Avis de
changements
importants

- (a) an expansion or alteration of the project is planned;
- (b) the ownership, occupancy, management or control of the project has changed; or
- (c) any other material change has occurred that could reasonably be expected to have a material effect on the adequacy of the closure plan.

- a) un élargissement ou une modification du projet sont prévus;
- b) un changement est intervenu au niveau de la propriété, de l'occupation, de la gestion ou du contrôle du projet;
- c) est survenu un autre changement important dont il serait raisonnable de s'attendre qu'il aura des répercussions importantes sur le caractère adéquat du plan de fermeture.

FINANCIAL ASSURANCE

Form and
amount of
financial
assurance

145. (1) The financial assurance required as part of a closure plan shall be in one of the following forms and shall be in the amount specified in the closure plan filed with the Director or any amendment to it:

GARANTIE FINANCIÈRE

145. (1) La garantie financière exigée à l'égard d'un plan de fermeture, dont le montant est précisé dans le plan de fermeture déposé auprès du directeur ou dans l'une de ses modifications, est fournie de l'une des façons suivantes :

Forme et
montant de
la garantie
financière

1. Cash.
2. A letter of credit from a bank named in Schedule I to the *Bank Act* (Canada).
3. A bond of a guarantee company approved under the *Guarantee Companies Securities Act*.
4. A mining reclamation trust as defined in the *Income Tax Act* (Canada).
5. Compliance with a corporate financial test in the prescribed manner.
6. Any other form of security or any other guarantee or protection, including a pledge of assets, a sinking fund or royalties per tonne, that is acceptable to the Director.

1. En espèces.
2. Une lettre de crédit délivrée par une banque figurant à l'annexe I de la *Loi sur les banques* (Canada).
3. Un cautionnement d'une compagnie de cautionnement approuvée aux termes de la *Loi sur les compagnies de cautionnement*.
4. Une fiducie de restauration minière, au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).
5. La conformité, selon les modalités prescrites, à un test de solvabilité.
6. Toute autre forme de sécurité, de garantie ou de protection jugée acceptable par le directeur, y compris des biens remis en nantissement, un fonds d'amortissement ou des redevances à la tonne.

Director's
order

(2) If the Director has reasonable and probable grounds for believing that a rehabilitation measure required by a filed closure plan in respect of which financial assurance was given has not been or will not be carried out in accordance with the plan, he or she may, by order, provide for the performance of the reha-

(2) Si le directeur a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une mesure de réhabilitation exigée en vertu d'un plan de fermeture déposé à l'égard duquel une garantie financière a été fournie n'a pas été prise ou ne sera pas prise conformément au plan de fermeture, il peut, par ordonnance, prévoir la prise

Ordonnance
du directeur

bilitation measure in the manner set out in subsection (5).

Notice

(3) The Director shall give the proponent written notice of his or her intention to issue the order referred to in subsection (2) at least 15 days prior to the date the order is to be issued.

Parties affected

(4) Both the notice and the order referred to in this section shall be directed,

- (a) to the proponent who filed the closure plan or to their successor; and
- (b) to any person who, to the Director's knowledge, provided the financial assurance for or on behalf of the proponent or to that person's successor or assignee.

Realization of security

(5) Upon the issuance of an order by the Director under subsection (2), the Crown may use any cash, realize any letter of credit or bond or enforce any other security, guarantee or protection provided or obtained as financial assurance for the performance of the rehabilitation measures and may carry out those measures, or appoint an agent to do so, as the Director considers necessary.

Change of financial assurance

(6) If the financial assurance provided under subsection (1) is in a form other than cash, a letter of credit, a bond or a mining reclamation trust or if the proponent fails to comply in the prescribed manner with a corporate financial test, the Director may require, in the prescribed manner, that the proponent forthwith provide cash, a letter of credit, a bond or other security, guarantee or protection acceptable to the Director or that the proponent make provision for a mining reclamation trust.

Application for reduction in financial assurance

(7) A proponent may apply to the Director for a reduction of the required financial assurance to an amount consistent with the financial requirements of the rehabilitation measures left to be completed if,

- (a) rehabilitation work has been performed in accordance with a filed closure plan; or
- (b) a reduction in the required financial assurance is justified in a notice submitted under subsection 144 (2).

Special purpose account

(8) The amount of any cash provided as financial assurance under subsection (1) shall be paid into a special purpose account.

Payments out of account

(9) The cost of any rehabilitation measures performed by the Crown or an agent of the

de la mesure de réhabilitation selon les modalités prévues au paragraphe (5).

(3) Le directeur avise le promoteur par écrit de son intention de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) au moins 15 jours avant la date où l'ordonnance doit être rendue.

Avis

(4) L'avis et l'ordonnance visés au présent article sont adressés :

Parties concernées

- a) au promoteur qui a déposé le plan de fermeture ou à son successeur;
- b) à quiconque a, à la connaissance du directeur, fourni la garantie financière pour le compte du promoteur ou au nom de celui-ci, ou encore au successeur ou à l'ayant droit de cette personne.

(5) Dès que le directeur rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2), la Couronne peut utiliser les espèces, réaliser la lettre de crédit ou le cautionnement ou réaliser toute autre sécurité, garantie ou protection fournis ou obtenus comme garantie financière pour la prise des mesures de réhabilitation et elle peut soit prendre les mesures de réhabilitation que le directeur estime nécessaires, soit nommer un agent à cette fin.

Réalisation de la garantie

(6) Si la garantie financière prévue au paragraphe (1) est fournie autrement qu'en espèces ou sous une forme autre qu'une lettre de crédit, un cautionnement ou une fiducie de restauration minière ou que le promoteur ne se conforme pas, selon les modalités prescrites, à un test de solvabilité, le directeur peut exiger, selon les modalités prescrites, que le promoteur fournisse sans délai des espèces, une lettre de crédit, un cautionnement ou toute autre sécurité, garantie ou protection que le directeur juge acceptable, ou qu'il prenne des dispositions en vue d'établir une fiducie de restauration minière.

Autre forme de garantie financière

(7) Un promoteur peut demander au directeur de réduire la garantie financière exigée à un montant compatible avec les exigences financières des mesures de réhabilitation qui restent à exécuter si, selon le cas :

Demande de réduction de la garantie financière

- a) les travaux de réhabilitation ont été exécutés conformément à un plan de fermeture déposé;
- b) une réduction de la garantie financière exigée est justifiée dans un avis remis aux termes du paragraphe 144 (2).

(8) Les sommes en espèces fournies à titre de garantie financière en vertu du paragraphe (1) sont versées dans un compte spécial.

Compte spécial

(9) Le ministre des Finances prélève sur le compte spécial les sommes nécessaires pour

Prélèvements sur le compte

Crown under this Part with respect to a filed closure plan and the amount of any reduction paid in cash under subsection (7) shall be paid by the Minister of Finance out of the special purpose account.



Confiden-
tiality

(10) The Director or any person who works for the Director's office shall preserve confidentiality with respect to all financial and commercial information relating to the establishment of a proponent's financial assurance.



F.O.I. Act

(11) Subsection (10) prevails over the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

REHABILITATION INSPECTORS

Rehabili-
tation
inspectors

146. (1) For the purposes of the administration of this Part, the Minister may designate in writing any person, including a person who is not an employee of the Ministry, as a rehabilitation inspector.

Inspections

(2) For the purpose of carrying out his or her powers and duties under this Part, a rehabilitation inspector may, without a warrant, at any reasonable time and with any reasonable assistance, including the assistance of a member of a police force, make inspections, and in the exercise of that authority may,

- (a) enter into or onto any place, mining lands or other lands or premises connected or associated with any project, abandoned mine or mine hazard, other than a room or place actually used as a dwelling;
- (b) make such inspections, examinations, inquiries or tests considered necessary in order to determine the nature and extent of any existing or potential mine hazards on mining lands;
- (c) in any inspection, examination, inquiry or test, be accompanied and assisted by any person having special, expert or professional knowledge of any matter relevant to the inspection, examination, inquiry or test;
- (d) request the production of any drawings, specifications, licence, document, record or report;
- (e) on giving a receipt therefor, remove any drawing, specifications, licence, document, record or report produced in response to a request under clause (d) for the purpose of making copies thereof or extracts therefrom and shall

couvrir le coût des mesures de réhabilitation prises aux termes de la présente partie par la Couronne ou un agent de celle-ci à l'égard d'un plan de fermeture déposé et le montant de toute réduction payée en espèces en vertu du paragraphe (7).



Confiden-
tialité

(10) Le directeur ou quiconque travaille pour le bureau du directeur est tenu de respecter la confidentialité à l'égard de tout renseignement financier et commercial ayant trait à la constitution de la garantie financière d'un promoteur.



(11) Le paragraphe (10) l'emporte sur la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

INSPECTEURS DE LA RÉHABILITATION

Inspecteurs
de la réhabi-
litation

146. (1) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut désigner par écrit, à titre d'inspecteur de la réhabilitation, une personne qui peut être ou ne pas être un employé du ministère.

Inspections

(2) Aux fins d'exécution des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie, un inspecteur de la réhabilitation peut, sans mandat, faire des inspections à toute heure raisonnable et avec toute aide raisonnable, y compris l'aide d'un membre d'un corps de police. Dans l'exercice de cette autorité, il peut :

- a) pénétrer sur des terrains miniers ou autres terrains, ou dans des endroits ou locaux liés ou associés à un projet quelconque, une mine abandonnée ou un risque minier, exception faite d'une pièce ou d'un endroit utilisé comme logement;
- b) procéder aux inspections, examens, enquêtes ou tests jugés nécessaires afin de déterminer la nature et la portée de tous risques miniers réels ou éventuels sur les terrains miniers;
- c) dans le cadre de ces inspections, examens, enquêtes ou tests, se faire accompagner et aider de quiconque possède des connaissances spécialisées ou professionnelles au sujet de questions relatives aux inspections, examens, enquêtes ou tests;
- d) demander la production de croquis, devis, permis, documents, dossiers ou rapports;
- e) après avoir donné un récépissé à cet effet, enlever les croquis, devis, permis, documents, dossiers ou rapports produits à la suite de la demande visée à l'alinéa d) afin d'en faire des copies ou des extraits et doit les retourner promptement à la personne qui les a produits;

promptly return them to the person who produced them;

- (f) inspect any work related to rehabilitation necessary to complete a report to the Director; and
- (g) make reasonable inquiries of any person, orally or in writing.

Inspection to be permitted

(3) A proponent shall forthwith on request permit a rehabilitation inspector to carry out any inspection of any place, other than any room actually used as a dwelling, under subsection (2).

Obstruction prohibited

(4) No person shall hinder or obstruct a rehabilitation inspector in the lawful performance of his or her duties or furnish the rehabilitation inspector with false information or refuse to furnish information required for the purposes of this Part and the regulations made under this Part.

Inspection warrant

(5) If a provincial judge or justice of the peace is satisfied on the evidence upon oath of a rehabilitation inspector that there are reasonable grounds for believing that it is appropriate for the administration of this Part or the regulations made thereunder for the rehabilitation inspector to do anything set out in subsection (2), and that the rehabilitation inspector may not be able to effectively carry out the duties assigned without a warrant under this section because,

- (a) a person has prevented the rehabilitation inspector from doing anything set out in subsection (2);
- (b) there are reasonable grounds for believing that a person may prevent a rehabilitation inspector from doing anything set out in subsection (2); or
- (c) it is impractical due to the remoteness of the place to be inspected or any other reason for the rehabilitation inspector to obtain a warrant under this section without delay if access is denied,

the judge or justice may issue or renew a warrant in the prescribed form authorizing the rehabilitation inspector named in the warrant to do anything set out in subsection (2) and specified in the warrant for the period of time set out in the warrant.

Search warrant

(6) If a provincial judge or justice of the peace is satisfied on the evidence upon oath of a rehabilitation inspector that there are reasonable and probable grounds for believing that,

- (a) an offence under this Part has been committed; and

f) inspecter les travaux de réhabilitation nécessaires aux fins de rédaction d'un rapport à l'intention du directeur;

g) procéder aux enquêtes raisonnables auprès de diverses personnes, oralement ou par écrit.

Inspection permise

(3) Sur demande, le promoteur doit permettre sans délai à un inspecteur de la réhabilitation d'effectuer l'inspection d'un endroit visé au paragraphe (2), exception faite d'une pièce utilisée comme logement.

Interdiction d'entraver un inspecteur

(4) Nul ne doit gêner ou entraver un inspecteur de la réhabilitation dans l'exercice légal de ses fonctions ni lui donner de faux renseignements ou refuser de lui fournir les renseignements exigés pour l'application de la présente partie et de ses règlements d'application.

Mandat d'inspection

(5) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner ou renouveler un mandat selon la formule prescrite autorisant un inspecteur de la réhabilitation dont le nom y figure à accomplir un acte énoncé au paragraphe (2) et dans le mandat, dans le délai que précise le mandat, s'il est convaincu, par la preuve présentée sous serment par un inspecteur de la réhabilitation, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'application de la présente partie ou de ses règlements d'application justifie l'accomplissement par l'inspecteur de la réhabilitation d'un acte énoncé au paragraphe (2), et qu'il est possible que ce dernier ne puisse pas exercer ses fonctions convenablement sans un mandat obtenu en vertu du présent article du fait, selon le cas :

- a) qu'une personne a empêché l'inspecteur de la réhabilitation d'accomplir un acte énoncé au paragraphe (2);
- b) qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne pourrait empêcher l'inspecteur de la réhabilitation d'accomplir un acte énoncé au paragraphe (2);
- c) qu'à cause de l'éloignement de l'endroit devant faire l'objet de l'inspection ou pour une autre raison, il n'est pas pratique pour l'inspecteur de la réhabilitation d'obtenir sans retard un mandat en vertu du présent article si l'accès lui est refusé.

Mandat de perquisition

(6) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner ou renouveler un mandat selon la formule prescrite autorisant l'inspecteur de la réhabilitation dont le nom y figure à pénétrer dans une pièce ou un endroit et à y faire une perquisition avec l'aide raisonnable jugée

- (b) the entry into and search of a place actually used as a dwelling will afford evidence as to the commission of the offence,

the judge or justice may issue or renew a warrant in the prescribed form authorizing the rehabilitation inspector named in the warrant to enter and search the room or place with such reasonable assistance as may be necessary and, upon giving a receipt therefor, to remove from the room or place any document or thing that may afford evidence of the offence for the purpose of making copies thereof or extracts therefrom and shall promptly return them to the room or place from which they were removed.

When to be executed and expiry

(7) A warrant under subsection (5) or (6) shall be executed at reasonable times as specified in the warrant and shall state the date upon which it expires, which shall be not later than 15 days after the warrant is issued.

Admissibility of copies

(8) Copies of, or extracts from, documents or things removed under this section and certified as being true copies of, or extracts from, the originals by the person who made them are admissible in evidence to the same extent as, and have the same evidentiary value as, the documents or things of which they are copies or extracts.

Identification

(9) Upon request, a rehabilitation inspector who exercises a power set out in subsection (2) shall identify himself or herself as a rehabilitation inspector either by the production of a copy of the rehabilitation inspector's designation or in some other manner and shall explain the purpose of the inspection.

Police

(10) A rehabilitation inspector may require a member of a police force to assist him or her for the purpose of carrying out his or her powers and duties under this Part if he or she is obstructed in doing so.

MINE HAZARDS



Mine hazards, closure plan

147. (1) The Director may, in writing, order any proponent of any lands on which a mine hazard exists or any prior holder of an unpatented mining claim on any such lands, other than a current or prior holder of an unpatented mining claim with respect to a mine hazard that was created by others prior to the staking of the claim and that has not been materially disturbed or affected by the current or prior holder, as the case may be, since the staking of the claim, to file within the time specified in the order a certified closure plan to rehabilitate the mine hazard, and the pro-

nécessaire et, après avoir donné un récépissé à cet effet, à enlever de la pièce ou de l'endroit les documents ou objets susceptibles de fournir la preuve de la commission d'une infraction afin d'en faire des copies ou des extraits, s'il est convaincu, par la preuve présentée sous serment par un inspecteur de la réhabilitation, qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire :

- a) qu'une infraction à la présente partie a été commise;
- b) que la perquisition dans un endroit utilisé comme logement fournira des éléments de preuve de la commission de l'infraction.

L'inspecteur de la réhabilitation retourne promptement les documents ou objets dans la pièce ou l'endroit d'où ils ont été enlevés.

(7) Le mandat prévu au paragraphe (5) ou (6) est exécuté aux jours et heures raisonnables qui y sont précisés et fait état de sa date d'expiration, qui ne doit pas être fixée à plus de 15 jours après la date de sa délivrance.

Exécution et expiration

(8) Les copies, ou extraits, de documents ou objets enlevés en vertu du présent article et certifiées conformes aux originaux par la personne qui les a faites sont admissibles en preuve dans la même mesure et ont la même valeur probante que les originaux.

Admissibilité des copies

(9) Sur demande, l'inspecteur de la réhabilitation qui exerce un pouvoir énoncé au paragraphe (2) doit s'identifier comme tel, notamment en produisant une copie de sa désignation d'inspecteur de la réhabilitation, et expliquer le but de l'inspection.

Identification

(10) L'inspecteur de la réhabilitation qui est entravé dans l'exécution des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie peut demander l'aide d'un membre d'un corps de police.

Police

RISQUES MINIERS



147. (1) Le directeur peut, par écrit, ordonner au promoteur de terrains sur lesquels se trouve un risque minier ou au titulaire antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes se trouvant sur de tels terrains, à l'exception du titulaire actuel ou antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes à l'égard d'un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim et qui n'a pas été perturbé ou touché de façon importante par le titulaire actuel ou antérieur, selon le cas, après le jalonnement du claim, de déposer, dans le délai précisé dans l'ordonnance,

Risques miniers, plan de fermeture

ponent or prior holder shall file the certified closure plan within that time or any extension of time granted by the Director.

Crown
intervention

(2) If the proponent or prior holder of an unpatented mining claim does not comply with an order of the Director under subsection (1), the Director may, after having given notice to the proponent or prior holder in the prescribed time and manner, have the Crown or an agent of the Crown enter the lands to rehabilitate the mine hazard. ▲

Recommen-
dation that
lease be
voided

(3) If the proponent does not comply with the Director's order under subsection (1) and is a lessee of the lands on which the mine hazard exists, the Director may recommend to the Minister that the lease be declared void on condition that the Director indicate in the notice referred to in subsection (2) the intention to make such a recommendation.

Declaration
that lease
void

(4) On the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may declare the lease void, in which case subsections 81 (11), (12) and (13) apply with necessary modifications.

Offence

(5) Failure to comply with an order under subsection (1) constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.

EMERGENCY POWERS

Duty to act

148. (1) Subject to subsection (9), the proponent of a mine hazard that causes or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect shall forthwith do everything practicable to prevent, eliminate and ameliorate it.

Order to
rehabilitate
site

(2) If the Minister has reasonable grounds for believing that a mine hazard is causing or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect, the Minister may order the proponent to rehabilitate the mine hazard upon such terms as he or she may specify.

Minister's
directions

(3) If the Minister has reasonable grounds for believing that a mine hazard is causing or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect, the Minister may, in the circumstances specified in subsection (4), give directions in accordance with subsection (5) to the employees and agents of the Ministry.

Where
Minister
may give
directions

(4) The Minister may give directions in accordance with subsection (5) if he or she is of the opinion that it is in the public interest to do so and,

un plan de fermeture certifié afin de réhabiliter le risque minier. Le promoteur ou le titulaire antérieur dépose le plan de fermeture certifié dans ce délai ou dans le délai prorogé que lui accorde le directeur.

Intervention
de la
Couronne

(2) Si le promoteur ou le titulaire antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes ne se conforme pas à l'ordonnance rendue par le directeur en vertu du paragraphe (1), le directeur peut, après en avoir avisé le promoteur ou le titulaire antérieur selon les modalités et dans les délais prescrits, faire entrer la Couronne ou un de ses agents sur les terrains pour y réhabiliter le risque minier. ▲

Recommen-
dation de
nullité du
bail

(3) Si le promoteur, qui est preneur à bail des terrains sur lesquels se trouve le risque minier, ne se conforme pas à l'ordonnance du directeur visée au paragraphe (1), le directeur peut recommander au ministre de faire déclarer le bail nul à la condition d'avoir indiqué, sur l'avis prévu au paragraphe (2), son intention de formuler pareille recommandation.

Déclaration
de nullité du
bail

(4) Sur la recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer le bail nul, auquel cas les paragraphes 81 (11), (12) et (13) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Infraction

(5) Quiconque ne se conforme pas à l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.

POUVOIRS D'URGENCE

Obligation
d'agir

148. (1) Sous réserve du paragraphe (9), le promoteur d'un risque minier qui entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse prend sans délai toutes les mesures possibles pour empêcher et éliminer cette conséquence préjudiciable et en atténuer la portée.

Arrêté
exigeant la
réhabilitation
d'un lieu

(2) Si le ministre a des motifs raisonnables de croire qu'un risque minier entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse, il peut, par arrêté, ordonner au promoteur de réhabiliter le risque minier aux conditions qu'il fixe.

Directives du
ministre

(3) Si le ministre a des motifs raisonnables de croire qu'un risque minier entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse, il peut, dans les circonstances précisées au paragraphe (4), donner des directives conformément au paragraphe (5) aux employés et aux agents du ministère.

Cas où le
ministre peut
donner des
directives

(4) Le ministre peut donner des directives conformément au paragraphe (5) s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire, et que, selon le cas :

	<p>(a) he or she is of the opinion that the proponent will not carry out promptly the work required to prevent, eliminate and ameliorate the adverse effect;</p> <p>(b) he or she is of the opinion that the proponent cannot be readily identified or located and that as a result the duty imposed by subsection (1) will not be carried out promptly; or</p> <p>(c) the proponent of the mine hazard requests the Minister's assistance in order to carry out the duty imposed by subsection (1).</p>	<p>a) il est d'avis que le promoteur n'exécutera pas promptement les travaux nécessaires pour empêcher et éliminer la conséquence préjudiciable et en atténuer la portée;</p> <p>b) il est d'avis que le promoteur ne peut pas être identifié ou repéré sans difficulté et que, en conséquence, l'obligation qu'impose le paragraphe (1) ne sera pas remplie promptement;</p> <p>c) le promoteur du risque minier demande l'aide du ministre pour remplir l'obligation qu'impose le paragraphe (1).</p>	
Contents of directions	(5) Under this section, the Minister may direct the employees and agents of the Ministry to do everything practicable, or to do such work and take such action as may be specified in the directions, in respect of the prevention, elimination and amelioration of the adverse effect.	(5) En vertu du présent article, le ministre peut enjoindre aux employés et aux agents du ministère d'utiliser tous les moyens possibles ou d'effectuer les travaux et de prendre les mesures que peuvent préciser les directives afin d'empêcher et d'éliminer la conséquence préjudiciable et d'en atténuer la portée.	Teneur des directives
Employees and agents	(6) No Act, regulation, by-law, order, permit, closure plan, approval or licence bars the employees and agents of the Ministry from acting in accordance with the directions given by the Minister under this section.	(6) Les lois, règlements, règlements municipaux, arrêtés, ordres, ordonnances, décrets, permis, plans de fermeture, autorisations ou licences n'ont pas pour effet d'empêcher les employés et les agents du ministère d'agir conformément aux directives que le ministre donne en vertu du présent article.	Employés et agents
Hearing	(7) The Minister need not hold, or afford to any person an opportunity for, a hearing before giving directions under this section.	(7) Le ministre n'a pas à tenir d'audience, ni à donner l'occasion à quiconque d'être entendu, avant de donner des directives en vertu du présent article.	Audience
Continuing offence	(8) Failure to comply with an order under subsection (2) constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.	(8) Quiconque ne se conforme pas à l'arrêté pris en vertu du paragraphe (2) commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.	Infraction
Where section does not apply	(9) Nothing in this section applies to a holder of an unpatented mining claim with respect to a mine hazard that was created by others prior to the staking of the claim and that has not been materially disturbed or affected by the holder of the unpatented mining claim since the staking of the claim.	(9) Le présent article ne s'applique pas au titulaire d'un claim non concédé par lettres patentes à l'égard d'un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim et qui n'a pas été perturbé ou touché de façon importante par le titulaire du claim non concédé par lettres patentes après le jalonnement du claim.	Non-application

SURRENDER		RÉTROCESSION	
Refusal of voluntary surrender	<p>149. The Minister may refuse to accept a voluntary surrender of mining lands or mining rights under section 183 if he or she has reasonable grounds for believing that a proponent has failed to rehabilitate the site in accordance with a filed closure plan or, if no closure plan has been filed, in accordance with the prescribed standards for site rehabilitation.</p>	<p>149. Le ministre peut refuser d'accepter la rétrocession volontaire de terrains miniers ou de droits miniers visés à l'article 183 s'il a des motifs raisonnables de croire que le promoteur n'a pas réhabilité le lieu conformément à un plan de fermeture déposé ou, lorsqu'aucun plan de fermeture n'a été déposé, conformément aux normes prescrites en matière de réhabilitation d'un lieu.</p>	Refus de rétrocession volontaire
Surrender by agreement	<p>149.1 (1) The Minister may, with respect to a project that has been closed out, accept a</p>	<p>149.1 (1) Le ministre peut, à l'égard d'un projet qui a été fermé, accepter d'un promo-</p>	Rétrocession par accord

surrender of mining lands from a proponent on the conditions specified by the Minister.

Special purpose account

(2) Money received from the proponent of a project as part of an agreement for the surrender of mining lands shall be placed in a special purpose account for use in the rehabilitation of mining lands generally.

Payments out of account

(3) The cost of any work performed by the Crown or an agent of the Crown under this section shall be paid by the Minister of Finance out of the special purpose account.

No liability

(4) Despite subsections 7 (1) and 8 (1) and sections 17, 18, 43 and 44 of the *Environmental Protection Act*, a proponent who surrenders mining lands under this section is not liable under those provisions.

27. Section 150 of the Act is repealed and the following substituted:

Surrender of lease

150. (1) If a proponent was, for at least 10 years, a beneficial owner of an unpatented mining claim on which a mine hazard was created by others prior to the proponent's staking of the claim, and that claim was converted to a mining lease before June 3, 1991, the proponent may, upon application to the Director within 12 months after the coming into force of this section and upon payment of the required fee,

- (a) surrender the lease to the Crown if the proponent has not created a mine hazard on the site, or materially disturbed or affected a mine hazard created by others, that has not been rehabilitated to the prescribed standard; or
- (b) retain an interest in the lands or part of the lands in the form of unpatented mining claims.

No liability

(2) The proponent who acts in accordance with subsection (1) is not liable for anything that arises after the date of the surrender or retention as unpatented mining claims as a result of the existence of a mine hazard created by others before the proponent staked the lands on which the proponent previously held the lease.

28. Sections 151, 152 and 153 of the Act are repealed and the following substituted:

COST OF WORK COMPLETED

Where cost debt due to Crown

151. (1) If the Crown or an agent of the Crown carries out rehabilitation measures under subsection 147 (2) or does any work under subsection 148 (5), the resulting cost to

teur la rétrocession de terrains miniers, aux conditions précisées par le ministre.

Compte spécial

(2) Les sommes reçues du promoteur d'un projet dans le cadre d'un accord portant sur la rétrocession des terrains miniers sont versées dans un compte spécial destiné à la réhabilitation des terrains miniers en général.

Prélèvements sur le compte

(3) Le ministre des Finances prélève sur le compte spécial les sommes nécessaires pour couvrir le coût des travaux effectués en raison du présent article par la Couronne ou un agent de celle-ci.

Aucune responsabilité

(4) Malgré les paragraphes 7 (1) et 8 (1) et les articles 17, 18, 43 et 44 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, le promoteur qui rétrocède des terrains miniers aux termes du présent article n'est pas responsable aux termes de ces dispositions.

27. L'article 150 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rétrocession du bail

150. (1) Si un promoteur a, pendant au moins 10 ans, été un propriétaire bénéficiaire d'un claim non concédé par lettres patentes sur lequel un risque minier a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim par le promoteur et que le claim a été converti en bail minier avant le 3 juin 1991, le promoteur peut, sur demande présentée au directeur dans les 12 mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article et sur paiement des droits prescrits :

- a) soit rétrocéder le bail à la Couronne, si le promoteur n'a pas créé de risque minier sur le lieu, ou qu'il n'a pas perturbé ou touché de façon importante un risque minier créé par d'autres, qui n'a pas été réhabilité conformément à la norme prescrite;
- b) soit conserver un intérêt sur les terrains ou une partie de ceux-ci sous forme de claims non concédés par lettres patentes.

Aucune responsabilité

(2) Le promoteur qui agit conformément au paragraphe (1) n'est pas responsable de ce qui survient après la date de la rétrocession ou de la conservation sous forme de claims non concédés par lettres patentes, en raison de l'existence d'un risque minier créé par d'autres avant qu'il ne jalone les terrains dont il était précédemment preneur à bail.

28. Les articles 151, 152 et 153 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

COÛT DES TRAVAUX

Dette payable à la Couronne

151. (1) Si la Couronne ou l'un de ses agents prend des mesures de réhabilitation en vertu du paragraphe 147 (2) ou entreprend des travaux en vertu du paragraphe 148 (5), les

the Crown is a debt due to the Crown by the proponent that,

- (a) forms a lien and a charge on the site in favour of the Crown, realizable by action for sale of any part or all of the land or lands subject to it, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property situate in, on, over or under the land or lands; and
- (b) is recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

Same

(2) The cost to the Crown of carrying out the rehabilitation measures under clause 153.2 (4) (b) is a debt due to the Crown by the proponent recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

Same

(3) If the Crown or an agent of the Crown carries out rehabilitation measures under subsection 145 (5) and the financial assurance held by the Crown is insufficient to cover the total cost incurred by the Crown in completing the rehabilitation measures, the extra cost not covered by the financial assurance is a debt due to the Crown by the proponent that,

- (a) forms a lien and a charge on the site in favour of the Crown realizable by action for sale of any part or all of the land or lands comprising the site subject to the lien, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property situate in, on, over or under the land or lands; and
- (b) is recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

Registration
as charge

(4) Notice of the debt described in subsections (1) and (3) may be registered as a charge, in the prescribed form, in the proper land registry office and no transfer of or other dealing with the site shall take place until the debt is paid and the notice is cancelled.

Cessation of
charge

(5) The Director may have a cessation of charge in the prescribed form registered in the proper land registry office on such terms as he or she considers acceptable, including pay-

dépenses engagées à cette fin par la Couronne sont une dette du promoteur envers la Couronne et :

- a) constituent un privilège et une charge grevant le lieu en faveur de la Couronne, réalisable au moyen d'une action pour la mise en vente d'une partie ou de la totalité du ou des terrains qui y sont assujettis, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui sont situés sur ou sous le ou les terrains;
- b) peuvent être recouvrées par la Couronne auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

Idem

(2) Les dépenses engagées par la Couronne pour prendre les mesures de réhabilitation prévues à l'alinéa 153.2 (4) b) constituent une dette du promoteur envers la Couronne qui peut être recouvrée par celle-ci auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

Idem

(3) Si la Couronne ou l'un de ses agents prend des mesures de réhabilitation en vertu du paragraphe 145 (5) et que la garantie financière détenue par la Couronne est insuffisante pour couvrir les dépenses totales engagées par elle dans l'application des mesures, les dépenses supplémentaires non couvertes par la garantie financière sont une dette du promoteur envers la Couronne et :

- a) constituent un privilège et une charge grevant le lieu en faveur de la Couronne, réalisable au moyen d'une action pour la mise en vente d'une partie ou de la totalité du ou des terrains qui sont assujettis au privilège, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui sont situés sur ou sous le ou les terrains;
- b) peuvent être recouvrées par la Couronne auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

Enregistre-
ment à titre
de charge

(4) L'avis de la dette décrite aux paragraphes (1) et (3) peut être enregistré comme une charge, selon la formule prescrite, au bureau d'enregistrement immobilier compétent. Nulle cession du lieu ni autre démarche visant celui-ci ne doit se produire avant que la dette n'ait été réglée et l'avis annulé.

Mainlevée
de charge

(5) Le directeur peut faire enregistrer une mainlevée de charge, selon la formule prescrite, au bureau d'enregistrement immobilier compétent aux conditions qu'il juge accepta-

ment, and on such a cessation of charge being registered, the lien and charge in subsections (1) and (3) is void and of no effect.

HEARINGS AND APPEALS

Appeal to
Commissioner

152. (1) A proponent may appeal to the Commissioner,

- (a) an order requiring the filing of a certified closure plan under subsection 147 (1);
- (b) an order requiring changes to a certified closure plan or to amendments to a certified closure plan under subsection 143 (3);
- (c) an order for the performance of rehabilitation measures under subsection 145 (2); or



- (d) an action of the Director on an application made under subsection 150 (1).

Notice

(2) The proponent may appeal an order or action under subsection (1) if, within 30 days after receiving the Director's order or being informed of the Director's action, the proponent serves the Director with the prescribed notice requiring a hearing before the Commissioner. ▲

Hearing

(3) The Director shall refer the matter to the Commissioner for a hearing within 30 days after being served.

Automatic
stay unless
removed

(4) Upon service on the Director of the notice under subsection (2), the Director's order is stayed until the Commissioner disposes of the appeal unless the Director applies, upon notice, for a removal of the stay.

Grounds for
removal of
stay

(5) The Commissioner may remove the stay if the matter being appealed relates to changes to a closure plan or to amendments to a closure plan, or to the performance of rehabilitation measures.

Refusal by
Commissioner

(6) Despite subsection (4), the Commissioner shall refuse to hear an appeal of an order for changes to a closure plan or to amendments to a closure plan that require an increased amount of financial assurance unless the proponent has provided the Director, along with the notice of appeal, with the increased amount of financial assurance required, which amount shall be held by the Crown pending the outcome of the appeal.

Waiver

(7) The Commissioner upon application with notice by the proponent may waive the

bles, y compris le règlement de la dette, et sur enregistrement de cette mainlevée, le privilège et la charge visés aux paragraphes (1) et (3) sont nuls et sans effet.

AUDIENCES ET APPELS

152. (1) Le promoteur peut interjeter appel au commissaire :

Appel devant
le commis-
saire

- a) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 147 (1) exigeant le dépôt d'un plan de fermeture certifié;
- b) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 143 (3) exigeant que des changements soient apportés à un plan de fermeture certifié ou à des modifications à un plan de fermeture certifié;
- c) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 145 (2) pour la prise de mesures de réhabilitation;



- d) d'une mesure prise par le directeur relativement à une demande présentée en vertu du paragraphe 150 (1).

(2) Le promoteur peut interjeter appel d'une ordonnance ou d'une mesure visée au paragraphe (1) si, dans les 30 jours de la réception de l'ordonnance du directeur ou de la date à laquelle il a été informé de la mesure prise par le directeur, il signifie à ce dernier l'avis prescrit demandant la tenue d'une audience devant le commissaire. ▲

Avis

(3) Dans les 30 jours de la signification, le directeur saisit le commissaire de l'affaire aux fins d'une audience.

Audience

(4) Sur signification au directeur de l'avis prévu au paragraphe (2), l'ordonnance du directeur est suspendue jusqu'à ce que le commissaire statue sur l'appel, à moins que le directeur ne demande, avec préavis, que la suspension soit annulée.

Suspension
automatique

(5) Le commissaire peut annuler la suspension si l'affaire en appel concerne des changements à un plan de fermeture ou à des modifications à un plan de fermeture, ou à la prise de mesures de réhabilitation.

Motifs d'an-
nullation de
la suspension

(6) Malgré le paragraphe (4), le commissaire refuse d'entendre l'appel d'une ordonnance visant des changements à un plan de fermeture ou à des modifications à un plan de fermeture qui exigent une augmentation du montant de la garantie financière, à moins que le promoteur n'ait fourni au directeur, outre l'avis d'appel, le montant supplémentaire de la garantie financière exigé, que la Couronne détient jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Refus du
commissaire

(7) Sur demande présentée avec préavis par le promoteur, le commissaire peut renoncer à

Renonciation

requirement under subsection (6) if the Commissioner considers it just to do so.



Power of Commissioner on appeal

(8) Upon hearing the proponent's appeal, the Commissioner may confirm, alter or revoke the Director's order or action that is the subject-matter of the appeal.

Procedure

(9) Sections 114, 115, 116 and 118 to 131 of this Act apply to appeals under this section with necessary modifications.

Appeal to Divisional Court

(10) An appeal lies to the Divisional Court on a question of law from any decision of the Commissioner under subsection (8) in accordance with the rules of court.

Appeal to Minister

(11) A party to a hearing before the Commissioner may, within 30 days after receipt of the Commissioner's decision or within 30 days after final disposition of an appeal, if any, under subsection (10), appeal in writing to the Minister on any matter other than a question of law, and the Minister shall confirm, alter or revoke the decision of the Commissioner as to the matter in appeal as the Minister considers to be in the public interest.

Parties

(12) The person requiring the hearing, the Director and any other person specified by the Commissioner are parties to the hearing.

MISCELLANEOUS

Mineral development officers

153. (1) The Minister may appoint as mineral development officers such employees of the Ministry as the Minister considers necessary to co-ordinate and expedite communication between the mining industry, the public and affected ministries and agencies of the Government of Ontario.

Directors

(2) The Minister may appoint one or more officers or employees of the Ministry as Directors of Mine Rehabilitation.

Immunity

153.1 Despite subsection 4 (4), no action or other proceeding shall be brought against the Crown, the Minister or an employee or agent of the Crown for any act or omission arising out of or in relation to the filing, approval, review or acceptance of a closure plan or amendments to a closure plan under this Part or its predecessor.

Director's powers regarding transfers, etc.

153.2 (1) If a proponent is subject to a court order or an order of the Director, the Commissioner or the Minister under this Part, the Director may,

l'exigence prévue au paragraphe (6) s'il estime juste de le faire.



(8) À l'issue de l'audience de l'appel du promoteur, le commissaire peut confirmer, modifier ou révoquer l'ordonnance ou la mesure du directeur faisant l'objet de l'appel.

Pouvoir du commissaire en matière d'appel

(9) Les articles 114, 115, 116 et 118 à 131 de la présente loi s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux appels prévus au présent article.

Procédure

(10) Il peut être interjeté appel à la Cour divisionnaire, sur une question de droit, de toute décision du commissaire visée au paragraphe (8), conformément aux règles de pratique de la Cour.

Appel à la Cour divisionnaire

(11) Une partie à l'audience tenue devant le commissaire peut, dans les 30 jours de la réception de la décision de celui-ci ou dans les 30 jours de la date où il est statué définitivement sur un appel, le cas échéant, en vertu du paragraphe (10), interjeter appel par écrit au ministre de toute question, exception faite d'une question de droit. Le ministre confirme, modifie ou révoque la décision du commissaire faisant l'objet de l'appel, selon ce qu'il croit être dans l'intérêt public.

Appel au ministre

(12) Sont parties à l'audience la personne qui demande l'audience, le directeur et les autres personnes que le commissaire précise.

Parties

DISPOSITIONS DIVERSES

153. (1) Le ministre peut nommer agents de mise en valeur des minéraux les employés du ministère qu'il estime nécessaires pour coordonner et faciliter les communications entre l'industrie minière, le public et les ministères et organismes concernés du gouvernement de l'Ontario.

Agents de mise en valeur des minéraux

(2) Le ministre peut nommer un ou plusieurs fonctionnaires ou employés du ministère à titre de directeurs de la réhabilitation minière.

Directeurs

153.1 Malgré le paragraphe 4 (4), sont irrecevables les actions ou autres instances intentées contre la Couronne, le ministre ou un employé ou agent de la Couronne du fait d'un acte ou d'une omission résultant du dépôt, de l'approbation, de l'examen ou de l'acceptation d'un plan de fermeture ou de modifications à un plan de fermeture en vertu de la présente partie ou d'une partie qu'elle remplace, ou y ayant trait.

Immunité

153.2 (1) Si un promoteur est visé par une ordonnance du tribunal, du directeur ou du commissaire ou par un arrêté du ministre visés à la présente partie, le directeur peut :

Pouvoirs du directeur concernant les cessions

- (a) register the order against the land or lands comprising the site in the proper land registry office prohibiting any person with an interest in the land from dealing with it without the Director's consent; and
- (b) may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an injunction preventing the sale of the land or lands comprising the site, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property on the site.

Transfer of
lease, licence

(2) If the proponent who is subject to an order referred to in subsection (1) is a lessee or the holder of a licence of occupation, the Director may recommend that the Minister not consent to the transfer of the lease or licence.

No abandon-
ment of
mining claim

(3) Despite section 70, if the proponent is the holder of a mining claim on which a mine hazard has been created by the proponent or a mine hazard created by others prior to the staking of the claim has been materially disturbed or affected by the proponent after the staking of the claim, and the Director has reasonable grounds for believing that the proponent has failed to rehabilitate such a mine hazard in accordance with a closure plan or, where no closure plan has been filed, with the prescribed standards for rehabilitation, the Director may order the proponent to comply with the closure plan or to rehabilitate such a mine hazard in accordance with the prescribed standards, as applicable, and the proponent shall not abandon the mining claim.

Realization
of security

(4) If a proponent fails to comply with an order referred to in subsection (3), the Director may,

- (a) realize on the financial assurance under section 145 if the proponent is subject to a closure plan;
- (b) have the Crown or an agent of the Crown carry out rehabilitation measures in accordance with the prescribed standards if the proponent is not subject to a closure plan.

Continuing
offence

(5) Failure to comply with an order of the Director, Commissioner or Minister constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.

No assign-
ment of
closure plan

(6) A closure plan filed under this Part is binding on the heirs, assigns and successors of the proponent who filed it and may not be assigned without the Director's consent.

- a) enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent l'ordonnance rendue ou l'arrêté pris à l'égard du ou des terrains où se situe le lieu, interdisant à quiconque détient un intérêt dans le ou les terrains de faire quelque démarche que ce soit les concernant sans le consentement du directeur;

- b) par voie de requête, demander à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une injonction pour empêcher la vente du ou des terrains où se situe le lieu, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui s'y trouvent.

Cession d'un
bail, d'un
permis

(2) Si le promoteur qui est visé par une ordonnance ou un arrêté visés au paragraphe (1) est un preneur à bail ou le titulaire d'un permis d'occupation, le directeur peut recommander au ministre de refuser son consentement à la cession du bail ou du permis.

Abandon
interdit

(3) Malgré l'article 70, si le promoteur est le titulaire d'un claim sur lequel un risque minier a été créé par le promoteur ou sur lequel un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim a été perturbé ou touché de façon importante par le promoteur après le jalonnement du claim, et que le directeur a des motifs raisonnables de croire que le promoteur n'a pas réhabilité le risque minier conformément à un plan de fermeture ou, lorsqu'aucun plan de fermeture n'a été déposé, conformément aux normes prescrites en matière de réhabilitation, le directeur peut ordonner au promoteur de se conformer au plan de fermeture ou de réhabiliter le risque minier conformément aux normes prescrites, selon le cas, auquel cas le promoteur ne doit abandonner le claim.

Réalisation
de la garantie

(4) Si le promoteur ne se conforme pas à l'ordonnance visée au paragraphe (3), le directeur peut :

- a) réaliser la garantie financière visée à l'article 145, si le promoteur est visé par un plan de fermeture;
- b) demander à la Couronne ou à l'un de ses agents de prendre des mesures de réhabilitation conformément aux normes prescrites, si le promoteur n'est pas visé par un plan de fermeture.

Infraction
continue

(5) Quiconque ne se conforme pas à une ordonnance du directeur ou du commissaire ou à un arrêté du ministre commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.

Cession
du plan de
fermeture
interdite

(6) Le plan de fermeture déposé en vertu de la présente partie lie les héritiers, ayants droits et successeurs du promoteur qui l'a déposé et

Liability of lessee, patentee concerning mine hazards	<p>153.3 (1) A lessee or patentee of mining rights is, unless a contrary intention is shown, liable in respect of the rehabilitation under this Part of all mine hazards on, in or under the lands, regardless of when and by whom the mine hazards were created.</p>	ne peut pas être cédé sans le consentement du directeur.	Responsabilité du preneur à bail, titulaire de lettres patentes à l'égard des risques miniers
When lease expires	<p>(2) This Part continues to apply with respect to a proponent who is a lessee until the earlier of,</p> <p>(a) the day that is two years after the expiry of the lease; and</p> <p>(b) the date of re-opening or other disposition of the land under this Act.</p>	<p>(2) La présente partie continue de s'appliquer à l'égard du promoteur qui est un preneur à bail jusqu'au premier en date des jours suivants :</p> <p>a) le jour du deuxième anniversaire de l'expiration du bail;</p> <p>b) le jour de réouverture ou de toute autre utilisation du terrain que prévoit la présente loi.</p>	Expiration du bail
Method of service	<p>153.4 (1) If, under this Part, a notice must be given or an order served, they are sufficiently given or served if they are,</p> <p>(a) delivered personally;</p> <p>(b) sent by registered mail;</p> <p>(c) sent by courier;</p> <p>(d) sent by facsimile transmission if the original is sent within 15 days of the date on which the facsimile transmission was sent; or</p> <p>(e) given or served in the prescribed manner.</p>	<p>153.4 (1) Si la présente partie prévoit la remise d'un avis ou la signification d'une ordonnance ou d'un arrêté, la remise ou la signification peut valablement se faire :</p> <p>a) de personne à personne;</p> <p>b) par courrier recommandé;</p> <p>c) par messagerie;</p> <p>d) par télécopieur, à condition que l'original suive dans les 15 jours de la date de la transmission de la télécopie;</p> <p>e) par quelque autre moyen prescrit.</p>	Mode de signification
Deemed service	<p>(2) Delivery or service by registered mail or courier shall be deemed to be made on the fifth day after the day of mailing unless the intended recipient establishes that, acting in good faith, they did not receive the notice or order until a later date for reasons beyond their control.</p>	<p>(2) S'ils sont remis ou signifiés par courrier recommandé ou par messagerie, l'avis est réputé remis et l'ordonnance ou l'arrêté sont réputés signifiés le cinquième jour qui suit la date de sa mise à la poste ou de son expédition par messagerie, à moins que le destinataire de l'avis, de l'ordonnance ou de l'arrêté ne démontre que, agissant en toute bonne foi, il ne l'a reçu qu'à une date ultérieure pour des motifs indépendants de sa volonté.</p>	Signification réputée
Where delivery or service made by Ministry	<p>(3) A notice to be given or an order to be served by the Ministry shall be addressed to the intended recipient at the recipient's last address for service on the Ministry's records except if facsimile transmission is chosen, in which case the notice or order must be successfully sent to the recipient's last known facsimile telephone number on the Ministry's records.</p>	<p>(3) Les avis et les ordonnances ou arrêtés devant être remis ou signifiés par le ministère sont envoyés au dernier domicile élu du destinataire qui figure dans les dossiers du ministère. Si la remise ou la signification se fait par télécopieur, l'avis, l'ordonnance ou l'arrêté doivent être transmis avec succès au dernier numéro de télécopieur connu du destinataire qui figure dans les dossiers du ministère.</p>	Remise ou signification par le ministère
	<p>29. (1) Clause 164 (1) (c) of the Act is amended by striking out at the beginning “wilfully”.</p>	<p>29. (1) L'alinéa 164 (1) c) de la Loi est modifié par suppression, au début de l'alinéa, de «sciemment».</p>	

(2) Clause 164 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) pulls down, injures or defaces any rules or notices posted up by the owner or manager of a mine or plant.

(3) Clause 164 (1) (e) of the Act is amended by striking out at the beginning “wilfully”.

(4) Clause 164 (1) (f) of the Act is amended by striking out “or agent” in the first line.

(5) Clauses 164 (1) (h), (i) and (j) of the Act are amended by striking out at the beginning in each case “wilfully”.

30. (1) Subsection 167 (2) of the Act is amended by inserting after “Director’s” in the second line “Commissioner’s or Minister’s”.

(2) Subsection 167 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, is repealed and the following substituted:

(3) The Director may apply at any time to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order prohibiting advanced exploration, mining or mine production on a site if any person fails to,

- (a) comply with section 140 or 141 before commencing or recommencing a project;
- (b) comply with a filed closure plan as required under subsection 143 (1); or
- (c) submit a material change notice required under subsection 144 (2).

(3) Subsection 167 (4) of the Act is amended by striking out “an accepted closure plan” in the third and fourth lines and substituting “a filed closure plan”.

31. Section 169 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) No proceeding for an offence under Part VII or under any regulation made under that Part shall be commenced later than two years after the later of,

- (a) the day on which the offence was committed; and
- (b) the day on which evidence of the offence first came to the attention of the

(2) L’alinéa 164 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) abat, détériore ou mutile toute consigne ou tout avis affichés par le propriétaire ou l’exploitant d’une mine ou d’une usine.

(3) L’alinéa 164 (1) e) de la Loi est modifié par suppression, au début de l’alinéa, de «sciemment».

(4) L’alinéa 164 (1) f) de la Loi est modifié par suppression, aux première et deuxième lignes, de «ou de représentant».

(5) Les alinéas 164 (1) h), i) et j) de la Loi sont modifiés par suppression, au début de chaque alinéa, de «sciemment».

30. (1) Le paragraphe 167 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «rendue» à la deuxième ligne, de «ou du commissaire rendue ou d’un arrêté du ministre pris».

(2) Le paragraphe 167 (3) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le directeur peut demander, en tout temps, par voie de requête, à un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale) de rendre une ordonnance interdisant l’exploration avancée, l’exploitation minière ou la production minière sur un lieu lorsqu’une personne, selon le cas :

- a) ne se conforme pas à l’article 140 ou 141 avant d’entreprendre ou de reprendre un projet;
- b) ne se conforme pas à un plan de fermeture déposé comme l’exige le paragraphe 143 (1);
- c) ne soumet pas l’avis de changement important exigé aux termes du paragraphe 144 (2).

(3) Le paragraphe 167 (4) de la Loi est modifié par substitution à, «un plan de fermeture approuvé» à la quatrième ligne, de «un plan de fermeture déposé».

31. L’article 169 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Les instances relatives à une infraction prévue à la partie VII ou dans un règlement pris en application de cette partie se prescrivent par deux ans à compter du dernier en date des jours suivants :

- a) le jour où l’infraction a été commise;
- b) le jour où la preuve de l’infraction a été pour la première fois portée à l’attention du directeur ou d’un inspecteur de

Demande d’ordonnance de ne pas faire

Prescription

Application for restraining order

Limitation

Director or a rehabilitation inspector designated under section 146.

32. (1) Paragraph 11 of subsection 176 (1) of the Act is amended by striking out “staking” in the third line and substituting “recording”.

(2) Paragraph 1 of subsection 176 (2) of the Act is amended by inserting after “content” in the second line “including their certification and reporting requirements”.

(3) Paragraph 6, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, and paragraph 7 of subsection 176 (2) of the Act are repealed and the following substituted:

6. prescribing the form of a report under subsection 139.1 (2);

7. prescribing corporate financial tests for the purposes of section 145;

7.1 prescribing the manner in which the Director may require other forms of financial assurance under subsection 145 (6).

(4) Paragraph 9 of subsection 176 (2) of the Act is repealed.

(5) Paragraph 10 of subsection 176 (2) of the Act is repealed and the following substituted:


10. prescribing material and quantities of material extracted, and other types of work that are to be classified as advanced exploration work.



(6) Section 176 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) A regulation made under paragraph 6, 7 or 7.1 of subsection (2) shall not come into force unless,

(a) the regulation was published in *The Ontario Gazette* at least four weeks before the regulation comes into force; or

(b) the Minister states that the regulation must come into force before clause (a) can be complied with and gives reasons for that statement. 

(7) Subsection 176 (3) of the Act is amended by inserting after “issue” in the fourth line “unpatented mining claims, or”.

33. Subsections 181 (4) and (5) of the Act are amended by striking out in each case “sub-

la réhabilitation désigné aux termes de l'article 146.

32. (1) La disposition 11 du paragraphe 176 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «le jalonnement» à la cinquième ligne, de «l'enregistrement».

(2) La disposition 1 du paragraphe 176 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «contenu,» à la troisième ligne, de «y compris leur certification et leurs exigences en matière de rapports,».

(3) La disposition 6, telle qu'elle est adoptée de nouveau par l'article 134 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, et la disposition 7 du paragraphe 176 (2) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

6. prescrire la formule du rapport prévu au paragraphe 139.1 (2);

7. prescrire des tests de solvabilité pour l'application de l'article 145;

7.1 prescrire les modalités selon lesquelles le directeur peut exiger d'autres formes de garantie financière en vertu du paragraphe 145 (6).

(4) La disposition 9 du paragraphe 176 (2) de la Loi est abrogée.

(5) La disposition 10 du paragraphe 176 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :


10. prescrire des matières et des quantités de matières extraites, et les autres genres de travaux qui doivent être classés comme travaux d'exploration avancée.



(6) L'article 176 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Un règlement pris en application de la disposition 6, 7 ou 7.1 du paragraphe (2) ne peut entrer en vigueur que si, selon le cas :

a) le règlement a été publié dans la *Gazette de l'Ontario* au moins quatre semaines avant son entrée en vigueur;

b) le ministre déclare que le règlement doit entrer en vigueur avant qu'il ne soit satisfait aux exigences de l'alinéa a) et donne les motifs de cette déclaration. 

(7) Le paragraphe 176 (3) de la Loi est modifié par insertion, après «délivrer», à la quatrième ligne, de «des claims non concédés par lettres patentes, ou».

33. Le paragraphe 181 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «en vertu du paragra-

Same

Idem

section (1)” in the second line and substituting “subsection (2)”.

34. Subsection 183 of the Act is amended,

- (a) by striking out “licensee” in the first line of subsection (1) and substituting “holder”;
- (b) by striking out “licensee” in the first line and in the fifth line of subsection (2) and substituting in each case “holder”;
- (c) by striking out “licensee” in the second line of subsection (3) and substituting “holder”; and
- (d) by striking out “licensee” in the twelfth line of subsection (4) and substituting “holder”.

35. Subsection 184 (2) of the Act is amended by adding after “mining rights” in the first line “except unpatented mining claims”.

36. Subsection 185 (1) of the Act is amended by striking out “The Lieutenant Governor in Council, upon the recommendation of the Minister” at the beginning and substituting “The Minister”.



37. Subsection 197 (7) of the Act is amended by striking out “7 o’clock standard time in the forenoon of” in the seventh line and substituting “8 a.m. standard time on”.



38. Section 207 of the Act is amended by striking out “the 3rd day of June, 1996” wherever it occurs and substituting “December 31, 1996.”

Transition,
existing
projects

39. (1) A closure plan accepted by the Director before October 6, 1995 under Part VII of the Act as it read immediately before that day shall be deemed to have been filed under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

Same

(2) If, before the day this section comes into force, a proponent submitted a proposed closure plan to the Director under Part VII of the Act as it read immediately before that day and if, before the later of April 1, 1996 and the day this section comes into force,

- (a) the proponent’s proposal with respect to the form and amount of the financial assurance to be provided under the closure plan has been accepted by the

phe (1)» aux deuxième et troisième lignes, de «en vertu du paragraphe (2)» et le paragraphe 181 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «prévue au paragraphe (1)» à la deuxième ligne, de «prévue au paragraphe (2)».

34. L’article 183 de la Loi est modifié :

- a) par substitution, à «titulaire de permis», à la deuxième ligne du paragraphe (1), de «titulaire»;
- b) par substitution, à «titulaire de permis», à la deuxième et à la septième ligne du paragraphe (2), de «titulaire»;
- c) par substitution, à «titulaire de permis», à la troisième ligne du paragraphe (3), de «titulaire»;
- d) par substitution, à «titulaire de permis», à la dixième ligne du paragraphe (4), de «titulaire».

35. Le paragraphe 184 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «droits miniers», aux première et deuxième lignes, de «, à l’exception des claims non concédés par lettres patentes,».

36. Le paragraphe 185 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre,», aux première et deuxième lignes, de «Le ministre».



37. Le paragraphe 197 (7) de la Loi est modifié par substitution, à «7 h» à la neuvième ligne, de «8 h».



38. L’article 207 de la Loi est modifié par substitution, à «3 juin 1996», partout où figure cette expression, de «31 décembre 1996».

39. (1) Un plan de fermeture qui a été accepté par le directeur avant le 6 octobre 1995 en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu’elle existait immédiatement avant ce jour, est réputé avoir été déposé en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu’elle est modifiée par la présente annexe.

Dispositions
transitoires,
projets
existants

(2) Si le promoteur a, avant le jour de l’entrée en vigueur du présent article, soumis une proposition de plan de fermeture au directeur en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu’elle existait immédiatement avant ce jour, et que, avant le 1^{er} avril 1996 ou le jour de l’entrée en vigueur du présent article, si cette deuxième date est postérieure à l’autre :

Idem

- a) la proposition du promoteur à l’égard de la forme et du montant de la garantie financière devant être fournie en vertu du plan de fermeture a été acceptée par

Director, the proposed closure plan shall be deemed to have been filed under Part VII of the Act, as amended by this Schedule;

- (b) the proponent's proposal with respect to the form and amount of the financial assurance to be provided under the closure plan has not been accepted by the Director, the proponent shall file a certified closure plan under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

le directeur, la proposition de plan de fermeture est réputée avoir été déposée en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe;

- b) la proposition du promoteur à l'égard de la forme et du montant de la garantie financière devant être fournie en vertu du plan de fermeture n'a pas été acceptée par le directeur, le promoteur dépose un plan de fermeture certifié en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe.

Same

(3) If, before the day this section comes into force, a proponent has been notified of the date by which the proponent must submit a proposed closure plan under subsection 147 (3) of the Act as it read immediately before the day this section comes into force, the proponent shall, on or before the date for submission indicated in the notice, file a certified closure plan with the Director under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

(3) Si le promoteur, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, a été avisé de la date à laquelle il doit soumettre une proposition de plan de fermeture en vertu du paragraphe 147 (3) de la Loi, tel qu'il existait immédiatement avant ce jour, il dépose auprès du directeur, au plus tard à la date indiquée dans l'avis, un plan de fermeture certifié en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe.

Idem

Commence-
ment

40. (1) This Schedule, except sections 26, 28, 30 and 31, subsections 32 (2), (3), (4) and (5) and section 39, comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

40. (1) La présente annexe, à l'exception des articles 26, 28, 30 et 31, des paragraphes 32 (2), (3), (4) et (5) et de l'article 39, entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Same

(2) Sections 26, 28, 30 and 31, subsections 32 (2), (3), (4) and (5) and section 39 of this Schedule come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Les articles 26, 28, 30 et 31, les paragraphes 32 (2), (3), (4) et (5) et l'article 39 de la présente annexe entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

SCHEDULE P
AMENDMENT TO THE MINISTRY
OF CORRECTIONAL SERVICES
ACT

1. Subsection 33 (2) of the *Ministry of Correctional Services Act* is repealed and the following substituted:

Quorum

(2) Two members of the Board constitute a quorum, but if the Board fails to reach a decision on any matter, question or thing that was examined or heard by only two members, the Board shall re-examine or rehear the matter, question or thing.

Commence-
ment

2. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

ANNEXE P
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
MINISTÈRE DES SERVICES
CORRECTIONNELS

1. Le paragraphe 33 (2) de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Quorum

(2) Deux membres de la Commission constituent le quorum. Toutefois, si elle ne parvient pas à une décision sur une affaire, une question ou un objet qui a été examiné ou entendu par deux membres seulement, la Commission examine ou entend de nouveau l'affaire, la question ou l'objet.

Entrée en
vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE Q AMENDMENTS TO VARIOUS STATUTES WITH REGARD TO INTEREST ARBITRATION

FIRE DEPARTMENTS ACT

1. Section 6 of the *Fire Departments Act* is amended by adding the following subsections:



Criteria

(5.1) In making a decision or award, the board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(5.2) Subsection (5.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(5.3) Nothing in subsection (5.1) affects the powers of the board of arbitration.

HOSPITAL LABOUR DISPUTES ARBITRATION ACT

2. Section 9 of the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended by adding the following subsections:



Criteria

(1.1) In making a decision or award, the board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.

ANNEXE Q MODIFICATION DE DIVERSES LOIS EN CE QUI A TRAIT À L'ARBITRAGE DE DIFFÉRENDS

LOI SUR LES SERVICES DES POMPIERS

1. L'article 6 de la *Loi sur les services des pompiers* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :



Critères

(5.1) Pour rendre une décision ou une sentence, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

(5.2) Le paragraphe (5.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition
transitoire

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le conseil d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

(5.3) Le paragraphe (5.1) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage.

Restriction

LOI SUR L'ARBITRAGE DES CONFLITS DE TRAVAIL DANS LES HÔPITAUX

2. L'article 9 de la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :



Critères

(1.1) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.

2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality where the hospital is located.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(1.2) Subsection (1.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(1.3) Nothing in subsection (1.1) affects the powers of the board of arbitration. ▲

POLICE SERVICES ACT

3. Subsection 122 (5) of the *Police Services Act* is repealed and the following substituted:



Criteria

(5) In making a decision or award, the arbitration board shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité où est situé l'hôpital.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

(1.2) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition transitoire

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le conseil d'arbitrage a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

(1.3) Le paragraphe (1.1) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage. ▲

Restriction

LOI SUR LES SERVICES POLICIERS

3. Le paragraphe 122 (5) de la *Loi sur les services policiers* est abrogé et remplacé par ce qui suit :



(5) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

Critères

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

6. The interest and welfare of the community served by the police force.

7. Any local factors affecting that community.

6. L'intérêt et le bien-être de la collectivité que dessert le corps de police.

7. Les facteurs locaux qui influent sur la collectivité.

Transition

(5.1) Subsection (5) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

(5.1) Le paragraphe (5) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition transitoire

(a) an oral or electronic hearing has begun; or

(b) the arbitration board has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

a) soit une audience orale ou électronique a commencé;

b) soit le conseil d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

Restriction

(5.2) Nothing in subsection (5) affects the powers of the arbitration board. ▲

(5.2) Le paragraphe (5) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage. ▲

Restriction

PUBLIC SERVICE ACT

4. Section 27 of the *Public Service Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 144, is further amended by adding the following subsections:

LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

4. L'article 27 de la *Loi sur la fonction publique*, tel qu'il est modifié par l'article 144 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Criteria

(3.2) If the matter referred to the Arbitration Committee concerns the amendment or renewal of an agreement or anything that may be the subject of bargaining under section 26, the Committee shall, in making its decision, take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.

2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision, if current funding and taxation levels are not increased.

3. The economic situation in Ontario.

4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.

5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

(3.2) Si la question renvoyée au comité d'arbitrage porte sur la modification ou le renouvellement d'une convention ou sur toute question qui peut faire l'objet de négociations aux termes de l'article 26, le comité prend en considération, pour rendre sa décision, tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.

2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.

3. La situation économique prévalant en Ontario.

4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.

5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Critères

Transition

(3.3) Subsection (3.2) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

(3.3) Le paragraphe (3.2) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition transitoire

(a) an oral or electronic hearing has begun; or

a) soit une audience orale ou électronique a commencé;

- (b) the Arbitration Committee has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(3.4) Nothing in subsection (3.2) affects the powers of the Arbitration Committee. ▲

SCHOOL BOARDS AND TEACHERS COLLECTIVE NEGOTIATIONS ACT

5. (1) Section 35 of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* is amended by adding the following subsections:



Criteria

(1.1) In making a decision or award, the arbitrator or board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality or municipalities served by the board.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(1.2) Subsection (1.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the arbitrator or board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(1.3) Nothing in subsection (1.1) affects the powers of the arbitrator or board of arbitration. ▲

(2) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:



Criteria

(2) In making a decision, the selector shall take into consideration all factors he or she considers relevant, including the following criteria:

- b) soit le comité d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

Restriction

(3.4) Le paragraphe (3.2) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du comité d'arbitrage. ▲

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ENTRE CONSEILS SCOLAIRES ET ENSEIGNANTS

5. (1) L'article 35 de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :



Critères

(1.1) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, l'arbitre ou le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la ou les municipalités que dessert le conseil.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

(1.2) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition transitoire

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit l'arbitre ou le conseil d'arbitrage a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

Restriction

(1.3) Le paragraphe (1.1) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage. ▲

(2) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :



Critères

(2) Pour rendre une décision, l'arbitre des dernières offres prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality or municipalities served by the board.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(3) Subsection (2) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the selector has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(4) Nothing in subsection (2) affects the powers of the selector. ▲

Commence-
ment

6. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la ou les municipalités que dessert le conseil.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Disposition
transitoire

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit l'arbitre des dernières offres a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

Restriction

(4) Le paragraphe (2) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs de l'arbitre des dernières offres. ▲

Entrée en
vigueur

6. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

42 ON
XB
-256



Government
Publications

1ST SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

1^{re} SESSION, 36^e LÉGISLATURE, ONTARIO
44 ELIZABETH II, 1995

Bill 26

*(Chapter 1
Statutes of Ontario, 1996)*

**An Act to achieve Fiscal Savings and
to promote Economic Prosperity
through Public Sector Restructuring,
Streamlining and Efficiency and to
implement other aspects of the
Government's Economic Agenda**

The Hon. E. Eves
Minister of Finance

1st Reading	November 29, 1995
2nd Reading	December 12, 1995
3rd Reading	January 29, 1996
Royal Assent	January 30, 1996

Projet de loi 26

*(Chapitre 1
Lois de l'Ontario de 1996)*

**Loi visant à réaliser des économies
budgétaires et à favoriser la prospérité
économique par la restructuration,
la rationalisation et l'efficience du
secteur public et visant à mettre en
œuvre d'autres aspects du programme
économique du gouvernement**

L'honorable E. Eves
Ministre des Finances

1 ^{re} lecture	29 novembre 1995
2 ^e lecture	12 décembre 1995
3 ^e lecture	29 janvier 1996
Sanction royale	30 janvier 1996

PUBLICATIONS ONTARIO



132934

C BILL 26/96-3

\$ 18.20

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario





An Act to achieve Fiscal Savings and to promote Economic Prosperity through Public Sector Restructuring, Streamlining and Efficiency and to implement other aspects of the Government's Economic Agenda

Loi visant à réaliser des économies budgétaires et à favoriser la prospérité économique par la restructuration, la rationalisation et l'efficacité du secteur public et visant à mettre en œuvre d'autres aspects du programme économique du gouvernement

CONTENTS

1.	Enactment of schedules
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule A	Public Sector Salary Disclosure Act, 1996
Schedule B	Amendments to the Corporations Tax Act
Schedule C	Amendments to the Income Tax Act
Schedule D	Ontario Loan Act, 1996
Schedule E	Amendments to the Capital Investment Plan Act, 1993 and the Highway Traffic Act relating to Toll Highways
Schedule F	Health Services Restructuring
Schedule G	Amendments to the Ontario Drug Benefit Act, the Prescription Drug Cost Regulation Act and the Regulated Health Professions Act, 1991
Schedule H	Amendments to the Health Insurance Act and the Health Care Accessibility Act
Schedule I	Physician Services Delivery Management Act, 1996
Schedule J	Amendments to the Pay Equity Act
Schedule K	Amendments to the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act
Schedule L	Amendments to the Public Service Pension Act and the Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994
Schedule M	Amendments to the Municipal Act and various other Statutes related to Municipalities, Conservation Authorities and Transportation
Schedule N	Amendments to certain Acts administered by the Ministry of Natural Resources
Schedule O	Amendments to the Mining Act
Schedule P	Amendment to the Ministry of Correctional Services Act

SOMMAIRE

1.	Édition des annexes
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe A	Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public
Annexe B	Modification de la Loi sur l'imposition des corporations
Annexe C	Modification de la Loi de l'impôt sur le revenu
Annexe D	Loi de 1996 sur les emprunts de l'Ontario
Annexe E	Modification de la Loi de 1993 sur le plan d'investissement et du Code de la route en ce qui concerne les voies publiques à péage
Annexe F	Restructuration des services de santé
Annexe G	Modification de la Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario, de la Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance et de la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées
Annexe H	Modification de la Loi sur l'assurance-santé et de la Loi sur l'accessibilité aux services de santé
Annexe I	Loi de 1996 sur la gestion de la prestation de services par les médecins
Annexe J	Modification de la Loi sur l'équité salariale
Annexe K	Modification de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée
Annexe L	Modification de la Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires et de la Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario
Annexe M	Modification de la Loi sur les municipalités et de diverses autres lois touchant les municipalités, les offices de protection de la nature et les transports

Schedule Q Amendments to various Statutes with regard to Interest Arbitration

Annexe N Modification de certaines lois appliquées par le ministère des Richesses naturelles
 Annexe O Modification de la Loi sur les mines
 Annexe P Modification de la Loi sur le ministère des Services correctionnels
 Annexe Q Modification de diverses lois en ce qui a trait à l'arbitrage de différends

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Enactment of schedules

1. (1) All of the schedules to this Act, other than Schedules A, D and I, are hereby enacted.

1. (1) Sont édictées par le présent paragraphe toutes les annexes de la présente loi, à l'exception des annexes A, D et I.

Édiction des annexes

Same

(2) The *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*, as set out in Schedule A, is hereby enacted.

(2) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*, telle qu'elle figure à l'annexe A.

Idem

Same

(3) The *Ontario Loan Act, 1996*, as set out in Schedule D, is hereby enacted.

(3) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur les emprunts de l'Ontario*, telle qu'elle figure à l'annexe D.

Idem

Same

(4) The *Physician Services Delivery Management Act, 1996*, as set out in Schedule I, is hereby enacted.

(4) Est édictée par le présent paragraphe la *Loi de 1996 sur la gestion de la prestation de services par les médecins*, telle qu'elle figure à l'annexe I.

Idem

Commencement

2. (1) Except as provided in subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

Same

(2) The schedules to this Act come into force as provided in the commencement section at or near the end of each schedule.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit l'article sur leur entrée en vigueur figurant à la fin ou vers la fin de chacune d'elles.

Idem

Same

(3) Where a schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, any such proclamation may apply to the whole or any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule, and proclamations may be issued at different times as to any part or parts or portion or portions or section or sections of the schedule.

(3) Lorsqu'une annexe de la présente loi prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe. En outre, des proclamations peuvent être prises à différentes dates relativement à tout élément de cette annexe.

Idem

Short title

3. The short title of this Act is the *Savings and Restructuring Act, 1996*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration*.

Titre abrégé

SCHEDULE A PUBLIC SECTOR SALARY DISCLOSURE ACT, 1996

Purpose 1. The purpose of this Act is to assure the public disclosure of the salary and benefits paid in respect of employment in the public sector to employees who are paid a salary of \$100,000 or more in a year.

Definitions 2. (1) In this Act,
“benefit” means each amount that an employee,

(a) is required by subsection 6 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to include in his or her income from an office or employment, or

(b) is required by section 6 of that Act, except subsection 6 (1), (3) or (11), to include in his or her income from an office or employment as a benefit, within the meaning of that Act, or as an amount in respect of a group term life insurance policy; (“avantage”)

“employee” includes a director or officer of an employer, and a holder of office elected or appointed under the authority of an Act of Ontario; (“employé”)

“employer” means an employer in the public sector that does not carry on its activities for the purpose of gain or profit to its members or shareholders, and includes the Crown and a body to which a person is elected or appointed under the authority of an Act of Ontario; (“employeur”)

“public sector” means,

(a) the Crown in right of Ontario, every agency thereof, and every authority, board, commission, corporation, office or organization of persons a majority of whose directors, members or officers are appointed or chosen by or under the authority of the Lieutenant Governor in Council or a member of the Executive Council,

(b) the corporation of every municipality in Ontario,

(c) subject to the Government funding condition in subsection (2), every local board as defined by the *Municipal Affairs Act* and every authority, board, commission, corporation, office or organization of persons some or all of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the

ANNEXE A LOI DE 1996 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

Objet 1. La présente loi a pour objet d'assurer la divulgation publique du traitement et des avantages versés à l'égard d'un emploi aux employés du secteur public qui reçoivent un traitement de 100 000 \$ ou plus par année.

Définitions 2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«avantage» Chaque montant qu'un employé :

a) soit doit inclure aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi;

b) soit doit inclure aux termes de l'article 6 de cette loi, sauf le paragraphe 6 (1), (3) ou (11), dans son revenu tiré d'une charge ou d'un emploi comme avantage, au sens de cette loi, ou comme montant à l'égard d'une police collective d'assurance temporaire sur la vie. («benefit»)

«employé» S'entend en outre d'un administrateur ou dirigeant d'un employeur et du titulaire d'une charge élu ou nommé en vertu d'une loi de l'Ontario. («employee»)

«employeur» Employeur du secteur public qui exerce ses activités sans but lucratif pour ses membres ou ses actionnaires. S'entend en outre de la Couronne et d'un organisme auquel une personne est élue ou nommée en vertu d'une loi de l'Ontario. («employer»)

«secteur public» S'entend de ce qui suit :

a) la Couronne du chef de l'Ontario, les organismes qui en relèvent, ainsi que les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux ou organisations de personnes dont la majorité des administrateurs, des membres ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par un membre du Conseil exécutif, ou sous leur autorité;

b) les municipalités de l'Ontario;

c) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les conseils locaux au sens de la *Loi sur les affaires municipales* ainsi que les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux ou organisations de personnes dont tout ou partie des membres, des

authority of the council of the corporation of a municipality in Ontario,

- (d) every board as defined in the *Education Act* and the Metropolitan Toronto School Board,
 - (e) every university in Ontario and every college of applied arts and technology and post-secondary institution in Ontario whether or not affiliated with a university, the enrolments of which are counted for purposes of calculating annual operating grants entitlements,
 - (f) every hospital listed in the Schedule to the Classification of Hospitals Regulation made under the *Public Hospitals Act*, every private hospital operated under the authority of a licence issued under the *Private Hospitals Act* and every hospital established or approved by the Lieutenant Governor in Council as a community psychiatric hospital under the *Community Psychiatric Hospitals Act*,
 - (g) subject to the Government funding condition in subsection (2), every corporation with share capital, at least 90 per cent of the issued shares of which are beneficially held by or for an employer or employers described in clauses (a) to (f), and every wholly-owned subsidiary thereof,
 - (h) subject to the Government funding condition in subsection (2), every corporation without share capital, the majority of whose members, directors or officers are members of, or are appointed or chosen by or under the authority of, an employer or employers described in clauses (a) to (f), and every wholly-owned subsidiary thereof,
 - (i) every board of health under the *Health Protection and Promotion Act*, and every board of health under an Act of the Legislature that establishes or continues a regional municipality,
 - (j) the Office of the Lieutenant Governor of Ontario, the Office of the Assembly, members of the Assembly and the offices of persons appointed on an address of the Assembly,
 - (k) any corporation, entity, person or organization of persons to which the Govern-
- administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le conseil d'une municipalité de l'Ontario, ou sous son autorité;
 - d) les conseils au sens de la *Loi sur l'éducation* et le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto;
 - e) les universités de l'Ontario ainsi que les collèges d'arts appliqués et de technologie et les établissements postsecondaires – qu'ils soient affiliés ou non à une université – dont l'effectif entre dans le calcul des subventions de fonctionnement annuelles auxquelles ils ont droit;
 - f) les hôpitaux dont le nom figure à l'annexe du règlement portant sur les catégories d'hôpitaux, pris en application de la *Loi sur les hôpitaux publics*, les hôpitaux privés exploités aux termes d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les hôpitaux privés* ainsi que les hôpitaux ouverts ou agréés par le lieutenant-gouverneur en conseil comme hôpitaux psychiatriques communautaires en vertu de la *Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires*;
 - g) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les personnes morales avec capital-actions dont au moins 90 pour cent des actions émises sont détenues à titre bénéficiaire par un ou plusieurs employeurs visés aux alinéas a) à f) ou pour leur compte, ainsi que les filiales en propriété exclusive de ces personnes morales;
 - h) sous réserve de la condition relative à l'aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2), les personnes morales sans capital-actions dont la majorité des membres, des administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par un ou plusieurs des employeurs visés aux alinéas a) à f) ou sous leur autorité, ou en sont membres, ainsi que les filiales en propriété exclusive de ces personnes morales;
 - i) les conseils de santé visés par la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, ainsi que les conseils de santé visés par une loi de la Législature qui crée ou maintient une municipalité régionale;
 - j) le Bureau du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, le Bureau de l'Assemblée, les députés à l'Assemblée et les bureaux des personnes nommées sur adresse de l'Assemblée;
 - k) les personnes morales, entités, personnes ou organisations de personnes aux

ment funding condition in subsection (2) applies, or

- (l) any authority, board, commission, corporation, office, person or organization of persons, or any class of authorities, boards, commissions, corporations, offices, persons or organizations of persons, prescribed as an employer by the regulations made under this Act; (“secteur public”)

“salary” means the total of each amount received by an employee that is,

- (a) an amount required by section 5 of the *Income Tax Act* (Canada) to be included in the employee’s income from an office or employment,
- (b) an amount deemed by subsection 6 (3) of that Act to be remuneration of the employee for the purposes of section 5 of that Act, or
- (c) an amount received by the employee by reason of his or her right to receive a deferred amount under a salary deferral arrangement referred to in subsection 6 (11) of that Act. (“traitement”)

Funding received from Government

(2) A body referred to in clause (c), (g), (h) or (k) of the definition of “public sector” in subsection (1) is included in the definition of “public sector” in a year only if the body received funding from the Government of Ontario in that year of an amount that is at least equal to,

- (a) \$1,000,000; or
- (b) 10 per cent of the body’s gross revenues for the year if that percentage is \$120,000 or more.

Proof of percentage of funding

(3) The Management Board of Cabinet may require an officer, director or employee of a body to provide evidence satisfactory to the Secretary of the Management Board of Cabinet that the funding received from the Government of Ontario by the body in a year is less than 10 per cent of the body’s gross revenues for the year, if, for the year,

- (a) the body received funding from the Government of Ontario of less than \$1,000,000 and at least \$120,000;
- (b) the body has not made available to the public a written record or statement in accordance with section 3; and
- (c) the body would be an employer to whom this Act applies if its funding

quelles s’applique la condition relative à l’aide financière du gouvernement énoncée au paragraphe (2);

- l) les offices, conseils, commissions, personnes morales, bureaux, personnes ou organisations de personnes, ou les catégories de ceux-ci, qui sont prescrits comme employeur par les règlements pris en application de la présente loi. («public sector»)

«traitement» Le total de chaque montant que reçoit un employé et qui est, selon le cas :

- a) un montant que l’employé doit inclure dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux termes de l’article 5 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada);
- b) un montant réputé être, aux termes du paragraphe 6 (3) de cette loi, une rémunération de l’employé pour l’application de l’article 5 de la même loi;
- c) un montant différé reçu par l’employé qui y a droit dans le cadre d’une entente d’échelonnement du traitement mentionnée au paragraphe 6 (11) de cette loi. («salary»)

(2) Les organismes visés à l’alinéa c), g), h) ou k) de la définition de «secteur public» au paragraphe (1) ne sont compris dans la définition de «secteur public» dans une année que s’ils ont reçu cette année-là une aide financière du gouvernement de l’Ontario dont le montant est égal à au moins :

- a) soit 1 000 000 \$;
- b) soit 10 pour cent de leurs revenus bruts pour l’année si ce pourcentage correspond à 120 000 \$ ou plus.

Aide financière du gouvernement

(3) Le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger qu’un dirigeant, un administrateur ou un employé d’un organisme fournisse une preuve, jugée satisfaisante par le secrétaire de ce conseil, que l’aide financière reçue du gouvernement de l’Ontario par l’organisme dans une année représente moins de 10 pour cent de ses revenus bruts pour l’année si, pour cette année, les conditions suivantes sont réunies :

Preuve du pourcentage d’aide financière

- a) l’organisme a reçu une aide financière du gouvernement de l’Ontario de moins de 1 000 000 \$ et d’au moins 120 000 \$;
- b) l’organisme n’a pas mis à la disposition du public un registre écrit ou une déclaration écrite, contrairement à l’article 3;
- c) l’organisme serait un employeur auquel la présente loi s’applique si l’aide fi-

from the Government of Ontario for the year were at least 10 per cent of its gross revenues for the year.

nancière qu'il a reçue du gouvernement de l'Ontario pour l'année représentait au moins 10 pour cent de ses revenus bruts pour l'année.

Failure to provide evidence

(4) If satisfactory evidence is not provided under subsection (3), the Management Board of Cabinet may require that payments from a ministry of the Crown to fund any activity or program of that body be withheld, and section 5 applies, with necessary modifications, in respect of the payment withheld.

(4) Si une preuve satisfaisante n'est pas fournie contrairement au paragraphe (3), le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger que les versements que fait un ministère de la Couronne pour financer une activité ou un programme de l'organisme soient retenus, auquel cas l'article 5 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des versements retenus.

Omission de fournir une preuve

When government funding condition not applicable

(5) Where an employer described in clauses (c), (g), (h) or (k) in the definition of "public sector" in subsection (1) is also described in another clause of that definition, the employer is in the public sector whether or not the government funding condition in subsection (2) is met.

(5) Lorsqu'un employeur visé à l'alinéa c), g), h) ou k) de la définition de «secteur public» au paragraphe (1) est également visé par un autre alinéa de cette définition, il fait partie du secteur public, que la condition relative à l'aide financière du gouvernement au paragraphe (2) soit remplie ou non.

Non-application de la condition relative à l'aide financière du gouvernement

Public disclosure

3. (1) Not later than March 31 of each year beginning with the year 1996, every employer shall make available for inspection by the public without charge a written record of the amount of salary and benefits paid in the previous year by the employer to or in respect of an employee to whom the employer paid at least \$100,000 as salary.

3. (1) Au plus tard le 31 mars de chaque année à partir de 1996, chaque employeur met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, un registre écrit sur le montant du traitement et des avantages qu'il a versés l'année précédente à un employé à qui il a versé un traitement d'au moins 100 000 \$, ou à l'égard de cet employé.

Divulgence publique

Contents of record

(2) The record shall indicate the year to which the information on it relates, shall list employees alphabetically by surname, and shall show for each employee,

(2) Le registre indique l'année à laquelle se rapportent les renseignements qui y figurent, donne la liste des employés par ordre alphabétique de leur nom de famille et indique ce qui suit à l'égard de chaque employé :

Contenu du registre

- (a) the employee's name as shown on the employer's payroll records;
- (b) the office or position last held by the employee with the employer in the year;
- (c) the amount of salary paid by the employer to the employee in the year;
- (d) the amount of benefits reported to Revenue Canada, Taxation, under the *Income Tax Act* (Canada) by the employer for the employee in the year.

- a) le nom de l'employé tel qu'il figure sur le livre de paye de l'employeur;
- b) la dernière charge ou le dernier poste que l'employé a occupé auprès de l'employeur dans l'année;
- c) le montant du traitement versé à l'employé par l'employeur dans l'année;
- d) le montant des avantages déclarés à Revenu Canada, Impôt, aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), par l'employeur pour l'employé dans l'année.

Statement when record not required

(3) For any year beginning in the year 1995 in which an employer has no employees to whom the employer paid at least \$100,000 as salary, the employer shall, not later than March 31 of the following year, make available for inspection by the public without charge a written statement, certified by the highest ranking officer of the employer, that no employees in the year were paid a salary by the employer of \$100,000 or more.

(3) Pour toute année commençant en 1995 pendant laquelle un employeur n'a pas d'employés à qui il a versé au moins 100 000 \$ comme traitement, l'employeur, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, une déclaration écrite, certifiée par le dirigeant de l'employeur qui occupe le rang le plus élevé, selon laquelle aucun employé n'a reçu un traitement de 100 000 \$ ou plus de l'employeur dans l'année.

Déclaration au lieu d'un registre

Continuing availability of record or statement	(4) An employer required by this section to make a record or statement available to the public by March 31 in a given year shall allow the public to inspect it without charge at a suitable location on the employer's premises at any time during the employer's normal working hours throughout the period beginning on March 31 and ending on December 31 of the same year.	(4) L'employeur qui est tenu par le présent article de mettre un registre ou une déclaration à la disposition du public au plus tard le 31 mars d'une année donnée permet au public de consulter gratuitement le document à un endroit convenable dans les locaux de l'employeur à n'importe quel moment pendant les heures normales d'ouverture pour la durée de la période qui commence le 31 mars et qui se termine le 31 décembre de la même année.	Accès continu au registre ou à la déclaration
Publication of record by employer	(5) An employer who normally issues an annual report or statement on the activities or financial affairs of the employer, shall include with that annual report or statement the record or statement required by this Act to be provided for the year ending in the period covered by the annual report or statement.	(5) L'employeur qui publie normalement un rapport ou un état annuel sur ses activités ou sa situation financière inclut dans le rapport ou l'état le registre ou la déclaration que la présente loi oblige à fournir, pour l'année qui se termine pendant la période visée par le rapport ou l'état.	Publication d'un registre par l'employeur
Copy of record	4. (1) An employer shall promptly furnish a person with a copy of a record or statement that the employer is required to make available under section 3 if the person requests a copy and pays the employer the fee prescribed by the regulations.	4. (1) L'employeur fournit promptement à quiconque en fait la demande et lui verse les droits prescrits par les règlements une copie d'un registre ou d'une déclaration qu'il est tenu de mettre à la disposition du public aux termes de l'article 3.	Copie du registre
Same	(2) Subsection (1) applies even if the request is made after the period referred to in subsection 3 (4).	(2) Le paragraphe (1) s'applique même si la demande est présentée après la fin de la période mentionnée au paragraphe 3 (4).	Idem
Information may be published	(3) There is no copyright with regard to a record or statement referred to in section 3, and the information contained in it may be published by any member of the public or disclosed by any ministry of the Crown to whom it is provided pursuant to a regulation made under clause 8 (1) (d).	(3) Il n'existe pas de droit d'auteur à l'égard d'un registre ou d'une déclaration visé à l'article 3, et les renseignements qui y figurent peuvent être publiés par tout membre du public ou divulgués par tout ministère de la Couronne à qui ils sont fournis conformément à un règlement pris en application de l'alinéa 8 (1) d).	Autorisation de publier les renseignements
Failure to disclose salary and benefits	5. (1) If an employer fails to comply with section 3 or 4, the Management Board of Cabinet may require a ministry of the Crown to withhold part or all of any amount authorized by appropriation of the Legislature or by statute to be paid by the ministry to that employer to fund any activity or program of that employer.	5. (1) Si l'employeur ne se conforme pas à l'article 3 ou 4, le Conseil de gestion du gouvernement peut exiger qu'un ministère de la Couronne retienne tout ou partie des sommes qu'une affectation budgétaire de la Législature ou une loi autorise le ministère à verser à l'employeur pour financer une activité ou un programme de celui-ci.	Omission de divulguer les traitements et avantages
When amount withheld may be paid	(2) Subject to subsection (3), an amount withheld under subsection (1) shall be paid to the employer from whom it is withheld only when the employer complies with section 3 or 4.	(2) Sous réserve du paragraphe (3), la somme retenue en vertu du paragraphe (1) n'est versée à l'employeur à qui elle a été retenue que lorsqu'il se conforme à l'article 3 ou 4.	Paiement d'une somme retenue
Failure continuing past fiscal year end	(3) An employer ceases to be entitled to payment of any amount withheld under subsection (1) if the failure to comply with section 3 or 4 continues to March 31 next following the date on which the direction to withhold was given, and in that case the amount withheld is part of the Consolidated Revenue Fund.	(3) L'employeur cesse d'avoir droit au versement d'une somme retenue en vertu du paragraphe (1) s'il ne se conforme toujours pas à l'article 3 ou 4 le 31 mars qui suit la date à laquelle l'ordre de retenue a été donné, auquel cas la somme retenue est versée au Trésor.	Cas où l'omission persiste au-delà de l'exercice
Disclosure not breach of any Act or agreement	6. The disclosure of information in accordance with this Act, or in the reasonable belief that the disclosure is required by this Act, shall not be deemed by any court or person,	6. La divulgation de renseignements effectuée conformément à la présente loi ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire que la divulgation est exigée par celle-ci ne doit pas être considérée par un tribunal ou une personne :	La divulgation ne contrevient pas aux lois ou ententes

- (a) to contravene any Act or regulation enacted or made before or after the coming into force of this Act; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that disclosure regardless of whether the agreement is made before or after the coming into force of this Act.

This Act
prevails

7. (1) The following provisions of this Act prevail over any other Act or regulation unless another Act specifically refers to those provisions and provides otherwise:

- 1. The requirement under section 3 to disclose information.
- 2. The right of Management Board of Cabinet under subsections 2 (4) and 5 (1) to require a ministry to withhold payments to an employer.
- 3. The ceasing of an employer's entitlement to payment under subsection 5 (3).

Same

(2) The provisions referred to in subsection (1) prevail over any provision in an agreement that provides otherwise.

Regulations

8. (1) The Lieutenant Governor in Council may make any regulations the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out the intent and purpose of this Act, including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) prescribing a person or organization to be or not to be an employer to whom this Act applies;
- (b) providing that this Act applies, with necessary modifications, with regard to a specified aggregate amount of salary and benefits for a year in the same way that it applies with regard to a salary of \$100,000 for the year and prescribing that aggregate amount of salary and benefits;
- (c) prescribing methods in addition to or in place of those mentioned in this Act by which information to be made available to the public under this Act may be disclosed, and requiring employers or classes of employers to disclose information by a particular method;
- (d) requiring employers to provide without charge to any ministry or ministries of

a) soit comme contrevenant à une loi adoptée ou à un règlement pris avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi;

b) soit comme contrevenant ou étant contraire à une entente visant à limiter ou à interdire cette divulgation, que l'entente soit conclue avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi.

7. (1) Les dispositions suivantes de la présente loi l'emportent sur toute autre loi ou tout autre règlement, sauf mention expresse de ces dispositions dans une autre loi et disposition contraire de celle-ci :

La présente
loi l'emporte

- 1. La divulgation des renseignements exigée par l'article 3.
- 2. Le droit qu'a le Conseil de gestion du gouvernement en vertu des paragraphes 2 (4) et 5 (1) d'exiger qu'un ministère retienne les versements à faire à un employeur.
- 3. L'extinction du droit qu'a un employeur de recevoir un versement en vertu du paragraphe 5 (3).

(2) Les dispositions visées au paragraphe (1) l'emportent sur les dispositions à l'effet contraire d'une entente.

Idem

8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire tout ce qu'il juge nécessaire ou utile pour réaliser l'objet de la présente loi, notamment :

Règlements

- a) prescrire qu'une personne ou une organisation est ou n'est pas un employeur auquel s'applique la présente loi;
- b) prévoir que la présente loi s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du montant total précisé du traitement et des avantages pour une année de la même façon qu'elle s'applique à l'égard d'un traitement de 100 000 \$ pour l'année, et prescrire le montant total du traitement et des avantages;
- c) prescrire des méthodes, en plus ou à la place de celles mentionnées dans la présente loi, selon lesquelles les renseignements devant être mis à la disposition du public aux termes de la présente loi peuvent être divulgués, et exiger que les employeurs ou des catégories d'employeurs suivent une méthode donnée pour divulguer ces renseignements;
- d) exiger que les employeurs fournissent gratuitement à un ou plusieurs minis-

	the Crown the record or statement referred to in section 3;	tères de la Couronne le registre ou la déclaration visé à l'article 3;	
	(e) providing that an amount other than \$120,000 applies for the purpose of clauses 2 (2) (b) and 2 (3) (a) and prescribing that amount;	e) prévoir qu'un montant autre que 120 000 \$ s'applique pour l'application des alinéas 2 (2) b) et 2 (3) a), et prescrire ce montant;	
	(f) providing that a payment from an employer to a corporation that provides to the employer the services of an officer or employee of the corporation shall be deemed under specified circumstances to be a payment to an employee of the employer for the purpose of this Act, prescribing those circumstances and prescribing the information that the employer shall make public and include in a record under section 3 under those circumstances;	f) prévoir qu'un versement fait par un employeur à une personne morale qui fournit à l'employeur les services d'un de ses dirigeants ou de ses employés est réputé, dans des circonstances précises, un versement à un employé de l'employeur pour l'application de la présente loi, prescrire ces circonstances et prescrire les renseignements que l'employeur doit rendre publics et inclure dans un registre aux termes de l'article 3 dans ces circonstances;	
	(g) providing that specified payments made by an employer to or in respect of an employee be included in or excluded from the definition of "salary" or "benefit" for the purpose of this Act and prescribing those payments;	g) prévoir que des versements précisés faits par un employeur à un employé ou à l'égard de celui-ci soient inclus dans la définition de «traitement» ou «avantages» ou exclus de celle-ci pour l'application de la présente loi, et prescrire ces versements;	
	(h) prescribing the fee that may be charged under subsection 4 (1) for furnishing a copy of a record or statement;	h) prescrire les droits qui peuvent être demandés aux termes du paragraphe 4 (1) pour fournir une copie d'un registre ou d'une déclaration;	
	(i) providing that an amount other than \$100,000 applies for the purposes of section 1, subsections 3 (1) and (3) and clause 8 (1) (b) and prescribing that amount;	i) prévoir un montant autre que 100 000 \$ pour l'application de l'article 1, des paragraphes 3 (1) et (3) et de l'alinéa 8 (1) b), et prescrire ce montant;	
	(j) defining "fund", "funding" and "promptly".	j) définir les termes «financer», «aide financière» et «promptement».	
Same	(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular in its application and may be restricted in its application to the class or classes of employers or employees set out in the regulation.	(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être limités à une ou à plusieurs catégories d'employeurs ou d'employés qui y sont énoncées.	Idem
Same	(3) The notice requirement in subsection 39 (2) of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> does not apply to the provision of a record or statement to a ministry pursuant to a regulation made under clause (1) (d).	(3) L'obligation d'information prévue au paragraphe 39 (2) de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> ne s'applique pas à la fourniture d'un registre ou d'une déclaration à un ministère conformément à un règlement pris en application de l'alinéa (1) d).	Idem
Same	(4) A regulation made under subsection (1) is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.	(4) Les règlements pris en application du paragraphe (1) qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif.	Idem
Commencement	9. This Schedule comes into force on the day the <i>Savings and Restructuring Act, 1996</i> receives Royal Assent.	9. La présente annexe entre en vigueur le jour où la <i>Loi de 1996 sur les économies et la restructuration</i> reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	10. The short title of the Act set out in this Schedule is the <i>Public Sector Salary Disclosure Act, 1996</i>.	10. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est <i>Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public</i>.	Titre abrégé

SCHEDULE B AMENDMENTS TO THE CORPORATIONS TAX ACT

1. (1) Clause 1 (1) (d) of the *Corporations Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 1, is further amended by adding the following:

“taxation year” of a person who is an administrator of a benefit plan under section 74.2 means a calendar year if the person is not a corporation. (“année d’imposition”)

(2) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 3, section 1 and 1994, chapter 14, section 1, is further amended by adding the following subsection:

(11) For the purposes of Parts V and VI, a reference to “corporation” shall be deemed to include a reference to an administrator of a benefit plan within the meaning of section 74.2.

2. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) Every person who is a member or planholder of a benefit plan within the meaning of section 74.2 is liable to a tax in the amount determined under section 74.2, payable at the time and in the manner provided in that section to Her Majesty in right of Ontario.

3. (1) Section 3 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) The tax imposed by subsection 2 (2.1) shall be calculated by reference to administration fees paid in respect of the plan and,

(a) to contributions made to the benefit plan if the plan is a funded benefit plan under section 74.2; or

(b) to benefits paid under the plan if the plan is an unfunded benefit plan under that section.

(2) Subsection 3 (3) of the Act, as enacted by subsection (1), applies in respect of contributions made, benefits paid and administrative fees paid after June 30, 1993.

4. (1) The definition of “tax consequences” in subsection 5 (1) of the Act, as amended by

ANNEXE B MODIFICATION DE LA LOI SUR L’IMPOSITION DES CORPORATIONS

1. (1) L’alinéa 1 (1) d) de la *Loi sur l’imposition des corporations*, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«année d’imposition» L’année d’imposition d’une personne qui est administrateur d’un régime d’avantages sociaux aux termes de l’article 74.2 et qui n’est pas une corporation s’entend de l’année civile. («taxation year»)

(2) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 3 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 1 du chapitre 14 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(11) Aux fins des parties V et VI, toute mention de «corporation» est réputée inclure la mention de l’administrateur d’un régime d’avantages sociaux au sens de l’article 74.2.

2. L’article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Quiconque est un participant à un régime d’avantages sociaux au sens de l’article 74.2 ou le titulaire d’un tel régime est assujéti à un impôt déterminé aux termes de l’article 74.2 et payable, au moment et de la manière prévus par cet article, à Sa Majesté du chef de l’Ontario.

3. (1) L’article 3 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) L’impôt établi par le paragraphe 2 (2.1) est calculé par rapport aux frais d’administration payés à l’égard du régime et :

a) soit aux cotisations versées au régime s’il s’agit d’un régime d’avantages sociaux par capitalisation visé à l’article 74.2;

b) soit aux prestations versées dans le cadre du régime s’il s’agit d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation visé à cet article.

(2) Le paragraphe 3 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté par le paragraphe (1), s’applique aux cotisations et prestations versées ainsi qu’aux frais d’administration payés après le 30 juin 1993.

4. (1) La définition de «attribut fiscal» au paragraphe 5 (1) de la Loi, telle qu’elle est

Interprétation,
corporation

Tax in
respect of a
benefit plan

Same

Interprétation :
corporation

Impôt à
l’égard des
régimes
d’avantages
sociaux

Idem

the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended,

(a) by adding the following clause:

(c.1) any contribution made to a funded benefit plan within the meaning of section 74.2, any benefit paid to or for the benefit of a member of an unfunded benefit plan within the meaning of section 74.2 and any administration fee paid by a person in respect of a benefit plan;

(b) by striking out “clause (a), (a.1), (b) or (c)” in the amendment of 1994 to clause (d) and substituting “clause (a), (a.1), (b), (c) or (c.1)”.

(2) Clause 5 (4) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended by striking out “clause (a), (a.1), (b), (c) or (d)” in the amendment of 1994 and substituting “clause (a), (a.1), (b), (c), (c.1) or (d)”.

(3) Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 2, is further amended by adding the following subsection:

(8) In the application of this section,

- (a) a reference to “corporation” in this section shall be deemed to include a reference to a person subject to tax under subsection 2 (2.1) and to an administrator of a benefit plan referred to in section 74.2; and
- (b) the amount of tax payable under this Act by an administrator of a benefit plan referred to in section 74.2 shall be deemed to include the amount of tax required to be collected and paid over to the Minister by the administrator under section 74.2.

5. (1) Subsection 41 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 14, is repealed and the following substituted:

(1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by a corporation for a taxation year ending after June 30, 1994 an amount equal to 6 per cent of the amount determined under subsection (2), if the corporation has made a deduction under section 125 of the *Income Tax Act* (Canada) for the taxation year, or could have made a deduction under that section if its business limit for the taxation year under paragraph 125 (1) (c) of that Act had been determined without reference to subsection 125 (5.1) of that Act.

modifiée par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifiée de nouveau :

a) par adjonction de l'alinéa suivant :

c.1) les cotisations versées à un régime d'avantages sociaux par capitalisation au sens de l'article 74.2, les prestations versées en faveur ou au profit d'un participant à un régime d'avantages sociaux sans capitalisation au sens de l'article 74.2 et les frais d'administration payés par une personne à l'égard d'un régime d'avantages sociaux;

b) par substitution, à «l'alinéa a), a.1), b) ou c)» dans la modification apportée en 1994 à l'alinéa d), de «l'alinéa a), a.1), b), c) ou c.1)».

(2) L'alinéa 5 (4) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution, à «l'alinéa a), a.1), b), c) ou d)» dans la modification de 1994, de «l'alinéa a), a.1), b), c), c.1) ou d)».

(3) L'article 5 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(8) Aux fins du présent article :

- a) toute mention de «corporation» dans le présent article est réputée inclure la mention d'une personne assujettie à l'impôt prévu au paragraphe 2 (2.1) et de l'administrateur d'un régime d'avantages sociaux visé à l'article 74.2;
- b) le montant de l'impôt payable aux termes de la présente loi par l'administrateur d'un régime d'avantages sociaux visé à l'article 74.2 est réputé inclure le montant d'impôt que l'administrateur est tenu de percevoir et de verser au ministre aux termes de l'article 74.2.

5. (1) Le paragraphe 41 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie par une corporation pour une année d'imposition qui se termine après le 30 juin 1994 un montant égal à 6 pour cent du montant déterminé aux termes du paragraphe (2), si la corporation a effectué une déduction en vertu de l'article 125 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour l'année d'imposition ou si elle avait pu effectuer une déduction en vertu de cet article si son plafond des affaires pour l'année, prévu à l'alinéa 125 (1) c) de cette

Interprétation.
corporation

Interprétation :
corporation

Small business
incentive

Déduction
accordée aux
petites entreprises

(2) Section 41 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 14, is further amended by adding the following subsection:

Business
limit

(3.1) For the purposes of this section and in determining a corporation's adjusted Ontario small business income for a taxation year for the purposes of sections 43 and 51, the amount of the corporation's business limit for the taxation year under paragraph 125 (1) (c) of the *Income Tax Act* (Canada) shall be determined without reference to subsection 125 (5.1) of that Act.

6. (1) The Act is amended by adding the following section:

Mining
reclamation
trust tax
credit

43.2 (1) A corporation may deduct from its tax otherwise payable under this Part for a taxation year, after making all deductions claimed under sections 39, 40, 41 and 43 for the taxation year, an amount not exceeding the amount of its mining reclamation trust tax credit for the year.

Same

(2) A corporation may deduct from its tax otherwise payable for a taxation year under Parts III and IV an amount not exceeding the amount by which its mining reclamation trust tax credit for the taxation year exceeds the deduction, if any, claimed by the corporation for the year under subsection (1).

Amount of
tax credit

(3) The amount of a corporation's mining reclamation trust tax credit for a taxation year is the amount that would be determined under subsection 127.41 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to be the amount of its "Part XII.4 tax credit" for the taxation year if the tax payable under Part XII.4 of the *Income Tax Act* (Canada) by a mining reclamation trust for a taxation year ending in the corporation's taxation year equalled the amount of tax payable by the trust for that year under the *Income Tax Act*.

Deemed tax
payment

(4) A corporation shall be deemed to pay on account of its tax payable under this Act for a taxation year an amount claimed by the corporation not exceeding the amount, if any, by which,

(a) the corporation's mining reclamation trust tax credit for the taxation year;

loi, avait été déterminé sans égard au paragraphe 125 (5.1) de la même loi.

(2) L'article 41 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Aux fins du présent article et lors de la détermination du revenu rajusté d'une corporation tiré d'une petite entreprise exploitée en Ontario pour une année d'imposition aux fins des articles 43 et 51, le montant du plafond des affaires de la corporation pour l'année, prévu à l'alinéa 125 (1) c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), est déterminé sans égard au paragraphe 125 (5.1) de la même loi.

Plafond des
affaires

6. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

43.2 (1) Une corporation peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour une année d'imposition, après avoir effectué toutes les déductions qu'elle demande en vertu des articles 39, 40, 41 et 43 pour l'année, un montant qui ne dépasse pas celui de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière pour l'année.

Crédit
d'impôt au
titre d'une
fiducie de
restauration
minière

(2) Une corporation peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes des parties III et IV pour une année d'imposition un montant qui ne dépasse pas l'excédent de son crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière pour l'année sur la déduction qu'elle demande, le cas échéant, pour l'année en vertu du paragraphe (1).

Idem

(3) Le montant du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière d'une corporation pour une année d'imposition est le montant qui serait déterminé aux termes du paragraphe 127.41 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) comme étant le montant de son «crédit d'impôt de la partie XII.4» pour l'année si l'impôt payable aux termes de la partie XII.4 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) par une fiducie de restauration minière pour une année d'imposition qui se termine pendant l'année d'imposition de la corporation est égal au montant d'impôt payable par la fiducie pour cette année aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Montant
du crédit
d'impôt

(4) Une corporation est réputée payer au titre de son impôt payable aux termes de la présente loi pour une année d'imposition un montant qu'elle demande et qui ne dépasse pas l'excédent éventuel :

Paiement
réputé un
paiement
d'impôt

a) du crédit d'impôt au titre d'une fiducie de restauration minière de la corporation pour l'année d'imposition;

exceeds,

- (b) the amount, if any, deducted by the corporation under subsections (1) and (2) in determining its tax payable under this Act for the taxation year.

Time of
deemed
payment

(5) A corporation shall be deemed to make the payment referred to in subsection (4) and the Minister shall be deemed to apply the deemed payment on the day referred to in clause 78 (2) (b) on or before which the corporation would be required to pay any balance of tax payable for the taxation year.

Same

(6) For the purposes of sub-subclause 43.1 (2) (a) (ii) (A) and clause 57.3 (2) (b), the amount deducted by a corporation under subsection (1) for a taxation year shall be considered to be the deduction from tax payable under Part II to which the corporation is entitled for the year under this section.

(2) Section 43.2 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

7. (1) The Act is amended by adding the following section:

Ontario
innovation
tax credit

43.3 (1) A corporation that is a qualifying corporation for a taxation year may deduct from its tax otherwise payable under this Part for the taxation year, after making all deductions claimed under sections 39, 40, 41, 43 and 43.2 for the taxation year, an amount not exceeding the amount of its Ontario innovation tax credit for the taxation year.

Same

(2) A corporation that is a qualifying corporation for a taxation year may deduct from its tax otherwise payable for the year under Parts III and IV of the Act an amount not exceeding the amount by which its Ontario innovation tax credit for the taxation year exceeds the maximum amount, if any, deductible by the corporation for the year under subsection (1).

Amount of
tax credit

(3) The amount of a qualifying corporation's Ontario innovation tax credit for a taxation year is 10 per cent of the total of,

- (a) the eligible portion of its qualified expenditures for the taxation year; and
(b) its eligible repayments, if any, for the taxation year.

Qualifying
corporation

(4) A corporation is a qualifying corporation for a taxation year for the purposes of this section if,

sur :

- b) le montant éventuel que la corporation a déduit en vertu des paragraphes (1) et (2) lors de la détermination de son impôt payable aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition.

(5) Une corporation est réputée effectuer le paiement visé au paragraphe (4) et le ministre est réputé l'affecter le jour, visé à l'alinéa 78 (2) b), auquel la corporation serait tenue, au plus tard, de verser le solde éventuel de son impôt payable pour l'année d'imposition.

Moment où
le paiement
est réputé
effectué

(6) Aux fins du sous-sous-alinéa 43.1 (2) a) (ii) (A) et de l'alinéa 57.3 (2) b), le montant déduit par une corporation en vertu du paragraphe (1) pour une année d'imposition est considéré comme la déduction effectuée sur l'impôt payable aux termes de la partie II à laquelle la corporation a droit pour l'année en vertu du présent article.

Idem

(2) L'article 43.2 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

7. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

43.3 (1) Une corporation qui est une corporation admissible pour une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour l'année, après avoir effectué toutes les déductions qu'elle demande en vertu des articles 39, 40, 41, 43 et 43.2 pour l'année, un montant qui ne dépasse pas celui de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario pour l'année.

Crédit
d'impôt à
l'innovation
de l'Ontario

(2) Une corporation qui est une corporation admissible pour une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs aux termes des parties III et IV de la Loi pour l'année un montant qui ne dépasse pas l'excédent de son crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario pour l'année sur le montant maximal éventuel que la corporation peut déduire pour l'année en vertu du paragraphe (1).

Idem

(3) Le montant du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario d'une corporation admissible pour une année d'imposition est égal à 10 pour cent du total des montants suivants :

Montant
du crédit
d'impôt

- a) la partie autorisée de ses dépenses admissibles pour l'année d'imposition;
b) ses remboursements autorisés éventuels pour l'année d'imposition.

(4) Une corporation est une corporation admissible pour une année d'imposition aux fins du présent article si les conditions suivantes sont réunies :

Corporation
admissible

- (a) it is a Canadian-controlled private corporation throughout the taxation year and has a permanent establishment in Ontario at any time during the taxation year;
- (b) it carries on scientific research and experimental development in Ontario during the taxation year; and
- (c) it is eligible to claim an investment tax credit for the taxation year under section 127 of the *Income Tax Act* (Canada), calculated to include an additional amount determined under subsection 127 (10.1) of that Act, with respect to a qualified expenditure made by the corporation in the taxation year, and it files a prescribed form under that section in respect of the investment tax credit.

Qualified expenditure

(5) An expenditure made by a corporation is a qualified expenditure for a taxation year for the purposes of this section if,

- (a) the expenditure is incurred by the corporation in respect of scientific research and experimental development carried on in Ontario;
- (b) the expenditure would be considered to be a qualified expenditure made by the corporation in that year for the purposes of section 127 of the *Income Tax Act* (Canada); and
- (c) the expenditure is incurred by the corporation at a time when the corporation has a permanent establishment in Ontario.

Amount of qualified expenditures

(6) The amount of qualified expenditures made by a corporation for a taxation year for the purposes of this section shall be calculated as the amount that would be deemed to be the amount of qualified expenditures made by the corporation for the year for the purposes of determining the amount of an investment tax credit under section 127 of the *Income Tax Act* (Canada) if the following rules applied:

1. Any tax credit available to the corporation under this section in respect of the expenditures is deemed not to be government assistance for the purposes of that section.
2. No amount is required to be deducted in respect of a specified contract payment received, receivable or reasonably

- a) elle est une corporation privée dont le contrôle est canadien tout au long de l'année d'imposition et a un établissement permanent en Ontario à un moment quelconque de l'année d'imposition;
- b) elle exerce des activités de recherche scientifique et de développement expérimental en Ontario pendant l'année d'imposition;
- c) elle est autorisée à demander, pour l'année d'imposition, le crédit d'impôt à l'investissement prévu à l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), calculé de façon à y inclure le crédit majoré déterminé aux termes du paragraphe 127 (10.1) de cette loi, à l'égard d'une dépense admissible qu'elle a engagée pendant l'année d'imposition, et elle dépose la formule prescrite prévue à cet article à l'égard du crédit d'impôt à l'investissement.

Dépense admissible

(5) Une dépense engagée par une corporation est une dépense admissible pour une année d'imposition aux fins du présent article si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la corporation engage la dépense à l'égard d'activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario;
- b) la dépense serait considérée comme une dépense admissible engagée par la corporation pendant cette année aux fins de l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- c) la corporation engage la dépense à un moment où elle a un établissement permanent en Ontario.

Montant des dépenses admissibles

(6) Le montant des dépenses admissibles engagées par une corporation pour une année d'imposition aux fins du présent article est calculé comme étant le montant qui serait réputé le montant des dépenses admissibles engagées par la corporation pour l'année aux fins de la détermination du montant du crédit d'impôt à l'investissement prévu à l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) si les règles suivantes s'appliquaient :

1. Tout crédit d'impôt dont la corporation peut se prévaloir en vertu du présent article à l'égard des dépenses est réputé ne pas être une aide gouvernementale aux fins de cet article.
2. Aucun montant ne doit être déduit à l'égard d'un paiement contractuel précisé que la corporation a reçu, doit rece-

expected to be received by the corporation.

3. No amount is included in respect of any expenditures incurred by a partnership of which the corporation is a member.

Specified
contract
payment

(7) For the purposes of this section, a payment is a specified contract payment if,

- (a) the payment is a contract payment for the performance of scientific research and experimental development carried on in Ontario; and
- (b) the payment is from a corporation that,
 - (i) does not have a permanent establishment in Ontario, and
 - (ii) is not entitled to receive a payment from a corporation that is eligible to claim a tax credit under this section, or a research and development super allowance under section 12, in respect of the scientific research and experimental development to which the contract payment relates.

Eligible
portion of
qualified
expenditures

(8) The eligible portion of a corporation's qualified expenditures for a taxation year for the purposes of this section is the lesser of,

- (a) the amount determined according to the following formula:

$$P = A + (0.4 \times B)$$

Where:

- “P” is the amount determined under this clause;
- “A” is the total amount of the corporation's qualified expenditures of a current nature for the taxation year, as determined under this section;
- “B” is the total amount of the corporation's qualified expenditures of a capital nature for the taxation year, as determined under this section; or

- (b) the amount of the corporation's expenditure limit for the taxation year, as determined for the purposes of subsection 127 (10.1) of the *Income Tax Act* (Canada).

Eligible re-
payments

(9) The amount of a corporation's eligible repayments for a taxation year for the pur-

voir ou s'attend raisonnablement à recevoir.

3. Aucun montant n'est inclus à l'égard de dépenses engagées par une société en nom collectif dont la corporation est un associé.

(7) Aux fins du présent article, un paiement est un paiement contractuel précisé si les conditions suivantes sont réunies :

Paiement
contractuel
précisé

- a) le paiement est un paiement contractuel pour des activités de recherche scientifique et de développement expérimental exercées en Ontario;
- b) le paiement provient d'une corporation qui :
 - (i) d'une part, n'a pas d'établissement permanent en Ontario,
 - (ii) d'autre part, n'a pas le droit de recevoir un paiement d'une corporation qui est autorisée à demander un crédit d'impôt en vertu du présent article, ou une superdéduction pour recherche et développement en vertu de l'article 12, à l'égard des activités de recherche scientifique et de développement expérimental auxquelles se rapporte le paiement contractuel.

(8) La partie autorisée des dépenses admissibles d'une corporation pour une année d'imposition aux fins du présent article est le moindre des montants suivants :

Partie auto-
risée des
dépenses
admissibles

- a) le montant calculé selon la formule suivante :

$$P = A + (0,4 \times B)$$

où :

- «P» représente le montant calculé aux termes du présent alinéa;
- «A» représente le total des dépenses de nature courante admissibles de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux termes du présent article;
- «B» représente le total des dépenses en capital admissibles de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux termes du présent article;

- b) le montant de la limite des dépenses de la corporation pour l'année d'imposition, calculé aux fins du paragraphe 127 (10.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

(9) Le montant des remboursements autorisés d'une corporation pour une année d'impo-

Rembourse-
ments
autorisés

poses of this section is the amount determined according to the following formula:

$$R = C + 0.4 (D + E)$$

Where:

“R” is the amount of the corporation’s eligible repayments for the taxation year;

“C” is the total of the corporation’s designated repayments, if any, for the taxation year in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures of a current nature;

“D” is the total of the corporation’s designated repayments, if any, for the taxation year in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures of a capital nature, other than qualified expenditures referred to in paragraph 127 (11.1) (e) of the *Income Tax Act* (Canada);

“E” is one-quarter of the total of the designated repayments, if any, considered to be repayments made by the corporation in the taxation year, for the purposes of paragraph (e.2) of the definition of “investment tax credit” in subsection 127 (9) of the *Income Tax Act* (Canada), in respect of government assistance, non-government assistance or contract payments relating to qualified expenditures referred to in paragraph 127 (11.1) (e) of that Act.

Designated
repayment

(10) An amount repaid in a taxation year by a corporation, or deemed under subsection 127 (10.8) of the *Income Tax Act* (Canada) to be repaid in a taxation year by a corporation, is a designated repayment made by the corporation in the year for the purposes of this section to the extent the repayment can reasonably be considered to be a repayment of,

- (a) government assistance, non-government assistance or a contract payment received, receivable or reasonably expected to be received by the corporation, other than a specified contract payment;

sition aux fins du présent article est le montant calculé selon la formule suivante :

$$R = C + 0,4 (D + E)$$

où :

«R» représente le montant des remboursements autorisés de la corporation pour l’année d’imposition;

«C» représente le total des remboursements désignés éventuels de la corporation pour l’année d’imposition à l’égard d’une aide gouvernementale, d’une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses de nature courante admissibles;

«D» représente le total des remboursements désignés éventuels de la corporation pour l’année d’imposition à l’égard d’une aide gouvernementale, d’une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses en capital admissibles, à l’exception des dépenses admissibles visées à l’alinéa 127 (11.1) e) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada);

«E» représente le quart du total des remboursements désignés éventuels qui sont considérés comme des remboursements effectués par la corporation pendant l’année d’imposition, aux fins de l’alinéa e.2) de la définition de «crédit d’impôt à l’investissement» au paragraphe 127 (9) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), à l’égard d’une aide gouvernementale, d’une aide non gouvernementale ou de paiements contractuels se rapportant à des dépenses admissibles visées à l’alinéa 127 (11.1) e) de cette loi.

Rembourse-
ment désigné

(10) Un montant remboursé pendant une année d’imposition par une corporation, ou réputé l’être aux termes du paragraphe 127 (10.8) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada), est un remboursement désigné, effectué par la corporation pendant l’année aux fins du présent article, dans la mesure où le remboursement peut raisonnablement être considéré comme le remboursement de ce qui suit :

- a) une aide gouvernementale, une aide non gouvernementale ou un paiement contractuel que la corporation a reçu, doit recevoir ou s’attend raisonnablement à recevoir, à l’exception d’un paiement contractuel précisé;

- (b) an amount that was deducted in determining for the purposes of this section the amount of a qualified expenditure made by the corporation for the taxation year or a prior taxation year;
- (c) an amount, the deduction of which in determining for the purposes of this section the amount of a qualified expenditure, resulted in a reduction in the amount of a tax credit that would have otherwise been available to the corporation under this section for the taxation year or a prior taxation year; and
- (d) an amount that under subsection 127 (11.1) of the *Income Tax Act* (Canada) reduced the amount of a qualified expenditure made by the corporation for the purposes of the definition of "investment tax credit" in subsection 127 (9) of that Act.

Deemed tax
payment

(11) A qualifying corporation shall be deemed to pay on account of its tax payable under this Act for a taxation year an amount claimed by the corporation, not exceeding the amount, if any, by which,

- (a) the corporation's Ontario innovation tax credit for the taxation year;

exceeds,

- (b) the maximum amount, if any, deductible by the corporation under subsections (1) and (2) in determining its tax payable under this Act for the taxation year.

Time of
deemed
payment

(12) A qualifying corporation shall be deemed to make the payment referred to in subsection (11) and the Minister to apply the deemed payment on the day referred to in clause 78 (2) (b) on or before which the corporation would be required to pay any balance of tax payable for the taxation year.

Waiver of tax
credit

(13) A corporation may waive its eligibility for a tax credit, or a portion of a tax credit, under this section for a taxation year by delivering a written waiver with its return required to be delivered under this Act for the taxation year or in an amended return for that year.

Same

(14) If a corporation files a waiver under subsection (13) in respect of a taxation year,

- (a) the corporation shall be deemed never to have been a qualifying corporation under this section for that year in

- b) un montant qui a été déduit lors de la détermination, aux fins du présent article, du montant d'une dépense admissible engagée par la corporation pour l'année d'imposition ou une année d'imposition antérieure;
- c) un montant dont la déduction, lors de la détermination du montant d'une dépense admissible aux fins du présent article, a entraîné la réduction du montant d'un crédit d'impôt dont la corporation aurait pu par ailleurs se prévaloir en vertu du présent article pour l'année d'imposition ou une année d'imposition antérieure;
- d) un montant qui, aux termes du paragraphe 127 (11.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), a réduit le montant d'une dépense admissible engagée par la corporation aux fins de la définition de «crédit d'impôt à l'investissement» au paragraphe 127 (9) de cette loi.

(11) Une corporation admissible est réputée payer au titre de son impôt payable aux termes de la présente loi pour une année d'imposition un montant qu'elle demande et qui ne dépasse pas l'excédent éventuel :

- a) du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario de la corporation pour l'année d'imposition;

sur :

- b) le montant maximal éventuel que la corporation peut déduire en vertu des paragraphes (1) et (2) lors de la détermination de son impôt payable aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition.

(12) Une corporation admissible est réputée effectuer le paiement visé au paragraphe (11) et le ministre est réputé l'affecter le jour, visé à l'alinéa 78 (2) b), auquel la corporation serait tenue, au plus tard, de verser le solde éventuel de son impôt payable pour l'année d'imposition.

(13) Une corporation peut renoncer à son admissibilité à la totalité ou à une partie d'un crédit d'impôt prévu au présent article pour une année d'imposition en remettant une renonciation écrite avec la déclaration qu'elle est tenue de remettre aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition ou dans une déclaration modifiée pour cette année.

(14) Si une corporation dépose la renonciation prévue au paragraphe (13) à l'égard d'une année d'imposition :

- a) d'une part, la corporation est réputée n'avoir jamais été une corporation admissible aux termes du présent article

Paiement
réputé un
paiement
d'impôt

Moment où
le paiement
est réputé
effectué

Renonciation
au crédit
d'impôt

Idem

respect of the tax credit or the portion of the tax credit that is waived; and

- (b) the corporation's instalments of tax, balance of tax payable and interest payable under this Act in respect of any taxation year shall be determined as if the corporation had qualified for a tax credit under this section for the taxation year only in the amount of the tax credit that is not waived.

Anti-avoidance

(15) A corporation is not entitled to a tax credit under this section for a taxation year if, as a result of a transaction or event, or a series of transactions or events, it is reasonable for the Minister to believe that one of the principal purposes of the transaction or event, or series of transactions or events, is to render the corporation eligible for a tax credit under this section to which it would not have otherwise been entitled, or a tax credit in an amount in excess of the amount to which it would have otherwise been entitled.

Interpretation

(16) For the purposes of this section, the following rules apply:

1. The terms "contract payment", "government assistance" and "non-government assistance" each have the meaning given to those terms in section 127 of the *Income Tax Act* (Canada), except that a tax credit under this section shall be deemed not to be government assistance.
2. Expenditures in respect of scientific research and experimental development will be considered to be of a current or capital nature if they are considered to be such under the *Income Tax Act* (Canada).

Application rule

(17) A corporation shall be considered not to be entitled to claim a deduction under subsection (1) for a taxation year for the purposes of determining an amount referred to in subclause 43.1 (2) (a) (ii) (A) or clause 57.3 (2) (b).

Same

(18) If a corporation is entitled to claim a deduction under subsection (1) for a taxation year, any deduction allowed to the corporation for the taxation year under subsection 43.1 (2) that would otherwise exceed the amount of tax otherwise payable under this Part for the year shall be deemed to be equal to the amount of tax otherwise payable under this Part for the year

pour cette année à l'égard du crédit d'impôt ou de la partie de crédit d'impôt auquel elle renonce;

- b) les acomptes provisionnels d'impôt, le solde de l'impôt payable et les intérêts payables de la corporation prévus par la présente loi à l'égard d'une année d'imposition sont déterminés comme si elle n'était admissible au crédit d'impôt prévu au présent article pour l'année d'imposition que selon le montant du crédit d'impôt auquel elle ne renonce pas.

Anti-évitement

(15) Une corporation n'a pas droit à un crédit d'impôt prévu au présent article pour une année d'imposition si, par suite d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements, le ministre peut raisonnablement croire que l'un des principaux buts de cette opération ou de cet événement ou de cette série d'opérations ou d'événements est de rendre la corporation admissible à un crédit d'impôt prévu au présent article auquel elle n'aurait pas par ailleurs eu droit, ou à un crédit d'impôt d'un montant supérieur à celui auquel elle aurait par ailleurs eu droit.

Interprétation

(16) Les règles suivantes s'appliquent aux fins du présent article :

1. Les termes «aide gouvernementale», «aide non gouvernementale» et «paiement contractuel» s'entendent tous au sens de l'article 127 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Toutefois, un crédit d'impôt prévu au présent article est réputé ne pas être une aide gouvernementale.
2. Les dépenses relatives à des activités de recherche scientifique et de développement expérimental sont considérées comme des dépenses de nature courante ou des dépenses en capital si elles sont considérées comme telles aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Règle d'application

(17) Une corporation est considérée comme n'ayant pas le droit de demander une déduction prévue au paragraphe (1) pour une année d'imposition aux fins de la détermination d'un montant visé au sous-sous-alinéa 43.1 (2) a) (ii) (A) ou à l'alinéa 57.3 (2) b).

Idem

(18) Si une corporation a le droit de demander une déduction prévue au paragraphe (1) pour une année d'imposition, toute déduction qui lui est accordée pour l'année en vertu du paragraphe 43.1 (2) et qui dépasserait par ailleurs le montant de l'impôt payable par ailleurs aux termes de la présente partie pour l'année est réputée égale au montant de cet impôt.

(2) Section 43.3 of the Act, as enacted by subsection (1), applies in respect of taxation years ending after December 31, 1994 and, in the application of section 43.3 of the Act to a taxation year that commences before January 1, 1995, the amount of the corporation's Ontario innovation tax credit for that year shall be the amount otherwise determined under section 43.3 of the Act for that year, multiplied by the ratio of the number of days in the taxation year after December 31, 1994 to the total number of days in the taxation year.

8. (1) Clause 57.11 (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 21, is amended by striking out "or" at the end of subclause (iv) and by adding the following subclause:

- (vi) a deposit insurance corporation referred to in section 52; or

(2) Subclause 57.11 (b) (vi) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years commencing after December 31, 1993.

9. (1) The Act is amended by adding the following section:

74.2 (1) In this section,

"administrator" means,

- (a) in respect of a funded benefit plan,
 - (i) a person who receives contributions paid into the plan from which benefits will be paid,
 - (ii) a person to whom fees are paid for administering or servicing the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan,
 - (iii) the trustee or other legal representative having ownership or control of the trust property if the benefit plan is a trust,
 - (iv) each partner of the partnership if the business of an administrator of the plan is carried on by two or more persons in partnership,
 - (v) a planholder of the plan, if the person who receives the contribution paid into the plan is not an Ontario administrator of the plan at the time the contribution is made to the plan,
- (b) in respect of an unfunded benefit plan,
 - (i) a person who makes the payment of a benefit to or for the benefit of members of the plan,

(2) L'article 43.3 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition qui se terminent après le 31 décembre 1994. Pour l'application de l'article 43.3 de la Loi à une année d'imposition qui commence avant le 1^{er} janvier 1995, le montant du crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario de la corporation pour cette année est le montant calculé par ailleurs aux termes de l'article 43.3 de la Loi pour la même année, multiplié par le rapport entre le nombre de jours compris dans l'année d'imposition après le 31 décembre 1994 et le nombre total de jours compris dans l'année d'imposition.

8. (1) L'alinéa 57.11 b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 21 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (vi) soit une corporation d'assurance-dépôts visée à l'article 52;

(2) Le sous-alinéa 57.11 b) (vi) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition qui commencent après le 31 décembre 1993.

9. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

74.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«administrateur» S'entend :

- a) à l'égard d'un régime d'avantages sociaux par capitalisation :
 - (i) d'une personne qui reçoit des cotisations versées au régime sur lequel des prestations seront versées,
 - (ii) d'une personne à laquelle des honoraires sont payés pour administrer le régime ou pour étudier le bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime,
 - (iii) du fiduciaire ou de l'autre ayant droit qui est propriétaire des biens en fiducie ou qui en a le contrôle si le régime est une fiducie,
 - (iv) de chaque associé de la société si deux personnes ou plus associées dans le cadre d'une société en nom collectif exploitent l'entreprise consistant à administrer le régime,
 - (v) du titulaire du régime, si la personne qui reçoit la cotisation versée au régime n'est pas un administrateur ontarien du régime au moment du versement de la cotisation;

Interpretation

Interprétation

- (ii) a person to whom fees are paid for administering or servicing the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan,
 - (iii) each partner of the partnership if the business of an administrator of the plan is carried on by two or more persons in partnership,
 - (iv) a planholder of the plan, if the person who makes the payment of the benefit is not an Ontario administrator of the plan at the time the payment is made; («administrateur»)
- “benefit plan” means a plan, fund or arrangement which gives protection against risk to an individual that could otherwise be obtained by taking out a contract of insurance, whether the benefits are partly insured or not, and under which the payment of benefits is made directly to or for the benefit of a member of the plan, upon the occurrence of a risk, but does not include,
- (a) a plan or fund established by or under an Act of the Parliament of Canada or the Legislature of Ontario,
 - (b) a contract referred to in section 4 of the *Prepaid Hospital and Medical Services Act* between an association registered under that Act and persons who are subscribers with or members of the association; («régime d’avantages sociaux»)
- “contribution” does not include any amount paid to a funded benefit plan that can reasonably be considered to be an administration fee payable in respect of the plan; («cotisation»)
- “funded benefit plan” means a benefit plan that comes into existence when the amount of contributions paid into a fund out of which benefits will be paid exceeds the amounts required for the payment of benefits foreseeable and payable within 30 days; («régime d’avantages sociaux par capitalisation»)
- “member” means an individual to whom or for the benefit of whom benefits are payable under a benefit plan; («participant»)
- “net administration fees” paid during a period of time in respect of a benefit plan means the amount by which the total administration fees paid during that period of time for the administration or servicing of the plan or for reviewing the propriety of claims made by members of the plan exceed the amount, if any, which can reasonably be considered to be the portion of the administration fees relating to benefits that are,

b) à l’égard d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation :

- (i) d’une personne qui verse une prestation en faveur ou au profit des participants au régime,
- (ii) d’une personne à laquelle des honoraires sont payés pour administrer le régime ou pour étudier le bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime,
- (iii) de chaque associé de la société si deux personnes ou plus associées dans le cadre d’une société en nom collectif exploitent l’entreprise consistant à administrer le régime,
- (iv) du titulaire du régime, si la personne qui verse la prestation n’est pas un administrateur ontarien du régime au moment du versement de la prestation. («administrateur»)

«administrateur ontarien» Administrateur d’un régime d’avantages sociaux qui a un établissement permanent en Ontario aux fins de la présente loi ou de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («Ontario administrator»)

«cotisation» Exclut tout montant versé à un régime d’avantages sociaux par capitalisation qui peut raisonnablement être considéré comme étant des frais d’administration payables à l’égard du régime. («contribution»)

«cotisation imposable» Cotisation versée à un régime d’avantages sociaux par capitalisation qui ne peut raisonnablement être considérée comme finançant une prestation :

- a) soit qui est versée en faveur ou au profit d’un participant au régime qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la cotisation;
- b) soit qui est versée en faveur ou au profit d’un participant au régime qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la cotisation;
- c) soit qui doit être incluse dans le revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition d’un participant au régime aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («taxable contribution»)

«frais d’administration nets» Les frais d’administration nets payés pendant une période donnée à l’égard d’un régime d’avantages sociaux s’entendent de l’excédent des frais d’administration totaux payés pendant la période pour l’administration du régime ou

- (a) paid to or for the benefit of a member of the plan who is an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the contribution is made,
- (b) paid to or for the benefit of a member of the plan not resident in Ontario at the time the contribution is made, or
- (c) required to be included in the income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada) of a member of the plan; (“frais d’administration nets”)

“Ontario administrator” means an administrator of a benefit plan who has a permanent establishment in Ontario for the purposes of this Act or the *Income Tax Act* (Canada); (“administrateur ontarien”)

“planholder” means a person who provides or causes another person to provide a benefit plan, either alone or together with one or more other persons; (“titulaire du régime”)

“protection against risk to an individual” includes any undertaking to pay on death or disability, or for supplemental health care, drugs, dental care, vision care, hearing care or for protection against loss of income due to illness or accident or that provides any other similar benefit to or in respect of an individual; (“protection personnelle contre un risque”)

“taxable benefit” means a benefit paid to or for the benefit of a member of an unfunded benefit plan, other than a member who is,

- (a) an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the benefit is paid,
- (b) not resident in Ontario at the time the benefit is paid, or
- (c) required to include the amount of a benefit under the plan in his or her income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada); (“prestation imposable”)

“taxable contribution” means a contribution made to a funded benefit plan that cannot reasonably be considered to fund the payment of a benefit,

- (a) to or for the benefit of a member of the plan who is an Indian within the meaning of the *Indian Act* (Canada), ordinarily resident on a reserve in Canada at the time the contribution is made,
- (b) to or for the benefit of a member of the plan not resident in Ontario at the time the contribution is made, or

pour l’étude du bien-fondé des demandes de règlement faites par les participants au régime sur le montant éventuel qui peut raisonnablement être considéré comme étant la partie des frais d’administration se rapportant aux prestations qui, selon le cas :

- a) sont versées en faveur ou au profit d’un participant au régime qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la cotisation;
- b) sont versées en faveur ou au profit d’un participant au régime qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la cotisation;
- c) doivent être incluses dans le revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition d’un participant au régime aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («net administration fees»)

«participant» Particulier en faveur de qui ou au profit de qui des prestations sont payables dans le cadre d’un régime d’avantages sociaux. («member»)

«prestation imposable» Prestation versée en faveur ou au profit d’un participant à un régime d’avantages sociaux sans capitalisation, à l’exclusion d’un participant :

- a) soit qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada) et qui réside ordinairement sur une réserve au Canada au moment du versement de la prestation;
- b) soit qui ne réside pas en Ontario au moment du versement de la prestation;
- c) soit qui doit inclure le montant d’une prestation versée dans le cadre du régime dans son revenu tiré d’une charge ou d’un emploi aux fins de l’imposition aux termes de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada). («taxable benefit»)

«protection personnelle contre un risque» S’entend notamment de toute promesse de verser une prestation à un particulier ou à l’égard de celui-ci, soit à la suite d’un décès ou d’une invalidité, soit pour des soins de santé complémentaires, des médicaments, des soins dentaires, des soins de la vue ou de l’ouïe, soit encore comme protection contre une perte de revenu à la suite d’une maladie ou d’un accident, ou de toute autre promesse de prestation semblable. («protection against risk to an individual»)

«régime d’avantages sociaux» Régime, fonds ou arrangement qui accorde une protection personnelle contre un risque qui pourrait au-

- (c) that is required to be included in the income from an office or employment for the purposes of taxation under the *Income Tax Act* (Canada) of a member of the plan; (“cotisation imposable”)

“unfunded benefit plan” means a benefit plan other than a funded benefit plan. (“régime d’avantages sociaux sans capitalisation”)

Amount of tax in respect of a funded benefit plan

(2) The amounts of tax payable under subsection 2 (2.1) by a planholder and by a member of a funded benefit plan shall be determined as follows:

1. The amount of tax payable by a planholder of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable contributions made by the planholder to the plan and 2 per cent of the net administration fees paid in respect of the plan.
2. The amount of tax payable by a member of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable contributions, if any, made by the member to the plan.

Amount of tax in respect of an unfunded benefit plan

(3) The amount of tax payable under subsection 2 (2.1) by a planholder and by a member of an unfunded benefit plan shall be determined as follows:

trement être obtenue en souscrivant un contrat d’assurance, que les avantages soient partiellement assurés ou non, et dans le cadre duquel les prestations sont versées directement en faveur ou au profit du participant au régime lors de la réalisation du risque. Sont toutefois exclus de la présente définition :

- a) les régimes ou les fonds constitués par une loi du Parlement du Canada ou de la Législature de l’Ontario ou en vertu d’une telle loi;
- b) les contrats visés à l’article 4 de la *Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés*, conclus entre une association inscrite conformément à cette loi et des personnes qui sont souscripteurs ou membres de l’association. («benefit plan»)

«régime d’avantages sociaux par capitalisation» Régime d’avantages sociaux qui est constitué lorsque le montant des cotisations versées dans un fonds sur lequel seront versées les prestations est supérieur aux montants nécessaires au versement des prestations prévisibles et payables dans les 30 jours. («funded benefit plan»)

«régime d’avantages sociaux sans capitalisation» Régime d’avantages sociaux qui n’est pas un régime d’avantages sociaux par capitalisation. («unfunded benefit plan»)

«titulaire du régime» Personne qui fournit ou fait fournir par une autre personne un régime d’avantages sociaux, soit seule, soit avec une ou plusieurs autres personnes. («planholder»)

(2) Le montant de l’impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) par le titulaire d’un régime d’avantages sociaux par capitalisation et par le participant à un tel régime est déterminé de la manière suivante :

Montant de l’impôt à l’égard d’un régime par capitalisation

1. Le montant de l’impôt payable par le titulaire du régime est égal à 2 pour cent des cotisations imposables qu’il a versées au régime et à 2 pour cent des frais d’administration nets payés à l’égard du régime.
2. Le montant de l’impôt payable par un participant au régime est égal à 2 pour cent des cotisations imposables qu’il a versées au régime, le cas échéant.

(3) Le montant de l’impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) par le titulaire d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation et par le participant à un tel régime est déterminé de la manière suivante :

Montant de l’impôt à l’égard d’un régime sans capitalisation

1. The amount of tax payable by a planholder of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the taxable benefits paid under the plan that are funded by the planholder and 2 per cent of the net administration fees paid in respect of the plan.
2. The amount of tax payable by a member of the plan shall be an amount equal to 2 per cent of the amount, if any, of the taxable benefits paid under the plan that are funded by the member.

Time of
payment and
collection of
tax

(4) The tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of a benefit plan,

- (a) is payable at the time of each contribution to the plan in the case of a funded benefit plan, or payment of a benefit under the plan in the case of an unfunded benefit plan, and at the time of each payment of administrative fees; and
- (b) shall be paid at that time by the person liable to pay the tax to the Ontario administrator of the plan, who shall act as agent of the Minister to collect the tax and pay it over to the Minister.

Payment to
the Minister

(5) The amount of tax payable under subsection 2 (2.1) that an Ontario administrator of one or more benefit plans is required to collect under this section shall be accounted for and paid over to the Minister by the administrator in the following manner:

1. The amount of tax collected by the administrator during a taxation year of the administrator shall be a debt due by the administrator to Her Majesty in right of Ontario.
2. Instalments of tax payable under this Act by the administrator shall be calculated on the basis that the amount of tax the administrator is or will be required to collect during a taxation year is tax payable under Part IV by the administrator for that taxation year.
3. For the purposes of Parts V and VI, the tax required to be collected by the administrator during a taxation year shall be deemed to be tax payable under Part IV by the administrator for that taxation year and may be enforced and collected from the administrator by the Minister in the same way as any other

1. Le montant de l'impôt payable par le titulaire du régime est égal à 2 pour cent des prestations imposables qui sont versées dans le cadre du régime et qui sont financées par le titulaire et à 2 pour cent des frais d'administration nets payés à l'égard du régime.
2. Le montant de l'impôt payable par un participant au régime est égal à 2 pour cent du montant éventuel des prestations imposables qui sont versées dans le cadre du régime et qui sont financées par le participant.

(4) L'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard d'un régime d'avantages sociaux :

Moment du
paiement
et de la
perception
de l'impôt

- a) d'une part, est payable au moment auquel chaque cotisation est versée au régime, dans le cas d'un régime d'avantages sociaux par capitalisation, ou auquel une prestation est versée dans le cadre du régime, dans le cas d'un régime d'avantages sociaux sans capitalisation, et à chaque moment où des frais d'administration sont payés;
- b) d'autre part, est payé à ce moment, par la personne redevable de l'impôt, à l'administrateur ontarien du régime, qui agit comme mandataire du ministre aux fins de la perception de l'impôt et le verse au ministre.

(5) L'administrateur ontarien d'un ou de plusieurs régimes d'avantages sociaux rend compte au ministre du montant d'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) qu'il est tenu de percevoir aux termes du présent article et le lui verse de la manière suivante :

Versement au
ministre

1. Le montant d'impôt perçu par l'administrateur pendant une année d'imposition de l'administrateur constitue une créance de Sa Majesté du chef de l'Ontario.
2. Les acomptes provisionnels d'impôt payables aux termes de la présente loi par l'administrateur sont calculés en admettant que le montant d'impôt qu'il est ou sera tenu de percevoir pendant une année d'imposition est un impôt payable par lui aux termes de la partie IV pour cette année.
3. Aux fins des parties V et VI, l'impôt que l'administrateur est tenu de percevoir pendant une année d'imposition est réputé un impôt payable par lui aux termes de la partie IV pour cette année et le ministre peut exécuter cet impôt et le percevoir auprès de l'administrateur de la même façon que tout autre impôt

	tax payable by the administrator under this Act.	payable par ce dernier aux termes de la présente loi.	
Tax assessment	<p>(6) If the Minister is of the opinion that a person liable to tax under subsection 2 (2.1) is not complying with the person's obligations under this Act, the Minister may assess against that person the tax payable by the person under subsection 2 (2.1) and, where the Minister has assessed tax under this subsection, the following apply:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The assessment shall be deemed to have been made under subsection 80 (17). 2. Interest at the rate prescribed by the regulations shall be calculated and charged daily and be payable by the person from the day on which the person was required to pay the tax to the administrator under this section to the day on which the tax and interest is paid. 3. Subsection 80 (18), sections 81, 84, 85 to 91 and 93, subsection 95 (2) and sections 96, 97, 99 to 108 and 110 apply with such modifications as the circumstances require. 4. A reference to "corporation" in a provision of the Act referred to in paragraph 1 or 3 shall be deemed to include a reference to the person against whom the tax is assessed. 	<p>(6) Si le ministre est d'avis qu'une personne assujettie à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (2.1) ne respecte pas ses obligations prévues par la présente loi, il peut fixer, à l'endroit de la personne, l'impôt payable par celle-ci aux termes du paragraphe 2 (2.1). Les règles suivantes s'appliquent si le ministre a fixé cet impôt en vertu du présent paragraphe :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'impôt fixé est réputé l'avoir été en vertu du paragraphe 80 (17). 2. La personne est tenue de payer des intérêts au taux prescrit par les règlements, calculés et imputés quotidiennement, pour la période commençant à la date à laquelle elle était tenue de payer l'impôt à l'administrateur aux termes du présent article et se terminant à la date du paiement de l'impôt et des intérêts. 3. Le paragraphe 80 (18), les articles 81, 84, 85 à 91 et 93, le paragraphe 95 (2) ainsi que les articles 96, 97, 99 à 108 et 110 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires. 4. Toute mention de «corporation» dans une disposition dont il est question à la disposition 1 ou 3 est réputée inclure la mention de la personne à l'endroit de laquelle l'impôt a été fixé. 	Cotisation d'impôt
Penalty for non-collection of tax	<p>(7) The Minister may assess against an administrator who has failed to collect tax that the administrator is required to collect under this section a penalty equal to the amount of tax the administrator failed to collect, but any penalty assessed under this subsection by the Minister shall be calculated without reference to,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) any tax the administrator failed to collect that has been assessed by the Minister under subsection (6) against the person liable to the tax under subsection 2 (2.1); and (b) the amount, if any, paid over to the Minister on account of the tax the administrator failed to collect. 	<p>(7) Le ministre peut imposer à l'administrateur qui n'a pas perçu l'impôt qu'il est tenu de percevoir aux termes du présent article une pénalité égale au montant de l'impôt qu'il n'a pas perçu. Toutefois, la pénalité imposée par le ministre en vertu du présent paragraphe est calculée sans tenir compte de ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) tout impôt que l'administrateur n'a pas perçu et que le ministre a fixé en vertu du paragraphe (6) à l'endroit de la personne assujettie à l'impôt aux termes du paragraphe 2 (2.1); b) le montant éventuel versé au ministre au titre de l'impôt que l'administrateur n'a pas perçu. 	Pénalité pour omission de percevoir l'impôt
Same	<p>(8) A penalty assessed under subsection (7) shall be deemed for the purposes of subsection 78 (2) and sections 79, 82 and 83 to be tax payable by the administrator under this Act for the taxation year during which the administrator was required to collect the tax under this section.</p>	<p>(8) La pénalité imposée en vertu du paragraphe (7) est réputée, aux fins du paragraphe 78 (2) et des articles 79, 82 et 83, un impôt payable par l'administrateur aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition pendant laquelle il était tenu de percevoir l'impôt aux termes du présent article.</p>	Idem
Multiple Ontario administrators	<p>(9) If during a period of time more than one person is an Ontario administrator of the same benefit plan, other than by reason of being a partner in a partnership, one of the persons may, with the return required under this Act</p>	<p>(9) Si plusieurs personnes, qui ne sont pas associées dans le cadre d'une société en nom collectif, sont administrateurs ontariens du même régime d'avantages sociaux pendant une période donnée, l'une d'elles peut, avec la</p>	Plus d'un administrateur ontarien

for the taxation year that includes part or all of the period of time, deliver an election in a form approved by the Minister,

- (a) specifying the particular plan, the period of time in the taxation year during which the person was not the only Ontario administrator of the plan and the name and address of each person who was also an Ontario administrator of the plan during that period; and
- (b) containing the person's certificate that all tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of the plan for that period of time is accounted for by the person in the return.

Continuing
liability

(10) If part or all of the tax that is the subject of an election under subsection (9) is not accounted for in the return or not paid to the Minister at the time required under this Act, or no election is delivered under subsection (9) in respect of the period of time during which there was more than one Ontario administrator of the plan, the Minister may assess one or more of the persons who were Ontario administrators of the plan during the period of time for an amount equal to the tax payable under subsection 2 (2.1) in respect of the plan for that period of time that was not accounted for or remains unpaid to the Minister, and each amount assessed shall be deemed for the purposes of Parts V and VI to be tax payable under Part IV by the administrator who is assessed, for the taxation year or years that include the period of time.

Partnership

(11) If a person is an administrator of a benefit plan by reason of being a partner in a partnership that carries on the business in Ontario of an administrator of the plan, the following rules apply:

1. The person shall be considered to be an Ontario administrator of the benefit plan for a taxation year if the partnership is considered to have a permanent establishment in Ontario for the purposes of this Act or the *Income Tax Act* (Canada) for a fiscal period of the partnership that ends in the person's taxation year.
2. The person shall be deemed to be required to collect and pay over to the Minister under this section for a taxation year all amounts of tax in respect

déclaration exigée par la présente loi pour l'année d'imposition qui comprend tout ou partie de la période, remettre au ministre un choix qui est rédigé selon la formule approuvée par celui-ci et qui :

- a) d'une part, précise le régime particulier, la période de l'année d'imposition pendant laquelle la personne n'était pas le seul administrateur ontarien du régime, ainsi que les nom et adresse de chaque personne qui était également administrateur ontarien du régime pendant cette période;
- b) d'autre part, contient le certificat de la personne attestant que celle-ci a rendu compte dans la déclaration de tout l'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard du régime pour cette période.

(10) S'il n'est pas rendu compte dans la déclaration de tout ou partie de l'impôt visé par le choix remis en vertu du paragraphe (9), si cet impôt n'est pas versé au ministre au moment exigé par la présente loi ou s'il n'est remis aucun choix en vertu du paragraphe (9) à l'égard de la période pendant laquelle il y avait plus d'un administrateur ontarien du régime, le ministre peut imposer à une ou à plusieurs personnes qui étaient administrateurs ontariens du régime pendant la période un montant égal à l'impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) à l'égard du régime pour cette période dont il n'a pas été rendu compte ou qui demeure impayé au ministre. Chaque montant imposé est réputé, aux fins des parties V et VI, un impôt payable par l'administrateur en cause aux termes de la partie IV pour la ou les années d'imposition qui comprennent la période.

Maintien de
la responsa-
bilité

(11) Les règles suivantes s'appliquent si une personne est administrateur d'un régime d'avantages sociaux du fait qu'elle est associée dans le cadre d'une société en nom collectif qui exploite en Ontario l'entreprise consistant à administrer le régime :

Société en
nom collectif

1. La personne est considérée comme un administrateur ontarien du régime pour une année d'imposition si la société en nom collectif est considérée comme ayant un établissement permanent en Ontario aux fins de la présente loi ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour un exercice financier qui se termine pendant l'année d'imposition de la personne.
2. La personne est réputée être tenue de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour une année d'imposition tous les montants

of the plan determined according to the following formula:

$$T = P \times R$$

Where:

“T” is an amount of tax the person shall be deemed to be required to collect and pay over to the Minister under this section for the taxation year;

“P” is the amount of tax that would be required, if the partnership were an Ontario administrator of the plan, to be collected and paid over to the Minister by the partnership under this section for a fiscal period of the partnership ending in the person’s taxation year; and

“R” is the percentage of the income or loss of the partnership to which the person is entitled for the same fiscal period of the partnership ending in the person’s taxation year.

3. The person may deliver a return under this Act jointly with other partners of the partnership who are Ontario administrators of the plan, if all terms and conditions as may be specified from time to time by the Minister that entitle partners to deliver a joint return have been satisfied.
4. A return delivered under paragraph 3 shall be in a form approved by the Minister and shall contain the information specified by the Minister.

Saving,
funded
benefit plan

(12) For the purposes of this Act, a funded benefit plan does not cease to be a funded benefit plan even though at the end of any month the balance in the plan does not exceed the amount required for the payment of benefits foreseeable and payable within 30 days thereafter, so long as the contributions required to fund the plan are made within the following 30 days.

Discretionary
tax relief

(13) The Minister may remit an amount of tax payable under subsection 2 (2.1) that has been calculated by reference to the amount of a benefit paid under an unfunded benefit plan if the unfunded plan was previously a funded plan and the Minister is satisfied that the amount of the benefit was included in the determination of an amount of tax paid under subsection 2 (2.1) in respect of contributions

d’impôt à l’égard du régime qui sont calculés selon la formule suivante :

$$T = P \times R$$

où :

«T» représente le montant d’impôt que la personne est réputée être tenue de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour l’année d’imposition;

«P» représente le montant d’impôt que la société en nom collectif serait tenue, si elle était un administrateur ontarien du régime, de percevoir et de verser au ministre aux termes du présent article pour un exercice financier de la société qui se termine pendant l’année d’imposition de la personne;

«R» représente le pourcentage du revenu ou de la perte de la société en nom collectif auquel la personne a droit pour le même exercice financier de la société qui se termine pendant l’année d’imposition de la personne.

3. La personne peut remettre la déclaration prévue par la présente loi conjointement avec d’autres associés de la société en nom collectif qui sont des administrateurs ontariens du régime s’il est satisfait à toutes les conditions précisées par le ministre qui donnent le droit aux associés de remettre une déclaration commune.
4. La déclaration remise en vertu de la disposition 3 est rédigée selon la formule approuvée par le ministre et contient les renseignements précisés par lui.

(12) Aux fins de la présente loi, un régime d’avantages sociaux par capitalisation ne cesse pas d’être un tel régime même si, à la fin d’un mois quelconque, le solde du régime ne dépasse pas le montant nécessaire au versement des prestations prévisibles et payables dans les 30 jours, tant que les cotisations nécessaires à la capitalisation du régime sont versées dans les 30 jours suivants.

Exception,
régime par
capitalisation

(13) Le ministre peut remettre un montant d’impôt payable aux termes du paragraphe 2 (2.1) qui a été calculé par rapport au montant d’une prestation versée dans le cadre d’un régime d’avantages sociaux sans capitalisation si ce régime était auparavant un régime par capitalisation et si le ministre est convaincu qu’il a été tenu compte du montant de la prestation lors de la détermination d’un montant d’impôt payé aux termes du para-

Allégement
fiscal discrétionnaire

made to the plan when it was a funded benefit plan.

(2) Section 74.2 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to contributions made to funded benefit plans, benefits paid under unfunded benefit plans and administration fees paid in respect of benefit plans after June 30, 1993.

10. (1) Subsection 76 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) Where a person, acting or purporting to act on behalf of a corporation, knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence in the carrying out of any duty or obligation imposed by or under this Act, makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of, an incorrect statement or omission (in this subsection referred to as a "false statement") in a return, certificate, statement or answer (in this subsection referred to as a "return") delivered or made in respect of a taxation year as required by or under this Act or the regulations, the corporation is liable to a penalty of the greater of \$100 and 50 per cent of the total of,

(a) the amount, if any, by which,

(i) the tax for the year that would be payable by the corporation under this Act if its taxable income or other subject of tax for the year were computed by adding to the taxable income for the year, or other subject of tax reported by it in its return for the year, that portion of the understatement of income, or of any other subject of tax, for the year, as applicable, that is reasonably attributable to the false statement, and if the tax payable for the year under this Act were computed by subtracting from the deductions from tax otherwise payable by the corporation for the year such portion of any such deduction that may reasonably be attributable to the false statement,

exceeds,

(ii) the tax for the year that would be payable by the corporation under this Act had the tax payable for the year been assessed on the basis

phé 2 (2.1) à l'égard de cotisations versées au régime lorsqu'il était un régime par capitalisation.

(2) L'article 74.2 de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux cotisations versées aux régimes d'avantages sociaux par capitalisation, aux prestations versées dans le cadre de régimes d'avantages sociaux sans capitalisation et aux frais d'administration payés à l'égard de régimes d'avantages sociaux après le 30 juin 1993.

10. (1) Le paragraphe 76 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) Si une personne agissant ou prétendant agir pour le compte d'une corporation, sciemment ou dans des circonstances qui justifient l'imputation d'une faute lourde dans l'exercice d'une fonction ou l'acquiescement d'une obligation imposée par la présente loi ou en vertu de celle-ci, fait une affirmation inexacte ou une omission (appelée «faux énoncé» au présent paragraphe) dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse (appelé «déclaration» au présent paragraphe) remis ou fait relativement à l'année d'imposition, comme l'exigent la présente loi ou les règlements ou en vertu de ceux-ci, ou participe, consent ou acquiesce à un tel acte ou à une telle omission, la corporation est passible d'une pénalité de 100 \$ ou, si ce montant lui est supérieur, de 50 pour cent du total des montants suivants :

a) l'excédent éventuel :

(i) de l'impôt pour l'année qui serait payable par la corporation aux termes de la présente loi si son revenu imposable ou tout autre montant assujéti à l'impôt pour l'année était calculé en ajoutant au revenu imposable de l'année ou à l'autre montant assujéti à l'impôt qu'elle indique dans sa déclaration pour l'année la partie du revenu déclaré en moins ou de l'autre montant assujéti à l'impôt pour l'année, selon le cas, qui peut raisonnablement être attribuée au faux énoncé, et, si l'impôt payable pour l'année aux termes de la présente loi était calculé en soustrayant des déductions de l'impôt payable par ailleurs par la corporation pour l'année, la partie de ces déductions qui peut raisonnablement être attribuée au faux énoncé,

sur :

(ii) l'impôt pour l'année qui serait payable par la corporation aux termes de la présente loi si son impôt payable pour l'année avait

Penalty for
false
statements

Pénalité pour
faux énoncé

of the information provided in the return for the taxation year; and

(b) the amount, if any, by which,

- (i) the amount that would be deemed by subsection 43.2 (4) to be paid for the year by the corporation if that amount were calculated by reference to the amount of the tax credit claimed by the corporation for the year under that subsection as a payment made on account of its tax for the year,

exceeds,

- (ii) the maximum amount that the corporation is entitled to claim for the year under subsection 43.2 (4) as a deemed payment on account of its tax payable for the year.

(2) Subsection 76 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is amended by striking out “and” at the end of clause (a), by adding “and” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

(c) the amount, if any, by which,

- (i) the amount that would be deemed by subsection 43.3 (11) to be paid for the year by the corporation if that amount were calculated by reference to the amount of the tax credit claimed by the corporation for the year under that subsection as a payment made on account of its tax for the year,

exceeds,

- (ii) the maximum amount that the corporation is entitled to claim for the year under subsection 43.3 (11) as a deemed payment on account of its tax payable for the year.

(3) Subsection 76 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(4) Clause 76 (6) (c) of the Act, as enacted by subsection (2), applies to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

11. (1) Subsection 78 (5) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 36, is repealed and the following substituted:

fait l'objet d'une cotisation établie sur la foi des renseignements fournis dans la déclaration pour l'année d'imposition;

b) l'excédent éventuel :

- (i) du montant que la corporation serait réputée, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir payé pour l'année s'il avait été calculé par rapport au montant du crédit d'impôt demandé par la corporation pour l'année aux termes de ce paragraphe comme paiement au titre de son impôt pour l'année,

sur :

- (ii) le montant maximal que la corporation a le droit de demander pour l'année aux termes du paragraphe 43.2 (4) comme paiement réputé un paiement au titre de son impôt payable pour l'année.

(2) Le paragraphe 76 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

c) l'excédent éventuel :

- (i) du montant que la corporation serait réputée, aux termes du paragraphe 43.3 (11), avoir payé pour l'année s'il avait été calculé par rapport au montant du crédit d'impôt demandé par la corporation pour l'année aux termes de ce paragraphe comme paiement au titre de son impôt pour l'année,

sur :

- (ii) le montant maximal que la corporation a le droit de demander pour l'année aux termes du paragraphe 43.3 (11) comme paiement réputé un paiement au titre de son impôt payable pour l'année.

(3) Le paragraphe 76 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(4) L'alinéa 76 (6) c) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (2), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

11. (1) Le paragraphe 78 (5) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 36 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(5) Despite clause (2) (a), the amount payable for a taxation year by a corporation to the Minister on or before the last day of any month in the taxation year shall be deemed to be the amount, if any, by which the amount payable for that month as determined under that clause exceeds,

- (a) if the corporation is a mutual fund corporation, one-twelfth of the corporation's capital gains refund for the year, as determined under section 48; and
- (b) one-twelfth of the amount deemed by subsection 43.2 (4) to have been paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the year.

(2) Clause 78 (5) (b) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- (b) one-twelfth of the amounts deemed by subsection 43.2 (4) or 43.3 (11) to have been paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the year.

(3) Subsection 78 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) Instead of paying the instalments required by clause (2) (a) on account of the tax payable for a taxation year, a corporation may pay its tax for the taxation year in accordance with clause (2) (b) if,

- (a) the tax payable by the corporation for the taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, deemed to be tax paid by the corporation under section 43.2 for the taxation year and the amount, if any, of its capital gains refund as determined under section 48 for the taxation year; or
- (b) the tax payable by the corporation for the immediately preceding taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, of its capital gains refund as determined under section 48 for that taxation year.

(4) Clause 78 (6) (a) of the Act, as enacted by subsection (3), is repealed and the following substituted:

- (a) the tax payable by the corporation for the taxation year is less than \$2,000 after deducting the amount, if any, deemed to be tax paid by the corporation under sections 43.2 and 43.3 for the taxation year and the amount, if

Exception

(5) Malgré l'alinéa (2) a), le montant payable par une corporation au ministre pour une année d'imposition au plus tard le dernier jour d'un mois de l'année d'imposition est réputé le montant de l'excédent éventuel du montant payable pour ce mois, déterminé aux termes de cet alinéa, sur :

- a) d'une part, si la corporation est une corporation de fonds mutuels, un douzième de son remboursement au titre des gains en capital pour l'année, déterminé aux termes de l'article 48;
- b) d'autre part, un douzième du montant réputé, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir été payé au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année.

(2) L'alinéa 78 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) d'autre part, un douzième des montants réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4) ou 43.3 (11), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année.

(3) Le paragraphe 78 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) Au lieu de payer les acomptes provisionnels exigés par l'alinéa (2) a) au titre de l'impôt payable pour une année d'imposition, une corporation peut payer son impôt conformément à l'alinéa (2) b) si, selon le cas :

- a) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel réputé être un impôt payé par la corporation aux termes de l'article 43.2 pour l'année et du montant éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour l'année;
- b) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition précédente est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour cette année.

(4) L'alinéa 78 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) l'impôt payable par la corporation pour l'année d'imposition est inférieur à 2 000 \$, après déduction du montant éventuel réputé être un impôt payé par la corporation aux termes des articles 43.2 et 43.3 pour l'année et du montant

Same

Idem

any, of its capital gains refund as determined under section 48 for the taxation year.

(5) Subsection 78 (5) of the Act, as re-enacted by subsection (1), and subsection 78 (6) of the Act, as re-enacted by subsection (3), apply to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(6) Clause 78 (5) (b) of the Act, as re-enacted by subsection (2), and clause 78 (6) (a) of the Act, as re-enacted by subsection (4), apply to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

12. (1) Subclause 79 (2) (b) (i) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 37, is repealed and the following substituted:

- (i) all amounts paid or deemed to be paid by the corporation and applied or deemed to be applied by the Minister on or before the particular day on account of the corporation's liability under this Act for the taxation year and all other amounts not otherwise included under this clause that are credited or applied by the Minister on or before the particular day on account of the corporation's liability under this Act for the taxation year.

(2) In the application of subsection 79 (2) of the Act in respect of a period of time after February 22, 1994 and before August 1, 1995, that subsection shall be deemed to have read as follows:

(2) For the purposes of subsection (1), the "amount paid on account of the tax payable" is the amount paid or deemed to be paid by the corporation on account of the tax payable for the taxation year minus any amounts refunded to the corporation or any amounts applied to other liabilities of the corporation pursuant to section 82.

13. (1) Subsection 80 (1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (b.1) determine the total of the amounts, if any, deemed by subsection 43.2 (4) to be paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the taxation year; and

éventuel de son remboursement au titre des gains en capital, déterminé aux termes de l'article 48, pour l'année.

(5) Le paragraphe 78 (5) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (1), et le paragraphe 78 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (3), s'appliquent aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(6) L'alinéa 78 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (2), et l'alinéa 78 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (4), s'appliquent aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

12. (1) Le sous-alinéa 79 (2) b) (i) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 37 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) tous les montant payés ou réputés avoir été payés par la corporation et affectés ou réputés avoir été affectés par le ministre au plus tard le jour donné au titre des obligations de la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition et tous les autres montants qui ne sont pas compris par ailleurs aux termes du présent alinéa et que le ministre a crédités ou affectés au plus tard le jour donné au titre des obligations de la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition.

(2) Pour l'application du paragraphe 79 (2) de la Loi à l'égard d'une période qui commence après le 22 février 1994 et qui se termine avant le 1^{er} août 1995, ce paragraphe est réputé être libellé comme suit :

(2) Aux fins du paragraphe (1), le «montant payé au titre de l'impôt payable» est le montant que la corporation a payé ou est réputée avoir payé au titre de l'impôt payable pour l'année d'imposition, moins les montants remboursés à la corporation ou affectés à toute autre obligation de la corporation conformément à l'article 82.

13. (1) Le paragraphe 80 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) détermine le total des montants éventuels réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition;

Definition

Définition

(2) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted:

- (b.1) determine the total of the amounts, if any, deemed by subsection 43.2 (4) or 43.3 (11) to be paid on account of the corporation's tax payable under this Act for the taxation year; and

(3) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years of corporations ending after February 22, 1994.

(4) Clause 80 (1) (b.1) of the Act, as re-enacted by subsection (2), applies to taxation years of corporations ending after December 31, 1994.

(5) Subsection 80 (11) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 3, section 16 and 1994, chapter 14, section 38, is further amended,

- (a) by inserting after "may" in the fifth line "reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require"; and
- (b) by striking out "reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require" in the last three lines of the English version.

14. In the application of subsection 82 (7) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 14, section 40, in respect of a period of time after February 22, 1994 and before August 1, 1995, that subsection shall be deemed to have read as follows:

Definition

(7) Except as provided in subsection (6), for the purpose of this section, "overpayment" means the aggregate of all amounts paid or deemed to be paid on account of tax payable for a taxation year minus all amounts payable under this Act, or an amount paid or deemed to be paid where no amount is payable.

Commence-
ment

15. (1) Except as provided in subsections (2) to (6), this Schedule comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Sections 1, 2, 3, 4 and 9 shall be deemed to have come into force on July 1, 1993.

(2) L'alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b.1) détermine le total des montants éventuels réputés, aux termes du paragraphe 43.2 (4) ou 43.3 (11), avoir été payés au titre de l'impôt payable par la corporation aux termes de la présente loi pour l'année d'imposition;

(3) L'alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 22 février 1994.

(4) L'alinéa 80 (1) b.1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (2), s'applique aux années d'imposition des corporations qui se terminent après le 31 décembre 1994.

(5) Le paragraphe 80 (11) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 38 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau :

- a) par insertion, après «également» à la septième ligne, de «établir une nouvelle cotisation ou des cotisations supplémentaires, ou fixer des impôts, des intérêts ou des pénalités, selon ce qu'exigent les circonstances»;
- b) par suppression de «reassess or make additional assessments or assess tax, interest or penalties, as the circumstances require» aux trois dernières lignes de la version anglaise.

14. Pour l'application du paragraphe 82 (7) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 40 du chapitre 14 des Lois de l'Ontario de 1994, à l'égard d'une période qui commence après le 22 février 1994 et qui se termine avant le 1^{er} août 1995, ce paragraphe est réputé être libellé comme suit :

Définition

(7) Sous réserve du paragraphe (6), aux fins du présent article, le terme «paiement en trop» s'entend du total des montants payés ou réputés avoir été payés au titre de l'impôt payable pour une année d'imposition, moins tous les montants payables aux termes de la présente loi, ou d'un montant payé ou réputé avoir été payé si aucun montant n'est payable.

Entrée en
vigueur

15. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6), la présente annexe entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les articles 1, 2, 3, 4 et 9 sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

(3) Section 5 shall be deemed to have come into force on July 1, 1994.

(4) Section 6, subsections 10 (1) and (3), subsections 11 (1), (3) and (5), section 12, subsections 13 (1) and (3) and section 14 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994.

(5) Section 8 shall be deemed to have come into force on January 1, 1994.

(6) Section 7 and subsections 10 (2) and (4), 11 (2), (4) and (6) and 13 (2) and (4) shall be deemed to have come into force on January 1, 1995.

(7) Subsection 13 (5) shall be deemed to have come into force on December 31, 1991.

(3) L'article 5 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 1994.

(4) L'article 6, les paragraphes 10 (1) et (3), les paragraphes 11 (1), (3) et (5), l'article 12, les paragraphes 13 (1) et (3) et l'article 14 sont réputés être entrés en vigueur le 23 février 1994.

(5) L'article 8 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

(6) L'article 7 et les paragraphes 10 (2) et (4), 11 (2), (4) et (6) et 13 (2) et (4) sont réputés être entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1995.

(7) Le paragraphe 13 (5) est réputé être entré en vigueur le 31 décembre 1991.

SCHEDULE C AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

1. Subsection 1 (1) of the *Income Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 29, section 1, is further amended by adding the following definition:

“mining reclamation trust” means a trust in respect of a mine located in Ontario that is a mining reclamation trust as defined in subsection 248 (1) of the Federal Act. (“fiducie de restauration minière”)

2. The Act is amended by adding the following section:

2.1 Every trust that is a mining reclamation trust at the end of a taxation year is liable to a tax for the year in the amount determined under section 4.1.

3. Subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 25, section 1 and amended by 1993, chapter 29, section 3, is further amended by striking out “this Act” in the second line and substituting “section 4”.

4. The definition of “tax payable under the Federal Act” in subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “127.2 or 127.4” in the eighth line and substituting “127.2, 127.4 or 127.41”.

5. The Act is amended by adding the following section:

4.1 The amount of tax payable under section 2.1 by a mining reclamation trust for a taxation year is 15.5 per cent of the trust’s income for the year that is subject to tax under Part XII.4 of the Federal Act.

6. Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:

6. An individual who is exempt from tax under Part I of the Federal Act in respect of a period of time, by virtue of subsection 149 (1) of the Federal Act, shall be exempt for the same period from tax payable under this Act, other than tax payable under section 2.1.

7. Section 7 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55 and amended by 1993, chapter 29, section 5, is further amended by adding the following subsection:

ANNEXE C MODIFICATION DE LA LOI DE L’IMPÔT SUR LE REVENU

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«fiducie de restauration minière» Fiducie de restauration minière au sens du paragraphe 248 (1) de la loi fédérale qui est constituée à l’égard d’une mine située en Ontario. («mining reclamation trust»)

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

2.1 Toute fiducie qui est une fiducie de restauration minière à la fin d’une année d’imposition est assujettie, pour l’année, à un impôt dont le montant est calculé aux termes de l’article 4.1.

3. Le paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 1 du chapitre 25 des Lois de l’Ontario de 1992 et modifié par l’article 3 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «de la présente loi» aux deuxième et troisième lignes, de «de l’article 4».

4. La définition de «impôt payable aux termes de la loi fédérale» au paragraphe 4 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «127.2 ou 127.4» à la neuvième ligne, de «127.2, 127.4 ou 127.41».

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

4.1 Le montant de l’impôt payable pour une année d’imposition aux termes de l’article 2.1 par une fiducie de restauration minière est de 15,5 pour cent du revenu de la fiducie pour l’année qui est imposable aux termes de la partie XII.4 de la loi fédérale.

6. L’article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. Le particulier qui est exempt d’impôt aux termes de la partie I de la loi fédérale à l’égard d’une période donnée en raison du paragraphe 149 (1) de cette loi est exempt, pour la même période, de l’impôt payable aux termes de la présente loi, à l’exception de l’impôt payable aux termes de l’article 2.1.

7. L’article 7 de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 55 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1992 et modifié par l’article 5 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Tax on
mining
reclamation
trust

Mining
reclamation
trust

Tax
exemption

Impôt sur les
fiducies de
restauration
minière

Fiducie de
restauration
minière

Exemption
fiscale

Same

(5) This section does not apply to a mining reclamation trust in respect of tax payable under section 2.1.

8. (1) Clause (c) of the definition of “individual” in subsection 8 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55 and 1993, chapter 29, section 6, is further amended,

- (a) by striking out “subsection (8.1) or (9)” in the amendment of 1992 and substituting “subsections (8.1), (8.3), (8.4) and (9)”; and
- (b) by striking out “or” at the end of clause (b), by inserting “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:
- (d) a mining reclamation trust.

(2) Section 8 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 55, 1992, chapter 25, section 3, 1993, chapter 29, section 6 and 1994, chapter 17, section 99 is further amended by adding the following subsections:

Mining reclamation trust tax credit

(8.3) An individual who is a beneficiary of a mining reclamation trust may deduct from tax otherwise payable under this Act for a taxation year an amount not exceeding the amount of the individual’s mining reclamation trust tax credit for the year.

Amount of mining reclamation trust tax credit

(8.4) The amount of an individual’s mining reclamation trust tax credit for a taxation year is the amount that would be determined under subsection 127.41 (1) of the *Income Tax Act* (Canada) to be the amount of the individual’s “Part XII.4 tax credit” for the taxation year if the tax payable under Part XII.4 of the *Income Tax Act* (Canada) by a mining reclamation trust for a taxation year ending in the individual’s taxation year equalled the amount of tax payable by the trust for that year under section 2.1.

Commencement and application

9. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Section 1 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994.

(3) Sections 2 to 8 shall be deemed to have come into force on February 23, 1994 and shall apply to taxation years ending after February 22, 1994.

Idem

(5) Le présent article ne s’applique pas à une fiducie de restauration minière à l’égard de l’impôt payable aux termes de l’article 2.1.

8. (1) L’alinéa c) de la définition de «particulier» au paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 55 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1992 et par l’article 6 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau :

- a) par substitution, à «paragraphe (8.1) ou (9)» dans la modification de 1992, de «paragraphe (8.1), (8.3), (8.4) et (9)»; et
- b) par adjonction de l’alinéa suivant :

d) une fiducie de restauration minière.

(2) L’article 8 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 55 du chapitre 18 et l’article 3 du chapitre 25 des Lois de l’Ontario de 1992, par l’article 6 du chapitre 29 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article 99 du chapitre 17 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(8.3) Le particulier qui est bénéficiaire d’une fiducie de restauration minière peut déduire de l’impôt payable par ailleurs pour une année d’imposition aux termes de la présente loi un montant qui ne dépasse pas le montant de son crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière pour l’année.

Crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière

(8.4) Le montant du crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière d’un particulier pour une année d’imposition est le montant qui serait calculé aux termes du paragraphe 127.41 (1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada) comme étant le montant de son «crédit d’impôt de la partie XII.4» pour l’année d’imposition si l’impôt payable aux termes de la partie XII.4 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* (Canada) par une fiducie de restauration minière pour une année d’imposition qui se termine pendant l’année d’imposition du particulier est égal au montant de l’impôt payable par la fiducie pour cette année aux termes de l’article 2.1.

Montant du crédit d’impôt au titre d’une fiducie de restauration minière

9. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) L’article 1 est réputé être entré en vigueur le 23 février 1994.

(3) Les articles 2 à 8 sont réputés être entrés en vigueur le 23 février 1994 et s’appliquent aux années d’imposition qui se terminent après le 22 février 1994.

Entrée en vigueur et champ d’application

SCHEDULE D ONTARIO LOAN ACT, 1996

Borrowing authorized	1. (1) The Lieutenant Governor in Council may borrow in any manner provided by the <i>Financial Administration Act</i> such sums, not exceeding a total aggregate amount of \$5.6 billion as are considered necessary to discharge any indebtedness or obligation of Ontario, to make any payment authorized or required by any Act to be made out of the Consolidated Revenue Fund or to reimburse the Consolidated Revenue Fund for money expended for any of such purposes.
Other Acts	(2) The authority to borrow conferred by this Act is in addition to that conferred by any other Act.
Expiry	2. No order in council authorizing borrowing under this Act shall be made after December 31, 1996.
Commencement	3. This Schedule comes into force on the day the <i>Savings and Restructuring Act, 1996</i> receives Royal Assent.
Short title	4. The short title of the Act set out in this Schedule is the <i>Ontario Loan Act, 1996</i> .

ANNEXE D LOI DE 1996 SUR LES EMPRUNTS DE L'ONTARIO

1. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, conformément à la <i>Loi sur l'administration financière</i> et pour un montant total ne dépassant pas 5,6 milliards de dollars, contracter les emprunts jugés nécessaires afin d'acquitter une dette ou un engagement de l'Ontario, d'effectuer un paiement prélevé sur le Trésor qui est autorisé ou requis par une loi ou de rembourser le Trésor des sommes d'argent utilisées à ces fins.	Autorisation d'emprunter
(2) L'autorisation d'emprunter que confère la présente loi s'ajoute aux autorisations conférées par d'autres lois.	Autres lois
2. Nul décret autorisant un emprunt en vertu de la présente loi n'est pris après le 31 décembre 1996.	Cessation d'effet
3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la <i>Loi de 1996 sur les économies et la restructuration</i> reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
4. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est <i>Loi de 1996 sur les emprunts de l'Ontario</i> .	Titre abrégé

SCHEDULE E
AMENDMENTS TO THE CAPITAL
INVESTMENT PLAN ACT, 1993 AND
THE HIGHWAY TRAFFIC ACT
RELATING TO TOLL HIGHWAYS

CAPITAL INVESTMENT PLAN ACT, 1993

1. (1) Section 38 of the *Capital Investment Plan Act, 1993* is amended by adding the following definitions:

“holder”, “permit” and “validate” have the same meanings as in section 6 of the *Highway Traffic Act*; (“titulaire”, “certificat d’immatriculation”, “valider”)

“toll device” means a toll device prescribed under clause 191.4 (a) of the *Highway Traffic Act*. (“appareil à péage”)

(2) Section 43 of the Act is repealed and the following substituted:

43. (1) If a toll charged for operating a vehicle on a toll highway is not paid, the Corporation may serve on the holder of the permit for the vehicle or, if a toll device was affixed to the vehicle, on the holder to whom the toll device is registered, a notice of failure to pay a toll setting out the amount of the toll, the applicable administrative fee or fees and the interest rate that may be charged on unpaid tolls and fees.

(2) The notice shall state that the holder named in the notice may dispute the matter on the ground that another person was in possession of the vehicle involved without the holder’s consent, that another person was in possession of the toll device registered to the holder and affixed to the vehicle involved without the holder’s consent, that the holder named in the notice is not the holder of the permit for the vehicle involved or that the holder named in the notice is not the holder to whom the toll device that was affixed to the vehicle involved is registered.

(3) The notice shall also state that if a toll, fee or any interest charged on the toll or fee are unpaid after the 30-day period referred to in subsection (4),

- (a) the Registrar of Motor Vehicles may not validate the permit or may not issue a permit for the vehicle in respect of which the toll, fee or interest is owed; and

ANNEXE E
MODIFICATION DE LA LOI DE 1993
SUR LE PLAN D’INVESTISSEMENT
ET DU CODE DE LA ROUTE EN CE
QUI CONCERNE LES VOIES
PUBLIQUES À PÉAGE

LOI DE 1993 SUR LE PLAN D’INVESTISSEMENT

1. (1) L’article 38 de la *Loi de 1993 sur le plan d’investissement* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«appareil à péage» Appareil à péage prescrit en vertu de l’alinéa 191.4 a) du *Code de la route*. («toll device»)

«certificat d’immatriculation», «titulaire» et «valider» S’entendent au sens de l’article 6 du *Code de la route*. («permit», «holder», «validate»)

(2) L’article 43 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

43. (1) Si un péage demandé pour conduire un véhicule sur une voie publique à péage n’est pas payé, la Société peut signifier au titulaire du certificat d’immatriculation du véhicule ou, si un appareil à péage était fixé au véhicule, au titulaire au nom duquel l’appareil à péage est immatriculé un avis de défaut de paiement d’un péage indiquant le montant du péage, les frais d’administration applicables et le taux d’intérêt qui peut être imposé sur les péages et frais impayés.

(2) L’avis indique que le titulaire qui y est nommé peut contester la question pour le motif qu’une autre personne était en possession du véhicule en cause sans sa permission, qu’une autre personne était en possession de l’appareil à péage immatriculé au nom du titulaire et fixé au véhicule en cause sans sa permission, qu’il n’est pas le titulaire du certificat d’immatriculation du véhicule en cause ou qu’il n’est pas le titulaire au nom duquel est immatriculé l’appareil à péage qui était fixé au véhicule en cause.

(3) L’avis indique également que si un péage, des frais ou des intérêts imposés sur le péage ou les frais demeurent impayés une fois écoulé le délai de 30 jours visé au paragraphe (4) :

- a) d’une part, le registrateur des véhicules automobiles ne peut pas valider le certificat d’immatriculation du véhicule à l’égard duquel le péage, les frais ou les intérêts sont dus ni ne peut délivrer de certificat d’immatriculation pour ce véhicule;

Payment of
tolls,
enforcement

Content of
notice

Same

Paiement des
péages, re-
couvrement

Contenu de
l’avis

Idem

- (b) the Corporation may file a notice of lien and charge against the holder's real and personal property in respect of unpaid tolls, fees and interest.

- b) d'autre part, la Société peut déposer un avis de privilège et de sûreté réelle grevant les biens meubles et immeubles du titulaire à l'égard des péages, frais et intérêts impayés.

Payment to be made

(4) The holder shall pay the amount of a toll and fee within 30 days of the date on which the notice is deemed by subsection (16) to be received.

(4) Le titulaire paie le montant du péage et des frais au plus tard 30 jours après que l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçu.

Païement obligatoire

Interest on unpaid tolls and fees

(5) The Corporation may charge interest on tolls and fees outstanding after the 30-day period referred to in subsection (4) and such interest continues to accrue even if the holder disputes or appeals a toll.

(5) La Société peut imposer des intérêts sur les péages et frais qui demeurent impayés une fois écoulé le délai de 30 jours visé au paragraphe (4) et ces intérêts continuent de s'accumuler même si le titulaire conteste un péage ou interjette appel à son égard.

Intérêts sur les péages et frais impayés

Registrar notified

(6) If a toll or fee is not paid within the 30-day period, the Corporation may in writing notify the Registrar of Motor Vehicles of the failure to pay and, if the holder pays the toll, fee and interest after the Registrar has been notified of the failure to pay, the Corporation shall notify the Registrar in writing of the payment.

(6) Si un péage ou des frais ne sont pas payés dans le délai de 30 jours, la Société peut en aviser par écrit le registrateur des véhicules automobiles et, si le titulaire paie le péage, les frais et les intérêts après que le registrateur a été avisé du défaut de paiement, elle en avise par écrit le registrateur.

Avis au registrateur

Registrar's action

(7) Upon receipt of a notification of failure to pay under subsection (6), the Registrar of Motor Vehicles shall refuse to validate the permit for the vehicle in respect of which a toll, fee or interest is owed or to issue any permit to the holder for that vehicle until the Registrar is notified by the Corporation that the holder has paid the toll, fee and interest.

(7) Dès qu'il est avisé du défaut de paiement aux termes du paragraphe (6), le registrateur des véhicules automobiles refuse de valider le certificat d'immatriculation du véhicule à l'égard duquel un péage, des frais ou des intérêts sont dus ou de délivrer un certificat d'immatriculation au titulaire pour ce véhicule jusqu'à ce que le registrateur soit avisé par la Société que le titulaire a payé le péage, les frais et les intérêts.

Refus du registrateur

Dispute

(8) A holder who wishes to dispute a notice of failure to pay a toll shall serve written submissions on the Corporation within 30 days of the date on which the notice is deemed by subsection (16) to be received.

(8) Le titulaire qui désire contester un avis de défaut de paiement d'un péage signifie des observations écrites à la Société au plus tard 30 jours après que l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçu.

Contestation

Corporation's decision

(9) The Corporation shall decide whether or not the holder owes a toll and fee as set out in the notice on the basis of the written submissions and shall,

(9) La Société décide, sur la foi des observations écrites, si le titulaire est débiteur du péage et des frais indiqués dans l'avis et elle fait ce qui suit :

Décision de la Société

- (a) serve its written decision on the holder; and

- a) elle signifie sa décision écrite au titulaire;

- (b) notify the Registrar of Motor Vehicles in writing if its decision is that the holder does not owe the toll and fee.

- b) si elle décide que le titulaire n'est pas débiteur du péage et des frais, elle en avise par écrit le registrateur des véhicules automobiles.

Appeal to Registrar

(10) A holder who wishes to appeal the decision of the Corporation on a ground set out in subsection (2) shall serve written submissions on the Registrar of Motor Vehicles and on the Corporation within 30 days of the date on which the Corporation's decision is deemed by subsection (16) to be received.

(10) Le titulaire qui désire interjeter appel de la décision de la Société pour un motif mentionné au paragraphe (2) signifie des observations écrites au registrateur des véhicules automobiles et à la Société au plus tard 30 jours après que la décision est réputée, aux termes du paragraphe (16), avoir été reçue.

Appel devant le registrateur

Same

(11) The Registrar shall review the written submissions and may decide the matter on the basis of the written submissions or, if he or she

(11) Le registrateur examine les observations écrites et peut soit prendre une décision sur la foi de ces observations, soit tenir une

Idem

thinks it is appropriate, may hold a hearing into the matter.

Hearing (12) If a hearing is to be held, the Registrar shall notify the holder and the Corporation of its time and place.

Registrar's decision (13) The Registrar shall decide whether or not the holder owes a toll and fee as set out in the notice, and the decision of the Registrar is final and not subject to appeal.

Corporation to repay toll, etc. (14) The Registrar shall give the holder and the Corporation his or her decision in writing and if the decision is that the holder does not owe the toll and fee as set out in the notice, the Corporation shall repay to the holder any toll, fee and interest that were paid to the Corporation and subsequently determined not to be owed.

Appointees (15) The Corporation and the Registrar may appoint any person to consider submissions and hold hearings under this section and this section applies to such appointee as if the appointee were the Corporation or Registrar.

Notices, decisions deemed received (16) A notice under subsection (1) and the Corporation's decision under subsection (9) shall be served on a holder by pre-paid ordinary mail and the holder shall be deemed to have received the notice and the decision on the 5th day after the date on which the notice or decision was issued.

Interpretation (17) For the purposes of this section, a vehicle in respect of which a toll, fee or interest is owed is,

- (a) the vehicle that was being operated on the toll highway when the toll was charged; or
- (b) if a toll device was affixed to the vehicle that was being operated on the toll highway when the toll was charged, the vehicle to which the toll device is registered.

(3) The Act is amended by adding the following section:

Lien on real property 43.1 (1) Any toll, fee or interest payable under this Part by any person is, upon registration by the Corporation in the proper land registry office of a notice claiming a lien and charge conferred by this section, a lien and charge on any interest the person who owes the toll, fee or interest has in the real property described in the notice.

Lien on personal property (2) Any toll, fee or interest payable under this Part by any person is, upon registration by the Corporation with the registrar under the *Personal Property Security Act* of a notice

audience sur la question s'il l'estime approprié.

(12) Si une audience est prévue, le registra-
teur avise le titulaire et la Société de la date,
de l'heure et du lieu de l'audience.

(13) Le registrateur décide si le titulaire est
débiteur du péage et des frais indiqués dans
l'avis et sa décision est définitive.

(14) Le registrateur communique sa déci-
sion par écrit au titulaire et à la Société. S'il
décide que le titulaire n'est pas débiteur du
péage et des frais indiqués dans l'avis, la So-
ciété rembourse au titulaire le péage, les frais
et les intérêts qu'il lui a payés et qui, selon la
décision, n'étaient pas dus.

(15) La Société et le registrateur peuvent
nommer quiconque pour examiner les obser-
vations et tenir les audiences visées au présent
article et celui-ci s'applique à ce délégué com-
me s'il était lui-même la Société ou le regis-
trateur.

(16) L'avis visé au paragraphe (1) et la déci-
sion que la Société a prise aux termes du
paragraphe (9) sont signifiés au titulaire par
courrier ordinaire affranchi et le titulaire est
réputé avoir reçu l'avis et la décision le cin-
quième jour après que l'avis a été délivré ou
que la décision a été prise.

(17) Pour l'application du présent article,
un véhicule à l'égard duquel un péage, des
frais ou des intérêts sont dus est :

- a) le véhicule qui était conduit sur la voie
publique à péage quand le péage a été
demandé;
- b) si un appareil à péage était fixé au véhi-
cule qui était conduit sur la voie publi-
que à péage quand le péage a été de-
mandé, le véhicule pour lequel
l'appareil à péage est immatriculé.

(3) La Loi est modifiée par adjonction de
l'article suivant :

43.1 (1) Dès l'enregistrement par la Socié-
té, au bureau d'enregistrement immobilier
compétent, d'un avis de revendication du pri-
vilège et de la sûreté réelle accordés par le
présent article, les péages, frais ou intérêts
payables par une personne aux termes de la
présente partie constituent un privilège et une
sûreté réelle grevant tout intérêt qu'a cette
personne sur le bien immeuble visé dans
l'avis.

(2) Dès l'enregistrement par la Société au-
près du registrateur, aux termes de la *Loi sur
les sûretés mobilières*, d'un avis de revendica-
tion du privilège et de la sûreté réelle accordés

Audience

Décision du
registrateurRembourse-
ment par la
Société

Délégués

Avis ou déci-
sion réputés
reçusInterpréta-
tionPrivilège sur
des biens im-
meublesPrivilège sur
des biens
meubles

claiming a lien and charge under this section, a lien and charge on any interest in personal property in Ontario owned or held at the time of registration or acquired afterwards by the person who owes the toll, fee or interest.

par le présent article, les péages, frais ou intérêts payables par une personne aux termes de la présente partie constituent un privilège et une sûreté réelle grevant tout intérêt sur des biens meubles en Ontario qui, au moment de l'enregistrement, appartiennent à cette personne ou sont détenus par elle ou qu'elle acquiert par la suite.

Amounts
included and
priority

(3) The lien and charge conferred by subsection (1) or (2) is in respect of all tolls, fees and interest which are payable by the person under this Part at the time of registration of the notice or any renewal of it and all tolls, fees and interest which afterwards become payable by the person while the notice remains registered and, upon registration of a notice of lien and charge, the lien and charge has priority over,

- (a) any perfected security interest registered after the notice is registered;
- (b) any security interest perfected by possession after the notice is registered; and
- (c) any encumbrance or other claim that is registered against or that otherwise arises and affects the person's property after the notice is registered.

(3) Le privilège et la sûreté réelle accordés par le paragraphe (1) ou (2) portent sur tous les péages, frais et intérêts payables par la personne aux termes de la présente partie au moment de l'enregistrement de l'avis ou du renouvellement de celui-ci et sur tous les péages, frais et intérêts qui deviennent payables par elle par la suite tant que l'avis demeure enregistré. Dès l'enregistrement d'un avis de privilège et de sûreté réelle, ce privilège et cette sûreté réelle ont priorité sur :

- a) une sûreté opposable enregistrée après l'enregistrement de l'avis;
- b) une sûreté rendue opposable par possession après l'enregistrement de l'avis;
- c) une réclamation, notamment une charge, qui est enregistrée à l'égard du bien de la personne, ou qui survient et a une incidence sur celui-ci, après l'enregistrement de l'avis.

Montants
compris et
priorité

Exception

(4) For the purposes of subsection (3), a notice of lien and charge under subsection (2) does not have priority over a perfected purchase money security interest in collateral or its proceeds and shall be deemed to be a security interest perfected by registration for the purpose of the priority rules under section 28 of the *Personal Property Security Act*.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), l'avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) n'a pas priorité sur une sûreté en garantie du prix d'acquisition portant sur des biens grevés ou sur leur produit qui a été rendue opposable, et il est réputé être une sûreté rendue opposable par enregistrement aux fins des règles de priorité prévues à l'article 28 de la *Loi sur les sûretés mobilières*.

Exception

Lien effective

(5) A notice of lien and charge under subsection (2) is effective from the time assigned to its registration by the registrar or branch registrar and expires on the third anniversary of its registration unless a renewal notice of lien and charge is registered under this section before the end of the three-year period, in which case the lien and charge remains in effect for a further three-year period from the date the renewal notice is registered.

(5) L'avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) prend effet au moment de son enregistrement par le registrateur ou le registrateur régional et s'éteint le jour du troisième anniversaire de l'enregistrement, sauf si un avis de renouvellement est enregistré conformément au présent article avant la fin de cette période de trois ans, auquel cas le privilège et la sûreté réelle conservent leur effet pendant une autre période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement.

Prise d'effet
du privilège

Same

(6) Where any toll, fee or interest remains outstanding and unpaid at the end of the three-year period, or its renewal, referred to in subsection (5), the Corporation may register a renewal notice of lien and charge; the lien and charge remains in effect for a three-year period from the date the renewal notice is registered, until the tolls, fees and interest are fully paid, and shall be deemed to be continuously registered since the initial notice of lien

(6) Si des péages, frais ou intérêts sont impayés à la fin de la période de trois ans ou de son renouvellement visés au paragraphe (5), la Société peut enregistrer un avis de renouvellement de privilège et de sûreté réelle. Ce privilège et cette sûreté réelle conservent leur effet pendant une période de trois ans à partir de la date d'enregistrement de l'avis de renouvellement, jusqu'à ce que les péages, frais et intérêts soient payés en totalité, et sont réputés

Idem

and charge was registered under subsection (2).

Where person not registered owner

(7) Where a person has an interest in real property but is not shown as its registered owner in the proper land registry office,

- (a) the notice to be registered under subsection (1) shall recite the interest of the person in the real property; and
- (b) a copy of the notice shall be sent to the registered owner at the owner's last known address.

Secured party

(8) In addition to any other rights and remedies, if tolls, fees or interest owed by a person remain outstanding and unpaid, the Corporation has, in respect of a lien and charge under subsection (2),

- (a) all the rights, remedies and duties of a secured party under sections 17, 59, 61, 62, 63 and 64, subsections 65 (4), (5), (6) and (7) and section 66 of the *Personal Property Security Act*;
- (b) a security interest in the collateral for the purpose of clause 63 (4) (c) of that Act; and
- (c) a security interest in the personal property for the purposes of sections 15 and 16 of the *Repair and Storage Liens Act*, if it is an article as defined in that Act.

Registration of documents

(9) A notice of lien and charge under subsection (2) or any renewal of it shall be in the form of a financing statement or a financing change statement as prescribed under the *Personal Property Security Act* and may be tendered for registration at a branch office established under Part IV of that Act, or by mail addressed to an address prescribed under that Act.

Errors in documents

(10) A notice of lien and charge or any renewal thereof is not invalidated nor is its effect impaired by reason only of an error or omission in the notice or in its execution or registration, unless a reasonable person is likely to be materially misled by the error or omission.

Bankruptcy and Insolvency Act (Canada) unaffected

(11) Subject to Crown rights provided under section 87 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), nothing in this section affects or purports to affect the rights and obligations of any person under that Act.

enregistrés de façon ininterrompue depuis l'enregistrement de l'avis initial de privilège et de sûreté réelle conformément au paragraphe (2).

(7) Si la personne qui a un intérêt sur un bien immeuble n'est pas inscrite comme propriétaire de ce bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent :

- a) l'avis qui doit être enregistré conformément au paragraphe (1) énonce l'intérêt de la personne sur le bien immeuble;
- b) une copie de l'avis est envoyée au propriétaire inscrit, à sa dernière adresse connue.

(8) En plus de ses autres droits et recours, si des péages, frais ou intérêts que doit une personne sont impayés, la Société, à l'égard d'un privilège et d'une sûreté réelle visés au paragraphe (2) :

- a) bénéficie de tous les droits et recours et remplit tous les devoirs d'un créancier garanti que prévoient les articles 17, 59, 61, 62, 63 et 64, les paragraphes 65 (4), (5), (6) et (7) et l'article 66 de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- b) bénéficie d'une sûreté sur les biens grevés pour l'application de l'alinéa 63 (4) c) de cette loi;
- c) bénéficie d'une sûreté sur le bien meuble pour l'application des articles 15 et 16 de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*, s'il s'agit d'un article au sens de cette loi.

(9) Un avis de privilège et de sûreté réelle visé au paragraphe (2) ou un avis de renouvellement est rédigé sous forme d'un état de financement ou d'un état de modification du financement prescrit par la *Loi sur les sûretés mobilières* et peut être présenté à l'enregistrement par remise à un bureau régional établi en vertu de la partie IV de cette loi ou par envoi par la poste à une adresse prescrite par cette loi.

(10) Une erreur ou une omission dans un avis de privilège et de sûreté réelle ou du renouvellement de celui-ci ou encore dans la passation ou l'enregistrement de l'avis n'a pas, par elle-même, pour effet de rendre cet avis nul ni d'en réduire les effets, sauf si l'erreur ou l'omission risque d'induire substantiellement en erreur une personne raisonnable.

(11) Sous réserve des droits de la Couronne prévus à l'article 87 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte ou de prétendre porter atteinte aux droits et obligations de quiconque visés par cette loi.

Cas où la personne n'est pas le propriétaire inscrit

Créancier garanti

Enregistrement de documents

Erreurs dans des documents

Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)

Definition	(12) In this section, “real property” includes fixtures and any interest of a person as lessee of real property.	(12) La définition qui suit s’applique au présent article. «bien immeuble» S’entend en outre des accessoires fixes et de l’intérêt qu’a une personne en tant que locataire d’un bien immeuble.	Définition
Interpretation	(13) For the purpose of subsections (1), (2) and (3), a toll or fee becomes payable after the 30-day period referred to in subsection 43 (4) and interest on a toll or fee becomes payable when it is charged.	(13) Pour l’application des paragraphes (1), (2) et (3), les péages et frais deviennent payables une fois écoulé le délai de 30 jours mentionné au paragraphe 43 (4) et les intérêts à leur égard le deviennent dès qu’ils sont imposés.	Interprétation
Other remedies	(4) Section 44 of the Act is repealed and the following substituted: 44. Actions taken under section 43 or 43.1 are in addition to any other methods of enforcement and collection available at law.	(4) L’article 44 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 44. Les mesures prises en vertu de l’article 43 ou 43.1 s’ajoutent aux autres méthodes de recouvrement et de perception existant en droit.	Autres recours
Agreements re: collection of tolls	(5) Section 45 of the Act is repealed and the following substituted: 45. With the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Corporation may enter into reciprocal arrangements and agreements with a government of another jurisdiction or with a person or agency in another jurisdiction providing for the collection of tolls and any matter related to their collection.	(5) L’article 45 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 45. La Société peut, avec l’approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des arrangements ou accords de réciprocité prévoyant la perception des péages et traitant de toute question se rapportant à leur perception avec le gouvernement d’une autre compétence législative ou avec une personne ou un organisme d’une autre compétence.	Accords de perception des péages
Regulations	(6) Subsection 47 (1) of the Act is repealed and the following substituted: (1) The Corporation may make regulations, (a) exempting any vehicle or class of vehicles from the application of section 43; (b) governing the registration and validation of toll devices; (c) governing methods of paying tolls and fees. (7) Clause 47 (3) (a) of the Act is repealed and the following substituted: (a) prescribing administrative fees, including different fees based on different administrative costs or on such other criteria that the Lieutenant Governor in Council considers reasonable, for the purpose of section 43; (a.1) prescribing fees to commence a dispute or appeal under section 43.	(6) Le paragraphe 47 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : (1) La Société peut, par règlement : a) soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules à l’application de l’article 43; b) régir l’immatriculation et la validation des appareils à péage; c) régir les modes de paiement des péages et des frais. (7) L’alinéa 47 (3) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : a) prescrire des frais d’administration, y compris des frais différents établis en fonction de coûts d’administration différents ou des autres critères que le lieutenant-gouverneur en conseil estime raisonnables, pour l’application de l’article 43; a.1) prescrire les droits pour présenter une contestation ou interjeter appel en vertu de l’article 43.	Rèlements

HIGHWAY TRAFFIC ACT

2. (1) Section 13 of the *Highway Traffic Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 31, section 2 and 1994, chapter 27,

CODE DE LA ROUTE

2. (1) L’article 13 du *Code de la route*, tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 31 des Lois de l’Ontario de 1993 et par l’article

section 138, is further amended by adding the following subsection:

Same

(3.1) The number plates shall not be obstructed by any device or material that prevents the entire number plates including the numbers from being identified by an electronic toll system.

(2) Subsection 13 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 31, section 2, is amended by striking out “subsection (2) or (3)” and substituting “subsection (2), (3) or (3.1)”.

(3) The Act is amended by adding the following Part:

PART X.1 TOLL HIGHWAYS

Definitions

191.1 In this Part,

“electronic toll system” means all of the equipment, including the toll devices prescribed under clause 191.4 (a), that is used to electronically determine the amount of tolls owed and who owes them; (“système de péage électronique”)

“toll highway” means a highway that is designated as a toll highway under Part III of the *Capital Investment Plan Act, 1993*. (“voie publique à péage”)

Toll device required

191.2 (1) No person shall drive a motor vehicle on a toll highway unless a validated toll device, as prescribed under clause 191.4 (a), is affixed to the vehicle in accordance with the regulations made under clause 191.4 (b).

Interpretation

(2) For the purpose of subsection (1), a validated toll device is a toll device that is validated under the *Capital Investment Plan Act, 1993*.

Evasion, etc., prohibited

191.3 (1) No person shall engage in an activity or use any device or material for the purpose of evading, obstructing or interfering with the effective operation of an electronic toll system.

Powers of police officer

(2) A police officer may at any time, without a warrant, stop, enter and search a motor vehicle that he or she has reasonable grounds to believe is equipped with or carries or contains a device or material contrary to subsection (1) and may seize and take away any such device or material found in or upon the motor vehicle.

Forfeiture of device, material

(3) When a person is convicted of an offence under this section, any device or material seized under subsection (2) by means

138 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(3.1) Les plaques d'immatriculation ne doivent être cachées par aucun dispositif ou matériel qui empêche celles-ci tout entières ainsi que les numéros d'être identifiés par un système de péage électronique.

(2) Le paragraphe 13 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, à «paragraphe (2) ou (3)», de «paragraphe (2), (3) ou (3.1)».

(3) La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE X.1 VOIES PUBLIQUES À PÉAGE

191.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

«système de péage électronique» L'ensemble du matériel, y compris les appareils à péage prescrits en vertu de l'alinéa 191.4 a), qui sert à établir électroniquement le montant des péages dus et les débiteurs de ceux-ci. («electronic toll system»)

«voie publique à péage» Voie publique désignée comme voie publique à péage en vertu de la partie III de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. («toll highway»)

191.2 (1) Nul ne doit conduire un véhicule automobile sur une voie publique à péage à moins qu'un appareil à péage validé, prescrit en vertu de l'alinéa 191.4 a), ne soit fixé au véhicule conformément aux règlements pris en application de l'alinéa 191.4 b).

Appareil à péage obligatoire

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un appareil à péage validé est un appareil à péage qui est validé aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*.

Interprétation

191.3 (1) Nul ne doit exercer une activité ni utiliser quelque dispositif ou matériel que ce soit dans le but de gêner le bon fonctionnement d'un système de péage électronique, de contourner un tel système ou de nuire à son bon fonctionnement.

Activités interdites

(2) Un agent de police peut, en tout temps et sans mandat, arrêter un véhicule automobile, y entrer et le fouiller lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que le véhicule automobile est muni d'un dispositif ou de matériel, en contient ou en transporte en contravention avec le paragraphe (1). Il peut saisir et emporter tel dispositif ou matériel trouvé dans le véhicule automobile ou sur celui-ci.

Pouvoirs d'un agent de police

(3) Si une personne est reconnue coupable d'une infraction au présent article, le dispositif ou le matériel saisi en vertu du paragraphe (2)

Confiscation du dispositif ou du matériel

of which the offence was committed is forfeited to the Crown.

Sale of interference device prohibited

(4) No person shall sell, offer or advertise for sale any device or material that is designed or intended to interfere with the effective operation of an electronic toll system.

Regulations

191.4 The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing toll devices for the purpose of section 191.2;
- (b) prescribing the manner in which the toll devices shall be affixed in or on a motor vehicle;
- (c) exempting any vehicle or class of vehicles from the application of section 191.2.

COMMENCEMENT

Commencement

3. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

et au moyen duquel l'infraction a été commise est confisqué au profit de la Couronne.

Vente interdite

(4) Nul ne doit vendre ou mettre en vente un dispositif ou du matériel qui est conçu pour nuire ou destiné à nuire au bon fonctionnement d'un système de péage électronique, ni annoncer la vente de tel dispositif ou matériel.

Rèlements

191.4 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les appareils à péage pour l'application de l'article 191.2;
- b) prescrire la manière dont les appareils à péage doivent être fixés au véhicule automobile ou dans celui-ci;
- c) soustraire tout véhicule ou toute catégorie de véhicules à l'application de l'article 191.2.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE F HEALTH SERVICES RESTRUCTURING

PART I AMENDMENTS TO THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Section 8 of the *Ministry of Health Act* is repealed and the following substituted:

Health Services Restructuring Commission (8. (1) The Lieutenant Governor in Council may establish a body to be known in English as the Health Services Restructuring Commission and in French as Commission de restructuration des services de santé.

Members (2) The members of the Commission shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Corporation (3) The Commission shall be a corporation without share capital composed of the members of the Commission from time to time.

Application of *Corporations Act* (4) The *Corporations Act* does not apply to the Commission, except as provided by the regulations.

Application of *Corporations Information Act* (5) The *Corporations Information Act* does not apply to the Commission.

Capacity and powers (6) The Commission has all the capacity and powers of a natural person necessary for carrying out the Commission's duties except as provided by the regulations.

Duties and powers (7) The Commission shall perform any duties, and may exercise any powers, assigned to it by or under this or any other Act.

Function of Commission (8) The duties and powers assigned to the Commission under this or any other Act shall be duties and powers with respect to the development, establishment and maintenance of an effective and adequate health care system and the restructuring of health care services provided in Ontario communities having regard to district health council reports for those communities.

Same (9) Where a regulation is made assigning a duty to the Commission, the Lieutenant Governor in Council may provide that only specified members of the Commission are to carry out that duty or that only specified members of the Commission are to carry out that duty within a specified geographic area, and where the regulation so provides, any action or deci-

ANNEXE F RESTRUCTURATION DES SERVICES DE SANTÉ

PARTIE I MODIFICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

1. L'article 8 de la *Loi sur le ministère de la Santé* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Commission de restructuration des services de santé (8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un organisme nommé Commission de restructuration des services de santé en français et Health Services Restructuring Commission en anglais.

Membres (2) Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Personne morale (3) La Commission est une personne morale sans capital-actions composée des membres effectifs de la Commission.

Non-application de la *Loi sur les personnes morales* (4) Sauf disposition contraire des règlements, la *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas à la Commission.

Non-application de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* (5) La *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'applique pas à la Commission.

Capacité et pouvoirs (6) Sauf disposition contraire des règlements, la Commission a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Fonctions et pouvoirs (7) La Commission exerce les fonctions, et peut exercer les pouvoirs, qui lui sont attribués par la présente loi ou par toute autre loi, ou en vertu de celles-ci.

Rôle de la Commission (8) Les pouvoirs et les fonctions attribués à la Commission en vertu de la présente loi ou de toute autre loi sont des pouvoirs et des fonctions concernant l'élaboration, l'établissement et le maintien d'un système de soins de santé efficace et adéquat ainsi que la restructuration des services de soins de santé qui sont fournis dans les collectivités de l'Ontario compte tenu des rapports des conseils régionaux de santé à l'égard de ces collectivités.

Idem (9) S'il est pris un règlement qui attribue une fonction à la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prévoir que seuls les membres précisés de la Commission peuvent exercer cette fonction ou que seuls ceux-ci peuvent exercer cette fonction dans une zone géographique précisée et, si le règlement le prévoit, une mesure ou une décision prise

sion of those members shall be deemed to be an action or decision of the Commission.

Mandate of
Commission

(10) The Commission shall be established for a period of up to four years and, at the end of that period,

- (a) the appointments of all the members of the Commission are revoked; and
- (b) the Commission shall cease to perform any duties or to exercise any powers assigned to it under this Act or any other Act.

Review

(11) The Minister may, at any time during the existence of the Commission, appoint one or more persons to review the activities and operations of the Commission and to report on them to the Minister.

Immunity
from liability

(12) No proceeding for damages or otherwise shall be commenced against the Commission or against a member, officer, employee or agent of the Commission for any act done in good faith in the execution or intended execution of any of its or their powers or duties or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any of its or their powers or duties.

2. (1) Section 12 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is further amended by adding the following clause:

- (c.1) assigning powers and duties to the Health Services Restructuring Commission and respecting any conditions with respect to the assignment of those powers and duties.

(2) Clause 12 (d.2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is amended by adding at the end “or to the Health Services Restructuring Commission”.

(3) Clause 12 (d.3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 26, section 74, is amended by adding at the end “or of the Health Services Restructuring Commission”.

PART II AMENDMENTS TO THE PUBLIC HOSPITALS ACT

3. The definition of “provincial aid” in section 1 of the *Public Hospitals Act* is repealed.

par ces membres est réputée une mesure ou une décision prise par la Commission.

(10) La Commission est constituée pour une période maximale de quatre ans au terme de laquelle :

- a) d’une part, les nominations de tous les membres de la Commission sont révoquées;
- b) d’autre part, la Commission cesse d’exercer les fonctions et les pouvoirs qui lui sont attribués en vertu de la présente loi ou de toute autre loi.

(11) Le ministre peut, en tout temps au cours de l’existence de la Commission, nommer une ou plusieurs personnes pour examiner les activités et le fonctionnement de la Commission et présenter au ministre un rapport à ce sujet.

(12) Sont irrecevables les instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre la Commission ou contre un membre, un dirigeant, un employé ou un représentant de celle-ci pour tout acte accompli de bonne foi dans l’exécution ou l’exercice effectifs ou censés tels de ses ou de leurs pouvoirs ou fonctions, ou pour toute négligence ou tout manquement qu’elle ou qu’ils auraient commis dans l’exécution ou l’exercice de bonne foi de ses ou de leurs pouvoirs ou fonctions.

2. (1) L’article 12 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 74 du chapitre 26 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de l’alinéa suivant :

- c.1) attribuer des pouvoirs et des fonctions à la Commission de restructuration des services de santé et traiter des conditions dont est assortie l’attribution de ces pouvoirs et fonctions.

(2) L’alinéa 12 d.2) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 74 du chapitre 26 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «ou à la Commission de restructuration des services de santé».

(3) L’alinéa 12 d.3) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 74 du chapitre 26 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «ou de la Commission de restructuration des services de santé».

PARTIE II MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PUBLICS

3. La définition du terme «aide provinciale» qui figure à l’article 1 de la *Loi sur les hôpitaux publics* est abrogée.

Mandat de la
Commission

Examen

Immunité

4. Section 2 of the Act is amended by adding at the end “or an independent health facility under the *Independent Health Facilities Act*”.

5. (1) Subsection 4 (1) of the Act is amended by inserting “or amalgamate two or more hospitals” after “hospital” in the second line.

(2) Subsection 4 (5) of the Act is amended by adding at the end “if the Minister or the Lieutenant Governor in Council, as the case may be, considers it in the public interest to do so”.

6. Sections 5 and 6 of the Act are repealed and the following substituted:

5. (1) The Minister may pay any grant, make any loan and provide any financial assistance to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.

(2) The Minister may impose terms and conditions on grants, loans and financial assistance provided under this section and may from time to time amend or remove the terms and conditions or impose new terms and conditions.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), the Minister may, as a condition of providing grants, loans and financial assistance under this section, require the recipient of the funds to secure their repayment in the manner determined by the Minister.

(4) The Minister may reduce the amount of any grant, loan or financial assistance, may suspend or terminate any grant, loan or financial assistance or may withhold payment in whole or in part of any grant, loan or financial assistance with respect to a hospital if the Minister considers it in the public interest to do so.

6. (1) The Minister may direct the board of a hospital to cease operating as a public hospital on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so.

(2) The Minister may direct the board of a hospital to do any of the following on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so:

1. To provide specified services to a specified extent or of a specified volume.

4. L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction de « , ni à un établissement de santé autonome régi par la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ».

5. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par insertion de « ou de fusion de deux hôpitaux ou plus » après « morale » à la troisième ligne.

(2) Le paragraphe 4 (5) de la Loi est modifié par adjonction de « si le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, selon le cas, estime que l'intérêt public le justifie ».

6. Les articles 5 et 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

5. (1) Le ministre peut verser une subvention, consentir un prêt ou fournir une aide financière à un hôpital s'il estime que l'intérêt public le justifie.

(2) Le ministre peut assortir de conditions les subventions, les prêts et l'aide financière alloués en vertu du présent article et modifier ou annuler ces conditions ou en imposer de nouvelles.

(3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), le ministre peut exiger, comme condition d'attribution d'une subvention, d'un prêt ou d'une aide financière prévus au présent article, que le bénéficiaire des fonds en garantisse le remboursement de la manière déterminée par le ministre.

(4) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, réduire le montant des subventions, des prêts ou de l'aide financière accordés à un hôpital, en suspendre le versement, mettre fin à ces subventions, à ces prêts ou à cette aide financière, ou en refuser le paiement en totalité ou en partie.

6. (1) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner au conseil d'un hôpital de cesser ses activités à titre d'hôpital public au plus tard à la date indiquée dans l'ordre.

(2) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner au conseil d'un hôpital de prendre, au plus tard à la date indiquée dans l'ordre, l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

1. Fournir des services précisés à un niveau ou selon une quantité précisés.

Payments to hospitals

Terms and conditions

Security for payment

Reduce or terminate grants, etc.

Direction to cease operations

Direction re specified services

Paielements effectués aux hôpitaux

Conditions

Garantie de remboursement

Réduction ou fin des subventions, des prêts ou de l'aide financière

Ordre de cessation des activités

Ordre relatif à des services précisés

2. To cease to provide specified services.

3. To increase or decrease the extent or volume of specified services.

Direction to
amalgamate

(3) The Minister may direct the boards of two or more hospitals to take all necessary steps required for their amalgamation under section 113 of the *Corporations Act* on or before the date set out in the direction where the Minister considers it in the public interest to do so.

Same

(4) When the Minister issues a direction under subsection (3), the Minister's approval of the amalgamation under subsection 4 (1) shall be deemed to be adoption of the amalgamation agreement by all of the members of the amalgamating corporations for the purposes of subsection 113 (3) of the *Corporations Act*.

Notice of
intention

(5) At least 30 days before issuing a direction under subsection (1) or (3), the Minister shall serve notice of intention to issue a direction on the board of the hospital to which the direction will be issued.

Other
direction

(6) The Minister may make any other direction related to a hospital that the Minister considers in the public interest.

Amend,
revoke
direction

(7) The Minister may amend or revoke a direction made under this section where the Minister considers it in the public interest to do so.

Duty of
board

(8) The board of a hospital shall ensure that a direction of the Minister under this section is carried out in accordance with its terms, this Act and the regulations.

Powers of
board

(9) Despite the *Corporations Act*, any special Acts governing hospitals, the letters patent, supplementary letters patent or by-laws of a hospital, the board shall have the unrestricted power to carry out a direction under this section but such powers shall not contravene the provisions of any other Act.

Matters to
consider

(10) The Minister, in issuing directions under subsection (1), (2), (3) or (6), shall have regard to district health council reports for the communities to which the directions relate.

Repeal

(11) This section is repealed on the fourth anniversary of the day section 6 to Schedule F of the *Savings and Restructuring Act, 1996* comes into force.

2. Cesser de fournir des services précisés.

3. Augmenter ou diminuer le niveau ou la quantité des services précisés.

Ordre de
fusionner

(3) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, ordonner aux conseils de deux hôpitaux ou plus de prendre toutes les mesures nécessaires à leur fusion aux termes de l'article 113 de la *Loi sur les personnes morales* au plus tard à la date indiquée dans l'ordre.

Idem

(4) Lorsque le ministre donne un ordre en vertu du paragraphe (3), son approbation de la fusion visée au paragraphe 4 (1) est réputée l'adoption de la convention de fusion par tous les membres des personnes morales qui fusionnent pour l'application du paragraphe 113 (3) de la *Loi sur les personnes morales*.

Avis
d'intention

(5) Au moins 30 jours avant de donner un ordre en vertu du paragraphe (1) ou (3), le ministre signifie un avis d'intention de ce faire au conseil de l'hôpital auquel l'ordre sera donné.

Autre ordre

(6) Le ministre peut donner, relativement à un hôpital, tout autre ordre qu'il estime être dans l'intérêt public.

Modification
ou révoca-
tion de
l'ordre

(7) Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, modifier ou révoquer l'ordre donné en vertu du présent article.

Obligation
du conseil

(8) Le conseil d'un hôpital veille à l'exécution de l'ordre donné par le ministre en vertu du présent article, conformément aux conditions qui y sont énoncées, à la présente loi et aux règlements.

Pouvoirs du
conseil

(9) Malgré la *Loi sur les personnes morales*, toutes lois spéciales régissant les hôpitaux, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou les règlements administratifs d'un hôpital, le conseil a le pouvoir illimité d'exécuter un ordre donné en vertu du présent article. Toutefois, l'exercice de ce pouvoir ne doit pas contrevenir aux dispositions de toute autre loi.

Questions à
prendre en
considération

(10) Lorsqu'il donne des ordres en vertu du paragraphe (1), (2), (3) ou (6), le ministre tient compte des rapports des conseils régionaux de santé à l'égard des collectivités auxquelles les ordres se rapportent.

Abrogation

(11) Le présent article est abrogé au quatrième anniversaire du jour de l'entrée en vigueur de l'article 6 de l'annexe F de la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration*.

7. Subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint one or more persons to investigate and report on the quality of the management and administration of a hospital, the quality of the care and treatment of patients in a hospital or any other matter relating to a hospital where the Lieutenant Governor in Council considers it in the public interest to do so.

8. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:

9. (1) On the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may appoint a person as a hospital supervisor where the Lieutenant Governor in Council considers it in the public interest to do so.

(2) The Minister shall give the board of a hospital at least 14 days notice before recommending to the Lieutenant Governor in Council that a hospital supervisor be appointed.

(3) Subsection (2) does not apply if there are not enough members on the board of a hospital to form a quorum.

(4) The appointment of a hospital supervisor is valid until terminated by order of the Lieutenant Governor in Council.

(5) Unless the appointment provides otherwise, a hospital supervisor has the exclusive right to exercise all of the powers of the board and, where the hospital is owned or operated by a corporation, of the corporation, its officers and members of the corporation.

(6) The Lieutenant Governor in Council may specify the powers and duties of a hospital supervisor appointed under this section and the terms and conditions governing those powers and duties.

(7) If, under the order of the Lieutenant Governor in Council, the board continues to have the right to act with regard to any matters, any such act of the board is valid only if approved in writing by the hospital supervisor.

(8) A hospital supervisor appointed for a hospital has the same rights as the board and the administrator of the hospital in respect of the documents, records and information of the board and the hospital.

(9) A hospital supervisor shall report to the Minister as required by the Minister.

7. Le paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, nommer une ou plusieurs personnes pour enquêter et présenter un rapport sur la qualité de la gestion et de l'administration d'un hôpital, sur la qualité des soins et des traitements fournis aux malades d'un hôpital ou sur toute autre question relative à un hôpital.

8. L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. (1) Sur la recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il estime que l'intérêt public le justifie, nommer une personne superviseur d'un hôpital.

(2) Le ministre donne au conseil d'un hôpital un préavis d'au moins 14 jours avant de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un superviseur pour l'hôpital.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas s'il n'y a pas assez de membres au sein du conseil d'un hôpital pour constituer le quorum.

(4) Le superviseur nommé pour un hôpital reste en fonctions jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil mette fin, par décret, à son mandat.

(5) Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, le superviseur d'un hôpital a le droit exclusif d'exercer tous les pouvoirs du conseil et, si l'hôpital appartient à une association ou est exploité par une association, tous les pouvoirs de celle-ci, de ses dirigeants et de ses membres.

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut préciser les pouvoirs et fonctions du superviseur d'un hôpital nommé en vertu du présent article ainsi que les conditions les régissant.

(7) Si, aux termes du décret du lieutenant-gouverneur en conseil, le conseil continue d'avoir le droit d'agir à l'égard de toute question, tout acte du conseil n'est valide que s'il est approuvé par écrit par le superviseur de l'hôpital.

(8) Le superviseur nommé pour un hôpital possède les mêmes droits que le conseil et le directeur général de l'hôpital en ce qui concerne les documents, dossiers et renseignements du conseil et de l'hôpital.

(9) Le superviseur d'un hôpital présente un rapport au ministre à la demande de ce dernier.

Investigators

Hospital supervisor

Notice of appointment

Immediate appointment

Term of office

Powers of supervisor

Same

Additional powers of supervisor

Right of access

Report to Minister

Enquêteurs

Superviseur d'un hôpital

Avis de nomination

Nomination immédiate

Mandat

Pouvoirs du superviseur

Idem

Pouvoirs supplémentaires du superviseur

Droit d'accès

Rapport présenté au ministre

Minister's directions	(10) The Minister may issue directions to a hospital supervisor with regard to any matter within the jurisdiction of the supervisor.	(10) Le ministre peut donner au superviseur d'un hôpital des ordres sur toute question relevant de la compétence de ce dernier.	Ordres du ministre
Directions to be followed	(11) A hospital supervisor shall carry out every direction of the Minister.	(11) Le superviseur d'un hôpital est tenu d'exécuter les ordres du ministre.	Obligation de suivre les ordres
Public interest	<p>9.1 (1) In making a decision in the public interest under this Act, the Lieutenant Governor in Council or the Minister, as the case may be, may consider any matter they regard as relevant including, without limiting the generality of the foregoing,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the quality of the management and administration of the hospital; (b) the proper management of the health care system in general; (c) the availability of financial resources for the management of the health care system and for the delivery of health care services; (d) the accessibility to health services in the community where the hospital is located; and (e) the quality of the care and treatment of patients. <p>(2) No proceeding, other than a proceeding referred to in subsection 10 (2), shall be commenced against the Crown or the Minister with respect to a decision or direction under section 5 or 6, the appointment of an investigator or a hospital supervisor under section 8 or 9 or an action or omission of an investigator or hospital supervisor done in good faith in the performance of a power or of an authority under either of those sections.</p> <p>9. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out "under this Act" in the fourth line and substituting "under section 8 or 9 or against a person, persons or a body to whom the Minister's powers have been assigned under clause 32 (1) (z.1)".</p> <p>(2) Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out "or a hospital supervisor" in the fifth line and substituting "hospital supervisor or person, persons or body to whom the Minister's powers have been assigned".</p> <p>10. Subsection 12 (1) of the Act is repealed and the following substituted:</p> <p>(1) A hospital shall pass by-laws as prescribed by the regulations.</p>	<p>9.1 (1) Lorsqu'il prend une décision dans l'intérêt public en vertu de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas, peut prendre en considération toute question qu'il estime pertinente et notamment des questions qui se rapportent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la qualité de la gestion et de l'administration de l'hôpital; b) la saine gestion du système de soins de santé en général; c) la disponibilité de ressources financières aux fins de la gestion du système de soins de santé et de la prestation des services de soins de santé; d) l'accessibilité aux services de santé dans la collectivité où se trouve l'hôpital; e) la qualité des soins et des traitements fournis aux malades. <p>(2) Sont irrecevables les instances, autres que celles visées au paragraphe 10 (2), introduites contre la Couronne ou le ministre à l'égard d'une décision ou d'un ordre visé à l'article 5 ou 6, de la nomination d'un enquêteur ou du superviseur d'un hôpital visée à l'article 8 ou 9 ou d'un acte ou d'une omission commis de bonne foi par un enquêteur ou le superviseur d'un hôpital dans l'exercice d'un pouvoir conféré par l'un ou l'autre de ces articles.</p> <p>9. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «un superviseur nommé pour un hôpital en vertu de la présente loi» aux troisième, quatrième et cinquième lignes, de «le superviseur d'un hôpital nommé en vertu de l'article 8 ou 9 ou contre une ou des personnes ou un organisme auxquels les pouvoirs du ministre ont été conférés en vertu de l'alinéa 32 (1) z.1)».</p> <p>(2) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «ou un superviseur nommé pour un hôpital» aux sixième et septième lignes, de «, par le superviseur d'un hôpital, ou par une ou des personnes ou un organisme auxquels les pouvoirs du ministre ont été conférés».</p> <p>10. Le paragraphe 12 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>(1) L'hôpital adopte des règlements administratifs selon ce que prescrivent les règlements.</p>	Intérêt public
No proceeding against Crown			Immunité
By-laws			Règlements administratifs

11. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:

Protection
from liability

13. (1) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any member of a committee of the medical staff of a hospital or of a board or the Appeal Board or of the staff thereof for any act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or the regulations or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of any such duty or authority.

Same

(2) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any witness in a proceeding or investigation before a committee of the medical staff of a hospital or a board or the Appeal Board for anything done or said in good faith in the course of a meeting, proceeding, investigation or other business of such committee or board.

12. Section 14 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transfer of
medical
records

(2) Where a direction is made under subsection 6 (1), the administrator of the hospital that is the subject of the direction may transfer medical records kept in his or her custody under subsection (1) to the administrator of another hospital or to such persons or entities as may be prescribed in a manner that will protect the privacy of the records.

13. Section 23 of the Act is amended by striking out “provincial aid” in the second and third lines and substituting “a grant, loan or financial assistance under this Act”.

14. (1) Clause 32 (1) (d) of the Act is amended by adding “and providing for filing of by-laws with the Ministry” at the end.

(2) Clause 32 (1) (p) of the Act is amended by adding at the end “and the accounting principles and rules that are to govern any financial reports and returns”.

(3) Clauses 32 (1) (s) and (t) of the Act are repealed and the following substituted:

(s) governing the manner of determining the amounts of grants, loans and financial assistance that may be made to hospitals under section 5 or the amounts themselves or both, prescribing the

11. L'article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre tout membre d'un comité du personnel médical d'un hôpital ou d'un conseil ou de la Commission d'appel ou contre tout membre de leur personnel pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exécution ou l'exercice effectifs ou censés tels de toute fonction ou de tout pouvoir que confèrent la présente loi ou les règlements, ou pour toute négligence ou tout manquement qui aurait été commis dans l'exécution ou l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre un témoin dans une instance ou une enquête devant un comité du personnel médical d'un hôpital ou devant un conseil ou la Commission d'appel pour tout acte accompli ou propos tenu de bonne foi au cours d'une réunion, d'une instance, d'une enquête ou de toute autre activité de ce comité ou de ce conseil.

Idem

12. L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Si un ordre est donné en vertu du paragraphe 6 (1), le directeur général de l'hôpital qui est visé par l'ordre peut transférer les dossiers médicaux dont il a la garde en vertu du paragraphe (1) au directeur général d'un autre hôpital ou aux personnes ou entités prescrites, d'une manière qui protège le caractère privé des dossiers.

Transfert des
dossiers
médicaux

13. L'article 23 de la Loi est modifié par substitution, à «aide provinciale» aux deuxième et troisième lignes, de «subvention, d'un prêt ou d'une aide financière aux termes de la présente loi».

14. (1) L'alinéa 32 (1) d) de la Loi est modifié par adjonction de «et prévoir le dépôt des règlements administratifs auprès du ministère».

(2) L'alinéa 32 (1) p) de la Loi est modifié par adjonction de «, ainsi que des principes et règles comptables qui doivent régir tous rapports, états et relevés financiers».

(3) Les alinéas 32 (1) s) et t) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

s) régir la manière de déterminer les montants des subventions, des prêts et de l'aide financière pouvant être accordés aux hôpitaux en vertu de l'article 5 ou régir les montants eux-mêmes ou ces

time, manner, terms and conditions of payment relating to them and respecting the suspension, withholding, reduction, termination and the making of deductions from grants, loans, financial assistance and payments relating to them;

- (t) respecting matters that relate to or arise as a result of a direction under section 6 including, without limiting the generality of the foregoing, matters related to,
 - (i) the powers and duties of a board that is subject to a direction,
 - (ii) present and future property, rights, privileges and franchises,
 - (iii) present and future liabilities, contracts, disabilities and debts, and
 - (iv) medical records, including their ownership, custody, use, disclosure, retention and disposal;
- (u) prescribing such persons or entities to whom medical records may be transferred under subsection 14 (2);
- (v) where all or one or more of the provisions in subsections 37 (3) to (7) or sections 38 to 43 do not apply, prescribing provisions in substitution for them or in addition to them including, without limiting the generality of the foregoing,
 - (i) procedures to be followed by a hospital or a board in connection with applications for appointment or reappointment, applications for a change in hospital privileges, revoking appointments or cancelling or substantially altering privileges,
 - (ii) conditions under which a physician may require a hearing by the board and provisions relating to such a hearing,
 - (iii) conditions under which a physician may require a hearing by the Hospital Appeal Board and provisions relating to such a hearing,

deux questions, prescrire les dates, modes et conditions de paiement y ayant trait, et traiter de la suspension, du refus de paiement, de la réduction et de la fin des subventions, des prêts et de l'aide financière, ainsi que des retenues dont ceux-ci peuvent faire l'objet et des paiements y ayant trait;

- t) traiter des questions qui se rapportent à un ordre donné en vertu de l'article 6 ou qui en découlent, et notamment des questions qui se rapportent à ce qui suit :
 - (i) les pouvoirs et fonctions d'un conseil visé par un ordre,
 - (ii) les biens, droits, privilèges et concessions actuels et futurs,
 - (iii) les obligations, contrats, incapacités et dettes actuels et futurs,
 - (iv) les dossiers médicaux, y compris la propriété, la garde, l'utilisation, la divulgation, la conservation et la destruction de ceux-ci;
- u) prescrire les personnes ou entités auxquelles peuvent être transférés des dossiers médicaux en vertu du paragraphe 14 (2);
- v) si l'ensemble ou une ou plusieurs des dispositions des paragraphes 37 (3) à (7) ou des articles 38 à 43 ne s'appliquent pas, prescrire des dispositions qui les remplacent ou qui s'y ajoutent, notamment des dispositions touchant ce qui suit :
 - (i) les marches à suivre que doit observer un hôpital ou un conseil concernant les demandes de nomination ou de renouvellement de nomination, les demandes de modification des droits hospitaliers, la révocation des nominations ou l'annulation ou la modification importante de ces droits,
 - (ii) les conditions auxquelles un médecin peut exiger la tenue d'une audience par le conseil et les dispositions ayant trait à une telle audience,
 - (iii) les conditions auxquelles un médecin peut exiger la tenue d'une audience par la Commission d'appel des hôpitaux et les dispositions ayant trait à une telle audience,

- | | |
|---|---|
| <p>(iv) conditions under which a party to proceedings before a board or the Hospital Appeal Board may appeal to the Divisional Court and provisions relating to such an appeal;</p> <p>(w) defining “services”, “hospital foundation” and “hospital subsidiary”;</p> <p>(x) respecting the disposition of assets acquired or used for the purposes of a hospital;</p> <p>(y) respecting the purchase of assets to be used for the purposes of a hospital;</p> <p>(z) respecting the dissolution of corporations that own or operate or owned or operated hospitals;</p> <p>(z.1) authorizing any person, group of persons or other body to issue directions under section 6 or subsection 9 (10) in the place of the Minister and respecting any conditions to which that authority may be subject;</p> <p>(z.2) providing that hospitals must prepare and submit physician human resource plans to the Ministry for approval;</p> <p>(z.3) prescribing the form and content of physician human resource plans;</p> <p>(z.4) providing that hospitals must amend their physician human resource plans as required by the Ministry;</p> <p>(z.5) providing that hospitals may appoint physicians to the medical staff only in accordance with approved physician human resource plans.</p> <p>(4) Subsection 32 (2) of the Act is repealed and the following substituted:</p> | <p>(iv) les conditions auxquelles une partie à une instance introduite devant un conseil ou devant la Commission d’appel des hôpitaux peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire et les dispositions ayant trait à un tel appel;</p> <p>w) définir les termes «services», «fondation hospitalière» et «filiale hospitalière»;</p> <p>x) traiter de l’aliénation d’éléments d’actif acquis ou utilisés aux fins d’un hôpital;</p> <p>y) traiter de l’acquisition d’éléments d’actif devant être utilisés aux fins d’un hôpital;</p> <p>z) traiter de la dissolution d’associations qui sont ou ont été propriétaires d’hôpitaux ou qui exploitent ou ont exploité des hôpitaux;</p> <p>z.1) autoriser une personne, un groupe de personnes ou un autre organisme à donner des ordres en vertu de l’article 6 ou du paragraphe 9 (10) à la place du ministre et traiter des conditions auxquelles ce pouvoir peut être assujéti;</p> <p>z.2) prévoir que les hôpitaux doivent préparer des plans de dotation en médecins et les soumettre à l’approbation du ministère;</p> <p>z.3) prescrire la forme et le contenu des plans de dotation en médecins;</p> <p>z.4) prévoir que les hôpitaux doivent modifier leurs plans de dotation en médecins à la demande du ministère;</p> <p>z.5) prévoir que les hôpitaux ne peuvent nommer des médecins au sein du personnel médical que conformément aux plans de dotation en médecins approuvés.</p> <p>(4) Le paragraphe 32 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> |
|---|---|

Same

(2) Subsection 9.1 (1) applies, with necessary modifications, with respect to a person, persons or body authorized to issue directions under a regulation made under clause (1) (z.1) as if the person, persons or body were the Minister.

(2) Le paragraphe 9.1 (1) s’applique, avec les adaptations nécessaires, à l’égard d’une personne, de personnes ou d’un organisme qui sont autorisés à donner des ordres en vertu d’un règlement pris en application de l’alinéa (1) z.1) comme si la ou les personnes ou l’organisme étaient le ministre.

Idem

Same

(3) A regulation made under this Act may be general or particular in its application.

(3) Les règlements pris en application de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Idem

Regulations for subsidiaries, etc.

(4) The Minister may by regulation require hospital subsidiaries and hospital foundations to provide financial reports and returns to the Minister and prescribe the accounting principles

(4) Le ministre peut, par règlement, exiger que les filiales hospitalières et les fondations hospitalières lui présentent des rapports, états et relevés financiers, et prescrire les principes

Règlements applicables aux filiales et fondations

ples and rules to be followed in making those financial reports and returns and the manner in which those financial reports and returns are to be provided.

15. The Act is amended by adding the following section:

44. (1) If a board of a hospital determines that the hospital will cease to operate as a public hospital or the Minister has directed the board of a hospital to cease to operate as a public hospital, the board may make any decision in the exercise of its powers under section 36 that the board considers necessary or advisable in order to implement the board's determination or the Minister's direction including, without restricting the generality of the foregoing,

- (a) refuse the application of any physician for appointment or reappointment to the medical staff or for a change in hospital privileges;
- (b) revoke the appointment of any physician; and
- (c) cancel or substantially alter the privileges of any physician.

(2) If the board of a hospital determines that the hospital will cease to provide a service or the Minister has directed the board of a hospital to cease to provide a service, the board may make any of the following decisions that the board considers necessary or advisable in order to implement the board's determination or the Minister's direction:

- 1. Refuse the application of any physician for appointment or reappointment to the medical staff of the hospital if the only hospital privileges to be attached to the appointment or reappointment relate to the provision of that service.
- 2. Refuse the application of any physician for a change in hospital privileges if the only privileges to be changed relate to the provision of that service.
- 3. Revoke the appointment of any physician if the only hospital privileges attached to the physician's appointment relate to the provision of that service.
- 4. Cancel or substantially alter the hospital privileges of any physician which relate to the provision of that service.

Where
hospital
ceases to
operate

Where
hospital
ceases to
provide
service

et règles comptables à respecter pour les établir et leur mode de présentation.

15. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

44. (1) Si le conseil d'un hôpital établit que l'hôpital doit cesser ses activités à titre d'hôpital public ou si le ministre a ordonné au conseil de cesser ses activités à titre d'hôpital public, le conseil peut prendre toute décision dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 36 qu'il estime nécessaire ou indiquée en vue de mettre à exécution ce qu'il a établi ou l'ordre du ministre, et notamment faire ce qui suit :

- a) refuser la demande de nomination ou de renouvellement de nomination au sein du personnel médical que présente un médecin ou la demande qu'il présente en vue de faire modifier ses droits hospitaliers;
- b) révoquer la nomination d'un médecin;
- c) annuler ou modifier de façon importante les droits d'un médecin.

(2) Si le conseil d'un hôpital établit que l'hôpital doit cesser de fournir un service ou si le ministre a ordonné au conseil de cesser de fournir un service, le conseil peut prendre l'une ou l'autre des décisions suivantes qu'il estime nécessaire ou indiquée en vue de mettre à exécution ce qu'il a établi ou l'ordre du ministre :

- 1. Refuser la demande de nomination ou de renouvellement de nomination au sein du personnel médical de l'hôpital que présente un médecin si les droits hospitaliers rattachés à la nomination initiale ou renouvelée portent uniquement sur la prestation de ce service.
- 2. Refuser la demande que présente un médecin en vue de faire modifier ses droits hospitaliers si les droits visés portent uniquement sur la prestation de ce service.
- 3. Révoquer la nomination d'un médecin si les droits hospitaliers rattachés à cette nomination portent uniquement sur la prestation de ce service.
- 4. Annuler ou modifier de façon importante les droits hospitaliers d'un médecin portant sur la prestation de ce service.

Fin des
activités
de l'hôpital

Fin de la
prestation
d'un service
par un
hôpital

No hearing	(3) The Board may make a decision under subsection (1) or (2) without holding a hearing unless a hearing is required by or under this Act.	(3) Le conseil peut prendre une décision en vertu du paragraphe (1) ou (2) sans tenir d'audience, à moins qu'une audience ne soit exigée par la présente loi ou en vertu de celle-ci.	Absence d'audience
Non-application	(4) Subsections 37 (3) to (7) and sections 38 to 43 do not apply where the board makes a decision under subsection (1) or (2).	(4) Les paragraphes 37 (3) à (7) et les articles 38 à 43 ne s'appliquent pas si le conseil prend une décision en vertu du paragraphe (1) ou (2).	Non-application
Protection from liability	(5) No action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against a corporation which owns or operates a hospital for any act done in good faith in the execution or intended execution by a board of its authority under subsection (1) or (2) or for any alleged neglect or default in the execution in good faith by a board of such authority.	(5) Sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment celles en dommages-intérêts, qui sont introduites contre une association qui est propriétaire d'un hôpital ou qui exploite un hôpital pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel par un conseil du pouvoir que lui confère le paragraphe (1) ou (2), ou pour toute négligence ou tout manquement qui aurait été commis dans l'exercice de bonne foi de ce pouvoir par un conseil.	Immunité

PART III AMENDMENTS TO THE PRIVATE HOSPITALS ACT

16. Clause (a) of the definition of "private hospital" in section 1 of the *Private Hospitals Act* is repealed and the following substituted:

- (a) an independent health facility within the meaning of the *Independent Health Facilities Act* or a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*.

17. The English version of subsection 7 (3) of the Act is amended by inserting "to renew" after "refuse" in the first line.

18. The Act is amended by adding the following sections:

15.1 (1) The Minister may revoke a licence issued under this Act if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

(2) The licensee shall cease the operation of the private hospital 30 days after receipt of the notice of revocation or upon such later date as is specified by the Minister.

15.2 The Minister may reduce or terminate any grant, loan, financial assistance or amount otherwise payable under this or any other Act to or in respect of a private hospital if the Minister is of the opinion that it is in the public interest to do so.

15.3 In making a decision in the public interest under section 15.1 or 15.2, the Minister may consider any matter he or she

PARTIE III MODIFICATION DE LA LOI SUR LES HÔPITAUX PRIVÉS

16. L'alinéa a) de la définition du terme «hôpital privé» qui figure à l'article 1 de la *Loi sur les hôpitaux privés* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) un établissement de santé autonome au sens de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*.

17. La version anglaise du paragraphe 7 (3) de la Loi est modifiée par insertion de «to renew» après «refuse» à la première ligne.

18. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

15.1 (1) Le ministre peut révoquer tout permis délivré en vertu de la présente loi s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire.

(2) Le titulaire de permis met fin à l'exploitation de l'hôpital privé 30 jours après la réception de l'avis de révocation ou à toute date ultérieure précisée par le ministre.

15.2 Le ministre peut, s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de ce faire, réduire le montant des subventions, des prêts ou de l'aide financière ou tout autre montant qui sont payables à un hôpital privé ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, ou mettre fin à ces subventions, à ces prêts ou à cette aide financière, ou à cet autre montant.

15.3 Lorsqu'il prend une décision dans l'intérêt public en vertu de l'article 15.1 ou 15.2, le ministre peut tenir compte de toute

Révocation de permis dans l'intérêt public

Cessation de l'exploitation

Réduction ou fin des paiements

Critères pouvant servir à la décision

regards as relevant including, without limiting the generality of the foregoing, the proper management of the health care system in general and the availability of financial resources for the management of the health care system and for the delivery of health care services.

Notice of intention

15.4 (1) At least 30 days before revoking a licence under section 15.1, the Minister shall serve notice of intention to revoke the licence on the licensee.

No prior notice

(2) The Minister may act under section 15.2 without prior notice to the licensee.

Application of ss. 12-15

(3) Sections 12 to 15 do not apply, and no person is entitled to a hearing or an appeal, in respect of a revocation under section 15.1 or a reduction or termination under section 15.2.

Temporary control

15.5 (1) If a licence in respect of a private hospital is revoked under section 15.1 and the Minister is of the opinion that the private hospital should continue in operation in order to provide temporarily for the health or safety of patients in the private hospital, the Minister by a written order may take control of and operate the private hospital for a period not exceeding six months.

Authority of Minister

(2) If the Minister takes control of and operates a private hospital under this section, the Minister has all the powers in respect of the private hospital of the person or persons to whom the licence was issued or renewed.

Appointment

(3) The Minister may appoint one or more persons to operate the private hospital as a representative or representatives of the Minister.

Effective date

(4) An order under subsection (1) takes effect immediately and is final and binding on the person or persons to whom the licence was issued or renewed.

Termination of order

(5) An order under subsection (1) may be terminated by the Minister before its expiry date if there are no longer any patients in the private hospital.

Repairs

(6) The Minister may have such repairs made to a private hospital that is under the control of the Minister under this section as the Minister considers necessary to prevent, eliminate or reduce harm to or an adverse effect on the health of any person or impairment of the safety of any person.

Recovery of costs

(7) The cost of repairs under subsection (6) is a debt due to the Crown in right of Ontario by the person or persons to whom the licence was issued or renewed and may be recovered

question qu'il estime pertinente et notamment de la gestion appropriée du système de soins de santé en général et de la disponibilité des ressources financières aux fins de la gestion du système de soins de santé et aux fins de la prestation des services de santé.

15.4 (1) Au moins 30 jours avant de révoquer un permis en vertu de l'article 15.1, le ministre signifie au titulaire de permis un avis d'intention de ce faire.

(2) Le ministre n'est pas tenu d'aviser au préalable le titulaire de permis pour agir en vertu de l'article 15.2.

(3) Les articles 12 à 15 ne s'appliquent ni à la révocation de permis prévue à l'article 15.1, ni à la réduction ou à la fin des paiements prévues à l'article 15.2, et nul n'a de droit d'audience ou d'appel à cet égard.

15.5 (1) Si un permis relatif à un hôpital privé est révoqué en vertu de l'article 15.1 et que le ministre est d'avis que l'hôpital privé devrait continuer d'être exploité pour veiller temporairement à la santé ou à la sécurité des malades s'y trouvant, le ministre peut, par arrêté, prendre la direction de l'hôpital privé et l'exploiter pour une période d'au plus six mois.

(2) S'il prend la direction d'un hôpital privé et l'exploite en vertu du présent article, le ministre possède, à l'égard de l'hôpital privé, tous les pouvoirs conférés à la personne ou aux personnes visées par le permis délivré ou renouvelé.

(3) Le ministre peut nommer, à titre de représentants de ce dernier, une ou plusieurs personnes pour exploiter l'hôpital privé.

(4) L'arrêté prévu au paragraphe (1) prend effet immédiatement, est définitif et lie la personne ou les personnes visées par le permis délivré ou renouvelé.

(5) Le ministre peut abroger l'arrêté prévu au paragraphe (1) avant sa date d'expiration s'il n'y a plus aucun malade dans l'hôpital privé.

(6) Le ministre peut, à l'égard de tout hôpital privé dont il assume la direction en vertu du présent article, faire effectuer les réparations qu'il estime nécessaires pour prévenir, éliminer ou réduire tout préjudice à la santé d'une personne ou tout effet nuisible sur la santé d'une personne, ou toute atteinte à sa sécurité.

(7) Le coût des réparations effectuées en vertu du paragraphe (6) constitue une dette envers la Couronne du chef de l'Ontario qu'ont la personne ou les personnes visées par

Avis d'intention

Préavis non obligatoire

Non-application des art. 12 à 15

Contrôle temporaire

Pouvoirs du ministre

Nomination de représentants

Date de prise d'effet de l'arrêté

Abrogation de l'arrêté

Réparations

Recouvrement du coût et des dépens

with costs by action in a court of competent jurisdiction.

Immunity

15.6 No proceeding shall be commenced against the Crown in right of Ontario or against the Minister in respect of,

- (a) a decision, revocation, termination or reduction under section 15.1 or 15.2; or
- (b) an order or any action by the Minister under section 15.5 or by a person appointed by the Minister under that section.

PART IV AMENDMENTS TO THE INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT

19. (1) The definition of “facility fee” in subsection 1 (1) of the *Independent Health Facilities Act* is repealed and the following substituted:

“facility fee” means,

- (a) a charge, fee or payment for or in respect of a service or operating cost that,
 - (i) supports, assists and is a necessary adjunct, or any of them, to an insured service, and
 - (ii) is not part of the insured service, or
- (b) a charge, fee or payment for or in respect of a service or class of services designated by the Minister under clause 4 (2) (a). (“frais d’établissement”)

(2) The definition of “independent health facility” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“independent health facility” means,

- (a) a health facility in which one or more members of the public receive services for or in respect of which facility fees are charged or paid, or
- (b) a health facility or a class of health facilities designated by the Minister under clause 4 (2) (b),

but does not include a health facility referred to in section 2. (“établissement de santé autonome”)

le permis délivré ou renouvelé, et peut être recouvré, avec les dépens, au moyen d’une action intentée devant un tribunal compétent.

15.6 Aucune instance ne peut être introduite contre la Couronne du chef de l’Ontario ni contre le ministre pour l’une ou l’autre des mesures suivantes :

Immunité

- a) toute décision prise ou toute révocation de permis ou cessation ou réduction de paiements faites en vertu de l’article 15.1 ou 15.2;
- b) tout arrêté du ministre ou toute autre mesure prise par le ministre en vertu de l’article 15.5 ou par une personne nommée par ce dernier en vertu de cet article.

PARTIE IV MODIFICATION DE LA LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ AUTONOMES

19. (1) La définition de «frais d’établissement» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«frais d’établissement» Selon le cas :

- a) frais, honoraires ou paiement perçus à l’égard d’un service ou de frais d’exploitation qui :
 - (i) d’une part, s’ajoutent, en tant qu’ap-pui, aide et complément nécessaire à un service assuré, ou l’un des trois,
 - (ii) d’autre part, ne font pas partie du service assuré;
- b) frais, honoraires ou paiement perçus à l’égard d’un service ou d’une catégorie de services désignés par le ministre en vertu de l’alinéa 4 (2) a). («facility fee»)

(2) La définition de «établissement de santé autonome» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«établissement de santé autonome» Selon le cas :

- a) établissement de santé où un ou plusieurs particuliers reçoivent des services pour lesquels ou à l’égard desquels des frais d’établissement sont exigés ou payés,
- b) établissement de santé ou catégorie d’établissements de santé désignés par le ministre en vertu de l’alinéa 4 (2) b).

Sont toutefois exclus les établissements de santé mentionnés à l’article 2. («independent health facility»)

(3) The definition of “maximum allowable consideration” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“maximum allowable consideration”, in relation to a licence for an independent health facility, means,

- (a) zero, or
- (b) if the licence is a licence with respect to an independent health facility that was first licensed under section 7 or that was first licensed under section 7 as that section read on April 23, 1990, the amount prescribed or determined in accordance with the prescribed method. (“contrepartie maximale autorisée”)

(4) The definition of “medical care” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

(5) The definition of “medical record” in subsection 1 (1) of the Act is repealed.

20. (1) Subsection 3 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) No person shall charge a facility fee, or accept payment of a facility fee, for or in respect of a service provided in an independent health facility unless the facility is operated by a person licensed under this Act.

(2) Subsection 3 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) No person shall charge a facility fee, or accept payment of a facility fee, for or in respect of a service provided to an insured person in an independent health facility operated by a person licensed under this Act, unless the fee is charged to, or the payment is received from, the Minister or a prescribed person.

(3.1) A regulation under subsection (3) shall not prescribe an insured person who receives an insured service as a person to whom a facility fee may be charged, or from whom payment of a facility fee may be received, in respect of the service.

(3) Subsection 3 (4) of the Act is repealed.

21. Section 4 of the Act is amended by adding the following subsections:

- (2) The Minister may designate,
- (a) services or classes of services as services for or in respect of which a charge or payment is a facility fee for the purposes of this Act; and

(3) La définition de «contrepartie maximale autorisée» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«contrepartie maximale autorisée» À l'égard d'un permis pour un établissement de santé autonome, s'entend de ce qui suit, selon le cas :

- a) zéro;
- b) si le permis est un permis à l'égard d'un établissement de santé autonome pour lequel le premier permis a été délivré en vertu de l'article 7, ou en vertu de l'article 7 tel qu'il existait le 23 avril 1990, le montant prescrit ou déterminé selon la méthode prescrite. («maximum allowable consideration»)

(4) La définition de «soins médicaux» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

(5) La définition de «dossier médical» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée.

20. (1) Le paragraphe 3 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Nul ne doit exiger de frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour un service fourni dans un établissement de santé autonome, ou à l'égard de ce service, à moins que l'établissement ne soit exploité par une personne qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi.

(2) Le paragraphe 3 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Nul ne doit exiger de frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour un service, ou à l'égard d'un service, fourni à un assuré dans un établissement de santé autonome exploité par une personne qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, à moins que les frais ne soient exigés du ministre ou d'une personne prescrite, ou payés par l'un ou l'autre.

(3.1) Un règlement pris en application du paragraphe (3) ne peut prescrire un assuré qui reçoit un service assuré comme étant une personne de qui des frais d'établissement peuvent être exigés ou de qui le paiement de frais d'établissement peut être reçu, à l'égard du service.

(3) Le paragraphe 3 (4) de la Loi est abrogé.

21. L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

- (2) Le ministre peut désigner ce qui suit :
- a) des services ou des catégories de services comme services pour lesquels ou à l'égard desquels des frais ou un paiement constituent des frais d'établissement

Billing
facility fees

Facturation
des frais
d'établisse-
ment

Same

Idem

Regulation

Règlement

Designated
services and
facilities

Services et
établisse-
ments
désignés

		ment pour l'application de la présente loi;	
	(b) health facilities or classes of health facilities as independent health facilities for the purposes of this Act.	b) des établissements de santé ou des catégories d'établissements de santé comme établissements de santé autonomes pour l'application de la présente loi.	
Approval of designation	(3) A designation under subsection (2) is subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council.	(3) La désignation prévue au paragraphe (2) est assujettie à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.	Approbation de la désignation
Not a regulation	(4) A designation under subsection (2) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(4) La désignation prévue au paragraphe (2) ne constitue pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Pas un règlement
Notice of intention to designate	(5) Subject to subsection (6), the Minister shall publish a notice of intention to make the designation in <i>The Ontario Gazette</i> at least 30 days before a designation is made under subsection (2).	(5) Sous réserve du paragraphe (6), au moins 30 jours avant de faire une désignation en vertu du paragraphe (2), le ministre publie dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> un avis de son intention de ce faire.	Avis d'intention de désigner
Non-application	(6) Subsection (5) does not apply if the Minister believes that to publish a notice of intention to make a designation would be prejudicial to the health and safety of any person.	(6) Le paragraphe (5) ne s'applique pas si le ministre croit que le fait de publier un avis de son intention de faire une désignation serait préjudiciable à la santé et à la sécurité d'une personne.	Non-application
Content of notice	(7) A notice of intention to make a designation shall set out the list of services or classes of services to be designated or the list of health facilities or classes of health facilities to be designated.	(7) Un avis d'intention de faire une désignation donne la liste des services ou des catégories de services qui doivent être désignés ou la liste des établissements de santé ou des catégories d'établissements de santé qui doivent être désignés.	Contenu de l'avis
Notice of designation	(8) The Minister shall publish notice of a designation made under subsection (2) in <i>The Ontario Gazette</i> which shall set out the list of services or classes of services designated or the list of health facilities or classes of health facilities designated.	(8) Le ministre publie, dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> , un avis de la désignation faite en vertu du paragraphe (2) qui donne la liste des services ou des catégories de services désignés ou la liste des établissements de santé ou des catégories d'établissements de santé désignés.	Avis de désignation
Designation in effect	(9) A designation made under subsection (2) is not effective until it is published in accordance with subsection (8).	(9) La désignation faite en vertu du paragraphe (2) reste sans effet tant qu'elle n'a pas été publiée conformément au paragraphe (8).	Prise d'effet de la désignation
	22. Subsections 5 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:	22. Les paragraphes 5 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Decision to request proposals	(1) The Minister may at any time authorize the Director to request one or more proposals for the establishment and operation of one or more independent health facilities by,	(1) Le ministre peut autoriser le directeur à procéder à un ou plusieurs appels d'offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un ou de plusieurs établissements de santé autonomes :	Appel d'offres
	(a) sending a request for a proposal to one or more specified persons; or	a) soit en lançant un appel d'offres restreint à une ou plusieurs personnes précises;	
	(b) publishing a notice in a newspaper of general circulation in Ontario, or in a newspaper of general circulation in a part of Ontario, to the effect that proposals for the establishment and operation of an independent health facility may be submitted to the Director and giving information as to how to obtain a copy of the request for proposals.	b) soit en publiant un avis dans un journal à grande diffusion dans la province ou dans une région de l'Ontario, annonçant que des offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome peuvent être présentées au directeur et indiquant comment obtenir une copie de l'appel d'offres.	

Same	<p>(2) In deciding whether or not to authorize the Director to request proposals, the Minister shall consider,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the nature of the services to be provided in the independent health facility; (b) the extent to which the services are already available in Ontario or in any part of Ontario; (c) the need for the services in Ontario or any part of Ontario; (d) the future need for the services in Ontario or any part of Ontario; (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility. <p>23. (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “Subject to section 8” in the first line.</p> <p>(2) Subsections 6 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>(2) Pour décider s’il doit autoriser le directeur à procéder à des appels d’offres, le ministre tient compte de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le genre de services devant être fournis dans l’établissement de santé autonome; b) la mesure dans laquelle ces services sont déjà offerts en Ontario ou dans une région de l’Ontario; c) la nécessité d’offrir ces services en Ontario ou dans une région de l’Ontario; d) la nécessité future d’offrir ces services en Ontario ou dans une région de l’Ontario; e) le coût prévu, en deniers publics, de l’ouverture et de l’exploitation de l’établissement de santé autonome; f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l’ouverture et de l’exploitation de l’établissement de santé autonome. <p>23. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par suppression de «Sous réserve de l’article 8,» à la première ligne.</p> <p>(2) Les paragraphes 6 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Idem
Limitations and conditions	<p>(3) A licence may be subject to such limitations and conditions as may be prescribed or as may be specified by the Director and set out in the licence.</p>	<p>(3) Un permis est assujéti aux restrictions et conditions qui sont prescrites ou qui sont précisées par le directeur et énoncées dans le permis.</p>	Restrictions et conditions
Same	<p>(4) The Director may specify as a limitation of a licence the list of services or types of services in respect of which the independent health facility is licensed.</p> <p>24. Sections 7 and 8 of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>(4) Le directeur peut préciser, comme restriction du permis, la liste des services ou des catégories de services que l’établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.</p> <p>24. Les articles 7 et 8 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Idem
Application for a licence	<p>7. (1) A person who is operating a health facility on and before the day the facility is designated as an independent health facility under clause 4 (2) (b) may apply to the Director for a licence to operate the health facility as an independent health facility.</p>	<p>7. (1) La personne qui exploite un établissement de santé le jour où l’établissement est désigné comme établissement de santé autonome en vertu de l’alinéa 4 (2) b), et avant ce jour, peut demander au directeur un permis pour exploiter l’établissement comme établissement de santé autonome.</p>	Demande de permis
Same	<p>(2) If a service is provided in a health facility on and before the day that the service is designated under clause 4 (2) (a), the operator of the facility may apply to the Director for a licence to operate the facility as an independent health facility.</p>	<p>(2) Si un service est fourni dans un établissement de santé le jour où ce service est désigné en vertu de l’alinéa 4 (2) a) et avant ce jour, l’exploitant de l’établissement peut demander au directeur un permis pour exploiter l’établissement comme établissement de santé autonome.</p>	Idem
Same	<p>(3) If a service is provided in a health facility on and before the day a regulation made under this Act or under the <i>Health Insurance Act</i> comes into force with the result that a facility fee may not be charged or paid for the</p>	<p>(3) Si un service est fourni dans un établissement de santé le jour où un règlement pris en application de la présente loi ou de la <i>Loi sur l’assurance-santé</i> entre en vigueur et avant ce jour, et qu’il s’ensuit que des frais d’éta-</p>	Idem

service unless charged or paid in accordance with this Act, the operator of that facility may apply to the Director for a licence to operate the health facility as an independent health facility.

blissement ne peuvent pas être exigés ni payés pour ce service à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi, l'exploitant de cet établissement peut demander au directeur un permis pour exploiter l'établissement de santé comme établissement de santé autonome.

Time of application	(4) An application under subsection (1), (2) or (3) shall be made within one year of the day a designation referred to in subsection (1) or (2) takes effect or within one year of the day the regulation referred to in subsection (3) comes into force.	(4) La demande prévue au paragraphe (1), (2) ou (3) est présentée dans l'année qui suit le jour où la désignation mentionnée au paragraphe (1) ou (2) prend effet ou le règlement mentionné au paragraphe (3) entre en vigueur.	Délai de présentation de la demande
Application	(5) Subsections 5 (5) and (6) and sections 6 and 9 apply with necessary modifications to an application for a licence under this section.	(5) Les paragraphes 5 (5) et (6) et les articles 6 et 9 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une demande de permis présentée en vertu du présent article.	Application
Operation of facility during one-year period	(6) Despite subsection 3 (1), a person who is entitled to apply for a licence under subsection (1), (2) or (3) may continue to operate the independent health facility without a licence, <ul style="list-style-type: none"> (a) if the person does not apply for a licence at or before the end of the one-year period within which an application under this section must be made, until the end of that period; (b) if the person applies for a licence at or before the end of the one-year period and the licence is granted, until the day the licence is issued; or (c) if the person applies for a licence at or before the end of the one-year period and the licence is refused, until the time for requiring a hearing by the Board under section 8.1 expires and, if a hearing is required, until the time for giving notice requiring an appeal from the decision or order of the Board has expired and, if an appeal is required, until the matter in issue has been finally determined. 	(6) Malgré le paragraphe 3 (1), la personne qui a le droit de demander un permis en vertu du paragraphe (1), (2) ou (3) peut continuer d'exploiter sans permis l'établissement de santé autonome : <ul style="list-style-type: none"> a) si elle ne demande pas de permis avant l'expiration du délai d'un an pendant lequel une demande de permis prévue au présent article doit être présentée, jusqu'à l'expiration de ce délai; b) si elle demande un permis avant l'expiration du délai d'un an et que le permis est accordé, jusqu'au jour où le permis est délivré; c) si elle demande un permis avant l'expiration du délai d'un an et que le permis est refusé, jusqu'à ce que le délai imparti pour demander une audience devant la Commission en vertu de l'article 8.1 soit expiré, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le délai imparti pour donner un avis de demande d'appel de la décision ou de l'ordonnance de la Commission soit expiré, et si un appel est demandé, jusqu'à ce que la question en litige ait été réglée définitivement. 	Exploitation pendant un an
Billing patients during one-year period	(7) Despite subsections 3 (2) and (3), a person who operates an independent health facility under subsection (6) may charge, or accept payment of, a facility fee for or in respect of services provided in the facility that, <ul style="list-style-type: none"> (a) were designated under clause 4 (2) (a); or (b) are, as a result of the coming into force of a regulation referred to in subsection (3), services for or in respect of which facility fees may not be charged or paid 	(7) Malgré les paragraphes 3 (2) et (3), la personne qui exploite un établissement de santé autonome en vertu du paragraphe (6) peut exiger des frais d'établissement, ou en accepter le paiement, pour des services fournis dans l'établissement, ou à l'égard de ceux-ci, qui, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) étaient désignés en vertu de l'alinéa 4 (2) a); b) sont, en raison de l'entrée en vigueur d'un règlement mentionné au paragraphe (3), des services pour lesquels ou à l'égard desquels des frais d'établisse- 	Facturation pendant un an

unless charged or paid in accordance with this Act.

Who to charge

(8) A facility fee charged or paid under subsection (7) may be charged to, and payment may be accepted from, any person, unless subsection (9) applies.

Same

(9) A facility fee charged or paid under subsection (7) shall not be charged to, and payment shall not be accepted from, a person other than the Minister or a person prescribed under subsection 3 (3) if, before the day of the designation under clause 4 (2) (a) or (b) or the day the regulation referred to in subsection (3) comes into force, as the case may be, the service was paid for under the Ontario Health Insurance Plan, whether it was paid on a fee for service basis or otherwise.

Notice that subs. (6) does not apply

(10) If the Director has reasonable and probable ground to believe that an independent health facility operated under subsection (6) is being operated or will be operated in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person, the Director may, by written notice, inform the person who operates the facility that subsection (6) no longer applies to the facility and direct the person to cease operating the facility and, if applicable, to cease charging and accepting payment of facility fees effective on the date specified in the notice.

Application

(11) Subsections 8.1 (2) to (6) apply with necessary modification to a notice given under subsection (10).

No stay of direction

(12) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made under clause 8.1 (3) (b), or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of a direction to cease operating a facility under subsection (10).

No interim order

(13) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay a direction to cease operating a facility under subsection (10).

Adding services to licence

8. (1) A person who is licensed to operate an independent health facility may, in the circumstances set out in subsection (2), apply to the Director to amend the limitations on the person's licence to add another service to the list of services in respect of which the person is licensed.

ment ne peuvent pas être exigés ni payés à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi.

(8) Les frais d'établissement exigés ou payés aux termes du paragraphe (7) peuvent être exigés, et leur paiement peut être accepté, de quiconque à moins que ne s'applique le paragraphe (9).

(9) Les frais d'établissement exigés ou payés aux termes du paragraphe (7) ne doivent pas être exigés, et leur paiement ne doit pas être accepté, d'une personne autre que le ministre ou une personne prescrite visée au paragraphe 3 (3) si, avant le jour de la désignation prévue à l'alinéa 4 (2) a) ou b) ou le jour où le règlement mentionné au paragraphe (3) entre en vigueur, selon le cas, le service a été remboursé par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario, qu'il ait été payé à l'acte ou autrement.

(10) S'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un établissement de santé autonome exploité en vertu du paragraphe (6) est ou sera exploité d'une manière préjudiciable à la santé, à la sécurité ou au bien-être d'une personne, le directeur peut, au moyen d'un avis écrit, informer la personne qui exploite l'établissement que le paragraphe (6) ne s'applique plus à l'établissement et lui ordonner de cesser d'exploiter l'établissement et, le cas échéant, de cesser d'exiger des frais d'établissement, et d'en accepter le paiement, à compter de la date précisée dans l'avis.

(11) Les paragraphes 8.1 (2) à (6) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un avis donné en vertu du paragraphe (10).

(12) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission faite en vertu de l'alinéa 8.1 (3) b), ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, n'a pas pour effet de surseoir à l'exécution d'un ordre de cesser d'exploiter un établissement donné en vertu du paragraphe (10).

(13) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à l'exécution d'un ordre de cesser d'exploiter un établissement donné en vertu du paragraphe (10).

8. (1) La personne qui est titulaire d'un permis pour exploiter un établissement de santé autonome peut, dans les circonstances énoncées au paragraphe (2), demander au directeur de modifier les restrictions de son permis afin d'ajouter un autre service à la liste des services à l'égard desquels elle est titulaire d'un permis.

Personne visée par la facturation

Idem

Avis de la non-application du par. (6)

Application

Aucun sursis à l'exécution d'un ordre

Aucune ordonnance provisoire

Adjonction de services

Same	<p>(2) A person may apply under subsection (1) if,</p> <p>(a) the additional service in respect of which the application is made is provided at the same place as the place in which the person licensed under this Act operates the independent health facility; and</p> <p>(b) the additional service is provided at that same place on and before the day,</p> <p>(i) the Minister designates the additional service under clause 4 (2) (a) as a service for or in respect of which a charge, fee or payment is a facility fee, or</p> <p>(ii) a regulation made under this Act or under the <i>Health Insurance Act</i> comes into force if the effect of the regulation is to render the additional service a service for or in respect of which facility fees may not be charged or paid unless charged or paid in accordance with this Act.</p>	<p>(2) Une personne peut présenter une demande en vertu du paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) le service supplémentaire à l'égard duquel la demande est présentée est fourni au même endroit que celui où la personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi exploite l'établissement de santé autonome;</p> <p>b) le service supplémentaire est fourni à ce même endroit l'un ou l'autre des jours suivants et avant ce jour :</p> <p>(i) le jour où le ministre désigne le service supplémentaire en vertu de l'alinéa 4 (2) a) comme service pour lequel ou à l'égard duquel des frais, des honoraires ou un paiement constituent des frais d'établissement,</p> <p>(ii) le jour où un règlement pris en application de la présente loi ou de la <i>Loi sur l'assurance-santé</i> entre en vigueur si le règlement a pour effet de faire du service supplémentaire un service pour lequel ou à l'égard duquel des frais d'établissement ne peuvent être exigés ni payés à moins qu'ils ne le soient conformément à la présente loi.</p>
Time of application	<p>(3) An application under subsection (1) shall be made within one year of the day the designation referred to in subclause (2) (b) (i) takes effect or within one year of the day the regulation referred to in subclause (2) (b) (ii) comes into force, as the case may be.</p>	<p>(3) La demande prévue au paragraphe (1) est présentée dans l'année qui suit le jour où, selon le cas, la désignation mentionnée au sous-alinéa (2) b) (i) prend effet ou le règlement mentionné au sous-alinéa (2) b) (ii) entre en vigueur.</p>
Application	<p>(4) Subsections 5 (5) and (6) and sections 6 and 9 apply with necessary modifications to an application to amend a licence made under this section.</p>	<p>(4) Les paragraphes 5 (5) et (6) et les articles 6 et 9 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une demande de modification d'un permis présentée en vertu du présent article.</p>
Provision of services during one-year period	<p>(5) Despite subsection 3 (1), if a person is entitled to apply to amend the limitations on a licence under subsection (1), the service, in respect of which the application may be made, may be provided in the facility operated by that person,</p> <p>(a) if the person does not apply to amend the limitations on a licence at or before the end of the one-year period within which an application under this section must be made, until the end of that period;</p> <p>(b) if the person applies to amend the limitations on a licence at or before the end of the one-year period and the applica-</p>	<p>(5) Malgré le paragraphe 3 (1), si une personne a le droit de demander que soient modifiées les restrictions d'un permis en vertu du paragraphe (1), le service à l'égard duquel la demande peut être présentée peut être fourni dans l'établissement exploité par cette personne :</p> <p>a) si la personne ne demande pas que soient modifiées les restrictions d'un permis avant l'expiration du délai d'un an pendant lequel une demande prévue au présent article doit être présentée, jusqu'à l'expiration de ce délai;</p> <p>b) si la personne demande que soient modifiées les restrictions d'un permis avant l'expiration du délai d'un an et</p>

tion is granted, until the day the licence is amended; or

- (c) if the person applies to amend the limitations on a licence at or before the end of the one-year period and the application is refused, until the time for requiring a hearing by the Board under section 8.1 expires and, if a hearing is required, until the time for giving notice requiring an appeal from the decision or order of the Board has expired and, if an appeal is required, until the matter in issue has been finally determined.

Billing
patients

(6) Despite subsections 3 (2) and (3), a person who is operating a facility in which a service is provided under subsection (5) may charge facility fees in respect of the service to, and accept payment of facility fees in respect of the service from, any person unless subsection (7) applies.

Billing
Minister

(7) A facility fee for or in respect of a service provided under subsection (5) shall not be charged to, and payment shall not be accepted from, a person other than the Minister or a person prescribed under subsection 3 (3) if, before the day of the designation referred to in subclause (2) (b) (i) or the day the regulation referred to in subclause (2) (b) (ii) comes into force, as the case may be, the service was paid for under the Ontario Health Insurance Plan, whether it was paid on a fee for service basis or otherwise.

Notice that
subs. (5)
does not
apply

(8) If the Director has reasonable and probable ground to believe that a service provided under subsection (5) is being provided or will be provided in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person, the Director may, by written notice, inform the person who operates the facility that subsection (5) no longer applies to the facility and direct the person,

- (a) to ensure that the service is no longer provided in the facility effective on the date specified in the notice; and
- (b) if applicable, to cease charging and accepting payment of facility fees in respect of the service effective on the date specified in the notice.

Application

(9) Subsections 8.1 (2) to (6) apply with necessary modification to a notice given under subsection (8).

No stay of
direction

(10) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made under clause 8.1 (3) (b), or

que la demande est accordée, jusqu'au jour où le permis est modifié;

- c) si la personne demande que soient modifiées les restrictions d'un permis avant l'expiration du délai d'un an et que la demande est refusée, jusqu'à ce que le délai imparti pour demander une audience devant la Commission en vertu de l'article 8.1 soit expiré, si une audience est demandée, jusqu'à ce que le délai imparti pour donner un avis de demande d'appel de la décision ou de l'ordonnance de la Commission soit expiré, et si un appel est demandé, jusqu'à ce que la question en litige ait été réglée définitivement.

(6) Malgré les paragraphes 3 (2) et (3), la personne qui exploite un établissement dans lequel un service est fourni aux termes du paragraphe (5) peut exiger des frais d'établissement à l'égard de ce service, ou en accepter le paiement, de quiconque à moins que le paragraphe (7) ne s'applique.

Facturation à
l'égard d'un
service à des
patients

(7) Les frais d'établissement pour un service fourni aux termes du paragraphe (5), ou à l'égard de ce service, ne doivent pas être exigés, et leur paiement ne doit pas être accepté, d'une personne autre que le ministre ou une personne prescrite visée au paragraphe 3 (3) si, avant le jour de la désignation visée au sous-alinéa (2) b) (i) ou le jour où le règlement mentionné au sous-alinéa (2) b) (ii) entre en vigueur, selon le cas, le service a été remboursé par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario, qu'il ait été payé à l'acte ou autrement.

Facturation
au ministre

(8) S'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un service fourni aux termes du paragraphe (5) est ou sera fourni d'une manière préjudiciable à la santé, à la sécurité ou au bien-être d'une personne, le directeur peut, au moyen d'un avis écrit, informer la personne qui exploite l'établissement que le paragraphe (5) ne s'applique plus à l'établissement et lui ordonner ce qui suit :

Avis de la
non-applica-
tion du
par. (5)

- a) faire en sorte que le service ne soit plus fourni dans l'établissement à compter de la date précisée dans l'avis;
- b) le cas échéant, cesser d'exiger des frais d'établissement à l'égard de ce service et d'en accepter le paiement, à compter de la date précisée dans l'avis.

(9) Les paragraphes 8.1 (2) à (6) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un avis donné en vertu du paragraphe (8).

Application

(10) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission

Aucun sursis
à l'exécution
de l'ordre

an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of a direction made under subsection (8).

No interim order

(11) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay a direction made under subsection (8).

Notice of refusal to issue licence

8.1 (1) If a person applies for a licence under section 7 or applies to amend the limitations of a licence under section 8 and the Director refuses to issue the licence or to amend the limitations of the licence, the Director shall give the person notice of the refusal.

Contents of notice

(2) A notice under subsection (1) shall inform the person to whom it is given that the person is entitled to,

- (a) written reasons for the refusal if the Director receives a request for reasons within seven days of receipt of the notice of the refusal by the person; and
- (b) a hearing by the Board if the person mails or delivers, within 15 days after receipt by the person of the written reasons, a written request for a hearing.

Right to reasons and hearing

(3) A person who receives notice under subsection (1) is entitled to,

- (a) written reasons for the refusal if the Director receives a request for reasons within seven days of receipt of the notice of the refusal by the person; and
- (b) a hearing by the Board if the person mails or delivers, within 15 days after receipt by the person of the written reasons, a written request for a hearing.

Hearing

(4) Where a person requests a hearing under clause (3) (b), the Board shall appoint a time for the hearing and hold a hearing.

Powers of Board

(5) The Board may, by order,

- (a) at a hearing regarding the Director's refusal to issue a licence under section 7, confirm the Director's refusal to issue a licence or direct the Director to issue the licence; and
- (b) at a hearing regarding the Director's refusal to amend the limitations of a licence under section 8,

faite en vertu de l'alinéa 8.1 (3) b), ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, n'a pas pour effet de surseoir à l'exécution de l'ordre donné en vertu du paragraphe (8).

(11) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne doit pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à l'exécution de l'ordre donné en vertu du paragraphe (8).

8.1 (1) Si une personne demande un permis en vertu de l'article 7 ou demande que soient modifiées les restrictions d'un permis en vertu de l'article 8 et que le directeur refuse de délivrer le permis ou de modifier les restrictions du permis, celui-ci donne à la personne un avis de refus.

(2) L'avis prévu au paragraphe (1) informe la personne à qui il a été donné qu'elle a droit :

- a) d'une part, à ce que le refus du directeur soit motivé par écrit si celui-ci reçoit une demande à cet effet dans les sept jours de la date où elle reçoit l'avis de refus;
- b) d'autre part, à une audience devant la Commission si la personne poste ou remet, dans les 15 jours de la réception des motifs écrits, une demande par écrit à cet effet.

(3) Une personne qui reçoit l'avis prévu au paragraphe (1) a droit :

- a) d'une part, à ce que le refus du directeur soit motivé par écrit si celui-ci reçoit une demande à cet effet dans les sept jours de la date où elle reçoit l'avis de refus;
- b) d'autre part, à une audience devant la Commission si la personne poste ou remet, dans les 15 jours de la réception des motifs écrits, une demande par écrit à cet effet.

(4) Si une personne demande une audience en vertu de l'alinéa (3) b), la Commission fixe la date et l'heure de l'audience et la tient.

(5) La Commission peut, par voie d'ordonnance :

- a) à une audience portant sur le refus du directeur de délivrer un permis en vertu de l'article 7, confirmer le refus du directeur de délivrer un permis ou ordonner au directeur de délivrer le permis;
- b) à une audience portant sur le refus du directeur de modifier les restrictions d'un permis en vertu de l'article 8, selon le cas :

Aucune ordonnance provisoire

Avis de refus de délivrer le permis

Contenu de l'avis

Droit aux motifs et à une audience

Audience

Pouvoirs de la Commission

- (i) confirm the Director's refusal to amend the limitations of the licence,
- (ii) direct the Director to make all or part of the amendments that the person applied for; or
- (iii) direct the Director to make all or part of the amendments for which the person applied if the person satisfies conditions specified by the Board.

Extension of
time

(6) The Board may extend the time within which a person must give notice requesting a hearing under this section, either before or after expiration of such time, if it is satisfied that there are grounds for granting relief to the person at a hearing and that there are reasonable grounds for applying for the extension, and the Board may give such directions related to the extension as it considers proper.

25. (1) Subsection 9 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Minister may
direct refusal
to issue
licence

(1) At any time after the Minister authorizes the Director to request one or more proposals for the establishment and operation of an independent health facility and before all of the licences are issued, the Minister may direct the Director in writing not to issue a licence in respect of the request for proposals.

(2) Clauses 9 (2) (e) and (f) of the Act are repealed and the following substituted:

- (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and
- (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility.

(3) Subsections 9 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Notice of
direction not
to license

(3) Upon receipt of a direction under subsection (1), the Director shall give written notice of the Minister's direction to every person who submitted a proposal.

Public notice

(4) If notice of the request for proposals was published in a newspaper of general circulation in Ontario or in a part of Ontario and the Minister issues a direction under this section before the final day for the submission of proposals, the Director shall, in addition to giving notice under subsection (3), publish notice of the direction in the newspaper in which the notice of the request for proposals was published.

- (i) confirmer le refus du directeur de modifier les restrictions du permis,
- (ii) ordonner au directeur de faire la totalité ou une partie des modifications demandées par la personne,
- (iii) ordonner au directeur de faire la totalité ou une partie des modifications demandées par la personne si celle-ci satisfait aux conditions précisées par la Commission.

Prorogation
du délai

(6) La Commission peut proroger le délai dans lequel une personne doit donner l'avis de demande d'audience aux termes du présent article, avant ou après l'expiration du délai imparti, si elle est convaincue qu'il existe des motifs de faire droit à la demande de la personne à une audience et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander cette prorogation. La Commission peut donner les directives qu'elle estime appropriées relativement à cette prorogation.

25. (1) Le paragraphe 9 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Après avoir autorisé le directeur à procéder à un ou plusieurs appels d'offres pour l'ouverture et l'exploitation d'un établissement de santé autonome et avant la délivrance de tous les permis, le ministre peut donner par écrit au directeur la directive de ne pas délivrer un permis relativement à l'appel d'offres.

Le ministre
peut ordonner
de ne pas
délivrer le
permis

(2) Les alinéas 9 (2) (e) et (f) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- e) le coût prévu, en deniers publics, de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome;
- f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome.

(3) Les paragraphes 9 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il reçoit une directive aux termes du paragraphe (1), le directeur donne un avis écrit de la directive du ministre aux personnes qui ont présenté une offre.

Avis de
directive
de ne pas
délivrer de
permis

(4) Si un avis d'appel d'offres a été publié dans un journal à grande diffusion en Ontario ou dans une région de l'Ontario et que le ministre donne une directive en vertu du présent article avant la date limite de présentation des offres, le directeur, outre l'avis qu'il donne aux termes du paragraphe (3), publie un avis de la directive dans le journal dans lequel l'avis d'appel d'offres a été publié.

Avis au
public

26. Section 10 of the Act is repealed and the following substituted:

10. (1) An operator of an independent health facility who wishes to relocate the facility shall apply to the Director for approval of the relocation in advance of the relocation.

(2) The Director may approve the relocation subject to such conditions as he or she sees fit to impose.

(3) The Director may require such information of the licensee or of any other person as is necessary to decide whether or not to grant an approval.

(4) Any relocation approved by the Director before the day section 25 of Schedule F to the *Savings and Restructuring Act, 1996* comes into force shall be deemed to have been approved in accordance with this section.

27. (1) Subsection 18 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) An order under subsection (2) takes effect immediately upon notice of the order being served on the licensee.

(2) Section 18 of the Act is amended by adding the following subsections:

(6) The Director may serve notice of an order under subsection (2) by sending the notice by facsimile or by any other means that produces a paper record or by any other prescribed method of delivery.

(7) If the Director serves notice in a manner described in subsection (6), the licensee shall be deemed to have received the notice on the day it is sent.

(8) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made in accordance with subsection (4), or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of a suspension of a licence ordered under subsection (2).

(9) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay the suspension of a licence ordered under subsection (2).

28. (1) Subsection 19 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

26. L'article 10 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) L'exploitant d'un établissement de santé autonome qui désire déplacer l'établissement demande au préalable au directeur d'approuver le déplacement.

(2) Le directeur peut approuver le déplacement, sous réserve des conditions qu'il estime appropriées.

(3) Le directeur peut demander au titulaire du permis ou à toute autre personne de lui fournir les renseignements nécessaires pour donner ou refuser de donner son approbation.

(4) Le déplacement approuvé par le directeur avant le jour où l'article 25 de l'annexe F de la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* entre en vigueur est réputé avoir été approuvé conformément au présent article.

27. (1) Le paragraphe 18 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) L'ordre donné en vertu du paragraphe (2) prend effet dès qu'un avis d'ordre a été signifié au titulaire du permis.

(2) L'article 18 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(6) Le directeur peut signifier l'avis d'ordre visé au paragraphe (2) en l'envoyant par télécopieur ou par un autre moyen produisant un document-papier ou en recourant à un autre moyen prescrit.

(7) Si le directeur signifie un avis de la façon prévue au paragraphe (6), le titulaire du permis est réputé avoir reçu l'avis le jour de son envoi.

(8) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission faite conformément au paragraphe (4), ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, n'a pas pour effet de surseoir à la suspension d'un permis ordonnée en vertu du paragraphe (2).

(9) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à la suspension d'un permis ordonnée en vertu du paragraphe (2).

28. (1) Le paragraphe 19 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Relocation

Approval

Request for information

Deemed approval

Order effective immediately

Service of notice

Deemed receipt

No stay

No interim order to stay

Déplacement

Approbation

Demande de renseignements

Déplacement réputé approuvé

Prise d'effet immédiate de l'ordre

Signification de l'avis

Réception réputée

Aucun sursis

Aucune ordonnance provisoire

Refusal to
renew or
revoke
licence by
Minister

(1) The Minister may direct the Director in writing to,

- (a) revoke or refuse to renew a licence; or
- (b) eliminate services from the list of services in respect of which an independent health facility is licensed.

(2) Clauses 19 (2) (e) and (f) of the Act are repealed and the following substituted:

- (e) the projected cost in public money for the establishment and operation of the independent health facility; and
- (f) the availability of public money to pay for the establishment and operation of the independent health facility.

(3) Subsection 19 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Upon receipt of a direction under subsection (1), the Director must give the licensee at least six months written notice of the revocation, refusal to renew or elimination of services from the list of services in respect of which an independent health facility is licensed.

(4) Subsection 19 (4) of the Act is amended by striking out “to not renew the licence” in the last line.

(5) Subsection 19 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

(7) Section 20 does not apply to a refusal to renew a licence, a revocation of a licence or an elimination of services under this section.

29. The Act is amended by adding the following section:

20.1 (1) The Director may at any time amend the limitations and conditions of a licence.

(2) Despite subsection (1), the Director shall not amend the limitations of a licence so as to eliminate services from the list of services and types of services in respect of which an independent health facility is licensed unless,

- (a) there is reasonable ground to believe that the eliminated services are not being provided or will not be provided in a responsible manner in accordance

(1) Le ministre peut donner par écrit au directeur la directive, selon le cas :

- a) de révoquer ou refuser de renouveler un permis;
- b) d'éliminer des services de la liste des services que l'établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.

(2) Les alinéas 19 (2) e) et f) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- e) le coût prévu, en deniers publics, de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome;
- f) la disponibilité de deniers publics pour payer le coût de l'ouverture et de l'exploitation de l'établissement de santé autonome.

(3) Le paragraphe 19 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'il reçoit une directive donnée en vertu du paragraphe (1), le directeur doit donner au titulaire du permis un préavis écrit d'au moins six mois de la révocation du permis, du refus de le renouveler ou de l'élimination de services de la liste des services que l'établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis.

(4) Le paragraphe 19 (4) de la Loi est modifié par suppression de «de ne pas renouveler le permis» aux septième et huitième lignes.

(5) Le paragraphe 19 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) L'article 20 ne s'applique pas à la révocation d'un permis, au refus de le renouveler ou à l'élimination de services en vertu du présent article.

29. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

20.1 (1) Le directeur peut modifier les restrictions et conditions d'un permis.

(2) Malgré le paragraphe (1), le directeur ne doit pas modifier les restrictions d'un permis de façon à éliminer des services de la liste des services et des catégories de services qu'un établissement de santé autonome peut fournir en vertu du permis, sauf dans les circonstances suivantes :

- a) il existe des motifs raisonnables de croire que les services à éliminer ne sont ou ne seront pas fournis d'une façon qui soit responsable et conforme à

Révocation
d'un permis
ou refus de le
renouveler

Avis au
titulaire
du permis

Aucun appel

Modification
des condi-
tions du
permis

Idem

Notice to
licensee

No appeal

Amendments
to conditions
of licence

Same

with this Act or the regulations or any other Act or regulation that applies to the facility;

- (b) there is reasonable ground to believe that the eliminated services are being provided, or will be provided, in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of any person; or
- (c) the licensee has ceased to provide the services for a period of at least six months and is not taking reasonable steps to begin providing the services again.

Amendment takes effect immediately

(3) An amendment under subsection (2) takes effect immediately upon notice being served under subsection (4).

Notice of amendment

(4) The Director shall serve notice of an amendment under subsection (2), together with reasons therefor, on the licensee.

Service of notice

(5) The Director may serve notice of an amendment under subsection (2) by sending the notice by facsimile or by any other means that produces a paper record or by any other prescribed method of delivery.

Deemed receipt

(6) If the Director serves notice in a manner described in subsection (5), the licensee shall be deemed to have received the notice on the day it is sent.

Application

(7) Subsections 20 (2) to (6) and sections 21, 22 and 23 apply with necessary modifications where the Director amends the limitations of a licence under subsection (2).

No stay of decision

(8) Despite section 25 of the *Statutory Powers Procedure Act*, a request for a hearing by the Board made in accordance with section 20, or an appeal to Divisional Court of the Board's decision under section 22, shall not operate as a stay of the operation of an amendment made under this section.

No interim order

(9) Despite section 16.1 of the *Statutory Powers Procedure Act*, the Board shall not make an interim order to stay the operation of an amendment under this section.

30. Section 24 of the Act is repealed and the following substituted:

Minister to pay for services

24. (1) The Minister shall pay such amounts as may be prescribed for services rendered in an independent health facility.

Minister may pay costs

(2) Subject to the regulations, the Minister may pay all or part of the capital costs or operating costs of an independent health facility or of the costs of the services provided in

la présente loi ou aux règlements ou à une autre loi ou un autre règlement qui s'appliquent à l'établissement;

- b) il existe des motifs raisonnables de croire que les services à éliminer sont ou seront fournis d'une manière préjudiciable pour la santé, la sécurité ou le bien-être d'une personne;
- c) le titulaire du permis a cessé de fournir les services depuis au moins six mois et ne fait pas de démarches raisonnables en vue de recommencer à les fournir.

(3) Une modification faite en vertu du paragraphe (2) prend effet dès qu'un avis a été signifié en vertu du paragraphe (4).

Prise d'effet immédiate de la modification

(4) Le directeur signifie au titulaire du permis un avis motivé d'une modification faite en vertu du paragraphe (2).

Avis de modification

(5) Le directeur peut signifier l'avis de modification visé au paragraphe (2) en l'envoyant par télécopieur ou par un autre moyen produisant un document-papier ou en recourant à un autre moyen prescrit.

Signification de l'avis

(6) Si le directeur signifie un avis de la façon prévue au paragraphe (5), le titulaire du permis est réputé avoir reçu l'avis le jour de son envoi.

Avis réputé reçu

(7) Les paragraphes 20 (2) à (6) et les articles 21, 22 et 23 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, lorsque le directeur modifie les restrictions d'un permis aux termes du paragraphe (2).

Application

(8) Malgré l'article 25 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, une demande d'audience devant la Commission faite conformément à l'article 20, ou un appel de la décision de la Commission devant la Cour divisionnaire en vertu de l'article 22, ne suspend pas l'effet d'une modification faite en vertu du présent article.

Pas de suspension de la décision

(9) Malgré l'article 16.1 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission ne peut pas rendre d'ordonnance provisoire pour surseoir à l'effet d'une modification faite en vertu du présent article.

Aucune ordonnance provisoire

30. L'article 24 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

24. (1) Le ministre paie les montants prescrits pour les services fournis dans un établissement de santé autonome.

Paiement des services par le ministre

(2) Sous réserve des règlements, le ministre peut payer, selon le mode de paiement qu'il choisit, la totalité ou une partie des coûts en immobilisations ou des frais d'exploitation

Paiement facultatif des coûts par le ministre

an independent health facility according to the method of payment approved by the Minister.

Recoveries

(3) If the Minister is of the opinion that amounts that, for a prescribed reason, should not have been paid to a person were in fact paid to the person under subsection (1), the Minister may set off the amount against any amounts payable to the person under this section in the future.

Costs of establishing

(4) The Minister may pay all or part of the costs of establishing an independent health facility.

Delegation

(5) The Minister may delegate any power of the Minister under this section.

31. Subsection 26 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(2) If the Director is of the opinion that there is reasonable ground to believe that the quality and standards of a service provided in a health facility operated under subsection 7 (6), or of a service provided under subsection 8 (5), do not comply with the regulations or, in the absence of regulations, do not conform to the generally accepted quality and standards for the health facility and for services provided in such a facility, the Director may give notice to the Registrar.

32. Section 30 of the Act is repealed and the following substituted:

Powers of assessor

30. For the purposes of assessing the health care provided to one or more persons in a health facility, an assessor may, at any reasonable time,

- (a) inspect and receive information from medical records or from notes, charts and other material relating to patient care and reproduce and retain copies thereof;
- (b) interview the licensee or operator and members of the staff of the health facility on matters that relate to the quality and standards of service provided in the health facility, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the interview; and
- (c) if the consent of the person who is to receive services has been obtained, observe the staff of the facility providing services to members of the public.

d'un établissement de santé autonome ou des coûts des services fournis dans celui-ci.

(3) S'il est d'avis que des montants qui n'auraient pas dû, pour un motif prescrit, être payés à une personne lui ont été payés en vertu du paragraphe (1), le ministre peut déduire ces montants des montants payables à cette personne en vertu du présent article à l'avenir.

(4) Le ministre peut payer la totalité ou une partie du coût de l'ouverture d'un établissement de santé autonome.

(5) Le ministre peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article.

31. Le paragraphe 26 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) S'il est d'avis qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la qualité et les normes d'un service fourni dans un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6), ou d'un service fourni en vertu du paragraphe 8 (5), ne sont pas conformes aux règlements ou, en l'absence de règlements, ne sont pas conformes à la qualité et aux normes généralement reconnues pour cet établissement de santé et les services fournis dans un tel établissement, le directeur peut en donner avis au registrateur.

32. L'article 30 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30. Dans le but d'évaluer les soins de santé fournis à une ou plusieurs personnes dans un établissement de santé, l'évaluateur peut, à toute heure raisonnable :

- a) consulter les dossiers médicaux, les notes, les feuilles d'observation et autres documents concernant les soins aux patients, en tirer des renseignements, les reproduire et en garder des copies;
- b) s'entretenir avec le titulaire du permis ou l'exploitant et les employés de l'établissement de santé de questions portant sur la qualité et les normes des services fournis dans l'établissement de santé, sous réserve du droit de la personne à la présence d'un avocat ou d'un autre représentant pendant l'entretien;
- c) observer le personnel de l'établissement pendant qu'il fournit des services à des particuliers, si leur consentement a été obtenu au préalable.

Recouvrement

Coût de l'ouverture

Délégation

Idem

Pouvoirs de l'évaluateur

33. (1) Clause 32 (1) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 7 (3)” in the second line and substituting “subsection 7 (6)”.

(2) Subsection 32 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (a), by inserting “and” at the end of clause (b) and by inserting the following clause:

(c) in respect of a health facility in which a service is provided under subsection 8 (5), to ensure that the quality and standards of the service provided under subsection 8 (5) comply with the regulations or, in the absence of regulations, conform to the generally accepted quality and standards for the service.

(3) Subsection 32 (6) of the Act is amended by adding the following clause:

(a.1) has the right, if the consent of the person who is to receive services has been obtained, to observe the staff of the facility providing services to members of the public.

34. The Act is amended by adding the following sections:

37.1 (1) The Minister may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed.

(2) The Minister may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed.

(3) Despite subsection 37 (2), the Minister shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.

(4) Despite subsection 37 (2) and subject to such conditions as may be prescribed, the Minister may enter into agreements to collect,

33. (1) L’alinéa 32 (1) b) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 7 (3)» aux deuxième et troisième lignes, de «paragraphe 7 (6)».

(2) Le paragraphe 32 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

c) relativement à un établissement de santé dans lequel un service est fourni en vertu du paragraphe 8 (5), afin de s’assurer que la qualité et les normes du service fourni en vertu du paragraphe 8 (5) sont conformes aux règlements ou, en l’absence de règlements, à la qualité et aux normes généralement reconnues pour ce service.

(3) Le paragraphe 32 (6) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

a.1) a le droit d’observer le personnel de l’établissement pendant qu’il fournit des services à des particuliers, si leur consentement a été obtenu au préalable.

34. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

37.1 (1) Le ministre peut recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins reliées à l’application de la présente loi, de la *Loi sur l’assurance-santé* ou de la *Loi sur l’accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites.

(2) Le ministre peut utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins reliées à l’application de la présente loi, de la *Loi sur l’assurance-santé* ou de la *Loi sur l’accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites.

(3) Malgré le paragraphe 37 (2), le ministre divulgue des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins reliées à l’application de la présente loi, de la *Loi sur l’assurance-santé* ou de la *Loi sur l’accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n’est pas nécessaire à ces fins.

(4) Malgré le paragraphe 37 (2) et sous réserve des conditions prescrites, le ministre peut conclure des ententes en vue de recueillir,

Collection of
personal
information

Use of
personal
information

Disclosure

Agreements

Collecte de
renseigne-
ments
personnels

Utilisation
des rense-
ignements
personnels

Divulcation

Ententes

use or disclose personal information for the purposes of the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Health Care Accessibility Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Same

(5) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information, collected or disclosed under the agreement will be used only,

- (a) to verify the accuracy of information held by a party to the agreement;
- (b) to administer or enforce a law administered by a party to the agreement; or
- (c) for a prescribed purpose.

Confidentiality

(6) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality of the information.

Obligation

(7) Before disclosing personal information obtained under the Act or under an agreement, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless,

- (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3), (4) or 37.2 (1); or
- (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Disclosure of information to the Director

37.2 (1) At the request of the Director, a licensee or other person shall submit information to the Director and disclose information to persons specified by the Director for purposes related to the administration of the *Independent Health Facilities Act* or the *Health Insurance Act* or for other prescribed purposes.

Same

(2) The information referred to under subsection (1) may include personal information.

Application

(3) This section applies despite anything in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, an Act listed in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, the *Drugless Practitioners Act* or any regulations made under those Acts.

d'utiliser ou de divulguer des renseignements personnels aux fins de l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé*, ou à toutes autres fins prescrites.

Idem

(5) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis ou divulgués en vertu de cette entente ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes :

- a) pour vérifier l'exactitude des renseignements détenus par une partie à l'entente;
- b) pour appliquer ou exécuter une loi dont l'application relève d'une partie à l'entente;
- c) pour une fin prescrite.

Confidentialité

(6) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués en vertu de celle-ci sont confidentiels et établit des mécanismes pour préserver la confidentialité de ces renseignements.

Obligation

(7) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi ou d'une entente, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas :

- a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3), (4) ou 37.2 (1);
- b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Divulguation de renseignements au directeur

37.2 (1) À la demande du directeur, le titulaire d'un permis ou une autre personne fournit des renseignements au directeur et divulgue des renseignements aux personnes précisées par le directeur à des fins reliées à l'application de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou de la *Loi sur l'assurance-santé* ou à d'autres fins prescrites.

Idem

(2) Les renseignements visés au paragraphe (1) peuvent comprendre des renseignements personnels.

Application

(3) Le présent article s'applique malgré toute disposition de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, d'une loi énumérée à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de*

35. Section 38 of the Act is repealed and the following substituted:

Immunity

38. (1) Despite sections 5 and 23 of the *Proceedings Against the Crown Act*, no action or other proceeding for damages or otherwise shall be commenced against the Crown, the Minister, the Director, an inspector or assessor appointed under this Act or an officer, employee or agent of the Crown, the Registrar, the College, the Council of the College or a committee established by the Council, the Board or a member of the Council, the committee or the Board for any act done or performed in good faith in the performance or intended performance of any duty or function or in the exercise or intended exercise of any power or authority under this Act or the regulations, or for any neglect, default or omission in the performance or exercise in good faith of any duty, function, power or authority under this Act or the regulations.

Application

(2) Subsection (1) does not apply so as to prohibit an action or proceeding commenced against a person or entity referred to in that subsection for damages or losses resulting from the disclosure of personal information under section 37, 37.1 or 37.2.

36. The Act is amended by adding the following section:

No compensation

38.1 No compensation shall be payable by the Crown, the Minister, the Director or any other person engaged in the administration of this Act in respect of any loss suffered as a result of the Minister or Director refusing to issue or renew a licence, revoking or suspending a licence, imposing conditions or limitations on a licence, amending conditions or limitations on a licence or as a result of enforcing the prohibitions under section 3.

37. The Act is amended by adding the following section:

Affiliations

38.2 (1) If regulations are made under this Act governing the affiliation between physicians and independent health facilities, no operator of an independent health facility, of a health facility operated under subsection 7 (6) or of a health facility providing services under subsection 8 (5) shall permit a physician to be affiliated with the facility except in accordance with the regulations.

médicaments ou des règlements pris en application de ces lois.

35. L'article 38 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Immunité

38. (1) Malgré les articles 5 et 23 de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, sont irrecevables les actions ou autres instances, notamment pour dommages-intérêts, introduites contre la Couronne, le ministre, le directeur, un inspecteur ou un évaluateur nommés en vertu de la présente loi ou un fonctionnaire, un employé ou un représentant de la Couronne, le registrateur, l'Ordre, le conseil de l'Ordre ou un comité créé par le conseil, la Commission ou un membre du conseil, du comité ou de la Commission, pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribuent la présente loi ou les règlements ou pour négligence, manquement ou omission dans l'exercice de bonne foi d'une telle fonction ou d'un tel pouvoir.

Application

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire une action ou une instance introduite contre une personne ou une entité visée à ce paragraphe pour des dommages ou pertes résultant de la divulgation de renseignements personnels aux termes de l'article 37, 37.1 ou 37.2.

36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Pas d'indemnisation

38.1 Aucune indemnité n'est payable par la Couronne, le ministre, le directeur ou toute autre personne chargée de l'application de la présente loi, à l'égard d'une perte subie par suite du fait que le ministre ou le directeur refuse de délivrer ou de renouveler un permis, révoque ou suspend un permis, assortit un permis de conditions ou de restrictions, ou modifie les conditions ou les restrictions d'un permis ou par suite de l'exécution des interdictions prévues à l'article 3.

37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Affiliations

38.2 (1) Si des règlements régissant l'affiliation entre les médecins et les établissements de santé autonomes sont pris en application de la présente loi, aucun exploitant d'un établissement de santé autonome, d'un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6) ou d'un établissement de santé qui fournit des services en vertu du paragraphe 8 (5) ne doit permettre à un médecin de s'affilier à l'établissement si ce n'est conformément aux règlements.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), “affiliated” means affiliated as defined in subsection 29.1 (1) of the *Health Insurance Act*.

38. (1) Paragraph 1 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

1. exempting any health facility or class of health facility from this Act or the regulations or any provision thereof, including section 2 or a regulation made under section 2 and providing that the exemption be subject to prescribed conditions;
- 1.1 exempting any person or class of persons from this Act or the regulations or any provision thereof and providing that the exemption be subject to prescribed conditions;
- 1.2 prescribing persons for the purposes of subsection 3 (3).

(2) Subsection 42 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 2.1 extending the time for applying for a licence under section 7 or for an amendment to the limitations on a licence under section 8.

(3) Paragraph 5 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

5. prescribing fees for licences, for transfers and renewal of licences and for such other functions or duties carried out by the Director or other officer in the administration of this Act as may be prescribed;
- 5.1 requiring licensees and other persons to pay prescribed fees;
- 5.2 requiring licensees to pay the cost of an assessment under subsection 30 (1) or of an inspection under clause 32 (1) (b) and prescribing the circumstances in which the licensees are required to pay.

(4) Subsection 42 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

- 11.1 governing the relocation of independent health facilities under section 10, prescribing the terms and conditions of the relocation and prescribing the time at which the application must be made;

(2) Pour l'application du paragraphe (1), «affilié» s'entend au sens du paragraphe 29.1 (1) de la *Loi sur l'assurance-santé*. Idem

38. (1) La disposition 1 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. soustraire un établissement de santé ou une catégorie d'établissements de santé à l'application de tout ou partie de la présente loi ou des règlements, y compris l'article 2 ou un règlement pris en application de cet article, et prévoir que l'exemption soit assujettie à des conditions prescrites;
- 1.1 soustraire une personne ou une catégorie de personnes à tout ou partie de la présente loi ou des règlements et prévoir que l'exemption soit assujettie à des conditions prescrites;
- 1.2 prescrire les personnes pour l'application du paragraphe 3 (3).

(2) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 2.1 proroger le délai de présentation d'une demande de permis en vertu de l'article 7 ou d'une demande de modification des restrictions d'un permis en vertu de l'article 8.

(3) La disposition 5 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. prescrire les droits à acquitter pour les permis, les cessions de permis et les renouvellements de permis ainsi que pour les autres fonctions prescrites qui sont exercées par le directeur ou un autre fonctionnaire dans l'application de la présente loi;
- 5.1 exiger des titulaires de permis et d'autres personnes le paiement des droits prescrits;
- 5.2 exiger des titulaires de permis le paiement des frais de l'évaluation prévue au paragraphe 30 (1) ou de l'inspection prévue à l'alinéa 32 (1) b) et prescrire les circonstances dans lesquelles les titulaires de permis sont tenus de les payer.

(4) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 11.1 régir le déplacement des établissements de santé autonomes prévu à l'article 10, prescrire les conditions du déplacement et prescrire le délai de présentation de la demande;

- 19.1 prescribing the amounts that the Minister shall pay under subsection 24 (1) or the method of determining the amounts, prescribing conditions for the payment of such amounts and providing that such amounts are nil;
- 19.2 governing payments made by the Minister under subsection 24 (2) and prescribing conditions for payment;
- 19.3 governing claims made for the purposes of payment by the Minister under subsection 24 (1) or (2), including requiring claims to be made in the prescribed manner and at the prescribed time and prescribing conditions for the making of claims.

(5) Paragraph 21 of subsection 42 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 21. exempting any service or class of service from this Act or the regulations or any provision thereof and providing that the exemption be subject to prescribed conditions.

(6) Paragraphs 31 and 32 of subsection 42 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

- 31. prescribing conditions under which the Minister may collect or use personal information under subsection 37.1 (1) or (2), conditions under which the Minister shall disclose personal information under subsection 37.1 (3) and conditions under which the Minister may enter into agreements under subsection 37.1 (4);
- 32. prescribing purposes for which personal information may be collected, used or disclosed under subsection 37.1 (1), (2) or (3) and for which an agreement may be entered into under subsection 37.1 (4);
- 33. prescribing conditions under which persons are required to submit or disclose information under section 37.2;
- 34. governing the terms and conditions of affiliations between physicians and independent health facilities for the purposes of section 38.2;
- 35. prescribing anything referred to in this Act as prescribed.

(7) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:

- 19.1 prescrire les montants que le ministre est tenu de payer aux termes du paragraphe 24 (1) ou la méthode pour fixer ces montants, prescrire les conditions du paiement de ces montants et prévoir que ces montants sont nuls;
- 19.2 régir les paiements effectués par le ministre aux termes du paragraphe 24 (2) et en prescrire les conditions;
- 19.3 régir les demandes présentées au ministre en vue d'un paiement aux termes du paragraphe 24 (1) ou (2), notamment exiger que les demandes soient présentées de la manière et dans les délais prescrits, et en prescrire les conditions.

(5) La disposition 21 du paragraphe 42 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 21. soustraire un service ou une catégorie de services à l'application de tout ou partie de la présente loi ou des règlements et prévoir que l'exemption soit assujettie à des conditions prescrites.

(6) Les dispositions 31 et 32 du paragraphe 42 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

- 31. prescrire les conditions auxquelles le ministre peut recueillir ou utiliser des renseignements personnels en vertu du paragraphe 37.1 (1) ou (2), celles auxquelles il peut divulguer des renseignements personnels en vertu du paragraphe 37.1 (3) et celles auxquelles il peut conclure des ententes en vertu du paragraphe 37.1 (4);
- 32. prescrire les fins auxquelles des renseignements personnels peuvent être recueillis, utilisés ou divulgués en vertu du paragraphe 37.1 (1), (2) ou (3) et une entente peut être conclue en vertu du paragraphe 37.1 (4);
- 33. prescrire les conditions auxquelles des personnes sont tenues de fournir ou de divulguer des renseignements aux termes de l'article 37.2;
- 34. régir les conditions d'affiliation entre les médecins et les établissements de santé autonomes pour l'application de l'article 38.2;
- 35. prescrire ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit.

(7) L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Classes	(4) Any regulation made under subsection (1) may be made applicable to different classes of health facilities or different classes of services.	(4) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent s'appliquer à différentes catégories d'établissements de santé ou à différentes catégories de services.	Catégories
Affiliations	(5) A regulation made under paragraph 34 of subsection (1) may apply to affiliations between classes of physicians and classes of independent health facilities.	(5) Un règlement pris en application de la disposition 34 du paragraphe (1) peut s'appliquer aux affiliations entre des catégories de médecins et des catégories d'établissements de santé autonomes.	Affiliation
Nil amount	(6) An amount or fee prescribed under paragraph 5, 5.1, 19.2 or 29 of subsection (1) may be a nil amount.	(6) Un montant ou des droits prescrits en vertu de la disposition 5, 5.1, 19.2 ou 29 du paragraphe (1) peuvent être nuls.	Montant nul
Application of regulations	(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations to provide that a health facility operated under subsection 7 (6) or providing services under subsection 8 (5) is subject to a regulation, or a provision in a regulation, made under subsection (1).	(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir qu'un établissement de santé exploité en vertu du paragraphe 7 (6) ou qui fournit des services en vertu du paragraphe 8 (5) est assujéti à un règlement, ou à une disposition d'un règlement, pris en application du paragraphe (1).	Application des règlements
Retroactive effect	(8) A regulation made under this Act is, if it so provides, effective with reference to a period before the day it is filed.	(8) Les règlements pris en application de la présente loi ont un effet rétroactif s'ils comportent une disposition en ce sens.	Effet rétroactif
Transitional	39. Sections 5, 6, 8, 9 and 10 of the <i>Independent Health Facilities Act</i> , as those provisions read on the day before this Act comes into force, shall continue to apply with respect to a request for proposals made before the day this Act comes into force.	39. Les articles 5, 6, 8, 9 et 10 de la <i>Loi sur les établissements de santé autonomes</i> , tels qu'ils existaient la veille du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent de s'appliquer à l'égard des appels d'offres faits avant ce jour.	Disposition transitoire

PART V COMMENCEMENT

Commencement	40. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.
--------------	---

PARTIE V ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur	40. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.
-------------------	---

**SCHEDULE G
AMENDMENTS TO THE ONTARIO
DRUG BENEFIT ACT, THE
PRESCRIPTION DRUG COST
REGULATION ACT AND THE
REGULATED HEALTH
PROFESSIONS ACT, 1991**

**PART I
ONTARIO DRUG BENEFIT ACT**

1. The French title of the *Ontario Drug Benefit Act* is repealed and the following substituted:

LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
DE L'ONTARIO

2. (1) The definition of “drug” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the second line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“interchangeable”, when describing a drug product, means a drug or combination of drugs identified by a specific product name or manufacturer and designated under the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act* as interchangeable with one or more other such products. (“interchangeable”)

(3) The definition of “listed drug product” in section 1 of the Act is amended by adding “in a particular dosage form and strength” after “drugs” in the second line.

(4) Clause (a) of the definition of “operator of a pharmacy” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*, or” at the end and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*, or”.

(5) The definition of “physician” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“physician” means a member of the College of Physicians and Surgeons of Ontario. (“médecin”)

**ANNEXE G
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
RÉGIME DE MÉDICAMENTS
GRATUITS DE L'ONTARIO, DE LA
LOI SUR LA RÉGLEMENTATION
DES PRIX DES MÉDICAMENTS
DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE ET
DE LA LOI DE 1991 SUR LES
PROFESSIONS DE LA SANTÉ
RÉGLEMENTÉES**

**PARTIE I
LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
GRATUITS DE L'ONTARIO**

1. Le titre français de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LE RÉGIME DE MÉDICAMENTS
DE L'ONTARIO

2. (1) La définition du terme «médicament» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» aux deuxième et troisième lignes, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(2) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«interchangeable» En ce qui concerne un produit médicamenteux, s'entend d'un médicament ou d'une combinaison de médicaments qui est identifié par un nom de produit en particulier ou par un fabricant en particulier et qui est désigné, en vertu de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, comme étant interchangeable avec un ou plusieurs autres de ces produits. («interchangeable»)

(3) La définition du terme «produit médicamenteux énuméré» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par insertion, après «médicaments» à la deuxième ligne, de «d'une forme posologique et d'une concentration particulières, qui est».

(4) L'alinéa a) de la définition du terme «exploitant d'une pharmacie» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifié par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» à la dernière ligne, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(5) La définition du terme «médecin» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«médecin» Membre de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. («physician»)

3. The French version of section 3 of the Act is amended by striking out “aux” in the third line and substituting “à l’intention des”.

4. Section 4 of the Act is repealed and the following substituted:

4. (1) No operator of a pharmacy shall charge, or accept payment from, a person other than the Minister in respect of supplying a listed drug product for an eligible person pursuant to a prescription except as provided under this Act.

(2) No physician shall charge, or accept payment from, a person other than the Minister in respect of supplying a listed drug product for an eligible person except as provided under this Act.

(3) An operator of a pharmacy may charge, or accept payment from, a person in respect of supplying a listed drug product in an amount not greater than the maximum co-payment the Minister is permitted to subtract under subsection 6 (1).

(4) If the operator of a pharmacy dispenses a listed drug product that is interchangeable with other listed drug products and the particular drug product is dispensed because it is specifically requested by the eligible person or by the person presenting the prescription or because the prescription directs that there be no substitutions, subsections 6 (3) and (4) do not apply and the operator of the pharmacy may charge, or accept payment from, a person other than the Minister, in addition to other amounts authorized under this Act, in an amount not exceeding the amount determined under subsection (5).

(5) The amount referred to in subsection (4) shall be determined as follows:

1. Add the drug benefit price of the drug product dispensed and the mark-up referred to in paragraph 3 of subsection 6 (1).
2. Add the drug benefit price determined under paragraph 2 of subsection 6 (1) and the mark-up referred to in paragraph 3 of that subsection.
3. Determine the difference between the amount determined under paragraph 1

3. La version française de l'article 3 de la Loi est modifiée par substitution, à «aux» à la troisième ligne, de «à l'intention des».

4. L'article 4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, aucun exploitant d'une pharmacie ne doit demander à une personne autre que le ministre, ni recevoir d'une personne autre que le ministre, de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré à l'intention d'une personne admissible, conformément à une ordonnance.

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, aucun médecin ne doit demander à une personne autre que le ministre, ni recevoir d'une personne autre que le ministre, de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré à l'intention d'une personne admissible.

(3) L'exploitant d'une pharmacie peut, à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré, demander à une personne, ou recevoir de celle-ci un paiement dont le montant n'est pas supérieur à la quote-part maximale que le ministre est autorisé à soustraire aux termes du paragraphe 6 (1).

(4) Si l'exploitant d'une pharmacie prépare un produit médicamenteux énuméré qui est interchangeable avec d'autres produits médicamenteux énumérés et que ce produit médicamenteux particulier est préparé parce que la personne admissible ou la personne qui présente l'ordonnance en a fait la demande expresse ou encore parce que l'ordonnance comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement, les paragraphes 6 (3) et (4) ne s'appliquent pas et l'exploitant de la pharmacie peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, en plus des autres montants autorisés par la présente loi, un paiement ne dépassant pas le montant établi aux termes du paragraphe (5).

(5) Le montant visé au paragraphe (4) est établi de la façon suivante :

1. Additionner le prix, au titre du régime de médicaments, du produit médicamenteux préparé et la majoration visée à la disposition 3 du paragraphe 6 (1).
2. Additionner le prix au titre du régime de médicaments établi à la disposition 2 du paragraphe 6 (1) et la majoration visée à la disposition 3 de ce paragraphe.
3. Calculer la différence entre le montant établi aux termes de la disposition 1 et

Billing
restricted

Same

Billing per-
mitted,
co-payment

Exception

Same

Facturation
limitée

Idem

Facturation
permise :
quote-part

Exception

Idem

and the amount determined under paragraph 2.

4. If the acquisition cost, for the operator of the pharmacy, of the drug product dispensed is greater than the sum of the drug benefit price for that product and the mark-up referred to in paragraph 3 of subsection 6 (1), determine the amount by which they differ.

5. The amount referred to in subsection (4) is the sum of the amount determined under paragraph 3 and the amount determined under paragraph 4.

Non-application

(6) Subsections (4) and (5) do not apply to the operator of a pharmacy who supplies a listed drug product for an eligible person pursuant to a prescription that includes a direction that there be no substitutions and that meets the prescribed conditions.

Non-application

(7) Subsections (1) and (2) do not apply to an operator of a pharmacy or a physician who supplies a listed drug product for an eligible person without knowing or having reasonable grounds to believe that the person is an eligible person.

5. (1) The French version of subsection 5 (1) of the Act is amended by striking out “à une” in the fourth line and substituting “à l’intention d’une”.

(2) The French version of subsection 5 (3) of the Act is amended by striking out “à une” in the fourth line and substituting “à l’intention d’une”.

(3) Subsection 5 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Submission of claim

(4) A person’s entitlement under subsection (1) or (3) does not arise unless the person submits the claim in the manner prescribed by the regulations and includes in it the information prescribed by the regulations.

6. (1) Subsection 6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Amount Minister to pay

(1) The amount the Minister shall pay under subsection 5 (1) in respect of a listed drug product is the amount calculated by adding the amounts determined under paragraphs 1, 2 and 3 and subtracting from that total the maximum co-payment that may be charged in respect of the supplying of a listed drug product for an eligible person, as provided for in the regulations:

le montant établi aux termes de la disposition 2.

4. Si le coût d’acquisition, pour l’exploitant de la pharmacie, du produit médicamenteux préparé est supérieur à la somme du prix de ce produit, au titre du régime de médicaments, et de la majoration visée à la disposition 3 du paragraphe 6 (1), établir le montant de la différence entre ce coût et cette somme.

5. Le montant visé au paragraphe (4) correspond à la somme du montant établi aux termes de la disposition 3 et du montant établi aux termes de la disposition 4.

Non-application

(6) Les paragraphes (4) et (5) ne s’appliquent pas à l’exploitant d’une pharmacie qui fournit un produit médicamenteux énuméré à l’intention d’une personne admissible, conformément à une ordonnance qui comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement et qui satisfait aux conditions prescrites.

Non-application

(7) Les paragraphes (1) et (2) ne s’appliquent pas à l’exploitant d’une pharmacie ou au médecin qui fournit un produit médicamenteux énuméré à l’intention d’une personne admissible s’il ne sait pas ou n’a pas de motifs raisonnables de croire qu’elle est une personne admissible.

5. (1) La version française du paragraphe 5 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la quatrième ligne, de «à l’intention d’une».

(2) La version française du paragraphe 5 (3) de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la quatrième ligne, de «à l’intention d’une».

(3) Le paragraphe 5 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Le droit qu’a une personne en vertu du paragraphe (1) ou (3) ne prend naissance que si la personne présente la demande de la manière prescrite par les règlements et y inclut les renseignements prescrits par les règlements.

Présentation de la demande

6. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le montant que le ministre paie, aux termes du paragraphe 5 (1), à l’égard d’un produit médicamenteux énuméré est le montant obtenu en additionnant les montants établis aux termes des dispositions 1, 2 et 3 et en soustrayant de ce total la quote-part maximale qui peut être demandée à l’égard de la fourniture d’un produit médicamenteux énuméré à

Montant payé par le ministre

1. The dispensing fee determined under subsection (2).
2. The drug benefit price prescribed by the regulations for the drug product but, if there are other listed drug products that are interchangeable with the drug product, the drug benefit price shall be deemed to be the lowest of the drug benefit prices prescribed by the regulations for the drug product and the listed drug products that are interchangeable with it.
3. The mark up on that price prescribed by the regulations.

(2) The French version of subsection 6 (2) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the first line “de préparation”.

(3) The French version of clause 6 (2) (b) of the Act is amended by adding at the end “de préparation”.

(4) Subclause 6 (2) (c) (i) of the Act is repealed and the following substituted:

- (i) the dispensing fee prescribed by the regulations, and

(5) Subclause 6 (2) (c) (ii) of the Act is repealed and the following substituted:

- (ii) the amount the operator sets under subsection 6 (1) of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*.

(6) Subsections 6 (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(3) If the acquisition cost of a listed drug product for an operator of a pharmacy is greater than the sum of the drug benefit price for the drug product determined under paragraph 2 of subsection (1) and the mark up on that price, referred to in paragraph 3 of subsection (1), the Minister shall also pay, under subsection 5 (1), the difference between the acquisition cost for the drug product and that sum.

(4) For the purpose of subsection (3), if an operator of a pharmacy dispenses a listed drug product that is interchangeable with other listed drug products, the acquisition cost of the listed drug product that is dispensed is the

l'intention d'une personne admissible, selon ce que prévoient les règlements :

1. Les honoraires de préparation établis aux termes du paragraphe (2).
2. Le prix du produit médicamenteux au titre du régime de médicaments, prescrit par les règlements; toutefois, s'il existe d'autres produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec le produit médicamenteux, le prix au titre du régime de médicaments est réputé le plus bas prix entre les prix au titre du régime de médicaments, prescrits par les règlements, du produit médicamenteux et des produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec celui-ci.
3. La majoration de ce prix qui est prescrite par les règlements.

(2) La version française du paragraphe 6 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

(3) La version française de l'alinéa 6 (2) b) de la Loi est modifiée par adjonction de «de préparation».

(4) Le sous-alinéa 6 (2) c) (i) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (i) les honoraires de préparation prescrits par les règlements,

(5) Le sous-alinéa 6 (2) c) (ii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (ii) le montant que l'exploitant fixe aux termes du paragraphe 6 (1) de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*.

(6) Les paragraphes 6 (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(3) Si le coût d'acquisition d'un produit médicamenteux énuméré pour l'exploitant d'une pharmacie est supérieur à la somme du prix du produit médicamenteux au titre du régime de médicaments qui est établi aux termes de la disposition 2 du paragraphe (1) et de la majoration de ce prix, visée à la disposition 3 du paragraphe (1), le ministre paie aussi, aux termes du paragraphe 5 (1), la différence entre le coût d'acquisition de ce produit médicamenteux et cette somme.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), si l'exploitant d'une pharmacie prépare un produit médicamenteux énuméré qui est interchangeable avec d'autres, le coût d'acquisition du produit médicamenteux énuméré qui est

Same, high acquisition cost

Interchangeable products

Idem : coût d'acquisition élevé

Produits interchangeables

lowest acquisition cost from among the drug product dispensed and the listed drug products in the operator's inventory that are interchangeable with the drug product.

No substitution prescription

(5) If a listed drug product is supplied pursuant to a prescription that includes a direction that there be no substitutions and that meets the prescribed conditions, subsections (3) and (4) do not apply and the Minister shall also pay, under subsection 5 (1), the amount determined under subsection 4 (5).

7. (1) Section 7 of the Act is repealed.

Transitional

(2) No process under section 7 of the Act initiated or under way on or before the day this section comes into force shall continue after that day.

8. (1) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) The drug benefit price of a drug referred to in subsection (1) shall be the amount provided for by the regulations.

Listed drugs, special case

(1.2) If a physician informs the Minister that the proper treatment of a patient who is an eligible person requires the administration of a drug for which there are one or more listed drug products but for which the prescribed conditions for payment under section 23 are not satisfied, the Minister may make this Act apply in respect of the supplying of those listed drug products as if the conditions were satisfied.

(2) Subsection 8 (2) of the Act is amended by inserting after "(1)" in the fourth line "or a listed drug product referred to in subsection (1.2)".

9. The French version of section 10 of the Act is amended by striking out "à une" in the third line and in the seventh line and substituting in each case "à l'intention d'une".

10. The french version of subsection 11 (2) of the Act is amended by striking out "aux" in the second last line and substituting "à l'intention des".

11. The Act is amended by adding the following sections:

Order suspending operator's right to payment

11.1 (1) If the Minister believes on reasonable grounds that with respect to a pharmacy there has been a breach of a condition that is prescribed by the regulations or agreed to by

préparé correspond au coût d'acquisition le plus bas entre le produit médicamenteux préparé et les produits médicamenteux énumérés que l'exploitant a en stock et qui sont interchangeables avec le produit médicamenteux.

(5) Si un produit médicamenteux énuméré est fourni conformément à une ordonnance qui comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement et qui satisfait aux conditions prescrites, les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas et le ministre paie aussi, aux termes du paragraphe 5 (1), le montant établi aux termes du paragraphe 4 (5).

Ordonnance interdisant tout remplacement

7. (1) L'article 7 de la Loi est abrogé.

(2) Aucun processus de négociation prévu à l'article 7 de la Loi qui est entamé ou qui est en cours le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou avant ce jour-là ne doit se poursuivre après ce jour-là.

Disposition transitoire

8. (1) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Le prix d'un médicament visé au paragraphe (1), au titre du régime de médicaments, est le montant prévu par les règlements.

Idem

(1.2) Si un médecin informe le ministre que le traitement approprié d'un malade qui est une personne admissible exige l'administration d'un médicament pour lequel il y a un ou plusieurs produits médicamenteux énumérés mais à l'égard duquel il n'a pas été satisfait aux conditions de paiement prescrites en vertu de l'article 23, le ministre peut étendre l'application de la présente loi à l'égard de la fourniture de ces produits médicamenteux énumérés comme s'il avait été satisfait aux conditions.

Médicaments énumérés : cas particulier

(2) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «(1)» à la quatrième ligne, de «ou un produit médicamenteux énuméré qui est visé au paragraphe (1.2)».

9. La version française de l'article 10 de la Loi est modifiée par substitution, à «à une» à la troisième ligne et à la septième ligne, de «à l'intention d'une».

10. La version française du paragraphe 11 (2) de la Loi est modifiée par substitution, à «aux» à l'avant-dernière ligne, de «à l'intention des».

11. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

11.1 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu, à l'égard d'une pharmacie, violation d'une condition prescrite par les règlements ou acceptée par l'exploitant de la

Arrêté suspendant le droit de l'exploitant d'être payé

the operator of the pharmacy, the Minister may make an order suspending the operator of the pharmacy from being entitled to receive payment from the Minister under this Act.

Effect of order

(2) Beginning on the day set out in the order, the operator is not entitled to payment by the Minister under this Act.

Same

(3) Beginning on the day set out in the order, the operator may charge, or accept payment from, a person other than the Minister in an amount not exceeding the sum of,

- (a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the order; and
- (b) the amount the operator could have charged under this Act, absent the order.

Scope of order

(4) An order may relate to all the pharmacies operated by the operator or only to some of them, as set out in the order.

Service of order

(5) An order may be served on the operator or upon any person employed, or apparently employed, at any pharmacy to which the order applies.

Rescinding of order

(6) The Minister may rescind an order upon conditions agreed to by the operator of the pharmacy or without conditions.

Agreement to conditions

(7) The Minister and an operator of a pharmacy may enter into an agreement that the operator of the pharmacy will abide by conditions set out in the agreement even if no order has been made under this section.

Order suspending physician's right to payment

11.2 (1) If the Minister believes on reasonable grounds that a physician has breached a condition that is prescribed by the regulations or agreed to by the physician with respect to dispensing drugs, the Minister may make an order suspending the physician from being entitled to receive payment under this Act.

Effect of order

(2) Beginning on the day set out in the order, the physician is not entitled to payment by the Minister under this Act.

Same

(3) Beginning on the day set out in the order, the physician may charge, or accept payment from, a person other than the Minister in an amount not exceeding the sum of,

- (a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the order; and

pharmacie, le ministre peut prendre un arrêté suspendant le droit qu'a l'exploitant de la pharmacie d'être payé par le ministre en vertu de la présente loi.

(2) À partir du jour fixé dans l'arrêté, l'exploitant n'a pas le droit de recevoir de paiement du ministre en vertu de la présente loi.

Effet de l'arrêté

(3) À partir du jour fixé dans l'arrêté, l'exploitant peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant ne dépasse pas la somme des montants suivants :

Idem

- a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté;
- b) le montant que l'exploitant aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté.

(4) L'arrêté peut viser toutes les pharmacies exploitées par l'exploitant ou seulement quelques-unes d'entre elles, selon ce qui y est énoncé.

Portée de l'arrêté

(5) L'arrêté peut être signifié à l'exploitant ou à toute personne employée ou apparemment employée dans une pharmacie visée par l'arrêté.

Signification de l'arrêté

(6) Le ministre peut abroger l'arrêté aux conditions qu'accepte l'exploitant de la pharmacie ou sans conditions.

Abrogation de l'arrêté

(7) Le ministre et l'exploitant d'une pharmacie peuvent conclure une entente selon laquelle l'exploitant de la pharmacie respectera les conditions énoncées dans l'entente même si aucun arrêté n'a été pris en vertu du présent article.

Acceptation des conditions

11.2 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un médecin a violé une condition prescrite par les règlements ou acceptée par le médecin à l'égard de la préparation de médicaments, le ministre peut prendre un arrêté suspendant le droit qu'a le médecin d'être payé en vertu de la présente loi.

Arrêté suspendant le droit d'un médecin d'être payé

(2) À partir du jour fixé dans l'arrêté, le médecin n'a pas le droit de recevoir de paiement du ministre aux termes de la présente loi.

Effet de l'arrêté

(3) À partir du jour fixé dans l'arrêté, le médecin peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant ne dépasse pas la somme des montants suivants :

Idem

- a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté;

(b) the amount the physician could have charged under this Act, absent the order.

Service of order
(4) An order may be served on the physician or upon any person employed, or apparently employed, at the physician's office.

Rescinding of order
(5) The Minister may rescind an order upon conditions agreed to by the physician or without conditions.

Agreement to conditions
(6) The Minister and a physician may enter into an agreement that the physician will abide by conditions set out in the agreement even if no order has been made under this section.

Claim from eligible person
11.3 (1) An eligible person who submits to the Minister a claim for payment in respect of the supply of a listed drug product is entitled to be paid by the Minister the amount the Minister would have paid to an operator of a pharmacy or a physician absent an order under section 11.1 or 11.2.

Same
(2) The entitlement of an eligible person under subsection (1) is subject to this Act and the regulations to the same extent as the entitlement of an operator of a pharmacy or a physician would be, absent the order under section 11.1 or 11.2.

Submission of claim
(3) A person's entitlement under subsection (1) does not arise unless the person submits the claim in the manner prescribed by the regulations and includes in it the information prescribed by the regulations.

12. Section 13 of the Act is repealed and the following substituted:

Collection of personal information
13. (1) The Minister may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed.

Use of personal information
(2) The Minister may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed.

Disclosure
(3) The Minister shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.

b) le montant que le médecin aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était de l'arrêté.

(4) L'arrêté peut être signifié au médecin ou à toute personne employée ou apparemment employée dans le cabinet du médecin.

(5) Le ministre peut abroger l'arrêté aux conditions qu'accepte le médecin ou sans conditions.

(6) Le ministre et le médecin peuvent conclure une entente selon laquelle le médecin respectera les conditions énoncées dans l'entente même si aucun arrêté n'a été pris en vertu du présent article.

11.3 (1) La personne admissible qui présente au ministre une demande de paiement à l'égard de la fourniture d'un produit médicamenteux énuméré a le droit de recevoir du ministre le montant que ce dernier aurait payé à l'exploitant d'une pharmacie ou à un médecin, si ce n'était de l'arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2.

(2) Le droit qu'a une personne admissible en vertu du paragraphe (1) est subordonné à la présente loi et aux règlements dans la même mesure que le serait le droit de l'exploitant d'une pharmacie ou d'un médecin, si ce n'était de l'arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2.

(3) Le droit qu'a une personne en vertu du paragraphe (1) ne prend naissance que si la personne présente la demande de la manière prescrite par les règlements et y inclut les renseignements prescrits par les règlements.

12. L'article 13 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. (1) Le ministre peut recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins.

(2) Le ministre peut utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins prescrites.

(3) Le ministre divulgue des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n'est pas nécessaire à ces fins.

Signification de l'arrêté

Abrogation de l'arrêté

Acceptation des conditions

Demande d'une personne admissible

Idem

Présentation de la demande

Collecte de renseignements personnels

Utilisation des renseignements personnels

Divulgation

Agreements	(4) Subject to such conditions as may be prescribed, the Minister may enter into agreements to collect, use or disclose personal information for purposes related to the administration of this Act or for such other purposes as may be prescribed.	(4) Sous réserve des conditions prescrites, le ministre peut conclure des ententes en vue de recueillir, d'utiliser ou de divulguer des renseignements personnels aux fins liées à l'application de la présente loi ou à toutes autres fins prescrites.	Ententes
Same	(5) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information collected or disclosed under the agreement will be used only, <ul style="list-style-type: none"> (a) to verify the accuracy of information held or exchanged by a party to the agreement; (b) to administer or enforce a law administered by a party to the agreement; (c) for a purpose prescribed by regulation under subsection (4). 	(5) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis ou divulgués en vertu de l'entente ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) pour vérifier l'exactitude des renseignements détenus ou échangés par une partie à l'entente; b) pour appliquer ou exécuter une loi dont l'application relève d'une partie à l'entente; c) pour une fin prescrite par règlement aux termes du paragraphe (4). 	Idem
Confidentiality	(6) An agreement under subsection (4) shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish mechanisms for maintaining the confidentiality of the information.	(6) Une entente visée au paragraphe (4) prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués en vertu de celle-ci sont confidentiels et établit des mécanismes pour préserver la confidentialité de ces renseignements.	Confidentialité
Obligation	(7) Before disclosing personal information obtained under the Act or under an agreement, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless, <ul style="list-style-type: none"> (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3) or (4); or (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i>. <p>13. (1) Clause 15 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) charges a person more than is permitted under this Act; (a.1) submits to the Minister a claim for payment where the Minister is not required to make any payment or where the claim is in excess of the amount the Minister is required to pay. <p>(2) Clause 15 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:</p> <ul style="list-style-type: none"> (d) refuses to submit information required to be submitted under this Act or know- 	(7) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi ou d'une entente, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3) ou (4); b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>. <p>13. (1) L'alinéa 15 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) demande à une personne un paiement dont le montant est supérieur à celui que permet la présente loi; a.1) présente au ministre une demande de paiement dans le cas où ce dernier n'est pas tenu d'effectuer un paiement ou dans le cas où le montant demandé dépasse le montant que le ministre est tenu de payer. <p>(2) L'alinéa 15 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) refuse de soumettre les renseignements qui doivent être soumis en vertu de la 	Obligation

ingly furnishes false or incomplete information to the Ministry in connection with the administration of this Act; or

présente loi ou fournit sciemment au ministère des renseignements faux ou incomplets relativement à l'application de la présente loi;

(3) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) L'article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Minimum penalty, charging offences

(3) The minimum penalty for each offence under clause (1) (a) or (a.1) is two times,

(3) L'amende minimale pour chaque infraction à l'alinéa (1) a) ou a.1) représente le double, selon le cas :

Amende minimale : infractions relatives au prix demandé

- (a) the difference between the amount that was charged to or accepted from a person other than the Minister and the amount permitted under this Act, in the case of an offence under clause (1) (a); or
- (b) the difference between the amount for which a claim was submitted to the Minister and the amount the Minister is required to pay, in the case of an offence under clause (1) (a.1).

- a) de la différence entre le montant qui a été demandé à une personne autre que le ministre ou qui a été reçu d'une personne autre que le ministre et le montant permis par la présente loi, dans le cas d'une infraction à l'alinéa (1) a);
- b) de la différence entre le montant demandé au ministre et le montant que ce dernier est tenu de payer, dans le cas d'une infraction à l'alinéa (1) a.1).

14. Subsection 17 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

14. Le paragraphe 17 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Same

(2) The drug benefit price of a designated pharmaceutical product shall be the amount provided for by the regulations.

(2) Le prix d'un produit pharmaceutique désigné, au titre du régime de médicaments, correspond au montant prévu par les règlements.

Idem

Same

(3) Sections 16 and 22 do not apply for the purposes of this section.

(3) Les articles 16 et 22 ne s'appliquent pas pour l'application du présent article.

Idem

15. (1) Clause 18 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

15. (1) L'alinéa 18 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (b) prescribing conditions to be met for a drug product to be designated as a listed drug product;
- (b.1) prescribing conditions to be met for a listed drug product to continue to be designated as a listed drug product.

- b) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit médicamenteux soit désigné comme produit médicamenteux énuméré;
- b.1) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit médicamenteux énuméré continue d'être désigné comme produit médicamenteux énuméré.

(2) Clause 18 (1) (e) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) L'alinéa 18 (1) e) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (e) respecting physicians charging, or accepting payment from, persons for the purposes of subsection 4 (2);
- (e.1) prescribing the manner of determining acquisition costs of drug products, for the purposes of subsections 4 (5), 6 (3) and 6 (4);
- (e.1.1) prescribing conditions for the purposes of subsections 4 (6) and 6 (5);

- e) traiter des paiements que les médecins demandent à des personnes ou reçoivent de celles-ci pour l'application du paragraphe 4 (2);
- e.1) prescrire la manière d'établir le coût d'acquisition des produits médicamenteux pour l'application des paragraphes 4 (5), 6 (3) et 6 (4);
- e.1.1) prescrire les conditions pour l'application des paragraphes 4 (6) et 6 (5);

- (e.2) respecting amounts an operator of a pharmacy may charge or accept from a person other than the Minister under this Act in addition to those provided for in this Act;
- (e.3) respecting amounts the Minister shall pay physicians under subsection 5 (3).
- (3) Clause 18 (1) (f) of the Act is repealed and the following substituted:**
 - (f) prescribing the manner in which a claim referred to in subsection 5 (4) must be submitted and prescribing the information to be included in such a claim.
- (4) Clause 18 (1) (g) of the Act is repealed and the following substituted:**
 - (g) subject to section 22, prescribing the drug benefit price for listed drug products;
- (g.1) prescribing a percentage mark up of the drug benefit price that the Minister will pay under subsection 6 (1);
- (g.2) respecting the maximum co-payment for the purposes of subsection 6 (1);
- (g.3) prescribing an amount for the purposes of clause 6 (2) (a).
- (5) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clause:**
 - (g.4) prescribing the dispensing fee for the purpose of subclause 6 (2) (c) (i).
- (6) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:**
 - (g.5) exempting any drug product or class of drug product from the application of subsections 6 (3) and (4);
 - (g.6) limiting the amount of a drug product supplied for an eligible person at one time or within a period of time that the Minister is required to pay for under this Act.
- (7) Clause 18 (1) (j) of the Act is repealed.**
- (8) Subsection 18 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:**

- e.2) traiter des montants que l'exploitant d'une pharmacie peut demander, en vertu de la présente loi, à une personne autre que le ministre ou recevoir, en vertu de la présente loi, d'une personne autre que le ministre, en plus de ceux prévus par la présente loi;
- e.3) traiter des montants que le ministre paie aux médecins aux termes du paragraphe 5 (3).
- (3) L'alinéa 18 (1) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**
 - f) prescrire la manière de présenter une demande visée au paragraphe 5 (4) et prescrire les renseignements qui doivent être inclus dans la demande.
- (4) L'alinéa 18 (1) g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**
 - g) sous réserve de l'article 22, prescrire le prix, au titre du régime de médicaments, des produits médicamenteux énumérés;
- g.1) prescrire le pourcentage de majoration du prix au titre du régime de médicaments que le ministre paiera aux termes du paragraphe 6 (1);
- g.2) traiter de la quote-part maximale pour l'application du paragraphe 6 (1);
- g.3) prescrire un montant pour l'application de l'alinéa 6 (2) a).
- (5) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :**
 - g.4) prescrire les honoraires de préparation pour l'application du sous-alinéa 6 (2) c) (i).
- (6) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :**
 - g.5) soustraire un produit médicamenteux ou une catégorie de produits médicamenteux à l'application des paragraphes 6 (3) et (4);
 - g.6) limiter la quantité d'un produit médicamenteux qui est fournie à l'intention d'une personne admissible à une occasion ou au cours d'une période et à l'égard de laquelle le ministre est tenu d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi.
- (7) L'alinéa 18 (1) j) de la Loi est abrogé.**
- (8) Le paragraphe 18 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :**

- (k.1) respecting the drug benefit price or the determination of the drug benefit price of a drug for the purpose of subsection 8 (1.1);

(k.2) respecting conditions under which the Minister may make an order under subsection 11.1 (1);

(k.3) respecting conditions under which the Minister may make an order under subsection 11.2 (1);

(k.4) prescribing the manner in which a claim referred to in subsection 11.3 (3) must be submitted and prescribing the information to be included in such a claim;

(k.5) respecting purposes for which personal information may be collected, used or disclosed under subsection 13 (1), (2) or (3) and for which agreements may be entered into under subsection 13 (4);

(k.6) prescribing conditions under which the Minister may collect or use personal information under subsection 13 (1) or (2), conditions under which the Minister shall disclose personal information under subsection 13 (3) and conditions under which the Minister may enter into agreements under subsection 13 (4).
- k.1) traiter du prix d'un médicament au titre du régime de médicaments ou de la fixation de ce prix pour l'application du paragraphe 8 (1.1);

k.2) traiter des conditions auxquelles le ministre peut prendre un arrêté visé au paragraphe 11.1 (1);

k.3) traiter des conditions auxquelles le ministre peut prendre un arrêté visé au paragraphe 11.2 (1);

k.4) prescrire la manière de présenter une demande visée au paragraphe 11.3 (3) et prescrire les renseignements qui doivent être inclus dans la demande;

k.5) traiter des fins auxquelles des renseignements personnels peuvent être recueillis, utilisés ou divulgués en vertu du paragraphe 13 (1), (2) ou (3) et des fins auxquelles des ententes peuvent être conclues en vertu du paragraphe 13 (4);

k.6) prescrire les conditions auxquelles le ministre peut recueillir ou utiliser des renseignements personnels en vertu du paragraphe 13 (1) ou (2), celles auxquelles il doit divulguer des renseignements personnels aux termes du paragraphe 13 (3) et celles auxquelles il peut conclure des ententes en vertu du paragraphe 13 (4)

(9) Clause 18 (1) (l) of the Act is amended by adding at the end “and respecting the drug benefit price or the determination of the drug benefit price for each of them”.

(9) L’alinéa 18 (1) l) de la Loi est modifié par adjonction de «et traiter du prix de chacun de ces produits au titre du régime de médicaments ou de la fixation de ce prix».

(10) Subsections 18 (2), (3), (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

(10) Les paragraphes 18 (2), (3), (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- Eligible classes

(2) Without restricting the generality of clause (1) (a), a regulation under that clause may include distinctions based on income, family status and expenses incurred, including expenses incurred in the purchase of listed drug products and may provide for eligibility to be based on family units, and for the purpose may define “family unit”.

Conditions for listing

(3) Without restricting the generality of clause (1) (b) or (b.1), a regulation under one of those clauses may prescribe conditions relating to the drug benefit price of the drug product or other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.
- Catégories de personnes admissibles

(2) Sans préjudice de la portée générale de l’alinéa (1) a), un règlement pris en application de cet alinéa peut inclure des distinctions fondées sur le revenu, l’état familial et les frais engagés, notamment les frais engagés relativement à l’achat de produits médicamenteux énumérés, et prévoir que l’admissibilité est fondée sur la cellule familiale et, à cette fin, il peut définir le terme «cellule familiale».

Catégories de l’énumération

(3) Sans préjudice de la portée générale de l’alinéa (1) b) ou b.1), un règlement pris en application d’un de ces alinéas peut prescrire les conditions relatives au prix du produit médicamenteux ou d’autres produits médicamenteux, au titre du régime de médicaments, ou celles relatives au prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d’autres produits médicamenteux.

Distinguish
operators,
physicians

(4) A regulation may distinguish between operators of pharmacies and dispensing physicians and may treat them differently.

(4) Un règlement peut établir une distinction entre les exploitants de pharmacies et les médecins pharmaciens, et peut les traiter différemment.

Distinction
entre exploi-
tants et
médecins

Co-payments

(5) Without limiting the generality of clause (1) (g.2), a regulation made under that clause may,

(5) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) g.2), un règlement pris en application de cet alinéa peut :

Quotes-parts

(a) prescribe a specified amount as a co-payment, provide for a means of calculating the amount, provide that the dispensing fee under subsection 6 (2) is the amount of the co-payment or otherwise provide for the amount of co-payment;

a) prescrire un montant précisé comme étant une quote-part, prévoir une méthode pour calculer ce montant, prévoir que les honoraires de préparation prévus au paragraphe 6 (2) constituent le montant de la quote-part ou prévoir d'une autre façon le montant de la quote-part;

(b) provide for different co-payments for different classes of persons or drugs;

b) prévoir différentes quotes-parts pour différentes catégories de personnes ou de médicaments;

(c) provide that no co-payment or a different co-payment is to be charged after a person has been charged co-payments that total an amount provided for by the regulations in a specified period;

c) prévoir qu'aucune quote-part ne doit être demandée ou qu'une quote-part différente est demandée après que des quotes-parts totalisant le montant prévu par les règlements pour une période précisée ont été demandées à une personne;

(d) provide that the co-payment include any amount up to the full amount otherwise payable by the Minister;

d) prévoir que la quote-part inclut tout montant jusqu'à concurrence du montant total que paie par ailleurs le ministre;

(e) treat different classes of eligible persons differently; and

e) traiter différemment différentes catégories de personnes admissibles;

(f) for the purpose of clause (e), make distinctions based on income, family status, general expenses incurred and expenses incurred in the purchase of listed drug products.

f) pour l'application de l'alinéa e), établir des distinctions fondées sur le revenu, l'état familial, les frais généraux engagés et les frais engagés relativement à l'achat de produits médicamenteux énumérés.

16. The Act is amended by adding the following sections:

16. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Decisions
about listing,
delisting

19. In deciding whether or not to designate a drug product as a listed drug product under clause 18 (1) (c) or to remove such a designation, the Lieutenant Governor in Council may consider any matter the Lieutenant Governor in Council considers advisable in the public interest, including, without limiting the generality of the foregoing, the drug benefit price of the drug product or other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

19. Pour décider s'il doit désigner ou non un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré en vertu de l'alinéa 18 (1) c) ou s'il doit retirer ou non cette désignation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération toute question qu'il estime utile dans l'intérêt public, notamment le prix du produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux, au titre du régime de médicaments, ou le prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

Décisions
concernant la
désignation
ou le retrait
de la
désignation

Delisting

20. (1) The Lieutenant Governor in Council may remove the designation of a drug product as a listed drug product even if none of the conditions prescribed under clause 18 (1) (b.1) are breached, if the Lieutenant Governor

20. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut retirer la désignation d'un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré même si aucune des conditions prescrites en vertu de l'alinéa 18 (1) b.1) n'est

Retrait de la
désignation

in Council considers it advisable in the public interest to do so.

Effect of
breach of
continuing
conditions

(2) Despite a breach of a condition prescribed under clause 18 (1) (b.1), a drug product does not cease to be designated as a listed drug product until its designation as a listed drug product is removed.

Advisors

21. The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to anything under this Act may, in formulating such advice, consider anything the Minister or Lieutenant Governor in Council may consider.

17. The Act is amended by adding the following section:

Drug benefit
price

22. (1) The drug benefit price prescribed under clause 18 (1) (g) for a drug product when it becomes a listed drug product shall be the amount submitted by the manufacturer and agreed to by the Minister for listing the drug product.

Minister's
agreement

(2) In deciding whether to agree to an amount submitted by the manufacturer, the Minister may consider any matter the Minister considers advisable in the public interest, including, without limiting the generality of the foregoing, the drug benefit price of other drug products or the price charged to operators of pharmacies for the drug product or other drug products.

Requested
changes in
price

(3) A regulation under clause 18 (1) (g) may raise or lower the drug benefit price of a listed drug product if the manufacturer agrees to the change and the Lieutenant Governor in Council considers it advisable in the public interest to do so.

Price at
coming into
force

(4) The initial drug benefit price of a drug product that is a listed drug product at the time this section comes into force shall be deemed to be the best available price of the drug product set out in Part IV of the Formulary, as defined in section 1 of Regulation 868 of the Revised Regulations of Ontario, 1990, as that section existed on the day before this section comes into force.

18. The Act is amended by adding the following section:

violée, s'il estime qu'il est utile de ce faire dans l'intérêt public.

(2) Malgré la violation d'une condition prescrite en vertu de l'alinéa 18 (1) b.1), un produit médicamenteux continue d'être désigné comme produit médicamenteux énuméré jusqu'au retrait de sa désignation comme produit médicamenteux énuméré.

Effet de la
violation des
conditions de
la désigna-
tion continue

Conseillers

21. Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, sur toute question prévue par la présente loi peut, lorsqu'il formule de tels conseils, prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

22. (1) Le prix au titre du régime de médicaments, prescrit en vertu de l'alinéa 18 (1) g), qui se rapporte à un produit médicamenteux qui devient un produit médicamenteux énuméré correspond au montant soumis par le fabricant et accepté par le ministre aux fins de l'addition du produit médicamenteux à l'énumération.

Prix au titre
du régime de
médicaments

(2) Pour décider s'il doit donner son accord à un montant soumis par le fabricant, le ministre peut prendre en considération toute question qu'il estime utile dans l'intérêt public, notamment le prix d'autres produits médicamenteux au titre du régime de médicaments ou le prix demandé aux exploitants de pharmacies pour le produit médicamenteux ou d'autres produits médicamenteux.

Accord du
ministre

(3) Un règlement pris en application de l'alinéa 18 (1) g) peut augmenter ou diminuer le prix d'un produit médicamenteux énuméré, au titre du régime de médicaments, si le fabricant accepte la modification et que le lieutenant-gouverneur en conseil estime que la modification est dans l'intérêt public.

Demande de
modification
du prix

(4) Le prix initial, au titre du régime de médicaments, d'un produit médicamenteux qui est un produit médicamenteux énuméré au moment de l'entrée en vigueur du présent article est réputé le meilleur prix possible de ce produit médicamenteux indiqué à la partie IV du document appelé «Formulary» à la définition qui en est donnée à l'article 1 du Règlement 868 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990, tel que cet article existait le jour précédant l'entrée en vigueur du présent article.

Prix au
moment de
l'entrée en
vigueur

18. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Conditions
of payment

23. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations requiring that for a specified drug product or class of drug products specified clinical criteria must be met for the Minister to pay an amount in respect of the supplying of that drug product or class of drug products for a specified patient or class of patients.

23. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger, relativement à un produit médicamenteux particulier ou à une catégorie particulière de produits médicamenteux, qu'il soit satisfait à des critères d'ordre clinique particuliers avant que le ministre n'effectue de paiement à l'égard de la fourniture de ce produit ou de cette catégorie de produits à l'intention d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades.

Conditions
de paiement

Clinical
criteria

(2) Without limiting the generality of subsection (1), clinical criteria may include,

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les critères d'ordre clinique peuvent comprendre :

Critère d'ordre
clinique

- (a) considerations relating to the use or the possibility of the use of other drug products or therapies for a particular patient or class of patients;
- (b) a requirement that the use of a drug product for a particular patient or class of patients require a prescription from a physician or class of physicians prescribed by the regulations;
- (c) a requirement that a specified person or an expert panel recommend or approve the use of a drug product for a particular patient or class of patients.

- a) des considérations relatives à l'utilisation ou à la possibilité d'utiliser d'autres produits médicamenteux ou traitements à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades;
- b) l'obligation d'obtenir une ordonnance d'un médecin ou d'une catégorie de médecins prescrits par les règlements pour utiliser un produit médicamenteux à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades;
- c) l'obligation d'obtenir la recommandation ou l'approbation d'une personne précisée ou d'un comité d'experts pour utiliser un produit médicamenteux à l'égard d'un malade particulier ou d'une catégorie particulière de malades.

When clinical
criteria
not met

(3) If an operator of a pharmacy supplies a drug product for an eligible person and, because of a regulation under this section, the Minister is not required to pay an amount in respect of that supply, the operator may charge or accept payment from a person other than the Minister in an amount equal to the sum of,

(3) Si l'exploitant d'une pharmacie fournit un produit médicamenteux à l'intention d'une personne admissible et qu'en raison d'un règlement pris en application du présent article, le ministre n'est pas tenu d'effectuer de paiement à l'égard de la fourniture de ce produit, l'exploitant peut demander à une personne autre que le ministre, ou recevoir d'une personne autre que le ministre, un paiement dont le montant est égal à la somme des montants suivants :

Cas où il
n'est pas
satisfait aux
critères d'ordre
clinique

- (a) the amount the Minister would have paid under this Act, absent the regulation; and
- (b) the amount the operator could have charged under this Act, absent the regulation.

- a) le montant que le ministre aurait payé en vertu de la présente loi, si ce n'était du règlement;
- b) le montant que l'exploitant aurait pu demander en vertu de la présente loi, si ce n'était du règlement.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply if, under section 8, the Minister makes this Act apply in respect of the supplying of the drug product for the eligible person.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si, en vertu de l'article 8, le ministre étend l'application de la présente loi à l'égard de la fourniture du produit médicamenteux à l'intention de la personne admissible.

Exception

PART II PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT

19. The title of the *Prescription Drug Cost Regulation Act* is repealed and the following substituted:

DRUG INTERCHANGEABILITY AND DISPENSING FEE ACT

20. (1) The definition of “drug” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the second line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

(2) The definition of “interchangeable product” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“interchangeable product” means a drug or combination of drugs in a particular dosage form and strength identified by a specific product name or manufacturer and designated as interchangeable with one or more other such products. (“produit interchangeable”)

(3) The definition of “operator of a pharmacy” in section 1 of the Act is amended by striking out “*Health Disciplines Act*” in the last line and substituting “*Drug and Pharmacies Regulation Act*”.

21. Subsection 4 (4) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a) and by striking out clause (b).

22. (1) Subsection 6 (1) of the Act is amended by striking out “dispensing fee in respect of dispensing interchangeable products” in the third and fourth lines and substituting “dispensing fee”.

(2) The French version of subsection 6 (2) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the second line “de préparation”.

(3) The French version of subsection 6 (3) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the first line “de préparation”.

(4) The French version of subsection 6 (4) of the Act is amended by inserting after “honoraires” in the fourth line “de préparation”.

PARTIE II LOI SUR LA RÉGLEMENTATION DES PRIX DES MÉDICAMENTS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE

19. Le titre de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR L'INTERCHANGEABILITÉ DES MÉDICAMENTS ET LES HONORAIRES DE PRÉPARATION

20. (1) La définition du terme «médicament» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» aux troisième et quatrième lignes, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

(2) La définition du terme «produit de remplacement» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«produit interchangeable» Médicament ou combinaison de médicaments d'une forme posologique et d'une concentration particulières, qui est identifié par un nom de produit en particulier ou par un fabricant en particulier et qui est désigné comme étant interchangeable avec un ou plusieurs autres de ces produits. («interchangeable product»)

(3) La définition du terme «exploitant d'une pharmacie» qui figure à l'article 1 de la Loi est modifiée par substitution, à «*Loi sur les sciences de la santé*» à la dernière ligne, de «*Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*».

21. Le paragraphe 4 (4) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa b).

22. (1) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «honoraires courants et habituels à l'égard de la préparation de produits de remplacement» aux troisième et quatrième lignes, de «honoraires de préparation courants et habituels».

(2) La version française du paragraphe 6 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la deuxième ligne, de «de préparation».

(3) La version française du paragraphe 6 (3) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

(4) La version française du paragraphe 6 (4) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la quatrième ligne, de «de préparation».

23. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Limit re
dispensing
fee

7. (1) A dispenser shall not charge, as a dispensing fee for supplying a drug product, more than the dispenser's usual and customary dispensing fee, unless a greater amount is provided for by the regulations.

Additional
limit

(2) If a dispenser supplies a drug product that is an interchangeable product under this Act, the dispenser shall not charge, in addition to the dispensing fee, more than the lowest amount the dispenser would charge for the product dispensed or the products that are interchangeable with it in the dispenser's inventory.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply if the person presenting the prescription has requested the dispensing of a particular interchangeable product or if the prescription includes a direction that there be no substitutions.

Same

(4) This section does not apply with respect to the supplying of a drug to which the *Ontario Drug Benefit Act* applies.

24. The French version of clause 13 (1) (d) of the Act is amended by inserting after "honoraires" in the first line "de préparation".

25. (1) Clause 14 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) prescribing conditions to be met for a product to continue to be designated as interchangeable.

(2) The French version of clause 14 (1) (d) of the Act is amended by inserting after "honoraires" in the third line "de préparation".

(3) Section 14 of the Act is amended by adding the following subsections:

Removing
designation

(1.1) The Lieutenant Governor in Council may remove the designation of a product as an interchangeable product even if none of the conditions prescribed under clause (1) (c) are breached, if the Lieutenant Governor in Council considers it advisable in the public interest to do so.

Effect of
breach of
continuing
conditions

(1.2) Despite a breach of a condition prescribed under clause (1) (c), a product does not cease to be designated as an interchangeable product until its designation is removed.

23. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. (1) Le préposé à la préparation ne doit pas demander, comme honoraires de préparation pour la fourniture d'un produit médicamenteux, un montant supérieur à ses honoraires de préparation courants et habituels, sauf si un montant supérieur est prévu par les règlements.

Restriction
relative aux
honoraires de
préparation

(2) S'il fournit un produit médicamenteux qui est un produit interchangeable visé par la présente loi, le préposé à la préparation ne doit pas demander, en plus des honoraires de préparation, un montant supérieur au montant le plus bas qu'il demanderait pour le produit préparé ou les produits qui sont interchangeables avec celui-ci dans le stock du préposé à la préparation.

Restriction
supplémentaire

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si la personne qui présente l'ordonnance a demandé qu'on lui prépare un produit interchangeable particulier ou si l'ordonnance comporte une directive selon laquelle il ne doit pas y avoir de remplacement.

Exception

(4) Le présent article ne s'applique pas à l'égard de la fourniture d'un médicament auquel s'applique la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*.

Idem

24. La version française de l'alinéa 13 (1) d) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la première ligne, de «de préparation».

25. (1) L'alinéa 14 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) prescrire les conditions auxquelles il doit être satisfait pour qu'un produit continue d'être désigné comme étant interchangeable.

(2) La version française de l'alinéa 14 (1) d) de la Loi est modifiée par insertion, après «honoraires» à la troisième ligne, de «de préparation».

(3) L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut retirer la désignation d'un produit comme produit interchangeable même si aucune des conditions prescrites en vertu de l'alinéa (1) c) n'est violée, s'il estime qu'il est utile de ce faire dans l'intérêt public.

Retrait de la
désignation

(1.2) Malgré la violation d'une condition prescrite en vertu de l'alinéa (1) c), un produit continue d'être désigné comme étant un produit interchangeable jusqu'au retrait de sa désignation.

Effet de la
violation des
conditions de
la désignation
continue

26. (1) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement” wherever it appears in section 3, subsections 4 (1), (2), (3) and (5), section 5, subsection 6 (4), section 8 and clauses 13 (1) (b), (c) and 14 (2) (a), and substituting in each case “interchangeable” or “interchangeables”, as may be appropriate in the context.

(2) The French version of the Act is amended by striking out “pouvant le remplacer” in subsections 4 (1) and (2) and substituting “étant interchangeable avec lui”.

(3) The French version of the Act is amended by striking out “qui peut le remplacer et” in clause 4 (4) (a) and substituting “interchangeable”.

(4) The French version of the Act is amended by striking out “produits de remplacement” in clause 14 (1) (a) and substituting “étant interchangeables avec d’autres produits”.

(5) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement d’un ou de plusieurs” in clause 14 (1) (b) and substituting “étant interchangeable avec un ou plusieurs”.

(6) The French version of the Act is amended by striking out “de remplacement d’un” in clause 14 (1) (b) and substituting “étant interchangeable avec un”.

PART III REGULATED HEALTH PROFESSIONS ACT, 1991

27. (1) Clause 36 (1) (d) of the *Regulated Health Professions Act, 1991* is repealed and the following substituted:

(d) as may be required for the administration of the *Drug Interchangeability and Dispensing Fee Act*, the *Health Insurance Act*, the *Independent Health Facilities Act*, the *Ontario Drug Benefit Act*, the *Narcotic Control Act* (Canada) and the *Food and Drugs Act* (Canada).

(2) Subsection 36 (3) of the Act is amended by adding at the end “or a proceeding relating to an order under section 11.1 or 11.2 of the *Ontario Drug Benefit Act*”.

26. (1) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement» là où ces mots figurent à l'article 3, aux paragraphes 4 (1), (2), (3) et (5), à l'article 5, au paragraphe 6 (4), à l'article 8 et aux alinéas 13 (1) b) et c) et 14 (2) a), de «interchangeable» ou «interchangeables», selon ce qu'exige le contexte.

(2) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «pouvant le remplacer» aux paragraphes 4 (1) et (2), de «étant interchangeable avec lui».

(3) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «qui peut le remplacer et» à l'alinéa 4 (4) a), de «interchangeable».

(4) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «produits de remplacement» à l'alinéa 14 (1) a), de «étant interchangeables avec d'autres produits».

(5) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement d'un ou de plusieurs» à l'alinéa 14 (1) b), de «étant interchangeable avec un ou plusieurs».

(6) La version française de la Loi est modifiée par substitution, à «de remplacement d'un» à l'alinéa 14 (1) b), de «étant interchangeable avec un».

PARTIE III LOI DE 1991 SUR LES PROFESSIONS DE LA SANTÉ RÉGLEMENTÉES

27. (1) L'alinéa 36 (1) d) de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) de la façon que peut exiger l'application de la *Loi sur l'interchangeabilité des médicaments et les honoraires de préparation*, de la *Loi sur l'assurance-santé*, de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, de la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*, de la *Loi sur les stupéfiants* (Canada) et de la *Loi sur les aliments et drogues* (Canada).

(2) Le paragraphe 36 (3) de la Loi est modifié par adjonction de «ni dans le cadre d'instances relatives à un arrêté visé à l'article 11.1 ou 11.2 de la *Loi sur le régime de médicaments de l'Ontario*».

PART IV GENERAL

Transition,
O.D.B.A.

28. (1) Despite subsection 18 (2) of the *Ontario Drug Benefit Act*, the Minister, in accordance with a policy of the Ministry of Health or the Government of Ontario, may refuse to determine or estimate a new best available price for a drug if,

- (a) the new best available price would be greater than the best available price prescribed by the regulations; or
- (b) the increase of the new best available price over the best available price prescribed by the regulations would be greater than that allowed by the policy.

Same

(2) In deciding whether or not to designate a drug product as a listed drug product or to remove the designation of a drug product as a listed drug product, the Lieutenant Governor in Council may, without limiting the generality of clause 18 (1) (c) of the *Ontario Drug Benefit Act*, consider,

- (a) the best available price of the drug product and of the other listed drug products that are interchangeable with it under the *Prescription Drug Cost Regulation Act*;
- (b) price increases proposed by a manufacturer; and
- (c) the total cost of designating or removing the designation of the drug product.

Same

(3) The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to the designation of a drug product or the determination or estimation of the best available price may consider anything the Minister or the Lieutenant Governor in Council may consider in formulating such advice or in determining whether or not to bring a submission to have a drug product designated to the Minister or the Lieutenant Governor in Council for a decision.

Same

(4) A regulation made under clause 18 (1) (b) of the *Ontario Drug Benefit Act* may prescribe conditions that relate to the best available price of the product or other products.

PARTIE IV DISPOSITIONS GÉNÉRALES

28. (1) Malgré le paragraphe 18 (2) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario*, le ministre, conformément à une politique du ministère de la Santé ou du gouvernement de l'Ontario, peut refuser de fixer un nouveau meilleur prix possible pour un médicament ou d'en faire une estimation si, selon le cas :

- a) le nouveau meilleur prix possible est supérieur au meilleur prix possible prescrit par les règlements;
- b) l'augmentation du nouveau meilleur prix possible par rapport au meilleur prix possible prescrit par les règlements est supérieure à celle que permet la politique.

Disposition
transitoire :
*Loi sur le
régime de
médicaments
gratuits de
l'Ontario*

(2) Pour décider s'il doit désigner ou non un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré ou s'il doit retirer ou non la désignation d'un produit médicamenteux comme produit médicamenteux énuméré, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans préjudice de la portée générale de l'alinéa 18 (1) c) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario*, prendre en considération ce qui suit :

Idem

- a) le meilleur prix possible du produit médicamenteux et des autres produits médicamenteux énumérés qui sont interchangeables avec celui-ci aux termes de la *Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance*;
- b) les augmentations de prix proposées par un fabricant;
- c) le coût total relatif à la désignation ou au retrait de la désignation du produit médicamenteux.

(3) Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'égard de la désignation d'un produit médicamenteux ou de la fixation ou de l'estimation du meilleur prix possible peut prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération, lorsqu'il formule de tels conseils ou décide s'il doit proposer ou non la désignation d'un produit médicamenteux au ministre ou au lieutenant-gouverneur en conseil pour que l'un ou l'autre prenne une décision à ce sujet.

Idem

(4) Un règlement pris en application de l'alinéa 18 (1) b) de la *Loi sur le régime de médicaments gratuits de l'Ontario* peut prescrire les conditions relatives au meilleur prix possible du produit ou d'autres produits.

Idem

Same	(5) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	(5) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Idem
Transition, P.D.C.R.A.	29. (1) Despite subsection 7 (1) of the <i>Prescription Drug Cost Regulation Act</i> , the Minister, in accordance with a policy of the Ministry of Health or the Government of Ontario, may refuse to determine or estimate a new best available price for a drug product if, <ul style="list-style-type: none"> (a) the new best available price would be greater than the best available price prescribed by the regulations; or (b) the increase to the new best available price from the best available price prescribed by the regulations would be greater than that allowed by the policy. 	29. (1) Malgré le paragraphe 7 (1) de la <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i> , le ministre, conformément à une politique du ministère de la Santé ou du gouvernement de l'Ontario, peut refuser de fixer un nouveau meilleur prix possible pour un produit médicamenteux ou d'en faire une estimation si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) le nouveau meilleur prix possible est supérieur au meilleur prix possible prescrit par les règlements; b) l'augmentation du nouveau meilleur prix possible par rapport au meilleur prix possible prescrit par les règlements est supérieure à celle que permet la politique. 	Disposition transitoire : <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i>
Same	(2) In deciding whether or not to designate a product as interchangeable or whether or not to remove the designation of a product as interchangeable, the Lieutenant Governor in Council may, without limiting the generality of clause 14 (1) (b) of the <i>Prescription Drug Cost Regulation Act</i> , consider the best available price of the product and of other products with which it would be, or is, interchangeable.	(2) Pour décider s'il doit désigner ou non un produit comme étant interchangeable ou s'il doit retirer ou non la désignation d'un produit comme produit interchangeable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sans préjudice de la portée générale de l'alinéa 14 (1) b) de la <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i> , prendre en considération le meilleur prix possible du produit et des autres produits avec lesquels ce produit serait ou est interchangeable.	Idem
Same	(3) The Minister or any body or official who advises the Minister or the Lieutenant Governor in Council with respect to the designation of a product or the determination or estimation of the best available price may consider anything the Minister or the Lieutenant Governor in Council may consider in formulating such advice or in determining whether or not to bring a submission to have a product designated to the Minister or the Lieutenant Governor in Council for a decision.	(3) Le ministre qui conseille le lieutenant-gouverneur en conseil, ou tout organisme, fonctionnaire public ou représentant officiel qui conseille le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'égard de la désignation d'un produit ou de la fixation ou de l'estimation du meilleur prix possible peut prendre en considération toute question que le ministre ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre en considération, lorsqu'il formule de tels conseils ou décide s'il doit proposer ou non la désignation d'un produit au ministre ou au lieutenant-gouverneur en conseil pour que l'un ou l'autre prenne une décision à ce sujet.	Idem
Same	(4) A regulation made under clause 14 (1) (a) of the <i>Prescription Drug Cost Regulation Act</i> may prescribe conditions that relate to the best available price of the product or other products.	(4) Un règlement pris en application de l'alinéa 14 (1) a) de la <i>Loi sur la réglementation des prix des médicaments délivrés sur ordonnance</i> peut prescrire les conditions relatives au meilleur prix possible du produit ou d'autres produits.	Idem
Same	(5) This section is repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	(5) Le présent article est abrogé le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Idem
No compensation	30. No person is entitled to compensation in respect of any act or omission occurring after May 19, 1993 that is authorized by section 28 or 29.	30. Nul n'a droit à une indemnité à l'égard d'un acte ou d'une omission qui a lieu après le 19 mai 1993 et qui est autorisé par l'article 28 ou 29.	Aucune indemnité prévue

Transition.
proceedings

31. (1) An order by a court made in any of the following proceedings shall be deemed to be of no effect:

1. The application for judicial review by Apotex, Inc. in the Ontario Court (General Division), court file number 670/93.
2. The application for judicial review by Apotex, Inc. in the Ontario Court (General Division), court file number 173/95.

Exception

(2) Subsection (1) does not affect the part of an order of a court that awards costs.

Commence-
ment

32. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Sections 28 and 29 shall be deemed to have come into force on May 19, 1993.

(3) Subsection 6 (2), section 7, subsection 15 (5), sections 30 and 31 and this section come into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

31. (1) L'ordonnance qu'un tribunal rend dans l'une ou l'autre des instances suivantes est réputée sans effet :

1. La requête en révision judiciaire présentée par Apotex, Inc. devant la Cour de l'Ontario (Division générale), portant le numéro de dossier du tribunal 670/93.
2. La requête en révision judiciaire présentée par Apotex, Inc. devant la Cour de l'Ontario (Division générale), portant le numéro de dossier du tribunal 173/95.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas d'incidence sur la partie d'une ordonnance d'un tribunal qui adjuge les dépens.

32. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) Les articles 28 et 29 sont réputés être entrés en vigueur le 19 mai 1993.

(3) Le paragraphe 6 (2), l'article 7, le paragraphe 15 (5), les articles 30 et 31 ainsi que le présent article entrent en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Disposition
transitoire :
instances

Exception

Entrée en
vigueur

SCHEDULE H AMENDMENTS TO THE HEALTH INSURANCE ACT AND THE HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT

PART I HEALTH INSURANCE ACT

1. (1) Section 1 of the *Health Insurance Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 2, section 12, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 18, is further amended by adding the following definition:

“eligible physician” means, other than in section 19.1, a physician who is determined under sections 29.2 to 29.6 to be an eligible physician; (“médecin admissible”)

(2) The definition of “insured services” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“insured services” means services that are determined under section 11.2 to be insured services. (“services assurés”)

2. (1) Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 69, is further amended by adding the following subsections:

(4.1) The Minister may enter into agreements to collect, use and disclose,

- (a) personal information concerning insured services provided by physicians, practitioners or health facilities; and
- (b) such other personal information as may be prescribed.

(2) Subsection 2 (5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 69, is amended by striking out “or” at the end of clause (a), by adding “or” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (c) for such other purposes as may be prescribed.

(3) Section 2 of the Act is further amended by adding the following subsection:

(6) An agreement shall provide that personal information collected, used or disclosed under it is confidential and shall establish

Agreements
concerning
payment
information

Confiden-
tiality

ANNEXE H MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ ET DE LA LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

PARTIE I LOI SUR L'ASSURANCE-SANTÉ

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur l'assurance-santé*, tel qu'il est modifié par l'article 12 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1993, par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 68 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«médecin admissible» S'entend, sauf à l'article 19.1, d'un médecin qui est considéré comme étant un médecin admissible aux termes des articles 29.2 à 29.6. («eligible physician»)

(2) La définition du terme «services assurés» qui figure à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«services assurés» Services qui sont considérés comme étant des services assurés aux termes de l'article 11.2. («insured services»)

2. (1) L'article 2 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 69 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(4.1) Le ministre peut conclure des ententes en vue de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de ce qui suit :

- a) les renseignements personnels concernant les services assurés fournis par les médecins, les praticiens ou les établissements de santé;
- b) tous autres renseignements personnels prescrits.

(2) Le paragraphe 2 (5) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 69 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c) toutes autres fins prescrites.

(3) L'article 2 de la Loi est modifié en outre par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Une entente prévoit que les renseignements personnels recueillis, utilisés ou divulgués en vertu de celle-ci sont confidentiels et

Ententes
concernant
les rensei-
gnements sur
les paiements

Confiden-
tialité

mechanisms for maintaining the confidentiality of the information.

3. The Act is amended by adding the following section:

4.1 (1) The Minister and the General Manager may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

(2) The Minister and the General Manager may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

(3) The Minister and the General Manager shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and if the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister or the General Manager shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.

(4) Before disclosing personal information obtained under the Act or under an agreement, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless,

- (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3), 2 (5) or 38 (4); or
- (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

4. (1) Subsection 5 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) Three members of the Medical Review Committee, one of whom shall be a member who is not a physician or practitioner, constitute a quorum of the Committee. However, one member who is a physician constitutes a quorum for the purposes of a review requested under subsection 18.1 (2) or 39.1 (3).

(3.1) The Medical Review Committee may sit in several divisions simultaneously, if a

établit des mécanismes pour préserver la confidentialité de ces renseignements.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

4.1 (1) Le ministre et le directeur général peuvent recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

(2) Le ministre et le directeur général peuvent utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

(3) Le ministre et le directeur général divulguent des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ou le directeur général ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n'est pas nécessaire à ces fins.

(4) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi ou d'une entente, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas :

- a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3), 2 (5) ou 38 (4);
- b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

4. (1) Le paragraphe 5 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Trois membres du comité d'étude de la médecine, dont un n'est ni médecin ni praticien, constituent le quorum. Toutefois, un membre qui est médecin constitue le quorum aux fins d'une révision demandée en vertu du paragraphe 18.1 (2) ou d'un examen demandé en vertu du paragraphe 39.1 (3).

(3.1) Le comité d'étude de la médecine peut siéger simultanément dans plusieurs divi-

Collection of
personal
information

Use of
personal
information

Disclosure

Obligation

Quorum

Divisions of
Committee

Collecte de
renseigne-
ments
personnels

Utilisation
des rensei-
gnements
personnels

Divulgation

Obligation

Quorum

Divisions du
comité

quorum of the Committee is present in each division.

(2) Subsection 5 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties (7) The Medical Review Committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act and shall make reports and recommendations respecting any matter referred to it by the Minister, the Appeal Board or the College of Physicians and Surgeons.

Powers (8) Members of the Medical Review Committee have the powers of an inspector appointed under subsection 40 (1).

5. (1) Subsection 6 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Quorum (3) Three members of a practitioner review committee, one of whom shall be a member who is not a physician or practitioner, constitute a quorum of the committee. However, one member who is a practitioner constitutes a quorum for the purposes of a review requested under subsection 18.1 (4) or 39.1 (3).

Divisions (3.1) A practitioner review committee may sit in several divisions simultaneously, if a quorum of the committee is present in each division

(2) Subsection 6 (7) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties (7) Every practitioner review committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act and shall make reports and recommendations respecting any matter referred to it by the Minister, the Appeal Board or the board or college of which it is a committee.

Powers (8) Members of a practitioner review committee have the powers of an inspector appointed under subsection 40 (3).

6. Subsection 7 (9) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties (9) The Medical Eligibility Committee shall perform such duties as are assigned to it under the Act or by the Minister.

7. Subsection 8 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Duties (8) The Appeal Board shall perform such duties as are assigned to it under the Act or by the Minister and shall do so in accordance with the Act and regulations.

8. The Act is amended by adding the following section:

sions si le quorum du comité est atteint dans chacune d'elles.

(2) Le paragraphe 5 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions (7) Le comité d'étude de la médecine s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi et présente des rapports et fait des recommandations à l'égard des questions que lui soumet le ministre, la Commission d'appel ou l'Ordre des médecins et chirurgiens.

Pouvoirs (8) Les membres du comité d'étude de la médecine sont investis des pouvoirs d'un inspecteur nommé en vertu du paragraphe 40 (1).

5. (1) Le paragraphe 6 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Quorum (3) Trois membres d'un comité d'étude des praticiens, dont un n'est ni médecin ni praticien, constituent le quorum. Toutefois, un membre qui est praticien constitue le quorum aux fins d'une révision demandée en vertu du paragraphe 18.1 (4) ou d'un examen demandé en vertu du paragraphe 39.1 (3).

Divisions (3.1) Un comité d'étude des praticiens peut siéger simultanément dans plusieurs divisions si le quorum du comité est atteint dans chacune d'elles.

(2) Le paragraphe 6 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions (7) Chacun des comités d'étude des praticiens s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi et présente des rapports et fait des recommandations à l'égard des questions que lui soumet le ministre, la Commission d'appel ou le conseil ou l'ordre dont il constitue un comité.

Pouvoirs (8) Les membres des comités d'étude des praticiens sont investis des pouvoirs d'un inspecteur nommé en vertu du paragraphe 40 (3).

6. Le paragraphe 7 (9) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions (9) Le comité d'admissibilité médicale s'acquitte des fonctions dont il est chargé en vertu de la Loi ou dont le charge le ministre.

7. Le paragraphe 8 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fonctions (8) La Commission d'appel s'acquitte des fonctions dont elle est chargée en vertu de la Loi ou dont le charge le ministre, et ce conformément à la Loi et aux règlements.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Insured services	<p>11.2 (1) The following services are insured services for the purposes of the Act:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Prescribed services of hospitals and health facilities rendered under such conditions and limitations as may be prescribed. 2. Prescribed medically necessary services rendered by physicians under such conditions and limitations as may be prescribed. 3. Prescribed health care services rendered by prescribed practitioners under such conditions and limitations as may be prescribed. 	<p>11.2 (1) Constituent des services assurés pour l'application de la Loi les services suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les services prescrits des hôpitaux et des établissements de santé qui sont fournis aux conditions et dans les limites prescrites. 2. Les services prescrits qui sont nécessaires du point de vue médical et que fournissent les médecins aux conditions et dans les limites prescrites. 3. Les services de santé prescrits que fournissent des praticiens prescrits aux conditions et dans les limites prescrites. 	Services assurés
Exceptions	<p>(2) Despite subsection (1), services that a person is entitled to under the <i>Workers' Compensation Act</i>, the <i>Homes for Special Care Act</i> or under any Act of the Parliament of Canada except the <i>Canada Health Act</i> are not insured services.</p>	<p>(2) Malgré le paragraphe (1), les services auxquels une personne a droit en vertu de la <i>Loi sur les accidents du travail</i>, de la <i>Loi sur les foyers de soins spéciaux</i> ou d'une loi du Parlement du Canada, à l'exception de la <i>Loi canadienne sur la santé</i>, ne constituent pas des services assurés.</p>	Exceptions
Restrictions	<p>(3) Such services as may be prescribed are insured services only if they are provided in or by designated hospitals or health facilities.</p>	<p>(3) Les services qui sont prescrits ne sont des services assurés que s'ils sont fournis dans ou par des hôpitaux ou des établissements de santé désignés.</p>	Limites
Same	<p>(4) Such services as may be prescribed are insured services only if they are provided to insured persons in prescribed age groups.</p>	<p>(4) Les services qui sont prescrits ne sont des services assurés que s'ils sont fournis à des assurés appartenant à des groupes d'âge prescrits.</p>	Idem
Same	<p>(5) Such services as may be prescribed are not insured services when they are provided to insured persons in prescribed age groups.</p>	<p>(5) Les services qui sont prescrits ne sont pas des services assurés lorsqu'ils sont fournis à des assurés appartenant à des groupes d'âge prescrits.</p>	Idem
	<p>9. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsections:</p>	<p>9. L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :</p>	
Exception	<p>(2) Subsection (1) does not apply if the insured service is provided in Ontario by a physician who is not an eligible physician.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le service assuré est fourni en Ontario par un médecin qui n'est pas un médecin admissible.</p>	Exception
Commencement	<p>(3) Subsection (2) comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.</p>	<p>(3) Le paragraphe (2) entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.</p>	Entrée en vigueur
	<p>10. Subsection 14 (1) of the Act is amended by adding the following clause:</p> <ol style="list-style-type: none"> (c) any part of the cost that is not paid by the Plan for such other services as may be prescribed when they are performed by such classes of persons or in such classes of facilities as may be prescribed. 	<p>10. Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> c) de toute partie du coût qui n'est pas remboursée par le Régime et qui porte sur les autres services prescrits, lorsqu'ils sont fournis par des catégories de personnes prescrites ou dans des catégories d'établissements prescrites. 	
	<p>11. Section 17 of the Act is repealed and the following substituted:</p>	<p>11. L'article 17 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	
Accounts for insured services	<p>17. (1) Physicians, practitioners and health facilities shall prepare accounts for their</p>	<p>17. (1) Les médecins, les praticiens et les établissements de santé établissent des notes</p>	Notes d'honoraires à l'égard des services assurés

insured services in such form as the General Manager may require. The accounts must meet the prescribed requirements.

Same

(2) A physician or practitioner who does not submit his or her accounts directly to the Plan shall promptly give an account to a patient who receives insured services from him or her. The account must be in the required form and meet the prescribed requirements.

Time for submitting

(3) The physician, practitioner, health facility or, in the case of a patient who is billed directly, the patient must submit an account for an insured service to the General Manager within such time after the service is performed as may be prescribed and, in any event, no later than six months after the service is performed. When submitted, the account must be in the required form and meet the prescribed requirements.

12. The Act is amended by adding the following sections:

Fees payable for insured services

17.1 (1) A physician, practitioner or insured person who submits an account to the General Manager in accordance with the Act for insured services provided by a physician or a practitioner is entitled to be paid the fee determined under this section.

Ineligible physician

(2) The fee payable for an insured service provided in Ontario by a physician who is not an eligible physician is nil. This subsection does not apply if the service is rendered on a basis other than fee for service.

Amount

(3) The basic fee payable for an insured service is the amount set out in the regulations. The amount may differ for different classes of physician or practitioner.

Same

(4) The regulations may provide that the basic fee for an insured service is nil.

Adjustment of amount

(5) The basic fee payable for an insured service performed by a physician or practitioner may be increased or decreased as provided in the regulations based upon one or more of the following factors:

1. The professional specialization of the physician or practitioner.
2. The relevant professional experience of the physician or practitioner.
3. The frequency with which the physician or practitioner provides the insured service.

d'honoraires à l'égard de leurs services assurés selon la formule que le directeur général peut exiger. Les notes d'honoraires doivent répondre aux exigences prescrites.

Idem

(2) Le médecin ou le praticien qui ne soumet pas ses notes d'honoraires directement au Régime remet promptement une note d'honoraires au patient qui reçoit de lui des services assurés. La note d'honoraires doit être établie selon la formule exigée et répondre aux exigences prescrites.

Délai pour soumettre les notes d'honoraires

(3) Le médecin, le praticien ou l'établissement de santé, ou le patient si la note d'honoraires lui est facturée directement, doit soumettre une note d'honoraires à l'égard d'un service assuré au directeur général dans le délai prescrit suivant la prestation du service et, quoi qu'il en soit, dans les six mois qui suivent la prestation du service. Lorsqu'elle est soumise, la note d'honoraires doit avoir été établie selon la formule exigée et répondre aux exigences prescrites.

12. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

17.1 (1) Le médecin, le praticien ou l'assuré qui soumet une note d'honoraires au directeur général conformément à la Loi à l'égard des services assurés fournis par un médecin ou un praticien a le droit de recevoir les honoraires fixés aux termes du présent article.

Honoraires payables à l'égard des services assurés

(2) Aucuns honoraires ne sont payables à l'égard d'un service assuré fourni en Ontario par un médecin qui n'est pas un médecin admissible. Le présent paragraphe ne s'applique pas si le service est fourni sur une base autre que le paiement à l'acte.

Médecin non admissible

(3) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré correspondent au montant indiqué dans les règlements. Le montant peut varier d'une catégorie de médecins ou de praticiens à l'autre.

Honoraires de base

(4) Les règlements peuvent prévoir qu'aucuns honoraires de base ne sont payables à l'égard d'un service assuré.

Idem

(5) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien peuvent être augmentés ou diminués selon ce que prévoient les règlements, en fonction d'un ou de plusieurs des facteurs suivants :

Rajustement du montant

1. La spécialisation sur le plan professionnel du médecin ou du praticien.
2. L'expérience professionnelle pertinente du médecin ou du praticien.
3. La fréquence à laquelle le médecin ou le praticien fournit le service assuré.

4. The geographic area in which the insured service is provided.
5. The setting in which the insured service is provided.
6. The period of time when the insured service is provided.
7. Such other factors as may be prescribed.

(6) If the total amount payable for one or more prescribed insured services provided by a physician or practitioner during a prescribed period equals or exceeds a prescribed amount, the fee payable for an insured service may be increased or decreased in accordance with the regulations. The fee payable may be reduced to nil.

(7) A change made under subsection (6) in the fee payable for an insured service is imposed in addition to any change made under subsection (5) in the basic fee payable.

(8) Subsection (2) comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

17.2 (1) Subject to section 28, a health facility that submits an account to the General Manager in accordance with the Act for insured services performed by the facility is entitled to be paid the fee determined under this section.

(2) Subsections 17.1 (3) and (4) apply, with necessary modifications, with respect to the basic fee payable for an insured service.

(3) The basic fee payable for an insured service performed by a health facility may be increased or decreased as provided in the regulations based upon such factors as may be prescribed.

(4) Subsections 17.1 (6) and (7) apply, with necessary modifications, with respect to the fee payable to a health facility.

13. Section 18 of the Act is repealed and the following substituted:

18. (1) The General Manager shall determine all issues relating to accounts for insured services and shall make the payments from the Plan that are authorized under the Act.

(2) The General Manager may refuse to pay for a service provided by a physician, practi-

4. La région dans laquelle le service assuré est fourni.
5. Le milieu dans lequel le service assuré est fourni.
6. La période durant laquelle le service assuré est fourni.
7. Tout autre facteur prescrit.

(6) Si le montant total payable à l'égard d'un ou de plusieurs services assurés prescrits qui sont fournis par un médecin ou un praticien pendant une période prescrite est égal ou supérieur à un montant prescrit, les honoraires payables à l'égard d'un service assuré peuvent être augmentés ou diminués conformément aux règlements. Les honoraires payables peuvent être ramenés à zéro.

(7) La modification effectuée en vertu du paragraphe (6) relativement aux honoraires payables à l'égard d'un service assuré est imposée en plus de tout rajustement effectué en vertu du paragraphe (5) relativement aux honoraires de base payables.

(8) Le paragraphe (2) entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

17.2 (1) Sous réserve de l'article 28, l'établissement de santé qui soumet une note d'honoraires au directeur général conformément à la Loi à l'égard des services assurés fournis par l'établissement a le droit de recevoir les honoraires fixés aux termes du présent article.

(2) Les paragraphes 17.1 (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des honoraires de base payables pour un service assuré.

(3) Les honoraires de base payables à l'égard d'un service assuré fourni par un établissement de santé peuvent être augmentés ou réduits selon ce que prévoient les règlements, en fonction des facteurs prescrits.

(4) Les paragraphes 17.1 (6) et (7) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des honoraires payables à un établissement de santé.

13. L'article 18 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. (1) Le directeur général tranche toutes les questions se rapportant aux notes d'honoraires à l'égard des services assurés et effectue les paiements sur le Régime qui sont autorisés par la Loi.

(2) Le directeur général peut refuser de payer pour un service fourni par un médecin,

Threshold amount

Montant étalon

Same

Idem

Commencement

Entrée en vigueur

Fees payable, health facilities

Honoraires payables : établissements de santé

Same

Idem

Adjustment of amount

Rajustement du montant

Threshold amount

Montant étalon

Payment of accounts

Paiement des notes d'honoraires

Same

Idem

tioner or health facility or may pay a reduced amount in the following circumstances:

1. If the General Manager is of the opinion that all or part of the insured service was not in fact rendered.
2. If the General Manager is of the opinion that the nature of the service is misrepresented, whether deliberately or inadvertently.
3. For a service provided by a physician, if the General Manager is of the opinion, after consulting with a physician, that all or part of the service was not medically necessary.
4. For a service provided by a practitioner, if the General Manager is of the opinion, after consulting with a practitioner who is qualified to provide the same service, that all or part of the service was not therapeutically necessary.
5. For a service provided by a health facility, if the General Manager is of the opinion, after consulting with a physician or practitioner, that all or part of the service was not medically or therapeutically necessary.
6. If the General Manager is of the opinion that all or part of the service was not provided in accordance with accepted professional standards and practice.
7. In such other circumstances as may be prescribed.

Same (3) The General Manager may refuse to pay for a service provided by a physician if the General Manager is of the opinion that the physician is not an eligible physician.

Same (4) The General Manager shall refuse to pay for an insured service if the account for the service is not prepared in the required form, does not meet the prescribed requirements or is not submitted to him or her within the prescribed time. However, the General Manager may pay for the service if there are extenuating circumstances.

Reimbursement (5) The General Manager may require a physician, practitioner or health facility to reimburse the Plan for an amount paid for a service if, after the payment is made, the General Manager is of the opinion that a circumstance described in subsection (2) exists.

Exception, physician (6) Despite subsection (5), the General Manager shall not require a physician to reim-

un praticien ou un établissement de santé ou réduire le montant du paiement dans les circonstances suivantes :

1. Si le directeur général est d'avis que la totalité ou une partie du service assuré n'a de fait pas été fournie.
2. Si le directeur général est d'avis que la nature du service est faussement représentée, que ce soit délibérément ou par inadvertance.
3. Dans le cas d'un service fourni par un médecin, si le directeur général est d'avis, après avoir consulté un médecin, que la totalité ou une partie du service n'était pas nécessaire du point de vue médical.
4. Dans le cas d'un service fourni par un praticien, si le directeur général est d'avis, après avoir consulté un praticien qui est qualifié pour fournir le même service, que la totalité ou une partie du service n'était pas nécessaire du point de vue thérapeutique.
5. Dans le cas d'un service fourni par un établissement de santé, si le directeur général est d'avis, après avoir consulté un médecin ou un praticien, que la totalité ou une partie du service n'était nécessaire ni du point de vue médical ni du point de vue thérapeutique.
6. Si le directeur général est d'avis que la totalité ou une partie du service n'a pas été fournie conformément aux normes et aux pratiques professionnelles reconnues.
7. Toutes autres circonstances prescrites.

(3) Le directeur général peut refuser de payer pour un service fourni par un médecin s'il est d'avis que le médecin n'est pas un médecin admissible. Idem

(4) Le directeur général refuse de payer pour un service assuré si la note d'honoraires s'y rapportant n'est pas établie selon la formule exigée, ne répond pas aux exigences prescrites ou ne lui est pas soumise dans le délai prescrit. Toutefois, le directeur général peut payer pour le service en cas de circonstances atténuantes. Idem

(5) Le directeur général peut exiger qu'un médecin, un praticien ou un établissement de santé rembourse au Régime un montant payé pour un service si, après que le paiement est effectué, il est d'avis que l'une des circonstances visées au paragraphe (2) existe. Remboursement

(6) Malgré le paragraphe (5), le directeur général ne doit pas exiger qu'un médecin rem- Exception : médecin

burse the Plan if the sole reason for requiring the reimbursement is that a circumstance described in paragraph 3 or 6 of subsection (2) exists.

Exception,
practitioner

(7) Despite subsection (5), the General Manager shall not require a practitioner to reimburse the Plan if the sole reason for requiring the reimbursement is that a circumstance described in paragraph 4 or 6 of subsection (2) exists.

Ineligible
physician

(8) The General Manager may require a physician to reimburse the Plan for an amount paid for a service if, after the payment is made, the General Manager is of the opinion that the physician is not an eligible physician.

Notice

(9) The General Manager shall notify the physician, practitioner or health facility of a decision to refuse to pay for a service, to pay a reduced amount or to require the reimbursement of the Plan.

Review by
committee,
physician

18.1 (1) A physician may request that a decision of the General Manager under subsection 18 (2) or (5) be reviewed,

- (a) by the Medical Eligibility Committee in the circumstances described in subsection 19 (1); or
- (b) by the Medical Review Committee in any other circumstance.

Same

(2) A physician may request that a review by the Medical Review Committee be performed by a single member of the Committee,

- (a) if the amount of money in dispute is less than such amount as may be prescribed; or
- (b) if the General Manager consents to a review by a single committee member.

Review by
committee,
practitioner

(3) A practitioner may request that a decision of the General Manager under subsection 18 (2) or (5) be reviewed by the applicable practitioner review committee.

Same

(4) The practitioner may request that the review be performed by a single member of the practitioner review committee,

- (a) if the amount of money in dispute is less than such amount as may be prescribed; or
- (b) if the General Manager consents to a review by a single committee member.

Time for
request

(5) A request for a review must be made within 60 days after the physician or practitioner receives notice of the decision of the General Manager and must be accompanied

bourse le Régime pour le seul motif que l'une des circonstances visées à la disposition 3 ou 6 du paragraphe (2) existe.

(7) Malgré le paragraphe (5), le directeur général ne doit pas exiger qu'un praticien rembourse le Régime pour le seul motif que l'une des circonstances visées à la disposition 4 ou 6 du paragraphe (2) existe.

Exception :
praticien

(8) Le directeur général peut exiger qu'un médecin rembourse au Régime un montant payé pour un service si, après que le paiement est effectué, il est d'avis que le médecin n'est pas un médecin admissible.

Médecin non
admissible

(9) Le directeur général avise le médecin, le praticien ou l'établissement de santé de sa décision de refuser de payer pour un service, de payer un montant réduit ou d'exiger que le Régime soit remboursé.

Avis

18.1 (1) Un médecin peut demander qu'une décision prise par le directeur général en vertu du paragraphe 18 (2) ou (5) soit révisée :

Révision par
un comité
demandée
par un
médecin

- a) par le comité d'admissibilité médicale, dans les circonstances visées au paragraphe 19 (1);
- b) par le comité d'étude de la médecine, dans toutes autres circonstances.

(2) Un médecin peut demander qu'une révision dont est chargé le comité d'étude de la médecine soit effectuée par un membre unique de ce comité si, selon le cas :

Idem

- a) le montant d'argent en litige est inférieur au montant prescrit;
- b) le directeur général consent à ce que la révision soit effectuée par un membre unique du comité.

(3) Un praticien peut demander qu'une décision prise par le directeur général en vertu du paragraphe 18 (2) ou (5) soit révisée par le comité d'étude des praticiens compétent.

Révision par
un comité
demandée
par un
praticien

(4) Le praticien peut demander que la révision soit effectuée par un membre unique du comité d'étude des praticiens si, selon le cas :

Idem

- a) le montant d'argent en litige est inférieur au montant prescrit;
- b) le directeur général consent à ce que la révision soit effectuée par un membre unique du comité.

(5) La demande de révision doit être présentée dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du directeur général par le médecin ou le praticien, et être

Délai de
présentation
de la
demande

by the prescribed application fee for the type of review requested.

Expedited review

(6) The following rules apply with respect to a review by a single committee member:

1. The review must begin promptly after the request is made and must be conducted expeditiously.
2. The committee member may make any decision that the applicable committee is authorized under subsection (10) to make. If the review results from a request made under clause (2) (a) or (4) (a), a direction may provide for payment or reimbursement of an amount greater than the amount described in those clauses.
3. In such circumstances as the committee member considers appropriate, he or she may recommend that the General Manager consider requesting a review under section 39.1 and may give the General Manager such information as the committee member considers appropriate.
4. Following the review, the committee member shall promptly advise the physician or practitioner of the decision under paragraph 2. The committee member is not required to give written reasons for his or her decision.

Same, reconsideration

(7) A person aggrieved by a decision of the single committee member may request the Medical Review Committee or the applicable practitioner review committee, as the case may be, to reconsider the matter.

Same

(8) A request for reconsideration must be made within 15 days after the physician or practitioner receives notice of the decision of the single committee member, and must be accompanied by the prescribed application fee.

Procedural directions

(9) During a review or reconsideration, the applicable committee or a single committee member, as the case may be, may require the physician or practitioner to take such steps by such time as the committee or member may determine.

Direction by committee

(10) Following the review or following its reconsideration of a review by a single committee member, the Medical Review Committee or the practitioner review committee may,

- (a) confirm the decision of the General Manager;

accompagnée des droits de demande prescrits qui s'appliquent au type de révision demandée.

(6) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard d'une révision effectuée par un membre unique du comité :

Révision accélérée

1. La révision doit commencer promptement après que la demande est présentée et être menée le plus rapidement possible.
2. Le membre du comité peut prendre toute décision que le comité concerné est autorisé à prendre en vertu du paragraphe (10). Si la révision fait suite à une demande présentée en vertu de l'alinéa (2) a) ou (4) a), un ordre peut prévoir le paiement ou le remboursement d'un montant supérieur au montant visé à ces alinéas.
3. Dans les circonstances qu'il estime appropriées, le membre du comité peut recommander que le directeur général étudie la possibilité de demander un examen en vertu de l'article 39.1 et peut donner au directeur général les renseignements qu'il estime appropriés.
4. À la suite de la révision, le membre du comité avise promptement le médecin ou le praticien de la décision qu'il a prise en vertu de la disposition 2. Le membre du comité n'est pas tenu de motiver sa décision par écrit.

(7) La personne lésée par la décision d'un membre unique du comité peut demander au comité d'étude de la médecine ou au comité d'étude des praticiens compétent, selon le cas, de réexaminer la question.

Idem : réexamen

(8) Une demande de réexamen doit être présentée dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du membre unique du comité par le médecin ou le praticien, et être accompagnée des droits de demande prescrits.

Idem

(9) Au cours d'une révision ou d'un réexamen, le comité concerné ou le membre unique du comité, selon le cas, peut exiger du médecin ou du praticien qu'il prenne dans le délai que fixe le comité ou le membre les mesures que l'un ou l'autre décide.

Ordres relatifs à la procédure

(10) À la suite de la révision ou de son réexamen d'une révision effectuée par un membre unique d'un comité, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut, selon le cas :

Ordre du comité

- a) confirmer la décision du directeur général;

- (b) direct the General Manager to make a payment in accordance with the submitted account;
- (c) direct the General Manager to pay a reduced amount; or
- (d) require the physician or practitioner to reimburse the Plan in the amount fixed by the applicable committee.

Recommen-
dation of
further
review

(11) Following the review or following its reconsideration of a review by a single committee member, the Medical Review Committee or the practitioner review committee may recommend in such circumstances as it considers appropriate that the General Manager consider requesting a review under section 39.1 and may give the General Manager such information as it considers appropriate.

Notice

(12) The applicable committee shall serve the persons affected by a direction given under subsection (10) with a notice stating that the physician or practitioner may appeal it to the Appeal Board.

Reasons for
direction

(13) Upon request, the applicable committee shall give the persons affected by its direction written reasons for it.

Interest

(14) If, as a result of a direction, an amount is payable by or to a physician or practitioner, interest is also payable on the amount. Interest is calculated in the prescribed manner and is payable from the date determined in the prescribed manner.

Additional
payment

(15) The physician or practitioner shall pay an additional amount for the cost of the review and for the cost of any reconsideration of a review,

- (a) if a decision of the General Manager refusing to pay an account for services provided by the physician or practitioner is confirmed;
- (b) if, as a result of a direction, the physician or practitioner is required to reimburse the Plan; or
- (c) if the General Manager is required to pay him or her less than the amount of the account submitted for the insured services.

Same

(16) The additional amount under subsection (15) shall be determined in the prescribed manner

Refund of
fee

(17) The General Manager shall refund any portion of the application fee paid by the physician or practitioner that remains after the additional amount, if any, under subsection (15) is paid.

- b) ordonner au directeur général de faire un paiement conformément à la note d'honoraires soumise;
- c) ordonner au directeur général de payer un montant réduit;
- d) exiger du médecin ou du praticien qu'il rembourse au Régime le montant fixé par le comité concerné.

(11) À la suite de la révision ou de son réexamen d'une révision effectuée par un membre unique d'un comité, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut recommander dans les circonstances qu'il estime appropriées que le directeur général étudie la possibilité de demander un examen en vertu de l'article 39.1 et peut donner au directeur général les renseignements qu'il estime appropriés.

Recommen-
dation d'une
nouvelle
révision

(12) Le comité concerné signifie aux personnes touchées par un ordre donné en vertu du paragraphe (10) un avis indiquant que le médecin ou le praticien peut interjeter appel de l'ordre devant la Commission d'appel.

Avis

(13) Sur demande, le comité concerné remet, par écrit, aux personnes touchées par l'ordre qu'il a donné, l'exposé des motifs à l'appui de celui-ci.

Motifs

(14) Si, par suite d'un ordre, un montant est payable ou exigible par un médecin ou un praticien, des intérêts sont également payables ou exigibles sur le montant. Les intérêts sont calculés de la manière prescrite et courent à partir de la date fixée de la manière prescrite.

Intérêts

(15) Le médecin ou le praticien paie un montant additionnel pour couvrir le coût de la révision et de tout réexamen d'une révision si, selon le cas :

Paiement
additionnel

- a) la décision du directeur général de refuser de payer une note d'honoraires à l'égard de services fournis par le médecin ou le praticien est confirmée;
- b) par suite d'un ordre, le médecin ou le praticien est tenu de rembourser le Régime;
- c) le directeur général est tenu de lui payer un montant inférieur au montant de la note d'honoraires soumise à l'égard de services assurés.

(16) Le montant additionnel visé au paragraphe (15) est établi de la manière prescrite.

Idem

(17) Le directeur général rembourse toute partie des droits de demande payés par le médecin ou le praticien qui reste après que le montant additionnel, le cas échéant, visé au paragraphe (15) est payé.

Rembourse-
ment des
droits

Publication of details	<p>(18) The General Manager may make public the following information relating to the matter under review:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The name and specialty, if any, of the physician or practitioner. 2. The municipality or geographic area in which the physician or practitioner practised his or her profession when the services giving rise to the decision of the applicable committee were provided. 3. The municipality or geographic area in which the physician or practitioner practises his or her profession when the information is made public. 4. A description of the situation under review. The description must not identify, or enable a person to identify, a patient. 5. The amount, if any, that the physician or practitioner is required to pay to the Plan. 6. Such other information as may be prescribed. 	<p>(18) Le directeur général peut rendre publics les renseignements suivants concernant la question qui a fait l'objet de la révision :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le nom et la spécialité, le cas échéant, du médecin ou du praticien. 2. La municipalité ou la région dans laquelle le médecin ou le praticien exerçait sa profession lorsque les services visés par la décision du comité concerné ont été fournis. 3. La municipalité ou la région dans laquelle le médecin ou le praticien exerce sa profession lorsque les renseignements sont rendus publics. 4. La description de la situation visée par la révision. Cette description ne doit pas nommer un patient ni permettre à quiconque de ce faire. 5. Le montant, le cas échéant, que le médecin ou le praticien est tenu de rembourser au Régime. 6. Les autres renseignements prescrits. 	Publication des détails
No appeal	<p>(19) The decision of the General Manager to make information public under subsection (18) is final and shall not be appealed to the Appeal Board or the Divisional Court.</p>	<p>(19) La décision du directeur général de rendre publics des renseignements en vertu du paragraphe (18) est définitive et ne doit pas faire l'objet d'un appel devant la Commission d'appel ou la Cour divisionnaire.</p>	Absence d'appel
Restriction	<p>(20) The General Manager shall not make the information public until any appeal of a related direction given under subsection (10) is finally determined.</p>	<p>(20) Le directeur général ne doit pas rendre les renseignements publics tant qu'il n'a pas été statué de façon définitive sur tout appel d'un ordre connexe donné en vertu du paragraphe (10).</p>	Limite
Same	<p>(21) The General Manager shall not make the information public if the matter is reviewed by a single committee member and no reconsideration of the review is requested under subsection (7).</p>	<p>(21) Le directeur général ne doit pas rendre les renseignements publics si la question est révisée par un membre unique d'un comité et qu'aucun réexamen de la révision n'est demandé en vertu du paragraphe (7).</p>	Idem
Repayment, unnecessary services	<p>18.2 (1) This section applies if a physician requests another physician or a practitioner or health facility to provide a service that is not medically necessary, and the service is provided as a result of the request.</p>	<p>18.2 (1) Le présent article s'applique si un médecin demande à un autre médecin, à un praticien ou à un établissement de santé de fournir un service qui n'est pas nécessaire du point de vue médical et que le service est fourni par suite de la demande.</p>	Remboursement : services non nécessaires
Direction to repay	<p>(2) If directed to do so by the Medical Review Committee, the physician shall reimburse the Plan,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) in the amount paid by the Plan to the physician or practitioner for the service; (b) in the amount paid by the Plan to the health facility, if the health facility submitted an account to the General Manager for the service; 	<p>(2) Si le comité d'étude de la médecine le lui ordonne, le médecin rembourse au Régime, selon le cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le montant que le Régime a payé au médecin ou au praticien à l'égard du service; b) le montant que le Régime a payé à l'établissement de santé, si celui-ci a soumis une note d'honoraires au directeur général à l'égard du service; 	Ordre de rembourser

	(c) in the amount of the facility fee paid to the health facility under the <i>Independent Health Facilities Act</i> ; or	c) le montant des frais d'établissement qui ont été versés à l'établissement de santé aux termes de la <i>Loi sur les établissements de santé autonomes</i> ;	
	(d) in the case of a health facility other than one referred to in clause (b) or (c), in the amount otherwise payable by the Plan to a health facility that submits accounts to the General Manager for such services.	d) dans le cas d'un établissement de santé autre que celui visé à l'alinéa b) ou c), le montant autrement payable par le Régime à un établissement de santé qui soumet des notes d'honoraires au directeur général à l'égard de tels services.	
Same	(3) Subsections 18.1 (14), (15) and (18) to (20) apply following a direction.	(3) Les paragraphes 18.1 (14), (15) et (18) à (20) s'appliquent à la suite d'un ordre.	Idem
Notice	(4) The Committee shall serve the physician with a notice stating that he or she may appeal the direction to the Appeal Board.	(4) Le comité signifie au médecin un avis indiquant qu'il peut interjeter appel de l'ordre devant la Commission d'appel.	Avis
Reasons for direction	(5) Upon request, the Committee shall give the physician written reasons for the direction.	(5) Sur demande, le comité remet, par écrit, au médecin l'exposé des motifs à l'appui de l'ordre qu'il a donné.	Motifs
Appeal	(6) Section 20 applies, with necessary modifications, with respect to an appeal to the Appeal Board.	(6) L'article 20 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un appel interjeté devant la Commission d'appel.	Appel
	14. Clause 19.1 (1) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is repealed and the following substituted:	14. L'alinéa 19.1 (1) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
	(a) the physician is not an eligible physician for the purposes of this section; and	a) d'une part, le médecin n'est pas un médecin admissible pour l'application du présent article;	
	15. Section 20 of the Act is repealed and the following substituted:	15. L'article 20 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Appeal to Appeal Board	20. (1) The following persons may appeal the following matters to the Appeal Board:	20. (1) Les personnes suivantes peuvent interjeter appel des questions suivantes devant la Commission d'appel :	Appel devant la Commission d'appel
	1. A person who has applied to become or continue to be an insured person may appeal a decision of the General Manager refusing the application.	1. Quiconque a demandé à devenir ou à rester un assuré peut interjeter appel de la décision du directeur général de rejeter la demande.	
	2. An insured person who has made a claim for payment for insured services may appeal a decision of the General Manager refusing the claim or reducing the amount so claimed to an amount less than the amount payable by the Plan.	2. L'assuré qui a présenté une demande de paiement pour des services assurés peut interjeter appel de la décision du directeur général de rejeter la demande ou de réduire le montant ainsi demandé à un montant inférieur à celui payable par le Régime.	
	3. The affected physician may appeal a direction of the Medical Review Committee under subsection 18.1 (10) but not a decision of a single committee member under paragraph 2 of subsection 18.1 (6).	3. Le médecin touché peut interjeter appel d'un ordre donné par le comité d'étude de la médecine en vertu du paragraphe 18.1 (10), mais non d'une décision prise par un membre unique d'un comité en vertu de la disposition 2 du paragraphe 18.1 (6).	
	4. The affected practitioner may appeal a direction of a practitioner review committee under subsection 18.1 (10) but	4. Le praticien touché peut interjeter appel d'un ordre donné par le comité d'étude des praticiens en vertu du paragraphe	

not a decision of a single committee member under paragraph 2 of subsection 18.1 (6).

Notice of appeal

(2) The appellant shall file a notice of appeal within 15 days after receiving notice of the decision of the General Manager or the direction of the applicable committee.

16. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsections:

Security for payment

(1.1) The Appeal Board may make an order at any time directing a physician or practitioner to provide security for payment of all or part of an amount determined by the General Manager, the Medical Review Committee or a practitioner review committee to be owing to the Plan and may impose such conditions as the Appeal Board considers appropriate.

Same

(1.2) The Appeal Board shall make an order for security for payment in such circumstances as may be prescribed. The security must meet such requirements as may be prescribed.

17. Section 22 of the Act is repealed and the following substituted:

Parties

22. (1) The General Manager is a party to all proceedings before the Appeal Board.

Same

(2) The Medical Review Committee and the physician are parties to an appeal from a direction of the Committee.

Same

(3) The practitioner review committee and the practitioner are parties to an appeal from a direction of the committee.

Same

(4) The Appeal Board may add such other parties to a proceeding as it considers appropriate.

18. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

Security for payment

(5) Subsections 21 (1.1) and (1.2) apply, with necessary modifications, with respect to the court.

19. Section 26.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is repealed.

20. The Act is amended by adding the following section:

Contributions to the Plan

27.1 (1) Every physician, practitioner and health facility who provides insured services shall make such contribution to the Plan as may be prescribed relating to the amount of fees payable to him, her or it under the Plan during such prior period as may be prescribed.

18.1 (10), mais non d'une décision prise par un membre unique d'un comité en vertu de la disposition 2 du paragraphe 18.1 (6).

(2) L'appelant dépose un avis d'appel dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis de la décision du directeur général ou de l'ordre du comité concerné.

16. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(1.1) La Commission d'appel peut en tout temps rendre une ordonnance enjoignant à un médecin ou à un praticien de fournir une garantie pour le paiement de la totalité ou d'une partie du montant qui, selon ce qu'a établi le directeur général, le comité d'étude de la médecine ou un comité d'étude des praticiens, est dû au Régime, et peut imposer les conditions qu'elle estime appropriées.

(1.2) La Commission d'appel rend une ordonnance imposant une garantie de paiement dans les circonstances prescrites. La garantie doit répondre aux exigences prescrites.

17. L'article 22 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. (1) Le directeur général est partie à toute instance introduite devant la Commission d'appel.

(2) Le comité d'étude de la médecine et le médecin sont parties à un appel interjeté d'un ordre du comité.

(3) Le comité d'étude des praticiens et le praticien sont parties à un appel interjeté d'un ordre du comité.

(4) La Commission d'appel peut ajouter à l'instance toute autre partie qu'elle estime appropriée.

18. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) Les paragraphes 21 (1.1) et (1.2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du tribunal.

19. L'article 26.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé.

20. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

27.1 (1) Le médecin, le praticien et l'établissement de santé qui fournissent des services assurés versent au Régime les cotisations prescrites relativement au montant des honoraires qui leur sont payables aux termes du Régime pendant la période antérieure prescrite.

Avis d'appel

Garantie de paiement

Idem

Parties

Idem

Idem

Idem

Garantie de paiement

Cotisations au Régime

Amount	(2) The amount of the basic contribution from each physician, practitioner or health facility shall be determined in accordance with the regulations.	(2) Le montant de la cotisation de base versée par chaque médecin, praticien ou établissement de santé est établi conformément aux règlements.	Cotisation de base
Adjustment	(3) The basic contribution from a physician, practitioner or health facility may be increased or decreased as provided in the regulations based upon such factors as may be prescribed.	(3) La cotisation de base versée par un médecin, un praticien ou un établissement de santé peut être augmentée ou diminuée selon ce que prévoient les règlements, en fonction des facteurs prescrits.	Rajustement
Exemption	(4) Such classes of physicians, practitioners or health facilities as may be prescribed are exempt from making a contribution to the Plan.	(4) Sont exemptées de l'obligation de cotiser au Régime les catégories de médecins, de praticiens ou d'établissements de santé prescrites.	Exemption
	21. The Act is amended by adding the following section:	21. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Payments, etc., to the Plan	27.2 (1) The General Manager may obtain or recover money that a physician, practitioner or health facility owes to the Plan by set off against any money payable to him, her or it under the Plan.	27.2 (1) Le directeur général peut obtenir ou recouvrer la somme qu'un médecin, un praticien ou un établissement de santé doit au Régime par déduction du montant en question de toute somme que le Régime doit au médecin, au praticien ou à l'établissement de santé aux termes du Régime.	Paiements au Régime
Same	(2) The General Manager may obtain or recover money by set off despite a review by the Medical Eligibility Committee, the Medical Review Committee or a practitioner review committee or an appeal to the Appeal Board or Divisional Court concerning whether the money is owed to the Plan.	(2) Le directeur général peut obtenir ou recouvrer une somme par voie de compensation malgré une révision du comité d'admissibilité médicale, du comité d'étude de la médecine ou d'un comité d'étude des praticiens ou un appel interjeté devant la Commission d'appel ou la Cour divisionnaire concernant la question de savoir si la somme est due au Régime.	Idem
Same	(3) If a physician or practitioner who does not submit his or her accounts directly to the Plan owes money to the Plan, the General Manager may require him or her to temporarily submit accounts directly to the Plan in such circumstances as may be prescribed.	(3) Si un médecin ou un praticien qui ne soumet pas ses notes d'honoraires directement au Régime doit une somme à celui-ci, le directeur général peut exiger qu'il soumette temporairement ses notes d'honoraires directement au Régime dans les circonstances prescrites.	Idem
Same	(4) When the General Manager determines that the prescribed circumstances referred to in subsection (3) no longer exist, the General Manager shall notify the physician or practitioner that he or she is no longer required to submit accounts directly to the Plan.	(4) Lorsqu'il établit que les circonstances prescrites visées au paragraphe (3) n'existent plus, le directeur général avise le médecin ou le praticien qu'il n'est plus tenu de soumettre ses notes d'honoraires directement au Régime.	Idem
	22. Section 29 of the Act is repealed and the following substituted:	22. L'article 29 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Disclosure authorized	(1) Every insured person shall be deemed to have authorized his or her physician or practitioner, a hospital or health facility which provided a service to the insured person and any other prescribed person or organization to give the General Manager particulars of services provided to the insured person,	(1) L'assuré est réputé avoir autorisé son médecin ou praticien, un hôpital ou un établissement de santé qui lui a fourni un service et toute autre personne ou tout autre organisme prescrits à donner au directeur général les détails concernant les services qui lui ont été fournis :	Divulgaration autorisée
	(a) for the purpose of obtaining payment under the Plan for the services;	a) afin d'obtenir un paiement aux termes du Régime à l'égard des services;	
	(b) for the purpose of enabling the General Manager to monitor and control the delivery of insured services;	b) afin de permettre au directeur général de surveiller et de contrôler la prestation des services assurés;	

(c) for the purpose of enabling the General Manager to monitor and control payments made under the Plan or otherwise for insured services; and

(d) for such other purposes as may be prescribed.

Immunity

(2) No action lies against a person or organization for giving information to the General Manager under the Act.

23. The Act is amended by adding the following section:

ELIGIBLE PHYSICIANS

Definitions

29.1 (1) In sections 29.2 to 29.6,

“affiliated”, in respect of a physician and a facility, means associated in a prescribed relationship; (“affilié”)

“facility” means a hospital within the meaning of the *Public Hospitals Act*, an independent health facility within the meaning of the *Independent Health Facilities Act* or any other prescribed facility or agency; (“établissement”)

“family practitioner” means a physician who holds a certificate of registration with the College of Physicians and Surgeons of Ontario authorizing the independent practice of medicine and who is not a specialist; (“médecin de famille”)

“oversupplied area” means an area that is determined under subsection 29.4 (2) to be oversupplied with physicians; (“région sursaturée”)

“specialist” means a physician who holds,

(a) a certificate of registration with the College of Physicians and Surgeons of Ontario authorizing the independent practice of medicine, and

(b) certification in a specialty by the Royal College of Physicians and Surgeons of Canada. (“spécialiste”)

Location of practice

(2) For the purposes of sections 29.2 to 29.6, a physician is presumed to be rendering insured services in each area for which the records of the College of Physicians and Surgeons of Ontario show on such date as may be prescribed an address that is his or her practice address.

c) afin de permettre au directeur général de surveiller et de contrôler les paiements effectués aux termes du Régime ou autrement à l’égard des services assurés;

d) aux autres fins prescrites.

Immunité

(2) Sont irrecevables les actions intentées contre une personne ou un organisme pour avoir fourni des renseignements au directeur général aux termes de la Loi.

23. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

MÉDECINS ADMISSIBLES

Définitions

29.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent aux articles 29.2 à 29.6.

«affilié» En ce qui concerne un médecin et un établissement, s’entend d’un médecin ou d’un établissement qui est associé dans le cadre d’une relation relation prescrite. («affiliated»)

«établissement» Hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*, établissement de santé autonome au sens de la *Loi sur les établissements de santé autonomes* ou tout autre établissement ou organisme prescrit. («facility»)

«médecin de famille» Médecin qui est titulaire d’un certificat d’inscription auprès de l’Ordre des médecins et chirurgiens de l’Ontario l’autorisant à exercer la médecine de façon indépendante et qui n’est pas un spécialiste. («family practitioner»)

«région sursaturée» Région qui est considérée aux termes du paragraphe 29.4 (2) comme ayant un trop-plein de médecins. («oversupplied area»)

«spécialiste» Médecin qui est titulaire des certificats suivants :

a) un certificat d’inscription auprès de l’Ordre des médecins et chirurgiens de l’Ontario l’autorisant à exercer la médecine de façon indépendante;

b) un certificat dans une spécialité, décerné par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. («specialist»)

Emplacement du cabinet

(2) Pour l’application des articles 29.2 à 29.6, un médecin est présumé fournir des services assurés dans chaque région pour laquelle les dossiers de l’Ordre des médecins et chirurgiens de l’Ontario indiquent, à la date pres-

		crite, une adresse qui est l'adresse de son cabinet.	
Same	(3) Despite subsection (2), the General Manager may determine that a practice address of a physician is different from the address determined under subsection (2). The decision of the General Manager is final.	(3) Malgré le paragraphe (2), le directeur général peut établir que l'adresse d'un cabinet d'un médecin est différente de l'adresse établie aux termes de ce paragraphe. La décision du directeur général est définitive.	Idem
Same, correction	(4) If the physician's practice address as shown in the records of the College is incorrect or if the physician also practices at other addresses or practices in such circumstances as may be prescribed, the physician may provide the General Manager with such evidence as the General Manager may require before such date as may be prescribed to establish the physician's practice address or addresses.	(4) Si l'adresse du cabinet du médecin qui figure dans les dossiers de l'Ordre est inexacte ou que le médecin exerce également ailleurs ou dans les circonstances prescrites, ce dernier peut fournir au directeur général les preuves que celui-ci peut exiger, avant la date prescrite, pour établir l'adresse ou les adresses de son cabinet.	Idem, correction
	24. The Act is amended by adding the following sections:	24. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :	
Eligible physicians	29.2 (1) Subject to section 29.4, a physician is an eligible physician if he or she meets the requirements set out in this section.	29.2 (1) Sous réserve de l'article 29.4, un médecin est un médecin admissible s'il satisfait aux exigences énoncées au présent article.	Médecins admissibles
Same	(2) Subject to subsection (4), the following persons are eligible physicians:	(2) Sous réserve du paragraphe (4), les personnes suivantes sont des médecins admissibles :	Idem
	<ol style="list-style-type: none"> 1. A physician who is an eligible physician for the purposes of section 19.1 immediately before this section comes into force. 2. A physician who is granted an appointment that takes effect before the prescribed date to the medical staff of a hospital in Ontario. The appointment must be granted before such date as may be prescribed. 3. A physician who is granted an appointment that takes effect before the prescribed date to the teaching staff of a faculty of medicine in Ontario. The appointment must be granted before such date as may be prescribed. 4. A physician other than one described in paragraph 1 who, on and after the prescribed date, is a family practitioner who does not render insured services in an oversupplied area. 5. A physician other than one described in paragraph 1 who, on and after the prescribed date, is a specialist who is affiliated with a facility. 6. A physician other than one described in paragraphs 1 to 5 who incurs significant financial obligations in connection with the commencement of the practice of medicine in Ontario before the date on which this section comes into force. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Un médecin qui est un médecin admissible pour l'application de l'article 19.1 immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article. 2. Un médecin dont la nomination au sein du personnel médical d'un hôpital de l'Ontario prend effet avant la date prescrite. Cette nomination doit précéder la date prescrite. 3. Un médecin dont la nomination au sein du personnel enseignant d'une faculté de médecine de l'Ontario prend effet avant la date prescrite. Cette nomination doit précéder la date prescrite. 4. Un médecin autre que celui visé à la disposition 1 qui, à la date prescrite et par la suite, est un médecin de famille qui ne fournit pas de services assurés dans une région sursaturée. 5. Un médecin autre que celui visé à la disposition 1 qui, à la date prescrite et par la suite, est un spécialiste affilié à un établissement. 6. Un médecin autre que celui visé aux dispositions 1 à 5 qui contracte des dettes importantes en vue de commencer à exercer la médecine en Ontario avant la date d'entrée en vigueur du présent article. 	

	7. A physician who is a member of a class of physicians that is prescribed as being eligible physicians.	7. Un médecin qui fait partie d'une catégorie de médecins prescrite comme étant une catégorie de médecins admissibles.	
Exception	(3) A physician is not an eligible physician if he or she is a member of a class of physicians that is prescribed as not being eligible.	(3) Un médecin n'est pas un médecin admissible s'il fait partie d'une catégorie de médecins prescrite comme n'étant pas admissible.	Exception
Same, conditions	(4) A physician is not an eligible physician unless he or she complies with such additional conditions for becoming an eligible physician as may be prescribed.	(4) Un médecin n'est pas un médecin admissible tant qu'il ne se conforme pas aux conditions supplémentaires prescrites pour devenir un médecin admissible.	Idem, conditions
Designated eligible physicians	29.3 (1) The Minister may designate as an eligible physician a physician who does not meet the requirements set out in section 29.2 if the Minister considers that, (a) the services of the physician are required to meet a need in an academic area, a domain of medical practice or a geographic area; (b) the services of the physician are required to fulfil a prescribed purpose; or (c) exceptional circumstances exist in respect of the physician.	29.3 (1) Le ministre peut désigner comme médecin admissible un médecin qui ne satisfait pas aux exigences énoncées à l'article 29.2 s'il estime, selon le cas : a) que les services du médecin sont nécessaires pour répondre à un besoin dans une matière d'enseignement, un domaine de l'exercice de la médecine ou une région; b) que les services du médecin sont nécessaires pour atteindre une fin prescrite; c) que le médecin se trouve dans des circonstances exceptionnelles.	Médecins admissibles désignés
Conditions	(2) A designation may be made subject to such conditions as are specified.	(2) La désignation peut être assujettie aux conditions précisées.	Conditions
Delegation	(3) The Minister may delegate his or her authority under this section. 25. The Act is amended by adding the following section:	(3) Le ministre peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article. 25. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	Délégation
Number of eligible physicians	29.4 (1) The Minister may, by regulation, fix or vary the number of physicians, or the number of physicians in a class of physicians, who may become eligible physicians in an area after the date on which this section comes into force. The Minister may do so without prior notice.	29.4 (1) Le ministre peut, par règlement et sans préavis, fixer ou modifier le nombre de médecins, ou le nombre de médecins dans une catégorie de médecins, qui peuvent acquérir le statut de médecin admissible dans une région après la date d'entrée en vigueur du présent article.	Nombre de médecins admissibles
Oversupplied area	(2) The Minister may, by regulation, determine from time to time the areas of Ontario that are oversupplied with physicians.	(2) Le ministre peut, par règlement, déterminer à l'occasion les régions de l'Ontario où il y a un trop-plein de médecins.	Région sursaturée
Same	(3) A determination under subsection (2) may be made by class of physician.	(3) La détermination prévue au paragraphe (2) peut être faite par catégorie de médecins.	Idem
Moratorium	(4) In any of the following circumstances, the Minister may, by regulation, impose a moratorium during which no physician is entitled to become an eligible physician in an area to which the moratorium applies: 1. If the Minister considers that the number of physicians who meet the criteria under section 29.2 and who wish to become eligible physicians under the Act is causing or is likely to cause in-	(4) Le ministre peut, par règlement et dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes, imposer un moratoire au cours duquel aucun médecin n'a le droit de devenir un médecin admissible dans une région visée par le moratoire : 1. Si le ministre estime que le nombre de médecins qui satisfont aux critères visés à l'article 29.2 et qui désirent devenir des médecins admissibles en vertu de la Loi cause ou causera vraisemblable-	Moratoire

equities in the administration of the Act.

2. If the Minister considers that the number of physicians described in paragraph 1 exceeds or is likely to exceed the number of physicians permitted to become eligible physicians in a class or an area as a result of a decision of the Minister.

Time

(5) A moratorium is effective for the period of time declared by the Minister. The Minister may end or extend a moratorium as the Minister in his or her sole discretion considers necessary or advisable in the circumstances.

Notice

(6) The Minister may impose, end or extend a moratorium without prior notice.

Determination of eligibility

(7) If the number of physicians who meet requirements under section 29.2 for an eligible physician and who wish to become eligible physicians under the Act is greater than the number that are permitted to become eligible physicians in a class or an area as a result of a decision of the Minister, the determination of which physicians will become eligible physicians shall be made in accordance with such method and criteria as may be prescribed.

26. The Act is amended by adding the following section:

Loss of eligible status

29.5 (1) An eligible physician who fails to comply with such requirements or conditions as may be prescribed for eligible physicians ceases to be an eligible physician.

Specialist

(2) A specialist who becomes an eligible physician after the date this section comes into force and who ceases to be affiliated with a facility ceases to be an eligible physician.

Same

(3) A specialist described in subsection (2) becomes an eligible physician again on the date on which he or she becomes affiliated with a facility.

Change of kind of practice

(4) An eligible physician ceases to be an eligible physician if he or she changes the nature of his or her practice from that of a family practitioner to that of a specialist. This does not apply if the physician is affiliated with a facility as a specialist.

Exemption, ineligible physicians

(5) The Minister may exempt a physician or a class of physicians from subsection (1), (2) or (4) in the following circumstances:

1. If the Minister considers that the services of the physician or class are required to meet a need in an academic area, a domain of medical practice or a geographic area.

ment des iniquités dans l'application de la Loi.

2. Si le ministre estime que le nombre de médecins visés à la disposition 1 dépasse ou dépassera vraisemblablement le nombre de médecins qui sont autorisés à devenir des médecins admissibles dans une catégorie ou dans une région par suite d'une décision du ministre.

Durée de validité

(5) Le ministre fixe la durée de validité du moratoire. Il peut, à sa discrétion, mettre fin au moratoire ou le proroger, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable dans les circonstances.

Absence de préavis

(6) Le ministre peut, sans préavis, imposer ou proroger un moratoire ou y mettre fin.

Détermination de l'admissibilité

(7) Si le nombre de médecins qui satisfont aux exigences prévues à l'article 29.2 pour un médecin admissible et qui désirent devenir des médecins admissibles en vertu de la Loi est supérieur au nombre de médecins qui sont autorisés à devenir des médecins admissibles dans une catégorie ou dans une région par suite d'une décision du ministre, la détermination des médecins qui deviendront des médecins admissibles est faite de la façon et selon les critères prescrits.

26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.5 (1) Le médecin admissible qui ne se conforme pas aux exigences ou conditions prescrites pour les médecins admissibles perd son statut de médecin admissible.

Perte du statut de médecin admissible

(2) Le spécialiste qui devient un médecin admissible après la date d'entrée en vigueur du présent article et qui cesse d'être affilié à un établissement perd son statut de médecin admissible.

Spécialiste

(3) Le spécialiste visé au paragraphe (2) redevient un médecin admissible à la date où il devient affilié à un établissement.

Idem

(4) Le médecin admissible perd son statut de médecin admissible s'il cesse d'exercer la profession de médecin de famille et entreprend d'exercer celle de spécialiste, sauf si le médecin est affilié à un établissement en tant que spécialiste.

Modification quant à l'exercice de la profession

(5) Le ministre peut exempter un médecin ou une catégorie de médecins de l'application du paragraphe (1), (2) ou (4) dans les circonstances suivantes :

Exemption : médecins non admissibles

1. S'il estime que les services du médecin ou de la catégorie de médecins sont nécessaires pour répondre à un besoin dans une matière d'enseignement, un

		domaine de l'exercice de la médecine ou une région.	
	2. If the Minister considers that the services of the physician or class are required to fulfil a prescribed purpose.	2. S'il estime que les services du médecin ou de la catégorie de médecins sont nécessaires pour atteindre une fin prescrite.	
	3. If the Minister considers that exceptional circumstances exist in respect of the physician or class.	3. S'il estime qu'il existe des circonstances exceptionnelles à l'égard du médecin ou de la catégorie de médecins.	
Same	(6) An exemption under paragraph 1 or 2 of subsection (5) may be made despite a moratorium under subsection 29.4 (4).	(6) L'exemption visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (5) peut être accordée malgré un moratoire imposé en vertu du paragraphe 29.4 (4).	Idem
Same	(7) An exemption may be made subject to such conditions as are specified.	(7) L'exemption peut être accordée sous réserve des conditions précisées.	Idem
Same	(8) The Minister may designate a person to exercise his or her powers and duties under subsection (5).	(8) Le ministre peut désigner une personne pour exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribue le paragraphe (5).	Idem
	27. The Act is amended by adding the following section:	27. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Declaration of ineligibility	29.6 (1) Subject to subsections (2) to (5), the General Manager may declare that a physician is not an eligible physician in the following circumstances:	29.6 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), le directeur général peut déclarer qu'un médecin n'est pas un médecin admissible dans les circonstances suivantes :	Déclaration de non-admissibilité
	1. If the General Manager is of the opinion that the physician is not qualified under the Act to be an eligible physician.	1. Si le directeur général est d'avis que le médecin ne possède pas les qualités requises aux termes de la Loi pour être un médecin admissible.	
	2. If the General Manager is of the opinion that the physician is not an eligible physician, although the physician appears to have acted or to be acting as an eligible physician.	2. Si le directeur général est d'avis que le médecin n'est pas un médecin admissible, même s'il semble avoir agi ou agir comme un médecin admissible.	
	3. If the General Manager is of the opinion that the physician is not in compliance with a condition in respect of continuing to be an eligible physician.	3. Si le directeur général est d'avis que le médecin ne respecte pas une condition applicable au maintien du statut de médecin admissible.	
Notice	(2) If the General Manager proposes to make a declaration under subsection (1), he or she shall give notice of the proposal to the physician together with reasons for the proposal.	(2) Si le directeur général a l'intention de faire une déclaration en vertu du paragraphe (1), il donne un avis motivé de son intention au médecin.	Avis
Written submission	(3) The physician may give the General Manager a written submission about the proposal within 15 days after receiving the notice and the General Manager shall consider it.	(3) Le médecin peut présenter au directeur général des observations écrites à l'égard de l'intention de faire une déclaration, dans les 15 jours qui suivent la réception de l'avis et le directeur général les prend en considération.	Observations écrites
Extension	(4) The General Manager may accept a written submission after the time provided under subsection (3) if he or she considers that there are reasonable grounds for so doing.	(4) Le directeur général peut accepter des observations écrites présentées après le délai prévu au paragraphe (3) s'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire.	Prorogation
No declaration	(5) The General Manager may decline to make a declaration under subsection (1) if he or she is satisfied by the written submission that it is in the best interest of the proper management of the health care system or the	(5) Le directeur général peut refuser de faire une déclaration en vertu du paragraphe (1) si les observations écrites le convainquent qu'en agissant ainsi, il sert l'intérêt véritable d'une saine gestion du système de soins de	Absence de déclaration

delivery of health care services in Ontario to do so.

Criteria (6) The General Manager shall consider such criteria as may be prescribed before declining to make a declaration for the reasons described in subsection (5).

Notice of declaration (7) The General Manager shall notify the physician of his or her decision and, upon request, shall provide written reasons for it.

Decision final (8) A declaration by the General Manager under this section is final and binding.

28. The Act is amended by adding the following section:

Transition, proceedings 29.7 No proceeding shall be commenced in which compensation is sought for any loss relating to the coming into force of sections 29.1 to 29.6.

29. The Act is amended by adding the following section:

Ministerial review 29.8 On or before November 30, 1997, the Minister shall undertake a comprehensive review of the operation of sections 29.1 to 29.6. Following the review, the Minister may make recommendations about those sections to the Lieutenant Governor in Council.

30. Section 37 of the Act is repealed and the following substituted:

General information requirement 37. (1) Every physician and practitioner shall give the General Manager such information, including personal information, as may be prescribed for purposes related to the administration of this Act, the *Health Care Accessibility Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Same (2) Such persons or organizations as may be prescribed shall give the General Manager such information, including personal information, as may be prescribed and such information as he or she may require for the purpose of administering the Act.

Time (3) The information shall be provided in such form and within such time as the General Manager may require.

Application (4) This section applies despite anything in the *Regulated Health Professions Act, 1991*, an Act listed in Schedule 1 to the *Regulated Health Professions Act, 1991*, the *Drugless Practitioners Act* or any regulations made under those Acts.

santé ou de la prestation des services de santé en Ontario.

(6) Le directeur général tient compte des critères prescrits avant de refuser de faire une déclaration pour les motifs visés au paragraphe (5).

(7) Le directeur général avise le médecin de sa décision et, sur demande, en fournit les motifs par écrit.

(8) La déclaration que le directeur général fait en vertu du présent article est définitive et exécutoire.

28. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.7 Est irrecevable l'instance dans laquelle une indemnisation est demandée pour toute perte ayant trait à l'entrée en vigueur des articles 29.1 à 29.6.

29. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

29.8 Au plus tard le 30 novembre 1997, le ministre entreprend un examen global de l'effet des articles 29.1 à 29.6 et, au terme de cet examen, peut faire des recommandations au sujet de ces articles au lieutenant-gouverneur en conseil.

30. L'article 37 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

37. (1) Chaque médecin et chaque praticien communique au directeur général les renseignements, y compris les renseignements personnels, qui sont prescrits aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

(2) Les personnes ou organismes prescrits communiquent au directeur général les renseignements, y compris les renseignements personnels, qui sont prescrits et ceux qu'il peut exiger pour l'application de la Loi.

(3) Les renseignements sont communiqués selon la formule que peut exiger le directeur général et dans les délais qu'il peut impartir.

(4) Le présent article s'applique malgré toute disposition de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, d'une des lois énumérées à l'annexe 1 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*, ou des règlements pris en application de ces lois.

Critères

Avis de déclaration

Décision définitive

Disposition transitoire : instances

Examen ministériel

Exigence générale touchant les renseignements

Idem

Délai

Application

31. The Act is amended by adding the following section:

Record-keeping 37.1 (1) For the purposes of this Act, every physician, practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether he, she or it has provided an insured service to a person.

Same (2) For the purposes of this Act, every physician, practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to demonstrate that a service for which he, she or it prepares or submits an account is the service that he, she or it provided.

Same (3) For the purposes of this Act, every physician and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether a service he, she or it has provided is medically necessary.

Same (4) For the purposes of this Act, every practitioner and health facility shall maintain such records as may be necessary to establish whether a service he, she or it has provided is therapeutically necessary.

Same (5) The records described in subsections (1), (2), (3) and (4) must be prepared promptly when the service is provided.

Obligation (6) If there is a question about whether an insured service was provided, the physician, practitioner or health facility shall provide the following persons with all relevant information within his, her or its control:

1. The General Manager.
2. An inspector who requests the information.
3. In the case of a physician or health facility, a member of the Medical Review Committee who requests the information.
4. In the case of a practitioner or health facility, a member of the applicable practitioner review committee who requests the information.

Presumption (7) In the absence of a record described in subsection (1), (2), (3) or (4), it is presumed that an insured service was provided and that the basic fee payable is nil.

32. Subsection 38 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception for professional discipline (4) The General Manager, the Medical Review Committee or a practitioner review committee shall give to the statutory body governing the profession of a physician or practitioner, as the case may be,

31. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Tenue de dossiers 37.1 (1) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir s'il a fourni un service assuré à une personne.

Idem (2) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour prouver qu'un service à l'égard duquel il établit ou soumet une note d'honoraires est celui qu'il a fourni.

Idem (3) Pour l'application de la présente loi, chaque médecin et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir que tout service qu'il a fourni était nécessaire du point de vue médical.

Idem (4) Pour l'application de la présente loi, chaque praticien et chaque établissement de santé tient les dossiers nécessaires pour établir que tout service qu'il a fourni était nécessaire du point de vue thérapeutique.

Idem (5) Les dossiers visés aux paragraphes (1), (2), (3) et (4) doivent être établis promptement après que le service est fourni.

Obligation (6) Si la prestation d'un service assuré est mise en doute, le médecin, le praticien ou l'établissement de santé communique aux personnes suivantes tous les renseignements pertinents qu'il détient :

1. Le directeur général.
2. Tout inspecteur qui demande les renseignements.
3. Dans le cas d'un médecin ou d'un établissement de santé, tout membre du comité d'étude de la médecine qui demande les renseignements.
4. Dans le cas d'un praticien ou d'un établissement de santé, tout membre du comité d'étude des praticiens compétent qui demande les renseignements.

Présomption (7) En l'absence d'un dossier visé au paragraphe (1), (2), (3) ou (4), il est présumé qu'un service assuré a été fourni et que les honoraires de base payables sont de zéro.

32. Le paragraphe 38 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception dans le cas d'un ordre professionnel (4) À toute fin liée à des allégations d'incapacité, d'incompétence ou de faute professionnelle d'un médecin ou d'un praticien, le directeur général, le comité d'étude de la médecine ou un comité d'étude des praticiens communique à l'ordre professionnel qui est créé en

- (a) information described in subsection (2);
- (b) information pertaining to the nature of the insured services provided by the physician or practitioner;
- (c) information concerning any diagnosis given by the physician or practitioner; and
- (d) such other personal information as may be prescribed,

for a purpose related to allegations of a physician's or practitioner's incapacity, incompetence or acts of professional misconduct. However, information shall not be given to the statutory body if, in the opinion of the General Manager, the Medical Review Committee or the practitioner review committee, as the case requires, it is not necessary for those purposes.

33. The Act is amended by adding the following section:

39.1 (1) The General Manager may request the Medical Review Committee to review the provision of insured services by a physician. The request may specify the types of insured services to be reviewed and the period during which the services were provided.

(2) The General Manager may request a practitioner review committee to review the provision of insured services by a practitioner. The request may specify the types of insured services to be reviewed and the period during which the services were provided.

(3) The General Manager may request that the review be performed by a single member of the applicable committee.

(4) Subsections 18.1 (6) to (9) apply with respect to a review by a single committee member.

(5) Following a review or following a reconsideration of a review by a single committee member, the Medical Review Committee or practitioner review committee may direct the General Manager,

- (a) to increase the amount paid to the physician or practitioner for an insured service; or

vertu d'une loi et qui régit la profession d'un médecin ou d'un praticien, selon le cas, ce qui suit :

- a) les renseignements visés au paragraphe (2);
- b) des renseignements concernant la nature des services assurés fournis par le médecin ou le praticien;
- c) des renseignements concernant tout diagnostic posé par le médecin ou le praticien;
- d) tous autres renseignements personnels qui sont prescrits.

Toutefois, les renseignements ne doivent pas être communiqués à l'ordre professionnel si, de l'avis du directeur général, du comité d'étude de la médecine ou du comité d'étude des praticiens, selon le cas, cela n'est pas nécessaire à cette fin.

33. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

39.1 (1) Le directeur général peut demander au comité d'étude de la médecine de procéder à un examen de la prestation des services assurés par un médecin. La demande peut préciser les types de services assurés devant faire l'objet de l'examen et la période de prestation des services visée par l'examen.

(2) Le directeur général peut demander à un comité d'étude des praticiens de procéder à un examen de la prestation des services assurés par un praticien. La demande peut préciser les types de services assurés devant faire l'objet de l'examen et la période de prestation des services visée par l'examen.

(3) Le directeur général peut demander que l'examen soit effectué par un membre unique du comité concerné.

(4) Les paragraphes 18.1 (6) à (9) s'appliquent à l'égard de l'examen qu'effectue un membre unique d'un comité.

(5) À la suite de l'examen ou du réexamen d'un examen effectué par un membre unique d'un comité, le comité d'étude de la médecine ou le comité d'étude des praticiens peut enjoindre, par voie de directive, au directeur général :

- a) soit d'augmenter le montant devant être payé au médecin ou au praticien à l'égard d'un service assuré;

General
review re
insured
services

Same

Expedited
review

Same

Directions

Examen
général
relatif aux
services
assurés

Idem

Examen
accéléré

Idem

Directives du
comité

(b) to require the physician or practitioner to repay all or part of any payment made under the Plan.

b) soit d'exiger que le médecin ou le praticien rembourse la totalité ou une partie d'un paiement effectué aux termes du Régime.

Same

(6) A direction under clause (5) (b) may be made only in the following circumstances:

(6) La directive visée à l'alinéa (5) b) ne peut être donnée que dans les circonstances suivantes :

Idem

1. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the insured services were not rendered.

1. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services assurés n'ont pas été fournis.

2. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the services,

2. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services n'étaient pas, selon le cas :

i. were not medically necessary, if they were provided by a physician, or

i. nécessaires du point de vue médical, s'ils ont été fournis par un médecin,

ii. were not therapeutically necessary, if they were provided by a practitioner.

ii. nécessaires du point de vue thérapeutique, s'ils ont été fournis par un praticien.

3. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that the nature of the services is misrepresented, whether deliberately or inadvertently.

3. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la nature des services est faussement représentée, que ce soit délibérément ou par inadvertance.

4. If the applicable committee has reasonable grounds to believe that all or part of the services were not provided in accordance with accepted professional standards and practice.

4. Si le comité concerné a des motifs raisonnables de croire que la totalité ou une partie des services n'ont pas été fournis conformément aux normes et aux pratiques professionnelles reconnues.

5. In such other circumstances as may be prescribed.

5. Les autres circonstances prescrites.

Same

(7) Subsections 18.1 (14), (15) and (18) to (20) apply following a review.

(7) Les paragraphes 18.1 (14), (15) et (18) à (20) s'appliquent à la suite d'un examen.

Idem

Notice

(8) The applicable committee shall serve the persons affected by a direction given under subsection (5) with a notice stating that the physician or practitioner may appeal it to the Appeal Board.

(8) Le comité concerné signifie aux personnes touchées par une directive donnée en vertu du paragraphe (5) un avis indiquant que le médecin ou le praticien peut interjeter appel de la directive devant la Commission d'appel.

Avis

Reasons for decision

(9) Upon request, the applicable committee shall give the persons affected by its direction written reasons for it.

(9) Sur demande, le comité concerné remet, par écrit, aux personnes touchées par sa directive l'exposé des motifs de celle-ci.

Motifs

Appeal

(10) Section 20 applies, with necessary modifications, with respect to an appeal to the Appeal Board.

(10) L'article 20 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'appel interjeté devant la Commission d'appel.

Appel

34. Section 40 of the Act is repealed and the following substituted:

34. L'article 40 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Inspectors,
Medical
Review
Committee

40. (1) The Minister may appoint inspectors from among the persons nominated by the

40. (1) Le ministre peut nommer des inspecteurs parmi les personnes désignées par

Idem : comité d'étude de la médecine

College of Physicians and Surgeons of Ontario. These inspectors shall act only under the direction of the Medical Review Committee.

Powers (2) The powers and duties of inspectors appointed under subsection (1) relate only to the provision of insured services by physicians.

Inspectors, practitioner review committees (3) The Minister may appoint inspectors from among the persons nominated by a body referred to in section 6 that nominates persons for appointment to a practitioner review committee. These inspectors shall act only under the direction of the applicable practitioner review committee.

Powers (4) The powers and duties of inspectors appointed under subsection (3) relate only to the provision of insured services by practitioners engaged in the practice of the applicable health discipline.

Powers of inspectors **40.1** (1) An inspector has the following powers:

1. To interview a physician or practitioner and members of his or her staff on matters that relate to the provision of insured services.
2. To interview persons employed in a hospital, health facility or such other type of health care facility as may be prescribed in which insured services are provided, or the operator of one, on matters that relate to the provision of insured services.
3. To question a person on matters that may be relevant to an inspection, review or reconsideration of a review, subject to the person's right to have counsel or some other representative present during the examination.
4. To enter and inspect premises where insured services are provided and to inspect the operations carried out on the premises.
5. To inspect and receive information from health records or from notes, charts and other material relating to patient care, regardless of the form or medium in which such records or material are kept, and to reproduce and retain copies of them.
6. To inspect, at any reasonable time, all books of account, documents, corre-

l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario. Ces inspecteurs ne doivent agir que sur les ordres du comité d'étude de la médecine.

(2) Les pouvoirs et fonctions des inspecteurs nommés en vertu du paragraphe (1) ne portent que sur la prestation des services assurés par les médecins.

(3) Le ministre peut nommer des inspecteurs parmi les personnes désignées par un organe visé à l'article 6 qui désigne des personnes en vue de leur nomination à un comité d'étude des praticiens. Ces inspecteurs ne doivent agir que sur les ordres du comité d'étude des praticiens compétent.

(4) Les pouvoirs et fonctions des inspecteurs nommés en vertu du paragraphe (3) ne portent que sur la prestation des services assurés par les praticiens qui exercent la discipline des sciences de la santé applicable.

40.1 (1) Les inspecteurs possèdent les pouvoirs suivants :

1. S'entretenir avec un médecin ou un praticien et les membres de son personnel de questions portant sur la prestation des services assurés.
2. S'entretenir avec les employés d'un hôpital, d'un établissement de santé ou d'un autre type d'établissement de soins de santé prescrit où des services assurés sont fournis, ou avec l'exploitant de l'un d'eux, de questions portant sur la prestation des services assurés.
3. Interroger une personne sur des questions qui peuvent se rapporter à une inspection, à une révision, à un examen ou au réexamen d'une révision ou d'un examen, sous réserve du droit de la personne à la présence d'un avocat ou d'un autre représentant pendant l'interrogatoire.
4. Entrer dans un lieu où des services assurés sont fournis et inspecter les lieux et les activités exercées sur les lieux.
5. Consulter les dossiers relatifs à la santé ou les notes, feuilles d'observation et autres pièces concernant les soins aux patients, peu importe la forme sous laquelle ces dossiers ou pièces sont tenus ou le moyen utilisé pour les tenir, et en tirer des renseignements, les reproduire et en garder des copies.
6. Examiner, à toute heure raisonnable, tous les livres de compte et les docu-

Pouvoirs

Inspecteurs :
comités
d'étude des
praticiens

Pouvoirs

Pouvoirs des
inspecteurs

spondence and records, including payroll and employment records, regardless of the form or medium in which the records are kept, and to reproduce and retain copies of them.

7. To remove material described in paragraph 5 or 6 for the purpose of copying it. The inspector must show the certificate of his or her appointment by the Minister and must give a receipt for the material. The material must be promptly returned to the person apparently in charge of the premises from which the material is removed.
8. To enter premises where material required for the purposes of the Act, and material referred to in paragraphs 5 and 6, is stored for the purpose of inspecting it.

Same (2) An inspector has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act* and may exercise them only in relation to those persons described in paragraphs 1 and 2 of subsection (1).

Notice (3) The inspector shall give five days written notice to the physician, practitioner or administrator of the hospital, health facility or other health care facility that the inspector wishes to conduct an interview described in paragraph 1 or 2 of subsection (1).

Same (4) The notice must, where practicable, state the subject-matter of the interview and the identity or the position, if known, of the person or persons to be interviewed.

Same (5) The notice must state that the person to be interviewed is entitled to be represented by legal counsel.

Private residence (6) An inspector shall not enter a private residence without the consent of an occupier except under the authority of a warrant under subsection (7).

Warrant (7) A provincial judge or justice of the peace may issue a warrant in the prescribed form authorizing an inspector to enter a private residence for the purpose of conducting an inspection if the judge or justice of the peace is satisfied upon application by an inspector, on information upon oath, that there are reasonable grounds for doing so.

Legible records (8) If a book, document, item of correspondence or record is kept in a form or medium that is not legible, the inspector may require the person apparently in charge of it to provide him or her with a legible physical copy for examination.

ments, tout le courrier et tous les dossiers, y compris les livres de paie et les relevés d'emploi, peu importe la forme sous laquelle ils sont tenus ou le moyen utilisé pour les tenir, ainsi que les reproduire et en garder des copies.

7. Enlever les pièces visées à la disposition 5 ou 6 afin d'en faire une copie. L'inspecteur doit présenter l'attestation de sa nomination délivrée par le ministre et donner un récépissé à l'égard des pièces. Celles-ci doivent être retournées promptement à la personne qui semble avoir la responsabilité des lieux d'où elles ont été enlevées.
8. Entrer dans un lieu où sont conservées les pièces exigées pour l'application de la Loi et les pièces visées aux dispositions 5 et 6, afin de les examiner.

(2) Les inspecteurs possèdent les pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques* et ne peuvent les exercer qu'à l'endroit des personnes visées aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (1):

(3) L'inspecteur remet au médecin, au praticien ou au directeur général de l'hôpital, de l'établissement de santé ou de l'autre établissement de soins de santé un préavis écrit de cinq jours portant qu'il désire avoir l'entretien visé à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (1).

(4) L'avis doit, si possible, indiquer l'objet de l'entretien et l'identité ou la fonction, si celle-ci est connue, de la ou des personnes qui seront interrogées.

(5) L'avis doit indiquer que la personne qui sera interrogée a le droit de se faire représenter par un avocat.

(6) L'inspecteur ne peut pénétrer dans une résidence privée sans le consentement de l'occupant, sauf en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (7).

(7) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner un mandat, rédigé selon la formule prescrite, qui autorise un inspecteur à pénétrer dans une résidence privée pour procéder à une inspection, s'il est convaincu à la requête de l'inspecteur, sur dépôt d'une dénonciation sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire.

(8) Si un livre, un document, du courrier ou un dossier est tenu ou gardé sous une forme ou par un moyen qui n'est pas lisible, l'inspecteur peut exiger de la personne qui semble en avoir la responsabilité qu'elle produise une copie papier lisible pour qu'il puisse l'examiner.

Idem

Avis

Idem

Idem

Résidence
privée

Mandat

Dossiers
lisibles

Cost	(9) The cost of providing the inspector with a legible copy under subsection (8) shall be borne by the physician, practitioner or health facility, as the case may be.	(9) Le coût relatif à la remise à l'inspecteur d'une copie lisible aux termes du paragraphe (8) est à la charge du médecin, du praticien ou de l'établissement de santé, selon le cas.	Coût
Obstruction	40.2 (1) No person shall obstruct an inspector or withhold or conceal from an inspector any book, document, correspondence, record or thing relevant to an inspection.	40.2 (1) Nul ne doit entraver le travail de l'inspecteur, ni refuser ou dissimuler à ce dernier des livres, des documents, du courrier, des dossiers ou des choses qui se rapportent à l'inspection.	Entrave au travail de l'inspecteur
Duty to co-operate	(2) Every physician who provides insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act or with a member of the Medical Review Committee who is exercising powers or performing duties under the Act.	(2) Le médecin qui fournit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi ou avec un membre du comité d'étude de la médecine qui exerce les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en vertu de la Loi.	Devoir de collaborer
Same	(3) Every practitioner who provides insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act or with a member of a practitioner review committee who is exercising powers or performing duties under the Act.	(3) Le praticien qui fournit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi ou avec un membre d'un comité d'étude des praticiens qui exerce les pouvoirs ou fonctions qui lui sont attribués en vertu de la Loi.	Idem
Same	(4) The operator and administrator of every hospital, health facility and other health care facility in which insured services are provided shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act and shall ensure that employees also co-operate fully.	(4) L'exploitant et le directeur général de tout hôpital, établissement de santé ou autre établissement de soins de santé où sont fournis des services assurés collaborent pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi et veillent à ce que les employés collaborent eux aussi pleinement.	Idem
Same	(5) Every person who receives insured services shall co-operate fully with an inspector who is carrying out an inspection under the Act.	(5) Quiconque reçoit des services assurés collabore pleinement avec l'inspecteur qui procède à une inspection en vertu de la Loi.	Idem
Suspension of payments	(6) The General Manager may suspend payments under the Plan to a physician or practitioner during any period when he or she fails to comply with subsection (2) or (3) without just cause, whether or not the physician or practitioner is convicted of an offence.	(6) Le directeur général peut suspendre les paiements versés aux termes du Régime à un médecin ou à un praticien pendant la période où l'un ou l'autre omet de se conformer au paragraphe (2) ou (3) sans motif valable, qu'il ait ou non été déclaré coupable d'une infraction.	Suspension des paiements
Same	(7) The General Manager may suspend payments under the Plan to a hospital or health facility during any period when its operator or administrator or its employees fail to comply with subsection (4) without just cause, whether or not the person is convicted of an offence.	(7) Le directeur général peut suspendre les paiements versés aux termes du Régime à un hôpital ou à un établissement de santé pendant la période où l'exploitant ou le directeur général de l'hôpital ou de l'établissement de santé, ou l'un de ses employés, omet de se conformer au paragraphe (4) sans motif valable, que la personne ait ou non été déclarée coupable d'une infraction.	Idem
35. (1) Clauses 45 (1) (e) to (j) of the Act are repealed and the following substituted:		35. (1) Les alinéas 45 (1) e) à j) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
	(e) governing insured services, including specifying those services that are not insured services;	e) régir les services assurés, notamment préciser les services qui ne constituent pas des services assurés;	
	(f) governing fees payable for insured services;	f) régir les honoraires payables pour les services assurés;	

(g) governing payments for insured services.

(2) Clause 45 (1) (q) of the Act is repealed.

(3) Subsection 45 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following clauses:

(r.1) defining the following terms:

1. For the purposes of subsection 29.1 (2), defining "area".
2. For the purposes of subsections 29.1 (2) and (4), defining "practice address".
3. For the purposes of paragraph 6 of subsection 29.2 (2), defining "significant financial obligations";

(r.2) governing the determination of which physicians from among those who meet the requirements under section 29.2 will become eligible physicians.

(4) Subsection 45 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following clause:

(aa) prescribing anything that must or may be prescribed or that must or may be done in accordance with the regulations or as provided in the regulations;

(5) Subsection 45 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, is amended by striking out that portion before clause (a) and substituting the following:

(1.1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(6) Clauses 45 (1.1) (k), (l) and (m) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, are repealed.

(7) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following subsection:

(1.2) A regulation may create different classes of persons, facilities, accounts, fees

g) régir les paiements relatifs aux services assurés.

(2) L'alinéa 45 (1) q) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 45 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

r.1) définir les termes suivants :

1. Pour l'application du paragraphe 29.1 (2), définir «région».
2. Pour l'application des paragraphes 29.1 (2) et (4), définir «adresse du cabinet».
3. Pour l'application de la disposition 6 du paragraphe 29.2 (2), définir «dettes importantes»;

r.2) régir la détermination des médecins, parmi ceux qui satisfont aux exigences prévues à l'article 29.2, qui deviendront des médecins admissibles.

(4) Le paragraphe 45 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

aa) prescrire tout ce qui doit ou peut être prescrit ou tout ce qui doit ou peut être fait conformément aux règlements ou comme ceux-ci le prévoient;

(5) Le paragraphe 45 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(1.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

(6) Les alinéas 45 (1.1) k), l) et m) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés.

(7) L'article 45 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(1.2) Un règlement peut créer différentes catégories de personnes, d'établissements, de

payable or payments and may establish different entitlements for or relating to each class or impose different requirements, conditions or restrictions on or relating to each class.

(8) Section 45 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2 and 1994, chapter 17, section 72, is further amended by adding the following subsections:

Exemptions

(3.1) A regulation may exempt a class of persons or facilities from the application of a specified provision of the Act or regulations.

Insured services

(3.2) Without limiting the generality of clause (1) (e), a regulation made under it may provide the following:

1. Which services rendered in or by hospitals and health facilities are insured services.
2. Which constituent elements form part of an insured service rendered by physicians or practitioners.
3. Which constituent elements shall be deemed not to form part of an insured service rendered by a physician or practitioner.

Restriction

(3.3) A regulation made under clause (1) (e) or (g) shall not include a provision that would disqualify the Province of Ontario, under the *Canada Health Act*, for contribution by the Government of Canada because the Plan would no longer satisfy the criteria under that Act.

(9) Subsections 45 (6) and (7) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 32, section 2, are repealed and the following substituted:

Circumstances

(6) A regulation made under clause (1) (l) may specify the circumstances in which it applies and may establish different entitlements or impose different requirements, conditions or restrictions in the specified circumstances.

(10) Subsection 45 (8) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 72, is repealed.

notes d'honoraires, d'honoraires payables ou de paiements et établir différents droits pour ou relativement à chacune de ces catégories ou imposer différentes exigences, conditions ou limites pour ou relativement à chacune de ces catégories.

(8) L'article 45 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993 et par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Exemptions

(3.1) Un règlement peut exempter une catégorie de personnes ou d'établissements de l'application d'une disposition particulière de la Loi ou des règlements.

Services assurés

(3.2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) e), un règlement pris en application de cet alinéa peut prévoir ce qui suit :

1. Les services fournis dans ou par des hôpitaux et des établissements de santé qui constituent des services assurés.
2. Les éléments qui font partie intégrante d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien.
3. Les éléments qui sont réputés ne pas faire partie intégrante d'un service assuré fourni par un médecin ou un praticien.

Restriction

(3.3) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) e) ou g) ne doit pas comprendre de disposition qui aurait pour effet que la Province de l'Ontario, aux termes de la *Loi canadienne sur la santé*, n'ait plus droit à la contribution du gouvernement du Canada parce que le Régime ne répondrait plus aux critères prévus par cette loi.

(9) Les paragraphes 45 (6) et (7) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés par l'article 2 du chapitre 32 des Lois de l'Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Circonstances

(6) Un règlement pris en application de l'alinéa (1) l) peut préciser les circonstances dans lesquelles il s'applique et établir différents droits ou imposer différentes exigences, conditions ou limites dans les circonstances précisées.

(10) Le paragraphe 45 (8) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 72 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

PART II HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT

36. Section 2 of the *Health Care Accessibility Act* is amended by adding the following subsection:

Hospitals

(3) A hospital shall not accept payment for rendering an insured service to an insured person unless permitted to do so by the regulations.

37. The Act is amended by adding the following section:

Collection of personal information

6.1 (1) The Minister may directly or indirectly collect personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Use of personal information

(2) The Minister may use personal information, subject to such conditions as may be prescribed, for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed.

Disclosure

(3) The Minister shall disclose personal information if all prescribed conditions have been met and if the disclosure is necessary for purposes related to the administration of this Act, the *Health Insurance Act* or the *Independent Health Facilities Act* or for such other purposes as may be prescribed. However, the Minister shall not disclose the information if, in his or her opinion, the disclosure is not necessary for those purposes.

Obligation

(4) Before disclosing personal information obtained under the Act, the person who obtained it shall delete from it all names and identifying numbers, symbols or other particulars assigned to individuals unless,

- (a) disclosure of the names or other identifying information is necessary for the purposes described in subsection (3); or
- (b) disclosure of the names or other identifying information is otherwise authorized under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

38. Subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Offence

(1) A physician, a dentist or an optometrist who contravenes subsection 2 (1) is guilty of an offence.

PARTIE II LOI SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

36. L'article 2 de la *Loi sur l'accessibilité aux services de santé* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Hôpitaux

(3) Un hôpital ne doit accepter de paiement pour la prestation d'un service assuré à un assuré que si les règlements le lui permettent.

37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

6.1 (1) Le ministre peut recueillir directement ou indirectement des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

Collecte de renseignements personnels

(2) Le ministre peut utiliser des renseignements personnels, sous réserve des conditions prescrites, aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites.

Utilisation des renseignements personnels

(3) Le ministre divulgue des renseignements personnels si toutes les conditions prescrites ont été remplies et que la divulgation est nécessaire aux fins liées à l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'assurance-santé* ou de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*, ou à toutes autres fins prescrites. Toutefois, le ministre ne doit pas divulguer les renseignements si, à son avis, la divulgation n'est pas nécessaire à ces fins.

Divulguation

(4) Avant de divulguer des renseignements personnels obtenus en vertu de la Loi, la personne qui les a obtenus en supprime tous les noms et numéros ou symboles d'identification ou autres caractéristiques attribués à des particuliers à moins que, selon le cas :

Obligation

- a) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit nécessaire aux fins visées au paragraphe (3);
- b) la divulgation des noms ou autres renseignements identificatoires ne soit par ailleurs autorisée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

38. Le paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Est coupable d'une infraction le médecin, le dentiste ou l'optométriste qui contrevient au paragraphe 2 (1).

Infraction

Same	(1.1) A hospital that contravenes subsection 2 (3) is guilty of an offence.	(1.1) Est coupable d'une infraction l'hôpital qui contrevient au paragraphe 2 (3).	Idem
Penalty	(1.2) A person convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$2,000 for the first offence and \$2,000 for any subsequent offence.	(1.2) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au présent article est passible d'une amende d'au plus 2 000 \$ pour la première infraction et de 2 000 \$ pour toute infraction subséquente.	Peine
	39. Section 9 of the Act is repealed and the following substituted:	39. L'article 9 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Regulations	9. The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) prescribing an administrative charge not greater than \$150 for the purpose of subsection 4 (2); (b) prescribing anything that must or may be prescribed under the Act or anything that is required or permitted to be done in accordance with the regulations or as provided in the regulations.	9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) prescrire des frais d'administration ne dépassant pas 150 \$ pour l'application du paragraphe 4 (2); b) prescrire tout ce qui doit ou peut être prescrit aux termes de la Loi ou tout ce qu'il est exigé ou permis de faire conformément aux règlements ou comme ceux-ci le prévoient.	Règlements
	PART III COMMENCEMENT	PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR	
Commence- ment	40. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	40. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur

**SCHEDULE I
PHYSICIAN SERVICES DELIVERY
MANAGEMENT ACT, 1996**

Designation of rights and obligations	<p>1. (1) For the purposes of this section, the Lieutenant Governor in Council may, by order,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) designate obligations of the Crown in right of Ontario, the Government of Ontario and ministers of the Crown; and (b) designate rights of persons and associations who have entered into agreements with the Crown in right of Ontario, the Government of Ontario or ministers of the Crown. 	<p>1. (1) Pour l'application du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) désigner des obligations incombant à la Couronne du chef de l'Ontario, au gouvernement de l'Ontario et à des ministres de la Couronne; b) désigner des droits de personnes et d'associations qui ont conclu une entente avec la Couronne du chef de l'Ontario, le gouvernement de l'Ontario ou des ministres de la Couronne. 	Désignation de droits et d'obligations
Application	<p>(2) Subject to subsection (3), this section applies to the following rights and obligations:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. A right or obligation under the following agreements between the Government of Ontario and the Ontario Medical Association, <ul style="list-style-type: none"> i. the "1991 Framework Agreement" and the "1991 Interim Agreement on Economic Arrangements" executed by the Ontario Medical Association on May 4, 1991 and by the Government of Ontario on May 10, 1991, ii. the Agreement entitled "Payment of Canadian Medical Protective Association Fund Premiums for 1989, 1990 and 1991 and of Dues to the OMA for representing Physicians" dated April 2, 1991, iii. the "1993 Interim Agreement on Economic Arrangements" dated August 1, 1993, iv. the "Physician Sectoral Agreement" dated August 1, 1993. 2. A right or obligation to engage in negotiation, mediation and arbitration on matters relating to a right or obligation under an agreement mentioned in paragraph 1. 3. A right or obligation under an agreement that refers to an agreement mentioned in paragraph 1. <p>(3) A designated right or obligation is not enforceable, and no proceeding directly or</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), le présent article s'applique aux droits et obligations qui suivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Les droits ou les obligations prévus par les ententes suivantes qui ont été conclues entre le gouvernement de l'Ontario et l'Ontario Medical Association : <ul style="list-style-type: none"> i. les ententes appelées «1991 Framework Agreement» et «1991 Interim Agreement on Economic Arrangements» et exécutées par l'Ontario Medical Association le 4 mai 1991 et par le gouvernement de l'Ontario le 10 mai 1991, ii. l'entente intitulée «Payment of Canadian Medical Protective Association Fund Premiums for 1989, 1990 and 1991 and of Dues to the OMA for representing Physicians» qui a été conclue le 2 avril 1991, iii. l'entente appelée «1993 Interim Agreement on Economic Arrangements» qui a été conclue le 1^{er} août 1993, iv. l'entente appelée «Physician Sectoral Agreement» qui a été conclue le 1^{er} août 1993. 2. Le droit ou l'obligation de mener des négociations ou des procédures de médiation et d'arbitrage à l'égard de questions relatives à des droits ou à des obligations que prévoit une entente mentionnée à la disposition 1. 3. Les droits ou les obligations prévus par une entente qui renvoie à une entente mentionnée à la disposition 1. <p>(3) Les droits ou les obligations désignés ne sont pas exécutoires et toute instance, fondée</p>	Champ d'application
Effect			Effet

indirectly based on it may be brought against a person or entity referred to in clause (1) (a).

directement ou indirectement sur ceux-ci, qui est introduite contre une personne ou une entité visée à l'alinéa (1) a) est irrecevable.

Decision of
no effect

(4) If a right or obligation is designated under this Act, a decision, ruling, award or order made in a proceeding relating to a dispute about the right or obligation shall be of no force or effect.

(4) Si un droit ou une obligation est désigné en vertu de la présente loi, la décision, la sentence, arbitrale ou l'ordonnance rendue dans une instance portant sur un litige relatif à ce droit ou à cette obligation est sans effet.

Décision
sans effet

Same

(5) Subsection (4) applies whether the decision, ruling, award or order is made before or after the date of the designation of the right or obligation.

(5) Le paragraphe (4) s'applique, que la décision, la sentence arbitrale ou l'ordonnance ait été rendue avant ou après la date de désignation du droit ou de l'obligation.

Idem

2. Section 1 of the *Expenditure Control Plan Statute Law Amendment Act, 1993* is repealed.

2. L'article 1 de la *Loi de 1993 modifiant des lois en ce qui concerne le Plan de contrôle des dépenses* est abrogé.

Commence-
ment

3. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

4. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Physician Services Delivery Management Act, 1996*.

4. Le titre abrégé de la Loi figurant à la présente annexe est *Loi de 1996 sur la gestion de la prestation de services par les médecins*.

Titre abrégé

SCHEDULE J AMENDMENTS TO THE PAY EQUITY ACT

1. (1) The definition of “pay equity plan” in subsection 1 (1) of the *Pay Equity Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 1, is repealed and the following substituted:

“pay equity plan” means,

- (a) a document as described in section 13, for a plan being prepared under Part II, or
- (b) a document as described in section 21.6, for a plan being prepared or revised under Part III.1. (“programme d’équité salariale”)

(2) The definition of “proxy method of comparison” in subsection 1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 1, is repealed.

2. Subsection 5.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 3, is repealed and the following substituted:

Achievement
of pay equity

(1) For the purposes of this Act, pay equity is achieved in an establishment when every female job class in the establishment has been compared to a job class or job classes under the job-to-job method of comparison or the proportional value method of comparison and any adjustment to the job rate of each female job class that is indicated by the comparison has been made.

3. Subsections 21.22 (1), (2) and (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 13, are repealed and the following substituted:

Application
of certain
provisions

(1) Subsections 13 (3) and (8) apply, with necessary modifications, with respect to the plan.

Minimum
adjustments

(2) Adjustments shall be made in compensation under a pay equity plan such that the combined compensation payable under all pay equity plans of the employer for the period beginning on January 1, 1994 and ending on December 31, 1996 shall be increased by an amount that is not less than the lesser of,

ANNEXE J MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE

1. (1) La définition de «programme d’équité salariale» qui figure au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’équité salariale*, telle qu’elle est adoptée de nouveau par l’article 1 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«programme d’équité salariale» S’entend, selon le cas :

- a) d’un document décrit à l’article 13, dans le cas d’un programme élaboré aux termes de la partie II,
- b) d’un document décrit à l’article 21.6, dans le cas d’un programme élaboré ou révisé aux termes de la partie III.1. («pay equity plan»)

(2) La définition de «méthode de comparaison avec des organisations de l’extérieur» qui figure au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu’elle est adoptée par l’article 1 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogée.

2. Le paragraphe 5.1 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Pour l’application de la présente loi, l’équité salariale est atteinte dans un établissement lorsque chaque catégorie d’emplois à prédominance féminine dans l’établissement a été comparée à une ou plusieurs catégories d’emplois selon la méthode de comparaison d’un emploi à l’autre ou la méthode de comparaison de la valeur proportionnelle, et que les rajustements du taux de catégorie de chaque catégorie d’emplois à prédominance féminine qui sont indiqués par la comparaison ont été effectués.

Atteinte
de l’équité
salariale

3. Les paragraphes 21.22 (1), (2) et (3) de la Loi, tels qu’ils sont adoptés par l’article 13 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Les paragraphes 13 (3) et (8) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l’égard du programme.

Champ
d’application
de certaines
dispositions

(2) Des rajustements de la rétribution sont effectués en vertu d’un programme d’équité salariale de façon que la rétribution combinée payable aux termes de l’ensemble des programmes d’équité salariale de l’employeur pour la période allant du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1996 soit majorée d’une somme qui n’est pas inférieure à la moins élevée des deux sommes suivantes :

Rajustements
minimaux

(a) 3 per cent of the total of all wages and salaries payable to the employees in Ontario of the employer in 1993; and

(b) the amount required to achieve pay equity.

Payment

(2.1) An employer shall pay the amount required by subsection (2) not later than September 30, 1996.

Transition

(3) An employer who has posted a pay equity plan before this subsection comes into force is not bound by a schedule of compensation adjustments for achieving pay equity set out in the plan or in any other document.

Same

(3.1) The employer may amend the schedule, and subsections 14 (2) and (6) and 15 (7) do not apply with respect to the amendment.

Same

(3.2) The employer shall give written notice of an amendment to the schedule to the affected employees and to the bargaining agent, if any, representing the employees.

4. Part III.2 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 13, and amended by section 3 of this Act, is repealed.

5. (1) Subsection 24 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 14, is further amended by striking out “Part II, III.1 or III.2” in the amendment of 1993 and substituting “Part II or III.1”.

(2) Subsection 24 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 14, is further amended by striking out “or 21.19” in the amendment of 1993.

6. (1) Clause 25 (2) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out “Part II, III.1 or III.2” in the amendment of 1993, and substituting “Part II or III.1”.

(2) Subsection 25 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out “Parts II, III.1 and III.2” in the amendment of 1993 and substituting “Parts II and III.1”.

(3) Clause 25 (4) (a) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out “or 21.19” in the amendment of 1993.

a) la somme qui représente 3 pour cent de la totalité des salaires et traitements payables aux employés de l'employeur en Ontario en 1993;

b) la somme nécessaire pour atteindre l'équité salariale.

Paiement

(2.1) L'employeur verse le montant exigé par le paragraphe (2) au plus tard le 30 septembre 1996.

Disposition transitoire

(3) L'employeur qui a affiché un programme d'équité salariale avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe n'est pas lié par un échéancier des rajustements de la rétribution pour atteindre l'équité salariale établi dans le programme ou dans un autre document.

Idem

(3.1) L'employeur peut modifier l'échéancier, et les paragraphes 14 (2) et (6) et 15 (7) ne s'appliquent pas à l'égard de la modification.

Idem

(3.2) L'employeur donne un avis écrit d'une modification de l'échéancier aux employés concernés et à l'agent négociateur, le cas échéant, qui représente les employés.

4. La partie III.2 de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 13 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, et modifiée par l'article 3 de la présente loi, est abrogée.

5. (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «partie II, III.1 ou III.2» dans la modification de 1993, de «partie II ou III.1».

(2) Le paragraphe 24 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.19» dans la modification de 1993.

6. (1) L'alinéa 25 (2) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «partie II, III.1 ou III.2» dans la modification de 1993, de «partie II ou III.1».

(2) Le paragraphe 25 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par substitution, à «Les parties II, III.1 et III.2» dans la modification de 1993, de «Les parties II et III.1».

(3) L'alinéa 25 (4) a) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 15 du chapitre 4 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.19» dans la modification de 1993.

(4) Clause 25 (4) (b) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 15, is further amended by striking out “or 21.22” in the amendment of 1993.

7. Section 26 of the Act is amended by adding the following subsections:

(2.1) Every person who uses information obtained under Part III.2 other than for the purposes of the Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 in the case of an individual, and not more than \$50,000 in any other case.

(2.2) If a corporation or bargaining agent contravenes subsection (2.1), every officer, official or agent of the corporation or bargaining agent who authorizes, permits or acquiesces in the contravention is party to and guilty of the offence and, on conviction, is liable to the penalty provided for the offence whether or not the corporation or bargaining agent has been prosecuted or convicted.

8. Clauses 36 (g.2), (g.3), (g.4) and (g.5) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 4, section 21, are repealed.

9. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

(2) Sections 1, 2, 4 and 5 to 8 of this Schedule come into force on January 1, 1997.

(4) L’alinéa 25 (4) b) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 15 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, est modifié de nouveau par suppression de «ou 21.22» dans la modification de 1993.

7. L’article 26 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2.1) Quiconque utilise les renseignements obtenus aux termes de la partie III.2 à des fins autres que l’application de la Loi est coupable d’une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d’une amende d’au plus 5 000 \$ dans le cas d’une personne physique, et d’au plus 50 000 \$ dans les autres cas.

(2.2) Si une personne morale ou un agent négociateur contreviennent au paragraphe (2.1), le dirigeant, l’employé ou le mandataire de la personne morale ou de l’agent négociateur qui autorise ou permet la contravention ou y donne son consentement est partie à l’infraction, en est coupable et, sur déclaration de culpabilité, est passible de la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ou l’agent négociateur aient été ou non poursuivis ou déclarés coupables de l’infraction.

8. Les alinéas 36 g.2), g.3), g.4) et g.5) de la Loi, tels qu’ils sont adoptés par l’article 21 du chapitre 4 des Lois de l’Ontario de 1993, sont abrogés.

9. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

(2) Les articles 1, 2, 4 et 5 à 8 de la présente annexe entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Confiden-
tiality

Parties

Confiden-
tialité

Parties

Commence-
ment

Entrée en
vigueur

**SCHEDULE K
AMENDMENTS TO THE FREEDOM
OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT
AND THE MUNICIPAL FREEDOM
OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

**PART I
FREEDOM OF INFORMATION AND
PROTECTION OF PRIVACY ACT**

1. Section 10 of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

10. (1) Every person has a right of access to a record or a part of a record in the custody or under the control of an institution unless,

- (a) the record or the part of the record falls within one of the exemptions under sections 12 to 22; or
- (b) the head is of the opinion on reasonable grounds that the request for access is frivolous or vexatious.

(2) If an institution receives a request for access to a record that contains information that falls within one of the exemptions under sections 12 to 22 and the head of the institution is not of the opinion that the request is frivolous or vexatious, the head shall disclose as much of the record as can reasonably be severed without disclosing the information that falls under one of the exemptions.

2. Subsection 24 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A person seeking access to a record shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the person believes has custody or control of the record;
- (b) provide sufficient detail to enable an experienced employee of the institution, upon a reasonable effort, to identify the record; and
- (c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.

(1.1) If the head of the institution is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious, subsections (2) to (5) do not apply to the request.

**ANNEXE K
MODIFICATION DE LA LOI SUR
L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE
ET DE LA LOI SUR L'ACCÈS À
L'INFORMATION MUNICIPALE ET
LA PROTECTION DE LA VIE
PRIVÉE**

**PARTIE I
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET
LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE**

1. L'article 10 de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. (1) Chacun a un droit d'accès à un document ou une partie de celui-ci dont une institution a la garde ou le contrôle, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le document ou la partie du document fait l'objet d'une exception aux termes des articles 12 à 22;
- b) la personne responsable est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire.

(2) Si une institution reçoit une demande d'accès à un document qui contient des renseignements faisant l'objet d'une exception aux termes des articles 12 à 22 et que la personne responsable de l'institution n'est pas d'avis que la demande est frivole ou vexatoire, elle divulgue la partie du document qui peut raisonnablement en être extraite sans divulguer ces renseignements.

2. Le paragraphe 24 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) L'auteur de la demande d'accès à un document :

- a) s'adresse par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle du document;
- b) fournit les détails suffisants permettant à un employé expérimenté de l'institution, à la suite d'une démarche normale, d'identifier le document;
- c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.

(1.1) Si la personne responsable de l'institution est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, les paragraphes (2) à (5) ne s'appliquent pas à la demande.

Right of
access

Severability
of record

Request

Frivolous
request

Droit d'accès

Extrait du
document

Demande

Demande
frivole

3. Section 26 of the Act is amended by striking out “27 and 28” in the sixth line and substituting “27, 28 and 57”.

4. The Act is amended by adding the following section:

27.1 (1) A head who refuses to give access to a record or a part of a record because the head is of the opinion that the request for access is frivolous or vexatious, shall state in the notice given under section 26,

- (a) that the request is refused because the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious;
- (b) the reasons for which the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious; and
- (c) that the person who made the request may appeal to the Commissioner under subsection 50 (1) for a review of the decision.

(2) Sections 28 and 29 do not apply to a head who gives a notice for the purpose of subsection (1).

5. Section 28 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) If the request covers more than one record, the description mentioned in clause (2) (b) may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

6. Section 29 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3.1) If a request for access covers more than one record, the statement in a notice under this section of a reason mentioned in subclause (1) (b) (ii) or clause (3) (b) may refer to a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.

7. Subsections 48 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) An individual seeking access to personal information about the individual shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the individual believes has custody or control of the personal information;
- (b) identify the personal information bank or otherwise identify the location of the personal information; and

3. L'article 26 de la Loi est modifié par substitution, à «27 et 28» à la première ligne, de «27, 28 et 57».

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

27.1 (1) La personne responsable qui refuse de donner accès à un document ou une partie d'un document parce qu'elle est d'avis que la demande d'accès est frivole ou vexatoire énonce les faits suivants dans l'avis donné en vertu de l'article 26 :

- a) la demande est refusée parce que la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- b) le motif pour lequel la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;
- c) le fait que l'auteur de la demande peut interjeter appel de la décision devant le commissaire en vertu du paragraphe 50 (1) afin d'obtenir la révision de la décision.

(2) Les articles 28 et 29 ne s'appliquent pas à la personne responsable qui donne un avis pour l'application du paragraphe (1).

5. L'article 28 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Si la demande porte sur plus d'un document, l'exposé visé à l'alinéa (2) b) peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

6. L'article 29 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) Si la demande d'accès porte sur plus d'un document, la déclaration dans l'avis prévu au présent article du motif visé au sous-alinéa (1) b) (ii) ou à l'alinéa (3) b) peut mentionner un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.

7. Les paragraphes 48 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le particulier qui sollicite l'accès aux renseignements personnels qui le concernent :

- a) en fait la demande par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle de ces renseignements;
- b) identifie la banque de renseignements personnels ou identifie d'une autre façon l'endroit où sont consignés ces renseignements;

Frivolous
request

Demande
frivole

Non-applica-
tion

Non-applica-
tion

Description

Exposé

Description

Exposé

Request

Demande

	(c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	
Access procedures	(2) Subsections 10 (2), 24 (1.1) and (2) and sections 25, 26, 27, 27.1, 28 and 29 apply with necessary modifications to a request made under subsection (1).	(2) Les paragraphes 10 (2), 24 (1.1) et (2) et les articles 25, 26, 27, 27.1, 28 et 29 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à la demande présentée aux termes du paragraphe (1).	Procédure d'accès
	8. Section 50 of the Act is amended by adding the following subsections:	8. L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :	
Fee	(1.1) A person who appeals under subsection (1) shall pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	(1.1) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe (1) verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	Droits
Immediate dismissal	(2.1) The Commissioner may dismiss an appeal if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.	(2.1) Le commissaire peut rejeter l'appel si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.	Rejet immédiat
Non-application	(2.2) If the Commissioner dismisses an appeal under subsection (2.1), subsection (3) and sections 51 and 52 do not apply to the Commissioner.	(2.2) Si le commissaire rejette l'appel visé au paragraphe (2.1), le paragraphe (3) et les articles 51 et 52 ne s'appliquent pas au commissaire.	Non-application
	9. Subsection 52 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	9. Le paragraphe 52 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Inquiry	(1) The Commissioner may conduct an inquiry to review the head's decision if,	(1) Le commissaire peut mener une enquête afin de réexaminer la décision de la personne responsable dans l'un ou l'autre des cas suivants :	Enquête
	(a) the Commissioner has not authorized a mediator to conduct an investigation under section 51; or	a) il n'a pas autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 51;	
	(b) the Commissioner has authorized a mediator to conduct an investigation under section 51 but no settlement has been effected.	b) il a autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 51, mais aucun règlement n'est intervenu.	
	10. Subsection 54 (3) of the Act is amended by adding "Subject to this Act" at the beginning.	10. Le paragraphe 54 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve de la présente loi,».	
	11. (1) Subsections 57 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:	11. (1) Les paragraphes 57 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	
Fees	(1) A head shall require the person who makes a request for access to a record to pay fees in the amounts prescribed by the regulations for,	(1) La personne responsable exige que la personne qui présente une demande d'accès à un document verse les droits aux montants prescrits par les règlements et concernant :	Droits
	(a) the costs of every hour of manual search required to locate a record;	a) les frais pour chaque heure de recherche manuelle requise afin de retrouver un document;	
	(b) the costs of preparing the record for disclosure;	b) les frais de préparation du document en vue de sa divulgation;	
	(c) computer and other costs incurred in locating, retrieving, processing and copying a record;	c) les frais d'ordinateur et autres frais engagés pour le repérage, la récupération, le traitement et la duplication d'un document;	

(d) shipping costs; and

(e) any other costs incurred in responding to a request for access to a record.

(2) Subsection 57 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

(4) A head shall waive the payment of all or any part of an amount required to be paid under subsection (1) if, in the head's opinion, it is fair and equitable to do so after considering,

Waiver of payment

(3) The French version of subsection 57 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

Révision

(4) Subsection 57 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

(6) The fees provided in this section shall be paid and distributed in the manner and at the times prescribed in the regulations.

Disposition of fees

12. (1) Section 60 of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) prescribing standards for determining what constitutes reasonable grounds for a head to conclude that a request for access to a record is frivolous or vexatious.

(2) Clause 60 (g) of the Act is repealed and the following substituted:

(g) prescribing the amount, the manner of payment and the manner of allocation of fees described in clause 24 (1) (c) or 48 (1) (c), subsection 50 (1.1) or section 57 and the times at which they are required to be paid.

(3) Section 60 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) A regulation made under clause (1) (g) may prescribe a different amount, manner of payment, manner of allocation or time of payment of fees for different categories of records or persons requesting access to a record.

Categories of fees

d) les frais d'expédition;

e) les autres frais engagés pour répondre à une demande d'accès à un document.

(2) Le paragraphe 57 (4) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :

(4) Si, de l'avis de la personne responsable, cette mesure s'avère juste et équitable, la personne responsable supprime en totalité ou en partie la somme exigée en vertu du paragraphe (1), compte tenu :

Suppression du versement

(3) La version française du paragraphe 57 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

Révision

(4) Le paragraphe 57 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) La somme des droits prévus au présent article est versée et répartie selon le mode et aux moments prescrits par les règlements.

Répartition des droits

12. (1) L'article 60 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

0.a) prescrire des normes pour déterminer ce qui constitue des motifs raisonnables permettant à une personne responsable de conclure qu'une demande d'accès à un document est frivole ou vexatoire.

(2) L'alinéa 60 g) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

g) prescrire le montant, le mode de versement et de répartition des droits visés à l'alinéa 24 (1) c) ou 48 (1) c), au paragraphe 50 (1.1) ou à l'article 57 et les moments auxquels ils doivent être versés.

(3) L'article 60 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1) g) peuvent prescrire un montant, un mode de versement, un mode de répartition ou des moments de versement différents pour des catégories différentes de documents ou de personnes qui demandent l'accès à un document.

Catégories de droits

**PART II
MUNICIPAL FREEDOM OF
INFORMATION AND PROTECTION OF
PRIVACY ACT**

13. Section 4 of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed and the following substituted:

4. (1) Every person has a right of access to a record or a part of a record in the custody or under the control of an institution unless,

- (a) the record or the part of the record falls within one of the exemptions under sections 6 to 15; or
- (b) the head is of the opinion on reasonable grounds that the request for access is frivolous or vexatious.

(2) If an institution receives a request for access to a record that contains information that falls within one of the exemptions under sections 6 to 15 and the head of the institution is not of the opinion that the request is frivolous or vexatious, the head shall disclose as much of the record as can reasonably be severed without disclosing the information that falls under one of the exemptions.

14. Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A person seeking access to a record shall,

- (a) make a request in writing to the institution that the person believes has custody or control of the record;
- (b) provide sufficient detail to enable an experienced employee of the institution, upon a reasonable effort, to identify the record; and
- (c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.

(1.1) If the head of the institution is of the opinion on reasonable grounds that the request is frivolous or vexatious, subsection (2) does not apply to the request.

15. Section 19 of the Act is amended by striking out “20 and 21” in the sixth line and substituting “20, 21 and 45”.

16. The Act is amended by adding the following section:

20.1 (1) A head who refuses to give access to a record or a part of a record because the head is of the opinion that the request for access is frivolous or vexatious, shall state in the notice given under section 19,

**PARTIE II
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
MUNICIPALE ET LA PROTECTION DE
LA VIE PRIVÉE**

13. L'article 4 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Chacun a un droit d'accès à un document ou une partie de celui-ci dont une institution a la garde ou le contrôle, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le document ou la partie du document fait l'objet d'une exception aux termes des articles 6 à 15;
- b) la personne responsable est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire.

(2) Si une institution reçoit une demande d'accès à un document qui contient des renseignements faisant l'objet d'une exception aux termes des articles 6 à 15 et que la personne responsable de l'institution n'est pas d'avis que la demande est frivole ou vexatoire, elle divulgue la partie du document qui peut raisonnablement en être extraite sans divulguer ces renseignements.

14. Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) L'auteur de la demande d'accès à un document :

- a) s'adresse par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle du document;
- b) fournit les détails suffisants permettant à un employé expérimenté de l'institution, à la suite d'une démarche normale, d'identifier le document;
- c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.

(1.1) Si la personne responsable de l'institution est d'avis, fondé sur des motifs raisonnables, que la demande d'accès est frivole ou vexatoire, le paragraphe (2) ne s'applique pas à la demande.

15. L'article 19 de la Loi est modifié par substitution à «20 et 21» à la première ligne de «20, 21 et 45».

16. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

20.1 (1) La personne responsable qui refuse de donner accès à un document ou une partie d'un document parce qu'elle est d'avis que la demande d'accès est frivole ou vexatoire énonce les faits suivants dans l'avis donné en vertu de l'article 19 :

Right of access

Severability of record

Request

Frivolous request

Frivolous request

Droit d'accès

Extrait du document

Demande

Demande frivole

Demande frivole

	<p>(a) that the request is refused because the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious;</p> <p>(b) the reasons for which the head is of the opinion that the request is frivolous or vexatious; and</p> <p>(c) that the person who made the request may appeal to the Commissioner under subsection 39 (1) for a review of the decision.</p>	<p>a) la demande est refusée parce que la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;</p> <p>b) le motif pour lequel la personne responsable est d'avis que la demande est frivole ou vexatoire;</p> <p>c) le fait que l'auteur de la demande peut interjeter appel de la décision devant le commissaire en vertu du paragraphe 39 (1) afin d'obtenir la révision de la décision.</p>	
Non-application	<p>(2) Sections 21 and 22 do not apply to a head who gives a notice for the purpose of subsection (1).</p> <p>17. Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:</p>	<p>(2) Les articles 21 et 22 ne s'appliquent pas à la personne responsable qui donne un avis pour l'application du paragraphe (1).</p> <p>17. L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :</p>	Non-application
Description	<p>(2.1) If the request covers more than one record, the description mentioned in clause (2) (b) may consist of a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.</p> <p>18. Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:</p>	<p>(2.1) Si la demande porte sur plus d'un document, l'exposé visé à l'alinéa (2) b) peut se composer d'un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.</p> <p>18. L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :</p>	Exposé
Description	<p>(3.1) If a request for access covers more than one record, the statement in a notice under this section of a reason mentioned in subclause (1) (b) (ii) or clause (3) (b) may refer to a summary of the categories of the records requested if it provides sufficient detail to identify them.</p> <p>19. Subsections 37 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:</p>	<p>(3.1) Si la demande d'accès porte sur plus d'un document, la déclaration dans l'avis prévu au présent article du motif visé au sous-alinéa (1) b) (ii) ou à l'alinéa (3) b) peut mentionner un sommaire des catégories des documents qui font l'objet de la demande si le sommaire fournit les détails suffisants pour les identifier.</p> <p>19. Les paragraphes 37 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	Exposé
Request	<p>(1) An individual seeking access to personal information about the individual shall,</p> <p>(a) make a request in writing to the institution that the individual believes has custody or control of the personal information;</p> <p>(b) identify the personal information bank or otherwise identify the location of the personal information; and</p> <p>(c) at the time of making the request, pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.</p>	<p>(1) Le particulier qui sollicite l'accès aux renseignements personnels qui le concernent :</p> <p>a) en fait la demande par écrit à l'institution qui, à son avis, a la garde ou le contrôle de ces renseignements;</p> <p>b) identifie la banque de renseignements personnels ou identifie d'une autre façon l'endroit où sont consignés ces renseignements;</p> <p>c) au moment de présenter la demande, verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.</p>	Demande
Access procedures	<p>(2) Subsections 4 (2), 17 (1.1) and (2) and sections 18, 19, 20, 20.1, 21, 22 and 23 apply with necessary modifications to a request made under subsection (1).</p> <p>20. Section 39 of the Act is amended by adding the following subsections:</p>	<p>(2) Les paragraphes 4 (2), 17 (1.1) et (2) et les articles 18, 19, 20, 20.1, 21, 22 et 23 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à la demande présentée aux termes du paragraphe (1).</p> <p>20. L'article 39 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :</p>	Procédure d'accès

Fee	(1.1) A person who appeals under subsection (1) shall pay the fee prescribed by the regulations for that purpose.	(1.1) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe (1) verse les droits prescrits par les règlements à cette fin.	Droits
Immediate dismissal	(2.1) The Commissioner may dismiss an appeal if the notice of appeal does not present a reasonable basis for concluding that the record or the personal information to which the notice relates exists.	(2.1) Le commissaire peut rejeter l'appel si l'avis d'appel ne présente aucun motif valable qui permet de conclure que le document ou les renseignements personnels auxquels l'avis se rapporte existent.	Rejet immédiat
Non-application	(2.2) If the Commissioner dismisses an appeal under subsection (2.1), subsection (3) and sections 40 and 41 do not apply to the Commissioner.	(2.2) Si le commissaire rejette l'appel visé au paragraphe (2.1), le paragraphe (3) et les articles 40 et 41 ne s'appliquent pas au commissaire.	Non-application
Inquiry	21. Subsection 41 (1) of the Act is repealed and the following substituted: (1) The Commissioner may conduct an inquiry to review the head's decision if, (a) the Commissioner has not authorized a mediator to conduct an investigation under section 40; or (b) the Commissioner has authorized a mediator to conduct an investigation under section 40 but no settlement has been effected.	21. Le paragraphe 41 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : (1) Le commissaire peut mener une enquête afin de réexaminer la décision de la personne responsable dans l'un ou l'autre des cas suivants : a) il n'a pas autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 40; b) il a autorisé un médiateur à mener l'enquête visée à l'article 40, mais aucun règlement n'est intervenu.	Enquête
Fees	22. Subsection 43 (3) of the Act is amended by adding "Subject to this Act" at the beginning. 23. (1) Subsections 45 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted: (1) A head shall require the person who makes a request for access to a record to pay fees in the amounts prescribed by the regulations for, (a) the costs of every hour of manual search required to locate a record; (b) the costs of preparing the record for disclosure; (c) computer and other costs incurred in locating, retrieving, processing and copying a record; (d) shipping costs; and (e) any other costs incurred in responding to a request for access to a record. (2) Subsection 45 (4) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following: (4) A head shall waive the payment of all or any part of an amount required to be paid under subsection (1) if, in the head's opinion,	22. Le paragraphe 43 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve de la présente loi,». 23. (1) Les paragraphes 45 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : (1) La personne responsable exige que la personne qui présente une demande d'accès à un document verse les droits aux montants prescrits par les règlements et concernant : a) les frais pour chaque heure de recherche manuelle requise afin de retrouver un document; b) les frais de préparation du document en vue de sa divulgation; c) les frais d'ordinateur et autres frais engagés pour le repérage, la récupération, le traitement et la duplication d'un document; d) les frais d'expédition; e) les autres frais engagés pour répondre à une demande d'accès à un document. (2) Le paragraphe 45 (4) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit : (4) Si, de l'avis de la personne responsable, cette mesure s'avère juste et équitable, la personne responsable supprime en totalité ou en	Droits
Waiver of payment			Suppression du versement

it is fair and equitable to do so after considering,

partie la somme exigée en vertu du paragraphe (1), compte tenu :

(3) The French version of subsection 45 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Révision

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

(4) Subsection 45 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Disposition
of fees

(6) The fees provided in this section shall be paid and distributed in the manner and at the times prescribed in the regulations.

24. (1) Section 47 of the Act is amended by adding the following clause:

(0.a) prescribing standards for determining what constitutes reasonable grounds for a head to conclude that a request for access to a record is frivolous or vexatious.

(2) Clause 47 (f) of the Act is repealed and the following substituted:

(f) prescribing the amount, the manner of payment and the manner of allocation of fees described in clause 17 (1) (c) or 37 (1) (c), subsection 39 (1.1) or section 45 and the times at which they are required to be paid.

(3) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsection:

Categories of
fees

(2) A regulation made under clause (1) (f) may prescribe a different amount, manner of payment, manner of allocation or time of payment of fees for different categories of records or persons requesting access to a record.

PART III COMMENCEMENT

Commence-
ment

25. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

(3) La version française du paragraphe 45 (5) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Révision

(5) La personne qui est tenue de verser les droits visés au paragraphe (1) peut s'adresser au commissaire afin d'obtenir une révision, soit du montant de ces droits, soit de la décision de la personne responsable de ne pas les supprimer.

(4) Le paragraphe 45 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) La somme des droits prévus au présent article est versée et répartie selon le mode et aux moments prescrits par les règlements.

Répartition
des droits

24. (1) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

0.a) prescrire des normes pour déterminer ce qui constitue des motifs raisonnables permettant à une personne responsable de conclure qu'une demande d'accès à un document est frivole ou vexatoire.

(2) L'alinéa 47 f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) prescrire le montant, le mode de versement et de répartition des droits visés à l'alinéa 17 (1) c) ou 37 (1) c), au paragraphe 39 (1.1) ou à l'article 45 et les moments auxquels ils doivent être versés.

(3) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Les règlements visés à l'alinéa (1) f) peuvent prescrire un montant, un mode de versement, un mode de répartition ou des moments de versement différents pour des catégories différentes de documents ou de personnes qui demandent l'accès à un document.

Catégories
de droits

PARTIE III ENTRÉE EN VIGUEUR

25. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

SCHEDULE L
AMENDMENTS TO THE PUBLIC
SERVICE PENSION ACT AND THE
ONTARIO PUBLIC SERVICE
EMPLOYEES' UNION PENSION
ACT, 1994

1. The *Public Service Pension Act* is amended by adding the following section:

Winding up	6.1 (1) The Board shall not wind up the Plan in whole or in part under subsection 68 (1) of the <i>Pension Benefits Act</i> or otherwise unless the Board obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.
Same	(2) The Superintendent of Pensions shall not require the wind up of the Plan in whole or in part under subsection 69 (1) of the <i>Pension Benefits Act</i> . He or she shall not wind up or directly or indirectly cause the wind up of the Plan in whole or in part under any other authority.
Effective date	(3) The Superintendent of Pensions shall not change the effective date of a wind up under subsection 68 (6) of the <i>Pension Benefits Act</i> unless he or she obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.
Conflict	(4) This section prevails over the <i>Pension Benefits Act</i> .
Prohibition	(5) No proceeding shall be commenced against a person for any of the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. For an action taken, or not taken, as required or authorized by subsection (1), (2) or (3). 2. For the breach of a fiduciary or other duty in connection with a wind up or a failure to wind up the Plan in whole or in part. 3. For damages for the breach of an agreement in connection with a wind up or a failure to wind up the Plan in whole or in part.
Transition	(6) A person who makes payments into the Fund because of a wind up of the Plan in whole or in part with an effective date on or after January 1, 1993 and before the day on which the <i>Savings and Restructuring Act, 1996</i> receives Royal Assent is entitled to be reimbursed.

ANNEXE L
MODIFICATION DE LA LOI SUR
LE RÉGIME DE RETRAITE
DES FONCTIONNAIRES ET DE LA
LOI DE 1994 SUR LE RÉGIME
DE RETRAITE DU SYNDICAT
DES EMPLOYÉS DE LA FONCTION
PUBLIQUE DE L'ONTARIO

1. La *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

	6.1 (1) La Commission ne peut liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu du paragraphe 68 (1) de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> ou autrement à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.	Liquidation
	(2) Le surintendant des régimes de retraite ne peut exiger la liquidation totale ou partielle du Régime en vertu du paragraphe 69 (1) de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> . Il ne peut non plus liquider ni, directement ou indirectement, faire liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu de quelque autre autorité que ce soit.	Idem
	(3) Le surintendant des régimes de retraite ne peut changer la date de prise d'effet d'une liquidation en vertu du paragraphe 68 (6) de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.	Date de prise d'effet
	(4) Le présent article l'emporte sur la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> .	Incompatibilité
	(5) Sont irrecevables les instances introduites contre quiconque pour ce qui suit : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des mesures qu'il a prises ou n'a pas prises comme l'exige ou l'autorise le paragraphe (1), (2) ou (3). 2. La violation d'une obligation fiduciaire ou autre en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation. 3. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation. 	Interdiction
	(6) Quiconque effectue des paiements à la Caisse en raison d'une liquidation totale ou partielle du Régime dont la date de prise d'effet tombe le 1 ^{er} janvier 1993 ou par la suite, mais avant le jour où la <i>Loi de 1996 sur les économies et la restructuration</i> reçoit la sanction royale, a droit à leur remboursement.	Disposition transitoire

2. The Ontario Public Service Employees' Union Pension Act, 1994 is amended by adding the following section:

WINDING UP THE PLAN

Winding up

14.1 (1) No person or group of persons shall wind up the OPSEU Plan in whole or in part under subsection 68 (1) of the *Pension Benefits Act* or otherwise unless the person or group of persons obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Same

(2) The Superintendent of Pensions shall not require the wind up of the OPSEU Plan in whole or in part under subsection 69 (1) of the *Pension Benefits Act*. He or she shall not wind up or directly or indirectly cause the wind up of the Plan in whole or in part under any other authority.

Effective date

(3) The Superintendent of Pensions shall not change the effective date of a wind up in whole or in part of the OPSEU Plan under subsection 68 (6) of the *Pension Benefits Act* unless he or she obtains the consent of the Lieutenant Governor in Council to do so.

Prohibition

(4) No proceeding shall be commenced against a person for any of the following:

1. For an action taken, or not taken, as required or authorized by subsection (1), (2) or (3).
2. For the breach of a fiduciary or other duty in connection with a wind up or a failure to wind up the OPSEU Plan in whole or in part.
3. For damages for the breach of an agreement in connection with a wind up or a failure to wind up the OPSEU Plan in whole or in part.
4. For damages for the breach of an agreement by virtue of the enactment of this section.

Transition

(5) A person who makes payments into the OPSEU Fund because of a wind up of the OPSEU Plan in whole or in part with an effective date before the day on which the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent is entitled to be reimbursed.

Commencement

3. This Schedule shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

2. La Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario est modifiée par adjonction de l'article suivant :

LIQUIDATION DU RÉGIME

Liquidation

14.1 (1) Aucune personne ni aucun groupe de personnes ne peut liquider totalement ou partiellement le Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 68 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite* ou autrement à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

Idem

(2) Le surintendant des régimes de retraite ne peut exiger la liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 69 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite*. Il ne peut non plus liquider ni, directement ou indirectement, faire liquider totalement ou partiellement le Régime en vertu de quelque autre autorité que ce soit.

Date de prise d'effet

(3) Le surintendant des régimes de retraite ne peut changer la date de prise d'effet d'une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO en vertu du paragraphe 68 (6) de la *Loi sur les régimes de retraite* à moins d'obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil à cet effet.

Interdiction

(4) Sont irrecevables les instances introduites contre quiconque pour ce qui suit :

1. Des mesures qu'il a prises ou n'a pas prises comme l'exige ou l'autorise le paragraphe (1), (2) ou (3).
2. La violation d'une obligation fiduciaire ou autre en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
3. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en rapport avec une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO ou avec le défaut de procéder à une telle liquidation.
4. Des dommages-intérêts pour la violation d'une entente en raison de l'adoption du présent article.

Disposition transitoire

(5) Quiconque effectue des paiements à la Caisse du SEFPO en raison d'une liquidation totale ou partielle du Régime du SEFPO dont la date de prise d'effet est antérieure au jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale a droit à leur remboursement.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

**SCHEDULE M
AMENDMENTS TO THE
MUNICIPAL ACT AND VARIOUS
OTHER STATUTES RELATED TO
MUNICIPALITIES, CONSERVATION
AUTHORITIES AND
TRANSPORTATION**

**PART I
MUNICIPAL ACT**

1. Section 25 of the *Municipal Act* is repealed and the following substituted:

Stay of
proceedings

25. The Minister may give notice to the Municipal Board that in his or her opinion any application to the Board made under this Part should be deferred and all proceedings in any such application are stayed until the Minister gives notice to the Board that they may be continued.

Purpose of
sections

25.1 The purposes of sections 25.2 to 25.4 are,

- (a) to provide for a process which allows municipal restructuring to proceed in a timely and efficient manner;
- (b) to facilitate municipal restructuring over large geographic areas involving counties or groups of counties, local municipalities in counties and in territorial districts and unorganized territory; and
- (c) to facilitate municipal restructuring of a significant nature which may include elimination of a level of municipal government, transfer of municipal powers and responsibilities and changes to municipal representation systems.

Restructur-
ing of
municipal-
ities

25.2 (1) In this section and sections 25.3 and 25.4,

“local body” means, in respect of unorganized territory, a local body as described in the regulations; (“organisme local”)

“locality” means a geographic area whether or not the area or any part of the area is situated in a municipality but does not include area in a regional, metropolitan or district municipality and the County of Oxford; (“localité”)

“municipality” means a county and a local municipality but does not include a local municipality which forms part of a regional,

**ANNEXE M
MODIFICATION DE LA LOI SUR
LES MUNICIPALITÉS ET DE
DIVERSES AUTRES LOIS
TOUCHANT LES MUNICIPALITÉS,
LES OFFICES DE PROTECTION DE
LA NATURE ET LES TRANSPORTS**

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. L'article 25 de la *Loi sur les municipalités* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Suspension
des instances

25. Le ministre peut aviser la Commission des affaires municipales qu'à son avis, l'examen de toute requête présentée à la Commission en vertu de la présente partie devrait être reporté. Les instances qui concernent la requête visée sont alors suspendues jusqu'à ce que le ministre avise la Commission qu'elles peuvent être poursuivies.

25.1 Les articles 25.2 à 25.4 ont pour objet ce qui suit :

Objet des
articles

- a) prévoir un processus permettant à la restructuration municipale de se dérouler d'une manière opportune et efficiente;
- b) faciliter la restructuration municipale dans de grandes régions géographiques comprenant des comtés ou des groupes de comtés, des municipalités locales situées dans des comtés et dans des districts territoriaux et des territoires non érigés en municipalités;
- c) faciliter une restructuration municipale importante qui peut comprendre l'élimination d'un niveau de gouvernement municipal, le transfert de pouvoirs et de responsabilités municipaux et la modification des systèmes de représentation municipale.

25.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 25.3 et 25.4.

Restructura-
tion des
municipalités

«localité» Région géographique, que celle-ci ou une partie de celle-ci soit située ou non dans une municipalité. La présente définition exclut toutefois une région située dans une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district ou dans le comté d'Oxford. («locality»)

«municipalité» S'entend d'un comté et d'une municipalité locale. La présente définition exclut toutefois une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district ou du comté d'Oxford. («municipality»)

metropolitan or district municipality or the County of Oxford; (“municipalité”)

“resident” means a person who is a permanent resident or a temporary resident having a permanent dwelling within a locality and who is a Canadian citizen and is at least 18 years of age; (“résident”)

“restructuring” means,

- (a) annexing part of a municipality to another municipality,
- (b) annexing a locality that does not form part of a municipality to a municipality,
- (c) amalgamating a municipality with another municipality,
- (d) separating a local municipality from a county for municipal purposes,
- (e) joining a local municipality to a county for municipal purposes,
- (f) dissolving all or part of a municipality, and
- (g) incorporating the inhabitants of a locality as a municipality; (“restructuration”)

“unorganized territory” means a geographic area without municipal organization. (“territoire non érigé en municipalité”)

Proposal to
restructure

(2) A municipality or local body in a locality may, subject to subsection (3), make a restructuring proposal to restructure municipalities and unorganized territory in the locality by submitting to the Minister a restructuring report containing,

- (a) a description of the restructuring proposal in a form and in such detail as the Minister may require; and
- (b) proof in a form satisfactory to the Minister that,
 - (i) the restructuring proposal has the prescribed degree of support of the prescribed municipalities and local bodies in the locality,
 - (ii) the support was determined in the prescribed manner, and
 - (iii) the municipalities and local bodies which support the restructuring proposal meet the prescribed criteria.

«organisme local» S’entend, à l’égard d’un territoire non érigé en municipalité, d’un organisme local visé par les règlements. («local body»)

«résident» Personne âgée d’au moins 18 ans qui est un résident permanent ou un résident temporaire ayant un logement permanent situé dans une localité et qui est un citoyen canadien. («resident»)

«restructuration» S’entend de ce qui suit :

- a) l’annexion d’une partie d’une municipalité à une autre municipalité,
- b) l’annexion d’une localité qui ne fait pas partie d’une municipalité à une municipalité,
- c) la fusion d’une municipalité avec une autre municipalité,
- d) la séparation d’une municipalité locale d’un comté à des fins municipales,
- e) la jonction d’une municipalité locale à un comté à des fins municipales,
- f) la dissolution de la totalité ou d’une partie d’une municipalité,
- g) la constitution des habitants d’une localité en municipalité. («restructuring»)

«territoire non érigé en municipalité» Région géographique non érigée en municipalité. («unorganized territory»)

(2) Une municipalité ou un organisme local d’une localité peuvent, sous réserve du paragraphe (3), présenter une proposition de restructuration afin de restructurer les municipalités et le territoire non érigé en municipalité dans la localité en soumettant au ministre un rapport de restructuration contenant les éléments suivants :

Proposition
de restructuration

- a) la description de la proposition de restructuration, rédigée selon la forme et contenant les détails que le ministre peut exiger;
- b) une preuve présentée selon la forme que le ministre estime satisfaisante de ce qui suit :
 - (i) la proposition de restructuration jouit du degré d’appui prescrit des municipalités et organismes locaux prescrits de la localité,
 - (ii) l’appui a été déterminé de la façon prescrite,
 - (iii) les municipalités et organismes locaux qui appuient la proposition de restructuration respectent les critères prescrits.

Limitation	(3) A restructuring proposal shall not provide for a type of restructuring other than a prescribed type of restructuring.	(3) La proposition de restructuration ne doit pas prévoir d'autre genre de restructuration qu'un genre de restructuration prescrit.	Restriction
Implementa- tion	(4) If a restructuring proposal and report under subsection (2) meet the requirements of this section, the Minister shall, by order, implement the restructuring proposal in accordance with the regulations made under subsection (11).	(4) Si la proposition de restructuration et le rapport visés au paragraphe (2) respectent les exigences du présent article, le ministre, par arrêté, met la proposition de restructuration en œuvre conformément aux règlements pris en application du paragraphe (11).	Mise en œuvre
Limitation	(5) The Minister shall not make an order under subsection (4) to implement the restructuring proposal in a locality if any part of the locality is in a locality for which a commission has been established under section 25.3.	(5) Le ministre ne doit pas prendre l'arrêté visé au paragraphe (4) pour mettre en œuvre la proposition de restructuration dans une localité si une partie quelconque de celle-ci est située dans une localité à l'égard de laquelle une commission a été établie en vertu de l'article 25.3.	Restriction
Filing	(6) The Minister shall, (a) publish an order under subsection (4) in <i>The Ontario Gazette</i> ; and (b) file a copy of an order under subsection (4) with the clerk of each municipality to which the order applies.	(6) Le ministre fait ce qui suit : a) il publie l'arrêté visé au paragraphe (4) dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> ; b) il dépose une copie de l'arrêté visé au paragraphe (4) auprès du secrétaire de chaque municipalité visée par l'arrêté.	Dépôt
Inspection	(7) The clerk shall make the order available for public inspection.	(7) Le secrétaire met l'arrêté à la disposition du public aux fins d'examen.	Examen
Not regulation	(8) An order of the Minister under subsection (4) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(8) L'arrêté du ministre visé au paragraphe (4) n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
Regulations	(9) The Minister may make regulations, (a) in respect of unorganized territory, providing that any body or class of persons is a local body for the purposes of this section; (b) for the purpose of subsection (2), (i) establishing types of restructuring, (ii) providing which municipalities and local bodies may support a restructuring proposal with respect to each type of restructuring, (iii) providing for the degree of support required to support a restructuring proposal with respect to each type of restructuring, (iv) providing for the manner of determining the support, and (v) providing for criteria which must be met by the municipalities and local bodies supporting a restructuring proposal; (c) providing that a municipality in a locality for which a restructuring proposal	(9) Le ministre peut, par règlement : a) à l'égard d'un territoire non érigé en municipalité, prévoir qu'un organisme ou une catégorie de personnes est un organisme local pour l'application du présent article; b) pour l'application du paragraphe (2) : (i) établir des genres de restructuration, (ii) prévoir quelles municipalités et quels organismes locaux peuvent appuyer une proposition de restructuration à l'égard de chaque genre de restructuration, (iii) prévoir le degré d'appui exigé pour appuyer une proposition de restructuration à l'égard de chaque genre de restructuration, (iv) prévoir la façon de déterminer l'appui, (v) prévoir les critères qui doivent être respectés par les municipalités et les organismes locaux qui appuient une proposition de restructuration; c) prévoir qu'une municipalité d'une localité à l'égard de laquelle une proposi-	Règlements

	has been submitted under subsection (2),	tion de restructuration a été présentée en vertu du paragraphe (2) :
	(i) shall not exercise a specified power under any Act,	(i) ne doit pas exercer les pouvoirs précisés que confère une loi,
	(ii) shall exercise, in the specified manner, a specified power under any Act, and	(ii) exerce, de la manière précisée, les pouvoirs précisés que confère une loi,
	(iii) shall obtain the approval of a person or body specified in the regulation before exercising any of its powers under any Act.	(iii) obtienne l'approbation d'une personne ou d'un organisme précisés dans le règlement avant d'exercer les pouvoirs que confère une loi à la municipalité.
Scope	(10) A regulation under subsection (9) may be general or particular in its application.	(10) Les règlements pris en application du paragraphe (9) peuvent avoir une portée générale ou particulière. Portée
Regulations	(11) Despite any Act, the Lieutenant Governor in Council may make regulations setting out the powers that may be exercised by the Minister or a commission established under section 25.3 in implementing a restructuring proposal.	(11) Malgré toute loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, énoncer les pouvoirs que peut exercer le ministre ou une commission établie en vertu de l'article 25.3 lorsqu'il met une proposition de restructuration en œuvre. Règlements
Conflicts	(12) An order of the Minister or commission implementing a restructuring proposal prevails over any Act or regulation with which it conflicts so long as the order is consistent with the regulation made under subsection (11).	(12) L'arrêté du ministre ou l'ordre de la commission mettant en œuvre une proposition de restructuration l'emporte sur toute loi ou tout règlement avec lequel il est incompatible à condition que l'arrêté ou l'ordre soit compatible avec le règlement pris en application du paragraphe (11). Incompatibilité
Commission	25.3 (1) The Minister may establish a commission on or before December 31, 1999 at the request of a municipality in a locality or at the request of 75 or more residents of an unorganized territory in a locality. The purpose of the commission is to develop a proposal for restructuring municipalities and unorganized territory in the locality or in such greater area as the Minister may prescribe.	25.3 (1) Le ministre peut établir une commission au plus tard le 31 décembre 1999 à la demande d'une municipalité d'une localité ou à la demande d'au moins 75 résidents d'un territoire non érigé en municipalité d'une localité. La commission a pour but d'élaborer une proposition aux fins de la restructuration de municipalités et d'un territoire non érigé en municipalité de la localité ou de toute région plus grande que le ministre peut prescrire. Commission
Restructuring proposal	(2) The commission shall develop a restructuring proposal for the prescribed locality or for such part of it as the commission considers advisable.	(2) La commission élabore une proposition de restructuration à l'égard de la localité prescrite ou de la partie de celle-ci qu'elle estime souhaitable. Proposition de restructuration
Limitation	(3) A restructuring proposal shall not provide for a type of restructuring other than a prescribed type of restructuring.	(3) La proposition de restructuration ne doit pas prévoir d'autre genre de restructuration qu'un genre de restructuration prescrit. Limite
Consultation	(4) The commission shall consult with each municipality in the prescribed locality when developing the restructuring proposal and may consult with such other bodies and persons as the commission considers appropriate.	(4) La commission doit consulter chaque municipalité de la localité prescrite lorsqu'elle élabore la proposition de restructuration et peut consulter les autres organismes et personnes qu'elle estime appropriés. Consultation
Draft proposal	(5) The commission shall prepare a draft of the restructuring proposal and shall give a copy of the draft to each municipality in the prescribed locality and make it available for	(5) La commission prépare un projet de la proposition de restructuration et en remet une copie à chaque municipalité de la localité prescrite, et le met à la disposition des mem- Projet de proposition

inspection by members of the public in the prescribed locality.

Public meeting

(6) The commission shall hold at least one public meeting at which any person who attends is given an opportunity to make representations about the draft.

Written submissions

(7) The commission shall invite written submissions about the draft and shall establish a deadline for receiving them. The commission shall make the submissions available for inspection by each municipality and by members of the public in the prescribed locality.

Notice to municipalities

(8) The commission shall notify each municipality in the prescribed locality of its opportunity to make representations and shall advise them where they can inspect written submissions received by the commission.

Notice to the public

(9) The commission shall give notice to the public in the prescribed locality advising them of the opportunity,

- (a) to inspect the draft;
- (b) to make representations at the public meeting and to give written submissions by the deadline; and
- (c) to inspect the written submissions received by the commission.

Final proposal

(10) After considering the representations and submissions about the draft, the commission shall finalize the restructuring proposal and shall give a copy of it to each municipality in the prescribed locality and make it available for inspection by members of the public in the prescribed locality.

Same

(11) The commission shall give notice to the public in the prescribed locality advising them of the opportunity to inspect the restructuring proposal.

Method of giving public notice

(12) The commission shall give notice to the public under this section,

- (a) by publishing the information in a newspaper that, in the opinion of the commission, is of general circulation in the prescribed locality, including a newspaper provided at no cost; or
- (b) if the commission considers that there is no such newspaper, by such other means as the commission considers will give members of the public in the prescribed locality reasonable notice.

Commission orders

(13) The commission may make orders to implement the restructuring proposal. For the purposes of implementing the proposal, the commission has the powers under a regulation made under subsection 25.2 (11).

bres du public de la localité prescrite aux fins d'examen.

(6) La commission tient au moins une réunion publique lors de laquelle l'occasion est donnée à toute personne qui y assiste de présenter des observations au sujet du projet.

Réunion publique

(7) La commission sollicite des observations écrites au sujet du projet et établit une date limite pour leur réception. La commission met les observations à la disposition de chaque municipalité et des membres du public de la localité prescrite aux fins d'examen.

Observations écrites

(8) La commission avise chacune des municipalités de la localité prescrite que l'occasion leur est donnée de présenter des observations et les informe de l'endroit où elles peuvent examiner les observations écrites que la commission a reçues.

Avis aux municipalités

(9) La commission avise le public de la localité prescrite que l'occasion lui est donnée de faire ce qui suit :

Avis au public

- a) examiner le projet;
- b) présenter des observations à la réunion publique et présenter des observations écrites dans le délai imparti;
- c) examiner les observations écrites que la commission a reçues.

(10) Après avoir étudié les observations présentées au sujet du projet, la commission rédige la version définitive de la proposition de restructuration et en remet une copie à chaque municipalité de la localité prescrite, et la met à la disposition des membres du public de la localité prescrite aux fins d'examen.

Proposition définitive

(11) La commission avise le public de la localité prescrite que l'occasion lui est donnée d'examiner la proposition de restructuration.

Idem

(12) La commission avise le public aux termes du présent article :

Mode de remise de l'avis public

- a) soit en publiant les renseignements dans un journal qui, de l'avis de la commission, est généralement lu dans la localité prescrite, y compris un journal gratuit;
- b) soit, si la commission estime qu'un tel journal n'existe pas, en utilisant les autres méthodes qui, à son avis, donneront aux membres du public de la localité prescrite un avis raisonnable.

(13) La commission peut donner des ordres afin de mettre en œuvre la proposition de restructuration. Aux fins de cette mise en œuvre, la commission a les pouvoirs que confère un règlement pris en application du paragraphe 25.2 (11).

Ordres de la commission

Restriction	(14) The commission shall not finalize the restructuring proposal or make orders to implement it until at least 30 days after the later of,	(14) La commission ne doit pas rédiger la version définitive de la proposition de restructuration ni donner des ordres aux fins de sa mise en œuvre tant que ne se sont pas écoulés au moins 30 jours après le dernier en date des jours suivants :	Restriction
	(a) the day on which the final public meeting about the draft is held; and	a) le jour où est tenue la dernière réunion publique au sujet du projet;	
	(b) the deadline for receiving written submissions about the draft.	b) le dernier jour fixé pour la réception des observations écrites au sujet du projet.	
Publication and filing	(15) The commission shall publish an order in <i>The Ontario Gazette</i> and shall file a copy of the order with the clerk of each municipality to which the order applies.	(15) La commission publie l'ordre dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> et en dépose une copie auprès du secrétaire de chaque municipalité visée par celui-ci.	Publication et dépôt
Inspection	(16) The clerk shall make the order available for public inspection.	(16) Le secrétaire met l'ordre à la disposition du public aux fins d'examen.	Examen
Not regulation	(17) An order of the commission is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(17) L'ordre de la commission n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
Regulations	(18) The Minister may, for the purposes of this section, make regulations,	(18) Pour l'application du présent article, le ministre peut, par règlement :	Règlements
	(a) establishing a commission;	a) établir une commission;	
	(b) providing for the composition of the commission, which may be composed of one person;	b) prévoir la composition de la commission, qui peut se composer d'une seule personne;	
	(c) describing the locality for which the commission shall develop a restructuring proposal;	c) décrire la localité à l'égard de laquelle la commission doit élaborer une proposition de restructuration;	
	(d) in respect of unorganized territory, providing that any body or class of persons is a local body;	d) à l'égard d'un territoire non érigé en municipalité, prévoir qu'un organisme ou une catégorie de personnes est un organisme local;	
	(e) establishing types of restructuring;	e) établir des genres de restructuration;	
	(f) authorizing the commission to determine its costs and to apportion the costs among the municipalities and local bodies in the locality for which the commission was established; and	f) autoriser la commission à fixer ses frais et à les répartir entre les municipalités et les organismes locaux de la localité à l'égard de laquelle elle a été établie;	
	(g) providing that a municipality in a locality for which a commission has been established to develop a restructuring proposal under subsection (1),	g) prévoir qu'une municipalité d'une localité à l'égard de laquelle une commission a été établie pour élaborer une proposition de restructuration aux termes du paragraphe (1) :	
	(i) shall not exercise a specified power under any Act;	(i) ne doit pas exercer les pouvoirs précisés que confère une loi,	
	(ii) shall exercise, in the specified manner, a specified power under any Act, and	(ii) exerce, de la manière précisée, les pouvoirs précisés que confère une loi,	
	(iii) shall obtain the approval of a person or body specified in the regulation before exercising any of its powers under any Act.	(iii) obtienne l'approbation d'une personne ou d'un organisme précisés dans le règlement avant d'exercer les pouvoirs que confère une loi à la municipalité.	

Scope	(19) A regulation under subsection (18) may be general or particular in its application.	(19) Les règlements pris en application du paragraphe (18) peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée
Procedures	(20) The Minister may require that a commission follow such procedures as the Minister may provide, in addition to the procedures set out in this section.	(20) Le ministre peut exiger qu'une commission suive les modalités qu'il prévoit en plus de celles énoncées au présent article.	Modalités
Debt	(21) Costs which the commission apportions to a municipality or local body are a debt of the municipality or local body to the Crown.	(21) Les frais que la commission attribue à une municipalité ou à un organisme local sont une dette de la municipalité ou de l'organisme local envers la Couronne.	Dette
Principles to be considered	<p>25.4 The Minister may establish restructuring principles that shall be considered,</p> <p>(a) by municipalities and local bodies when developing a restructuring proposal to be submitted to the Minister under subsection 25.2 (2); and</p> <p>(b) by a commission when developing restructuring proposals under subsection 25.3 (1).</p> <p>2. The Act is amended by adding the following section:</p> <p>83.1 (1) In this section,</p> <p>“municipality” includes,</p> <p>(a) a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford;</p> <p>(b) a local board as defined in section 1 of the <i>Municipal Affairs Act</i>, excluding school boards;</p> <p>(c) a conservation authority;</p> <p>(d) a board, commission or other local authority exercising any power with respect to municipal affairs or purposes, excluding school purposes, in a territory without municipal organization; and</p> <p>(e) any other body performing a public function designated by the Minister.</p>	<p>25.4 Le ministre peut établir les principes de restructuration dont tiennent compte :</p> <p>a) d'une part, les municipalités et les organismes locaux lorsqu'ils élaborent une proposition de restructuration devant être soumise au ministre en vertu du paragraphe 25.2 (2);</p> <p>b) d'autre part, une commission lorsqu'elle élabore des propositions de restructuration aux termes du paragraphe 25.3 (1).</p> <p>2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p> <p>83.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.</p> <p>«municipalité» S'entend en outre de ce qui suit :</p> <p>a) une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford;</p> <p>b) un conseil local au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les affaires municipales</i>, à l'exclusion des conseils scolaires;</p> <p>c) un office de protection de la nature;</p> <p>d) un conseil, une commission ou un autre office local qui exerce des pouvoirs relativement à des affaires ou des fins municipales, à l'exclusion des fins scolaires, dans un territoire non érigé en municipalité;</p> <p>e) tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est désigné par le ministre.</p>	Principes
Information re: municipal operations			Renseignements concernant les activités municipales
Information to be provided	(2) A municipality shall provide the Minister with information designated by the Minister which, in the opinion of the Minister, relates to the efficiency and effectiveness of the municipality's operations, at the times and in the manner and form designated by the Minister.	(2) La municipalité fournit au ministre les renseignements désignés par celui-ci qui, à son avis, se rapportent à l'efficience et à l'efficacité des activités de la municipalité, aux moments, de la manière et selon la forme que le ministre désigne.	Renseignements à fournir
Publication	(3) A municipality shall publish all or such portion of the information as may be desig-	(3) La municipalité publie la totalité ou la partie des renseignements que peut désigner le	Publication

nated by the Minister at the times and in the manner and form designated by the Minister.

Review

- (4) A municipality shall,
- (a) cause to be reviewed or audited all the information, or such portion of it as may be designated by the Minister, at the times and in the manner and form designated; and
 - (b) shall make available all the information, or such portion of it as may be designated by the Minister, to be reviewed or audited at the times, by the persons and in the manner and form designated.

Scope

(5) A matter designated by the Minister under this section may be general or particular in its application and may be restricted to those municipalities and persons designated.

3. Section 109 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 1, and section 109.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 2, are repealed.

4. Subsection 110 (1) of the Act is amended by striking out “not exceeding \$1 ” in the tenth and eleventh lines.

5. (1) Paragraph 13 of section 207 of the Act is amended by inserting “and other water control structures” after “dams” in the fifth line.

(2) Paragraph 26 of section 207 of the Act is repealed.

(3) Paragraph 63 of section 207 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 2, section 50, is repealed.

6. The Act is amended by adding the following sections:

Definitions

209.1 In sections 209.1 to 209.6,

“elector” means a person whose name appears on the polling list, as amended up until the close of the polls, for the last regular election preceding the coming into force of a by-law under section 209.2 or 209.4; (“électeur”)

“local power” means a power a local municipality or a local board thereof may exercise under any Act to provide a prescribed service or facility, including any limitations on the power; (“pouvoir local”)

“municipality” means a local municipality and an upper-tier municipality; (“municipalité”)

ministre aux moments, de la manière et selon la forme que le ministre désigne.

(4) La municipalité fait ce qui suit :

Révision

- a) elle fait réviser ou vérifier les renseignements, ou la partie de ceux-ci que peut désigner le ministre, aux moments, de la manière et selon la forme désignés;
- b) elle rend les renseignements, ou la partie de ceux-ci que peut désigner le ministre, accessibles aux fins de révision ou de vérification aux moments, par les personnes, de la manière et selon la forme désignés.

(5) Les questions désignées par le ministre en vertu du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux personnes désignées.

Portée

3. L'article 109 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, et l'article 109.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés.

4. Le paragraphe 110 (1) de la Loi est modifié par suppression de « , qui ne dépassent pas 1 \$, » aux treizième et quatorzième lignes.

5. (1) La disposition 13 de l'article 207 de la Loi est modifiée par insertion de « et d'autres ouvrages de régularisation des eaux » après « barrages » à la cinquième ligne.

(2) La disposition 26 de l'article 207 de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 63 de l'article 207 de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'article 50 du chapitre 2 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogée.

6. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

209.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 209.1 à 209.6.

Définitions

« électeur » Personne dont le nom figure sur la liste électorale, telle qu'elle est modifiée jusqu'à la clôture du scrutin, pour la dernière élection ordinaire précédant l'entrée en vigueur d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.2 ou 209.4. (« elector »)

« municipalité » Municipalité locale et municipalité de palier supérieur. (« municipality »)

« municipalité de palier supérieur » Un comté, une municipalité régionale, une municipalité de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford. (« upper-tier municipality »)

	<p>“upper-tier municipality” means a county, a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité de palier supérieur”)</p> <p>“upper-tier power” means a power an upper-tier municipality or local board thereof may exercise under any Act to provide a prescribed service or facility, including any limitations on the power. (“pouvoir de palier supérieur”)</p>	<p>«pouvoir de palier supérieur» Pouvoir qu’une municipalité de palier supérieur ou un conseil local de celle-ci peut exercer en vertu d’une loi afin de fournir des installations ou des services prescrits. S’entend notamment des restrictions auxquelles le pouvoir est assujéti. («upper-tier power»)</p> <p>«pouvoir local» Pouvoir qu’une municipalité locale ou un conseil local de celle-ci peut exercer en vertu d’une loi afin de fournir des installations ou des services prescrits. S’entend notamment des restrictions auxquelles le pouvoir est assujéti. («local power»)</p>	
By-law to assume local power	<p>209.2 (1) An upper-tier municipality may pass a by-law,</p> <p>(a) despite any Act, to assume a local power to provide a prescribed service or facility for all of its local municipalities; and</p> <p>(b) to provide for transitional matters to facilitate the assumption of the local power.</p>	<p>209.2 (1) Une municipalité de palier supérieur peut adopter un règlement municipal pour faire ce qui suit :</p> <p>a) malgré toute loi, prendre en charge un pouvoir local afin de fournir des installations ou des services prescrits à toutes ses municipalités locales;</p> <p>b) prévoir des mesures de transition pour faciliter la prise en charge du pouvoir local.</p>	Règlement municipal visant à assumer un pouvoir local
Conditions	<p>(2) A by-law under subsection (1) shall not come into force unless,</p> <p>(a) a majority of all votes on the council of the upper-tier municipality are cast in its favour;</p> <p>(b) a majority of the councils of all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes have passed resolutions giving their consent to the by-law; and</p> <p>(c) the total number of electors in the local municipalities which have passed resolutions under clause (b) form a majority of all the electors in the upper-tier municipality.</p>	<p>(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) ne doit pas entrer en vigueur tant que les conditions suivantes ne sont pas réunies :</p> <p>a) il recueille la majorité de toutes les voix des membres du conseil de la municipalité de palier supérieur;</p> <p>b) la majorité des conseils de toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales ont adopté des résolutions donnant leur consentement au règlement municipal;</p> <p>c) le nombre total d’électeurs des municipalités locales qui ont adopté les résolutions visées à l’alinéa b) forment la majorité de tous les électeurs de la municipalité de palier supérieur.</p>	Conditions
No repeal	<p>(3) A provision of a by-law of an upper-tier municipality to assume a local power passed under clause (1) (a) shall not be repealed in whole or in part after it comes into force.</p>	<p>(3) Aucune disposition d’un règlement municipal adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu de l’alinéa (1) a) pour prendre en charge un pouvoir local ne peut être abrogée en tout ou en partie après son entrée en vigueur.</p>	Aucune abrogation
Conflicts	<p>(4) Despite subsection (3), a by-law of an upper-tier municipality passed under subsection (1) shall be deemed to be repealed to the extent it conflicts with a subsequent by-law of a local municipality under section 209.4.</p>	<p>(4) Malgré le paragraphe (3), le règlement municipal adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu du paragraphe (1) est réputé abrogé dans la mesure où il est incompatible avec un règlement municipal subséquent adopté par une municipalité locale en vertu de l’article 209.4.</p>	Incompatibilité

Effect of
by-law

209.3 (1) When a by-law passed under section 209.2 comes into force,

- (a) the upper-tier municipality has all the local powers its local municipalities and local boards thereof could have exercised under any Act before the by-law came into force to provide the prescribed service or facility for which the upper-tier municipality has assumed the local power;
- (b) a local municipality that forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes and a local board thereof are bound by the by-law and no longer have the power to exercise the local power assumed by the upper-tier municipality;
- (c) despite clause (b), a local municipality which forms part of the upper-tier municipality for municipal purposes may, by agreement with the upper-tier municipality, provide a service or facility of the type authorized under the local power assumed by the upper-tier municipality; and
- (d) a by-law or resolution of a local municipality and local boards thereof that relate to the local power assumed by the upper-tier municipality shall, to the extent it applies in any part of the local municipality, be deemed to be a by-law or resolution of the upper-tier municipality and shall remain in force in that part of the local municipality until the earlier of the prescribed period of time after the assumption by-law comes into force and the day the deemed by-law or resolution is repealed by the upper-tier municipality.

Procedures,
agreements

(2) If an upper-tier municipality assumes a local power from its local municipalities under section 209.2, the upper-tier municipality,

- (a) may continue procedures commenced, but not completed, by the local municipality before the assumption to enact a by-law or take any other action under the local power; and
- (b) may, for the purpose of exercising the assumed local power, enter into agree-

209.3 (1) Lorsqu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.2 entre en vigueur :

Effet du
règlement
municipal

- a) la municipalité de palier supérieur a tous les pouvoirs locaux que ses municipalités locales et leurs conseils locaux auraient pu exercer en vertu de toute loi avant l'entrée en vigueur du règlement municipal pour fournir les installations ou les services prescrits à l'égard desquels la municipalité de palier supérieur a pris en charge le pouvoir local;
- b) une municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales et un conseil local de cette municipalité locale sont liés par le règlement municipal et n'ont plus le pouvoir d'exercer le pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur;
- c) malgré l'alinéa b), une municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales peut, au moyen d'un accord avec la municipalité de palier supérieur, fournir des installations ou des services du genre autorisé en vertu du pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur;
- d) un règlement municipal ou une résolution d'une municipalité locale et de ses conseils locaux qui a trait au pouvoir local pris en charge par la municipalité de palier supérieur est, dans la mesure où il ou elle s'applique dans toute partie de la municipalité locale, réputé un règlement municipal ou une résolution de la municipalité de palier supérieur et demeure en vigueur dans cette partie de la municipalité locale jusqu'à l'expiration du délai prescrit après l'entrée en vigueur du règlement municipal de prise en charge ou jusqu'au jour de l'abrogation du règlement municipal ou de la résolution réputés par la municipalité de palier supérieur, si ce jour arrive en premier.

(2) Si une municipalité de palier supérieur prend en charge un pouvoir local de ses municipalités locales en vertu de l'article 209.2, elle peut :

Procédures,
accords

- a) d'une part, poursuivre les procédures commencées, mais non terminées, par la municipalité locale avant la prise en charge pour adopter un règlement municipal ou prendre d'autres mesures en vertu du pouvoir local;
- b) d'autre part, aux fins de l'exercice du pouvoir local pris en charge, conclure

	ments with a municipality or any other person.	des accords avec une municipalité ou toute autre personne.	
By-law to assume upper-tier power	209.4 (1) A local municipality forming part of an upper-tier municipality for municipal purposes, may pass a by-law,	209.4 (1) Une municipalité locale qui fait partie d'une municipalité de palier supérieur à des fins municipales peut adopter un règlement municipal pour faire ce qui suit :	Prise en charge d'un pouvoir de palier supérieur
	(a) despite any Act, to assume an upper-tier power to provide a prescribed service or facility for all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes; and	a) malgré toute loi, prendre en charge un pouvoir de palier supérieur afin de fournir des installations ou des services prescrits à toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales;	
	(b) to provide for transitional matters to facilitate the assumption of the upper-tier power for all the local municipalities forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes.	b) prévoir des mesures de transition pour faciliter la prise en charge du pouvoir de palier supérieur pour toutes les municipalités locales qui font partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales.	
Conditions	(2) A by-law under subsection (1) shall not come into force unless,	(2) Le règlement municipal visé au paragraphe (1) ne doit pas entrer en vigueur tant que les conditions suivantes ne sont pas réunies :	Conditions
	(a) at least half of the local municipalities, excluding the local municipality which passed the by-law, have passed resolutions giving their consent to the by-law;	a) au moins la moitié des municipalités locales, à l'exclusion de celle qui a adopté le règlement municipal, ont adopté des résolutions donnant leur consentement au règlement municipal;	
	(b) the total number of electors in the local municipalities which have passed resolutions under clause (a) and the local municipality which passed the by-law form a majority of all the electors in the upper-tier municipality; and	b) le nombre total d'électeurs des municipalités locales qui ont adopté les résolutions visées à l'alinéa a) et de la municipalité locale qui a adopté le règlement municipal forment la majorité de tous les électeurs de la municipalité de palier supérieur;	
	(c) the council of the upper-tier municipality has passed a resolution giving its consent to the assumption of the power and a majority of all the votes on the council were cast in favour of the resolution.	c) le conseil de la municipalité de palier supérieur a adopté une résolution donnant son consentement à la prise en charge du pouvoir et la résolution recueille la majorité de toutes les voix des membres du conseil.	
No repeal	(3) A provision of a by-law of a local municipality to assume an upper-tier power passed under clause (1) (a) shall not be repealed in whole or in part after it comes into force.	(3) Aucune disposition d'un règlement municipal adopté par une municipalité locale en vertu de l'alinéa (1) a) pour prendre en charge un pouvoir de palier supérieur ne peut être abrogée en tout ou en partie après son entrée en vigueur.	Aucune abrogation
Conflicts	(4) Despite subsection (3), a by-law of a local municipality passed under subsection (1) shall be deemed to be repealed to the extent it conflicts with a subsequent by-law of an upper-tier municipality under section 209.2.	(4) Malgré le paragraphe (3), le règlement municipal adopté par une municipalité locale en vertu du paragraphe (1) est réputé abrogé dans la mesure où il est incompatible avec un règlement municipal subséquent adopté par une municipalité de palier supérieur en vertu de l'article 209.2.	Incompatibilité
Effect of by-law	209.5 (1) When a by-law under section 209.4 comes into force,	209.5 (1) Lorsqu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 209.4 entre en vigueur :	Effet du règlement municipal

- (a) each local municipality forming part of the upper-tier municipality for municipal purposes is bound by the by-law and has, for the purposes of the local municipality, all the upper-tier powers the upper-tier municipality and local boards thereof could have exercised under any Act before the by-law came into force to provide the prescribed service or facility for which the local municipalities have assumed the upper-tier power;
- (b) the upper-tier municipality and local boards thereof are bound by the by-law and no longer have the power to exercise the upper-tier power assumed by the local municipalities;
- (c) despite clause (b), the upper-tier municipality may, by agreement with a local municipality, provide a service or facility for the purposes of the local municipality of the type authorized under the upper-tier power assumed by the local municipality; and
- (d) a by-law or resolution of an upper-tier municipality and local boards thereof that relates to the upper-tier power assumed by the local municipalities shall, to the extent it applies in any part of a local municipality, be deemed to be a by-law or resolution of the local municipality and shall remain in force in that part of the local municipality until the earlier of the prescribed period of time after the assumption by-law comes into force and the day the deemed by-law or resolution is repealed by the local municipality.

Procedures,
agreements

(2) A local municipality which has assumed an upper-tier power from an upper-tier municipality,

- (a) may continue procedures commenced, but not completed, by the upper-tier municipality before the assumption to enact a by-law or take any other action under the upper-tier power to the extent the by-law or other action applies to the local municipality; and

- a) chaque municipalité locale qui fait partie de la municipalité de palier supérieur à des fins municipales est liée par le règlement municipal et, aux fins de la municipalité locale, a tous les pouvoirs de palier supérieur que la municipalité de palier supérieur et ses conseils locaux auraient pu exercer en vertu de toute loi avant l'entrée en vigueur du règlement municipal pour fournir les installations ou les services prescrits à l'égard desquels les municipalités locales ont pris en charge le pouvoir de palier supérieur;
- b) la municipalité de palier supérieur et ses conseils locaux sont liés par le règlement municipal et n'ont plus le pouvoir d'exercer le pouvoir de palier supérieur pris en charge par les municipalités locales;
- c) malgré l'alinéa b), la municipalité de palier supérieur peut, au moyen d'un accord avec une municipalité locale, fournir aux fins de la municipalité locale des installations ou des services du genre autorisé en vertu du pouvoir de palier supérieur pris en charge par la municipalité locale;
- d) un règlement municipal ou une résolution d'une municipalité de palier supérieur et de ses conseils locaux qui a trait au pouvoir de palier supérieur pris en charge par les municipalités locales est, dans la mesure où il ou elle s'applique à toute partie d'une municipalité locale, réputé un règlement municipal ou une résolution de la municipalité locale et demeure en vigueur dans cette partie de la municipalité locale jusqu'à l'expiration du délai prescrit après l'entrée en vigueur du règlement municipal de prise en charge ou jusqu'au jour de l'abrogation du règlement municipal ou de la résolution réputés par la municipalité locale, si ce jour arrive en premier.

(2) La municipalité locale qui a pris en charge un pouvoir de palier supérieur de la municipalité de palier supérieur peut :

Procédures,
accords

- a) d'une part, poursuivre les procédures commencées, mais non terminées, par la municipalité de palier supérieur avant la prise en charge pour adopter un règlement municipal ou prendre d'autres mesures en vertu du pouvoir de palier supérieur, dans la mesure où le règlement municipal ou les autres mesures s'appliquent à la municipalité locale;

	(b) may, for the purpose of exercising the assumed upper-tier power, enter into agreements with a municipality or any other person.	(b) d'autre part, aux fins de l'exercice du pouvoir de palier supérieur pris en charge, conclure des accords avec une municipalité ou toute autre personne.
Regulations	209.6 (1) The Minister may, despite any Act, make regulations,	209.6 (1) Malgré toute loi, le ministre peut, par règlement :
	(a) prescribing the services and facilities for which an upper-tier municipality may assume local powers under section 209.2;	a) prescrire les installations et les services à l'égard desquels une municipalité de palier supérieur peut prendre en charge des pouvoirs locaux en vertu de l'article 209.2;
	(b) prescribing the services and facilities for which a local municipality may assume upper-tier powers under section 209.4;	b) prescrire les installations et les services à l'égard desquels une municipalité locale peut prendre en charge des pouvoirs de palier supérieur en vertu de l'article 209.4;
	(c) despite clauses 209.3 (1) (d) and 209.5 (1) (d), providing for the continuation, cessation or otherwise of by-laws and resolutions;	c) malgré les alinéas 209.3 (1) d) et 209.5 (1) d), prévoir le maintien en vigueur, la cessation ou autre des règlements municipaux et des résolutions;
	(d) establishing a period of time for the purpose of clauses 209.3 (1) (d) and 209.5 (1) (d);	d) fixer un délai pour l'application des alinéas 209.3 (1) d) et 209.5 (1) d);
	(e) imposing conditions and limitations on the powers of an upper-tier municipality and local municipalities under sections 209.2 and 209.4;	e) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs conférés à une municipalité de palier supérieur et aux municipalités locales en vertu des articles 209.2 et 209.4;
	(f) imposing conditions and limitations on local and upper-tier powers assumed under sections 209.2 and 209.4;	f) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs locaux et aux pouvoirs de palier supérieur pris en charge en vertu des articles 209.2 et 209.4;
	(g) providing that any body performing a public function is a local board for the purpose of sections 209.1 to 209.6;	g) prévoir qu'un organisme qui exerce une fonction publique est un conseil local pour l'application des articles 209.1 à 209.6;
	(h) providing for any matter that, in the opinion of the Minister, is necessary or desirable,	h) prévoir les questions qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou utiles pour faire ce qui suit :
	(i) to allow an upper-tier municipality or a local municipality which has assumed a local or upper-tier power under section 209.2 or 209.4, to exercise the power, and	(i) permettre à une municipalité de palier supérieur ou à une municipalité locale qui a pris en charge un pouvoir local ou un pouvoir de palier supérieur en vertu de l'article 209.2 ou 209.4 d'exercer le pouvoir,
	(ii) to allow an upper-tier municipality or a local municipality from which an upper-tier power or a local power has been assumed under section 209.2 or 209.4, to exercise its remaining powers; and	(ii) permettre à une municipalité de palier supérieur ou à une municipalité locale dont un pouvoir de palier supérieur ou un pouvoir local a été pris en charge en vertu de l'article 209.2 ou 209.4 d'exercer les pouvoirs qui lui restent;
	(i) providing for any transitional matter related to the assumption of a local and upper-tier power under sections 209.2 and 209.4.	i) prévoir des mesures de transition ayant trait à la prise en charge d'un pouvoir local et d'un pouvoir de palier supérieur en vertu des articles 209.2 et 209.4.

Règlements

Scope	<p>(2) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities specified in the regulation.</p> <p>7. (1) Paragraphs 14, 23, 139, 147, 152, 154, 155, 157, 159, 160, 161, 162 and 163 of section 210 of the Act are repealed.</p> <p>(2) Paragraph 158 of section 210 of the Act is amended by striking out “or 157” in the second line.</p> <p>8. The Act is amended by adding the following section:</p>	<p>(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités précisées dans les règlements.</p> <p>7. (1) Les dispositions 14, 23, 139, 147, 152, 154, 155, 157, 159, 160, 161, 162 et 163 de l'article 210 de la Loi sont abrogées.</p> <p>(2) La disposition 158 de l'article 210 de la Loi est modifiée par suppression de «ou 157» aux deux dernières lignes.</p> <p>8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p>	Portée
Dissolution of local boards	<p>210.4 (1) In this section,</p> <p>“local board” means a local board as defined in section 1 of the <i>Municipal Affairs Act</i> and any other body performing any public function prescribed by regulation but does not include a police services board, school board or conservation authority; (“conseil local”)</p> <p>“municipality” includes a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford. (“municipalité”)</p>	<p>210.4 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p> <p>«conseil local» Conseil local au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les affaires municipales</i> et tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par les règlements. La présente définition exclut toutefois une commission de services policiers, un conseil scolaire et un office de protection de la nature. («local board»)</p> <p>«municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district et du comté d'Oxford. («municipality»)</p>	Dissolution de conseils locaux
Dissolution	<p>(2) Despite any Act, if a local board is the local board of a single municipality, the council of the municipality may by by-law dissolve or make prescribed changes to the local board.</p>	<p>(2) Malgré toute loi, si un conseil local est le conseil local d'une seule municipalité, le conseil de la municipalité peut, par règlement municipal, dissoudre le conseil local ou lui apporter des modifications prescrites.</p>	Dissolution
Joint local boards	<p>(3) Despite any Act, if a local board is a local board of two or more municipalities, any of the municipalities may pass a by-law to dissolve or make prescribed changes to the local board.</p>	<p>(3) Malgré toute loi, si un conseil local est le conseil local de deux municipalités ou plus, l'une quelconque des municipalités peut adopter un règlement municipal pour dissoudre le conseil local ou lui apporter des modifications prescrites.</p>	Conseils locaux mixtes
Restriction	<p>(4) A municipality does not have the power to pass a by-law under subsection (2) or (3) to dissolve a local board until a regulation under subsection (7) relating to the dissolution of that type of local board is in force.</p>	<p>(4) La municipalité n'a pas le pouvoir d'adopter un règlement municipal en vertu du paragraphe (2) ou (3) pour dissoudre un conseil local tant qu'un règlement pris en application du paragraphe (7) et ayant trait à la dissolution de ce genre de conseil local n'est pas en vigueur.</p>	Restriction
Coming into force	<p>(5) A by-law under subsection (3) does not come into force until at least half of the municipalities, excluding the municipality which passed the by-law, have passed a resolution giving their approval to the by-law.</p>	<p>(5) Le règlement municipal visé au paragraphe (3) n'entre pas en vigueur tant qu'au moins la moitié des municipalités, à l'exclusion de celle qui a adopté le règlement municipal, n'ont pas adopté une résolution approuvant le règlement municipal.</p>	Entrée en vigueur
Amendments, repeal	<p>(6) When a by-law under subsection (3) comes into force, the by-law shall be deemed to be a by-law passed under subsection (3) by each of the municipalities and may only be amended or repealed by a by-law passed in accordance with subsections (3) and (5).</p>	<p>(6) Lorsqu'il entre en vigueur, le règlement municipal visé au paragraphe (3) est réputé être un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (3) par chacune des municipalités et ne peut être modifié ou abrogé que par</p>	Modifications et abrogation

Regulations			Règlements	
<p>(7) For the purposes of this section the Minister may, despite any Act, make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) providing that any body performing any public function is a local board; (b) providing that a local board is a local board of the municipality specified in the regulation; (c) prescribing changes that may be made to a local board; (d) providing that a municipality does not have the power to dissolve or make a prescribed change to a local board specified in the regulation; (e) imposing conditions and limitations on the powers of a municipality under this section; (f) providing that, for the purposes specified in the regulation, a municipality shall be deemed to be a local board of the type dissolved or changed under this section; (g) providing that, for the purposes specified in the regulation, a municipality shall stand in the place of a local board dissolved or changed under this section; (h) providing for matters that, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable to allow the council of a municipality to act as a local board, to exercise the powers of a local board or to stand in the place of a local board for any purpose; (i) providing that the provisions of any Act specified in the regulation do not apply to the council of a municipality acting as a local board, exercising the powers of a local board or standing in the place of a local board for any purpose; (j) providing for the continuation, cessation or amendment of any or all by-laws and resolutions of a local board which is dissolved or changed under this section; (k) providing that a municipality or local board pay money to another municipality or local board; and (l) providing for transitional matters related to a dissolution of or change to a local board under this section. 			<p>(7) Pour l'application du présent article et malgré toute loi, le ministre peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) prévoir qu'un organisme qui exerce une fonction publique est un conseil local; b) prévoir qu'un conseil local est un conseil local de la municipalité précisée dans le règlement; c) prescrire les modifications qui peuvent être apportées à un conseil local; d) prévoir qu'une municipalité n'a pas le pouvoir de dissoudre le conseil local précisé dans le règlement ou de lui apporter une modification prescrite; e) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs que le présent article confère à une municipalité; f) prévoir que, aux fins précisées dans le règlement, une municipalité est réputée être un conseil local du genre de celui qui a été dissous ou modifié en vertu du présent article; g) prévoir que, aux fins précisées dans le règlement, une municipalité remplace un conseil local dissous ou modifié en vertu du présent article; h) prévoir les questions qui, de l'avis du ministre, sont nécessaires ou utiles pour permettre au conseil d'une municipalité d'agir à titre de conseil local, d'exercer les pouvoirs d'un conseil local ou de remplacer un conseil local à toute fin; i) prévoir que les dispositions de toute loi précisées dans le règlement ne s'appliquent pas au conseil d'une municipalité qui agit à titre de conseil local, exerce les pouvoirs d'un conseil local ou remplace un conseil local à toute fin; j) prévoir le maintien en vigueur, la cessation ou la modification de l'un quelconque ou de l'ensemble des règlements municipaux et des résolutions d'un conseil local qui est dissous ou modifié en vertu du présent article; k) prévoir qu'une municipalité ou un conseil local verse des sommes à une autre municipalité ou à un autre conseil local; l) prévoir les mesures de transition ayant trait à la dissolution ou à la modification d'un conseil local en vertu du présent article. 	
Scope	<p>(8) A regulation under this section may be general or specific in its application and may</p>		<p>(8) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou spécifique dans son application et peuvent</p>	Portée

be restricted to those municipalities and local boards specified in the regulation.

9. Section 217 of the Act is repealed.

10. The Act is amended by adding the following section:

220.1 (1) In this section,

“by-law” includes a resolution for the purpose of a local board; (“règlement municipal”)

“local board” means a “local board” as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act* and any other body performing any public function prescribed by regulation, but for the purpose of passing by-laws imposing fees or charges under this section does not include a school board and a hospital board; (“conseil local”)

“municipality” includes a regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford; (“municipalité”)

“person” includes a municipality and a local board and the Crown. (“personne”)

(2) Despite any Act, a municipality and a local board may pass by-laws imposing fees or charges on any class of persons,

- (a) for services or activities provided or done by or on behalf of it;
- (b) for costs payable by it for services or activities provided or done by or on behalf of any other municipality or local board; and
- (c) for the use of its property including property under its control.

(3) No by-law under this section shall impose a poll tax or similar fee or charge, including a fee or charge which is imposed on an individual by reason only of his or her presence or residence in the municipality or part of it.

(4) No by-law under this section shall impose a fee or charge that is based on, is in respect of or is computed by reference to,

rale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux conseils locaux précisés dans les règlements.

9. L'article 217 de la Loi est abrogé.

10. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

220.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«conseil local» Conseil local au sens de l'article 1 de la *Loi sur les affaires municipales* et tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par les règlements. La présente définition exclut toutefois un conseil scolaire et un conseil d'hôpital aux fins de l'adoption de règlements municipaux imposant des droits ou des frais en vertu du présent article. («local board»)

«municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale, d'une municipalité de communauté urbaine ou de district et du comté d'Oxford. («municipality»)

«personne» S'entend en outre d'une municipalité, d'un conseil local et de la Couronne. («person»)

«règlement municipal» S'entend en outre d'une résolution dans le cas d'un conseil local. («by-law»)

(2) Malgré toute loi, une municipalité et un conseil local peuvent adopter des règlements municipaux imposant des droits ou des frais à toute catégorie de personnes au titre de ce qui suit :

- a) les services fournis ou les activités entreprises par eux ou en leur nom;
- b) les coûts payables par eux pour des services fournis ou des activités entreprises par une autre municipalité ou un autre conseil local ou en leur nom;
- c) l'utilisation de leurs biens, y compris les biens relevant de leur contrôle.

(3) Aucun règlement municipal visé au présent article ne doit imposer un impôt de capitation ou des droits ou frais similaires, y compris des droits ou des frais qui sont imposés à un particulier pour le seul motif qu'il est présent ou réside dans la municipalité ou une partie de celle-ci.

(4) Aucun règlement municipal visé au présent article ne doit imposer des droits ou des frais qui sont fondés sur l'un ou l'autre des éléments suivants, qui y ont trait ou qui sont calculés par rapport à l'un ou l'autre de ceux-ci :

Règlements municipaux relatifs aux droits et frais

Idem

Restriction, impôt de capitation

Idem, autres questions

By-laws re: fees and charges

Same

Restriction, poll tax

Same, other matters

- (a) the income of a person, however it is earned or received, except that a municipality or local board may exempt, in whole or in part, any class of persons from all or part of a fee or charge on the basis of inability to pay;
- (b) the use, purchase or consumption by a person of property other than property belonging to or under the control of the municipality or local board that passes the by-law;
- (c) the use, consumption or purchase by a person of a service other than a service provided or performed by or on behalf of or paid for by the municipality or local board that passes the by-law;
- (d) the benefit received by a person from a service other than a service provided or performed by or on behalf of or paid for by the municipality or local board that passes the by-law; or
- (e) the generation, exploitation, extraction, harvesting, processing, renewal or transportation of natural resources.

Same,
electrical
power

(5) Nothing in this section authorizes a municipality or local board to impose a fee or charge for supplying electrical power, including electrical energy, which exceeds the amount for the supply permitted by Ontario Hydro.

Contents of
by-law

(6) A by-law under this section may provide for,

- (a) fees and charges that are in the nature of a direct tax for the purpose of raising revenue;
- (b) interest charges and other penalties, including the payment of collection costs, for fees and charges that are due and unpaid;
- (c) discounts and other benefits for early payment of fees and charges;
- (d) fees and charges that vary on any basis the municipality or local board considers appropriate and specifies in the by-law, including the level or frequency of the service or activity provided or done, the time of day or of year the service or activity is provided and whether the class of persons paying the fee is a resident or non-resident of the municipality;

- a) le revenu d'une personne, peu importe la façon dont il est gagné ou reçu, sauf qu'une municipalité ou un conseil local peut exempter, en totalité ou en partie, toute catégorie de personnes de la totalité ou d'une partie des droits ou des frais en raison d'une incapacité de payer;
- b) l'utilisation, l'achat ou la consommation, par une personne, de biens autres que ceux qui appartiennent à la municipalité ou au conseil local qui adopte le règlement municipal ou qui sont sous leur contrôle;
- c) l'utilisation, la consommation ou l'achat, par une personne, d'un service autre qu'un service fourni ou assuré par la municipalité ou le conseil local qui adopte le règlement municipal ou en leur nom ou payé par eux;
- d) l'avantage que retire une personne d'un service autre qu'un service fourni ou assuré par la municipalité ou le conseil local qui adopte le règlement municipal ou en leur nom ou payé par eux;
- e) la production, l'exploitation, l'extraction, la récolte, la transformation, le renouvellement ou le transport de richesses naturelles.

(5) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser une municipalité ou un conseil local à imposer des droits ou des frais pour l'approvisionnement en électricité, y compris l'énergie électrique, qui dépassent le montant concernant l'approvisionnement permis par Ontario Hydro.

Idem,
électricité

(6) Le règlement municipal visé au présent article peut prévoir ce qui suit :

Contenu du
règlement
municipal

- a) des droits et des frais sous forme d'impôt direct aux fins de recueillir des recettes;
- b) des frais d'intérêts et d'autres peines, y compris le paiement de frais de recouvrement, pour les droits et les frais qui sont échus et impayés;
- c) des rabais et d'autres avantages pour le paiement anticipé des droits et des frais;
- d) des droits et des frais qui varient selon ce que la municipalité ou le conseil local estime approprié et précise dans le règlement municipal, y compris le niveau ou la fréquence du service fourni ou de l'activité entreprise, le moment du jour ou de l'année où le service est fourni ou l'activité entreprise et si la catégorie de personnes qui paient les droits sont des résidents ou des non-résidents de la municipalité;

	(e) different classes of persons and deal with each class in a different way; and	e) différentes catégories de personnes et traiter chaque catégorie d'une façon différente;	
	(f) the exemption, in whole or in part, of any class of persons from all or any part of the by-law.	f) l'exemption, totale ou partielle, de toute catégorie de personnes du règlement municipal ou d'une partie de celui-ci.	
Payment details	(7) A by-law under this section shall set out when and in what manner the fees and charges are to be paid, the interest charges and other penalties, if any, for fees and charges that are due and unpaid and the discounts and other benefits, if any, for early payment of the fees and charges.	(7) Le règlement municipal visé au présent article énonce le moment où les droits et frais doivent être payés, ainsi que la manière de ce paiement, les frais d'intérêts et autres peines, le cas échéant, imposés pour les droits et frais qui sont échus et impayés ainsi que les rabais et autres avantages, le cas échéant, accordés pour le paiement anticipé des droits et frais.	Précisions
Approval of local board by-law	(8) A by-law imposing fees or charges passed under this section by a local board of a municipality which is not a local board of any other municipality shall not come into force until the municipality passes a resolution approving the by-law.	(8) Le règlement municipal imposant des droits ou des frais et adopté en vertu du présent article par un conseil local d'une municipalité qui n'est pas un conseil local d'une autre municipalité ne doit pas entrer en vigueur tant que la municipalité n'a pas adopté une résolution approuvant le règlement municipal.	Approbation des règlements municipaux d'un conseil local
Exception	(9) An approval under subsection (8) is not required if the fees or charges are subject to approval under any federal Act or under a regulation under subsection (13).	(9) L'approbation visée au paragraphe (8) n'est pas nécessaire si les droits ou les frais sont assujettis à une approbation aux termes d'une loi fédérale ou d'un règlement pris en application du paragraphe (13).	Exception
Debt	(10) Fees and charges imposed by a municipality or local board on a person under this section constitute a debt of the person to the municipality or local board, respectively.	(10) Les droits et les frais imposés à une personne par une municipalité ou un conseil local en vertu du présent article constituent une dette de la personne envers la municipalité ou le conseil local, respectivement.	Dette
Amount owing added to tax roll	(11) A municipality may, and upon the request of a local board whose area of jurisdiction includes any part of the municipality shall, add fees and charges imposed by the municipality or local board, respectively, under this section to the tax roll for any real property in the municipality all of the owners of which are responsible for paying the fees and charges and collect them in like manner as municipal taxes.	(11) Une municipalité peut, et sur demande d'un conseil local dont la compétence s'étend à toute partie de la municipalité doit, ajouter les droits et les frais imposés par la municipalité ou le conseil local, respectivement, en vertu du présent article au rôle de perception à l'égard de biens immeubles situés dans la municipalité dont tous les propriétaires sont tenus de payer les droits et les frais et les recouvrer de la même manière que les impôts municipaux.	Montant dû ajouté au rôle de perception
No application to O.M.B.	(12) If a municipality or local board has imposed fees or charges under any Act, no application shall be made to the Municipal Board under clause 71 (c) of the <i>Ontario Municipal Board Act</i> on the grounds the fees or charges are unfair or unjust.	(12) Si une municipalité ou un conseil local a imposé des droits ou des frais en vertu d'une loi, aucune requête ne doit être présentée à la Commission des affaires municipales aux termes de l'alinéa 71 c) de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> pour le motif que les droits ou les frais sont injustes.	Aucune requête à la C.A.M.O.
Regulations	(13) The Minister may make regulations, (a) providing that a municipality or local board does not have the power to impose fees or charges under this section for services or activities, for costs payable for services or activities, for use of municipal property or on the persons prescribed in the regulation;	(13) Le ministre peut, par règlement : a) prévoir qu'une municipalité ou un conseil local n'a pas le pouvoir d'imposer des droits ou des frais en vertu du présent article pour des services ou des activités, pour les coûts payables à l'égard de services ou d'activités, pour	Règlements

- (b) imposing conditions and limitations on the powers of a municipality or local board under this section; and
- (c) providing that a body is a local board for the purpose of this section.

Scope

(14) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities and local boards specified in the regulation.

11. Section 223 of the Act is amended by adding the following subsection:

By-law
waiving
assent

(2) Despite subsection (1), a council may pass a by-law to eliminate the requirement to obtain the assent of the electors before passing a by-law under this section.

12. (1) Subsection 224 (1) of the Act is amended by striking out “all” in the second line and substituting “local”.

(2) Subsection 224 (3) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (7)” in the first line and substituting “subsection 257.2 (4)”.

13. (1) Subsection 225 (1) of the Act is amended by striking out “all” in the second line and substituting “local”.

(2) Subsection 225 (3) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (7)” in the first line and substituting “subsection 257.2 (4)”.

(3) Subsection 225 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 109 (3) and” in the first line.

14. Sections 226 and 227 of the Act are repealed.

15. Paragraph 5 of section 228 of the Act is repealed and the following substituted:

- 5. For the exercise of the powers conferred upon the councils of local municipalities by paragraph 123 of section 210 in respect of highways under the jurisdiction of the council of the county.

16. Section 232 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 123, excluding paragraph 1, is repealed and the following substituted:

l'utilisation de biens municipaux ou aux personnes prescrites dans le règlement;

- b) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs d'une municipalité ou d'un conseil local visés au présent article;
- c) prévoir qu'un organisme est un conseil local pour l'application du présent article.

(14) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités et aux conseils locaux précisés dans les règlements.

Portée

11. L'article 223 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2) Malgré le paragraphe (1), un conseil peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant d'adopter un règlement municipal en vertu du présent article.

Règlement
municipal
dispensant
de l'assenti-
ment

12. (1) Le paragraphe 224 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «de toutes les municipalités» aux première et deuxième lignes, de «des municipalités locales».

(2) Le paragraphe 224 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 109 (7)» à la première ligne, de «paragraphe 257.2 (4)».

13. (1) Le paragraphe 225 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «de toutes les municipalités» aux première et deuxième lignes, de «des municipalités locales».

(2) Le paragraphe 225 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe 109 (7)» à la première ligne, de «paragraphe 257.2 (4)».

(3) Le paragraphe 225 (6) de la Loi est modifié par suppression de «le paragraphe 109 (3) et» à la première ligne.

14. Les articles 226 et 227 de la Loi sont abrogés.

15. La disposition 5 de l'article 228 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 5. Pour exercer les pouvoirs que confère aux conseils des municipalités locales la disposition 123 de l'article 210 relativement aux voies publiques qui relèvent de la compétence du conseil du comté.

16. L'article 232 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 123 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, à l'exclusion de la disposition 1, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

232. The council of a local municipality may pass by-laws:

17. Section 233 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is repealed.

18. Paragraphs 1, 2 and 4 to 8 of subsection 234 (1) of the Act are repealed.

19. Section 235 of the Act is repealed.

20. (1) Section 236 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, exclusive of the paragraphs, is repealed and the following substituted:

236. A council of a local municipality may pass by-laws:

(2) Paragraphs 2 to 5 of section 236 of the Act are repealed.

(3) Clause (b) of paragraph 7 of section 236 of the Act is repealed.

(4) Paragraphs 8 to 13 of section 236 of the Act are repealed.

(5) Subclause (b) (iii) of paragraph 15 of section 236 of the Act is repealed and the following substituted:

(iii) require a licence fee payable by the owner of a trailer camp for each such lot and require fees to be paid in advance but if a lot is to be made available only for occupancy by a trailer that is assessed under the *Assessment Act*, no licence fee shall be charged.

(6) Clause (d), as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule and clause (e) of paragraph 17 of section 236 of the Act are repealed.

(7) Paragraph 18 of section 236 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is repealed.

21. Sections 237 and 238 of the Act are repealed and the following substituted:

237. By-laws may be passed by the council of a local municipality regulating or prohibiting the playing of bands and of musical instruments on any highway, park or public place.

22. The Act is amended by adding the following Part:

232. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux :

17. L'article 233 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé.

18. Les dispositions 1, 2 et 4 à 8 du paragraphe 234 (1) de la Loi sont abrogées.

19. L'article 235 de la Loi est abrogé.

20. (1) L'article 236 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié par substitution, au passage qui précède les dispositions, de ce qui suit :

236. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux :

(2) Les dispositions 2 à 5 de l'article 236 de la Loi sont abrogées.

(3) L'alinéa b) de la disposition 7 de l'article 236 de la Loi est abrogé.

(4) Les dispositions 8 à 13 de l'article 236 de la Loi sont abrogées.

(5) Le sous-alinéa b) (iii) de la disposition 15 de l'article 236 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iii) exiger, pour les permis, des droits par lot, payables d'avance par le propriétaire du camp pour roulotte. Ces droits ne sont pas exigibles pour un lot mis à la disposition du public pour être seulement occupé par une roulotte qui fait l'objet d'une évaluation aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

(6) L'alinéa d), tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, et l'alinéa e) de la disposition 17 de l'article 236 de la Loi sont abrogés.

(7) La disposition 18 de l'article 236 de la Loi, telle qu'elle est modifiée par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogée.

21. Les articles 237 et 238 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

237. Le conseil d'une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux pour interdire aux fanfares et à quiconque de jouer d'un instrument de musique sur une voie publique, dans un parc ou un endroit public, et pour les réglementer.

22. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PART XVII.1
GENERAL LICENSING POWERS

Definition	<p>257.1 (1) In this Part,</p> <p>“business” means a trade, business or occupation and includes the sale or hire of goods or services on an intermittent or one-time basis, the showing for the purpose of sale or hire of samples, patterns or specimens of any goods and an activity or thing a local municipality may license under paragraph 6 or 7 of section 236 but does not include,</p> <p>(a) a manufacturing activity or an industry, except to the extent that it sells its products or raw material by retail;</p> <p>(b) the selling of goods by wholesale; or</p> <p>(c) the generation, exploitation, extraction, harvesting, processing, renewal or transportation of natural resources.</p>
Interpretation	<p>(2) For the purposes of subsection 257.2 (1), a business shall be deemed to be carried on within a municipality if any part of the business is carried on within the municipality even if the business is being carried on from a location outside the municipality.</p>
Licensing by-laws	<p>257.2 (1) Subject to the <i>Theatres Act</i> and the <i>Retail Business Holidays Act</i>, the council of a local municipality may pass by-laws for licensing, regulating and governing any business carried on within the municipality.</p>
Powers re: licences	<p>(2) Without limiting subsection (1), the power to license, regulate and govern a business under subsection (1) includes,</p> <p>(a) the power to prohibit the carrying on of or engaging in the business without a licence;</p> <p>(b) the power to grant or refuse to grant a licence;</p> <p>(c) the power to fix the time for which the licence shall be in force;</p> <p>(d) the power to revoke or suspend a licence;</p> <p>(e) the power to define classes of businesses and to separately license, regulate and govern each class;</p>

PARTIE XVII.1
POUVOIRS GÉNÉRAUX EN MATIÈRE DE DÉLIVRANCE DE PERMIS

Définition	<p>257.1 (1) La définition qui suit s’applique à la présente partie.</p> <p>«activité commerciale» Commerce, activité commerciale ou profession. S’entend en outre de la vente ou location de biens ou de services sur une base intermittente ou à une seule occasion, de l’exposition à des fins de vente ou de location d’échantillons, de patrons ou de spécimens de biens et d’une activité ou d’une chose qu’une municipalité locale peut assujettir à un permis en vertu de la disposition 6 ou 7 de l’article 236. La présente définition exclut toutefois :</p> <p>a) une activité de fabrication ou une industrie, sauf dans la mesure où elle vend ses produits ou des matières brutes au détail;</p> <p>b) la vente de biens en gros;</p> <p>c) la production, l’exploitation, l’extraction, la récolte, la transformation, le renouvellement ou le transport de richesses naturelles.</p>
Interprétation	<p>(2) Pour l’application du paragraphe 257.2 (1), une activité commerciale est réputée être exercée dans une municipalité si une partie quelconque de l’activité commerciale est exercée dans la municipalité même si l’activité commerciale est exercée à partir d’un endroit situé à l’extérieur de la municipalité.</p>
Règlements municipaux visant l’obtention de permis	<p>257.2 (1) Sous réserve de la <i>Loi sur les cinémas</i> et de la <i>Loi sur les jours fériés dans le commerce de détail</i>, le conseil d’une municipalité locale peut adopter des règlements municipaux pour assujettir à l’obtention de permis, réglementer et régir toute activité commerciale exercée dans la municipalité.</p>
Pouvoirs concernant les permis	<p>(2) Sans limiter la portée du paragraphe (1), le pouvoir d’assujettir à l’obtention de permis, de réglementer et de régir une activité commerciale en vertu du paragraphe (1) comprend ce qui suit :</p> <p>a) le pouvoir d’interdire à quiconque d’exercer une activité commerciale sans permis;</p> <p>b) le pouvoir d’accorder ou de refuser d’accorder un permis;</p> <p>c) le pouvoir de fixer la période d’application du permis;</p> <p>d) le pouvoir de révoquer ou de suspendre un permis;</p> <p>e) le pouvoir de définir des catégories d’activités commerciales et d’assujettir à l’obtention de permis, de réglementer</p>

- (f) the power to impose conditions as a requirement of obtaining, continuing to hold or renewing a licence, including conditions,
- (i) requiring the payment of licence fees,
 - (ii) restricting the hours of operation of the business, and
 - (iii) requiring the persons carrying on or engaged in the business to allow the municipality at any reasonable time to inspect places or premises used in the carrying on of the business and the equipment, vehicles and other personal property used or kept for hire in connection with the carrying on of the business;
- (g) the power to impose special conditions on a business in a class that have not been imposed on all of the businesses in that class as a requirement of obtaining, continuing to hold or renewing a licence of the business;
- (h) the power to impose conditions, including special conditions, as a requirement of continuing to hold a licence at any time during the term of the licence;
- (i) the power to licence, regulate or govern the place or premises used in the carrying on of the business and the persons carrying it on or engaged in it;
- (j) the power to regulate or govern the equipment, vehicles and other personal property used or kept for hire in connection with the carrying on of or engaging in the business; and
- (k) the power to exempt any business or person from all or any part of the by-law.
- et de régir séparément chaque catégorie;
- f) le pouvoir d'imposer des conditions pour l'obtention, la conservation ou le renouvellement d'un permis, y compris des conditions :
- (i) exigeant le paiement de droits de permis,
 - (ii) limitant les heures d'opération de l'activité commerciale,
 - (iii) exigeant que les personnes qui exercent l'activité commerciale permettent à la municipalité d'inspecter, à toute heure raisonnable, les endroits ou les lieux utilisés dans l'exercice de l'activité commerciale ainsi que l'équipement, les véhicules et autres biens meubles utilisés ou gardés à des fins de location relativement à l'exercice de l'activité commerciale;
- g) le pouvoir d'imposer à l'égard d'une activité commerciale d'une catégorie donnée des conditions particulières qui n'ont pas été imposées à l'égard de toutes les activités commerciales de cette catégorie pour l'obtention, la conservation ou le renouvellement d'un permis afin d'exercer l'activité commerciale;
- h) le pouvoir d'imposer des conditions, y compris des conditions particulières, pour la conservation d'un permis en tout temps pendant la durée d'application du permis;
- i) le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer ou de régir l'endroit ou le lieu utilisé dans l'exercice de l'activité commerciale ainsi que les personnes qui l'exercent;
- j) le pouvoir de réglementer ou de régir l'équipement, les véhicules et autres biens meubles utilisés ou gardés à des fins de location relativement à l'exercice de l'activité commerciale;
- k) le pouvoir de soustraire toute activité commerciale ou personne à l'application de la totalité ou de toute partie du règlement municipal.

Licence fees

(3) In setting the amount of fees to be charged for a licence, the council shall take into account the costs of administering and enforcing the by-laws of the municipality licensing businesses.

Droits de permis

(3) Lorsqu'il fixe le montant des droits devant être exigés pour un permis, le conseil tient compte des frais d'administration et d'application des règlements municipaux de la municipalité qui assujettissent des activités commerciales à l'obtention de permis.

Limitation	(4) A council shall not refuse to grant a licence to carry on or engage in any business by reason only of the location of the business if the business was being carried on or engaged in at that location at the time the by-law requiring the licence came into force.	(4) Nul conseil ne doit refuser d'accorder un permis afin d'exercer une activité commerciale en raison seulement de l'emplacement de l'activité commerciale si celle-ci était exercée sur cet emplacement au moment de l'entrée en vigueur du règlement municipal exigeant l'obtention du permis.	Restriction
Expiry of a by-law	(5) A by-law of a local municipality licensing a business under this Act expires the earlier of five years after it comes into force or the day it is repealed.	(5) Le règlement municipal d'une municipalité locale, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, adopté en vertu de la présente loi expire cinq ans après le jour de son entrée en vigueur ou le jour de son abrogation, si ce jour arrive en premier.	Expiration du règlement municipal
Amendments	(6) Amendments to a by-law licensing a business do not affect the term of the by-law as set out in subsection (5).	(6) Les modifications apportées à un règlement municipal, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, n'ont pas d'incidence sur la durée d'application du règlement municipal énoncée au paragraphe (5).	Modifications
Exercise of power	257.3 The exercise of a power under clause 257.2 (2) (b), (d) (g) or (h) is in the discretion of the council, which discretion shall be exercised, (a) upon such grounds as are set out in the by-law; or (b) upon the ground that the conduct of a person, or in the case of a corporation, the conduct of its officers, directors, employees or agents affords reasonable grounds for belief that the person will not carry on or engage in the business in accordance with the law or with honesty and integrity.	257.3 Le pouvoir visé à l'alinéa 257.2 (2) b), d), g) ou h) est exercé à la discrétion du conseil, laquelle est exercée, selon le cas : a) pour les motifs énoncés dans le règlement municipal; b) pour le motif que la conduite d'une personne ou, dans le cas d'une personne morale, la conduite de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires offre des motifs raisonnables de croire que la personne n'exercera pas l'activité commerciale conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.	Exercice des pouvoirs
Delegation	257.4 The council of a city may pass a by-law to delegate to the police services board the power to license, regulate and govern a business specified in the by-law for all or that part of the city over which the police services board has jurisdiction and, for that purpose, this Part applies with necessary modifications to the police services board.	257.4 Le conseil d'une cité peut adopter un règlement municipal pour déléguer à la commission de services policiers le pouvoir d'assujettir à l'obtention de permis, de réglementer et de régir une activité commerciale précisée dans le règlement municipal à l'égard de la totalité ou de la partie de la cité qui relève de la compétence de la commission de services policiers et, à cette fin, la présente partie s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la commission de services policiers.	Délégation
Regulations	257.5 (1) The Minister may make regulations exempting any business or class of business from all or any part of a business licensing by-law of a local municipality under any Act, and imposing conditions and limitations on the powers of a local municipality under this Part.	257.5 (1) Le ministre peut, par règlement, soustraire toute activité commerciale ou catégorie d'activités commerciales à l'application de la totalité ou de toute partie d'un règlement municipal, assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis, adopté par une municipalité locale en vertu d'une loi, et imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs d'une municipalité locale visés à la présente partie.	Règlements
Same	(2) A regulation under this section may, (a) be retroactive for a period not exceeding one year;	(2) Le règlement visé au présent article peut : a) être rétroactif pour une période maximale d'un an;	Idem

	<p>(b) require a local municipality to return licence fees collected during that period; and</p> <p>(c) require a local municipality to use the licence fees in the prescribed manner.</p>	<p>b) exiger qu'une municipalité locale rembourse les droits de permis perçus pendant cette période;</p> <p>c) exiger qu'une municipalité locale utilise les droits de permis de la manière prescrite.</p>	
Scope	(3) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those local municipalities specified in the regulation.	(3) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités locales précitées dans les règlements.	Portée
Other by-laws	257.6 This Part applies to local municipalities in the exercise of any power to pass by-laws licensing businesses under any other section of this Act or any other Act.	257.6 La présente partie s'applique aux municipalités locales lorsqu'elles exercent un pouvoir d'adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l'obtention de permis en vertu de tout autre article de la présente loi ou d'une autre loi.	Autres règlements municipaux
Conflicts	257.7 If there is a conflict between a provision in this Part and a provision of any other section of this Act or any other Act authorizing a local municipality to license a business, the section that is less restrictive of a local municipality's power prevails.	257.7 En cas d'incompatibilité entre une disposition de la présente partie et une disposition d'un autre article de la présente loi ou d'une autre loi qui autorise une municipalité locale à assujettir une activité commerciale à l'obtention de permis, l'article qui restreint le moins le pouvoir d'une municipalité locale l'emporte.	Incompatibilité
	23. (1) Clauses 348 (1) (i), (j) and (k) of the Act are repealed.	23. (1) Les alinéas 348 (1) i), j) et k) de la Loi sont abrogés.	
	(2) Subsection 348 (2) of the Act is repealed.	(2) Le paragraphe 348 (2) de la Loi est abrogé.	
Transition	24. (1) A by-law of a county, a police services board or a police village licensing a business which was passed under any Act before this section comes into force and which applies to any part of a local municipality shall be deemed to be a by-law of the local municipality applying to that part of the municipality on the day this section comes into force.	24. (1) Les règlements municipaux d'un comté, d'une commission de services policiers ou d'un village partiellement autonome assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis qui ont été adoptés en vertu d'une loi avant l'entrée en vigueur du présent article et qui s'appliquent à une partie d'une municipalité locale sont réputés des règlements municipaux de la municipalité locale qui s'appliquent à cette partie de la municipalité le jour de l'entrée en vigueur du présent article.	Disposition transitoire
Same	(2) A by-law deemed to be a by-law of a local municipality under this section expires the earlier of five years after the day this section comes into force and the day it is repealed by the local municipality.	(2) Les règlements municipaux qui sont réputés des règlements municipaux d'une municipalité locale aux termes du présent article expirent cinq ans après le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou le jour de leur abrogation par la municipalité locale, si ce jour arrive en premier.	Idem
Same	(3) A by-law of a local municipality, a regional municipality, The Municipality of Metropolitan Toronto and the Metropolitan Licensing Commission licensing a business under any Act passed before this section comes into force expires the earlier of five years after the day this section comes into force and the day it is repealed by the local municipality, the regional municipality, The Municipality of Metropolitan Toronto or the	(3) Les règlements municipaux d'une municipalité locale, d'une municipalité régionale, de la municipalité de la communauté urbaine de Toronto et de la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine assujettissant une activité commerciale à l'obtention de permis aux termes d'une loi qui sont adoptés avant l'entrée en vigueur du présent article expirent cinq ans après le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou le jour de leur abrogation par la municipalité locale, la muni-	Idem

Metropolitan Licensing Commission, as the case may be.

**PART II
OTHER STATUTES RELATING TO
MUNICIPALITIES**

MUNICIPAL FRANCHISES ACT

25. The *Municipal Franchises Act* is amended by adding the following section:

By-law
waiving
assent of
electors

1.1 (1) Despite this or any other Act, a municipal corporation may pass a by-law to eliminate the requirement under this Act to obtain the assent of the electors before the corporation exercises a power under this or any other Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a municipal corporation exercising its power with respect to a gas franchise.

**MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO
ACT**

26. Subsection 212 (1) of the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is repealed and the following substituted:

(1) The Licensing Commission has all the powers that may be exercised by a local municipality under paragraph 1 of section 232 of the *Municipal Act* and paragraph 14 of section 236 of that Act.

27. The Act is amended by adding the following section:

Licensing
by-laws

212.1 The Licensing Commission may pass by-laws,

- (a) for licensing, regulating and governing taxicab brokers;
- (b) for licensing, regulating and governing auctioneers and other persons selling or putting up for sale goods, wares, merchandise or effects by public auction;
- (c) for licensing, regulating and governing bill posters, advertising sign painters, bulletin board painters, sign posters and bill distributors, and for prohibiting the posting up or distributing of posters, pictures or hand bills that are indecent or tend to corrupt morals;

cipalité régionale, la municipalité de la communauté urbaine de Toronto ou la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine, selon le cas, si ce jour arrive en premier.

**PARTIE II
AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX
MUNICIPALITÉS**

LOI SUR LES CONCESSIONS MUNICIPALES

25. La *Loi sur les concessions municipales* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

1.1 (1) Malgré la présente loi ou toute autre loi, une municipalité peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence de la présente loi voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant que la municipalité n'exerce un pouvoir conféré par la présente loi ou toute autre loi.

Règlement
municipal
dispensant
de l'assenti-
ment

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la municipalité qui exerce son pouvoir à l'égard d'une concession de gaz.

Exception

**LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ
URBAINE DE TORONTO**

26. Le paragraphe 212 (1) de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) La Commission de délivrance de permis est investie de tous les pouvoirs que les municipalités locales peuvent exercer en vertu de la disposition 1 de l'article 232 de la *Loi sur les municipalités* et de la disposition 14 de l'article 236 de cette loi.

27. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

212.1 La Commission de délivrance de permis peut adopter des règlements municipaux pour :

Règlements
municipaux
relatifs à
l'obtention
de permis

- a) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les agences de taxis;
- b) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les encanteurs et autres personnes qui vendent ou mettent en vente des marchandises ou effets aux enchères publiques;
- c) assujettir à l'obtention de permis, réglementer et régir les poseurs d'affiches, les peintres d'enseignes publicitaires, les peintres de panneaux d'affichage, les poseurs d'enseignes et les distributeurs d'affiches, et interdire l'affichage ou la distribution d'affiches, de photographies ou de prospectus publicitaires

- (d) for licensing, regulating and governing persons who carry on the business of teaching persons to operate motor vehicles and driving instructors employed in such business;
- (e) for licensing, regulating and governing electrical contractors and master electricians and for this purpose may define “electrical contractors” and “master electricians”; and
- (f) for licensing, regulating and governing plumbing contractors, master plumbers and journeyman plumbers and for this purpose may define “plumbing contractors”, “master plumbers” and “journeyman plumbers”.

28. Section 216 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 7, is repealed and the following substituted:

Application

216. For the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, section 110 and Parts XVII.1 and XIX of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Licensing Commission and the by-laws passed by the Licensing Commission, and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers.

ONTARIO UNCONDITIONAL GRANTS ACT

29. The title of the “*Ontario Unconditional Grants Act*” is repealed and the following substituted:

ONTARIO MUNICIPAL SUPPORT GRANTS ACT

30. The definitions of “density”, “hectares in the area municipality”, “household” and “prescribed” in section 1 of the Act are repealed.

31. Sections 2 to 6 of the Act are repealed and the following substituted:

2. (1) In this section and section 3,

“municipality” means,

- (a) a local municipality, county, regional, metropolitan and district municipality and the County of Oxford;

indécents ou susceptibles de porter atteinte à la moralité;

- d) assujettir à l’obtention de permis, réglementer et régir les personnes qui exploitent une école de conduite automobile et les moniteurs de conduite qui y sont des employés;
- e) assujettir à l’obtention de permis, réglementer et régir les entrepreneurs-électriciens et les maîtres électriciens et, à cette fin, peut définir «entrepreneurs-électriciens» et «maîtres électriciens»;
- f) assujettir à l’obtention de permis, réglementer et régir les entrepreneurs en plomberie, les maîtres plombiers et les ouvriers plombiers et, à cette fin, peut définir «entrepreneurs en plomberie», «maîtres plombiers» et «ouvriers plombiers».

28. L’article 216 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 7 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

216. Aux fins de l’exercice des pouvoirs d’adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l’obtention de permis aux termes d’une loi, l’article 110 et les parties XVII.1 et XIX de la *Loi sur les municipalités* s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Commission de délivrance de permis et aux règlements municipaux qu’elle adopte, et le ministre peut prendre des règlements en application de l’article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE L’ONTARIO

29. Le titre de la «*Loi sur les subventions aux municipalités de l’Ontario*» est abrogé et remplacé par ce qui suit :

LOI SUR LES SUBVENTIONS DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS DE L’ONTARIO

30. Les définitions de «densité», «hectares dans la municipalité de secteur», «ménage» et «prescrit» à l’article 1 de la Loi sont abrogées.

31. Les articles 2 à 6 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. (1) La définition qui suit s’applique au présent article et à l’article 3.

«municipalité» S’entend de ce qui suit :

- a) une municipalité locale, un comté, une municipalité régionale, une municipalité

Application

Financial assistance

Aide financière

- (b) a local board, as defined in section 1 of the *Municipal Affairs Act*, of a municipality described in clause (a);
- (c) a band as defined in the *Indian Act* (Canada);
- (d) a board, commission or other local authority exercising any power with respect to municipal affairs or purposes, including school purposes, in a territory without municipal organization; and
- (e) any other body performing a public function prescribed by the Minister.

Grants and loans

(2) The Minister may, upon such conditions as may be considered advisable, make grants and loans and provide other financial assistance to a municipality.

Regulations

(3) The Minister may make regulations providing that other bodies performing a public function are municipalities for the purpose of this section.

Standards for activities

3. (1) Upon the recommendation of the Solicitor General and Minister of Correctional Services concerning police or fire services, or upon the recommendation of the Minister concerning other matters, the Lieutenant Governor in Council may, if of the opinion that a matter is of provincial significance, make regulations,

- (a) establishing standards for activities of municipalities including the provision of services; and
- (b) requiring municipalities to comply with the standards when carrying out the activity.

Scope

(2) A regulation under this section may be general or specific in its application and may be restricted to those municipalities specified in the regulation.

Retroactive

(3) A regulation under this section that is filed during 1996 may be retroactive to a date no earlier than January 1, 1996.

Failure to comply

(4) If, in the opinion of the Solicitor General and Minister of Correctional Services concerning police or fire services, or in the opinion of the Minister concerning other matters, a municipality fails to comply with a standard established under this section, the Minister may, by order,

de communauté urbaine ou de district et le comté d'Oxford;

- b) un conseil local, au sens de l'article 1 de la *Loi sur les affaires municipales*, d'une municipalité visée à l'alinéa a);
- c) une bande au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada);
- d) un conseil, une commission ou un autre office local qui exerce des pouvoirs relativement à des affaires ou des fins municipales, y compris des fins scolaires, dans un territoire non érigé en municipalité;
- e) tout autre organisme qui exerce une fonction publique et est prescrit par le ministre.

(2) Le ministre peut, aux conditions qu'il est estimé souhaitables, verser des subventions, consentir des prêts et fournir une autre aide financière à une municipalité.

(3) Le ministre peut, par règlement, prévoir que d'autres organismes qui exercent une fonction publique sont des municipalités pour l'application du présent article.

3. (1) Sur recommandation du solliciteur général et ministre des Services correctionnels en ce qui concerne les services policiers ou les services des pompiers ou sur recommandation du ministre en ce qui concerne d'autres questions, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, s'il est d'avis qu'une question est d'intérêt provincial :

- a) établir des normes concernant les activités des municipalités, y compris la fourniture de services;
- b) exiger que les municipalités se conforment aux normes lorsqu'elles exercent leurs activités.

(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et leur application peut se limiter aux municipalités précisées dans les règlements.

(3) Les règlements pris en application du présent article qui sont déposés en 1996 peuvent être rétroactifs à une date ne précédant pas le 1^{er} janvier 1996.

(4) Si, de l'avis du solliciteur général et ministre des Services correctionnels en ce qui concerne les services policiers ou les services des pompiers ou de l'avis du ministre en ce qui concerne d'autres questions, une municipalité ne se conforme pas à une norme établie en vertu du présent article, le ministre peut, par arrêté :

Subventions et prêts

Règlements

Normes régissant les activités

Portée

Rétroactivité

Non-conformité

- (a) reduce a grant, loan or other financial assistance that the Minister would otherwise have provided to the municipality under this Act;
- (b) require a municipality to pay to the Minister an amount not exceeding the total value of grants, loans and other financial assistance provided under this Act to the municipality in the year the municipality failed to comply with the standard;
- (c) if a grant, loan or other financial assistance previously provided by the Minister to the municipality under this Act was made subject to conditions, amend the conditions and impose additional conditions; and
- (d) if a grant, loan or other financial assistance previously provided by the Minister to the municipality under this Act was not made subject to conditions, impose conditions.

Use of money

(5) The Minister shall use the money received from a municipality under clause (4) (b) to remedy the municipality's failure to comply with the standard but, if the Ministry does not use the money for that purpose, the Minister shall pay the money to the Minister of Finance.

32. (1) Sections 10, 11, 13, 14, 15 and 16 of the Act are repealed.

(2) The Schedule to the Act is repealed.

PUBLIC UTILITIES ACT

33. The *Public Utilities Act* is amended by adding the following section:

By-law waiving assent of the electors

67. (1) A municipal corporation may pass a by-law to eliminate the requirement to obtain the assent of the electors before the corporation exercises a power under this Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a municipal corporation exercising its power with respect to natural gas.

REGIONAL MUNICIPALITIES ACT

34. (1) Subsection 106 (1) of the *Regional Municipalities Act* is repealed and the following substituted:

Limitation on area municipality

(1) Despite paragraph 1 of section 232 and Part XVII.1 of the *Municipal Act*, an area municipality does not have the power to pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this section.

(2) Subsection 106 (2) of the Act is amended by,

- a) diminuer le montant d'une subvention, d'un prêt ou d'une autre aide financière qu'il aurait autrement accordé à la municipalité en vertu de la présente loi;
- b) exiger qu'une municipalité verse au ministre un montant ne dépassant pas la valeur totale des subventions, des prêts ou de l'autre aide financière accordés à la municipalité en vertu de la présente loi dans l'année où la municipalité ne s'est pas conformée à la norme;
- c) si une subvention, un prêt ou une autre aide financière déjà accordé par le ministre à la municipalité en vertu de la présente loi a été assujéti à des conditions, modifier les conditions et en imposer d'autres;
- d) si une subvention, un prêt ou une autre aide financière déjà accordé par le ministre à la municipalité en vertu de la présente loi n'a pas été assujéti à des conditions, imposer des conditions.

(5) Le ministre utilise les sommes reçues d'une municipalité aux termes de l'alinéa (4) b) afin de remédier au défaut de la municipalité de se conformer à la norme. Toutefois, si le ministère n'utilise pas ces sommes à cette fin, le ministre les verse au ministre des Finances.

Utilisation des sommes d'argent

32. (1) Les articles 10, 11, 13, 14, 15 et 16 de la Loi sont abrogés.

(2) L'annexe de la Loi est abrogée.

LOI SUR LES SERVICES PUBLICS

33. La *Loi sur les services publics* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

67. (1) Une municipalité peut adopter un règlement municipal afin d'éliminer l'exigence voulant que soit obtenu l'assentiment des électeurs avant que la municipalité n'exerce un pouvoir conféré par la présente loi.

Règlement municipal dispensant de l'assentiment

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la municipalité qui exerce son pouvoir à l'égard du gaz naturel.

Exception

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

34. (1) Le paragraphe 106 (1) de la *Loi sur les municipalités régionales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré la disposition 1 de l'article 232 et la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités*, les municipalités de secteur n'ont pas le pouvoir d'adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d'adopter en vertu du présent article.

Restriction

(2) Le paragraphe 106 (2) de la Loi est modifié :

(a) striking out “Police Board” wherever it occurs and substituting “Regional Council” in each case; and

(b) repealing subparagraph (d) of paragraph 4.

35. (1) Clause 136 (2) (c) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 8, is repealed.

(2) Subsection 136 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 8, is amended by adding the following clause:

(f.1) for the purpose of exercising powers to pass by-laws licensing businesses under any Act, Part XVII.1 of the *Municipal Act* applies to the regional municipalities of Haldimand-Norfolk, Hamilton-Wentworth, Niagara, Sudbury, Waterloo and York and the Minister may make regulations under section 257.5 of that Act in relation to those powers;

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALDIMAND-NORFOLK ACT

36. Subsection 38 (1) of the *Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act* is amended by adding “as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act*, 1996 received Royal Assent” after “Municipal Act” in the second line.

REGIONAL MUNICIPALITY OF SUDBURY ACT

37. (1) Subsection 41 (1) of the *Regional Municipality of Sudbury Act* is repealed and the following substituted:

(1) Paragraphs 87, 146, exclusive of clauses (c), (f), (h) and (i), 148, 149, 156 and 158 of section 210 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Regional Council and no council of an area municipality shall exercise any powers referred to in those paragraphs.

(2) Subsection 41 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 37, section 10, is repealed and the following substituted:

(2) Paragraph 147 of section 210, paragraph 8 of subsection 234 (1) and paragraphs 3, 5, 8, 9, 10, 12 and 18 of section 236 of the *Municipal Act*, as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act*, 1996

a) par substitution, à «commission de police» partout où cette expression figure, de «conseil régional» et faire les changements grammaticaux qui en découlent;

b) par abrogation de la sous-disposition d) de la disposition 4.

35. (1) L’alinéa 136 (2) c) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 8 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé.

(2) Le paragraphe 136 (2) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 8 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

f.1) aux fins de l’exercice des pouvoirs d’adoption de règlements municipaux assujettissant des activités commerciales à l’obtention de permis aux termes d’une loi, la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités* s’applique aux municipalités régionales de Haldimand-Norfolk, Hamilton-Wentworth, Niagara, Sudbury, Waterloo et York et le ministre peut prendre des règlements en application de l’article 257.5 de cette loi relativement à ces pouvoirs.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE HALDIMAND-NORFOLK

36. Le paragraphe 38 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk* est modifié par insertion de «, tels qu’ils existaient la veille du jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* a reçu la sanction royale,» après «*Loi sur les municipalités*» aux deuxième et troisième lignes.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE SUDBURY

37. (1) Le paragraphe 41 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Les dispositions 87, 146, à l’exclusion des alinéas c), f), h) et i), 148, 149, 156 et 158 de l’article 210 de la *Loi sur les municipalités* s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional. Le conseil d’une municipalité de secteur ne doit pas exercer les pouvoirs énumérés à ces dispositions.

(2) Le paragraphe 41 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 10 du chapitre 37 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La disposition 147 de l’article 210, la disposition 8 du paragraphe 234 (1) et les dispositions 3, 5, 8, 9, 10, 12 et 18 de l’article 236 de la *Loi sur les municipalités*, telles qu’elles existaient la veille du jour où la *Loi*

Application

Application

Same

Idem

received Royal Assent, apply with necessary modifications to the Regional Council and, despite Part XVII.1 of that Act, no council of an area municipality shall pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this subsection.

REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT

38. (1) Subsection 36 (1) of the *Regional Municipality of Waterloo Act* is repealed and the following substituted:

(1) Despite paragraph 1 of section 232 and Part XVII.1 of the *Municipal Act*, an area municipality does not have the power to pass a by-law that the Regional Council has the authority to pass under this section.

(2) Subparagraph (d) of paragraph 4 of subsection 36 (2) of the Act is repealed.

REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK ACT

39. Subsection 30 (4) of the *Regional Municipality of York Act* is amended by inserting “as they read on the day before the *Savings and Restructuring Act, 1996* received Royal Assent” after “Municipal Act” in the fourth line.

PART III
CONSERVATION AUTHORITIES ACT

40. (1) The definition of “administration costs” in section 1 of the *Conservation Authorities Act* is amended by striking out “approved” in the tenth line.

(2) The definition of “maintenance costs” in section 1 of the Act is amended by striking out “an approved project” in the third and fourth lines and substituting “a project”.

41. The Act is amended by adding the following section:

13.1 (1) An authority shall call a meeting of the members of the authority to consider the dissolution of the authority if, by resolution, the councils of two or more participating municipalities request the meeting.

(2) Despite subsection 16 (2), a quorum at a meeting called under this section consists of two-thirds of the members of the authority who were appointed by participating municipalities.

(3) Despite subsection 16 (1), members of the authority who were appointed by the Lieu-

de 1996 sur les économies et la restructuration a reçu la sanction royale, s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil régional. Malgré la partie XVII.1 de cette loi, le conseil d’une municipalité de secteur ne doit pas adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d’adopter en vertu du présent paragraphe.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
WATERLOO

38. (1) Le paragraphe 36 (1) de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Malgré la disposition 1 de l’article 232 et la partie XVII.1 de la *Loi sur les municipalités*, les municipalités de secteur n’ont pas le pouvoir d’adopter les règlements municipaux que le conseil régional a le pouvoir d’adopter en vertu du présent article.

(2) La sous-disposition d) de la disposition 4 du paragraphe 36 (2) de la *Loi* est abrogée.

LOI SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
YORK

39. Le paragraphe 30 (4) de la *Loi sur la municipalité régionale de York* est modifié par insertion de « , telles qu’elles existaient la veille du jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* a reçu la sanction royale.» après «*Loi sur les municipalités*» à la quatrième ligne.

PARTIE III
LOI SUR LES OFFICES DE PROTECTION
DE LA NATURE

40. (1) La définition de «frais d’administration» à l’article 1 de la *Loi sur les offices de protection de la nature* est modifiée par suppression de «approuvés» à la douzième ligne.

(2) La définition de «frais d’entretien» à l’article 1 de la *Loi* est modifiée par suppression de «approuvé» à la quatrième ligne.

41. La *Loi* est modifiée par adjonction de l’article suivant :

13.1 (1) L’office convoque une assemblée de ses membres afin d’étudier sa dissolution si les conseils d’au moins deux municipalités participantes ont demandé, par voie de résolution, la convocation d’une telle assemblée.

(2) Malgré le paragraphe 16 (2), le quorum lors d’une assemblée convoquée aux termes du présent article est constitué des deux tiers des membres de l’office délégués par les municipalités participantes.

(3) Malgré le paragraphe 16 (1), les membres de l’office nommés par le lieutenant-gou-

Limitation
on area
municipality

Restriction

Dissolution
of authority

Dissolution
d'un office

Quorum

Quorum

Entitlement
to vote

Droit de vote

tenant Governor in Council before section 42 of Schedule M of the *Savings and Restructuring Act, 1996* came into force are not entitled to vote at a meeting held under this section.

verneur en conseil avant l'entrée en vigueur de l'article 42 de l'annexe M de la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* n'ont pas le droit de voter lors d'une assemblée tenue aux termes du présent article.

Notice of meeting

(4) The authority shall ensure that notice of the meeting is published in a newspaper having general circulation in each participating municipality at least 14 days before the meeting.

(4) L'office veille à ce qu'un avis de l'assemblée soit publié, au moins 14 jours avant l'assemblée, dans un journal généralement lu dans chaque municipalité participante.

Avis de l'assemblée

Public representations

(5) No vote shall be taken on a resolution requesting dissolution of the authority unless members of the public have been given an opportunity at the meeting to make representations on the issue.

(5) Nul vote ne peut être tenu sur une résolution demandant la dissolution de l'office sans que des membres du public aient eu la possibilité de présenter des observations sur la question lors de l'assemblée.

Observations du public

Dissolution

(6) The Lieutenant Governor in Council may dissolve the authority, on such terms and conditions as the Lieutenant Governor in Council considers appropriate, if,

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut dissoudre l'office aux conditions qu'il estime appropriées, si :

Dissolution

(a) the Minister receives a resolution requesting the dissolution passed by at least two-thirds of the members of the authority present and entitled to vote at a meeting held under this section and at which a quorum was present; and

a) d'une part, le ministre reçoit une résolution demandant la dissolution, adoptée lors d'une assemblée tenue conformément au présent article en présence d'un quorum par au moins les deux tiers des membres de l'office présents et ayant le droit de voter;

(b) the Minister is satisfied that acceptable provision has been made for future flood control and watershed interests and for the disposition of all assets and liabilities of the authority.

b) d'autre part, le ministre est convaincu que des dispositions acceptables ont été prises pour le contrôle des inondations dans l'avenir et les intérêts ayant trait aux bassins hydrographiques et pour la disposition de l'actif et du passif de l'office.

Authority continued by s. 5, 6 or 7

(7) If an authority continued by section 5, 6 or 7 is dissolved under subsection (6), the Lieutenant Governor may, by proclamation, repeal that section on a day named in the proclamation.

(7) Si un office maintenu par l'article 5, 6 ou 7 est dissous en vertu du paragraphe (6), le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, abroger cet article à la date qu'il fixe dans la proclamation.

Office maintenu par l'art. 5, 6 ou 7

42. Subsection 14 (6) of the Act is repealed.

42. Le paragraphe 14 (6) de la Loi est abrogé.

43. Subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

43. Le paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Chair, vice-chair

(1) At the first meeting of an authority and thereafter at the first meeting held in each year, the authority shall appoint a chair and one or more vice-chairs from among the members of the authority.

(1) À son assemblée initiale, puis à la première assemblée qui se tient chaque année, l'office choisit parmi ses membres un président et un ou plusieurs vice-présidents.

Président et vice-présidents

44. (1) Clauses 21 (c) and (d) of the Act are repealed and the following substituted:

44. (1) Les alinéas 21 c) et d) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(c) to acquire by purchase, lease or otherwise and to expropriate any land that it may require, and, subject to subsection (2), to sell, lease or otherwise dispose of land so acquired;

c) acquérir, notamment par achat ou location, et exproprier un bien-fonds dont il peut avoir besoin et, sous réserve du paragraphe (2), aliéner, notamment par vente ou location, le bien-fonds ainsi acquis;

(d) despite subsection (2), to lease for a term of one year or less land acquired by the authority.

(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following clause:

(m.1) to charge fees for services approved by the Minister.

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsections:

(2) If the Minister has made a grant to an authority under section 39 in respect of land, the authority shall not sell, lease or otherwise dispose of the land under clause (1) (c) without the approval of the Minister.

(3) The Minister may impose terms and conditions on an approval given under subsection (2), including a condition that the authority pay a specified share of the proceeds of the disposition to the Minister.

45. Section 23 of the Act is repealed and the following substituted:

23. (1) Despite any powers conferred on an authority by this Act, the Minister may, when and for such periods as he or she considers necessary in the public interest,

(a) require an authority to carry out flood control operations in a manner specified by the Minister;

(b) require an authority to follow instructions issued by the Minister for the operation of one or more of the authority's water control structures; or

(c) take over the operation of one or more of an authority's water control structures and require the authority to reimburse the Minister for any costs incurred by the Minister as a result.

(2) Despite any powers conferred on the council of a municipality under this or any other Act, in an area that is not under the jurisdiction of an authority, the Minister may, when and for such periods as he or she considers necessary in the public interest,

(a) require the council of a municipality to carry out flood control operations in a manner specified by the Minister;

(b) require the council of a municipality to follow instructions issued by the Minister for the operation of one or more of the water control structures operated by the council; or

d) malgré le paragraphe (2), louer pour un terme d'au plus une année un bien-fonds qu'il a acquis.

(2) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

m.1) exiger des droits pour les services approuvés par le ministre.

(3) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(2) Si le ministre a accordé une subvention à l'office en vertu de l'article 39 à l'égard d'un bien-fonds, l'office ne peut pas aliéner, notamment par vente ou location, le bien-fonds en vertu de l'alinéa (1) c) sans l'approbation du ministre.

(3) Le ministre peut assortir de conditions l'approbation donnée en vertu du paragraphe (2), y compris une condition voulant que l'office verse au ministre une part déterminée du produit de l'aliénation.

45. L'article 23 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. (1) Malgré les pouvoirs que la présente loi confère à un office, le ministre peut, au moment et pendant les périodes qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public :

a) exiger d'un office qu'il procède à des opérations de contrôle des inondations de la manière précisée par le ministre;

b) exiger d'un office qu'il suive les directives données par le ministre pour l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux qui relèvent de l'office;

c) prendre en charge l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux qui relèvent d'un office et exiger que celui-ci rembourse au ministre les frais qu'il a engagés en raison de cette prise en charge.

(2) Malgré les pouvoirs que la présente loi ou toute autre loi confère au conseil d'une municipalité, dans une zone qui ne relève de la compétence d'aucun office, le ministre peut, au moment et pendant les périodes qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public :

a) exiger du conseil d'une municipalité qu'il procède à des opérations de contrôle des inondations de la manière précisée par le ministre;

b) exiger du conseil d'une municipalité qu'il suive les directives données par le ministre pour l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux exploitées par le conseil;

Approval of
Minister

Approbation
du ministre

Terms and
conditions

Conditions

Minister's
powers

Pouvoirs du
ministre

Areas not
under juris-
diction of
authority

Zones sous
la compé-
tence d'au-
cun office

- (c) take over the operation of one or more of the water control structures operated by the council of a municipality and require the council to reimburse the Minister for any costs incurred by the Minister as a result.

Definition

- (3) In subsection (2),

“council of a municipality” means a council that has power to pass by-laws under paragraph 13 of section 207 of the *Municipal Act*.

46. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application

- (7) This section does not apply to a project unless the project involves money granted by the Minister under section 39.

47. (1) Subsection 27 (2) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(2) Subsection 27 (3) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(3) Subsection 27 (4) of the Act is amended by adding at the beginning “Subject to the regulations made under subsection (16)”.

(4) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsections:

Appeal

- (8) A municipality against which a levy is made under this section may appeal the levy to the Mining and Lands Commissioner appointed under the *Ministry of Natural Resources Act*.

Time for appeal

- (9) The appeal must be commenced within 30 days after the municipality receives notice of the levy from the authority.

Parties

- (10) The parties to the appeal are the municipality, the authority and any other person added as a party by the Commissioner.

Compliance pending determination

- (11) The municipality shall comply with the levy pending the determination of the appeal.

Matters to be considered at hearing

- (12) The Commissioner shall hold a hearing on the appeal and shall consider,
- (a) whether the levy complies with this section and the regulations made under subsection (16); and

- c) prendre en charge l'exploitation d'une ou de plusieurs structures de régulation des eaux exploitées par le conseil d'une municipalité et exiger que celui-ci rembourse au ministre les frais qu'il a engagés en raison de cette prise en charge.

(3) La définition qui suit s'applique au paragraphe (2).

«conseil d'une municipalité» Conseil qui a le pouvoir d'adopter des règlements municipaux en vertu de la disposition 13 de l'article 207 de la *Loi sur les municipalités*.

46. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

- (7) Le présent article ne s'applique à un projet que si des subventions ont été accordées par le ministre en vertu de l'article 39 pour ce projet.

47. (1) Le paragraphe 27 (2) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),».

(2) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),».

(3) Le paragraphe 27 (4) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe (16),» et par substitution, à «participante. Lorsque» à la quatrième ligne, de «participante et, lorsque».

(4) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

- (8) La municipalité sur laquelle un prélèvement est effectué aux termes du présent article peut interjeter appel du prélèvement devant le commissaire aux mines et aux terres nommé en vertu de la *Loi sur le ministère des Richesses naturelles*.

- (9) L'appel doit être interjeté dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle la municipalité est avisée du prélèvement par l'office.

- (10) Sont parties à l'appel la municipalité, l'office et toute autre personne jointe comme partie par le commissaire.

- (11) La municipalité se conforme aux exigences du prélèvement jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

- (12) Le commissaire tient une audience sur l'appel et examine ce qui suit :

- a) si le prélèvement est conforme au présent article et aux règlements pris en application du paragraphe (16);

Définition

Application

Droit d'interjeter appel

Délai d'appel

Parties

Conformité en attendant la décision

Questions à examiner

(b) whether the levy is otherwise appropriate.

Powers of Commissioner

(13) The Commissioner may, by order, confirm, rescind or vary the amount of the levy and may order the authority or the municipality to pay any amount owing as a result.

No appeal

(14) No appeal lies from the decision of the Commissioner.

When subss. (8-14) begin to apply

(15) Subsections (8) to (14) do not apply until the first regulation made under subsection (16) comes into force.

Regulations

(16) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the nature and amount of the levies made by authorities under this section, including regulations that restrict or prohibit the making of levies described in the regulations.

PART IV TRANSPORTATION STATUTES

LOCAL ROADS BOARDS ACT

48. Subsection 31 (1) of the *Local Roads Boards Act* is repealed and the following substituted:

Credits

(1) The money received by the Minister from a board shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and credited to that board, and the Minister shall cause to be credited to that board an amount not exceeding twice the amount of the money so received.

PUBLIC TRANSPORTATION AND HIGHWAY IMPROVEMENT ACT

49. Section 21 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is repealed and the following substituted:

Connecting links, extensions

21. (1) The Minister may designate a highway or part of a highway as a connecting link between parts of the King's Highway or as an extension of the King's Highway, to be constructed and maintained by the road authority having jurisdiction over the highway or part of the highway.

Jurisdiction and control unchanged

(2) A highway or part of a highway does not, by reason of its having been designated under subsection (1), become the property of the Crown, but every such highway or part of a highway remains under the jurisdiction and control of the road authority.

50. Sections 22 and 23 of the Act are repealed.

b) si le prélèvement est par ailleurs approprié.

(13) Le commissaire peut, par voie d'ordonnance, confirmer, annuler ou modifier le montant du prélèvement et peut ordonner à l'office ou à la municipalité de verser tout montant dû qui s'ensuit.

Pouvoirs du commissaire

(14) Il ne peut être interjeté appel de la décision du commissaire.

Aucun appel

(15) Les paragraphes (8) à (14) ne s'appliquent pas jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris en application du paragraphe (16).

Application des par. (8) à (14)

(16) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la nature et le montant des prélèvements effectués par les offices aux termes du présent article, y compris restreindre ou interdire les prélèvements précisés dans les règlements.

Règlements

PARTIE IV LOIS SUR LES TRANSPORTS

LOI SUR LES RÉGIES DES ROUTES LOCALES

48. Le paragraphe 31 (1) de la *Loi sur les régies des routes locales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Crédits

(1) Les sommes remises par une régie au ministre sont versées au Trésor et portées au crédit de cette régie, et le ministre fait porter au crédit de cette régie une somme ne dépassant pas le double des sommes remises.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES VOIES PUBLIQUES ET DES TRANSPORTS EN COMMUN

49. L'article 21 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*, tel qu'il est modifié par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Voies de jonction

21. (1) Le ministre peut désigner une voie publique ou une section de voie publique comme étant une voie de jonction entre des sections de la route principale ou un prolongement de celle-ci devant être construite et entretenue par l'office de la voirie dans la compétence duquel est située la voie publique ou la section de voie publique.

(2) Une voie publique ou une section de voie publique ne devient pas la propriété de la Couronne du seul fait d'être désignée en vertu du paragraphe (1). Elle demeure sous la compétence de l'office de la voirie.

Compétence inchangée

50. Les articles 22 et 23 de la Loi sont abrogés.

51. (1) Subsection 44 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) The by-law may provide for the levying of a general annual rate upon any or all of the municipalities in the county not separated therefrom for municipal purposes.

(2) Subsection 44 (7) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is repealed.

(3) Subsections 44 (8) and (9) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, are repealed and the following substituted:

(8) Every road that forms part of a county road system vests in the county and is under the jurisdiction and control of the county.

(9) Every road that is removed from a county road system vests in the local municipality in which it is situate and is under the jurisdiction and control of that municipality.

(4) Subsection 44 (10) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is repealed.

52. Section 45 of the Act is repealed.

53. Section 46 of the Act is repealed and the following substituted:

46. Where a county road system is established under this Part, the county may by by-law appoint a county road superintendent and set out his or her duties.

54. Sections 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 and 56 of the Act are repealed.

55. (1) Subsection 57 (1) of the Act is amended by striking out “or the suburban roads commission” in the second and third lines.

(2) Subsection 57 (7) of the Act is repealed.

56. Sections 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 and 71 of the Act are repealed.

57. Section 72 of the Act is repealed and the following substituted:

72. Every township may by by-law appoint a township road superintendent and set out his or her duties.

58. Sections 73 and 74 of the Act are repealed.

59. Section 75 of the Act is repealed and the following substituted:

75. (1) The Minister may enter into agreements with the Government of Canada or the

51. (1) Le paragraphe 44 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le règlement municipal peut prévoir l'imposition d'un impôt annuel général sur l'ensemble ou une partie des municipalités situées dans le comté qui ne sont pas séparées aux fins municipales.

(2) Le paragraphe 44 (7) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

(3) Les paragraphes 44 (8) et (9) de la Loi, tels qu'ils sont modifiés par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(8) La route qui fait partie du réseau routier de comté est dévolue au comté et elle est placée sous la compétence de ce dernier.

(9) La route qui est supprimée du réseau routier de comté est dévolue à la municipalité locale où elle est située et elle est placée sous la compétence de cette dernière.

(4) Le paragraphe 44 (10) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

52. L'article 45 de la Loi est abrogé.

53. L'article 46 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

46. Si un réseau routier de comté est créé en vertu de la présente partie, le comté peut, par règlement municipal, nommer un directeur de la voirie de comté et préciser ses fonctions.

54. Les articles 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 56 de la Loi sont abrogés.

55. (1) Le paragraphe 57 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou la commission des routes suburbaines» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Le paragraphe 57 (7) de la Loi est abrogé.

56. Les articles 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 et 71 de la Loi sont abrogés.

57. L'article 72 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

72. Chaque canton peut, par règlement municipal, nommer un directeur de la voirie du canton et préciser ses fonctions.

58. Les articles 73 et 74 de la Loi sont abrogés.

59. L'article 75 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

75. (1) Le ministre peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada ou le

Impôt
général

Routes
dévolues
au comté

Nouvelle
dévolution
de routes

Directeur de
la voirie de
comté

Directeur de
la voirie du
canton

Accords

General rate

Vesting of
roads in
county

Revesting of
roads in local
municipality

County road
superintend-
ent

Township
road superin-
tendent

Agreements
re federal
and reserve
roads

council of a band for the construction and maintenance of any road under the control of the Government of Canada or of any road on a reserve, and the Minister may direct payment to the Government of Canada or to the council of the band out of the money appropriated therefor by the Legislature.

Interpreta-
tion

(2) In subsection (1), “council of the band” and “reserve” have the same meanings as in the *Indian Act* (Canada).

Same

(3) Despite the definition of “road” in section 1, in subsection (1), “road” includes a road under the control of the Government of Canada and a road on a reserve, even if the road is not intended for or used by the general public.

60. Sections 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 and 89 of the Act are repealed.

61. Subsection 92 (3) of the Act is amended by striking out “equal to” in the fifth line and substituting “not exceeding”.

62. (1) Clause 93 (5) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the fourth line and substituting “not exceeding”.

(2) Clause 93 (5) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “is equal to” in the sixth line and substituting “does not exceed”.

(3) Subsection 93 (6) of the Act is amended by striking out “equal to” in the last line and substituting “not exceeding”.

63. (1) Clause 93.1 (6) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the third line and substituting “not exceeding”.

(2) Clause 93.1 (6) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “is equal to” in the fifth and sixth lines and substituting “does not exceed”.

(3) Subsection 93.1 (9) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by striking out “equal to” in the tenth line and substituting “not exceeding”.

64. Subsection 94 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 139, is amended by adding “operate, maintain,” after “construct” in the third line and by adding “or services” at the end.

conseil d'une bande en vue de la construction et de l'entretien d'une route placée sous la compétence du gouvernement du Canada ou d'une route dans une réserve et peut ordonner le versement au gouvernement du Canada ou au conseil de la bande de sommes prélevées sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

(2) Au paragraphe (1), «conseil de la bande» et «réserve» s'entendent au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada).

(3) Malgré la définition de «route» à l'article 1, au paragraphe (1), «route» s'entend en outre d'une route placée sous la compétence du gouvernement du Canada et d'une route dans une réserve, même si la route n'est pas prévue pour le public ou pour son usage.

60. Les articles 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 et 89 de la Loi sont abrogés.

61. Le paragraphe 92 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «égal à» à la cinquième ligne, de «ne dépassant pas».

62. (1) L'alinéa 93 (5) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la quatrième ligne, de «ne dépassant pas».

(2) L'alinéa 93 (5) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «est égal à» à la sixième ligne de «ne dépasse pas».

(3) Le paragraphe 93 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «égale à» à l'avant-dernière ligne, de «ne dépassant pas».

63. (1) L'alinéa 93.1 (6) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la quatrième ligne, de «ne dépassant pas».

(2) L'alinéa 93.1 (6) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «est égal à» à la sixième ligne, de «ne dépasse pas».

(3) Le paragraphe 93.1 (9) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «égal à» à la dixième ligne, de «ne dépassant pas».

64. Le paragraphe 94 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 139 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par insertion, après «construire,» à la troisième ligne, de «utiliser, entretenir,» et, après «équipements» à la sixième ligne, de «ou services».

Interpréta-
tion

Idem

65. Sections 98 and 100 of the Act are repealed.

66. Subsection 102 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) During the construction or maintenance of a road other than the King's Highway, the road superintendent or a person authorized by him or her, may close the road to traffic for such time as the road superintendent or authorized person, as the case may be, considers necessary.

67. Sections 103, 105, 106, 108, 109 and 110 of the Act are repealed.

68. The Act is amended by adding the following sections:

116. (1) The Minister may enter into agreements for the purposes of this Act, including agreements,

- (a) related to the planning, design, construction, maintenance, management and operation of highways and bridges and related structures and works;
- (b) related to the construction, maintenance and operation of rapid transit or public transportation systems and the procurement of equipment for such systems; and
- (c) related to the safety and mobility of people and goods.

(2) An agreement under subsection (1) may provide that a proportion of the costs arising from the agreement be paid out of money appropriated therefor by the Legislature.

117. The Minister may make regulations establishing standards for,

- (a) the planning, design, construction, maintenance, management and operation of highways and bridges and related structures and works;
- (b) the construction, maintenance and operation of rapid transit and public transportation systems;
- (c) the safety and mobility of people and goods;
- (d) the measurement and assessment of technical standards in connection with a matter described in clause (a), (b) or (c).

118. (1) Until January 1, 1997, the Minister may, out of money appropriated therefor by the Legislature and upon such conditions as

65. Les articles 98 et 100 de la Loi sont abrogés.

66. Le paragraphe 102 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Pendant la construction ou l'entretien d'une route, à l'exclusion de la route principale, le directeur de la voirie ou son délégué peut fermer la route à la circulation pour la période qu'il estime nécessaire.

67. Les articles 103, 105, 106, 108, 109 et 110 de la Loi sont abrogés.

68. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

116. (1) Le ministre peut conclure des accords pour l'application de la présente loi, notamment des accords se rapportant aux questions suivantes :

- a) la planification, la conception, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de voies publiques et de ponts ainsi que de constructions et d'ouvrages connexes;
- b) la construction, l'entretien et l'exploitation de réseaux de voies rapides ou de réseaux de transport en commun et l'obtention d'équipements pour ces réseaux;
- c) la sécurité et la mobilité des personnes et des biens.

(2) Un accord conclu en vertu du paragraphe (1) peut prévoir qu'une partie des coûts résultant de l'accord soit payée sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

117. Le ministre peut, par règlement, établir des normes pour ce qui suit :

- a) la planification, la conception, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de voies publiques et de ponts ainsi que de constructions et d'ouvrages connexes;
- b) la construction, l'entretien et l'exploitation de réseaux de voies rapides et de réseaux de transport en commun;
- c) la sécurité et la mobilité des personnes et des biens;
- d) la mesure et l'évaluation de normes techniques se rapportant à une question visée à l'alinéa a), b) ou c).

118. (1) Jusqu'au 1^{er} janvier 1997, le ministre peut accorder à quiconque, y compris le conseil d'une bande, au sens de la *Loi sur les*

Fermeture
de la route

Accords

Idem

Règlements

Subventions,
prêts pour
des projets
précis

Closing road
to traffic

Agreements

Same

Regulations

Grants,
loans, etc.,
for specific
projects

he or she considers advisable, provide grants, loans and other financial assistance to any person, including the council of a band, within the meaning of the *Indian Act* (Canada), and a municipal corporation, for specific projects.

Limitation
after 1996

(2) On and after January 1, 1997, the Minister may, out of money appropriated therefor by the Legislature and upon such conditions as he or she considers advisable, provide grants, loans and other financial assistance to any person, including the council of a band, within the meaning of the *Indian Act* (Canada), and a municipal corporation, for specific projects that the Minister considers to be of provincial significance.

Transition

69. Despite this Part, every allocation of money made before January 1, 1996 under the *Public Transportation and Highway Improvement Act* remains valid after December 31, 1995 and further payments of the allocated money may continue to be made after December 31, 1995 in accordance with that Act as it read on December 31, 1995.

PART V MISCELLANEOUS

Repeals

70. The following are repealed:

1. The *Bread Sales Act*.
2. The *Public Halls Act*.
3. The definition of “vendor” in subsection 20 (1) of the *Milk Act* and subsections 20 (2), (3), (5) and (6) of that Act.

Commence-
ment

71. (1) Subject to subsection (2), this Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 29, 30, 31 and 32 and Part IV of this Schedule come into force on January 1, 1996.

Indiens (Canada), et une municipalité, pour des projets précis, aux conditions qu’il juge souhaitables, des subventions, des prêts ou une autre aide financière sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

Restriction
après 1996

(2) À compter du 1^{er} janvier 1997, le ministre peut accorder à quiconque, y compris le conseil d’une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada), et une municipalité, pour des projets précis que le ministre estime d’intérêt provincial, aux conditions qu’il juge souhaitables, des subventions, des prêts ou une autre aide financière sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.

Disposition
transitoire

69. Malgré la présente partie, toute allocation de fonds accordée avant le 1^{er} janvier 1996 aux termes de la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun* demeure valide après le 31 décembre 1995 et le versement des fonds alloués peut continuer après le 31 décembre 1995 conformément à cette Loi, telle qu’elle existait le 31 décembre 1995.

PARTIE V DISPOSITIONS DIVERSES

70. Est abrogé ce qui suit :

Abrogations

1. La *Loi sur la vente du pain*.
2. La *Loi sur les salles publiques*.
3. La définition de «vendeur» au paragraphe 20 (1) de la *Loi sur le lait* ainsi que les paragraphes 20 (2), (3), (5) et (6) de cette loi.

71. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

(2) Les articles 29, 30, 31 et 32 et la partie IV de la présente annexe entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Idem

**SCHEDULE N
AMENDMENTS TO CERTAIN ACTS
ADMINISTERED BY THE MINISTRY
OF NATURAL RESOURCES**

FOREST FIRES PREVENTION ACT

1. (1) Sections 11 and 13 of the *Forest Fires Prevention Act* are repealed.

(2) Subsection 14 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) In any prosecution under section 12 or the regulations made under clause 36 (a.2) in respect of an offence alleged to have been committed prior to publication under the *Regulations Act* of the regulation made under clause 37 (b), the onus is on the person charged to prove the person did not have actual notice of the regulation made under clause 37 (b) at the time the offence is alleged to have been committed.

(3) Section 15 of the Act is repealed.

(4) Subsection 16 (1) of the Act is amended by striking out “the provisions of this Act respecting fire permits” in the second and third lines and substituting “the regulations made under clause 36 (a.1)”.

(5) Subsection 16 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Subsection (1) does not apply to material that is dealt with in accordance with the regulations made under clause 36 (a.3).

(6) Section 24 of the Act is repealed.

(7) Subsection 35 (3) of the Act is amended by striking out “a section of this Act” in the first and second lines and substituting “a provision of the regulations”.

(8) Section 35 of the Act is amended by adding the following subsections:

(4) An officer who finds that an operation is being carried on in contravention of the regulations made under clause 36 (a.3) may order that the operation cease until any necessary permit has been obtained.

(5) A person who continues an operation or causes an operation to be continued in contravention of an order made under subsection (4) is guilty of an offence and, in addition to any penalty imposed under subsection (1), is liable on conviction to a fine of \$100 for each day

**ANNEXE N
MODIFICATION DE CERTAINES
LOIS APPLIQUÉES PAR LE
MINISTÈRE DES RICHESSES
NATURELLES**

**LOI SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES DE
FORÊT**

1. (1) Les articles 11 et 13 de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt* sont abrogés.

(2) Le paragraphe 14 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) En cas de poursuite intentée en vertu de l'article 12 ou des règlements pris en application de l'alinéa 36 a.2) au sujet d'une infraction qui aurait été commise avant la publication aux termes de la *Loi sur les règlements* du règlement pris en application de l'alinéa 37 b), l'accusé a le fardeau de prouver qu'au moment où l'infraction aurait été commise, il n'avait pas connaissance réelle de ce règlement.

(3) L'article 15 de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 16 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «des dispositions de la présente loi concernant les permis de faire du feu» aux première, deuxième et troisième lignes, de «des règlements pris en application de l'alinéa 36 a.1)».

(5) Le paragraphe 16 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux matières dont il est traité conformément aux règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3).

(6) L'article 24 de la Loi est abrogé.

(7) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «d'un article de la présente loi» à la deuxième ligne, de «d'une disposition des règlements».

(8) L'article 35 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(4) L'agent qui constate qu'une personne se livre à une exploitation contrairement aux règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3) peut ordonner la cessation de cette exploitation jusqu'à l'obtention du permis nécessaire.

(5) La personne qui poursuit ou fait poursuivre une exploitation contrairement à un ordre donné en vertu du paragraphe (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, en plus de toute peine imposée en vertu du paragraphe (1), d'une amende de 100 \$ pour chaque journée

Burden of
proof

Fardeau de la
preuve

Exception

Exception

Regulated
operations

Exploitations
réglementées

Same

Idem

the operation is continued in contravention of the order.

Same

(6) A person carrying on an operation mentioned in the regulations made under clause 36 (a.3) through an employee or agent shall obtain any permit required under the regulations and, in any prosecution for an offence under the regulations, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is prosecuted for the offence.

(9) Section 36 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (a.1) regulating or prohibiting outdoor fires;
- (a.2) regulating or prohibiting entry to or travel in restricted travel zones;
- (a.3) regulating or prohibiting operations specified by the regulations;
-
- (b.1) providing for and governing appeals from a refusal to issue or renew a permit, from the cancellation of a permit or from the imposition of terms and conditions in a permit.

GAME AND FISH ACT

2. (1) Section 5 of the *Game and Fish Act* is repealed and the following substituted:

Separate account

5. (1) All amounts received by the Crown under this Act or the regulations shall be held in a separate account in the Consolidated Revenue Fund, including all fines, fees and royalties paid under this Act or the regulations and all proceeds from the sale of things forfeited to the Crown under this Act or the regulations.

Money in account

(2) Money standing to the credit of the separate account is, for the purpose of the *Financial Administration Act*, money paid to Ontario for a special purpose.

Payments out of account

(3) The Minister may direct that money be paid out of the separate account to the Minister or a person specified by the Minister if,

- (a) the payment will be used for the management, perpetuation or rehabilitation of wildlife or fish populations or the ecosystems of which those populations are a part;

au cours de laquelle cette exploitation se poursuit contrairement à l'ordre.

(6) Une personne qui se livre à une exploitation visée par les règlements pris en application de l'alinéa 36 a.3), par l'intermédiaire d'un employé ou d'un représentant doit obtenir le permis requis aux termes des règlements. Dans une poursuite intentée pour une infraction aux règlements, constitue une preuve suffisante de la commission de l'infraction le fait d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un représentant de l'accusé, que l'employé ou le représentant soit poursuivi pour l'infraction ou non.

(9) L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.1) réglementer ou interdire les feux en plein air;
- a.2) réglementer ou interdire l'entrée ou la circulation dans des zones à circulation restreinte;
- a.3) réglementer ou interdire les exploitations précisées par les règlements;
-
- b.1) prévoir et régir les appels des décisions de refuser de délivrer ou de renouveler un permis, d'annuler un permis ou de l'assortir de conditions.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

2. (1) L'article 5 de la *Loi sur la chasse et la pêche* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. (1) Tous les montants reçus par la Couronne en vertu de la présente loi ou des règlements sont détenus dans un compte distinct du Trésor, y compris les amendes, droits et redevances versés aux termes de la présente loi ou des règlements ainsi que les produits de la vente d'objets confisqués au profit de la Couronne en vertu de la présente loi ou des règlements.

(2) Les sommes versées au crédit du compte distinct sont, pour l'application de la *Loi sur l'administration financière*, des sommes d'argent versées à l'Ontario à des fins particulières.

(3) Le ministre peut ordonner que des sommes soient prélevées sur le compte distinct et versées au ministre ou à la personne qu'il précise si, selon le cas :

- a) ce versement servira à la gestion, à la reproduction ou à la réadaptation des populations d'animaux sauvages ou de poissons ou à la gestion, à la préservation ou à la restauration des écosystèmes dont font partie ces populations;

Idem

Compte distinct

Sommes versées au compte

Prélèvements sur le compte

(b) the payment will be used for a matter related to the activities of people as they interact with or affect wildlife or fish populations, including any matter related to user or public safety; or

(c) the payment will be used to,

(i) refund all or part of the fee paid for a licence, if the refund is authorized or required under this Act,

(ii) remit money to a person in accordance with subsection 88 (2), or

(iii) refund royalties in accordance with a regulation under paragraph 45 of subsection 92 (1).

(4) The Minister shall ensure that a report is prepared annually on the financial affairs of the separate account, including a summary of advice received from any advisory committee established by the Minister relating to the operation of the separate account.

(5) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall table the report in the Legislative Assembly.

(2) Subsection 6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Land may be acquired under the *Ministry of Government Services Act* for the purposes of the management, perpetuation or rehabilitation of wildlife or fish populations or the ecosystems of which those populations are a part.

(3) Subsection 37 (4) of the Act is amended by striking out “and the Treasurer of Ontario, upon the written request of the Minister, shall cause the refund to be made” in the fifth, sixth and seventh lines.

LAKES AND RIVERS IMPROVEMENT ACT

3. (1) Subsection 3 (1) of the *Lakes and Rivers Improvement Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 23, section 68, is further amended by adding the following clauses:

(d) prescribing circumstances in which approval is required under subsection 14 (1) or section 16;

b) ce versement servira à une question ayant trait aux activités des personnes lorsque celles-ci interagissent avec les populations d'animaux sauvages ou de poissons ou ont un impact sur elles, y compris toute question ayant trait à la sécurité des usagers ou à la sécurité publique;

c) ce versement servira à l'une ou l'autre des fins suivantes :

(i) le remboursement total ou partiel des droits acquittés pour un permis, si la présente loi autorise ou exige ce remboursement,

(ii) la remise d'argent à une personne conformément au paragraphe 88 (2),

(iii) le remboursement de redevances conformément à un règlement pris en application de la disposition 45 du paragraphe 92 (1).

(4) Le ministre fait en sorte que soit rédigé annuellement un rapport sur la situation financière du compte distinct, comprenant en outre un résumé des conseils qui ont été fournis par un comité consultatif créé par le ministre au sujet de l'administration du compte distinct.

(5) Le ministre présente le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose devant l'Assemblée législative.

(2) Le paragraphe 6 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Des biens-fonds peuvent être acquis sous le régime de la *Loi sur le ministère des Services gouvernementaux* aux fins de la gestion, de la reproduction ou de la réadaptation des populations d'animaux sauvages ou de poissons, ou aux fins de la gestion, de la préservation ou de la restauration des écosystèmes dont font partie ces populations.

(3) Le paragraphe 37 (4) de la Loi est modifié par suppression de «À la demande écrite du ministre, le trésorier de l'Ontario fait effectuer le remboursement.» aux cinquième, sixième et septième lignes.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES LACS ET DES RIVIÈRES

3. (1) Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières*, tel qu'il est modifié par l'article 68 du chapitre 23 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :

d) prescrire les circonstances dans lesquelles une approbation est exigée aux termes du paragraphe 14 (1) ou de l'article 16;

Annual
report

Rapport
annuel

Tabling of
report

Dépôt du
rapport

Power to
acquire lands

Pouvoir
d'acquisition
de biens-
fonds

- (e) providing for and governing appeals from a refusal to give an approval required by a regulation made under clause (d).

(2) Subsection 14 (1) of the Act is amended by adding “in the circumstances prescribed by the regulations” after “river” in the second line.

(3) Section 16 of the Act is amended by inserting “in the circumstances prescribed by the regulations” after “dam” in the fourth line.

(4) Section 43 of the Act is amended by striking out “approval” in the seventeenth line and substituting “any necessary approval”.

PUBLIC LANDS ACT

4. Section 14 of the *Public Lands Act* is repealed and the following substituted:

14. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prohibiting an activity specified by the regulations on public lands or shore lands unless the activity is carried on in accordance with a work permit;
- (b) defining “shore lands” for the purpose of clause (a);
- (c) governing the issue, refusal, renewal and cancellation of work permits and prescribing their terms and conditions;
- (d) providing for and governing appeals from a refusal to issue or renew a work permit, from the cancellation of a work permit or from the imposition of terms and conditions in a work permit.

(2) A regulation under subsection (1) may be general or particular in its application.

(3) The Minister may charge such fee as he or she considers appropriate for the issuance or renewal of a work permit.

(4) A person who contravenes a regulation made under clause (1) (a) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000.

(5) An officer who finds that an activity is being carried on in contravention of the regulations made under clause (1) (a) without the necessary work permit may order that the activity cease until the work permit has been obtained.

- e) prévoir et régir les appels d'un refus de donner une approbation exigée par un règlement pris en application de l'alinéa d).

(2) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par insertion au début du paragraphe, de «Dans les circonstances prescrites par les règlements»,.

(3) L'article 16 de la Loi est modifié par insertion, après «proposés» à la cinquième ligne, de «dans les circonstances prescrites par les règlements».

(4) L'article 43 de la Loi est modifié par substitution, à «n'ont pas été approuvés» à la vingtième ligne, de «n'ont pas fait l'objet des approbations nécessaires».

LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES

4. L'article 14 de la *Loi sur les terres publiques* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) interdire une activité précisée par les règlements sur les terres publiques ou les terres riveraines, à moins que cette activité n'ait lieu conformément à un permis de travail;
- b) définir «terres riveraines» pour l'application de l'alinéa a);
- c) régir la délivrance, le refus, le renouvellement et l'annulation des permis de travail et prescrire les conditions de ceux-ci;
- d) prévoir et régir les appels des décisions de refuser de délivrer ou de renouveler un permis de travail, de l'annuler ou de l'assortir de conditions.

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière.

(3) Le ministre peut exiger les droits qu'il juge appropriés pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de travail.

(4) Quiconque contrevient à un règlement pris en application de l'alinéa (1) a) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$.

(5) L'agent qui constate qu'une activité a lieu contrairement aux règlements pris en application de l'alinéa (1) a), sans le permis de travail nécessaire, peut ordonner l'interruption de cette activité jusqu'à ce que le permis de travail ait été obtenu.

Regulations
re work
permits

General or
particular

Fee

Offence

Order to stop
activity

Règlements
sur les
permis de
travail

Portée des
règlements

Droits

Infraction

Ordre d'in-
terruption
d'une acti-
vité

Daily fine	(6) A person who continues an activity or causes an activity to be continued in contravention of an order made under subsection (5) is guilty of an offence and, in addition to any penalty imposed under subsection (4), is liable on conviction to a fine of not less than \$200 for each day the activity is continued in contravention of the order.	(6) La personne qui poursuit ou fait poursuivre une activité contrairement à un ordre donné en vertu du paragraphe (5) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, en plus de toute peine imposée en vertu du paragraphe (4), d'une amende d'au moins 200 \$ pour chaque journée au cours de laquelle cette activité se poursuit contrairement à l'ordre.	Amende journalière
Order to rehabilitate land	(7) The court that convicts a person of an offence under this section may, in addition to imposing a fine, order the person to cease the activity and, within such time as the court may fix, to take action to rehabilitate the land in accordance with a plan approved by the Minister.	(7) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction prévue au présent article peut, en plus de lui imposer une amende, lui ordonner d'interrompre l'activité en cause et, dans le délai qu'il fixe, de prendre des mesures pour remettre la terre en état conformément à un plan approuvé par le ministre.	Ordonnance de remise en état
Minister may rehabilitate land and recover cost	(8) If a person fails to comply with an order under subsection (7), the Minister may take such action as he or she considers appropriate to rehabilitate the land, and any cost incurred by the Minister is a debt due the Crown and may be recovered by the Minister in a court of competent jurisdiction in an action against the person.	(8) Si une personne ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (7), le ministre peut prendre les mesures qu'il juge appropriées pour remettre la terre en état. Les frais ainsi engagés par le ministre constituent une créance de la Couronne, que le ministre peut recouvrer par voie d'action intentée contre la personne devant un tribunal compétent.	Recouvrement du coût de la remise en état par le ministre

COMMENCEMENT

Commencement

5. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

SCHEDULE O AMENDMENTS TO THE MINING ACT

1. (1) Section 1 of the *Mining Act* is amended by adding the following definition:

“lessee” means a person who holds a lease of mining rights, surface rights, or both, issued under this Act or any predecessor of this Act. (“preneur à bail”)

(2) The definitions of the noun “mine” and the verb “mine” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“mine”, when used as a noun, includes,

- (a) any opening or excavation in, or working of, the ground for the purpose of winning any mineral or mineral bearing substance,
- (b) all ways, works, machinery, plant, buildings and premises below or above the ground relating to or used in connection with the activity referred to in clause (a),
- (c) any roasting or smelting furnace, concentrator, mill, work or place used for or in connection with washing, crushing, grinding, sifting, reducing, leaching, roasting, smelting, refining or treating any mineral or mineral bearing substance, or conducting research on them,
- (d) tailings, wasterock, stockpiles of ore or other material, or any other prescribed substances, or the lands related to any of them, and
- (e) mines that have been temporarily suspended, rendered inactive, closed out or abandoned,

but does not include any prescribed classes of plant, premises or works; (“mine”)

“mine”, when used as a verb, means the performance of any work in or about a mine, as defined in its noun sense, except preliminary exploration. (“exploiter”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“mine hazard” means any feature of a mine, or any disturbance of the ground, that has not been rehabilitated to the prescribed standard. (“risque minier”)

ANNEXE O MODIFICATION DE LA LOI SUR LES MINES

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur les mines* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«preneur à bail» Personne titulaire d'un bail portant sur les droits miniers ou les droits de surface, ou sur les deux, délivré en vertu de la présente loi ou de toute loi qu'elle remplace. («lessee»)

(2) Les définitions de «exploiter» et «mine» figurant à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«exploiter» L'exécution de travaux dans une mine ou dans les environs de celle-ci, à l'exclusion des travaux d'exploration préliminaire. («mine»)

«mine» S'entend en outre :

- a) des ouvertures dans le sol, des excavations ou des travaux du sol exécutés pour extraire un minéral ou une substance contenant des minéraux,
- b) des voies, des ouvrages, des machines, des usines, des bâtiments et des lieux, sous terre ou en surface, se rapportant à l'activité visée à l'alinéa a) ou utilisés relativement à celle-ci,
- c) des fours de grillage ou de fusion, des concentrateurs, des broyeurs, des ouvrages ou des endroits utilisés afin de laver, de concasser, de broyer, de tamiser, de réduire, de lixivier, de griller, de fondre, de raffiner ou de traiter un minéral ou une substance contenant des minéraux ou afin de les soumettre à des travaux de recherche,
- d) des résidus, des déchets rocheux, des dépôts de minerais ou d'autres matières, ou des autres substances prescrites, ou des terrains touchés par un aspect quelconque de ce qui précède,
- e) des mines dont les activités ont été temporairement suspendues ou qui ont été rendues inactives et des mines fermées ou abandonnées.

Sont toutefois exclues de la présente définition les catégories prescrites d'usines, de lieux ou d'ouvrages. («mine»)

(3) L'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«risque minier» Tout élément d'une mine, ou toute perturbation du sol, qui n'a pas été réhabilité conformément à la norme prescrite. («mine hazard»)

(4) The definitions of “mining lands” and “owner” in section 1 of the Act are repealed and the following substituted:

“mining lands” includes,

- (a) the lands and mining rights patented or leased under or by authority of a statute, regulation or order in council, respecting mines, minerals or mining,
- (b) lands or mining rights located, staked out, used or intended to be used for mining purposes, and
- (c) surface rights granted solely for mining purposes; (“terrains miniers”)

“owner”, when used in Parts VII, IX and XI, includes,

- (a) every current owner, lessee or occupier of a mine or part of a mine, or a mine hazard or any land located, patented or leased as mining lands,
- (b) an agent of the current owner, lessee or occupier, or a person designated by the agent or the current owner, lessee or occupier, as being responsible for the control, management and direction of a mine or part of a mine, or a mine hazard,
- (c) a secured lender with respect to a mine or mining lands who has entered into possession of the mine or mining lands pursuant to their security,

but does not include,

- (d) a person receiving only a royalty from a mine or mining lands. (“propriétaire”)

2. Section 2 of the Act is repealed and the following substituted:

2. The purpose of this Act is to encourage prospecting, staking and exploration for the development of mineral resources and to minimize the impact of these activities on public health and safety and the environment through rehabilitation of mining lands in Ontario.

3. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

7. (1) Every recorder shall keep those record books that the Minister directs for the recording of mining claims, applications and other entries.

(4) Les définitions de «propriétaire» et «terrains miniers» figurant à l'article 1 de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«propriétaire» Dans les parties VII, IX et XI, s'entend en outre :

- a) du propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel d'une mine ou d'une partie de celle-ci, ou encore d'un risque minier ou d'un terrain accordé comme concession locative, concédé par lettres patentes ou donné à bail comme terrain minier,
- b) d'un agent du propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel ou d'une personne désignée par l'agent ou par le propriétaire, preneur à bail ou occupant actuel pour assumer le contrôle, la gestion et la direction d'une mine, ou d'une partie de celle-ci, ou d'un risque minier,
- c) d'un créancier garanti à l'égard d'une mine ou de terrains miniers qui a pris possession de ceux-ci en réalisation de la garantie.

Est toutefois exclue de la présente définition :

- d) la personne qui reçoit simplement une redevance d'une mine ou de terrains miniers. («owner»)

«terrains miniers» S'entend en outre :

- a) des terrains et des droits miniers concédés par lettres patentes ou donnés à bail en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'un décret visant des mines, des minéraux ou une exploitation minière,
- b) des terrains ou des droits miniers accordés comme concession locative, jalonnés, ou utilisés ou destinés à être utilisés à des fins d'exploitation minière,
- c) des droits de surface octroyés uniquement à des fins d'exploitation minière. («mining lands»)

2. L'article 2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2. La présente loi a pour objet d'encourager la prospection, le jalonnement et l'exploration aux fins d'exploitation des ressources minérales et de réduire les effets de ces activités sur la santé et la sécurité publiques et sur l'environnement en réhabilitant les terrains miniers en Ontario.

3. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. (1) Le registrateur tient les registres qu'ordonne le ministre afin d'y enregistrer les claims, les demandes et d'autres inscriptions.

Purpose

Objet

Record books

Registres

Maps	(2) Every recorder shall keep for inspection in his or her office one or more maps showing the territory included in the recorder's mining division and shall mark on them all claims as they are recorded.	(2) Le registrateur garde dans son bureau aux fins d'inspection une ou plusieurs cartes représentant le territoire que comprend sa division des mines et y indique tous les claims enregistrés.	Cartes
Inspection	(3) The record books and maps referred to in this section may be inspected without fee.	(3) Les cartes et les registres visés au présent article peuvent être inspectés gratuitement.	Examen
	4. Section 8 of the Act is repealed and the following substituted:	4. L'article 8 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Right to inspect documents	8. Every document filed and recorded in the recorder's office, as well as every application filed under subsection 46 (2), shall be open to inspection during office hours by anyone who pays the prescribed fee.	8. Pendant les heures de bureau, toute personne a accès, moyennant le paiement des droits prescrits, à tous les documents déposés et enregistrés au bureau du registrateur ainsi qu'à toutes les demandes déposées en vertu du paragraphe 46 (2).	Accès aux documents
	5. (1) Subsection 19 (6) of the Act is amended by inserting after "licensee" in the second line and in the third line in each case "or holder".	5. (1) Le paragraphe 19 (6) de la Loi est modifié par insertion, après «titulaire de permis» à la deuxième ligne, de «ou un titulaire», et par substitution, à «à ce dernier» à la troisième ligne, de «à ces derniers».	
	(2) Subsection 19 (8) of the Act is amended by inserting after "licensee" in the first line and in the third line in each case "or holder".	(2) Le paragraphe 19 (8) de la Loi est modifié par insertion, après «titulaire de permis» à la première ligne, de «ou le titulaire».	
	6. Subsection 21 (6) of the Act is amended by striking out "continuously" in the third line.	6. Le paragraphe 21 (6) de la Loi est modifié par suppression de «de façon continue» aux deuxième et troisième lignes.	
	7. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:	7. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Application in recorder's absence	25. (1) An applicant may make an application for a licence while a recorder is absent from his or her office by leaving the application, along with the supporting documents and prescribed fee, with the person in charge.	25. (1) Quiconque présente une demande de permis en l'absence du registrateur de son bureau peut laisser sa demande, accompagnée des documents justificatifs et des droits prescrits, à la personne responsable.	Demande en l'absence du registrateur
Licence effective	(2) A licence issued subsequent to an application being made as described in subsection (1) is as effective as if it had been issued on the day the application was made and shall bear that date.	(2) Le permis délivré suite à une demande présentée conformément au paragraphe (1) a la même valeur que s'il avait été délivré le jour où la demande a été présentée et il porte cette date.	Validité du permis
	8. Clause 27 (c) of the Act is amended by striking out "under staking or" at the beginning and substituting "on".	8. L'alinéa 27 c) de la Loi est modifié par suppression de «jalonnés ou» à la première ligne.	
	9. Clause 29 (b) of the Act is amended by inserting after "laid out" in the first line "into residential lots".	9. L'alinéa 29 b) de la Loi est modifié par insertion, après «tracé» à la première ligne, de «sous forme de lots résidentiels».	
	10. Subsection 35 (1) of the Act is repealed and the following substituted:	10. Le paragraphe 35 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Withdrawal and reopening of lands	(1) The Minister may, by order signed by him or her,	(1) Le ministre peut, par voie d'arrêté qui porte sa signature :	Soustraction et réouverture de terrains
	(a) withdraw from prospecting, staking out, sale or lease, or any combination of them, any lands, mining rights or surface rights that are the property of the Crown; and	a) soustraire à la prospection, au jalonnement, à la vente ou à la location à bail, ou à toute combinaison de ce qui précède, des terrains, des droits miniers ou des droits de surface appartenant à la Couronne;	

- (b) reopen for prospecting, staking out, sale or lease, or any combination of them, any lands, mining rights or surface rights that have been withdrawn under this Act.

11. Section 42 of the Act is repealed and the following substituted:

42. If a mining claim is staked out in a fire region while the fire region is closed under the *Forest Fires Prevention Act*, the staking out is invalid and of no effect unless, on an application to record the claim, the person who staked out the claim provides the recorder with sufficient proof that he or she entered the fire region before it was closed or pursuant to a special authorization of the Minister.

12. (1) Subsection 44 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A licensee who has staked out a mining claim shall, not later than 31 days after the day on which the staking out was completed, make an application to record the claim to the recorder for the mining division in which the claim has been staked out.

(1.1) The application shall be in the prescribed form and be accompanied by proof of payment of the prescribed fee to any recorder and a sketch or plan showing the prescribed information.

(1.2) The recorder or the Commissioner may, after a hearing, cancel the recording of a licensee or holder who knowingly made a false statement in the application to record the claim.

(2) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsection:

(4) Despite subsection (3) and section 46, if the other application or applications to record a mining claim cover any land that is not part of the mining claim that is entitled to priority under subsection (2), the recorder may record a mining claim with respect to that part of the land and shall amend the application or applications with respect to the land covered by the previously completed claims.

13. (1) Subsection 48 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

(8) Despite clause 27 (c) and subsection 71 (1), if a dispute has not been filed against a mining claim, a transferee who has acquired the claim in good faith may at any time restake the claim or have it restaked.

- b) ouvrir de nouveau à la prospection, au jalonnement, à la vente ou à la location à bail, ou à toute combinaison de ce qui précède, des terrains, des droits miniers ou des droits de surface qui ont été soustraits en vertu de la présente loi.

11. L'article 42 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

42. Si un claim est jalonné dans une région d'incendie pendant que celle-ci est fermée en vertu de la *Loi sur la prévention des incendies de forêt*, le jalonnement est nul sauf si la personne qui a jalonné le claim fournit au registraire, sur présentation d'une demande d'enregistrement du claim, une preuve suffisante qu'elle est entrée dans la région d'incendie avant sa fermeture ou conformément à une autorisation particulière du ministre.

12. (1) Le paragraphe 44 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le titulaire de permis qui a jalonné un claim présente, dans les 31 jours de la date d'achèvement du jalonnement, une demande d'enregistrement du claim au registraire de la division des mines dans laquelle le claim a été jalonné.

(1.1) La demande d'enregistrement est rédigée selon la formule prescrite et est accompagnée d'une preuve du paiement des droits prescrits à un registraire, ainsi que d'une esquisse ou d'un plan faisant état des renseignements prescrits.

(1.2) Le registraire ou le commissaire peut, après une audience, annuler l'enregistrement d'un titulaire de permis ou d'un titulaire qui a fait sciemment une fausse déclaration dans sa demande d'enregistrement du claim.

(2) L'article 44 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) Malgré le paragraphe (3) et l'article 46, si la ou les autres demandes d'enregistrement d'un claim visent un terrain qui ne fait pas partie du claim qui a droit de priorité aux termes du paragraphe (2), le registraire peut enregistrer un claim relativement à cette partie du terrain, auquel cas il modifie la ou les demandes relativement au terrain visé par les claims dont le jalonnement est déjà achevé.

13. (1) Le paragraphe 48 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré l'alinéa 27 c) et le paragraphe 71 (1), si aucune contestation n'a été déposée à l'égard d'un claim, le cessionnaire qui a acquis le claim de bonne foi peut en tout temps jalonner de nouveau ou faire jalonner de nouveau le claim.

Staking claim in closed fire region

Application to record mining claim

Application requirements

False statement

Overlapping staking

Re-staking claim

Jalonnement de claims dans une région d'incendie fermée

Demande d'enregistrement d'un claim

Conditions d'enregistrement

Fausse déclaration

Chevauchement de jalonnements

Nouveau jalonnement d'un claim

Recorder's
order

(8.1) Upon the filing with the recorder of a notice of the re-staking in the prescribed form, the recorder shall order that the re-staked claim be deemed to have been recorded on the date of the recording of the original claim, after having given notice to all persons having a recorded interest in the original claim.

(2) Subsection 48 (9) of the Act is amended by striking out “subsection (8)” in the first and second lines and substituting “subsection (8.1)”.

14. Subsection 53 (1) of the Act is amended by,

- (a) striking out “cancelled or forfeited” in the fifth and sixth lines and substituting “cancelled, forfeited or terminated”;
- (b) striking out “cancellation or forfeiture” in the sixteenth line and substituting “cancellation, forfeiture or termination”;
- (c) striking out “Commissioner” in the seventeenth and eighteenth lines and substituting “Minister”; and
- (d) adding after “Crown” in the twenty-first line “unless the Minister directs otherwise within two years after the abandonment, surrender, cancellation, forfeiture or termination”.

15. The Act is amended by adding the following section:

59.1 Without the Minister’s written consent, a mining claim is not transferable after an application for lease has been made with respect to the mining claim.

16. Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out “as is prescribed” in the fourth line and substituting “as the Minister directs”.

17. Subsection 66 (2) of the Act is amended by striking out “staking” in the second line and substituting “recording”.

18. Section 67 of the Act is repealed and the following substituted:

67. (1) If the holder provides the recorder or the Commissioner with satisfactory evidence of a refusal, prohibition, deferral or delay referred to in this section, the following periods of time may be excluded in computing the time within which work on a mining claim must be performed or reported, or both, or within which application and payment for a lease may be made:

Transfer of
claim with
Minister’s
consentComputation
of time for
performance
of assess-
ment workOrdonnance
du registra-
teur

(8.1) Sur dépôt auprès du registrateur d’un avis du nouveau jalonnement rédigé selon la formule prescrite, le registrateur, après avoir avisé toutes les personnes ayant un intérêt enregistré dans le claim original, ordonne que le claim jalonné de nouveau soit réputé avoir été enregistré à la date d’enregistrement du claim original.

(2) Le paragraphe 48 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «paragraphe (8)» aux première et deuxième lignes, de «paragraphe (8.1)».

14. Le paragraphe 53 (1) de la Loi est modifié :

- a) par substitution, à «annulés ou frappés de déchéance» aux septième et huitième lignes, de «annulés, frappés de déchéance ou résiliés»;
- b) par substitution à, «de l’annulation ou de la déchéance» à la douzième ligne, de «de l’annulation, de la déchéance ou de la résiliation»;
- c) par substitution à, «commissaire» à la treizième ligne, de «ministre»;
- d) par insertion après, «Couronne» aux vingt-cinquième et vingt-sixième lignes, de «, à moins que le ministre ne donne d’autres directives dans les deux ans de la date de l’abandon, de la renonciation, de l’annulation, de la déchéance ou de la résiliation,».

15. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

59.1 Un claim faisant l’objet d’une demande de bail ne peut être cédé sans le consentement écrit du ministre.

16. Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «prescrit» à la quatrième ligne, de «que fixe le ministre».

17. Le paragraphe 66 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «jalonné» à la cinquième ligne, de «enregistré».

18. L’article 67 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

67. (1) Si le titulaire fournit au registrateur ou au commissaire une preuve satisfaisante d’un refus, d’une interdiction, d’un report ou d’un retard visé au présent article, les périodes suivantes peuvent être exclues du calcul des délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l’objet d’un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits :

Cession d’un
claim avec le
consente-
ment du
ministreCalcul des
délais d’exé-
cution des
travaux
d’évaluation

1. The time during which a permit under the *Forest Fires Prevention Act* or the *Public Lands Act* that is necessary for the beginning or carrying on of work under this Act is refused.
2. The time during which the performance of work under this Act is prohibited under the Acts referred to in paragraph 1 or any other Act.
3. The time during which the holder defers the start of work under this Act or is delayed in performing it at the Crown's request or by the Crown's actions.

Same

(2) The time during which a proceeding in respect of a mining claim is pending before the recorder, the Commissioner or the Ontario Court (General Division) may be excluded in computing the time within which work on a mining claim must be performed or reported, or both, or within which an application and payment for a lease may be made, if the recorder or Commissioner is satisfied that any delay in settling the proceeding is not the holder's fault.

Order

(3) In computing time under subsection (1) or (2), the recorder or Commissioner may make an order fixing the date or dates by which the next or any prescribed units of work must be performed or reported, or both, or by which an application and payment for lease may be made.

Anniversary date changed

(4) Where the time for doing something under this Act is excluded, the next anniversary date after the exclusion in respect of the mining claim involved may be a date that falls after the anniversary date that would have occurred, except for this provision, by up to the number of days that equals the number of days of the exclusion, and all subsequent anniversary dates shall be adjusted accordingly.

Special circumstances

(5) Despite anything in this Act, where in the opinion of the Minister special circumstances exist, the Minister may exclude the time within which work upon a mining claim must be performed or reported, or both, or within which application and payment for lease may be made, and may by order fix the anniversary date or dates by which the next or any subsequent periods of work must be performed or reported, or both, or by which application and payment for lease may be made.

1. La période pendant laquelle un permis prévu par la *Loi sur la prévention des incendies de forêt* ou par la *Loi sur les terres publiques* et nécessaire au commencement ou à la continuation de travaux visés par la présente loi est refusé.
2. La période pendant laquelle les lois mentionnées à la disposition 1 ou toute autre loi interdisent l'exécution de travaux visés par la présente loi.
3. La période pendant laquelle le titulaire reporte le début des travaux visés par la présente loi ou est retardé dans leur exécution à la demande de la Couronne ou en raison des actions de celle-ci.

Idem

(2) La période pendant laquelle une instance portant sur le claim est en cours devant le registrateur, le commissaire ou la Cour de l'Ontario (Division générale) peut être exclue du calcul des délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits si le registrateur ou le commissaire est convaincu que le titulaire n'est pas responsable des retards du règlement de l'instance.

Ordonnance

(3) Dans le calcul des délais prévu au paragraphe (1) ou (2), le registrateur ou le commissaire peut, par ordonnance, établir la ou les dates auxquelles l'unité de travail suivante ou toute unité de travail prescrite doit être exécutée ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou auxquelles une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits.

Modification de la date anniversaire

(4) Lorsque la période prévue par la présente loi pour faire quelque chose est exclue, la prochaine date anniversaire suivant l'exclusion à l'égard du claim concerné peut être une date qui dépasse d'un nombre de jours égal ou inférieur au nombre de jours visés par l'exclusion la date anniversaire qui se serait appliquée n'eût été de la présente disposition. Les dates anniversaires subséquentes sont modifiées en conséquence.

Circonstances particulières

(5) Malgré les dispositions de la présente loi, lorsque le ministre est d'avis qu'il existe des circonstances particulières, il peut exclure les délais dans lesquels les travaux sur un claim doivent être exécutés ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou dans lesquels une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits. Il peut également, par arrêté, établir la ou les dates anniversaires auxquelles la période de travail suivante ou toute période de travail subséquente doit être exécutée ou faire l'objet d'un rapport, ou les deux, ou auxquelles une demande de bail et le paiement du loyer peuvent être faits.

19. (1) Subsection 70 (7) of the Act is amended by striking out “9 o’clock in the forenoon of” in the fifth line and substituting “8 a.m. standard time on”.

(2) Subsection 70 (8) of the Act is amended by striking out “9 o’clock in the forenoon of” in the second and third lines and substituting “8 a.m. standard time on”.

(3) Subsection 70 (9) of the Act is amended by striking out “9 o’clock in the forenoon of” in the fifth line and substituting “8 a.m. standard time on”.

20. Subsection 73 (2) of the Act is amended by striking out “7 o’clock in the forenoon of” in the fourth line and substituting “8 a.m. standard time on”.

21. Subsections 78 (1) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

(1) A holder of a mining claim who first proposes to do ground assessment work on all or part of the land comprising a mining claim shall give notice of that intention in the prescribed form to the owner, if any, of the surface rights of the part of the land to be affected by the work.

.

(3) A recorder shall not record ground assessment work referred to in subsection (1) unless,

- (a) the holder files with the recorder a certificate in the prescribed form establishing that the required notice was given;
- (b) the recorder determines that it is not feasible in the circumstances to give notice to the owner of the surface rights; or
- (c) the owner of the surface rights gives written consent to the performance of the work after it has been performed.

22. Subsection 82 (6) of the Act is amended by adding at the beginning “Where application for renewal of a lease is not made within the time set out in subsection (4) or”.

23. Subsection 83 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Replacement leases issued under subsection (1) may be for a different tenure than that of the original lease but they shall,

19. (1) Le paragraphe 70 (7) de la Loi est modifié par substitution, à «n’est pas ouvert au jalonnement avant 9 h» à la cinquième ligne, de «est ouvert au jalonnement à compter de 8 h, heure normale.».

(2) Le paragraphe 70 (8) de la Loi est modifié par substitution, à «Nul claim abandonné en vertu du paragraphe (1) n’est ouvert au jalonnement à compter de 9 h» aux première, deuxième et troisième lignes, de «Le claim abandonné en vertu du paragraphe (1) est ouvert au jalonnement à compter de 8 h, heure normale.».

(3) Le paragraphe 70 (9) de la Loi est modifié par substitution, à «9 h» à la sixième ligne, de «8 h, heure normale.».

20. Le paragraphe 73 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «7 h» à la quatrième ligne, de «8 h, heure normale.».

21. Les paragraphes 78 (1) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Le titulaire d’un claim qui envisage pour la première fois d’exécuter des travaux d’évaluation du sol sur tout ou partie d’un terrain comprenant un claim en avise le propriétaire des droits de surface de la partie du terrain touchée par ces travaux, le cas échéant, selon la formule prescrite.

.

(3) Le registrateur n’enregistre pas les travaux d’évaluation du sol visés au paragraphe (1) à moins que, selon le cas :

- a) le titulaire ne dépose auprès de lui un certificat rédigé selon la formule prescrite attestant que l’avis exigé a été donné;
- b) il ne détermine que les circonstances ne permettent pas de donner un avis au propriétaire des droits de surface;
- c) le propriétaire des droits de surface ne consente par écrit à l’exécution des travaux après que ceux-ci ont été exécutés.

22. Le paragraphe 82 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «Lorsqu’un» à la première ligne, de «Lorsqu’une demande de reconduction de bail n’est pas présentée dans les délais prévus au paragraphe (4) ou qu’un».

23. Le paragraphe 83 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La tenure des baux de remplacement délivrés en vertu du paragraphe (1) peut être différente de celle du bail initial. Toutefois,

Avis d’intention d’exécuter des travaux d’évaluation

Non-enregistrement des travaux

Conditions des baux de remplacement

Notice of intention to perform assessment work

Where work not to be recorded

Terms of replacement leases

- (a) cover together the same area of land as the surrendered lease covered;
- (b) be for a term equal to the balance of the surrendered lease; and
- (c) be at the applicable rental rate per hectare, as prescribed.

24. Subsection 129 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 130, is amended by adding at the end “and he or she may order that such filings be made without fee”.

25. Section 138 of the Act is amended,

- (a) by adding after “Saturday” in the fifth and sixth lines “Sunday, holiday or any other day on which the relevant office is closed”; and
- (b) by striking out “a holiday” at the end and substituting “a Saturday, Sunday, holiday or other day on which the relevant office is closed”.

26. Section 139, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, sections 140, 141, 142, 143, section 144, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, sections 145, 146, 147, 148 and 149 of the Act are repealed and the following substituted:

PART VII REHABILITATION OF MINING LANDS

Definitions

139. (1) In this Part,

“advanced exploration” means the excavation of an exploratory shaft, adit or decline, the extraction of prescribed material in excess of the prescribed quantity, whether the extraction involves the disturbance or movement of prescribed material located above or below the surface of the ground, the installation of a mill for test purposes or any other prescribed work; (“exploration avancée”)

“adverse effect” means,

- (a) injury or damage to property,
- (b) harm or material discomfort to any person,
- (c) a detrimental effect on any person’s health,
- (d) impairment of any person’s safety,

ces baux remplissent les conditions suivantes :

- a) ils couvrent les mêmes terrains que le bail remis;
- b) leur terme est égal au terme restant à l’égard du bail remis;
- c) le taux du loyer applicable par hectare est celui prescrit.

24. Le paragraphe 129 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 130 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction de «et il peut ordonner que ces dépôts se fassent gratuitement».

25. L’article 138 de la Loi est modifié :

- a) par insertion, après «samedi,» à la sixième ligne, de «dimanche, jour férié ou tout autre jour de fermeture du bureau approprié»;
- b) par substitution, à «jour ouvrable suivant» à la dernière ligne, de «prochain jour d’ouverture du bureau approprié».

26. L’article 139, tel qu’il est modifié par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, les articles 140, 141, 142 et 143, l’article 144, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, et les articles 145, 146, 147, 148 et 149 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

PARTIE VII RÉHABILITATION DES TERRAINS MINIERS

139. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie. Définitions

«conséquence préjudiciable» S’entend de ce qui suit :

- a) le tort ou les dommages causés à des biens,
- b) la nuisance ou les malaises sensibles causés à quiconque,
- c) l’altération de la santé de quiconque,
- d) l’atteinte à la sécurité de quiconque,
- e) un effet préjudiciable grave sur l’environnement. («adverse effect»)

«directeur» Le directeur de la réhabilitation minière nommé en vertu du paragraphe 153 (2). («Director»)

«exploration avancée» L’excavation d’un puits d’exploration, d’une galerie d’écoulement ou d’une descenderie, l’extraction de matières prescrites excédant la quantité

- (e) a severe detrimental effect on the environment; (“conséquence préjudiciable”)
- “closed out” means that the final stage of closure has been reached and that all the requirements of a closure plan have been complied with; (“fermé”)
- “closure” means the temporary suspension, inactivity or close out of advanced exploration, mining or mine production; (“fermeture”)
- “closure plan” means a plan to rehabilitate a site or mine hazard that has been prepared in the prescribed manner and filed in accordance with this Act and that includes provision in the prescribed manner of financial assurance to the Crown for the performance of the closure plan requirements; (“plan de fermeture”)
- “Director” means a Director of Mine Rehabilitation appointed under subsection 153 (2); (“directeur”)
- “inactivity” means the indefinite suspension of a project in accordance with a filed closure plan where protective measures are in place but the site is not being continuously monitored by the proponent; (“inactivité”)
- “mine production” means mining that is producing any mineral or mineral-bearing substance for immediate sale or stockpiling for future sale, and includes the development of a mine for such purposes; (“production minière”)
- “progressive rehabilitation” means rehabilitation done continually and sequentially during the entire period that a project or mine hazard exists; (“réhabilitation progressive”)
- “project” means a mine or the activity of advanced exploration, mining or mine production; (“projet”)
- “proponent” means the holder of an unpatented mining claim or licence of occupation or an owner as defined in section 1; (“promoteur”)
- “protective measures” means steps taken in accordance with the prescribed standards to protect public health and safety, property and the environment; (“mesures de protection”)
- “rehabilitate” means measures, including protective measures, taken in accordance with the prescribed standards to treat a site or mine hazard so that the use or condition of the site,
- (a) is restored to its former use or condition, or
- prescrite, que l’extraction engendre ou non la perturbation ou le déplacement de matières prescrites situées sous terre ou en surface, l’installation d’une usine aux fins de tests ou tous autres travaux prescrits. («advanced exploration»)
- «fermé» S’entend du fait que la dernière étape de la fermeture a été atteinte et que toutes les exigences d’un plan de fermeture ont été respectées. («closed out»)
- «fermeture» La suspension temporaire, l’inactivité ou la fermeture d’activités d’exploration avancée, d’exploitation minière ou de production minière. («closure»)
- «inactivité» Suspension indéfinie d’un projet, conformément à un plan de fermeture déposé, où des mesures de protection sont en place, mais le lieu n’est pas surveillé continuellement par le promoteur. («inactivity»)
- «lieu» Le ou les terrains sur lesquels est situé un projet ou un risque minier. («site»)
- «mesures de protection» Mesures prises conformément aux normes prescrites afin de protéger la santé et la sécurité publiques, les biens et l’environnement. («protective measures»)
- «plan de fermeture» Plan visant à réhabiliter un lieu ou un risque minier, qui a été préparé selon les modalités prescrites et déposé conformément à la présente loi, et qui comprend la fourniture à la Couronne, selon les modalités prescrites, d’une garantie financière relativement à l’observation des exigences du plan de fermeture. («closure plan»)
- «production minière» Exploitation minière qui produit des minéraux ou des substances contenant des minéraux aux fins de vente immédiate ou de stockage en vue de la vente future. S’entend également de l’aménagement d’une mine effectué à de telles fins. («mine production»)
- «projet» Mine ou activité d’exploration avancée, d’exploitation minière ou de production minière. («project»)
- «promoteur» Titulaire d’un claim non concédé par lettres patentes ou d’un permis d’occupation ou propriétaire au sens de l’article 1. («proponent»)
- «réhabilitation progressive» Réhabilitation effectuée sur une base continue et séquentielle pendant toute la durée d’un projet ou d’un risque minier. («progressive rehabilitation»)
- «réhabiliter» Mesures, notamment des mesures de protection, prises conformément aux normes prescrites afin de traiter un lieu ou un risque minier de sorte que le lieu :

(b) is made suitable for a use that the Director sees fit; ("réhabiliter")

"site" means the land or lands on which a project or mine hazard is located; ("lieu")

"temporary suspension" means the planned or unplanned suspension of a project in accordance with a filed closure plan where protective measures are in place and the site is being monitored continuously by the proponent. ("suspension temporaire")

Application
of Part

(2) Without restricting the scope of this Part, this Part applies to projects including,

- (a) the underground mining of minerals, excluding natural gas, petroleum and salt by brining method;
- (b) the surface mining of metallic minerals;
- (c) the surface mining of non-metallic minerals, excluding natural gas, petroleum and aggregate as defined in the *Aggregate Resources Act*, on land that is not Crown land;
- (d) advanced exploration on mining lands.

PROGRESSIVE REHABILITATION

Progressive
rehabilitation

139.1 (1) A proponent shall take all reasonable steps to progressively rehabilitate a site whether or not closure has commenced or a closure plan has been filed.

Report
required

(2) A proponent who undertakes progressive rehabilitation of a site without being subject to a closure plan shall complete the rehabilitation work to the appropriate prescribed standard and submit to the Director a report prepared in the prescribed form within 60 days of the completion of the work.

ADVANCED EXPLORATION AND MINE PRODUCTION

Advanced
exploration

140. (1) No proponent other than a proponent who is subject to a closure plan shall commence or recommence advanced exploration without,

- (a) giving notice to the Director in the prescribed form and manner;
- (b) giving public notice under subsection (2) at the prescribed time and in the prescribed form and manner, if required by the Director;

a) ou bien soit remis dans son état initial ou que son usage initial soit rétabli,

b) ou bien soit préparé pour un usage que le directeur estime convenable. («réhabilitate»)

«suspension temporaire» Suspension, planifiée ou non, d'un projet, conformément à un plan de fermeture déposé, où des mesures de protection sont en place et où le lieu est surveillé continuellement par le promoteur. («temporary suspension»)

(2) Sans restreindre la portée de la présente partie, celle-ci s'applique notamment aux projets suivants :

- a) l'exploitation minière souterraine de minéraux, à l'exclusion du gaz naturel, du pétrole et du sel par extraction de saumure;
- b) l'exploitation minière à ciel ouvert de minéraux métalliques;
- c) l'exploitation minière à ciel ouvert de minéraux non métalliques, à l'exclusion du gaz naturel, du pétrole et des agrégats au sens de la *Loi sur les ressources en agrégats*, sur un terrain qui n'est pas une terre de la Couronne;
- d) l'exploration avancée sur des terrains miniers.

RÉHABILITATION PROGRESSIVE

139.1 (1) Le promoteur prend toutes les mesures raisonnables pour réhabiliter progressivement un lieu, que la fermeture ait débuté ou non ou qu'un plan de fermeture ait été déposé ou non.

(2) Le promoteur qui entreprend la réhabilitation progressive d'un lieu sans être visé par un plan de fermeture exécute les travaux de réhabilitation conformément aux normes prescrites appropriées et soumet au directeur, dans les 60 jours de l'achèvement des travaux, un rapport rédigé selon la formule prescrite.

EXPLORATION AVANCÉE ET PRODUCTION MINIÈRE

140. (1) Nul promoteur, autre qu'un promoteur visé par un plan de fermeture, ne doit entreprendre ou reprendre des activités d'exploration avancées à moins :

- a) d'en aviser le directeur selon la formule et les modalités prescrites;
- b) si le directeur l'exige, de donner un avis public en vertu du paragraphe (2) dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites;

Application
de la partie

Réhabili-
tation
progressive

Rapport
exigé

Exploration
avancée

	<p>(c) filing a certified closure plan with the Director as required under subsection (3); and</p> <p>(d) receiving a written acknowledgment of receipt for the certified closure plan from the Director.</p>	<p>c) de déposer un plan de fermeture certifié auprès du directeur comme l'exige le paragraphe (3);</p> <p>d) d'obtenir du directeur un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture certifié.</p>	
Public notice	<p>(2) Within 45 days after the receipt of the notice under clause (1) (a), the Director may require the proponent to give public notice of the advanced exploration project at the prescribed time and in the prescribed form and manner.</p>	<p>(2) Dans les 45 jours de la réception de l'avis prévu à l'alinéa (1) a), le directeur peut exiger du promoteur qu'il donne un avis public du projet d'exploration avancée dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites.</p>	Avis public
Closure plan	<p>(3) The proponent of an advanced exploration project shall file with the Director a closure plan certified in the prescribed form and manner certifying that the plan complies with the prescribed requirements and, if the proponent has been required to give public notice, the proponent shall file the closure plan after giving the public notice.</p>	<p>(3) Le promoteur d'un projet d'exploration avancée dépose auprès du directeur un plan de fermeture certifié selon la formule et les modalités prescrites, certifiant que le plan est conforme aux exigences prescrites et, s'il est tenu de donner un avis public, il dépose le plan de fermeture après avoir donné l'avis public.</p>	Plan de fermeture
Acknowledgment of receipt	<p>(4) Within 45 days after the filing of the certified closure plan, the Director shall,</p> <p>(a) acknowledge receipt, in writing, of the closure plan to the proponent; or</p> <p>(b) return the closure plan for refile if it does not sufficiently address all of the prescribed reporting requirements for a certified closure plan.</p>	<p>(4) Dans les 45 jours du dépôt du plan de fermeture certifié, le directeur :</p> <p>a) soit donne un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture au promoteur;</p> <p>b) soit retourne le plan de fermeture pour qu'il soit déposé de nouveau si celui-ci ne tient pas suffisamment compte de toutes les exigences prescrites en matière de rapports à l'égard d'un plan de fermeture certifié.</p>	Accusé de réception
Effect of acknowledgment	<p>(5) The certified closure plan of a proponent who receives a written acknowledgment of receipt under clause (4) (a) is considered filed as of the date indicated on the written acknowledgment of receipt.</p>	<p>(5) Le plan de fermeture certifié d'un promoteur qui obtient un accusé de réception écrit aux termes de l'alinéa (4) a) est considéré comme ayant été déposé à la date indiquée sur l'accusé de réception.</p>	Effet de l'accusé de réception
Mine production	<p>141. (1) No proponent other than a proponent who is subject to a closure plan shall commence or recommence mine production without,</p> <p>(a) giving notice to the Director in the prescribed form and manner;</p> <p>(b) giving public notice at the prescribed time and in the prescribed form and manner;</p> <p>(c) filing a certified closure plan with the Director as required under subsection (2); and</p> <p>(d) receiving a written acknowledgment of receipt for the certified closure plan from the Director.</p>	<p>141. (1) Nul promoteur, autre qu'un promoteur visé par un plan de fermeture, ne doit entreprendre ou reprendre des activités de production minière à moins :</p> <p>a) d'en aviser le directeur selon la formule et les modalités prescrites;</p> <p>b) de donner un avis public dans les délais prescrits et selon la formule et les modalités prescrites;</p> <p>c) de déposer un plan de fermeture certifié auprès du directeur comme l'exige le paragraphe (2);</p> <p>d) d'obtenir du directeur un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture certifié.</p>	Production minière
Closure plan	<p>(2) After public notice has been given under clause (1) (b), the proponent shall file with the Director a closure plan certified in the prescribed form and manner certifying that the plan complies with the prescribed requirements.</p>	<p>(2) Après avoir donné un avis public aux termes de l'alinéa (1) b), le promoteur dépose auprès du directeur un plan de fermeture certifié selon la formule et les modalités prescrites, certifiant que le plan est conforme aux exigences prescrites.</p>	Plan de fermeture

Acknowledgment of receipt	<p>(3) Within 45 days after the filing of the certified closure plan, the Director shall,</p> <p>(a) acknowledge receipt, in writing, of the closure plan to the proponent; or</p> <p>(b) return the closure plan for refiling if it does not sufficiently address all of the prescribed reporting requirements for a certified closure plan.</p>	<p>(3) Dans les 45 jours du dépôt du plan de fermeture certifié, le directeur :</p> <p>a) soit donne un accusé de réception écrit pour le plan de fermeture au promoteur;</p> <p>b) soit retourne le plan de fermeture pour qu'il soit déposé de nouveau si celui-ci ne tient pas suffisamment compte de toutes les exigences prescrites en matière de rapports à l'égard d'un plan de fermeture certifié.</p>	Accusé de réception
Effect of acknowledgment	<p>(4) The certified closure plan of a proponent who receives a written acknowledgement of receipt under clause (3) (a) is considered filed as of the date indicated on the written acknowledgment of receipt.</p>	<p>(4) Le plan de fermeture certifié d'un promoteur qui obtient un accusé de réception écrit aux termes de l'alinéa (3) a) est considéré comme ayant été déposé à la date indiquée sur l'accusé de réception.</p>	Effet de l'accusé de réception
Approval of closure plan	<p>142. (1) Instead of filing a certified closure plan under subsection 140 (3), 141 (2) or 147 (1), a proponent may submit a proposed closure plan in the prescribed form and manner to the Director for approval.</p>	<p>142. (1) Au lieu de déposer un plan de fermeture certifié aux termes du paragraphe 140 (3), 141 (2) ou 147 (1), le promoteur peut soumettre une proposition de plan de fermeture, selon la formule et les modalités prescrites, à l'approbation du directeur.</p>	Approbation du plan de fermeture
Project not to proceed	<p>(2) A project for which the proponent has submitted a proposed closure plan for approval shall not proceed until the Director has approved the closure plan in writing and any public notice required under subsection 140 (2) or 141 (1) has been given.</p>	<p>(2) Le projet à l'égard duquel le promoteur a soumis une proposition de plan de fermeture aux fins d'approbation ne doit pas aller de l'avant tant que le directeur n'a pas approuvé, par écrit, le plan de fermeture et que l'avis public exigé, le cas échéant, aux termes du paragraphe 140 (2) ou 141 (1) n'a pas été donné.</p>	Projet en suspens
Amendments to be approved	<p>(3) Subject to subsection (5), if a closure plan is approved under this section and amendments to the approved closure plan are submitted by the proponent under subsection 143 (2), voluntarily or because they have been required by the Director, the amendments also require the Director's approval.</p>	<p>(3) Sous réserve du paragraphe (5), si un plan de fermeture est approuvé en vertu du présent article et que des modifications au plan de fermeture approuvé sont soumises par le promoteur en vertu du paragraphe 143 (2), de façon volontaire ou parce qu'elles ont été exigées par le directeur, les modifications doivent également être approuvées par le directeur.</p>	Approbation des modifications
Proponent to pay for approvals	<p>(4) The proponent who submits a proposed closure plan or amendments to an approved closure plan shall pay in advance the amount estimated by the Director to be required for considering the closure plan or the amendments for approval.</p>	<p>(4) Le promoteur qui soumet une proposition de plan de fermeture ou des modifications à un plan de fermeture approuvé verse à l'avance le montant que le directeur estime être exigé pour l'examen du plan de fermeture ou de ses modifications aux fins d'approbation.</p>	Approbation aux frais du promoteur
Change from approval to certification and filing	<p>(5) A proponent whose closure plan has been approved by the Director under this section may at any time file with the Director amendments to the closure plan that have been certified in the prescribed form and manner.</p>	<p>(5) Le promoteur dont le plan de fermeture a été approuvé par le directeur en vertu du présent article peut en tout temps déposer auprès du directeur des modifications au plan de fermeture qui ont été certifiées selon la formule et les modalités prescrites.</p>	Passage du régime d'approbation au régime de dépôt
Change from certification and filing to approval	<p>(6) A proponent whose certified closure plan has been filed with the Director under section 140, 141 or 147 may at any time submit the closure plan for approval by the Director under subsection (1) and, if the closure plan is approved, may at any time submit desired amendments for approval.</p>	<p>(6) Le promoteur dont le plan de fermeture certifié a été déposé auprès du directeur aux termes de l'article 140, 141 ou 147 peut en tout temps soumettre le plan de fermeture à l'approbation du directeur en vertu du paragraphe (1). Si le plan de fermeture est approuvé</p>	Passage du régime de dépôt au régime d'approbation

Application
of this Part

(7) Subject to this section, the provisions of this Part that apply with respect to closure plans filed under section 140, 141 or 147 apply with respect to closure plans approved under this section.

CLOSURE PLANS

Compliance
with certified
closure plan

143. (1) A proponent who has filed a certified closure plan under this Part shall comply with the closure plan.

Amendments

(2) The proponent may file, or the Director may at any time, by order, require that the proponent file, within the time specified in the order, amendments to the certified closure plan that have been certified in the prescribed form and manner, including amendments respecting an increase in the amount of financial assurance.

Required
changes

(3) The Director may at any time, by order, require changes to a filed closure plan or to amendments to a closure plan filed under subsection (2).

Referral to
independent
third party

(4) If changes are required under subsection (3), in addition to appealing any of them to the Commissioner under clause 152 (1) (b), the proponent may, within 30 days after receiving the order requiring changes, notify the Director of the desire to have any of them that are not appealed to the Commissioner referred for a decision to an independent third party agreed upon by the proponent and the Director.

No agree-
ment on third
party

(5) If the proponent and the Director are unable to agree on an independent third party within 45 days after the Director receives the notice of referral under subsection (4), the proponent who wishes to dispute the changes may appeal to the Commissioner any of the changes that the proponent desired to have referred, despite the 30 day period provided for appeal in subsection 152 (2), within 75 days after sending the notice of referral, failing which the changes that are not appealed shall be deemed to be accepted by the proponent.

Costs

(6) All costs incurred by an independent third party in connection with any work performed pursuant to a referral shall be borne by the proponent.

Decision
final

(7) The decision of an independent third party is final and binds the proponent and the Director, and the closure plan shall be deemed to have been amended accordingly.

vé, il peut en tout temps soumettre les modifications voulues aux fins d'approbation.

(7) Sous réserve du présent article, les dispositions de la présente partie qui s'appliquent à l'égard des plans de fermeture déposés aux termes de l'article 140, 141 ou 147 s'appliquent à l'égard des plans de fermeture approuvés en vertu du présent article.

PLANS DE FERMETURE

143. (1) Le promoteur qui a déposé un plan de fermeture certifié en vertu de la présente partie se conforme au plan de fermeture.

(2) Le promoteur peut déposer, ou le directeur peut en tout temps, par ordonnance, exiger du promoteur qu'il dépose, dans les délais précisés dans l'ordonnance, des modifications au plan de fermeture certifié qui ont été certifiées selon la formule et les modalités prescrites, y compris des modifications visant une augmentation du montant de la garantie financière.

(3) Le directeur peut en tout temps, par ordonnance, exiger que des changements soient apportés à un plan de fermeture déposé ou à des modifications à un plan de fermeture déposées en vertu du paragraphe (2).

(4) Si des changements sont exigés en vertu du paragraphe (3), outre qu'il puisse en interjeter appel au commissaire en vertu de l'alinéa 152 (1) b), le promoteur peut, dans les 30 jours de la réception de l'ordonnance exigeant des changements, aviser le directeur de son désir de renvoyer, aux fins de décision, ceux qui ne font l'objet d'aucun appel à un tiers indépendant sur lequel le promoteur et le directeur se sont mis d'accord.

(5) Si le promoteur et le directeur ne peuvent se mettre d'accord sur le tiers indépendant dans les 45 jours de la réception de l'avis de renvoi visé au paragraphe (4) par le directeur, le promoteur qui désire contester les changements peut interjeter appel auprès du commissaire des changements qu'il désirait renvoyer, malgré la période de 30 jours prévue au paragraphe 152 (2) pour interjeter appel, dans les 75 jours de l'envoi de l'avis de renvoi, faute de quoi les changements qui ne font l'objet d'aucun appel sont réputés être acceptés par le promoteur.

(6) Tous les frais engagés par le tiers indépendant en rapport avec les travaux effectués par suite d'un renvoi sont à la charge du promoteur.

(7) La décision du tiers indépendant est définitive et lie le promoteur et le directeur. Le plan de fermeture est réputé avoir été modifié en conséquence.

Application
de la pré-
sente partie

Conformité
au plan de
fermeture
certifié

Modifica-
tions

Change-
ments exigés

Renvoi à un
tiers indé-
pendant

Désaccord au
sujet du tiers

Frais

Décision
définitive

Effect of
filing of
amendments

(8) Upon receipt of the Director's written notice that amendments have been filed, the project shall operate subject to the certified closure plan as amended.

Notice
closure has
begun

144. (1) A proponent shall forthwith notify the Director in the prescribed form and manner of the commencement of closure and of any change in the stage of closure reached.

Notice of
material
changes

(2) A proponent shall forthwith notify the Director in the prescribed form and manner if,

- (a) an expansion or alteration of the project is planned;
- (b) the ownership, occupancy, management or control of the project has changed; or
- (c) any other material change has occurred that could reasonably be expected to have a material effect on the adequacy of the closure plan.

FINANCIAL ASSURANCE

Form and
amount of
financial
assurance

145. (1) The financial assurance required as part of a closure plan shall be in one of the following forms and shall be in the amount specified in the closure plan filed with the Director or any amendment to it:

1. Cash.
2. A letter of credit from a bank named in Schedule I to the *Bank Act* (Canada).
3. A bond of a guarantee company approved under the *Guarantee Companies Securities Act*.
4. A mining reclamation trust as defined in the *Income Tax Act* (Canada).
5. Compliance with a corporate financial test in the prescribed manner.
6. Any other form of security or any other guarantee or protection, including a pledge of assets, a sinking fund or royalties per tonne, that is acceptable to the Director.

Director's
order

(2) If the Director has reasonable and probable grounds for believing that a rehabilitation measure required by a filed closure plan in respect of which financial assurance was given has not been or will not be carried out in accordance with the plan, he or she may, by order, provide for the performance of the reha-

(8) Sur réception de l'avis écrit du directeur attestant du dépôt de modifications, le projet va de l'avant conformément au plan de fermeture certifié modifié.

Effet du
dépôt de
modifica-
tions

144. (1) Le promoteur avise sans délai le directeur, selon la formule et les modalités prescrites, du début de la fermeture et de tout changement dans l'étape de la fermeture atteinte.

Avis de
début de la
fermeture

(2) Le promoteur avise sans délai le directeur, selon la formule et les modalités prescrites si, selon le cas :

Avis de
changements
importants

- a) un élargissement ou une modification du projet sont prévus;
- b) un changement est intervenu au niveau de la propriété, de l'occupation, de la gestion ou du contrôle du projet;
- c) est survenu un autre changement important dont il serait raisonnable de s'attendre qu'il aura des répercussions importantes sur le caractère adéquat du plan de fermeture.

GARANTIE FINANCIÈRE

145. (1) La garantie financière exigée à l'égard d'un plan de fermeture, dont le montant est précisé dans le plan de fermeture déposé auprès du directeur ou dans l'une de ses modifications, est fournie de l'une des façons suivantes :

Forme et
montant de
la garantie
financière

1. En espèces.
2. Une lettre de crédit délivrée par une banque figurant à l'annexe I de la *Loi sur les banques* (Canada).
3. Un cautionnement d'une compagnie de cautionnement approuvée aux termes de la *Loi sur les compagnies de cautionnement*.
4. Une fiducie de restauration minière, au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).
5. La conformité, selon les modalités prescrites, à un test de solvabilité.
6. Toute autre forme de sécurité, de garantie ou de protection jugée acceptable par le directeur, y compris des biens remis en nantissement, un fonds d'amortissement ou des redevances à la tonne.

(2) Si le directeur a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une mesure de réhabilitation exigée en vertu d'un plan de fermeture déposé à l'égard duquel une garantie financière a été fournie n'a pas été prise ou ne sera pas prise conformément au plan de fermeture, il peut, par ordonnance, prévoir la prise

Ordonnance
du directeur

	bilitation measure in the manner set out in subsection (5).	de la mesure de réhabilitation selon les modalités prévues au paragraphe (5).	
Notice	(3) The Director shall give the proponent written notice of his or her intention to issue the order referred to in subsection (2) at least 15 days prior to the date the order is to be issued.	(3) Le directeur avise le promoteur par écrit de son intention de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (2) au moins 15 jours avant la date où l'ordonnance doit être rendue.	Avis
Parties affected	(4) Both the notice and the order referred to in this section shall be directed, <ul style="list-style-type: none"> (a) to the proponent who filed the closure plan or to their successor; and (b) to any person who, to the Director's knowledge, provided the financial assurance for or on behalf of the proponent or to that person's successor or assignee. 	(4) L'avis et l'ordonnance visés au présent article sont adressés : <ul style="list-style-type: none"> a) au promoteur qui a déposé le plan de fermeture ou à son successeur; b) à quiconque a, à la connaissance du directeur, fourni la garantie financière pour le compte du promoteur ou au nom de celui-ci, ou encore au successeur ou à l'ayant droit de cette personne. 	Parties concernées
Realization of security	(5) Upon the issuance of an order by the Director under subsection (2), the Crown may use any cash, realize any letter of credit or bond or enforce any other security, guarantee or protection provided or obtained as financial assurance for the performance of the rehabilitation measures and may carry out those measures, or appoint an agent to do so, as the Director considers necessary.	(5) Dès que le directeur rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2), la Couronne peut utiliser les espèces, réaliser la lettre de crédit ou le cautionnement ou réaliser toute autre sécurité, garantie ou protection fournis ou obtenus comme garantie financière pour la prise des mesures de réhabilitation et elle peut soit prendre les mesures de réhabilitation que le directeur estime nécessaires, soit nommer un agent à cette fin.	Réalisation de la garantie
Change of financial assurance	(6) If the financial assurance provided under subsection (1) is in a form other than cash, a letter of credit, a bond or a mining reclamation trust or if the proponent fails to comply in the prescribed manner with a corporate financial test, the Director may require, in the prescribed manner, that the proponent forthwith provide cash, a letter of credit, a bond or other security, guarantee or protection acceptable to the Director or that the proponent make provision for a mining reclamation trust.	(6) Si la garantie financière prévue au paragraphe (1) est fournie autrement qu'en espèces ou sous une forme autre qu'une lettre de crédit, un cautionnement ou une fiducie de restauration minière ou que le promoteur ne se conforme pas, selon les modalités prescrites, à un test de solvabilité, le directeur peut exiger, selon les modalités prescrites, que le promoteur fournisse sans délai des espèces, une lettre de crédit, un cautionnement ou toute autre sécurité, garantie ou protection que le directeur juge acceptable, ou qu'il prenne des dispositions en vue d'établir une fiducie de restauration minière.	Autre forme de garantie financière
Application for reduction in financial assurance	(7) A proponent may apply to the Director for a reduction of the required financial assurance to an amount consistent with the financial requirements of the rehabilitation measures left to be completed if, <ul style="list-style-type: none"> (a) rehabilitation work has been performed in accordance with a filed closure plan; or (b) a reduction in the required financial assurance is justified in a notice submitted under subsection 144 (2). 	(7) Un promoteur peut demander au directeur de réduire la garantie financière exigée à un montant compatible avec les exigences financières des mesures de réhabilitation qui restent à exécuter si, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) les travaux de réhabilitation ont été exécutés conformément à un plan de fermeture déposé; b) une réduction de la garantie financière exigée est justifiée dans un avis remis aux termes du paragraphe 144 (2). 	Demande de réduction de la garantie financière
Special purpose account	(8) The amount of any cash provided as financial assurance under subsection (1) shall be paid into a special purpose account.	(8) Les sommes en espèces fournies à titre de garantie financière en vertu du paragraphe (1) sont versées dans un compte spécial.	Compte spécial
Payments out of account	(9) The cost of any rehabilitation measures performed by the Crown or an agent of the	(9) Le ministre des Finances prélève sur le compte spécial les sommes nécessaires pour	Prélèvements sur le compte

Crown under this Part with respect to a filed closure plan and the amount of any reduction paid in cash under subsection (7) shall be paid by the Minister of Finance out of the special purpose account.

Confiden-
tiality

(10) The Director or any person who works for the Director's office shall preserve confidentiality with respect to all financial and commercial information relating to the establishment of a proponent's financial assurance.

F.O.I. Act

(11) Subsection (10) prevails over the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

REHABILITATION INSPECTORS

Rehabili-
tation
inspectors

146. (1) For the purposes of the administration of this Part, the Minister may designate in writing any person, including a person who is not an employee of the Ministry, as a rehabilitation inspector.

Inspections

(2) For the purpose of carrying out his or her powers and duties under this Part, a rehabilitation inspector may, without a warrant, at any reasonable time and with any reasonable assistance, including the assistance of a member of a police force, make inspections, and in the exercise of that authority may,

- (a) enter into or onto any place, mining lands or other lands or premises connected or associated with any project, abandoned mine or mine hazard, other than a room or place actually used as a dwelling;
- (b) make such inspections, examinations, inquiries or tests considered necessary in order to determine the nature and extent of any existing or potential mine hazards on mining lands;
- (c) in any inspection, examination, inquiry or test, be accompanied and assisted by any person having special, expert or professional knowledge of any matter relevant to the inspection, examination, inquiry or test;
- (d) request the production of any drawings, specifications, licence, document, record or report;
- (e) on giving a receipt therefor, remove any drawing, specifications, licence, document, record or report produced in response to a request under clause (d) for the purpose of making copies thereof or extracts therefrom and shall

couvrir le coût des mesures de réhabilitation prises aux termes de la présente partie par la Couronne ou un agent de celle-ci à l'égard d'un plan de fermeture déposé et le montant de toute réduction payée en espèces en vertu du paragraphe (7).

Confiden-
tialité

(10) Le directeur ou quiconque travaille pour le bureau du directeur est tenu de respecter la confidentialité à l'égard de tout renseignement financier et commercial ayant trait à la constitution de la garantie financière d'un promoteur.

(11) Le paragraphe (10) l'emporte sur la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

INSPECTEURS DE LA RÉHABILITATION

Inspecteurs
de la réhabi-
litation

146. (1) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut désigner par écrit, à titre d'inspecteur de la réhabilitation, une personne qui peut être ou ne pas être un employé du ministère.

(2) Aux fins d'exécution des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie, un inspecteur de la réhabilitation peut, sans mandat, faire des inspections à toute heure raisonnable et avec toute aide raisonnable, y compris l'aide d'un membre d'un corps de police. Dans l'exercice de cette autorité, il peut :

Inspections

- a) pénétrer sur des terrains miniers ou autres terrains, ou dans des endroits ou locaux liés ou associés à un projet quelconque, une mine abandonnée ou un risque minier, exception faite d'une pièce ou d'un endroit utilisé comme logement;
- b) procéder aux inspections, examens, enquêtes ou tests jugés nécessaires afin de déterminer la nature et la portée de tous risques miniers réels ou éventuels sur les terrains miniers;
- c) dans le cadre de ces inspections, examens, enquêtes ou tests, se faire accompagner et aider de quiconque possède des connaissances spécialisées ou professionnelles au sujet de questions relatives aux inspections, examens, enquêtes ou tests;
- d) demander la production de croquis, devis, permis, documents, dossiers ou rapports;
- e) après avoir donné un récépissé à cet effet, enlever les croquis, devis, permis, documents, dossiers ou rapports produits à la suite de la demande visée à l'alinéa d) afin d'en faire des copies ou des extraits et doit les retourner promptement à la personne qui les a produits;

promptly return them to the person who produced them;

- (f) inspect any work related to rehabilitation necessary to complete a report to the Director; and
- (g) make reasonable inquiries of any person, orally or in writing.

Inspection to be permitted

(3) A proponent shall forthwith on request permit a rehabilitation inspector to carry out any inspection of any place, other than any room actually used as a dwelling, under subsection (2).

Obstruction prohibited

(4) No person shall hinder or obstruct a rehabilitation inspector in the lawful performance of his or her duties or furnish the rehabilitation inspector with false information or refuse to furnish information required for the purposes of this Part and the regulations made under this Part.

Inspection warrant

(5) If a provincial judge or justice of the peace is satisfied on the evidence upon oath of a rehabilitation inspector that there are reasonable grounds for believing that it is appropriate for the administration of this Part or the regulations made thereunder for the rehabilitation inspector to do anything set out in subsection (2), and that the rehabilitation inspector may not be able to effectively carry out the duties assigned without a warrant under this section because,

- (a) a person has prevented the rehabilitation inspector from doing anything set out in subsection (2);
- (b) there are reasonable grounds for believing that a person may prevent a rehabilitation inspector from doing anything set out in subsection (2); or
- (c) it is impractical due to the remoteness of the place to be inspected or any other reason for the rehabilitation inspector to obtain a warrant under this section without delay if access is denied,

the judge or justice may issue or renew a warrant in the prescribed form authorizing the rehabilitation inspector named in the warrant to do anything set out in subsection (2) and specified in the warrant for the period of time set out in the warrant.

Search warrant

(6) If a provincial judge or justice of the peace is satisfied on the evidence upon oath of a rehabilitation inspector that there are reasonable and probable grounds for believing that,

- (a) an offence under this Part has been committed; and

f) inspecter les travaux de réhabilitation nécessaires aux fins de rédaction d'un rapport à l'intention du directeur;

g) procéder aux enquêtes raisonnables auprès de diverses personnes, oralement ou par écrit.

Inspection permise

(3) Sur demande, le promoteur doit permettre sans délai à un inspecteur de la réhabilitation d'effectuer l'inspection d'un endroit visé au paragraphe (2), exception faite d'une pièce utilisée comme logement.

Interdiction d'entraver un inspecteur

(4) Nul ne doit gêner ou entraver un inspecteur de la réhabilitation dans l'exercice légal de ses fonctions ni lui donner de faux renseignements ou refuser de lui fournir les renseignements exigés pour l'application de la présente partie et de ses règlements d'application.

Mandat d'inspection

(5) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner ou renouveler un mandat selon la formule prescrite autorisant un inspecteur de la réhabilitation dont le nom y figure à accomplir un acte énoncé au paragraphe (2) et dans le mandat, dans le délai que précise le mandat, s'il est convaincu, par la preuve présentée sous serment par un inspecteur de la réhabilitation, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'application de la présente partie ou de ses règlements d'application justifie l'accomplissement par l'inspecteur de la réhabilitation d'un acte énoncé au paragraphe (2), et qu'il est possible que ce dernier ne puisse pas exercer ses fonctions convenablement sans un mandat obtenu en vertu du présent article du fait, selon le cas :

- a) qu'une personne a empêché l'inspecteur de la réhabilitation d'accomplir un acte énoncé au paragraphe (2);
- b) qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne pourrait empêcher l'inspecteur de la réhabilitation d'accomplir un acte énoncé au paragraphe (2);
- c) qu'à cause de l'éloignement de l'endroit devant faire l'objet de l'inspection ou pour une autre raison, il n'est pas pratique pour l'inspecteur de la réhabilitation d'obtenir sans retard un mandat en vertu du présent article si l'accès lui est refusé.

Mandat de perquisition

(6) Un juge provincial ou un juge de paix peut décerner ou renouveler un mandat selon la formule prescrite autorisant l'inspecteur de la réhabilitation dont le nom y figure à pénétrer dans une pièce ou un endroit et à y faire une perquisition avec l'aide raisonnable jugée

- (b) the entry into and search of a place actually used as a dwelling will afford evidence as to the commission of the offence,

the judge or justice may issue or renew a warrant in the prescribed form authorizing the rehabilitation inspector named in the warrant to enter and search the room or place with such reasonable assistance as may be necessary and, upon giving a receipt therefor, to remove from the room or place any document or thing that may afford evidence of the offence for the purpose of making copies thereof or extracts therefrom and shall promptly return them to the room or place from which they were removed.

When to be executed and expiry

(7) A warrant under subsection (5) or (6) shall be executed at reasonable times as specified in the warrant and shall state the date upon which it expires, which shall be not later than 15 days after the warrant is issued.

Admissibility of copies

(8) Copies of, or extracts from, documents or things removed under this section and certified as being true copies of, or extracts from, the originals by the person who made them are admissible in evidence to the same extent as, and have the same evidentiary value as, the documents or things of which they are copies or extracts.

Identification

(9) Upon request, a rehabilitation inspector who exercises a power set out in subsection (2) shall identify himself or herself as a rehabilitation inspector either by the production of a copy of the rehabilitation inspector's designation or in some other manner and shall explain the purpose of the inspection.

Police

(10) A rehabilitation inspector may require a member of a police force to assist him or her for the purpose of carrying out his or her powers and duties under this Part if he or she is obstructed in doing so.

MINE HAZARDS

Mine hazards, closure plan

147. (1) The Director may, in writing, order any proponent of any lands on which a mine hazard exists or any prior holder of an unpatented mining claim on any such lands, other than a current or prior holder of an unpatented mining claim with respect to a mine hazard that was created by others prior to the staking of the claim and that has not been materially disturbed or affected by the current or prior holder, as the case may be, since the staking of the claim, to file within the time specified in the order a certified closure plan to rehabilitate the mine hazard, and the pro-

nécessaire et, après avoir donné un récépissé à cet effet, à enlever de la pièce ou de l'endroit les documents ou objets susceptibles de fournir la preuve de la commission d'une infraction afin d'en faire des copies ou des extraits, s'il est convaincu, par la preuve présentée sous serment par un inspecteur de la réhabilitation, qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire :

- a) qu'une infraction à la présente partie a été commise;
- b) que la perquisition dans un endroit utilisé comme logement fournira des éléments de preuve de la commission de l'infraction.

L'inspecteur de la réhabilitation retourne promptement les documents ou objets dans la pièce ou l'endroit d'où ils ont été enlevés.

Exécution et expiration

(7) Le mandat prévu au paragraphe (5) ou (6) est exécuté aux jours et heures raisonnables qui y sont précisés et fait état de sa date d'expiration, qui ne doit pas être fixée à plus de 15 jours après la date de sa délivrance.

Admissibilité des copies

(8) Les copies, ou extraits, de documents ou objets enlevés en vertu du présent article et certifiées conformes aux originaux par la personne qui les a faites sont admissibles en preuve dans la même mesure et ont la même valeur probante que les originaux.

Identification

(9) Sur demande, l'inspecteur de la réhabilitation qui exerce un pouvoir énoncé au paragraphe (2) doit s'identifier comme tel, notamment en produisant une copie de sa désignation d'inspecteur de la réhabilitation, et expliquer le but de l'inspection.

Police

(10) L'inspecteur de la réhabilitation qui est entravé dans l'exécution des pouvoirs et fonctions que lui confère la présente partie peut demander l'aide d'un membre d'un corps de police.

RISQUES MINIERS

Risques miniers, plan de fermeture

147. (1) Le directeur peut, par écrit, ordonner au promoteur de terrains sur lesquels se trouve un risque minier ou au titulaire antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes se trouvant sur de tels terrains, à l'exception du titulaire actuel ou antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes à l'égard d'un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim et qui n'a pas été perturbé ou touché de façon importante par le titulaire actuel ou antérieur, selon le cas, après le jalonnement du claim, de déposer, dans le délai précisé dans l'ordonnance,

ponent or prior holder shall file the certified closure plan within that time or any extension of time granted by the Director.

un plan de fermeture certifié afin de réhabiliter le risque minier. Le promoteur ou le titulaire antérieur dépose le plan de fermeture certifié dans ce délai ou dans le délai prorogé que lui accorde le directeur.

Crown
intervention

(2) If the proponent or prior holder of an unpatented mining claim does not comply with an order of the Director under subsection (1), the Director may, after having given notice to the proponent or prior holder in the prescribed time and manner, have the Crown or an agent of the Crown enter the lands to rehabilitate the mine hazard.

(2) Si le promoteur ou le titulaire antérieur d'un claim non concédé par lettres patentes ne se conforme pas à l'ordonnance rendue par le directeur en vertu du paragraphe (1), le directeur peut, après en avoir avisé le promoteur ou le titulaire antérieur selon les modalités et dans les délais prescrits, faire entrer la Couronne ou un de ses agents sur les terrains pour y réhabiliter le risque minier.

Intervention
de la
Couronne

Recommen-
dation that
lease be
voided

(3) If the proponent does not comply with the Director's order under subsection (1) and is a lessee of the lands on which the mine hazard exists, the Director may recommend to the Minister that the lease be declared void on condition that the Director indicate in the notice referred to in subsection (2) the intention to make such a recommendation.

(3) Si le promoteur, qui est preneur à bail des terrains sur lesquels se trouve le risque minier, ne se conforme pas à l'ordonnance du directeur visée au paragraphe (1), le directeur peut recommander au ministre de faire déclarer le bail nul à la condition d'avoir indiqué, sur l'avis prévu au paragraphe (2), son intention de formuler pareille recommandation.

Recommen-
dation de
nullité du
bail

Declaration
that lease
void

(4) On the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may declare the lease void, in which case subsections 81 (11), (12) and (13) apply with necessary modifications.

(4) Sur la recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer le bail nul, auquel cas les paragraphes 81 (11), (12) et (13) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Déclaration
de nullité du
bail

Offence

(5) Failure to comply with an order under subsection (1) constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.

(5) Quiconque ne se conforme pas à l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.

Infraction

EMERGENCY POWERS

POUVOIRS D'URGENCE

Duty to act

148. (1) Subject to subsection (9), the proponent of a mine hazard that causes or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect shall forthwith do everything practicable to prevent, eliminate and ameliorate it.

148. (1) Sous réserve du paragraphe (9), le promoteur d'un risque minier qui entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse prend sans délai toutes les mesures possibles pour empêcher et éliminer cette conséquence préjudiciable et en atténuer la portée.

Obligation
d'agir

Order to
rehabilitate
site

(2) If the Minister has reasonable grounds for believing that a mine hazard is causing or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect, the Minister may order the proponent to rehabilitate the mine hazard upon such terms as he or she may specify.

(2) Si le ministre a des motifs raisonnables de croire qu'un risque minier entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse, il peut, par arrêté, ordonner au promoteur de réhabiliter le risque minier aux conditions qu'il fixe.

Arrêté
exigeant la
réhabilitation
d'un lieu

Minister's
directions

(3) If the Minister has reasonable grounds for believing that a mine hazard is causing or is likely to cause an immediate and dangerous adverse effect, the Minister may, in the circumstances specified in subsection (4), give directions in accordance with subsection (5) to the employees and agents of the Ministry.

(3) Si le ministre a des motifs raisonnables de croire qu'un risque minier entraîne ou entraînera vraisemblablement une conséquence préjudiciable immédiate et dangereuse, il peut, dans les circonstances précisées au paragraphe (4), donner des directives conformément au paragraphe (5) aux employés et aux agents du ministère.

Directives du
ministre

Where
Minister
may give
directions

(4) The Minister may give directions in accordance with subsection (5) if he or she is of the opinion that it is in the public interest to do so and,

(4) Le ministre peut donner des directives conformément au paragraphe (5) s'il est d'avis qu'il est dans l'intérêt public de le faire, et que, selon le cas :

Cas où le
ministre peut
donner des
directives

- (a) he or she is of the opinion that the proponent will not carry out promptly the work required to prevent, eliminate and ameliorate the adverse effect;
- (b) he or she is of the opinion that the proponent cannot be readily identified or located and that as a result the duty imposed by subsection (1) will not be carried out promptly; or
- (c) the proponent of the mine hazard requests the Minister's assistance in order to carry out the duty imposed by subsection (1).

Contents of directions

(5) Under this section, the Minister may direct the employees and agents of the Ministry to do everything practicable, or to do such work and take such action as may be specified in the directions, in respect of the prevention, elimination and amelioration of the adverse effect.

Employees and agents

(6) No Act, regulation, by-law, order, permit, closure plan, approval or licence bars the employees and agents of the Ministry from acting in accordance with the directions given by the Minister under this section.

Hearing

(7) The Minister need not hold, or afford to any person an opportunity for, a hearing before giving directions under this section.

Continuing offence

(8) Failure to comply with an order under subsection (2) constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.

Where section does not apply

(9) Nothing in this section applies to a holder of an unpatented mining claim with respect to a mine hazard that was created by others prior to the staking of the claim and that has not been materially disturbed or affected by the holder of the unpatented mining claim since the staking of the claim.

SURRENDER

Refusal of voluntary surrender

149. The Minister may refuse to accept a voluntary surrender of mining lands or mining rights under section 183 if he or she has reasonable grounds for believing that a proponent has failed to rehabilitate the site in accordance with a filed closure plan or, if no closure plan has been filed, in accordance with the prescribed standards for site rehabilitation.

Surrender by agreement

149.1 (1) The Minister may, with respect to a project that has been closed out, accept a

- a) il est d'avis que le promoteur n'exécutera pas promptement les travaux nécessaires pour empêcher et éliminer la conséquence préjudiciable et en atténuer la portée;
- b) il est d'avis que le promoteur ne peut pas être identifié ou repéré sans difficulté et que, en conséquence, l'obligation qu'impose le paragraphe (1) ne sera pas remplie promptement;
- c) le promoteur du risque minier demande l'aide du ministre pour remplir l'obligation qu'impose le paragraphe (1).

(5) En vertu du présent article, le ministre peut enjoindre aux employés et aux agents du ministère d'utiliser tous les moyens possibles ou d'effectuer les travaux et de prendre les mesures que peuvent préciser les directives afin d'empêcher et d'éliminer la conséquence préjudiciable et d'en atténuer la portée.

(6) Les lois, règlements, règlements municipaux, arrêtés, ordres, ordonnances, décrets, permis, plans de fermeture, autorisations ou licences n'ont pas pour effet d'empêcher les employés et les agents du ministère d'agir conformément aux directives que le ministre donne en vertu du présent article.

(7) Le ministre n'a pas à tenir d'audience, ni à donner l'occasion à quiconque d'être entendu, avant de donner des directives en vertu du présent article.

(8) Quiconque ne se conforme pas à l'arrêté pris en vertu du paragraphe (2) commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.

(9) Le présent article ne s'applique pas au titulaire d'un claim non concédé par lettres patentes à l'égard d'un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim et qui n'a pas été perturbé ou touché de façon importante par le titulaire du claim non concédé par lettres patentes après le jalonnement du claim.

RÉTROCESSION

149. Le ministre peut refuser d'accepter la rétrocession volontaire de terrains miniers ou de droits miniers visés à l'article 183 s'il a des motifs raisonnables de croire que le promoteur n'a pas réhabilité le lieu conformément à un plan de fermeture déposé ou, lorsqu'aucun plan de fermeture n'a été déposé, conformément aux normes prescrites en matière de réhabilitation d'un lieu.

149.1 (1) Le ministre peut, à l'égard d'un projet qui a été fermé, accepter d'un promo-

Teneur des directives

Employés et agents

Audience

Infraction

Non-application

Refus de rétrocession volontaire

Rétrocession par accord

surrender of mining lands from a proponent on the conditions specified by the Minister.

Special purpose account

(2) Money received from the proponent of a project as part of an agreement for the surrender of mining lands shall be placed in a special purpose account for use in the rehabilitation of mining lands generally.

Payments out of account

(3) The cost of any work performed by the Crown or an agent of the Crown under this section shall be paid by the Minister of Finance out of the special purpose account.

No liability

(4) Despite subsections 7 (1) and 8 (1) and sections 17, 18, 43 and 44 of the *Environmental Protection Act*, a proponent who surrenders mining lands under this section is not liable under those provisions.

27. Section 150 of the Act is repealed and the following substituted:

Surrender of lease

150. (1) If a proponent was, for at least 10 years, a beneficial owner of an unpatented mining claim on which a mine hazard was created by others prior to the proponent's staking of the claim, and that claim was converted to a mining lease before June 3, 1991, the proponent may, upon application to the Director within 12 months after the coming into force of this section and upon payment of the required fee,

- (a) surrender the lease to the Crown if the proponent has not created a mine hazard on the site, or materially disturbed or affected a mine hazard created by others, that has not been rehabilitated to the prescribed standard; or
- (b) retain an interest in the lands or part of the lands in the form of unpatented mining claims.

No liability

(2) The proponent who acts in accordance with subsection (1) is not liable for anything that arises after the date of the surrender or retention as unpatented mining claims as a result of the existence of a mine hazard created by others before the proponent staked the lands on which the proponent previously held the lease.

28. Sections 151, 152 and 153 of the Act are repealed and the following substituted:

COST OF WORK COMPLETED

Where cost debt due to Crown

151. (1) If the Crown or an agent of the Crown carries out rehabilitation measures under subsection 147 (2) or does any work under subsection 148 (5), the resulting cost to

teur la rétrocession de terrains miniers, aux conditions précisées par le ministre.

Compte spécial

(2) Les sommes reçues du promoteur d'un projet dans le cadre d'un accord portant sur la rétrocession des terrains miniers sont versées dans un compte spécial destiné à la réhabilitation des terrains miniers en général.

Prélèvements sur le compte

(3) Le ministre des Finances prélève sur le compte spécial les sommes nécessaires pour couvrir le coût des travaux effectués en raison du présent article par la Couronne ou un agent de celle-ci.

Aucune responsabilité

(4) Malgré les paragraphes 7 (1) et 8 (1) et les articles 17, 18, 43 et 44 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, le promoteur qui rétrocède des terrains miniers aux termes du présent article n'est pas responsable aux termes de ces dispositions.

27. L'article 150 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rétrocession du bail

150. (1) Si un promoteur a, pendant au moins 10 ans, été un propriétaire bénéficiaire d'un claim non concédé par lettres patentes sur lequel un risque minier a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim par le promoteur et que le claim a été converti en bail minier avant le 3 juin 1991, le promoteur peut, sur demande présentée au directeur dans les 12 mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article et sur paiement des droits prescrits :

- a) soit rétrocéder le bail à la Couronne, si le promoteur n'a pas créé de risque minier sur le lieu, ou qu'il n'a pas perturbé ou touché de façon importante un risque minier créé par d'autres, qui n'a pas été réhabilité conformément à la norme prescrite;
- b) soit conserver un intérêt sur les terrains ou une partie de ceux-ci sous forme de claims non concédés par lettres patentes.

Aucune responsabilité

(2) Le promoteur qui agit conformément au paragraphe (1) n'est pas responsable de ce qui survient après la date de la rétrocession ou de la conservation sous forme de claims non concédés par lettres patentes, en raison de l'existence d'un risque minier créé par d'autres avant qu'il ne jalonne les terrains dont il était précédemment preneur à bail.

28. Les articles 151, 152 et 153 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

COÛT DES TRAVAUX

Dette payable à la Couronne

151. (1) Si la Couronne ou l'un de ses agents prend des mesures de réhabilitation en vertu du paragraphe 147 (2) ou entreprend des travaux en vertu du paragraphe 148 (5), les

the Crown is a debt due to the Crown by the proponent that,

- (a) forms a lien and a charge on the site in favour of the Crown, realizable by action for sale of any part or all of the land or lands subject to it, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property situate in, on, over or under the land or lands; and
- (b) is recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

Same

(2) The cost to the Crown of carrying out the rehabilitation measures under clause 153.2 (4) (b) is a debt due to the Crown by the proponent recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

Same

(3) If the Crown or an agent of the Crown carries out rehabilitation measures under subsection 145 (5) and the financial assurance held by the Crown is insufficient to cover the total cost incurred by the Crown in completing the rehabilitation measures, the extra cost not covered by the financial assurance is a debt due to the Crown by the proponent that,

- (a) forms a lien and a charge on the site in favour of the Crown realizable by action for sale of any part or all of the land or lands comprising the site subject to the lien, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property situate in, on, over or under the land or lands; and
- (b) is recoverable by the Crown in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

Registration
as charge

(4) Notice of the debt described in subsections (1) and (3) may be registered as a charge, in the prescribed form, in the proper land registry office and no transfer of or other dealing with the site shall take place until the debt is paid and the notice is cancelled.

Cessation of
charge

(5) The Director may have a cessation of charge in the prescribed form registered in the proper land registry office on such terms as he or she considers acceptable, including pay-

dépenses engagées à cette fin par la Couronne sont une dette du promoteur envers la Couronne et :

- a) constituent un privilège et une charge grevant le lieu en faveur de la Couronne, réalisable au moyen d'une action pour la mise en vente d'une partie ou de la totalité du ou des terrains qui y sont assujettis, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui sont situés sur ou sous le ou les terrains;
- b) peuvent être recouvrées par la Couronne auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

(2) Les dépenses engagées par la Couronne pour prendre les mesures de réhabilitation prévues à l'alinéa 153.2 (4) b) constituent une dette du promoteur envers la Couronne qui peut être recouvrée par celle-ci auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

Idem

(3) Si la Couronne ou l'un de ses agents prend des mesures de réhabilitation en vertu du paragraphe 145 (5) et que la garantie financière détenue par la Couronne est insuffisante pour couvrir les dépenses totales engagées par elle dans l'application des mesures, les dépenses supplémentaires non couvertes par la garantie financière sont une dette du promoteur envers la Couronne et :

Idem

- a) constituent un privilège et une charge grevant le lieu en faveur de la Couronne, réalisable au moyen d'une action pour la mise en vente d'une partie ou de la totalité du ou des terrains qui sont assujettis au privilège, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui sont situés sur ou sous le ou les terrains;
- b) peuvent être recouvrées par la Couronne auprès d'un tribunal où peut être recouvrée une dette ou satisfaite une demande d'argent d'un montant similaire.

(4) L'avis de la dette décrite aux paragraphes (1) et (3) peut être enregistré comme une charge, selon la formule prescrite, au bureau d'enregistrement immobilier compétent. Nulle cession du lieu ni autre démarche visant celui-ci ne doit se produire avant que la dette n'ait été réglée et l'avis annulé.

Enregistre-
ment à titre
de charge

(5) Le directeur peut faire enregistrer une mainlevée de charge, selon la formule prescrite, au bureau d'enregistrement immobilier compétent aux conditions qu'il juge accepta-

Mainlevée
de charge

ment, and on such a cessation of charge being registered, the lien and charge in subsections (1) and (3) is void and of no effect.

HEARINGS AND APPEALS

Appeal to
Commis-
sioner

152. (1) A proponent may appeal to the Commissioner,

- (a) an order requiring the filing of a certified closure plan under subsection 147 (1);
- (b) an order requiring changes to a certified closure plan or to amendments to a certified closure plan under subsection 143 (3);
- (c) an order for the performance of rehabilitation measures under subsection 145 (2); or
- (d) an action of the Director on an application made under subsection 150 (1).

Notice

(2) The proponent may appeal an order or action under subsection (1) if, within 30 days after receiving the Director's order or being informed of the Director's action, the proponent serves the Director with the prescribed notice requiring a hearing before the Commissioner.

Hearing

(3) The Director shall refer the matter to the Commissioner for a hearing within 30 days after being served.

Automatic
stay unless
removed

(4) Upon service on the Director of the notice under subsection (2), the Director's order is stayed until the Commissioner disposes of the appeal unless the Director applies, upon notice, for a removal of the stay.

Grounds for
removal of
stay

(5) The Commissioner may remove the stay if the matter being appealed relates to changes to a closure plan or to amendments to a closure plan, or to the performance of rehabilitation measures.

Refusal by
Commis-
sioner

(6) Despite subsection (4), the Commissioner shall refuse to hear an appeal of an order for changes to a closure plan or to amendments to a closure plan that require an increased amount of financial assurance unless the proponent has provided the Director, along with the notice of appeal, with the increased amount of financial assurance required, which amount shall be held by the Crown pending the outcome of the appeal.

Waiver

(7) The Commissioner upon application with notice by the proponent may waive the

bles, y compris le règlement de la dette, et sur enregistrement de cette mainlevée, le privilège et la charge visés aux paragraphes (1) et (3) sont nuls et sans effet.

AUDIENCES ET APPELS

152. (1) Le promoteur peut interjeter appel au commissaire :

Appel devant
le commis-
saire

- a) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 147 (1) exigeant le dépôt d'un plan de fermeture certifié;
- b) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 143 (3) exigeant que des changements soient apportés à un plan de fermeture certifié ou à des modifications à un plan de fermeture certifié;
- c) d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 145 (2) pour la prise de mesures de réhabilitation;
- d) d'une mesure prise par le directeur relativement à une demande présentée en vertu du paragraphe 150 (1).

(2) Le promoteur peut interjeter appel d'une ordonnance ou d'une mesure visée au paragraphe (1) si, dans les 30 jours de la réception de l'ordonnance du directeur ou de la date à laquelle il a été informé de la mesure prise par le directeur, il signifie à ce dernier l'avis prescrit demandant la tenue d'une audience devant le commissaire.

Avis

(3) Dans les 30 jours de la signification, le directeur saisit le commissaire de l'affaire aux fins d'une audience.

Audience

(4) Sur signification au directeur de l'avis prévu au paragraphe (2), l'ordonnance du directeur est suspendue jusqu'à ce que le commissaire statue sur l'appel, à moins que le directeur ne demande, avec préavis, que la suspension soit annulée.

Suspension
automatique

(5) Le commissaire peut annuler la suspension si l'affaire en appel concerne des changements à un plan de fermeture ou à des modifications à un plan de fermeture, ou à la prise de mesures de réhabilitation.

Motifs d'an-
nullation de
la suspension

(6) Malgré le paragraphe (4), le commissaire refuse d'entendre l'appel d'une ordonnance visant des changements à un plan de fermeture ou à des modifications à un plan de fermeture qui exigent une augmentation du montant de la garantie financière, à moins que le promoteur n'ait fourni au directeur, outre l'avis d'appel, le montant supplémentaire de la garantie financière exigé, que la Couronne détient jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Refus du
commissaire

(7) Sur demande présentée avec préavis par le promoteur, le commissaire peut renoncer à

Renonciation

requirement under subsection (6) if the Commissioner considers it just to do so.

(8) Upon hearing the proponent's appeal, the Commissioner may confirm, alter or revoke the Director's order or action that is the subject-matter of the appeal.

(9) Sections 114, 115, 116 and 118 to 131 of this Act apply to appeals under this section with necessary modifications.

(10) An appeal lies to the Divisional Court on a question of law from any decision of the Commissioner under subsection (8) in accordance with the rules of court.

(11) A party to a hearing before the Commissioner may, within 30 days after receipt of the Commissioner's decision or within 30 days after final disposition of an appeal, if any, under subsection (10), appeal in writing to the Minister on any matter other than a question of law, and the Minister shall confirm, alter or revoke the decision of the Commissioner as to the matter in appeal as the Minister considers to be in the public interest.

(12) The person requiring the hearing, the Director and any other person specified by the Commissioner are parties to the hearing.

MISCELLANEOUS

153. (1) The Minister may appoint as mineral development officers such employees of the Ministry as the Minister considers necessary to co-ordinate and expedite communication between the mining industry, the public and affected ministries and agencies of the Government of Ontario.

(2) The Minister may appoint one or more officers or employees of the Ministry as Directors of Mine Rehabilitation.

153.1 Despite subsection 4 (4), no action or other proceeding shall be brought against the Crown, the Minister or an employee or agent of the Crown for any act or omission arising out of or in relation to the filing, approval, review or acceptance of a closure plan or amendments to a closure plan under this Part or its predecessor.

153.2 (1) If a proponent is subject to a court order or an order of the Director, the Commissioner or the Minister under this Part, the Director may,

l'exigence prévue au paragraphe (6) s'il estime juste de le faire.

(8) À l'issue de l'audience de l'appel du promoteur, le commissaire peut confirmer, modifier ou révoquer l'ordonnance ou la mesure du directeur faisant l'objet de l'appel.

(9) Les articles 114, 115, 116 et 118 à 131 de la présente loi s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux appels prévus au présent article.

(10) Il peut être interjeté appel à la Cour divisionnaire, sur une question de droit, de toute décision du commissaire visée au paragraphe (8), conformément aux règles de pratique de la Cour.

(11) Une partie à l'audience tenue devant le commissaire peut, dans les 30 jours de la réception de la décision de celui-ci ou dans les 30 jours de la date où il est statué définitivement sur un appel, le cas échéant, en vertu du paragraphe (10), interjeter appel par écrit au ministre de toute question, exception faite d'une question de droit. Le ministre confirme, modifie ou révoque la décision du commissaire faisant l'objet de l'appel, selon ce qu'il croit être dans l'intérêt public.

(12) Sont parties à l'audience la personne qui demande l'audience, le directeur et les autres personnes que le commissaire précise.

DISPOSITIONS DIVERSES

153. (1) Le ministre peut nommer agents de mise en valeur des minéraux les employés du ministère qu'il estime nécessaires pour coordonner et faciliter les communications entre l'industrie minière, le public et les ministères et organismes concernés du gouvernement de l'Ontario.

(2) Le ministre peut nommer un ou plusieurs fonctionnaires ou employés du ministère à titre de directeurs de la réhabilitation minière.

153.1 Malgré le paragraphe 4 (4), sont irrecevables les actions ou autres instances intentées contre la Couronne, le ministre ou un employé ou agent de la Couronne du fait d'un acte ou d'une omission résultant du dépôt, de l'approbation, de l'examen ou de l'acceptation d'un plan de fermeture ou de modifications à un plan de fermeture en vertu de la présente partie ou d'une partie qu'elle remplace, ou y ayant trait.

153.2 (1) Si un promoteur est visé par une ordonnance du tribunal, du directeur ou du commissaire ou par un arrêté du ministre visés à la présente partie, le directeur peut :

Pouvoir du commissaire en matière d'appel

Procédure

Appel à la Cour divisionnaire

Appel au ministre

Parties

Agents de mise en valeur des minéraux

Directeurs

Immunité

Pouvoirs du directeur concernant les cessions

Power of Commissioner on appeal

Procedure

Appeal to Divisional Court

Appeal to Minister

Parties

Mineral development officers

Directors

Immunity

Director's powers regarding transfers, etc.

	<p>(a) register the order against the land or lands comprising the site in the proper land registry office prohibiting any person with an interest in the land from dealing with it without the Director's consent; and</p> <p>(b) may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an injunction preventing the sale of the land or lands comprising the site, including any buildings, structures, machinery, chattels or personal property on the site.</p>	<p>a) enregistrer au bureau d'enregistrement immobilier compétent l'ordonnance rendue ou l'arrêté pris à l'égard du ou des terrains où se situe le lieu, interdisant à quiconque détient un intérêt dans le ou les terrains de faire quelque démarche que ce soit les concernant sans le consentement du directeur;</p> <p>b) par voie de requête, demander à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une injonction pour empêcher la vente du ou des terrains où se situe le lieu, y compris les bâtiments, constructions, machines ou biens personnels qui s'y trouvent.</p>	
Transfer of lease, licence	<p>(2) If the proponent who is subject to an order referred to in subsection (1) is a lessee or the holder of a licence of occupation, the Director may recommend that the Minister not consent to the transfer of the lease or licence.</p>	<p>(2) Si le promoteur qui est visé par une ordonnance ou un arrêté visés au paragraphe (1) est un preneur à bail ou le titulaire d'un permis d'occupation, le directeur peut recommander au ministre de refuser son consentement à la cession du bail ou du permis.</p>	Cession d'un bail, d'un permis
No abandonment of mining claim	<p>(3) Despite section 70, if the proponent is the holder of a mining claim on which a mine hazard has been created by the proponent or a mine hazard created by others prior to the staking of the claim has been materially disturbed or affected by the proponent after the staking of the claim, and the Director has reasonable grounds for believing that the proponent has failed to rehabilitate such a mine hazard in accordance with a closure plan or, where no closure plan has been filed, with the prescribed standards for rehabilitation, the Director may order the proponent to comply with the closure plan or to rehabilitate such a mine hazard in accordance with the prescribed standards, as applicable, and the proponent shall not abandon the mining claim.</p>	<p>(3) Malgré l'article 70, si le promoteur est le titulaire d'un claim sur lequel un risque minier a été créé par le promoteur ou sur lequel un risque minier qui a été créé par d'autres avant le jalonnement du claim a été perturbé ou touché de façon importante par le promoteur après le jalonnement du claim, et que le directeur a des motifs raisonnables de croire que le promoteur n'a pas réhabilité le risque minier conformément à un plan de fermeture ou, lorsqu'aucun plan de fermeture n'a été déposé, conformément aux normes prescrites en matière de réhabilitation, le directeur peut ordonner au promoteur de se conformer au plan de fermeture ou de réhabiliter le risque minier conformément aux normes prescrites, selon le cas, auquel cas le promoteur ne doit abandonner le claim.</p>	Abandon interdit
Realization of security	<p>(4) If a proponent fails to comply with an order referred to in subsection (3), the Director may,</p> <p>(a) realize on the financial assurance under section 145 if the proponent is subject to a closure plan;</p> <p>(b) have the Crown or an agent of the Crown carry out rehabilitation measures in accordance with the prescribed standards if the proponent is not subject to a closure plan.</p>	<p>(4) Si le promoteur ne se conforme pas à l'ordonnance visée au paragraphe (3), le directeur peut :</p> <p>a) réaliser la garantie financière visée à l'article 145, si le promoteur est visé par un plan de fermeture;</p> <p>b) demander à la Couronne ou à l'un de ses agents de prendre des mesures de réhabilitation conformément aux normes prescrites, si le promoteur n'est pas visé par un plan de fermeture.</p>	Réalisation de la garantie
Continuing offence	<p>(5) Failure to comply with an order of the Director, Commissioner or Minister constitutes an offence that continues for each day during which the failure continues.</p>	<p>(5) Quiconque ne se conforme pas à une ordonnance du directeur ou du commissaire ou à un arrêté du ministre commet une infraction qui se poursuit pour chaque journée où la non-conformité continue.</p>	Infraction continue
No assignment of closure plan	<p>(6) A closure plan filed under this Part is binding on the heirs, assigns and successors of the proponent who filed it and may not be assigned without the Director's consent.</p>	<p>(6) Le plan de fermeture déposé en vertu de la présente partie lie les héritiers, ayants droits et successeurs du promoteur qui l'a déposé et</p>	Cession du plan de fermeture interdite

Liability of lessee, patentee concerning mine hazards

153.3 (1) A lessee or patentee of mining rights is, unless a contrary intention is shown, liable in respect of the rehabilitation under this Part of all mine hazards on, in or under the lands, regardless of when and by whom the mine hazards were created.

When lease expires

(2) This Part continues to apply with respect to a proponent who is a lessee until the earlier of,

- (a) the day that is two years after the expiry of the lease; and
- (b) the date of re-opening or other disposition of the land under this Act.

Method of service

153.4 (1) If, under this Part, a notice must be given or an order served, they are sufficiently given or served if they are,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail;
- (c) sent by courier;
- (d) sent by facsimile transmission if the original is sent within 15 days of the date on which the facsimile transmission was sent; or
- (e) given or served in the prescribed manner.

Deemed service

(2) Delivery or service by registered mail or courier shall be deemed to be made on the fifth day after the day of mailing unless the intended recipient establishes that, acting in good faith, they did not receive the notice or order until a later date for reasons beyond their control.

Where delivery or service made by Ministry

(3) A notice to be given or an order to be served by the Ministry shall be addressed to the intended recipient at the recipient's last address for service on the Ministry's records except if facsimile transmission is chosen, in which case the notice or order must be successfully sent to the recipient's last known facsimile telephone number on the Ministry's records.

29. (1) Clause 164 (1) (c) of the Act is amended by striking out at the beginning "wilfully".

ne peut pas être cédé sans le consentement du directeur.

153.3 (1) Le preneur à bail ou le titulaire de lettres patentes à l'égard de droits miniers est responsable, à moins qu'une intention contraire soit indiquée, à l'égard de la réhabilitation visée à la présente partie de tous les risques miniers se trouvant dans ou sur les terrains, ou encore sous ceux-ci, quel que soit le moment où ces risques ont été créés et quelle que soit la personne qui les a créés.

Responsabilité du preneur à bail, titulaire de lettres patentes à l'égard des risques miniers

(2) La présente partie continue de s'appliquer à l'égard du promoteur qui est un preneur à bail jusqu'au premier en date des jours suivants :

Expiration du bail

- a) le jour du deuxième anniversaire de l'expiration du bail;
- b) le jour de réouverture ou de toute autre utilisation du terrain que prévoit la présente loi.

153.4 (1) Si la présente partie prévoit la remise d'un avis ou la signification d'une ordonnance ou d'un arrêté, la remise ou la signification peut valablement se faire :

Mode de signification

- a) de personne à personne;
- b) par courrier recommandé;
- c) par messagerie;
- d) par télécopieur, à condition que l'original suive dans les 15 jours de la date de la transmission de la télécopie;
- e) par quelque autre moyen prescrit.

(2) S'ils sont remis ou signifiés par courrier recommandé ou par messagerie, l'avis est réputé remis et l'ordonnance ou l'arrêté sont réputés signifiés le cinquième jour qui suit la date de sa mise à la poste ou de son expédition par messagerie, à moins que le destinataire de l'avis, de l'ordonnance ou de l'arrêté ne démontre que, agissant en toute bonne foi, il ne l'a reçu qu'à une date ultérieure pour des motifs indépendants de sa volonté.

Signification réputée

(3) Les avis et les ordonnances ou arrêtés devant être remis ou signifiés par le ministère sont envoyés au dernier domicile élu du destinataire qui figure dans les dossiers du ministère. Si la remise ou la signification se fait par télécopieur, l'avis, l'ordonnance ou l'arrêté doivent être transmis avec succès au dernier numéro de télécopieur connu du destinataire qui figure dans les dossiers du ministère.

Remise ou signification par le ministère

29. (1) L'alinéa 164 (1) c) de la Loi est modifié par suppression, au début de l'alinéa, de «sciemment».

(2) Clause 164 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) pulls down, injures or defaces any rules or notices posted up by the owner or manager of a mine or plant.

(3) Clause 164 (1) (e) of the Act is amended by striking out at the beginning “wilfully”.

(4) Clause 164 (1) (f) of the Act is amended by striking out “or agent” in the first line.

(5) Clauses 164 (1) (h), (i) and (j) of the Act are amended by striking out at the beginning in each case “wilfully”.

30. (1) Subsection 167 (2) of the Act is amended by inserting after “Director’s” in the second line “Commissioner’s or Minister’s”.

(2) Subsection 167 (3) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, is repealed and the following substituted:

(3) The Director may apply at any time to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order prohibiting advanced exploration, mining or mine production on a site if any person fails to,

- (a) comply with section 140 or 141 before commencing or recommencing a project;
- (b) comply with a filed closure plan as required under subsection 143 (1); or
- (c) submit a material change notice required under subsection 144 (2).

(3) Subsection 167 (4) of the Act is amended by striking out “an accepted closure plan” in the third and fourth lines and substituting “a filed closure plan”.

31. Section 169 of the Act is amended by adding the following subsection:

(3) No proceeding for an offence under Part VII or under any regulation made under that Part shall be commenced later than two years after the later of,

- (a) the day on which the offence was committed; and
- (b) the day on which evidence of the offence first came to the attention of the

(2) L’alinéa 164 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) abat, détériore ou mutilé toute consigne ou tout avis affichés par le propriétaire ou l’exploitant d’une mine ou d’une usine.

(3) L’alinéa 164 (1) e) de la Loi est modifié par suppression, au début de l’alinéa, de «sciement»,.

(4) L’alinéa 164 (1) f) de la Loi est modifié par suppression, aux première et deuxième lignes, de «ou de représentant».

(5) Les alinéas 164 (1) h), i) et j) de la Loi sont modifiés par suppression, au début de chaque alinéa, de «sciement»,.

30. (1) Le paragraphe 167 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «rendue» à la deuxième ligne, de «ou du commissaire rendue ou d’un arrêté du ministre pris».

(2) Le paragraphe 167 (3) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Le directeur peut demander, en tout temps, par voie de requête, à un juge de la Cour de l’Ontario (Division générale) de rendre une ordonnance interdisant l’exploration avancée, l’exploitation minière ou la production minière sur un lieu lorsqu’une personne, selon le cas :

- a) ne se conforme pas à l’article 140 ou 141 avant d’entreprendre ou de reprendre un projet;
- b) ne se conforme pas à un plan de fermeture déposé comme l’exige le paragraphe 143 (1);
- c) ne soumet pas l’avis de changement important exigé aux termes du paragraphe 144 (2).

(3) Le paragraphe 167 (4) de la Loi est modifié par substitution à, «un plan de fermeture approuvé» à la quatrième ligne, de «un plan de fermeture déposé».

31. L’article 169 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Les instances relatives à une infraction prévue à la partie VII ou dans un règlement pris en application de cette partie se prescrivent par deux ans à compter du dernier en date des jours suivants :

- a) le jour où l’infraction a été commise;
- b) le jour où la preuve de l’infraction a été pour la première fois portée à l’attention du directeur ou d’un inspecteur de

Application
for
restraining
order

Demande
d’ordon-
nance de ne
pas faire

Limitation

Prescription

Director or a rehabilitation inspector designated under section 146.

32. (1) Paragraph 11 of subsection 176 (1) of the Act is amended by striking out “staking” in the third line and substituting “recording”.

(2) Paragraph 1 of subsection 176 (2) of the Act is amended by inserting after “content” in the second line “including their certification and reporting requirements”.

(3) Paragraph 6, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 134, and paragraph 7 of subsection 176 (2) of the Act are repealed and the following substituted:

6. prescribing the form of a report under subsection 139.1 (2);
7. prescribing corporate financial tests for the purposes of section 145;
- 7.1 prescribing the manner in which the Director may require other forms of financial assurance under subsection 145 (6).

(4) Paragraph 9 of subsection 176 (2) of the Act is repealed.

(5) Paragraph 10 of subsection 176 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

10. prescribing material and quantities of material extracted, and other types of work that are to be classified as advanced exploration work.

(6) Section 176 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2.1) A regulation made under paragraph 6, 7 or 7.1 of subsection (2) shall not come into force unless,

- (a) the regulation was published in *The Ontario Gazette* at least four weeks before the regulation comes into force; or
- (b) the Minister states that the regulation must come into force before clause (a) can be complied with and gives reasons for that statement.

(7) Subsection 176 (3) of the Act is amended by inserting after “issue” in the fourth line “unpatented mining claims, or”.

33. Subsections 181 (4) and (5) of the Act are amended by striking out in each case “sub-

la réhabilitation désigné aux termes de l’article 146.

32. (1) La disposition 11 du paragraphe 176 (1) de la Loi est modifiée par substitution, à «le jalonnement» à la cinquième ligne, de «l’enregistrement».

(2) La disposition 1 du paragraphe 176 (2) de la Loi est modifiée par insertion, après «contenu,» à la troisième ligne, de «y compris leur certification et leurs exigences en matière de rapports,».

(3) La disposition 6, telle qu’elle est adoptée de nouveau par l’article 134 du chapitre 27 des Lois de l’Ontario de 1994, et la disposition 7 du paragraphe 176 (2) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

6. prescrire la formule du rapport prévu au paragraphe 139.1 (2);
7. prescrire des tests de solvabilité pour l’application de l’article 145;
- 7.1 prescrire les modalités selon lesquelles le directeur peut exiger d’autres formes de garantie financière en vertu du paragraphe 145 (6).

(4) La disposition 9 du paragraphe 176 (2) de la Loi est abrogée.

(5) La disposition 10 du paragraphe 176 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

10. prescrire des matières et des quantités de matières extraites, et les autres genres de travaux qui doivent être classés comme travaux d’exploration avancée.

(6) L’article 176 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Un règlement pris en application de la disposition 6, 7 ou 7.1 du paragraphe (2) ne peut entrer en vigueur que si, selon le cas :

- a) le règlement a été publié dans la *Gazette de l’Ontario* au moins quatre semaines avant son entrée en vigueur;
- b) le ministre déclare que le règlement doit entrer en vigueur avant qu’il ne soit satisfait aux exigences de l’alinéa a) et donne les motifs de cette déclaration.

(7) Le paragraphe 176 (3) de la Loi est modifié par insertion, après «délivrer», à la quatrième ligne, de «des claims non concédés par lettres patentes, ou».

33. Le paragraphe 181 (4) de la Loi est modifié par substitution, à «en vertu du para-

Same

Idem

section (1)” in the second line and substituting “subsection (2)”.

34. Subsection 183 of the Act is amended,

- (a) by striking out “licensee” in the first line of subsection (1) and substituting “holder”;
- (b) by striking out “licensee” in the first line and in the fifth line of subsection (2) and substituting in each case “holder”;
- (c) by striking out “licensee” in the second line of subsection (3) and substituting “holder”; and
- (d) by striking out “licensee” in the twelfth line of subsection (4) and substituting “holder”.

35. Subsection 184 (2) of the Act is amended by adding after “mining rights” in the first line “except unpatented mining claims”.

36. Subsection 185 (1) of the Act is amended by striking out “The Lieutenant Governor in Council, upon the recommendation of the Minister” at the beginning and substituting “The Minister”.

37. Subsection 197 (7) of the Act is amended by striking out “7 o’clock standard time in the forenoon of” in the seventh line and substituting “8 a.m. standard time on”.

38. Section 207 of the Act is amended by striking out “the 3rd day of June, 1996” wherever it occurs and substituting “December 31, 1996.”

Transition,
existing
projects

39. (1) A closure plan accepted by the Director before October 6, 1995 under Part VII of the Act as it read immediately before that day shall be deemed to have been filed under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

Same

(2) If, before the day this section comes into force, a proponent submitted a proposed closure plan to the Director under Part VII of the Act as it read immediately before that day and if, before the later of April 1, 1996 and the day this section comes into force,

- (a) the proponent’s proposal with respect to the form and amount of the financial assurance to be provided under the closure plan has been accepted by the

phe (1)» aux deuxième et troisième lignes, de «en vertu du paragraphe (2)» et le paragraphe 181 (5) de la Loi est modifié par substitution, à «prévues au paragraphe (1)» à la deuxième ligne, de «prévues au paragraphe (2)».

34. L’article 183 de la Loi est modifié :

- a) par substitution, à «titulaire de permis», à la deuxième ligne du paragraphe (1), de «titulaire»;
- b) par substitution, à «titulaire de permis», à la deuxième et à la septième ligne du paragraphe (2), de «titulaire»;
- c) par substitution, à «titulaire de permis», à la troisième ligne du paragraphe (3), de «titulaire»;
- d) par substitution, à «titulaire de permis», à la dixième ligne du paragraphe (4), de «titulaire».

35. Le paragraphe 184 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «droits miniers», aux première et deuxième lignes, de «, à l’exception des claims non concédés par lettres patentes,».

36. Le paragraphe 185 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre,», aux première et deuxième lignes, de «Le ministre».

37. Le paragraphe 197 (7) de la Loi est modifié par substitution, à «7 h» à la neuvième ligne, de «8 h».

38. L’article 207 de la Loi est modifié par substitution, à «3 juin 1996», partout où figure cette expression, de «31 décembre 1996».

39. (1) Un plan de fermeture qui a été accepté par le directeur avant le 6 octobre 1995 en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu’elle existait immédiatement avant ce jour, est réputé avoir été déposé en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu’elle est modifiée par la présente annexe.

Dispositions
transitoires,
projets
existants

(2) Si le promoteur a, avant le jour de l’entrée en vigueur du présent article, soumis une proposition de plan de fermeture au directeur en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu’elle existait immédiatement avant ce jour, et que, avant le 1^{er} avril 1996 ou le jour de l’entrée en vigueur du présent article, si cette deuxième date est postérieure à l’autre :

Idem

- a) la proposition du promoteur à l’égard de la forme et du montant de la garantie financière devant être fournie en vertu du plan de fermeture a été acceptée par

Director, the proposed closure plan shall be deemed to have been filed under Part VII of the Act, as amended by this Schedule;

- (b) the proponent's proposal with respect to the form and amount of the financial assurance to be provided under the closure plan has not been accepted by the Director, the proponent shall file a certified closure plan under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

le directeur, la proposition de plan de fermeture est réputée avoir été déposée en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe;

- b) la proposition du promoteur à l'égard de la forme et du montant de la garantie financière devant être fournie en vertu du plan de fermeture n'a pas été acceptée par le directeur, le promoteur dépose un plan de fermeture certifié en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe.

Same

(3) If, before the day this section comes into force, a proponent has been notified of the date by which the proponent must submit a proposed closure plan under subsection 147 (3) of the Act as it read immediately before the day this section comes into force, the proponent shall, on or before the date for submission indicated in the notice, file a certified closure plan with the Director under Part VII of the Act, as amended by this Schedule.

(3) Si le promoteur, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, a été avisé de la date à laquelle il doit soumettre une proposition de plan de fermeture en vertu du paragraphe 147 (3) de la Loi, tel qu'il existait immédiatement avant ce jour, il dépose auprès du directeur, au plus tard à la date indiquée dans l'avis, un plan de fermeture certifié en vertu de la partie VII de la Loi, telle qu'elle est modifiée par la présente annexe. Idem

Commence-
ment

40. (1) This Schedule, except sections 26, 28, 30 and 31, subsections 32 (2), (3), (4) and (5) and section 39, comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

40. (1) La présente annexe, à l'exception des articles 26, 28, 30 et 31, des paragraphes 32 (2), (3), (4) et (5) et de l'article 39, entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Same

(2) Sections 26, 28, 30 and 31, subsections 32 (2), (3), (4) and (5) and section 39 of this Schedule come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Les articles 26, 28, 30 et 31, les paragraphes 32 (2), (3), (4) et (5) et l'article 39 de la présente annexe entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

SCHEDULE P
AMENDMENT TO THE MINISTRY
OF CORRECTIONAL SERVICES
ACT

1. Subsection 33 (2) of the *Ministry of Correctional Services Act* is repealed and the following substituted:

Quorum

(2) Two members of the Board constitute a quorum, but if the Board fails to reach a decision on any matter, question or thing that was examined or heard by only two members, the Board shall re-examine or rehear the matter, question or thing.

Commence-
ment

2. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

ANNEXE P
MODIFICATION DE LA LOI SUR LE
MINISTÈRE DES SERVICES
CORRECTIONNELS

1. Le paragraphe 33 (2) de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Quorum

(2) Deux membres de la Commission constituent le quorum. Toutefois, si elle ne parvient pas à une décision sur une affaire, une question ou un objet qui a été examiné ou entendu par deux membres seulement, la Commission examine ou entend de nouveau l'affaire, la question ou l'objet.

Entrée en
vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE Q
AMENDMENTS TO VARIOUS
STATUTES WITH REGARD TO
INTEREST ARBITRATION**

FIRE DEPARTMENTS ACT

1. Section 6 of the *Fire Departments Act* is amended by adding the following subsections:

Criteria

(5.1) In making a decision or award, the board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(5.2) Subsection (5.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(5.3) Nothing in subsection (5.1) affects the powers of the board of arbitration.

**HOSPITAL LABOUR DISPUTES ARBITRATION
ACT**

2. Section 9 of the *Hospital Labour Disputes Arbitration Act* is amended by adding the following subsections:

Criteria

(1.1) In making a decision or award, the board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.

**ANNEXE Q
MODIFICATION DE DIVERSES
LOIS EN CE QUI A TRAIT À
L'ARBITRAGE DE DIFFÉRENDS**

LOI SUR LES SERVICES DES POMPIERS

1. L'article 6 de la *Loi sur les services des pompiers* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Critères

(5.1) Pour rendre une décision ou une sentence, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

(5.2) Le paragraphe (5.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition
transitoire

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le conseil d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

(5.3) Le paragraphe (5.1) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage.

Restriction

**LOI SUR L'ARBITRAGE DES CONFLITS DE
TRAVAIL DANS LES HÔPITAUX**

2. L'article 9 de la *Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Critères

(1.1) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.

2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality where the hospital is located.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(1.2) Subsection (1.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(1.3) Nothing in subsection (1.1) affects the powers of the board of arbitration.

POLICE SERVICES ACT

3. Subsection 122 (5) of the *Police Services Act* is repealed and the following substituted:

Criteria

(5) In making a decision or award, the arbitration board shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.

3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité où est situé l'hôpital.

4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.

5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Disposition transitoire

(1.2) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit le conseil d'arbitrage a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

Restriction

(1.3) Le paragraphe (1.1) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage.

LOI SUR LES SERVICES POLICIERS

3. Le paragraphe 122 (5) de la *Loi sur les services policiers* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Critères

(5) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la municipalité.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

6. The interest and welfare of the community served by the police force.

7. Any local factors affecting that community.

Transition

(5.1) Subsection (5) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

(a) an oral or electronic hearing has begun; or

(b) the arbitration board has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(5.2) Nothing in subsection (5) affects the powers of the arbitration board.

PUBLIC SERVICE ACT

4. Section 27 of the *Public Service Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 144, is further amended by adding the following subsections:

Criteria

(3.2) If the matter referred to the Arbitration Committee concerns the amendment or renewal of an agreement or anything that may be the subject of bargaining under section 26, the Committee shall, in making its decision, take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.

2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision, if current funding and taxation levels are not increased.

3. The economic situation in Ontario.

4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.

5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(3.3) Subsection (3.2) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

(a) an oral or electronic hearing has begun; or

6. L'intérêt et le bien-être de la collectivité que dessert le corps de police.

7. Les facteurs locaux qui influent sur la collectivité.

(5.1) Le paragraphe (5) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

a) soit une audience orale ou électronique a commencé;

b) soit le conseil d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

(5.2) Le paragraphe (5) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage.

LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

4. L'article 27 de la *Loi sur la fonction publique*, tel qu'il est modifié par l'article 144 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(3.2) Si la question renvoyée au comité d'arbitrage porte sur la modification ou le renouvellement d'une convention ou sur toute question qui peut faire l'objet de négociations aux termes de l'article 26, le comité prend en considération, pour rendre sa décision, tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.

2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.

3. La situation économique prévalant en Ontario.

4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.

5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

(3.3) Le paragraphe (3.2) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

a) soit une audience orale ou électronique a commencé;

Disposition transitoire

Restriction

Critères

Disposition transitoire

(b) the Arbitration Committee has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(3.4) Nothing in subsection (3.2) affects the powers of the Arbitration Committee.

SCHOOL BOARDS AND TEACHERS COLLECTIVE NEGOTIATIONS ACT

5. (1) Section 35 of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* is amended by adding the following subsections:

Criteria

(1.1) In making a decision or award, the arbitrator or board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality or municipalities served by the board.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(1.2) Subsection (1.1) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the arbitrator or board of arbitration has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(1.3) Nothing in subsection (1.1) affects the powers of the arbitrator or board of arbitration.

(2) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:

Criteria

(2) In making a decision, the selector shall take into consideration all factors he or she considers relevant, including the following criteria:

b) soit le comité d'arbitrage a reçu toutes les observations, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

Restriction

(3.4) Le paragraphe (3.2) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du comité d'arbitrage.

LOI SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ENTRE CONSEILS SCOLAIRES ET ENSEIGNANTS

5. (1) L'article 35 de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Critères

(1.1) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, l'arbitre ou le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la ou les municipalités que dessert le conseil.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

(1.2) Le paragraphe (1.1) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

Disposition transitoire

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit l'arbitre ou le conseil d'arbitrage a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

(1.3) Le paragraphe (1.1) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs de l'arbitre ou du conseil d'arbitrage.

Restriction

(2) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Critères

(2) Pour rendre une décision, l'arbitre des dernières offres prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario and in the municipality or municipalities served by the board.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Transition

(3) Subsection (2) does not apply if, on or before the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent,

- (a) an oral or electronic hearing has begun; or
- (b) the selector has received all the submissions, if no oral or electronic hearing is held.

Restriction

(4) Nothing in subsection (2) affects the powers of the selector.

Commence-
ment

6. This Schedule comes into force on the day the *Savings and Restructuring Act, 1996* receives Royal Assent.

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario et dans la ou les municipalités que dessert le conseil.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si, au plus tard le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale :

- a) soit une audience orale ou électronique a commencé;
- b) soit l'arbitre des dernières offres a reçu tous les arguments, si aucune audience orale ou électronique n'est tenue.

(4) Le paragraphe (2) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs de l'arbitre des dernières offres.

Disposition
transitoire

Restriction

6. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 1996 sur les économies et la restructuration* reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur



3 1761 11470923 1